REPUBLIQUE FRANÇAISE
DEPARTEMENT
DES ALPES-MARITIMES

Communauté d'agglomération du Pays de Grasse

Recueil des actes administratifs

N°2025/01

Premier semestre 2025

TOME 3/3

Pays de Grasse
communauté d'agglomération

REPUBLIQUE FRANÇAISE
DEPARTEMENT
DES ALPES-MARITIMES

Recueil des actes administratifs

N°2025/01

Premier semestre 2025

SOMMAIRE GENERAL

TOME 1

1. Délibérations du 27 février 2025
2. Délibérations du 03 avril 2025

TOME 2

3. Délibérations du 26 juin 2025

TOME 3

4. Décisions du bureau communautaire
5. Décisions du président
6. Arrêtés du président
7. Certificats administratifs

4

Décisions

du

bureau communautaire

Date	Numéro	Thématique	Intitulé	Télétransmise à la Sous-préfecture de Grasse le	Publiée le
09/01/2025	DB2025_001	Commande publique	Avenant n°5 au marché public n°2016/01 relatif à la maîtrise d'œuvre pour l'extension et la réhabilitation du groupe scolaire du Bayle	16/01/2025	16/01/2025
09/01/2025	DB2025_002	Habitat et Logement	Opérations programmées d'amélioration de l'habitat privé 2022-2027 - OPAH "Pays de Grasse" et OPAH-RU "Cœur historique de Grasse" - Attribution de subventions	16/01/2025	16/01/2025
09/01/2025	DB2025_003	Foncier	Cession gratuite des espaces communs du lotissement ARÔMA GRASSE à l'Association Syndicale Libre ARÔMA GRASSE	16/01/2025	16/01/2025
09/01/2025	DB2025_004	Aménagement	Projet de jardin de pluie – Dépôt permis d'aménager	16/01/2025	16/01/2025
23/01/2025	DB2025_005	Sports	**RETIRÉE -**-Demande de subventions – Événement Sportif 2025 - Vétathlon	RETIRÉE	
27/02/2025	DB2025_006	Insertion et Innovation sociale	Renouvellement adhésion 2025 à l'association pour le développement en réseau des territoires et des services (ADRETS)	05/03/2025	05/03/2025
27/02/2025	DB2025_007	Insertion et Innovation sociale	Renouvellement adhésion 2025 au Réseau des Territoires pour une Economie Solidaire (RTES)	05/03/2025	05/03/2025
27/02/2025	DB2025_008	Gestion des déchets	Adhésion au groupement de commandes pour le réaménagement du site de la Marigarde	05/03/2025	05/03/2025
27/02/2025	DB2025_009	Environnement	Renouvellement de l'adhésion pour l'année 2025 aux associations ATMOSUD et CYPRES et versement des cotisations au titre du développement durable	05/03/2025	05/03/2025
27/02/2025	DB2025_010	Marché public	MARCHE PUBLIC réservé – Appel d'offres ouvert – Insertion sociale et professionnelle ayant comme support des prestations de nettoyage des locaux de « GRASSE CAMPUS » – Avenant n°1 au marché n°2024/32	05/03/2025	05/03/2025
27/02/2025	DB2025_011	Marché public	MARCHE PUBLIC – Maîtrise d'œuvre pour la construction d'une halle marché, Pourcieux / Petit Pré, sur la commune de Cabris – Avenant n°1 au marché 2025/01	05/03/2025	05/03/2025
27/02/2025	DB2025_012	Marché public	MARCHE PUBLIC – Appel d'offres ouvert – Extension du Campus étudiant sur la commune de Grasse – Lot 14 : Electricité CFO & CFA – Avenant n°1 au marché n°2024/13.14	05/03/2025	05/03/2025
27/02/2025	DB2025_013	Marché public	MARCHE PUBLIC – Appel d'offres ouvert – Attribution de l'Accord-Cadre – Aménagement, Maintenance, Exploitation d'Infrastructures de Recharge Rapide de Bus Electriques (IRRBE)	05/03/2025	05/03/2025
20/03/2025	DB2025_014	Développement social des territoires	Promotion des valeurs de la République, Prévention du repli communautaire et de la radicalisation 2025 - Demande de subvention	27/03/2025	27/03/2025
20/03/2025	DB2025_015	Développement social des territoires	Fonds Interministériel de Prévention de la Délinquance et de la Radicalisation (FIPDR) 2025 - Demande de subvention	27/03/2025	27/03/2025
20/03/2025	DB2025_016	Petite enfance	Intervention d'un(e) Psychomotricien(ne) vacataire au sein des établissements d'accueil du jeune enfant (EAJE)	27/03/2025	27/03/2025
20/03/2025	DB2025_017	DMO	Aménagement d'un parking public de covoiturage à Spéracèdes – Délégation de la maîtrise d'ouvrage à la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse	27/03/2025	27/03/2025
20/03/2025	DB2025_018	Commande publique	Accord-cadre – Appel d'offres ouvert – Travaux d'amélioration des réseaux d'eaux usées, d'eaux pluviales, d'eau potable et ouvrages annexes – Lot 01 : Réseaux d'eaux usées, d'eaux pluviales, eau potable et ouvrages annexes sur la commune de Grasse - Avenant n°3 à l'accord-cadre n°2023/11.1	27/03/2025	27/03/2025

03/04/2025	DB2025_019	Petite enfance	Actualisation du projet éducatif petite enfance et des projets d'établissement des structures d'accueil du jeune enfant	15/04/2025	15/04/2025
03/04/2025	DB2025_020	Devellopement économique	Renouvellement de l'adhésion à l'association French Tech Côte d'Azur – FTCA et attribution d'une contribution financière au titre de l'exercice 2025	15/04/2025	15/04/2025
03/04/2025	DB2025_021	Devellopement économique	Renouvellement de l'adhésion à l'agence de développement économique de la Région Sud – RisingSUD et attribution d'une contribution financière au titre de l'exercice 2025	15/04/2025	15/04/2025
03/04/2025	DB2025_022	Aménagement	FEDER – Programme 02 : Préserver les ressources Appel à projet « Adaptation au changement climatique » - Demande de subvention – projet jardin de pluie	15/04/2025	15/04/2025
03/04/2025	DB2025_023	Habitat et Logement	Opérations programmées d'amélioration de l'habitat privé 2022-2027 - OPAH "Pays de Grasse" et OPAH-RU "Cœur historique de Grasse" - Attribution de subventions	15/04/2025	15/04/2025
03/04/2025	DB2025_024	DMO	Commune de Caille - Clôture de l'opération - Rénovation de l'éclairage public	15/04/2025	15/04/2025
03/04/2025	DB2025_025	DMO	Commune des Mujouls - Clôture de l'opération - Travaux divers sur le bâtiment de la mairie et abords de la chapelle Sainte-Marthe	15/04/2025	15/04/2025
03/04/2025	DB2025_026	DMO	Commune de Valderoure - Clôture de l'opération - Réfection des chemins du Reyal et de La Ferrière	15/04/2025	15/04/2025
03/04/2025	DB2025_027	DMO	Rénovation d'un bâtiment communal (Gîte touristique) Phase opérationnelle - Commune de Saint-Auban - Avenant n°1 à la convention de délégation de maîtrise d'ouvrage	15/04/2025	15/04/2025
03/04/2025	DB2025_028	DMO	City Stade du Collet de Gasq - Commune de Saint-Vallier-de-Thiey	15/04/2025	15/04/2025
03/04/2025	DB2025_029	DMO	Réfection du Chemin des Sources de la Siagne - Commune de Saint-Vallier-de-Thiey	15/04/2025	15/04/2025
03/04/2025	DB2025_030	DMO	Sentier du vertige - Diagnostic écologique - Commune de Saint-Auban	15/04/2025	15/04/2025
03/04/2025	DB2025_031	DMO	« Dotation cantonale – travaux 2025 » Commune de Valderoure	15/04/2025	15/04/2025
24/04/2025	DB2025_032	DMO	Commune de Valderoure - Clôture de l'opération - Réfection des chemins des Denes et de la rue du Tennis	25/04/2025	25/04/2025
24/04/2025	DB2025_033	Financements extérieurs	Financements extérieurs : Demande de subvention au Conseil Régional - « Nos territoires d'abord » 2023-2028 - Opération « traitement et valorisation des déchets : Acquisition de bacs de tri individuels »	25/04/2025	25/04/2025
24/04/2025	DB2025_034	Financements extérieurs	Appel à projets FEDER - Région Provence-Alpes-Côte d'Azur « Soutien aux projets d'infrastructures cyclables pour la mobilité du quotidien »	25/04/2025	25/04/2025
15/05/2025	DB2025_035	DSTP	Financement du dispositif « Conseiller numérique »	22/05/2025	22/05/2025
15/05/2025	DB2025_036	Mobilités - transports	Délégation de Maîtrise d'Ouvrage à la commune de La Roquette-sur-Siagne pour la réalisation d'un arrêt de bus aux normes d'accessibilité dans le cadre du réaménagement de son entrée de ville située sur la RD409-Bd du 8 Mai	22/05/2025	22/05/2025
15/05/2025	DB2025_037	Marché public	Avenant n°2 à l'accord-cadre n°2023/25 : Appel d'offres - Service de transport à la demande sur le territoire de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse dit « SàD » (Sillages à la Demande)	22/05/2025	22/05/2025
15/05/2025	DB2025_038	Marché public	Accord-cadre – Appel d'offres ouvert – Service de transport à la demande destiné aux personnes à mobilité réduite « Mobiplus » (Mobi+) – Avenant n°1 à l'accord-cadre n°2023/26 attribué à la société A.S.E.	22/05/2025	22/05/2025

15/05/2025	DB2025_039	Enseignement supérieur	Actualisation du Règlement Intérieur du site du Palais Grasse Campus	22/05/2025	22/05/2025
15/05/2025	DB2025_040	DMO	Sécurisation et interconnexion des unités de distribution d'eau potable de la commune du Mas	22/05/2025	22/05/2025
15/05/2025	DB2025_041	Habitat et Logement	Dispositifs d'amélioration de l'habitat privé - Attribution de subventions	22/05/2025	22/05/2025
15/05/2025	DB2025_042	Financements extérieurs	Programme MARITTIMO - Région Provence-Alpes-Côte d'Azur - Appel à projets « Communautés résilientes »	22/05/2025	22/05/2025
05/06/2025	DB2025_043	DMO	Sentier du vertige - Diagnostic écologique - Commune de Saint-Auban	16/06/2025	16/06/2025
05/06/2025	DB2025_044	DMO	City stade du Collet de Gasq - Commune de Saint-Vallier-de-Thiey	16/06/2025	16/06/2025
05/06/2025	DB2025_045	FONCIER	Acquisition de la parcelle cadastrée section « AO numéro 2 » sise Auribeau sur Siagne – lieudit le Gabre	16/06/2025	16/06/2025
05/06/2025	DB2025_046	DSTP	Dépôt de candidature à l'accélérateur Lieux innovants, lieux accueillants	16/06/2025	16/06/2025
05/06/2025	DB2025_047	Commande publique	Appel d'offres ouvert (2 lots) - Accord-cadre à bons de commande pour la fourniture, pose/dépose et maintenance de mobiliers pour le réseau de transport de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse – Lancement de la procédure.	16/06/2025	16/06/2025
05/06/2025	DB2025_048	Commande publique	Marché public de travaux – Appel d'offres ouvert – Restructuration de la piscine Altitude 500 - Lot 02 : VRD – Clos couvert – Avenant n°1 au marché public n°2025/07.2 attribué au groupement conjoint FAYAT BATIMENT SAS (mandataire) / T.D.C.A.	16/06/2025	16/06/2025
05/06/2025	DB2025_049	Commande publique	Appel d'offres ouvert – Attribution de deux accords-cadres à bons de commandes – Prestations d'édition et d'impression (2 lots)	16/06/2025	16/06/2025
05/06/2025	DB2025_050	Commande publique	Appel d'offres ouvert – Attribution des marchés publics – Projet de BHNS entre la gare de Grasse et le centre-ville de Mouans-Sartoux (2 lots).	16/06/2025	16/06/2025
05/06/2025	DB2025_051	Commande publique	Appel d'offres ouvert – Attribution d'accords-cadres à bons de commande – Location longue durée de véhicules particuliers et utilitaires pour la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse (04 lots).	16/06/2025	16/06/2025
26/06/2025	DB2025_052	Commande publique	Accord-cadre – Groupement de commandes entre la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse, la Ville de Grasse et la Ville de Peymeinade. Avenant n°2 – marché public n° 2021/29.1 - Lot 1 : conception-réalisation de travaux énergétiques et exploitation-maintenance des installations du Pays de Grasse.	07/07/2025	07/07/2025
26/06/2025	DB2025_053	nsertion et Innovation social	Demande de subvention ADEME pour la mise en place d'un incubateur territorial de projets d'Economie de la Fonctionnalité et de la Coopération (EFC) et de l'Economie Sociale et Solidaire (ESS)	07/07/2025	07/07/2025
26/06/2025	DB2025_054	Habitat et Logement	Dispositifs d'amélioration de l'habitat privé - Attribution de subventions	07/07/2025	07/07/2025
26/06/2025	DB2025_055	GEMAPI	Avenant à la convention de transfert de maitrise d'ouvrage temporaire pour la réalisation des travaux du vallon des Parettes sur la commune de Grasse	07/07/2025	07/07/2025
26/06/2025	DB2025_056	DMO	Travaux de réhabilitation d'une bergerie pour la maison de l'alimentation et du développement durable – MADD - Commune de Saint-Vallier-de-Thiey	07/07/2025	07/07/2025

AR Prefecture
006-200039857-20250109-DB2025_001-AU
Reçu le 10/01/2025
Publié le 16/01/2025

pays de Grasse
communauté d'agglomération

REPUBLIQUE FRANÇAISE
DEPARTEMENT
DES ALPES-MARITIMES

EXTRAIT DU REGISTRE DES DECISIONS
DU BUREAU COMMUNAUTAIRE DE LA
COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
DU PAYS DE GRASSE

SEANCE DU JEUDI 09 JANVIER 2025

Décision n°DB2025_001 : Avenant n°5 au marché public n°2016/01 relatif à la maîtrise d'œuvre pour l'extension et la réhabilitation du groupe scolaire du Bayle

---

Date de la convocation : 02/01/2024

L'an deux mille vingt-cinq et le neuf janvier à quatorze heures, le bureau communautaire de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse, dûment convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, au siège sis 57 avenue Pierre Sémard à Grasse, sous la présidence de Jérôme VIAUD, Maire de Grasse et Vice-président du Conseil départemental des Alpes-Maritimes.

NOMBRE DE MEMBRES DU BUREAU EN EXERCICE : 26

PRESENTS : Jérôme VIAUD, Pierre ASCHIERI, Claude BOMPAR, Gérard BOUCHARD, Dominique BOURRET, Marino CASSEZ, Raoul CASTEL, Claude CEPPI, Jean-Marc DELIA, Marie-Louise GOURDON, Jean-Marc MACARIO, Ismaël OGEZ, Gilles RONDONI, Bernard ROUX, Philippe SAINTE-ROSE FANCHINE, Ludovic SANCHEZ, Florence SIMON, Christian ZEDET.

PROCURATIONS : Henri CHIRIS à Jérôme VIAUD, Jean-Louis CONIL à Marino CASSEZ, Michèle PAGANIN à Jean-Marc DELIA.

ABSENTS : Pierre BORNET, Yves FUNEL, Christian ORTEGA, Claude SERRA, David VARRONE.

AR Prefecture

006-200039857-20250109-DB2025_001-AU
Reçu le 16/01/2025
Publié le 16/01/2025

BUREAU COMMUNAUTAIRE	DECISION
DU 09 JANVIER 2025	N°DB2025_001
RAPPORTEUR : Monsieur le Président	
COMMANDE PUBLIQUE	
Avenant n°5 au marché public n°2016/01 relatif à la maîtrise d'œuvre pour l'extension et la réhabilitation du groupe scolaire du Bayle	
SYNTHESE Il est proposé au bureau communautaire d'autoriser Monsieur le Président à signer l'avenant n°5 au marché 2016/01 ayant pour objet de prendre acte des changements d'adresses et des identifiants des sièges sociaux des sociétés EPURE D'ARCHITECTURE et CICREA cotraitants de marché de maîtrise d'œuvre.	

Monsieur le Président expose au bureau communautaire :

Vu la délibération n°2022-146 du 22 septembre 2022 par laquelle le conseil communautaire a délégué au bureau communautaire certaines de ses attributions conformément à l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;

Vu le marché public n°2016-01 relatif au marché de Maîtrise d'œuvre pour l'extension et la réhabilitation du groupe scolaire du Bayle à Auribeau-sur-Siagne attribué au Groupement SARL Epure d'architecture/SRL Project Ingénierie Conseil/SAS CICREA notifié le 23 février 2016 ;

Vu la délibération du 7 avril 2022 par laquelle la commune d'Auribeau-sur-Siagne a délégué la maîtrise d'ouvrage de la seconde phase (réfectoire scolaire) à la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse impliquant le transfert du marché de maîtrise d'œuvre pour l'extension et la réhabilitation du groupe scolaire du Bayle ;

Considérant que la société EPURE D'ARCHITECTURE, mandataire et cotraitante du groupement titulaire du marché public, a informé la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse du changement d'adresse de son siège social et par conséquent de la modification de son numéro de SIRET. Le nouveau siège social de la société EPURE D'ARCHITECTURE est à présent au 25 boulevard Notre Dame à Antibes (06160) sous l'identifiant SIRET 437 929 334 00021 ;

Considérant que la société CICREA, cotraitante du groupement titulaire du marché public, a informé la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse du changement d'adresse de son siège social et par conséquent de la modification de son numéro de SIRET. Le nouveau siège social de la société CICREA est à présent au 5 rue picot à Toulon (83000) sous l'identifiant SIRET 485 398 812 00035 ;

AR Prefecture

006-200039857-20250109-DB2025_001-AU
Reçu le 16/01/2025
Publié le 16/01/2025

Après avoir délibéré et procédé au vote, le bureau communautaire à l'unanimité **DECIDE** :

- **D'APPROUVER** l'avenant n°5, joint en annexe, au marché n°2016/01 à intervenir entre la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse et le groupement conjoint EPURE ARCHITECTURE (mandataire) / CICREA / ICA INGENIERIE / CONSEIL PLUS INGENIERIE / ALPHA INGENIERIE ;

- **D'AUTORISER** Monsieur le Président à signer l'avenant n°5 sans incidence financière.

Fait à Grasse, les jours, mois et an que dessus.
Pour extrait certifié conforme,

Acte rendu exécutoire après dépôt en préfecture et publié le

16 JAN. 2025

Le Président

Jérôme VIAUD
Maire de Grasse
Vice-président du Conseil départemental
des Alpes-Maritimes

AR Prefecture

006-200039857-20250109-DB2025_001-AU
Reçu le 16/01/2025
Publié le 16/01/2025

AR Prefecture
006-200039857-20250109-DB2025_001-AU
Reçu le 16/01/2025
Publié le 16/01/2025

MARCHES PUBLICS ET ACCORDS-CADRES **EXE10**

AVENANT N°5

A - Identification du pouvoir adjudicateur (ou de l'entité adjudicatrice).

Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse
57, avenue Pierre Sémard
06130 GRASSE

B - Identification du titulaire du marché public ou de l'accord-cadre.

Groupement conjoint :

EPURE D'ARCHITECTURE (mandataire)
29 Boulevard du Cap
06160 JUAN LES PINS
Mail : cbapt.epure@wanadoo.fr
Tel : 06 23 80 59 99
SIRET : 437 929 334 00013

CICREA
83 Rue du Pèle Mèle
83500 LA SEYNE-SUR-MER
Mail : cicrea.cuisine@orange.fr
Tel : 06 64 18 78 50
SIRET : 485 398 812 00035

ICA INGENIERIE
64 Avenue Valéry Giscard d'Estaing
Nice Leader Bâtiment Apollo
06200 NICE
Tel : 04 93 86 29 11
SIRET : 962 802 336 00033

CONSEIL PLUS INGENIERIE
1952 Route des Pugets
06700 SAINT-LAURENT-DU-VAR
Tel :04 93 07 70 50
SIRET : 335 272 738 00030

ALPHA INGENIERIE
Pôle d'excellence Jean Louis
342 Avenue Via Nova
83600 FREJUS
Tel : 06 26 62 14 95
SIRET : 828 497 750 00012

AR Prefecture
006-200039857-20250109-DB2025_001-AU
Reçu le 16/01/2025
Publié le 16/01/2025

C - Objet du marché public ou de l'accord-cadre.

■ Objet du marché public ou de l'accord-cadre :

MARCHE DE MAITRISE D'ŒUVRE POUR L'EXTENSION ET LA REHABILIATION DU GROUPE SCOLAIRE DU BAYLE
166 Chemin des Cannebiers
06810 AURIBEAU-SUR-SIAGNE

■ Date de la notification du marché public ou de l'accord-cadre : 23/02/2016

■ Durée d'exécution initiale du marché public ou de l'accord-cadre :
Les prestations de maîtrise d'œuvre débutent à compter de la date indiquée sur l'ordre de service. Elles s'achèvent à l'expiration du délai de garantie de parfait achèvement ou après prolongation de ce délai si les réserves signalées lors de la réception ne sont pas toutes levées à la fin de cette période. Dans ce cas l'achèvement de la mission intervient lors de la levée de la dernière réserve.

■ Montant du marché public ou de l'accord-cadre :

- Taux de la TVA : 20 %
- Montant HT : 450 113,30 €
- Montant TTC : 540 135,96 €

Ce montant se décompose selon :

- Phase 1 = 244 867,53 € HT (sous Maitrise d'ouvrage communale)
- Phase 2 = 205 245,66 € HT (sous délégation de Maitrise d'ouvrage CAPG)

D - Objet de l'avenant.

■ Modifications introduites par le présent avenant :

Le présent avenant a pour objet d'acter le changement d'adresse et d'identifiant du siège social des cotraitants suivants : EPURE D'ARCHITECTURE et CICREA.

- EPURE D'ARCHITECTURE dont le siège social est à présent au 25 boulevard Notre Dame à Antibes (06160) sous l'identifiant SIRET 437 929 334 00021.

Et

- CICREA dont le siège social est à présent au 5 rue picot à Toulon (83000) sous l'identifiant SIRET 485 398 812 00035.

AUTRES CLAUSES

Toutes les clauses du marché public ou de l'accord-cadre initial non contraires aux stipulations du présent avenant restent applicables

DATE D'EFFET

Le présent avenant est applicable à compter de sa notification au titulaire du marché public ou de l'accord-cadre.

■ Incidence financière de l'avenant :

L'avenant a une incidence financière sur le montant du marché public ou de l'accord-cadre :

☒ NON ☐ OUI

AR Prefecture
006-200039857-20250109-DB2025_001-AU
Reçu le 16/01/2025
Publié le 17/01/2025

E - Signature du titulaire du marché public ou de l'accord-cadre.

Nom, prénom et qualité du signataire (*)	Lieu et date de signature	Signature
Corinne BAPT Mandataire du groupement Gérante Epure d'Architecture		

(*) Le signataire doit avoir le pouvoir d'engager la personne qu'il représente.

F - Signature du pouvoir adjudicateur (ou de l'entité adjudicatrice).

Pour l'Etat et ses établissements :
(Visa ou avis de l'autorité chargée du contrôle financier.)

A : ..... , le .....

Signature
(Représentant du pouvoir adjudicateur ou de l'entité adjudicatrice)

Le Président

Jérôme VIAUD
Maire de Grasse
Vice-président du Conseil départemental
des Alpes-Maritimes

AR Prefecture
006-200039857-20250109-DB2025_001-AU
Reçu le 16/01/2025
Publié le 16/01/2025

G - Notification de l'avenant au titulaire du marché public ou de l'accord-cadre.

En cas de remise contre récépissé :

Le titulaire signera la formule ci-dessous :

« *Reçue à titre de notification copie du présent avenant* »

A ……, le ……..

Signature du titulaire,

En cas d'envoi en lettre recommandé avec accusé de réception :

(Coller dans ce cadre l'avis de réception postal, daté et signé par le titulaire du marché public ou de l'accord-cadre.)

En cas de notification par voie électronique :

(Indiquer la date et l'heure d'accusé de réception de la présente notification par le titulaire du marché public ou de l'accord-cadre.)

Date de mise à jour : 25/02/2011.

AR Prefecture
006-200039857-20250109-DB2025_002-AU
Reçu le 16/01/2025
Publié le 16/01/2025

pays de Grasse
communauté d'agglomération

REPUBLIQUE FRANÇAISE
DEPARTEMENT
DES ALPES-MARITIMES

EXTRAIT DU REGISTRE DES DECISIONS
DU BUREAU COMMUNAUTAIRE DE LA
COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
DU PAYS DE GRASSE

SEANCE DU JEUDI 09 JANVIER 2025

Décision n°DB2025_002 : Opérations programmées d'amélioration de l'habitat privé 2022-2027 - OPAH "Pays de Grasse" et OPAH-RU "Cœur historique de Grasse" - Attribution de subventions

---

Date de la convocation : 02/01/2024

L'an deux mille vingt-cinq et le neuf janvier à quatorze heures, le bureau communautaire de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse, dûment convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, au siège sis 57 avenue Pierre Sémard à Grasse, sous la présidence de Jérôme VIAUD, Maire de Grasse et Vice-président du Conseil départemental des Alpes-Maritimes.

NOMBRE DE MEMBRES DU BUREAU EN EXERCICE : 26

PRESENTS : Jérôme VIAUD, Pierre ASCHIERI, Claude BOMPAR, Gérard BOUCHARD, Dominique BOURRET, Marino CASSEZ, Raoul CASTEL, Claude CEPPI, Jean-Marc DELIA, Marie-Louise GOURDON, Jean-Marc MACARIO, Ismaël OGEZ, Gilles RONDONI, Bernard ROUX, Philippe SAINTE-ROSE FANCHINE, Ludovic SANCHEZ, Florence SIMON, Christian ZEDET.

PROCURATIONS : Henri CHIRIS à Jérôme VIAUD, Jean-Louis CONIL à Marino CASSEZ, Michèle PAGANIN à Jean-Marc DELIA.

ABSENTS : Pierre BORNET, Yves FUNEL, Christian ORTEGA, Claude SERRA, David VARRONE.

AR Prefecture

006-200039857-20250109-DB2025_002-AU
Reçu le 16/01/2025
Publié le 16/01/2025

BUREAU COMMUNAUTAIRE	DECISION
DU 09 JANVIER 2025	N°DB2025_002
RAPPORTEUR : Monsieur le Président	

HABITAT ET LOGEMENT

Opérations programmées d'amélioration de l'habitat privé 2022-2027 OPAH "Pays de Grasse" et OPAH-RU "Cœur historique de Grasse" - Attribution de subventions

SYNTHESE

Dans le cadre des dispositifs programmés d'amélioration de l'habitat privé opérationnels depuis le 4 octobre 2022 pour une durée de 5 années, la communauté d'agglomération attribue sur ses fonds propres des aides aux travaux de rénovation de logements anciens, sous certaines conditions. Aussi a-t-elle été saisie, via son opérateur la SPL Pays de Grasse Développement, sur l'octroi de subventions. Les dossiers ont préalablement été instruits et agréés par la communauté d'agglomération, gestionnaire des aides de l'Anah par délégation de compétence. Les dix (10) demandes de subventions déposées au titre de l'OPAH "Pays de Grasse" 2022-2027 portent, pour la Communauté d'agglomération, sur un montant de 19 087,00 € et pour la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur, sur 10 920,00 €, pour un total de travaux de 237 929 € HT.

Monsieur le Président expose au bureau communautaire :

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération n°2022-146 du 22 septembre 2022 par laquelle le conseil communautaire a délégué au bureau communautaire certaines de ses attributions conformément à l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;

Vu la convention de délégation de compétences 2021-2026 en application de l'article L.301-5-1 du Code de la construction et de l'habitation, et la convention pour la gestion des aides à l'habitat privé signées le 17/12/2020 entre la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse, l'Etat et l'Agence Nationale de l'Habitat ;

Vu la convention d'OPAH-Pays de Grasse 2022-2027, signée le 04 octobre 2022 par l'Agence nationale de l'habitat (Anah), l'Etat, la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur, Action logement et la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse ;

Vu la convention d'OPAH-RU "Cœur historique de Grasse" signée le 04 octobre 2022 par l'Agence nationale de l'habitat (Anah), l'Etat, la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur, Action Logement, la Ville de Grasse et la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse ;

Vu les conventions de financement, signées le 02 septembre 2022, établies entre la Région et la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse ;

A ce titre, la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse assure l'avance des aides régionales auprès des bénéficiaires, et la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur s'acquitte de sa participation sur présentation des dossiers de demande de remboursement ;

AR Prefecture
006-200039857-20250109-DB2025_002-AU
Reçu le 16/01/2025
Publié le 16/01/2025

Vu les délibérations n°2022_155 du 22 septembre 2022 et n°2023_017 du 9 février 2023 précisant les règles d'application et les modalités d'attribution et de versement des aides de la Communauté d'agglomération du Pays de grasse en faveur des propriétaires occupants et bailleurs, et des copropriétés ;

Considérant les modalités d'attribution des aides de la CAPG en faveur de l'amélioration du parc privé au titre des deux dispositifs programmés pour la période 2022-2027 - OPAH "Pays de Grasse" et OPAH-RU "Cœur historique de Grasse" ;

Considérant les dossiers de demandes d'aides aux travaux, préalablement agréés par la CAPG au titre de la délégation des aides de l'Anah, et déposés par la SPL Pays de Grasse Développement, l'opérateur, pour l'examen des demandes de subventions sur fonds propres CAPG, et celles de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur :

OPAH "Pays de Grasse" 2022-2027 – 10 dossiers de propriétaires occupants

Réf dossier OPAH "Pays de Grasse" 2022-2027 - PO n°136	**PO - Autonomie D'HALLUIN Annie**
Adresse du logement subventionné :	76 chemin des Beaumettes 06850 SAINT-AUBAN
Nature des travaux :	Travaux d'autonomie : Sécurisation accès, adaptation salle de bain et WC
Montant total des travaux (HT) :	9 939,00 €
Montant de la dépense subventionnée (Anah):	9 939,00 €
Montant total des travaux (TTC) Montant total des aides : *primes et subventions, tous partenaires*	11 204,00 € 10 352,00 € *(92% de la dépense TTC)*
Détail des subventions et primes	
Subvention Anah Subvention CAPG Région	6 958,00 € 2 400,00 € 994,00 €

Réf dossier OPAH "Pays de Grasse" 2022-2027 - PO n°137	**PO - Autonomie NEMRI Mohamed**
Adresse du logement subventionné :	105 chemin des Pilons – Villa n°18 06370 MOUANS-SARTOUX
Nature des travaux :	Travaux d'autonomie : Création salle de bain rez-de-chaussée
Montant total des travaux (HT) :	10 594,00 €
Montant de la dépense subventionnée (Anah):	10 594,00 €
Montant total des travaux (TTC) Montant total des aides : *primes et subventions, tous partenaires*	11 629,00 € 7 297,00 € *(63% de la dépense TTC)*
Détail des subventions et primes	
Subvention Anah Subvention CAPG Région	5 297,00 € 2 000,00 € -€
Réf dossier OPAH "Pays de Grasse" 2022-2027 - PO n°138	**PO - Autonomie FRIAS GUATIERI Cirila Cayetana**

AR Prefecture

006-200039857-20250109-DB2025_002-AU
Reçu le 16/01/2025
Publié le 16/01/2025

Adresse du logement subventionné :	10 chemin du Garagai – Villa n°7 06130 GRASSE
Nature des travaux :	Travaux d'autonomie : Sécurisation accès, adaptation complémentaire salle de bain
Montant total des travaux (HT) :	11 699,00 €
Montant de la dépense subventionnée (Anah):	11 699,00 €
Montant total des travaux (TTC) Montant total des aides : *primes et subventions, tous partenaires*	12 443,00 € 8 454,00 € *(68% de la dépense TTC)*
Détail des subventions et primes	
Subvention Anah Subvention CAPG Région	5 284,00 € 2 000,00 € 1 170,00 €

Réf dossier OPAH "Pays de Grasse" 2022-2027 - PO n°139	**PO - Energie CASER Sylvain**
Adresse du logement subventionné :	45 rue des termes 06530 PEYMEINADE
Nature des travaux :	Travaux d'énergie : Isolation murs, planchers, toiture en rampant, remplacement des menuiseries
Montant total des travaux (HT) :	40 258,00 €
Montant de la dépense subventionnée (Anah):	40 000,00 €
Montant total des travaux (TTC) Montant total des aides : *primes et subventions, tous partenaires*	42 611,00 € 34 088,00 € *(80% de la dépense TTC)*
Détail des subventions et primes	
Subvention Anah Subvention CAPG Région	32 000,00 € 1 392,00 € 696,00 €

Réf dossier OPAH "Pays de Grasse" 2022-2027 - PO n°140	**PO - Energie LEGOT Marie-France**
Adresse du logement subventionné :	934 route de Grasse 06530 SPERACEDES
Nature des travaux :	Travaux d'énergie : Isolation planchers, murs et toiture en rampant, installation VMC, PAC air/eau
Montant total des travaux (HT) :	44 992,00 €
Montant de la dépense subventionnée (Anah):	44 992,00 €
Montant total des travaux (TTC) Montant total des aides : *primes et subventions, tous partenaires*	47 707,00 € 38 165,00 € *(80% de la dépense TTC)*
Détail des subventions et primes	
Subvention Anah Subvention CAPG Région	35 993,00 € 1 448,00 € 724,00 €

AR Prefecture
006-200039857-20250109-DB2025_002-AU
Reçu le 16/01/2025
Publié le 16/01/2025

Réf dossier OPAH "Pays de Grasse" 2022-2027 - PO n°141	**PO - Energie** **COSTE François**
Adresse du logement subventionné :	58 chemin des Bastides Saint-Antoine 06130 GRASSE
Nature des travaux :	Travaux d'énergie : Isolation planchers et murs, installation PAC air/eau, chauffe-eau thermo - dynamique, VMC
Montant total des travaux (HT) :	56 325,00 €
Montant de la dépense subventionnée (Anah):	56 325,00 €
Montant total des travaux (TTC) Montant total des aides : *primes et subventions, tous partenaires*	59 788,00 € 47 831,00 € *(80% de la dépense TTC)*
Détail des subventions et primes	
Subvention Anah Subvention CAPG Région	45 060,00 € 1 847,00 € 924,00 €

Réf dossier OPAH "Pays de Grasse" 2022-2027 - PO n°142	**PO - Autonomie** **LERDA Marie-Claude**
Adresse du logement subventionné :	5 traverse Victoria 06130 GRASSE
Nature des travaux :	Travaux d'autonomie : Adaptation salle de bain et WC
Montant total des travaux (HT) :	14 918,00 €
Montant de la dépense subventionnée (Anah):	14 918,00 €
Montant total des travaux (TTC) Montant total des aides : *primes et subventions, tous partenaires*	16 410,00 € 13 935,00 € *(85% de la dépense TTC)*
Détail des subventions et primes	
Subvention Anah Subvention CAPG Région	10 433,00 € 2 000,00 € 1 492,00 €

Réf dossier OPAH "Pays de Grasse" 2022-2027 - PO n°143	**PO - Autonomie** **PICARD Robert**
Adresse du logement subventionné :	10 chemin de la Bouillère 06520 GRASSE
Nature des travaux :	Travaux d'autonomie : Adaptation salle de bain et changement menuiseries
Montant total des travaux (HT) :	19 668,00 €
Montant de la dépense subventionnée (Anah):	19 668,00 €
Montant total des travaux (TTC) Montant total des aides : *primes et subventions, tous partenaires*	21 635,00 € 17 735,00 € *(82% de la dépense TTC)*
Détail des subventions et primes	
Subvention Anah Subvention CAPG Région	13 768,00 € 2 000,00 € 1 967,00 €

AR Prefecture
006-200039857-20250109-DB2025_002-AU
Reçu le 16/01/2025
Publié le 16/01/2025

Réf dossier OPAH "Pays de Grasse" 2022-2027 - PO n°144	**PO - Autonomie** **BOSCH Henri**
Adresse du logement subventionné :	201 avenue André Gide – Villa Carina 06530 CABRIS
Nature des travaux :	Travaux d'autonomie : Adaptation salle de bain et sécurisation accès
Montant total des travaux (HT) :	16 422,00 €
Montant de la dépense subventionnée (Anah):	16 422,00 €
Montant total des travaux (TTC) Montant total des aides : *primes et subventions, tous partenaires*	16 422,00 € 15 137,00 € *(92% de la dépense TTC)*
Détail des subventions et primes	
Subvention Anah Subvention CAPG Région	11 495,00 € 2 000,00 € 1 642,00 €

Réf dossier OPAH "Pays de Grasse" 2022-2027 - PO n°145	**PO - Autonomie** **IKKOU Henri**
Adresse du logement subventionné :	16 boulevard Emile Zola 06130 GRASSE
Nature des travaux :	Travaux d'autonomie : Adaptation salle de bain et WC, sécurisation accès, changement menuiseries
Montant total des travaux (HT) :	13 114,00 €
Montant de la dépense subventionnée (Anah):	13 114,00 €
Montant total des travaux (TTC) Montant total des aides : *primes et subventions, tous partenaires*	13 114,00 € 12 491,00 € *(95% de la dépense TTC)*
Détail des subventions et primes	
Subvention Anah Subvention CAPG Région	9 180,00 € 2 000,00 € 1 311,00 €

Pour rappel, et conformément aux règles d'application des aides de la communauté d'agglomération définies par délibération n°2022_155 du 22 septembre 2022, les "*aides de la CAPG pour les travaux d'autonomie sont mobilisables si, après accord de tous les financeurs publics et privés, il demeure un reste à charge pour le propriétaire aux ressources modestes ou très modestes (sur montant des travaux TTC)*." Aussi, les aides aux travaux pour l'autonomie indiquées ci-avant pourront être amenées à évoluer au regard des aides "Autres partenaires" non connues à ce jour.

AR Prefecture

006-200039857-20250109-DB2025_002-AU
Reçu le 16/01/2025
Publié le 16/01/2025

Après avoir délibéré et procédé au vote, le bureau communautaire l'unanimité **DECIDE** :

- **D'ATTRIBUER** dans le cadre établi par les conventions d'opérations programmées pour la période 2022–2027 et par la présente délibération, les aides de la Communauté d'agglomération DU Pays de Grasse pour un montant global de **19 087,00 €**, et les aides de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur pour un montant total de **10 920,00 €**, aux propriétaires cités ci-avant ;

- **D'AUTORISER** Monsieur le Président ou son représentant à procéder aux versements des subventions de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse, et à faire l'avance de la part régionale, pour les dossiers cités ci-avant, sur présentation des factures acquittées ;

- **DE DIRE** que les crédits correspondants seront inscrits aux budgets 2025 et suivants au chapitre 204, article 20422 et chapitre 27, article 27632 ;

- **D'AUTORISER** Monsieur le Président ou son représentant à signer tous les actes ou documents nécessaires à l'octroi de la subvention ;

- **DE SOLLICITER** du Conseil régional Provence-Alpes-Côte d'Azur le remboursement de sa participation apportée au titre des opérations programmées pour la période 2022-2027, conformément aux conventions de financement établies entre la Région et la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse.

Fait à Grasse, les jours, mois et an que dessus.
Pour extrait certifié conforme,

Acte rendu exécutoire après dépôt en préfecture et publié le

16 JAN. 2025

Le Président

52, avenue Pierre Semard - BP 91015 - 06131 Grasse cedex
Pays de Grasse
communauté d'agglomération

Jérôme VIAUD
Maire de Grasse
Vice-président du Conseil départemental
des Alpes-Maritimes

AR Prefecture

006-200039857-20250109-DB2025_002-AU
Reçu le 16/01/2025
Publié le 16/01/2025

AR Prefecture
006-200039857-20250109-DB2025_003-AU
Reçu le 16/01/2025
Publié le 16/01/2025

Pays de Grasse
communauté d'agglomération

REPUBLIQUE FRANÇAISE
DEPARTEMENT
DES ALPES-MARITIMES

EXTRAIT DU REGISTRE DES DECISIONS DU BUREAU COMMUNAUTAIRE DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DU PAYS DE GRASSE

SEANCE DU JEUDI 09 JANVIER 2025

Décision n°DB2025_003 : Cession gratuite des espaces communs du lotissement ARÔMA GRASSE à l'Association Syndicale Libre ARÔMA GRASSE

Date de la convocation : 02/01/2024

L'an deux mille vingt-cinq et le neuf janvier à quatorze heures, le bureau communautaire de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse, dûment convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, au siège sis 57 avenue Pierre Sémard à Grasse, sous la présidence de Jérôme VIAUD, Maire de Grasse et Vice-président du Conseil départemental des Alpes-Maritimes.

NOMBRE DE MEMBRES DU BUREAU EN EXERCICE : 26

PRESENTS : Jérôme VIAUD, Pierre ASCHIERI, Claude BOMPAR, Gérard BOUCHARD, Dominique BOURRET, Marino CASSEZ, Raoul CASTEL, Claude CEPPI, Jean-Marc DELIA, Marie-Louise GOURDON, Jean-Marc MACARIO, Ismaël OGEZ, Gilles RONDONI, Bernard ROUX, Philippe SAINTE-ROSE FANCHINE, Ludovic SANCHEZ, Florence SIMON, Christian ZEDET.

PROCURATIONS : Henri CHIRIS à Jérôme VIAUD, Jean-Louis CONIL à Marino CASSEZ, Michèle PAGANIN à Jean-Marc DELIA.

ABSENTS : Pierre BORNET, Yves FUNEL, Christian ORTEGA, Claude SERRA, David VARRONE.

AR Prefecture

006-200039857-20250109-DB2025_003-AU
Reçu le 16/01/2025
Publié le 16/01/2025

BUREAU COMMUNAUTAIRE	DECISION
DU 09 JANVIER 2025	N°DB2025_003
RAPPORTEUR : Monsieur le Président	
FONCIER	
Cession gratuite des espaces communs du lotissement ARÔMA GRASSE à l'Association Syndicale Libre ARÔMA GRASSE	
SYNTHESE **La CAPG est propriétaire de la voirie et des espaces communs d'environ 13 293m², sis Boulevard Marcel Pagnol, lieudit « Chemin de l'Orme » à GRASSE (06130). Le lotissement et le budget dudit aménagement ont été finalisés lors de la déclaration d'achèvement de travaux en date du 20 juillet 2012. Il doit être procédé à la cession gratuite de ces parties communes conformément au règlement de lotissement et aux statuts de l'ASL.** **La cession porte sur les parcelles cadastrées section DE numéros 731, 734, 739, 751, 757, 763, 772, 774, 776, 782, 784 et 786 d'une contenance de 13 293m².**	

Monsieur le Président expose au bureau communautaire :

Vu l'article L.2241-1 du Code général de collectivités territoriales relatif à la gestion des biens et opérations immobilières ;

Vu l'article L.111-1 du Code général de la propriété des personnes publiques relatif aux acquisitions amiables ;

Vu l'article 1593 du Code civil relatif aux frais d'acte notarié ;

Vu l'article R.442-7 du Code de l'Urbanisme relatif à l'obligation du lotisseur de constituer une association syndicale des acquéreurs de lots à laquelle sont dévolus la propriété, la gestion et l'entretien des terrains et équipements communs et d'organiser le transfert de la propriété des espaces communs ;

Vu l'ordonnance n°2005-1527 du 8 décembre 2005 relative à la réglementation des lotissements ;

Vu la délibération du conseil communautaire de Pôle Azur Provence n° DL2013-199 autorisant la cession desdits espaces communs moyennant l'euro symbolique ;

Vu la délibération n°DL2022-146 du 22 septembre 2022 par laquelle le conseil communautaire a délégué au bureau communautaire certaines de ses attributions conformément à l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;

Considérant que le permis d'aménager du lotissement ARÔMA GRASSE, délivré par la Mairie de GRASSE le 10 mai 2010 suivi de trois modificatifs, a été suivi d'une déclaration d'achèvement de travaux en date du 20 juillet 2012 suivi d'une clôture budgétaire ;

Considérant que le dépôt de pièces constitutif dudit lotissement, établi suivant acte de Maître Charles-Henry GERARD, notaire à GRASSE (06130), en date du 19 novembre 2012

AR Prefecture
006-200039857-20250109-DB2025_003-AU
Reçu le 16/01/2025
Publié le 16/01/2025

prévoit en son article « *DESIGNATION DES PARTIES COMMUNES DU LOTISSEMENT* » ce qui suit :
« *Les parcelles ci-dessus désignées à usage collectif seront gérées par l'Association syndicale […] Elles seront destinées à devenir la propriété de l'Association Syndicale […].Ce transfert aura lieu gratuitement par la cession du requérant au profit de l'Association Syndicale Libre à première demande du requérant et s'effectuera par tous moyens de droit* » ;

Considérant que l'Association Syndicale Libre ARÔMA GRASSE a reçu sa pleine capacité juridique suite au dépôt de ses statuts en sous-préfecture le 30 juillet 2013 publiés au Journal Officiel le 24 août 2013 ;

Considérant qu'aux termes de l'article 19 desdits statuts de l'Association Syndicale Libre ARÔMA GRASSE il est prévu ce qui suit :
« *Il reçoit au nom de l'Association, à titre gratuit, la propriété de tous biens communs et éléments d'équipements et oblige l'Association à décharger, pour l'avenir, le cédant de toute obligation d'entretien et de conservation desdits biens.*» ;

Considérant qu'en vertu de l'article 18 du Procès-verbal de l'Assemblée générale ordinaire de de l'Association Syndicale Libre ARÔMA en date du 27 mai 2013, il est prévu ce qui suit :
« *18. Mandat à donner au cabinet FONCIA SOGICA afin de signer tous les actes relatifs à l'acquisition des parties communes représentant les voies d'accès section DE parcelles n° 731, 734, 739, 751, 757, 763, 772, 774, 776, 782, 784 et 786 :*
L'Assemblée générale, après en avoir délibéré, donne mandat au cabinet FONCIA SOGICA, dans le cadre de sa désignation prévue à la résolution n° 5, afin de signer tous les actes nécessaires à l'acquisition des parties communes représentant les voies d'accès Section DE parcelles n° 731, 734, 739, 751, 757, 763, 772, 774, 776, 782, 784, 786 conformément aux statuts de l'ASL et au projet annexé.» ;

Considérant qu'aux termes du courrier en date du 11 mars 2024, la Communauté d'Agglomération du Pays de GRASSE (anciennement le lotisseur) a proposé à l'ASL ARÔMA GRASSE d'organiser la cession desdits espaces communs ;

AR Prefecture

006-200039857-20250109-DB2025_003-AU
Reçu le 16/01/2025
Publié le 16/01/2025

Après avoir délibéré et procédé au vote, le bureau communautaire à l'unanimité **DECIDE** :

- **D'AUTORISER** le Président ou son représentant à signer tous documents nécessaires à la cession gratuite des espaces communs du lotissement ARÔMA GRASSE représentant les espaces communs et voies d'accès cadastrées section DE n° 731, 734, 739, 751, 757, 763, 772, 774, 776, 782, 784 et 786 d'une contenance cadastrale de 13 293m² à intervenir entre la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse et l'ASL ARÔMA GRASSE et à procéder au paiement des frais d'actes de cession ;

- **D'AUTORISER** le Président ou son représentant à accomplir toutes les formalités réglementaires, complémentaires et à signer tous les actes et documents connexes qui seraient nécessaires.

Fait à Grasse, les jours, mois et an que dessus.
Pour extrait certifié conforme,

Acte rendu exécutoire après dépôt en préfecture et publié le

16 JAN. 2025

Le Président

Jérôme VIAUD
Maire de Grasse
Vice-président du Conseil départemental
des Alpes-Maritimes

AR Prefecture
006-200039857-20250109-DB2025_004-AU
Reçu le 16/01/2025
Publié le 16/01/2025

Pays de Grasse
communauté d'agglomération

REPUBLIQUE FRANÇAISE
DEPARTEMENT
DES ALPES-MARITIMES

EXTRAIT DU REGISTRE DES DECISIONS
DU BUREAU COMMUNAUTAIRE DE LA
COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
DU PAYS DE GRASSE

SEANCE DU JEUDI 09 JANVIER 2025

Décision n°DB2025_004 : Projet de jardin de pluie – Dépôt permis d'aménager

Date de la convocation : 02/01/2024

L'an deux mille vingt-cinq et le neuf janvier à quatorze heures, le bureau communautaire de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse, dûment convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, au siège sis 57 avenue Pierre Sémard à Grasse, sous la présidence de Jérôme VIAUD, Maire de Grasse et Vice-président du Conseil départemental des Alpes-Maritimes.

NOMBRE DE MEMBRES DU BUREAU EN EXERCICE : 26

PRESENTS : Jérôme VIAUD, Pierre ASCHIERI, Claude BOMPAR, Gérard BOUCHARD, Dominique BOURRET, Marino CASSEZ, Raoul CASTEL, Claude CEPPI, Jean-Marc DELIA, Marie-Louise GOURDON, Jean-Marc MACARIO, Ismaël OGEZ, Gilles RONDONI, Bernard ROUX, Philippe SAINTE-ROSE FANCHINE, Ludovic SANCHEZ, Florence SIMON, Christian ZEDET.

PROCURATIONS : Henri CHIRIS à Jérôme VIAUD, Jean-Louis CONIL à Marino CASSEZ, Michèle PAGANIN à Jean-Marc DELIA.

ABSENTS : Pierre BORNET, Yves FUNEL, Christian ORTEGA, Claude SERRA, David VARRONE.

AR Prefecture

006-200039857-20250109-DB2025_004-AU
Reçu le 16/01/2025
Publié le 16/01/2025

BUREAU COMMUNAUTAIRE	DECISION
DU 09 JANVIER 2025	N°DB2025_004
RAPPORTEUR : Monsieur le Président	
AMENAGEMENT DU TERRITOIRE	
Projet de jardin de pluie – Dépôt permis d'aménager	

SYNTHESE

Dans le cadre du projet de restructuration du parking de la gare de Grasse en jardin de pluie, la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse, maître d'ouvrage de l'opération, doit déposer un permis d'aménager afin de permettre la réalisation des travaux d'aménagement.

Monsieur le Président expose au bureau communautaire :

Vu la délibération du conseil communautaire du 5 mai 2017 approuvant le lancement de la démarche de réflexion aménagement/déplacements concernant le quartier de la gare de Grasse dans le cadre de l'Appel à Manifestation d'Intérêt (AMI) « quartiers gares » lancé par la Région Provence Alpes Côte d'Azur en 2015 ;

Vu la délibération n°DL2022-146 du 22 septembre 2022 par laquelle le conseil communautaire a délégué au bureau communautaire certaines de ses attributions conformément à l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération du 9 février 2023 approuvant les termes de la convention de transfert de gestion entre la CAPG et SNCF Gares et Connexions pour l'emprise du parking de la gare afin d'y réaliser un jardin de pluie et autorisant Monsieur le Président à signer ladite convention ;

Vu la délibération n°DL2024_161 du 19 septembre 2024 définissant les objectifs et les modalités de la concertation publique pour le projet de jardin de pluie ;

Vu la délibération n°DL2024_237 du 12 décembre 2024 actant le bilan de la concertation publique pour le projet de jardin de pluie ;

Vu la convention de transfert de gestion entre SNCF Gares et Connexions et la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse signée le 15 mai 2023 permettant la mise à disposition de l'emprise du parking de la gare afin que la collectivité puisse y réaliser un aménagement urbain permettant une amélioration de la gestion des eaux pluviales ainsi qu'un embellissement de l'environnement urbain du quartier de la gare ;

Considérant que ce projet a fait l'objet d'études de conception en phase « avant-projet » permettant de définir les caractéristiques techniques et financières de cet aménagement permettant notamment d'optimiser la gestion des eaux pluviales sur ce site fortement impacté par le ruissellement urbain, de désartificialiser le site en créant un ilot de fraicheur urbain et d'améliorer la qualité environnementale et urbaine pour les usagers des

AR Prefecture

006-200039857-20250109-DB2025_004-AU
Reçu le 16/01/2025
Publié le 16/01/2025

transports en commun et les habitants du quartier pour un montant prévisionnel de travaux de 1.760.386 € HT ;

Considérant que le projet de jardin de pluie défini dans le cadre de ces études a été soumis à l'avis de la population par une concertation publique règlementaire menée entre le 1er octobre 2024 et le 8 novembre 2024 et que les observations du public ont été prises en compte ;

Considérant que la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse doit déposer un permis d'aménager pour cette opération. Il est à noter que cette déclaration sera soumise à l'avis conforme de l'Architecte des Bâtiments de France ;

Après avoir délibéré et procédé au vote, le bureau communautaire à l'unanimité **DECIDE** :

- **D'AUTORISER** Monsieur le Président à signer et déposer auprès du service instructeur de la commune de Grasse le permis d'aménager et tout permis d'aménager modificatif nécessaire pour cette opération.

Fait à Grasse, les jours, mois et an que dessus.
Pour extrait certifié conforme,

Acte rendu exécutoire après dépôt en préfecture et publié le
16 JAN. 2025

Le Président

Jérôme VIAUD
Maire de Grasse
Vice-président du Conseil départemental
des Alpes-Maritimes

AR Prefecture

006-200039857-20250109-DB2025_004-AU
Reçu le 16/01/2025
Publié le 16/01/2025

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DB2025_006-AU
Reçu le 05/03/2025
Publié le 05/03/2025

pays de Grasse
communauté d'agglomération

REPUBLIQUE FRANÇAISE
DEPARTEMENT
DES ALPES-MARITIMES

EXTRAIT DU REGISTRE DES DECISIONS DU BUREAU COMMUNAUTAIRE DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DU PAYS DE GRASSE

SEANCE DU JEUDI 27 FEVRIER 2025

Décision n°DB2025_006 : Renouvellement adhésion 2025 a l'association pour le développement en réseau des territoires et des services (ADRETS)

Date de la convocation : 20/02/2025

L'an deux mille vingt-cinq et le vingt-sept janvier à dix heures, le bureau communautaire de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse, dûment convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, au siège sis 57 avenue Pierre Sémard à Grasse, sous la présidence de Jérôme VIAUD, Maire de Grasse et Vice-président du Conseil départemental des Alpes-Maritimes.

NOMBRE DE MEMBRES DU BUREAU EN EXERCICE : 25

PRESENTS : Jérôme VIAUD, Raymond ALBIS, Pierre ASCHIERI, Claude BOMPAR, Pierre BORNET, Gérard BOUCHARD, Dominique BOURRET, Marino CASSEZ, Claude CEPPI, Henri CHIRIS, Jean-Louis CONIL, Yves FUNEL, Marie-Louise GOURDON, Jean- Ismaël OGEZ, Gilles RONDONI, Bernard ROUX, Philippe SAINTE-ROSE FANCHINE, Ludovic SANCHEZ, Florence SIMON, Christian ZEDET.

PROCURATIONS : Raoul CASTEL à Ismaël OGEZ, Jean-Marc MACARIO à Christian ZEDET.

ABSENTS : Michèle PAGANIN, Claude SERRA, David VARRONE.

AR Prefecture

006-200039857-20250227-DB2025_006-AU
Reçu le 05/03/2025
Publié le 05/03/2025

BUREAU COMMUNAUTAIRE	**DECISION**
DU 27 FEVRIER 2025	**N°DB2025_006**
RAPPORTEUR : Monsieur le Président	
INSERTION ET INNOVATION SOCIALE	
Renouvellement adhésion 2025 a l'association pour le développement en réseau des territoires et des services (ADRETS)	
SYNTHESE **Il est proposé, en soutien aux différentes politiques publiques mises en œuvre par la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse, de renouveler l'adhésion à l'ADRETS, association qui contribue, depuis plus de 25 ans, au développement des services dans les territoires ruraux et de montagne du massif alpin dont la cotisation pour l'année 2025 s'élève à 100 €.**	

Monsieur le Président expose au bureau communautaire :

Vu les statuts en vigueur de la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse ;

Vu la décision du bureau communautaire n°DB2022_009 du 24 février 2022 relative à la signature d'une convention de partenariat entre l'ADRETS et la CAPG pour son Espace Numérique Citoyen des Monts d'Azur ;

Vu la délibération n°DL2022_146 du 22 septembre 2022 par laquelle le conseil communautaire a délégué au bureau communautaire certaines de ses attributions conformément à l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération n°DL2024_201 du 12 décembre 2024 réactualisant l'intérêt communautaire dans le domaine de l'action sociale ;

Considérant que l'ADRETS (Association pour le Développement en Réseau des Territoires et des de réseau Services) accompagne les territoires et leurs acteurs dans la mise en œuvre de solutions concrètes en faveur des services au public ;

Considérant que l'ADRETS est une association regroupant des acteurs de territoire souhaitant agir ensemble et partager des ressources pour développer les services aux publics dans les territoires ruraux et de montagne des Alpes ;

Ses missions se déclinent de la façon suivante :

- En s'appuyant sur l'intelligence collective et une grande variété de méthodes d'animation, l'ADRETS propose d'animer des réunions sous un format ludique et créatif, afin de permettre la cohésion d'un groupe, la participation active et de garantir l'expression de chacun et de chacune ;
- Par son expérience de mise en lien et d'animation de réseaux d'acteurs, l'association a développé une expertise dans l'accompagnement de conduite de projets coopératifs tout au long des étapes. L'ADRETS s'appuie sur des outils de gestion de

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DB2025_006-AU
Reçu le 05/03/2025
Publié le 05/03/2025

projets qu'elle a pu développer et mise sur une autonomisation progressive via un transfert de méthodologie et d'outils numériques adaptés ;

- L'ADRETS forme et transfère son savoir et savoir-faire sur des thématiques de prédilection : accès aux droits et accompagnement aux démarches administratives, saisonnalité et pluriactivité, lieux et tiers-lieux de proximité et de services, transition numérique des territoires et inclusion numérique, mobilités des personnes et des services en territoires peu denses, coopération multi-partenariale.

L'Espace Numérique Citoyens des Monts d'Azur fait partie de ce réseau depuis plusieurs années et profite ainsi des ressources mises en commun. Aujourd'hui, les territoires doivent s'adapter et réfléchir à l'émergence de nouveaux services (mobilités douces, tiers-lieux, espaces apprenants, services itinérants, etc.).

Il est proposé au bureau communautaire d'autoriser le renouvellement de l'adhésion à l'ADRETS et d'accepter le versement de la cotisation pour l'année 2025 s'élevant à un montant de 100 €.

Après avoir délibéré et procédé au vote, le bureau communautaire à l'unanimité **DECIDE** :

- **DE RENOUVELER** l'adhésion de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse à l'association ADRETS pour l'année 2025 dont la cotisation s'élève à 100 € ;

- **DE DIRE** que les crédits correspondants seront inscrits au budget primitif 2025 du budget principal au chapitre 011 « charges à caractère général ».

Fait à Grasse, les jours, mois et an que dessus.
Pour extrait certifié conforme,

Acte rendu exécutoire après dépôt en préfecture et publié le

- 5 MARS 2025

Le Président

Jérôme VIAUD
Maire de Grasse
Vice-président du Conseil départemental
des Alpes-Maritimes

AR Prefecture

006-200039857-20250227-DB2025_006-AU
Reçu le 05/03/2025
Publié le 05/03/2025

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DB2025_007-AU
Reçu le 05/03/2025
Publié le 05/03/2025

pays de Grasse
communauté d'agglomération

REPUBLIQUE FRANÇAISE
DEPARTEMENT
DES ALPES-MARITIMES

EXTRAIT DU REGISTRE DES DECISIONS DU BUREAU COMMUNAUTAIRE DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DU PAYS DE GRASSE

SEANCE DU JEUDI 27 FEVRIER 2025

Décision n°DB2025_007 : Renouvellement adhésion 2025 au Réseau des Territoires pour une Economie Solidaire (RTES)

Date de la convocation : 20/02/2025

L'an deux mille vingt-cinq et le vingt-sept février à dix heures, le bureau communautaire de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse, dûment convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, au siège sis 57 avenue Pierre Sémard à Grasse, sous la présidence de Jérôme VIAUD, Maire de Grasse et Vice-président du Conseil départemental des Alpes-Maritimes.

NOMBRE DE MEMBRES DU BUREAU EN EXERCICE : 25

PRESENTS : Jérôme VIAUD, Raymond ALBIS, Pierre ASCHIERI, Claude BOMPAR, Pierre BORNET, Gérard BOUCHARD, Dominique BOURRET, Marino CASSEZ, Claude CEPPI, Henri CHIRIS, Jean-Louis CONIL, Yves FUNEL, Marie-Louise GOURDON, Jean- Ismaël OGEZ, Gilles RONDONI, Bernard ROUX, Philippe SAINTE-ROSE FANCHINE, Ludovic SANCHEZ, Florence SIMON, Christian ZEDET.

PROCURATIONS : Raoul CASTEL à Ismaël OGEZ, Jean-Marc MACARIO à Christian ZEDET.

ABSENTS : Michèle PAGANIN, Claude SERRA, David VARRONE.

AR Prefecture

006-200039857-20250227-DB2025_007-AU
Reçu le 05/03/2025
Publié le 05/03/2025

BUREAU COMMUNAUTAIRE	DECISION
DU 27 FEVRIER 2025	N°DB2025_007
RAPPORTEUR : Monsieur le Président	
INSERTION ET INNOVATION SOCIALE	
Renouvellement adhésion 2025 au Réseau des Territoires pour une Economie Solidaire (RTES)	

SYNTHESE

Il est proposé de renouveler, en lien avec le Plan Local de développement de l'Economie Sociale et Solidaire du territoire (PLESS), l'adhésion de la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse au Réseau des Territoires pour une Economie Solidaire (RTES), dont la cotisation s'élève à 880 euros pour l'année 2025.

Monsieur le Président expose au bureau communautaire :

Vu les statuts en vigueur de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse ;

Vu la décision du bureau communautaire n°DB2022_009 du 24 février 2022 portant adhésion au réseau des territoires pour une économie solidaire (RTES) ;

Vu la délibération n°DL2022_146 du 22 septembre 2022 par laquelle le conseil communautaire a délégué au bureau communautaire certaines de ses attributions conformément à l'article L5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération du conseil communautaire n°DL2024_201 du 12 décembre 2024 réactualisant l'intérêt communautaire dans le domaine de l'action sociale ;

Considérant que la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse porte, depuis plus de 10 ans, une politique volontariste de soutien au développement de l'Economie Sociale et Solidaire -ESS- ;

Considérant que l'ESS représente plus de 11% de l'emploi privé sur le territoire et est désormais reconnue comme un puissant levier de développement économique et social à même d'accompagner une transition plus durable et solidaire sur notre territoire ;

Considérant que cette politique volontariste dont le plan d'actions a été redéfini pour la période 2023-2025 (Plan Local de Développement de l'ESS -PLESS) se nourrit en grande partie de notre collaboration avec le Réseau des Collectivités pour une Economie Solidaire -RTES- dont nous sommes adhérents depuis la première heure et dont la collectivité est membre du conseil d'administration depuis juillet 2022 ;

Considérant que le RTES regroupe aujourd'hui, près de 200 collectivités territoriales (régions, départements, métropoles, intercommunalités et villes) autour d'une même

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DB2025_007-AU
Reçu le 05/03/2025
Publié le 05/03/2025

conviction : l'économie sociale et solidaire est une économie en capacité de répondre aux besoins économiques, sociaux et environnementaux de nos territoires. ;

L'adhésion en 2022 au RTES a permis à la CAPG de :

- s'inscrire dans un réseau national de collectivités qui partage le même projet et les mêmes ambitions que nous et de fait est confronté aux mêmes questionnements ;
- d'avoir accès à une boite à outils sur tous les sujets souvent complexes pouvant questionner nos collectivités comme la commande publique responsable, les innovations en matière d'accès au foncier, la mise en transversalité de nos politiques, les SCIC... ;
- d'inspirer à travers les partages d'expériences d'autres territoires ;

Considérant qu'il y va de l'intérêt de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse et plus particulièrement de la Direction de l'Insertion Professionnelle et de l'Innovation Sociale d'adhérer à l'association RTES, il est proposé au bureau communautaire d'autoriser ce renouvellement d'adhésion et d'accepter le versement de la cotisation s'élevant à un montant de 880 € pour l'exercice 2025 ;

Après avoir délibéré et procédé au vote, le bureau communautaire à l'unanimité **DECIDE** :

- **DE RENOUVELER** l'adhésion de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse au Réseau des Territoires pour une Economie Solidaire (RTES) pour l'année 2025 dont la cotisation s'élève à 880 euros ;

- **DE DIRE** que les crédits correspondants seront inscrits au budget primitif 2025 du budget principal au chapitre 011 « charges à caractère général ».

Fait à Grasse, les jours, mois et an que dessus.
Pour extrait certifié conforme,

Acte rendu exécutoire après dépôt en préfecture et publié le

- 5 MARS 2025

Le Président

Jérôme VIAUD
Maire de Grasse
Vice-président du Conseil départemental
des Alpes-Maritimes

AR Prefecture

006-200039857-20250227-DB2025_007-AU
Reçu le 05/03/2025
Publié le 05/03/2025

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DB2025_008-AU
Reçu le 05/03/2025
Publié le 05/03/2025

pays de Grasse
communauté d'agglomération

REPUBLIQUE FRANÇAISE
DEPARTEMENT
DES ALPES-MARITIMES

EXTRAIT DU REGISTRE DES DECISIONS
DU BUREAU COMMUNAUTAIRE DE LA
COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
DU PAYS DE GRASSE

SEANCE DU JEUDI 27 FEVRIER 2025

Décision n°DB2025_008 : Adhésion au groupement de commandes pour le réaménagement du site de la Marigarde à Grasse

---

Date de la convocation : 20/02/2025

L'an deux mille vingt-cinq et le vingt-sept février à dix heures, le bureau communautaire de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse, dûment convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, au siège sis 57 avenue Pierre Sémard à Grasse, sous la présidence de Jérôme VIAUD, Maire de Grasse et Vice-président du Conseil départemental des Alpes-Maritimes.

NOMBRE DE MEMBRES DU BUREAU EN EXERCICE : 25

PRESENTS : Jérôme VIAUD, Raymond ALBIS, Pierre ASCHIERI, Claude BOMPAR, Pierre BORNET, Gérard BOUCHARD, Dominique BOURRET, Marino CASSEZ, Claude CEPPI, Henri CHIRIS, Jean-Louis CONIL, Yves FUNEL, Marie-Louise GOURDON, Jean- Ismaël OGEZ, Gilles RONDONI, Bernard ROUX, Philippe SAINTE-ROSE FANCHINE, Ludovic SANCHEZ, Florence SIMON, Christian ZEDET.

PROCURATIONS : Raoul CASTEL à Ismaël OGEZ, Jean-Marc MACARIO à Christian ZEDET.

ABSENTS : Michèle PAGANIN, Claude SERRA, David VARRONE.

AR Prefecture

006-200039857-20250227-DB2025_008-AU
Reçu le 05/03/2025
Publié le 05/03/2025

BUREAU COMMUNAUTAIRE	**DECISION**
DU 27 FEVRIER 2025	**N°DB2025_008**
RAPPORTEUR : Monsieur le Président	

GESTION DES DECHETS

Adhésion au groupement de commandes pour le réaménagement du site de la Marigarde à Grasse

SYNTHESE

Il est proposé au bureau communautaire d'adhérer et d'autoriser Monsieur le Président à signer la convention constitutive de groupement de commandes entre la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse (CAPG) et le SMED (Syndicat Mixte d'Elimination des Déchets) pour la mise en œuvre des procédures de marchés publics pour le réaménagement du site de la Marigarde à Grasse en vue de créer un Eco-pôle capable de transférer, regrouper, trier ou préparer des déchets du SMED, notamment les ordures ménagères et la collecte sélective de la CAPG collectés sur le bassin grassois, ainsi que les flux issus de la déchèterie.

Monsieur le Président expose au bureau communautaire :

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu le Code de la Commande Publique, notamment ses articles L. 2113-6 et L. 2113-7 ;

Vu la délibération n°DL2022-146 du 22 septembre 2022 par laquelle le conseil communautaire a délégué au bureau communautaire certaines de ses attributions conformément à l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;

Considérant l'intérêt pour la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse et pour le Syndicat Mixte d'Elimination des Déchets de créer un site Eco-pôle, à haute qualité environnementale, capable de transférer, regrouper, trier ou préparer des déchets du SMED, notamment les ordures ménagères et la collecte sélective de la CAPG collectées sur le bassin grassois, ainsi que les flux issus de la déchèterie ;

Considérant la nécessité de coordonner et d'optimiser les études ainsi que les marchés publics au regard de la complexité du projet de réaménagement du site de la Marigarde à Grasse. Le futur site pourra accueillir :

- Un quai de transit permettant de prendre en charge les collectes d'OMR, les collectes sélectives et les encombrants triés ;
- Une déchèterie pour recevoir des divers flux ;
- Une ressourcerie ;
- Le Centre Technique Intercommunal ;

Considérant que les modalités de fonctionnement du groupement de commandes sont définies dans le cadre de la convention constitutive dudit groupement. Le coordonnateur du groupement de commandes est le Syndicat Mixte d'Elimination des Déchets (SMED) qui sera chargé de la passation des marchés publics et de leurs attributions ;

AR Prefecture

006-200039857-20250227-DB2025_008-AU
Reçu le 05/03/2025
Publié le 05/03/2025

Considérant que les modalités de la répartition financière entre les membres du groupement concernant le règlement des marchés de l'opération, sont définies comme suit :

- Si les prestations sont clairement identifiables et attachées à la compétence d'un seul des deux membres, la dépense sera affectée en totalité au membre concerné ;
- Si les prestations ne sont pas clairement identifiables entre les membres, la dépense sera affectée de 20% à la CAPG et 80% au SMED ;

Après avoir délibéré et procédé au vote, le bureau communautaire à l'unanimité **DECIDE** :

- **D'ADHERER** à la convention constitutive de groupement de commandes entre le Syndicat Mixte d'Elimination des Déchets (SMED) et la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse (CAPG) relative à l'opération de réaménagement du site de la Marigarde à Grasse en un pôle à haute qualité environnementale pour la collecte et le traitement des déchets ;

- **D'APPROUVER** les termes de la convention constitutive du groupement de commandes annexée à la présente décision communautaire ;

- **D'AUTORISER** Monsieur le Président à signer la convention constitutive de ce groupement de commandes ainsi que tous les actes ou documents à intervenir en exécution de la présente décision, en ce compris les avenants ;

- **DE DIRE** que les crédits afférents à ces dépenses seront inscrits au Budget 2025 et suivants en section investissement.

Fait à Grasse, les jours, mois et an que dessus.
Pour extrait certifié conforme,

Acte rendu exécutoire après dépôt en préfecture et publié le

- 5 MARS 2025

Le Président

Pays de Grasse
communauté d'agglomération

Jérôme VIAUD
Maire de Grasse
Vice-président du Conseil départemental
des Alpes-Maritimes

AR Prefecture

006-200039857-20250227-DB2025_008-AU
Reçu le 05/03/2025
Publié le 05/03/2025

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DB2025_008-AU
Reçu le 05/03/2025
Publié le 05/03/2025

CONVENTION CONSTITUTIVE DU GROUPEMENT DE COMMANDES POUR LE REAMENAGEMENT DU SITE DE LA MARIGARDE A GRASSE.

CONVENTION ETABLIE ENTRE LES ACHETEURS SUIVANTS :

ENTRE :

- ✓ **Communauté d'Agglomération Pays de Grasse (C.A.P.G.)**
  57, Avenue Pierre Semard – 06130 – GRASSE.
  représentée par son Président, Monsieur Jérôme VIAUD, dûment habilité à cet effet,

Ci-après dénommé la CAPG,
D'une part ,

ET :

- ✓ **Syndicat Mixte d'Elimination des Déchets (SMED)**
  Siège social : CVO, Z.I. 1ère avenue - 7000 m - 06510 LE BROC
  Bureaux administratifs : 16, allée des Gabians – 06150 CANNES LA BOCCA
  représenté par son Président, Monsieur Jean-Marc DELIA, dûment dûment habilité à cet effet,

Ci-après dénommé le SMED
D'autre part,

POUR ARRETER LES DISPOSITIONS SUIVANTES :

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DB2025_008-AU
Reçu le 05/03/2025
Publié le 05/03/2025

SOMMAIRE

ARTICLE 1- Préambule 3

ARTICLE 2- Objet du groupement de commandes 4

Article 2.1- Objectif du groupement 4

Article 2.2- Définition du besoin - Description des prestations 4

ARTICLE 3- Coordonnateur 5

Article 3.1- Désignation du Coordonnateur 5

Article 3.2- Missions du Coordonnateur 5

Art. 3.2.1- Durant la phase de procédure de passation des marchés 5

Art. 3.2.2- Durant la phase d'exécution des marchés 6

Article 3.3- Responsabilité du Coordonnateur 6

ARTICLE 4- Membres du groupement 6

Article 4.1- Désignation des membres 6

Article 4.2- Adhésion 6

Article 4.3- Obligations des membres 7

Article 4.4- Responsabilité des membres 7

ARTICLE 5- procédures de passation des marches 7

ARTICLE 6- Commission d'Appel d'Offres (CAO) du groupement 7

Article 6.1- Composition de la CAO 7

Article 6.2- Rôle de la CAO 7

ARTICLE 7- Dispositions financières 7

Article 7.1- Frais liés à la procédure de passation 7

Article 7.2- Contrôle comptable et financier 8

Article 7.3- Paiement des marchés 8

ARTICLE 8- Durées 8

Article 8.1- Durée du groupement 8

Article 8.2- Durée des marchés 8

ARTICLE 9- Exécution de la convention 9

ARTICLE 10- Modifications 9

Article 10.1- Avenants à la convention 9

Article 10.2- Modifications des marchés 9

ARTICLE 11- Sortie du groupement, non reconduction et résiliation 9

ARTICLE 12- Capacité à ester en justice 10

ARTICLE 13- Attribution juridictionnelle 10

ARTICLE 14- Signature de la convention 10

Projet

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DB2025_008-AU
Reçu le 05/03/2025
Publié le 05/03/2025

ARTICLE 1- PREAMBULE

La Communauté d'Agglomération Pays de Grasse (C.A.P.G.) regroupe les 23 Communes d'Amirat, Andon, Auribeau-sur-Siagne,Briançonnet, Cabris, Caille, Collongues, Escragnolles, Gars, Grasse, La Roquette-sur-Siagne, Le Mas, Le Tignet, Les Mujouls, Mouans-Sartoux, Pégomas, Peymeinade, Saint-Auban, Saint-Cézaire-sur-Siagne, Saint-Vallier-de-Thiey, Séranon, Spéracedes, Valderoure, pour un total de 100 000 habitants.

La C.A.P.G., née de la fusion entre la Communauté d'Agglomération Pôle Azur Provence, la Communauté de Communes des Terres de Siagne et la Communauté de Communes des Monts d'Azur, a été créée au 1er janvier 2014. L'Agglomération s'est progressivement développée et possède notamment les compétences suivantes :

- Collecte des déchets ménagers ou déchets assimilés,
- Protection et mise en valeur de l'environnement et du cadre de vie,
- Actions en faveur de l'environnement.

La Communauté d'Agglomération Pays de Grasse s'est engagée dans une démarche volontariste forte en faveur de l'environnement et particulièrement de la transition énergétique à travers un plan d'actions ambitieux.

Consciente du rôle clef de l'EPCI dans la lutte contre le changement climatique et dans l'adaptation de son territoire aux enjeux de demain, la Communauté d'Agglomération Pays de Grasse s'est engagée dans une démarche volontariste forte en faveur de l'environnement. Elle positionne son Plan Climat Air Energie Territorial (PCAET) en tant qu'outil de planification transversale sur son territoire.

Sur son territoire, la CAPG a la volonté de développer des solutions environnementales, réduire et valoriser les déchets et maîtriser ses coûts. Pour cela, la CAPG souhaite améliorer ses installations afin d'optimiser le tri des déchets et faciliter l'évacuation de ceux-ci dans les différents exutoires définis par son syndicat de traitement des déchets.

La CAPG a transféré sa compétence « traitement des déchets » au SMED.

Le Syndicat Mixte d'Elimination des Déchets (SMED) est un Syndicat mixte ouvert à la carte. Il exerce ses missions dans le cadre de deux compétences essentielles (les collectivités adhérentes choisissent entre les deux compétences) :

- Compétence n° 1 : la première compétence du SMED est d'assurer sur son périmètre :
  - Le traitement des déchets ménagers et assimilés ainsi que les opérations de transport, de stockage et de tri qui s'y rapportent ;
  - La création et la gestion de quais de transfert de déchets ;
  - La création et la gestion de déchetteries ;

- Compétence n° 2 : la seconde compétence est de créer et de gérer des sites de traitement de déchets (Centre de Valorisation Organique du Broc et son centre de tri de collecte sélective, Installation de Stockage de Déchets Non Dangereux de Massoins) ainsi que tout équipement nécessaire au traitement des déchets ménagers et assimilés.

Le SMED réunit, au titre de sa compétence n° 1 :
- La Communauté d'Agglomération Cannes Pays de Lérins (C.A.C.P.L.) pour le territoire de la seule Commune de Cannes ;
- La Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse (C.A.P.G.) hors le territoire de la Commune de Mouans-Sartoux, soit 22 communes.

Projet

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DB2025_008-AU
Reçu le 05/03/2025
Publié le 05/03/2025

En 2020, le SMED recense donc, du fait des 23 communes qu'il regroupe, et pour la compétence n° 1, une population de 162 548 habitants (source INSEE 2020, population municipale), pour une superficie totale de 497 km².

La Communauté d'Agglomération Pays de Grasse et le SMED souhaitent profiter de l'abandon de la station d'épuration de Marigarde (depuis septembre 2023) et de la création d'un bassin d'orage afin de réorganiser les coactivités entre le site et la déchèterie. Pour ce faire, ils étudient la possibilité de créer ce pôle, à haute qualité environnementale, capable de transférer, regrouper, trier ou préparer des déchets du SMED, notamment les ordures ménagères et la collecte sélective de la CAPG collectés sur le bassin grassois, ainsi que les flux issus de la déchèterie.

Ce futur site, situé route de la Marigarde à Grasse, devra ainsi avoir une capacité minimale de 37 000 tonnes par an, permettant de prendre en charge d'une part, sur un espace de quai de transit les collectes d'Ordures Ménagères résiduelles, les collectes sélectives et les encombrants triés et d'autre part, les divers flux sur la déchèterie/ressourcerie. De plus, il accueillera le Centre Technique Intercommunautaire.

Afin de concevoir et accompagner ce projet, et au regard de sa complexité, les parties prenantes que sont la CAPG et le SMED ont décidé de recourir à un groupement de commandes en vue de la passation des marchés de prestations intellectuelles et de travaux nécessaires à la réalisation de l'opération.

Le présent groupement de commandes permettra donc de s'attacher le concours de prestataires spécialisés dans les matières administratives, juridiques et techniques, disposant des compétences attendues pour être un appui et un accompagnement tant auprès des équipes que des élus pendant la durée des marchés.

Aussi, les parties désignées en page une se sont rapprochées et ont approuvé la présente convention constitutive du groupement de commandes.

Projet

ARTICLE 2- OBJET DU GROUPEMENT DE COMMANDES

Article 2.1- Objectif du groupement

La présente convention est établie en application des dispositions de l'article L. 2113-7 du CCP à l'effet de :

- Constituer un groupement de commandes pour la passation de « marchés » au sens de l'article L. 1111-1 du CCP ;
- Définir les règles de fonctionnement du groupement.

Article 2.2- Définition du besoin - Description des prestations

Les marchés ont pour objet l'accompagnement administratif, juridique, financier, technique, énergétique, architectural, organisationnel et le suivi de l'opération objet du groupement de commandes pour :

- l'assistance à maitrise d'ouvrage/maîtrise d'œuvre,
- les marchés de travaux,
- et les marchés connexes rendus nécessaires à la réalisation du projet,

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DB2025_008-AU
Reçu le 05/03/2025
Publié le 05/08/2025

en vue de la création d'un site de coactivités, et afin d'optimiser les organisations de ces différentes activités concomitantes sur un même site (déchèterie, quai de transfert, centre technique intercommunal, ressourcerie),

Objectifs :

- **Futur quai de transfert** : opérer une rupture de charge à Grasse et éventuellement un tri des encombrants collectés en mélange ;
- **Future déchèterie** : réaménager et optimiser les espaces ;
- Future Ressourcerie ;
- Centre Technique Intercommunautaire.

Enjeux :

- La fin de vie des équipements ;
- L'intégration visuelle dans le site ;
- La proximité des habitations et du futur Bus Haut Niveau de Service (BHNS) ;
- Les girations des FMA du futur quai de transfert (environnement très contraint).

Contrainte : Prévoir l'accès du service propreté.

Chacun des prestataires retenus, quelle que soit la nature du lien juridique (titulaire, co-contractant au sein d'un groupement d'entreprises, sous-traitant) devra impérativement respecter une déontologie et une confidentialité absolue dans l'accompagnement de son donneur d'ordres, au vu de la qualification stratégique des missions qui lui seront confiées.

Chaque marché mentionnera dans son acte d'engagement la clé de répartition figurant à l'article 7.3 de la présente convention, permettant à chacun des membres de procéder au paiement des prestations à hauteur de ses besoins.

Projet

ARTICLE 3- COORDONNATEUR

Article 3.1- Désignation du Coordonnateur

Le SMED est désigné par la présente convention « Coordonnateur » du groupement de commandes, ayant la qualité de pouvoir adjudicateur.

Article 3.2- Missions du Coordonnateur

Art. 3.2.1- Durant la phase de procédure de passation des marchés

Le Coordonnateur pilote la procédure de passation des marchés. A cet effet, il lui incombera de :

- Recenser les besoins (organiser, au préalable, les réunions de travail utiles entre les membres, recueillir leurs exigences techniques, présenter le projet) ;
- Préparer et rédiger l'avis d'appel public à la concurrence et les documents de la consultation ;
- Gérer les opérations de consultation normalement dévolues à l'acheteur, telles que l'envoi aux publications, envoi des documents de la consultation aux opérateurs économiques et/ou mise en ligne sur le profil d'acheteur, réception des plis, ouverture des plis, éventuelles demandes de compléments de candidatures et régularisations des offres, etc. ;
- Le cas échéant, convoquer, conduire et suivre les réunions de la CAO ;
- Éliminer les candidatures qui ne peuvent pas être admises ;

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DB2025_008-AU
Reçu le 05/03/2025
Publié le 05/03/2025

- Eliminer les offres irrégulières, inacceptables ou inappropriées ;
- Retenir l'offre économiquement la plus avantageuse, après choix de la CAO, le cas échéant ;
- Informer les candidats de la suite donnée à leurs candidatures et offres ;
- Procéder à la mise au point des contrats le cas échéant ;
- Signer le marché pour le compte du groupement ;
- Rédiger et transmettre, le cas échéant, le rapport de présentation en application des dispositions de l'article R. 2184-1 du CCP ;
- Le cas échéant, transmettre le dossier au contrôle de légalité ;
- Notifier les marchés au(x) prestataire(s) retenu(s) ;
- Décider de déclarer la procédure sans suite.

De plus, dans le cas où le groupement sollicitait des subventions, alors le coordonnateur porterait la demande.

Il est convenu que le Coordonnateur ne saurait prendre, sans l'accord des membres du groupement, toute décision pouvant entraîner le non-respect du programme et de l'enveloppe financière.

Dans tous les contrats passés par le Coordonnateur, ce dernier doit avertir ses prestataires qu'il agit en qualité de Coordonnateur du groupement.

Art. 3.2.2- Durant la phase d'exécution des marchés

Le coordonnateur du groupement sera responsable de l'exécution des marchés et notamment de conduire les études et les travaux de l'opération.

Article 3.3- Responsabilité du Coordonnateur

Le Coordonnateur est responsable des missions qui lui sont confiées par la présente convention. Il est donc responsable de tous les risques découlant de son activité. Il répondra seul de tout dommage de quelque nature que ce soit découlant de sa mission vis-à-vis des tiers.

ARTICLE 4- MEMBRES DU GROUPEMENT

Article 4.1- Désignation des membres

Le groupement de commandes est constitué par :

- La Communauté d'Agglomération Pays de Grasse (C.A.P.G.),
- Le Syndicat Mixte d'Elimination des Déchets (SMED),

dénommés « membres » du groupement de commandes, signataires de la présente convention.

Article 4.2- Adhésion

Chaque membre adhère au groupement par délibération de son assemblée ou toute autre instance habilitée approuvant la présente convention.
Une copie de la délibération ou de la décision est notifiée au Coordonnateur du groupement.

Projet

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DB2025_008-AU
Reçu le 05/03/2025
Publié le 05/03/2025

Toute adhésion devra être réalisée avant le lancement de l'avis de marché.

Article 4.3- Obligations des membres

Chaque membre du groupement s'engage à :

- Transmettre un état de ses besoins dans les délais fixés par le Coordonnateur ;
- Participer à l'élaboration des documents de la consultation ;
- Prendre connaissance et valider les documents de la consultation dans les délais fixés par le Coordonnateur ;
- Respecter le choix du(es) titulaire(s) du(es) marché(s) ;
- Inscrire les crédits afférents au budget et procéder au paiement des dépenses pour la part qui lui revient ;
- Participer aux Comités Techniques et de Pilotage (CoTech et CoPil) de l'opération.

Article 4.4- Responsabilité des membres

Chaque membre du groupement s'engage à faciliter l'exécution du marché dans les conditions prévues dans les documents contractuels et, à défaut, assure la responsabilité des difficultés d'exécution et des litiges qu'il pourrait générer.

ARTICLE 5- PROCEDURES DE PASSATION DES MARCHES

Pour chaque marché, la procédure de passation sera choisie dans le respect des dispositions du Code de la Commande Publique.

ARTICLE 6- COMMISSION D'APPEL D'OFFRES (CAO) DU GROUPEMENT

Article 6.1- Composition de la CAO

Conformément aux dispositions de l'article L. 1414-3-II du Code Général des Collectivités Territoriales, la CAO compétente est celle du coordonnateur du groupement.

Ladite C.A.O. pourra également être assistée par des agents ou personnalités des collectivités membres du groupement, compétents dans la matière qui fait l'objet de la consultation ou en matière de marchés publics ;

Article 6.2- Rôle de la CAO

Elle choisit le ou les attributaires du ou des marchés lorsque la règlementation l'exige.

ARTICLE 7- DISPOSITIONS FINANCIERES

Article 7.1- Frais liés à la procédure de passation

La mission du SMED en qualité de Coordonnateur ne donne pas lieu à rémunération ou indemnité.

Projet

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DB2025_008-AU
Reçu le 05/03/2025
Publié le 05/03/2025

Article 7.2- Contrôle comptable et financier

Pour permettre au Coordonnateur d'exercer son droit de contrôle, les membres du groupement tiendront à sa disposition un état des comptes pour les marchés les concernant.

Article 7.3- Paiement des marchés

Dans le cadre des marchés de cette opération :

- lorsque les prestations relatives à l'exercice strictement de la compétence « Collecte des déchets » (Compétence C.A.P.G) sont clairement identifiables, la dépense sera affectée à la CAPG qui s'engage à l'honorer ;

- lorsque les prestations relatives à l'exercice strictement de la compétence « Traitement des déchets » (compétence SMED), sont clairement identifiables, la dépense sera affectée au SMED qui s'engage à l'honorer ;

- si les prestations sont clairement identifiables et attachées à la compétence d'un seul des deux membres, la dépense sera affectée en totalité au membre concerné ;

- si les prestations ne sont pas clairement identifiables entre les membres, la dépense sera affectée de 20% à la CAPG et 80% au SMED ;

- lorsque les prestations relatives à l'exercice strictement de la compétence « Collecte des déchets » (Compétence C.A.P.G) ou strictement de la compétence « Traitement des déchets » (compétence SMED) ne sont pas clairement identifiables, la CAPG s'engage à payer 20% des dépenses relatives aux marchés et le SMED s'engage à payer 80% des dépenses relatives aux marchés.

Ainsi, pour chaque marché, chaque acompte sera adressé au SMED pour validation du coordonnateur. Les demandes de paiement afférentes seront libellées à l'attention de chacun des membres selon la répartition ci-dessus.

Chaque membre s'engage à payer directement le titulaire dans les conditions prévues à l'article R.2192-10 du CCP.

ARTICLE 8- DUREES

Article 8.1- Durée du groupement

Le groupement est constitué pour une durée courant de la notification par le Coordonnateur aux membres de la présente convention signée et transmise aux services du contrôle de légalité et qui prendra fin au terme de l'exécution du dernier marché (sauf résiliation prévue à l'article 11 ou sortie du groupement).

Article 8.2- Durée des marchés

Les marchés commencent à produire leurs effets juridiques à compter de la date de notification.

Ils prendront fin à l'achèvement des obligations respectives des parties.

Projet

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DB2025_008-AU
Reçu le 05/03/2025
Publié le 05/03/2025

ARTICLE 9- EXECUTION DE LA CONVENTION

La convention ne sera rendue exécutoire qu'après son dépôt auprès des services chargés du contrôle de légalité et sa notification par le Coordonnateur aux membres à la présente convention.

ARTICLE 10- MODIFICATIONS

Article 10.1- Avenants à la convention

Toute modification de la présente convention constitutive devra faire l'objet d'un avenant approuvé par l'ensemble des membres du groupement.

La modification ne prend effet que lorsque l'ensemble des membres du groupement l'a approuvée.

L'entrée en vigueur d'une nouvelle réglementation relative au droit de la commande publique ne nécessitera pas la passation d'un avenant si elle n'a pas pour conséquence de modifier substantiellement la réglementation relative au groupement de commandes.

Article 10.2- Modifications des marchés

La passation de modifications aux marchés relève de la compétence du coordonnateur du groupement.

Pour autant, le coordonnateur devra au préalable obtenir l'accord de l'autre membre de la conclusion d'un avenant qui aurait un impact financier ou technique sur la partie du projet relevant de sa compétence.

ARTICLE 11- SORTIE DU GROUPEMENT, NON RECONDUCTION ET RESILIATION

Les membres qui décident de ne pas poursuivre l'opération ont la possibilité de sortir du groupement. Ils devront toutefois supporter les conséquences financières qui découlent de leur sortie.

Le retrait est notifié au Coordonnateur.

Si le retrait intervient en cours de passation ou d'exécution d'un des marchés, il ne pourra prendre effet qu'à l'expiration du marché en cours d'exécution. Les membres qui le souhaitent pourront alors sortir du groupement à l'issue de la réalisation de l'ensemble des marchés, dès lors qu'ils se seront acquittés de leurs obligations contractuelles.

La présente convention pourra également être résiliée d'un commun accord entre toutes les parties. Dans ce cas, il sera procédé à un constat contradictoire donnant lieu à un procès-verbal précisant les mesures conservatoires à prendre.

Les conséquences de droit et financières seront, le cas échéant, et en l'absence d'accord entre les parties, soumises à juridiction compétente.

Projet

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DB2025_008-AU
Reçu le 05/03/2025
Publié le 05/03/2025

ARTICLE 12- CAPACITE A ESTER EN JUSTICE

Le Coordonnateur peut ester en justice au nom et pour le compte des membres du groupement pour les procédures dont il a la charge. Il informe et consulte les membres sur sa démarche et son évolution.

En cas de contentieux, si le Coordonnateur venait à être condamné au paiement de frais à verser à la partie requérante, le paiement éventuel incomberait au membre du groupement directement concerné.

En cas de contentieux né du défaut de paiement direct par un des membres, le membre défaillant assume seul, en cas de condamnation, les frais supplémentaires.

ARTICLE 13- ATTRIBUTION JURIDICTIONNELLE

Tout litige ou désaccord sur l'exécution d'une ou plusieurs clauses de la convention fera l'objet d'une recherche de résolution amiable entre la C.A.P.G. et le SMED.

A défaut d'accord, les parties conviennent de la compétence du Tribunal Administratif de Nice.

ARTICLE 14- SIGNATURE DE LA CONVENTION

La présente convention est établie en deux exemplaires originaux.

A ……, le ……

A ……, le ……

CAPG

Le Président,

Monsieur Jérôme VIAUD

SMED

Le Président,

Monsieur Jean-Marc DELIA

Projet

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DB2025_009-AU
Reçu le 05/03/2025
Publié le 05/03/2025

Pays de Grasse
communauté d'agglomération

REPUBLIQUE FRANÇAISE
DEPARTEMENT
DES ALPES-MARITIMES

EXTRAIT DU REGISTRE DES DECISIONS
DU BUREAU COMMUNAUTAIRE DE LA
COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
DU PAYS DE GRASSE

SEANCE DU JEUDI 27 FEVRIER 2025

Décision n°DB2025_009 : Renouvellement de l'adhésion pour l'année 2025 aux associations ATMOSUD et CYPRES et versement des cotisations au titre du développement durable

---

Date de la convocation : 20/02/2025

L'an deux mille vingt-cinq et le vingt-sept février à dix heures, le bureau communautaire de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse, dûment convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, au siège sis 57 avenue Pierre Sémard à Grasse, sous la présidence de Jérôme VIAUD, Maire de Grasse et Vice-président du Conseil départemental des Alpes-Maritimes.

NOMBRE DE MEMBRES DU BUREAU EN EXERCICE : 25

PRESENTS : Jérôme VIAUD, Raymond ALBIS, Pierre ASCHIERI, Claude BOMPAR, Pierre BORNET, Gérard BOUCHARD, Dominique BOURRET, Marino CASSEZ, Claude CEPPI, Henri CHIRIS, Jean-Louis CONIL, Yves FUNEL, Marie-Louise GOURDON, Jean- Ismaël OGEZ, Gilles RONDONI, Bernard ROUX, Philippe SAINTE-ROSE FANCHINE, Ludovic SANCHEZ, Florence SIMON, Christian ZEDET.

PROCURATIONS : Raoul CASTEL à Ismaël OGEZ, Jean-Marc MACARIO à Christian ZEDET.

ABSENTS : Michèle PAGANIN, Claude SERRA, David VARRONE.

AR Prefecture

006-200039857-20250227-DB2025_009-AU
Reçu le 05/03/2025
Publié le 05/03/2025

BUREAU COMMUNAUTAIRE	DECISION
DU 27 FEVRIER 2025	N°DB2025_009
RAPPORTEUR : Monsieur le Président	
ENVIRONNEMENT ET CADRE DE VIE	
Renouvellement de l'adhésion pour l'année 2025 aux associations ATMOSUD et CYPRES et versement des cotisations au titre du développement durable	

SYNTHESE

Au regard des compétences en lien avec le développement durable, les nuisances et les risques, la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse développe des partenariats avec des associations telles qu'ATMOSUD et le CYPRES afin de l'accompagner dans la mise en œuvre de ses projets. Il convient donc de renouveler l'adhésion à ces associations pour 2025. Les cotisations annuelles pour l'année 2025 de ces partenariats s'élevant, pour ATMOSUD à 24 964,76 euros et pour CYPRES à 8 505 euros.

Monsieur le Président expose au bureau communautaire :

Vu la délibération n°DL2022-146 du 22 septembre 2022 par laquelle le conseil communautaire a délégué au bureau communautaire certaines de ses attributions conformément à l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;

Considérant, d'une part, que dans le cadre de la compétence « lutte contre la pollution de l'air », la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse adhère depuis 2002 à l'association ATMOSUD, organisme chargé de la surveillance de la qualité de l'air en Région PACA ;

Le rôle de l'association est de mesurer, surveiller les dépassements des normes, informer la population, les médias et les autorités en cas de pic de pollution. Elle mène, en complément, des campagnes de mesures ponctuelles dans les lieux dépourvus de stations fixes.

Considérant qu'au regard de ses missions, la CAPG souhaite renouveler son adhésion à l'association ATMOSUD. La cotisation annuelle de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse à ATMOSUD s'élève à un montant de 24 964,76 euros ;

Considérant, d'autre part, que la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse, en sa qualité de pôle ressource « risques majeurs », soutient les communes membres dans la mise en place de politiques de prévention des risques majeurs ;

Le CYPRES a pour mission l'information et la communication sur les risques dans la Région PACA en apportant son savoir-faire auprès des collectivités locales et des industries à risque.

AR Prefecture

006-200039857-20250227-DB2025_009-AU
Reçu le 05/03/2025
Publié le 05/03/2025

Considérant qu'au regard de ses missions, la CAPG souhaite renouveler son adhésion à l'association CYPRES. La cotisation annuelle de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse au CYPRES s'élève à un montant de 8 505 euros ;

Après avoir délibéré et procédé au vote, le bureau communautaire à l'unanimité **DECIDE** :

- **DE RENOUVELER** son adhésion à ATMOSUD et CYPRES en 2025 ;

  Cotisation annuelle :
  - ATMOSUD : 24 964,76 euros
  - CYPRES : 8 505 euros

- **D'AUTORISER** le versement des cotisations annuelles susmentionnées ;

- **DE DIRE** que les crédits correspondants sont inscrits au budget 2025, au chapitre 011, article 6281.

Fait à Grasse, les jours, mois et an que dessus.
Pour extrait certifié conforme,

Acte rendu exécutoire après dépôt en préfecture et publié le

- 5 MARS 2025

Le Président

Jérôme VIAUD
Maire de Grasse
Vice-président du Conseil départemental
des Alpes-Maritimes

AR Prefecture

006-200039857-20250227-DB2025_009-AU
Reçu le 05/03/2025
Publié le 05/03/2025

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DB2025_010-AU
Reçu le 05/03/2025
Publié le 05/03/2025

Pays de Grasse
communauté d'agglomération

REPUBLIQUE FRANÇAISE
DEPARTEMENT
DES ALPES-MARITIMES

EXTRAIT DU REGISTRE DES DECISIONS
DU BUREAU COMMUNAUTAIRE DE LA
COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
DU PAYS DE GRASSE

SEANCE DU JEUDI 27 FEVRIER 2025

Décision n°DB2025_010 : Marché public réservé – Appel d'offres ouvert – Insertion sociale et professionnelle ayant comme support des prestations de nettoyage des locaux de « GRASSE CAMPUS » – Avenant n°1 au marché n°2024/32

Date de la convocation : 20/02/2025

L'an deux mille vingt-cinq et le vingt-sept février à dix heures, le bureau communautaire de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse, dûment convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, au siège sis 57 avenue Pierre Sémard à Grasse, sous la présidence de Jérôme VIAUD, Maire de Grasse et Vice-président du Conseil départemental des Alpes-Maritimes.

NOMBRE DE MEMBRES DU BUREAU EN EXERCICE : 25

PRESENTS : Jérôme VIAUD, Raymond ALBIS, Pierre ASCHIERI, Claude BOMPAR, Pierre BORNET, Gérard BOUCHARD, Dominique BOURRET, Marino CASSEZ, Claude CEPPI, Henri CHIRIS, Jean-Louis CONIL, Yves FUNEL, Marie-Louise GOURDON, Jean- Ismaël OGEZ, Gilles RONDONI, Bernard ROUX, Philippe SAINTE-ROSE FANCHINE, Ludovic SANCHEZ, Florence SIMON, Christian ZEDET.

PROCURATIONS : Raoul CASTEL à Ismaël OGEZ, Jean-Marc MACARIO à Christian ZEDET.

ABSENTS : Michèle PAGANIN, Claude SERRA, David VARRONE.

AR Prefecture

006-200039857-20250227-DB2025_010-AU
Reçu le 05/03/2025
Publié le 05/03/2025

BUREAU COMMUNAUTAIRE	DECISION
DU 27 FEVRIER 2025	N°DB2025_010
RAPPORTEUR : Monsieur le Président	
COMMANDE PUBLIQUE	
Marché public réservé – Appel d'offres ouvert – Insertion sociale et professionnelle ayant comme support des prestations de nettoyage des locaux de « GRASSE CAMPUS » – Avenant n°1 au marché n°2024/32	
SYNTHESE **Il est proposé au bureau communautaire d'autoriser Monsieur le Président à signer l'avenant n°1 ayant pour objet de modifier les fréquences de passage des prestations de nettoyages régulières ainsi que celles des prestations spécifiques annuelles ou bisannuelles représentant une moins-value de - 19 300,95 € HT.**	

Monsieur le Président expose au bureau communautaire :

Vu la délibération n°DL2022-146 du 22 septembre 2022 par laquelle le conseil communautaire a délégué au bureau communautaire certaines de ses attributions conformément à l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;

Vu le marché public n°2024/32 ayant pour objet l'insertion sociale et professionnelle ayant comme support des prestations de nettoyage des locaux de « GRASSE CAMPUS » attribué pour un montant D.P.G.F. de 109 026,79 € HT et notifié le 20 novembre 2024 au groupement solidaire ENTREPRISE ADAPTEE EA EMS (AFPJR) (mandataire) /SARL SCOP LA DRISSE ;

Considérant la nécessité de modifier les fréquences de passage des prestations de nettoyages régulières ainsi que celles des prestations spécifiques annuelles ou bisannuelles ;

Considérant que ces modifications engendrent une moins-value de - 19 300,95 € HT, représentant une baisse de 17,70% par rapport au montant du marché initial.

Il est donc proposé d'autoriser Monsieur le Président à signer l'avenant n°1 pour un montant de - 19 300,95 € HT.

- Montant initial du marché public : 109 026,79 € HT
- Nouveau montant du marché public : 89 725,84 € HT
- % d'écart introduit par l'avenant 1 : - 17,70 %

AR Prefecture

006-200039857-20250227-DB2025_010-AU
Reçu le 05/03/2025
Publié le 05/03/2025

Après avoir délibéré et procédé au vote, le bureau communautaire à l'unanimité **DECIDE** :

- **D'APPROUVER** l'avenant n°1, joint en annexe, au marché n°2024/32 à intervenir entre la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse et le groupement solidaire ENTREPRISE ADAPTEE EA EMS (AFPJR) (mandataire) /SARL SCOP LA DRISSE ;

- **D'AUTORISER** Monsieur le Président à signer l'avenant n°1 pour un montant en moins-value de - 19 300,95 € HT.

Fait à Grasse, les jours, mois et an que dessus.
Pour extrait certifié conforme,

Acte rendu exécutoire après dépôt en préfecture et publié le
- 5 MARS 2025

Le Président

Jérôme VIAUD
Maire de Grasse
Vice-président du Conseil départemental
des Alpes-Maritimes

AR Prefecture

006-200039857-20250227-DB2025_010-AU
Reçu le 05/03/2025
Publié le 05/03/2025

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DB2025_010-AU
Reçu le 05/03/2025
Publié le 05/03/2025
ANNEXE DB2025_010

Marché **EXE10**

AVENANT N° 1

A - Identification du pouvoir adjudicateur

La Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse
57avenue Pierre Sémard
06130 GRASSE
Tel : 04.97.05.22.00
n° SIRET : 20003985700012
commande@paysdegrasse.fr

B - Identification du titulaire du marché public

Groupement Entreprise adaptée EA EMS (AFPJR) (Mandataire) / SCOP LA DRISSE
ZAC Saint Marguerite
107 avenue Jean Maubert
06130 GRASSE Cedex
Tél : 04 92 60 33 60
mail : commercial.chateauneuf@afpjr.org

C - Objet du marché public

- Objet du marché public :

Nettoyage des locaux de « GRASSE CAMPUS » 18 Rue de l'ancien Palais de Justice à Grasse

- Référence du marché public : 2024/32

- Date de la notification du marché public : 20/11/2024

- Durée d'exécution du marché public :
  Le marché commence à la date de l'accusé de réception de sa notification pour se terminer le 31/08/2025. Le marché est renouvelable par reconduction tacite par période de 12 mois.
  Chaque période de reconduction sera du 01/09 au 31/08.
  Le marché prendra fin au plus tard le 31/08/2028.

- Montant initial du marché :

Les prestations, pour la seule période initiale, sont rémunérées par application d'un prix global et forfaitaire égal à :

Montant hors TVA	109 026,79 euros
TVA au taux de 20%, soit	21 805,36 euros
Montant TVA incluse	130 832,15 euros

Cent trente mille huit cent trente-deux euros et quinze centimes toutes taxes comprises

PROJET

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DB2025_010-AU
Reçu le 05/03/2025
Publié le 05/03/2025

D – Objet de l'avenant

- Modifications introduites par le présent avenant :

Le présent avenant a pour objet de modifier les fréquences de passage des prestations de nettoyages régulières ainsi que celles des prestations spécifiques annuelles ou bisannuelles.

A cet effet la décomposition du prix global et forfaitaire (D.P.G.F.) est modifiée avec la nouvelle fréquence de passage. Le prix du marché est ainsi modifié. Les acomptes et paiements sont versés au titulaire mensuellement. Pour une année incomplète, les prestations faisant l'objet d'un prix forfaitaire annuel sont facturées mensuellement par 12ème de ce prix forfaitaire.

- Incidence financière de l'avenant :

L'avenant a une incidence financière sur le montant du marché :
(Cocher la case correspondante.)

☒ OUI ☐ NON

Montant de l'avenant :

- Taux de la TVA : 20%
- Montant HT : - 19 300,95 €
- Montant TTC : - 23 161,14 €
- % d'écart introduit par l'avenant : -17,70 %

Nouveau montant du marché public :

- Taux de la TVA : 20 %
- Montant HT : 89 725,84 €
- Montant TTC : 107 671,01 €

La nouvelle D.P.G.F. est annexée au présent avenant n°1.

AUTRES CLAUSES
Toutes les clauses du marché initial non contraires aux stipulations du présent avenant restent applicables.

DATE D'EFFET
Le présent avenant est applicable à compter de sa notification au titulaire du marché.

PROJET

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DB2025_010-AU
Reçu le 05/03/2025
Publié le 05/03/2025

E - Signature du titulaire du marché public

Nom, prénom et qualité du signataire (*)	Lieu et date de signature	Signature
M. Fabian ESCARABAJAL, Directeur des activités économiques, ENTREPRISE ADAPTEE EMS	**Grasse le**	

(*) Le signataire doit avoir le pouvoir d'engager la personne qu'il représente.

PROJET

F - Signature du pouvoir adjudicateur (ou de l'entité adjudicatrice).

(Visa ou avis de l'autorité chargée du contrôle financier.)

A : Grasse, le ……

Signature
(représentant du pouvoir adjudicateur ou de l'entité adjudicatrice)

Le Président,

Jérôme VIAUD
Maire de Grasse,
Vice-président du Conseil Départemental
des Alpes-Maritimes

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DB2025_010-AU
Reçu le 05/03/2025
Publié le 05/03/2025

G - Notification de l'avenant au titulaire du marché public

En cas de remise contre récépissé :

Le titulaire signera la formule ci-dessous :

« *Reçue à titre de notification copie du présent avenant* »

A ……, le ……..

Signature du titulaire,

En cas d'envoi en lettre recommandé avec accusé de réception :

(Coller dans ce cadre l'avis de réception postal, daté et signé par le titulaire du marché public.)

En cas de notification par voie électronique :

(Indiquer la date et l'heure d'accusé de réception de la présente notification par le titulaire du marché public.)

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DB2025_011-AU
Reçu le 05/03/2025
Publié le 05/03/2025

Pays de Grasse
communauté d'agglomération

REPUBLIQUE FRANÇAISE
DEPARTEMENT
DES ALPES-MARITIMES

EXTRAIT DU REGISTRE DES DECISIONS
DU BUREAU COMMUNAUTAIRE DE LA
COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
DU PAYS DE GRASSE

SEANCE DU JEUDI 27 FEVRIER 2025

Décision n°DB2025_011 : Marché public – Maîtrise d'œuvre pour la construction d'une halle marché, Pourcieux / Petit Pré, sur la commune de Cabris – Avenant n°1 au marché 2025/01

Date de la convocation : 20/02/2025

L'an deux mille vingt-cinq et le vingt-sept février à dix heures, le bureau communautaire de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse, dûment convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, au siège sis 57 avenue Pierre Sémard à Grasse, sous la présidence de Jérôme VIAUD, Maire de Grasse et Vice-président du Conseil départemental des Alpes-Maritimes.

NOMBRE DE MEMBRES DU BUREAU EN EXERCICE : 25

PRESENTS : Jérôme VIAUD, Raymond ALBIS, Pierre ASCHIERI, Claude BOMPAR, Pierre BORNET, Gérard BOUCHARD, Dominique BOURRET, Marino CASSEZ, Claude CEPPI, Henri CHIRIS, Jean-Louis CONIL, Yves FUNEL, Marie-Louise GOURDON, Jean- Ismaël OGEZ, Gilles RONDONI, Bernard ROUX, Philippe SAINTE-ROSE FANCHINE, Ludovic SANCHEZ, Florence SIMON, Christian ZEDET.

PROCURATIONS : Raoul CASTEL à Ismaël OGEZ, Jean-Marc MACARIO à Christian ZEDET.

ABSENTS : Michèle PAGANIN, Claude SERRA, David VARRONE.

AR Prefecture

006-200039857-20250227-DB2025_011-AU
Reçu le 05/03/2025
Publié le 05/03/2025

BUREAU COMMUNAUTAIRE	DECISION
DU 27 FEVRIER 2025	N°DB2025_011
RAPPORTEUR : Monsieur le Président	

COMMANDE PUBLIQUE

Marché public – Maîtrise d'œuvre pour la construction d'une halle marché, Pourcieux / Petit Pré, sur la commune de Cabris – Avenant n°1 au marché 2025/01

SYNTHESE

Il est proposé au bureau communautaire d'autoriser Monsieur le Président à signer l'avenant n°1 ayant pour objet de transférer le contrat de maîtrise d'œuvre à la CAPG ainsi que de fixer le montant du forfait définitif de rémunération de l'équipe de maîtrise d'œuvre suite à la remise de l'APD pour un montant définitif de rémunération de 42 410,47 € HT.

Monsieur le Président expose au bureau communautaire :

Vu la délibération n°DL2022-146 du 22 septembre 2022 par laquelle le conseil communautaire a délégué au bureau communautaire certaines de ses attributions conformément à l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération en date du 7 février 2024 par laquelle le conseil municipal de la commune de Cabris a décidé de déléguer la maîtrise d'ouvrage des travaux portant sur l'aménagement d'une halle du marché à la Communauté d'Agglomération du pays de Grasse ;

Vu la délibération n°DL2024_024 du 22 février 2024 par laquelle le conseil communautaire a accepté la délégation de maîtrise d'ouvrage pour l'opération mentionnée ci-dessus ;

Vu le marché public n°2025/01 relatif à une mission de maîtrise d'œuvre pour la construction d'une halle marché sur la commune de Cabris en date du 10 février 2024 et notifié au groupement conjoint non solidaire Société Niçoise D'Architecture (mandataire) / SEYF Structures / AB INGENIERIE / AGTEC ;

Considérant tout d'abord que suite à la délégation de la maîtrise d'ouvrage au profit de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse, le contrat de maîtrise d'œuvre est transféré à la CAPG ;

Considérant ensuite qu'il convient de fixer le montant définitif des travaux et corrélativement le forfait définitif de rémunération de l'équipe de maîtrise d'œuvre suite à la remise de l'APD.

Considérant que sur la base du programme et projet architectural, le montant estimatif de l'opération de travaux a été arrêté à la somme de 354 650 € HT. Le montant provisoire de rémunération de l'équipe de maîtrise d'œuvre a été notifié pour un montant de 39 011,50 € HT avec un taux de rémunération fixé à 11% ;

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DB2025_011-AU
Reçu le 05/03/2025
Publié le 05/03/2025

Considérant que le montant définitif des travaux correspond au montant des travaux sur lequel s'engage le maître d'œuvre à l'issue de la phase de l'avant-projet définitif (APD) et après arbitrage des travaux nécessaires au programme ;

Considérant que le montant définitif des travaux est arrêté à la somme de 385 549,70 € HT ;

Considérant que le taux définitif de la rémunération étant fixé à 11%, le montant définitif de la rémunération de l'équipe de maîtrise d'œuvre s'élève à 42 410,47 € HT.

Il est donc proposé d'autoriser Monsieur le Président à signer l'avenant n°1 pour un montant définitif de rémunération de 42 410,47 € HT.

- Montant initial du marché public : 39 011,50 € HT
- Nouveau montant du marché public : 42 410,47 € HT
- % d'écart introduit par l'avenant 1 : +8,71 %

Après avoir délibéré et procédé au vote, le bureau communautaire à l'unanimité **DECIDE** :

- **D'APPROUVER** l'avenant n°1, joint en annexe, au marché n°2025/01 à intervenir entre la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse et le groupement conjoint non solidaire Société Niçoise D'Architecture (mandataire) / SEYF Structures / AB INGENIERIE / AGTEC ;

- **D'AUTORISER** Monsieur le Président à signer l'avenant n°1 pour un montant définitif de rémunération fixé à 42 410,47 € HT.

Fait à Grasse, les jours, mois et an que dessus.
Pour extrait certifié conforme,

Acte rendu exécutoire après dépôt en préfecture et publié le

- 5 MARS 2025

Le Président

Jérôme VIAUD
Maire de Grasse
Vice-président du Conseil départemental
des Alpes-Maritimes

AR Prefecture

006-200039857-20250227-DB2025_011-AU
Reçu le 05/03/2025
Publié le 05/03/2025

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DB2025_011-AU
Reçu le 05/03/2025
Publié le 05/03/2025
ANNEXE DB2025_011

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES
Direction des Affaires Juridiques

MARCHES PUBLICS ET ACCORDS-CADRES **EXE10**

AVENANT N° 1

A1 – Maitre d'ouvrage

Commune de Cabris
33, rue de Frédéric Mistral
06530 CABRIS

A2 – Maitre d'ouvrage délégué

Communauté d'agglomération du Pays de Grasse
57, Avenue Pierre Sémard
06130 GRASSE

B - Identification du titulaire du marché public ou de l'accord-cadre.

GROUPEMENT CONJOINT NON SOLIDAIRE :

Société Niçoise D'Architecture – MANDATAIRE
38 rue Vernier
06000 Nice
Tel : 04 92 07 18 77
Siret : 525 264 859 00022

SEYF Structures
163 avenue Pasteur
06190 Roquebrune-Cap-Martin
Mail : seyf.structures@gmail.com
Siret : 881 016 240 00015

AB INGENIERIE
251 chemin des Gourettes
06370 MOUANS SARTOUX
Mail : ab@abi-infra.fr
Siret : 435 142 872 00025

AGTEC
7-9 rue Chevalier Martin
Le St Luce B
06800 CAGNES SUR MER
Mail : michel.cusenza@agtec06.fr
Siret : 498 325 844 000 39

PROJET

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DB2025_011-AU
Reçu le 05/03/2025
Publié le 05/03/2025

C - Objet du marché public ou de l'accord-cadre.

☐ Objet du marché public ou de l'accord-cadre :

MARCHE DE MAITRISE D'ŒUVRE

CONSTRUCTION D'UNE HALLE MARCHE
Pourcieux / Petit Pré
06530 CABRIS

☐ Date de la notification du marché public ou de l'accord-cadre : 10 février 2024

☐ Numéro du marché public ou de l'accord-cadre : 2025/01

☐ Durée d'exécution initiale du marché public ou de l'accord-cadre : 11 mois répartis sur la durée du projet études et travaux.

☐ Montant du forfait provisoire de rémunération du maître d'œuvre :

- Taux de la TVA : 20 %
- Montant HT : 39 011,50 €
- Montant TTC : 46 813,80 €
- Taux de rémunération : 11%

Sur la base du programme, le montant estimatif de l'opération de travaux a été arrêtée à la somme de 354 650 € HT. Le montant provisoire de rémunération de l'équipe de maîtrise d'œuvre a été notifié pour un montant de 39 011,50 € HT avec un taux de rémunération fixé à 11%.

D - Objet de l'avenant.

☐ Modifications introduites par le présent avenant :

1- Transfert du contrat de maîtrise d'œuvre à la CAPG

Le présent avenant n°1 a pour objet le transfert du marché de maîtrise d'œuvre à la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse qui se substitue en lieu et place de la commune de Cabris.

En 2024, la commune de Cabris a lancé une opération de construction d'une halle marché.
Pour mener à bien ce projet, elle a sélectionné une équipe de maîtrise d'œuvre en date du 10 février 2024. Il s'agit du groupement conjoint non solidaire Société Niçoise D'Architecture (mandataire) / SEYF Structures / AB INGENIERIE / AGTEC.

Par délibération en date du 7 février 2024, la commune a souhaité déléguer la maîtrise d'ouvrage de l'opération à la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse.
Une convention de délégation de maîtrise d'ouvrage a été signée en date du 22 Février 2024.

2- Forfait définitif de rémunération

Le présent avenant n°1 a pour objet de fixer le montant définitif des travaux et corrélativement le forfait définitif de rémunération du maître d'œuvre suite à la remise de l'APD.

Le montant définitif des travaux correspond au montant des travaux sur lequel s'engage le maître d'œuvre à l'issue de la phase de l'avant-projet définitif (APD) et après arbitrage des travaux nécessaires au programme.

PROJET

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DB2025_011-AU
Reçu le 05/03/2025
Publié le 05/03/2025

Le montant définitif des travaux est arrêté à la somme de 385 549,70 € HT.

Le taux définitif de la rémunération étant fixé à 11 %, le montant définitif de la rémunération de l'équipe de maîtrise d'œuvre s'élève à 42 410,47 € HT.

☐ Incidence financière de l'avenant :

L'avenant a une incidence financière sur le montant du marché public ou de l'accord-cadre :

☐ NON ☒ OUI

Montant de l'avenant :

- Taux de la TVA : 20%
- Montant HT : 3 398,97 €
- Montant TTC : 4 078,76 €
- % d'écart introduit par l'avenant : + 8,71 %

Nouveau montant honoraire après rendu APD retenu par le Maître d'ouvrage :

- Taux de la TVA : 20 %
- Montant HT : 42 410,47 €
- Montant TTC : 50 892,56 €

La nouvelle répartition des honoraires de maîtrise d'œuvre, selon les co-traitants, est annexée au présent avenant n°1.

Une fois l'avenant notifié, l'équipe de maîtrise d'œuvre transmettra sa facturation d'honoraires pour les phases ESQ et AVP afin d'actualiser la facturation des montants concernés.

AUTRES CLAUSES
Toutes les clauses du marché initial non contraires aux stipulations du présent avenant restent applicables.

DATE D'EFFET
Le présent avenant est applicable à compter de sa notification au titulaire du marché.

PROJET

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DB2025_011-AU
Reçu le 05/03/2025
Publié le 05/03/2025

E - Signature du titulaire du marché public ou de l'accord-cadre.

Nom, prénom et qualité du signataire (*)	Lieu et date de signature	Signature
Société Niçoise D'Architecture – MANDATAIRE		
SEYF Structures		
AB INGENIERIE		
AGTEC		

(*) Le signataire doit avoir le pouvoir d'engager la personne qu'il représente.

F - Signature du pouvoir adjudicateur (ou de l'entité adjudicatrice).

Pour l'Etat et ses établissements :
(Visa ou avis de l'autorité chargée du contrôle financier.)

A : …… , le ……

Signature
(représentant du pouvoir adjudicateur ou de l'entité adjudicatrice)

PROJET

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DB2025_011-AU
Reçu le 05/03/2025
Publié le 05/03/2025

G – Notification de l'avenant au titulaire du marché public ou de l'accord-cadre.

En cas de remise contre récépissé :

Le titulaire signera la formule ci-dessous :

« *Reçue à titre de notification copie du présent avenant* »

A ……, le ……..

Signature du titulaire,

En cas d'envoi en lettre recommandé avec accusé de réception :

(Coller dans ce cadre l'avis de réception postal, daté et signé par le titulaire du marché public ou de l'accord-cadre.)

En cas de notification par voie électronique :

(Indiquer la date et l'heure d'accusé de réception de la présente notification par le titulaire du marché public ou de l'accord-cadre.)

Date de mise à jour : 25/02/2011.

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DB2025_012-AU
Reçu le 05/03/2025
Publié le 05/03/2025

Pays de Grasse
communauté d'agglomération

REPUBLIQUE FRANÇAISE
DEPARTEMENT
DES ALPES-MARITIMES

EXTRAIT DU REGISTRE DES DECISIONS
DU BUREAU COMMUNAUTAIRE DE LA
COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
DU PAYS DE GRASSE

SEANCE DU JEUDI 27 FEVRIER 2025

Décision n°DB2025_012 : Marché public – Appel d'offres ouvert – Extension du Campus étudiant sur la commune de Grasse – Lot 14 : Electricité CFO & CFA – Avenant n°1 au marché n°2024/13.14

Date de la convocation : 20/02/2025

L'an deux mille vingt-cinq et le vingt-sept février à dix heures, le bureau communautaire de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse, dûment convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, au siège sis 57 avenue Pierre Sémard à Grasse, sous la présidence de Jérôme VIAUD, Maire de Grasse et Vice-président du Conseil départemental des Alpes-Maritimes.

NOMBRE DE MEMBRES DU BUREAU EN EXERCICE : 25

PRESENTS : Jérôme VIAUD, Raymond ALBIS, Pierre ASCHIERI, Claude BOMPAR, Pierre BORNET, Gérard BOUCHARD, Dominique BOURRET, Marino CASSEZ, Claude CEPPI, Henri CHIRIS, Jean-Louis CONIL, Yves FUNEL, Marie-Louise GOURDON, Jean- Ismaël OGEZ, Gilles RONDONI, Bernard ROUX, Philippe SAINTE-ROSE FANCHINE, Ludovic SANCHEZ, Florence SIMON, Christian ZEDET.

PROCURATIONS : Raoul CASTEL à Ismaël OGEZ, Jean-Marc MACARIO à Christian ZEDET.

ABSENTS : Michèle PAGANIN, Claude SERRA, David VARRONE.

AR Prefecture

006-200039857-20250227-DB2025_012-AU
Reçu le 05/03/2025
Publié le 05/03/2025

BUREAU COMMUNAUTAIRE	DECISION
DU 27 FEVRIER 2025	N°DB2025_012
RAPPORTEUR : Monsieur le Président	
COMMANDE PUBLIQUE	
Marché public – Appel d'offres ouvert – Extension du Campus étudiant sur la commune de Grasse – Lot 14 : Electricité CFO & CFA – Avenant n°1 au marché n°2024/13.14	
SYNTHESE **Il est proposé au bureau communautaire d'autoriser Monsieur le Président à signer l'avenant n°1 ayant pour objet d'accepter et d'agréer le changement de dénomination sociale de la société MONTEELC SAS qui devient EIFFAGE ENERGIE SYSTEMES – COTE D'AZUR.**	

Monsieur le Président expose au bureau communautaire :

Vu la délibération n°2022-146 du 22 septembre 2022 par laquelle le conseil communautaire a délégué au bureau communautaire certaines de ses attributions conformément à l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;

Vu le marché public n°2024/13.14 ayant pour objet l'électricité CFO & CFA dans le cadre de l'opération pour l'extension du Campus étudiant sur la commune de Grasse attribué pour un montant D.P.G.F. de 496 700 € HT et notifié le 18 novembre 2024 à la société MONTELEC SAS ;

Considérant que le présent avenant n°1 a pour objet d'accepter et d'agréer le changement de dénomination sociale de l'entreprise titulaire du marché ;

Considérant que la société MONTELEC SAS est affiliée depuis le 1er janvier 2025 à la branche EIFFAGE ENERGIE SYSTEMES du Groupe EIFFAGE. Elle est à présent dénommée EIFFAGE ENERGIE SYSTEMES – COTE D'AZUR ;

Considérant que le titulaire du marché 2024/13.14 sera la société EIFFAGE ENERGIE SYSTEMES – COTE D'AZUR dont le siège social est au 63 rue des Alisiers, 06600 ANTIBES sous les n° d'immatriculation au RCS ANTIBES suivants :

- SIREN 351 683 479
- SIRET 351 683 479 00049

Considérant que toutes les clauses du marché public demeurent inchangées.

Il est donc proposé d'autoriser Monsieur le Président à signer l'avenant n°1 au marché 2024/13.14 ayant pour objet d'accepter et d'agréer le changement de dénomination sociale de la société MONTELEC SAS.

AR Prefecture

006-200039857-20250227-DB2025_012-AU
Reçu le 05/03/2025
Publié le 05/03/2025

Après avoir délibéré et procédé au vote, le bureau communautaire à l'unanimité **DECIDE** :

- **D'APPROUVER** l'avenant n°1, joint en annexe, au marché n°2024/13.14 à intervenir entre la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse EIFFAGE ENERGIE SYSTEMES – COTE D'AZUR ;

- **D'AUTORISER** Monsieur le Président à signer l'avenant n°1 sans incidence financière.

Fait à Grasse, les jours, mois et an que dessus.
Pour extrait certifié conforme,

Acte rendu exécutoire après dépôt en préfecture et publié le

- 5 MARS 2025

Le Président

Jérôme VIAUD
Maire de Grasse
Vice-président du Conseil départemental
des Alpes-Maritimes

AR Prefecture

006-200039857-20250227-DB2025_012-AU
Reçu le 05/03/2025
Publié le 05/03/2025

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DB2025_012-AU
Reçu le 05/03/2025
Publié le 05/03/2025
ANNEXE DB2025_012

Marché **EXE10**

AVENANT N° 1

A - Identification du pouvoir adjudicateur

La Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse)
57avenue Pierre Sémard
06130 GRASSE
Tel : 04.97.05.22.00
n° SIRET : 20003985700012
commande@paysdegrasse.fr

B - Identification du titulaire du marché public

MONTELEC SAS
63 rue des Alisiers
06600 ANTIBES
Tel : 04 93 95 29 33
Mail : info.montelec@eiffage.com

C - Objet du marché public

- Objet du marché public :

Extension du Campus étudiant sur la commune de Grasse
Lot 14 : Electricité CFO & CFA

- Référence du marché public : 2024/13.14
- Date de la notification du marché public : 18/11/2024
- Durée d'exécution du marché public : Le délai d'exécution contractuel est de 17 mois, période préparatoire du chantier comprise (2 mois).
  La période de préparation et le démarrage des travaux sont notifiés par ordre de service.
- Montant initial du marché :

Les travaux sont rémunérés par application d'un prix global et forfaitaire égal à :

Montant hors TVA	496 700,00 euros
TVA au taux de 20%, soit	99 340,00 euros
Montant TVA incluse	596 040,00 euros

Cinq cent quatre-vingt-seize mille quarante euros toutes taxes comprises

PROJET

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DB2025_012-AU
Reçu le 05/03/2025
Publié le 05/03/2025

D - Objet de l'avenant

- Modifications introduites par le présent avenant :

Le présent avenant a pour objet d'accepter et d'agréer le changement de dénomination sociale de l'entreprise titulaire du marché.

Il s'agit de la société MONTELEC SAS qui devient EIFFAGE ENERGIE SYSTEMES – COTE D'AZUR.

En effet, la société MONTELEC SAS est affiliée depuis le 1er janvier 2025 à la branche EIFFAGE ENERGIE SYSTEMES du Groupe EIFFAGE.

Le titulaire du présent marché sera donc EIFFAGE ENERGIE SYSTEMES – COTE D'AZUR dont le siège social est au 63 rue des Alisiers, 06600 ANTIBES sous les n° d'immatriculation au RCS ANTIBES suivants :

- SIREN 351 683 479
- SIRET 351 683 479 00049

AUTRES CLAUSES

Toutes les clauses du marché public initial non contraires aux stipulations du présent avenant restent applicables

DATE D'EFFET

Le présent avenant est applicable à compter de sa notification au titulaire du marché public.

- Incidence financière de l'avenant :

L'avenant a une incidence financière sur le montant du marché public :

☒ NON ☐ OUI

PROJET

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DB2025_012-AU
Reçu le 05/03/2025
Publié le 05/03/2025

E - Signature du titulaire du marché public

Nom, prénom et qualité du signataire (*)	Lieu et date de signature	Signature

(*) Le signataire doit avoir le pouvoir d'engager la personne qu'il représente.

PROJET

F - Signature du pouvoir adjudicateur (ou de l'entité adjudicatrice).

(Visa ou avis de l'autorité chargée du contrôle financier.)

A : Grasse, le ……

Signature
(représentant du pouvoir adjudicateur ou de l'entité adjudicatrice)

Le Président,

Jérôme VIAUD
Maire de Grasse,
Vice-président du Conseil Départemental
des Alpes-Maritimes

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DB2025_012-AU
Reçu le 05/03/2025
Publié le 05/03/2025

G - Notification de l'avenant au titulaire du marché public

En cas de remise contre récépissé :

Le titulaire signera la formule ci-dessous :

« *Reçue à titre de notification copie du présent avenant* »

A ……, le ……..

Signature du titulaire,

En cas d'envoi en lettre recommandé avec accusé de réception :

(Coller dans ce cadre l'avis de réception postal, daté et signé par le titulaire du marché public.)

En cas de notification par voie électronique :

(Indiquer la date et l'heure d'accusé de réception de la présente notification par le titulaire du marché public.)

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DB2025_013-AU
Reçu le 05/03/2025
Publié le 05/03/2025

pays de Grasse
communauté d'agglomération

REPUBLIQUE FRANÇAISE
DEPARTEMENT
DES ALPES-MARITIMES

EXTRAIT DU REGISTRE DES DECISIONS
DU BUREAU COMMUNAUTAIRE DE LA
COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
DU PAYS DE GRASSE

SEANCE DU JEUDI 27 FEVRIER 2025

Décision n°DB2025_013 : Appel d'offres ouvert – Attribution de l'Accord-Cadre – Aménagement, Maintenance, Exploitation d'Infrastructures de Recharge Rapide de Bus Electriques (IRRBE)

Date de la convocation : 20/02/2025

L'an deux mille vingt-cinq et le vingt-sept février à dix heures, le bureau communautaire de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse, dûment convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, au siège sis 57 avenue Pierre Sémard à Grasse, sous la présidence de Jérôme VIAUD, Maire de Grasse et Vice-président du Conseil départemental des Alpes-Maritimes.

NOMBRE DE MEMBRES DU BUREAU EN EXERCICE : 25

PRESENTS : Jérôme VIAUD, Raymond ALBIS, Pierre ASCHIERI, Claude BOMPAR, Pierre BORNET, Gérard BOUCHARD, Dominique BOURRET, Marino CASSEZ, Claude CEPPI, Henri CHIRIS, Jean-Louis CONIL, Yves FUNEL, Marie-Louise GOURDON, Jean- Ismaël OGEZ, Gilles RONDONI, Bernard ROUX, Philippe SAINTE-ROSE FANCHINE, Ludovic SANCHEZ, Florence SIMON, Christian ZEDET.

PROCURATIONS : Raoul CASTEL à Ismaël OGEZ, Jean-Marc MACARIO à Christian ZEDET.

ABSENTS : Michèle PAGANIN, Claude SERRA, David VARRONE.

AR Prefecture

006-200039857-20250227-DB2025_013-AU
Reçu le 05/03/2025
Publié le 05/03/2025

BUREAU COMMUNAUTAIRE	DECISION
DU 27 FEVRIER 2025	N°DB2025_013
RAPPORTEUR : Monsieur le Président	
COMMANDE PUBLIQUE	
Appel d'offres ouvert – Attribution de l'Accord-Cadre – Aménagement, Maintenance, Exploitation d'Infrastructures de Recharge Rapide de Bus Electriques (IRRBE)	
SYNTHESE **Il convient d'autoriser Monsieur le Président à signer l'accord-cadre attribué par la commission d'appel d'offres en date du 27 février 2025.** **L'accord-Cadre concerne les opérations d'aménagement futures des terminus de bus électriques en Infrastructures de Recharge Rapide de Bus Electriques mais également des futurs aménagements de bornes de rechargement filaire au dépôt.**	

Monsieur le Président expose au bureau communautaire :

Vu la délibération n°DL2022-146 du 22 septembre 2022 par laquelle le conseil communautaire a délégué au bureau communautaire certaines de ses attributions conformément à l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;

Considérant que la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse prévoit l'acquisition de 10 véhicules électriques. Le chargement électrique des véhicules se fera au dépôt de bus situé au 23 route de la Marigarde à Grasse, à débit lent sans dépasser 6 heures par charge complète et/ou par bornes pantographe installées au niveau de la Gare SNCF de Grasse ;

Considérant qu'une procédure d'appel d'offres ouvert a été lancée en application des articles L.2124-1, L.2124-2, et R.2161-2 à R.2161-5 du Code de la commande publique pour la passation et l'attribution d'un accord-cadre pour l'aménagement et la fourniture d'Infrastructures de Recharge Rapide de Bus Electriques (IRRBE) ainsi que l'équipement de recharge filaire en dépôt, qui s'inscrit dans la continuité de l'objectif de renouvellement du parc de bus du réseau Sillages de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse ;

Considérant que les prestations font l'objet d'un accord-cadre à bons de commande mono-attributaire en application des articles L.2125-1, et R.2162-2 et R.2162-4 du Code de la commande publique. L'accord-cadre est défini sans minimum mais avec un maximum de commandes par période fixé à 1 200 000 € HT pour la période initiale du marché, 500 000 € HT pour la première reconduction, 300 000 € HT pour la deuxième reconduction et 300 000 € HT pour la dernière reconduction. La durée du contrat est de 12 mois renouvelable 3 fois, soit 48 mois maximum ;

Considérant qu'un avis d'appel public à la concurrence a été transmis au JOUE et au BOAMP le 29 octobre 2024. Le DCE a été mis en ligne le même jour sur la plateforme dématérialisée de www.marchés-securises.fr ;

AR Prefecture

006-200039857-20250227-DB2025_013-AU
Reçu le 05/03/2025
Publié le 05/03/2025

Après avoir délibéré et procédé au vote, le bureau communautaire à l'unanimité **DECIDE** :

- **D'AUTORISER** Monsieur le Président à signer les pièces qui constituent l'accord-cadre avec l'opérateur économique déclaré attributaire par la commission d'appel d'offres :

  Le Groupement conjoint DALKIA ELECTROTECHNICS (mandataire) / ABB E-MOBILITY pour un montant D.Q.E. de 1 228 883,69 € HT, en qualité d'offre régulière et économiquement la plus avantageuse pour la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse.

- **DE DIRE** que le financement des prestations sera prévu aux budgets 2025 et suivants (section investissement).

Fait à Grasse, les jours, mois et an que dessus.
Pour extrait certifié conforme,

Acte rendu exécutoire après dépôt en préfecture et publié le

- 5 MARS 2025

Le Président

Jérôme VIAUD
Maire de Grasse
Vice-président du Conseil départemental
des Alpes-Maritimes

AR Prefecture
006-200039857-20250227-DB2025_013-AU
Reçu le 05/03/2025
Publié le 05/03/2025

Considérant qu'à la date limite de réception des candidatures, fixée au 20 décembre 2024 à 12h00, neuf (02) plis ont été réceptionnés dans les délais ;

Critères de jugement des candidatures

Les candidatures ont été examinées au regard des critères de recevabilité de capacités suivants : les capacités techniques, professionnelles et financières présentées par chacun des candidats.

Examen et classement des offres

Le classement des offres et le choix de l'attributaire pour chaque lot ont été fondés sur l'offre économiquement la plus avantageuse appréciée en fonction des critères et sous-critères énoncés dans le règlement de la consultation avec leur pondération sous forme de pourcentages :

1. Critère Prix des prestations au regard du D.Q.E. pondéré à 50 %

2. Critère Valeur technique au regard du Mémoire technique pondéré à 50 %

Considérant qu'à la suite des différentes étapes de la procédure définie par le Code de la commande publique, la commission d'appel d'offres s'est réunie le 27 février 2025 et a attribué l'accord-cadre au Groupement conjoint DALKIA ELECTROTECHNICS (mandataire) / ABB E-MOBILITY pour un montant D.Q.E. de 1 228 883,69 € HT, en qualité d'offre régulière et économiquement la plus avantageuse pour la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse ;

AR Prefecture
006-200039857-20250320-DB2025_014-AU
Reçu le 27/03/2025
Publié le 27/03/2025

Pays de Grasse
communauté d'agglomération

REPUBLIQUE FRANÇAISE
DEPARTEMENT
DES ALPES-MARITIMES

EXTRAIT DU REGISTRE DES DECISIONS DU BUREAU COMMUNAUTAIRE DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DU PAYS DE GRASSE

SEANCE DU JEUDI 20 MARS 2025

Décision n°DB2025_014 : Promotion des valeurs de la République, Prévention du repli communautaire et de la radicalisation 2025 - Demande de subvention

Date de la convocation : 13/03/2025

L'an deux mille vingt-cinq et le vingt mars à quatorze heures, le bureau communautaire de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse, dûment convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, au siège sis 57 avenue Pierre Sémard à Grasse, sous la présidence de Jérôme VIAUD, Maire de Grasse et Vice-président du Conseil départemental des Alpes-Maritimes.

NOMBRE DE MEMBRES DU BUREAU EN EXERCICE : 25

PRESENTS : Jérôme VIAUD, Pierre ASCHIERI, Claude BOMPAR, Pierre BORNET, Gérard BOUCHARD, Dominique BOURRET, Marino CASSEZ, Raoul CASTEL, Claude CEPPI, Marie-Louise GOURDON, Jean-Marc MACARIO, Ismaël OGEZ, Michèle PAGANIN, Gilles RONDONI, Bernard ROUX, Philippe SAINTE-ROSE FANCHINE, Ludovic SANCHEZ, Claude SERRA, Florence SIMON, Christian ZEDET.

ABSENTS : Raymond ALBIS, Henri CHIRIS, Jean-Louis CONIL, Yves FUNEL, David VARRONE.

AR Prefecture

006-200039857-20250320-DB2025_014-AU
Reçu le 27/03/2025
Publié le 27/03/2025

BUREAU COMMUNAUTAIRE	DECISION
DU 20 MARS 2025	N°DB2025_014
RAPPORTEUR : Monsieur le Président	
DEVELOPPEMENT SOCIAL DES TERRITOIRES ET PREVENTION	
Promotion des valeurs de la République, Prévention du repli communautaire et de la radicalisation 2025 - Demande de subvention	

SYNTHESE

Dans le cadre de la politique intercommunale de prévention de la délinquance et de la radicalisation, il est proposé d'autoriser Monsieur le Président à solliciter la Caisse d'Allocations Familiales des Alpes-Maritimes, au titre de la promotion des valeurs de la République, prévention du repli communautaire et de la radicalisation pour l'attribution d'une aide financière d'un montant de 3 000 € pour l'année 2025.

Monsieur le Président expose au bureau communautaire :

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu les statuts en vigueur de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse ;

Vu la loi n°2014-173 du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion urbaine ;

Vu la délibération n°2015_197 en date du 18 décembre 2015 de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse relative à la définition de l'intérêt communautaire ;

Vu la délibération n°2022-146 du 22 septembre 2022 par laquelle le conseil communautaire a délégué au bureau communautaire certaines de ses attributions conformément à l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;

Vu la Délibération DL2024-201 du 12 décembre 2024, réactualisant l'intérêt communautaire en matière d'action sociale ;
Vu les orientations de la stratégie nationale de prévention de la délinquance ;

Vu le Plan national de prévention de la radicalisation « Prévenir pour protéger » en date du 23 février 2018 ;

Considérant que la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse peut bénéficier de financements de la part de la Caisse d'Allocations Familiales des Alpes-Maritimes au titre de promotion des valeurs de la République, prévention du repli communautaire et de la radicalisation ;

Considérant que la Communauté d'agglomération du pays de Grasse coordonne et structure la mise en œuvre d'une politique territorialisée de prévention de la délinquance et de lutte contre les violences intra-familiales ;

AR Prefecture

006-200039857-20250320-DB2025_014-AU
Reçu le 27/03/2025
Publié le 27/03/2025

Après avoir délibéré et procédé au vote, le bureau communautaire à l'unanimité **DECIDE** :

- **D'AUTORISER** Monsieur le Président, ou son représentant, à solliciter les cofinancements de la Caisse d'Allocations Familiales des Alpes-Maritimes susceptibles de venir en appui à ces actions ;

- **D'AUTORISER** Monsieur le Président, ou son représentant, à ordonner l'ensemble des dépenses liées à la réalisation des actions programmées dans la limite des crédits voté au budget 2025 et suivants ;

- **D'AUTORISER** Monsieur le Président, ou son représentant, à déposer et à signer tous les documents nécessaires à l'exécution de la présente décision.

Fait à Grasse, les jours, mois et an que dessus.
Pour extrait certifié conforme,

Acte rendu exécutoire après dépôt en préfecture et publié le

27 MARS 2025

Le Président

Jérôme VIAUD
Maire de Grasse
Vice-président du Conseil départemental
des Alpes-Maritimes

AR Prefecture

006-200039857-20250320-DB2025_014-AU
Reçu le 27/03/2025
Publié le 27/03/2025

AR Prefecture
006-200039857-20250320-DB2025_014-AU
Reçu le 27/03/2025
Publié le 27/03/2025

Appel à projets CAF des Alpes-Maritimes
Année 2025

Promotion des valeurs de la République, prévention du repli communautaire et de la radicalisation

AR Prefecture
006-200039657-20250320-DB2025_014-AU
Reçu le 27/03/2025
Publié le 27/03/2025

« Les valeurs de la République (liberté, égalité, fraternité) et la laïcité sont les idéaux qui fondent le pacte social et politique entre les citoyens français. Elles fondent le droit français et sont sources de règles qui se déclinent en droits, devoirs et interdits. »

Présentation du dossier

Ce dossier de demande de subvention est destiné à toutes les associations ou structures qui dans la perspective de développer un / des projet(s) de promotion des valeurs de la République ou de prévention du repli communautaire ou de la radicalisation, souhaitent bénéficier du soutien financier de la Caisse d'allocations familiales.

Pour être éligibles, les actions présentées doivent avoir pour **objectifs** de :

- **Promouvoir** les valeurs de la République et la laïcité ;
- **Lutter** contre le repli communautaire dans les territoires confrontés à ce problème ;
- **Prévenir** les phénomènes de radicalisation ou **accompagner** les familles et les jeunes touchés par ce phénomène.

Afin d'atteindre les objectifs ci-dessus, les actions doivent se situer dans les cinq domaines d'intervention suivants :

1 La promotion des valeurs de la République

➔ *Objectifs des actions :*

- Faire découvrir, expliquer les valeurs de la République et la laïcité ;
- Favoriser la citoyenneté de proximité ;
- Former les professionnels et acteurs associatifs pour les outiller à faire face aux situations problématiques dans le cadre de leurs missions éducatives.

➔ *Exemples d'actions :*

- Appropriation des valeurs de la République et citoyenneté en actes ;
- Information ou conférence débat sur la laïcité, les valeurs de la République ;
- Création d'outils et ateliers sur les pratiques (professionnels et acteurs associatifs).

AR Prefecture
006-200039657-20250320-DB2025_014-AU
Reçu le 27/03/2025
Publié le 27/03/2025

2 La pédagogie autour de la radicalisation, le contre discours et le développement de l'esprit critique

➔ *Objectifs des actions :*

- Donner aux jeunes et aux familles les outils permettant de comprendre les phénomènes de la radicalisation, de repérer les signes, les comportements caractéristiques de la pré-radicalisation ;
- Accompagner des jeunes en voie de rupture avec leur environnement familial et social et les intégrer à des activités, de façon à éviter les conduites à risques en matière de radicalisation ;
- Développer leur esprit critique et fournir les éléments d'analyse permettant un contre discours.

➔ *Exemples d'actions :*

- Réunion d'information suivie de débat ;
- Pièce de théâtre, suivie de débat ;
- Activités, ateliers ;
- Formation des professionnels.

3 Le renforcement du vivre ensemble et la prévention du repli communautaire

➔ *Objectifs des actions :*

- Aider à la compréhension des codes sociaux et sociétaux de la République Française ;
- Accompagner pour faire évoluer les mentalités, le regard sur l'autre.

➔ *Exemples d'actions :*

- Rencontre, échanges, débats ;
- Action sur du support culturel.

4 L'éducation au numérique

➔ *Objectifs des actions :*

- L'appropriation des outils numériques et du fonctionnement des réseaux sociaux ;
- La sensibilisation aux dangers d'internet ;
- L'apprentissage au repérage de méthodes d'endoctrinement et de propagande.

➔ *Exemples d'actions :*

- Sensibilisation aux dangers d'internet ;
- Appropriation du numérique ;
- Prévention de l'endoctrinement, propagande.

AR Prefecture
006-200039657-20250320-DB2025_014-AU
Reçu le 27/03/2025
Publié le 27/03/2025

5 Le soutien à la parentalité

➔ *Objectifs des actions :*

- Expliquer aux parents les phénomènes de radicalisation ;
- Soutenir les familles ayant un proche engagé sur la voie de la radicalisation ;
- Renforcer la culture des valeurs de la République et de la citoyenneté ;
- Renforcer les liens familiaux et intergénérationnels (jeunes en voie de rupture) ;
- Informer et outiller les familles sur les risques liés à l'usage d'internet.

➔ *Exemples d'actions :*

- Action de prévention de la radicalisation,
- Renforcement des liens parentaux,
- Soutien des familles, confrontées à la radicalisation,
- Action d'appropriation des valeurs de la République envers les parents
- Éducation au numérique envers les parents

Les actions présentées doivent relever de la **prévention primaire**.

La demande doit faire l'objet d'un **diagnostic de territoire précis** démontrant les problématiques liés à la prévention de la radicalisation, aux atteintes à la laïcité ou à la montée du communautarisme.

Par ailleurs, les méthodes de captation du public cible seront également développées dans le dossier de demande.

Enfin les qualifications ou les formations suivies par les intervenants de l'action dans le domaine de la prévention de la radicalisation ou la promotion des valeurs de la République et de la laïcité seront également mentionnées dans le dossier de demande.

Les demandes de subventions visent des actions, elles ne peuvent pas être liées à des dépenses de fonctionnement courant ou d'investissement du porteur de projet. Le projet doit également faire obligatoirement l'objet de cofinancement.

La Caf des Alpes-Maritimes disposant de fonds limité dans le cadre de cet appel à projet, une attention particulière sera portée sur les projets en fonction des critères suivants :

- ***Projet associant les parents et notamment les pères ;***
- ***Projet travaillé en partenariat avec l'Education nationale ;***
- ***Projet concernant le public de moins de 11 ans***

Ce dossier présente 5 fiches à compléter par le demandeur :

- Fiche n°1 : Identification du porteur de l'action Page 4
- Fiche n°2 : Description de l'action Page 5
- Fiche n°3 : Budget prévisionnel de l'association Page 8
- Fiche n°4 : Budget prévisionnel de l'action Page 9
- Fiche n°5 : Déclaration sur l'honneur Page 10

La charte de la laïcité de la Branche famille avec ses partenaires jointe en page 11 est intégrée à toute convention d'objectif et de financement. Elle doit être respectée par tout partenaire bénéficiaire d'un financement d'une Caisse d'allocations familiales.

AR Prefecture
006-200039657-20250320-DB2025_014-AU
Reçu le 27/03/2025
Publié le 27/03/2025

Informations diverses

Pour toutes questions et transmission de documents concernant cet appel à projet, les référents de territoire de la Caf des Alpes-Maritimes se tiennent à votre disposition.

Le dossier doit être adressé à l'adresse afc@caf06.caf.fr avec en copie votre référent de territoire Caf.

Echéance

Le dossier de demande doit nous parvenir avant **le 07 mars 2024.**

En fonction des disponibilités budgétaires, une seconde échéance pourra être fixée **au 15 mai 2024** pour transmettre les dossiers qui n'auraient pas pu être finalisés au 07 mars.

Toutes les demandes parvenues au-delà de ces délais seront non recevables.

AR Prefecture
006-200039857-20250320-DB2025_014-AU
Reçu le 27/03/2025
Publié le 27/03/2025

FICHE 1 - Identification du porteur de l'action

Cette fiche est destinée à présenter votre structure et à faciliter les relations avec la Caf.

Raison Sociale

Nom (collectivités, association, autres…) : Communauté d'Agglomération Pays de Grasse

Sigle : CAPG

Adresse du siège social : 57 avenue Pierre Sémard

Code postal : 06130 Commune : Grasse

Courriel :

Adresse du site internet : www.paysdegrasse.fr

Nature juridique

- ☐ Association Loi 1901
- X Collectivité territoriale
- ☐ Autre à préciser : ……

Numéro de Siret ou numéro de récépissé en préfecture : 20003985700012
(à défaut, faire la demande auprès de la direction régionale de l'INSEE (http://www.insee.fr), démarche gratuite.

Coordonnées du représentant légal (président(e), dirigeant(e), maire)

Nom : VIAUD Prénom : Jérôme

Fonction : Président

Téléphone :

Courriel : jviaud@paysdegrasse.fr

Coordonnées de la personne référente du projet qui pourra être contactée en cas de besoin :

Nom : SAMMOUD Prénom : Dorra

Fonction : cheffe de projet prévention de la délinquance

Téléphone : 0618204958

Courriel : dsammoud@paysdegrasse.fr

AR Prefecture
006-200039657-20250320-DB2025_014-AU
Reçu le 27/03/2025
Publié le 27/03/2025

Fiche 2 - Description de l'action

L'objet de cette fiche est de décrire l'action concernée par la demande de financement. Il est recommandé de la renseigner de manière précise et succincte. Si l'action a déjà fait l'objet d'une subvention l'année précédente, la demande sera prise en tenant compte du bilan de l'action réalisée en N - 1.

Domaine d'intervention du projet

X La promotion des valeurs de la République ;

X La pédagogie du contre discours et du développement de l'esprit critique ;

X Le renforcement du vivre ensemble et la prévention du repli communautaire ;

☐ L'éducation au numérique ;

☐ Le soutien à la parentalité.

Intitulé de l'action : ……
Citoyenneté-Justice

Préciser s'il s'agit :

☐ D'une **action nouvelle** **X** De la **reconduction d'une action**

S'il s'agit d'une reconduction, préciser la première année de mise en œuvre : ……

Date prévue de démarrage de l'action concernée : Avril 2025

Calendrier prévisionnel : année 2025……

Le contexte - la problématique

Préciser les éléments de diagnostic (territoire, public, problématique) et les besoins identifiés

Dans le cadre de sa mission de prévention de la délinquance, le service anime deux cellules de veille (Saint-Vallier et Haut-Pays) et participe aux autres instances du territoire. Les cellules de veille de Peymeinade et de Grasse ont alerté sur la recrudescence de comportements violents, au sein des établissements scolaires et également avec les établissements des communes environnantes, de manque de civisme et de non-respect de l'autorité. Fort du succès rencontré l'an dernier dans la mise en œuvre d'ateliers autour de la citoyenneté et de la justice, la ville de Peymeinade et le CLSPD de Grasse ont sollicité la chef de projet pour une collaboration. Le service a mis en œuvre un projet visant à lutter contre la radicalisation et promouvoir les valeurs citoyennes, le but étant de renforcer le sentiment d'appartenance à la communauté nationale et de vivre-ensemble autour de valeurs communes. La CAPG, a vocation à mettre en œuvre une politique publique de prévention, et de proximité à destination des plus fragiles, en particulier les jeunes. Du fait de son ancrage local, le service prévention de la délinquance, s'inscrit dans une logique partenariale.

Le projet du service sera décliné sur toute l'année, et s'insère dans une volonté de renforcer le sentiment de cohésion et d'intégration sociales afin de prévenir les dérives radicales quelles qu'elles soient.

AR Prefecture
006-200039657-20250320-DB2025_014-AU
Reçu le 27/03/2025
Publié le 27/03/2025

Présentation de l'action

Décrire les grandes lignes - étapes de l'action envisagée

L'action engagée l'an dernier a été plébiscitée de sorte qu'elle a été pensée cette année pour être développée et améliorée:

Phase 1 : atelier justice-citoyenneté : L'atelier sera décliné trois fois : une session pour les collégiens/exclus temporaires de Peymeinade et deux sessions pour les jeunes de Grasse. Il vise à sensibiliser le public aux droits et devoirs des citoyens, ainsi qu'aux valeurs fondamentales de la République française, telles que la liberté, l'égalité et la fraternité.
Dans un premier temps, les participants découvriront les métiers du domaine judiciaire grâce à l'intervention de professionnels tels que magistrat, avocat et policier.
Un second temps sera consacré à une approche ludique des infractions, de leurs définitions et des sanctions légales qui en découlent. À travers des exemples concrets de situations judiciaires, les jeunes seront amenés à analyser les différentes étapes d'un procès et à proposer des décisions de justice, guidés par l'expertise des intervenants.
Pour renforcer cette immersion, les participants incarneront les acteurs d'un tribunal lors de saynètes, vêtus de robes d'audience, et rejoueront des situations abordées en début d'atelier sous l'accompagnement des professionnels de la justice. Ces mises en situation permettront une compréhension dynamique des notions juridiques et favoriseront une meilleure appropriation des règles de droit.
Enfin, une discussion collective sur le concept de citoyenneté française viendra conclure l'atelier. L'objectif sera de souligner ce qui unit chaque individu au sein de la République : une culture commune, des valeurs partagées et l'éducation républicaine.
En guise de symbole de cet engagement citoyen, chaque enfant se verra remettre un exemplaire de la Constitution Française.
Cette action peut également s'inscrire dans le cadre de la CTG actuelle.

Phase 2 : pièce de théâtre 4211 km de Aïla Navidi : il s'agit d'une fresque théâtrale bouleversante qui traverse les générations et les frontières, entre Téhéran et Paris. Cette pièce, saluée par la critique et récompensée par deux Molières en 2024, nous plonge dans le destin de la famille Farhadi, contrainte à l'exil après la Révolution iranienne de 1979. À travers l'histoire de Yalda, née en France de parents réfugiés politiques, le spectateur est invité à interroger les notions d'identité, de transmission et de combat pour la liberté. Cette pièce traite de thèmes universels et axe son propos sur les valeurs républicaines : Dans une mise en scène fluide et poignante, *4211 km* illustre avec force et émotion les valeurs fondamentales de la République : liberté, égalité, fraternité. Elle met en lumière le combat contre l'oppression, l'importance de la mémoire historique et la nécessité d'une citoyenneté active face aux injustices. En déconstruisant les discours totalitaires et en mettant en lumière le courage ceux qui se battent pour leur liberté, *4211 km* s'érige en rempart contre l'obscurantisme. Elle offre un regard éclairé sur les réalités de l'exil et le poids des dictatures, tout en valorisant le vivre ensemble dans une société plurielle.

AR Prefecture
006-200039657-20250320-DB2025_014-AU
Reçu le 27/03/2025
Publié le 27/03/2025

Les finalités et objectifs

La / les finalités de l'action :

Développer l'esprit critique chez les publics et plus particulièrement chez les enfants et adolescents lesquels sont des cibles sur les réseaux sociaux et de manière générale sur internet. Les jeunes sont un public vulnérable, malléable, particulièrement exposé aux violences sous toutes ses formes.

Ces ateliers offriront une approche précise de la sensibilisation à la citoyenneté et à la justice, en combinant des éléments théoriques, des discussions interactives, des témoignages d'experts et des activités pratiques.

Les objectifs seront :

- d'apprendre à débattre, à exposer des idées, à formuler ses pensées dans le respect de tous.
- fédérer les participants autour des valeurs communes (bien-vivre ensemble, respect d'autrui et des lois…).
- être acteur de son propre parcours et faire des choix éclairés.
- concilier son histoire avec son rapport à la citoyenneté française.

Les objectifs opérationnels :

-Renforcer le maillage partenarial tissé sur le territoire de la CAPG notamment en collaborant avec les acteurs du monde judiciaire.

-Sensibiliser un maximum de jeunes et de familles sur ces thématiques

-Mener des actions sur un maximum de lieux différents (divers locaux associatifs ou institutionnels et sur l'ensemble du territoire de la CAPG) afin de sensibiliser les publics des QPV comme ceux du Moyen et Haut Pays.

Publics visés :

X Enfants x Adolescents x Jeunes adultes x Parents

X Tout public Groupe enfants / parents Professionnels

Préciser les tranches d'âge :

X Moins de 12 ans x 12 à 15 ans inclus x 16 à 17 ans inclus

X 18 à 20 ans inclus x 21 à 25 ans inclus x + de 25 ans

Autre information, si intérêt :

……

Nombre de participants attendus :

La zone géographique d'intervention visée par le projet (villes, quartiers, précisez les spécificités, …) :

Grasse et Peymeinade pour les phases 1 et 2

Territoire CAPG (23 communes) : pour la phase 2

AR Prefecture
006-200039657-20250320-DB2025_014-AU
Reçu le 27/03/2025
Publié le 27/03/2025

Les indicateurs d'évaluation de l'action définis au regard des objectifs énoncés :

- Nombre d'ateliers programmés/réalisés
- Nombre de familles
- Nombre de jeunes en fonction des tranches d'âge
- Nombre de représentations

Les indicateurs de réussite :

- Etat des lieux des moyens utilisés pour développer l'esprit critique et résister aux engrenages des radicalisations
- Actions mises en œuvre dans la promotion des valeurs de la République après cette action
- Questionnaires grilles d'évaluation des connaissances après l'atelier
- Le temps de debrief après atelier et sur un second temps sera essentiel pour évaluer qualitativement cette action
- Adhésion des différents professionnels institutionnels (magistrats, avocats, policiers…)

Les moyens humains et/ou matériels spécifiques mobilisés

Location de salle

Support pédagogiques utilisés dans l'animation des ateliers : achats de la Constitution Française pour chaque jeune, fabrication de robes d'audience.

2 agents CAPG-1 agent Ville de Grasse.

Collation prévue.

Service Communication : invitations + outils de communication

L'articulation avec d'autres politiques ou d'autres dispositifs

Le projet s'articule avec la feuille de route Prévention de la délinquance de la CAPG et la programmation des actions financées au titre du FIPDR sur le territoire de la CAPG.

Les partenariats opérationnels pour la mise en œuvre

Tribunal judiciaire de Grasse

CDAD06

Compagnie de théâtre.

CLSPD de Grasse.

Service jeunesse CAPG/ville de Grasse

AR Prefecture
006-200039657-20250320-DB2025_014-AU
Reçu le 27/03/2025
Publié le 27/03/2025

Police Municipale Peymeinade
Service jeunesse de Peymeinade
Théâtre de Grasse DRAC département région

Les partenariats financiers attendus (nom du partenaire, montant)

ETAT (FIPDR) : 1000 euros
CAPG : 6000 euros
DRAC : 2250 euros

AR Prefecture
006-200039657-20250320-DB2025_014-AU
Reçu le 27/03/2025
Publié le 27/03/2025

Fiche 3 - Budget prévisionnel de l'association

Si vous disposez déjà d'un budget établi sous cette forme, il vous suffit de le transmettre sans remplir cette fiche.

Exercice 20… Date de début : Date de fin :

CHARGES	Montant [1]	PRODUITS	Montant
CHARGES DIRECTES		RESSOURCES DIRECTES	
60 – Achats	0	**70 – Vente de produits finis, de marchandises, prestations de services**	0
Prestations de services		Prestation de service CAF (Animation collective famille etc.)	
Achats matières et fournitures		**74- Subventions d'exploitation** [2]	0
Autres fournitures		Etat : préciser le(s) ministère(s) sollicité(s) - CGET	
61 - Services extérieurs	0	-	
Locations		-	
Entretien et réparation		Région(s) :	
Assurance		-	
Documentation		Département(s) :	
62 - Autres services extérieurs	0	-	
Rémunérations intermédiaires et honoraires		Intercommunalité(s) : EPCI [3]	
Publicité, publication		-	
Déplacements, missions		Commune(s) :	
Services bancaires, autres		-	
63 - Impôts et taxes	0	Organismes sociaux (détailler) :	
Impôts et taxes sur rémunération,		Subvention CAF	
Autres impôts et taxes		Fonds européens	
64- Charges de personnel	0	-	
Rémunération des personnels		L'agence de services et de paiement (ex-CNASEA -emplois aidés)	
Charges sociales		Autres établissements publics	
Autres charges de personnel		Aides privées	
65- Autres charges de gestion courante		**75 - Autres produits de gestion courante**	0
66- Charges financières		Dont cotisations, dons manuels ou legs	
67- Charges exceptionnelles		**76 – Produits financiers**	
68- Dotation aux amortissements		**78 – Reprises sur amortissements et provisions**	
TOTAL DES CHARGES	0	**TOTAL DES PRODUITS**	0
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES			
86- Emplois des contributions volontaires en nature	0	**87 - Contributions volontaires en nature**	0
Secours en nature		Bénévolat	
Mise à disposition gratuite de biens et prestations		Prestations en nature	
Personnel bénévole		Dons en nature	
TOTAL	0	**TOTAL**	0

Fait à : Signature :

1 Ne pas indiquer les centimes d'euros.
2 L'attention du demandeur est appelée sur le fait que les indications sur les financements demandés auprès d'autres financeurs publics valent déclaration sur l'honneur et tiennent lieu de justificatifs. Ces informations sont susceptibles d'être vérifiées à l'occasion d'un contrôle sur place.
3 Catégories d'établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) à fiscalité propre : communauté de communes ; communauté d'agglomération ; communauté urbaine.

AR Prefecture
006-200039657-20250320-DB2025_014-AU
Reçu le 27/03/2025
Publié le 27/03/2025

Fiche 4 - Budget prévisionnel de l'action

Exercice 2025 Date de début : **01/04/2025** Date de fin : **31/12/2025**

CHARGES	4 Montant	PRODUITS	Montant
CHARGES DIRECTES		RESSOURCES DIRECTES	
60 – Achats	0	**70 – Vente de produits finis, de marchandises, prestations de services**	0
Prestations de services	6750	Prestation de service CAF (Animation collective famille etc.)	
Achats matières et fournitures	400	**74- Subventions d'exploitation5**	0
Autres fournitures	200	Etat : préciser le(s) ministère(s) sollicité(s) - CGET	
61 - Services extérieurs	0	FIPDR	1000
Locations	1000	-	
Entretien et réparation		Région(s) :	
Assurance		DRAC	2250
Documentation		Département(s) :	
62 - Autres services extérieurs	0	-	
Rémunérations intermédiaires et honoraires		Intercommunalité(s) : EPCI6	
Publicité, publication	200	CAPG	6000
Déplacements, missions		Commune(s) :	
Services bancaires, autres		-	
63 - Impôts et taxes	0	Organismes sociaux (détailler) :	
Impôts et taxes sur rémunération,		CAF 06	3000
Autres impôts et taxes		Fonds Cnaf	
64- Charges de personnel	0	Fonds européens	
Rémunération des personnels	4000	L'agence de services et de paiement (ex-CNASEA -emplois aidés)	
Charges sociales		Autres établissements publics	
Autres charges de personnel		Aides privées	
65- Autres charges de gestion courante		**75 - Autres produits de gestion courante**	0
66- Charges financières		Dont cotisations, dons manuels ou legs	
67- Charges exceptionnelles		**76 – Produits financiers**	
68- Dotation aux amortissements		**78 – Reprises sur amortissements et provisions**	
TOTAL DES CHARGES	0	**TOTAL DES PRODUITS**	0
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES			
86- Emplois des contributions volontaires en nature	0	**87 - Contributions volontaires en nature**	0
Secours en nature		Bénévolat	
Mise à disposition gratuite de biens et prestations		Prestations en nature	
Personnel bénévole		Dons en nature	
TOTAL	12550	**TOTAL**	12250

Fait à Grasse, le / /2025 Signature :

Le Président,

Jérôme VIAUD
Maire de Grasse,
Vice-président du Conseil départemental
des Alpes-Maritimes

4 Ne pas indiquer les centimes d'euros.
5 L'attention du demandeur est appelée sur le fait que les indications sur les financements demandés auprès d'autres financeurs publics valent déclaration sur l'honneur et tiennent lieu de justificatifs. Ces informations sont susceptibles d'être vérifiées à l'occasion d'un contrôle sur place.
6 Catégories d'établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) à fiscalité propre : communauté de communes ; communauté d'agglomération ; communauté urbaine.

AR Prefecture
006-200039657-20250320-DB2025_014-AU
Reçu le 27/03/2025
Publié le 27/03/2025

Fiche 5 - Déclaration sur l'honneur

Cette fiche doit <u>obligatoirement</u> être remplie pour toute demande quel que soit le montant des financements sollicités pour valider la prise en compte du dossier. Si le signataire n'est pas le représentant légal de la structure/de l'organisme, joindre le pouvoir lui permettant d'engager celle-ci.

Je soussigné(e), (nom et prénom) : Jérôme VIAUD

représentant(e) légal(e) de l' l'EPCI Communauté d'agglomération du Pays de Grasse.

- certifie que l'EPCI est régulièrement déclarée ;
- certifie que l'EPCI est en règle au regard de l'ensemble des déclarations sociales et fiscales ainsi que des cotisations et paiements correspondants ;
- certifie exactes et sincères les informations du présent dossier, notamment la mention de l'ensemble des demandes de subventions déposées auprès d'autres financeurs publics ainsi que l'approbation du budget par les instances statutaires ;
- déclare que l'EPCI souscrit au contrat d'engagement républicain annexé au décret pris pour l'application de l'article 10-1 de la loi n°2000-312 du 12 avril relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations, modifié par l'article 12 de la loi n°2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République ;
- atteste agir dans le respect de la charte laïcité de la branche famille avec ses partenaires ;
- demande une subvention de :

3000…….. €	auprès de la CAF
1000……€	auprès de la Préfecture (Fonds Fipdr)
……..…….. €	auprès de la Direction Régionale de la Jeunesse, des Sports et la Cohésion sociale (DRJSCS)
…….. €	auprès du Conseil départemental
…… €	auprès de l'Agence Nationale de la Cohésion des Territoires (ANCT)
…….. €	(autres à préciser) ……

- précise que ces financements, s'ils sont accordés, devront être versés au compte bancaire de la structure / de l'organisme dont les coordonnées sont précisées en annexe :

Nom du titulaire du compte : TRESORERIE GRASSE MUNICIPALE BANLIEUE

Banque : BANQUE DE FRANCE

Domiciliation : BDF NICE

Code Banque	Code guichet	Numéro de compte	Clé RIB
30001	00596	E650000000	76

Fait, le 2025 à Grasse

Signature : Le Président,

Jérôme VIAUD
Maire de Grasse,
Vice-président du Conseil départemental
des Alpes-Maritimes

AR Prefecture
006-200039657-20250320-DB2025_014-AU
Reçu le 27/03/2025
Publié le 27/03/2025

Charte de la laïcité de la branche Famille avec ses partenaires

PRÉAMBULE

La branche Famille et ses partenaires, considérant que l'ignorance de l'autre, les injustices sociales et économiques et le non-respect de la dignité de la personne sont le terreau des tensions et repli identitaires, s'engagent par la présente charte à respecter les principes de la laïcité tels qu'ils résultent de l'histoire et des lois de la République.

Au lendemain des guerres de religion, à la suite des Lumières et de la Révolution française, avec les lois scolaires de la fin du XIXe siècle, avec la loi du 9 décembre 1905 de « Séparation des Églises et de l'État », la laïcité garantit tout d'abord la liberté de conscience, dont les pratiques et manifestations sociales sont encadrées par l'ordre public. Elle vise à concilier liberté, égalité et fraternité en vue de la concorde entre les citoyens. Elle participe du principe d'universalité qui fonde aussi la Sécurité sociale et a acquis, avec le préambule de 1946, valeur constitutionnelle. L'article 1er de la Constitution du 4 octobre 1958 dispose d'ailleurs que « La France est une République indivisible, laïque, démocratique et sociale. Elle assure l'égalité devant la loi de tous les citoyens sans distinction d'origine, de race ou de religion. Elle respecte toutes les croyances ».

L'idéal de paix civile qu'elle poursuit ne sera réalisé qu'à la condition de s'en donner les ressources, humaines, juridiques et financières, tant pour les familles, qu'entre les générations, ou dans les institutions. À cet égard, la branche Famille et ses partenaires s'engagent à se doter des moyens nécessaires à une mise en œuvre bien comprise et attentionnée de la laïcité. Cela se fera avec et pour les familles et les personnes vivant sur le sol de la République quelles que soient leur origine, leur nationalité, leur croyance.

Depuis soixante-dix ans, la Sécurité Sociale incarne aussi ces valeurs d'universalité, de solidarité et d'égalité. La branche Famille et ses partenaires tiennent par la présente charte à réaffirmer le principe de laïcité en demeurant attentifs aux pratiques de terrain, en vue de promouvoir une laïcité bien comprise et bien attentionnée. Élaborée avec eux, cette charte s'adresse aux partenaires, mais tout autant aux allocataires qu'aux salariés de la branche Famille.

ARTICLE 1
LA LAÏCITÉ EST UNE RÉFÉRENCE COMMUNE
La laïcité est une référence commune à la branche Famille et ses partenaires. Il s'agit de promouvoir des liens familiaux et sociaux apaisés et de développer des relations de solidarité entre et au sein des générations.

ARTICLE 2
LA LAÏCITÉ EST LE SOCLE DE LA CITOYENNETÉ
La laïcité est le socle de la citoyenneté républicaine, qui promeut la cohésion sociale et la solidarité dans le respect du pluralisme des convictions et de la diversité des cultures. Elle a pour vocation l'intérêt général.

ARTICLE 3
LA LAÏCITÉ EST GARANTE DE LA LIBERTÉ DE CONSCIENCE
La laïcité a pour principe la liberté de conscience. Son exercice et sa manifestation sont libres dans le respect de l'ordre public établi par la loi.

ARTICLE 4
LA LAÏCITÉ CONTRIBUE À LA DIGNITÉ DE LA PERSONNE ET A L'ÉGALITÉ D'ACCÈS AUX DROITS
La laïcité contribue à la dignité des personnes, à l'égalité entre les femmes et les hommes, à l'accès aux droits et au traitement égal de toutes et de tous. Elle reconnait la liberté de croire et de ne pas croire. La laïcité implique le rejet de toute violence et de toute discrimination raciale, culturelle, sociale et religieuse.

ARTICLE 5
LA LAÏCITÉ GARANTIT LE LIBRE ARBITRE ET PROTÈGE DU PROSÉLYTISME
La laïcité offre à chacune et à chacun les conditions d'exercice de son libre arbitre et de la citoyenneté. Elle protège de toute forme de prosélytisme qui empêcherait chacune et chacun de faire ses propres choix.

ARTICLE 6
LA BRANCHE FAMILLE RESPECTE L'OBLIGATION DE NEUTRALITÉ DES SERVICES PUBLICS
La laïcité implique pour les collaborateurs et administrateurs de la branche Famille, en tant que participant à la gestion du service public, une stricte obligation de neutralité ainsi que d'impartialité. Les salariés ne doivent pas manifester leurs convictions philosophiques, politiques et religieuses. Nul salarié ne peut notamment se prévaloir de ses convictions pour refuser d'accomplir une tâche. Par ailleurs, nul usager ne peut être exclu de l'accès au service public en raison de ses convictions et de leur expression, dès lors qu'il ne perturbe pas le bon fonctionnement du service et respecte l'ordre public établi par la loi.

ARTICLE 7
LES PARTENAIRES DE LA BRANCHE FAMILLE SONT ACTEURS DE LA LAÏCITÉ
Les règles de vie et l'organisation des espaces et temps d'activités des partenaires sont respectueux du principe de laïcité en tant qu'il garantit la liberté de conscience. Ces règles peuvent être précisées dans le règlement intérieur. Pour les salariés et bénévoles, tout prosélytisme est proscrit et les restrictions au port de signes, ou tenues, manifestant une appartenance religieuse sont possibles si elles sont justifiées par la nature de la tâche à accomplir, et proportionnées au but recherché.

ARTICLE 8
AGIR POUR UNE LAÏCITÉ BIEN ATTENTIONNÉE
La laïcité s'apprend et se vit sur les territoires selon les réalités de terrain, par des attitudes et manières d'être les uns avec les autres. Ces attitudes partagées et à encourager sont : l'accueil, l'écoute, la bienveillance, le dialogue, le respect mutuel, la coopération et la considération. Ainsi, avec et pour les familles, la laïcité est le terreau d'une société plus juste et plus fraternelle, porteuse de sens pour les générations futures.

ARTICLE 9
AGIR POUR UNE LAÏCITÉ BIEN PARTAGÉE
La compréhension et l'appropriation de la laïcité sont permises par la mise en œuvre de temps d'information, de formations, la création d'outils et de lieux adaptés. Elle est prise en compte dans les relations entre la branche Famille et ses partenaires. La laïcité, en tant qu'elle garantit l'impartialité vis-à-vis des usagers et l'accueil de tous sans aucune discrimination, est prise en considération dans l'ensemble des relations de la branche Famille avec ses partenaires. Elle fait l'objet d'un suivi et d'un accompagnement conjoints.

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
MINISTÈRE DES AFFAIRES SOCIALES, DE LA SANTÉ ET DES DROITS DES FEMMES

Sécurité sociale

AR Prefecture
006-200039857-20250320-DB1024_015-AU
Reçu le 27/03/2025
Publié le 27/03/2025

pays de Grasse
communauté d'agglomération

REPUBLIQUE FRANÇAISE
DEPARTEMENT
DES ALPES-MARITIMES

EXTRAIT DU REGISTRE DES DECISIONS
DU BUREAU COMMUNAUTAIRE DE LA
COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
DU PAYS DE GRASSE

SEANCE DU JEUDI 20 MARS 2025

Décision n°DB2025_015 : Fonds Interministériel de Prévention de la Délinquance et de la Radicalisation (FIPDR) 2025 - Demande de subvention

---

Date de la convocation : 13/03/2025

L'an deux mille vingt-cinq et le vingt mars à quatorze heures, le bureau communautaire de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse, dûment convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, au siège sis 57 avenue Pierre Sémard à Grasse, sous la présidence de Jérôme VIAUD, Maire de Grasse et Vice-président du Conseil départemental des Alpes-Maritimes.

NOMBRE DE MEMBRES DU BUREAU EN EXERCICE : 25

PRESENTS : Jérôme VIAUD, Pierre ASCHIERI, Claude BOMPAR, Pierre BORNET, Gérard BOUCHARD, Dominique BOURRET, Marino CASSEZ, Raoul CASTEL, Claude CEPPI, Marie-Louise GOURDON, Jean-Marc MACARIO, Ismaël OGEZ, Michèle PAGANIN, Gilles RONDONI, Bernard ROUX, Philippe SAINTE-ROSE FANCHINE, Ludovic SANCHEZ, Claude SERRA, Florence SIMON, Christian ZEDET.

ABSENTS : Raymond ALBIS, Henri CHIRIS, Jean-Louis CONIL, Yves FUNEL, David VARRONE.

AR Prefecture
006-200039857-20250320-DB2024_015-AU
Reçu le 27/03/2025
Publié le 27/03/2025

BUREAU COMMUNAUTAIRE	DECISION
DU 20 MARS 2025	N°DB2025_015
RAPPORTEUR : Monsieur le Président	
DEVELOPPEMENT SOCIAL DES TERRITOIRES ET PREVENTION	
Fonds Interministériel de Prévention de la Délinquance et de la Radicalisation (FIPDR) 2025 - Demande de subvention	
SYNTHESE **Dans le cadre de la politique intercommunale de prévention de la délinquance et de la radicalisation, il est proposé d'autoriser Monsieur le Président à solliciter l'Etat, au titre du Fonds Interministériel de Prévention de la Délinquance et de la Radicalisation pour l'attribution d'une aide financière d'un montant de 8 000 € pour l'année 2025.**	

Monsieur le Président expose au bureau communautaire :

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu les statuts en vigueur de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse ;

Vu la loi n°2014-173 du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion urbaine ;

Vu la délibération n°2015_197 en date du 18 décembre 2015 de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse relative à la définition de l'intérêt communautaire ;

Vu les orientations de la stratégie nationale de prévention de la délinquance ;

Vu le Plan national de prévention de la radicalisation « Prévenir pour protéger » en date du 23 février 2018 ;

Vu la délibération n°2022-146 du 22 septembre 2022 par laquelle le conseil communautaire a délégué au bureau communautaire certaines de ses attributions conformément à l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;

Vu la Délibération DL2024-201 du 12 décembre 2024, réactualisant l'intérêt communautaire en matière d'action sociale ;

Vu l'instruction relative aux orientations stratégiques des politiques soutenues par le Fonds interministériel de prévention de la délinquance (FIPD) » en date du 13 mars 2024 ;

Considérant que la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse peut bénéficier de financements de la part de l'Etat au titre du Fonds Interministériel de Prévention de la Délinquance et de la Radicalisation (FIPDR) ;

Considérant que la Communauté d'agglomération du pays de Grasse coordonne et structure la mise en œuvre d'une politique territorialisée de prévention de la délinquance et de lutte contre les violences intra-familiales ;

AR Prefecture

006-200039857-20250320-DB2024_015-AU
Reçu le 27/03/2025
Publié le 27/03/2025

Après avoir délibéré et procédé au vote, le bureau communautaire à l'unanimité **DECIDE** :

- **D'AUTORISER** Monsieur le Président, ou son représentant, à solliciter les cofinancements de l'Etat susceptibles de venir en appui à ces actions ;

- **D'AUTORISER** Monsieur le Président, ou son représentant, à ordonner l'ensemble des dépenses liées à la réalisation des actions programmées dans la limite des crédits voté au budget 2025 et suivants ;

- **D'AUTORISER** Monsieur le Président, ou son représentant, à déposer et à signer tous les documents nécessaires à l'exécution de la présente décision.

Fait à Grasse, les jours, mois et an que dessus.
Pour extrait certifié conforme,

Acte rendu exécutoire après dépôt en préfecture et publié le

27 MARS 2025

Le Président

Jérôme VIAUD
Maire de Grasse
Vice-président du Conseil départemental
des Alpes-Maritimes

AR Prefecture

006-200039857-20250320-DB2024_015-AU
Reçu le 27/03/2025
Publié le 27/03/2025

AR Prefecture
006-200039857-20250320-DB2024_015-AU
Reçu le 27/03/2025
Publié le 27/03/2025

Imprimer

Réinitialiser

ASSOCIATIONS

cerfa
N°12156*06

DEMANDE DE SUBVENTION(S)

Formulaire unique

Loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations art. 9-1, 10 et 10-1
Décret n° 2016-1971 du 28 décembre 2016

Ce formulaire peut être enregistré sur un ordinateur ou tout autre support (clé USB, etc.) pour le remplir à votre convenance, le conserver, le transmettre, etc. puis l'imprimer, si nécessaire.

Une notice n° 51781#04 est disponible pour vous accompagner dans votre démarche de demande de subvention.

Rappel : Un compte rendu financier doit être déposé auprès de l'autorité administrative qui a versé la subvention dans les six mois suivant la fin de l'exercice pour lequel elle a été attribuée. Le formulaire de compte-rendu financier est également à votre disposition sur https://www.formulaires.modernisation.gouv.fr/gf/cerfa_15059.do

Cocher la ou les case(s) correspondant à votre demande :

Forme	Fréquence - Récurrence	Objet	Période
X en numéraire (argent) ○ en nature	■ première demande X renouvellement (ou poursuite)	○ fonctionnement global ○ projets(s)/action(s)	○ annuelle ou ponctuelle ○ pluriannuelle

À envoyer à l'une ou plusieurs (selon le cas) des autorités administratives suivantes (coordonnées https://lannuaire.service-public.fr/) :

X **État - Ministère** ..FIPDR.....
Direction (ex : départementale -ou régionale- de la cohésion sociale, etc.) .....

☐ **Conseil régional** .....
Direction/Service .....

☐ **Conseil départemental** .....
Direction/Service .....

☐ **Commune ou Intercommunalité** .....Communauté d'agglomération du Pays de Grasse
Direction/Service .....Service Développement social des territoires et prévention

☐ **Établissement public** .....

☐ **Autre (préciser)** .....

AR Prefecture
006-200039857-20250320-DB2024_015_AU
Reçu le 27/03/2025
Publié le 27/03/2025

1. Identification de l'association

1.1 Nom - Dénomination : Communauté d'agglomération du Pays de Grasse

Sigle de l'association : CAPG Site web: www.paysdegrasse.fr

1.2 Numéro Siret : 2 00 03 98 57 00 01 2

1.3 Numéro RNA ou à défaut celui du récépissé en préfecture : W
(si vous ne disposez pas de ces numéros, voir la notice)

1.4 Numéro d'inscription au registre (article 55 du code civil local) : Date
Volume : Folio : Tribunal d'instance :

1.5 Adresse du siège social : 57 avenue Pierre Sémard

Code postal : 0 6 1 3 0 Commune : GRASSE

Commune déléguée le cas échéant :

1.5.1 Adresse de gestion ou de correspondance (si différente) :

Code postal : Commune :

Commune déléguée le cas échéant :

1.6 Représentant-e légal-e (personne désignée par les statuts)

Nom : VIAUD Prénom : Jérôme

Fonction : Président

Téléphone : Courriel : jviaud@paysdegrasse.fr

1.7 Identification de la personne chargée de la présente demande de subvention (si différente du représentant légal)

Nom : SAMMOUD Prénom : Dorra

Fonction : cheffe de projet prévention de la délinquance

Téléphone : 0618204958 Courriel : dsammoud@paysdegrasse.fr

2. Relations avec l'administration

Votre association bénéficie-t-elle d'agrément(s) administratif(s)? ☐ oui ☐ non

Si oui, merci de préciser :

Type d'agrément :	**attribué par**	**en date du :**

L'association est-elle reconnue d'utilité publique ? ☐ oui ☐ non

Si oui, date de publication au Journal Officiel :

L'association est-elle assujettie aux impôts commerciaux ? ☐ oui ☐ non

AR Prefecture
006-200039857-20250320-DB2024_015-AU
Reçu le 27/03/2025
Publié le 27/03/2025

3. Relations avec d'autres associations

A quel réseau, union ou fédération, l'association est-elle affiliée ? *(indiquer le nom complet, ne pas utiliser de sigle)*

.....

.....

L'association a-t-elle des adhérents personnes morales : non ☐ oui ☐ Si oui, lesquelles?

.....

.....

Association sportive agréée ou affiliée à une fédération agréée : ☐

4. Moyens humains au 31 décembre de l'année écoulée

Nombre de bénévoles : *Bénévole : personne contribuant régulièrement à l'activité de l'association, de manière non rémunérée.*	
Nombre de volontaires : *Volontaire : personne engagée pour une mission d'intérêt général par un contrat spécifique (par ex. Service civique)*	
Nombre total de salariés :	
dont nombre d'emplois aidés	
Nombre de salariés en équivalent temps plein travaillé (ETPT)	2
Nombre de personnels mis à disposition ou détachés par une autorité publique	
Adhérents *Adhérent : personne ayant marqué formellement son adhésion aux statuts de l'association*	

AR Prefecture
006-200039857-20250320-DB2024_015-AU
Reçu le 27/03/2025
Publié le 27/03/2025

5. Budget[1] de l'association

Année 20.... ou exercice du ..... au .....

CHARGES	Montant	PRODUITS	Montant
CHARGES DIRECTES		RESSOURCES DIRECTES	
60 - Achats	0	**70 - Vente de produits finis, de marchandises, prestations de services**	
Achats matières et fournitures		**73 - Concours publics**	
Autres fournitures		**74 - Subventions d'exploitation[2]**	0
		Etat : préciser le(s) ministère(s), directions ou services déconcentrés sollicités cf. 1ère page	
61 - Services extérieurs	0		
Locations			
Entretien et réparation			
Assurance		Conseil-s Régional(aux) :	
Documentation			
62 - Autres services extérieurs	0	Conseil-s Départemental (aux) :	
Rémunérations intermédiaires et honoraires			
Publicité, publication			
Déplacements, missions		Communes, communautés de communes ou d'agglomérations:	
Services bancaires, autres			
63 - Impôts et taxes	0		
Impôts et taxes sur rémunération			
Autres impôts et taxes		Organismes sociaux (CAF, etc. détailler) :	
64 - Charges de personnel	0	Fonds européens (FSE, FEDER, etc.)	
Rémunération des personnels		L'agence de services et de paiement (emplois aidés)	
Charges sociales		Autres établissements publics	
Autres charges de personnel		Aides privées (fondation)	
65 - Autres charges de gestion courante		**75 - Autres produits de gestion courante**	0
		756. Cotisations	
		758. Dons manuels - Mécénat	
66 - Charges financières		**76 - Produits financiers**	
67 - Charges exceptionnelles		**77 - Produits exceptionnels**	
68 - Dotations aux amortissements, provisions et engagements		**78 - Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions**	
69 - Impôt sur les bénéfices (IS); Participation des salariés		**79 - Transfert de charges**	
TOTAL DES CHARGES	0	**TOTAL DES PRODUITS**	0
Excédent prévisionnel (bénéfice)		**Insuffisance prévisionnelle (déficit)**	

CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE[3]			
86 - Emplois des contributions volontaires en nature		**87 - Contributions volontaires en nature**	
860 - Secours en nature		870 - Dons en nature	
861 - Mise à disposition gratuite de biens et services		871 - Prestations en nature	
862 - Prestations			
864 - Personnel bénévole		875 - Bénévolat	
TOTAL	0	**TOTAL**	0

[1] Ne pas indiquer les centimes d'euros.

[2] L'attention du demandeur est appelée sur le fait que les indications sur les financements demandés auprès d'autres financeurs publics valent déclaration sur l'honneur et tiennent lieu de justificatifs.

[3] Le plan comptable des associations, issu du règlement CRC n° 2018-06, prévoit *a minima* une information (quantitative ou, à défaut, qualitative) dans l'annexe et une possibilité d'inscription en comptabilité, mais « au pied » du compte de résultat ; voir notice.

AR Prefecture
006-200039857-20250320-DB2024_015-AU
Reçu le 27/03/2025
Publié le 27/03/2025

5. Projet n°.... Projet - Objet de la demande

Hors contrat de la ville ☐

Intitulé :

Repérage des violences et savoir s'en protéger.

Objectifs :

Dans le cadre de sa mission de prévention de la délinquance, le service a construit un projet d'envergure visant à lutter contre les violences en scindant la thématique en plusieurs items : les violences intrafamiliales, les violences psychologiques dans les relations amoureuses avec le phénomène de diffusion de photos intimes, les conséquences de l'exposition aux écrans et la banalisation des images et/ou discours violents/radicaux qui en découlent.
Le projet du service de la prévention de la délinquance s'inscrit dans un contexte global :
D'une part, celui-ci est porteur du réseau des Violences Intrafamiliales à la demande du procureur de la république du TJ de Grasse. Dans cette perspective, le service a souhaité de manière continue et linéaire, développer un projet cohérent sur cette même thématique, lequel sera décliné sur le territoire de la CAPG.
D'autre part, les nombreux travaux sur lesquels le service de prévention de la délinquance s'est investi (cellule de veille, CLSPD, partenariats avec les associations), ont dressé un état des lieux sur la situation des enfants et adolescents sur le territoire de la CAPG. En effet, cette dernière année les éducateurs de rue, et membres de l'éducation nationale ont fait part d'une recrudescence de comportements violents, d'solement, d'absentéisme, de discours inquiétants, et de questionnements sur l'identité.

Fort de son ancrage local, le service prévention de la délinquance, s'inscrit dans une logique partenariale dans la mise en œuvre des projets. Celui-ci sera décliné en plusieurs ateliers et aura vocation à prévenir les violences intrafamiliales, à permettre la réflexion autour du thème de la violence, et transmettre des clefs pour s'en protéger et s'en défendre. Ces actions seront réalisées en complémentarité de celles menées par HARPEGES sur l'aide aux victimes.

Description :

• **Atelier justice-citoyenneté** : L'atelier sera décliné trois fois : une session pour les collégiens/exclus temporaires de Peymeinade et deux sessions pour les jeunes de Grasse. Il vise à sensibiliser le public aux droits et devoirs des citoyens, ainsi qu'aux valeurs fondamentales de la République française, telles que la liberté, l'égalité et la fraternité.
• Dans un premier temps, les participants découvriront les métiers du domaine judiciaire grâce à l'intervention de professionnels tels que magistrat, avocat et policier.
• Un second temps sera consacré à une approche ludique des infractions, de leurs définitions et des sanctions légales qui en découlent. À travers des exemples concrets de situations judiciaires, les jeunes seront amenés à analyser les différentes étapes d'un procès et à proposer des décisions de justice, guidés par l'expertise des intervenants.
• Pour renforcer cette immersion, les participants incarneront les acteurs d'un tribunal lors de saynètes, vêtus de robes d'audience, et rejoueront des situations abordées en début d'atelier sous l'accompagnement des professionnels de la justice. Ces mises en situation permettront une compréhension dynamique des notions juridiques et favoriseront une meilleure appropriation des règles de droit.
• Enfin, une discussion collective sur le concept de citoyenneté française viendra conclure l'atelier. L'objectif sera de souligner ce qui unit chaque individu au sein de la République : une culture commune, des valeurs partagées et l'éducation républicaine.
• En guise de symbole de cet engagement citoyen, chaque enfant se verra remettre un exemplaire de la Constitution Française.
• Des discussions interactives seront organisées pour encourager les jeunes à réfléchir sur des sujets liés à la justice, tels que la responsabilité individuelle, les conséquences des actions illégales et la prévention de l'embrigadement. Des exemples concrets de situations judiciaires seront présentés, permettant aux élèves de mieux comprendre les

AR Prefecture
006-200039857-20250320-DB2024_I015_AU
Reçu le 27/03/2025
Publié le 27/03/2025

différentes étapes d'un procès et les décisions prises par la justice. Les professionnels du domaine judiciaire, tels que des magistrats, des avocats ou des policiers, interviendront en coanimation avec la cheffe de projet prévention de la délinquance. Les jeunes décideront alors de l'issue judiciaire pour chaque situation. L'expertise des intervenants permettra d'enrichir les échanges et d'apporter des témoignages concrets sur leur expérience professionnelle. Des activités ludiques et participatives seront proposées pour permettre aux élèves d'appliquer les concepts abordés et de renforcer leur compréhension de manière interactive.

• Environ 50 enfants

• Cette action peut également s'inscrire dans le cadre de la Convention Territoriale Globale (avec LA CAF 06)

•

• **Pièce de théâtre 4211 km** de Aïla Navidi : il s'agit d'une fresque théâtrale bouleversante qui traverse les générations et les frontières, entre Téhéran et Paris. Cette pièce, saluée par la critique et récompensée par deux Molières en 2024, nous plonge dans le destin de la famille Farhadi, contrainte à l'exil après la Révolution iranienne de 1979. À travers l'histoire de Yalda, née en France de parents réfugiés politiques, le spectateur est invité à interroger les notions d'identité, de transmission et de combat pour la liberté. Cette pièce traite de thèmes universels et axe son propos sur les valeurs républicaines : Dans une mise en scène fluide et poignante, *4211 km* illustre avec force et émotion les valeurs fondamentales de la République : liberté, égalité, fraternité. Elle met en lumière le combat contre l'oppression, l'importance de la mémoire historique et la nécessité d'une citoyenneté active face aux injustices. En déconstruisant les discours totalitaires et en mettant en lumière le courage ceux qui se battent pour leur liberté, *4211 km* s'érige en rempart contre l'obscurantisme. Elle offre un regard éclairé sur les réalités de l'exil et le poids des dictatures, tout en valorisant le vivre ensemble dans une société plurielle. Environ 250 personnes

•

• **Pièce de théâtre « Preuve d'amour » :** dans l'idée d'offrir une clé de contact qui permette aux jeunes générations et à leurs parents d'aborder le sujet embarrassant de la production et de la diffusion de contenus intimes sur les réseaux et ses dérives. Environ 200 jeunes et parents

•

• **Ateliers de Gestion des émotions** : Pour les enfants du cycle maternelle et primaire

• **1 journée de la Bienveillance en lien avec le service jeunesse CAPG** : 50 enfants

•

• **Ateliers de sensibilisation prévention des écrans :** la jeune génération est née dans l'ère du numérique. Si internet est un formidable outil de ressources, de création et de communication, il regorge aussi de dangers lorsqu'il est mal ou trop utilisé. La dépendance aux écrans est un véritable fléau qu'il est nécessaire d'endiguer avec pour conséquences de l'isolement, une perte du lien social ; ainsi qu'une exposition du contenu dangereux : banalisation de la violence, discours haineux, vidéos à caractère pornographique, exposition aux incitations d'idéologues, aux propositions de prédateurs sexuels, aux menaces, au harcèlement ou à l'exploitation malveillante du dévoilement imprudent de l'intimité.

•

Bénéficiaires : caractéristiques sociales, dans le respect des valeurs d'égalité et de fraternité de la République (ouverture à tous, mixité, égalité femmes-hommes, non-discrimination), nombre, âge, sexe, résidence, participation financière éventuelle, etc.

Public de jeunes âgés entre 5-17 ans et les familles.

Tout public (familles et partenaires associatifs ou institutionnels)

AR Prefecture
Projet2500039857-20250320-DS2024_015_4U-Projet4PLAN
Reçu le 27/03/2025
Publié le 27/03/2025

Territoire :
Communauté d'agglomération du Pays de Grasse (CAPG) : 23 communes
Interventions dans les 2 QPV de Grasse en lien avec le CLSPD de Grasse
Interventions avec les services jeunesse de la CAPG, de Pégomas, de Peymeinade
Dans les locaux ados CAPG et centres aérés du Haut-Pays et Moyen-Pays

Moyens matériels et humains (voir aussi les "CHARGES INDIRECTES REPARTIES" au budget du projet) **:**

- Agents CAPG
- Communication invitations + outils de communication
- Location de salle
- Partenaires extérieurs

	Nombre de personnes	Nombre en ETPT
Bénévoles participants activement à l'action/projet		
Salarié		
dont en CDI	1	
dont en CDD	1	
dont emplois aidés[4]		
Volontaires (services civiques ...)		

Est-il envisagé de procéder à un (ou des) recrutements(s) pour la mise en œuvre de l'action/projet ?

oui X non Si oui, combien (en ETPT) : .....

Date ou période de réalisation : du (le) 01I03I25 au 31I12I25

Evaluation : indicateurs proposés au regard des objectifs ci-dessus

- Etat des lieux des moyens utilisés pour développer l'esprit critique et résister aux engrenages des radicalisations
- Actions mises en œuvre dans la promotion des valeurs de la République après cette action
- Questionnaires de satisfaction/ grilles d'évaluation des actions.

AR Prefecture
006-200039857-20250320-DB2024_015-AU
Reçu le 27/03/2025
Publié le 27/03/2025

6. Budget du projet

Année 2025.... ou exercice du ..... au .....

CHARGES	Montant	PRODUITS	Montant
CHARGES DIRECTES		**RESSOURCES DIRECTES**	
60 - Achats	0	**70 - Vente de produits finis, de marchandises, prestations de services**	
Achats matières et fournitures	500	**73 - Concours publics**	
Autres fournitures		**74 - Subventions d'exploitation[2]**	0
		Etat : préciser le(s) ministère(s), directions ou services déconcentrés sollicités cf. 1ère page	
61 - Services extérieurs	0	FIPDR	8000
Locations	2000		
Entretien et réparation			
Assurance		Conseil-s Régional(aux) :	
Documentation	500		
62 - Autres services extérieurs	0	Conseil-s Départemental (aux) :	
Rémunérations intermédiaires et honoraires	8000		
Publicité, publication	600		
Déplacements, missions	400	Communes, communautés de communes ou d'agglomérations:	
Services bancaires, autres		CAPG	6000
63 - Impôts et taxes	0		
Impôts et taxes sur rémunération			
Autres impôts et taxes		Organismes sociaux (CAF, etc. détailler) : CAFR	3000
64 - Charges de personnel	0	Fonds européens (FSE, FEDER, etc.)	
Rémunération des personnels	5000	L'agence de services et de paiement (emplois aidés)	
Charges sociales		Autres établissements publics	
Autres charges de personnel		Aides privées (fondation)	
65 - Autres charges de gestion courante		**75 - Autres produits de gestion courante**	0
		756. Cotisations	
		758. Dons manuels - Mécénat	
66 - Charges financières		**76 - Produits financiers**	
67 - Charges exceptionnelles		**77 - Produits exceptionnels**	
68 - Dotations aux amortissements, provisions et engagements		**78 - Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions**	
69 - Impôt sur les bénéfices (IS); Participation des salariés		**79 - Transfert de charges**	
CHARGES INDIRECTES REPARTIES AFFECTEES AU PROJET		**RESSOURCES PROPRES AFFECTEES AU PROJET**	
Charges fixes de fonctionnement			
Frais financiers			
Autres			
TOTAL DES CHARGES	0	**TOTAL DES PRODUITS**	0

CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE[7]			
86 - Emplois des contributions volontaires en nature		**87 - Contributions volontaires en nature**	
860 - Secours en nature		870 - Dons en nature	
861 - Mise à disposition gratuite de biens et services		871 - Prestations en nature	
862 - Prestations			
864 - Personnel bénévole		875 - Bénévolat	
TOTAL	17000	**TOTAL**	17000

La subvention sollicitée de 8000 €, objet de la présente demande représente 47 % du total des produits du projet

(montant sollicité/total du budget) x 100.

[5] Ne pas indiquer les centimes d'euros.

[6] L'attention du demandeur est appelée sur le fait que les indications sur les financements demandés auprès d'autres financeurs publics valent déclaration sur l'honneur et tiennent lieu de justificatifs.

[7] Voir explications et conditions d'utilisation dans la notice.

AR Prefecture
006-200039857-20250320-DB2024_015-AU
Reçu le 27/03/2025
Publié le 27/03/2025

7. Attestations

Le droit d'accès aux informations prévues par la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés s'exerce auprès du service ou de l'établissement auprès duquel vous déposez cette demande.

Je soussigné(e), (nom et prénom) Jérôme Viaud

représentant(e) légal(e) de l'EPCI CAPG

Si le signataire n'est pas le représentant statutaire ou légal de l'association, joindre le pouvoir ou mandat (portant les 2 signatures - celle du représentant légal et celle de la personne qui va le représenter -) lui permettant d'engager celle-ci[8].

déclare :

- que l'association est à jour de ses obligations administratives[9], comptables, sociales et fiscales (déclarations et paiements correspondants) ;

- que l'association souscrit au contrat d'engagement républicain annexé au décret pris pour l'application de l'article 10-1 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;

- exactes et sincères les informations du présent formulaire, notamment relatives aux demandes de subventions déposées auprès d'autres financeurs publics ;

- que l'association respecte les principes et valeurs de la Charte des engagements réciproques conclue le 14 février 2014 entre l'État, les associations d'élus territoriaux et le Mouvement associatif, ainsi que les déclinaisons de cette charte ;

- que l'association a perçu un montant total et cumulé d'aides publiques (subventions financières -ou en numéraire- et en nature) sur les trois derniers exercices (dont l'exercice en cours)[10]

inférieur ou égal à 500 000 €
supérieur à 500 000 €

- demander une subvention de : ……8000 .....€ au titre de l'année ou exercice 2025
…… € au titre de l'année ou exercice 20....
…… € au titre de l'année ou exercice 20....
…… € au titre de l'année ou exercice 20....

- que cette subvention, si elle est accordée, sera versée au compte bancaire de l'association.

=> Joindre un RIB

Fait, le 20 M a r s 2 0 2 5 à Grasse

Signature

Insérez votre signature en cliquant sur le cadre ci-dessus

[8] "Le mandat ou procuration est un acte par lequel une personne donne à une autre le pouvoir de faire quelque chose pour le mandant et en son nom. Le contrat ne se forme que par l'acceptation du mandataire. Art. 1984 du code civil."
[9] Déclaration des changements de dirigeants, modifications de statuts, etc. auprès du greffe des associations - Préfecture ou Sous-préfecture.
[10] Conformément à la circulaire du Premier ministre du 29 septembre 2015, à la Décision 2012/21/UE de la Commission européenne du 20 décembre 2011 et au Règlement (UE) No 360/2012 de la Commission du 25 avril 2012 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis accordées à des entreprises fournissant des services d'intérêt économique général et au Réglement (UE) n° 1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis.

AR Prefecture
006-200039857-20250320-DB2024_015-AU
Reçu le 27/03/2025
Publié le 27/03/2025

7 *bis*. Informations annexes

Relatives aux subventions déjà perçues dans le cadre de la réglementation européenne relative aux aides d'Etat.

Si, et seulement si, l'association a déjà perçu au cours des trois derniers exercices (dont l'exercice en cours) des subventions au titre d'un texte relevant de la réglementation européenne des aides d'Etat (de type : "Décision Almunia", "Règlement de *minimis*", "Régime d'aide pris sur la base du RGEC"...) renseigner le tableau ci-dessous :

Date de signature de l'acte d'attribution de la subvention (arrêté, convention)	Année(s) pour laquelle/ lesquelles la subvention a été attribuée	"Décision" européenne, "Règlement" ou "régime d'aide", européen à laquelle ou auquel il est fait référence, le cas échéant, sur l'acte d'attribution de la subvention	Autorité publique ayant accordé la subvention	Montant

Pour plus d'informations sur la manière de remplir ce tableau, se reporter à la notice.

AR Prefecture
006-200039857-20250320-DB2025_016-AU
Reçu le 27/03/2025
Publié le 27/03/2025

pays de Grasse
communauté d'agglomération

REPUBLIQUE FRANÇAISE
DEPARTEMENT
DES ALPES-MARITIMES

EXTRAIT DU REGISTRE DES DECISIONS
DU BUREAU COMMUNAUTAIRE DE LA
COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
DU PAYS DE GRASSE

SEANCE DU JEUDI 20 MARS 2025

Décision n°DB2025_016 : Intervention d'un(e) Psychomotricien(ne) vacataire au sein des établissements d'accueil du jeune enfant (EAJE)

Date de la convocation : 13/03/2025

L'an deux mille vingt-cinq et le vingt mars à quatorze heures, le bureau communautaire de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse, dûment convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, au siège sis 57 avenue Pierre Sémard à Grasse, sous la présidence de Jérôme VIAUD, Maire de Grasse et Vice-président du Conseil départemental des Alpes-Maritimes.

NOMBRE DE MEMBRES DU BUREAU EN EXERCICE : 25

PRESENTS : Jérôme VIAUD, Pierre ASCHIERI, Claude BOMPAR, Pierre BORNET, Gérard BOUCHARD, Dominique BOURRET, Marino CASSEZ, Raoul CASTEL, Claude CEPPI, Marie-Louise GOURDON, Jean-Marc MACARIO, Ismaël OGEZ, Michèle PAGANIN, Gilles RONDONI, Bernard ROUX, Philippe SAINTE-ROSE FANCHINE, Ludovic SANCHEZ, Claude SERRA, Florence SIMON, Christian ZEDET.

ABSENTS : Raymond ALBIS, Henri CHIRIS, Jean-Louis CONIL, Yves FUNEL, David VARRONE.

AR Prefecture

006-200039857-20250320-DB2025_016-AU
Reçu le 27/03/2025
Publié le 27/03/2025

BUREAU COMMUNAUTAIRE	**DECISION**
DU 20 MARS 2025	**N°DB2025_016**
RAPPORTEUR : Monsieur le Président	
PETITE ENFANCE	
Intervention d'un(e) Psychomotricien(ne) vacataire au sein des établissements d'accueil du jeune enfant (EAJE)	

SYNTHESE

Les EAJE ont pour missions de veiller à la santé, la sécurité, au bien-être, au développement global des enfants qui leur sont confiés et de mettre en œuvre un accueil favorisant l'inclusion des familles et enfants présentant un handicap ou atteints de maladies chroniques.
La présence au sein d'un EAJE, d'une ou d'un psychomotricien, professionnel spécialisé du développement de l'enfant concours à satisfaire ces missions.
Il accompagne les équipes et les parents dans la mobilisation de toutes les compétences de l'enfant et dans l'aménagement d'un cadre de vie en adéquation avec ses besoins développementaux et psychomoteurs.
Il participe activement à la prévention et au repérage des troubles précoces du développement de l'enfant et joue un rôle essentiel dans l'accueil et la prise en charge des enfants à besoins spécifiques.

Il est proposé au bureau communautaire d'approuver les interventions régulières d'un(e) psychomotricien(ne) vacataire au sein des établissements d'accueil du jeune enfant.

Monsieur le Président expose au bureau communautaire :

Vu le Code de la santé publique et notamment l'article 2324-42 modifié par le décret n° 2021-1131 -art 7 du 30 août 2021 concernant l'encadrement des enfants en établissement d'accueil du jeune enfant ;

Vu la Charte Nationale pour l'accueil du jeune enfant ;

Vu la Charte de l'accueil des enfants et des jeunes en situation de handicap de la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse ;

Vu les statuts en vigueur de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse ;

Vu la délibération n°2022-146 du 22 septembre 2022 par laquelle le conseil communautaire a délégué au bureau communautaire certaines de ses attributions conformément à l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;

Considérant qu'il est nécessaire d'établir un partenariat pour une prise en charge préventive et précoce des difficultés psychomotrices du jeune enfant accueilli en crèche ;

Considérant les bénéfices observés suite aux interventions d'une psychomotricienne durant l'année écoulée ;

Considérant les retours positifs des parents et des équipes éducatives sur l'impact de ces interventions ;

AR Prefecture

006-200039857-20250320-DB2025_016-AU
Reçu le 27/03/2025
Publié le 27/03/2025

Il est proposé au bureau communautaire d'approuver les interventions régulières d'un(e) psychomotricien(ne) vacataire au sein des établissements d'accueil du jeune enfant à compter du 1er avril 2025.

Après avoir délibéré et procédé au vote, le bureau communautaire à l'unanimité **DECIDE** :

- **D'APPROUVER** l'intervention régulière d'un(e) psychomotricien(ne) vacataire au sein des établissements d'accueil du jeune enfant de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse à compter du 1er avril 2025 ;

- **D'AUTORISER** Monsieur le Président ou son représentant à déposer et à signer tous les documents nécessaires à l'exécution de la présente décision ;

- **D'AUTORISER** Monsieur le Président ou son représentant à ordonner l'ensemble des dépenses liées à la réalisation des interventions programmées dans la limite des crédits votés au budget 2025 et suivants.

Fait à Grasse, les jours, mois et an que dessus.
Pour extrait certifié conforme,

Acte rendu exécutoire après dépôt en préfecture et publié le

27 MARS 2025

Le Président

Jérôme VIAUD
Maire de Grasse
Vice-président du Conseil départemental
des Alpes-Maritimes

AR Prefecture

006-200039857-20250320-DB2025_016-AU
Reçu le 27/03/2025
Publié le 27/03/2025

AR Prefecture
006-200039857-20250320-DB2025_017-AU
Reçu le 27/03/2025
Publié le 27/03/2025

pays de Grasse
communauté d'agglomération

REPUBLIQUE FRANÇAISE
DEPARTEMENT
DES ALPES-MARITIMES

EXTRAIT DU REGISTRE DES DECISIONS
DU BUREAU COMMUNAUTAIRE DE LA
COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
DU PAYS DE GRASSE

SEANCE DU JEUDI 20 MARS 2025

Décision n°DB2025_017 : Aménagement d'un parking public de covoiturage à Spéracèdes – Délégation de la maîtrise d'ouvrage à la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse

---

Date de la convocation : 13/03/2025

L'an deux mille vingt-cinq et le vingt mars à quatorze heures, le bureau communautaire de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse, dûment convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, au siège sis 57 avenue Pierre Sémard à Grasse, sous la présidence de Jérôme VIAUD, Maire de Grasse et Vice-président du Conseil départemental des Alpes-Maritimes.

NOMBRE DE MEMBRES DU BUREAU EN EXERCICE : 25

PRESENTS : Jérôme VIAUD, Pierre ASCHIERI, Claude BOMPAR, Pierre BORNET, Gérard BOUCHARD, Dominique BOURRET, Marino CASSEZ, Raoul CASTEL, Claude CEPPI, Marie-Louise GOURDON, Jean-Marc MACARIO, Ismaël OGEZ, Michèle PAGANIN, Gilles RONDONI, Bernard ROUX, Philippe SAINTE-ROSE FANCHINE, Ludovic SANCHEZ, Claude SERRA, Florence SIMON, Christian ZEDET.

ABSENTS : Raymond ALBIS, Henri CHIRIS, Jean-Louis CONIL, Yves FUNEL, David VARRONE.

AR Prefecture

006-200039857-20250320-DB2025_017-AU
Reçu le 27/03/2025
Publié le 27/03/2025

BUREAU COMMUNAUTAIRE	DECISION
DU 20 MARS 2025	N°DB2025_017
RAPPORTEUR : Monsieur le Président	

DELEGATION DE MAITRISE D'OUVRAGE

Aménagement d'un parking public de covoiturage à Spéracèdes – Délégation de la maîtrise d'ouvrage à la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse

SYNTHESE

La commune de Spéracèdes envisage l'aménagement d'un nouveau parking public de covoiturage sur son territoire afin de contribuer à la réduction de la circulation automobile. La commune n'ayant pas les compétences techniques pour mener à bien cette opération, il est proposé d'approuver une convention donnant délégation de la maîtrise d'ouvrage à la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse pour la réalisation de cet aménagement.

Monsieur le Président expose au bureau communautaire :

Vu la délibération n°2022-146 du 22 septembre 2022 par laquelle le conseil communautaire a délégué au bureau communautaire certaines de ses attributions conformément à l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;

Considérant que la commune de Spéracèdes souhaite créer à proximité immédiate des voies de circulations départementales RD 11 (vers Le Tignet) et RD 13 (vers Saint-Cézaire-sur-Siagne), un parking de covoiturage ;

Considérant que cet aménagement permettra de concourir à réduire la circulation automobile dans le secteur Le Tignet – Peymeinade – Grasse et plus particulièrement sur la RD 2562 grâce au partage des usages qui sera offert par ce projet aux automobilistes ;

Considérant également que la position stratégique de ce futur parking public pourra constituer une offre de stationnement intéressante pour les professionnels du Parc d'activités économiques des Hauts de Grasse implanté à Saint-Cézaire-sur-Siagne ;

Considérant que cependant, la commune de Spéracèdes n'ayant pas les compétences techniques en interne pour mener à bien cette opération, elle a sollicité la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse afin de pouvoir recourir aux services de la Direction générale des services techniques, par le biais d'une délégation de la maîtrise d'ouvrage ;

Une convention de délégation de maîtrise d'ouvrage a de fait été rédigée afin de gérer les missions du délégataire, les modalités de financement ainsi que la rémunération du délégataire.

AR Prefecture

006-200039857-20250320-DB2025_017-AU
Reçu le 27/03/2025
Publié le 27/03/2025

Après avoir délibéré et procédé au vote, le bureau communautaire à l'unanimité **DECIDE** :

- **D'APPROUVER** le principe de la délégation de la maîtrise d'ouvrage à la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse pour l'aménagement d'un parking public de covoiturage sur la commune de Spéracèdes ;

- **D'APPROUVER** les termes de la convention de délégation de maîtrise d'ouvrage à intervenir entre la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse et la commune de Spéracèdes ;

- **D'AUTORISER** Monsieur le Président à signer ladite convention ainsi que ses éventuels avenants.

Fait à Grasse, les jours, mois et an que dessus.
Pour extrait certifié conforme,

Acte rendu exécutoire après dépôt en préfecture et publié le

27 MARS 2025

Le Président

Jérôme VIAUD
Maire de Grasse
Vice-président du Conseil départemental
des Alpes-Maritimes

AR Prefecture

006-200039857-20250320-DB2025_017-AU
Reçu le 27/03/2025
Publié le 27/03/2025

AR Prefecture
006-200039857-20250320-DB2025_017-AU
Reçu le 27/03/2025
Publié le 27/03/2025

COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DU PAYS DE GRASSE
57 AVENUE PIERRE SEMARD
06131 GRASSE CEDEX

CONVENTION DE DELEGATION DE LA MAÎTRISE D'OUVRAGE

Entre les soussignés :

Monsieur Jean-Marc MACCARIO, Maire de la Commune de Spéracèdes, agissant en vertu des pouvoirs qui lui ont été confiés par décision du Conseil municipal n° XX prise en date du XX mars 2025, visée en préfecture de Nice le XX mars 2025,

ci-après dénommé *« la Commune »,*

et

Monsieur Jérôme VIAUD, Président de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse, agissant en vertu des pouvoirs qui lui ont été confiés par décision du bureau communautaire DB2025_0XX prise en date du 20 mars 2025, visée en préfecture de Nice le XX mars 2025 ,

ci-après dénommé *« la Communauté d'agglomération »,*

PREAMBULE

La commune de Spéracèdes souhaite créer à proximité immédiate des voies de circulations départementales RD 11 (vers Le Tignet) et RD 13 (vers Saint Cézaire sur Siagne), un parking public de covoiturage.

Cet aménagement permettra de concourir à réduire la circulation automobile dans le secteur Le Tignet – Peymeinade – Grasse et plus particulièrement sur la RD 2562 grâce au partage des usages qui sera offert par ce projet aux automobilistes.

De plus, la position stratégique de ce futur parking public pourra également constituer une offre de stationnement intéressante pour les professionnels du Parc d'activités économiques des Hauts de Grasse implanté à Saint Cézaire sur Siagne.

AR Prefecture
006-200039857-20250320-DB2025_017-AU
Reçu le 27/03/2025
Publié le 27/03/2025

Cependant, la commune de Spéracèdes n'ayant pas les compétences techniques en interne pour mener à bien cette opération, elle a sollicité la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse afin de pouvoir recourir aux services de la Direction générale des services techniques, par le biais d'une délégation de la maîtrise d'ouvrage.

Il a été convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 – OBJET

Par délibération en date du XX mars 2025, ***la Commune*** a décidé de confier la Maîtrise d'Ouvrage à la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse concernant la réalisation de l'opération ci-après :

AMENAGEMENT D'UN PARKING PUBLIC DE COVOITURAGE A SPERACEDES

La délégation de maîtrise d'ouvrage concerne :

- La désignation du cabinet de maitrise d'œuvre pour les missions ESQ / AVP / PRO / ACT / VISA / DET / OPC / AOR ;
- Le suivi des travaux ;
- Une part des prestations intellectuelles.

L'enveloppe financière prévisionnelle concernant les travaux donnés en délégation de maîtrise d'ouvrage à la *communauté d'agglomération du Pays de Grasse* s'élève à la somme estimative de quatre centre mille euros HT (400 000,00 €HT), soit quatre cent quatre-vingt mille euros TTC (480 000,00 €TTC).
Cette somme se décompose en un montant estimatif d'environ 374 000,00 €HT correspondant au prix des travaux et environ 26 000,00 €HT correspondant aux prestations intellectuelles.

Par décision du bureau du 20 mars 2025, le bureau communautaire a approuvé la délégation de maîtrise d'ouvrage objet de la présente convention.

La présente convention a pour objet de définir le cadre et les modalités administratives et financières de cette délégation.

ARTICLE 2 – PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL GLOBAL

Dépenses

	Opération unique
Montant estimatif des travaux	374 000.00 €
Dépenses annexes (MOE, CSPS, Etude Géotechnique…)	26 000.00 €
Montant total H.T.	**400 000.00 €**
T.V.A. à 20 %	**80 000.00 €**
Montant total T.T.C.	**480 000.00 €**

AR Prefecture
006-200039857-20250320-DB2025_017-AU
Reçu le 27/03/2025
Publié le 27/03/2025
Recettes

	Opération unique
Département des Alpes-Maritimes (60%)	240 000.00 €
Reste à charge du MOA (40%)	160 000.00 €
Total H.T.	**400 000.00 €**

ARTICLE 3 – MISSION DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DU PAYS DE GRASSE

La mission de la Communauté d'agglomération porte sur les éléments suivants :

- Définition des conditions administratives et techniques selon lesquelles l'ouvrage sera étudié et réalisé ;
- Gestion du contrat de Maîtrise d'œuvre,
  - Rédaction des pièces nécessaires à la consultation
  - Suivi administratives et techniques du marché
  - Versement de la rémunération du Maître d'œuvre,
  - Établissement du plan de financement prévisionnel de l'opération ;
- Gestion des contrats de Prestations Intellectuelles
  - Préparation du choix du CSPS et autres prestataires d'étude ou d'assistance au Maître d'Ouvrage ;
  - Signature et gestion des contrats de CSPS et autres prestataires d'étude ou d'assistance au Maître d'Ouvrage ;
  - Versement de la rémunération du CSPS et autres prestataires d'étude ou d'assistance à *la Communauté d'agglomération ;*
- Préparation du choix des entrepreneurs et fournisseurs avec la MOE ;
- Signature et gestion des marchés de Travaux et Fournitures,
- Versement de la rémunération des entreprises et fournisseurs,
- Réception des Travaux ;
- Gestion financière et comptable de l'opération ;
- Gestion administrative.

ARTICLE 4 – ENVELOPPE FINANCIERE PREVISIONNELLE

L'enveloppe financière prévisionnelle est le **montant figurant à l'article 2 de la présente Convention**, délégant la Maîtrise d'Ouvrage à la *Communauté d'agglomération*, celle-ci s'engageant à réaliser cette opération dans le respect de cette enveloppe financière prévisionnelle.

Dans l'éventualité où, au cours de la mission, *la Communauté d'agglomération* se verrait contrainte de dépasser l'enveloppe financière, elle devra au préalable obtenir l'accord de *la Commune.* Un avenant à la présente convention devra être conclu à cet effet.

Il en est de même si *la Commune* estimait nécessaire d'apporter des modifications au programme ou à l'enveloppe financière prévisionnelle.

AR Prefecture
006-200039857-20250320-DB2025_017-AU
Reçu le 27/03/2025
Publié le 27/03/2025

ARTICLE 5 – MODE DE FINANCEMENT

5.1 Financement

Le financement complet de l'opération sera assuré par *le Communauté d'agglomération* suivant **le plan de financement** qui sera établi après l'obtention des diverses subventions et qui permettra de déterminer le montant de la part restant in fine à la charge de *la Commune*.

5.2 Acomptes versés par la régie des parkings grassois

Les demandes d'acomptes seront adressées périodiquement par la *Communauté d'agglomération* à *la Commune* au fur et à mesure de la réalisation des prestations, sur justification d'un état récapitulatif des dépenses, déduction faite des subventions obtenues.

5.3 Remboursement

Après recouvrement par *la Communauté d'agglomération* de la totalité des subventions dont bénéficie le programme, *la Communauté d'agglomération* remboursera, le cas échéant, à *la Commune* l'excédent de la part versée par cette dernière au terme de la réalisation de l'opération.

ARTICLE 6 – REMUNERATION DE LA DELEGATION

La *Communauté d'agglomération* percevra pour ce projet, selon sa complexité et l'étendue de la mission confiée, une rémunération de délégation de maîtrise d'ouvrage calculée comme suit :

Montant HT des dépenses de travaux X 3%

Cette rémunération sera versée à la fin des travaux sur la base du DGD et après accomplissement des formalités prévues à l'article 8 de la présente convention.

ARTICLE 7 – CONTROLE FINANCIER ET COMPTABLE

7-1 – *La Commune* et ses agents pourront demander à tout moment à la *Communauté d'agglomération*, la communication de toutes les pièces et contrats concernant l'opération.

7-2 – Pendant toute la durée de la Convention, *la Communauté d'agglomération* communiquera régulièrement à *la Commune* un **bilan financier prévisionnel actualisé de l'opération** précisant les recettes et les dépenses restant à intervenir ainsi que les besoins en trésorerie correspondants.

Si nécessaire, *la Communauté d'agglomération* devra présenter toutes propositions pour les éventuelles décisions à prendre par *la Commune* , afin de permettre la poursuite de l'opération dans de bonnes conditions, a fortiori si ces propositions conduisent à remettre en cause tout ou partie du programme, l'enveloppe financière prévisionnelle ou le plan de financement établi.

AR Prefecture
006-200039857-20250320-DB2025_017-AU
Reçu le 27/03/2025
Publié le 27/03/2025

ARTICLE 8 – CONTROLE ADMINISTRATIF ET TECHNIQUE

8-1 – Règles de passation des contrats

La passation des contrats nécessaires à la réalisation de l'opération suivra la réglementation applicable aux marchés publics. Les contrats seront signés par le **Président de la Communauté d'agglomération**, après avis ou décision des divers bureaux, commission et jury, conformément aux dispositions de l'ordonnance du 23 juillet 2015 et du décret du 25 mars 2016.

8-2 – Procédure de contrôle administratif

La passation des contrats conclus par *la Communauté d'agglomération* reste soumise aux procédures de **contrôle de légalité**.

8-3 – Approbation des avant-projets

Le programme de l'opération a été réalisé par *la Commune .* C'est ce programme qui servira de base au recrutement du MOE. Tous les dossiers d'avant-projets et de projet devront être approuvés par *la Commune* avant le lancement des appels d'offres pour les contrats de travaux

8-4 – Réception des ouvrages

La Communauté d'agglomération est tenue d'obtenir l'accord préalable de *la Commune* avant de prendre la décision de la réception de l'ouvrage. La réception sera prononcée par le **Président de la Communauté d'agglomération**.
La réception emporte transfert à *la Commune* de la garde des ouvrages.

8-5 – Mise à disposition

Les ouvrages sont mis à disposition de *la Commune* **après la réception des travaux notifiée aux entreprises**.

Si *la Commune* demande une mise à disposition partielle, celle-ci ne peut intervenir qu'**après la réception partielle** correspondante. Dans ce cas, *la Commune* devient responsable de la garde de l'ouvrage ou de la partie qu'elle occupe.

ARTICLE 9 – ACHEVEMENT DE LA MISSION

La mission de la *Communauté d'agglomération* prendra fin après exécution complète des procédures suivantes :

- Réception des ouvrages et levées des réserves de réception ;
- Mise à disposition des ouvrages ;
- Établissement du bilan général et définitif de l'opération ;
- Régularisation comptable.

Il conviendra également à la *Communauté d'agglomération* de fournir à *la Commune* tous les éléments techniques suivants (liste non exhaustive):

AR Prefecture
006-200039857-20250320-DB2025_017-AU
Reçu le 27/03/2025
Publié le 27/03/2025

- Descriptif des travaux réalisés ;
- Dossier des Ouvrages Exécutés (DOE) ;
- Dossier d'Intervention Ultérieure sur l'Ouvrage (DIUO) ;
- Eléments financiers ;
- Attestations d'assurance ;
- Garanties de l'entreprise.

ARTICLE 10 – DUREE DE LA CONVENTION

La présente Convention prendra fin après achèvement de la mission, conformément à l'Article 9 ci-avant.

Fait à Grasse, le

Pour la Commune de Spéracèdes	Pour la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse,
Le Maire	Le Président
Jean-Marc MACARIO	**Jérôme VIAUD**

AR Prefecture
006-200039857-20250320-DB2025_018-AU
Reçu le 27/03/2025
Publié le 27/03/2025

pays de Grasse
communauté d'agglomération

REPUBLIQUE FRANÇAISE
DEPARTEMENT
DES ALPES-MARITIMES

EXTRAIT DU REGISTRE DES DECISIONS DU BUREAU COMMUNAUTAIRE DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DU PAYS DE GRASSE

SEANCE DU JEUDI 20 MARS 2025

Décision n°DB2025_018 : Accord-cadre – Appel d'offres ouvert – Travaux d'amélioration des réseaux d'eaux usées, d'eaux pluviales, d'eau potable et ouvrages annexes – Lot 01 : Réseaux d'eaux usées, d'eaux pluviales, eau potable et ouvrages annexes sur la commune de Grasse - Avenant n°3 à l'accord-cadre n°2023/11.1

Date de la convocation : 13/03/2025

L'an deux mille vingt-cinq et le vingt mars à quatorze heures, le bureau communautaire de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse, dûment convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, au siège sis 57 avenue Pierre Sémard à Grasse, sous la présidence de Jérôme VIAUD, Maire de Grasse et Vice-président du Conseil départemental des Alpes-Maritimes.

NOMBRE DE MEMBRES DU BUREAU EN EXERCICE : 25

PRESENTS : Jérôme VIAUD, Pierre ASCHIERI, Claude BOMPAR, Pierre BORNET, Gérard BOUCHARD, Dominique BOURRET, Marino CASSEZ, Raoul CASTEL, Claude CEPPI, Marie-Louise GOURDON, Jean-Marc MACARIO, Ismaël OGEZ, Michèle PAGANIN, Gilles RONDONI, Bernard ROUX, Philippe SAINTE-ROSE FANCHINE, Ludovic SANCHEZ, Claude SERRA, Florence SIMON, Christian ZEDET.

ABSENTS : Raymond ALBIS, Henri CHIRIS, Jean-Louis CONIL, Yves FUNEL, David VARRONE.

AR Prefecture

006-200039857-20250320-DB2025_018-AU
Reçu le 27/03/2025
Publié le 27/03/2025

BUREAU COMMUNAUTAIRE	**DECISION**
DU 20 MARS 2025	**N°DB2025_018**
RAPPORTEUR : Monsieur le Président	
COMMANDE PUBLIQUE	
Accord-cadre – Appel d'offres ouvert – Travaux d'amélioration des réseaux d'eaux usées, d'eaux pluviales, d'eau potable et ouvrages annexes – Lot 01 : Réseaux d'eaux usées, d'eaux pluviales, eau potable et ouvrages annexes sur la commune de Grasse - Avenant n°3 à l'accord-cadre n°2023/11.1	
SYNTHESE **Il est proposé au bureau communautaire d'autoriser Monsieur le Président à signer l'avenant n°3 ayant pour objet d'augmenter le montant maximum de l'accord-cadre afin de permettre la réalisation d'importants travaux de délestage des réseaux d'eaux usées suite à la fermeture de la station de traitement des eaux usées de la Marigarde .**	

Monsieur le Président expose au bureau communautaire :

Vu la délibération n°2022-146 du 22 septembre 2022 par laquelle le conseil communautaire a délégué au bureau communautaire certaines de ses attributions conformément à l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération DB2023_036 du jeudi 11 mai 2023 par laquelle le bureau communautaire a autorisé Monsieur le Président à signer l'accord-cadre conclu avec le groupement SEETP SAS (mandataire) SAS EMGC pour la réalisation de travaux d'amélioration des réseaux d'eaux usées, d'eaux pluviales, d'eau potable et ouvrages annexes sur la commune de Grasse, (lot 01), notifié le 05 juin 2023 au titulaire ;

Considérant « *l'article 5 - Montant de l'accord cadre* » du cahier des clauses administratives particulières qui fixe le montant maximum de commandes à 1 500 000 HT par période ;

Considérant que la fermeture de la station de traitement des eaux usées de la Marigarde nécessite d'importants travaux de délestage des réseaux d'eaux usées ;

Considérant que pour la bonne réalisation de ces travaux d'amélioration, il convient de porter le montant maximum de l'accord-cadre à 1 750 000 € HT au lieu de 1 500 000 € HT par période, représentant une hausse de 15% par rapport au montant de l'accord-cadre ;

Il est donc proposé d'autoriser Monsieur le Président à signer l'avenant n°3 :

- Montant initial de l'accord-cadre :
  Pas de montant minimum par période
  Montant maximum par période : 1 500 000 € HT

- Nouveau montant de l'accord-cadre :

AR Prefecture

006-200039857-20250320-DB2025_018-AU
Reçu le 27/03/2025
Publié le 27/03/2025

Pas de montant minimum par période
Montant maximum par période : 1 725 000 € HT

- % d'écart introduit par l'avenant 3 : + 15 %

Après avoir délibéré et procédé au vote, le bureau communautaire à l'unanimité **DECIDE** :

- **D'APPROUVER** l'avenant n°3, joint en annexe, à l'accord-cadre n°2023/11.1 à intervenir entre la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse et le groupement SEETP SAS (mandataire) / SAS EMGC ;

- **D'AUTORISER** Monsieur le Président à signer l'avenant n°3 à l'accord cadre n°2023/11.1 pour un montant maximum par période fixé à 1 725 000 € HT.

Fait à Grasse, les jours, mois et an que dessus.
Pour extrait certifié conforme,

Acte rendu exécutoire après dépôt en préfecture et publié le

27 MARS 2025

Le Président

Jérôme VIAUD
Maire de Grasse
Vice-président du Conseil départemental
des Alpes-Maritimes

AR Prefecture

006-200039857-20250320-DB2025_018-AU
Reçu le 27/03/2025
Publié le 27/03/2025

AR Prefecture
006-200039857-20250320-DB2025_018-AU
Reçu le 27/03/2025
Publié le 27/03/2025

Accord-cadre **EXE10**

AVENANT N° 3

A - Identification du pouvoir adjudicateur

La Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse)
57avenue Pierre Sémard
06130 GRASSE
Tel : 04.97.05.22.00
n° SIRET : 20003985700012
commande@paysdegrasse.fr

B - Identification du titulaire de l'accord-cadre

Groupement SEETP SAS (Mandataire) / SAS EMGC
74 Chemin du Lac
BP 44223
06130 GRASSE Cedex
Tél : 04 93 70 37 37
mail : contact@seetp.fr

C - Objet de l'accord-cadre

- Objet de l'accord-cadre :

Travaux d'amélioration des réseaux d'eaux usées, d'eaux pluviales, d'eau potable et ouvrages annexes (3 LOTS)

Lot 01 : Réseaux eaux usées, eaux pluviales, eau potable et ouvrage annexes - Commune de Grasse

- Référence de l'accord-cadre : 2023/11.1

- Date de la notification de l'accord-cadre : 05/06/2023

- Durée d'exécution de l'accord-cadre : L'accord-cadre a une durée initiale de 12 mois, renouvelable 3 fois par reconduction tacite pour une période de 12 mois. La durée maximale de l'accord-cadre est de 48 mois.

- Montant initial de l'accord-cadre :

Lot 01 : Réseaux Eaux Usées, Eaux Pluviales, Eau Potable et ouvrage annexes - Commune de Grasse :
- Pas de montant minimum par période
- Montant maximum par période : 1 500 000 € HT

PROJET

AR Prefecture
006-200039857-20250320-DB2025_018-AU
Reçu le 27/03/2025
Publié le 27/03/2025
ANNEXE DE LA DB2025_018

D - Objet de l'avenant

- Modifications introduites par le présent avenant :

Le présent avenant 3 a pour objet d'augmenter le montant maximum de l'accord-cadre afin de permettre la réalisation d'importants travaux de délestage des réseaux d'eaux usées suite à la fermeture de la station de traitement des eaux usées de la Marigarde.

En conséquence, le montant maximum de l'accord-cadre est porté à 1 750 000 € HT au lieu de 1 500 000 € HT par période afin de permettre la réalisation des travaux d'amélioration des réseaux d'eaux usées, d'eaux pluviales, d'eau potable de la CAPG.

- Incidence financière de l'avenant :

L'avenant a une incidence financière sur le montant de l'accord-cadre :

☒ OUI ☐ NON

Montant de l'avenant n°3 :

- Taux de la TVA : 20%
- Montant HT : 225 000 €
- Montant TTC : 270 000 €
- % d'écart introduit par l'avenant : 15%

Nouveau montant maximum de l'accord-cadre :

- Taux de la TVA : 20%
- Montant maximum HT : 1 725 000 €
- Montant maximum TTC : 2 070 000 €

AUTRES CLAUSES

Toutes les clauses de l'accord-cadre initial non contraires aux stipulations du présent avenant restent applicables

DATE D'EFFET

Le présent avenant est applicable à compter de sa notification au titulaire de l'accord-cadre.

PROJET

AR Prefecture
006-200039857-20250320-DB2025_018-AU
Reçu le 27/03/2025
Publié le 27/03/2025

E - Signature du titulaire de l'accord-cadre

Nom, prénom et qualité du signataire (*)	Lieu et date de signature	Signature

(*) Le signataire doit avoir le pouvoir d'engager la personne qu'il représente.

F - Signature du pouvoir adjudicateur (ou de l'entité adjudicatrice).

(Visa ou avis de l'autorité chargée du contrôle financier.)

A : Grasse, le ……

Signature
(représentant du pouvoir adjudicateur ou de l'entité adjudicatrice)

Le Président,

Jérôme VIAUD
Maire de Grasse,
Vice-président du Conseil Départemental
des Alpes-Maritimes

PROJET

AR Prefecture
006-200039857-20250320-DB2025_018-AU
Reçu le 27/03/2025
Publié le 27/03/2025

G - Notification de l'avenant au titulaire de l'accord-cadre

En cas de remise contre récépissé :

Le titulaire signera la formule ci-dessous :

« *Reçue à titre de notification copie du présent avenant* »

A ……, le ……..

Signature du titulaire,

En cas d'envoi en lettre recommandé avec accusé de réception :

(Coller dans ce cadre l'avis de réception postal, daté et signé par le titulaire de l'accord-cadre.)

En cas de notification par voie électronique :

(Indiquer la date et l'heure d'accusé de réception de la présente notification par le titulaire de l'accord-cadre.)

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DB2025_019-AU
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

Pays de Grasse
communauté d'agglomération

REPUBLIQUE FRANÇAISE
DEPARTEMENT
DES ALPES-MARITIMES

EXTRAIT DU REGISTRE DES DECISIONS DU BUREAU COMMUNAUTAIRE DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DU PAYS DE GRASSE

SEANCE DU JEUDI 03 AVRIL 2025

Décision n°DB2025_019 : Actualisation du projet éducatif petite enfance et des projets d'établissement des structures d'accueil du jeune enfant

---

Date de la convocation : 27/03/2025

L'an deux mille vingt-cinq et le trois avril à dix heures, le bureau communautaire de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse, dûment convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, au siège sis 57 avenue Pierre Sémard à Grasse, sous la présidence de Jérôme VIAUD, Maire de Grasse et Vice-président du Conseil départemental des Alpes-Maritimes.

NOMBRE DE MEMBRES DU BUREAU EN EXERCICE : 25

PRESENTS : Jérôme VIAUD, Raymond ALBIS, Pierre ASCHIERI, Claude BOMPAR, Pierre BORNET, Gérard BOUCHARD, Dominique BOURRET, Marino CASSEZ, Raoul CASTEL, Claude CEPPI, Henri CHIRIS, Yves FUNEL, Marie-Louise GOURDON, Jean-Marc MACARIO, Ismaël OGEZ, Michèle PAGANIN, Gilles RONDONI, Bernard ROUX, Philippe SAINTE-ROSE FANCHINE, Ludovic SANCHEZ, Florence SIMON, Christian ZEDET.

ARRIVÉE EN COURS DE SEANCE : Florence SIMON après le vote des décisions de bureau.

PROCURATION : Jean-Louis CONIL à Marino CASSEZ.

ABSENTS : Claude SERRA, David VARRONE.

AR Prefecture

006-200039857-20250403-DB2025_019-AU
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

BUREAU COMMUNAUTAIRE	**DECISION**
DU 03 AVRIL 2025	**N°DB2025_019**
RAPPORTEUR : Monsieur le Président	
PETITE ENFANCE	
Actualisation du projet éducatif petite enfance et des projets d'établissement des structures d'accueil du jeune enfant	

SYNTHESE

Les établissements d'accueil doivent régulièrement mettre à jour leur projet d'établissement qui comprend à minima les éléments suivants :

- **un projet éducatif qui décrit les valeurs et les engagements de l'équipe,**
- **Un projet social qui décrit les caractéristiques de l'environnement sur lequel la structure est implantée,**
- **Un projet d'accueil qui décline les actions mises en œuvre pour répondre aux besoins des enfants, familles et équipe encadrante.**

Il est proposé au bureau communautaire d'approuver la mise à jour du projet éducatif petite enfance et des projets d'établissement des structures d'accueil du jeune enfant.

Monsieur le Président expose au bureau communautaire :

Vu le Code de la santé publique et notamment l'article L. 227-1 qui prévoit que tout établissement d'accueil de jeunes enfants doit élaborer un projet d'établissement ;

Vu la Charte Nationale pour l'accueil du jeune enfant ;

Vu la Charte de l'accueil des enfants et des jeunes en situation de handicap de la communauté d'agglomération du Pays de Grasse ;

Vu les statuts en vigueur de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse ;

Vu la délibération n°2022-146 du 22 septembre 2022 par laquelle le conseil communautaire a délégué au bureau communautaire certaines de ses attributions conformément à l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;

Vu l'avis favorable de la Caisse d'Allocations Familiales des Alpes Maritimes (CAF) du 21 mars 2025 et des services départementaux du 20 mars 2025 ;

Considérant qu'il appartient à la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse d'élaborer et mettre à jour le projet éducatif petite enfance et le projet d'établissement des structures d'accueil du jeune enfant reconnus d'intérêt communautaire suivants :

- Multi-accueil la Poussinière
- Multi-accueil Daudet
- Multi-accueil La Voie Lactée
- Multi-accueil Les Pioupious
- Multi-accueil l'Enfantoun
- Multi-accueil Lou Galoupin

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DB2025_019-AU
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

Considérant l'importance d'offrir des structures d'accueil de qualité pour les jeunes enfants sur le territoire de la compétence petite enfance de la communauté d'agglomération ;

Considérant que ces projets doivent être conformes aux principes de la protection de l'enfance et garantir le bien-être des enfants accueillis ;

Considérant qu'il est proposé au bureau communautaire d'approuver et de valider les évolutions et mises à jour au 1er avril 2025, du projet éducatif petite enfance et des projets d'établissements des structures d'accueil du jeune enfant ;

Après avoir délibéré et procédé au vote, le bureau communautaire à l'unanimité **DECIDE** :

- **D'APPROUVER** les projets d'établissements et leurs annexes joints à la présente délibération ;
- **D'AUTORISER** Monsieur le Président à signer ces projets d'établissements qui s'appliqueront et se substitueront aux anciens projets à compter du 1er avril 2025 ;
- **D'AUTORISER** la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse à appliquer et à diffuser ces projets à compter de 1er avril 2025.

Fait à Grasse, les jours, mois et an que dessus.
Pour extrait certifié conforme,

Acte rendu exécutoire après dépôt en préfecture et publié le

15 AVR. 2025

Le Président

Jérôme VIAUD
Maire de Grasse
Vice-président du Conseil départemental
des Alpes-Maritimes

AR Prefecture

006-200039857-20250403-DB2025_019-AU
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DB2025_019-AU
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

DÉPARTEMENT
DES ALPES-MARITIMES

ALLOCATIONS FAMILIALES
Caf
des Alpes-Maritimes

PROJET D'ETABLISSEMENT

Validité du 01/04/2025 au 30/03/2030

Etablissement d'accueil du Jeune enfant
LA POUSSINIERE

De la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse

Pays de Grasse
communauté d'agglomération

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DB2025_019-AU
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

Table des matières

1 Présentation de l'établissement 3

1.1 Présentation de l'établissement et du gestionnaire 3

1.1.1 Identification de la structure 3

1.1.2 Identification du gestionnaire : 3

1.2 Caractéristiques de l'établissement ou du service d'accueil et du gestionnaire 3

1.2.1 Type et catégorie d'établissement correspondante : 3

1.2.2 Nature de l'accueil : 3

2 Le projet éducatif 4

2.1 Le Projet Educatif Petite Enfance de la CAPG (voir annexe) 4

2.2 Le Projet éducatif de la POUSSINIERE, Les valeurs portées par l'équipe de la structure garantissant à l'enfant et à sa famille un accueil de qualité 5

3 Projet social et de développement durable 12

3.1 Les Caractéristique du territoire d'implantation de la structure 12

3.1.1 Les caractéristiques du lieu d'implantation de la structure 12

Logement 17

3.2-L'intégration de la structure à son environnement et le maillage avec l'offre de service de ses partenaires 19

3.2 Les modalités de participation des familles 21

3.2.1 Participation des familles à la vie de la structure 21

3.2.2 Actions de soutien à la parentalité proposées 23

3.3 Les dispositions prises pour permettre à des familles rencontrant des situations particulières d'être accueillies dans la structure 24

3.3.1 Les modalités pour faciliter l'accueil des enfants de familles en situation d'insertion sociale ou professionnelle 24

3.3.2 Les modalités d'accueil des enfants en situation de handicap ou atteints d'une maladie chronique 24

3.3.3 Les modalités d'accueil d'urgence 26

3.4 Les activités de la structure afin de l'inscrire dans une démarche en faveur du développement durable 27

4 Projet d'accueil 29

4.1 Les prestations d'accueil et modalités d'organisation de la vie quotidienne 29

4.1.1 Les périodes d'ouverture 29

4.1.2 Le déroulé de la période d'adaptation 29

4.1.3 Le déroulé d'une journée type 31

4.2 Compétences professionnelles mobilisées et organisation du personnel 33

4.2.1 Descriptif de l'équipe 33

4.2.2 Organisation des temps de professionnalisation et actions menées en matière d'analyse des pratiques professionnelles et de formation (article R. 2324-37) 33

4.2.3 Intégration des apprentis et suivi des stagiaires 34

4.2.4 Le recours à des intervenants extérieurs 34

Modalités de suivi du projet d'établissement 36

Validation et signatures 36

Annexes

- ***Projet éducatif du service petite enfance de la CAPG***
- ***Projet pédagogique de la Poussinière***

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DB2025_019-AU
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

PREAMBULE

Les personnes physiques ou morales qui assurent l'accueil du jeune enfant ont, en outre, pour mission de :

- Veiller à la santé, la sécurité, au bien-être et au développement physique, psychique, affectif, cognitif et social des enfants qui leur sont confiés ;
- Contribuer à l'éducation des enfants accueillis dans le respect de l'autorité parentale ;
- Contribuer à l'inclusion des familles et la socialisation précoce des enfants, notamment ceux en situation de pauvreté ou de précarité ;
- Mettre en œuvre un accueil favorisant l'inclusion des familles et enfants présentant un handicap ou atteints de maladies chroniques ;
- Favoriser la conciliation par les parents de jeunes enfants de leurs temps de vie familiale, professionnelle et sociale, notamment pour les personnes en recherche d'emploi et engagées dans un parcours d'insertion sociale et professionnelle et les familles monoparentales ;
- Favoriser l'égalité entre les femmes et les hommes.

Ces principes sont issus de la charte nationale pour l'accueil du jeune enfant, prise par arrêté le 23 septembre 2021. Cette dernière devient opposable aux établissements d'accueil de jeunes enfants à compter de septembre 2022.
Le code de la santé publique prévoit en effet que les établissements et services d'accueil élaborent un projet d'établissement décrivant les modalités de fonctionnement qui en garantissent l'adhésion et qui comprend à minima les éléments suivants :

1-Un projet éducatif qui décrit les valeurs et engagements de l'équipe,
2-Un projet social qui décrit les caractéristiques de l'environnement sur lequel est implanté de la structure,
3-Un projet d'accueil qui décline les actions mises en œuvre pour répondre aux besoins des enfants, familles et équipe encadrante.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DB2025_019-AU
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

1 Présentation de l'établissement

1.1 Présentation de l'établissement et du gestionnaire

1.1.1 Identification de la structure

- Nom de la structure : Multi accueil «La Poussinière»
- SIRET : 200 039 857 000 12
- Statuts : ERP Public 5ème catégorie
- Adresse : 21, Chemin du Stade, 06530 PEYMEINADE
- Téléphone : 04 93 09 38 38
- Mail de l'établissement : sma.poussiniere@paysdegrasse.fr

1.1.2 Identification du gestionnaire :

- Nom de la structure gestionnaire : Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse
- SIREN : 200 039 857
- Statuts : Communauté d'Agglomération, collectivité territoriale publique
- Adresse : 57 avenue Pierre Sémard 06130 GRASSE
- Téléphone : 04 97 05 22 00
- Mail : contact@paysdegrasse.fr ; enfance@paysdegrasse.fr

1.2 Caractéristiques de l'établissement ou du service d'accueil et du gestionnaire

1.2.1 Type et catégorie d'établissement correspondante :

Crèche collective	Jardin d'enfants	Crèche familiale
Micro-Crèche : inférieur ou égal à 12 places Petite crèche : entre 13 et 24 places Crèche : entre 25 et 39 places ☒ Grande crèche : entre 40 et 59 places Très grande crèche : supérieur ou égal à 60 places	Petit Jardin d'enfants : inférieur ou égal à 24 places Jardin d'enfants : entre 25 et 59 places Grand jardin d'enfants : supérieur ou égal à 60 places	Petite crèche familiale : inférieur à 30 places Crèche familiale : entre 30 et 59 places Grande crèche familiale : entre 60 et 89 places

1.2.2 Nature de l'accueil :

☒ Régulier
☒ Occasionnel
☒Urgence
Parental
Saisonnier ou ponctuels (dans la limite de 210 jours par an et 150 jours consécutifs)

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DB2025_019-AU
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

2.1 Le Projet Educatif Petite Enfance de la CAPG (voir annexe)

Le Projet Educatif Petite Enfance est le cadre de référence de l'action des professionnel(le) s du service petite enfance .

Il vise à fédérer les professionnels et les familles autour de valeurs et d'objectifs communs et à donner du sens et de la cohérence à l'action des équipes.

Il définit les orientations, les engagements et les objectifs visés pour assurer l'accueil de l'enfant et l'accompagnement des familles, dans le respect des principes éducatifs de la charte nationale d'accueil du jeune enfant et de la charte de la laïcité
Le projet poursuit trois finalités : des parents sereins , des enfants épanouis et des professionnels investis

Il se compose :
· **de valeurs socles** qu'il s'agit de porter, valoriser et réaliser au quotidien :
La diversité ,l'égalité et l'équité **/** le respect , la sécurité et la bientraitance**/**, la créativité, le plaisir et le bien-être, **/** la communication ,le faire et penser ensemble
Ces valeurs s'appliquent à l'accueil des enfants, mais aussi à celui des parents, comme au travail d'équipe. Elles sont d'égale importance et n'existent que par les liens qu'elles entretiennent les unes avec les autres.
· **d'orientations de travail** qui déclinent les valeurs socles et se traduisent en des postures et des pratiques professionnelles encouragées.

Le service Petite Enfance conçoit son projet éducatif comme un projet ouvert et évolutif autour des objectifs suivants :

L'accueil de l'enfant en crèche : l'enfant au centre de tous les projets qui le concerne

- un accueil de tous les enfants, une mission de service public

L'accueil de la diversité en crèche : une chance pour chacun et une richesse pour tous : mixité sociale, accueil des enfants en situation de handicap ,égalité entre les filles et les garçons, accueil à temps diversifié,

- un accueil chaleureux et personnalisé de chaque enfant : un accueil progressif et individualisé .Grâce à l'observation de son évolution et de ses besoins, les professionnelles sont capables d'adapter leur réponse à chaque enfant.
- une réponse aux besoins et potentialités de l'enfant : veiller à la santé, la sécurité et au bien-être de l'enfant dans tous les moments de la journée.

- Les soins : un temps de relations humaines et affectives (les soins corporels, le sommeil ,les repas ...)
- Le jeu, dehors et dedans : une activité essentielle au développement de l'enfant
- Les activités d'éveil, une ouverture de l'enfant à l'environnement, l'art et la culture

L'accueil et la place des parents au sein des crèches : la communication au cœur de l'accueil des parents

- L'accueil des parents en crèche : un accueil chaleureux et individualisé
- La relation parents-professionnel(le)s : une relation respectueuse, une alliance éducative, un accompagnement de la parentalité
- La participation des parents à la vie de la crèche : penser et créer ensemble

L'accueil en crèche, un travail d'équipe

- Une équipe pluridisciplinaire de professionnel(le)s, une diversité de métiers et des compétences complémentaires au service d'un projet commun
- Une équipe bienveillante, confiante et solidaire rassemblée autour d'un projet
- La crèche :un lieu d'émotions et de réflexion individuelle et collective

Le Projet Educatif Petite Enfance ,référentiel invitant les professionnel(le)s à développer leur créativité pédagogique n'existe qu'à travers son appropriation et sa déclinaison particulière par chaque équipe.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DB2025_019-AU
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

Il appartient à chaque équipe de mettre en œuvre les valeurs et orientations de façon personnalisée dans son projet éducatif et pédagogique, selon sa spécificité et son environnement (localisation, capacité d'accueil, public accueilli, besoins des familles, configuration des locaux, qualifications de l'équipe ...) .

2.2 Le Projet éducatif de la POUSSINIERE, Les valeurs portées par l'équipe de la structure garantissant à l'enfant et à sa famille un accueil de qualité

Ne pas accepter que la logique du collectif et les contraintes qu'il impose, prennent le pas sur les besoins particuliers de chaque individu.

La Bienveillance envers tous :

Le respect de cette valeur est primordial à la Poussinière :
La bienveillance envers l'enfant, la famille de l'enfant, entre collègues professionnelles(entre direction et équipe, équipe et direction), et entre les familles.

Accueillir un enfant dans la bienveillance, c'est : écouter ses émotions, savoir l'observer pour mieux le comprendre, recevoir ses attentes comme naturelles et indispensables, l'accompagner avec douceur et sécurité.

Accueillir une famille dans la bienveillance, c'est : se mettre à l'écoute de..., respecter les différents points de vue, ne pas juger, respecter une éducation différente de la nôtre, ou différente de nos acquis théoriques, rester professionnelle mais s'adapter aux situations diverses, penser que le parent est le premier éducateur de son enfant.

La bienveillance entre collègues, c'est : communiquer le mieux possible, être solidaire d'un agent en difficulté, croiser nos pratiques, respecter nos différents points de vue, ne pas laisser un agent seul.

La bienveillance de la direction envers son équipe c'est : être à l'écoute du mieux possible, mettre en place de bonnes conditions de travail, avoir connaissance du terrain et de ses difficultés pour mieux comprendre et anticiper les situations, mettre en place des réunions fréquentes pour laisser les avis s'exprimer, recevoir un agent dans le respect quand une situation l'impose.

La bienveillance de l'équipe envers la direction c'est : communiquer du mieux possible les informations du terrain au quotidien, ne pas attendre d'alerter quand une difficulté se présente, être solidaire envers une équipe de direction c'est aller dans le même sens du projet éducatif, accepter les décisions hiérarchiques.

La bienveillance entre les familles, c'est : se respecter au quotidien et au travers de routes croisées ;s'entraider quand une situation se présente, respecter les règles de cohabitation au travers du vécu dans et autour de la structure, échanger lors de réunions ou des cafés-parents dans le but de se soutenir, partager de bons moments lors des réunions festives sur la structure.

Respect de l'enfant et de sa famille :

Respect du rythme de l'enfant , c'est: être attentif à ses besoins ; accompagner les temps forts comme le soin, le repas, le sommeil , les temps d'éveil, avec compréhension et empathie. C 'est accepter qu'il choisisse son activité , le moment où il a besoin de dormir, la façon dont il souhaite prendre son repas, son choix de grandir ou de rester encore un peu « petit », d'être propre ou de ne pas vouloir l'être, d'aller vers tel adulte plutôt que tel autre...C'est aussi d'accepter que ce que nous avons prévu, ne se passe pas exactement comme on l'avait prévu, car l'enfant vit l'instant présent, pas toujours à la façon d'un adulte.

Respect de la Famille, c'est : une Familiarisation conjointement menée entre la professionnelle de référence et les parents ;un espace d'accueil réfléchi en équipe sur la place du parent dans la structure ; le choix d'allaiter en continu pour une maman (allier profession et allaitement) ; des moments de confidentialité possibles entre professionnelles et familles ; une disponibilité construite sur l'échange et la confiance ; une communication favorisée par le temps et le lieu d'échange.

Respect de l'enfant dans le groupe, c'est : repenser l'accueil et le déroulement de la journée en « petits

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DB2025_019-AU
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

groupes » ;l'adulte est référente d'un petit groupe et pourra ainsi , mieux observer les enfants en individuels, mieux répondre à leurs attentes, être disponible en cas de besoin de sécurité affective.

La libre exploration de l'enfant dans les univers ludiques au quotidien : Projet en cours :depuis Mai 2024

L'équipe s'est inspirée d'une formation suivie avec Laurence Rameau, initiatrice de la pédagogie « **L'itinérance ludique** ». (Juin 2023)
Pour en savoir plus : https://youtu.be/9FFP4GRnof0?feature=shared

Cette formation a fait écho, et après un temps de réflexion, l'équipe a lancé ce projet sur la Poussinière.
L'équipe a choisi de l'intituler « La libre exploration de l'enfant dans les univers ludiques» : l'enfant est acteur de son choix, libre de ses activités et de circuler dans les espaces ouverts, en toute sécurité.
L'équipe doit s'adapter : aux locaux, à l'effectif, à l'âge des enfants(de 1an à 3 ans), au taux d'encadrement.
L'équipe a réfléchi à la diversité des jeux à proposer, en fonction des salles et du matériel (tri du matériel)
L'équipe a mis en place un roulement avec le rôle de chaque professionnelle en fonction de l'emploi du temps.
Ce projet a impliqué une réorganisation des arrivées et des départs ; il est continuellement évalué et modifié dans le but d'améliorer les conditions de sa réalisation.

Les intérêts pour l'enfant :

- L'enfant est auteur de son jeu
- Découverte à son propre rythme
- Pas de limite dans le temps ou dans l'espace
- L'enfant explore en profondeur, manipule, détourne les objets
- Développement de la créativité, de l'esprit d'initiative
- Favoriser les apprentissages par le jeu
- Valorise les plus grands dans l'esprit d'entraide et de respect des plus petits
- Favorise l'estime de soi
- Limite les conflits et l'agressivité (univers ouverts, moins de frustration, champs des possibles élargi)
- Limite la frustration

Les intérêts professionnels pour l'équipe :

- Intérêt pédagogique (variété des lieux et des ateliers mis à disposition)
- Accompagnement de l'enfant plus individualisé (observation favorisée car l'adulte n'est pas en « multi-tâches »)
- Meilleure organisation du temps et des espaces
- Richesse des jeux proposés
- Moins de difficulté d'encadrement en cas d'absence du personnel
- Projet mettant l'accent sur le travail et la cohésion d'équipe

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DB2025_019-AU
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

Rassurance, accueil individualisé, respect, accompagnement à la fonction parentale :

Tout au long de la journée, les professionnelles s'adressent avec bienveillance aux bébés : elles utilisent une voix douce, en tenant compte de la fragilité du tout-petit ;font attention à ne pas le surprendre par une voix trop forte, ou un geste en arrière du bébé ; les professionnelles s'adressent aux bébés en se mettant à leur hauteur, c'est-à-dire sur les tapis posés au sol ;elles prennent en compte les besoins de sommeil, mais aussi des différents modes d'endormissement de chaque bébé (lit, intérieur ou extérieur-vu au préalable avec la famille), dans une pièce au calme ou dans la salle de vie, accompagné par une main, ou bien aux bras, dans un drap, ou dans un nid d'ange).

Le service fonctionne avec le plus de douceur possible (porte fermées doucement, déplacements lents des adultes, musique élaborée pour le tout-petit, mise en sourdine ou éteinte selon la situation).

La période de familiarisation est définie essentiellement par le parent qui accompagne son enfant ; c'est le parent qui exprime son désir de rester, ou de commencer à nous confier son enfant ;de même, nous ne « prenons » pas un bébé des bras de sa maman, sans que celle-ci nous en manifeste le désir. Cette période est intéressante pour le bébé qui va entendre le mélange des voix, et sentir la communication entre la voix habituelle (de son parent) et celle de la professionnelle qui va s'occuper de lui durant toute une période de référence ;voir annexe Projet pédagogique de le Poussinière, sur le déroulé de la période de familiarisation.

L'équipe tient compte du ressenti des bébés : si un bébé exprime une angoisse, l'équipe va réfléchir et trouver des solutions en collaboration avec sa famille.

Les bébés zen, c'est aussi tenir compte de leur bien-être dans le mouvement. voir annexe Projet pédagogique de le Poussinière La motricité libre

La rassurance, c'est aussi se mettre à disposition de l'enfant qui a un besoin fort d'être sécurisé : le portage peut être une solution ; certaines professionnelles volontaires se sont formées. voir annexe Projet pédagogique de le Poussinière

La base d'un « bébé zen », c'est d'être compris dans sa demande ;comme les bébés n'ont pas encore accès au langage « parlé », l'équipe a choisi de pratiquer la « Communication gestuelle ». voir annexe Projet pédagogique de le Poussinière

L'ouverture de la structure vers un environnement naturel et culturel :

Enrichir l'enfant au travers de découvertes sensorielles proches de la nature, et intellectuelles et culturelles

L'équipe de la Poussinière bénéficie d'un environnement naturel exceptionnel ; un très grand jardin pouvant accueillir des ateliers divers et riches en découvertes.

La configuration du jardin est sécurisée ; l'espace est propice pour de nombreuses découvertes olfactives, auditives et tactiles.

Les équipe ont réalisé un Projet de jardinage dans un coin sécurisé : herbes de senteurs aromatiques ;fraises ; fleurs ;selon les saisons. voir annexe Projet pédagogique de le Poussinière

De plus, dans un respect de l'évolution de la planète, nous avons adhéré à la proposition de la communauté d'agglomération, à un système de compostage. voir annexe Projet pédagogique de le Poussinière

Les enfants de la Poussinière bénéficient de sorties organisées à la Bibliothèque de Peymeinade. Nous nous appuyons sur les droits des bébés lecteurs. Nous favorisons le livre auprès des familles en leur proposant des séances de lecture partagée à la crèche, ou des sorties vers des animations spécifiques autour du livre . voir annexe Projet pédagogique de le Poussinière

Dans chaque salle d'accueil des enfants, des livres sont à disposition des enfants au sol, dans un contenant ;parallèlement, un sac rempli de 5/6 livres sur un thème est accroché au mur, à portée de l'adulte. Le livre est présent tout au long de la journée de l'enfant, et peut se choisir, en lecture différente selon les moments (à 2, seul, avec un petit groupe d'enfants…).

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DB2025_019-AU
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

La Transmission aux familles , accompagnement à la fonction parentale

Au travers des échanges , avec une communication basée sur l'observation de l'enfant, l'équipe transmet des informations sur le développement de son enfant à la famille.

Le temps des transmissions a été l'objet d'un écrit : voir annexe Projet pédagogique de le Poussinière

A chaque retour de formation, les professionnelles font un écrit ; après le fruit d'un travail d'équipe, nous formalisons cet écrit en direction des familles, si nous pensons pouvoir leur apporter de la théorie, ou de l'aide sur la pratique concernant le développement de leur enfant.

C'est le cas sur les sujets suivants sur Les repas- Quand et comment chausser votre enfant-Les pleurs et les colères-Les actes d'agressivité chez le jeune enfant voir annexe Projet pédagogique de le Poussinière

Le respect des émotions et l'accompagnement de l'enfant au quotidien

Les sciences neuro-affectives et sociales sont des sciences récentes qui étudient ce qui se passe dans le cerveau de l'individu quand celui-ci a une relation émotionnelle avec une ou plusieurs autres personnes.

L'équipe de la Poussinière a bénéficié d'une formation commune sur les neurosciences.

Les neurosciences affectives et sociales montrent qu'une relation chaleureuse et empathique génère un cercle vertueux : l'enfant se sent compris, il est motivé, sa réussite scolaire augmente et l'enseignant se sent compétent.

L'équipe a réfléchi sur un projet d'accompagnement de l'enfant dans la gestion de ses émotions (projet en cours). voir annexe Projet pédagogique de le Poussinière

La collaboration entre équipes avec les autres structures

Transferts d'enfants d'une structure à une autre sur la même commune :

A l'approche d'une rentrée, et dans le but de favoriser l'entrée en crèche de nombreux enfants, nous effectuons un transfert des enfants plus âgés de la Poussinière vers la crèche Daudet, à Peymeinade.
Un travail d'équipe de direction s'instaure de Janvier à Juillet : nous procédons à la réalisation des listes d'enfants en capacité d'aller sur une autre structure (accord de la famille, âge de l'enfant, praticité géographique et physique).
Des temps de rencontres sont organisés entre les deux équipes ; puis avec le groupe d' enfants concernés.
Au fur et à mesure des sorties, et de temps de jeux dans les nouveaux espaces, on instaure un temps de rencontre sur les repas ;selon le climat, des pique-niques sont organisés.
Les enfants vivent ainsi une « familiarisation accompagnée » durant environ deux mois (juin et juillet).Les équipes évoluent conjointement dans le but de faciliter le changement des personnes de référence pour les enfants. voir annexe Projet pédagogique de le Poussinière

Accueil-relais durant les fermetures des crèches :

Afin d'anticiper sur les besoins des familles, et durant nos fermetures, certains accueils sont possibles ; ceci par roulement des crèches en fermeture ;
Il est proposé aux familles de pouvoir replacer leur enfant dans une structure ouverte.
Cet accueil a été réfléchi et organisé par les directrices qui ont créé un document.
Une fiche de renseignements sur chaque enfant est remplie par les professionnelles (uniquement sur ses habitudes et en faisant attention que cet écrit ne porte pas de jugement de valeur sur un enfant, mais qu'il soit bien un transfert d'informations du quotidien). voir annexe Projet pédagogique de le Poussinière

Travail de collaboration lors des évènements communs entre les structures

Toutes les équipes des professionnelles travaillant en crèche sont concernées par des Journée à thème en commun ;des groupes de travail sont mis en place afin d'élaborer un projet ensemble et en mélangeant les personnels afin de favoriser les échanges et l'enrichissement de chaque professionnelle.

Exemples : Fête des familles, Les 10 ans de la CAPG, Les journées pédagogiques (tous les personnels Petite enfance)

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DB2025_019-AU
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

CHARTE NATIONALE POUR L'ACCUEIL DU JEUNE ENFANT

DIX GRANDS PRINCIPES
POUR GRANDIR EN TOUTE CONFIANCE

1 Pour grandir sereinement, j'ai besoin que l'on m'accueille quelle que soit ma situation ou celle de ma famille.

2 J'avance à mon propre rythme et je développe toutes mes facultés en même temps : pour moi, tout est langage, corps, jeu, expérience. J'ai besoin que l'on me parle, de temps et d'espace pour jouer librement et pour exercer mes multiples capacités.

3 Je suis sensible à mon entourage proche et au monde qui s'offre à moi. Je me sens bien accueilli.e quand ma famille est bien accueillie, car mes parents constituent mon point d'origine et mon port d'attache.

4 Pour me sentir bien et avoir confiance en moi, j'ai besoin de professionnel.le.s qui encouragent avec bienveillance mon désir d'apprendre, de me socialiser et de découvrir.

5 Je développe ma créativité et j'éveille mes sens grâce aux expériences artistiques et culturelles. Je m'ouvre au monde par la richesse des échanges interculturels.

6 Le contact réel avec la nature est essentiel à mon développement.

7 Fille ou garçon, j'ai besoin que l'on me valorise pour mes qualités personnelles, en dehors de tout stéréotype. Il en va de même pour les professionnel.le.s qui m'accompagnent. C'est aussi grâce à ces femmes et à ces hommes que je construis mon identité.

8 J'ai besoin d'évoluer dans un environnement beau, sain et propice à mon éveil.

9 Pour que je sois bien traité.e, il est nécessaire que les adultes qui m'entourent soient bien traités. Travailler auprès des tout-petits nécessite des temps pour réfléchir, se documenter et échanger entre collègues et avec d'autres intervenants.

10 J'ai besoin que les personnes qui prennent soin de moi soient bien formées et s'intéressent aux spécificités de mon très jeune âge et de ma situation d'enfant qui leur est confié par mon ou mes parents.

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

ALLOCATIONS FAMILIALES

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DB2025_019-AU
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

Charte de la laïcité de la branche Famille avec ses partenaires

PRÉAMBULE

La branche Famille et ses partenaires, considérant que l'ignorance de l'autre, les injustices sociales et économiques et le non-respect de la dignité de la personne sont le terreau des tensions et repli identitaires, s'engagent par la présente charte à respecter les principes de la laïcité tels qu'ils résultent de l'histoire et des lois de la République.

Au lendemain des guerres de religion, à la suite des Lumières et de la Révolution française, avec les lois scolaires de la fin du XIXe siècle, avec la loi du 9 décembre 1905 de « Séparation des Églises et de l'État », la laïcité garantit tout d'abord la liberté de conscience, dont les pratiques et manifestations sociales sont encadrées par l'ordre public. Elle vise à concilier liberté, égalité et fraternité en vue de la concorde entre les citoyens. Elle participe du principe d'universalité qui fonde aussi la Sécurité sociale et a acquis, avec le préambule de 1946, valeur constitutionnelle. L'article 1er de la Constitution du 4 octobre 1958 dispose d'ailleurs que « La France est une République indivisible, laïque, démocratique et sociale. Elle assure l'égalité devant la loi de tous les citoyens sans distinction d'origine, de race ou de religion. Elle respecte toutes les croyances ».

L'idéal de paix civile qu'elle poursuit ne sera réalisé qu'à la condition de s'en donner les ressources, humaines, juridiques et financières, tant pour les familles, qu'entre les générations, ou dans les institutions. À cet égard, la branche Famille et ses partenaires s'engagent à se doter des moyens nécessaires à une mise en œuvre bien comprise et attentionnée de la laïcité. Cela se fera avec et pour les familles et les personnes vivant sur le sol de la République quelles que soient leur origine, leur nationalité, leur croyance.

Depuis soixante-dix ans, la Sécurité Sociale incarne aussi ces valeurs d'universalité, de solidarité et d'égalité. La branche Famille et ses partenaires tiennent par la présente charte à réaffirmer le principe de laïcité en demeurant attentifs aux pratiques de terrain, en vue de promouvoir une laïcité bien comprise et bien attentionnée. Élaborée avec eux, cette charte s'adresse aux partenaires, mais tout autant aux allocataires qu'aux salariés de la branche Famille.

ARTICLE 1
LA LAÏCITÉ EST UNE RÉFÉRENCE COMMUNE

La laïcité est une référence commune à la branche Famille et ses partenaires. Il s'agit de promouvoir des liens familiaux et sociaux apaisés et de développer des relations de solidarité entre et au sein des générations.

ARTICLE 2
LA LAÏCITÉ EST LE SOCLE DE LA CITOYENNETÉ

La laïcité est le socle de la citoyenneté républicaine, qui promeut la cohésion sociale et la solidarité dans le respect du pluralisme des convictions et de la diversité des cultures. Elle a pour vocation l'intérêt général.

ARTICLE 3
LA LAÏCITÉ EST GARANTE DE LA LIBERTÉ DE CONSCIENCE

La laïcité a pour principe la liberté de conscience. Son exercice et sa manifestation sont libres dans le respect de l'ordre public établi par la loi.

ARTICLE 4
LA LAÏCITÉ CONTRIBUE À LA DIGNITÉ DE LA PERSONNE ET A L'ÉGALITÉ D'ACCÈS AUX DROITS

La laïcité contribue à la dignité des personnes, à l'égalité entre les femmes et les hommes, à l'accès aux droits et au traitement égal de toutes et de tous. Elle reconnaît la liberté de croire et de ne pas croire. La laïcité implique le rejet de toute violence et de toute discrimination raciale, culturelle, sociale et religieuse.

ARTICLE 5
LA LAÏCITÉ GARANTIT LE LIBRE ARBITRE ET PROTÈGE DU PROSÉLYTISME

La laïcité offre à chacune et à chacun les conditions d'exercice de son libre arbitre et de la citoyenneté. Elle protège de toute forme de prosélytisme qui empêcherait chacune et chacun de faire ses propres choix.

ARTICLE 6
LA BRANCHE FAMILLE RESPECTE L'OBLIGATION DE NEUTRALITÉ DES SERVICES PUBLICS

La laïcité implique pour les collaborateurs et administrateurs de la branche Famille, en tant que participant à la gestion du service public, une stricte obligation de neutralité ainsi que d'impartialité. Les salariés ne doivent pas manifester leurs convictions philosophiques, politiques et religieuses. Nul salarié ne peut notamment se prévaloir de ses convictions pour refuser d'accomplir une tâche. Par ailleurs, nul usager ne peut être exclu de l'accès au service public en raison de ses convictions et de leur expression, dès lors qu'il ne perturbe pas le bon fonctionnement du service et respecte l'ordre public établi par la loi.

ARTICLE 7
LES PARTENAIRES DE LA BRANCHE FAMILLE SONT ACTEURS DE LA LAÏCITÉ

Les règles de vie et l'organisation des espaces et temps d'activités des partenaires sont respectueux du principe de laïcité en tant qu'il garantit la liberté de conscience. Ces règles peuvent être précisées dans le règlement intérieur. Pour les salariés et bénévoles, tout prosélytisme est proscrit et les restrictions au port de signes, ou tenues, manifestant une appartenance religieuse sont possibles si elles sont justifiées par la nature de la tâche à accomplir, et proportionnées au but recherché.

ARTICLE 8
AGIR POUR UNE LAÏCITÉ BIEN ATTENTIONNÉE

La laïcité s'apprend et se vit sur les territoires selon les réalités de terrain, par des attitudes et manières d'être les uns avec les autres. Ces attitudes partagées et à encourager sont : l'accueil, l'écoute, la bienveillance, le dialogue, le respect mutuel, la coopération et la considération. Ainsi, avec et pour les familles, la laïcité est le terreau d'une société plus juste et plus fraternelle, porteuse de sens pour les générations futures.

ARTICLE 9
AGIR POUR UNE LAÏCITÉ BIEN PARTAGÉE

La compréhension et l'appropriation de la laïcité sont permises par la mise en œuvre de temps d'information, de formations, la création d'outils et de lieux adaptés. Elle est prise en compte dans les relations entre la branche Famille et ses partenaires. La laïcité, en tant qu'elle garantit l'impartialité vis-à-vis des usagers et l'accueil de tous sans aucune discrimination, est prise en considération dans l'ensemble des relations de la branche Famille avec ses partenaires. Elle fait l'objet d'un suivi et d'un accompagnement conjoints.

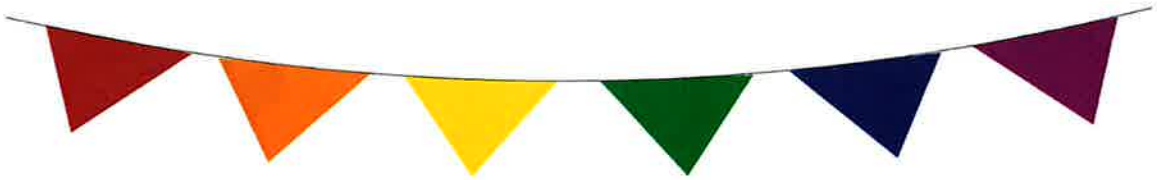
Adoptée par le Conseil d'administration de la Cnaf le 1er septembre 2015.

Allocations familiales

Liberté · Égalité · Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Sécurité sociale
La Vie en Plus

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DB2025_019-AU
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025



Je suis un enfant !

Je ne suis pas fait pour rester tranquille, ne rien toucher, attendre mon tour, faire la queue ou rester silencieux tout le temps !

J'ai besoin de…
mouvement, exploration, d'aventure et d'utiliser mon corps entier pour découvrir le monde !

LAISSEZ MOI JOUER !

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DB2025_019-AU
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

3.1 Les Caractéristique du territoire d'implantation de la structure

3.1.1 Les caractéristiques du lieu d'implantation de la structure

L'établissement d'accueil La Poussinière est implanté sur la commune de Peymeinade, dans le département des Alpes Maritimes, en région Provence Alpes Côte d'Azur.

Localisée entre mer et montagne, sur la route Nationale de Draguignan, au centre d'une région touristique, 7km de Grasse (sous-préfecture) , 21 km de Cannes, 46 km de Nice et de son aéroport international la commune de Peymeinade est un bourg rural membre de la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse (23 communes) d'une superficie de 9.76 km².

Les communes limitrophes sont Le Tignet, Grasse, Spéracedes, Cabris.

Les équipements présents sur la commune :

- Etablissements d'enseignement :
  - groupe scolaire Fragonard
  - groupe scolaire Le mistral
  - groupe scolaire Saint-Exupéry
  - collège Paul Arène
- Professionnels et établissements de santé
  - Médecins généralistes, psychiatre, psychologue, kinésithérapeutes, orthophonistes, dentistes
  - Pharmacies,
  - Laboratoires d'analyses médicales
- Equipements sportifs et culturels
  - Bibliothèque
  - Salle des fêtes
  - Complexes sportifs
- Mairie et Centre communal d'action sociale (CCAS)
- associations culturelles et sportives

Equipements présents sur le territoire intercommunal (CAPG) (liste non exhaustive)

- Relais petite enfance itinérant (haut et moyen Pays de la CAPG)et relais petite enfance (communes de Grasse, Mouans- Sartoux)
- Lieux d'accueil enfants parents (LAEP) (communes de Grasse, Mouans- Sartoux)
- Collèges (communes de Grasse, Mouans- Sartoux ,Pégomas, Peymeinade, Saint- Vallier-de-Thiey)
- Sous-préfecture ((commune de Grasse)
- Lycées d'enseignement général et technique (commune de Grasse)
- Maison des solidarités départementale (MSD) (commune de Grasse)
- Maison des 1000 1ers jours (commune de Grasse)
- Centre de PMI (commune de Grasse)
- CPAM(commune de Grasse)
- CAF (commune de Grasse)
- Centre hospitalier (commune de Grasse)

Equipements sportifs et culturels sur le territoire (liste non exhaustive)

- Espace Culturel et Sportif (communes de la Grasse, Roquette-sur-Siagne, Valderoure ,Saint-Cézaire-sur – Siagne)
- Musée International de la Parfumerie (MIP) (commune de Grasse)
- Jardins du MIP (Commune de Mouans- Sartoux)
- Médiathèques(commune de Grasse, Mouans-Sartoux, Pégomas ,la Roquette sur Siagne, Saint-Cézaire-sur – Siagne)
- Ludothèque (communes de Grasse, Mouans- Sartoux)
- Conservatoire (commune de Grasse) et Ecole de musique (communes de Peymeinade, Mouans-Sartoux)

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DB2025_019-AU
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

- Cinéma (communes de Grasse, Mouans- Sartoux)
- Théâtre (commune de Grasse)
- Centre culturel (commune de Mouans- Sartoux, Pégomas)
- Piscine (communes de Grasse, Peymeinade)
- Musée d'art et d'histoire de Provence(commune de Grasse)
- Equipements sportifs (tout le territoire)

Au-delà des équipements, le territoire communal et communautaire est très riche en associations culturelles et sportives

La petite enfance sur la commune

Nom de la commune	0-3ans (2016)	0-3ans (2021)	Variation 2016-2021 (nb)	Variation 2016-2021 (%)
Peymeinade	199	200	1	0,5%

L'offre d'accueil

- **L'accueil individuel :**

Au domicile d'un assistant (e)maternel(le) agrée

	2019		2020		2021		2022		2023		2024	
	Nbre ass mat	Nbre de places	Nbre ass mat	Nbre de places	Nbre ass mat	Nbre de places	Nbre ass mat	Nbre de places	Nbre ass mat	Nbre de places	Nbre ass mat	Nbre de places
PEYMEINADE	21	67	27	84	30	96	29	96	31	101	33	105

Au sein d'une Maison d'assistant(e)s maternel(le)s :

A Peymeinade : MAM Z'AILES capacité de 8 places

- **L'accueil collectif** :

Au sein d'un multi accueil de la CAPG

structures	Capacités et âges
La Poussinière : Peymeinade	40 places, de 2 mois et demis à 5 ans révolus
Daudet : Peymeinade	18 places de 18 mois à 5 ans révolus

Soit un total de 163 places d'accueil du jeune enfant sur le territoire communal en 2024.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DB2025_019-AU
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

3.1.2-Les caractéristiques socio-démographiques et économiques de la population

Evolution et structure de la population

POP T1 - Population en historique depuis 1968

	1968(*)	1975(*)	1982	1990	1999	2010	2015	2021
Population	1 765	3 229	4 479	6 293	7 120	7 867	8 116	8 256
Densité moyenne (hab/km²)	180,8	330,8	458,9	644,8	729,5	806,0	831,6	845,9

(*) 1967 et 1974 pour les DOM
Les données proposées sont établies à périmètre géographique identique, dans la géographie en vigueur au 01/01/2024.
Sources : Insee, RP1967 à 1999 dénombrements, RP2010 au RP2021 exploitations principales.

La forte croissance démographique observée depuis 1975 atteint son maximum en 2021. Entre 2015 et 2021, la population a augmentée de 1.72%.
La densité moyenne de population (hab/ km²) est de 845.9 en 2021 (831.6 en 2015).

RFD G1 - Naissances et décès domiciliés

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Décès domiciliés	56	91	76	72	82	70	82	103	76	76
Naissances domiciliées	68	74	83	63	66	74	76	66	72	70

Source : Insee, statistiques de l'état civil en géographie au 01/01/2024.

De 2014 à 2016 le nombre de naissance est supérieur au nombre de décès.
De 2017 à 2023 le nombre de naissance est inférieur au nombre de décès.

POP T4 - Lieu de résidence 1 an auparavant

Lieu de résidence	2015	%	2021	%
Personnes d'1 an ou plus habitant auparavant :	**8 049**	**100,0**	**8 184**	**100,0**
Dans le même logement	*7 001*	*87,0*	*7 271*	*88,8*
Dans un autre logement de la même commune	*265*	*3,3*	*229*	*2,8*
Dans une autre commune	*783*	*9,7*	*683*	*8,3*

Source : Insee, RP2015 et RP2021, exploitations principales, géographie au 01/01/2024.

En 2021, la population de la commune de Peymeinade est composée de plus de 8.3%.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DB2025_019-AU
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

POP T0 - Population par grandes tranches d'âges

Âge	2010	%	2015	%	2021	%
Ensemble	**7 867**	**100,0**	**8 116**	**100,0**	**8 256**	**100,0**
0 à 14 ans	1 308	16,6	1 364	16,8	1 334	16,2
15 à 29 ans	1 087	13,8	1 069	13,2	995	12,1
30 à 44 ans	1 481	18,8	1 389	17,1	1 374	16,6
45 à 59 ans	1 658	21,1	1 744	21,5	1 790	21,7
60 à 74 ans	1 457	18,5	1 581	19,5	1 720	20,8
75 ans ou plus	876	11,1	969	11,9	1 043	12,6

Sources : insee, RP2010, RP2015 et RP2021, exploitations principales, géographie au 01/01/2024.

La classe d'âge des 25-44 ans qui correspondu à celle pour laquelle la probabilité d'avoir des enfants est la plus forte diminue depuis 2010.
Les plus de 60 ans représentent un tiers de la population en 2021.

Composition-Familles-Ménages

Le nombre de familles avec enfants a diminué entre 2015 et 2021 (-7,6%)

FAM T1 - Ménages selon leur composition

Type de ménages	Nombre de ménages						Population des ménages		
	2010	%	2015	%	2021	%	2010	2015	2021
Ensemble	**3 444**	**100,0**	**3 645**	**100,0**	**3 809**	**100,0**	**7 848**	**8 125**	**8 250**
Ménages d'une personne	**1 000**	**29,0**	**1 130**	**31,0**	**1 295**	**34,0**	**1 000**	**1 130**	**1 295**
Hommes seuls	396	11,5	405	11,1	558	14,7	396	405	558
Femmes seules	604	17,5	725	19,9	736	19,3	604	725	736
Autres ménages sans famille	**80**	**2,3**	**80**	**2,2**	**20**	**0,5**	**164**	**165**	**50**
Ménages avec famille(s) dont la famille principale est :	**2 364**	**68,6**	**2 435**	**66,8**	**2 494**	**65,5**	**6 684**	**6 830**	**6 905**
Un couple sans enfant	1 104	32,1	1 085	29,8	1 247	32,7	2 244	2 205	2 593
Un couple avec enfant(s)	976	28,3	1 015	27,8	935	24,6	3 712	3 770	3 498
Une famille monoparentale	284	8,2	335	9,2	312	8,2	728	855	814

Sources : Insee, RP2010, RP2015 et RP2021, exploitations complémentaires, géographie au 01/01/2024.

En 2021 les ménages sans enfants représentent 50% des ménages (57% des couples).

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DB2025_019-AU
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

FAM T4 - Familles selon le nombre d'enfants âgés de moins de 25 ans

Nombre d'enfants	2010	%	2015	%	2021	%
Ensemble	**2 388**	**100,0**	**2 440**	**100,0**	**2 544**	**100,0**
Aucun enfant	1 264	52,9	1 225	50,2	1 422	55,9
1 enfant	476	19,9	585	24,0	528	20,7
2 enfants	496	20,8	490	20,1	470	18,5
3 enfants	132	5,5	105	4,3	104	4,1
4 enfants ou plus	20	0,8	35	1,4	20	0,8

Sources : Insee, RP2010, RP2015 et RP2021, exploitations complémentaires, géographie au 01/01/2024.

Les familles avec enfants représentent 44,10% des familles en 2021 (3% de moins qu'en 2015).
La part des familles nombreuses (3 enfants et plus) est en diminution entre 2015 et 2021 (moins 0,8%).

FAM T3 - Composition des familles

Type de famille	2010	%	2015	%	2021	%
Ensemble	**2 388**	**100,0**	**2 440**	**100,0**	**2 544**	**100,0**
Couples avec enfant(s)	**984**	**41,2**	**1 015**	**41,6**	**940**	**37,0**
Familles monoparentales	**288**	**12,1**	**335**	**13,7**	**322**	**12,7**
Hommes seuls avec enfant(s)	60	2,5	45	1,8	55	2,2
Femmes seules avec enfant(s)	228	9,5	290	11,9	267	10,5
Couples sans enfant	**1 116**	**46,7**	**1 090**	**44,7**	**1 282**	**50,4**

Sources : Insee, RP2010, RP2015 et RP2021, exploitations complémentaires, géographie au 01/01/2024.

La part de familles monoparentales représentent 12,7% des familles avec enfants en 2021.
Le nombre de familles monoparentales a légèrement diminué entre 2015 et 2021 (1%).

FAM T3bis - Composition détaillée des familles composées de couples avec enfant(s)

Couples avec enfant(s)	2021	%
Ensemble	**940**	**100,0**
Famille traditionnelle	815	86,7
Famille recomposée	125	13,3

Sources : Insee, RP2021, exploitation complémentaire, géographie au 01/01/2024.

Les familles recomposées ne représentent que 13.3 des familles.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DB2025_019-AU
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

LOG T1 - Évolution du nombre de logements par catégorie en historique depuis 1968

Catégorie de logement	1968(*)	1975(*)	1982	1990	1999	2010	2015	2021
Ensemble	**791**	**1 639**	**2 492**	**3 301**	**3 776**	**4 207**	**4 482**	**4 616**
Résidences principales	607	1 281	1 854	2 667	3 030	3 445	3 640	3 808
Résidences secondaires et logements occasionnels	75	201	434	481	476	437	402	292
Logements vacants	109	157	204	153	270	325	440	517

(*) 1967 et 1974 pour les DOM
Les données proposées sont établies à périmètre géographique identique, dans la géographie en vigueur au 01/01/2024.
Sources : Insee, RP1967 à 1999 dénombrements, RP2010 au RP2021 exploitations principales.

Le nombre de logements en constante progression (+1.4% entre 2015 et 2021) est constitué de 82.49% de résidences principales en 2021.

Le nombre de logements vacants a augmenté de 17.5 % entre 2015 et 2021 et représente 11.2% du nombre de logements en 2021.

En 2021 près de 70.8% des ménages sont propriétaires de leur logement.

Activité

Population active, emploi et chômage au sens du recensement

EMP T1 - Population de 15 à 64 ans par type d'activité

Type d'activité	2010	2015	2021
Ensemble	**4 806**	**4 746**	**4 750**
Actifs en %	**73,7**	**76,3**	**78,1**
Actifs ayant un emploi en %	67,3	66,8	70,1
Chômeurs en %	6,5	9,5	8,0
Inactifs en %	**26,3**	**23,7**	**21,9**
Élèves, étudiants et stagiaires non rémunérés en %	8,1	8,2	7,5
Retraités ou préretraités en %	9,9	8,0	7,3
Autres inactifs en %	8,3	7,5	7,0

Sources : Insee, RP2010, RP2015 et RP2021, exploitations principales, géographie au 01/01/2024.

En 2021, une grosse majorité (70.1%) de la population des 15 – 64 ans est composée d'actifs ayant un emploi.

Le taux de chômage a baissé de 1.5% entre 2015 et 2021.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DB2025_019-AU
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

Caractéristiques de l'emploi au sens du recensement en 2021

Commune de Peymeinade (06095)

ACT T1 - Population de 15 ans ou plus ayant un emploi selon le statut en 2021

Statut d'emploi	Nombre	%	dont % temps partiel	dont % femmes
Ensemble	**3 418**	**100,0**	**16,0**	**49,8**
Salariés	2 752	80,5	16,1	52,7
Non-salariés	666	19,5	15,7	37,9

Source : Insee, RP2021 exploitation principale, géographie au 01/01/2024.

En 2021, 80.5% des plus de 15 ans ayant un emploi sont salariés.

Catégories socio professionnelles 2021

POP T6 - Population de 15 ans ou plus par sexe, âge et catégorie socioprofessionnelle en 2021

Catégorie socioprofessionnelle	Hommes	Femmes	Part en % de la population âgée de		
			15 à 24 ans	25 à 54 ans	55 ans ou +
Ensemble	**3 311**	**3 625**	**100,0**	**100,0**	**100,0**
Agriculteurs exploitants	15	10	0,0	0,3	0,4
Artisans, commerçants, chefs d'entreprise	337	141	4,0	11,6	3,4
Cadres et professions intellectuelles supérieures	397	266	0,8	16,2	5,5
Professions intermédiaires	447	683	12,0	28,8	6,4
Employés	226	734	10,4	23,3	6,4
Ouvriers	417	90	13,6	11,9	2,2
Retraités	1 151	1 167	0,0	0,2	68,1
Autres personnes sans activité professionnelle	321	533	59,1	7,8	7,6

Source : Insee, RP2021 exploitation complémentaire, géographie au 01/01/2024.

En 2021, la population des 25 – 54 ans est majoritairement constituée (44.8%) de cadres et de professions intermédiaires, 7.8% de cette population est sans activité professionnelle.

ACT T4 - Lieu de travail des actifs de 15 ans ou plus ayant un emploi qui résident dans la zone

Zone du lieu de travail	2010	%	2015	%	2021	%
Ensemble	**3 284**	**100**	**3 245**	**100**	**3 418**	**100**
Travaillent :						
dans la commune de résidence	753	22,9	745	23,0	680	19,9
dans une commune autre que la commune de résidence	2 531	77,1	2 500	77,0	2 738	80,1

Sources : Insee, RP2010, RP2015 et RP2021, exploitations principales, géographie au 01/01/2024.

En 2021, 80.1% des actifs de plus de 15 ans avec emploi travaillent à l'extérieur de la commune.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DB2025_019-AU
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

Niveau de vie

Nom des communes	Médiane du revenu disponible par unité de consommation (euros) - 2016	Médiane du revenu disponible par unité de consommation (euros) - 2021	Variation 2016-2021 (en euros)	Variation 2016-2021 (en %)
Peymeinade	23 411	25 440	2 029	8,7%

En 2021, le niveau de vie médian mensuel est de 2120€, il a augmenté de 8.7% entre 2016 et 2021. En 2018, 9% de la population vit sous le seuil de pauvreté.

EVOLUTION DES PARTICIPATIONS FAMILIALES MOYENNES au sein de l'EAJE DAUDET

	2018	2019	2020	2021	2022	2023
POUSSINIERE	1,62 €/h	1,71 €/h	1,79 €/h	1,70 €/h	1,70 €/h	1,92 € /h

3.2-L'intégration de la structure à son environnement et le maillage avec l'offre de service de ses partenaires

L'EAJE la POUSSINIERE est l'un des 6 EAJE(2 à Peymeinade, 1 à le Tignet, 1 à St Cézaire-sur-Siagne, 1 à St Vallier-de-Thiey , 1 à Seranon) du service petite enfance de la CAPG

La structure entretient à ce titre :

→ des liens permanents avec :
- la direction petite enfance, la direction des autres EAJE et l'ensemble de l'équipe pluridisciplinaire du service .
- le Relais Petite Enfance(RPE) de la CAPG situé à Spéracédes et itinérant :

lieu dédié à l'accueil du jeune enfant. Guichet unique de préinscription pour tous les EAJE CAPG, le relais s'adresse aux parents et aux professionnels de l'accueil individuel .C'est un lieu d'informations, de rencontres ,d'échanges et de professionnalisation.

→ des liens fonctionnels avec les services de la CAPG
- Techniques, Prévention Sécurité, RH, Finances ,Energie, Environnement, Culture, Jeunesse et sports, Egalité femmes-hommes, Emploi ….
-

→ des liens avec les services municipaux, équipements et infrastructures de la commune de Peymeinade

→ des liens avec les partenaires institutionnels ,financiers, associatifs :
- Direction départementale de l'enfance
- MSD (Maison des solidarités départementales)
- PMI (Protection Maternelle et Infantile) :En charge de l'agrément, du contrôle et de l'accompagnement des établissements : rencontres bi annuelles+ échanges réguliers sur les enfants accueillis tout au long de l'année
- CAMPS de Grasse(Centre d'Action Médico-Sociale Précoce) HARPEGES rencontres et échanges à la demande, notamment dans le cadre de l'accueil d'enfant à besoins spécifiques
- PRH 06 (Pole Ressources Handicap)API-END
- CAF (caisse d'allocations familiales) des Alpes Maritimes

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DB2025_019-AU
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

La CAF est un des acteurs majeurs du développement et du fonctionnement des structures petite enfance. Elle fixe les montants des participations familiales, apporte son expertise et les cofinancements essentiels à l'investissement et au fonctionnement de l'établissement.

- le REAAP 06 : Réseau d'écoute, d'appui et d'accompagnement à la parentalité des Alpes Maritimes prend appui sur un réseau de parents, de bénévoles et de professionnels qui permettent la mise en place d'actions visant à conforter, à travers le dialogue et l'échange, les compétences des parents et la mise en valeur de leurs capacités. Les parents se rencontrent dans différents lieux (centres sociaux, écoles, crèches, ludothèques, salles municipales...) et autour d'activités (groupe de parole, conférence débat, activités parents enfants...), avec ou sans l'appui de professionnels du secteur (médiateurs familiaux, travailleurs sociaux) pour renforcer par le dialogue et l'échange leur capacité à exercer pleinement leur responsabilité parentale.

- Education nationale

Le tissage de liens locaux, avec l'école maternelle, favorise les transitions de l'enfant entre ses milieux de vie successifs et la continuité éducative
Vers le mois de Mai, l'Equipe de la crèche remplit un tableau avec les écoles maternelles et le nom des enfants de la crèche ;afin de voir si certains seront à la même école.
La directrice de la crèche contacte la directrice des 3 écoles maternelles sur Peymeinade et prend 3 rendez-vous de rencontres crèche/école. Pour le mois de Juin.
Un planning est établi avec l'équipe et les parents afin d'organiser une matinée dans le milieu scolaire, en accord avec l'institutrice de maternelle.
L' institutrice prévoit un temps de partage au sein de l'école : soit univers motricité ; soit univers culturel (livres, histoires, chansons) ; ces univers ont été réfléchi en fonction de la correspondance avec l'âge des enfants de la crèche (2ans, 2.5 ans). En deuxième temps, les enfants découvrent la cour d'école, avec les nouveaux jeux moteurs.
Les auxiliaires accompagnent les enfants dans cette découverte, par le langage, les gestes.
Les familles sont sollicitées pour faire le trajet aller et retour .
Les familles auront de leur côté un rendez-vous privatisé avec la directrice et leur enfant.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DB2025_019-AU
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

3.2 Les modalités de participation des familles

3.2.1 Participation des familles à la vie de la structure

Objectif pédagogique	Descriptif de l'action	Impact attendu sur les enfants et/ou leurs familles	Fréquence	Modalités d'information et d'évaluation des actions mise en place
Journée « porte-ouverte : Inclure les familles à la vie quotidienne en vue de les informer Rassurer sur la prise en charge de leur enfant.	Une journée pour accueillir les familles dans le quotidien de leur enfant. Les pro s'organisent pour que l'accueil et la présence des familles puissent avoir lieu dans de bonnes conditions. Le projet est anticipé quelques mois en amont. Les familles sont prévenues par un Mail + affichage dans nos locaux. Selon le nombre d'inscrits, l'équipe pourra décider de proposer une ou plusieurs journées ;afin de ne pas se retrouver en trop grand nombre dans les salles.	Un partage, un échange, un réel du vécu de l'enfant.	1 à 2x par An	Retour des familles. Observation des enfants.
Goûters collectifs de fin d'année : Accueillir les familles dans un cadre festif Vécu partagé avec leur enfant et avec l'équipe (co éducation)	Goûter des fêtes de fin d'année. Goûter en Juillet jumelé avec une journée à thème pour les enfants. Chasse aux œufs	Une rencontre entre les familles et les équipes autour de l'enfant	3 x par An	Retour des familles. Joie des enfants
Réunions dans chaque service : Présenter aux familles le projet du service/ le groupe des enfants/répondre aux questions des parents.	Dans le but d'éclaircir la journée de leur enfant aux familles, une réunion en présence de l'équipe des professionnelles en charge des enfants se tiendra au minimum 1x par an. Cette réunion est d'abord une explication du déroulement de la journée. Elle est l'occasion pour les familles de poser beaucoup de questions ; pour les professionnelles d' expliquer pourquoi nous agissons de telle façon avec l'enfant, et ce que les parents peuvent faire pour nous aider.	Une pratique en commun avec les familles sur les moments forts vécus avec l'enfant (repas, repos, propreté, acquisitions et étapes, langage, le bienfait du livre).	1 à 2 x par An	Retour du terrain. Retour des familles. Nombre des familles intéressées.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DB2025_019-AU
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

Réunion des nouvelles familles : objectif : Créer de la confiance	Courant Juillet et avant la Rentrée, une réunion de rencontre entre les nouvelles familles et l'équipe de professionnelle a lieu dans nos locaux. La directrice présente la structure, décrit le fonctionnement succinctement (Règlement de fonctionnement déjà fourni en amont), présente l'équipe. Puis chaque professionnelle se présente et présente son projet pour son groupe d'enfants ;ce projet peut-être collectif (projet d'équipe), ou individuel à mener au courant de l'année. A la fin de la réunion, les familles vont dans le service futur de leur enfant, et prévoit leur planning d'Adaptation pour les premiers jours avec leur référente.	Plus de clarté pour les familles .Une anticipation sur l'emploi d temps des familles lors de la rentrée (rdv vs pris à l'avance). .Une pré-connaissance des pro des nouvelles familles/enfants accueillis	1 x par An	Retour des familles. Une familiarisation commencée bien avant la rentrée.
Objectif pédagogique	Descriptif de l'action	Impact attendu sur les enfants et/ou leurs familles	Fréquence	Modalités d'information et d'évaluation des actions mise en place
Réunion avec les parents sur un sujet ciblé sur l'âge ou les besoins des enfants	Dans le but de répondre aux questionnements des familles sur les rythmes et habitudes de leur bébé. Les questions d'Alimentation et sur le Sommeil sont fréquentes et récurrentes.	Une réassurance des familles sur leur rôle de parent. Un travail de coéducation mis en lumière lors de la réunion.	1 à 2 X par An	Retour des familles, oral, écrit (mail). Compte-rendu écrit du contenu informatif de la réunion à toutes les familles.
Le café des parents : Accueillir les émotions des parents, rassurer, inviter à l'apaisement Inviter au rire pour soulager dans cette épreuve de séparation	Durant la période des adaptations, les parents sont invités soit au bureau, soit dans le hall d'accueil à prendre une boisson proposée par l'équipe. C'est l'occasion de partager leur ressenti, de se sentir écouté.	Créer du lien, se sentir bien accueilli, partir confiant pour son enfant	En début d'année, tous les matins, durant les différentes périodes d'adaptation. En cours d'année, pour toute nouvelle arrivée d'enfant.	Proposé Oralement. Retour : Bienfait évalué sur le confort de l'enfant dans sa période d'adaptation (lié au ressenti des parents).

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DB2025_019-AU
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

3.2.2 Actions de soutien à la parentalité proposées

Objectif pédagogique	**Descriptif de l'action**	**Impact attendu sur les enfants et/ou leurs familles**
Porte ouverte aux familles	Sur une journée, l'accueil des familles en « inclusif » est proposé. Les familles peuvent participer à la vie quotidienne, observer leur enfant dans le milieu collectif, échanger avec les professionnelles, accompagner leur enfant dans un cadre différent de celui de la maison.	Mélange Professionnelles et familles : permet d'établir un lien ; permet à l'enfant de vivre sa journée sous les yeux de son/ses parent(s). Travail fondé sur la collaboration, la co-éducation. Les familles prennent conscience de l'impact de la collectivité sur leur enfant : énergie, temps calmes, mimétisme des enfants entre eux, organisation du repas, du sommeil.
Bébés zen	Dans le service des bébés, tout au long de l'année, une ambiance respectant le calme et le besoin de sécurité des bébés est instaurée : Voix douce, déplacements et gestes lents, mise à hauteur (sol) du bébé, échanges fréquents individuels entre bébé/professionnelle, musique douce choisie, accompagnement à l'endormissement, prise en compte du besoin de dormir différemment (nid douillet, poussette, lit en extérieur, bercement à bras, bercement ou pose de la main en réconfort sur le bébé, repas donné en individuel au rythme du bébé, temps d'échange entre le bébé et la professionnelle dans le jeu, visuellement, et activement.	Réconfort et bien être du tout petit Rassurance affective
Répondre aux inquiétudes des familles	Les sujets concernant l'alimentation du bébé, ou le sommeil, ou encore la morsure sont animées par la directrice EJE, l'infirmière, et le docteur des crèches auprès des parents .	Les familles peuvent poser des questions, s'informer, échanger entre eux. Cela crée une dynamique de groupe ; sachant que ces réunions sont organisées par petits groupes de parents, pour favoriser le lien.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DB2025_019-AU
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

3.3 Les dispositions prises pour permettre à des familles rencontrant des situations particulières d'être accueillies dans la structure

3.3.1 Les modalités pour faciliter l'accueil des enfants de familles en situation d'insertion sociale ou professionnelle

Ces dernières années, la composition des familles a changé (diminution de la taille des ménages, augmentation des familles recomposées...) et leur situation professionnelle évolue(périodes de recherche d'emploi, emplois occasionnels, saisonniers ...).

Tous les enfants ont besoin d'être accueillis dans un environnement attentif qui prenne en compte leur singularité quelle que soit leur situation ou celle de leur famille : précarité, insertion, situation de handicap, difficultés sociales, éducatives....

L'établissement d'accueil s'adapte aux besoins des structures familiales en proposant des modalités d'accueil qui répondent au plus près à leurs besoins :

Le barème de priorisation des dossiers de préinscription ,les modalités d'attribution des places au sein des EAJE gérés par la CAPG et la tarification tiennent compte des besoins des populations les plus fragiles et favorisent la mixité sociale .

L'enjeu pour l'établissement est de faire coexister les différentes modalités d'accueil(régulier, occasionnel, urgence) pour :

- Contribuer à l'inclusion des familles et la socialisation précoce des enfants, notamment ceux en situation de pauvreté ou de précarité ;
- Favoriser la conciliation par les parents de jeunes enfants de leurs temps de vie familiale, professionnelle et sociale, notamment pour les personnes en recherche d'emploi et engagées dans un parcours d'insertion sociale et professionnelle et les familles monoparentales ;

Dans ce contexte, l'accueil occasionnel ou régulier à temps non complet sont des modes de prise en charge adaptés qui permettent aux familles de faire des démarches (recherche d'emploi, démarches administratives, médicales...) ou de consacrer du temps à des activités qui leur permettent de souffler un peu , ce qui permet parfois d'éviter le burn out parental, d'améliorer la relation parent-enfant et de préserver l'équilibre familial.
-Proposer un contrat d'accueil permettant à la famille ou l'adulte, de rechercher un emploi, de se présenter aux rendez-vous à France travail.
-Être à l'écoute des familles en difficulté (échange, bienveillance accompagnement)
-Rester ouvert et adapter l' accueil en fonction des besoins de la personne en recherche d'emploi.
-L'accueil inclusif des familles en situation de handicap, est adapté selon leur besoin (fauteuil, surdité, etc..)

3.3.2 Les modalités d'accueil des enfants en situation de handicap ou atteints d'une maladie chronique

Signataire en septembre 2022 de la Charte départementale de l'accueil des enfants et des jeunes en situation de handicap , co signée par le Conseil départemental, la CAF et l'Education Nationale, la CAPG s'engage à appréhender la situation globale des familles ayant un enfant ou un jeune en situation de handicap, dans une logique de parcours de la naissance à l'âge adulte, notamment en accueillant leur enfant en situation de handicap au sein de ses EAJE .
En contrepartie les membres du Schéma Départemental des Services aux Familles (SDSF) s'engagent à mettre en œuvre des moyens permettant à la CAPG la mise en œuvre des dispositions de la charte :

- Accompagnement (formations, assistance et conseil) par le Pôle Ressources Handicap (PRH)soutenu par la CAF et l'Etat
- Animation d'un réseau des chargés de coopération accueil spécifique porté par la CAF
- Animation par la CAF du réseau d'écoute, d'appui et d' accompagnement des parents (REAAP)
- L'accueil d'un enfant porteur de handicap ou atteint de maladie chronique requiert une définition des besoins de l'enfant, une proposition d'accueil adapté, tenant compte des possibilités de l'établissement et un suivi régulier de cet accueil.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DB2025_019-AU
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

Le barème de priorisation des dossiers de préinscription et les modalités d'attribution des places au sein des EAJE gérés par la CAPG favorisent l'accueil des enfants nécessitant un accueil spécifique

Les enfants en situation de handicap ou atteints d'une maladie chronique sont accueillis dans l'établissement si leur état de santé est compatible avec une vie en collectivité :

- Le chargé de coopération petite enfance du service (référent petite enfance accueil inclusif) , interlocuteur privilégié de la famille, assure dès le rdv de préinscription, la coordination du projet et du suivi de l'accueil de l'enfant. Il fait le lien avec tous les partenaires et contribue à soutenir les équipes dans la mise en œuvre des projets d'accueil spécifiques.
- Le chargé d'accueil spécifique du service petite enfance, professionnel formé est référent de l'enfant et l'accompagne durant le temps d'accueil
- formalisation et individualisation du temps d'accueil (projet d'accueil spécifique individualisé (PASI))
- L'équipe pluridisciplinaire (médecin référent santé et accueil inclusif , coordinateur petite enfance accueil inclusif, éducatrice de jeunes enfants ,infirmières, auxiliaires de puériculture...) veille à l'adaptation de l'accueil
- Adaptation des locaux et équipements (achat de mobilier/ matériel/équipement spécifiques) avec le soutien financier de la CAF des Alpes Maritimes au travers du Bonus « inclusion handicap »et du dispositif Fonds Public et Territoire(FPT)
- Temps de concertation avec les partenaires institutionnels; centres d'action médico-sociale précoce (CAMPS) ,centres médico-psychologique Infantile (CMPI) du territoire et tous les professionnels de soins en charge de l'enfant
- Accompagnement de l'enfant à sa sortie de l'établissement ; en accord avec la famille, la direction de l'établissement et le chargé de coopération accueil spécifique petite enfance accompagne la transition vers d'autres modes d'accueil par une rencontre avec l'équipe qui prendra le relais auprès de l'enfant (temps scolaire, périscolaire, extrascolaire ...)

- Dans le cadre où la famille a connaissance d'un handicap de son enfant :

Les familles demandant la prise en charge d'un enfant porteur de handicap sont orientées, comme toutes les familles du Territoire vers le RPE ,afin de constituer leur dossier de pré-inscription.
La responsable du RPE prévoit un rendez-vous physique avec la famille ;celle-ci est libre de venir inscrire son enfant avec ou sans lui. Au cours de l'échange, si la famille évoque des difficultés quant à la prise en charge de son enfant, il sera évalué les besoins que l'accueil collectif devra utiliser afin d'accueillir l'enfant dans les meilleures conditions, physiques, humaines et matérielles. La présence du Médecin des structures Petite enfance pourra être proposée à la famille, avec la présentation de leur enfant, lors d'une deuxième rencontre, si les besoins sont très spécifiques, afin de prendre son avis sur l'adaptabilité de la Collectivité avec l'enfant.
Si la prise en charge de l'enfant nécessite l'intervention de plusieurs corps de métiers médicaux ou paramédicaux (sur le site d'accueil de l'enfant), la collectivité mettra en place des rencontres, réunions, rendez-vous, afin d'harmoniser l'accueil avec le suivi de santé de l'enfant .
Une rencontre sur la structure future d'accueil sera ensuite organisée avec les famille et la directrice.
Au sein de l'équipe, une référente sera nommée (Agent spécialisée dans l'accueil et le suivi de l'enfant porteur de handicap), et restera sur la structure sur les temps d'accueil de l'enfant ;selon la pathologie, selon les besoins de la famille, l'enfant pourra être pris en charge à plein-temps, à mi-temps, ou sur quelques heures en collectivité.
L'équipe en charge du suivi de l'enfant bénéficiera d'un accompagnement sur les temps d'Analyse de pratiques professionnelles adapté et en corrélation avec la situation.
Il sera mis en place des réunions fréquentes avec l'équipe, afin de suivre leurs observations sur l'enfant, et de les guider/accompagner dans les difficultés si besoin. Des points réguliers seront proposés à la famille ; afin de communiquer avec eux sur les progrès de leur enfant, ou des difficultés rencontrées. Ceux-ci auront ainsi la possibilité d'intervenir sur le déroulement des conditions d'accueil de leur enfant ;de faire des propositions à l'équipe.

Dans le cadre d'un enfant accueilli depuis son plus jeune âge, si l 'équipe observe des difficultés dans les étapes de développement d'un enfant en cours d'accueil dans la structure :

- L'équipe fait part de ses observations à la direction (EJE + Infirmière). Celle-ci définit auprès de l'équipe un temps d'observation, afin de collaborer ensemble sur les observations recueillies.
- L'infirmière, en collaboration avec la directrice, établit un recueil d'informations du suivi de l'enfant (Outil Word ou autre/ tableaux ou questionnaires fournis par instances médicales ou paramédicales).

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DB2025_019-AU
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

- L'infirmière ou la directrice en réfère au Médecin de la crèche/ Voir également à la Psychologue et /ou la Psychomotricienne de la crèche.
- Un premier rendez-vous sera proposé à la famille afin de communiquer auprès d'eux nos observations. La famille peut alors s'exprimer sur ses doutes, questionnements, si cela n'a pas déjà été fait.
- Un deuxième rendez-vous est proposé avec le concours du Médecin de la structure. Celui-ci oriente si besoin, la famille pour un rendez-vous « bilan », selon les observations qui ont été faites sur le terrain (Bilan orthophonique/Bilan ORL/ ou bilan au CAMPS).
- Si la famille le souhaite, elle pourra faire un retour de ce bilan auprès de l'équipe de direction ; afin de donner de nouvelles préconisations en cas de besoins spécifiques d'accompagnement d'un enfant en difficulté (exemple : utiliser des pictogramme en cas de non-développement du langage, ou de problème de surdité/ proposer de nouvelles activités motrices dans le cadre d'un enfant ayant des difficultés de mobilité)..
- Au cours des semaines et des mis suivants, des bilans avec la famille seront organisés afin de vérifier si l'accueil est satisfaisant pour chaque partie.
- Si nécessaire, la structure devra s'équiper de nouveaux matériaux ou jeux visant à servir la croissance de l'enfant selon sa difficulté. Des nouveaux aménagements de l'espace d 'accueil seront à envisager si nécessaire.

3.3.3 Les modalités d'accueil d'urgence

Une place d'accueil d'urgence est disponible sur La Poussiniere ou au sein des EAJE de la CAPG .
Majoritairement sollicitée par les travailleurs sociaux ,elle répond à un besoin d'accueil non prévisible à caractère urgent et nécessitant une réactivité immédiate
L'appréciation de la situation d'urgence relève de la direction petite enfance, qui délivre l'autorisation d'admission de l'enfant sans convocation préalable de la commission d'admission.

L'accueil d'urgence répond notamment aux situations exceptionnelles suivantes :

- Rupture de l'équilibre familial (hospitalisation, décès, incarcération....)
- Urgence sociale
- Rupture du mode de garde habituel
- Retour à l'emploi ou entrée en formation dans un court délai sans mode de garde organisé

Il est également caractérisé par le fait que l'enfant n'a jamais fréquenté la structure.
Cet accueil propose une solution d'accueil temporaire, pour apaiser la situation, dépasser le moment de crise et rechercher un mode de garde durable adapté aux besoins.
Limité à deux mois, cet accueil est exceptionnellement reconductible une fois .

Si l'accueil doit se prolonger au-delà de l'accueil d'urgence, l'admission sera tributaire de la disponibilité des établissements et soumise à l'avis de la commission d'admission.

Nous avons la possibilité d'accueillir un enfant en situation d'urgence.
Cet enfant peut être accepté le matin même de la demande, par le médecin, par les services sociaux et/ ou par les parents.
Cet enfant sera comptabilisé sur la place d'urgence toujours disponible.
Nous prendrons le temps et les soins nécessaires à sa bonne adaptation et intégration dans le service.
Nous essayerons d'obtenir le maximum de renseignements afin d'établir la meilleure prise en charge pour l'enfant et/ou sa famille.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DB2025_019-AU
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

3.4 Les activités de la structure afin de l'inscrire dans une démarche en faveur du développement durable

Objectif	Descriptif de l'action	Impact attendu	Modalités d'évaluation des actions mise en place
Recyclage des piles et batteries	Mise en place d'un container pour la récupération des piles et batteries usagées à l'intérieur du bâtiment	Trier les déchets	Ramassage 2 fois/an du container pour le tri
Tri sélectif du plastique	Tri quotidien du plastique dans un sac à cet usage puis mis en container sélectif sur la place du village	Trier les déchets	Ramassage par le service des poubelles 2 fois/semaine
Limiter l'utilisation des produits chimiques	Nettoyage de toutes les surfaces uniquement avec l'appareil à vapeur pour l'ensemble des mobiliers, sols, murs et jouets de la structure	Limiter les produits chimiques, nettoyer sans polluer, respect de l'environnement et des usagers au quotidien	Désinfection à la vapeur quotidienne
Limiter l'utilisation des produits chimiques	Utilisation maximale du vinaigre blanc	Limiter les produits chimiques	Utilisation pour la robinetterie, le linge et les inox.
Limiter les matériaux a usage unique	Utilisation de gants, serviettes et bavoirs lavables individuels pour les changes et la restauration Mise a disposition de surchausses lavables aux familles	Réduire au maximum les matériaux à usage unique pour limiter les déchets	Favoriser le lavage en machine contre l'utilisation de produits à jeter
Livraison en liaison froide des repas et goûter limitation des déchets	Livraison en bacs gastro Bonne gestion des commandes et des stocks Livraison regroupée avec les écoles et centre aéré du haut pays grassois	Limiter nos déchets alimentaires, limiter et contrôler	Livraison quotidienne de tous les repas et goûter des écoles et centre aéré des communes voisines
Aération de la crèche au maximum	Aération et ventilation de chaque pièce au maximum au quotidien	Limiter le mauvais air ambiant, air sain et serein !	Planning d'aération au quotidien à remplir
Favoriser la vie en extérieur	Les enfants sont en extérieur le plus possible. Nous favorisons les repas, goûter et siestes dehors car nous sommes en milieu rural, entourés de nature.	Aérer le corps et l'esprit au quotidien	Passer la journée dehors !

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DB2025_019-AU
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

Maîtriser et modérer la consommation d'énergie	Contrôle de la température des pièces : Mise en place de thermomètres dans l'ensemble des différentes pièces de la structure Réguler la température à l' aide de la télécommande de la clim réversible. S'assurer de la maintenance Eteindre la lumière dès que possible Faire la chasse aux appareils en veille	Limiter la sur chauffe et la prolifération des microbes dans un air trop chaud, contrôler notre consommation. Limiter la consommation électrique	Relevé quotidien des températures qui doivent être entre 19° et 21°
Maîtriser et modérer la consommation d'eau	Robinets à capteur de pression et infrarouge afin de limiter la quantité d'eau et sa température	Limiter notre consommation d'eau	Pas d'eau gaspillée
Limiter le bruit	Mise en place d'embout antibruit sous les pieds des chaises	Diminution du bruit, confort auditif	Amélioration qualité sonore

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DB2025_019-AU
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

4.1 Les prestations d'accueil et modalités d'organisation de la vie quotidienne

4.1.1 Les périodes d'ouverture

- Les jours et horaires d'ouverture : Du Lundi au Vendredi ,de 7h30 à 18h30.
- Périodes de fermetures : les dates sont fournies aux familles par courrier début Septembre sur l'année scolaire en cours.

4.1.2 Le déroulé de la période d'adaptation

Les valeurs de l'Adaptation pour notre équipe sont :

BIENVEILLANCE, TRANSPARENCE, RESPECT, EGALITE, SECURITE.
- Sécurité,
- Respect,
- Repères,
- Individualité,
- Confiance.

Ces valeurs passent par l'Accueil, l'Écoute, la Disponibilité des professionnels (elles).
L'adaptation tient compte du rythme de l'enfant et de la disponibilité des parents.
La séparation nécessite le respect des rituels qui aident l'enfant à se sentir en confiance. Nous établissons un lien avec les habitudes de la maison.
Valeurs éducatives l'apprentissage par l'expérience, le développement de l'autonomie, de la confiance et de l'estime de soi. L'équipe traduira ces valeurs en un plan d'actions, des aménagements et des équipements qui favorisent l'atteinte de ces objectifs.

Pendant le temps d'adaptation, une professionnelle de l'équipe se rend disponible pour permettre l'intégration de l'enfant et de sa famille au sein de la section. Elle présente l'équipe et explique les habitudes de la structure. Elle est à l'écoute des souhaits des parents toujours en respect de l'accueil en communauté. Elle informe ensuite l'équipe de cet entretien par un compte rendu.
La présence d'une professionnelle auprès de la famille permet à l'équipe de conserver l'organisation quotidienne et ainsi que l'enfant entre progressivement dans l'univers de la crèche par le jeu, puis par le soin.
Le temps d'adaptation se réalise sur une semaine généralement. Cette durée a été choisie dans l'intérêt des enfants. En effet, il convient de proposer une séparation à l'enfant quand, avec son parent, celui-ci a pris confiance dans le lieu de vie. Ainsi, La séparation ne peut en aucun cas se faire avant le troisième jour.

C'est souvent la première épreuve de séparation que vit la famille. La réussite de cette étape est primordiale car elle va conditionner l'ensemble du séjour de l'enfant dans la structure. C'est un défi à relever pour chaque acteur du triangle pédagogique (enfant – parents – l'équipe). Cette période est une rencontre entre plusieurs personnes : l'équipe de la crèche, les parents et l'enfant. C'est à nous de proposer ce temps de familiarisation de qualité à chaque famille. Nous sommes flexibles pour l'adapter de façon individuelle.
Cette rencontre englobe : la découverte des locaux (chaque enfant dispose de son casier où les parents peuvent y déposer ses affaires), les conditions d'accueil, l'aménagement de l'espace, la communication, la prise et la transmission d'informations. Elle est importante pour que l'équipe puisse répondre aux demandes des familles. Elle passe par l'échange sous diverses formes : paroles, gestes, regards...
Cette période d'adaptation est également destinée à donner à l'enfant le temps et le soutien nécessaire pour lui permettre d'effectuer le travail psychique nécessaire à son adaptation à la séparation et au mode d'accueil. Il s'agit pour lui d'apprendre à se représenter la séparation, à conserver l'image des parents absents et à savoir qu'il les retrouvera.
La durée de cette période d'adaptation est essentielle pour que l'enfant adhère au mode d'accueil, elle est différente selon les parents et l'enfant. L'enfant doit être en capacité de profiter de sa vie dans la structure d'accueil, elle dépend donc de son âge, de sa personnalité et de son histoire familiale.
L'enfant fait progressivement connaissance avec un univers étranger en présence au début d'au moins un de ses parents. Les échanges entre ses parents et l'accueillant(e), à son propos, lui permettent

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DB2025_019-AU
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

d'établir une continuité entre sa famille, sa maison et le lieu d'accueil, de sentir qu'il a sa place dans chacun des lieux et un lien avec chacune des professionnels (elles) de la crèche.
Cette phase vise à donner également aux parents le temps pour cette séparation, qu'ils puissent établir une relation de confiance vis-à-vis des professionnels (elles) auxquels (elles) ils vont confier leur enfant.
Il est fait le choix d'établir un système de référence auprès des enfants, mais chaque professionnelle de la crèche est en interaction avec l'ensemble des enfants.

	Durée de présence de l'enfant	Objectif visé et modalités	Lieu (si nécessaire)	Personnes présentes
Jour 1	1 h	Accueil de l'enfant et sa Famille Visite de la crèche Présentation de l'équipe par la référente Premiers échanges Temps avec le ou les parents afin de parler des habitudes de la famille et de celles de l'enfant. remplissage des documents liés à l'adaptation	Dans la section d'accueil de l'enfant	Enfant Parent(s) Référente entièrement disponible pour l'enfant et sa famille
Jour 2	30 minutes	Accueil de l'enfant avec le parent ; centré sur l'enfant. Connaissance des habitudes de vie. Écrit pour transmissions à l'équipe. Le parent se pose dans le service avec l'enfant. L'enfant profite de ce temps libre pour se familiariser avec le lieu. C'est un temps d'échange et d'observation. Puis l'enfant reste seul dans le service pour un période n'excédant pas 30 minutes (signe de fatigue, développement...)	Dans la section d'accueil de l'enfant	Enfant Parent(s) Référente entièrement disponible pour l'enfant et sa famille
Jour 3	2h soit le matin soit l'après-midi	Accueil de l'enfant et sa famille. Parents et professionnelle s'entendent sur un temps d'accueil de l'enfant seul. Jeux ou temps d'éveil de l'enfant seul ou avec son groupe et sa référente et l'Équipe.	Dans la section d'accueil de l'enfant	Enfant Parent(s) Référente entièrement disponible pour l'enfant et sa famille
Jour 4	une matinée incluant le repas soit 9h30h-12h. Sans les parents.	Accueil de l'enfant et sa famille. Jeux ou temps d'éveil de l'enfant seul ou avec son groupe et sa référente et l'Équipe.	Dans la section d'accueil de l'enfant	Enfant Parent(s) Référente entièrement disponible pour l'enfant et sa famille
Jour 5	petite journée de 9h à 15h30. Sans les parents.	Accueil de l'enfant. Temps de jeux. Temps de Repas (Déjeuner ou Goûter, Avec ou Sans parent selon le désir et possibilité des parents et après réflexion en équipe) Bilan du ressenti avec les parents.	Dans la section d'accueil de l'enfant	Enfant Parent(s) Référente entièrement disponible pour l'enfant et sa famille
Jour 6 et 7	petite journée de 9h à 15h30. Sans les parents.	C'est la petite journée ! Accord professionnels (les) / parents Jeu Repas Soins Sommeil		
Jour 8		Journée sur le mode des horaires contrats		

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DB2025_019-AU
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

4.1.3 Le déroulé d'une journée type

	Durée	Activités	Lieu et modalités	Commentaires éventuels sur l'impact sur le développement de l'enfant
Entre 7h30 à 9 h30	10 minutes par enfant	Accueil des enfants et des parents	Côté Chenilles	L'accueil du matin : les familles transmettent les informations au sujet de leur enfant. Accueil personnalisé de l'enfant : être à l'écoute de l' enfant, le rassurer. L'accueil du matin est valorisé chez les tout petits, c'est un moment de la journée à part. Echange avec le parent, prise aux bras ou si le parent préfère, l'enfant est déposé sur les tapis d'éveil dans le service. La professionnelle se tient à la hauteur de l'enfant, soit sur un tapis, soit à son niveau pour lui dire Bonjour. Les enfants sont en jeu libre, tandis que les professionnelles se rendent disponibles pour accueillir individuellement les enfants et leurs parents. L'idée est que l'on n'obtient la confiance de l'enfant que si le parent s'en va confiant. Il s'agit, pour ce faire, de faciliter la séparation en aménageant un espace-temps de transition entre les deux mondes du bébé, celui de la maison et celui de la crèche. Il est indispensable de tenir les parents informés de la vie de leur enfant à la crèche de façon transparente. Pour se faire l'ensemble de l'équipe attache de l'importance à des transmissions de qualité. Elles se montrent à l'écoute et attentive aux attentes quotidiennes des parents pour leur enfant. Elles proposent aux parents de pouvoir téléphoner en journée afin d'être rassurés pour leur enfant.
9h30 à 11h		Temps dédiés aux activités du matin (ateliers, activités libres ou guidées, éveil culturel)	Différents espaces de la structure d'accueil (extérieur, couloir, coin repas, coin dodo...) appelés « Univers »	Proposition d'ateliers chaque jour différents (pâte à sel, pâte à modeler, peinture, transvasement, éveil musical...) Groupe d'enfants en temps libre pour ceux qui ne souhaitent pas participer aux ateliers proposées. Participation d'intervenants culturels et artistiques.
Entre 11h et 12h		Rassemblement en chanson lavage main Repas	Coin repas de la section Hall Extérieur en saison propice	Le rythme de chacun est respecté, alimentation en fonction de l'âge,l' évolution de l'alimentation est à l'initiative des parents Pour l'enfant, le repas est un réel moment d'échange, de découverte et de plaisir. Pour les plus petits, le repas est donné par une professionnelle dans une chaise adaptée, dans un transat ou dans les bras selon chaque enfant. Le personnel prend en considération les envies des enfants. Ils prennent des repas selon leurs besoins, dans une ambiance calme et conviviale. La professionnelle présente par à table propose sans insister. Elle reste assise avec les enfants afin de garantir la tranquillité de ce moment, les aide si besoin. Pour les enfants qui tiennent assis à table, le repas peut se prendre dans la salle à manger, en petits groupes de maximum 5 par table.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DB2025_019-AU
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

				Nous avons mis en place pour les plus grands « un self » (les enfants vont prendre seuls leur assiette, cuillère et gobelet avant d'aller à leur place).
Entre 12h et15 h30		Temps de repos	Dortoir, salle de vie, extérieur	Le temps du repos est un moment important pour l'enfant. L'équipe a à cœur de tenir compte de son rythme et de ses besoins en favorisant un environnement confortable, calme et chaleureux. La professionnelle est disponible pour accompagner l'enfant à l'endormissement et au réveil dans la sérénité. Un accompagnement approprié est mis en œuvre pour les enfants qui ne dorment pas ou peu. L'équipe s'attache à proposer des temps de sommeil à l'enfant plus ou moins fréquents en fonction de leurs observations sur ses besoins. Il est important de préciser que le rythme de sommeil à la crèche n'est pas forcément celui de la maison. L'équipe prend en compte l'endormissement des enfants avec des besoins spécifiques : dans les bras, avec une main sur son dos, sur un nid douillet dans le service, ou encore dans une poussette . Certains enfants ont eu l'habitude de s'endormir dans les bras de leurs parents ; l'équipe doit proposer une alternative qui convienne à l'apaisement de l'enfant. Petit à petit l'enfant passe au rythme des siestes en collectivités. Au réveil les enfants font des jeux calmes.
Entre 15h 15h30		Rassemblement en chanson lavage main Goûter	Coin repas de la section Hall Extérieur	Lever des enfants échelonné ; l'équipe tient compte des différents rythmes de sommeil des enfants. Les enfants sont changés/habillés ou aidés pour s'habiller pour les plus grands, et sont emmenés dans la salle de goûter.
Entre 15h30 et 17h30		Temps et espaces dédiés aux activités de l'après-midi	Dans les espaces « Univers » ouverts par les professionnelles.	Les premiers départs ont lieu vers 16h/16h30. Les professionnelles s'assurent que tous les enfants ont été changés. Les enfants peuvent jouer en extérieur à ce moment. Ou en petits groupes dans Univers ludique. Si certains enfants ont du mal à voir partir les autres(passage des parents), nous mettons en place un système pour éviter qu'ils ne soient pas trop perturbés : salle plus isolée avec jeux.
Entre 17h30 et 18h30		Départ des enfants	Côté Papillons. Pour les bébés, dans le service.	L'accueil du soir : le professionnel les informe de la journée. Les enfants sont en jeu libre, tandis que les professionnelles se rendre disponibles pour accueillir individuellement les parents qui viennent chercher leurs enfants. En section, les professionnels (elles) donnent aux parents des transmissions de faits : elles s'appuient sur une observation, des actions de l'enfant.

Le responsable de l'établissement établit un protocole détaillant les mesures de sécurité à suivre lors des sorties hors de l'établissement ou de son espace extérieur privatif, telles que visées à l'article R. 2324-43-2 du présent code. Ce protocole est joint en annexe 5 du règlement de fonctionnement.
Les différentes sorties possibles depuis la structure sont :

- **JUIN/JUILLET** : Vers la structure Daudet : à pied/ dans le but de mettre en place une adaptation préalable aux transferts de crèche d'une dizaine d'enfants de Poussinière à Daudet. 1 adulte pour 2 enfants marcheurs. Environ 10 séances.
- **JUIN/JUILLET** : Vers la pataugeoire de Peymeinade : un groupe d'enfants marcheurs d'environ 2 ans vont passer la matinée à la pataugeoire (sauf en cas de canicule). 1 Adulte pour 1 enfant. Roulement des enfants sur plusieurs séances ;chaque enfant bénéficie d'environ 3 séances par saison. Les créneaux sont réservés aux crèches et relai P. Enfance de la CAPG. Environ 15 sorties à la pataugeoire chaque été.
- **JUIN** : Vers les écoles maternelles : L'équipe de la Poussinière en collaboration avec les parents, prennent en charge les plus grands pour leur faire découvrir leur future école maternelle,

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DB2025_019-AU
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

accompagnés de leurs copains de crèche. Les parents participent en amenant leurs enfants au rendez-vous donné, devant l'école . Il y a 3 Ecoles maternelles différentes sur Peymeinade. 3 Sorties sont organisées avec les directrices des établissements scolaires, en concertation aussi avec les professeurs des écoles. Le temps choisi est sur un temps de classe « calme » ou sur une séance de Motricité dans une salle de gym ; ou encore sur le temps de la récréation. A noter que pour les enfants habitant Spéracèdes, Cabris ou St Cézaire, nous ne pouvons organiser de sorties vers les écoles par manque de moyens de transport et pour des soucis d'organisations. Les enfants fréquentant la Poussinière et entrant à l'école du Tignet (commune avoisinante de Peymeinade) sont mis en lien avec la sortie de la crèche du Tignet (parent/professionnelle/directrice école).

-

- **DE MARS A MAI** : Vers la Bibliothèque de Peymeinade. Un partenariat avec le personnel de la bibliothèque a été mis en place. Il permet aux différentes structures d'être accueillies sur des créneaux spécifiques ;les matins ;avec réservation. La crèche organise ainsi 1 sortie par semaine pour un groupe de maximum 6 enfants ;sans limite d'âges ;les bébés participent aussi à ces sorties ; la directrice veille cependant à un mélange d'âge parmi les enfants, afin de faciliter l'organisation de la sortie. Celle-ci se fait en poussette pour tous les enfants ; du fait du chemin à parcourir (côte, distance). Si le temps ne le permet pas, la sortie est reportée. Les parents sont avertis.

Concernant le règlement des sorties, voir l'annexe 5 du Règlement de fonctionnement des établissements de la Capg.

4.2 Compétences professionnelles mobilisées et organisation du personnel

4.2.1 Descriptif de l'équipe

Fonction	Qualification	Durée de travail hebdomadaire dans la fonction (en ETP)
Direction	E.J.E	ETP 37h30 100% Direction
Continuité/adjoint de direction	Infirmière	ETP 37h30 30% Direction adjointe 51% Infirmière et référent santé 18.75% Encadrement des enfants
Personnel encadrant	Auxiliaires de puériculture CAP AEPE	7 ETP 37h30 6 ETP 37h30
Intendance et logistique	Agent technique	3 ETP 37h30
Référent « Santé et Accueil inclusif »	Docteur Montarnal/Infirmière Me Cruard	2h/mois
Professionnel éducatif	EJE en cours de recrutement	1 ETP
Animateur analyse de pratiques professionnelles	Me Pazaglia S, psychologue/analyse des pratiques pro	4h/mois

4.2.2 Organisation des temps de professionnalisation et actions menées en matière d'analyse des pratiques professionnelles et de formation (article R. 2324-37)

- Différentes formations dispensées par le CNFPT sont proposées aux agents tout au long de l'année. Ceux-ci en font la demande une fois par an lors de l'entretien annuel auprès de leur responsable.
- Les temps d'analyse des pratiques professionnelles sont au nombre de 2 par mois (durée de 2h), par équipe, en alternance 1 mois sur 2. Chaque agent sera en fin d'année aura bénéficié de 6h minimum légales.
- Des magazines sont à disposition au Relai Petite enfance : journaux sur les Métiers de la Petite enfance

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DB2025_019-AU
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

- Au sein de la Poussinière, des articles sont imprimés , depuis le journal « Les Pro de la Petite enfance ». Ils sont affichés en salle de pause.

4.2.3 Intégration des apprentis et suivi des stagiaires

L'équipe de la Poussinière a réfléchi en groupe de travail à l'accueil élaboré des stagiaires.
Un livret d'accueil est fourni au stagiaire dès son arrivée. Le premier accueil est réalisé par la directrice de l'établissement, afin de faire connaissance et d'expliquer les méthodes de travail et le projet pédagogique.
La directrice demande à la stagiaire les objectifs du stage afin de collaborer dans le suivi des actions menées.
Par la suite, une visite des locaux invite la stagiaire à découvrir les lieux d'exercice de son stage. Elle est présentée à toute l'équipe et à sa tutrice de stage, une des professionnelles qui se sera désignée.(Voir Règlement et carnet de la stagiaire en pièce-jointe)
En cours de stage, une rencontre est organisée avec la tutrice et la direction de l'établissement. Cet échange permet de réajuster l'apprentissage de la stagiaire, ou de le compléter selon sa demande.
Le stagiaire sera positionné sur un service pendant la majeure partie de son stage ;mais il sera amené à découvrir les autres groupes d'âges sur une journée particulièrement. Si les études du stagiaire portent également sur le sanitaire et l'alimentation, le stagiaire passera une journée en cuisine auprès de l' agent de restauration, ainsi qu'une ou deux journée auprès des agents de service en charge de la propreté des locaux.

4.2.4 Le recours à des intervenants extérieurs

Fonction/Métier	Qualification ou diplôme	Objectif pédagogique de l'action	Descriptif de l'action	Fréquence de l'action
LES ONDELETTES MUSICALES / MUSICIENNE	MUSICIENNE ENSEIGNANTE, CHEF DE CHŒUR ,INTERVENANTE EN EVEIL MUSICAL	Proposer un temps d'écoute musicale, des sons, de la voix, et des instruments aux enfants de 0 à 3 ans ;en collaboration avec les professionnelles.	La musicienne s'installe au sol sur un tapis pouvant accueillir un petit groupe d'enfants et accompagnée d'un instrument, raconte, chante des comptines. Elle utilise aussi pour la participation des enfants, un ou deux sacs remplis d'instruments de musique ;les fait passer auprès des enfants ;nomme ; les fait tester les sons ; un roulement est organisé pour que les séances soient proposées des plus petits aux plus grands enfants	1 X par semaine durant 2 mois.
PSYCHOMOTRICIENNE / EVEIL CORPOREL	Psychomotricienne	Eveil corporel	L'intervenante prépare un atelier selon les groupes d'enfants constitués. Cet atelier à visée du développement moteur de l'enfant, tient compte des aptitudes des enfants présentés, ou volontaires, et vise à améliorer ses capacités motrices dans l'espace et avec son corps.	1 X par semaine durant 3 mois.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DB2025_019-AU
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

INTERVENANT RACONTEUR D'HISTOIRES	Animateur/ lecteur/marionnettiste	Eveil culturel et apprentissage du langage/ expression des émotions du jeune enfant/ découverte de la culture	Autour d'un petit groupe d'enfants, l'animateur présente des albums et fait des effets avec sa voix ;animateur masculin très apprécié des enfants ; petits groupes de 6 à 10 enfants dans une pièce au calme. Peut utiliser des marionnettes à l'appui du livre.	1 X par semaine durant 2 mois.

AR Prefecture

006-200039857-20250403-DB2025_019-AU
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

DOCUMENT VISE PAR LA CAPG

Marc FACCHINETTI — **Date :**
DGS — **Signature**

Silouane FAXEL — **Date :**
DGA — **Signature**

Agnès BEGARD — **Date :**
Directrice des services à la population — **Signature**

Corinne PAOLINO — **Date :**
Responsable service Petite Enfance — **Signature**

Laurence NABAT — **Date :**
Directrice de la structure — **Signature**

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DB2025_019-AU
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

Modalités de suivi du projet d'établissement

Le projet d'établissement est transmis au président du Conseil Départemental et la CAF après leur adoption définitive et après toute modification.

Le projet d'établissement est consultable sur le site internet et sur le portail famille de la CAPG

Le projet d'établissement est affiché dans le hall de l'établissement, accessible aux titulaires de l'autorité parentale ou représentants légaux des enfants accueillis.
Un exemplaire est tenu à leur disposition.
Un exemplaire du projet d'établissement est communiqué, à toute famille dont un enfant est inscrit. Cet exemplaire peut être transmis sous format numérique.

Le projet d'établissement doit être daté et actualisé aussi souvent que nécessaire et au moins une fois tous les cinq ans, avec la participation du personnel.

Les modifications l'impactant feront l'objet d'un avenant ou d'une mise à jour et devront impérativement être transmises pour vérification de la conformité à la législation en vigueur, par la responsable de la structure au Conseil départemental et à la Caisse d'Allocations Familiales pour signature.

Ce document est établi en triple exemplaires :
- → Un pour le Conseil départemental
- → Un pour la Caisse d'Allocations Familiales
- → Un à conserver par la structure

Le présent projet d'établissement annule et remplace le(s) précédent(s) projet(s) et prend effet, à compter du

LE GESTIONNAIRE,

Date :
Cachet :

Le Président,

Jérôme VIAUD
Maire de Grasse
Vice-président du Conseil départemental
des Alpes-Maritimes

DOCUMENT VISE PAR LE CONSEIL DEPARTEMENTAL :
- DATE Le 20 mars 2025
- CACHET
- SERVICE SDPMI des Alpes maritimes / SAJEP
- NOM ET FONCTION DU SIGNATAIRE H.DESSAUVAGES, Référente Technique
- SIGNATURE

Référent Technique de la section des modes d'accueil du jeune enfant
Hélène DESSAUVAGES

DOCUMENT VISE PAR LA CAF :
- DATE le 21 mars 2025
- CACHET
- SERVICE Pôle accompagnement des territoires
- NOM ET FONCTION DU SIGNATAIRE Vanessa Gilles, chargée de conseil & développement
- SIGNATURE

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DB2025_019-AU
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

La Pédagogie sur la structure

La Poussinière

1.La Familiarisation

La période de l'Adaptation, c'est **une Rencontre** entre plusieurs personnes. Cette rencontre passe par l'échange sous diverses formes : Paroles, tonalité, gestes, regards…

I. LES VALEURS ET LES MOYENS:

Les valeurs de l'Adaptation pour notre équipe sont : Sécurité- Respect-Repères-Individualité-Confiance. Ces valeurs passent par l'Accueil, l'Ecoute, la Disponibilité.

II. LA FAMILIARISATION :

Elle s'appuie sur 4 outils :

1- La référente (la 1ère personne qui va prendre l'enfant dans les bras)
2- La rencontre Parents / Equipes
3- Le rythme des rencontres
4- L'écrit sur les habitudes de l'enfant.

LA REFERENTE :

La première rencontre est prévue avec la Directrice lors de l'inscription. C'est elle qui crée le premier lien entre la famille et la structure.
La Professionnelle référente prendra ensuite des rendez- vous avec le parent et l'enfant, afin de planifier son accueil.
Elle demandera à la maman ou au papa de ramener un tee-shirt ou tissu imprégné de l'odeur des parents ; ou un doudou si l'enfant en possède un.
La référente est à l'écoute de la famille. Si le parent est seul avec son bébé lors de ces rencontres, la référente sera attentive à la notion de « Famille » (place du père, fratries...)

LA RENCONTRE PARENTS / EQUIPES:

Elle est progressive.
La référente s'organise pour accueillir l'enfant les 10 premiers jours.
Les parents viennent les premiers jours. Ils sont notre GUIDE.
Petit à petit, ils vont confier leur enfant.
Les parents ont besoin de temps pour passer le relai.
Dans l'idéal, une adaptation sur 8 jours permet une intégration en douceur de l'enfant et son parent.
En général, ce sont souvent les parents qui ont besoin d'être rassurés.
Ceux-ci peuvent téléphoner à n'importe quel moment de la journée afin de prendre des nouvelles. Un bilan sera fait avant la fin de l'adaptation.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DB2025_019-AU
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

LE RYTHME DES RENCONTRES :

1ER Jour :

- Accueil de l'enfant et sa Famille
- Visite de la crèche
- Présentation de l'équipe par la référente.
- Premiers échanges.

2ème Jour :

- Accueil de l'enfant avec le parent ; centré sur l'enfant.
- Connaissance des habitudes de vie de l'enfant.
- Ecrit pour transmissions à l'équipe.

3ème Jour :

- Accueil de l'enfant et sa famille.
- Parents et professionnelle s'entendent sur un temps d'accueil de l'enfant seul.

4ème Jour :

- Accueil de l'enfant et sa famille.
- Jeux ou temps d'éveil de l'enfant seul ou avec son groupe, et sa référente, et l'Equipe.

5ème Jour :

- Accueil de l'enfant
- Temps de jeux
- Temps de Repas (Déjeuner ou Goûter, Avec ou Sans parent selon le désir des parents et après réflexion en équipe)
- Bilan du ressenti avec les parents.

6ème et 7ème Jour :

- C'est la petite journée ! → Accord professionnels (les) / parents
- Jeu
- Repas
- Soin
- Sommeil

8ème Jour :

- Journée sur le mode des horaires contrats

ADAPTER CETTE TRAME EN FONCTION DU RESSENTI DES PARENTS ET DES ENFANTS.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DB2025_019-AU
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

2.La Prise en charge des bébés

Le service des Cocons accueille les bébés de 2 mois et demi à 12 mois.

Un porte manteau et un casier au nom de l'enfant sont préparés afin d'y recevoir ses effets personnels.

***L'enfant et son parent sont accueillis** dans le service, à même le sol parmi les jeux proposés.

Un temps de transmissions est nécessaire afin de recueillir les informations utiles à la personnalisation de l'accueil (état de santé, heures des biberons, sommeil…). Le parent est invité à s'assoir avec la professionnelle pour présenter son enfant.

Ces informations sont consignées dans un cahier, puis retransmises oralement à l'équipe.

Les informations importantes doivent être traitées sans délai et vues par la direction.

Au moment de se souhaiter une bonne journée le parent signale son départ à l'enfant en le confiant aux bras de l'accueillante, si besoin.

Celle-ci le prend en charge en le gardant aux bras un petit moment ou le dépose sur un tapis avec ses objets transitionnels ou des jeux suscitant son intérêt.

***La journée est rythmée** en fonction des **besoins physiologiques** de chaque enfant (sommeil, biberons, repas, changes), mais aussi de ses **besoins psycho affectif et cognitifs**.

Pour cela il sera accompagné par une professionnelle qui aménagera autour de lui un espace de jeux et de propositions adaptées et renouvelées, afin qu'il puisse faire ses propres découvertes et expériences dans un espace sécurisé. (Jeux, portiques et tapis d'éveil etc…).

L'espace de vie est modulable au moyens de petites barrières afin de sectoriser des univers ludiques (coin cocooning, espace motricité, sensoriel...) et de sécuriser les plus petits.

Le mur est aménagé de pochettes à doudous afin que ceux-ci soient en libre-service.

Des petites boites nominatives reçoivent les tétines.

***Les changes** se font dans la salle de bain équipée de baies vitrées afin d'avoir un champ de vision sur la salle de vie.

Elle est nettoyée 2x/j (midi et soir) par les auxiliaires et plus si nécessaire.

On y trouve le matériel nécessaire à la toilette, une pharmacie, les Projets d'Accueil individualisés, ainsi que les courbes de températures des enfants (période COVID).

Chaque enfant dispose d'une panière nominative avec son change et son nécessaire de toilette (crème, pipette doliprane, thermomètre).

L'enfant est changé sur le plan de change ou se trouvent gants serviettes, savon, liniment, couches.

Une panière contenant des petits jouets est à disposition de l'enfant ainsi que des mobiles au plafond, afin de rendre ce moment agréable.

C 'est avant tout un moment d'échange privilégié avec la professionnelle.

***Les repas / gouters** sont préparés en fonction des besoins de l'enfant (diversification, texture, régime…).

L'agent d'ouverture communique les présences/absences à la cuisinière dès son arrivée.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DB2025_019-AU
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

Les repas sont donnés dans un lieu privilégié du service de façon échelonnée, après que la cuisinière ait amené le chariot. Un agent se détache à l'installation (mise en transat, bavoirs, biberons d'eau et préparation des assiettes) des premiers enfants.

Puis chaque professionnelle donne à manger à un enfant à la fois.

Pour ceux qui apprennent à manger, une petite table est mise à leur disposition ; l'enfant qui a envie de commencer à manger avec sa propre cuillère sera accompagné par l'adulte(double cuillère).

Une professionnelle reste dans la salle de vie aux cotés des enfants qui mangent plus tardivement, afin d'assurer leur sécurité physique et affective.

***Préparation des biberons** les biberons (selon les protocoles en vigueur) sont préparés dans l'espace dédié appelé « Biberonnerie »pour la journée.

Ils sont ensuite stockés dans le réfrigérateur de la Biberonnerie.

Chaque enfant possède son propre biberon son lait et son eau (le cas échéant) spécifique.

Les biberons sont donnés tout au long de la journée en fonction du rythme de chacun.

Sur les genoux au calme et de façon ergonomique (coussin, fauteuil) un petit temps de digestion, un change réalisé si nécessaire et un temps de sieste post prandiale si l'enfant en ressent le besoin.

Ensuite les biberons sont nettoyés selon les protocoles en place.

Le nettoyage de la biberonnerie se fait 2X/J par l'auxiliaire et d'avantage si nécessaire.

***Lorsque l'enfant montre des signes de sommeil** il sera mis au lit, en body et turbulette avec ses objets transitionnels ; l'auxiliaire par sa présence le rassure et l'aide à s'endormir s'il en a besoin selon ses habitudes. Une photo et une description succincte de ses objets personnels (tétine ,doudou)y sont affichées. Chaque berceau est nominatif et les draps sont changés à minima 1X/Semaine par l'auxiliaire.

Si plusieurs enfants dorment en même temps, une professionnelle reste en surveillance dans le dortoir afin d'accompagner les endormissements ou les réveils et qu'ils ne gênent pas les autres bébés.

Un fond musical peut être proposé.

Les endormissements et les réveils se font de manière échelonnée.

Au réveil l'enfant est amené en salle de bain pour change et habillage ou gardé dans les bras le temps de se réveiller en douceur. Ce temps de soin est individualisé et l'occasion d'un échange verbal ou de mimiques entre la professionnelle et le bébé.

***Bébés ZEN** : Tout au long de la journée, les professionnelles s'adressent avec bienveillance aux enfants (verbalisation douce, positive, individuelle) et dans le calme.

Elles veillent à rester autant que possible sur les tapis au sol avec les bébés. La référente sera le plus possible en relation avec l'enfant dont elle s'occupe (regard, comptines en regardant l'enfant, jeux avec participation de l'enfant).

Y sont associées les postures professionnelles (à la hauteur de l'enfant, en le prévenant de ce que l'on va faire, en le laissant agir, en accueillant ses émotions, le libre choix).

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DB2025_019-AU
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

Les déplacements des adultes se font en douceur, sans gestes brusques, afin de ne pas surprendre les bébés, surtout quand ils ne voient pas ce qu'il se passe.

Un bébé zen, c'est un bébé qui peut se faire comprendre ou qui peut comprendre l'adulte.

Outre la parole toujours présente dans l'échange avec les bébés, l'équipe utilise la Communication par gestes(voir projet).

Les professionnelles sont disponibles et à l'écoute respectant le rythme de chacun.

Car les actes et paroles bienveillantes adressées aux enfants agissent comme autant de signaux qui les encouragent dans leur développement, acquisitions, et créativité.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DB2025_019-AU
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

3.Les transmissions, la séparation et les retrouvailles

INTRODUCTION :

Une transmission est l'action de transmettre une information. Les transmissions permettent d'avoir une cohérence entre les professionnelles et les parents. Elles permettent également de mieux connaître l'enfant et son environnement. La transmission matinale est un moment important que le parent ne doit pas négliger car il permet à la professionnelle de faire le lien et ainsi de prendre le relai. Enfin, elle permet à l'enfant de mieux gérer sa journée en crèche.

I) LES TRANSMISSIONS INTER-PROFESSIONNELLES : L'EQUIPE

Pour que l'équipe soit cohérente, il est indispensable de faire des transmissions claires. Il existe deux moyens de communication : écrites et orales.

a) les transmissions écrites :

L 'équipe bénéficie de feuilles de présence où sont inscrites des informations brèves et quotidiennes et où est stipulé l'effectif d'enfants journalier. Elle indique également le récapitulatif de la journée de l'enfant (repas, sieste, activité…) , ses réussites, mais aussi ses petites mésaventures.

A sa disposition également, un cahier de transmissions où sont indiquées les informations confidentielles concernant **l'enfant** (tel que les maladies, les allergies médicamenteuses, et tout changement ayant un impact sur l'enfant), et **l'équipe** (changement d'horaire, absence, CA…). Le cahier de transmissions permet aussi de pouvoir faire le lien entre la **hiérarchie et les professionnelles** intervenant sur la structure. Toutes les informations médicales ou importantes sont annotées des initiales ou du nom, de la professionnelle qui les a reçues.

Lors des réunions interservices, où seulement une ou deux pro représentent une équipe, une prise de recueil d'information a lieu sur le Cahier de compte-rendu de la réunion ; les autres pro pourront ensuite consulter ce qui a été échangé, ou décidé sur l'organisation, les projets de la crèche.

b) les transmissions orales :

Les transmissions orales se font tout au long de la journée, et sont aussi importantes que les transmissions écrites car elles permettent à l'équipe d'éviter tout oubli et ainsi d'être en corrélation entre les équipes du matin et celles du soir.

Ces transmissions ne fonctionnent pas qu'entre professionnelles, et sont très importantes avec le parent notamment au moment de la séparation et des retrouvailles. Deux moments forts de la journée pour l'enfant mais également pour le parent .

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DB2025_019-AU
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

II) LES TRANSMISSIONS PARENTS/PROFESSIONNELLES :

C'est un moment d'échange privilégié passé avec la professionnelle qui va s'occuper de votre enfant.Cet accueil individualisé assure la continuité entre la vie familiale et la vie en collectivité.Il contribue au bien-être et au développement de votre enfant.L'équipe respectera vos pratiques éducatives et sera attentive à vos demandes réalisables en collectivité.

1.L'Accueil du matin :(Ou le moment de se souhaiter une bonne journée, ce qui est différent d'une : séparation). Celui–ci aura lieu entre 7h30 et 9h.

Vous passerez par le vestiaire, étape essentielle pour votre enfant qui profitera de vous individuellement.

Le vestiaire assurera la liaison entre l'extérieur (la vie familiale) et l'entrée dans le service (vie collective).

A votre arrivée dans la pièce, une professionnelle vous accueillera et sera à votre écoute afin de recueillir les informations nécessaires à votre enfant et ainsi répondre d'une manière personnalisée à ses besoins dans la journée.

Lors de cet échange vous pourrez raconter comment s'est passée la vie de votre enfant depuis son départ de la crèche la veille ou le weekend : Son appétit, son sommeil, son humeur, sa santé …et tout ce que vous jugerez nécessaire de transmettre.

Ce temps d'échange ne durera que quelques minutes. Afin que nous prenions en compte les besoins des enfants déjà présents.

A la fin de celui-ci, il sera très important pour votre enfant de s'adresser à lui pour lui dire au revoir afin de passer le relai à la professionnelle qui sera à l'écoute de ses émotions, l'accompagnera par des mots et respectera son rythme afin de s'adapter à ce nouveau changement.

Ensemble nous trouverons un petit rituel (câlins ,doudou, jeux au sol) qui lui donnera un repère en facilitant ainsi votre départ.

Le doudou et/ou la tétine sera pour votre enfant le lien entre sa maison et la crèche, lui permettant de se ressourcer quand il en aura besoin, de l'accompagner dans ses jeux, les moments forts vécus à la crèche…Il est donc indispensable que ce doudou le suive.

En grandissant, il se peut qu'un jouet, une étoffe, une peluche soit pour l'enfant l'objet d'un soin particulier : c'est l'équivalent d'un doudou. Il est très important de lui laisser car il est pour lui un objet transitionnel.

En fonction de l'âge de l'enfant, il est préférable que le parent arrive avec son enfant, par la main et non dans les bras. L'enfant, doit être considéré comme un individu, afin qu'il participe, à sa manière, aux transmissions le concernant. En cas de difficultés, lors de la séparation, la professionnelle prendra en charge l'enfant pour l'aider à vivre au mieux cette situation.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DB2025_019-AU
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

2.L'Accueil du soir : Ou les retrouvailles

Après sa journée de crèche, l'enfant retrouve son parent et ce moment est plus propice à la discussion. Le parent doit prendre le temps de s'informer de la journée de son enfant afin de lui montrer son intérêt. Chacun prend le temps de faire part des expériences de l'enfant, son positionnement au sein du groupe, ses progrès et ses difficultés. De manière plus concrète, la professionnelle se sert de la feuille de transmission pour retranscrire le déroulement de la journée : sieste, repas, activités…

Quand l'enfant a eu du mal à se séparer de son parent le matin, il peut arriver qu'il lui faille un temps de réadaptation pour retrouver son parent. Cela lui a demandé un effort toute la journée de vivre sans lui, alors il faut qu'il se réhabitue en douceur. L'enfant ne fait pas payer la séparation au parent. Ainsi, respecter le temps des retrouvailles entre

. Nous serons à l'écoute de vos attentes, afin que la crèche ne soit pas un milieu inconnu pour vous. Nous prendrons le temps de vous répondre ; nous devrons aussi retrouver les enfants encore présents, afin de leur assurer un meilleur accompagnement possible sur les dernières heures de la journée.

Si vous avez besoin que nous répondions à un questionnement précis, sur un sujet où i est nécessaire de se poser, nous devrons alors pendre rendez-vous ultérieurement, afin de ne pas pénaliser l'encadrement du moment. La direction est également disponible pour prévoir une rencontre individuelle (même improvisée si cela est possible).

Si votre enfant rencontre une difficulté à quitter la crèche, peut-être est-t 'il tout simplement en train de vous dire qu'il a besoin d'un peu plus de temps pour effectuer la transition entre la crèche et la maison.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DB2025_019-AU
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

4. La Communication gestuelle : des signes pour accompagner nos mots

OBJECTIF :
Outil de communication permettant aux enfants d'exprimer leurs besoins, d'être compris et ainsi réduire la frustration, l'énervement et les cris chez les enfants, les parents et les agents.
Les enfants compris renforcent leur estime de soi.

PLAN D'ACTIONS :

- Présentation de ce projet à l'équipe et à la direction.
- Rédaction de cet écrit par l'équipe.
- Présentation aux parents à la réunion de début d'année.
- Introduction de 2 à 3 signes par mois au moyen de photos-affiches.
-envoi du livret aux familles par courriel

MOYENS :

Humains :
Les agents, les parents et les enfants.

Matériels :
Support écrit :
- Livret à l'attention des familles
- Affichage des signes dans le service

MODALITES ET INDICATEURS D'EVALUATION :

- Mis en place dans une autre crèche de la CAPG.
- Des études qui montrent les effets bénéfiques.
- Echanges et retour des familles en cours d'année.



MANGER
On met la main comme le bec de canard tape deux fois sur la bouche.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DB2025_019-AU
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025



DORMIR
La main en forme de moufle se place sur le coté du visage, le pouce est placé sous le menton et la tête légèrement inclinée.

Nous avons observé que les bébés ont la capacité physique d'imiter les gestes bien avant celle de parler.
Dès 8 mois, ils maitrisent suffisamment les muscles de leurs bras et de leurs mains pour communiquer grâce à des gestes.
Notre projet s'inscrit dans une démarche de communication respectueuse et bienveillante.

Le but n'étant pas de parler la langue des signes mais d'accompagner nos mots avec un geste pour offrir à vos enfants un outil pour exprimer leurs besoins et ainsi être compris avant l'acquisition du langage.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DB2025_019-AU
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

5.Les repas :

Se nourrir est un besoin vital pour vivre mais aussi un temps d'expérimentation pour votre enfant.
Il utilise tous ses sens : la vue, l'odorat, l'ouïe…et le toucher.
Mettre les mains dans son assiette est une étape essentielle pour son apprentissage alimentaire.
Apprendre à manger proprement s'acquiert avec le temps et la pratique.

Pourquoi laisser votre enfant manger avec les doigts ?

- En manipulant la nourriture, votre enfant se familiarise avec les aliments.
- Il évalue la texture et la température des aliments : chaud, tiède, froid, mou, dur, gras, gélatineux…
- Les aliments sont plus savoureux sans le goût du métal ou du plastique de la cuillère.
- Il contrôle son appétit en mangeant généralement plus lentement et s'arrête lorsqu'il n'a plus faim. Cela joue un rôle dans la prévention des problèmes de surpoids pour son futur.
- Il développe sa motricité fine et son habilité.





Comment savoir si votre enfant veut manger seul ?

- Il attrape la cuillère de vos mains
- Il repousse la cuillère lorsque vous l'approchez de sa bouche et tourne la tête
- Il met les mains dans l'assiette
- Il s'agite ou s'énerve

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DB2025_019-AU
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025



Mais comment s'y prendre ?

- Proposez-lui de tenir sa cuillère (il finira par la mettre seul dans l'assiette et porter le contenu à sa bouche)
- Laissez-le toucher et manipuler sa purée ou ses aliments pour les mettre à la bouche
- De votre côté, vous pouvez continuer de lui donner quelques cuillerées jusqu'à ce qu'il décide de manger seul.

Mon enfant boude certains aliments :

- Continuez de lui proposer ces aliments. L'enfant a besoin de goûter plusieurs fois avant d'apprécier certains goûts ou textures
- Goûtez les aliments devant lui en vous préparant une petite assiette (les enfants aiment imiter)
- L'encourager sans le forcer
- Et pourquoi pas proposer un plateau repas contenant entrée, plat et dessert pour laisser votre enfant manger dans l'ordre qu'il veut.

L'ordre des aliments du repas est un code social et non une notion diététique.
Il n'y a donc pas d'intérêt à insister pour que l'enfant mange son plat avant le dessert. L'attente du dessert et l'impatience que cela génère peut empêcher l'enfant de manger.

Alors, oui il faudra nettoyer après mais le repas doit rester un moment de plaisir et de curiosité pour votre enfant.

Nous sommes à peu près sûr que lorsque vous regarderez dans quelques années une photo de votre enfant barbouillé de purée ou que vous vous remémorez ces moments, vous en rirez...

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DB2025_019-AU
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

6. Le portage

Pratique qui consiste à porter contre soi un bébé à l'aide d'un porte bébé ou d'une écharpe. Il permet de maintenir un contact physique avec l'enfant tout en ayant les mains libres.

*L'intérêt du portage pour l'enfant :

- Favorise une bonne adaptation au monde extérieur :

Il permet la peau à peau avec ses parents. Il ressent la chaleur, l'odeur et les battements du cœur de l'adulte qui le porte. Cela le rassure.

- Aide au bon développement physique :

Cela renforce ses muscles (cou et dos) qui contribue à un meilleur tonus. Les mouvements du porteur contribuent à améliorer le sens de l'équilibre de l'enfant. Le portage diminue le risque de tête plate.

- Réduit les pleurs :

Effet apaisant.

- Facilite la digestion :

La position verticale favorise le rot, soulage les reflux gastriques, diminue les coliques et lutte contre la constipation.

- Facilite le développement du lien d'attachement :

Les gestes et les regards affectueux pendant le portage stimulent chez le nourrisson la production de l'hormone d'ocytocine qui contribue à l'apaisement et à l'attachement. Le portage permet à l'adulte de répondre plus rapidement aux besoins de l'enfant.

- Contribue au développement socio émotionnel :

Le contact plus étroit lors des interactions sociales contribue au développement de confiance en lui, de confiance envers ses parents et du porteur.

- Réconfort :

Effet calmant lui procurant un sentiment de sécurité. Le portage permet également la régulation de la température corporelle et la fréquence cardiaque de l'enfant qui se cale sur celui de l'adulte.

- Stimuler le développement cognitif

La proximité augmente le niveau d'attention du nourrisson et l'incite à explorer.

- Favorise le sommeil :

Apaiser, le nourrisson régule mieux son système nerveux favorisant un sommeil de qualité.

* L'intérêt du portage pour les parents :

- Procure une certaine liberté de mouvements :

Prendre soin de son enfant tout en vaquant à ses occupations diminue le stress.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DB2025_019-AU
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

- Renforce le lien parent-enfant :

Porté, l'enfant est rassuré et en sécurité. Le nourrisson développe le lien d'attachement avec ses parents ou figures d'attachement grâce à la réponse rapide de ces derniers aux besoins de l'enfant.

- Améliore le sentiment de compétence parentale et de confiance en soi :

Moins de pleurs, les parents sont moins stressés. Nous observons une diminution de dépression chez la mère.

- Permet un transport de l'enfant plus ergonomique :

Ce type de portage favorise une meilleure position de l'enfant et un soutien plus confortable pour les adultes qui portent.

*Les différentes écharpes de portage et porte-bébés :


Echarpes


Fly-taï


Sling


Porte-bébé

- Les écharpes de portage classique :

Une fois bien ajustée, l'écharpe est très confortable et permet de répartir le poids de l'enfant sur l'ensemble du corps du porteur.
La taille recommandée est entre 4 et 5 afin de nouer les nœuds.

* Plusieurs textures :
  - en soie (plus pour les nouveau-nés car moins soutenant)
  - en coton (soutenant mais moins que le lin)
  - en lin (le plus soutenant)

En crèche le mieux est le lin ou le coton. Ne pas prendre celle à effet élastique, trop extensible, trop longue, moins soutenant.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DB2025_019-AU
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

Nœud hanche à boucle avec l'écharpe


De dos


De face


De profil

***Le mei- tei et le fly-taï :**
Rectangle de tissu muni de 4 lanières.
Le mei-tai pour les nourrissons de -3 mois jusqu'à 1 an.
Le fly-taï pour les nourrissons de +3 mois jusque 2 ans.

***Le sling :**
Echarpe avec anneaux intégrés. Installation plus simple et plus rapide pour un portage court (environ 20-30 min) car le poids de l'enfant se porte sur une épaule.

***Les porte-bébés préformés :**
Il possède des rembourrages, des bretelles et des sangles réglables pour apporter confort et soutien au porteur et à l'enfant porté. Facile et rapide à installer.

*Quelques conseils pour un portage efficace :

- Garder la courbe du dos de l'enfant en plaçant son ventre contre le nôtre. Ses jambes légèrement écartés et repliées pour former un « M » avec ses genoux légèrement plus hauts que ses hanches pour permettre à son dos d'adopter naturellement une forme arrondie et un bon développement de ses hanches.
Ne pas trop lui écarter ses jambes, respecter son écart naturel.

- Bien dégager ses voies respiratoires. La tête et le cou doivent être soutenus afin que son menton ne retombe pas sur sa poitrine.
Les nouveau-nés cherchent à s'enfouir dans la poitrine ou les aisselles du porteur, d'où l'importance de basculer le bassin pour dégager les voies aériennes.

- Eviter de porter le nourrisson plus d'1 heure dans la même position. Alterner l'orientation de sa tête régulièrement pour lui éviter le torticolis.

- Vérifier que le tissu soit dans le creux des genoux de l'enfant pour ne pas lui couper la circulation sanguine.

Si bébé se tend, remonter le tissu devant entre ses jambes.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DB2025_019-AU
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

7.La Motricité libre

La motricité libre consiste à laisser l'enfant libre de ses mouvements afin de lui permettre d'explorer son corps et de se développer en toute confiance.

Un concept qui date des années 60 mais qui fait partie intégrante aujourd'hui des projets éducatifs.

Le Service des COCONS : de 4 à 12 mois

Votre enfant passera la majeure partie du temps sur les tapis au sol afin de le laisser libre de ses mouvements.

Nous lui mettrons à disposition des jeux colorés de formes, de tailles, de textures différentes afin d'éveiller ses sens.
Tout petit, votre enfant positionné sur le dos ;il sera tout d'abord attiré par son propre corps, ses doigts, ses mains, ses pieds…
Puis son attention se portera sur son environnement ; ce qui l'incitera à essayer des mouvements en vue de saisir les jeux environnants, puis à se retourner.
Des vêtements confortables lui permettront de se mouvoir aisément, facilitant ses propres expériences.
Les professionnelles présentes également au sol seront là pour l'accompagner, l'encourager ou le câliner si la fatigue se fait sentir.
L'intérêt sera de laisser votre enfant faire ses acquisitions de façon autonome sans les lui enseigner ni le contraindre à une position non acquise qui le mettrait mal à l'aise et qui porterait atteinte à sa confiance et retarderait ses acquisitions.
« Un enfant n'est jamais mis dans une situation dont il n'a pas encore acquis le contrôle par lui-même » Emmi Pikler.
Dans le service, le matériel qui limiterait les mouvements de votre enfant sera proscrit ou limité (transat, trotteur, parc…)
Le transat est réservé sur des temps courts, aux repas et à la digestion pour les plus petits qui n'ont pas la capacité musculaire de s'assoir ou n'ont pas encore acquis la position assise.
Notre rôle sera d'installer un espace sécurisant et stimulant lui permettant de se développer à son rythme et en fonction de ses envies.
Il pourra se déplacer et grimper en toute liberté mais aussi toucher, expérimenter, tâtonner, persévérer…
C'est en répétant jeux et gestes que votre enfant se préparera à de nouvelles acquisitions.

Le Service des Libellules : de 12 à 36 mois

Le mobilier est adapté à votre enfant.
Celui-ci sert aussi bien de rangement, de jeu mais aussi est un excellent atelier moteur qu'il investira à sa façon sous le regard bienveillant et réconfortant de la professionnelle.
Les enfants ont une excellente capacité à évaluer les risques et à se retirer de situations compliquées.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DB2025_019-AU
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

L'équipe apportera à l'enfant les moyens nécessaires (sans jamais faire à sa place) pour développer ses compétences motrices à travers les jeux (ballons, vélo, trottinette, parcours moteur …)
Mais aussi la motricité fine (jeux d'encastrement, de construction, découpage, malaxage …).
Les espaces sont aménagés après réflexion d'équipe, au vu des progrès des enfants et de leurs besoins, ainsi les espaces peuvent évoluer .

Votre enfant est acteur de ses mouvements et de son développement.
La motricité est un premier pas vers l'autonomie lui apportant un sentiment d'accomplissement et de sécurité.
Faites lui confiance.
Il n'a pas fini de vous surprendre !

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DB2025_019-AU
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

8. Les pleurs et les colères

1.Les pleurs

Durant les premières années de sa vie, le jeune enfant est dépendant de l'adulte. Il ne dispose pas de la parole pour exprimer un besoin ou un mal-être. Il est naturel et essentiel à celui-ci de pleurer pour se faire comprendre et nous faire comprendre qu'il a besoin de nous. C'est son moyen de communication.

*Quelles sont les raisons des pleurs d'un jeune enfant ?

- **Exprimer un besoin** :
    - la faim
    - dormir
    - changer sa couche
    - être porté, câliné…
    - être rassuré et se sentir en sécurité
- **Exprimer un mal-être** :
    - une douleur
    - une frustration
    - une anxiété
    - une peur
    - décharger ses émotions
    - difficulté à gérer une séparation
- une surstimulation de son environnement (trop de bruit, de lumière, de mouvement autour de lui...)

*Comment réagir aux pleurs d'un jeune enfant et l'apaiser ?

- utiliser la parole pour le rassurer et lui montrer que nous sommes là pour lui
- garder le contact visuel
- le prendre dans ses bras pour lui permettre de libérer l'ocytocine qui est l'hormone d'apaisement

En prenant l'enfant dans nos bras et en nous adressant à lui, nous trouverons le sens de son comportement pour mieux répondre à son besoin psychique ou physiologique.

En tant que professionnel et parents, nous devons comprendre que si le jeune enfant pleur ce n'est pas pour nous embêter mais parce qu'il a besoin de nous pour répondre à un de ses besoins, se sentir en sécurité et s'apaiser (voir plus loin l'importance du lien d'attachement).

Il existe des ateliers de décryptage de pleurs :
Décrypter les pleurs des nourrissons nous permet de répondre correctement au besoin de l'enfant et ainsi d'éviter de lui donner un biberon s'il pleur parce qu'il a sommeil.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DB2025_019-AU
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

2.Les pleurs de décharge ou d'angoisse

Vers 6 semaines de nombreux nourrissons font des crises de larme. Ces pleurs surviennent entre 18h et minuit et durent en moyenne 3 heures et ce, même s'il a bien mangé et été changé.

Pendant ces « pleurs du soir », bébé semble souffrir, son visage est rouge, il a les poings serrés, son ventre est ballonné et son front plissé.

On parle de « pleurs de décharge ou d'angoisse » qui peuvent être un moyen pour lui de faire part des différentes émotions ressenties et de tous ce qu'il a appris dans la journée. La journée à été longue et éprouvante, c'est le moment pour lui de lâcher prise, de retrouver de l'attention et de la tendresse auprès de ses parents.

Comment calmer les pleurs de décharge ?

Instaurer une atmosphère douce et ralentissez le rythme :
- limitez les bruits forts et les lumières vives
- parlez-lui doucement pour le rassurer. Lui dire que vous ne comprenez pas ce qui ne va pas mais que vous êtes là pour lui
- portez-le contre vous en recroquevillant ses jambes sur lui même
- bercez-le, cela lui rappelle les mouvements qu'il à connu dans le ventre de sa maman
- placez-le sur votre avant-bras pour lui masser le ventre tout en le berçant
- proposez lui une tétine, le besoin de succion est très présent chez le nourrisson

Ces pleurs sont physiologiques et disparaissent vers 3-4 mois.
Occasionnellement et si les conseils précédents ne fonctionnent pas, vous pouvez lui faire écouter « des bruits blanc » tel que l'aspirateur, le sèche-cheveux, la mer, les battements du cœur…).

Important :
Ces pleurs sont épuisant et stressant. Il peut être difficile de garder le contrôle.
Si vous êtes épuisé, ne prenez pas votre enfant. Passez le relais à une autre personne pour éviter d'avoir des passages à l'acte comme l'envie de secouer bébé en espérant qu'il se calme.
Le syndrome du « bébé secoué » peut avoir de graves conséquences sur le cerveau de l'enfant pouvant entrainer des handicaps ou la mort de l'enfant.
* Si le nourrisson pleure plusieurs heures en discontinu, consulter un spécialiste pour s'assurer que l'enfant n'ait pas un problème organique (reflux gastro-œsophagien, allergie…)

3. La colère :

Le jeune enfant en colère est submergé par son émotion. Il est perdu et à besoin de la présence de l'adulte pour la comprendre.
Pour comprendre la colère d'un enfant, il faut porter notre regard comme lui et non comme un adulte.
L'adulte qui est submergé par ses émotions à la ressource pour l'exprimer ou la faculté de changer d'endroit pour se calmer. Le jeune enfant n'a pas cette possibilité. Son cerveau n'est pas encore mature. Il est incapable avant l'âge de 7 ans (l'âge de raison) de gérer ses émotions seul.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DB2025_019-AU
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

L’adulte doit le suppléer dans la gestion de ses émotions :

- par une contention physique pour l’apaiser
- par une contention psychique en lui parlant doucement et calmement pour le rassurer.
- en verbalisant l’émotion qui le traverse pour l’aider à la mentaliser

Être enveloppé ainsi par l’adulte le rassurera et l’apaisera. Les mots mit sur son émotion l’aideront à mieux la comprendre et à la gérer.
Durant une crise de colère, certain enfant refuse le contact physique. Laissons-le exprimer son émotion mais portons notre attention sur lui par notre présence à ses côtés, notre regard poser sur lui. Une fois la colère extériorisée, verbalisé son ressenti.
En ce qui concerne le comportement des enfants qui mordent, tapent, poussent ou tirent les cheveux se conférer au document sur les actes d’agressivité pour comprendre ces comportements et nous aider à gérer ces situations. Dans la conscience du jeune enfant, il voit l’autre comme un objet et non comme un être. Charge à nous, de les aider à comprendre et gérer leurs émotions qui sont des actes normaux du développement de l’enfant.
En tant que professionnel et parents, nous devons comprendre que l’enfant qui est en colère ou qui manifeste des actes d’agressivités n’est pas méchant.
L’opposition est importante. L’enfant a besoin de s’affirmer pour se distinguer.
Nous devons tenir compte que chaque enfant n’a pas non plus le bon modèle à la maison. Certains sont confrontés à la violence verbale ou physique au sein du domicile.
Nous ne devons pas non plus exclure que les jeunes enfants d’aujourd’hui vivent entouré d’écrans, néfastes pour leur développement et leur comportement.

4.L’enfant qui s’auto agresse n’est pas en colère mais triste

La colère est un sentiment normal qui permet d’évacuer une émotion **néanmoins** nous devons différencier la colère simple à la colère où l’enfant s’auto agresse.
* Un enfant qui s’auto agresse (se mord, se tape la tête contre les murs ou le sol…) exprime un mal être. Nous le retrouvons chez les enfants en carence éducative ou ayant des troubles du spectre autistique.
- **Carences éducatives :** se traduisent par un défaut de surveillance et de protection de l’enfant tel que le non-respect du rythme de l’enfant, le manque d’éducation parentale, le manque de soins médicaux ou la déscolarisation.
- **Carences affectives :** se produisent lorsque les besoins émotionnels de l’enfant ne sont pas satisfaites de manières adéquate tels que l’absence de liens émotionnels solide dans l’enfance, de négligence, d’abus ou de traumatismes relationnels.
Les enfants qui s’auto agressent ont un déficit dans leurs interactions sociales. Ils n’ont pas accès totalement au monde et l’agressivité se retourne sur eux-mêmes. Ils sont dans un état dépressif.
Lorsque nous sommes déprimés nous nous auto agression soit physiquement par des actes d’auto mutilation (scarification, tentative de suicide…) soit psychiquement par des actes de dévalorisation (je suis nul, personne ne m’aime, je rate tout, je suis bon à rien…)

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DB2025_019-AU
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

5.La théorie d'attachement

(John Bowlby, psychiatre et psychanalyste ainsi que Marie Ainsworth, psychologue)

Pour se construire et se développer, un enfant a besoin de tisser des liens sécurisants avec un adulte. Les figures d'attachements sont les personnes qui s'occupent de l'enfant dans les premiers mois de sa vie : le plus souvent, la mère et le père, puis les substituts parentaux comme les agents de crèche.
Les mères sont bien souvent la première figure d'attachement puisque ce sont elles qui s'occupent le plus de leur enfant. Le fait que les bébés se tournent plus vers la mère que vers le père n'a rien à voir avec l'amour mais avec la construction du lien d'attachement.
L'on peut bien aimer un enfant et ne pas savoir répondre aux besoins d'attachement et vice versa.
Les figures d'attachement principales se construisent dans les 9 premiers mois de la vie de l'enfant et chacune de ses figures est irremplaçable, spécifique et non interchangeable.

* Les conditions pour créer l'attachement :

- répondre par le contact physique, visuel et verbal aux appels de l'enfant
- assurer une continuité des personnes dans les soins apportés à l'enfant
- la prévisibilité et la cohérence des réactions des personnes qui s'occupent de l'enfant
- des séparations limitées en fonction de l'âge de l'enfant

* Le caregiving :

Le « caregiver » est la personne autre que ses parents à prendre soin de l'enfant. Par nature, l'enfant va s'attacher à cette personne qui l'écoute et répond à ses besoins, lui donne les soins, s'intéresse à lui, le réconforte et le sécurise.
Le « caregiving », c'est la capacité de la figure d'attachement à :
-percevoir et interpréter les signaux verbaux et non verbaux du jeune enfant de manière adéquate et rapide
- accepter le besoin d'attachement de celui-ci (le jeune enfant pleure parce qu'il ne se sent pas bien et à besoin de l'adulte pour se sentir mieux, il ne fait pas un caprice)
- être sensible à sa détresse, en montrant assez d'empathie pour répondre à ses besoins
- soutenir son exploration et favoriser la résolution des problèmes ensemble
- respecter son rythme de développement
- rassurer l'enfant en étant présent pour lui

Pour s'attacher, la proximité et la disponibilité de l'adulte sont primordiales.

* A quoi sert l'attachement :

L'attachement à des fonctions vitales pour l'enfant :
- il contribue à la survie de l'individu (rester proche de ses figures d'attachement assure sa sécurité)
- il favorise la régulation psycho-physiologique (un enfant à proximité de sa figure d'attachement régule son stress)
- il est le socle du développement de la mentalisation (la réponse de caregiving au besoin d'attachement est le meilleur mode d'emploi des relations sociales et de l'empathie)
- il constitue un tremplin pour affronter les difficultés et les crises.

Un enfant à l'attachement sécure développera la confiance en l'autre et une bonne estime de soi.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DB2025_019-AU
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

9.Comment accompagner l'enfant à gérer ses émotions ?

*L'importance des émotions chez les jeunes enfants

L'émotion est une expression de l'état que transmet un enfant à un adulte ou un adulte à un enfant.
Renforce l'estime de Soi
L' identification des émotions permet davantage de bienveillance et de respect.
Permet à l'enfant d'entrer en contact avec les autres et de développer de l'habileté sociale.
Reconnaître les émotions développe l'intelligence émotionnelle.

*Comment prendre en charge les « tempêtes émotionnelles » ?

Avoir des connaissances sur le développement cognitif et émotionnel chez l'enfant.
Observer les enfants durant la journée ou pendant l'activité pour mieux connaître l'émotion ressentie.
Se mettre à la hauteur des enfants.
Laisser l'enfant exprimer son émotion s'il a acquis le langage avec une écoute empathique et bienveillante.
Nommer l'émotion ressentie sans jugement.

*Comment mettre en place des actions autour des émotions ?

Organiser des journées sur le thème des émotions du type : « journée rouge » « journée cirque », » journée hawaïenne ».
Sensibiliser les parents et les professionnelles sur l'importance des émotions.
Mettre en place des activités autour du thème : ex : peinture en pleine Nature/ peinture au chocolat/déchirage de papier
Se servir de boîtes à thème sur les Emotions du type « La joie », « la colère », « la peur »…Ces boîtes contiennent différentes matières, objets, images, servant à mettre des mots sur l'émotion rencontrée, ou à toucher différentes textures, visant à apaiser l'enfant et enrichir ses sensations.
Mettre en place un temps de lecture sur les émotions (livres présélectionnés)
Mettre en place une fiche « La Tasse des émotions » : sera remplie par les professionnelles sur l'observation des enfants
Proposer à un intervenant marionnettiste de faire un spectacle autour du thème « les émotions ».

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DB2025_019-AU
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

10. Les actes d'agressivité chez les jeunes enfants

L'agressivité tout comme la colère sont des émotions que peuvent éprouver les jeunes enfants et qui font partie du développement de celui-ci. Elle est plus ou moins marquée selon le tempérament de l'enfant et sa capacité à gérer ses émotions.

Les actes d'agressivité tels que les morsures, les griffures, les coups ou les tirages de cheveux ne sont pas des actes de méchanceté chez les enfants de - 4 ans car leur cerveau ne peut comprendre qu'en agissant ainsi ils font du mal à l'autre.

Quelles peuvent être les raisons de ces conduites ?

- Une immaturité à gérer ses émotions et à réguler son impulsivité

- Une envie d'explorer le corps de l'autre

- Un besoin de décharger une frustration

- Un manque de langage pour exprimer un besoin ou une émotion

- un besoin de stimulation orale ou de soulagement des gencives lors des poussées dentaires

- une surstimulation sensorielle (trop de bruit, de lumière, de mouvement…)

- Une communication maladroite pour entrer en contact avec l'autre

- un manque d'espace

- Un besoin de bouger

- Un besoin d'attention ou d'affection de la part de l'adulte

- un besoin d'expérimenter la cause/effet

- Se protéger ou se défendre

Comment réagir face à ses actes ?

* Tout d'abord, consoler l'enfant qui a été agressé :

- Le prendre dans ses bras pour le consoler.

- Mettre des mots sur ses émotions : « Tu pleures car tu as sans doute mal et peut-être as- tu été surpris. »

L'enfant qui a fait mal à l'autre va petit à petit comprendre que son acte ne sera pas récompensé puisque l'attention se porte sur l'autre.

* Accompagner ensuite l'enfant qui a agressé :

Inutile de le gronder, de l'isoler ou de le forcer à dire pardon.

- Lui montrer et lui expliquer le bon geste pour favoriser ce qu'il peut faire plutôt que ce qu'il ne peut pas faire : « La main sert à caresser, la bouche à faire des bisous, le bras à câliner… »

- Poser de façon calme, brève mais ferme l'interdit : « Stop, mordre, ça fait mal. C'est interdit. », « Tu as le droit d'être en colère mais tape sur un jeu. »

La douceur est la meilleure solution pour apaiser les manifestations d'agressivité

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DB2025_019-AU
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

Favoriser le « stop » plutôt que le « non ». Le « stop » vient arrêter un comportement tandis que le « non » instaure un rapport de force et une dynamique d'agressivité.

- Lui montrer les larmes de l'autre pour le sensibiliser à l'émotion induite par son acte même s'il n'en comprendra le sens que plus tard.

- Attirer son attention sur autre chose ou un autre jeu.

Ne jamais reproduire sur l'enfant son geste dans le but de lui montrer que ça fait mal. Cela entrainera une confusion chez votre enfant qui ne comprendrait pas qu'il ne peut pas mordre, taper, ou tirer les cheveux si vous lui faites. N'oubliez pas que vous êtes le premier modèle pour votre enfant.

Quels jeux pour éviter ses actes ?

- Proposer des jeux à mordre, à lancer, à tirer ou à taper (anneaux dentaires, balles, ficelles à tirer, tambourins…)

- Alterner jeux calme et jeux de démolition (briques, boites, bouteilles vide… pour empiler, taper, démolir…)Cela lui permettra d'expérimenter sa force, de décharger ses pulsions et d'apprendre à gérer ses émotions.

- Proposer des activités de manipulations pour atténuer les tensions des mains (pâte à modeler, sable, eau…)

- Eviter les jeux de bagarre. L'enfant ne différencie pas le jeu du réel.

Rassurez-vous, à mesure que les enfants grandissent, les interactions agressives sont de moins en moins fréquentes. La maturité de leur cerveau va leur apprendre à mieux gérer leurs émotions et ils prendront plaisir à jouer ensemble.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DB2025_019-AU
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

11.Quand et comment chausser votre enfant ?

Avant la marche :

Votre enfant n'a pas besoin de chaussures.
Si vous craignez qu'il ait froid aux pieds, vous pouvez lui mettre des petits chaussons souples en cuir et antidérapants avec une semelle fine (exemple en photo ci-dessous) mais le mieux reste les pieds nus sans chaussettes.



Pourquoi les pieds nus sont le mieux pour votre enfant ?

- Pieds nus votre enfant à une meilleure prise au sol. Cela l'aide à ne pas glisser et lui permettent d'agripper ses orteils au sol pour avancer ou être plus stable.

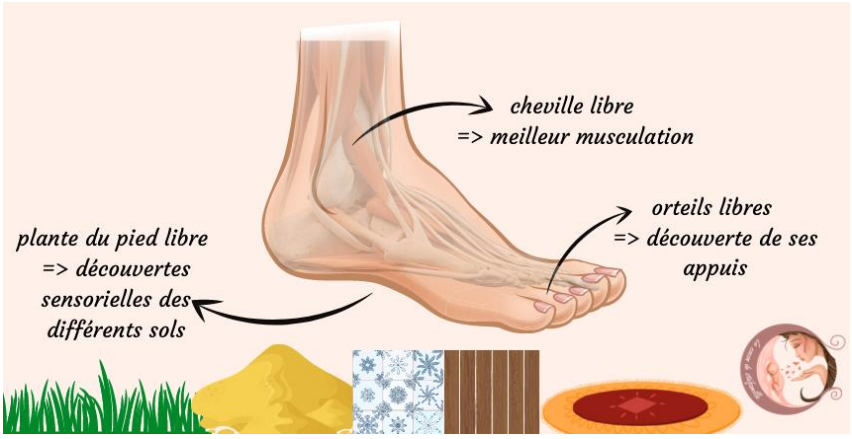
- En contact direct avec le sol, il découvre les sensations tactiles qui l'aident à trouver ses appuis et à ajuster son équilibre.

- Plus ses pieds sont libres, plus ses muscles peuvent travailler.



AR Prefecture
006-200039857-20250403-DB2025_019-AU
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

Les bienfaits des pieds nus :



A partir de la marche :

Privilégier des chaussures qui lui permette une bonne stabilité.



Attention :

- Entre 1 an et 2 ans, votre enfant va prendre une taille tous les 2-3 mois environ et devra changer de chaussures... mais n'achetez-pas des chaussures trop grandes car cela n'est pas bon pour lui.

Ses chaussures doivent être parfaitement adaptées pour qu'il prenne de bons appuis et éviter de tomber.

La croissance des pieds n'est pas forcément régulière. Ils peuvent à certains moment avoir une croissance rapide puis ensuite plus lente, d'où l'importance de vérifier souvent la taille.

Chaque marque taille différemment, donc sa pointure variera d'une marque à l'autre. Le mieux est de lui faire éssayer en boutique.

- Vérifier également l'usure des chaussures pour qu'elles lui maintiennent toujours bien les pieds.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DB2025_019-AU
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025



Les signes d'une chaussure trop petite :

- elle se déforme
- votre enfant bute facilement
- vous avez du mal à l'enfiler

Pas de semelles intégrées avec voûte plantaire (sauf si c'est sur avis médicale):

Les enfants ont visuellement les pieds plats jusqu'à environ 4 ans.
En réalité, l'arche de notre pied possède un coussinet graisseux qui va se transformer au fil du temps.
Avec les déplacements, puis l'acquisition de la marche, elle se développe en même temps que les muscles et les tendons se renforcent. Le coussinet s'estompe, le corps se cambre et la voûte plantaire commence à prendre forme.
Si on y ajoute une semelle avec voûte plantaire, on risque d'écraser l'arche osseuse et de provoquer des problèmes de pieds et de posture dans le futur.

Et une fois les bonnes chaussures trouvées ?

Laisser votre enfant le plus souvent pieds nus car lorsque la marche est acquise les os de ses pieds n'ont pas fini de se solidifier.
L'idéal est de laisser suffisament de liberté de mouvement aux pieds afin de travailler sa musculature.
Et rassurez-vous, les pédiatres s'accordent à dire que les enfants n'attrapent pas froid par les pieds.
Les maladies sont liées à des virus ou des bactéries présentes dans l'air ou dans les sécrétions.

Alors, les chaussures, c'est pour marcher à l'extérieur.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DB2025_019-AU
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

12.ACTIVITE JARDINAGE à la Poussinière

La crèche bénéficiant d'un grand espace extérieur avec un côté jardin, nous trouvons intéressant d'investir un petit coin pour le dédier à la création d'un bac potager.
Etant sensibles à l'environnement, nous souhaitons transmettre des valeurs liées à la nature, en faisant participer les enfants, à leur niveau.
L'environnement est une des préoccupations de notre société.
Il est donc important de les sensibiliser dès le plus jeune âge.

OBJECTIF :

Les enfants participent à leur manière à ce projet, en fonction de leur âge, leurs capacités et leur compréhension, accompagnés des professionnelles attentives à l'entretien du potager.

Les intérêts de ce projet pour l'enfant sont :

- ✓ Jouer avec la nature : découverte de la matière « terre », l'eau, manipuler,
- ✓ Découvrir le matériel de jardinage et son utilisation (pelles, râteaux, arrosoir),
- ✓ Favoriser les échanges entre enfants, les interactions,
- ✓ Favoriser les différents sens : voir pousser, sentir les odeurs liées aux fleurs, herbes aromatiques, toucher la terre, goûter ce qui a poussé,
- ✓ Participer au développement de la motricité fine : utiliser l'arrosoir, le matériel comme les pelles, râteaux, creuser, cueillir, arracher les mauvaises herbes… participent à la motricité de la main par différents mouvements nécessaires.
- ✓ Développer le sentiment de « responsabilité », et lui « apprend » la patience.

PLAN D'ACTIONS

-Proposition en réunion d'équipe : volontaires
-mail à l'économe pour l'obtention d'un bon d'achat terreau et plantations
-Installation du carré potager
-Déplacement à Gamm Vert
- Dépôt de la terre dans le bac avec un groupe enfants
-plantation avec un groupe d'enfants au plus tard fin mai
-communication aux familles de l'activité à travers une affiche faites par les Papillons
-Création d'un épouvantail en activité manuelle par les enfants

MOYENS :

Matériels :

-Achat d'un carré potager
-Validation d'un bon en euros par le Président pour un commerce du marché public.
-Achat de plan Bio et de plantes répulsives ou ôtes des insectes

Humains:

-Une professionnelle pour 4 enfants

MODALITES ET INDICATEURS D'EVALUATION :

Pour les enfants :
L'enthousiasme pour cet atelier
Pour les agents :
Diversification des activités proposées
Pour les parents :
Image d'une crèche investie et dynamique

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DB2025_019-AU
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

13.COMPOSTAGE et JARDINAGE

OBJECTIF(S) :

- Eviter au maximum le gaspillage alimentaire en le destinant à une réutilisation végétale.
- Allier la récupération des déchets au besoin de terreau pour nos plantations (fraises, herbes aromatiques, fleurs)
- Montrer et sensibiliser le public aux gestes de recyclage
- Produire du terreau pour nos plantations

PLAN D'ACTIONS ET DEROULEMENT

- Obtenir un Composteur en 2024
- Suivre une Initiation organisée par le responsable du service(Stéphane Bertini)
- Sensibiliser l'équipe des professionnelles et les familles de la crèche (réunions, affichage)
- Organiser les actions menées, par qui, pourquoi, comment, quand.
- Prévoir des petits ateliers avec les enfants pour emmener les déchets alimentaires dans le composteur au moyen de petits seaux que les enfants pourront déverser (avec aide de l'adulte).
- Observer et noter sur un registre l'évolution du compost (cuisinière)
- Entretenir régulièrement le contenu du composteur afin de veiller au mélange indispensable et sa répartition (végétaux, feuilles, broyat)
- Quand le compost est prêt, l'utiliser comme engrais dans les plantations qui ont été effectuées dans le jardin ; les enfants iront remplir un seau de terreau et le verseront eux-mêmes dans les parterre de fleurs.
- La fiche de suivi de l'entretien du composteur permettra de vérifier qu'il est en bon état
- L'utilisation du terreau à maturation permettra de valider la réussite du projet

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DB2025_019-AU
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

14. Sortie Bibliothèque : les enfants et le livre

Les professionnelles souhaitent offrir à l'enfant, dès son plus jeune âge, la possibilité de découvrir le livre, sous toutes ses formes, dans le lieu typique d'une bibliothèque.

OBJECTIF(S) :

• Faire bénéficier aux enfants d'une sortie ludique, culturelle et enrichissante autour d'un nouveau livre

• Proposer différents supports culturels autour du livre

• Permettre à l'enfant de développer son autonomie, sa curiosité, sa capacité d'observation, de concentration, d'imagination, de développer son langage.

• Favoriser le développement de ses 5 sens au travers de la sortie (environnement).

• Au travers de cette découverte, l'objectif est d'habituer dès le plus jeune âge un enfant à manipuler un livre.

• Avoir un temps privilégié avec les professionnelles du fait du petit groupe.

• Projet avec la finalité d'emprunt de livres qui va enrichir notre collection.

PLAN D'ACTIONS ET DEROULEMENT :

Prévoir un trimestre où les sorties sont favorisées par un temps clément

Remise en état de propreté des poussettes

Faire signer les autorisations de sorties aux familles/proposer aux familles ne fréquentant pas la crèche le jour J de s'y inscrire occasionnellement. Leur demander si « être parent accompagnateur » les intéresse.

Contacter la bibliothécaire de Peymeinade pour retenir des dates.

Prévoir le roulement des enfants et des adultes en fonction de leurs présences (planifier)

Le jour J, si besoin, augmenter le temps de présence d'un agent (encadrement).

Durant la séance, l'adulte se met au service du tout-petit et lui raconte des histoires ou regarde un livre avec l'enfant ; cela peut être en individuel ou avec plusieurs enfants.

Se rapprocher de la bibliothécaire en cas de recherche d'un thème précis.

Veiller à ce que chaque enfant puisse être en relation avec une proposition adéquate de livres. (hauteur de meubles, disposition de la pièce)

Avant de repartir, une professionnelle se charge de récupérer les albums sélectionnés pour les emprunter pour la structure durant 1 mois environ.

En cas de pluie et d'annulation de la sortie, prévenir la bibliothécaire de notre absence.

Un panneau indiquant quels albums ont été découverts sera mis en évidence dans le service à la vue des familles.

Les transmissions du soir porteront sur le vécu de l'enfant durant la séance.

Deux services d'enfants d'âge différents peuvent préparer le projet ensemble et effectuer la sortie dans la mesure où la capacité d'accueil du lieu « bibliothèque » est respectée.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DB2025_019-AU
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

MOYENS :

Humains : Directrice, EJE, Infirmière, Auxiliaires de puériculture, Aide-auxiliaires, Agents d'entretien, Familles, Enfants de 9 mois à 3 ans.

Matériel : Poussettes simple, double, triple ; sac pour emporter les livres. Sac de Secours. Téléphone.

MODALITES ET INDICATEURS D'EVALUATION

• Le ressenti des professionnelles vis-à-vis de la séance

• Le ressenti des familles

• Observation de l'enfant et de son développement face au livre (évolution dans l'approche du livre).

• La vie de nos livres en structure (durée) due à une approche respectueuse et accompagnée.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DB2025_019-AU
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

15. Accompagner les transferts sur la structure Daudet

TERRITOIRE D'INTERVENTION : De la Poussinière à Daudet (tour du Stade de foot)-

Accueil dans les structures ou dans le parc Daudet.

OBJECTIF :

- Faciliter l'intégration des enfants de la Poussinière transférés sur la structure Daudet de façon la plus sereine possible, pour la rentrée de septembre .
- Les accompagner pour une séance d'apprivoisement des lieux et des personnes.
- Permettre à l'enfant de mieux accepter la séparation avec les professionnelles qui se sont occupées de lui et de s'adapter le plus facilement possible dans ce nouveau lieu d'accueil.
- Permettre à aux professionnelles de l'ancienne structure d'établir un « relai » vers la nouvelle équipe et structure.
- Permettre aux familles d'accepter le mieux possible cette demande de transfert.

PLAN D'ACTIONS :

- Présentation de ce projet à l'équipe et la direction.
- Rédaction d'un écrit à revoir avec l'équipe pour y apporter des rectifications ou de nouvelles idées si besoin.
- Vérifier, ou faire signer les autorisations de sortie.
- Faire une affiche d'information aux familles et leur en parler oralement également sachant que la fiche projet est à la disposition des familles dans le classeur projets.
- Directrice de l'établissement d'accueil des enfants qui seront transférés informe les familles concernées de ces transferts.
- La directrice de la nouvelle structure appelle les familles après validation de la commission pour leur confirmer ce transfert.
- Prise de rendez-vous avec la directrice du nouvel établissement pour visite des lieux, divers échanges (sur ce transfert et sur le fonctionnement de la structure).
- Mise en place d'un transfert d'un agent entre chaque structure afin d'avoir une personne référente qui suive les enfants transférés.
- Parler de ces sorties aux enfants et aux parents, en expliquant bien aux enfants ce qui est prévu.
- Les enfants seront accueillis par les enfants de la nouvelle structure. Ils pourront partager une activité, visiter les locaux, effectuer un passage aux toilettes et visiter la cour ou partager un pique-nique pendant les vacances scolaires quand moins d'enfants sur la structure.
- Organiser cette sortie le matin vers 10h jusqu'à 10h45 ou de 10h à 11h30 lors d'un pique-nique.
- Préparer le sac à dos de secours pour la sortie ainsi que l'appareil photo.
- Prévoir ces sorties sur plusieurs mois en petits groupe de 4 enfants afin que tous les enfants puissent y participer en faisant un roulement car 16 enfants seront transférés cette année.
- Prévoir l'encadrement 2 adulte, pour 4 enfants pour la sortie à pied, et de même, la Directrice prévoit l'encadrement nécessaire du Groupe restant, avec 2 professionnelles détachées.
- Soit sur un groupe de 19 enfants avec 4 enfants sortants, 15 enfants restent encadrés de 2 adultes.
- Prévoir petits groupes de 4 enfants de Daudet qui viennent sur la Poussinière avec 2 agents de Daudet qui pourront ainsi faire connaissance des enfants prévus en transfert et les voir évoluer sur leur environnement.
  Un roulement sera fait afin que chaque professionnelle et enfant puisse y participer.

MOYENS :

Humains : toutes les professionnelles et les enfants concernés par l'adaptation.

Matériel :

- Chaque enfant part avec son petit sac à dos avec doudou, tétine, gourde.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DB2025_019-AU
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

- Affiche et mail d'information pour les parents.
- Signature d'une autorisation spécifique à ce projet.
- Préparation du sac à dos de secours porté par une professionnelle avec dedans : numéros de téléphones des parents, un téléphone portable, des mouchoirs, sac plastiques, bouteille d'eau et verres en plastiques, gel désinfectant pour les mains, trousse de secours (compresses, pansements, granules d'arnica, sérum physiologique).
- **Fiche de renseignements administratives et Fiches de Transmissions des Habitudes de l'enfant d'équipe à équipe : en juillet pour avoir informations pour la rentrée de septembre.**

MODALITES ET INDICATEURS D'EVALUATION :

- Apport pour les enfants ?
- Les enfants seront-ils plus sereins sur le nouveau lieu d'accueil ?
- Réaction des parents ?

BILAN :

- Après la période d'accueil, faire un bilan entre les équipes concernées.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DB2025_019-AU
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

DÉPARTEMENT
DES ALPES-MARITIMES

ALLOCATIONS FAMILIALES
Caf des Alpes-Maritimes
caf.fr

PROJET D'ETABLISSEMENT
Validité du 01/04/2025 au 31/03/2030

Etablissement d'Accueil du Jeune Enfant
DAUDET
11 chemin du Suye
06530 PEYMEINADE

Communauté d'Agglomération
du Pays de Grasse
57 avenue Pierre Sémard
06130 GRASSE

Pays de Grasse
communauté d'agglomération

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DB2025_019-AU
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

PRÉAMBULE

Les personnes physiques ou morales qui assurent l'accueil du jeune enfant ont, en outre, pour mission de :

- Veiller à la santé, la sécurité, au bien-être et au développement physique, psychique, affectif, cognitif et social des enfants qui leur sont confiés ;
- Contribuer à l'éducation des enfants accueillis dans le respect de l'autorité parentale ;
- Contribuer à l'inclusion des familles et la socialisation précoce des enfants, notamment ceux en situation de pauvreté ou de précarité ;
- Mettre en œuvre un accueil favorisant l'inclusion des familles et enfants présentant un handicap ou atteints de maladies chroniques ;
- Favoriser la conciliation par les parents de jeunes enfants de leurs temps de vie familiale, professionnelle et sociale, notamment pour les personnes en recherche d'emploi et engagées dans un parcours d'insertion sociale et professionnelle et les familles monoparentales ;
- Favoriser l'égalité entre les femmes et les hommes.

Ces principes sont issus de la charte nationale pour l'accueil du jeune enfant, prise par arrêté le 23 septembre 2021. Cette dernière devient opposable aux établissements d'accueil de jeunes enfants à compter de septembre 2022.
Le code de la santé publique prévoit en effet que les établissements et services d'accueil élaborent un projet d'établissement décrivant les modalités de fonctionnement qui en garantissent l'adhésion et qui comprend à minima les éléments suivants :

1-Un projet éducatif qui décrit les valeurs et engagements de l'équipe,
2-Un projet social qui décrit les caractéristiques de l'environnement sur lequel est implanté de la structure,
3-Un projet d'accueil qui décline les actions mises en œuvre pour répondre aux besoins des enfants, familles et équipe encadrante.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DB2025_019-AU
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

SOMMAIRE

PRÉAMBULE

1. Présentation de l'établissement **p.4**

1.1 Présentation de l'établissement et du gestionnaire
1.1.1 Identification de la structure
1.1.2 Identification du gestionnaire
1.2 Caractéristiques de l'établissement et du gestionnaire
1.2.1 Type et catégorie d'établissement
1.2.2 Nature de l'accueil

2. Projet éducatif **p.5 à 17**

2.1 Le Projet Educatif Petite Enfance de la CAPG : voir ANNEXE A
2.2 Les valeurs portées par l'équipe de la structure garantissant à l'enfant et à sa famille un accueil de qualité

Chartre nationale pour l'accueil du jeune enfant
Chartre de la laïcité de la branche Famille avec ses partenaires

3. Projet social et le développement durable **p.18 à 37**

3.1 Les caractéristiques sociales du territoire d'implantation de la structure
3.1.1 Les caractéristiques du lieu d'implantation de la structure
3.1.2 Les caractéristiques sociodémographiques et économiques de la population
3.2 L'intégration de la structure à son environnement et le maillage avec l'offre du service de ses partenaires
3.3 Les modalités de participation des familles
3.3.1 Participation des familles à la vie de la structure
3.3.2 Actions e soutien à la parentalité proposée
3.4 Les dispositions prises pour permettre à des familles rencontrant des situations particulières d'être accueillies dans la structure
3.4.1 Les modalités pour faciliter l'accueil des enfants et des familles en situation d'insertion sociale ou professionnelle
3.4.2 Les modalités d'accueil des enfants en situation de handicap ou atteints d'une maladie chronique
3.4.3 Les modalités d'accueil d'urgence
3.5 Les activités de la structure afin de l'inscrire dans une démarche en faveur du développement durable

4. Projet d'accueil **p.38 à 50**

4.1 Les prestations d'accueil et modalités d'organisation de la vie quotidienne
4.1.1 Les périodes d'ouverture
4.1.2 Le déroulé de la période d'adaptation
4.1.3 Le déroulé d'une journée type
4.1.4 L'accueil des enfants âgés de 4 à 6 ans dans le cadre d'un accueil périscolaire
4.2 Compétences professionnelles mobilisées et organisation du personnel
4.2.1 Descriptif de l'équipe
4.2.2 Organisation des temps de professionnalisation et cations menées en matière d'analyse des pratiques professionnelles et de formation (article R.2324-37)
4.2.3 Intégration des apprentis et suivi des stagiaires
4.2.4 Le recours à des intervenants extérieurs

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DB2025_019-AU
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

MODALITES ET SUIVI DU PROJET D'ETABLISSEMENT p.50

VALIDATION ET SIGNATURES p.51

ANNEXES :

ANNEXE A : Le Projet Educatif Petite Enfance de la CAPG

ANNEXE B : Projet pédagogique de l'EAJE Daudet avec 4 annexes :

ANNEXE 1 : Projet pédagogique « Le potager »

ANNEXE 2 : Projet « Sortie au marché »

ANNEXE 3 : Projet « Préparation tables repas »

ANNEXE 4 : Projet « Sortie à la bibliothèque »

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DB2025_019-AU
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

1-Présentation de l'établissement

1.1- Présentation de l'établissement et du gestionnaire

1.1.1-Identification de la structure

- Nom de la structure : EAJE Daudet
- SIRET : 200 039 857 000 12
- Statuts : ERP Public 5ème catégorie
- Adresse : 11 chemin du SUYE 06530 PEYMEINADE
- Téléphone : 04/93/09/38/40 et 06/28/97/71/96
- Mail de l'établissement : sma.daudet@paysdegrasse.fr

1.1.2-Identification du gestionnaire :

- Nom de la structure gestionnaire : CAPG
- SIREN :200 039 857
- SIRENT : 200 039 857 000 12
- Statuts : Communauté d'agglomération, collectivité territorial publique
- Adresse : 57 avenue Pierre Sémard 06130 GRASSE
- Téléphone : 04/97/05/22/00
- Mail : contact@paysdegrasse.fr

1.2-Caractéristiques de l'établissement ou du service d'accueil et du gestionnaire

1.2.1-Type et catégorie d'établissement correspondante :

Crèche collective	Jardin d'enfants	Crèche familiale
☐ Micro-Crèche : inférieur ou égal à 12 places ☒ Petite crèche : entre 13 et 24 places ☐ Crèche : entre 25 et 39 places ☐ Grande crèche : entre 40 et 59 places ☐ Très grande crèche : supérieur ou égal à 60 places	☐ Petit Jardin d'enfants : inférieur ou égal à 24 places ☐ Jardin d'enfants : entre 25 et 59 places ☐ Grand jardin d'enfants : supérieur ou égal à 60 places	☐ Petite crèche familiale : inférieur à 30 places ☐ Crèche familiale : entre 30 et 59 places ☐ Grande crèche familiale : entre 60 et 89 places

1.2.2- Nature de l'accueil :

☒ Régulier
☒ Occasionnel
☒ Urgence
☐ Parental
☐ Saisonnier ou ponctuels (dans la limite de 210 jours par an et 150 jours consécutifs)

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DB2025_019-AU
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

2-Le Projet éducatif

2.1- Le Projet Educatif Petite Enfance de la CAPG (voir annexe A)

Le Projet Educatif Petite Enfance est le cadre de référence de l'action des professionnel(le) s du service petite enfance.

Il vise à fédérer les professionnels et les familles autour de valeurs et d'objectifs communs et à donner du sens et de la cohérence à l'action des équipes.

Il définit les orientations, les engagements et les objectifs visés pour assurer l'accueil de l'enfant et l'accompagnement des familles, dans le respect des principes éducatifs de la charte nationale d'accueil du jeune enfant et de la charte de la laïcité
Le projet poursuit trois finalités : des parents sereins, des enfants épanouis et des professionnels investis

Il se compose :
· **de valeurs socles** qu'il s'agit de porter, valoriser et réaliser au quotidien :
La diversité, l'égalité et l'équité **/** le respect, la sécurité et la bientraitance**/**, la créativité, le plaisir et le bien-être, **/** la communication, le faire et penser ensemble
Ces valeurs s'appliquent à l'accueil des enfants, mais aussi à celui des parents, comme au travail d'équipe. Elles sont d'égale importance et n'existent que par les liens qu'elles entretiennent les unes avec les autres.
· **d'orientations de travail** qui déclinent les valeurs socles et se traduisent en des postures et des pratiques professionnelles encouragées.

Le service Petite Enfance conçoit son projet éducatif comme un projet ouvert et évolutif autour des objectifs suivants :

L'accueil de l'enfant en crèche : l'enfant au centre de tous les projets qui le concerne

- Un accueil de tous les enfants, une mission de service public

L'accueil de la diversité en crèche : une chance pour chacun et une richesse pour tous : mixité sociale, accueil des enfants en situation de handicap, égalité entre les filles et les garçons, accueil à temps diversifié,

- Un accueil chaleureux et personnalisé de chaque enfant : un accueil progressif et individualisé. Grâce à l'observation de son évolution et de ses besoins, les professionnelles sont capables d'adapter leur réponse à chaque enfant.
- Une réponse aux besoins et potentialités de l'enfant : veiller à la santé, la sécurité et au bien-être de l'enfant dans tous les moments de la journée.
- Les soins : un temps de relations humaines et affectives (les soins corporels, le sommeil, les repas ...)
- Le jeu, dehors et dedans : une activité essentielle au développement de l'enfant
- Les activités d'éveil, une ouverture de l'enfant à l'environnement, l'art et la culture

L'accueil et la place des parents au sein des crèches : la communication au cœur de l'accueil des parents

- L'accueil des parents en crèche : un accueil chaleureux et individualisé
- La relation parents-professionnel(le)s : une relation respectueuse, une alliance éducative, un accompagnement de la parentalité
- La participation des parents à la vie de la crèche : penser et créer ensemble

L'accueil en crèche, un travail d'équipe

- Une équipe pluridisciplinaire de professionnel(le)s, une diversité de métiers et des compétences complémentaires au service d'un projet commun
- Une équipe bienveillante, confiante et solidaire rassemblée autour d'un projet

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DB2025_019-AU
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

- La crèche : un lieu d'émotions et de réflexion individuelle et collective

Le Projet Educatif Petite Enfance, référentiel invitant les professionnel(le)s à développer leur créativité pédagogique n'existe qu'à travers son appropriation et sa déclinaison particulière par chaque équipe.

Il appartient à chaque équipe de mettre en œuvre les valeurs et orientations de façon personnalisée dans son projet éducatif et pédagogique, selon sa spécificité et son environnement (localisation, capacité d'accueil, public accueilli, besoins des familles, configuration des locaux, qualifications de l'équipe ...).

2.2- Le Projet éducatif de Daudet, les valeurs portées par l'équipe de la structure garantissent à l'enfant et sa famille un accueil de qualité

Le projet éducatif exprime les valeurs éducatives que s'est fixée la structure pour garantir à l'enfant et sa famille un accueil de qualité, accessible à tous. Il décline les objectifs de l'équipe pour accueillir l'enfant et sa famille.

Les modalités d'accueil :
L'admission de l'enfant passe par la première visite de la famille et de l'enfant à la crèche pour constituer le dossier et permettre à l'enfant une première approche de ce nouveau lieu où il évoluera par la suite.

Ensuite les jours de familiarisation permettront à chacun d'apprendre à se connaitre et à s'acclimater progressivement (parents, enfants, professionnels).

Puis l'accueil au quotidien de l'enfant et sa famille, l'importance des transmissions faites le matin et le soir entre les professionnelles et les parents aideront à ce que l'adaptation de chacun se fasse du mieux possible.

Un projet spécifique pourra être mis en place par l'équipe en cas d'accueil d'urgence ou d'accueil d'enfant présentant un handicap ou une maladie.

Tout au long de la journée chaque enfant sera pris en charge par l'équipe éducative qui lui prodiguera les soins nécessaires, véritables moments privilégiés (temps des changes, des soins lors de blessures ou maladie, hygiène quotidienne, prévention) et qui mettra en place diverses activités participant à son bon développement, à son éveil, à la découverte et ainsi qu'à l'ouverture vers l'extérieur des enfants en tenant en compte leur environnement.

Différents projets seront mis en place au sein de la structure pour répondre aux besoins et au bon développement de chaque enfant : projet autour des activités, du repas, du sommeil, du quotidien, des sorties.

L'équipe est un groupe de personnes travaillant sur un objectif commun visant à unir leurs efforts pour un même dessein. L'équipe de la Villa Daudet comprend une organisation qui part de l'agent de service à la coordinatrice. Chaque membre assure sa fonction selon une fiche de poste définit en équipe. Pour un bon fonctionnement de l'établissement, un projet de « déroulement d'une journée type » a été mise en place ainsi que des fiches d'organisation du service qui sont à la disposition des agents.

Le fil directeur de la structure « Daudet » est centré sur l'activité autonome. Ses principaux objectifs étant d'amener l'enfant à faire seul et par lui-même. L'équipe sera très attentive au développement de chaque enfant, en respectant le rythme de chacun.

Entre 18 mois et 36 mois, l'enfant commence à vouloir faire les choses tout seul. Toutefois, il n'est pas encore certain d'y arriver. Il a besoin de nos encouragements et de sentir

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DB2025_019-AU
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

qu'il peut réussir à manger seul, à s'habiller ou à ranger ses jouets sur l'étagère, par exemple.

Même si, au départ, nous encourageons votre enfant à devenir autonome, il apprend progressivement à trouver en lui-même la motivation pour faire des choix et décider ce qu'il veut faire. Peu à peu, il réalise qu'il est capable de prendre ses propres décisions, de contrôler ses actions et cela le rend fier.

Dans la salle d'activité du bas, nous avons mis en place un espace que nous appelons le coin « je souri ». Cet espace s'inspire de la pédagogie du célèbre médecin italien Maria Montessori dont la devise est : « apprends-moi à faire seul ». L'un des points essentiels de la pédagogie Montessori est d'accompagner en encourageant l'enfant dans ses explorations, ses expérimentations, ses découvertes. Nous leurs proposons des ateliers individuels qui seront disposés sur un plateau. Un cadre contenant sera nécessaire pour instaurer une ambiance calme (on y parle doucement, on se déplace en marchant, on attend son tour, on range son plateau avant d'en prendre un autre ou de sortir de l'espace).

Nous travaillons également en ateliers libres ou plus structurés : en effet les enfants participent aux ateliers de leur choix en circulant plus ou moins librement dans la structure. Ils peuvent y rester le temps qu'ils souhaitent, ou simplement regarder. Nous proposons également des ateliers plus structurés (les ateliers d'éveil à la peinture par exemple). Tout est verbalisé à l'enfant, autant l'explication des ateliers, que la fin des ateliers, s'il faut attendre son tour. En sachant que tout ce qui est dit à l'enfant est respecté et réalisé. Nous tenons notre parole, c'est ainsi respecter l'enfant. Nous proposons des ateliers d'éveils et nous n'imposons pas. Le but de ces ateliers d'éveils étant de favoriser l'épanouissement, sans attendre de résultats particuliers hormis le fait que l'enfant joue, découvre, développe ses compétences tout en prenant du plaisir. Nous prenons le temps et ne sommes pas dans la surproduction d'activités.

Dans la salle « calme », nous avons mis en place une organisation qui va proposer aux enfants des moments calmes :

* Regroupement du matin, pour se dire bonjour, avec un temps histoires avant les activités du matin qui sont proposées aux enfants et non imposées.

* Regroupement du midi en 2 groupes, avec un temps chansons pendant passage aux toilettes et lavage des mains.

* Espace relaxation entre musicothérapie, luminothérapie et exploration sensorielle, avec en support une approche du concept Snoezelen (stimulation multisensorielle visant à éveiller la sensorialité dans une ambiance sécurisante.)

* Préparation avant la sieste en 3 groupes de 6 enfants maximum afin de prendre le temps avec chaque enfant et leur apprendre à se déshabiller seul, moment calme avant de dormir avec histoires et musique douce.

* Levé des enfants en échelonné qui se rhabillent dans cette salle toujours dans le calme, aidé de l'adulte si nécessaire et avec des petits livres à disposition pour patienter tranquillement.

Un travail sur les émotions est également mis en place, pour accompagner l'enfant au quotidien. Autant la tristesse, que la joie, la douleur ou la colère. En effet entre la naissance et trois ans un enfant ne peut pas gérer ses émotions. Quand il est triste, il est immensément triste, quand il a peur, ce sont d'immenses paniques, quand il est en colère, il est très en colère. Il est donc nécessaire d'accompagner l'enfant pour nommer ce qu'il ressent afin de le rassurer et de l'apaiser.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DB2025_019-AU
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

Les partenariats :

*Nous mettons en place des ateliers avec les parents qui le souhaitent soit pour participer à nos ateliers, soit pour nous faire profiter de leurs talents. Un contrat de bénévolat est mis en place afin de permettre aux familles de participer à la vie de la crèche.

Nous mettons aussi en place un projet annuel : « projet potager » qui est participatif, les parents peuvent nous accompagner, apporter des graines et participer à l'arrosage avec leurs enfants le matin ou le soir.

*Nous avons des intervenants communs à toutes les structures de la CAPG qui interviennent plusieurs fois par mois : contes, marionnettes, gym, etc. Ces intervenants travaillent avec chaque équipe des structures CAPG pour adapter leurs ateliers avec les ressentis, souhaits et besoins des professionnels et des enfants. C'est donc un travail complémentaire qui permet d'être au plus près des émotions des enfants, du vécu également, et permet ainsi de les accompagner et les aider par l'intermédiaire de leur intervention.

Par exemple :

- période de familiarisation et séparations difficiles

- les saisons

- des temps forts : Noël, carnaval, mardi gras...la fin d'année

- de certains moments difficiles pour les enfants : morsures, relation à l'autres

*Un partenariat avec la piscine de Peymeinade est également mis en place pour profiter de la pataugeoire avant les vacances d'été et tant que le temps le permet.

*Un partenariat avec les écoles des cantons de la CAPG pour organiser une visite de pré-rentrée dans les écoles où vos enfants sont inscrits peut être mis en place.

*Nous avons un partenariat avec la bibliothèque de Peymeinade, pour y amener les enfants plusieurs fois par mois, à partir du mois d'octobre et en jours différents afin que chaque enfant puisse y participer.

* Nous organisons à partir du mois de janvier des sorties au marché de Peymeinade, continuité de notre projet potager, afin que les enfants découvrent les différents fruits et légumes du marché, qu'ils pourront redécouvrir dans notre potager de la crèche.

Nous profitons de notre cadre et du parc pour y organiser des piques niques et des sorties découvertes lorsque les jours le permettent.

Les parents peuvent nous accompagner lors de chaque sortie (marché, bibliothèque, parc) un tableau est affiché à l'entrée avec les dates de sorties prévues et les groupes d'enfants afin que les parents puissent s'inscrire s'ils le souhaitent.

La période de familiarisation et d'adaptation est aussi importante et nous proposons plusieurs trames que choisisse les familles en fonction de leurs besoins et disponibilité professionnelle. Ces trames favorisent les temps de présence des familles avec l'enfant ensemble sur la structure et sur au moins une semaine avant la 1ère séparation. Ce qui va permettre :

* à l'enfant d'être en présence de ses parents et il peut donc, en toute sécurité, rencontrer et créer du lien avec une professionnelle référente qui pourra devenir à son tour une personne sécurisante pour lui.

* à l'enfant de prendre de l'assurance dans l'exploration de l'espace et des jeux, il s'éloigne progressivement de son parent.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DB2025_019-AU
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

* à l'enfant de trouver du plaisir à jouer dans ce lieu nouveau.

* de permettre à l'enfant d'être plus armé lorsque viendra le moment de la séparation.

* de rassurer les familles, car par leurs présences c'est l'occasion d'observer comment les professionnels s'occupent des enfants.

* pour les professionnels, cela permet de recueillir des informations sur l'enfant, pour mieux l'accompagner au quotidien.

L'échange sincère avec les familles permet également de montrer à l'enfant qu'une véritable collaboration s'installe entre ses parents et l'équipe. Sentant ses parents en confiance, il sera lui aussi rassuré.

* Chacun peut ainsi s'adapter à ce nouveau lieu tout en douceur et à son rythme.

L'équipe éducative est composée :

- 1 directrice Educatrice de Jeunes enfants
- 2 Auxiliaires de puériculture
- 2 Agents CAP Petite enfance
- 1 Agent de service qui s'occupe des repas et de l'entretien de la crèche et qui peut aussi venir sur le groupe des enfants à certains moments.

L'équipe travaille en collaboration avec une équipe pluridisciplinaire composée :

- 1 médecin vacataire qui assure le rôle de RSAI Référent Santé Accueil Inclusif
- 1 psychologue qui anime les APP (Analyses de pratiques professionnelles) ou des temps d'observation
- 1 psychomotricienne

Le groupe d'enfant :

Nous accueillons les enfants de 18 mois à 3 ans en 1 seul groupe de 19 enfants maximum que nous séparons pendant les temps d'activités en petits groupes sur divers ateliers, pour le repas (2 services est proposés) et pour la sieste (les enfants montent en 3 groupes).

2 professionnelles sont présentes lors des temps d'accueil du matin et du soir, 4 professionnelles sont sur le groupe d'enfants pendant les temps fort de la journée (repas et sieste) et 3 professionnelles sont présentes pendant les activités et le gouter.

L'organisation de la crèche a été pensé afin d'aider les enfants dans leur développement, favoriser leurs apprentissages et les amener à être le plus autonome possible. L'enfant apprend à faire seul et se prépare à entrer à l'école maternelle tout en douceur. Le bien-être des enfants en travaillant dans la bienveillance de chacun (enfants, familles et professionnelles) est le point essentiel des objectifs suivants :

- **Un accueil de qualité** :

Tout d'abord lors du premier rendez-vous avec la directrice de la structure qui se fait en individuel avec chaque famille. Lors de ce premier contact, la directrice fait visiter la structure aux parents accompagnés de leur enfant, explique son fonctionnement et répond à leurs questions. C'est un moment essentiel qui permet une première mise en confiance, un premier contact avant la période de familiarisation.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DB2025_019-AU
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

Puis grâce à la période d'adaptation qui permettra à chacun de mieux se connaitre, moment bénéfique pour chacun autant les enfants que les familles que les professionnelles.
Sur la structure nous proposons 3 trames d'adaptation qui sont présentées aux familles, c'est la famille qui choisira celle qui lui convient le mieux. La directrice lors de l'inscription, présentent ces différentes trames :

- Celle sur 5 jours
- Celle sur 8 jours
- Celle sur 10 jours

La trame choisie peut selon les besoins de l'enfant être modifiée.
Et grâce également aux transmissions. Il y a plusieurs sortent de transmissions qui sont essentielles au bon fonctionnement de la structure et qui permette d'assurer un accueil de qualité. Nous sommes sensibles à toujours proposer un accueil bienveillant, rassurant autant pour l'enfant que pour sa famille.

Les transmissions, la séparation et les retrouvailles :

Une transmission est l'action de transmettre une information. Les transmissions permettent d'avoir une cohérence entre les professionnelles et les parents. Elles permettent également de mieux connaître l'enfant et son environnement. La transmission matinale est un moment important que le parent ne doit pas négliger car il permet à la professionnelle de faire le lien et ainsi de prendre le relais. Enfin, elle permet à l'enfant de mieux gérer sa journée en crèche.

LES TRANSMISSIONS INTER-PROFESSIONNELLES : L'EQUIPE

Pour que l'équipe soit cohérente, il est indispensable de faire des transmissions claires. Il existe deux moyens de communication : écrites et orales.

- ***Les transmissions écrites :***

Tout d'abord, l'équipe bénéficie de feuille de présence où sont inscrites des informations brèves et quotidiennes et où est stipulé l'effectif d'enfant journalier. Elle indique également le récapitulatif de la journée de l'enfant (repas, sieste, activité...) mais aussi des petites anecdotes, ses petites mésaventures.
A sa disposition également, un cahier de transmissions et un agenda où sont indiquées les informations confidentielles concernant l'enfant (tel que les maladies, les allergies médicamenteuses, et tout changement ayant un impact sur l'enfant), et l'équipe (changement d'horaire, absence, CA...). Le cahier de transmissions permet aussi de pouvoir faire le lien entre la hiérarchie et les professionnelles intervenant sur la structure. Toutes ces transmissions écrites sont des preuves et permettent ainsi d'être archivées. De plus toutes les informations médicales ou importantes sont annotées des initiales ou du nom, de la professionnelle qui les a reçues.

- ***Les transmissions orales :***

Ensuite, les transmissions orales se font tout au long de la journée, et sont aussi importantes que les transmissions écrites car elles permettent à l'équipe d'éviter tout oubli et ainsi d'être en corrélation entre les équipes du matin et celles du soir.

Ces transmissions ne fonctionnent pas qu'entre professionnelles, et sont très importantes avec le parent notamment au moment de la séparation et des retrouvailles. Deux moments forts de la journée pour l'enfant mais également pour le parent, souvent négligé.

LES TRANSMISSIONS PARENTS/PROFESSIONNELLES :
Les transmissions entre parents et professionnelles, se font à l'accueil, le matin (la séparation) et le soir (les retrouvailles).

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DB2025_019-AU
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

- ***La séparation :*** l'importance de l'objet transitionnel, de l'action des parents et de l'accueil des professionnelles.

Le matin, après avoir fourni les informations nécessaires, le parent dit au revoir à l'enfant, il est important que la séparation soit brève. Se préparer à se séparer, c'est donc prendre le temps de passer le relais à des professionnelles qui sauront se montrer à l'écoute de l'enfant. Une période de transmission est ainsi nécessaire selon l'âge de l'enfant, ses expériences antérieures, son histoire... En grandissant, il se peut qu'un jouet, une étoffe, une peluche soit pour l'enfant l'objet d'un soin particulier : c'est le DOUDOU. Il est très important de lui laisser car il est pour lui un objet transitionnel.
En fonction de l'âge de l'enfant, il est préférable que le parent arrive avec son enfant, par la main et non dans les bras. L'enfant, doit être considéré comme un individu, afin qu'il participe, à sa manière, aux transmissions le concernant. En cas de difficultés, lors de la séparation, la professionnelle prendra en charge l'enfant pour l'aider à vivre au mieux cette situation.

- ***Les retrouvailles :***

Après sa journée de crèche, l'enfant retrouve son parent et ce moment est plus propice à la discussion. Le parent doit prendre le temps de s'informer de la journée de son enfant afin de lui montrer son intérêt. Chacun prend le temps de faire part des expériences de l'enfant, son positionnement au sein du groupe, ses progrès et ses difficultés. De manière plus concrète, la professionnelle se sert de la feuille de transmission pour retranscrire le déroulement de la journée : sieste, repas, activités...
Quand l'enfant a eu du mal à se séparer de son parent le matin, il peut arriver qu'il lui faille un temps de réadaptation pour retrouver son parent. Cela lui a demandé un effort toute la journée de vivre sans lui, alors il faut qu'il se réhabitue en douceur. L'enfant ne fait pas payer la séparation au parent. Ainsi, respecter le temps des retrouvailles entre l'enfant et le parent est nécessaire.

CONCLUSION :

De manière générale, les professionnelles sont tenues au droit de réserve ainsi que toute transmission est gardée confidentielle. Il ne faut pas omettre, que la transmission est un moment essentiel qu'il ne faut pas négliger. En effet, elle favorise le bon déroulement de la journée de l'enfant. Ainsi, il est nécessaire de prévoir du temps pour se consacrer à ce moment.

De plus, mettre des mots sur les ressentis des enfants, prendre le temps avec chacun (enfant et parents), entendre leurs émotions ainsi que celles de leur parent est essentiel et contribue à travailler dans l**a bienveillance.**

- **Un aménagement de l'espace adapté** :

Il est important d'aménager l'espace de façon à ce que les enfants soient accueillis en toute sécurité et afin de les aider dans tous les gestes de la vie quotidienne.
L'aménagement de l'espace sera pensé de façon à ce que l'enfant puisse faire seul : sur la structure un espace est proposé dans la salle d'activité du bas, inspiré de la méthode Montessori, installation de différents jeux sur des petits plateaux où l'enfant à le droit de prendre les jeux seul et où il pourra facilement les ranger seul sans avoir besoin obligatoirement de l'aide de l'adulte, de plus ces différents espaces permettent à l'enfant de s'exprimer et d'échanger avec les autres.
Une salle d'activité à l'étage, où sont proposés différents coins jeux symboliques (salle d'activité du haut) : poupons, dinette, coin lecture, etc. permettra aux enfants d'imiter les adultes, de reproduire les gestes de la vie quotidienne, de développer leur imagination.
Une salle calme à l'étage, où il y a un coin fauteuils, des coussins, différentes lumières, tout est pensé afin d'apporter dans cette salle, une atmosphère rassurante, calmante. Une

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DB2025_019-AU
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

bibliothèque est installée avec divers livres que les enfants pourront prendre ou d'autres qui seront manipulés par les professionnelles durant le temps histoires.
Des lieus extérieurs : les enfants ont accès à une terrasse extérieure avec différents jeux extérieurs (basket, motos, cabane, toboggan, etc.) et à un beau jardin où les enfants ont différents jeux extérieurs (jeux à ressort, cabane, toboggan) et où ils peuvent faire de la draisienne, jouer au ballon, aux cerceaux, etc.
C'est différentes espaces de vie permettent aux professionnelles de proposer aux enfants diverses sortes d'activités qui varieront selon les envies, les besoins des enfants : jeux libres, activités motricité fine (gommettes, découpage...), activités motrices (parcours, éveil corporel...), activités créatives (peinture, dessin,).

- **L'importance de l'observation des enfants au quotidien** :

Qui permet de respecter au maximum le rythme de chaque enfant et de répondre au mieux aux besoins de chacun. L'observation pourra se faire par l'équipe ou la directrice durant le temps d'accueil ou en retrait du groupe, mais également par le médecin de la structure sur le temps jeu du matin ou par la psychologue de la structure à différents moments selon le besoin de moment à observer, ou par la psychomotricienne lors de ces interventions.
Un écrit sera fait suite à ces observations puis un retour sera fait soit qu'en équipe soit accompagné d'une autre professionnelle (médecin, psychologue).

- **L'importance des repères pour chaque enfant** :

Tout d'abord grâce à la personne référente durant la période d'adaptation, puis grâce aux différents rituels mis en place tout au long de la journée : temps calme du matin avec petites histoires avant les activités, temps calme avant le repas avec petites chansons puis chanson du repas juste avant le repas ou avant le gouter petit temps calme avec la chanson du gouter.

- **Aider chaque enfant dans leur développement moteur, affectif et social grâce à la mise en place d'activités (jeux libres, dirigés, etc.)** :

Favoriser un développement harmonieux de l'enfant grâce à différentes apprentissages apportés par la mise en place de diverses activités, comme :
* les ateliers cuisine qui sont mis en place afin de permettre à l'enfant de confectionner lui-même et d'avoir le plaisir de déguster avec les copains : cela lui permet d'apprendre à respecter une consigne, de partager avec les autres, d'avoir des gestes de plus en plus précis et de se concentrer.
*Divers ateliers artistiques : peinture, collage, découpage, coloriage.
*Diverses activités de concentration, logique : lotos, petits jeux de société, imagiers, etc.
*Jeux de constructions, d'emboitements, etc.
*Le jeu libre est également très important pour chaque enfant car cela développe l'imagination, la créativité et permet d'imiter les tâches quotidiennes (jeu de dinettes, bébés, voitures, etc.).
La variété des activités tout au long de la journée permet de développer les diverses compétences de chaque enfant.

Aider l'enfant dans le développement du langage et déceler d'éventuels problèmes permettra de mettre en place des actions adaptée qui aideront un enfant en difficulté le plus tôt possible en lien avec psychologue, médecin, équipe de la structure et la famille.

- **Être attentif à assurer une sécurité physique mais aussi affective :**

Il est important de prendre en compte l'individualité de chaque enfant au sein du groupe.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DB2025_019-AU
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

Chaque enfant à ses particularités qui font de lui un individu à part entière, à cet âge l'enfant apprend à se construire sa propre identité, est à la recherche des limites qui lui permette de se construire pleinement en apprenant les règles de vie de la collectivité qu'il connaitra également lors de l'entrée à l'école maternelle. La crèche permet aux enfants de commencer cette socialisation qui leur permettra d'évoluer avec les autres le plus sereinement possible.

- **Aider l'enfant à devenir autonome et à se socialiser** :

En lui apprenant à faire seul afin de l'aider aussi pour son entrée à l'école maternelle, en le responsabilisant grâce aux différentes tâches quotidiennes qu'il pourra faire à la crèche, en lui apprenant à respecter différentes règles de vie collective (respecter une consigne, attendre son tour, partager un jeu avec d'autres, être poli : dire bonjour, aurevoir, merci, pardon, etc.).
Pour cela tout a été pensé au sein de la crèche pour aider l'enfant : porte-manteau à la hauteur des enfants, images différentes choisies pour chaque enfant qui seront mises sur casier, meuble à chaussures, maison des doudous, porte-manteau, lits ce qui permet à chacun de se repérer plus facilement et de reconnaitre son espace à lui.
L'enfant pourra ainsi prendre ses affaires tout seul, s'habiller et se déshabiller, enlever et mettre son manteau.
L'enfant a ainsi la possibilité de faire seul, prendre ou poser ses affaires au bon endroit et en est fier !
Chaque enfant apporte en début d'année un sac à dos pour pouvoir mettre ses affaires quand il se déshabille, cela lui permet d'avoir son sac à lui, qu'il reconnaitra seul et qu'il prendra lui-même quand ce sera le moment de se déshabiller ou de se déshabiller (les professionnelles préparent chaque jour les sacs à dos des enfants présents et les posent à la portée des enfants). Avant et après la sieste, les professionnelles incitent les enfants à faire seuls tout en les aidant lorsque cela est nécessaire : à prendre leur sac, à sortir ou mettre leurs affaires dedans, à le ranger, etc. Ce sac servira également aux enfants lors des sorties, chaque enfant partira avec son petit sac avec dedans : doudou, tétine et gourde.
Des histoires sur ce thème seront racontées aux enfants afin de leur présenter de façon ludique divers apprentissages : habillage, déshabillage, propreté, etc.
Quand il en est capable et qu'il en a envi, les professionnelles apprennent aux enfants à mettre leur manteau tout seul : la méthode « 1,2,3 soleil ».
A certains moments de la journée, une professionnelle prend une panière de linge dans le service avec les enfants, les enfants qui le souhaitent pourront aider à le plier et le ranger.
Participation active de tous les enfants pour ranger chaque jeu avant une nouvelle activité ou lorsqu'il faut rentrer.

Les parents sont sollicités également dans cet apprentissage vers l'autonomie de leur enfant (vêtement adapté, laisser leur enfant faire seul, etc.).

Les sorties à la bibliothèque permettent aux enfants d'apprendre à respecter les règles, à bien écouter en extérieur, première balade avec d'autres personnes que la famille, cela habituera les enfants pour les sorties qu'ils feront avec l'école.

- **Une organisation des repas pensé et travaillé en équipe afin de rendre l'enfant acteur de son développement :**

Une fois par semaine, un enfant prépare les tables pour le repas avec l'agent de service : l'enfant est fier de pouvoir participer, de faire des choses seul, cela lui permet d'apprendre à respecter une consigne, d'apprendre à mieux coordonner ses gestes (qui seront de plus en plus précis) au départ aidé, l'enfant arrivera au fur et à mesure à faire seul (prendre les assiettes, les verres, les couverts, le pain, etc.). L'enfant prépare également les gants et les bavoirs. Puis après avoir découvert le menu du jour, il ira le présenter aux autres enfants.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DB2025_019-AU
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

Le repas est présenté aux enfants dans une assiettes à compartiments où sera mis l'entrée et le plat en même temps puis l'enfant aura le laitage et le dessert. Le pain sera donné à différents moments selon le repas du jour.
Les enfants auront aussi à certains moments les petits couteaux pour découper des choses faciles : omelette, poisson ou pour tartiner fromage ou confiture.
Les enfants pourront également préparer leur fruit : éplucher la banane, enlever la peau de leur clémentine et décortiquer les quartiers. Des petits pichets seront également mis sur les tables afin que les enfants se servent seul.
Afin de préparer les enfants dans le calme, le repas se fera en 2 services.
Aux beaux jours, des repas selfs seront proposés aux enfants, qui auront plaisir de se servir seul tout leur repas de l'entrée au dessert.

- **Un temps de change privilégié :**

Lors du change, l'adule met en place une relation privilégiée avec l'enfant toujours en verbalisant chaque action et en faisant participer l'enfant (monter les escaliers, lever les fesses, etc.).
Pour les plus grands, lors des changes, la professionnelle proposera à l'enfant d'enlever sa couche tout seul, de la mettre dedans la poubelle et d'aller aux toilettes, s'il le désire, puis certains enfants plus grands pourront être changés debout, l'enfant sera félicité à chaque fois qu'il fera seul et lorsqu'il ira sur les toilettes (qu'il fasse ou pas).

L'acquisition de la propreté se fera en douceur selon les compétences de chaque enfant en lien avec les familles. Les toilettes sont proposées aux enfants mais non imposés.

Les enfants seront sensibilisés à ce moment à travers différents livres, en voyant les autres copains ou frère et sœurs faire.

Des petites toilettes adaptées à la taille de l'enfant ainsi que des pots sont à disposition dans la salle de bain. Il existe des cloisons de séparation entre chaque WC pour le respect de l'intimité. Souvent il s'agit d'un moment de découverte, voir l'autre assis sur le pot ou les WC, peut aussi inciter les autres, à essayer.

Durant cette période, nous demandons aux parents d'apporter des changes supplémentaires. En cas « d'oubli », nous changeons l'enfant autant de fois que nécessaire.

Les parents sont accompagnés durant ce moment d'acquisition de la propreté afin que cela se passe en douceur pour l'enfant : échange, affiche d'information.

- **Un temps de sommeil adapté à chacun :**

La sieste est proposée après le repas vers 12h15, et pourra être prévue le matin selon les besoins de l'enfant (surtout chez les moyens).
Les enfants sont montés en 3 groupes de maximum 7 enfants afin de pouvoir pendre le temps pour chacun et les accompagner plus en douceur vers le sommeil.
L'enfant est installé dans une couchette placée toujours au même endroit. Lors de la préparation du dortoir les doudous et tétines seront placés sur les lits des enfants afin de donner un repère à l'enfant et lui donner envie de retrouver son petit lit plus sereinement. Son image est également collée au pied de son lit pour qu'il puisse le reconnaitre.
Nous laissons les enfants se réveiller seuls, à leur rythme. Nous ne réveillons pas un enfant qui dort. Si l'enfant tarde à se réveiller, il arrive que nous ouvrions le store afin d'engendrer le réveil (en vue du goûter ou du départ).

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DB2025_019-AU
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

- **Accompagner les équipes :**

L'accompagnement des équipes se fera de différentes manières : avec des réunions d'équipe, des rendez-vous individuels, des réunions avec la psychologue et les évaluations de fin d'année.
Chaque membre est important pour le bon fonctionnement de la structure.
Travailler en équipe n'est pas une chose très facile. L'écoute est une des premières qualités pour que cela se passe bien. Dans ce métier, le dialogue (transmissions) permet de faire partager et de confronter toutes les opinions, y réfléchir et aboutir à quelque chose de positif et constructif pour les adultes et les enfants, sans avoir de jugement mais plutôt une ouverture d'esprit.
Les réunions sont indispensables. Elles servent à confondre les différentes idées de chacun, à organiser le travail. Elles doivent être organisées avec toute l'équipe de la crèche, certaines avec les parents.
Les APP avec une psychologue intervenant sur la structure permet aussi d'aider et d'accompagner les équipes régulièrement.

En lien avec les principes de ces chartes, l'équipe doit travailler :

- L'accueil de tous les enfants (insertion, handicap notamment), grâce à la mise en place d'un projet d'accueil personnalisé réfléchi en équipe selon la spécificité de chaque enfant
- L'accueil occasionnel et l'accueil d'urgence, travaillé en équipe afin de répondre au mieux aux besoins de chacun
- La prévention des stéréotypes, en sensibilisant chaque professionnel lors de réunions, formations, journées pédagogiques
- L'accueil des parents et l'accompagnement à la parentalité, tout d'abord avec le premier rendez-vous des familles avec la directrice puis grâce aux échanges quotidien fait avec les familles, par l'équipe, la direction, lors des transmissions du matin et du soir
- Le développement du langage, à travers les ateliers lecture, au quotidien lors de différentes activités (imagiers, lotos, etc.) et à chaque échange avec les enfants (chaque geste, chaque action est verbalisée à l'enfant)
- L'éveil à l'art et la culture, avec les intervenants extérieurs proposant diverses choses variées (musique, danse, contes, marionnettes, etc.) et avec les ateliers proposés aux enfants (peinture, musique, etc.)
- La prévention sur les questions d'alimentation, de santé environnementale et d'éveil à la nature, ainsi que la prévention sur le numérique, fait notamment lors des visites médicales par le docteur aux familles accompagnant leur enfant
- La formation des professionnels, définit lors de l'entretien de fin d'année avec les agents

Pour travailler sur ces questions, l'équipe pluridisciplinaire de l'EAJE s'appuie sur un questionnaire donné à chaque famille, il sera remis soit directement par le parent à l'équipe soit anonymement afin de permettre à chacun de s'exprimer le plus librement possible et de faire des retours positifs mais également des remarques éventuelles ou des points d'améliorations. Ce document est retravaillé chaque année en équipe.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DB2025_019-AU
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025



CHARTE NATIONALE POUR L'ACCUEIL DU JEUNE ENFANT

DIX GRANDS PRINCIPES
POUR GRANDIR EN TOUTE CONFIANCE

1 Pour grandir sereinement, j'ai besoin que l'on m'accueille quelle que soit ma situation ou celle de ma famille.

2 J'avance à mon propre rythme et je développe toutes mes facultés en même temps : pour moi, tout est langage, corps, jeu, expérience. J'ai besoin que l'on me parle, de temps et d'espace pour jouer librement et pour exercer mes multiples capacités.

3 Je suis sensible à mon entourage proche et au monde qui s'offre à moi. Je me sens bien accueilli.e quand ma famille est bien accueillie, car mes parents constituent mon point d'origine et mon port d'attache.

4 Pour me sentir bien et avoir confiance en moi, j'ai besoin de professionnel.le.s qui encouragent avec bienveillance mon désir d'apprendre, de me socialiser et de découvrir.

5 Je développe ma créativité et j'éveille mes sens grâce aux expériences artistiques et culturelles. Je m'ouvre au monde par la richesse des échanges interculturels.

6 Le contact réel avec la nature est essentiel à mon développement.

7 Fille ou garçon, j'ai besoin que l'on me valorise pour mes qualités personnelles, en dehors de tout stéréotype. Il en va de même pour les professionnel.le.s qui m'accompagnent. C'est aussi grâce à ces femmes et à ces hommes que je construis mon identité.

8 J'ai besoin d'évoluer dans un environnement beau, sain et propice à mon éveil.

9 Pour que je sois bien traité.e, il est nécessaire que les adultes qui m'entourent soient bien traités. Travailler auprès des tout-petits nécessite des temps pour réfléchir, se documenter et échanger entre collègues et avec d'autres intervenants.

10 J'ai besoin que les personnes qui prennent soin de moi soient bien formées et s'intéressent aux spécificités de mon très jeune âge et de ma situation d'enfant qui leur est confié par mon ou mes parents.

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

ALLOCATIONS FAMILIALES

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DB2025_019-AU
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

Charte de la laïcité de la branche Famille avec ses partenaires

PRÉAMBULE

La branche Famille et ses partenaires, considérant que l'ignorance de l'autre, les injustices sociales et économiques et le non-respect de la dignité de la personne sont le terreau des tensions et replis identitaires, s'engagent par la présente charte à respecter les principes de la laïcité tels qu'ils résultent de l'histoire et des lois de la République.

Au lendemain des guerres de religion, à la suite des Lumières et de la Révolution française, avec les lois scolaires de la fin du XIXe siècle, avec la loi du 9 décembre 1905 de « Séparation des Églises et de l'État », la laïcité garantit tout d'abord la liberté de conscience, dont les pratiques et manifestations sociales sont encadrées par l'ordre public. Elle vise à concilier liberté, égalité et fraternité en vue de la concorde entre les citoyens. Elle participe du principe d'universalité qui fonde aussi la Sécurité sociale et a acquis, avec le préambule de 1946, valeur constitutionnelle. L'article 1er de la Constitution de 4 octobre 1958 dispose d'ailleurs que « La France est une République indivisible, laïque, démocratique et sociale. Elle assure l'égalité devant la loi de tous les citoyens sans distinction d'origine, de race ou de religion. Elle respecte toutes les croyances ».

L'idéal de paix civile qu'elle poursuit ne sera réalisé qu'à la condition de s'en donner les ressources, humaines, juridiques et financières, tant pour les familles, qu'entre les générations, ou dans les institutions. À cet égard, la branche Famille et ses partenaires s'engagent à se doter des moyens nécessaires à une mise en œuvre bien comprise et attentionnée de la laïcité. Cela se fera avec et pour les familles et les personnes vivant sur le sol de la République quelles que soient leur origine, leur nationalité, leur croyance.

Depuis soixante-dix ans, la Sécurité Sociale incarne aussi ces valeurs d'universalité, de solidarité et d'égalité. La branche Famille et ses partenaires tiennent par la présente charte à réaffirmer le principe de laïcité en demeurant attentifs aux pratiques de terrain, en vue de promouvoir une laïcité bien comprise et bien attentionnée. Élaborée avec eux, cette charte s'adresse aux partenaires, mais tout autant aux allocataires qu'aux salariés de la branche Famille.

ARTICLE 1
LA LAÏCITÉ EST UNE RÉFÉRENCE COMMUNE

La laïcité est une référence commune à la branche Famille et ses partenaires. Il s'agit de promouvoir des liens familiaux et sociaux apaisés et de développer des relations de solidarité entre et au sein des générations.

ARTICLE 2
LA LAÏCITÉ EST LE SOCLE DE LA CITOYENNETÉ

La laïcité est le socle de la citoyenneté républicaine, qui promeut la cohésion sociale et la solidarité dans le respect du pluralisme des convictions et de la diversité des cultures. Elle a pour vocation l'intérêt général.

ARTICLE 3
LA LAÏCITÉ EST GARANTE DE LA LIBERTÉ DE CONSCIENCE

La laïcité a pour principe la liberté de conscience. Son exercice et sa manifestation sont libres dans le respect de l'ordre public établi par la loi.

ARTICLE 4
LA LAÏCITÉ CONTRIBUE À LA DIGNITÉ DE LA PERSONNE ET À L'ÉGALITÉ D'ACCÈS AUX DROITS

La laïcité contribue à la dignité des personnes, à l'égalité entre les femmes et les hommes, à l'accès aux droits et au traitement égal de toutes et de tous. Elle reconnaît la liberté de croire et de ne pas croire. La laïcité implique le rejet de toute violence et de toute discrimination raciale, culturelle, sociale et religieuse.

ARTICLE 5
LA LAÏCITÉ GARANTIT LE LIBRE ARBITRE ET PROTÈGE DU PROSÉLYTISME

La laïcité offre à chacune et à chacun les conditions d'exercice de son libre arbitre et de la citoyenneté. Elle protège de toute forme de prosélytisme qui empêcherait chacune et chacun de faire ses propres choix.

ARTICLE 6
LA BRANCHE FAMILLE RESPECTE L'OBLIGATION DE NEUTRALITÉ DES SERVICES PUBLICS

La laïcité implique pour les collaborateurs et administrateurs de la branche Famille, en tant que participant à la gestion du service public, une stricte obligation de neutralité ainsi que d'impartialité. Les salariés ne doivent pas manifester leurs convictions philosophiques, politiques et religieuses. Nul salarié ne peut notamment se prévaloir de ses convictions pour refuser d'accomplir une tâche. Par ailleurs, nul usager ne peut être exclu de l'accès au service public en raison de ses convictions et de leur expression, dès lors qu'il ne perturbe pas le bon fonctionnement du service et respecte l'ordre public établi par la loi.

ARTICLE 7
LES PARTENAIRES DE LA BRANCHE FAMILLE SONT ACTEURS DE LA LAÏCITÉ

Les règles de vie et l'organisation des espaces et temps d'activités des partenaires sont respectueux du principe de laïcité en tant qu'il garantit la liberté de conscience. Ces règles peuvent être précisées dans le règlement intérieur. Pour les salariés et bénévoles, tout prosélytisme est proscrit et les restrictions au port de signes, ou tenues, manifestant une appartenance religieuse sont possibles si elles sont justifiées par la nature de la tâche à accomplir et proportionnées au but recherché.

ARTICLE 8
AGIR POUR UNE LAÏCITÉ BIEN ATTENTIONNÉE

La laïcité s'apprend et se vit sur les territoires selon les réalités de terrain, par des attitudes et manières d'être les uns avec les autres. Ces attitudes partagées et à encourager sont : l'accueil, l'écoute, la bienveillance, le dialogue, le respect mutuel, la coopération et la considération. Ainsi, avec et pour les familles, la laïcité est le terreau d'une société plus juste et plus fraternelle, porteuse de sens pour les générations futures.

ARTICLE 9
AGIR POUR UNE LAÏCITÉ BIEN PARTAGÉE

La compréhension et l'appropriation de la laïcité sont permises par la mise en œuvre de temps d'information, de formations, la création d'outils et de lieux adaptés. Elle est prise en compte dans les relations entre la branche Famille et ses partenaires. La laïcité, en tant qu'elle garantit l'impartialité vis-à-vis des usagers et l'accueil de tous sans aucune discrimination, est prise en considération dans l'ensemble des relations de la branche Famille avec ses partenaires. Elle fait l'objet d'un suivi et d'un accompagnement conjoints.

Adoptée par le Conseil d'administration de la Cnaf le 1er septembre 2015.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DB2025_019-AU
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

3- Projet social

3.1-Les caractéristiques du territoire d'implantation de la structure

3.1.1-Les caractéristiques du lieu d'implantation de la structure

L'établissement d'accueil Daudet est implanté sur la commune de Peymeinade, dans le département des Alpes Maritimes, en région Provence Alpes Côte d'Azur. C'est une ancienne villa aménagée pour l'accueil de jeunes enfants qui se situe dans le parc Daudet municipal.

Localisée entre mer et montagne, sur la route Nationale de Draguignan, au centre d'une région touristique, (7km de Grasse (sous-préfecture), 21 km de Cannes, 46 km de Nice et de son aéroport international), la commune de Peymeinade est un bourg rural membre de la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse (23 communes) d'une superficie de 9.76 km².

Les communes limitrophes sont : Le Tignet, Grasse, Spéracèdes, Cabris.

Les équipements présents sur la commune :

- Etablissements d'enseignement :
  - Groupe scolaire Fragonard
  - Groupe scolaire Le mistral
  - Groupe scolaire Saint-Exupéry
  - Collège Paul Arène
- Professionnels et établissements de santé
  - Médecins généralistes, psychiatre, psychologue, kinésithérapeutes, orthophonistes, dentistes
  - Pharmacies,
  - Laboratoires d'analyses médicales
- Equipements sportifs et culturels
  - Bibliothèque
  - Salle des fêtes
  - Complexes sportifs
- Mairie et Centre communal d'action sociale (CCAS)
- Associations culturelles et sportives

Equipements présents sur le territoire intercommunal (CAPG) (liste non exhaustive) :

- Relais petite enfance itinérant (haut et moyen Pays de la CAPG) et relais petite enfance (communes de Grasse, Mouans- Sartoux)
- Lieux d'accueil enfants parents (LAEP) (communes de Grasse, Mouans- Sartoux)
- Collèges (communes de Grasse, Mouans- Sartoux, Pégomas, Peymeinade, Saint-Vallier-de-Thiey)
- Sous-préfecture ((commune de Grasse)
- Lycées d'enseignement général et technique (commune de Grasse)
- Maison des solidarités départementale (MSD) (commune de Grasse)
- Maison des 1000 1ers jours (commune de Grasse)
- Centre de PMI (commune de Grasse)
- CPAM (commune de Grasse)
- CAF (commune de Grasse)
- Centre hospitalier (commune de Grasse)

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DB2025_019-AU
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

Equipements sportifs et culturels sur le territoire (liste non exhaustive) **:**

- Espace Culturel et Sportif (communes de la Grasse, Roquette-sur-Siagne, Valderoure, Saint-Cézaire-sur-Siagne)
- Musée International de la Parfumerie (MIP) (commune de Grasse)
- Jardins du MIP (Commune de Mouans- Sartoux)
- Médiathèques (commune de Grasse, Mouans-Sartoux, Pégomas, la Roquette sur Siagne, Saint-Cézaire-sur-Siagne)
- Ludothèque (communes de Grasse, Mouans- Sartoux)
- Conservatoire (commune de Grasse) et Ecole de musique (communes de Peymeinade, Mouans- Sartoux)
- Cinéma (communes de Grasse, Mouans- Sartoux)
- Théâtre (commune de Grasse)
- Centre culturel (commune de Mouans- Sartoux, Pégomas)
- Piscine (communes de Grasse, Peymeinade)
- Musée d'art et d'histoire de Provence (commune de Grasse)
- Equipements sportifs (tout le territoire)

Au-delà des équipements, le territoire communal et communautaire est très riche en associations culturelles et sportives.

La petite enfance sur la commune

Nom de la commune	0-3ans (2016)	0-3ans (2021)	Variation 2016-2021 (nb)	Variation 2016-2021 (%)
Peymeinade	199	200	1	0,5%

L'offre d'accueil

- **L'accueil individuel :**

Au domicile d'un assistant (e)maternel(le) agrée

	2019		2020		2021		2022		2023		2024	
	Nbre ass mat	Nbre de places	Nbre ass mat	Nbre de places	Nbre ass mat	Nbre de places	Nbre ass mat	Nbre de places	Nbre ass mat	Nbre de places	Nbre ass mat	Nbre de places
PEYMEINADE	21	67	27	84	30	96	29	96	31	101	33	105

Au sein d'une Maison d'assistant (e) s maternel(le)s :

A Peymeinade : MAM Z'AILES capacité de 8 places

- **L'accueil collectif** :

Au sein d'un multi accueil de la CAPG

Structures	Capacités et âges
La Poussinière : Peymeinade	40 places, de 2 mois et demis à 5 ans révolus
Daudet : Peymeinade	18 places de 18 mois à 5 ans révolus

Soit un total de 163 places d'accueil du jeune enfant sur le territoire communal en 2024.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DB2025_019-AU
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

3.1.2-Les caractéristiques socio-démographiques et économiques de la population

Evolution et structure de la population

POP T1 - Population en historique depuis 1968

	1968(*)	1975(*)	1982	1990	1999	2010	2015	2021
Population	1 765	3 229	4 479	6 293	7 120	7 867	8 116	8 256
Densité moyenne (hab/km²)	180,8	330,8	458,9	644,8	729,5	806,0	831,6	845,9

(*) 1967 et 1974 pour les DOM
Les données proposées sont établies à périmètre géographique identique, dans la géographie en vigueur au 01/01/2024.
Sources : Insee, RP1967 à 1999 dénombrements, RP2010 au RP2021 exploitations principales.

La forte croissance démographique observée de puis 1975 atteint son maximum en 2021.
Entre 2015 et 2021, la population a augmentée de 1.72%.
La densité moyenne de population (hab/ km²) est de 845.9 en 2021 (831.6 en 2015).

RFD G1 - Naissances et décès domiciliés

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Décès domiciliés	56	91	76	72	82	70	82	103	76	76
Naissances domiciliées	68	74	83	63	66	74	76	66	72	70

Source : Insee, statistiques de l'état civil en géographie au 01/01/2024.

De 2014 à 2016 le nombre de naissance est supérieur au nombre de décès.
De 2017 à 2023 le nombre de naissance est inférieur au nombre de décès.

POP T4 - Lieu de résidence 1 an auparavant

Lieu de résidence	2015	%	2021	%
Personnes d'1 an ou plus habitant auparavant :	**8 049**	**100,0**	**8 184**	**100,0**
Dans le même logement	*7 001*	*87,0*	*7 271*	*88,8*
Dans un autre logement de la même commune	*265*	*3,3*	*229*	*2,8*
Dans une autre commune	*783*	*9,7*	*683*	*8,3*

Source : Insee, RP2015 et RP2021, exploitations principales, géographie au 01/01/2024.

En 2021, la population de la commune de Peymeinade est composée de plus de 8.3%.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DB2025_019-AU
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

POP T0 - Population par grandes tranches d'âges

Âge	2010	%	2015	%	2021	%
Ensemble	**7 867**	**100,0**	**8 116**	**100,0**	**8 256**	**100,0**
0 à 14 ans	1 308	16,6	1 364	16,8	1 334	16,2
15 à 29 ans	1 087	13,8	1 069	13,2	995	12,1
30 à 44 ans	1 481	18,8	1 389	17,1	1 374	16,6
45 à 59 ans	1 658	21,1	1 744	21,5	1 790	21,7
60 à 74 ans	1 457	18,5	1 581	19,5	1 720	20,8
75 ans ou plus	876	11,1	969	11,9	1 043	12,6

Sources : Insee, RP2010, RP2015 et RP2021, exploitations principales, géographie au 01/01/2024.

La classe d'âge des 25-44 ans qui correspondu à celle pour laquelle la probabilité d'avoir des enfants est la plus forte diminue depuis 2010.
Les plus de 60 ans représentent un tiers de la population en 2021.

Composition-Familles-Ménages

Le nombre de familles avec enfants a diminué entre 2015 et 2021 (-7,6%).

FAM T1 - Ménages selon leur composition

Type de ménages	Nombre de ménages						Population des ménages		
	2010	%	2015	%	2021	%	2010	2015	2021
Ensemble	**3 444**	**100,0**	**3 645**	**100,0**	**3 809**	**100,0**	**7 848**	**8 125**	**8 250**
Ménages d'une personne	**1 000**	**29,0**	**1 130**	**31,0**	**1 295**	**34,0**	**1 000**	**1 130**	**1 295**
Hommes seuls	396	11,5	405	11,1	558	14,7	396	405	558
Femmes seules	604	17,5	725	19,9	736	19,3	604	725	736
Autres ménages sans famille	**80**	**2,3**	**80**	**2,2**	**20**	**0,5**	**164**	**165**	**50**
Ménages avec famille(s) dont la famille principale est :	**2 364**	**68,6**	**2 435**	**66,8**	**2 494**	**65,5**	**6 684**	**6 830**	**6 905**
Un couple sans enfant	1 104	32,1	1 085	29,8	1 247	32,7	2 244	2 205	2 593
Un couple avec enfant(s)	976	28,3	1 015	27,8	935	24,6	3 712	3 770	3 498
Une famille monoparentale	284	8,2	335	9,2	312	8,2	728	855	814

Sources : Insee, RP2010, RP2015 et RP2021, exploitations complémentaires, géographie au 01/01/2024.

En 2021 les ménages sans enfants représentent 50% des ménages (57% des couples).

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DB2025_019-AU
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

FAM T4 - Familles selon le nombre d'enfants âgés de moins de 25 ans

Nombre d'enfants	2010	%	2015	%	2021	%
Ensemble	**2 388**	**100,0**	**2 440**	**100,0**	**2 544**	**100,0**
Aucun enfant	1 264	52,9	1 225	50,2	1 422	55,9
1 enfant	476	19,9	585	24,0	528	20,7
2 enfants	496	20,8	490	20,1	470	18,5
3 enfants	132	5,5	105	4,3	104	4,1
4 enfants ou plus	20	0,8	35	1,4	20	0,8

Sources : Insee, RP2010, RP2015 et RP2021, exploitations complémentaires, géographie au 01/01/2024.

Les familles avec enfants représentent 44,10% des familles en 2021 (3% de moins qu'en 2015).
La part des familles nombreuses (3 enfants et plus) est en diminution entre 2015 et 2021 (moins 0,8%).

FAM T3 - Composition des familles

Type de famille	2010	%	2015	%	2021	%
Ensemble	**2 388**	**100,0**	**2 440**	**100,0**	**2 544**	**100,0**
Couples avec enfant(s)	**984**	**41,2**	**1 015**	**41,6**	**940**	**37,0**
Familles monoparentales	**288**	**12,1**	**335**	**13,7**	**322**	**12,7**
Hommes seuls avec enfant(s)	60	2,5	45	1,8	55	2,2
Femmes seules avec enfant(s)	228	9,5	290	11,9	267	10,5
Couples sans enfant	**1 116**	**46,7**	**1 090**	**44,7**	**1 282**	**50,4**

Sources : Insee, RP2010, RP2015 et RP2021, exploitations complémentaires, géographie au 01/01/2024.

La part de familles monoparentales représentent 12,7% des familles avec enfants en 2021.
Le nombre de familles monoparentales a légèrement diminué entre 2015 et 2021 (1%).

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DB2025_019-AU
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

FAM T3bis - Composition détaillée des familles composées de couples avec enfant(s)

Couples avec enfant(s)	2021	%
Ensemble	**940**	**100,0**
Famille traditionnelle	815	86,7
Famille recomposée	125	13,3

Sources : Insee, RP2021, exploitation complémentaire, géographie au 01/01/2024.

Les familles recomposées ne représentent que 13.3% des familles.

Logement

LOG T1 - Évolution du nombre de logements par catégorie en historique depuis 1968

Catégorie de logement	1968(*)	1975(*)	1982	1990	1999	2010	2015	2021
Ensemble	**791**	**1 639**	**2 492**	**3 301**	**3 776**	**4 207**	**4 482**	**4 616**
Résidences principales	607	1 281	1 854	2 667	3 030	3 445	3 640	3 808
Résidences secondaires et logements occasionnels	75	201	434	481	476	437	402	292
Logements vacants	109	157	204	153	270	325	440	517

(*) 1967 et 1974 pour les DOM
Les données proposées sont établies à périmètre géographique identique, dans la géographie en vigueur au 01/01/2024.
Sources : Insee, RP1967 à 1999 dénombrements, RP2010 au RP2021 exploitations principales.

Le nombre de logements en constante progression (+1.4% entre 2015 et 2021) est constitué de 82.49% de résidences principales en 2021.

Le nombre de logements vacants a augmenté de 17.5 % entre 2015 et 2021 et représente 11.2% du nombre de logements en 2021.

En 2021 près de 70.8% des ménages sont propriétaires de leur logement.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DB2025_019-AU
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

Activité

Population active, emploi et chômage au sens du recensement

EMP T1 - Population de 15 à 64 ans par type d'activité

Type d'activité	2010	2015	2021
Ensemble	**4 806**	**4 746**	**4 750**
Actifs en %	**73,7**	**76,3**	**78,1**
Actifs ayant un emploi en %	67,3	66,8	70,1
Chômeurs en %	6,5	9,5	8,0
Inactifs en %	**26,3**	**23,7**	**21,9**
Élèves, étudiants et stagiaires non rémunérés en %	8,1	8,2	7,5
Retraités ou préretraités en %	9,9	8,0	7,3
Autres inactifs en %	8,3	7,5	7,0

Sources : Insee, RP2010, RP2015 et RP2021, exploitations principales, géographie au 01/01/2024.

En 2021, une grosse majorité (70.1%) de la population des 15 – 64 ans est composée d'actifs ayant un emploi.

Le taux de chômage a baissé de 1.5% entre 2015 et 2021.

Caractéristiques de l'emploi au sens du recensement en 2021

Commune de Peymeinade (06095)

ACT T1 - Population de 15 ans ou plus ayant un emploi selon le statut en 2021

Statut d'emploi	Nombre	%	dont % temps partiel	dont % femmes
Ensemble	**3 418**	**100,0**	**16,0**	**49,8**
Salariés	2 752	80,5	16,1	52,7
Non-salariés	666	19,5	15,7	37,9

Source : Insee, RP2021 exploitation principale, géographie au 01/01/2024.

En 2021, 80.5% des plus de 15 ans ayant un emploi sont salariés.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DB2025_019-AU
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

Catégories socio professionnelles 2021

POP T6 - Population de 15 ans ou plus par sexe, âge et catégorie socioprofessionnelle en 2021

Catégorie socioprofessionnelle	Hommes	Femmes	Part en % de la population âgée de		
			15 à 24 ans	25 à 54 ans	55 ans ou +
Ensemble	**3 311**	**3 625**	**100,0**	**100,0**	**100,0**
Agriculteurs exploitants	15	10	0,0	0,3	0,4
Artisans, commerçants, chefs d'entreprise	337	141	4,0	11,6	3,4
Cadres et professions intellectuelles supérieures	397	266	0,8	16,2	5,5
Professions intermédiaires	447	683	12,0	28,8	6,4
Employés	226	734	10,4	23,3	6,4
Ouvriers	417	90	13,6	11,9	2,2
Retraités	1 151	1 167	0,0	0,2	68,1
Autres personnes sans activité professionnelle	321	533	59,1	7,8	7,6

Source : Insee, RP2021 exploitation complémentaire, géographie au 01/01/2024.

En 2021, la population des 25 – 54 ans est majoritairement constituée (44.8%) de cadres et de professions intermédiaires, 7.8% de cette population est sans activité professionnelle.

ACT T4 - Lieu de travail des actifs de 15 ans ou plus ayant un emploi qui résident dans la zone

Zone du lieu de travail	2010	%	2015	%	2021	%
Ensemble	**3 284**	**100**	**3 245**	**100**	**3 418**	**100**
Travaillent :						
dans la commune de résidence	753	22,9	745	23,0	680	19,9
dans une commune autre que la commune de résidence	2 531	77,1	2 500	77,0	2 738	80,1

Sources : Insee, RP2010, RP2015 et RP2021, exploitations principales, géographie au 01/01/2024.

En 2021, 80.1% des actifs de plus de 15 ans avec emploi travaillent à l'extérieur de la commune.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DB2025_019-AU
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

Niveau de vie

Nom des communes	Médiane du revenu disponible par unité de consommation (euros) - 2016	Médiane du revenu disponible par unité de consommation (euros) - 2021	Variation 2016-2021 (en euros)	Variation 2016-2021 (en %)
Peymeinade	23 411	25 440	2 029	8,7%

En 2021, le niveau de vie médian mensuel est de 2120€, il a augmenté de 8.7% entre 2016 et 2021.
En 2018, 9% de la population vit sous le seuil de pauvreté.

EVOLUTION DES PARTICIPATIONS FAMILIALES MOYENNES au sein de l'EAJE DAUDET

	2018	2019	2020	2021	2022	2023
DAUDET	1,41 €/h	1,32 €/h	1,35 €/h	1,40 € /h	1,40 €/h	1,44 €/h

3.2-L'intégration de la structure à son environnement et le maillage avec l'offre de service de ses partenaires

L'EAJE DAUDET est l'un des 6 EAJE (2 à Peymeinade, 1 à le Tignet, 1 à St Cézaire-sur-Siagne, 1 à St Vallier-de-Thiey, 1 à Séranon) du service petite enfance de la CAPG

La structure entretient à ce titre :

→ Des liens permanents avec :
- La direction petite enfance, la direction des autres EAJE et l'ensemble de l'équipe pluridisciplinaire du service.
- Le Relais Petite Enfance (RPE) de la CAPG situé à Spéracèdes et itinérant :

Lieu dédié à l'accueil du jeune enfant. Guichet unique de préinscription pour tous les EAJE CAPG, le relais s'adresse aux parents et aux professionnels de l'accueil individuel. C'est un lieu d'informations, de rencontres, d'échanges et de professionnalisation.

→ Des liens fonctionnels avec les services de la CAPG
- Techniques, Prévention Sécurité, RH, Finances, Energie, Environnement, Culture, Jeunesse et sports, Egalité femmes-hommes, Emploi ….
-

→ Des liens avec les services municipaux, équipements et infrastructures de la commune de Peymeinade

Liens/ actions de l'établissement avec son environnement :

- Avec la deuxième EAJE de Peymeinade qui accueille des enfants de 2 mois et demi à 3 ans, des projets communs sont mis en place afin de permettre d'entretenir un lien entre les 2 structures et de travailler sur la passerelle des enfants qui viendront sur la structure Daudet.
- Avec la bibliothèque de Peymeinade, des sorties sont prévues à certains moments afin de permettre aux enfants de profiter de ce lieu riche en livres divers et variés.
- Au marché de Peymeinade, des sorties en petits groupes peuvent être organisés.
- Avec la piscine dont la pataugeoire permet aux professionnelles d'y amener les enfants si

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DB2025_019-AU
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

elles le souhaitent.
Chaque EAJE travaille en partenariat avec différents organismes, la PMI et le service social qui ont un rôle de contrôle et de conseil dans différents domaines : les conditions d'agréments, les normes de sécurité, les signalements éventuels, l'accueil, etc.
Nous avons des rencontres bi-annuelles avec le PMI afin d'échanger sur les enfants accueillis. Nous pouvons également solliciter tout au long de l'année la PMI en cas de nécessité.

→ Des liens avec les partenaires institutionnels, financiers, associatifs :

- Direction départementale de l'enfance
- MSD (Maison des solidarités départementales)
- PMI (Protection Maternelle et Infantile) : En charge de l'agrément, du contrôle et de l'accompagnement des établissements : rencontres bi annuelles+ échanges réguliers sur les enfants accueillis tout au long de l'année
- CAMPS de Grasse (Centre d'Action Médico-Sociale Précoce) HARPEGES rencontres et échanges à la demande, notamment dans le cadre de l'accueil d'enfant à besoins spécifiques
- PRH 06 (Pole Ressources Handicap) API-END
- CAF (caisse d'allocations familiales) des Alpes Maritimes
  La CAF est un des acteurs majeurs du développement et du fonctionnement des structures petite enfance. Elle fixe les montants des participations familiales, apporte son expertise et les cofinancements essentiels à l'investissement et au fonctionnement de l'établissement.
- Le REAAP 06 : Réseau d'écoute, d'appui et d'accompagnement à la parentalité des Alpes Maritimes prend appui sur un réseau de parents, de bénévoles et de professionnels qui permettent la mise en place d'actions visant à conforter, à travers le dialogue et l'échange, les compétences des parents et la mise en valeur de leurs capacités. Les parents se rencontrent dans différents lieux (centres sociaux, écoles, crèches, ludothèques, salles municipales...) et autour d'activités (groupe de parole, conférence débat, activités parents enfants...), avec ou sans l'appui de professionnels du secteur (médiateurs familiaux, travailleurs sociaux) pour renforcer par le dialogue et l'échange leur capacité à exercer pleinement leur responsabilité parentale.

La Caisse d'Allocation Familiale (CAF) est le premier partenaire financier de la structure. Elle assure un contrôle la gestion de la structure.
Nous aidons les familles en détresse en les dirigeant vers les organismes compétents : CAMPS, PMI, assistantes sociales, CCAS.
Travailler en lien avec le Centre d'Accompagnement Médico-Social Précoce (CAMSP) de Grasse permet d'accueillir des enfants en situation de handicap ou ayant un suivi.

Un médecin vacataire assure le rôle de RSAI Référent Santé Accueil Inclusif dans chaque structure, une psychologue organise des temps d'analyse de pratiques professionnelles sur chaque structure ou des temps d'observation et une psychomotricienne intervient à certains moments sur chaque structure selon les besoins.

- L'Education nationale :

Le tissage de liens locaux, avec l'école maternelle, favorise les transitions de l'enfant entre ses milieux de vie successifs et la continuité éducative.

Des actions sont mises en place pour faciliter la transition des enfants en école maternelle : projet « passerelle avec les écoles maternelles » mis en place en équipe, qui permet aux enfants de visiter leur future école avec les professionnelles de la structure, de rencontrer leur future maitresse. Une réunion avec les directrices des écoles maternelle à la fin de l'année avant les grandes vacances permet de faire le point sur les enfants qui seront accueillis en maternelle.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DB2025_019-AU
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

3.3-Les modalités de participation des familles

Les rendez-vous au moment de l'admission (constitution du dossier d'admission administratif et médical avec la directrice), la prise d'informations auprès de l'équipe pluriprofessionnelle de l'EAJE, le questionnaire d'adaptation, les transmissions et les échanges avec les familles lors de l'arrivée et du départ, les rendez-vous ponctuels (bilan d'accueil, de développement), les réunions de parents, nous permettent de recueillir les besoins des familles.

Afin de recueillir des besoins des familles, d'adapter régulièrement notre projet éducatif et de décliner les actions à mettre en place, différentes choses sont mises en place au sein de la structure :

- Rendez-vous individuel avec chaque famille lors de chaque nouvelle inscription
- Questionnaire de satisfaction remis à chaque famille en milieu d'année que les parents peuvent rendre anonymement
- Réunion d'équipe une fois par mois pour recenser les besoins issus des échanges avec les familles (échanges au moment des transmissions, observations, etc.).
- Ateliers avec les parents qui peuvent être divers et variés selon les compétences de chacun (musique, art plastique, etc.).

Le retour des parents est en général satisfaisant et un climat de confiance entre les familles, l'équipe et la direction est instauré.
Les parents sont ravis de pouvoir participer à la vie de la structure en pouvant participer aux sorties et aux pique-niques organisés tout au long de l'année.

3.3.1-Participation des familles à la vie de la structure

Modalités de la participation des familles à la vie de la structure et leurs finalités notamment par rapport au respect du principe de coéducation :

Objectif pédagogique	Descriptif de l'action	Impact attendu sur les enfants et/ou leurs familles	Fréquence	Modalités d'information et d'évaluation des actions mise en place
Rencontres avec les familles	Rdv individuel avec chaque nouvelle famille afin de visiter la structure, leur présenter le fonctionnement de la structure et échanger avec les parents	Rassurer les parents et leurs enfants	1 fois par an minimum et plus selon besoin	Rdv par téléphone et à la demande de l'équipe ou des familles/retour des familles
Créer du lien avec les familles	Ateliers avec les parents	Permettre aux familles de participer à la vie de la structure	Quelques fois dans l'année selon la disponibilité des familles	Echange avec les parents oral et écrit Fiche projet et bilan en équipe/retour des familles et des enfants
Créer du lien avec les familles	Inviter les parents lors de sorties, pique-nique	Permettre aux parents de partager un moment avec leur enfant au sein de la crèche	Quelques fois dans l'année	Echange avec les parents oral et écrit Fiche projet et bilan en équipe/retour des familles et des enfants

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DB2025_019-AU
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

Partager avec les parents et leurs enfants	Organisation de fête (carnaval, noël, fête de la musique, kermesse de fin d'année)	Moments d'échanges et partages conviviaux	Plusieurs fois dans l'année	Affiches, mails et échanges oraux/retour des familles et des enfants
Informer les familles	Affichage d'informations sur divers thèmes (propreté, sommeil, etc.)	Sensibiliser les parents et répondre à leurs questions	Tout au long de l'année	Affiches dans la vitrine d'informations aux familles/ retour des parents
Partager avec parents et enfants	Affichage des créations des enfants	Valoriser ce que fait l'enfant et permettre aux parents de le voir	Tout au long de l'année	Dans toute la crèche/Retour des familles et enfants

3.3.2-Actions de soutien à la parentalité proposées

Actions parentalité mises en place et leurs finalités :

Objectif pédagogique	Descriptif de l'action	Impact attendu sur les enfants et/ou leurs familles	Fréquence	Modalités d'information et d'évaluation des actions mise en place
Créer du lien	Envoi régulier de photos des enfants à chaque parent (activité, anniversaire, sortie, etc.)	Créer un lien de confiance et rassurer les parents	Lors d'activité spécifique ou à un moment spécifique de la journée	Portable de la crèche Echange en équipe Retour des parents
Créer du lien	Informer les familles de chaque nouveau projet	Renfoncer le lien avec les familles	A chaque fois	Mail, affiche, transmission du soir ou du matin, classeur avec fiches projets à disposition des familles
Soutenir les familles	Rendez-vous individuel avec famille en cas de besoin observé ou à la demande de la famille ou de l'équipe avec direction	Soutenir les familles, les aider et les rassurer	Chaque fois que cela est nécessaire	Echange avec parents Retour équipe
Valoriser les actions des familles	Participation des familles dans l'apprentissage de l'autonomie des enfants	Aider les familles dans leurs actions auprès des enfants en les valorisant	A chaque étape importante (habillage, propreté, etc.)	Echanges avec chaque famille, affichages
Créer du lien	Matinée porte-ouverte pour présentation de la structure et de l'équipe	Renfoncer le lien avec les familles	En fin d'année	Echange avec les familles/Retour de familles

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DB2025_019-AU
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

3.4-Les dispositions prises pour permettre à des familles rencontrant des situations particulières d'être accueillies dans la structure

3.4.1-Les modalités pour faciliter l'accueil des enfants de familles en situation d'insertion sociale ou professionnelle

En application des dispositions des articles L214-2 et L.214-7 du code de l'action sociale et des familles (CASF), et de l'article L 2324-1 du code de la santé publique (CSP), diverses modalités de fonctionnement visent à :

- **Favoriser l'accueil de jeunes enfants issus de familles en situation de d'insertion sociale et/ ou professionnelle** au sein des modes d'accueil pour le bien-être des enfants et de leurs parents, la lutte contre la reproduction des inégalités et l'insertion professionnelle.
L'accueil du jeune enfant est un élément central de la stratégie d'investissement social dans la petite enfance. C'est un enjeu à l'intersection de plusieurs politiques publiques. Permettant non seulement aux parents de concilier vie professionnelle et familiale - favorisant ainsi l'insertion professionnelle et le maintien dans l'emploi, mais aussi l'égalité entre les femmes et les hommes -, il contribue également à l'épanouissement et au développement des compétences socio-émotionnelles et cognitives de l'enfant en lui offrant une expérience de socialisation précoce, propice aux premiers apprentissages.
L'impact positif de l'accueil sur le développement des jeunes enfants, démontré dans un certain nombre d'études, est d'autant plus important lorsque ces derniers sont issus de milieux défavorisés.
Ayant ainsi un effet « égalisateur », l'accueil de la petite enfance constitue un puissant levier pour prévenir la reproduction des inégalités et de la pauvreté. Afin de répondre pleinement à ces trois finalités, les modes d'accueil du jeune enfant doivent répondre à une exigence d'accessibilité et de qualité.
L'accès aux modes d'accueil formels est également marqué par d'importantes inégalités sociales et territoriales, les familles en situation de précarité ayant un moindre accès aux différents modes d'accueil du jeune enfant.

L'accueil d'enfants de familles en situation de précarité sera moins souvent en temps plein, sera potentiellement irrégulier ou avec des besoins d'accueil en urgence, et sera souvent associé à des besoins en soutien à la parentalité différents que ceux des personnes qui ne rencontrent pas de difficultés sociales particulières. L'ensemble de ces facteurs fait que cet accueil relèvera d'une démarche volontaire et proactive des établissements.

La politique publique de l'accueil du jeune enfant doit néanmoins être renforcée, avec une attention spécifique portée sur les familles en situation de précarité. La mise en place d'un service public de la petite enfance représente une réelle opportunité pour adopter des mesures permettant de favoriser l'accueil de jeunes enfants de familles précaires au sein des modes d'accueil formels.

- **Favoriser le développement d'un travail partenarial entre les différents acteurs de l'accueil et de l'accompagnement des enfants et des familles**, notamment entre les professionnelles de la petite enfance et le secteur de la lutte contre l'exclusion, dont l'AHI (Accueil Hébergement Insertion) et l'insertion par l'activité économique. Le lien avec l'IAE (Insertion par activité économique) pourra permettre de développer des initiatives en lien avec l'insertion professionnelle des parents, et en particulier des mères isolées. Ce travail partenarial permettrait par ailleurs de faciliter la garantie d'un accompagnement global centré autour des besoins des enfants et des familles concernées.
- **Faciliter l'inclusion des familles et la socialisation précoce des enfants**, notamment ceux en situation de pauvreté ou de précarité,
- **Garantir des places pour l'accueil d'enfants non scolarisés âgés de moins de six ans** à la charge de personnes engagées dans un parcours d'insertion sociale et professionnelle, y compris s'agissant des bénéficiaires de la prestation partagée

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DB2025_019-AU
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

d'éducation de l'enfant mentionnée au 3° de l'article L. 531-1 du code de la sécurité sociale, et répondant aux conditions de ressources fixées par voie réglementaire, pour leur permettre de prendre un emploi, de créer une activité ou de participer aux actions d'accompagnement professionnel qui leur sont proposées.

- Favoriser la conciliation par les parents de jeunes enfants de leurs temps de vie familiale, professionnelle et sociale, notamment pour les personnes en recherche d'emploi et engagées dans un parcours d'insertion sociale et professionnelle et les familles monoparentales. Possibilité d'accueillir un enfant dont les parents sont en recherche d'emploi 5 jours par semaine pendant 2 ou 3 mois.

- L'accueil d'urgence est possible au sein de l'établissement Daudet avec une place au quotidien réservé à l'état d'urgence. Enfant placé par les services sociaux, demande du Médecin ou des parents eux-mêmes.

Grille scoring : mise en place, lors de la réception de la demande de pré-inscription dans l'établissement, d'une grille de scoring pour classer et prioriser les demandes en fonction des l'attribution de points. L'accès est ouvert a tous, même sans travail dans un démarche de recherche d'emploi et/ou de réinsertion professionnelle ou sociale.

3.4.2-Les modalités d'accueil des enfants en situation de handicap ou atteints d'une maladie chronique

Les établissements et les services d'accueil non permanent de jeunes enfants mettent en œuvre un accueil favorisant l'inclusion des familles et enfants présentant un handicap ou atteints de maladies chroniques.
Avec le concours du référent « Santé et Accueil inclusif », ils offrent un accueil individualisé et inclusif de chacun des enfants, notamment de ceux présentant un handicap ou atteint d'une maladie chronique, grâce à un accompagnement spécifique dans le cadre de locaux adaptés. Ils favorisent la socialisation des enfants au sein de collectifs de taille adaptée aux activités proposés.

En établissement d'accueil de jeunes enfants, l'accueil des enfants présentant un handicap ou atteints d'une maladie chronique est prévu par le code de la santé publique :

Art. R. 2324-17 - " Les établissements et les services d'accueil non permanent veillent à la santé, à la sécurité, au bien-être et au développement des enfants qui leur sont confiés. Dans le respect de l'autorité parentale, ils contribuent à leur éducation. Ils concourent à l'intégration des enfants présentant un handicap ou atteints d'une maladie chronique qu'ils accueillent. Ils apportent leur aide aux parents pour favoriser la conciliation de leur vie professionnelle et de leur vie familiale. "
Au sein de structure Daudet nous cherchons constamment à :

*Se documenter : en échangeant avec le référent de PMI, en cherchant des informations sur internet (MDPH, associations et structures spécialisées, etc.), en_lisant des ouvrages, revues, etc.

*Réfléchir et échanger des expériences : en réfléchissant avec le référent santé de l'établissement, en contactant des associations, en rencontrant d'autres professionnels (structures ou assistants maternels) qui se posent les mêmes questions et qui ont déjà une expérience de ce type d'accueil, en échangeant avec les autres directrices lors de réunion mensuelle de direction.

*Intégrer les réflexions sur l'accueil d'enfants porteurs de handicap au projet de l'établissement.

*Se former et former notre équipe.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DB2025_019-AU
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

*Poser le cadre et sécuriser : "Lieux d'accueil petite enfance : prendre le temps pour ne pas perdre de temps" Jacques Arcidiacono

*Analyser si l'adéquation du handicap avec un accueil en crèche est compatible en associant : la famille, le médecin de l'établissement, le médecin traitant de l'enfant, le psychologue de la crèche, l'équipe de la crèche, la directrice.

*Préparer l'admission de l'enfant dont le handicap est déjà connu en adaptant les conditions d'accueil de cet enfant :
- déterminer avec l'ensemble de l'équipe une personne référente en fonction de sa sensibilité et de sa disponibilité à accompagner le handicap posé, pour l'enfant et les parents,
- réunir, avec l'équipe accueillante, les différents partenaires, l'enfant et la famille
-déterminer les conditions d'accueil (durée hebdomadaire, plage horaire, matériel spécifique, etc.),
- mettre en place un PAI (Projet d'accueil individualisé) si nécessaire
- organiser un temps d'information de l'ensemble du personnel par le médecin de la crèche sur le handicap concerné,
- prendre contact avec les partenaires extérieurs en accord avec les parents (CAMSP, médecins, soignants spécialisés),
- prévoir si possible et si besoin une formation adaptée (exemple : langue des signes). Elle donne des points d'appui aux professionnels en soutenant leurs capacités d'empathie, d'observation, et leur créativité.

L'accueil collectif conserve un intérêt pour l'enfant quand il est réadapté à ses capacités réelles.

Un projet d'équipe et son adhésion sont indispensables pour que cet accueil ne soit pas que l'affaire de quelques-uns avec les risques de perte de cohésion qui en résulteraient.
Les liens avec les structures de prévention et de soins (PMI, CAMSP, CMP) apportent une cohérence dans une complémentarité d'approche et de points de vue.

*Optimiser les conditions d'accueil :
-organiser l'accueil dans la section avec les autres enfants en fonction de l'âge, aménager l'espace et l'organisation de la section afin de s'adapter aux spécificités du handicap ou de la maladie chronique, pour l'enfant et l'ensemble de l'équipe enfants et adultes
-réfléchir à la période d'adaptation avec les parents, l'équipe et le(a) référent(e) pour répondre au mieux aux besoins de l'enfant et de sa famille,
-travailler la relation à la famille, en organisant un temps d'échange avec un psychologue.

Des modalités spécifiques sont à mettre en place pour que cet accueil qui requiert une inventivité et une disponibilité accrues soit riche pour l'enfant, ses parents et les professionnels, grâce :
-à différents partenaires pour créer le lien, évaluer la progression de l'accueil et le projet de vie,
-en pensant ensemble "l'après crèche", l'anticiper et en parler, si possible dès la rentrée civile avec la famille et les partenaires (CAMSP, référents scolaires, MDPH, structures ordinaires ou spécialisées)
-en rassurant si nécessaire, les autres enfants et les autres parents de la structure.

Les échanges sont indispensables pour permettre d'exprimer les difficultés ou les craintes, de poser les questions. Les parents et les équipes doivent pouvoir exprimer leurs besoins et leurs attentes.
Il faut prendre le temps nécessaire à chacun.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DB2025_019-AU
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

Accompagner, les enfants, les parents et l'équipe :
-faire le point sur les ressources de l'enfant lors de réunion d'équipe, pour organiser les conditions de progression à sa mesure et être dans un accompagnement très précis,
-prévoir un temps pour penser les pratiques, pour contenir le vécu affectif et réguler les relations d'équipe,
-prévoir des rencontres régulières avec l'équipe, les parents.
Il faut accompagner les parents et les professionnels dans la situation difficile de l'annonce du handicap, annonce qui se prolonge, car c'est au fur et à mesure de son développement que vont se découvrir les limites de l'enfant.

Développer le réseau dans l'échange et le partage des pratiques
Établir une carte des partenaires : structures spécialisées (CAMSP, CMPP, etc.), professions libérales, autres structures d'accueil.
Se mettre en lien avec : un médecin de PMI, des coordonnateurs et coordinateurs (associatifs et municipaux), un responsable Petite enfance.
Rencontrer pour échanger avec : les autres responsables d'établissements (associatifs et municipaux), les responsables des structures spécialisées (CAMSP, CMPP, etc.).

Il est indispensable de s'appuyer sur l'ensemble des partenaires et de pouvoir mettre en commun les expériences.

Préparer l'annonce si le handicap est décelé après l'entrée dans la structure :
Que ce soient les parents ou l'équipe qui se posent des questions à propos de l'enfant :
-En multipliant les observations de l'enfant,
-En travaillant en collaboration avec le médecin et/ou le psychologue de la structure,
-En alertant et orientant la famille,
-En travaillant avec les partenaires médico-sociaux extérieurs,
-En se mettant en contact avec le médecin de famille, avec l'accord de la famille et si nécessaire.
Le personnel de l'établissement d'accueil ne doit pas poser un diagnostic.
Par contre, il a un rôle de repérage et doit alerter la famille (par l'intermédiaire de la direction) dès lors que ses observations peuvent justifier le recours à un examen médical spécialisé.

Évaluer les difficultés de vie de l'enfant au sein de l'établissement, en vue de le réadapter si nécessaire, en lien avec : la famille, le médecin de l'établissement référent santé et accueil inclusif, le médecin traitant de l'enfant, le psychologue de la crèche, l'équipe de la crèche, la section accueillante, le coordinateur du service le cas échéant.

Si on accueille un enfant à qui on vient de détecter une déficience, une allergie ou un handicap :
Les professionnels ont alors une tâche très délicate. Ils ont plus que jamais besoin les uns des autres afin de rassurer les familles et de se rassurer eux-mêmes pour mieux travailler.

« Accompagner pas à pas l'enfant, mettre en relief son propre potentiel, trouver et favoriser ce qui lui permet d'être actif sont des perspectives fructueuses pour l'accueil de tout enfant. Elles sont d'autant plus pertinentes pour orienter l'attention donnée à un enfant "différent" ».

Au niveau de la CAPG, nous avons recours à un médecin référent de santé et accueil inclusif ainsi qu'à une référente handicap. Selon le handicap rencontré, la psychomotricienne peut également apporter un soutien à l'équipe grâce à son intervention.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DB2025_019-AU
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

Référent handicap de la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse :

En plus du référent de santé et accueil inclusif des structures petites Enfance, nous collaborons avec une éducatrice spécialisée, référente handicap petite enfance à la CAPG.
Voici son rôle :
En charge de la coordination des projets et du suivi de l'accueil des enfants ayant des difficultés ou en situation de handicap, il/elle assume les missions suivantes :
- rencontrer les familles dès le rdv de préinscription pour organiser un accueil adapté, tenant compte des possibilités de l'établissement, coordonner la participation des parents, de l'équipe d'accueil et le cas échéant de l'équipe de soins
- formaliser le « projet d'accueil spécifique individualisé » (personnel et aménagements nécessaires à l'accueil)
- faire le lien avec tous les partenaires et soutenir les équipes pendant le temps d'accueil dans la mise en œuvre des projets d'accueil spécifique (actions professionnalisantes, réflexions et expressions des interrogations et appréhensions...)
- participer au développement d'un réseau local afin d'identifier les ressources du territoire
- accompagner avec l'accord de la famille, à la sortie de l'établissement petite enfance, les transitions vers les autres modes d'accueil (temps scolaire, péri et extra-scolaire) par la rencontre du ou les chargés de coopération spécifiques jeunesse et de l'équipe qui prendra le relais auprès de l'enfant
- rechercher dans la prise de décisions, l'intégration de l'enfant et permettre aux parents, professionnels de l'accueil et partenaires institutionnels d'être au cœur des décisions.

Faire évoluer... vers un projet d'accueil pour tous
-faire des évaluations : ce qui fonctionne, les évolutions, les apprentissages,
-se saisir des spécificités pour améliorer la démarche globale,
-impliquer l'équipe, les parents, les partenaires.

Dans toutes les situations, ne pas baisser les bras, ne pas avoir peur ni se braquer ou se figer. Le travail à mener pour l'accueil d'un enfant en situation de handicap est long et difficile, mais tellement enrichissant pour tous : parents, enfants, équipes, partenaires.

3.4.3-Les modalités d'accueil d'urgence

Nous avons la possibilité d'accueillir un enfant en situation d'urgence.
Cet enfant peut être accepté le matin même de la demande, par le médecin, par les services sociaux et/ ou par les parents.
Cet enfant sera comptabilisé sur la place d'urgence toujours disponible.
Nous prendrons le temps et les soins nécessaires à sa bonne adaptation et intégration dans le service.
Nous essayerons d'obtenir le maximum de renseignements afin d'établir la meilleure prise en charge pour l'enfant et/ou sa famille.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DB2025_019-AU
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

3.5-Les activité de la structure afin de l'inscrire dans une démarche en faveur du développement durable

Objectif	Descriptif de l'action	Impact attendu	Modalités d'évaluation des actions mise en place
1/Education de la pauvreté et 2/Lutte contre la faim	Suivi des familles, orientation vers des organismes compétents pour garantir l'accès des plus démunis à un logement adéquat, abordable et durable ainsi que des aides pour que ces familles est une alimentation nécessaire	Soutien et aide des familles	Familles ont su trouver des aides et ont pu surmonter leurs difficultés
3/Accès à la santé	Suivi des enfants accompagnés des parents par le médecin de la crèche et orientation vers des organismes compétents si besoin (CAMPS, PMI, etc.) Mise en place de projet spécifique en cas de besoin Boitier enregistrant la qualité de l'air dans chaque pièce, mise en place de système d'aération adaptée et nécessaire, utilisation des produits ménagers au maximum sans la présence des enfants et en aérant toutes les pièces Aération des pièces plusieurs fois par jour	Répondre au mieux aux besoin de chacun Détecter un retard de développement Agir le plus tôt possible Améliorer la qualité de l'air afin de minimiser l'absorption d'air trop pollué	Meilleur suivi médical des enfants Meilleur développement de chaque enfant Enregistrement boitier qualité de l'air bon
4/Accès à une éducation de qualité	Mise en place de projets et activités variées répondant aux mieux au développement et compétence de chaque enfant	Bonne évolution physique et psychique de chaque enfant	Enfants bien adaptés qui connaissent une bonne évolution au sein du groupe (langage, marche, etc.)
5/Egalité entre les sexes	Formation « sexisme » + journée pédagogique pour tous les agents	Les enfants jouent tous avec les différents jeux proposés sur la structure Pas de différence faite entre les garçons et les filles	Les enfants jouent tous avec chaque jeu (ex : voiture ou poupon aussi bien utilisé par les garçons que les filles)

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DB2025_019-AU
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

6/Accès à l'eau salubre et à l'assainissement	Contrôle annuel de l'eau par un organisme Action du personnel au quotidien, en cas de doute de la qualité de l'eau, de l'eau en bouteille utilisé et intervention d'une société	Eau de qualité utilisé à la crèche sans risque pour la santé des enfants	Résultat négatif des prélèvements Bonne santé des enfants
7/Recours aux énergies renouvelables	Pas fait en EAJE		
8/Accès à des emplois décents	Agencement des locaux (salle de pause et de repas) et organisation du travail adaptée pour essayer de répondre au mieux aux besoins de chacun	Bien-être au travail Meilleure motivation de l'équipe	Moins d'absentéisme et arrêt maladie Mise en place de projets
9/Innovation et infrastructure	Entretien des locaux Réagencement des locaux Rafraichissement peintures	Favoriser un accueil plus chaleureux Utilisation de locaux adaptés et sécures	Bonne ambiance Confiance du personnel
10/Réduction des inégalités	Agir de la même manière avec chaque enfant et personne	Bien être de chacun Mise en confiance	Bonne ambiance Echanges positifs
11/Villes et communautés durables	Maintenir un bon état des locaux (travaux, peinture, etc.) Aération de la crèche au maximum quotidien/Boitier qualité de l'air mis dans chaque pièce Favoriser la vie en extérieure en mettant les enfants le plus possible dehors (jeux, repas, etc.)	Locaux qui vont servir dans le temps Limiter le mauvais air ambiant Aérer le corps et l'esprit au quotidien	Locaux propres, bien agencés, adaptés à l'accueil de jeunes enfants Air sain et de qualité Journée dehors organisées, projet mis en place certaines fois dans l'année
12/Consommation responsable	Eteindre les lumières, ne pas laisser les lumières allumer dans les pièces non utilisées Commander les repas au plus juste Ne pas laisser couler l'eau Limiter les matériaux à usage unique Contrôle des températures des pièces : mise en place de thermomètres dans chaque pièce de la structure/réguler	Réduction de la consommation électrique Lutter contre le gaspillage alimentaire Economiser l'eau Limiter les déchets Limiter consommation d'énergie et avoir des pièces à la bonne température pour l'accueil des	Factures électriques et d'eau Quantité des restes alimentaires jetées Livraison quotidienne des repas et gouters Favoriser le lavage en machine contre utilisation de produits à jeter

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DB2025_019-AU
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

	température des radiateurs et s'assurer de la bonne maintenance Recyclage des piles en mettant en place une boite pour piles usagées	enfants entre 19 et 21°C Trier les déchets	Piles usagées amener dans un endroit spécifique
13/Lutte contre changement climatique	Eviter le gaspillage Menus équilibrés sans trop de protéine	Pour réduire gaz à effet de serre	Amélioration du changement climatique
14/Protection de la faune et flore aquatique + 15/terrestre	Utilisation de produits spécifiques le moins toxiques possibles, écolabel, vinaigre blanc, utilisation d'appareil à vapeur	Protéger la nature	Moins de pollution et d'incidences sur la faune et la flore aquatique et terrestre
16/Justice et paix	Agir de façon bienveillante et équitable pour tous	Bonne entente et bonne ambiance	Bien-être au travail des agents et des enfants Retour positif des agents et des parents
17/Partenariats pour les objectifs mondiaux	Mobiliser tous les acteurs dans les projets locaux Favoriser les échanges et collaborations à l'international des villes durables	Meilleure prise de décision	Mise en place d'actions adaptées

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DB2025_019-AU
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

4- Projet d'accueil

Le projet d'accueil décrit les prestations proposées en y intégrant les modalités pratiques des valeurs portées par l'équipe.
Il intègre une description des compétences professionnelles mobilisées, notamment en application de l'article R. 2324-38, ainsi que des actions menées en matière d'analyse des pratiques professionnelles en application de l'article R. 2324-37 et de formation, y compris, le cas échéant, par l'apprentissage.

4.1-Les prestations d'accueil et modalités d'organisation de la vie quotidienne

4.1.1-Les périodes d'ouverture

La structure est ouverte du lundi au vendredi de 7h30 à 18h30, l'accueil se fait principalement de 7h30 à 9h.

Jours d'ouverture	Horaires d'ouverture
Lundi, mardi, mercredi, jeudi et vendredi	7h30-18h30

4.1.2-. Le déroulé de la période d'adaptation

La période d'adaptation a été pensé et travaillé en équipe afin de répondre au mieux aux besoins de l'enfant et de sa famille pour permettre une bonne adaptation de l'enfant en lien avec les valeurs portées par l'équipe.
Dans un premier temps, une personne référente s'occupera de l'enfant puis petit à petit l'enfant apprendra à connaitre chaque membre de l'équipe qui prendront soin de lui tout au long de la journée.

L'adaptation est l'étape pendant laquelle l'enfant va se familiariser avec l'univers de la crèche. Elle permet à l'enfant d'explorer ce nouvel environnement en douceur, et permet aux parents de découvrir la crèche. Sur ce temps, les parents peuvent poser toutes leurs questions à des professionnels de la petite enfance.
Un temps de familiarisation en présence des parents sera nécessaire afin que l'adaptation de l'enfant se passe en douceur et de façon la plus sereine possible.
Les parents pourront pendant ces différents moments au sein de la crèche découvrir le lieu d'accueil de leur enfant et faire connaissance avec les différents professionnels qui s'occuperont de leur enfant.

Sur la crèche Daudet, la directrice propose aux familles, lors de l'inscription, différentes trames d'adaptation : sur 3 jours, 5 jours, 8 jours ou 10 jours.
L'adaptation sur 3 jours est proposée aux enfants qui sont transférés d'une autre structure sur la structure Daudet, connaissant déjà la collectivité et un projet passerelle étant mis en place entre les 2 structures les enfants connaissent déjà la Structure Daudet avant l'adaptation.

Afin de pouvoir mieux connaitre les habitudes de vie de chaque enfant et le moment de familiarisation ne se faisant pas toujours avec un des parents (qui travaille) mais avec certaines fois un des grand-parent, un questionnaire est remis aux familles lors de la visite de la structure afin qu'il soit rempli en amont par les parents (sur sommeil, alimentation, santé, motricité, etc.). Lors de la première rencontre, un point sera fait sur ce questionnaire avec la référente d'adaptation et la famille.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DB2025_019-AU
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

Adaptation sur 3 jours (pour enfants transférés) :

	Durée de présence de l'enfant	Objectif visé et modalités	Lieu (si nécessaire)	Personnes présentes
Jour 1	1h	Point fait avec famille sur questionnaire d'adaptation et reprise de contact avec l'enfant après fermeture de 3 semaines	Les adaptations sont réparties à différents endroits de la crèche afin de pouvoir avoir un temps privilégié avec l'enfant et sa famille	Professionnelle référente, parent(s) et enfant
Jour 2	2h (10h/12h)	Petite matinée avec le repas pour reprise en douceur	Ensemble de la crèche (intérieur et extérieur)	Idem
Jour 3	5h (10h/15h)	Petite matinée avec repas et sieste, reprise en douceur avec première sieste	idem	idem

Adaptation sur 5 jours :

	Durée de présence de l'enfant	Objectif visé et modalités	Lieu (si nécessaire)	Personnes présentes
Jour 1	1h/1h30 avec le ou les parents	Point sur le questionnaire et temps libre pour apprendre à se connaitre	Les adaptations sont réparties à différents endroits de la crèche afin de pouvoir avoir un temps privilégié avec l'enfant et sa famille	Professionnelle référente, parent(s) et enfant
Jour 2	1h/1h30 avec le ou les parents	Temps libre pour se familiariser avec la crèche, l'équipe et les autres enfants	Ensemble de la crèche (intérieur et extérieur)	idem
Jour 3	1h dont ½ h avec le ou les parents puis ½ h l'enfant seul	Temps libre avec les jeux que l'enfant aime particulièrement puis un petit temps seul pour que l'enfant apprenne à se séparer en douceur de ses parents	Idem	idem
Jour 4	2h dont ½ h pour l'accueil (10h/12h)	Petite matinée seul avec temps de jeu puis premier repas Pour que l'enfant s'habitue au différent rythme de la crèche	Idem	idem
Jour 5	5h dont ¼ h pour l'accueil puis enfant avec repas puis sieste (10h/15h)	Petite journée seul avec temps jeu, repas et première sieste pour que l'enfant est chaque temps fort de la journée en douceur	Idem	idem

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DB2025_019-AU
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

Adaptation sur 8 jours dès le mercredi avec pause week-end :

	Durée de présence de l'enfant	Objectif visé et modalités	Lieu (si nécessaire)	Personnes présentes
Jour 1	1h avec parents	Point sur le questionnaire et temps libre pour apprendre à se connaitre	Les adaptations sont réparties à différents endroits de la crèche afin de pouvoir avoir un temps privilégié avec l'enfant et sa famille	Professionnelle référente, parent(s) et enfant
Jour 2	1h30 avec papa, maman en temps libre dans la section	Temps libre pour se familiariser avec la crèche, l'équipe et les autres enfants	Ensemble de la crèche (intérieur et extérieur)	Idem
Jour 3	1h, la première ½ heure en famille puis ½ l'enfant seul (prévoir doudou et tétine).	Temps libre avec les jeux que l'enfant aime particulièrement puis un petit temps seul pour que l'enfant apprenne à se séparer en douceur de ses parents	Idem	Idem
Week-end				
Jour 4	1h, la première ½ heure en famille puis ½ l'enfant seul (prévoir doudou et tétine).	Temps libre avec les jeux que l'enfant aime particulièrement puis un petit temps seul pour que l'enfant apprenne à se séparer en douceur de ses parents	Idem	Idem
Jour 5	¼ heure en temps d'accueil puis 1H30 heure seul.	Petit temps seul sans le parent pour que l'enfant continue à apprendre à se séparer en douceur	Idem	Idem
Jour 6	(10H/12H) temps d'accueil ¼ h puis enfant seul avec un repas	Petite matinée seul avec temps de jeu puis premier repas Pour que l'enfant s'habitue au différent rythme de la crèche	Idem	Idem
Jour 7	(10h/15h) temps d'accueil ¼ h puis enfant seul avec repas, puis sieste.	Petite journée seul avec temps jeu, repas et première sieste pour que l'enfant est chaque temps fort de la journée en douceur	Idem	Idem
Jour 8	Petite journée (10h/16h) : avec repas, sieste et gouter.	Première petite journée complète avec tous les temps fort : repas, sieste et gouter pour que l'enfant vive chaque temps avant de faire sa journée de contrat	Idem	

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DB2025_019-AU
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

Adaptation sur 8 jours à partir du lundi avec week-end :

	Durée de présence de l'enfant	Objectif visé et modalités	Lieu (si nécessaire)	Personnes présentes
Jour 1	1h avec parents	Point sur le questionnaire et temps libre pour apprendre à se connaitre	Les adaptations sont réparties à différents endroits de la crèche afin de pouvoir avoir un temps privilégié avec l'enfant et sa famille	Professionnelle référente, parent(s) et enfant
Jour 2	1h30 avec parents en jeu libre	Temps libre pour se familiariser avec la crèche, l'équipe et les autres enfants	Ensemble de la crèche (intérieur et extérieur)	Idem
Jour 3	1h30 avec parents en jeu libre	Temps libre pour se familiariser avec la crèche, l'équipe et les autres enfants	Idem	Idem
Jour 4	1h, la première ½ heure avec les parents et ½ h l'enfant seul (avec doudou et tétine)	Temps libre avec les jeux que l'enfant aime particulièrement puis un petit temps seul pour que l'enfant apprenne à se séparer en douceur de ses parents	Idem	Idem
Jour 5	10h/12h (2h) : ¼ h pour l'accueil puis l'enfant seul et repas dans la structure avec la référente	Petit temps seul avec temps de jeu puis premier repas Pour que l'enfant s'habitue au différent rythme de la crèche	Idem	Idem
Week-end				
Jour 6	10h/12h (2h): ¼ h pour l'accueil puis enfant seul avec repas	Petit temps seul avec temps de jeu puis premier repas Pour que l'enfant s'habitue au différent rythme de la crèche	Idem	Idem
Jour 7	10h/15h (5h) : ¼ h pour l'accueil puis enfant seul avec repas et sieste	Petite matinée avec repas et sieste, reprise en douceur avec première sieste	Idem	Idem
Jour 8	10h/16h : Petit temps d'accueil puis « petite journée » avec repas, sieste et goûter	Première petite journée complète avec tous les temps fort : repas, sieste et gouter pour que l'enfant vive chaque temps avant de faire sa journée de contrat	Idem	Idem

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DB2025_019-AU
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

Adaptation sur 10 jours :

	Durée de présence de l'enfant	Objectif visé et modalités	Lieu (si nécessaire)	Personnes présentes
Jour 1	1h00 avec les parents.	Point sur le questionnaire et temps libre pour apprendre à se connaitre	Les adaptations sont réparties à différents endroits de la crèche afin de pouvoir avoir un temps privilégié avec l'enfant et sa famille	Professionnelle référente, parent(s) et enfant
Jour 2	1h30 avec les parents et temps libre.	Temps libre pour se familiariser avec la crèche, l'équipe et les autres enfants	Ensemble de la crèche (intérieur et extérieur)	Idem
Jour 3	1h30 avec les parents et temps libre	Temps libre pour se familiariser avec la crèche, l'équipe et les autres enfants	Idem	Idem
Jour 4	1h dont 30mn avec les parents et 30mn l'enfant seul	Temps libre avec les jeux que l'enfant aime particulièrement puis un petit temps seul pour que l'enfant apprenne à se séparer en douceur de ses parents	Idem	Idem
Jour 5	¼ d'heure de temps d'accueil puis l'enfant seul 1 heure.	Temps libre avec les jeux que l'enfant aime particulièrement puis un petit temps seul pour que l'enfant apprenne à se séparer en douceur de ses parents	Idem	Idem
Week-end				
Jour 6	¼ d'heure de temps d'accueil puis l'enfant seul 1 heure.	Temps libre avec les jeux que l'enfant aime particulièrement puis un petit temps seul pour que l'enfant apprenne à se séparer en douceur de ses parents	Idem	Idem
Jour 7	¼ d'heure de temps d'accueil puis l'enfant seul 1h30 heure.	Temps libre avec les jeux que l'enfant aime particulièrement puis un petit temps seul pour que l'enfant apprenne à se séparer en douceur de ses parents	Idem	Idem

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DB2025_019-AU
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

Jour 8	10/12h : avec temps repas.	Petite matinée seul avec temps de jeu puis premier repas Pour que l'enfant s'habitue au différent rythme de la crèche	Idem	Idem
Jour 9	10h/15h : temps repas et temps sieste.	Petite matinée avec repas et sieste, reprise en douceur avec première sieste	Idem	Idem
Jour 10	10h/16h : petite journée avec repas, sieste et gouter.	Première petite journée complète avec tous les temps fort : repas, sieste et gouter pour que l'enfant vive chaque temps avant de faire sa journée de contrat	Idem	Idem

4.1.3- Le déroulé d'une journée type

Le déroulé d'une journée type met en exergue les modalités concourant au développement, au bien-être, à l'éveil, à la découverte et l'ouverture vers l'extérieur des enfants conforme aux valeurs portées par l'équipe, que l'enfant soit accueilli régulièrement ou occasionnellement :

Activités	Lieu	Descriptif des modalités de mise en œuvre en lien avec les objectifs pédagogiques
Accueil des enfants et des parents	Salle activité du bas et du haut ou dehors aux beaux jours	De 7h30 à 9h, l'accueil des enfants se fait soit dans la salle d'activité du bas soit dans la salle d'activité du haut par la professionnelle de 7h30 puis lorsque la 2ème professionnelle de 8h est là, un groupe d'enfants restent avec elle dans la salle d'activité du haut. Pour que les enfants ne soient pas trop nombreux dans la même pièce. La professionnelle de 7h30 garde un groupe d'enfants dans salle d'activité du bas et continue d'accueillir les enfants qui arrivent. Les enfants pourront échanger avec d'autres copains et aller d'un lieu à un autre, des jeux différents étant proposés dans ces 2 espaces de vie. La personne de 9h, s'occupe des changes qui n'ont pas été fait avant le regroupement du matin. Aux beaux jours, l'accueil peut être fait dehors.
Regroupement du matin pour se dire bonjour	Salle calme du haut	Vers 9h15 : petit regroupement avec histoires puis explication du choix des activités aux enfants qui choisiront ce qu'ils veulent faire
Temps dédiés aux activités du matin (ateliers, activités libres ou guidées, éveil culturel...)	Différents lieux de la crèche en petits groupes : salle activité du haut, du bas, salle calme, dortoir, terrasse du haut, jardin du bas, parc	De 9h30 à 10h/10h15 choix des activités proposées selon besoins, attention des enfants, météo : activités libres, activités plus dirigés (créatives, motrices, etc.). Le lieu sera choisi selon intervenants prévus qui se mettent à divers endroits de la crèche et selon activité proposée et nombre d'enfants prévus (dortoir, salle calme ou en extérieur : terrasse, jardin du bas, parc).

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DB2025_019-AU
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

Repas	Salle du bas Ou dehors aux beaux jours	Avant le repas, petit temps calme avec petites chansons, passage aux WC, lavage des mains puis chanson du repas juste avant de passer à table. 1er groupe à 11h, 2ème groupe à 11h15
Temps avant repos	Terrasse du haut ou salle du haut selon météo	11h30 à 11h45 : petit temps de jeu libre pour que les enfants se défoulent un peu avant la sieste
Temps de repos	Salle calme pour déshabillage puis dortoir	1er groupe monte à 11h45 (6/7 enfants max avec 2 professionnelles) pour se préparer à la sieste (déshabillage, change, passage aux WC) puis quand les enfants sont couchés le 2ème groupe monte (6 enfants max avec 1 professionnelle) puis 3ème groupe (idem).
Levé échelonné	Salle calme puis terrasse du haut ou salle du bas s'il pleut	Horaire selon réveil des enfants, qui vont soit dehors sur la terrasse du haut soit dans la salle du bas selon la météo
Goûter – collation	Salle du bas Ou dehors aux beaux jours	Vers 15h15, avant gouter petit temps calme avec présentation du gouter et petite chanson du gouter, les enfants sont répartis sur 2 coins tables.
Temps et espaces dédiés aux activités de l'après-midi	Salle du bas, du haut et terrasse ou jardin du bas	Selon activités, météo, envie des enfants (ballons, voitures, légos, etc.), les activités sont changées au bout d'un moment afin que les enfants ne se lassent pas et jouent tranquillement
Départ des enfants	Terrasse ou salle du bas ou du haut selon météo	A partir de 15h l'après-midi avant le gouter ou après le gouter à partir de 16h. Certains jours : 11h avant le repas ou 12h après le repas. Certaines heures de départ ne sont pas possibles afin de respecter le rythme des enfants (repas, sommeil). Départ jusqu'à la fermeture de la crèche : 18h30.
Lien avec les familles	Transmissions du matin et du soir, sorties, activités, rdv	Différents selon horaires

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DB2025_019-AU
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

Modalités de sorties hors de l'établissement (rythme, durée, fréquence) :

Le responsable de l'établissement établit un protocole détaillant les mesures de sécurité à suivre lors des sorties hors de l'établissement ou de son espace extérieur privatif, telles que visées à l'article R. 2324-43-2 du présent code. Ce protocole est joint en annexe 5 du règlement de fonctionnement.

Les différentes sorties possibles depuis la structure sont :
Si le temps ne le permet pas, les sorties sont reportées. Les parents sont avertis.

- **Juin/juillet** : Enfants qui seront transférés vers la structure Daudet : à pied (pour les enfants de la structure la Poussinière) ou accompagnés par les parents (autres structures plus loin), dans le but de mettre en place une adaptation préalable aux transferts de la structure de l'enfant à Daudet. 1 adulte pour 2 enfants marcheurs. Plusieurs sorties seront proposées.
  Temps jeux extérieurs et certains jours avec pique-nique à la crèche ou dans le parc Daudet.

- **Octobre à juillet** : à la bibliothèque de Peymeinade (voir **annexe 4**). Un partenariat avec le personnel de la bibliothèque a été mis en place. Il permet aux différentes structures d'être accueillies sur des créneaux spécifiques, et d'emprunter des livres régulièrement.
  1 professionnelle pour 2 enfants. Un roulement est fait afin que chaque enfant et professionnelle puissent y participer. Une liste est affichée dans le sas d'entrée afin que les parents puissent s'inscrire pour participer à cette sortie.

- **Juin** : Lorsque cela est possible, vers les écoles maternelles : L'équipe en collaboration avec les parents, prennent en charge les plus grands pour leur faire découvrir leur future école maternelle, accompagnés de leurs copains de crèche. Les parents participent en amenant leurs enfants au rendez-vous donné, devant l'école. Il y a 3 Ecoles maternelles différentes sur Peymeinade. 3 Sorties sont organisées avec les directrices des établissements scolaires, en concertation aussi avec les professeurs des écoles. Le temps choisi est sur un temps de classe « calme » ou sur une séance de Motricité dans une salle de gym ; ou encore sur le temps de la récréation. Également pour les enfants habitant Spéracèdes, Cabris ou St Cézaire. Les enfants fréquentant la Poussinière et entrant à l'école du Tignet (commune avoisinante de Peymeinade) sont mis en lien avec la sortie de la crèche du Tignet (parent/professionnelle/directrice école).

- **Janvier à juillet** : au marché de Peymeinade.
  1 professionnelle pour 2 enfants. Un roulement est fait afin que chaque enfant et professionnelle puissent y participer. Une liste est affichée dans le sas d'entrée afin que les parents puissent s'inscrire pour participer à cette sortie. Ce projet au marché est en lien avec le projet potager de la structure : découverte des différents fruits et légumes.

Pendant les sorties hors de l'établissement et, le cas échéant, hors de son espace extérieur privatif, l'effectif du personnel placé auprès du groupe d'enfants participant à la sortie permet de respecter les exigences de l'article R. 2324-43-1 et garantir un rapport d'un professionnel pour **cinq enfants.**

Pour les micro-crèches, les dispositions du présent article s'appliquent à partir de quatre enfants accueillis simultanément.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DB2025_019-AU
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

4.1.4-L'accueil des enfants âgés de 4 à 6 ans dans le cadre d'un accueil périscolaire

Durant la première année d'école maternelle, les enfants pourront continuer à fréquenter en extra-scolaire, leur structure d'accueil.
Des activités différentes seront proposées aux enfants, activités adaptées à leur âge et leurs compétences. Les activités seront adaptées pour ces enfants afin de répondre à leur besoin, en effet, les activités et rythmes proposés au regard de leurs besoins et de l'accueil seront différents des autres enfants plus petits habituellement accueillis.
Des jeux spécifiques pour cette tranche d'âge peuvent être commandés.
Actuellement, nous n'accueillons pas d'enfants de cette tranche d'âge, les enfants sont tous rentrés à l'école maternelle.

4.2-Compétences professionnelles mobilisées et organisation du personnel

4.2.1. Descriptif de l'équipe

Les établissements et services veillent à s'assurer, compte tenu du nombre, de l'âge et des besoins des enfants qu'ils accueillent et de leur projet éducatif et social, le concours d'une équipe pluridisciplinaire composée de professionnels qualifiés, notamment dans les domaines psychologique, psychomoteur, social, sanitaire, éducatif et culturel.

Compétences mobilisées dans les fonctions de direction et d'encadrement des enfants avec diplômes et la durée de travail :

Fonction	Qualification	Durée de travail hebdomadaire dans la fonction (en ETP)
Direction	EJE	37h30
Continuité/adjoint de direction	Directrice ou adjointe direction (EJE ou Puéricultrice)	Uniquement si directrice absence : Appel téléphonique
Personnel encadrant	2 AP 2 Agent d'animation	37h30
Intendance et logistique	1 Agent technique pour entretien des locaux et préparation des repas	37h30
Référent « Santé et Accueil inclusif »	Docteur Montarnal	3h tous les 2 mois
Professionnel paramédical	Puéricultrice ou Infirmier diplômé d'état	Si besoin appel dans une autre structure
Professionnel éducatif	Educateur de jeune enfant	Directrice EJE (50% administratif/50% auprès des enfants)
Animateur analyse de pratiques professionnelles	PAZZAGLIA Sandrine, psychologue d'APP	2h tous les 2 mois (Professionnelles et directrice)

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DB2025_019-AU
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

4.2.2. Organisation des temps de professionnalisation et actions menées en matière d'analyse des pratiques professionnelles et de formation (article R. 2324-37)

Actions d'accompagnement des salariés pour la montée en compétences et face aux difficultés rencontrées dans la pratique de leur métier :

- Différentes formations continues dispensées par le CNFPT sont proposées aux agents tout au long de l'année. Ceux-ci en font la demande une fois par an lors de l'entretien annuel auprès de leur responsable. D'autres formations en interne peuvent être également proposées tout au long de l'année.
- Les temps d'analyse des pratiques professionnelles (APP), encadré par la psychologue référente des structures, sont au nombre de 2h tous les 2 mois (durée de 2h), avec l'équipe seule ou avec la direction, en alternance. Chaque agent en fin d'année devra avoir participé au moins à 6h.
- Accès à de la documentation petite enfance : livres, magasines.
- Réunion d'équipe avec la directrice de la structure : 1 fois par mois pour échanger sur chaque pratique, faire un point et réadapter si besoin les pratiques professionnels, revoir l'organisation de la structure afin de répondre au mieux aux besoins de chaque enfant.
- Rdv individuel avec chaque agent : tous les 3 mois afin de pouvoir être à l'écoute de chaque professionnelle, échanger et trouver des solutions face à d'éventuelles difficultés.
- Evaluation de fin d'année qui permet de faire le point de l'année écoulée et de fixer les objectifs professionnels pour l'année à venir.
- Réunion de direction mensuel pour échanger sur différents points, pratiques professionnelles entre directrice des différentes structures. Des ateliers de travail peuvent être mis en place lors de ces réunions pour travailler sur des thèmes précis afin d'améliorer les qualités de travail.
- Des journées pédagogiques sont mises en place 2 fois par an réunissant toutes les structures petites enfance et ayant des thèmes différents à chaque fois. Ces journées visent à permettre aux agents de se perfectionner sur différents domaines (prise en charge des enfants dans différents domaines : psychomoteur, alimentation, sommeil, etc.) et permettre un moment de partage entre les professionnelles des différentes structures (échange des pratiques professionnelles, découverte du fonctionnement d'autres structures).

4.2.3. Intégration des apprentis et suivi des stagiaires

En tant qu'EAJE nous pouvons accueillir des stagiaires et/ou apprentis dans le cadre de leur parcours de formation. Nous mettons en place un tutorat en conformité avec le diplôme/certification préparée.

Le premier contact est réalisé par la directrice de l'établissement, afin de faire connaissance, de présenter et faire visiter la structure afin que la stagiaire puisse découvrir les lieux d'exercice de son stage. Lors de cet entretien, la référente de stage ainsi que les autres professionnels seront présentés à la future stagiaire, la convention de stage sera complétée avec les horaires du stage.
Cette référente de stage sera choisie en fonction de la formation suivie.
L'équipe de la structure Daudet a élaboré un livret pour l'accueil des stagiaires. Il sera remis au stagiaire lors de cette visite de la structure.
La directrice, en lien avec la référente de stage, demande à la stagiaire ses objectifs de stage afin de collaborer dans le suivi des actions menées.
Un classeur pour les stagiaires a été mis en place avec divers documents (déroulement de journée type, tâches de l'agent de service, organigramme de la structure, projet

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DB2025_019-AU
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

conducteur de la structure, fiches métiers, divers protocoles, etc.). Ce classeur est à la disposition des stagiaires, il leur est présenté lors de leur premier jour de stage.
Un classeur avec les fiches projets de la crèche et également à leur disposition.
En milieu de stage, un point sera fait avec la stagiaire, la référente de stage et la directrice de la structure.
En cours de stage, une rencontre est organisée avec la tutrice et la direction de l'établissement. Cet échange permet de réajuster l'apprentissage de la stagiaire, ou de le compléter selon sa demande.
Le stagiaire passera une journée auprès de l'agent technique afin de découvrir l'organisation en cuisine et au ménage. Les agents petit enfance étant amené en cas d'absence de cet agent à remplacer en cuisine et au ménage. De plus, chaque professionnelle assure l'entretien des locaux en collaboration avec l'agent de service.

Par ailleurs, les stagiaires ou apprentis ne peuvent pas être pris en compte dans les effectifs (sauf situations particulières après avis du Conseil départemental).

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DB2025_019-AU
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

4.2.4. Le recours à des intervenants extérieurs

Modalités d'accompagnement de l'équipe avec mis en place d'animation d'activités proposées aux enfants par des intervenants extérieurs dans les domaines psychologique, social, sanitaire, éducatif et culturel :

Fonction/Métier	Qualification ou diplôme	Objectif pédagogique de l'action	Descriptif de l'action	Fréquence de l'action
Les Ondelettes Musicales/Musicienne	Musicienne enseignante, Chef de cœur, Intervenante en éveil musical	Proposer un temps d'écoute musicale, des sons, de la voix, et des instruments aux enfants de 0 à 3 ans en collaboration avec les professionnelles	La musicienne s'installe au sol sur un tapis pouvant accueillir un petit groupe d'enfants (environ 10), et accompagnée d'un instrument, raconte, chante des comptines. Elle utilise aussi pour la participation des enfants, un ou deux sacs remplis d'instruments de musique ; les fait passer auprès des enfants ; nomme ; les fait tester les sons/ les enfants sont répartis en 2 groupes (de 10 et 9 enfants).	Plusieurs fois dans l'année selon le budget et la disponibilité
Psychomotricienne/ Eveil corporel	Psychomotricienne	Eveil corporel	L'intervenante au moyen de matériel de psychomotricité, prépare divers ateliers selon les besoins des enfants accueillis. Ces ateliers sont organisés en concertation avec l'équipe et la directrice en fonction des observations faites du développement moteur, des compétences et d'éventuelles difficultés des enfants, ces ateliers visent à aider chaque enfant dans ses capacités motrices (espace et corps), émotionnelles et sensorielles.	Idem
Intervenant conteur d'histoires et de comptines	Animateur/ lecteur/marionnettiste	Eveil culturel et apprentissage du langage/ expression des émotions du jeune enfant/ découverte de la culture	Les enfants sont répartis en 2 groupes afin qu'il n'y ait pas trop d'enfants (groupe de 10/9 enfants). Ils sont installés dans la salle calme favorisant l'attention des enfants. L'intervenant présente des albums à l'aide d'un tablier à histoires où les enfants peuvent venir piocher une histoire ou une comptines à tour de rôle. Animateur masculin très apprécié des enfants.	Idem

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DB2025_019-AU
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

Modalités d'évaluation des actions : les interventions proposées sont diversifiées et permettent de développer différentes compétences des enfants. Un échange régulier est fait entre les équipes et ces intervenants afin de proposer des séances adaptées aux enfants accueillis. Le retour des enfants et de leurs familles est positif. Ce travail est complémentaire au travail fait par les équipes qui apprécient ces interventions proposées. Les enfants attendent avec impatience le retour de chaque intervenant !
En effet, un planning est établi entre chaque crèche afin qu'un roulement soit fait pour chacun puisse profiter à tour de rôle ces différents intervenants.

Modalités de suivi du projet d'établissement

Le projet d'établissement est transmis au président du conseil départemental après leur adoption définitive et après toute modification.

Les caractéristiques essentielles du projet d'établissement sont consultables sur le site internet de l'établissement lorsqu'il en possède un ou à défaut sur mon-enfant.fr.
Le projet d'établissement est affiché dans un lieu de l'établissement ou du service accessible aux titulaires de l'autorité parentale ou représentants légaux des enfants accueillis. Un exemplaire est tenu à leur disposition.

Un exemplaire du projet d'établissement est communiqué, à toute famille dont un enfant est inscrit ou a fait l'objet d'une demande d'admission dans l'établissement ou le service. Cet exemplaire peut être transmis sous format numérique.
Le projet d'établissement est daté et actualisé aussi souvent que nécessaire et au moins une fois tous les cinq ans, avec la participation du personnel.

Les modifications l'impactant feront l'objet d'un avenant ou d'une mise à jour et devront impérativement être transmises pour vérification de la conformité à la législation en vigueur, par la responsable de la structure au Conseil départemental et à la Caisse d'Allocations Familiales pour signature
Ce document sera établi en triple exemplaires :

- → Un pour le Conseil départemental
- → Un pour la Caisse d'Allocations Familiales
- → Un à conserver par la structure

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DB2025_019-AU
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

Le présent projet d'établissement annule et remplace le(s) précédent(s) projet(s) et prend effet, à compter du 1er avril 2025.

LE GESTIONNAIRE,

Date :
Cachet :

Le Président,

Jérôme VIAUD
Maire de Grasse
Vice-président du Conseil départemental
des Alpes-Maritimes

DOCUMENT VISE PAR LE CONSEIL DEPARTEMENTAL :

- DATE Le 20 mars 2025
- CACHET
- SERVICE SDPMI des Alpes maritimes / SAJEP
- NOM ET FONCTION DU SIGNATAIRE H. DESSAUVAGES, Référente Technique
- SIGNATURE

Référent Technique de la section des modes d'accueil du jeune enfant
Hélène DESSAUVAGES

DOCUMENT VISE PAR LA CAF :

- DATE le 21 mars 2025
- CACHET
- SERVICE Pôle accompagnement des territoires
- NOM ET FONCTION DU SIGNATAIRE Vanessa GILLES, Chargée de conseil et développement
- SIGNATURE

DOCUMENT VISE PAR LA CAPG

Marc FACCHINETTI
DGS
Date :
Signature

Silouane FAXEL
DGA
Date :
Signature

Agnès BEGARD
Directrice des services à la population
Date :
Signature

Corinne PAOLINO
Responsable service Petite Enfance
Date :
Signature

Violaine BERNIE
Directrice de la structure
Date :
Signature

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DB2025_019-AU
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

ANNEXE B : Projet pédagogique EAJE DAUDET

A partir du cadre fixé par le projet éducatif, la Caf et le Conseil départemental encourage les professionnels de l'accueil du jeune enfant à élaborer un projet pédagogique annuel ou pluriannuel.
Ce projet, issu d'une démarche collective traduit l'engagement d'une équipe pédagogique dans un temps et un cadre donné. Il sert de référence tout au long de l'action et permet de donner du sens aux activités proposées et aux actes de la vie quotidienne.

Contrairement au projet éducatif qui pose un regard très large sur ce qui se passe dans un établissement, le projet pédagogique va se centrer sur un point ou sur des points précis d'une pratique.
Son objectif est de décrire précisément une pratique, d'en définir les objectifs, d'en évaluer l'intérêt pour l'enfant et de mettre en place de nouvelles "stratégies" pour améliorer le quotidien de l'enfant.

La structure Daudet accueillant un groupe d'enfants de 2/3 ans dans un cadre proche de la nature (entouré d'un parc) possède dans son projet éducatif une valeur centrée sur la "l'autonomie de l'enfant et la découverte de la nature", nous avons mis en place un projet pédagogique « sur le potager » que nous reprenons chaque année. Afin de faire vivre chaque projet, nous nous inspirons de pédagogies actives comme la pédagogie Montessori et la pédagogie Freinet.

Les principes de la pédagogie Montessori sont les suivants :

-Chaque enfant est un être unique et possède un potentiel inné qui peut être développé grâce à un environnement favorable et adapté.

-Les enfants sont encouragés à explorer et à apprendre par eux-mêmes, à leur propre rythme, avec les adultes jouant un rôle de guide et de soutien.

-La connaissance est essentielle pour vivre libre en harmonie avec soi-même, avec les autres et avec le milieu naturel.

-L'apprentissage doit être en phase avec les stades de développement de l'enfant, qui réalise ses acquisitions durant les périodes sensibles.

-Les principes clés de la méthode Montessori sont l'autonomie, l'apprentissage par l'expérience et le respect du rythme de l'enfant.

La pédagogie Freinet est basée sur cinq grands principes:

-L'expression libre

-La coopération

-Le tâtonnement expérimental

-Les techniques éducatives

-La participation démocratique

Ces principes visent à encourager le travail créatif et l'apprentissage grâce au jeu :
« L'enfant ne joue pas pour apprendre, il apprend parce qu'il joue » Jean EPSTEIN

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DB2025_019-AU
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

Les agents ont suivi des formations en lien à ce thème : l'enfant et la nature, la sensibilisation à l'alimentation, l'enfant et le goût.
Nous avons rédigé en équipe un projet **(voir annexe 1)** et avons acheté tout le matériel nécessaire afin de pouvoir mettre en place ce projet avec tous les moyens nécessaires. Afin de sensibiliser les enfants aux fruits et légumes, en lien avec ce projet « potager », des sorties au marché de la commune sont organisées **(voir annexe 2)**. Les parents ont été sensibilisé à ce projet.

Des ateliers sont mis en place régulièrement en petits groupes : plantation des légumes ou fruits selon saison, découverte de l'évolution de la graine ou du plant, arrosage, ramassage, atelier cuisine, dégustation, découverte de chaque légumes et fruits qui poussent (écosser les petits pois, les fèves).

Le bilan de ce projet est très positif, les enfants sont ravis de participer, découvre certains légumes qu'ils ne connaissaient pas, peuvent les gouter et les faire gouter à leurs parents à la maison (comme les fèves, les fraises).
Des activités sur ce thème sont également proposées : imagiers des fruits et des légumes, découverte des menus avec la personne s'occupant de la cuisine grâce à un projet mis en place également **(voir annexe 3).** Les sorties à la bibliothèque permettent aussi d'emprunter des livres en lien avec ce thème **(voir annexe 4).** Le retour des parents et de l'équipe est également positif.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DB2025_019-AU
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

ANNEXE 1 :

FICHE DE PROJET/2024-2025

« Potager pour les tout-petits »

TERRITOIRE D'INTERVENTION : EAJE Daudet

PUBLIC : enfants de 2 à 3 ans

ORIGINE DE LA DEMANDE : toute l'équipe de la structure

OBJECTIF :

- Sensibiliser les enfants dès leur jeune âge à l'environnement, à la durabilité et à l'alimentation saine. En participant activement au projet, les enfants acquerrons une sensibilisation précoce à l'importance de prendre soin de notre environnement.
- Créer un espace stimulant où les enfants peuvent observer, toucher et gouter les merveilles de la nature tout en apprenant les bases du cycle de vie des plantes.
- Favoriser le plaisir des enfants qui vont pouvoir observer que leur plantation va devenir une belle fleur ou une belle plante, et en s'en occupant régulièrement arrosage, ramassage. Grâce à la découverte des joies de la nature et de la croissance des plantes.
- Apprendre aux enfants le nom de divers plantes aromatiques, légumes, fruits, fleurs.
- Apprendre à utiliser notre récolte.
- Plaisir de déguster des fruits et des légumes de notre potager : à la fin du projet, les enfants auront la possibilité de déguster les délicieux fruits et légumes qu'ils auront contribué à faire pousser, créant ainsi une expérience sensorielle complète.

PLAN D'ACTIONS :

- Budgétiser ce projet.
- Présentation de ce projet à la direction et l'équipe.
- Rédaction d'un écrit.
- Présentation aux enfants et leurs familles.
- Travail en partenariat avec Nicole CASAN pour l'achat des plants.
- Déroulement :

1) Achats : du matériel, des plants, de la terre.
2) Plantation des graines ou plants : chaque enfant aura l'occasion de planter ses propres graines ou plants. A travers cette activité, nous explorerons les différentes parties des plantes et expliquerons comment elles grandissent.
3) Soins quotidiens : les tout-petits seront impliqués dans les soins quotidiens du potager. Ils apprendront à arroser les plantes, à observer les changements et à comprendre l'importance des soins constants.
4) Exploration sensorielle : nous organiserons des sessions d'exploration sensorielle où les enfants pourront toucher la terre, sentir les différentes herbes aromatiques et observer les couleurs vives des légumes ou fruits.
5) Histoires et chansons : à travers des histoires et des chansons liées au thème du potager, les enfants renforceront leur compréhension du processus de croissance des plantes de manière ludique.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DB2025_019-AU
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

6) Création de groupes d'enfants : selon actions prévoir de 4 à 6 enfants encadrer d'une professionnelle (arrosage, ramassage, atelier cuisine). Pour plantation, par 2 permet de prendre plus le temps avec chaque enfant.
7) Planification du calendrier de semis :
- Radis : semis début pars
- Laitue : semis mi-mars
- Tomate cerise : semis mi-avril
- Pomme de terre : plantation mi-mars/avril
- Fraises : plantation mars
- Epinards : semis début avril
- Brocolis : plantation septembre
- Betterave : semis début septembre
- Fève : semis février/mars

8) Plantation d'arbres et de plantes fruitiers :
- Vigne (variété raisins blanc et rouge)
- Framboisier (variété jaune et rouge)
- Fraisier
- Clémentinier

9) Plantation de diverses herbes aromatiques :
- Menthe
- Sauge
- Persil
- Basilic
- Romarin
- Thym

Qui permet aux enfants de cueillir er de déguster divers fruits du potager de la structure et d'en rapporter à la maison pour partager avec leur famille.

MOYENS :

Humains : toute l'équipe de Daudet et les enfants répartis en petits groupe.

Matériel : Terre, plants, arrosoir, pelle, râteau, bac en bois, bidime.

MODALITES ET INDICATEURS D'EVALUATION :

- Participation des enfants et des professionnelles ?
- Retour des enfants et de leu familles ?
- Actions mises en place sur la structure ?
- Résultats obtenus des diverses plantations ?

BILAN :

A faire après une année d'actions

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DB2025_019-AU
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

ANNEXE 2 :

FICHE DE PROJET/2024-2025

Sortie « au marché de Peymeinade »

TERRITOIRE D'INTERVENTION : marché du lundi matin à Peymeinade

PUBLIC : enfants de 2 à 3 ans

ORIGINE DE LA DEMANDE : Maité, aide auxiliaire de la structure

OBJECTIF :

- Favoriser le plaisir des enfants.
- Permettre une nouvelle expérience aux enfants.
- Amener une grande diversité de sensations, de découvertes aux enfants qui ont plein de choses à regarder.
- Développer les sens des enfants : notamment l'odorat grâce aux diverses odeurs qui viennent à nous en fonction de l'étalage observé, le goût quand les enfants ont la chance de pouvoir gouter certaines fabrications (fromages, tapenade, etc.).
- Apprendre des mots nouveaux aux enfants (certains légumes et fruits de saison).
- Echanger sur la sortie au retour avec les enfants.
- Respecter le code de la route : se tenir la main, ne pas courir, regarder des 2 côtés avant de traverser sur le passage piéton. Sensibilisation à la prévention routière.
- Permettre aux parents de participer à la vie de la structure : les parents pourront nous accompagner lors de cette sortie.
- Mettre en place des activités en lien avec cette sortie (loto des odeurs, reconnaissance des fruits et des légumes, panneaux sur différents thèmes (aliments, repas, etc.) faits avec les enfants puis affichés dans la structure.

PLAN D'ACTIONS :

- Présentation du projet à la direction et à l'équipe.
- Rédaction d'un écrit par la personne référente à revoir avec l'équipe si besoins modifications.
- Vérifier autorisation de sortie, de photos et assurance responsabilité civile de chaque enfant.
- Sortie au marché : 1 fois par semaine, le lundi matin, selon la météo.
  De 10h vers environ 11h30. Trajet environ 30 min aller/retour puis environ 1h au marché.
- Les enfants en sortie mangeront dans le 2ème groupe. Décaler un peu le repas ce jour-là (mettre en chauffe un peu plus tard) et aux beaux jours prévoir repas froid ou pique-nique.
- Prévenir les enfants de la sortie et en parler avec eux. Les livres peuvent être un support de travail. Bien leur expliquer le but de cette sortie et les différentes règles à respecter.
- Après l'accord de la direction, demander l'autorisation de sortie spécifique à ce projet aux parents.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DB2025_019-AU
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

- Proposer aux parents de participer à cette sortie, 1 parent à la fois, prévoir une liste pour faire un roulement.
  Les parents accompagnateurs pourront rester avec nous jusqu'au départ, ce qui leur permettra de passer une petite matinée sur la structure.
- Préparer le matin, chaque sac à dos des enfants en sortie et vérifier le sac à dos de sortie en rajoutant le portable de la crèche.
- Préparer les enfants en sortie : les crémer l'été avant de partir si pas fait par le parent. Passage aux toilettes.
- Prévoir une collation le matin avec Laetitia « cuisine » (fruits) qui sera donné avant de partir vers 9h30 pour les enfants prévus à cette sortie et sortie à partir de 10h quand la dernière professionnelle arrive.

MOYENS :

Humains :

- 1 auxiliaire (Michelle ou Laetitia R) ou Violaine (directrice EJE) pour 2 enfants.
- 1 Aide auxiliaire (Maité ou Isabelle) pour 2 enfants.
  Soit 4 enfants en sortie avec 2 professionnelles et 15 enfants maximum restants avec 2 professionnelles (1 AP et aide AP) ou 3 professionnelles si + (1 AP ou Violaine) + Laetitia « Cuisine ».
  La sortie au marché se fera par roulement afin que tous les enfants et professionnelles puissent y participer.

Matériel :

- Sac à dos des enfants en sortie avec : leur gourde, leur tétine et doudou.
- Sac à dos de secours porté par 1 professionnelle avec :
  - Liste des enfants
  - Autorisation de sortie des parents
  - Eau et verre jetable (pour adulte et rajouter de l'eau dans les gourdes en cas de besoin)
  - Trousse à pharmacie
  - Rechanges, couches, lingettes, mouchoirs, gel hydroalcoolique, petit sac poubelle.
  - Portable crèche
  - Suivant le temps : bonnet, tour de cou, casquettes, crème solaire.

MODALITES ET INDICATEURS D'EVALUATION :

- Retour des enfants ?
- Retour des professionnelles ?
- Retour des familles ?
- Quels apprentissages ces sorties ont apportés aux enfants ?

BILAN :

A faire après une année d'actions

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DB2025_019-AU
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

ANNEXE 3 :

FICHE DE PROJET/2024-2025 : « **Préparation tables repas** »

TERRITOIRE D'INTERVENTION : EAJE Daudet

PUBLIC : enfants de 18 mois à 3 ans

ORIGINE DE LA DEMANDE : Laetitia DESAIFRES

OBJECTIF :

- Favoriser le plaisir de l'enfant qui sera fier de participer à cette mise en place.
- Favoriser l'autonomie et la socialisation de l'enfant.
- Permettre un moment de partage et d'échange entre l'enfant et l'agent.
- Responsabiliser l'enfant en le laissant faire différentes tâches.
- Aider l'enfant dans son développement moteur.
- Apprendre à l'enfant à respecter des consignes simples.

PLAN D'ACTIONS :

- Chaque lundi à 10h30, un enfant différent participera à la mise en place de la table (4 tables de 4 à 5 enfants maximum).
- L'enfant choisi rejoindra l'agent dans le hall près des casiers.
- L'enfant et l'agent iront se laver les mains.
- L'enfant participera à la mise en place des tabourets ronds.
- L'enfant devra compter avec l'aide de l'agent combien de verre, cuillère, fourchette, assiette devront être utilisés par table.
- L'enfant apprend à respecter une consigne, il devra poser les couverts demandés dans la panière verte.
- L'enfant devra poser un morceau de pain dans chaque panière verte.
- L'enfant posera une serviette de table dans chaque panière verte.
- Ave l'aide de l'agent, l'enfant déposera chaque panière verte sur chaque tabouret.
- Avec l'aide de l'agent, l'enfant préparera le nombre de bavoirs correspondant au nombre d'enfants du jour et ira les déposer dans la salle de bain avec l'agent.
- Avec l'aide de l'agent, l'enfant préparera les gants mouillés et les déposera dans la panière bleue.
- Quand l'enfant aura terminé la mise en place, l'agent le raccompagnera rejoindre le groupe.
- L'enfant et l'agent annonceront ensemble au groupe le menu du jour.
- L'agent retournera seul déposer les couteaux dans les panières vertes ainsi que les carafes d'eau sur les tabourets.

MOYENS :

Humains: Laetitia et l'enfant du jour
Matériel : verres, fourchettes, cuillères, bavoirs, gants, panières.

MODALITES ET INDICATEURS D'EVALUATION :

- Motivation des enfants ?
- Retour des enfants ?
- Retour de l'équipe et de la direction ?

BILAN :

A faire après une année d'actions

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DB2025_019-AU
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

ANNEXE 4 :

FICHE PROJET/2024-2025

Bibliothèque

TERRITOIRE D'INTERVENTION : SMA Daudet de Peymeinade

PUBLIC : enfants de 2/3 ans

ORIGINE DE LA DEMANDE : personnel de la crèche Daudet

OBJECTIF :

- Permettre aux enfants de découvrir de nouveaux livres qui sont prêtés par la bibliothèque
- Développer la concentration, l'attention, la participation et l'imaginaire des enfants
- Développer le vocabulaire et le langage des enfants
- Sortir dans un nouveau lieu, rencontrer de nouvelles personnes
- Manipulation de nouveaux livres par les enfants
- Plaisir de faire une sortie et de faire de nouvelles découvertes
- Apprendre aux enfants à respecter des consignes : règles présentées par les professionnelles avant cette sortie (ne pas s'éloigner, rester groupé, ne rien jeter au sol, etc.)
- Permettre aux parents de participer à la vie de la structure : les parents pourront nous accompagner lors de cette sortie.

PLAN D'ACTIONS :

1. Prêt de livres par la bibliothèque :

- Choix des livres fait par directrice et professionnelles : selon saison, besoin des enfants, des familles et des professionnels.
- Organisation d'ateliers lecture tous les matins avant les activités dirigées pendant lesquels une professionnelle raconte des histoires aux enfants.
- Création de groupes de 5 enfants pour échanger autour de livres, pouvoir manipuler, sentir, toucher.
- Une référente bibliothèque a été choisie au sein de la crèche. Elle s'occupera d'aller emprunter les livres à la bibliothèque et de les ramener, et d'organiser avec la directrice les différentes sorties.

2. Sortie à la bibliothèque : le mardi matin et certains vendredi matin :

- Directrice Violaine BERNIE en contact avec Mme Téti, bibliothécaire pour organisation concernant le prêt de livres : fiche d'inscription remplie et le choix du jour de la sortie : 2 jours proposés le mardi ou le vendredi. Nous avons choisi le mardi et le vendredi car jour avec moins de visite que le mercredi. Bibliothèque fermée le lundi et jeudi.
- Rédaction de ce projet écrit, présenté à la direction

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DB2025_019-AU
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

- Après accord de direction, informer les parents de ce projet
- Donner des fiches d'autorisations spécifiques à ce projet
- Préparer les enfants à la sortie en les informant et en leur expliquant les différentes règles à respecter. Les livres et les diapositives peuvent-être un support de travail.
- Vérifier autorisation de sortie et de photo des enfants et assurance RC.
- Prendre appareil photo pour faire des photos de la sortie.
- Information à afficher pour tenir au courant les parents et un exemplaire du projet mis dans classeur projets à la disposition des parents.
- Préparation des enfants. En été : chapeau, crème solaire. En hiver : veste, écharpes, bonnets. Crémer l'été avant de partir si pas fait par le parent. Passage aux toilettes.
- Proposer aux parents de participer à cette sortie, 1 parent à la fois, prévoir une liste pour faire un roulement.
  Les parents accompagnateurs pourront rester avec nous jusqu'au départ ainsi que lors des repas froid ou pique-nique, ce qui leur permettra de passer une petite matinée sur la structure.
- Préparer le matin, chaque sac à dos des enfants en sortie et vérifier le sac à dos de sortie en rajoutant le portable de la crèche.
- Prévoir une collation le matin avec Laetitia « cuisine » (fruits+eau) qui sera donné avant de partir vers 9h30 pour les enfants prévus à cette sortie car le repas sera servi plus tard vers 11H45/12h.
- Prévoir le repas plus tard.
- Organisation des groupes d'enfants sachant que pour un trajet à pied il faut 1 adulte pour 2 enfants.
- Organisation des horaires : départ vers 10H de la crèche, quand dernière professionnelle arrive à 10H. Donc 2 personnes en sortie pour 4 enfants et 3 à 4 professionnelles restants pour 16 enfants (dont 1 qui se détachera en cuisine).
- Sortie de 1H30 A/R. Trajet environ ½ heure A/R et 30 min à la bibliothèque. Sortie de 10H à 11H30 environ.
- Organisation des groupes d'enfants et des professionnelles pour la sortie, des professionnelles restant sur place, de la professionnelle en cuisine à noter dans cahier projet « bibliothèque ».
- Besoin de livres particuliers à emprunter à noter par les professionnelles dans ce cahier.
- Bilan de la sortie.

MOYENS :

Humains: Organisation du groupe : à la crèche, le mardi sont présents 5 adultes pour 19 enfants + la directrice adjointe donc 6 professionnelles sur la crèche ce jour.
Prévoir de sortir avec un groupe de 4 ou 6 enfants et 2 ou 3 professionnelles, un roulement sera fait pour que tous les enfants et toutes les professionnelles participent (groupe d'enfants notés dans cahier pour projet sortie). Le reste du groupe composé de 15 ou 13 enfants restera avec les 3 ou 4 professionnelles restantes.

- ***Matériel :*** Affiche et projet écrit pour les parents, signature d'une autorisation spécifique à ce projet, préparation des sac à dos des enfants en sortie avec : leur gourde, leur tétine et doudou, préparation du sac à dos de secours avec dedans :

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DB2025_019-AU
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

numéros de téléphones des parents, un téléphone portable, des mouchoirs, sac plastiques, quelques rechanges (culottes, pantalon), lingettes, bouteilles d'eau et verres en plastiques, gel désinfectant pour les mains, trousse de secours (compresses, pansements, granules d'arnica, sérum physiologique).

MODALITES ET INDICATEURS D'EVALUATION :

- Apports pour les enfants, l'équipe et les familles ?
- Les enfants se rappellent-ils de ce qu'ils ont vu durant la sortie ?
- Les enfants ont-ils bien mémorisé les règles à respecter lors d'une sortie à pied ?

BILAN :

Très positif en 2024 :

- Joie des enfants et des professionnelles durant cette sortie.
- Echanges avec la bibliothécaire et les professionnelles autour de différents livres consultés sur place.
- Les enfants apprennent beaucoup de vocabulaire, à faire attention à ne pas abimer les livres.
- Les enfants ont bien appris les règles de sécurité : écoutant bien l'adulte, donnant bien la main, regardant avant de traverser et se tenant comme il faut sur le trottoir.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DB2025_019-AU
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

DÉPARTEMENT
DES ALPES-MARITIMES

ALLOCATIONS FAMILIALES
Caf
des Alpes-Maritimes

PROJET D'ETABLISSEMENT
Validité du 01/04/2025 au 31/03/2030

Etablissement d'Accueil du Jeune Enfant
LA VOIE LACTEE
195 chemin de Provence
06530 LE TIGNET

Communauté d'Agglomération
du Pays de Grasse
57 avenue Pierre Sémard
06130 GRASSE

Pays de Grasse

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DB2025_019-AU
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

SOMMAIRE

PREAMBULE

1. Présentation de l'établissement p. 4

1.1 Présentation de l'établissement et du gestionnaire
1.1.1 Identification de la structure
1.1.2 Identification du gestionnaire
1.2 Caractéristiques de l'établissement et du gestionnaire
1.2.1 Type et catégorie d'établissement
1.2.2 Nature de l'accueil

2. Projet éducatif p. 5 à 20

2.1 Le projet Educatif Petite Enfance de la CAPG
Voir annexe
2.2 Le projet Educatif de la Voie Lactée ,les valeurs portées par l'équipe de la structure garantissant à l'enfant et à sa famille un accueil de qualité

Chartre nationale pour l'accueil du jeune enfant
Chartre de la laïcité de la branche Famille avec ses partenaires

3. Projet social et le développement durable p. 21 à 32

3.1 Les caractéristiques sociales du territoire d'implantation de la structure
3.1.1 Les caractéristiques du lieu d'implantation de la structure
3.1.2 Les caractéristiques sociodémographiques et économiques de la population
3.2 L'intégration de la structure à son environnement et le maillage avec l'offre du service de ses partenaires
3.3 Les modalités de participation des familles à la vie de la structure
3.3.1 Participation des familles à la vie de la structure
3.3.2 Actions de soutien à la parentalité proposées
3.4 Les dispositions prises pour permettre à des familles rencontrant des situations particulières d'être accueillies dans la structure
3.4.1 Les modalités pour faciliter l'accueil des enfants et des familles en situation d'insertion sociale ou professionnelle
3.4.2 Les modalités d'accueil des enfants en situation de handicap ou atteints d'une maladie chronique
3.4.3 Les modalités d'accueil d'urgence
3.5 Les activités de la structure afin de l'inscrire dans une démarche en faveur du développement durable

4. Projet d'accueil p. 33 à 40

4.1 Les prestations d'accueil et modalités d'organisation de la vie quotidienne
4.1.1 Les périodes d'ouverture
4.1.2 Le déroulé de la période de familiarisation
4.1.3 Le déroulé d'une journée type
4.1.4 L'accueil des enfants âgés de 4 à 6 ans dans le cadre d'un accueil périscolaire
4.2 Compétences professionnelles mobilisées et organisation du personnel
4.2.1 Descriptif de l'équipe
4.2.2 Organisation des temps de professionnalisation et actions menées en matière d'analyse des pratiques professionnelles et de formation (article R.2324-37)
4.2.3 Intégration des apprentis et suivi des stagiaires
4.2.4 Le recours à des intervenants extérieurs

MODALITES ET SUIVI DU PROJET D'ETABLISSEMENT p.40

VALIDATION ET SIGNATURES p.40 à 41

ANNEXE: Le Projet Educatif Petite Enfance de la CAPG

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DB2025_019-AU
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

PREAMBULE

Les personnes physiques ou morales qui assurent l'accueil du jeune enfant ont, en outre, pour mission de :

- Veiller à la santé, la sécurité, au bien-être et au développement physique, psychique, affectif, cognitif et social des enfants qui leurs sont confiés ;
- Contribuer à l'éducation des enfants accueillis dans le respect de l'autorité parentale ;
- Contribuer à l'inclusion des familles et la socialisation précoce des enfants, notamment ceux en situation de pauvreté ou de précarité ;
- Mettre en œuvre un accueil favorisant l'inclusion des familles et enfants présentant un handicap ou atteints de maladies chroniques ;
- Favoriser la conciliation par les parents de jeunes enfants de leurs temps de vie familiale, professionnelle et sociale, notamment pour les personnes en recherche d'emploi et engagées dans un parcours d'insertion sociale et professionnelle et les familles monoparentales ;
- Favoriser l'égalité entre les femmes et les hommes.

Ces principes sont issus de la charte nationale pour l'accueil du jeune enfant, prise par arrêté le 23 septembre 2021.
Cette dernière devient opposable aux établissements d'accueil de jeunes enfants à compter de septembre 2022.

Le code de la santé publique prévoit en effet que les établissements et services d'accueil élaborent un projet d'établissement décrivant les modalités de fonctionnement qui en garantissent l'adhésion et qui comprend à minima les éléments suivants :

1-Un projet éducatif qui décrit les valeurs et engagements de l'équipe,
2-Un projet social qui décrit les caractéristiques de l'environnement sur lequel est implanté de la structure,
3-Un projet d'accueil qui décline les actions mises en œuvre pour répondre aux besoins des enfants, familles et équipe encadrante.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DB2025_019-AU
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

1. Présentation de l'établissement

1.1. Présentation de l'établissement d'accueil et du gestionnaire

1.1.1-Identification de la structure

- Nom de la structure : La Voie Lactée
- SIRET : 200 039 857 00012
- Statut : Etablissement d'accueil du Jeune Enfant public
- Adresse : 195 chemin de Provence 06530 LE TIGNET
- Téléphone : 04-93-66-47-83
- Mail de l'établissement : sma.letignetaysdegrasse.fr

1.1.2-Identification du gestionnaire

- Nom de la structure gestionnaire : Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse (CAPG)
- SIREN : 200 039 857
- SIRET : 200 039 857 00012
- Statuts : Collectivité territoriale
- Adresse : 57 avenue Pierre Sémard 06130 GRASSE
- Téléphone : 04-97-05-22-00
- Mail : contact@paysdegrasse.fr

1.2.Caractéristiques de l'établissement d'accueil et du gestionnaire

1.2.1-Type et catégorie d'établissement correspondante :

X Crèche collective	Jardin d'enfants	Crèche familiale
Micro-Crèche : inférieur ou égal à 12 places Petite crèche : entre 13 et 24 places X Crèche : entre 25 et 39 places Grande crèche : entre 40 et 59 places Très grande crèche : supérieur ou égal à 60 places	Petit Jardin d'enfants : inférieur ou égal à 24 places Jardin d'enfants : entre 25 et 59 places Grand jardin d'enfants : supérieur ou égal à 60 places	Petite crèche familiale : inférieur à 30 places Crèche familiale : entre 30 et 59 places Grande crèche familiale : entre 60 et 89 places

1.2.2- Nature de l'accueil :

X Régulier
X Occasionnel
X Urgence
Parental
☐ Saisonnier ou ponctuels (dans la limite de 210 jours par an et 150 jours consécutifs)

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DB2025_019-AU
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

2. Projet éducatif

2.1 Le Projet Educatif Petite Enfance de la CAPG (en annexe)

Le Projet Educatif Petite Enfance est le cadre de référence de l'action des professionnel(le) s du service petite enfance .

Il vise à fédérer les professionnels et les familles autour de valeurs et d'objectifs communs et à donner du sens et de la cohérence à l'action des équipes.

Il définit les orientations, les engagements et les objectifs visés pour assurer l'accueil de l'enfant et l'accompagnement des familles, dans le respect des principes éducatifs de la charte nationale d'accueil du jeune enfant et de la charte de la laïcité
Le projet poursuit trois finalités : des parents sereins , des enfants épanouis et des professionnels investis

Il se compose :
▪ **de valeurs socles** qu'il s'agit de porter, valoriser et réaliser au quotidien :
La diversité ,l'égalité et l'équité **/** le respect , la sécurité et la bientraitance**/**, la créativité, le plaisir et le bien-être, **/** la communication ,le faire et penser ensemble
Ces valeurs s'appliquent à l'accueil des enfants, mais aussi à celui des parents, comme au travail d'équipe. Elles sont d'égale importance et n'existent que par les liens qu'elles entretiennent les unes avec les autres.
▪ **d'orientations de travail** qui déclinent les valeurs socles et se traduisent en des postures et des pratiques professionnelles encouragées.

Le service Petite Enfance conçoit son projet éducatif comme un projet ouvert et évolutif autour des objectifs suivants :

L'accueil de l'enfant en crèche : l'enfant au centre de tous les projets qui le concerne

- un accueil de tous les enfants, une mission de service public

L'accueil de la diversité en crèche : une chance pour chacun et une richesse pour tous : mixité sociale, accueil des enfants en situation de handicap ,égalité entre les filles et les garçons, accueil à temps diversifié,

- un accueil chaleureux et personnalisé de chaque enfant : un accueil progressif et individualisé .Grâce à l'observation de son évolution et de ses besoins, les professionnelles sont capables d'adapter leur réponse à chaque enfant.
- une réponse aux besoins et potentialités de l'enfant : veiller à la santé, la sécurité et au bien-être de l'enfant dans tous les moments de la journée.

- Les soins : un temps de relations humaines et affectives (les soins corporels, le sommeil ,les repas ...)
- Le jeu, dehors et dedans : une activité essentielle au développement de l'enfant
- Les activités d'éveil, une ouverture de l'enfant à l'environnement, l'art et la culture

L'accueil et la place des parents au sein des crèches : la communication au cœur de l'accueil des parents

- L'accueil des parents en crèche : un accueil chaleureux et individualisé
- La relation parents-professionnel(le)s : une relation respectueuse, une alliance éducative, un accompagnement de la parentalité
- La participation des parents à la vie de la crèche : penser et créer ensemble

L'accueil en crèche, un travail d'équipe

- Une équipe pluridisciplinaire de professionnel(le)s, une diversité de métiers et des compétences complémentaires au service d'un projet commun
- Une équipe bienveillante, confiante et solidaire rassemblée autour d'un projet
- La crèche :un lieu d'émotions et de réflexion individuelle et collective

Le Projet Educatif Petite Enfance ,référentiel invitant les professionnel(le)s à développer leur créativité pédagogique n'existe qu'à travers son appropriation et sa déclinaison particulière par chaque équipe.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DB2025_019-AU
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

Il appartient à chaque équipe de mettre en œuvre les valeurs et orientations de façon personnalisée dans son projet éducatif et pédagogique, selon sa spécificité et son environnement (localisation, capacité d'accueil, public accueilli, besoins des familles, configuration des locaux, qualifications de l'équipe ...) .

2-2- le Projet Educatif de la Voie Lactée , les valeurs portées par l'équipe de la structure garantissant à l'enfant et à sa famille un accueil de qualité

Le projet éducatif est un travail de réflexion entre la direction et l'équipe.
Il décrit la vie dans la structure d'accueil, notre fonctionnement, nos valeurs éducatives.
Il constitue une base de travail commune et indispensable à la cohésion d'équipe.
L'équipe de la Voie Lactée est force de proposition, ce qui amènera ce projet à évoluer au fil du temps.

L'objectif du projet de la structure d'accueil collective est de proposer aux familles un accueil adapté à leurs besoins et garant de l'épanouissement de leurs enfants.
Le projet éducatif fait partie du projet d'établissement, et est obligatoire depuis le 01.01.2005.

La structure multi accueil, la Voie Lactée, se situe au Tignet. Elle a ouvert le 28.08.2006 et fait partie de la Commune d'Agglomération du Pays de Grasse.
Nous accueillons les enfants âgés de 2 mois et demi, jusqu'à leur rentrée scolaire.
Nous proposons un accueil régulier ou occasionnel et disposons d'une capacité d'accueil de 36 places, avec la possibilité d'augmenter de 15%, soit 41 places journalières.
Les enfants sont répartis en 2 sections distinctes : la section des Etincelles pour l'accueil des bébés et la section des Etoiles filantes pour les plus grands.

Les enfants et leurs familles sont accueillis par une équipe pluridisciplinaire, du lundi au vendredi, entre 7h30 et 18h30.
L'équipe est composée d'une directrice Educatrice de Jeunes Enfants (EJE), de son adjointe Puéricultrice, d'une EJE présente à mi-temps, de sept auxiliaires de puériculture de six agents titulaires du cap AEPE (accompagnement éducatif petite enfance), d'une apprentie EJE et une personne responsable de la cuisine/lingerie.

Nous travaillons en collaboration avec une psychologue, un médecin généraliste et une psychomotricienne qui interviennent régulièrement sur la structure.

Nous accueillons également des enfants à besoins spécifiques, et/ou atteints de maladie chronique. Nous souhaitons vivement participer à leur intégration sociale.
Des formations sont proposées au personnel éducatif afin d'adapter le plus possible l'accueil de l'enfant à sa situation.

En instaurant une relation conviviale, de confiance, l'enfant s'épanouit, en créant des liens « sécures ».

Nous ne substituons pas au rôle éducatif des parents, mais privilégions une coéducation structurée pour l'enfant, dans le cadre imposé de la collectivité.

L'enfant doit vivre harmonieusement sa présence parmi nous.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DB2025_019-AU
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

La familiarisation

Il s'agit de la période la plus délicate du début de la vie en collectivité.

L'équipe accorde une attention très particulière à cette période qui a une réelle importance : elle détermine la qualité de la relation avec les familles et les enfants et permet de tisser de nouveaux liens en toute confiance.

La structure reste ouverte à l'adulte accompagnant durant toute la familiarisation.

Durant ce temps de familiarisation, la personne référente attitrée accueille l'enfant et sa famille, le suit pour les repas, les changes, les premières siestes à la crèche.
Elle prend bien soin de laisser à l'adulte qui accompagne l'enfant sa place, mais, prend le temps d'observer, de repérer ses habitudes de fonctionnement.
La personne référente pourra ainsi s'inspirer de ses gestes, pour garder une manière de faire avec l'enfant, dont il a l'habitude.
Petit à petit, elle laissera plus d'espace aux autres membres de l'équipe, passera doucement le relais pour faciliter l'intégration de l'enfant au sein du groupe.

Une réflexion a été menée par notre équipe de la Voie lactée, permettant, selon les besoins de chacun d'adapter cette période de familiarisation dans un climat de confiance, et d'échange entre les familles et les professionnels.

Le 1er jour est dédié aux présentations en présence de l'enfant. Cela dure environ 1h. Nous prenons connaissance de ses habitudes de vie, (sommeil, éveil, repas...). Une feuille de renseignements est remplie par l'adulte accompagnant. La journée type est décrite, les premiers échanges avec l'enfant se font tranquillement. Ensemble ce jour-là, nous établissons « la trame de familiarisation » selon les emplois du temps de chacun.

Les jours suivants, l'adulte accompagnant est présent avec l'enfant et participe à la vie de la section.
Ensuite, il va commencer à s'absenter quelques minutes tout en restant dans la structure, puis plusieurs heures.
De la documentation relative à notre structure est à disposition durant ces temps (protocole médical, règlement de fonctionnement, projet éducatif...).
L'adulte accompagnant peut profiter des moments où il s'absente du service pour aller gérer les formalités administratives au bureau de la direction où il peut trouver quelqu'un de disponible, et, s'il en ressent le besoin de discuter du fait de devoir confier son enfant.

Le premier repas sera donné par l'adulte nous permettant de connaitre les habitudes de l'enfant. Ainsi, nous pouvons observer certaines particularités durant ce temps de repas, comme la façon de donner un biberon par exemple. Cet échange permet à l'adulte accompagnant de se rendre compte de la façon dont se déroulera les repas à la crèche.

Dans le service des bébés, l'adulte accompagnant reste sur un temps de sieste pour être présent au réveil de l'enfant et nous donner ses habitudes d'endormissement.
Ce temps n'est malheureusement pas possible dans les sections des moyens/grands, le nombre d'enfant étant trop important.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DB2025_019-AU
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

L'objet transitionnel (doudou, tétine, tee-shirt, tissu...)à un rôle très important durant cette période et permet de faire un lien invisible entre la maison et la crèche.

Il représente une présence rassurante, familière. C'est pourquoi nous recommandons de garder le même « objet » toute l'année et de le récupérer chaque soir pour qu'il prenne les odeurs de la maison. Il doit être identifié au prénom de l'enfant.

Dans le service des moyens/grands nous proposerons aux familles de rapporter des photos des proches de l'enfant. Elles seront consultables par les enfants dès qu'ils en ressentent le besoin. Ils se sentent ainsi rassurés et en sécurité.
Durant cette période, ou en différé, il est normal que l'enfant puisse exprimer ses émotions à la maison ou/et à la crèche.
Un temps d'échange est pris quotidiennement pour échanger sur les besoins de l'enfant et de sa famille.

L'accueil au quotidien

Selon le contexte familial, la fatigue, les changements..., l'enfant peut réagir de manière différente à la séparation et exprimer de la colère, du mécontentement. Quel que soit le service, le professionnel met des mots sur le départ de l'adulte et le laisse s'exprimer tout en restant à ses côtés, jusqu'à ce qu'il s'apaise.
L'adulte accompagnant pourra s'il en ressent le besoin téléphoner pour prendre des nouvelles de l'enfant au cours de la journée.

Le matin : Pour chaque section, l'adulte accompagnant entre dans la section afin de faire les transmissions à l'équipe.
Les transmissions portent sur :

1) Comment s'est passée la nuit, l'heure du réveil, du petit déjeuner, traitement médical
2) Toute information que l'adulte accompagnant juge nécessaire
3) A quelle heure et par qui l'enfant sera récupéré : (chez les Etoiles Filantes, cette information rassure l'enfant)

Dans l'espace des Etincelles, les parents sont invités à déposer l'enfant au sol à proximité du professionnel qui pourra si besoin prendre l'enfant dans les bras.

En fin de journée : Pour chaque section, l'adulte accompagnant entre dans la section afin d'échanger avec l'équipe sur le déroulement de la journée de l'enfant.
Les transmissions portent sur :

1) Le repas, le sommeil, les activités réalisés, les heures de sommeil
2) Toute information que le professionnel juge nécessaire

A noter que, dans la section des étoiles filantes, un cahier d'échange est mis en place dès la rentrée. Les parents sont invités à le compléter chaque jour, notant le sommeil de l'enfant, les repas pris à la maison, les observations particulières à savoir. Les professionnels y noteront chaque jour les heures de repas, de sieste, les changes et une expérience de l'enfant.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DB2025_019-AU
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

L'aménagement de l'espace

Nous avons mis en place des espaces conçus pour l'enfant, lui permettant d'être autonome dans ses expériences tout en garantissant sa sécurité.

Dans la section des Etincelles (section des bébés) sont installés de nombreux tapis et coussins au sol. Les jouets sont posés à même le sol favorisant la motricité libre pour le plus petit.
Nous portons une importance toute particulière aux textures, couleurs, et bruits afin de stimuler l'activité sensorielle (hochet, livre en carton /tissus, animaux dur/mou, cubes, véhicules, instruments de musique bois/métal/plastique...) de l'enfant.
Au cours de la journée, de la semaine et de l'année nous introduirons des nouveaux jouets afin de ranimer l'intérêt de l'enfant.
Nous disposons de lits parcs dans l'Espace Bébé. Ils sont utilisés lorsqu'un enfant a besoin d'être rassuré par un espace très contenant. C'est un espace sécurisant et parfois même de repos.

Dans la section des moyens/grands, différents univers ont été conçus ; il y a un espace motricité/jeux, un autre pour les repas, puis un espace de soin pour les changes ainsi que deux espaces de repos (un à l'intérieur et un à l'extérieur).
Ces aménagements sont amenés à évoluer durant l'année pour s'adapter aux évolutions motrices des enfants.
Enfin lorsque la météo le permet, nous disposons d'un jardin avec des jeux d'extérieur (cabane, pousseurs, ballons etc...)

L'éveil chez les bébés : les étincelles

Dans le service, nous aspirons à favoriser une ambiance calme et sereine (volume sonore faible), et limitons les allées et venues.

Chez le tout petit, l'éveil des capacités motrices et sensorielles se fait tout au long de la journée à travers les gestes de la vie quotidienne et grâce aux liens tissés entre les professionnels et l'enfant.

Des intervenants extérieurs peuvent également participer à l'éveil des sens du tout petit, et notamment avec la musique, qui a un effet calmant et aide les tout-petits à gérer leurs émotions.

En fin d'année, seront mis en place des petits temps d'atelier en individuel ou en très petit groupe. La peinture propre, du crayonnage ou de la manipulation (pâte à sel, pâte, farine, eau...) pourront être proposés en intérieur ou en extérieur.

Le matin, il est possible que certains enfants puissent passer des temps de jeux dans l'espace Moyen/Grand. Ils pourront alors, avec un professionnel référent du groupe découvrir de nouveaux jeux à l'intérieur ou dehors.

Cela favorise les interactions avec les autres professionnels de l'équipe, mais aussi avec les enfants des autres groupes.
C'est un premier pas vers ces nouveaux lieux qu'ils intégreront, pour la plupart, le mois de septembre suivant.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DB2025_019-AU
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

La motricité libre

La motricité libre a pour principe de respecter l'évolution de l'enfant afin qu'il appréhende les différentes possibilités de son corps. Il va expérimenter, explorer, tâtonner et répéter afin d'acquérir de nouvelles positions en toute confiance.
A son rythme, il va se retourner, ramper, s'asseoir, marcher à quatre pattes, tenir debout, travailler ses appuis et son équilibre pour acquérir la marche.
Ces expérimentations vont lui apporter confiance en lui et sécurité.

Bien-sûr, le tout petit sera porté dans les bras lorsqu'il en ressent le besoin (le contact corporel répond à un besoin archaïque). Les bras de l'adulte lui offrent une relation de proximité, un sentiment de sécurité, lui permettant d'être rassuré et de prendre confiance en lui.
En grandissant, il développera ses capacités motrices. Nous l'inviterons à venir s'accrocher dans nos bras afin de le rendre acteur de ces moments.
A hauteur du monde adulte, l'enfant a une autre vision du monde, riche en découvertes sensorielles.

Nous pouvons proposer avec l'accord des adultes responsables de l'enfant de porter le tout petit en porte bébé physiologique (en attendant d'avoir suivi une formation spécifique sur le portage en écharpe).
En effet, le portage physiologique favorise l'attachement. Il procure détente et bien être, diminue les tensions, les douleurs, les problèmes de reflux, et facilite la digestion.

Chez les plus grands : les étoiles filantes

Le jeu « Jouer, c'est grandir, c'est communiquer, c'est vivre. »

Le jeu est source d'éveil et de découverte pour l'enfant. C'est une activité qui se suffit à elle-même, impliquant toutes les capacités de l'enfant : sensorielles, motrices, verbales, sociales.

Chaque matin, nous faisons un choix dans les propositions mises à disposition de l'enfant : un sol couvert de jouet n'aide l'enfant ni à faire son choix, ni à se concentrer. Nous choisissons quelques jeux de taille, poids, et volumes adaptés au développement psychomoteur des enfants.

Dans la journée, nous alternons les temps de jeux libres (l'enfant s'occupe comme il le souhaite) et de jeux proposés (peinture, gommettes, pâte à modeler, collage, transvasement, atelier découverte…) permettant aux enfants un éventail d'expériences et de relations sociales.
Les enfants sont libres de participer ou non aux activités.

Tout au long de l'année, des intervenants extérieurs proposent des ateliers variés (éveil musical, baby gym, yoga, compteuse d'histoire, marionnettes…) aux enfants.
Nous adaptons les activités à l'âge des enfants.

Dans la section des étoiles filantes, nous retrouvons différents types de jeux auxquels les enfants ont accès en libre-service. A certains moments de la journée, les coins repas sont transformés en coins inspirés MONTESSORI. Les enfants peuvent se servir pour jouer librement (puzzle, abaques, jeux de loto, jeux de tri, déchirage, sable magique…) sous la surveillance des professionnels.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DB2025_019-AU
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

Comment nous accompagnons les enfants dans le jeu :

L'enfant aime jouer. Il aime également partager son plaisir de jouer avec nous. Notre regard, notre présence, sont essentiels pour qu'il joue.

Nous sommes présents et chaleureux, mais laissons jouer l'enfant qui est maitre du jeu. Nous regardons, comprenons, écoutons, observons ce que l'enfant vit au travers du jeu et sommes garants de sa sécurité.

L'espace est aménagé en fonction des jeux. Nous préparons et anticipons le matériel nécessaire selon le type d'activités. Nous sommes là pour optimiser le temps pour chacun, les encourager.

Il arrive que nous participions aux jeux, tout en veillant à ne pas bouleverser les équilibres.
Nous faisons participer tous les enfants qui le souhaitent.

L'activité libre

Le jeu libre, l'activité autonome s'oppose à l'activité encadrée, au jeu structuré. Il permet de laisser l'enfant s'approprier son corps, et le matériel à disposition sans que l'adulte n'ait à intervenir. Nous donnons et faisons confiance aux enfants, favorisant l'estime de soi. Ainsi, il développe sa créativité, apprend à connaitre ses limites physiques et est plus actif lorsqu'il joue librement.

Nous n'attendons pas de « rendu » lors de ces temps de jeu et d'activité. Ce n'est que de la découverte, du plaisir. Parfois, si l'enfant le souhaite il pourra remettre à l'adulte qui vient le chercher, la peinture, le dessin, le coloriage, ou autre effectué dans la journée.

L'apprentissage des limites

L'enfant se trouve animé par le désir d'explorer ses propres capacités et d'en reculer ses limites. Ses expériences sont tour à tour encouragées, ou limitées, parfois même proscrites quand elles remettent en cause sa sécurité, son intégrité. Ces limites ne sont pas faciles à comprendre pour lui et peuvent provoquer des sentiments de colère, tristesse, frustration. Donner un jouet, ranger une pièce où l'on a bien joué, aller se coucher...sont des règles difficiles à respecter, à comprendre parfois.

Nous sommes là pour accompagner l'enfant dans la gestion de ses émotions. A différentes phases de son développement, il peut se sentir submergé, envahi par des sentiments qu'il ne sait pas toujours contrôler et aura besoin de l'adulte pour mettre des mots sur ce qu'il ressent.

En aidant l'enfant à EXPRIMER ses émotions, nous l'aidons dans la construction de son rapport à l'autre. Pour cela, nous utilisons différents « outils ».

Selon l'âge de l'enfant, sous forme de jeux (jeu des smileys par exemple, jeu des couleurs (rouge=colère, vert=sérénité, rose=amour, jaune=joie...), à travers différents livres, ou tout simplement en passant par la communication, nous abordons ce sujet avec lui quasiment quotidiennement.

A la voie Lactée, nous prônons l'éducation positive, aussi appelée éducation bienveillante. C'est une approche alternative fondée sur l'écoute des besoins de l'enfant.

Dans la mesure de ses capacités, il ne doit plus se sentir contraint de se soumettre aux règles de la collectivité, mais plutôt doit coopérer de manière volontaire.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DB2025_019-AU
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

Les repas

Du biberon à la petite cuillère, l'enfant va découvrir de nouveaux gouts, de nouvelles textures et peu à peu le plaisir de manger seul.

Le repas est un moment de plaisir, de convivialité et d'échange.

Les menus sont établis par une diététicienne de la cuisine centrale et affichés dans le couloir d'entrée de la structure.

Les repas sont confectionnés en cuisine centrale.
Ils sont livrés en liaison froide et réchauffés sur place.
Ils sont mixés par la cuisinière au besoin qui réalise également les préparations froides.

Pour les plus petits

Le lait en poudre

Le lait spécifique à chaque enfant, les boites doseuses et les biberons sont fournis par les parents.
Pour les biberons (lait en poudre), la cuisinière s'occupe de préparer la dose de lait en poudre, ainsi que l'eau dans le biberon.
Les biberons sont ensuite reconstitués au moment de la prise, par les professionnels dans le respect des règles d'hygiène.
Les biberons sont réchauffés au chauffe biberon ou laissés à température ambiante selon la préférence de l'enfant.
Pour donner le biberon, nous nous installons sur un fauteuil, au calme, l'enfant dans les bras. Il s'agit d'un moment privilégié, individuel.
Si l'enfant refuse le biberon dans les bras, il pourra être installé dans un transat.

L'allaitement maternel

Nous accompagnons les mamans allaitantes pendant toute la durée de leur allaitement.
Les mamans allaitantes nous ramène, chaque jour, du lait qu'elles auront tiré au préalable (voir protocole d'allaitement). Le lait est stocké dans un réfrigérateur spécifique.
Si besoin est, dans la pièce de vie nous mettons à disposition un fauteuil d'allaitement pour les mamans qui souhaitent/peuvent donner une tétée sur place.

La diversification alimentaire

Le début de la diversification se fait à la maison par les parents selon les conseils de leur médecin ou pédiatre.

Une fois les premières introductions faites et lorsque l'enfant mange plusieurs cuillères, nous pourrons alors prendre le relai à la crèche.

S'il n'existe pas de contre-indication, tous les légumes et tous les fruits pourront alors être proposés à la crèche (Même si non donné à la maison).

Cependant, une certaine vigilance est nécessaire par rapport à l'introduction des allergènes. Ceux-ci devront être introduits à la maison pendant plusieurs jours (au moins 3) afin d'être sûr que l'enfant le tolère bien, même en petite quantité.
Si tout s'est bien passé, alors nous pourrons aussi proposer l'allergène au cours de ses repas prit en crèche.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DB2025_019-AU
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

Il arrive que des familles pratiquent la Diversification Menée par l'Enfant (DME) à la maison, l'équipe fera alors son possible pour s'ajuster, malgré les contraintes (cuisson parfois inadaptée, taillage des légumes etc...) de la cuisine centrale.

Les professionnels s'adaptent le plus possible à chaque enfant, en fonction de son âge et de ses capacités motrices (purée lisse, moulinée, morceaux...).

Pour les repas solides et lorsque l'enfant sait se tenir assis seul, il peut être installé dans un transat, ou sur une petite chaise tablette, ou encore à table sur une petite chaise avec un accoudoir.

L'heure du repas peut varier. Nous prenons en compte l'heure du dernier repas prit à la maison.

Pour les plus grands, nous utilisons le principe de la double cuillère.
Nous disposons d'une cuillère, l'enfant en a également une à disposition.
Il peut l'utiliser par imitation, mais aussi découvrir les différentes textures avec les mains.
C'est une phase tout à fait naturelle dans son développement.

Après le repas l'enfant peut être installé dans un transat/chaise pour un petit temps de digestion.

Pour Les plus grands

Nous suivons l'évolution de l'enfant et nous adaptons toujours à ses besoins.
Chez les moyens, les repas peuvent être mixés en début d'année si besoin.

Avant chaque repas, les mains des moyens sont nettoyées au gant.
Les plus grands vont se laver les mains au lavabo.

Le repas commence vers 11h.
Les enfants sont installés avec un adulte à chaque table.
Les enfants s'installent où ils veulent, les places n'étant pas attribuées.
Les professionnels quant à eux, restent toujours à la même table (repère pour l'enfant).

En fin de repas, ils sont invités à se « débarbouiller » seul ou avec l'aide d'un adulte, avec un gant et un miroir.

Nous leur apprenons progressivement à débarrasser leur assiette, et déposer leur bavoir dans le panier de linge sale.

Vers l'autonomie

Nous ne forçons jamais un enfant à manger, cependant nous l'encourageons à goûter.
Nous prenons une assiette avec une petite quantité de chaque aliment proposé.
Par imitation, les enfants sont encouragés dans l'apprentissage des nouvelles saveurs.

Pour manger, nous incitons et expliquons l'intérêt d'utiliser un couvert, mais certains préfèrent continuer de prendre à la main. Chez les moyens ils utilisent des cuillères. Nous introduisons la fourchette en cours d'année en laissant toujours le choix à l'enfant.

Sur la base du volontariat, nous leur proposons de nous aider à mettre la table.

L'enfant qui le souhaite peut distribuer les assiettes, les verres, les couverts.

Selon les plats, les enfants peuvent même être amenés à se servir eux-mêmes.

Après le repas, les enfants sont en jeu libre, favorisant la digestion avant d'aller dormir.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DB2025_019-AU
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

Les soins

Le soin est un moment individualisé.

C'est un temps de relation privilégiée entre l'adulte et l'enfant.

Nous veillons à son bien-être, au respect de son hygiène et de sa santé.

Les soins du quotidien

Lorsque l'enfant est en activité, nous ne l'interrompons pas, mais sommes parfois amenés à réaliser des soins d'hygiène au cours de la journée : change, lavage du nez, des yeux du visage et des mains.

Les soins plus spécifiques sont réalisés par l'infirmière.

Nous verbalisons toujours à l'enfant le soin que nous allons réaliser.

Par exemple, s'il a le nez qui coule, nous le prévenons que son nez coule et qu'il est nécessaire de le nettoyer.
La Désobstruction Rhino Pharyngée (DRP) est alors réalisée dans la salle de bain à l'aide d'une pipette de sérum physiologique et d'un mouchoir, pour dégager les voies respiraoires et éviter les surinfections.
Elle est réalisée avant les repas et avant les siestes favorisant une bonne respiration pendant le repas/le sommeil.
Avant et après chaque DRP l'adulte se lavera les mains et nettoiera le plan de change avec un produit adapté.

Les « bobos »

L'enfant est avide d'expériences. Guidé par le besoin d'exploration, les accidents (morsures, griffures...) et les chutes accompagnent nécessairement leur développement moteur.

Comme à la maison, il peut arriver que cela se produise à la crèche.

Dans ce cas, l'infirmière est informée.

Selon son constat, nous appliquons les soins nécessaires (protocole médical).

Nous n'utilisons pas de produit désinfectant, mais de l'eau et du savon.

Si le « bobo » est important, nous informons les parents au cours de la journée.

Le change

Durant le change, nous instaurons une relation individualisée favorisant la complicité, le partage, et le dialogue. Les changements de position sont réalisés en douceur.

Le moment du change est technique, basé sur l'hygiène, mais par le contact avec la peau, les gestes et la parole, il apporte une grande dimension affective.

Nous réalisons les changes couchés sur le dos ou sur le côté selon les besoins de l'enfant et les incitons rapidement à participer au soin quel que soit son âge. (Lever les fesses, choisir la couche dans le paquet, nommer les parties du corps...).

Chez les plus grands, ou pour un enfant qui appréhende la table à langer, nous proposons le change debout.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DB2025_019-AU
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

« L'acquisition » de la propreté

L'acquisition de la propreté se fait en collaboration avec l'équipe, les parents et l'enfant.

C'est un processus naturel et spontané qui se fait pour la plupart des petits entre 2/3 ans.

Durant cette période, le dialogue est essentiel : il permet à chacun de suivre et de comprendre le comportement de l'enfant.

Nous sommes à l'écoute de l'enfant et suivons son rythme.

Il doit être prêt dans son corps et dans sa tête.

Nous ne pratiquons pas la mise au pot systématique à horaire imposé, au risque de l'empêcher de contrôler ses propres sensations.

C'est à la maison, avec les parents, que l'enfant doit commencer à aller au pot/toilettes. Une fois que l'enfant semble prêt, nous proposons à l'enfant de l'accompagner aux toilettes régulièrement, jusqu'à ce qu'il soit suffisamment à l'aise pour le demander.

Il peut arriver que l'enfant débute sa période d'acquisition de la propreté à la maison, mais qu'il refuse complétement cet apprentissage en collectivité.

Dans ce cas, nous n'insistons pas pour ne pas laisser s'installer un blocage.

Un dialogue peut être ouvert avec la famille pour ne pas mettre en difficulté l'enfant.

Des petites toilettes adaptées à la taille de l'enfant ainsi que des pots sont à disposition dans la salle de bain.
Il existe des cloisons de séparation entre chaque WC pour le respect de l'intimité.
Souvent il s'agit d'un moment de découverte, voir l'autre assis sur le pot ou les WC, peut aussi inciter les autres, à essayer.

Durant cette période, nous demandons aux parents d'apporter des changes supplémentaires. En cas « d'oubli », nous changeons l'enfant autant de fois que nécessaire.

Le sommeil

Le sommeil est crucial pour le développement du tout petit.

En échangeant avec les parents et grâce à la période de familiarisation, nous observons quel rituel accompagne l'enfant vers un sommeil serein.
Nous nous adaptons et nous l'accompagnons jusqu'à ce qu'il dorme, s'il en ressent et/ou en montre le besoin.

Une musique douce est diffusée dans chaque dortoir au moment de l'endormissement.

Dans la section des étincelles :

Le temps de repos est proposé selon les besoins de l'enfant. Nous allons à son rythme.

Grâce à une période d'observation, nous détectons les signaux de fatigue pour chaque enfant.

Lorsqu'il parait fatigué, l'enfant est préparé, averti et installé confortablement dans son lit, sous surveillance.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DB2025_019-AU
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

Nous proposons :

- **Sieste en intérieur :**

- Dans le dortoir : c'est une pièce spécifique aux temps de repos, avec une légère luminosité. Chaque enfant dispose de son propre lit.

- Dans la pièce de vie : dans le lit parc, ou dans son propre lit, ou sur un tapis d'éveil si l'enfant s'y sent bien.

- **Sieste en extérieur :** quand les conditions météorologiques sont favorables et avec l'accord des parents nous proposons à l'enfant de dormir à l'extérieur (cour des bébés, et/ou sous le préau côté parking). L'enfant est couvert en fonction du temps. Dans ce contexte favorable, il est amené à vivre de nouvelles expériences sensorielles auditives (bruits de l'extérieur) et visuelles (mobile, nature...).

Les bienfaits de la sieste en extérieur ont été largement prouvés dans les pays nordiques dont la pratique est très courante. A la Voie Lactée il n'est pas rare de constater que certains enfants dorment beaucoup plus sereinement à l'extérieur.

Dans la section des étoiles filantes :

La sieste est proposée systématiquement en début d'après-midi, et pourra être prévue tôt le matin selon les besoins de l'enfant (surtout chez les moyens).
L'enfant est installé soit dans une couchette ou lit bateau soit pour les plus petits dans un lit à barreaux, toujours sous la surveillance d'un adulte.

Nous laissons les enfants se réveiller seuls, à leur rythme.

Nous ne réveillons pas un enfant qui dort.
Si l'enfant tarde à se réveiller, il arrive que nous ouvrions la porte de la pièce/dortoir et/ou les rideaux afin de favoriser le réveil (en vue du goûter ou du départ).

L'accueil spécifique

« Du regard porté sur le handicap, dépend la réponse collective qui y est apportée. »

La structure accueille des enfants en situation de handicap/et/ou atteints de maladie chronique, aux besoins spécifiques.
Elle participe vivement à leur intégration sociale et à leur inclusion au sein des différents services.

Comme tous les autres enfants, l'enfant en situation de handicap a des besoins qu'il convient d'identifier et de prendre en compte : il est donc nécessaire d'adapter l'accueil.

Pendant la période de familiarisation, nous récoltons un maximum d'informations concernant l'enfant : ses goûts, ses besoins, ses acquis.

Nous mettons également en place une période d'observation : le comportement de l'enfant est un véritable langage qui traduit : ses besoins, son état émotionnel, le stade de son développement, ses désirs, ses attentes.

A la voie lactée, nous gardons à l'esprit que chaque enfant est différent, qu'il n'est pas nécessaire de savoir ce qu'il a, mais plutôt de connaitre qui il est.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DB2025_019-AU
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

Au mieux nous connaissons l'enfant, au plus nous ajustons notre comportement, nos gestes, notre communication, l'aménagement des locaux et du personnel pour son bien-être psychique et physique.

Aménager le service à la crèche, c'est compenser avec :

Des moyens humains : Du personnel renfort quand c'est possible, un adulte référent, une vigilance particulière de toute l'équipe, rencontrer la famille et créer un lien de confiance.

Aménager c'est répondre aux besoins spécifiques avec :
Des moyens techniques : utiliser du matériel spécifique, prévoir plusieurs modes de communication.
Aménager un espace calme ou de repli.

Aménager c'est faciliter la communication et la compréhension de l'environnement :
Tout ce qui visuellement va aider l'enfant à comprendre et à être compris (pictogrammes, smiley, signes, planning visuel de la journée et des moments de transition, timer, sablier, chansons ...).

Aménager c'est apaiser en passant par la sensorialité :
Textures, pop pit, fidget, sable magique, sabliers liquides colorés, lumières tamisées, coussins...

En association avec la référente du pôle handicap, et avec l'accord des responsables légaux nous mettons en place une collaboration avec les différents organismes spécialisés prenant en charge l'enfant.

Nous rendons compte de son évolution, ses acquis, les particularités rencontrées pendant la période.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DB2025_019-AU
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025



CHARTE NATIONALE POUR L'ACCUEIL DU JEUNE ENFANT

DIX GRANDS PRINCIPES
POUR GRANDIR EN TOUTE CONFIANCE

1 Pour grandir sereinement, j'ai besoin que l'on m'accueille quelle que soit ma situation ou celle de ma famille.

2 J'avance à mon propre rythme et je développe toutes mes facultés en même temps : pour moi, tout est langage, corps, jeu, expérience. J'ai besoin que l'on me parle, de temps et d'espace pour jouer librement et pour exercer mes multiples capacités.

3 Je suis sensible à mon entourage proche et au monde qui s'offre à moi. Je me sens bien accueilli.e quand ma famille est bien accueillie, car mes parents constituent mon point d'origine et mon port d'attache.

4 Pour me sentir bien et avoir confiance en moi, j'ai besoin de professionnel.le.s qui encouragent avec bienveillance mon désir d'apprendre, de me socialiser et de découvrir.

5 Je développe ma créativité et j'éveille mes sens grâce aux expériences artistiques et culturelles. Je m'ouvre au monde par la richesse des échanges interculturels.

6 Le contact réel avec la nature est essentiel à mon développement.

7 Fille ou garçon, j'ai besoin que l'on me valorise pour mes qualités personnelles, en dehors de tout stéréotype. Il en va de même pour les professionnel.le.s qui m'accompagnent. C'est aussi grâce à ces femmes et à ces hommes que je construis mon identité.

8 J'ai besoin d'évoluer dans un environnement beau, sain et propice à mon éveil.

9 Pour que je sois bien traité.e, il est nécessaire que les adultes qui m'entourent soient bien traités. Travailler auprès des tout-petits nécessite des temps pour réfléchir, se documenter et échanger entre collègues et avec d'autres intervenants.

10 J'ai besoin que les personnes qui prennent soin de moi soient bien formées et s'intéressent aux spécificités de mon très jeune âge et de ma situation d'enfant qui leur est confié par mon ou mes parents.

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

ALLOCATIONS FAMILIALES

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DB2025_019-AU
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

Charte de la laïcité de la branche Famille avec ses partenaires

PRÉAMBULE

La branche Famille et ses partenaires, considérant que l'ignorance de l'autre, les injustices sociales et économiques et le non-respect de la dignité de la personne sont le terreau des tensions et replis identitaires, s'engagent par la présente charte à respecter les principes de la laïcité tels qu'ils résultent de l'histoire et des lois de la République.

Au lendemain des guerres de religion, à la suite des Lumières et de la Révolution française, avec les lois scolaires de la fin du XIXe siècle, avec la loi du 9 décembre 1905 de « Séparation des Églises et de l'État », la laïcité garantit tout d'abord la liberté de conscience, dont les pratiques et manifestations sociales sont encadrées par l'ordre public. Elle vise à concilier liberté, égalité et fraternité en vue de la concorde entre les citoyens. Elle participe du principe d'universalité qui fonde aussi la Sécurité sociale et a acquis, avec le préambule de 1946, valeur constitutionnelle. L'article 1er de la Constitution du 4 octobre 1958 dispose d'ailleurs que « La France est une République indivisible, laïque, démocratique et sociale. Elle assure l'égalité devant la loi de tous les citoyens sans distinction d'origine, de race ou de religion. Elle respecte toutes les croyances ».

L'idéal de paix civile qu'elle poursuit ne sera réalisé qu'à la condition de s'en donner les ressources, humaines, juridiques et financières, tant pour les familles, qu'entre les générations, ou dans les institutions. À cet égard, la branche Famille et ses partenaires s'engagent à se doter des moyens nécessaires à une mise en œuvre bien comprise et attentionnée de la laïcité. Cela se fera avec et pour les familles et les personnes vivant sur le sol de la République quelles que soient leur origine, leur nationalité, leur croyance.

Depuis soixante-dix ans, la Sécurité Sociale incarne aussi ces valeurs d'universalité, de solidarité et d'égalité. La branche Famille et ses partenaires tiennent par la présente charte à réaffirmer le principe de laïcité en demeurant attentifs aux pratiques de terrain, en vue de promouvoir une laïcité bien comprise et bien attentionnée. Élaborée avec eux, cette charte s'adresse aux partenaires, mais tout autant aux allocataires qu'aux salariés de la branche Famille.

ARTICLE 1
LA LAÏCITÉ EST UNE RÉFÉRENCE COMMUNE

La laïcité est une référence commune à la branche Famille et ses partenaires. Il s'agit de promouvoir des liens familiaux et sociaux apaisés et de développer des relations de solidarité entre et au sein des générations.

ARTICLE 2
LA LAÏCITÉ EST LE SOCLE DE LA CITOYENNETÉ

La laïcité est le socle de la citoyenneté républicaine, qui promeut la cohésion sociale et la solidarité dans le respect du pluralisme des convictions et de la diversité des cultures. Elle a pour vocation l'intérêt général.

ARTICLE 3
LA LAÏCITÉ EST GARANTE DE LA LIBERTÉ DE CONSCIENCE

La laïcité a pour principe la liberté de conscience. Son exercice et sa manifestation sont libres dans le respect de l'ordre public établi par la loi.

ARTICLE 4
LA LAÏCITÉ CONTRIBUE À LA DIGNITÉ DE LA PERSONNE ET A L'ÉGALITÉ D'ACCÈS AUX DROITS

La laïcité contribue à la dignité des personnes, à l'égalité entre les femmes et les hommes, à l'accès aux droits et au traitement égal de toutes et de tous. Elle reconnaît la liberté de croire et de ne pas croire. La laïcité implique le rejet de toute violence et de toute discrimination raciale, culturelle, sociale et religieuse.

ARTICLE 5
LA LAÏCITÉ GARANTIT LE LIBRE ARBITRE ET PROTÈGE DU PROSÉLYTISME

La laïcité offre à chacune et à chacun les conditions d'exercice de son libre arbitre et de la citoyenneté. Elle protège de toute forme de prosélytisme qui empêcherait chacune et chacun de faire ses propres choix.

ARTICLE 6
LA BRANCHE FAMILLE RESPECTE L'OBLIGATION DE NEUTRALITÉ DES SERVICES PUBLICS

La laïcité implique pour les collaborateurs et administrateurs de la branche Famille, en tant que participant à la gestion du service public, une stricte obligation de neutralité ainsi que d'impartialité. Les salariés ne doivent pas manifester leurs convictions philosophiques, politiques et religieuses. Nul salarié ne peut notamment se prévaloir de ses convictions pour refuser d'accomplir une tâche. Par ailleurs, nul usager ne peut être exclu de l'accès au service public en raison de ses convictions et de leur expression, dès lors qu'il ne perturbe pas le bon fonctionnement du service et respecte l'ordre public établi par la loi.

ARTICLE 7
LES PARTENAIRES DE LA BRANCHE FAMILLE SONT ACTEURS DE LA LAÏCITÉ

Les règles de vie et l'organisation des espaces et temps d'activités des partenaires sont respectueux du principe de laïcité en tant qu'il garantit la liberté de conscience. Ces règles peuvent être précisées dans le règlement intérieur. Pour les salariés et bénévoles, tout prosélytisme est proscrit et les restrictions au port de signes, ou tenues, manifestant une appartenance religieuse sont possibles si elles sont justifiées par la nature de la tâche à accomplir, et proportionnées au but recherché.

ARTICLE 8
AGIR POUR UNE LAÏCITÉ BIEN ATTENTIONNÉE

La laïcité s'apprend et se vit sur les territoires selon les réalités de terrain, par des attitudes et manières d'être les uns avec les autres. Ces attitudes partagées et à encourager sont : l'accueil, l'écoute, la bienveillance, le dialogue, le respect mutuel, la coopération et la considération. Ainsi, avec et pour les familles, la laïcité est le terreau d'une société plus juste et plus fraternelle, porteuse de sens pour les générations futures.

ARTICLE 9
AGIR POUR UNE LAÏCITÉ BIEN PARTAGÉE

La compréhension et l'appropriation de la laïcité sont permises par la mise en œuvre de temps d'information, de formations, la création d'outils et de lieux adaptés. Elle est prise en compte dans les relations entre la branche Famille et ses partenaires. La laïcité, en tant qu'elle garantit l'impartialité vis-à-vis des usagers et l'accueil de tous sans aucune discrimination, est prise en considération dans l'ensemble des relations de la branche Famille avec ses partenaires. Elle fait l'objet d'un suivi et d'un accompagnement conjoints.

Adoptée par le Conseil d'administration de la Cnaf le 1er septembre 2015.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DB2025_019-AU
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

3. Projet social et de développement durable

3.1-Les caractéristiques sociales du territoire d'implantation de la structure

3.1.1-Les caractéristiques du lieu d'implantation de la structure

La commune du Tignet

L'Etablissement d'accueil du jeune enfant la Voie Lactée est implanté dans un secteur résidentiel de la commune de le Tignet, dans le département des Alpes Maritimes , en région Provence-Alpes-Côte d'Azur.

La commune, membre de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse (23 communes) se situe en milieu semi-rural, au carrefour des Alpes Maritimes et du Var.

Commune de la vallée de la Siagne, Le Tignet s'étend sur un territoire de 1126 hectares, des contreforts de Saint Vallier de Thiey jusqu'à la Siagne, entre les communes de Peymeinade à l'est, de Spéracèdes et de Saint Cezaire au nord.

Le Tignet se caractérise à la fois par :

- Un vieux village, qui offre une valeur patrimoniale incontestable, mais qui a perdu de sa fonction centrale initiale.
- Un centre administratif, le secteur d'équipements publics de l'Istre (mairie, écoles maternelle et primaire, centre de secours) autour duquel se sont implantés plus d'une centaine de logements en accession à la propriété, principalement de jeunes actifs avec enfants.
- Un pôle commercial au Val du Tignet avec un supermarché et une galerie marchande (composé d'une dizaine de commerces). L'église paroissiale se trouve sur ce site.
- Un cadre paysager de grande qualité.
- Un habitat de densité moyenne, qui se développe depuis quelques années principalement sous forme d'habitat individuel.
- Deux parcs de logements sociaux qui jouxtent l'établissement d'accueil du jeune enfant.

Le réseau routier permettant d'accéder au Tignet est de bonne qualité. Il est composé de :

- Un axe majeur, la route départementale 2562. Elle relie les communes situées sur l'axe Draguignan-Grasse.
- Un centre historique, la route départementale 13 reliant les communes situées plus au nord de Saint Cezaire à Grasse.
- Un axe nord-sud, la route départementale 11. Celle-ci traverse l'est de la commune jusqu'à Grasse, en passant par Cabris.
- Les axes de desserte, le reste du réseau routier se composent de voies de desserte communales et rurales.
- Le réseau de transport en commun : SILLAGE (transport scolaire et urbain).

Le Tignet a connu une forte croissance démographique au cours de ces dernières années. La tendance s'inverse depuis 2010 où la population diminue faiblement. Au dernier recensement en 2021 la commune comptait 3109 habitants.

Le Tignet est une commune attractive auprès des ménages inscrits dans un schéma familial « traditionnel » à savoir des actifs accompagnés de jeunes enfants. La commune est définie comme « ville dortoir » la majorité des habitants allant travailler dans des communes voisines. Cette composition familiale implique le besoin de développer des équipements et des services adaptés à la structure démographique et justifie l'augmentation du nombre de places à la voie lactée et l'ouverture de 2 classes (1 en maternelle et 1 en primaire).

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DB2025_019-AU
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

La dynamique de la commune est en grande partie le fait de l'extension de la périurbanisation du bassin grassois.

Equipements présents sur la commune (liste non exhaustive)

Etablissements d'enseignement :

- Des aires aménagées de sport et de loisirs
- Une salle polyvalente
- Des associations sportives
- Un tennis
- Une bibliothèque municipale
- Une école maternelle et une école élémentaire
- Un centre de loisirs (périscolaire et extra-scolaire)
- Une micro-crèche privée
- Des assistants maternels agréés privés

Equipements présents sur le territoire intercommunal (CAPG) (liste non exhaustive)

- Relais petite enfance itinérant (haut et moyen Pays de la CAPG)et relais petite enfance (communes de Grasse, Mouans- Sartoux)
- Lieux d'accueil enfants parents (LAEP) (communes de Grasse, Mouans- Sartoux)
- Collèges (communes de Grasse, Mouans- Sartoux ,Pegomas,Peymeinade, Saint-Vallier- de-Thiey)
- Lycées d'enseignement général et technique (commune de Grasse)
- Maison du département (MDD)(Commune de Saint- Vallier- de-Thiey)
- Sous-préfecture ((commune de Grasse)
- Maison des solidarités départementale (MSD) (commune de Grasse)
- Maison des 1000 1ers jours (commune de Grasse)
- Centre de PMI (commune de Grasse)
- CPAM(commune de Grasse)
- CAF (commune de Grasse)
- Centre hospitalier (commune de Grasse)

Equipements sportifs et culturels sur le territoire (liste non exhaustive)

- Espace Culturel et Sportif (communes de la Grasse,Roquette-sur-Siagne, Valde-roure ,Saint-Cézaire-sur – Siagne)
- Musée International de la Parfumerie (MIP) (commune de Grasse)
- Jardins du MIP (Commune de Mouans- Sartoux)
- Médiathèques(commune de Grasse,Mouans-Sartoux, Pégomas ,la Roquette sur Siagne, Saint-Cézaire-sur – Siagne)
- Ludothèque (communes de Grasse, Mouans- Sartoux)
- Conservatoire (commune de Grasse) et Ecole de musique (communes de Peymeinade, Mouans- Sartoux)
- Cinéma (communes de Grasse, Mouans- Sartoux)
- Théâtre (commune de Grasse)
- Centre culturel (commune de Mouans- Sartoux, Pégomas)
- Piscine (communes de Grasse, Peymeinade)
- Musée d'art et d'histoire de Provence(commune de Grasse)
- Equipements sportifs (tout le territoire)

Au-delà des équipements, le territoire communal et communautaire est très riche en associations culturelles et sportives

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DB2025_019-AU
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

La petite enfance sur la commune

Données démographiques

Nom des communes	0-3ans (2016)	0-3ans (2021)	Variation 2016-2021 (nb)	Variation 2016-2021 (%)
Le Tignet	69	61	-8	-11,6%

L'offre d'accueil

- **L'accueil individuel :**

Chez l'assistant(e) maternel(le) : une forte augmentation du nombre d'assisant (e)s depuis 2019

2019		2020		2021		2022		2023		2024	
Nbre ass mat	Nbre de places	Nbre ass mat	Nbre de places	Nbre ass mat	Nbre de places	Nbre ass mat	Nbre de places	Nbre ass mat	Nbre de places	Nbre ass mat	Nbre de places
5	14	8	22	11	33	13	38	15	48	14	44

- **L'accueil collectif :**

Au sein d'un multi accueil de la CAPG

structures	Capacités et âges
La Voie Lactée : Le Tignet	36 places de 2 mois et demi à 5 ans révolus

Au sein d'une micro crèche privée

Micro crèche alternative APIFILI au Tignet : 12 places

Soit un total de 92 places d'accueil du jeune enfant sur le territoire communal en 2024

3.1.2-Les caractéristiques socio-démographiques et économiques de la population

Évolution et structure de la population

POP T1 - Population en historique depuis 1968

	1968(*)	1975(*)	1982	1990	1999	2010	2015	2021
Population	397	643	1 123	1 945	2 763	3 140	3 311	3 105
Densité moyenne (hab/km²)	35,3	57,1	99,7	172,7	245,4	278,9	294,0	275,8

(*) 1967 et 1974 pour les DOM

Les données proposées sont établies à périmètre géographique identique, dans la géographie en vigueur au 01/01/2024.

Sources : Insee, RP1967 à 1999 dénombrements, RP2010 au RP2021 exploitations principales.

La forte croissance démographique observée depuis 1975 atteint son maximum en 2015 puis diminue . Entre 2025 et 2021, la population a diminué de 6.22%

La densité moyenne de population (hab/km²) est de 276 en 2021 (294 en 2015)

RFD G1 - Naissances et décès domiciliés

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Décès domiciliés	23	27	34	35	24	30	26	24	20	30
Naissances domiciliées	33	22	21	23	18	29	21	25	20	27

Source : Insee, statistiques de l'état civil en géographie au 01/01/2024.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DB2025_019-AU
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

POP T4 - Lieu de résidence 1 an auparavant

Lieu de résidence	2015	%	2021	%
Personnes d'1 an ou plus habitant auparavant :	**3 285**	**100,0**	**3 078**	**100,0**
Dans le même logement	*3 030*	*92,2*	*2 766*	*89,9*
Dans un autre logement de la même commune	*42*	*1,3*	*60*	*2,0*
Dans une autre commune	*213*	*6,5*	*252*	*8,2*

Source : Insee, RP2015 et RP2021, exploitations principales, géographie au 01/01/2024.

En 2021, les nouveaux arrivants représentent plus de 8% de la population

Commune du Tignet (06140)

POP T0 - Population par grandes tranches d'âges

Âge	2010	%	2015	%	2021	%
Ensemble	**3 140**	**100,0**	**3 311**	**100,0**	**3 105**	**100,0**
0 à 14 ans	562	17,9	566	17,1	433	13,9
15 à 29 ans	460	14,7	433	13,1	379	12,2
30 à 44 ans	576	18,3	536	16,2	440	14,2
45 à 59 ans	813	25,9	838	25,3	771	24,8
60 à 74 ans	510	16,2	645	19,5	781	25,1
75 ans ou plus	219	7,0	293	8,9	302	9,7

Sources : Insee, RP2010, RP2015 et RP2021, exploitations principales, géographie au 01/01/2024.

La classe d'âge des 30-49 ans qui correspond à celle pour laquelle la probabilité d'avoir des enfants est la plus forte diminue depuis 2010 .
Les plus de 60 ans représentent plus d'un tiers de la population en 2021

Les familles

Couples - Familles - Ménages en 2021

Commune du Tignet (06140)

FAM T1 - Ménages selon leur composition

Type de ménages	Nombre de ménages						Population des ménages		
	2010	%	2015	%	2021	%	2010	2015	2021
Ensemble	**1 187**	**100,0**	**1 313**	**100,0**	**1 343**	**100,0**	**3 123**	**3 323**	**3 109**
Ménages d'une personne	**197**	**16,6**	**261**	**19,9**	**318**	**23,7**	**197**	**261**	**318**
Hommes seuls	88	7,4	93	7,1	150	11,2	88	93	150
Femmes seules	109	9,2	169	12,8	168	12,5	109	169	168
Autres ménages sans famille	**8**	**0,7**	**20**	**1,6**	**27**	**2,0**	**24**	**53**	**54**
Ménages avec famille(s) dont la famille principale est :	**982**	**82,7**	**1 031**	**78,5**	**998**	**74,3**	**2 902**	**3 009**	**2 738**
Un couple sans enfant	466	39,3	492	37,5	531	39,5	1 004	1 035	1 103
Un couple avec enfant(s)	446	37,6	437	33,3	394	29,3	1 719	1 700	1 457
Une famille monoparentale	70	5,9	102	7,8	73	5,5	179	273	177

Sources : Insee, RP2010, RP2015 et RP2021, exploitations complémentaires, géographie au 01/01/2024.

Le nombre de familles avec enfants a diminué entre 2015 et 2021(-6.1%)
En 2021 les ménages sans enfant représentent plus de 65 % des ménages (dont 53.2% de couples)

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DB2025_019-AU
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

FAM T3 - Composition des familles

Type de famille	2010	%	2015	%	2021	%
Ensemble	1 005	100,0	1 062	100,0	1 015	100,0
Couples avec enfant(s)	462	45,9	448	42,2	397	39,1
Familles monoparentales	70	6,9	114	10,7	78	7,7
Hommes seuls avec enfant(s)	8	0,8	16	1,5	11	1,1
Femmes seules avec enfant(s)	62	6,1	98	9,2	67	6,6
Couples sans enfant	474	47,2	500	47,1	539	53,2

Sources : Insee, RP2010, RP2015 et RP2021, exploitations complémentaires, géographie au 01/01/2024.

La part des familles monoparentales en augmentation depuis 2010 diminue fortement entre 2015 et 2021

Le nombre de familles monoparentales a diminué d'un tiers entre 2015 et 2021

La part des familles monoparentales représente 18.25% des familles avec enfant en 2021

FAM T4 - Familles selon le nombre d'enfants âgés de moins de 25 ans

Nombre d'enfants	2010	%	2015	%	2021	%
Ensemble	1 005	100,0	1 062	100,0	1 015	100,0
Aucun enfant	507	50,4	544	51,3	586	57,8
1 enfant	220	21,9	227	21,4	186	18,3
2 enfants	216	21,5	224	21,1	212	20,9
3 enfants	55	5,5	55	5,2	26	2,6
4 enfants ou plus	8	0,8	12	1,1	4	0,4

Sources : Insee, RP2010, RP2015 et RP2021, exploitations complémentaires, géographie au 01/01/2024.

Les familles avec enfant représentent moins de la moitié (42.2%) des familles en 2021 (6.5% de - qu'en 2015)
La part des familles nombreuses (3 enfants et plus) diminue entre 2015 et 2021 (-2.6%)

FAM T3 - Composition des familles

Type de famille	2010	%	2015	%	2021	%
Ensemble	1 005	100,0	1 062	100,0	1 015	100,0
Couples avec enfant(s)	462	45,9	448	42,2	397	39,1
Familles monoparentales	70	6,9	114	10,7	78	7,7
Hommes seuls avec enfant(s)	8	0,8	16	1,5	11	1,1
Femmes seules avec enfant(s)	62	6,1	98	9,2	67	6,6
Couples sans enfant	474	47,2	500	47,1	539	53,2

Sources : Insee, RP2010, RP2015 et RP2021, exploitations complémentaires, géographie au 01/01/2024.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DB2025_019-AU
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

FAM T3bis - Composition détaillée des familles composées de couples avec enfant(s)

Couples avec enfant(s)	2021	%
Ensemble	**397**	**100,0**
Famille traditionnelle	341	85,7
Famille recomposée	57	14,3

Sources : Insee, RP2021, exploitation complémentaire, géographie au 01/01/2024.

Les familles recomposées ne représente que 14% des familles

Logement

LOG T1 - Évolution du nombre de logements par catégorie en historique depuis 1968

Catégorie de logement	1968(*)	1975(*)	1982	1990	1999	2010	2015	2021
Ensemble	**249**	**353**	**542**	**892**	**1 184**	**1 401**	**1 516**	**1 650**
Résidences principales	136	242	418	703	996	1 191	1 297	1 342
Résidences secondaires et logements occasionnels	88	111	121	147	152	168	160	213
Logements vacants	25	0	3	42	36	42	59	95

(*) 1967 et 1974 pour les DOM

Les données proposées sont établies à périmètre géographique identique, dans la géographie en vigueur au 01/01/2024.

Sources : Insee, RP1967 à 1999 dénombrements, RP2010 au RP2021 exploitations principales.

Le nombre de logements en constante progression (+8.84% entre 2015 et 2021) est constitué à plus de 80% de résidences principales.

Le nombre de logements vacants a presque doublé entre 2015 et 2021 et représente presque 6% du nombre de logements en 2021

En 2021 près de 84% des ménages sont propriétaires de leur logement

Activité

Population active, emploi et chômage au sens du recensement en 2021

Commune du Tignet (06140)

EMP T1 - Population de 15 à 64 ans par type d'activité

Type d'activité	2010	2015	2021
Ensemble	**2 051**	**2 079**	**1 848**
Actifs en %	**69,7**	**73,4**	**75,0**
Actifs ayant un emploi en %	65,0	66,8	67,7
Chômeurs en %	4,7	6,6	7,3
Inactifs en %	**30,3**	**26,6**	**25,0**
Élèves, étudiants et stagiaires non rémunérés en %	10,0	8,3	8,6
Retraités ou préretraités en %	10,6	10,4	8,7
Autres inactifs en %	9,7	7,9	7,8

Sources : Insee, RP2010, RP2015 et RP2021, exploitations principales, géographie au 01/01/2024.

En 2021 ,68% de la population des 15-64 ans est composée d'actifs ayant un emploi

Le taux de chômage a augmenté de 0.7% entre 2015 et 2021

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DB2025_019-AU
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

Caractéristiques de l'emploi au sens du recensement en 2021

Commune du Tignet (06140)

ACT T1 - Population de 15 ans ou plus ayant un emploi selon le statut en 2021

Statut d'emploi	Nombre	%	dont % temps partiel	dont % femmes
Ensemble	**1 285**	**100,0**	14,7	47,3
Salariés	991	77,1	14,4	52,9
Non-salariés	294	22,9	15,9	28,7

Source : Insee, RP2021 exploitation principale, géographie au 01/01/2024.

En 2021, 77 % des plus de 15 ans ayant un emploi sont salariés

POP T6 - Population de 15 ans ou plus par sexe, âge et catégorie socioprofessionnelle en 2021

Catégorie socioprofessionnelle	Hommes	Femmes	Part en % de la population âgée de		
			15 à 24 ans	25 à 54 ans	55 ans ou +
Ensemble	**1 315**	**1 361**	**100,0**	100,0	**100,0**
Agriculteurs exploitants	0	0	0,0	0,0	0,0
Artisans, commerçants, chefs d'entreprise	176	31	0,0	14,3	4,1
Cadres et professions intellectuelles supérieures	114	83	1,6	16,4	1,2
Professions intermédiaires	203	261	10,9	31,9	6,6
Employés	71	270	13,2	21,4	5,4
Ouvriers	196	10	14,2	8,6	5,4
Retraités	443	454	0,0	0,5	68,9
Autres personnes sans activité professionnelle	112	252	60,2	6,9	8,4

Source : Insee, RP2021 exploitation complémentaire, géographie au 01/01/2024.

En 2021, la population des 25-54 ans est majoritairement constitué (48.%) de cadres et de professions intermédiaires , 7 % de cette population est sans activité professionnelle

ACT T4 - Lieu de travail des actifs de 15 ans ou plus ayant un emploi qui résident dans la zone

Zone du lieu de travail	2010	%	2015	%	2021	%
Ensemble	**1 339**	**100**	**1 413**	**100**	**1 285**	**100**
Travaillent :						
dans la commune de résidence	266	19,9	298	21,1	231	18,0
dans une commune autre que la commune de résidence	1 073	80,1	1 115	78,9	1 054	82,0

Sources : Insee, RP2010, RP2015 et RP2021, exploitations principales, géographie au 01/01/2024.

En 2021,80% des actifs de plus de 15 ans avec emploi travaillent à l'extérieur de la commune

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DB2025_019-AU
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

Niveau de vie

Médiane du revenu isponible par unité de nsommation (euros) - 2016	Médiane du revenu disponible par unité de onsommation (euros) - 2021	ariation 2016-021 (en euros)	ariation 2016-2021 (en %)
24 592	26 460	1 868	7,6%

En 2021, le niveau de vie médian mensuel est de 2205 €, il a augmenté de 7.6% entre 2016 et 2021
En 2021 ,9% de la population vit sous le seuil de pauvreté

EVOLUTION DES PARTICIPATIONS FAMILIALES MOYENNES HORAIRE AU SEIN DE LA VOIE LACTEE

2018	2019	2020	2021	2022	2023
1,50	1,63	1,75	1,69	1,69	1,92

3.2-L'intégration de la structure à son environnement et le maillage avec l'offre de service de ses partenaires

La Voie Lactée est l'un des 6 EAJE(2 à Peymeinade, 1 à le Tignet, 1 à St Cézaire-sur-Siagne, 1 à St Vallier-de-Thiey , 1 à Seranon) du service petite enfance de la CAPG

La structure entretient à ce titre :

→ des liens permanents avec :
- la direction petite enfance, la direction des autres EAJE et l'ensemble de l'équipe pluridisciplinaire du service .
- le Relais Petite Enfance(RPE) de la CAPG situé à Spéracédes et itinérant :

lieu dédié à l'accueil du jeune enfant. Guichet unique de préinscription pour tous les EAJE CAPG, le relais s'adresse aux parents et aux professionnels de l'accueil individuel .C'est un lieu d'informations, de rencontres ,d'échanges et de professionnalisation.

→ des liens fonctionnels avec les services de la CAPG
- Techniques, Prévention Sécurité, RH, Finances ,Energie, Environnement, Culture, Jeunesse et sports, Egalité femmes-hommes, Emploi ….
-

→ des liens avec les services municipaux, équipements et infrastructures de la commune de Le Tignet

→ des liens avec les partenaires institutionnels ,financiers, associatifs :
- Direction départementale de l'enfance
- MSD (Maison des solidarités départementales)
- PMI (Protection Maternelle et Infantile) :En charge de l'agrément, du contrôle et de l'accompagnement des établissements : rencontres bi annuelles+ échanges réguliers sur les enfants accueillis tout au long de l'année
- CAMPS de Grasse(Centre d'Action Médico-Sociale Précoce) HARPEGES rencontres et échanges à la demande, notamment dans le cadre de l'accueil d'enfant à besoins spécifiques

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DB2025_019-AU
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

- PRH 06 (Pole Ressources Handicap)API-END
- CAF (caisse d'allocations familiales) des Alpes Maritimes
  La CAF est un des acteurs majeurs du développement et du fonctionnement des structures petite enfance. Elle fixe les montants des participations familiales, apporte son expertise et les cofinancements essentiels à l'investissement et au fonctionnement de l'établissement.
- le REAAP 06 : Réseau d'écoute, d'appui et d'accompagnement à la parentalité des Alpes Maritimes prend appui sur un réseau de parents, de bénévoles et de professionnels qui permettent la mise en place d'actions visant à conforter, à travers le dialogue et l'échange, les compétences des parents et la mise en valeur de leurs capacités. Les parents se rencontrent dans différents lieux (centres sociaux, écoles, crèches, ludothèques, salles municipales...) et autour d'activités (groupe de parole, conférence débat, activités parents enfants...), avec ou sans l'appui de professionnels du secteur (médiateurs familiaux, travailleurs sociaux) pour renforcer par le dialogue et l'échange leur capacité à exercer pleinement leur responsabilité parentale.

- Education nationale

Le tissage de liens locaux, avec l'école maternelle, favorise les transitions de l'enfant entre ses milieux de vie successifs et la continuité éducative

Contact avec la directrice de l'école maternelle de la commune tout au long de l'année (75 à 80% des enfants accueillis dans l'école de la commune).
Echange par mail ou par téléphone dès que le besoin se fait ressentir.
En fin d'année, l'école de la commune nous accueille une matinée afin que les enfants puissent passer un petit temps dans l'école.
Au programme :
- accueil dans la classe de la directrice (petite section) avec une histoire collective enfant de maternelle + de la crèche et des chansons
- temps d'activités commun pour tous les enfants avec propositions de plusieurs activités sur table, les plus grands déjà scolarisés accompagnent les plus petits de la crèche dans leurs activités
- temps d'activités motrices dans la salle de motricité (petits jeux et rondes chantés)
- visite de la cantine et des sanitaires, présentations des lieux pour les enfants.
- petit goûter partagé
- temps libre dans la cour

Notre médecin de crèche est en lien avec l'école, nous lui faisons retour sur les enfants en fin d'année avant l'entrée à l'école maternelle.

3.3-Les modalités de participation des familles à la vie de la structure

Nous accordons une grande importance à la place des parents dans la structure.

La direction est présente tous les jours et se rend disponible pour les familles. Nous invitons les parents qui en éprouvent le besoin à venir nous rencontrer au bureau, à nous contacter par mail ou téléphone.

Les temps de transmission avec les équipes sont des moments importants et beaucoup de familles se confient lors de ces temps-là.
La bonne communication instaurée entre l'équipe et la direction permet d'avoir un retour et si nécessaire d'adapter notre action et de mettre en place de nouvelles idées.

Une réunion a lieu courant juillet pour les nouvelles familles afin de nous présenter de leur exposer notre fonctionnement et surtout de les rassurer avant l'entrée prochaine de leurs tout-petits.
Nous nous montrons ouvert à l'échange et disponible dès cette première rencontre afin qu'un échange puisse s'instaurer.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DB2025_019-AU
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

Une seconde réunion a lieu en début d'année, encore une fois nous laissons la parole aux familles et créons un temps d'échange riche et constructif qui nous permet d'être sans cesse en réflexion et en réajustement.

Une boîte à idées est installée à l'entrée de la structure, les familles peuvent y déposer des petits mots ou des idées.

Globalement les parents sont satisfaits et un climat de confiance entre les familles, l'équipe et la direction est instauré.

3.3.1-Participation des familles à la vie de la structure

Objectif pédagogique	Descriptif de l'action	Impact attendu sur les enfants et/ou leurs familles	Fréquence	Modalités d'information et d'évaluation des actions mise en place
Créer du lien	Réunion d'accueil	Rassurer et informer les familles	1 x / an	Retour des familles
Temps d'accueil et d'échange	Réunion de rentrée	Présenter aux familles le fonctionnement et l'organisation de la structure	1 x / an	Retour des familles
Partage avec les familles	Fêtes de fin d'année (décembre et juillet)	Partager un moment convivial avec les familles	2 x / an (dec et juil)	Retour des familles
Temps de partage	Ateliers avec les parents	Ouverture de la structure aux familles et apport de leurs compétences	aléatoire	
Temps d'échange enfants/ Parents/ professionnels	Grande lessive	Démonstrations des ateliers réalisés par leurs enfants support de l'échange avec l'enfants et l'équipe	2 x / an	Echange des enfants avec leurs parents
Temps d'échange enfants/ Parents/ professionnels	Exposition des photos et activités des enfants	Démonstrations des ateliers réalisés par leurs enfants support de l'échange avec l'enfants et l'équipe	Chaque semaine	Echange des enfants avec leurs parents

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DB2025_019-AU
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

3.3.2-Actions de soutien à la parentalité proposées

Objectif pédagogique	Descriptif de l'action	Impact attendu sur les enfants et/ou leurs familles	Fréquence	Modalités d'information et d'évaluation des actions mise en place
Rencontre avec les nouvelles familles	Présentation de l'équipe et de la structure à l'ensemble des nouveaux parents	Rassurer et informer les familles avant l'été	1 fois par an	Retour des familles et période de familiarisation
Réunion de rentrée	Présenter aux familles l'équipe qui prendra en charge plus spécifiquement leur enfant et les projets à venir au cours de l'année	Informer, rassurer, repères, fil conducteur de l'année	1 fois par an	Retour des familles
Soirée de fin d'année	Echange avec les familles sur un temps moins formel	Instaurer un moment de convivialité, d'écoute et de respect mutuel	1 fois par an	

3.4-Les dispositions prises pour permettre à des familles rencontrant des situations particulières d'être accueillies dans la structure

3.4.1-Les modalités pour faciliter l'accueil des enfants des familles en situation d'insertion sociale ou professionnelle

Ces dernières années, la composition des familles a changé (diminution de la taille des ménages, augmentation des familles recomposées...) et leur situation professionnelle évolue(périodes de recherche d'emploi, emplois occasionnels, saisonniers ...).

Tous les enfants ont besoin d'être accueillis dans un environnement attentif qui prenne en compte leur singularité quelle que soit leur situation ou celle de leur famille : précarité, insertion, situation de handicap, difficultés sociales, éducatives....

L'établissement d'accueil s'adapte aux besoins des structures familiales en proposant des modalités d'accueil qui répondent au plus près à leurs besoins :

Le barème de priorisation des dossiers de préinscription ,les modalités d'attribution des places au sein des EAJE gérés par la CAPG et la tarification tiennent compte des besoins des populations les plus fragiles et favorisent la mixité sociale .

L'enjeu pour l'établissement est de faire coexister les différentes modalités d'accueil(régulier, occasionnel, urgence) pour :

- Contribuer à l'inclusion des familles et la socialisation précoce des enfants, notamment ceux en situation de pauvreté ou de précarité ;
- Favoriser la conciliation par les parents de jeunes enfants de leurs temps de vie familiale, professionnelle et sociale, notamment pour les personnes en recherche d'emploi et engagées dans un parcours d'insertion sociale et professionnelle et les familles monoparentales ;

Dans ce contexte, l'accueil occasionnel ou régulier à temps non complet sont des modes de prise en charge adaptés qui permettent aux familles de faire des démarches (recherche d'emploi, démarches administratives, médicales...) ou de consacrer du temps à des activités qui leur permettent de souffler un peu , ce qui permet parfois d'éviter le

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DB2025_019-AU
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

burn out parental, d'améliorer la relation parent-enfant et de préserver l'équilibre familial.

3.4.2-Les modalités d'accueil des enfants en situation de handicap ou atteints d'une maladie chronique

Signataire en septembre 2022 de la Charte départementale de l'accueil des enfants et des jeunes en situation de handicap , co signée par le Conseil départemental, la CAF et l'Education Nationale, la CAPG s'engage à appréhender la situation globale des familles ayant un enfant ou un jeune en situation de handicap, dans une logique de parcours de la naissance à l'âge adulte, notamment en accueillant leur enfant en situation de handicap au sein de ses EAJE .
En contrepartie les membres du Schéma Départemental des Services aux Familles (SDSF) s'engagent à mettre en œuvre des moyens permettant à la CAPG la mise en œuvre des dispositions de la charte :

- Accompagnement (formations, assistance et conseil) par le Pôle Ressources Handicap (PRH)soutenu par la CAF et l'Etat
- Animation d'un réseau des chargés de coopération accueil spécifique porté par la CAF
- Animation par la CAF du réseau d'écoute, d'appui et d' accompagnement des parents (REAAP)
- L'accueil d'un enfant porteur de handicap ou atteint de maladie chronique requiert une définition des besoins de l'enfant, une proposition d'accueil adapté, tenant compte des possibilités de l'établissement et un suivi régulier de cet accueil.

Le barème de priorisation des dossiers de préinscription et les modalités d'attribution des places au sein des EAJE gérés par la CAPG favorisent l'accueil des enfants nécessitant un accueil spécifique

Les enfants en situation de handicap ou atteints d'une maladie chronique sont accueillis dans l'établissement si leur état de santé est compatible avec une vie en collectivité :

- Le chargé de coopération petite enfance du service (référent petite enfance accueil inclusif) , interlocuteur privilégié de la famille, assure dès le rdv de préinscription, la coordination du projet et du suivi de l'accueil de l'enfant. Il fait le lien avec tous les partenaires et contribue à soutenir les équipes dans la mise en œuvre des projets d'accueil spécifiques.
- Le chargé d'accueil spécifique du service petite enfance, professionnel formé est référent de l'enfant et l'accompagne durant le temps d'accueil
- formalisation et individualisation du temps d'accueil (projet d'accueil spécifique individualisé (PASI))
- L'équipe pluridisciplinaire (médecin référent santé et accueil inclusif , coordinateur petite enfance accueil inclusif, puéricultrice , auxiliaires de puériculture...) veille à l'adaptation de l'accueil
- Adaptation des locaux et équipements (achat de mobilier/ matériel/équipement spécifiques) avec le soutien financier de la CAF des Alpes Maritimes au travers du Bonus « inclusion handicap »et du dispositif Fonds Public et Territoire(FPT)
- Temps de concertation avec les partenaires institutionnels; centres d'action médico-sociale précoce (CAMPS) ,centres médico-psychologique Infantile (CMPI) du territoire et tous les professionnels de soins en charge de l'enfant
- Accompagnement de l'enfant à sa sortie de l'établissement ; en accord avec la famille, la direction de l'établissement et le chargé de coopération accueil spécifique petite enfance accompagne la transition vers d'autres modes d'accueil par une rencontre avec l'équipe qui prendra le relais auprès de l'enfant (temps scolaire, périscolaire, extrascolaire ...)

La Voie Lactée accueille des enfants porteurs de handicap ou atteints d'une maladie chronique.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DB2025_019-AU
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

Lorsque l'inscription d'un enfant porteur de handicap est connue, il nous est important d'adopter une attitude professionnelle en s'appuyant sur le droit des personnes handicapées et la réelle prise en compte des spécificités que nécessite l'accueil et l'accompagnement de l'enfant.

Avoir une attitude d'écoute à l'égard des parents et apporter une réponse positive en leur signifiant que nous allons prendre le temps d'étudier la meilleure façon de répondre à leur demande. Il faut réfléchir avec les professionnels concernés, direction, personne référente sur le handicap, des possibilités effectives de l'accueil.

Ensuite il faut s'informer sur le handicap spécifique de l'enfant et surtout sur ses compétences, se mettre en relation avec le service spécialisé qui prend l'enfant en charge (Camsp...) avec l'accord des parents. Par la suite nous organisons une visite d'admission avec le médecin référent santé et accueil inclusif de la structure.

Enfin nous recevons les parents pour procéder à l'inscription de l'enfant ou pour discuter avec eux des solutions alternatives si l'admission est rendue impossible par la spécificité du handicap.

Un travail de partenariat entre les professionnels de la structure, les parents et les services de soins spécialisés ayant en charge l'enfant sera très important. Nous prendrons le temps de transmettre aux parents ce que l'enfant fait. La circulation maximum des informations concernant l'enfant entre les partenaires est un des garants de la réussite du projet d'accueil spécifique.

La structure d'accueil est l'interlocuteur du quotidien dans un milieu ordinaire. Parler de l'enfant, de lui-même, pas de son handicap, ses caractéristiques, ce qu'il aime et n'aime pas, ce qui l'intéresse et ce qui l'inquiète, ses habitudes, comme nous le faisons pour chaque enfant accueilli.

L'attention que nous accordons à définir précisément le mode d'accueil de l'enfant porteur de handicap permet de poser les bases de notre accompagnement. Une fois défini ce cadre spécifique, l'accueil et les soins quotidiens prodigués par les professionnels sont les mêmes pour tous : ils sont personnalisés à l'enfant. Les professionnels ont accès aux formations sur le handicap et l'accueil de l'enfant porteur de handicap. Une professionnelle est notamment formée et sera si besoin présente au moment de l'accueil de l'enfant porteur de handicap et maladie chronique, permettant un meilleur suivi.

Lorsqu'une situation de handicap ou maladie chronique se découvre au cours de l'accueil, il y a un travail d'accompagnement, de soutien et de guidage pour les familles qui se met en place au sein de la structure.

Nous favorisons les rencontres pluri disciplinaires avec le référent santé, la psychomotricienne et si besoin la psychologue tout en étant en lien avec notre référente sur le handicap. Celle-ci accompagne les équipes en lien avec les parents par rapport aux matériels adaptés et nécessaires à l'enfant...

Nous guidons les parents vers les services compétents si nécessaire avec l'aide du médecin et de la psychomotricienne (CAMPS, Plateforme de Coordination et d'Orientation...), permettant la mise en place du suivi de l'enfant à l'extérieur de la structure.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DB2025_019-AU
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

3.4.3-Les modalités d'accueil d'urgence

Une place d'accueil d'urgence est disponible sur la Voie Lactée ou au sein des EAJE situés sur Peymeinade .
Majoritairement sollicitée par les travailleurs sociaux ,elle répond à un besoin d'accueil non prévisible à caractère urgent et nécessitant une réactivité immédiate
L'appréciation de la situation d'urgence relève de la direction petite enfance, qui délivre l'autorisation d'admission de l'enfant sans convocation préalable de la commission d'admission.

L'accueil d'urgence répond notamment aux situations exceptionnelles suivantes :

- Rupture de l'équilibre familial (hospitalisation, décès, incarcération....)
- Urgence sociale
- Rupture du mode de garde habituel
- Retour à l'emploi ou entrée en formation dans un court délai sans mode de garde organisé

Il est également caractérisé par le fait que l'enfant n'a jamais fréquenté la structure.

Cet accueil propose une solution d'accueil temporaire, pour apaiser la situation, dépasser le moment de crise et rechercher un mode de garde durable adapté aux besoins.

Limité à deux mois, cet accueil est exceptionnellement reconductible une fois .

Si l'accueil doit se prolonger au-delà de l'accueil d'urgence, l'admission sera tributaire de la disponibilité des établissements et soumise à l'avis de la commission d'admission .

Nous essayerons d'obtenir le maximum de renseignements afin d'établir la meilleure prise en charge pour l'enfant et/ou sa famille.

3.5-Les activités de la structure afin de l'inscrire dans une démarche en faveur du développement durable

Objectif	Descriptif de l'action	Impact attendu	Modalités d'évaluation des actions mise en place
Recyclage des piles et batteries	Mise en place d'un container pour la récupération des piles et batteries usagées à l'intérieur du bâtiment	Trier les déchets	Ramassage 2 fois/an du container pour le tri
Tri sélectif du plastique	Tri quotidien du plastique dans un sac à cet usage puis mis en container sélectif sur la place du village	Trier les déchets	Ramassage par le service des poubelles 2 fois/semaine
Eviter l'utilisation des produits chimiques	Nettoyage de toutes les surfaces uniquement avec l'appareil à vapeur pour l'ensemble des mobiliers, sols, murs et jouets de	Limiter les produits chimiques, nettoyer sans polluer, respect de l'environnement et des usagers au quotidien	Désinfection à la vapeur quotidienne

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DB2025_019-AU
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

	la structure		
Eviter l'utilisation des produits chimiques	Utilisation maximale du vinaigre blanc	Limiter les produits chimiques	Utilisation pour la robinetterie, le linge et les inox.
Limiter les matériaux a usage unique	Utilisation de gants, serviettes et bavoirs lavables individuels pour les changes et la restauration	Réduire au maximum les matériaux à usage unique pour limiter les déchets	Favoriser le lavage en machine contre l'utilisation de produits à jeter
Livraison en liaison froide des repas et goûter limitation des déchets	Livraison en bacs gastro Bonne gestion des commandes et des stocks Livraison regroupée avec les écoles et centre aéré du haut pays grassois	Limiter nos déchets alimentaires, limiter et contrôler	Livraison quotidienne de tous les repas et goûter des écoles et centre aéré des communes voisines
Aération de la crèche au maximum	Aération et ventilation de chaque pièce au maximum au quotidien	Limiter le mauvais air ambiant, air sain et serein !	Planning d'aération au quotidien à remplir
Favoriser la vie en extérieur	Les enfants sont en extérieur le plus possible. Nous favorisons les repas, goûter et siestes dehors car nous sommes en milieu rural, entourés de nature.	Aérer le corps et l'esprit au quotidien	Passer la journée dehors !
Maîtriser et modérer la consommation d'énergie	Contrôle de la température des pièces : Mise en place de thermomètres dans l'ensemble des différentes pièces de la structure Réguler la température : thermostats sur chaque radiateur S'assurer de la maintenance Eteindre la lumière dès que possible Faire la chasse aux appareils en veille	Limiter la surchauffe et la prolifération des microbes dans un air trop chaud, contrôler notre consommation. Limiter la consommation électrique	Relevé quotidien des températures qui doivent être entre 19° et 21°
Maîtriser et modérer la consommation d'eau	Robinets à capteur de pression et infrarouge afin de limiter la quantité d'eau et sa température	Limiter notre consommation d'eau	Pas d'eau gaspillée
Limiter le bruit	Mise en place de piège à son	Diminution du bruit, confort auditif	Amélioration qualité sonore

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DB2025_019-AU
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

4. Projet d'accueil

4.1-Les prestations d'accueil et modalités d'organisation de la vie quotidienne

4.1.1-Les périodes d'ouverture

- Les jours et horaires d'ouverture : du lundi au vendredi de 7h30 à 18h30 afin de répondre aux besoins des familles.
- Fermetures de la structure : 1 semaine en février, 1 semaine en avril, 3 semaines en aout, 2 semaines en décembre et un pont sur l'année.
  A noter que sur les fermetures de février et aout un accueil relais est possible pour les familles qui se retrouvent en difficultés.

Depuis 2024, nous n'avons plus d'agrément modulable.

4.1.2-. Le déroulé de la période de familiarisation

Une référente de l'enfant est nommée et ne sera sa référente que pour la période de familiarisation.
Cette référence lui permettra d'être seul avec l'enfant et sa famille dans un coin de la section lors de cette période si importante et d'accorder toute son attention à l'accueil de cet enfant et de cette famille.

Dès la fin de la familiarisation l'équipe de la section prendra en charge l'ensemble des enfants en fonction déjà de leur horaire et pour que tous connaissent les enfants et que les enfants ne soient pas dans une référence exclusive.

Peu importe le nombre de jours de présence de l'enfant à la suite de la familiarisation, lors de cette période l'enfant est présent tous les jours pendant les 2 semaines (sauf en cas de difficultés de la part de la famille ou de l'établissement d'accueil).

Nous avons fait un travail important sur le temps de familiarisation qui a pour nous une importance primordiale dans l'accueil de l'enfant et de sa famille et qui va conditionner sa vie dans la structure d'accueil.

Lors de ce travail nous avons élaboré une trame de familiarisation que vous trouverez dans le tableau ci-dessous.

Nous incitons les parents à faire une familiarisation sur 2 semaines.

A tout moment, nous pouvons décider de modifier les horaires de présences en fonction des besoins de l'enfant et de sa famille.

Nous souhaitons que la famille soit présente sur une longue période afin de créer un lien, d'échanger avec les famille et de les rassurer sur l'accueil de leur enfant.

	Durée de présence de l'enfant	Objectif visé et modalités	Lieu (si nécessaire)	Personnes présentes
Jour 1	1h avec les parents	Présentation et remplissage du questionnaire « faisons les présentations » Agent entièrement disponible pour l'enfant et sa famille	Section d'accueil de l'enfant, dans un petit coin tranquille du service	
Jour 2	1h30 avec	Temps libre dans la section d'accueil	Section	Agents

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DB2025_019-AU
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

	les parents	de l'enfant, échange et observation de l'enfant (signe de fatigue, développement...) et de sa prise en charge par sa famille (portage, positionnement, endormissement...)	d'accueil de l'enfant	référent avec papa et maman
Jour 3	1h30 à 2h avec les parents	Les parents peuvent proposer un repas ou un biberon Si besoin les parents peuvent accompagner l'enfant à l'endormissement	Section d'accueil de l'enfant	Agent référent avec papa et maman (dans l'idéal) présence d'un parent au moins
Jour 4	2h avec les parents	La référente propose le repas en présence des parents et la sieste si besoin avec les parents pas loin !	Section d'accueil de l'enfant	Agent référent avec papa et maman (dans l'idéal) présence d'un parent au moins
Jour 5	1h de présence la première ½ heure avec les parents puis la deuxième enfant seul	Temps libre dans la section d'accueil de l'enfant Première petite séparation	Section d'accueil de l'enfant	Agent référent avec papa et maman (dans l'idéal) présence d'un parent au moins
Jour 6	1h30 de présence Temps d'accueil environ 15 min avec le parent puis l'enfant seul pendant 1h environ	Temps de séparation un peu plus long observer le comportement de l'enfant à cette séparation et son attitude dans la section	Section d'accueil de l'enfant	Agent référent avec papa et maman (dans l'idéal) présence d'un parent au moins ou d'une personne que connait bien l'enfant
Jour 7	3h de présence pour l'enfant incluant le repas	Temps de séparation un peu plus long observer le comportement de l'enfant à cette séparation et sur le temps du repas	Section d'accueil de l'enfant	Agent référent
Jour 8	Petite journée 10h-15h enfant seul	Adapter progressivement l'enfant à des temps de présence plus long sur la structure	Section d'accueil de l'enfant	Agent référent
Jour 9	Petite journée 9h-16h enfant seul	Adapter progressivement l'enfant à des temps de présence plus long sur la structure	Section d'accueil de l'enfant	Agent référent + ouverture aux autres membres de l'équipe
Jour 10	Journée correspond aux horaires de contrat de l'enfant	Mise en place du temps de présences en fonction des besoins des familles et adaptation de l'enfant à une journée type	Section d'accueil de l'enfant	Agent référent + ouverture aux autres membres de l'équipe

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DB2025_019-AU
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

4.1.3- Le déroulé d'une journée type

Journée type section des étincelles :

Activités	Lieu	Descriptif des modalités de mise en œuvre en lien avec les objectifs pédagogiques
Accueil des enfants et des parents	Dans la section de l'enfant	Temps d'échange et de transmission important pour la prise en charge de l'enfant en continuité avec ses besoins et son rythme de la journée Echange du cahier qui fait le va et vient entre la crèche et la maison Accueil du bébé des bras du parent aux bras du professionnel
Temps de motricité libres au sol	Sol, tapis ou parc afin de contenir l'enfant et de le rassurer si besoin	Développer la motricité de l'enfant, lui permettre de découvrir et d'expérimenter et de développer ses capacités motrices et de s'éveiller au monde qui l'entoure
Repas / Goûter	Coin repas	Repas donné tout au long de la journée en fonction des rythmes et des besoins du bébé
Temps de repos	Coin dodo intérieur ou extérieur dans lits à barreaux	Repos tout au long de la journée en fonction des besoins de l'enfant (endormissement aux bras ou dans le lit en fonction du bébé) Accompagnement du professionnel (bercement, caresse...)
Départ des enfants	Dans la section de l'enfant	Retour à la famille sur la journée de l'enfant Temps important d'échange sur les expériences et les moments de la journée de l'enfant Retour du cahier pour la maison
Lien avec les familles	Echange matin et soir lors des transmissions Echange téléphonique au cours de la journée Cahier de l'enfant quoi fait le lien et le va et vient entre la crèche et la maison	

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DB2025_019-AU
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

Journée type section des étoiles filantes :

Activités	Lieu	Descriptif des modalités de mise en œuvre en lien avec les objectifs pédagogiques
Accueil des enfants et des parents 7h30-9h30	Section de l'enfant ou espace extérieur	Temps de transmission Echange important avec les familles
Temps dédiés aux activités du matin (ateliers, activités libres ou guidées, éveil culturel...)	Différents espaces de la structure d'accueil (extérieur, couloir, coin repas, coin dodo...)	Proposition d'ateliers chaque jour (pâte à sel, pâte à modeler, peinture, transvasement, éveil musical...) Groupe d'enfants en temps libre pour ceux qui ne souhaitent pas participer aux ateliers proposées Participation d'intervenants culturels et artistiques
Repas	Coin repas	Repas collectif (sauf si un enfant dort à ce moment-là) enfant par petit groupe à table avec un adulte qui accompagne les enfants pour ce temps de repas
Déshabillage	Salle principale	Autonomie Accompagnement de l'enfant
Temps de repos	Coin dodo	Temps de repos après le repas accompagnement des enfants à l'endormissement Coucher échelonné en fonction des besoins de l'enfant et de son heure d'arrivée et réveils échelonnés Nous ne réveillons pas un enfant qui dort Pour les moyens temps de repos également le matin
Rhabillage	Salle principale	Autonomie Accompagnement de l'enfant
Goûter – collation	Coin repas	Gouter collectif (sauf si un enfant dort à ce moment-là) enfant par petit groupe à table avec un adulte qui accompagne les enfants pour ce temps de repas
Temps et espaces dédiés aux activités de l'après-midi	Section de l'enfant ou espace extérieur ou coin repas	
Départ des enfants de 16h00 à 18h30	Section ou espace extérieur	Temps de transmission important Echange avec les familles sur la journée de l'enfant
Lien avec les familles	Section de l'enfant	

A la voie lactée, nous ne proposons pas de sorties .
La seule sortie que ne faisons est la matinée à l'école maternelle mais nous sollicitons les parents afin qu'ils accompagnent leurs enfants et qu'ils viennent les chercher. Les enfants sont sous notre responsabilité uniquement dans l'enceinte de l'école.

4.1.4-L'accueil des enfants âgés de 4 à 6 ans dans le cadre d'un accueil périscolaire

A ce jour, nous n'avons aucun accueil d'enfant de 4 à 6 ans.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DB2025_019-AU
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

4.2-Compétences professionnelles mobilisées et organisation du personnel

4.2.1. Descriptif de l'équipe

Fonction	Qualification	Durée de travail hebdomadaire dans la fonction (en ETP)
Direction	Educatrice de Jeunes Enfants	37h50
Continuité/adjoint de direction et personnel para-médical	Infirmière Puéricultrice	30h
Personnel encadrant et éducatif	7 Auxiliaires de Puéricultures 6 Aide Auxiliaires (CAP AEPE) 1 EJE en apprentissage	37h50
	1 EJE de terrain	18h45
Intendance et logistique	1 agent technique (cuisine, linge et entretien)	37h50
Référent « Santé et Accueil inclusif »	Médecin généraliste	2h/mois
Animateur analyse de pratiques professionnelles	Psychologue	4h/mois
Psychomotricienne	Psychomotricienne	Selon les besoins

4.2.2. Organisation des temps de professionnalisation et actions menées en matière d'analyse des pratiques professionnelles et de formation (article R. 2324-37)

Des temps d'analyse des pratiques professionnelles sont proposés par la psychologue.
Il s'agit d'un temps d'échange pour les professionnelles dans l'objectif de les aider à la compréhension de certaines situations afin de leur permettre de prendre du recul.
Il s'agit d'un espace de parole où la mise en mots favorise le questionnement comme l'expression des différentes opinions et des ressentis dans un cadre sécurisant.
Ce temps est une invitation à la réflexion sur le sens des pratiques et les attitudes des professionnelles à partir d'observations conjointes (celles de l'équipe et de la psychologue).
L'objectif principal de ces temps d'échanges est donc d'aider les professionnelles à prendre de la distance et à analyser leurs difficultés afin que celles-ci interfèrent le moins possible dans leurs pratiques quotidiennes, pour assurer un accueil de qualité aux enfants.

Ces temps d'analyse des pratiques se déroulent en dehors de la présence des enfants.

Des revues spécialisées ainsi que des ouvrages sont à la disposition des professionnelles qui peuvent les emprunter au sein du siège de la CAPG de Saint Cézaire-sur-Siagne.

Le catalogue CNFPT est ouvert à l'ensemble des agents qui choisissent les formations qui les intéressent dans le large panel proposé.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DB2025_019-AU
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

4.2.3. Intégration des apprentis et suivi des stagiaires

Nous sommes sollicitées régulièrement par des organismes de formation pour que des étudiants puissent effectuer des stages en crèche, ou par les stagiaires eux-mêmes.

Nous accueillons régulièrement des stagiaires.
Nous souhaitons favoriser l'intégration des futur(e)s professionnel(le)s en essayant de leur transmettre un savoir et des compétences.
C'est aussi une manière de se questionner en équipe sans cesse sur nos pratiques, et de rester dans une logique d'évolution constante.

Nous sommes sollicitées régulièrement par des organismes de formation pour que des étudiants puissent effectuer des stages en crèche, ou par les stagiaires eux-mêmes.
Afin de réserver le meilleur accueil possible au stagiaire, dans la mesure du possible, nous le recevons avant le début du stage pour lui faire visiter la structure et connaître ses objectifs.
Avant son arrivée nous lui préparons un casier et une blouse.
Le premier jour nous préparons une affiche avec sa photo et sa formation afin de la présenter aux familles. Un livret d'accueil du stagiaire lui est remis.
Nous déterminons également son parcours de formation, qui peut évoluer tout au long du stage, en fonction de ses aptitudes. D'ailleurs, nous insistons sur le bénéfice et l'importance d'une évaluation à mi-stage. Le premier jour du stage, nous demandons au stagiaire de se présenter à chaque professionnelle.

Les stagiaires des différents corps de métier qui réalisent des stages de 1 à 6 semaines :

- CAP A.E.P.E.
- Auxiliaire de puériculture
- Educatrice de Jeunes enfants
- Infirmière puéricultrice
- Lycéen en 2nde, 1ère ou terminale se destinant à un métier médico-social
- Collégien de 3ème en stage d'observation en entreprise

Depuis le 1er octobre 2024 nous accueillons une apprentie Educatrice de Jeunes Enfants qui sera sur la structure pour une période de 3 ans le temps de son apprentissage
Elle est encadrée par la directrice de la structure, elle-même EJE.

4.2.4. Le recours à des intervenants extérieurs

Afin de compléter les propositions d'activités faites aux enfants fréquentant la structure, nous faisons appel à des intervenants extérieurs.

Fonction/Métier	Qualification ou diplôme	Objectif pédagogique de l'action	Descriptif de l'action	Fréquence de l'action
Psychomotricienne	Psychomotricienne	Développement psychomoteur de l'enfant et accompagnement	Proposition d'ateliers pour les enfants : accompagner l'enfant dans son développement global et travail sur différentes étapes	Interventions régulières de 1 à 4 fois par mois en fonction des besoins des enfants. Adaptée à chaque tranche d'âge et à chaque enfant selon ses besoins.
Intervenante musicale	Master en musicologie	Faire découvrir aux enfants la musique, le	Propositions d'un panel d'instruments	Interventions environ 1 à 2 fois par mois

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DB2025_019-AU
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

		chant et les instruments	accompagnée de manipulation. Chants et mise en mouvement du corps.	pour l'ensemble des enfants de la structure.
Intervenant lecture animée	Expérience dans le domaine de la lecture animée	Faire découvrir aux enfants de nouveaux albums Moment de plaisir et d'échange : développement du vocabulaire	Lecture avec le livre comme support. L'intervenant joue sur les voix et permet aux enfants une participation active.	Environ 2 à 3 fois par mois pour les enfants à partir de 15/18 mois.

Modalités de suivi du projet d'établissement

Le projet d'établissement est transmis au président du Conseil Départemental et la CAF après leur adoption définitive et après toute modification.

Le projet d'établissement est consultable sur le site internet et sur le portail famille de la CAPG

Le projet d'établissement est affiché à l'entrée de l'établissement ,accessible aux titulaires de l'autorité parentale ou représentants légaux des enfants accueillis.
Un exemplaire est tenu à leur disposition.
Un exemplaire du projet d'établissement est communiqué, à toute famille dont un enfant est inscrit. Cet exemplaire peut être transmis sous format numérique.

Le projet d'établissement doit être daté et actualisé aussi souvent que nécessaire et au moins une fois tous les cinq ans, avec la participation du personnel.

Les modifications l'impactant feront l'objet d'un avenant ou d'une mise à jour et devront impérativement être transmises pour vérification de la conformité à la législation en vigueur, par la responsable de la structure au Conseil départemental et à la Caisse d'Allocations Familiales pour signature.

Ce document est établi en triple exemplaires :
- → Un pour le Conseil départemental
- → Un pour la Caisse d'Allocations Familiales
- → Un à conserver par la structure

Le présent projet d'établissement annule et remplace le(s) précédent(s) projet(s) et prend effet, à compter du 1er avril 2025.

LE GESTIONNAIRE,

Date :
Cachet :

Le Président,

Jérôme VIAUD
Maire de Grasse
Vice-président du Conseil départemental
des Alpes-Maritimes

AR Prefecture

006-200039857-20250403-DB2025_019-AU
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

DOCUMENT VISE PAR LE CONSEIL DEPARTEMENTAL :

- DATE Le 20 mars 2025
- CACHET
- SERVICE SDPMI des Alpes maritimes / SAJEP
- NOM ET FONCTION DU SIGNATAIRE H.DESSAUVAGES, Référente Technique
- SIGNATURE

Référent Technique de la section des modes d'accueil du jeune enfant
Hélène DESSAUVAGES

DOCUMENT VISE PAR LA CAF :

- DATE 21 mars 2025
- CACHET
- SERVICE Pôle accompagnement des tarifications
- NOM ET FONCTION DU SIGNATAIRE Vanessa Gilles, chargée de conseil développement
- SIGNATURE

DOCUMENT VISE PAR LA CAPG

Marc FACCHINETTI
DGS
Date :
Signature

Silouane FAXEL
DGA
Date :
Signature

Agnès BEGARD
Directrice des services à la population
Date :
Signature

Corinne PAOLINO
Responsable service Petite Enfance
Date :
Signature

Celine VIZZARI
Directrice de la structure
Date :
Signature

Victoria MALBERTI
Directrice adjointe de la structure
Date :
Signature

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DB2025_019-AU
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

DÉPARTEMENT
DES ALPES-MARITIMES

ALLOCATIONS FAMILIALES
Caf
des Alpes-Maritimes

PROJET D'ETABLISSEMENT
Validité du 01/04/2025 au 31/03/2030

Etablissement d'Accueil du Jeune Enfant
L'ÉTOILE DES PIOUPIOUS
Chemin de la Vierge
06530 Saint-Cézaire-Sur-Siagne

Communauté d'Agglomération
du Pays de Grasse
57 avenue Pierre Sémard
06130 GRASSE

Pays de Grasse
communauté d'agglomération

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DB2025_019-AU
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

PRÉAMBULE

Les personnes physiques ou morales qui assurent l'accueil du jeune enfant ont, en outre, pour mission de :

- Veiller à la santé, la sécurité, au bien-être et au développement physique, psychique, affectif, cognitif et social des enfants qui leur sont confiés ;
- Contribuer à l'éducation des enfants accueillis dans le respect de l'autorité parentale ;
- Contribuer à l'inclusion des familles et la socialisation précoce des enfants, notamment ceux en situation de pauvreté ou de précarité ;
- Mettre en œuvre un accueil favorisant l'inclusion des familles et enfants présentant un handicap ou atteints de maladies chroniques ;
- Favoriser la conciliation par les parents de jeunes enfants de leurs temps de vie familiale, professionnelle et sociale, notamment pour les personnes en recherche d'emploi et engagées dans un parcours d'insertion sociale et professionnelle et les familles monoparentales ;
- Favoriser l'égalité entre les femmes et les hommes.

Ces principes sont issus de la charte nationale pour l'accueil du jeune enfant, prise par arrêté le 23 septembre 2021. Cette dernière devient opposable aux établissements d'accueil de jeunes enfants à compter de septembre 2022.
Le code de la santé publique prévoit en effet que les établissements et services d'accueil élaborent un projet d'établissement décrivant les modalités de fonctionnement qui en garantissent l'adhésion et qui comprend à minima les éléments suivants :

1-Un projet éducatif qui décrit les valeurs et engagements de l'équipe,
2-Un projet social qui décrit les caractéristiques de l'environnement sur lequel est implanté de la structure,
3-Un projet d'accueil qui décline les actions mises en œuvre pour répondre aux besoins des enfants, familles et équipe encadrante.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DB2025_019-AU
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

Sommaire

1 Présentation de l'établissement 1

1.1 Présentation de l'établissement ou du service d'accueil et du gestionnaire 1
1.1.1 Identification de la structure 1
1.1.2 Identification du gestionnaire : 1

1.2 Caractéristiques de l'établissement ou du service d'accueil et du gestionnaire 1
1.2.1 Type et catégorie d'établissement correspondante : 1
1.2.2 Nature de l'accueil : 1

2 Le projet éducatif 2

2.1 Le projet Educatif Petite Enfance de la CAPG (voir annexe) 2

2.2 Projet Educatif de l'étoile des Pioupious, les valeurs portées par l'équipe de la structure garantissent à l'enfant et sa famille un accueil de qualité 4
2.2.1 L'OBSERVATION 5
2.2.2 LES REPERES 6
2.2.3 LA SECURITE AFFECTIVE 8
2.2.4 LE DEVELOPPEMENT PSYCHOMOTEUR, AFFECTIF ET SOCIAL 9
2.2.5 LE LANGAGE 13
2.2.7 TRAVAIL D'ACCOMPAGNEMENT DE L'EQUIPE 14
2.2.8 CONCLUSION 15

3 Projet social et de développement durable 18

3.1 Les caractéristiques du territoire d'implantation de la structure 18
3.1.1 Les caractéristiques du lieu d'implantation de la structure 18
3.1.2 Les caractéristiques socio-démographiques et économiques de la population. 20

Évolution et structure de la population 20

Composition - Familles - Ménages 21

Logement 23

Population active, emploi et chômage au sens du recensement 23

Catégorie socio professionnelles 2021 24

3.2 L'intégration de la structure à son environnement et le maillage avec l'offre de service de ses partenaires 25

3.3 Les modalités de participation des familles 26
3.3.1 Participation des familles à la vie de la structure 27
3.3.2 Actions de soutien à la parentalité proposées 28

3.4 Les dispositions prises pour permettre à des familles rencontrant des situations particulières d'être accueillies dans la structure 29
3.4.1 Les modalités pour faciliter l'accueil des enfants de familles en situation d'insertion sociale ou professionnelle 29
3.4.2 Les modalités d'accueil des enfants en situation de handicap ou atteints d'une maladie chronique 30

3.5 Les modalités d'accueil d'urgence 32

3.6 Les activité de la structure afin de l'inscrire dans une démarche en faveur du développement durable 32

4 Projet d'accueil 34

4.1 Les prestations d'accueil et modalités d'organisation de la vie quotidienne 34
4.1.1 Les périodes d'ouverture 34
4.1.2 Le déroulé de la période d'adaptation 34
4.1.3 Le déroulé d'une journée type 35
4.1.4 L'accueil des enfants âgés de 4 à 6 ans dans le cadre d'un accueil périscolaire 36

4.2 Compétences professionnelles mobilisées et organisation du personnel 36
4.2.1 Descriptif de l'équipe 36
4.2.2 Organisation des temps de professionnalisation et actions menées en matière d'analyse des pratiques

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DB2025_019-AU
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

professionnelles et de formation (article R. 2324-37) 36
4.2.3 Intégration des apprentis et suivi des stagiaires 37
4.2.4 Le recours à des intervenants extérieurs 37
4.2.5 Pour les crèches familiales uniquement : Les modalités de formation et de suivi des assistants maternels 38
Modalités de suivi du projet d'établissement 39
DOCUMENT VISE PAR LA CAPG 40
ANNEXE 1 : La pyramide des besoins de l'enfant 41
ANNEXE 2 : La pyramide des besoins du professionnel 42

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DB2025_019-AU
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

1 PRESENTATION DE L'ETABLISSEMENT

1.1 Présentation de l'établissement ou du service d'accueil et du gestionnaire

1.1.1 Identification de la structure

- Nom de la structure : L'étoile des Pioupious
- SIRET : 200 039 857 000 12
- Statuts : crèche collective et familiale
- Adresse : chemin de la Vierge. 06530 Saint Cézaire sur Siagne
- Téléphone : 04 93 60 22 70
- Mail de l'établissement : sma.stcezaire@paysdegrasse.fr

1.1.2 Identification du gestionnaire :

- Nom de la structure gestionnaire : Communauté d'agglomération du Pays de Grasse
- SIREN : 200 039 857
- Statuts : Communauté d'Agglomération, collectivité territoriale publique
- Adresse : 57 Avenue pierre Semard. 06130 Grasse
- Téléphone : 04 97 05 22 00
- Mail : enfance@paysdegrasse.fr

1.2 Caractéristiques de l'établissement ou du service d'accueil et du gestionnaire

1.2.1 Type et catégorie d'établissement correspondante :

✓ Crèche collective	Jardin d'enfants	✓ Crèche familiale
Micro-Crèche : inférieur ou égal à 12 places ✓ Petite crèche : entre 13 et 24 places Crèche : entre 25 et 39 places Grande crèche : entre 40 et 59 places Très grande crèche : supérieur ou égal à 60 places	Petit Jardin d'enfants : inférieur ou égal à 24 places Jardin d'enfants : entre 25 et 59 places Grand jardin d'enfants : supérieur ou égal à 60 places	✓ Petite crèche familiale : inférieur à 30 places Crèche familiale : entre 30 et 59 places Grande crèche familiale : entre 60 et 89 places

1.2.2 Nature de l'accueil :

- ✓ Régulier
- ✓ Occasionnel

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DB2025_019-AU
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

- ✓ Urgence
  Parental
  Saisonnier ou ponctuels (dans la limite de 210 jours par an et 150 jours consécutifs)

2 LE PROJET EDUCATIF

2.1 Le projet Educatif Petite Enfance de la CAPG (voir annexe)

Le Projet Educatif Petite Enfance est le cadre de référence de l'action des professionnel(le) s du service petite enfance .

Il vise à fédérer les professionnels et les familles autour de valeurs et d'objectifs communs et à donner du sens et de la cohérence à l'action des équipes.

Il définit les orientations, les engagements et les objectifs visés pour assurer l'accueil de l'enfant et l'accompagnement des familles, dans le respect des principes éducatifs de la charte nationale d'accueil du jeune enfant et de la charte de la laïcité
Le projet poursuit trois finalités : des parents sereins , des enfants épanouis et des professionnels investis

Il se compose :
· **de valeurs socles** qu'il s'agit de porter, valoriser et réaliser au quotidien :
La diversité ,l'égalité et l'équité **/** le respect , la sécurité et la bientraitance**/**, la créativité, le plaisir et le bien-être, **/** la communication ,le faire et penser ensemble
Ces valeurs s'appliquent à l'accueil des enfants, mais aussi à celui des parents, comme au travail d'équipe. Elles sont d'égale importance et n'existent que par les liens qu'elles entretiennent les unes avec les autres.
· **d'orientations de travail** qui déclinent les valeurs socles et se traduisent en des postures et des pratiques professionnelles encouragées.

Le service Petite Enfance conçoit son projet éducatif comme un projet ouvert et évolutif autour des objectifs suivants :

L'accueil de l'enfant en crèche : l'enfant au centre de tous les projets qui le concerne

- un accueil de tous les enfants, une mission de service public

L'accueil de la diversité en crèche : une chance pour chacun et une richesse pour tous : mixité sociale, accueil des enfants en situation de handicap ,égalité entre les filles et les garçons, accueil à temps diversifié,

- un accueil chaleureux et personnalisé de chaque enfant : un accueil progressif et individualisé .Grâce à l'observation de son évolution et de ses besoins, les professionnelles sont capables d'adapter leur réponse à chaque enfant.
- une réponse aux besoins et potentialités de l'enfant : veiller à la santé, la sécurité et au bien-être de l'enfant dans tous les moments de la journée.

- Les soins : un temps de relations humaines et affectives (les soins corporels, le sommeil ,les repas ...)
- Le jeu, dehors et dedans : une activité essentielle au développement de l'enfant
- Les activités d'éveil, une ouverture de l'enfant à l'environnement, l'art et la culture

L'accueil et la place des parents au sein des crèches : la communication au cœur de l'accueil des parents

- L'accueil des parents en crèche : un accueil chaleureux et individualisé
- La relation parents-professionnel(le)s : une relation respectueuse, une alliance éducative, un accompagnement de la parentalité

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DB2025_019-AU
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

- La participation des parents à la vie de la crèche : penser et créer ensemble

L'accueil en crèche, un travail d'équipe

- Une équipe pluridisciplinaire de professionnel(le)s, une diversité de métiers et des compétences complémentaires au service d'un projet commun
- Une équipe bienveillante, confiante et solidaire rassemblée autour d'un projet
- La crèche :un lieu d'émotions et de réflexion individuelle et collective

Le Projet Educatif Petite Enfance ,référentiel invitant les professionnel(le)s à développer leur créativité pédagogique n'existe qu'à travers son appropriation et sa déclinaison particulière par chaque équipe.

Il appartient à chaque équipe de mettre en œuvre les valeurs et orientations de façon personnalisée dans son projet éducatif et pédagogique, selon sa spécificité et son environnement (localisation, capacité d'accueil, public accueilli, besoins des familles, configuration des locaux, qualifications de l'équipe ...) .

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DB2025_019-AU
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

2.2 Projet Educatif de l'étoile des Pioupious, les valeurs portées par l'équipe de la structure garantissent à l'enfant et sa famille un accueil de qualité

« l'étoile des pioupious »



AR Prefecture
006-200039857-20250403-DB2025_019-AU
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

INTRODUCTION

Le milieu de la petite enfance ne cesse d'évoluer. Le 20 Novembre 1989, la convention internationale des droits de l'enfant a été rédigée selon les fondamentaux de Janusz Korczak[1]. Il a été le premier à mettre en avant les droits de l'enfant : ***«la véritable autorité de l'adulte, celle qui aide l'enfant à grandir et le protège, consiste à autoriser et pas seulement à interdire, à l'opposé de toutes ces formes de pouvoirs acharnés à le soumettre du seul fait de la peur qu'inspire son énergie investigatrice et créatrice »***. Ce qui est pour nous la base de la réflexion de la motricité libre et de l'autonomie.
Nous travaillons sur la qualité de l'accueil proposée aux enfants et à leurs familles. C'est une volonté d'accueillir dans le respect des besoins des familles, en développant des modes d'accueil individuels, accessibles et de qualité. Notre mission est d'assurer, par le biais de l'équipe pluridisciplinaire, la mise en œuvre des projets éducatifs. Et ainsi animer, dans le cadre du contrat enfance jeunesse de la CAF, la politique d'accueil du jeune enfant.
La réflexion est un élément moteur pour continuer à nous interroger et à réajuster nos pratiques afin de toujours mettre au centre : **l'enfant.**
Chaque enfant est unique, encourager son autonomie et soutenir ses initiatives, écouter et mettre en mot ses émotions est essentiel dès le plus jeune âge pour qu'il découvre par lui-même, prenne confiance en lui et développe des capacités à son rythme.

Nous, professionnels de la petite enfance, avons une responsabilité très importante dans ce que nous apportons au quotidien à ces enfants. Nous avons le devoir de respecter ces enfants à travers tout ce qu'ils sont, afin de leur donner confiance en eux, mais aussi confiance en l'autre. Il est important de donner autant d'importance à la parole ou la peine d'un enfant quelle qu'en soit la raison. La base de notre travail est celle-ci envers les enfants, leur famille, mais aussi entre professionnels. Rien ne peut être travaillé, apporté si le respect n'est pas instauré. Cette évidence ayant été nommée, nous souhaitons aborder différents points essentiels dans notre projet éducatif qui sont les fondements de notre travail au quotidien.

2.2.1 L'OBSERVATION

Observer, c'est découvrir un enfant et le respecter, reconnaître ses intentions et le laisser libre de les mener à son rythme.
L'observation fera partie d'une future réflexion menée par l'équipe.



Apprendre à observer en équipe est une richesse. L'observation peut alors devenir l'une des principales clés de l'analyse des pratiques professionnelles.

Il est important de partager les observations, de les analyser afin de proposer des actions à court, moyen ou long terme pour chaque enfant. C'est le projet de vie à la crèche.
C'est donc bien à l'adulte de s'adapter aux besoins et aux compétences de chaque enfant et non l'inverse.
L'enfant doit pouvoir puiser dans l'adulte un regard bienveillant, un réconfort et l'assurance que ce qu'il a vit à de l'importance. Il se sent alors soutenu, encouragé et valorisé.
Le rôle des professionnels est d'instaurer des repères de personne, de lieux, de temps et de pratique.

[1] Janusz Korczak, 1878-1942, médecin pédiatre, écrivain et pédagogue

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DB2025_019-AU
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

2.2.2 LES REPERES



Comme le dit Christine Schuhl[2] *« Le repère est ce qui permet de se retrouver dans un environnement, dans une pratique professionnelle, dans une relation à l'autre. Les repères sont vitaux pour le petit enfant. Ils le rassurent et l'aident à se construire.*
Tous les plus petits détails qui composent sa vie en collectivité lui servent de repères.
Pour l'enfant chaque détail de son environnement, retrouvé chaque jour, forme les repères indispensables à la construction de son autonomie. A sa manière, l'enfant apprivoise l'environnement et le monde qui l'entoure. Chaque repère donne à l'enfant l'opportunité de maîtriser ce qui se passe autour de lui. Grâce à lui, il prend confiance et découvre ses propres possibilités.
Instaurer un repère signifie que l'on connaît le sens de celui-ci pour l'enfant.
Plus l'organisation et la proposition de soins à l'enfant sont réfléchies et structurées par l'adulte, plus cela permet à l'enfant d'avoir une structuration claire et définie de son monde intérieur et de sa sécurité interne.



Repères de personne et de pratiques

L'organisation de la structure et l'âge des enfants accueillis ne nécessite pas la mise en place de professionnels référents sur l'année. L'équipe au nombre de 5 personnes est bien connue de l'enfant et de sa famille. L'enfant a le choix d'investir l'adulte qu'il souhaite, et peut en changer quand il veut. L'essentiel est qu'un climat de confiance soit installé. Chaque professionnel respecte l'enfant dans son individualité et dans ses choix, en privilégiant une relation affective sécurisante et maîtrisée.
L'équipe est sensible aux besoins de repères et de suivi pour tous les enfants. Pour permettre à l'enfant d'être contenu, un travail en collaboration est effectué entre chaque professionnel tout au long de la journée.
Sur une journée, une continuité dans la prise en charge individuelle est assurée, notamment sur les temps de repas, soins corporels, déshabillage et change. Le même professionnel assure ces temps forts avec les mêmes enfants.
Dans une continuité de pratiques, les professionnels respectent dans la mesure du possible le même déroulé dans les temps de soins. Dès lors qu'il y a un changement dans le déroulé des pratiques, celles-ci doivent s'en informer respectivement. Le but étant que l'enfant ait des repères grâce au rythme identique qui lui est proposé et à la continuité des soins.

Des moyens de transmissions entres professionnels sont mis à leur disposition, comme le cahier où elles écrivent tout changement ou évolution de l'enfant et/ou déroulé d'un soin.
Il est évident que la pratique évolue en fonction des besoins, des compétences des enfants mais aussi en fonction des modalités d'accueil du groupe.
C'est dans le détail que l'enfant se sent reconnu. Pour cela, il faut des observations précises durant les différents temps de soins pour que chaque professionnel, connaisse les compétences de l'enfant dont elle s'occupe et le déroulé de son temps de soin propre à lui.
Ainsi, l'enfant peut appréhender le soin et il sait ce que l'adulte va faire à la suite de

[2] Christine Schuhl, EJE, formatrice petite enfance, conseillère pédagogique, les métiers de la petite enfance, septembre 2006.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DB2025_019-AU
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

chaque geste. Il peut ainsi développer un sentiment de confiance en lui et anticiper les gestes.

Regardé comme un être unique, à qui l'on propose des réponses adaptées, l'enfant va se sentir existé, reconnu et respecté pour ce qu'il est. Il pourra ainsi développer un sentiment de sécurité et de confiance qui lui permettra d'appréhender chaque nouvelle expérience sereinement[3]. L'enfant ne pourra s'épanouir et se récréer que si les paliers inférieurs ont été satisfaits.
J'accompagne progressivement l'équipe, lors de réunions, pour qu'elle puisse prendre du recul sur leurs pratiques. Le but est de toujours se centrer sur le bénéfice pour l'enfant, pour que ce soit l'adulte qui s'adapte à chaque enfant et non l'inverse.
L'action ne se limite donc pas à faire le soin au même endroit, mais aussi et surtout à procéder de la même façon.
Il est important que les moments clés d'une journée (accueil, repas, change, sommeil) se vivent toujours dans les mêmes espaces. Cela aidera l'enfant à les connaitre, à les repérer.



Repères de lieux

Dans le dortoir et la salle de vie, des étiquettes avec la photo et le prénom de l'enfant sont collées (sur les portes manteaux, les casiers, les pochettes à doudous) pour qu'il repère son espace dédié. Les enfants deviennent autonomes progressivement pour suspendre et prendre leurs vestes, leurs doudous et tétines.
Le couchage est propre à chaque enfant. Un plan du dortoir est affiché, afin qu'il soit toujours installé au même endroit. Ils dorment sur des lits couchettes qui facilitent leur autonomie pour se coucher et se lever.
L'installation des jeux a également son importance. Lors de l'accueil du matin, les professionnels veillent à proposer et installer les mêmes jeux pour accueillir les enfants. Ainsi, cela créé du lien pour les enfants qui arrivent tôt, ils peuvent y construire des repères. Les professionnels mettent à disposition des jeux dans des meubles bas de manière à ce que les enfants ne dépendent pas toujours de l'adulte pour faire leur expérience de jeux et puissent se servir librement.

Repères dans le temps



Durant les 3 premières années, l'enfant a une notion très vague du temps, ce n'est que vers 4-5 ans qu'il s'intéresse à la durée et à l'heure, et vers 6 ans à la notion de présent, passé et futur. Le jeune enfant comprend l'organisation à travers des repères physiologiques (repas, sommeil notamment) qu'il est nécessaire d'annoncer afin qu'il les intègre et y participe sereinement. Pour l'aider à anticiper ces temps, l'enfant est baigné dans des repères langagiers (annonce des temps suivant) et dans des rituels sur la journée. On explique à l'enfant ce qu'il va vivre (exemple : tu vas te laver les mains et après tu iras prendre ton repas).
La mise en mots et la répétition des actes du quotidien vont permettre à l'enfant de comprendre et de prévoir les évènements : il va donc pouvoir anticiper, renforçant ainsi son sentiment de sécurité interne.
Également dans la salle nous réfléchissons à mettre des affiches ou pictogrammes retraçant les différents moments de la journée, permettant à l'adulte d'utiliser ce support visuel pour accompagner l'enfant.
En repérant l'enchaînement régulier des différents moments de sa journée, l'enfant, démuni face à la gestion de l'imprévu, peut anticiper les évènements et ainsi les vivre plus en confiance. Cet outil permet également à l'adulte d'éviter de répéter plusieurs fois, et de rendre l'enfant plus autonome. Il peut se référer seul à l'image et anticiper les temps de sa journée.

---

[3] Annexe 1: la pyramide des besoins de l'enfant.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DB2025_019-AU
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

2.2.3 LA SECURITE AFFECTIVE



« Qu'elle soit affective, environnementale, technique ou en lien avec la santé, la sécurité est un facteur incontournable pour assurer le bien-être des enfants et des adultes dans une structure d'accueil. […]
La sécurité affective est des plus importantes, c'est elle qui permet à l'enfant de prendre le risque de grandir. Cette forme de sécurité s'exprime à travers des adultes attentionnés, encourageant et accompagnant chaque enfant dans la découverte de lui-même et du monde qui l'entoure.»[4]

C'est l'adulte qui aide l'enfant à décoder le monde qui l'entoure. Il nomme les émotions ressenties, de façon à ce que l'enfant apprenne à les repérer, les anticiper et les exprimer dans une communication verbale et non-verbale socialement acceptable.

La sécurité affective est la base de toute relation. En effet, un enfant a besoin de confiance, de respect, de régularité de la part de l'adulte. Pour permettre à un tout petit de grandir, il a besoin d'un environnement stable, fiable et prévisible comme assise indispensable à la sérénité physique et psychique. Le professionnel doit faire preuve de contenance physique et psychique.
En lien avec la notion de référence, à l'aide du recueil de données lors du 1er temps d'accueil, aux repères, à la sécurité physique, à l'attention portée à l'enfant, à la valorisation de ses compétences et au lien établi avec les parents, l'enfant peut se sentir sécure.



Les temps forts

Les temps forts sont des moments repérés par l'adulte et l'enfant, qui se reproduisent au fil de la journée et tout au long de l'accueil.
Ainsi, les temps forts et les temps privilégiés sont distingués. Ils concernent plus particulièrement le temps du change, du repas et de l'endormissement. C'est un temps qui est anticipé par l'enfant et le professionnel. S'engage alors une relation duelle entre eux. **Les temps privilégiés** concernent plutôt les activités diverses effectuées au cours de la journée ainsi que les ateliers.

L'objet transitionnel

Il permet à l'enfant de mieux gérer la séparation. En l'absence de son parent, l'objet transitionnel fortement investi de la présence de la mère/père, va lui garantir une certaine continuité psychique.
La définition de l'objet transitionnel est :



- Le lien entre l'enfant et sa mère/père, il sécurise l'enfant et ses parents.
- Un repère chargé de sens et de souvenirs.
- Une odeur.
- Un objet du champ de l'affect et de l'émotion.
- Personnel, symbolique et unique.
- Un support d'expression.
- Un objet familier de la maison. Il peut être très varié : tétine, tee-shirt, peluche, lange….
- Un support de jeu parfois.
- Il correspond à un besoin individuel.

A l'Etoile des Pioupious, chaque enfant peut avoir un objet transitionnel. Il est unique et

[4] Christine Schuhl, éducatrice de jeunes enfant et formatrice, les métiers de la petite enfance, novembre 2011.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DB2025_019-AU
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

reconnu comme tel par toute l'équipe, les enfants et les familles. C'est l'enfant lui-même qui lui donne sa valeur spécifique.
L'objet transitionnel est « un nid sensoriel », son toucher, son odeur, sa matière ont son importance ainsi que la façon dont l'enfant le touche. Il crée un « **espace intermédiaire** », une sorte **de passerelle entre la réalité intérieure de l'enfant et la réalité extérieure.**
Chaque professionnel respecte et donne une véritable place à chaque doudou. Il est toujours à disposition. Si un doudou est laissé au sol par l'enfant, la professionnel l'invite à le ranger dans sa pochette ou le poser à côté de lui. **Nous avons des pochettes individuelles,** repère supplémentaire pour savoir où ranger et retrouver le doudou quand l'enfant en ressent le besoin.
L'enfant, s'il en a besoin, peut l'**emmener partout dans la crèche, dedans comme dehors.** Une pochette à doudous/tétines a été récemment installée dehors. Les enfants peuvent les ranger lorsqu'ils sont prêts à s'en séparer pour jouer. Cela permet de l'avoir visuellement proche de lui et de le rassurer. Il s'agit du 1er objet possédé par l'enfant. Il constitue une « défense contre l'angoisse » et à ce titre, il a sa place partout. Cela lui permet de s'auto-rassurer tout seul : c'est le début de l'autonomie.
Il ne doit pas être une réponse isolée et unique à des pleurs d'enfant. Ce n'est pas la solution pour réduire au silence l'enfant et l'enfermer dans une plus grande solitude.
C'est en accompagnant l'enfant par le geste, la parole et en incluant le doudou, si besoin, que l'adulte trouve une attitude adaptée vis-à-vis de l'enfant. C'est une attitude qui se « réinvente » à chaque nouvelle situation.
Certains enfants ont un doudou, d'autres pas, les rituels de chacun sont à respecter. Le professionnel ne doit pas « craindre » un enfant qui n'a pas de doudou ou imposer à la famille un objet, mais seulement les conseiller en expliquant le sens.
C'est dans les moments de transition, un peu insécurisants pour l'enfant, que le doudou tient une plus grande place. Dès qu'il franchit une nouvelle étape de sa vie psycho affective, il entre dans une nouvelle réalité de vie, non maîtrisée... Il a alors besoin de quelque chose qui lui appartient, qu'il connaît et le rassure : son doudou.
Il ressource l'enfant, il se recentre dessus et « recharge les batteries ». Il est chargé d'odeurs familières. On ne le stock pas dans un bac ou un panier à doudous avec tous les autres.
Les professionnelles acceptent que le doudou soit sale. Il n'est pas lavé à la crèche (à moins d'un accident) mais à la maison. Les parents décident eux-mêmes de la fréquence de nettoyage. Nous acceptons qu'il soit un réceptacle de pulsions. Il peut être jeté, secoué, mordu.
L'enfant devra apprendre à le gérer tout seul : il sera invité à le poser progressivement pour jouer, pour manger ou encore parler.
Une fois que l'enfant se sent suffisamment sécure, il pourra découvrir, expérimenter son corps et explorer l'environnement qui lui est proche. Pour lui permettre cela, il faut que ses expérimentations et déplacements ne soient pas entravés, c'est ce que l'on appelle : **la motricité libre.**

2.2.4 LE DEVELOPPEMENT PSYCHOMOTEUR, AFFECTIF ET SOCIAL

La motricité libre

C'est permettre à l'enfant, à tout âge, de découvrir, d'essayer, d'expérimenter, d'exercer puis de garder ou d'abandonner toutes les formes de mouvements dont il a eu l'idée au cours de son activité autonome.
Emmi Pikler a mis en évidence que l'enfant arrive, de lui-même, à s'asseoir, à se mettre debout et à marcher, par ses propres moyens et à sa façon. L'adulte n'a pas besoin de lui apprendre. En **le laissant faire seul**, le professionnel va lui permettre de développer entre autre, son équilibre, son agilité. **L'enfant ne fera que ce qu'il se sent capable**

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DB2025_019-AU
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

de faire avec prudence et en toute confiance.
Afin d'offrir à l'enfant un **développement harmonieux** et autonome, il n'y a pas d'autres moyens pour l'équipe que de le laisser faire ses acquisitions par lui-même et à son rythme.

Pour cela, elle met en œuvre des conditions favorables : **elle doit connaître les différentes étapes du développement psychomoteur de l'enfant, veiller à l'aménagement de l'espace et réfléchir à ses pratiques professionnelles.**

La motricité libre à l'étoile des pioupious

La motricité libre est une valeur qui prend son sens dans tous les instants du quotidien. En effet, tout est pensé et réfléchi pour permettre à chaque enfant de s'épanouir et de se développer en toute liberté et autonomie. Tout comme la pratique des professionnels, les gestes et actes du quotidien sont réfléchis et adaptés individuellement pour chaque enfant.
La motricité est présente dans la salle de vie des enfants quel que soit leur âge. Comme le dit Anne-Marie Fontaine, à la suite de nombreuses recherches scientifiques : « *les enfants utilisent préférentiellement les jeux moteurs à d'autres matériels plus pédagogiques et ils sont les meilleurs supports pour favoriser les échanges positifs entre enfants[…] Il faut réfléchir à la fréquence et à la variété des propositions de jeux moteurs, se demander s'il ne sont pas trop cantonnés aux espaces extérieurs, ou à certains moments réduits passés dans une pièce spécialement équipée.*»



Les chaises ont laissé place aux tabourets. En effet, les chaises dotées d'un dossier, et parfois même d'accoudoirs, ne permettent pas à l'enfant de s'installer seul et l'entravent dans son autonomie (l'enfant dépend complétement de l'adulte). Nous avons à disposition différentes hauteurs de tabourets et de tables pour que l'enfant soit installé dans les meilleures conditions. Les pieds doivent toucher le sol, ce qui lui permet de trouver son équilibre. Les coudes et genoux doivent être pliés à 90°, dans l'alignement du corps, pour que l'enfant soit à bonne hauteur de son assiette.

La structure dispose de modules de motricité de différentes formes et de différentes hauteurs afin de proposer des expériences variées aux enfants, en fonction de leurs propres compétences, dans la salle de vie.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DB2025_019-AU
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

Il est important de réfléchir à la façon dont les enfants vont les exploiter, sans projeter d'angoisse d'adulte. Le professionnel encourage et valorise l'enfant afin de développer son sentiment de confiance en lui. *« Il est important de laisser l'enfant utiliser les structures de motricité quelles qu'elles soient, comme il l'entend. Un toboggan se monte aussi bien par les escaliers que par la rampe, et dans la majorité des cas c'est cette 2ème solution que l'enfant préfère. C'est donc qu'il peut apprendre plus de choses de cette manière-là tout comme ne pas hisser l'enfant en haut d'une structure s'il ne peut pas y monter lui-même, ne pas lui dire où aller et comment il faut faire. L'enfant doit pouvoir expérimenter de lui-même et louper certaines actions pour bien comprendre comment il faut faire. Ce qui est intéressant pour l'enfant c'est le chemin qu'il prend pour y parvenir. Ce sont aussi les efforts qu'il déploie qu'il convient de constater et de valoriser et non la réussite ou l'échec de ses actions »*[5].



La motricité libre et l'autonomie vont de pair, ces deux notions sont travaillées à la crèche. En effet, le temps du jeu doit permettre à l'enfant d'être dans la motricité libre. L'aménagement de l'espace de la salle de vie est réfléchi de façon à permettre à l'enfant d'être autonome dans son activité libre. Qui dit autonomie dit matériel adapté. C'est pourquoi les jeux doivent être à hauteur de l'enfant et dans des contenants de taille et de poids adaptés afin que l'enfant puisse prendre seul et accède seul au choix des activités.

Jeux et activités libres

L'enfant doit avoir accès de manière libre aux différents jeux et avoir la possibilité de choisir par lui-même le jeu qu'il souhaite, afin de développer sa spontanéité et son autonomie. Il est alors auteur de son développent psychomoteur, cognitif, psychique, social et relationnel. Le jeu ou l'activité doit être source de plaisir et de créativité propre à chaque enfant et à ses compétences. L'activité ne doit pas être considérée comme une production. L'adulte intervient le moins possible pendant un temps de jeu, il observe les interactions et réalisations entres enfants qui sont favorables à la création du lien social. L'adulte peut se positionner de différentes manières suivant l'activité et le besoin de l'enfant. Il peut intervenir et solliciter l'enfant directement en l'accompagnant de manière douce et bienveillante, ou simplement être présent dans la salle (plus ou moins loin mais toujours visible l'un de l'autre) pour soutenir par le regard et sa présence l'enfant. Le professionnel est alors **un phare pour l'enfant.**



Le professionnel souligne les progrès, réussite ou échec de l'enfant qui favorise l'estime et la confiance en soi. C'est grâce au regard de l'adulte bienveillant que l'enfant se sent considéré et soutenu dans ses accomplissements.

Activités proposées

Des activités sont proposées (sans être imposées) tous les matins aux enfants en petit groupe afin de leur faire découvrir de nouvelles expériences sensorielles, auditives, culturelles et motrices. Les enfants sont libres d'y participer ou pas.
Tout comme le temps des histoires et comptines qui sont également proposées quotidiennement aux enfants à différents moments de la journée. Des histoires et comptines sont lues et/ou chantées, les livres sont ensuite mis à la disposition des

[5] « Comment jouer avec les jeunes enfants », fiche pratique, Journal des professionnels de la petite enfance, 03-04 2015.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DB2025_019-AU
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

enfants pour les manipuler, regarder, commenter...

Aménagement de l'espace

La mise en place du mobilier, des espaces thématiques, des jeux est réfléchie de façon à ce que l'enfant est à disposition un environnement propice au développement autonome. Certains jeux sont en accès libres, d'autres donnés ponctuellement. Les jeux proposés sont en nombres suffisant et varié pour que chacun y ait accès sans créer de conflit. La notion de partage s'apprend au fur et à mesure en lien avec la gestion des émotions, la frustration. L'aménagement de l'espace est réfléchi en équipe et évolue tout au long de l'année en fonction du développement et des besoin des enfants. Différents espaces sont identifiés dans la salle de vie avec un espace « calme » où l'enfant peut se poser sur un tapis, un espace jeux d'imitation avec la cuisine et nurserie, un espace moteur installé ponctuellement, un espace repas où les tables servent pour les repas mais également pour les activités sur table.
Une salle de repos où les lits couchettes des enfants y sont installés au moment de la sieste et nous sert également de salle d'activité le matin.
Nous disposons aussi d'une cour équipée d'un toboggan, cabane et tunnel. Sont à disposition des draisiennes, vélos, porteurs, ballons, cerceaux, brouettes, sceaux, panier de basket et modules de motricité installés ponctuellement.

Vers l'autonomie...

Le repas : ils sont préparés en cuisine centrale et sont livrés en liaison froide à la cantine de l'école, puis apportés par le personnel de la cantine vers 11h prêts à être consommés. Vers 11h15 les enfants sont invités à s'installer à table où ils veulent, les places n'étant pas attribuées. En général ils sont 6 par table avec 1 professionnel. Le repas est un moment de plaisir, de découverte et d'échange. L'enfant peut avoir plaisir à manger seul, avec ses couverts ou avec les doigts. Certains ont besoin de toucher et préfèrent découvrir les textures avec leurs mains. Ils ont une fourchette et une cuillère à leur disposition et les guidons progressivement à les utiliser. Nous ne forçons pas un enfant à manger mais nous l'encourageons à goûter. Tous les aliments leurs sont servis en même temps de l'entrée au dessert avec le pain. A cet âge, l'enfant découvre les aliments, les textures, il a le choix de manger dans l'ordre qu'il veut. Le repas est un moment de découverte et de plaisir. A la fin du repas les enfants se nettoient le visage et les mains à l'aide d'un gant, aidé par l'adulte avant de retirer son bavoir et de les mettre dans le panier. Depuis cette rentrée les enfants boivent au verre afin de favoriser leur autonomie et cela fonctionne bien.
Le déshabillage/habillage : les enfants apprennent au fil de l'année à se déshabiller et s'habiller tout seul avec l'aide de l'adulte qui se positionne au sol face à lui pour faciliter l'autonomie. Les enfants possèdent une panière individuelle avec leur prénom et photo pour y ranger vêtements et chaussures.
Le change et les soins : Le change ou soin est un moment individualisé et privilégié dans une journée entre l'adulte et l'enfant. Ce sont ces moments rares où l'adulte est seul avec l'enfant. Lors de ces temps l'adulte va s'accorder à l'enfant, à son rythme, à son besoin, à son autonomie...
De la douceur des gestes, aux changements de position et gestes techniques, le change est un moment important où l'adulte instaure un climat de confiance et de partage avec l'enfant. Il entre en contact avec sa peau, sur des parties intimes, avec le dialogue et des gestes doux, l'adulte explique et accompagne l'enfant afin qu'il soit sécure.
Progressivement nous incitons l'enfant à participer au change, même en position allongée (en levant les fesses pieds posés, en se tournant sur le côté, en se relevant seul...). Puis pendant le change debout afin de les accompagner à la propreté. Là aussi, l'enfant peut participer, en retirant sa couche seul, la jeter à la poubelle, se nettoyer avec le gant et se sècher avec la serviette, sous le regard bienveillant de l'adulte. Le change debout favorise la prise de conscience de son corps et l'acquisition de la propreté, il est proposé à tous les enfants ayant acquis la marche.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DB2025_019-AU
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

2.2.5 LE LANGAGE

Dès la naissance, l'enfant développe son aptitude au langage, en portant une grande attention au monde qui l'entoure et grâce au soutien de l'adulte, la mère en premier lieu, qui, au quotidien, verbalise pour accompagner ses gestes. L'enfant franchit plusieurs étapes dans l'acquisition du langage : le babillage, la formulation des premiers mots, la combinaison des mots et l'apparition du « je ». Il faut y prêter une réelle attention afin de dépister précocement d'éventuels troubles. Le professionnel de la petite enfance joue un rôle important dans le soutien au développement du langage en maîtrisant ses propres paroles, en leur donnant du sens et en sécurisant l'enfant.

Le langage dans la structure : la verbalisation par l'adulte

Pour que l'enfant se sente en sécurité et bien soutenu, contenu, les gestes du professionnel doivent être enveloppants, entourants, doux, bienveillants. Lors des soins, le professionnel s'adresse à l'enfant en tenant compte de son corps et de son niveau de compétences pour le respecter dans son intégralité.
Un soin contenant est fait de gestes prévisibles et répétés, de verbalisation. L'adulte respecte des temps de pause afin de laisser l'enfant répondre à son rythme à ses invitations pour participer au soin. Ainsi porté, **enveloppé de paroles**, de gestes doux, de regards **bienveillants**, l'enfant va développer un sentiment de sécurité et d'apaisement. L'enfant va ainsi poser les bases de sa **sécurité affective**. Cela va lui permettre d'aller vers **l'autonomie** en toute sérénité.



Il est important, dans la mise en mots par l'adulte, de permettre à l'enfant d'identifier ce qu'il ressent et ce qu'il vit. C'est pourquoi, en cas de chute, de conflit, de difficultés face à la frustration, de chagrin, l'adulte met des mots sur ce qu'il vient de se passer. Cette verbalisation permet à l'enfant de décoder ses sentiments pour mieux les gérer.



Nous axons les interactions verbales sur de vraies rencontres. En effet, durant un soin, quand le professionnel s'adresse à l'enfant, il est attentif au langage corporel, non verbal. Pour que les interactions soient de qualité, l'adulte est attentif au geste, une mimique, un son émis par l'enfant. Ainsi, il met en mot son intention et parle de ce qu'il se passe dans l'instant.



L'indépendance : au-delà d'1 an.

2.2.6 L'AFFECT ET LES RELATIONS SOCIALES A L'ETOILE DES PIOUPIOUS

La familiarisation

L'ensemble de l'équipe est sensible et vigilant à l'accompagnement des familles lors de **la familiarisation** et propose un accueil progressif sur 15 jours. Le temps d'adaptation permet à la famille de tisser un lien de confiance dans ce nouvel environnement qu'est la crèche. Les liens créés durant cette période détermine la qualité de la relation avec les familles. La structure accueille les parents mais aussi les autres membres de la famille

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DB2025_019-AU
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

afin de répondre au mieux à leurs besoins en termes d'organisation. Le planning de familiarisation (joint dans le projet d'établissement) est modifiable selon les besoins de l'enfant mais aussi des parents. Cette période est très importante pour la suite. En ce sens, le parent est invité à passer du temps avec son enfant dans la structure. Il y a un temps d'échange sur les habitudes de vie de leur enfant, temps de repas, d'endormissement, le change... L'enfant est témoin du lien qui se créé entre le professionnel et son parent, dans ce climat sécurisant. Il peut alors être rassuré et petit à petit l'enfant restera de manière progressive seul à la crèche.
Il est normal que l'enfant réagisse à la séparation, par des pleurs, des cris, des signes corporels, c'est à l'adulte de lui expliquer, de mettre en mot ce qu'il ressent, pour qu'il mette en lien ses émotions et sa réaction. L'adulte sera contenant par la parole, rassurant et toujours disponible pour accompagner l'enfant à se sentir sécure.



Au quotidien

Le professionnel a pour mission, auprès de l'enfant, de mettre en mots ce qu'il fait et ce qu'il attend de lui. Ainsi, c'est parce qu'il sera en confiance qu'il pourra tester, faire de nouvelles expériences, tout d'abord avec l'adulte puis seul, en autonomie.
L'établissement de repères aide à la mise en sécurité de l'enfant. L'objectif est de faire évoluer son développement psychoaffectif. Sur ce point, il y a également une forte influence de l'environnement et du matériel à disposition pour intéresser l'enfant et l'amener vers les interactions sociales, avec l'adulte en premier lieu puis avec les autres enfants. C'est pourquoi, une réflexion est menée sur l'aménagement de l'espace. Ce cheminement a permis une prise de conscience de l'intérêt et de l'utilité d'avoir un aménagement adapté aux compétences des enfants ainsi que des jeux et jouets adaptés et à disposition.

Les intervenants culturels

Nous bénéficions de plusieurs intervenants extérieurs en lien avec la culture et l'éveil du jeune enfant. Actuellement, les enfants peuvent profiter de séances de d'éveil musical, contes, séances de motricité. Nous avons aussi l'occasion d'aller avec les enfants à la médiathèque que se situe à proximité de la crèche et de leur faire découvrir le goût du livre et de la lecture.

2.2.7 TRAVAIL D'ACCOMPAGNEMENT DE L'EQUIPE



Pour permettre un accompagnement de qualité des enfants, cela demande un accompagnement managérial en parallèle.

Objectifs :

L'objectif principal est de créer un climat propice à l'épanouissement professionnel[6] de l'équipe. Je souhaite rassurer les professionnels quant à leurs compétences et restituer leurs actions dans le cadre du projet éducatif.
Le but est que chaque professionnel se sente accompagné, porté et écouté pour pouvoir faire de même auprès de l'enfant.

[6] Annexe 2

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DB2025_019-AU
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

Moyens mis en œuvre :

Le travail en équipe nous permet d'aborder et d'approfondir nos valeurs. Cela consiste à aborder la théorie: analyse d'observations et collaboration avec d'autres professionnels pluri disciplinaire.
Le but est de rendre les agents acteurs, responsables et leur permettre de réfléchir à leur pratique au quotidien « Pourquoi je fais cela ? Pour qui je le fais ? quel sens cela a pour l'enfant ?... ». Il est important de prendre du recul sur sa pratique tout en sachant que celle-ci est évolutive.



Lors des réunions d'équipe, nous abordons différents sujets connus en amont afin de réfléchir et préparer ces temps : le quotidien de la crèche, les valeurs éducatives, l'aménagement de l'espace, les activités, les observations du développement de chaque enfant.... Nous devons également tenir compte des enjeux liés au service public ou aux attentes du service et de la CAPG. En effet, cela peut avoir une incidence directe sur l'organisation de l'accueil. Le fait de réunir l'équipe de la structure permet de créer une cohésion et de construire des valeurs communes.
Afin de compléter l'accompagnement collectif, un accompagnement individuel est également proposé à minima 2 fois par an. C'est un espace de parole donné à l'agent pour s'exprimer sur son quotidien, ses souhaits d'évolution de carrière, ses projets, ses difficultés, ses besoins de formations... C'est également le moment de reprendre les attentes de la direction et les mettre en lien avec les compétences de l'agent. En dehors de ces temps formels, je suis disponible et à l'écoute des professionnels pour les recevoir au besoin.
L'entretien professionnel annuel, s'inscrit dans la logique de ce suivi.
De plus, chaque auxiliaire ou faisant fonction, se voit proposer un temps individuel ou en équipe pour aborder, dans le détail, l'évolution des enfants lors des analyses de pratiques. Cela permet de parler de ses relations à l'enfant, à sa famille et de ce qui est proposé à cet enfant au quotidien. Cela permet également de le partager avec ses collègues. Ce temps sert à parler de ses ressentis afin de les extérioriser et de les dépasser.



2.2.8 CONCLUSION

Ce projet éducatif est le fruit d'un investissement de tous les membres de l'équipe. Nous avons une complémentarité et chacun à notre échelle une attention singulière.

Janusz Korczak a écrit dans son livre « Quand je redeviendrai petit » :
« Vous dites :
— C'est épuisant de s'occuper des enfants.
Vous avez raison.
Vous ajoutez :
— Parce que nous devons nous mettre à leur niveau. Nous baisser, nous pencher, nous courber, nous rapetisser.
Là, vous vous trompez. Ce n'est pas tant cela qui fatigue le plus, que le fait d'être obligé de nous élever jusqu'à la hauteur de leurs sentiments.
De nous élever, nous étirer, nous mettre sur la pointe des pieds, nous tendre. Pour ne pas les blesser. »[7]

[7] Citation de l'ouvrage : ***Quand je redeviendrai petit***, roman pour enfants de Korczak dédié aux droits de l'enfant.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DB2025_019-AU
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025



CHARTE NATIONALE POUR L'ACCUEIL DU JEUNE ENFANT

DIX GRANDS PRINCIPES
POUR GRANDIR EN TOUTE CONFIANCE

1 Pour grandir sereinement, j'ai besoin que l'on m'accueille quelle que soit ma situation ou celle de ma famille.

2 J'avance à mon propre rythme et je développe toutes mes facultés en même temps : pour moi, tout est langage, corps, jeu, expérience. J'ai besoin que l'on me parle, de temps et d'espace pour jouer librement et pour exercer mes multiples capacités.

3 Je suis sensible à mon entourage proche et au monde qui s'offre à moi. Je me sens bien accueilli.e quand ma famille est bien accueillie, car mes parents constituent mon point d'origine et mon port d'attache.

4 Pour me sentir bien et avoir confiance en moi, j'ai besoin de professionnel.le.s qui encouragent avec bienveillance mon désir d'apprendre, de me socialiser et de découvrir.

5 Je développe ma créativité et j'éveille mes sens grâce aux expériences artistiques et culturelles. Je m'ouvre au monde par la richesse des échanges interculturels.

6 Le contact réel avec la nature est essentiel à mon développement.

7 Fille ou garçon, j'ai besoin que l'on me valorise pour mes qualités personnelles, en dehors de tout stéréotype. Il en va de même pour les professionnel.le.s qui m'accompagnent. C'est aussi grâce à ces femmes et à ces hommes que je construis mon identité.

8 J'ai besoin d'évoluer dans un environnement beau, sain et propice à mon éveil.

9 Pour que je sois bien traité.e, il est nécessaire que les adultes qui m'entourent soient bien traités. Travailler auprès des tout-petits nécessite des temps pour réfléchir, se documenter et échanger entre collègues et avec d'autres intervenants.

10 J'ai besoin que les personnes qui prennent soin de moi soient bien formées et s'intéressent aux spécificités de mon très jeune âge et de ma situation d'enfant qui leur est confié par mon ou mes parents.

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

ALLOCATIONS FAMILIALES

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DB2025_019-AU
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

Charte de la laïcité de la branche Famille avec ses partenaires

PRÉAMBULE

La branche Famille et ses partenaires, considérant que l'ignorance de l'autre, les injustices sociales et économiques et le non-respect de la dignité de la personne sont le terreau des tensions et repli identitaires, s'engagent par la présente charte à respecter les principes de la laïcité tels qu'ils résultent de l'histoire et des lois de la République.

Au lendemain des guerres de religion, à la suite des Lumières et de la Révolution française, avec les lois scolaires de la fin du XIXe siècle, avec la loi du 9 décembre 1905 de « Séparation des Églises et de l'État », la laïcité garantit tout d'abord la liberté de conscience, dont les pratiques et manifestations sociales sont encadrées par l'ordre public. Elle vise à concilier liberté, égalité et fraternité en vue de la concorde entre les citoyens. Elle participe du principe d'universalité qui fonde aussi la Sécurité sociale et a acquis, avec le préambule de 1946, valeur constitutionnelle. L'article 1er de la Constitution de 4 octobre 1958 dispose d'ailleurs que « La France est une République indivisible, laïque, démocratique et sociale. Elle assure l'égalité devant la loi de tous les citoyens sans distinction d'origine, de race ou de religion. Elle respecte toutes les croyances ».

L'idéal de paix civile qu'elle poursuit ne sera réalisé qu'à la condition de s'en donner les ressources, humaines, juridiques et financières, tant pour les familles, qu'entre les générations, ou dans les institutions. À cet égard, la branche Famille et ses partenaires s'engagent à se doter des moyens nécessaires à une mise en œuvre bien comprise et attentionnée de la laïcité. Cela se fera avec et pour les familles et les personnes vivant sur le sol de la République quelles que soient leur origine, leur nationalité, leur croyance.

Depuis soixante-dix ans, la Sécurité Sociale incarne aussi ces valeurs d'universalité, de solidarité et d'égalité. La branche Famille et ses partenaires tiennent par la présente charte à réaffirmer le principe de laïcité en demeurant attentifs aux pratiques de terrain, en vue de promouvoir une laïcité bien comprise et bien attentionnée. Élaborée avec eux, cette charte s'adresse aux partenaires, mais tout autant aux allocataires qu'aux salariés de la branche Famille.

ARTICLE 1
LA LAÏCITÉ EST UNE RÉFÉRENCE COMMUNE

La laïcité est une référence commune à la branche Famille et ses partenaires. Il s'agit de promouvoir des liens familiaux et sociaux apaisés et de développer des relations de solidarité entre et au sein des générations.

ARTICLE 2
LA LAÏCITÉ EST LE SOCLE DE LA CITOYENNETÉ

La laïcité est le socle de la citoyenneté républicaine, qui promeut la cohésion sociale et la solidarité dans le respect du pluralisme des convictions et de la diversité des cultures. Elle a pour vocation l'intérêt général.

ARTICLE 3
LA LAÏCITÉ EST GARANTE DE LA LIBERTÉ DE CONSCIENCE

La laïcité a pour principe la liberté de conscience. Son exercice et sa manifestation sont libres dans le respect de l'ordre public établi par la loi.

ARTICLE 4
LA LAÏCITÉ CONTRIBUE À LA DIGNITÉ DE LA PERSONNE ET A L'ÉGALITÉ D'ACCÈS AUX DROITS

La laïcité contribue à la dignité des personnes, à l'égalité entre les femmes et les hommes, à l'accès aux droits et au traitement égal de toutes et de tous. Elle reconnait la liberté de croire et de ne pas croire. La laïcité implique le rejet de toute violence et de toute discrimination raciale, culturelle, sociale et religieuse.

ARTICLE 5
LA LAÏCITÉ GARANTIT LE LIBRE ARBITRE ET PROTÈGE DU PROSÉLYTISME

La laïcité offre à chacune et à chacun les conditions d'exercice de son libre arbitre et de la citoyenneté. Elle protège de toute forme de prosélytisme qui empêcherait chacune et chacun de faire ses propres choix.

ARTICLE 6
LA BRANCHE FAMILLE RESPECTE L'OBLIGATION DE NEUTRALITÉ DES SERVICES PUBLICS

La laïcité implique pour les collaborateurs et administrateurs de la branche Famille, en tant que participant à la gestion du service public, une stricte obligation de neutralité ainsi que d'impartialité. Les salariés ne doivent pas manifester leurs convictions philosophiques, politiques et religieuses. Nul salarié ne peut notamment se prévaloir de ses convictions pour refuser d'accomplir une tâche. Par ailleurs, nul usager ne peut être exclu de l'accès au service public en raison de ses convictions et de leur expression, dès lors qu'il ne perturbe pas le bon fonctionnement du service et respecte l'ordre public établi par la loi.

ARTICLE 7
LES PARTENAIRES DE LA BRANCHE FAMILLE SONT ACTEURS DE LA LAÏCITÉ

Les règles de vie et l'organisation des espaces et temps d'activités des partenaires sont respectueux du principe de laïcité en tant qu'il garantit la liberté de conscience. Ces règles peuvent être précisées dans le règlement intérieur. Pour les salariés et bénévoles, tout prosélytisme est prescrit et les restrictions au port de signes, ou tenues, manifestant une appartenance religieuse sont possibles si elles sont justifiées par la nature de la tâche à accomplir, et proportionnées au but recherché.

ARTICLE 8
AGIR POUR UNE LAÏCITÉ BIEN ATTENTIONNÉE

La laïcité s'apprend et se vit sur les territoires selon les réalités de terrain, par des attitudes et manières d'être les uns avec les autres. Ces attitudes partagées et à encourager sont : l'accueil, l'écoute, la bienveillance, le dialogue, le respect mutuel, la coopération et la considération. Ainsi, avec et pour les familles, la laïcité est le terreau d'une société plus juste et plus fraternelle, porteuse de sens pour les générations futures.

ARTICLE 9
AGIR POUR UNE LAÏCITÉ BIEN PARTAGÉE

La compréhension et l'appropriation de la laïcité sont permises par la mise en œuvre de temps d'information, de formations, la création d'outils et de lieux adaptés. Elle est prise en compte dans les relations entre la branche Famille et ses partenaires. La laïcité, en tant qu'elle garantit l'impartialité vis-à-vis des usagers et l'accueil de tous sans aucune discrimination, est prise en considération dans l'ensemble des relations de la branche Famille avec ses partenaires. Elle fait l'objet d'un suivi et d'un accompagnement conjoints.

Adoptée par le Conseil d'administration de la Cnaf le 1er septembre 2015.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DB2025_019-AU
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

3 PROJET SOCIAL ET DE DEVELOPPEMENT DURABLE

3.1 Les caractéristiques du territoire d'implantation de la structure

3.1.1 Les caractéristiques du lieu d'implantation de la structure

L'établissement d'accueil du jeune enfant l'étoile des Pioupious est implantée en milieu rural sur la commune de Saint Cézaire sur Siagne, au centre du village, à côté de l'école maternelle et élémentaire.

Localisée entre mer et montagne, au centre d'une région touristique,
(12 km de Grasse (sous-préfecture), 29 km de Cannes, 50 km de Nice et de son aéroport international) la commune de Saint-Vallier-de-Thiey est un bourg rural membre de la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse(23 communes) d'une superficie de 30 km².

Les communes limitrophes sont Saint-Vallier, Cabris, Spéracedes, Le Tignet.

Equipements présents sur la commune

- Etablissements d'enseignement :
  - groupe scolaire Maxime Coullet
- Professionnels et établissements de santé
  - Médecins généralistes, Dentistes, kinésithérapeutes, infirmières libérales, podologue
  - Pharmacie
- Equipements sportifs et culturels
  - Espace terre de Siagne avec la médiathèque Simone RAYBAUD, salle de danse, salle de spectacle, salles polyvalentes, salles multi-activités
  - Parc enfant
  - Amphithéâtre extérieur
  - Une salle d'exposition dans le village
  - Une salle des fêtes

- La Mairie
- Centre de secours
- Associations culturelles et sportives
  - Complexe sportif : stade de foot, terrains de tennis, terrain multi-sports, skate parc

Equipements présents sur le territoire intercommunal (CAPG) (liste non exhaustive)

- Relais petite enfance itinérant (haut et moyen Pays de la CAPG)et relais petite enfance (communes de Grasse, Mouans- Sartoux)
- Lieux d'accueil enfants parents (LAEP) (communes de Grasse, Mouans- Sartoux)
- Collèges (communes de Grasse, Mouans- Sartoux ,Pégomas, Peymeinade, Saint-Vallier-de-Thiey)
- Sous-préfecture ((commune de Grasse)
- Lycées d'enseignement général et technique (commune de Grasse)
- Maison des solidarités départementale (MSD) (commune de Grasse)

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DB2025_019-AU
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

- Maison des 1000 1ers jours (commune de Grasse)
- Centre de PMI (commune de Grasse)
- CPAM(commune de Grasse)
- CAF (commune de Grasse)
- Centre hospitalier (commune de Grasse)

Equipements sportifs et culturels sur le territoire (liste non exhaustive)

- Espace Culturel et Sportif (communes de la Grasse, Roquette-sur-Siagne, Valderoure ,Saint-Cézaire-sur – Siagne)
- Musée International de la Parfumerie (MIP) (commune de Grasse)
- Jardins du MIP (Commune de Mouans- Sartoux)
- Médiathèques(commune de Grasse, Mouans-Sartoux, Pégomas ,la Roquette sur Siagne, Saint-Cézaire-sur – Siagne)
- Ludothèque (communes de Grasse, Mouans- Sartoux)
- Conservatoire (commune de Grasse) et Ecole de musique (communes de Peymeinade, Mouans- Sartoux)
- Cinéma (communes de Grasse, Mouans- Sartoux)
- Théâtre (commune de Grasse)
- Centre culturel (commune de Mouans- Sartoux, Pégomas)
- Piscine (communes de Grasse, Peymeinade)
- Musée d'art et d'histoire de Provence(commune de Grasse)
- Equipements sportifs (tout le territoire)

Au-delà des équipements, le territoire communal et communautaire est très riche en associations culturelles et sportives

La petite enfance sur la commune

Données démographiques

Nom de la commune	0-3ans (2016)	0-3ans (2021)	Variation 2016-2021 (nb)	Variation 2016-2021 (%)
Saint-Cézaire-sur-Siagne	87	99	12	13,8%

L'offre d'accueil

- **L'accueil individuel :**

Au domicile d'un assistant (e)maternel(le) agrée

	2019		2020		2021		2022		2023		2024	
	Nbre ass mat	Nbre de places	Nbre ass mat	Nbre de places	Nbre ass mat	Nbre de places	Nbre ass mat	Nbre de places	Nbre ass mat	Nbre de places	Nbre ass mat	Nbre de places
ST CEZAIRE/SIAGNE	12	39	18	57	15	51	15	53	16	59	18	64

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DB2025_019-AU
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

Au sein d'une Maison d'assistant(e)s maternel(le)s

A Saint Cézaire : MAM GRAINES DE MALICE capacité 8 places
MAM LES P'TITES BULLES capacité 12 places

- **L'accueil collectif**

Au sein d'un multi accueil de la CAPG

structures	Capacités et âges
L'étoile des Pioupious : Saint Cézaire	12 places dès la marche acquise à 5 ans révolus en accueil collectif 3 places en accueil familial

→ soit un total de 87 places d'accueil du jeune enfant sur le territoire communal en 2024

3.1.2 Les caractéristiques socio-démographiques et économiques de la population.

Évolution et structure de la population

POP T1 - Population en historique depuis 1968

	1968(*)	1975(*)	1982	1990	1999	2010	2015	2021
Population	809	1 046	1 578	2 182	2 840	3 670	3 927	3 924
Densité moyenne (hab/km²)	26,9	34,8	52,6	72,7	94,6	122,3	130,8	130,7

(*) 1967 et 1974 pour les DOM
Les données proposées sont établies à périmètre géographique identique, dans la géographie en vigueur au 01/01/2024.
Sources : Insee, RP1967 à 1999 dénombrements, RP2010 au RP2021 exploitations principales.

La forte croissance démographique observée depuis 1975 atteint son maximum en 2015
Entre 2015 et 2021, la population a diminuée de 0.07%
La densité moyenne de population (hab/km²) est de 130.7 en 2021 (130.8 en 2015)

RFD G1 - Naissances et décès domiciliés

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Décès domiciliés	33	32	29	22	27	33	37	33	32	32
Naissances domiciliées	28	27	29	33	28	28	43	43	47	33

Source : Insee, statistiques de l'état civil en géographie au 01/01/2024.

Depuis 2017, le nombre de naissance est supérieur au nombre de décès.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DB2025_019-AU
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

POP T0 - Population par grandes tranches d'âges

Âge	2010	%	2015	%	2021	%
Ensemble	**3 670**	**100,0**	**3 927**	**100,0**	**3 924**	**100,0**
0 à 14 ans	740	20,2	709	18,0	627	16,0
15 à 29 ans	531	14,5	578	14,7	507	12,9
30 à 44 ans	740	20,2	713	18,2	626	15,9
45 à 59 ans	797	21,7	876	22,3	946	24,1
60 à 74 ans	561	15,3	714	18,2	878	22,4
75 ans ou plus	300	8,2	337	8,6	340	8,7

Sources : Insee, RP2010, RP2015 et RP2021, exploitations principales, géographie au 01/01/2024.

La classe d'âge des 25-49 ans qui correspond à celle pour laquelle la probabilité d'avoir des enfants est la plus forte diminue augmente légèrement 2010.
Les plus de 60 ans représentent plus de 1/3 de la population en 2021.

Composition - Familles - Ménages

Couples - Familles - Ménages en 2021

Commune de Saint-Cézaire-sur-Siagne (06118)

FAM T1 - Ménages selon leur composition

Type de ménages	Nombre de ménages						Population des ménages		
	2010	%	2015	%	2021	%	2010	2015	2021
Ensemble	**1 465**	**100,0**	**1 654**	**100,0**	**1 701**	**100,0**	**3 666**	**3 927**	**3 892**
Ménages d'une personne	**346**	**23,6**	**443**	**26,8**	**446**	**26,2**	**346**	**443**	**446**
Hommes seuls	134	9,2	183	11,1	182	10,7	134	183	182
Femmes seules	212	14,5	259	15,7	265	15,6	212	259	265
Autres ménages sans famille	**44**	**3,0**	**20**	**1,2**	**20**	**1,2**	**132**	**55**	**55**
Ménages avec famille(s) dont la famille principale est :	**1 075**	**73,3**	**1 191**	**72,0**	**1 235**	**72,6**	**3 188**	**3 429**	**3 391**
Un couple sans enfant	465	31,7	486	29,4	570	33,5	1 002	1 008	1 204
Un couple avec enfant(s)	504	34,4	540	32,6	476	28,0	1 939	2 023	1 742
Une famille monoparentale	105	7,2	165	10,0	188	11,0	246	399	445

Sources : Insee, RP2010, RP2015 et RP2021, exploitations complémentaires, géographie au 01/01/2024.

Le nombre de familles avec enfants a augmenté entre 2015 et 2021 (+1.94%)
En 2021, les ménages sans enfants représentent plus de 35.5 % des ménages (55.05% des couples).

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DB2025_019-AU
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

FAM T4 - Familles selon le nombre d'enfants âgés de moins de 25 ans

Nombre d'enfants	2010	%	2015	%	2021	%
Ensemble	**1 098**	**100,0**	**1 211**	**100,0**	**1 259**	**100,0**
Aucun enfant	530	48,2	541	44,7	651	51,7
1 enfant	250	22,7	308	25,4	327	26,0
2 enfants	240	21,8	299	24,7	227	18,0
3 enfants	64	5,8	58	4,8	49	3,9
4 enfants ou plus	16	1,4	5	0,4	5	0,4

Sources : Insee, RP2010, RP2015 et RP2021, exploitations complémentaires, géographie au 01/01/2024.

Les familles avec enfant représentent 48.3% des familles en 2021 (14.4% de + qu'en 2015)
La part des familles nombreuses (3 enfants et plus) est en diminution entre 2015 et 2021 (-17.3%).

FAM T3 - Composition des familles

Type de famille	2010	%	2015	%	2021	%
Ensemble	**1 098**	**100,0**	**1 211**	**100,0**	**1 259**	**100,0**
Couples avec enfant(s)	**508**	**46,3**	**540**	**44,6**	**491**	**39,0**
Familles monoparentales	**121**	**11,0**	**175**	**14,4**	**192**	**15,3**
Hommes seuls avec enfant(s)	36	3,3	50	4,1	56	4,4
Femmes seules avec enfant(s)	85	7,7	125	10,3	137	10,9
Couples sans enfant	**469**	**42,7**	**496**	**41,0**	**575**	**45,7**

Sources : Insee, RP2010, RP2015 et RP2021, exploitations complémentaires, géographie au 01/01/2024.

La part des familles monoparentales représente 15.3% des familles avec enfant en 2021
Le nombre de familles monoparentales a diminué entre 2015 et 2021 (6.7%).

FAM T3bis - Composition détaillée des familles composées de couples avec enfant(s)

Couples avec enfant(s)	2021	%
Ensemble	**491**	**100,0**
Famille traditionnelle	451	91,9
Famille recomposée	40	8,1

Sources : Insee, RP2021, exploitation complémentaire, géographie au 01/01/2024.

Les familles recomposées ne représente que 8.1% des familles.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DB2025_019-AU
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

Logement

LOG T1 - Évolution du nombre de logements par catégorie en historique depuis 1968

Catégorie de logement	1968(*)	1975(*)	1982	1990	1999	2010	2015	2021
Ensemble	**577**	**744**	**1 161**	**1 740**	**1 677**	**1 995**	**2 135**	**2 283**
Résidences principales	326	471	742	912	1 129	1 466	1 652	1 707
Résidences secondaires et logements occasionnels	208	225	307	561	455	409	357	399
Logements vacants	43	48	112	267	93	120	126	178

(*) 1967 et 1974 pour les DOM
Les données proposées sont établies à périmètre géographique identique, dans la géographie en vigueur au 01/01/2024.
Sources : Insee, RP1967 à 1999 dénombrements, RP2010 au RP2021 exploitations principales.

Le nombre de logements en constante progression (+8.84% entre 2015 et 2021) est constitué de 74.77% de a augmenté de 41.26% entre 2015 et 2021 et représente 7.79% du nombre de logements en 2021.

En 2021 77.8% des ménages sont propriétaires de leur logement.

Activité

Population active, emploi et chômage au sens du recensement

EMP T1 - Population de 15 à 64 ans par type d'activité

Type d'activité	2010	2015	2021
Ensemble	**2 328**	**2 465**	**2 386**
Actifs en %	**72,2**	**75,9**	**76,6**
Actifs ayant un emploi en %	65,0	68,4	69,0
Chômeurs en %	7,2	7,4	7,6
Inactifs en %	**27,8**	**24,1**	**23,4**
Élèves, étudiants et stagiaires non rémunérés en %	8,6	8,0	8,4
Retraités ou préretraités en %	10,2	8,7	7,9
Autres inactifs en %	9,0	7,4	7,2

Sources : Insee, RP2010, RP2015 et RP2021, exploitations principales, géographie au 01/01/2024.

En 2021 ,une grosse majorité (69%)de la population des 15-64 ans est composée d'actifs ayant un emploi.

Le taux de chômage a augmenté de 0.2 % entre 2015 et 2021.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DB2025_019-AU
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

Caractéristiques de l'emploi au sens du recensement en 2021

Commune de Saint-Cézaire-sur-Siagne (06118)

ACT T1 - Population de 15 ans ou plus ayant un emploi selon le statut en 2021

Statut d'emploi	Nombre	%	dont % temps partiel	dont % femmes
Ensemble	**1 687**	**100,0**	**16,9**	**48,5**
Salariés	1 302	77,2	16,6	50,5
Non-salariés	385	22,8	17,9	41,6

Source : Insee, RP2021 exploitation principale, géographie au 01/01/2024.

En 2021, 77.2 % des plus de 15 ans ayant un emploi sont salariés.

Catégorie socio professionnelles 2021

POP T6 - Population de 15 ans ou plus par sexe, âge et catégorie socioprofessionnelle en 2021

Catégorie socioprofessionnelle	Hommes	Femmes	Part en % de la population âgée de		
			15 à 24 ans	25 à 54 ans	55 ans ou +
Ensemble	**1 588**	**1 736**	**100,0**	**100,0**	**100,0**
Agriculteurs exploitants	5	5	0,0	0,7	0,0
Artisans, commerçants, chefs d'entreprise	182	56	0,0	10,3	6,3
Cadres et professions intellectuelles supérieures	176	135	0,0	18,7	3,6
Professions intermédiaires	195	266	7,1	24,6	6,2
Employés	136	336	10,6	22,5	7,9
Ouvriers	231	55	10,7	14,4	3,0
Retraités	499	516	0,0	0,7	65,4
Autres personnes sans activité professionnelle	165	366	71,6	8,1	7,6

Source : Insee, RP2021 exploitation complémentaire, géographie au 01/01/2024.

En 2021, la population des 25-54 ans est majoritairement constitué (43.3%) de cadres et de professions intermédiaires , 8% de cette population est sans activité professionnelle

ACT T4 - Lieu de travail des actifs de 15 ans ou plus ayant un emploi qui résident dans la zone

Zone du lieu de travail	2010	%	2015	%	2021	%
Ensemble	**1 534**	**100**	**1 704**	**100**	**1 687**	**100**
Travaillent :						
dans la commune de résidence	385	25,1	447	26,2	412	24,4
dans une commune autre que la commune de résidence	1 149	74,9	1 257	73,8	1 276	75,6

Sources : Insee, RP2010, RP2015 et RP2021, exploitations principales, géographie au 01/01/2024.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DB2025_019-AU
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

En 2021,75% des actifs de plus de 15 ans avec emploi travaillent à l'extérieur de la commune.

Niveau de vie

Nom des communes	Médiane du revenu disponible par unité de consommation (euros) - 2016	Médiane du revenu disponible par unité de consommation (euros) - 2021	Variation 2016-2021 (en euros)	Variation 2016-2021 (en %)
Saint-Cézaire-sur-Siagne	22 419	25 200	2 781	12,4%

En 2021, le niveau de vie médian mensuel est de 2100 €, il a augmenté de 12.41% entre 2016 et 2021
En 2018 ,10% de la population vit sous le seuil de pauvreté

EVOLUTION DES PARTICIPATIONS FAMILIALES MOYENNES HORAIRES au sein de l'EAJE L'Étoile des PIOUPIOUS

2018	2019	2020	2021	2022	2023
1,19	1,37	1,41	1,48	1,48	1,63

On note que la participation familiale a augmenté ces dernières années.

3.2 L'intégration de la structure à son environnement et le maillage avec l'offre de service de ses partenaires

L'Étoile des Pioupious est l'un des 6 EAJE(2 à Peymeinade, 1 à le Tignet, 1 à St Cézaire-sur-Siagne, 1 à St Vallier-de-Thiey , 1 à Seranon) du service petite enfance de la CAPG

La structure entretient à ce titre :

→ des liens permanents avec :
- la direction petite enfance, la direction des autres EAJE et l'ensemble de l'équipe pluridisciplinaire du service .
- le Relais Petite Enfance(RPE) de la CAPG situé à Spéracédes et itinérant :

lieu dédié à l'accueil du jeune enfant. Guichet unique de préinscription pour tous les EAJE CAPG, le relais s'adresse aux parents et aux professionnels de l'accueil individuel .C'est un lieu d'informations, de rencontres ,d'échanges et de professionnalisation.

→ des liens fonctionnels avec les services de la CAPG
- Techniques, Prévention Sécurité, RH, Finances ,Energie, Environnement, Culture, Jeunesse et sports, Egalité femmes-hommes, Emploi ...

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DB2025_019-AU
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

→ des liens avec les services municipaux, équipements et infrastructures de la commune de Saint Cézaire sur Siagne

- La mairie, les services techniques pour du prêt de matériel lors des fêtes ou de barrières lors de travaux
- la médiathèque mensuellement. La CAPG et la ville de Saint Cézaire sur Siagne ont signé une convention au profit de l'EAJE « L'étoile des pioupious » afin de promouvoir la lecture publique. Ainsi des livres adaptés aux 0-3 ans sont prêtés à l'EAJE avec un roulement tous les mois. Cela permet une grande diversité dans les lectures proposées aux enfants. Il y a également une intervenante de la médiathèque qui propose des temps lecture à la médiathèque (Kamishibaï, tapis de lecture), nous nous y rendons tous les deux mois.

→ des liens avec les partenaires institutionnels ,financiers, associatifs :

- Direction départementale de l'enfance
- MSD (Maison des solidarités départementales)
- PMI (Protection Maternelle et Infantile) :En charge de l'agrément, du contrôle et de l'accompagnement des établissements : rencontres bi annuelles+ échanges réguliers sur les enfants accueillis tout au long de l'année
- CAMPS de Grasse(Centre d'Action Médico-Sociale Précoce) HARPEGES rencontres et échanges à la demande, notamment dans le cadre de l'accueil d'enfant à besoins spécifiques
- PRH 06 (Pole Ressources Handicap)API-END
- CAF (caisse d'allocations familiales) des Alpes Maritimes
  La CAF est un des acteurs majeurs du développement et du fonctionnement des structures petite enfance. Elle fixe les montants des participations familiales, apporte son expertise et les cofinancements essentiels à l'investissement et au fonctionnement de l'établissement.
- le REAAP 06 : Réseau d'écoute, d'appui et d'accompagnement à la parentalité des Alpes Maritimes prend appui sur un réseau de parents, de bénévoles et de professionnels qui permettent la mise en place d'actions visant à conforter, à travers le dialogue et l'échange, les compétences des parents et la mise en valeur de leurs capacités. Les parents se rencontrent dans différents lieux (centres sociaux, écoles, crèches, ludothèques, salles municipales...) et autour d'activités (groupe de parole, conférence débat, activités parents enfants...), avec ou sans l'appui de professionnels du secteur (médiateurs familiaux, travailleurs sociaux) pour renforcer par le dialogue et l'échange leur capacité à exercer pleinement leur responsabilité parentale.

- Education nationale

Le tissage de liens locaux, avec l'école maternelle, favorise les transitions de l'enfant entre ses milieux de vie successifs et la continuité éducative
Un projet passerelle est en cours d'élaboration avec l'équipe enseignante.

3.3 Les modalités de participation des familles

Il y a une première rencontre lors de l'élaboration du dossier de l'enfant, afin de se connaitre, d'expliquer le fonctionnement de la structure, d'échanger sur les diverses questions des parents, d'établir le planning de familiarisation, et de visiter la structure.
Les familles sont invitées à partager des moments festifs, ou ateliers parents-enfants durant l'année avec leurs enfants et le personnel. Ces instants favorisent les échanges et des moments de partage. Les parents sont également invités à participer aux différentes sorties (médiathèque, manifestation contes, visite du village, récolte de marrons et de feuilles...). Nous organisons une réunion d'accueil pour les familles après la rentrée.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DB2025_019-AU
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

3.3.1 Participation des familles à la vie de la structure

Objectif pédagogique	Descriptif de l'action	Impact attendu sur les enfants et/ou leurs familles	Fréquence
Soutien à la parentalité	Rencontre quotidiennes avec les parents.	Mailler des liens avec la famille, créer un climat de confiance, rendre sécure la famille par conséquent leur enfant	Quotidienne, et dès lors que le parent en a besoin
Renforcer la relation parent/professionnel Et parent/enfant	Participation des familles aux sorties et ateliers parents-enfants	Rendre le parent partenaire. Investir le parent dans l'éveil de son enfant. Renforcer le lien famille/crèche	Plusieurs fois dans l'année
	Affichage des activités réalisées par les enfants	Rendre le parent témoin de l'éveil, acquisitions et découverte de leur enfant. Favoriser l'échange entre l'enfant et son parent.	Toute l'année, dès lors qu'une activité est terminée
	Panneau photos des enfants	L'enfant parle et montre à son parent ce qu'il fait et découvre. Favoriser la communication entre l'enfant et son parent	Les panneaux sont renouvelés tous les trimestres

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DB2025_019-AU
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

Participer à la semaine nationale de la petite enfance afin de développer les échanges et les partages avec les familles, sur un thème spécifique défini chaque année.	Semaine Printemps de la Petite Enfance : l'animer à partir d'activités en lien avec le thème proposé. Proposer des ateliers parent-enfant, accompagnés de professionnels.	Offrir un lieu d'échange entre parents et professionnels, autour d'un thème précis, et ce de façon ludique. Permettre aux parents de profiter d'un atelier avec leur enfant. Faire découvrir aux parents l'environnement quotidien de leur enfant. Initier les parents à des activités adaptées aux compétences de leur enfant, réalisables à la maison.	1 semaine par an

3.3.2 Actions de soutien à la parentalité proposées

Objectif pédagogique	**Descriptif de l'action**	**Impact attendu sur les enfants et/ou leurs familles**	**Fréquence**
Créer un lien de confiance avec les familles	Rendez-vous avec les parents à l'admission	Présenter la structure et l'équipe aux familles. Les rassurer Répondre à leurs questions	Annuel et au besoin
Proposer un temps de familiarisation confortable aux familles pour les rassurer.	Présence du parent pendant la familiarisation sur 1 semaine. Présence diminuée au fil des jours.	Rendre sécure le parent et par conséquent son enfant. Familiariser le parent avec la structure et le personnel. Rendre l'enfant témoin du lien qui se créé entre le professionnel et son parent.	Sur plusieurs jours à chaque nouvelle familiarisation.
Soutenir la parentalité	Rencontre avec les parents programmées ou quotidiennes lors des transmissions	Etre disponible pour l'enfant et sa famille. être à l'écoute des besoins de chaque	quotidien

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DB2025_019-AU
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

		famille. Favoriser les échanges avec les parents.	

3.4 Les dispositions prises pour permettre à des familles rencontrant des situations particulières d'être accueillies dans la structure

3.4.1 Les modalités pour faciliter l'accueil des enfants de familles en situation d'insertion sociale ou professionnelle

Ces dernières années, la composition des familles a changé (diminution de la taille des ménages, augmentation des familles recomposées...) et leur situation professionnelle évolue(périodes de recherche d'emploi, emplois occasionnels, saisonniers ...).

Tous les enfants ont besoin d'être accueillis dans un environnement attentif qui prenne en compte leur singularité quelle que soit leur situation ou celle de leur famille : précarité, insertion, situation de handicap, difficultés sociales, éducatives....

L'établissement d'accueil s'adapte aux besoins des structures familiales en proposant des modalités d'accueil qui répondent au plus près à leurs besoins :

Le barème de priorisation des dossiers de préinscription ,les modalités d'attribution des places au sein des EAJE gérés par la CAPG et la tarification tiennent compte des besoins des populations les plus fragiles et favorisent la mixité sociale .

L'enjeu pour l'établissement est de faire coexister les différentes modalités d'accueil(régulier, occasionnel, urgence) pour :

- Contribuer à l'inclusion des familles et la socialisation précoce des enfants, notamment ceux en situation de pauvreté ou de précarité ;
- Favoriser la conciliation par les parents de jeunes enfants de leurs temps de vie familiale, professionnelle et sociale, notamment pour les personnes en recherche d'emploi et engagées dans un parcours d'insertion sociale et professionnelle et les familles monoparentales ;

Dans ce contexte, l'accueil occasionnel ou régulier à temps non complet sont des modes de prise en charge adaptés qui permettent aux familles de faire des démarches (recherche d'emploi, démarches administratives, médicales...) ou de consacrer du temps à des activités qui leur permettent de souffler un peu , ce qui permet parfois d'éviter le burn out parental, d'améliorer la relation parent-enfant et de préserver l'équilibre familial.

A l'étoile des pioupious, nous pouvons accueillir des enfants sur des demi-journées en régulier, ou proposer un accueil occasionnel suivant le besoin de la famille et selon nos possibilités d'accueil.

L'accueil du jeune enfant est un élément central de la stratégie d'investissement social dans la petite enfance. C'est un enjeu à l'intersection de plusieurs politiques publiques.

L'EAJE permet non seulement aux parents de concilier vie professionnelle et familiale - favorisant ainsi l'insertion professionnelle et le maintien dans l'emploi, mais aussi l'égalité entre les femmes et les hommes.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DB2025_019-AU
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

L'accueil d'enfants de familles en situation de précarité sera moins souvent en temps plein, sera potentiellement irrégulier ou avec des besoins d'accueil en urgence, et sera souvent associé à des besoins en soutien à la parentalité différents que ceux des personnes qui ne rencontrent pas de difficultés sociales particulières. L'ensemble de ces facteurs fait que cet accueil relèvera d'une démarche volontaire et proactive des EAJE.

Pour tous les EAJE de la CAPG, une grille de scoring est mise en place. Ainsi, lors de la réception de la demande de pré-inscription, la grille de scoring permet de classer et prioriser les demandes en fonction de l'attribution de points. L'accès est ouvert à tous, même aux parents n'ayant pas de travail, dans une démarche de recherche d'emploi et/ou de réinsertion professionnelle ou sociale.

3.4.2 Les modalités d'accueil des enfants en situation de handicap ou atteints d'une maladie chronique

Signataire en septembre 2022 de la Charte départementale de l'accueil des enfants et des jeunes en situation de handicap , co signée par le Conseil départemental, la CAF et l'Education Nationale, la CAPG s'engage à appréhender la situation globale des familles ayant un enfant ou un jeune en situation de handicap, dans une logique de parcours de la naissance à l'âge adulte, notamment en accueillant leur enfant en situation de handicap au sein de ses EAJE .
En contrepartie les membres du Schéma Départemental des Services aux Familles (SDSF) s'engagent à mettre en œuvre des moyens permettant à la CAPG la mise en œuvre des dispositions de la charte :

- Accompagnement (formations, assistance et conseil) par le Pôle Ressources Handicap (PRH)soutenu par la CAF et l'Etat
- Animation d'un réseau des chargés de coopération accueil spécifique porté par la CAF
- Animation par la CAF du réseau d'écoute, d'appui et d' accompagnement des parents (REAAP)
- L'accueil d'un enfant porteur de handicap ou atteint de maladie chronique requiert une définition des besoins de l'enfant, une proposition d'accueil adapté, tenant compte des possibilités de l'établissement et un suivi régulier de cet accueil.

Le barème de priorisation des dossiers de préinscription et les modalités d'attribution des places au sein des EAJE gérés par la CAPG favorisent l'accueil des enfants nécessitant un accueil spécifique

Les enfants en situation de handicap ou atteints d'une maladie chronique sont accueillis dans l'établissement si leur état de santé est compatible avec une vie en collectivité :

- Le chargé de coopération petite enfance du service (référent petite enfance accueil inclusif) , interlocuteur privilégié de la famille, assure dès le rdv de préinscription, la coordination du projet et du suivi de l'accueil de l'enfant. Il fait le lien avec tous les partenaires et contribue à soutenir les équipes dans la mise en œuvre des projets d'accueil spécifiques.
- Le chargé d'accueil spécifique du service petite enfance, professionnel formé est référent de l'enfant et l'accompagne durant le temps d'accueil
- formalisation et individualisation du temps d'accueil (projet d'accueil spécifique individualisé (PASI))
- L'équipe pluridisciplinaire (médecin référent santé et accueil inclusif , coordinateur petite enfance accueil inclusif, psychomotricienne, puéricultrice , auxiliaires de puériculture...) veille à l'adaptation de l'accueil
- Adaptation des locaux et équipements (achat de mobilier/ matériel/équipement spécifiques) avec le soutien financier de la CAF des Alpes Maritimes au travers du

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DB2025_019-AU
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

Bonus « inclusion handicap »et du dispositif Fonds Public et Territoire(FPT)

- Temps de concertation avec les partenaires institutionnels; centres d'action médico-sociale précoce (CAMPS) ,centres médico-psychologique Infantile (CMPI) du territoire et tous les professionnels de soins en charge de l'enfant
- Accompagnement de l'enfant à sa sortie de l'établissement ; en accord avec la famille, la direction de l'établissement et le chargé de coopération accueil spécifique petite enfance accompagne la transition vers d'autres modes d'accueil par une rencontre avec l'équipe qui prendra le relais auprès de l'enfant (temps scolaire, périscolaire, extrascolaire ...)

La structure peut accueillir des enfants porteurs de handicap ou atteints d'une maladie chronique. Elle concourt à leur intégration sociale.

Dès lors que nous avons connaissance de l'inscription d'un enfant porteur de handicap ou a besoins spécifiques nous rencontrons la famille avec la responsable du RPE, la directrice de la crèche et/ou une infirmière.

Nous devons avoir une attitude d'écoute à l'égard des parents et apporter une réponse positive en leur signifiant que nous allons prendre le temps d'étudier la meilleure façon de répondre à leur demande. Il faut réfléchir avec les professionnels concernés, direction, personne référente sur le handicap, des possibilités effectives de l'accueil.

Ensuite il nous faut s'informer sur le handicap spécifique de l'enfant et surtout sur ses compétences, se mettre en relation avec le service spécialisé qui prend l'enfant en charge (Camsp, médecin, équipe para médicale...) avec l'accord des parents. Par la suite nous organisons une visite d'admission avec le médecin référent santé et accueil inclusif de la structure.

Il existe un vrai travail de partenariat entre les professionnels de la structure, les parents et les services de soins spécialisés ayant en charge l'enfant. Nous prenons le temps de transmettre aux parents ce que l'enfant fait. La circulation maximum des informations concernant l'enfant entre les partenaires est un des garants de la réussite du projet d'accueil spécifique.

L'attention que nous accordons à définir précisément le mode d'accueil de l'enfant porteur de handicap permet de poser les bases de notre accompagnement. Une fois défini ce cadre spécifique, l'accueil et les soins quotidiens prodigués par les professionnels sont les mêmes pour tous : ils sont personnalisés à l'enfant. Les professionnels ont accès aux formations sur le handicap et l'accueil de l'enfant porteur de handicap. Une professionnelle est notamment formée et est présente au moment de l'accueil de l'enfant porteur de handicap et maladie chronique, afin d'optimiser la prise en charge et le suivi.

Lorsqu'une situation de handicap ou maladie chronique se découvre au cours de l'accueil, il y a un travail d'accompagnement, de soutien et de guidage pour les familles qui se met en place au sein de la structure.

Nous favorisons les rencontres (physique ou en visio) pluri disciplinaires avec le référent santé, la psychomotricienne et si besoin la psychologue tout en étant en lien avec notre référente sur le handicap du service petite enfance. Celle-ci accompagne les équipes par rapport aux matériels adaptés et nécessaires à l'enfant...

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DB2025_019-AU
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

Nous guidons les parents vers les services compétents si nécessaire avec l'aide du médecin et de la psychomotricienne (CAMPS, Plateforme de Coordination et d'Orientation...), permettant la mise en place du suivi de l'enfant à l'extérieur de la structure.

3.5 Les modalités d'accueil d'urgence

Une place d'accueil d'urgence est disponible sur l'Étoile des Pioupious ou au sein des EAJE de la CAPG . Majoritairement sollicitée par les travailleurs sociaux ,elle répond à un besoin d'accueil non prévisible à caractère urgent et nécessitant une réactivité immédiate L'appréciation de la situation d'urgence relève de la direction petite enfance, qui délivre l'autorisation d'admission de l'enfant sans convocation préalable de la commission d'admission.

L'accueil d'urgence répond notamment aux situations exceptionnelles suivantes :
- Rupture de l'équilibre familial (hospitalisation, décès, incarcération....)
- Urgence sociale
- Rupture du mode de garde habituel
- Retour à l'emploi ou entrée en formation dans un court délai sans mode de garde organisé

Il est également caractérisé par le fait que l'enfant n'a jamais fréquenté la structure.
Cet accueil propose une solution d'accueil temporaire, pour apaiser la situation, dépasser le moment de crise et rechercher un mode de garde durable adapté aux besoins.
Limité à deux mois, cet accueil est exceptionnellement reconductible une fois .

Si l'accueil doit se prolonger au-delà de l'accueil d'urgence, l'admission sera tributaire de la disponibilité des établissements et soumise à l'avis de la commission d'admission.

Lors d'un accueil d'urgence, nous recevons la famille pour créer un lien de confiance, formaliser la situation, connaitre les besoins de l'enfant et proposons un temps de familiarisation. Le but étant que la famille et l'enfant accueilli en urgence se sente en confiance, rassuré et nous transmette les informations nécessaires afin de répondre au mieux aux besoins de celui-ci.

3.6 Les activité de la structure afin de l'inscrire dans une démarche en faveur du développement durable

Objectif	Descriptif de l'action	Impact attendu	Modalités d'évaluation des actions mise en place
Recyclage des piles et batteries	Mise en place d'un container pour la récupération des piles et batteries usagées à l'antenne de Saint Cézaire	Trier les déchets	Ramassage du tri par l'équipe
Limiter l'utilisation des	Utilisation de produits plus vertueux dans les marchés Eco labellisés	Limiter les produits chimiques, nettoyer sans polluer, respect de	

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DB2025_019-AU
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

produits chimiques		l'environnement et des usagers au quotidien	
Limiter l'utilisation des produits chimiques	Utilisation maximale du vinaigre blanc	Limiter les produits chimiques	Utilisation pour la robinetterie, et les inox.
Limiter les matériaux à usage unique	Utilisation de gants, serviettes et bavoirs lavables individuels pour les changes et la restauration	Réduire au maximum les matériaux à usage unique pour limiter les déchets	Favoriser le lavage en machine contre l'utilisation de produits à jeter
Livraison en liaison froide des repas et goûter limitation des déchets	Bonne gestion des commandes et des stocks Livraison regroupée avec l'école	Limiter nos déchets alimentaires, limiter et contrôler les livraisons.	Livraison quotidienne de tous les repas et goûter de l'école, crèche et centre de loisirs
Aération de la crèche au maximum	Aération et ventilation de chaque pièce au maximum au quotidien	Limiter le mauvais air ambiant, air sain et serein	aération au quotidien
Favoriser la vie en extérieur	Les enfants sont en extérieur le plus possible. Nous favorisons les repas, goûter dehors car nous sommes en milieu rural.	Aérer le corps et l'esprit au quotidien	Passer la journée dehors
Maîtriser et modérer la consommation d'énergie	Contrôle de la température des pièces Réguler la température : thermostats sur chaque climatiseur. S'assurer de la maintenance Eteindre la lumière dès que possible Faire la chasse aux appareils en veille	Limiter la sur chauffe et la prolifération des microbes dans un air trop chaud, contrôler notre consommation. Limiter la consommation électrique	
Maîtriser et modérer la consommation d'eau	Utilisation maitrisée de l'eau Vérifier que les robinets ne fuit pas	Limiter notre consommation d'eau	Pas d'eau gaspillée

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DB2025_019-AU
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

4 PROJET D'ACCUEIL

Les professionnelles participent à plusieurs temps de réunion analyses de pratiques avec une psychologue à hauteur de 6x2h/an pour les auxiliaires de puériculture, CAP et assistante maternelle. 3x2h pour la direction.

4.1 Les prestations d'accueil et modalités d'organisation de la vie quotidienne

4.1.1 Les périodes d'ouverture

- Les jours et horaires d'ouverture : du lundi au vendredi de 7h30 à 18h30 pour l'accueil collectif. Du lundi au vendredi de 07h30 à 17h30 pour l'accueil collectif.
- Agrément accueil familial : 2 temps plein + 1 temps partiel 3 jours.
- Agrément accueil collectif : 12 temps pleins.

4.1.2 Le déroulé de la période d'adaptation

	Durée de présence de l'enfant	modalités	Personne présente
Jour 1	1h	Recueil d'informations et des habitudes de vie de l'enfant	Le parent reste avec son enfant
Jour 2	1h	Présence du parents sur le temps de jeu	Le parent reste avec son enfant
Jour 3	2h	Avec le repas ou goûter	Le parent reste avec son enfant
Jour 4	1h	½ heure seul	Le parent reste 1/2h puis part
Jour 5	2h	1h seul	Le parent reste 1h
Jour 6	3h	Seul avec repas ou goûter	
Jour 7	5h	Seul avec repas et sieste	
Jour 8	6h	Seul avec repas, sieste et goûter	
Jour 9	petite journée 9h-16h		

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DB2025_019-AU
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

4.1.3 Le déroulé d'une journée type

Activités	Lieu	Descriptif des modalités de mise en œuvre en lien avec les objectifs pédagogiques
Accueil des enfants et des parents	Salle de vie ou jardin selon la saison	De 7h30 à 9h30, avec accès aux jeux libres
Temps dédiés aux activités du matin (ateliers, activités libres ou guidées, éveil culturel...)	Salle de vie, dortoir ou extérieur	De 9h30 à 10h30, activités manuelles (abaque, pâte à modeler, peinture, puzzle, sable magique), activités culinaires (pâtisserie, jus de fruits, fruits...), activités sensorielles (accessoires sensoriel, jeux d'eau), activités culturelles (intervenants extérieurs, contes, jeux de doigts, motricité, sortie à la médiathèque, sortie au parc, éveil musical...), activités sportive (gym ballon, parcours moteur, jeux dans la cour, ballons, pousseurs, draisiennes) 10h30-11h : rassemblement chansons/histoires, retour au calme
Repas	Salle de vie ou jardin	11h15-11h45 par table de 6 avec 1 professionnel par table. Service dans les assiettes compartimentées tout en même temps
Le change	Salle de bain	Déshabillage au sol en individuel. Change debout
Temps de repos	Dortoir 10 enfants, salle de vie 2 enfants	De 12h30 à 15h30 environ.
Goûter	Salle de vie ou jardin	15h45-16h
Temps et espaces dédiés aux activités de l'après-midi	Jardin et salle de vie	16h-18h30 jeux libres
Départ des enfants		16h-18h30 transmissions aux familles, support écrit.

Nous nous déplaçons à la médiathèque 1 fois par mois avec 4 enfants et 2 professionnels. Une fiche projet est établie pour chaque sortie pédagogique. Les enfants participent à différentes sorties dans l'année suivant les projets pédagogiques proposés par l'équipe (récolte de marrons, feuilles, manifestations contes, visite du village, visite de la caserne des pompiers, visite de la ferme pédagogique...).

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DB2025_019-AU
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

4.1.4 L'accueil des enfants âgés de 4 à 6 ans dans le cadre d'un accueil périscolaire

L'EAJE « L'étoile des Pioupioius » n'accueille pas d'enfant en péri scolaire.

4.2 Compétences professionnelles mobilisées et organisation du personnel

4.2.1 Descriptif de l'équipe

Fonction	Qualification	Durée de travail hebdomadaire dans la fonction (en ETP)
Direction	Infirmière puéricultrice	TP 80%
Personnel encadrant	1 CAP 1 AP 1 AP 1 AP 1 AP volante	37h50 TP 80% Complément TP 50% 37h50 Au besoin
Référent « Santé et Accueil inclusif »	Médecin	3h tous les 2 mois
Professionnel de santé para médical	Psychomotricien	Selon les besoins de la structure
Professionnel éducatif	Educateur de jeune enfant	50%
Animateur analyse de pratiques professionnelles	psychologue	2h tous les 2 mois soit 12h/an pour les non encadrants. 2h tous les 4 mois soit 6h/an pour les encadrants

4.2.2 Organisation des temps de professionnalisation et actions menées en matière d'analyse des pratiques professionnelles et de formation (article R. 2324-37)

Les professionnels ont accès à la formation continue toute l'année via des formations CNFPT ou des formations en interne, à une documentation spécialisée Petite enfance (livres, magazine EJE et Les métiers de la petite enfance). Elles bénéficient d'une journée et demi pédagogique dans l'année, et de plusieurs temps de réunions pour échanger sur les pratiques et sur le projet éducatif de l'établissement.

Des temps d'analyse des pratiques professionnelles sont proposés par la psychologue. Il s'agit d'un temps d'échange pour les professionnels dans l'objectif de les aider à la compréhension de certaines situations afin de leur permettre de prendre du recul. Il s'agit d'un espace de parole où la mise en mots favorise le questionnement comme l'expression des différentes opinions et des ressentis dans un cadre sécurisant. Ce temps est une invitation à la réflexion sur le sens des pratiques et les attitudes des professionnels à partir d'observations conjointes (celles de l'équipe et de la psychologue). L'objectif principal de ces temps d'échanges est donc d'aider les professionnels à prendre de la distance et à analyser leurs difficultés afin que celles-ci interfèrent le moins possible dans leurs pratiques

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DB2025_019-AU
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

quotidiennes, pour assurer un accueil de qualité aux enfants. Ces temps d'analyse des pratiques se déroulent en dehors de la présence des enfants.

4.2.3 Intégration des apprentis et suivi des stagiaires

Nous accueillons régulièrement des stagiaires. Nous souhaitons favoriser l'intégration des futurs professionnels en essayant de leur transmettre un savoir et des compétences. C'est aussi une manière de se questionner en équipe sans cesse sur nos pratiques, et de rester dans une logique d'évolution constante.

Nous sommes sollicitées régulièrement par des organismes de formation pour que des étudiants puissent effectuer des stages en crèche, ou par les stagiaires eux-mêmes.
Afin de réserver le meilleur accueil possible au stagiaire, dans la mesure du possible, nous le recevons avant le début du stage pour lui faire visiter la structure et connaître ses objectifs.
Le premier jour nous préparons une affiche avec sa photo et sa formation afin de la présenter aux familles. Un livret d'accueil du stagiaire lui est remis.
Nous déterminons également son parcours de formation, qui peut évoluer tout au long du stage, en fonction de ses aptitudes. D'ailleurs, nous insistons sur le bénéfice et l'importance d'une évaluation à mi-stage. Le premier jour du stage, nous demandons au stagiaire de se présenter à chaque professionnelle.

Les stagiaires des différents corps de métier qui réalisent des stages de 1 à 6 semaines :

- CAP A.E.P.E.
- Auxiliaire de puériculture
- Educatrice de Jeunes enfants
- Infirmière puéricultrice
- Lycéen en 2nde, 1ère ou terminale se destinant à un métier médico-social
- Collégien de 3ème en stage d'observation en entreprise

4.2.4 Le recours à des intervenants extérieurs

Nous avons des intervenants extérieurs qui viennent dans la structure par cycle de 2 mois. Les intervenants viennent en fonction de notre budget, 1 fois par semaine ou une fois par quinzaine.

Fonction/Métier	Qualification ou diplôme	Objectif pédagogique de l'action	Descriptif de l'action	Fréquence de l'action
Psychomotricien	Psychomotricien	Développement psychomoteur de l'enfant et accompagnement	Proposition d'ateliers pour les enfants : accompagner l'enfant dans son développement global et travail sur différentes étapes	Interventions régulières de 1 à 4 fois par mois en fonction des besoins des enfants.
Intervenante musicale	Master en musicologie	Faire découvrir aux enfants la musique, le chant	Propositions d'un panel d'instruments	Interventions environ 1 à 2 fois par mois

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DB2025_019-AU
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

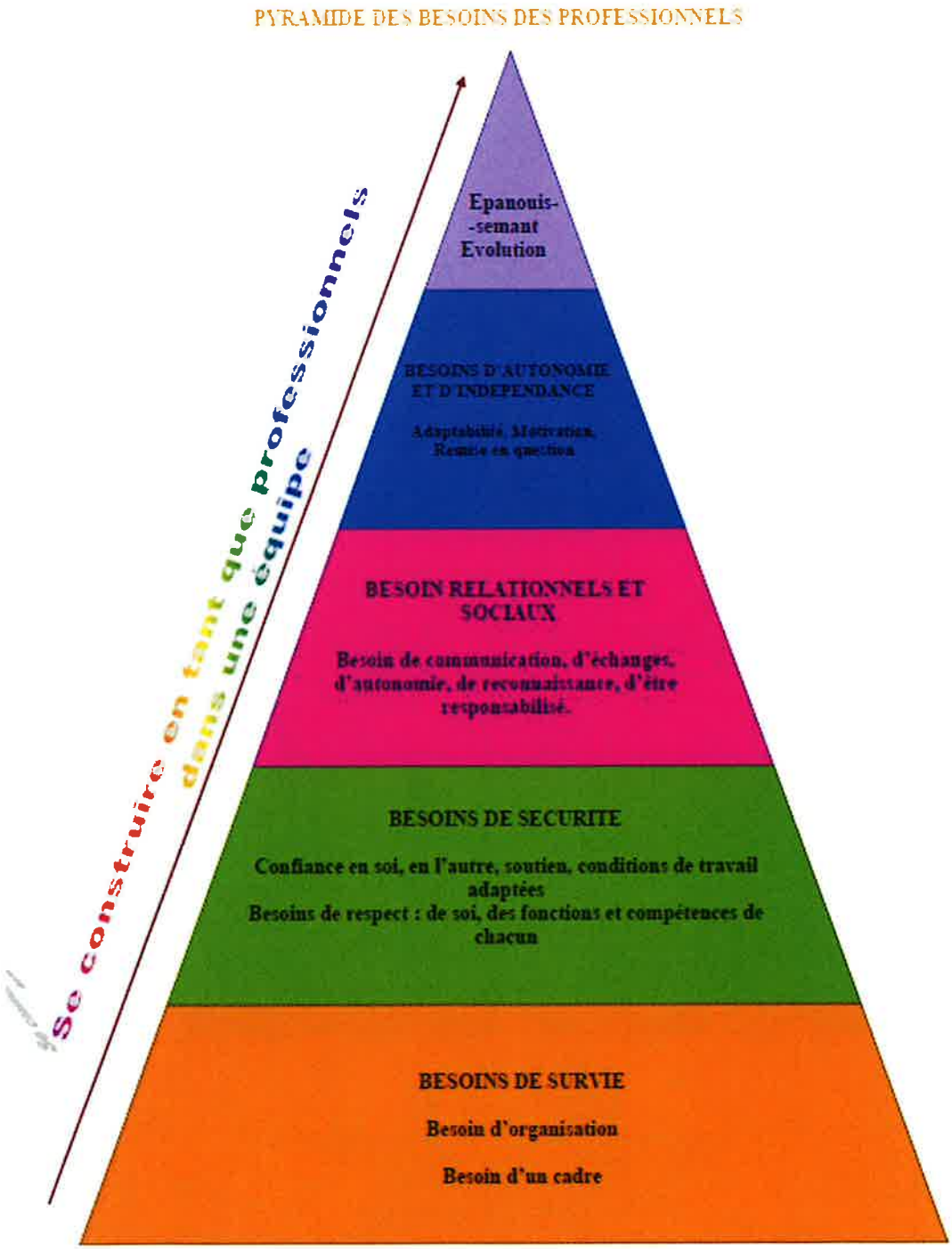
		et les instruments	accompagner de manipulation. Chants et mise en mouvement du corps.	pour l'ensemble des enfants de la structure.
Intervenant lecture animée	Expérience dans le domaine de la lecture animée	Faire découvrir aux enfants de nouveaux albums Moment de plaisir et d'échange : développement du vocabulaire	Lecture avec le livre comme support. L'intervenant joue sur les voix et permet aux enfants une participation active.	Environ 2 à 3 fois par mois
Bibliothécaire de la médiathèque	Bibliothécaire	Faire découvrir aux enfants de nouveaux albums Moment de plaisir et d'échange : développement du vocabulaire	Lecture avec le livre et kamishibaï comme supports. L'intervenante permet aux enfants une participation active.	1 fois par mois

4.2.5 Pour les crèches familiales uniquement : Les modalités de formation et de suivi des assistants maternels

L'assistante maternelle bénéficie de droit à la formation continue par le biais de formations internes, journées pédagogiques ou formation par le CNFPT.
Elle bénéficie également de 12h d'analyses de pratiques par an avec le personnel de la crèche collective ou avec les assistantes maternelles privées au relais petite enfance de Spéracédes.
Elle participe aux ateliers proposés à la crèche collective ainsi qu'aux ateliers du relais petite enfance de Spéracédes. Elle vient à minima 1/semaine à la crèche collective.
La directrice puéricultrice se rend à son domicile 1 fois par trimestre minimum et au besoin. Elle rencontre l'assistante maternelle 1 fois par semaine lorsqu'elle vient sur la crèche collective ainsi que les enfants qu'elle accueil. Les contacts par téléphone sont réguliers.

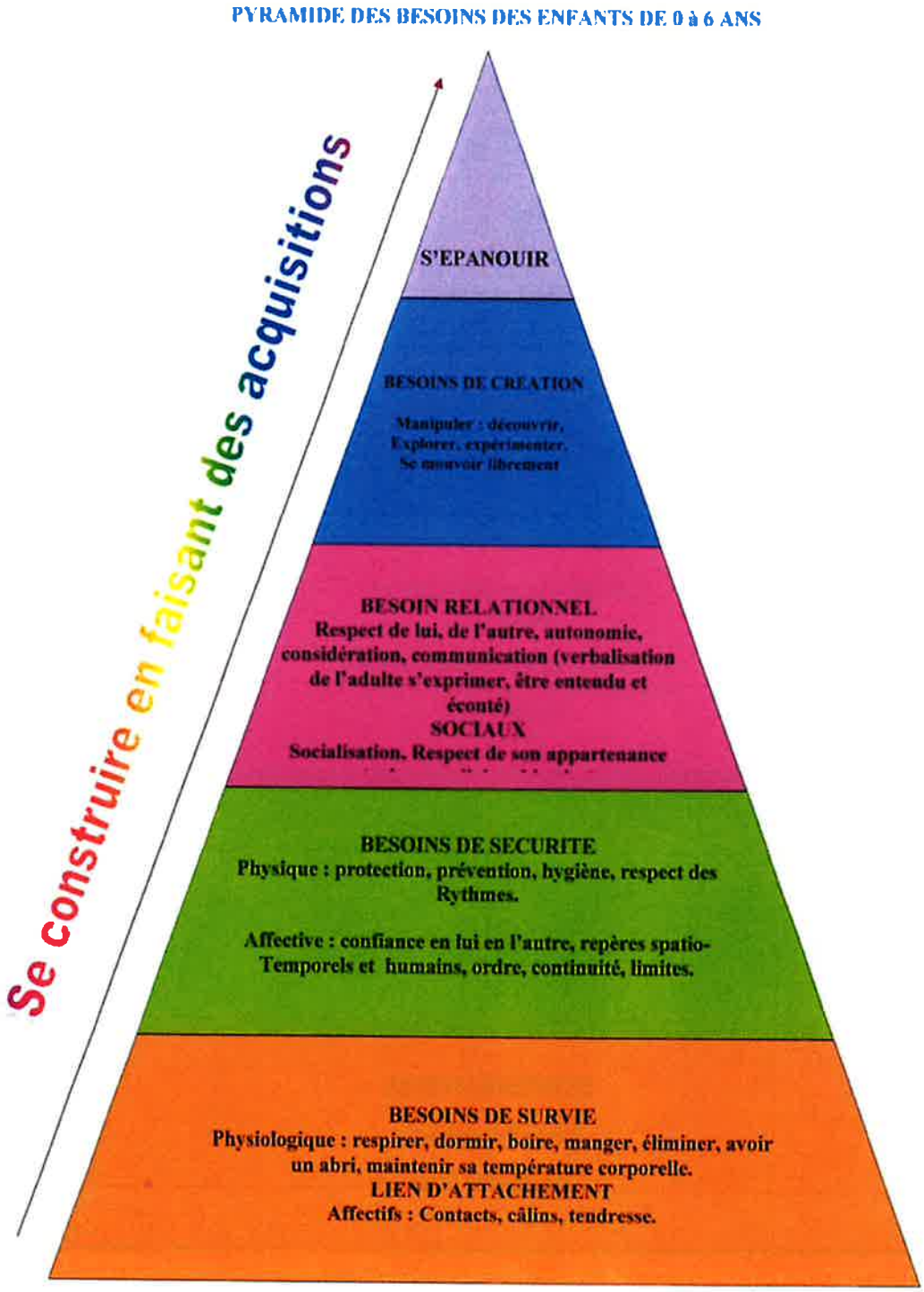
AR Prefecture
006-200039857-20250403-DB2025_019-AU
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

ANNEXE 2 : La pyramide des besoins du professionnel



AR Prefecture
006-200039857-20250403-DB2025_019-AU
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

ANNEXE 1 : La pyramide des besoins de l'enfant



AR Prefecture
006-200039857-20250403-DB2025_019-AU
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

DOCUMENT VISE PAR LA CAPG

Marc FACCHINETTI
DGS

Date :
Signature

Silouane FAXEL
DGA

Date :
Signature

Agnès BEGARD
Directrice des services à la population

Date :
Signature

Corinne PAOLINO
Responsable service Petite Enfance

Date :
Signature

Julie CIUCCI
Directrice de la structure

Date :
Signature

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DB2025_019-AU
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

Modalités de suivi du projet d'établissement

Le projet d'établissement est transmis au président du Conseil Départemental et la CAF après leur adoption définitive et après toute modification.

Le projet d'établissement est consultable sur le site internet et sur le portail famille de la CAPG

Le projet d'établissement est affiché à l'entrée de l'établissement ,accessible aux titulaires de l'autorité parentale ou représentants légaux des enfants accueillis.
Un exemplaire est tenu à leur disposition.
Un exemplaire du projet d'établissement est communiqué, à toute famille dont un enfant est inscrit. Cet exemplaire peut être transmis sous format numérique.

Le projet d'établissement doit être daté et actualisé aussi souvent que nécessaire et au moins une fois tous les cinq ans, avec la participation du personnel.

Les modifications l'impactant feront l'objet d'un avenant ou d'une mise à jour et devront impérativement être transmises pour vérification de la conformité à la législation en vigueur, par la responsable de la structure au Conseil départemental et à la Caisse d'Allocations Familiales pour signature.

Ce document est établi en triple exemplaires :
- → Un pour le Conseil départemental
- → Un pour la Caisse d'Allocations Familiales
- → Un à conserver par la structure

Le présent projet d'établissement annule et remplace le(s) précédent(s) projet(s) et prend effet, à compter du 1er avril 2025.

LE GESTIONNAIRE,

Date :
Cachet :

Le Président,

Jérôme VIAUD
Maire de Grasse
Vice-président du Conseil départemental
des Alpes-Maritimes

DOCUMENT VISE PAR LE CONSEIL DEPARTEMENTAL :
- DATE Le 20 mars 2025
- CACHET
- SERVICE SDPMI des Alpes maritimes / SAJEP
- NOM ET FONCTION DU SIGNATAIRE H. DESSAUVAGES, Référente Technique
- SIGNATURE

Référent Technique de la section des modes d'accueil du jeune enfant
Hélène DESSAUVAGES

DOCUMENT VISE PAR LA CAF :
- DATE 21 mars 2025
- CACHET
- SERVICE Pôle accompagnement des territoires
- NOM ET FONCTION DU SIGNATAIRE Vanessa Gilles, chargée de conseil & développement
- SIGNATURE

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DB2025_019-AU
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

DÉPARTEMENT DES ALPES-MARITIMES

ALLOCATIONS FAMILIALES
Caf des Alpes-Maritimes

PROJET D'ETABLISSEMENT
Validité du 01/04/2025 au 31/03/2030

Etablissement d'Accueil du Jeune Enfant
L'ENFANTOUN
Place Cavalier Fabre
06460 SAINT-VALLIER-DE-THIEY

Communauté d'Agglomération
du Pays de Grasse
57 avenue Pierre Sémard
06130 GRASSE

Pays de Grasse
communauté d'agglomération

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DB2025_019-AU
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

TABLE DES MATIERES

Préambule 3
1. Présentation de l'établissement 4
1.1- Présentation de l'établissement ou du service d'accueil et du gestionnaire 4
1.1.1- Identification de la structure 4
1.1.2- Identification du gestionnaire : 4
1.2- Caractéristiques de l'établissement ou du service d'accueil et du gestionnaire .. 4
1.2.1- Type et catégorie d'établissement correspondante : 4
1.2.2- Nature de l'accueil : 4
2. Projet éducatif 5
2.1 Le Projet Educatif Petite Enfance de la CAPG 5
2.2 Le Projet éducatif de l'EAJE « L'Enfantoun », les valeurs portées par l'équipe de la structure garantissent à l'enfant et sa famille un accueil de qualité 7
Introduction 7
1. Une équipe de professionnelles : Formées et à l'écoute 7
2. Entre éveil et sécurité : un environnement dédié à l'épanouissement de l'enfant . 9
3. L'accompagnement des familles accueillies 10
4. L'accueil de l'enfant en EAJE : Accompagner et guider chacun dans son individualité 12
Conclusion 14
3. Projet social et de développement durable 17
3.1 Les caractéristiques sociales du territoire d'implantation de la structure 17
3.1.1- Les caractéristiques du lieu d'implantation de la structure 17
3.1.2- Les caractéristiques socio-démographiques et économiques de la population 19
3.2 L'intégration de la structure à son environnement et le maillage avec l'offre de service de ses partenaires 25
3.3 Les modalités de participation des familles 26
3.3.1- Participation des familles à la vie de la structure 27
3.3.2- Actions de soutien à la parentalité proposées 28
3.4 Les dispositions prises pour permettre à des familles rencontrant des situations particulières d'être accueillies dans la structure 31
3.4.1- Les modalités pour faciliter l'accueil des enfants de familles en situation d'insertion sociale ou professionnelle 31
3.4.2- Les modalités d'accueil des enfants en situation de handicap ou atteints d'une maladie chronique 32
3.4.3- Les modalités d'accueil d'urgence 37
3.5 Les activités de la structure afin de l'inscrire dans une démarche en faveur du développement durable 39
4. Projet d'accueil 41
4.1 Les prestations d'accueil et modalités d'organisation de la vie quotidienne 41
4.1.1- Les périodes d'ouverture 41

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DB2025_019-AU
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

4.1.2- Le déroulé de la période d'adaptation....41
4.1.3- Le déroulé d'une journée type....42
4.1.4- L'accueil des enfants âgés de 4 à 6 ans dans le cadre d'un accueil périscolaire 44
4.2 Compétences professionnelles mobilisées et organisation du personnel....44
4.2.1- Descriptif de l'équipe....44
4.2.2- Organisation des temps de professionnalisation et actions menées en matière d'analyse des pratiques professionnelles et de formation (article R. 2324-37)....44
4.2.3- Intégration des apprentis et suivi des stagiaires....45
4.2.4- Le recours à des intervenants extérieurs....45
Modalités de suivi du projet d'établissement.... 46
Validation et signatures.... 47

ANNEXES :
Le Projet Educatif du Service Petite Enfance de la CAPG

Les projets pédagogiques de l'EAJE « L'Enfantoun » :
- Annexe 1 : Projet pédagogique « L'aménagement de l'espace »
- Annexe 2 : Projet pédagogique « Les repères »
- Annexe 3 : Projet pédagogique « Le développement durable »
- Annexe 4 : Projet pédagogique « La motricité libre »
- Annexe 5 : Projet pédagogique « La sécurité affective »
- Annexe 6 : Projet pédagogique « Le portage »
- Annexe 7 : Projet pédagogique « La langage »
- Annexe 8 : Projet pédagogique « La communication gestuelle »

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DB2025_019-AU
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

Préambule

Les personnes physiques ou morales qui assurent l'accueil du jeune enfant ont, en outre, pour mission de :

- Veiller à la santé, la sécurité, au bien-être et au développement physique, psychique, affectif, cognitif et social des enfants qui leur sont confiés ;
- Contribuer à l'éducation des enfants accueillis dans le respect de l'autorité parentale;
- Contribuer à l'inclusion des familles et la socialisation précoce des enfants, notamment ceux en situation de pauvreté ou de précarité ;
- Mettre en œuvre un accueil favorisant l'inclusion des familles et enfants présentant un handicap ou atteints de maladies chroniques ;
- Favoriser la conciliation par les parents de jeunes enfants de leurs temps de vie familiale, professionnelle et sociale, notamment pour les personnes en recherche d'emploi et engagées dans un parcours d'insertion sociale et professionnelle et les familles monoparentales ;
- Favoriser l'égalité entre les femmes et les hommes.

Ces principes sont issus de la charte nationale pour l'accueil du jeune enfant, prise par arrêté le 23 Septembre 2021. Cette dernière devient opposable aux établissements d'accueil de jeunes enfants à compter de Septembre 2022.
Le code de la santé publique prévoit en effet que les établissements et services d'accueil élaborent un projet d'établissement décrivant les modalités de fonctionnement qui en garantissent l'adhésion et qui comprend à minima les éléments suivants :

1-Un projet éducatif qui décrit les valeurs et engagements de l'équipe,
2-Un projet social qui décrit les caractéristiques de l'environnement sur lequel est implanté de la structure,
3-Un projet d'accueil qui décline les actions mises en œuvre pour répondre aux besoins des enfants, familles et équipe encadrante.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DB2025_019-AU
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

1. Présentation de l'établissement

1.1- Présentation de l'établissement d'accueil et du gestionnaire

1.1.1- Identification de la structure

- Nom de la structure : Multi-Accueil « L'Enfantoun »
- SIRET : 200 039 857 00012
- Statuts : Etablissement d'Accueil du Jeune Enfant public
- Adresse : Place Cavalier Fabre 06460 Saint Vallier de Thiey
- Téléphone : 04.93.42.94.91
- Mail de l'établissement : vdenoeux@paysdegrasse.fr/ sma.stvallier@paysdegrasse.fr

1.1.2- Identification du gestionnaire :

- Nom de la structure gestionnaire : Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse
- SIREN : 200 039 857
- SIRET : 200 039 857 00012
- Statuts : Collectivité territoriale
- Adresse : 57 Avenue Pierre Sémard 06130 Grasse
- Téléphone : 04.97.05.22.00
- Mail : contact@paysdegrasse.fr

1.2- Caractéristiques de l'établissement ou du service d'accueil et du gestionnaire

1.2.1- Type et catégorie d'établissement correspondante :

☒Crèche collective	☐ Jardin d'enfants	☐Crèche familiale
☐ Micro-Crèche : inférieur ou égal à 12 places ☒ Petite crèche : entre 13 et 24 places ☐ Crèche : entre 25 et 39 places ☐ Grande crèche : entre 40 et 59 places ☐Très grande crèche : supérieur ou égal à 60 places	☐ Petit Jardin d'enfants : inférieur ou égal à 24 places ☐ Jardin d'enfants : entre 25 et 59 places ☐ Grand jardin d'enfants : supérieur ou égal à 60 places	☐ Petite crèche familiale : inférieur à 30 places ☐ Crèche familiale : entre 30 et 59 places ☐ Grande crèche familiale : entre 60 et 89 places

1.2.2- Nature de l'accueil :

☒ Régulier
☒Occasionnel
☒Urgence
☐ Parental
☐ Saisonnier ou ponctuels (dans la limite de 210 jours par an et 150 jours consécutifs)

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DB2025_019-AU
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

2. Projet éducatif

2.1 Le Projet Educatif Petite Enfance de la CAPG (Cf. **ANNEXE)**

Le Projet Educatif Petite Enfance est le cadre de référence de l'action des professionnel(le)s du Service Petite Enfance.

Il vise à fédérer les professionnel(le)s et les familles autour de valeurs et d'objectifs communs et à donner du sens et de la cohérence à l'action des équipes.

Il définit les orientations, les engagements et les objectifs visés pour assurer l'accueil de l'enfant et l'accompagnement des familles, dans le respect des principes éducatifs de la charte nationale d'accueil du jeune enfant et de la charte de la laïcité.

Le projet poursuit trois finalités: des parents sereins, des enfants épanouis et des professionnel(le)s investi(e)s. Il se compose:

- **De valeurs socles** qu'il s'agit de porter, valoriser et réaliser au quotidien:

La diversité, l'égalité et l'équité/ le respect, la sécurité et la bientraitance/ la créativité, le plaisir et le bien-être/ la communication, le faire et penser ensemble.
Ces valeurs s'appliquent à l'accueil des enfants, mais aussi à celui des parents, comme au travail d'équipe. Elles sont d'égales importances et n'existent que par les liens qu'elles entretiennent les unes avec les autres.

- **D'orientations de travail** qui déclinent les valeurs socles et se traduisent en des postures et des pratiques professionnelles encouragées.

Le Service Petite Enfance conçoit son projet éducatif comme un projet ouvert et évolutif autour des objectifs suivants:

L'accueil de l'enfant en crèche: L'enfant au centre de tous les projets qui le concerne

- Un accueil de tous les enfants, une mission de service public

L'accueil de la diversité en crèche : une chance pour chacun et une richesse pour tous: mixité sociale, accueil des enfants en situation de handicap, égalité entre les filles et les garçons, accueil à temps diversifié.

- Un accueil chaleureux et personnalisé de chaque enfant: un accueil progressif et individualisé. Grâce à l'observation de son évolution et de ses besoins, les professionnel(le)s sont capables d'adapter leur réponse à chaque enfant.

- Une réponse aux besoins et potentialités de l'enfant: veiller à la santé, la sécurité et au bien-être de l'enfant dans tous les moments de la journée.

    - Les soins: un temps de relations humaines et affectives (les soins corporels, le sommeil, les repas...)
    - Le jeu, dehors et dedans: une activité essentielle au développement de l'enfant.
    - Les activités d'éveil: une ouverture de l'enfant à l'environnement, l'art et la culture.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DB2025_019-AU
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

L'accueil et la place des parents au sein des crèches : La communication au cœur de l'accueil des parents

- L'accueil des parents en crèche: un accueil chaleureux et individualisé.
- La relation parents-professionnel(le)s: une relation respectueuse, une alliance éducative, un accompagnement de la parentalité.
- La participation des parents à la vie de la crèche: penser et créer ensemble.

L'accueil en crèche : Un travail d'équipe

- Une équipe pluridisciplinaire de professionnel(le)s, une diversité de métiers et des compétences complémentaires au service d'un projet commun
- Une équipe bienveillante, confiante et solidaire rassemblée autour d'un projet
- La crèche: un lieu d'émotions et de réflexion individuelle et collective

Le Projet Educatif Petite Enfance, référentiel invitant les professionnel(le)s à développer leur créativité pédagogique n'existe qu'à travers son appropriation et sa déclinaison particulière par chaque équipe.

Il appartient à chaque équipe de mettre en œuvre les valeurs et orientations de façon personnalisée dans son projet éducatif et pédagogique, selon sa spécificité et son environnement (localisation, capacité d'accueil, public accueilli, besoins des familles, configuration des locaux, qualifications de l'équipe...).

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DB2025_019-AU
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

2.2 Le Projet éducatif de l'EAJE « L'Enfantoun », les valeurs portées par l'équipe de la structure garantissent à l'enfant et sa famille un accueil de qualité

INTRODUCTION

Vous voici arrivez à la découverte de l'univers de l'EAJE « l'Enfantoun ». un environnement qui se veut doux, bienveillant et accueillant pour les familles et les enfants.
Le projet éducatif va vous permettre de découvrir comment nos équipes travaillent, quel sens nous donnons à notre accompagnement éducatif, par quels moyens nous avançons main dans la main avec chaque famille, et comment nous faisons notre maximum pour accueillir l'Enfant dans son unicité, dans le collectif.
Notre travail répond à des grandes valeurs de la petite enfance, que nous portons au quotidien : La sécurité affective, l'accompagnement vers le langage, le respect de grandir dans l'autonomie, la mise en mots, la reconnaissance des émotions ainsi que le développement de la motricité libre.
Toutes ces valeurs seront détaillées dans notre projet éducatif, afin que vous en expliquant le sens & comment nous les mettons en lumière. Certains points font l'objet de projets plus détaillés, vous les retrouverez dans nos projets pédagogiques.

Belle lecture à vous, et bienvenue à l'Enfantoun !

1. UNE EQUIPE DE PROFESSIONNELLES : FORMEES ET A L'ECOUTE

Former les professionnelles est un des meilleurs moyens pour proposer un accompagnement de qualité aux enfants en EAJE. Déployer leurs compétences, partager les expériences et échanger sur le quotidien en crèche sont des temps très importants pour permettre à chaque professionnelle d'être la meilleure version d'elle-même dans le cadre de son travail.

1.1 LES REUNIONS

1.1.1 LA REUNION DE RENTREE

La directrice organise une réunion de préparation à la rentrée courant Juillet, lorsque toutes les familles ayant obtenu une place lors de la commission petite enfance ont été reçues, et que toutes les adaptations ont été planifiées. Les professionnelles prennent connaissance des nouveaux enfants qui arriveront en Septembre. Cela leur permet d'anticiper l'accueil des enfants et leur famille, de préparer leur arrivée et de leur faire une place au sein du groupe.

1.1.2 LES REUNIONS EDUCATIVES

Elles permettent aux professionnelles de se poser et de réfléchir à leurs pratiques. Ces réunions sont le lieu de réflexion sur un thème donné, connu au préalable par tous les membres de l'équipe. Elles pourront ainsi se préparer au thème abordé, et noter leurs questionnements pour les aborder durant la réunion.
Lors de ces réunions, nous abordons différents thèmes, tels que :

- l'aménagement de l'espace de la salle de vie en fonction de l'évolution des enfants
- les temps de repas
- les soins & les changes
- les repères & rituels mis en place au sein de la crèche
- l'opposition de l'enfant
- les morsures
- le langage de l'enfant
- le développement de l'enfant

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DB2025_019-AU
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

1.2 LES FORMATIONS PROFESSIONNELLES

1.2.1 LES FORMATIONS

L'ensemble des professionnelles bénéficient des formations proposées par le Centre National de la Fonction Publique Territoriale (CNFPT) afin de développer leurs compétences, mettre à jour leurs connaissances ou mettre en place de nouveaux projets au sein de leur structure.

1.2.2 LES FORMATIONS CONTINUES

1.2.2.1 Les temps d'observations

L'observation est un de nos outils favoris. Elle est un moment où la professionnelle va se poser dans la salle de vie avec un objectif précis et défini au préalable. C'est un vrai temps de travail. Le but de l'observation est d'observer de façon objective l'évolution d'un enfant, afin d'en comprendre le sens, et d'améliorer les propositions éducatives en fonction de ses besoins.
Les observations sont faites par tous les membres de l'équipe.

1.2.2.2 L'accompagnement des projets actuels

Afin d'accompagner au mieux les professionnelles dans leur pratique au quotidien, nous proposons régulièrement différents temps de réflexion. Ceux-ci peuvent être pensés sous forme de réunions, de mises en situation comme citées ci-dessus. Pour cela, l'observation et la communication sont nos outils privilégiés. Il est ici question de cerner les difficultés rencontrées sur le terrain, de réfléchir ensemble à comment y remédier, tout en prenant en compte chaque professionnelle. Au même titre que nous accompagnons l'enfant dans son individualité, il en va de même pour les professionnelles auprès des enfants et qui ont besoin de contenance, d'espace de parole.
Cela leur permet d'être dans un juste positionnement et une proposition éducative adaptée pour chaque enfant. La directrice de l'EAJE se rend disponible dès que le besoin s'en fait sentir pour garantir un accompagnement au plus juste afin de dynamiser et faire évoluer les projets de chacune des professionnelles.

1.2.2.3 L'accompagnement des apprenties et stagiaires

Chaque année, nous recevons et accompagnons des stagiaires. Elles sont suivies par la directrice et une des professionnelles est nommée référente du stage. Cela permet de croiser les regards sur l'évolution de la stagiaire et d'adapter au maximum le stage en fonction des besoins de l'étudiante.
Concernant les apprenties, nous avons ouvert une place pour un apprentissage du CAP AEPE (Accompagnement Educatif Petite Enfance), pour une durée de 2 ans.
Cet accompagnement émane d'une réelle envie de l'équipe d'accueillir et de former une future professionnelle, afin de lui offrir une expérience du terrain importante, et des notions théoriques appliquées dans les pratiques professionnelles.
L'apprentie apporte à l'équipe un œil nouveau sur le quotidien dans la structure, et peut proposer des projets innovants en lien avec ses apprentissages au centre de formation.
De plus, la présence d'une apprentie au sein d'une équipe permet de se remettre en question systématiquement, et de s'interroger en permanence sur ses pratiques et sur l'intérêt de celle-ci.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DB2025_019-AU
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

2. ENTRE EVEIL ET SECURITE : UN ENVIRONNEMENT DEDIE A L'EPANOUISSEMENT DE L'ENFANT

2.1 ORGANISATION DE LA CRECHE

La crèche est composée d'une seule et unique salle de vie. On y accède par un hall d'entrée, une barrière s'ouvre sur l'unité de vie. Il y a également 2 dortoirs séparés, un dortoir « bébés » pour répondre aux besoins des siestes multiples dans la journée, et un dortoir « grands » pour les enfants ne faisant que la sieste d'après-repas.
En dehors du temps de sieste, le dortoir « grands » est utilisé pour proposer des activités aux enfants.
Les espaces « changes » sont ouverts sur l'unité de vie.
Des escaliers situés dans le bureau de la directrice et au fond de la crèche permettent d'avoir accès à la cour extérieure spacieuse et ensoleillée.

2.2 L'AMENAGEMENT DE L'ESPACE

Depuis Juin 2023, la crèche a été repensée, et il y a eu un investissement dans le mobilier afin de répondre davantage aux besoins des enfants, et de créer des pôles de jeux spécifiques : motricité, espace nursing, espace dinette, espace dédié aux bébés avec des tapis au sol.
Cet aménagement est réfléchi en équipe, et réadapté dès que le besoin est observé par l'équipe, afin de répondre au mieux aux besoins physiques, psychiques et sécuritaires des enfants.
Nous avons travaillé sur un projet pédagogique autour de l'aménagement de l'espace et sur les repères de la crèche pour les enfants. (Cf. Annexe n°1 Projet pédagogique « L'aménagement de l'espace » et Annexe n°2 Projet pédagogique « Les repères »).

2.3 L'ACCES A L'ART ET LA CULTURE DES LE PLUS JEUNE AGE

2.3.1 LES INTERVENANTS CULTURELS

Une équipe d'intervenants culturels (lecteur, conteuse, musicienne, psychomotricienne) intervient régulièrement au sein de la crèche. Chaque trimestre, chaque intervenant nous donne ses disponibilités pour intervenir en crèche, puis chaque crèche réserve des créneaux. Cela permet de proposer aux enfants de nouvelles expériences différentes de ce que nous proposons au quotidien. De plus, ils sont sensibilisés à différents arts, et cela permet à chaque enfant d'avoir accès à la culture.

2.3.2 LE LIEN AVEC LA MEDIATHEQUE

Un travail en partenariat avec la médiathèque municipale de Saint-Vallier-de-Thiey est établi. Il offre à la crèche un prêt qu'une quarantaine de livres, sur une durée de deux mois. Ensuite, les livres sont récupérés, et de nouveaux livres sont apportés par la médiathèque. C'est une belle opportunité pour la crèche de bénéficier d'une grande richesse et diversité dans les livres proposés aux enfants quotidiennement.
Une fois par trimestre, une intervenante de la médiathèque nous propose une activité : kamishibaï, tablier de comptines, tapis de lecture. C'est un moment hors du temps que les enfants apprécient.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DB2025_019-AU
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

2.4 LA CREATION DE JEUX AVEC DE LA RECUPERATION DE MATERIAUX

Depuis plusieurs mois, les professionnelles de la crèche se sont inscrites dans une démarche de recyclage des déchets, en les détournant pour créer de nouveaux jeux pour les enfants.
Ainsi les savons ont pris leur place dans l'espace nursing, les boîtes de beurres ont intégré la dinette, les boîtes de mouchoirs vides se sont transformées en boîtes à toucher sensorielles, les petites bouteilles d'eau en plastique ont été repensées en bouteilles sensorielles, des rouleaux de papier WC sont devenus des paires de jumelles pour les enfants.... (Cf. Annexe n°3 Projet pédagogique « Le développement durable »)

3. L'ACCOMPAGNEMENT DES FAMILLES ACCUEILLIES

Pour accompagner l'enfant, nous avons besoin en tant que professionnelles d'avoir la confiance des parents. Il est donc primordial d'en faire un objectif principal lors de nos premières rencontres avec eux. Le parent qui se sent en confiance avec les membres de l'équipe sera plus à même de construire avec nous des échanges de qualité autour de leur enfant et de ses besoins.
Les professionnelles exerçant en crèche sont tout aussi sensibles au bien-être de l'enfant que celui de ses parents.
Nous sommes donc très sensibles à cela, afin d'instaurer un lien de confiance dès le premier contact téléphonique, et lors des premiers instants au sein de la crèche.

3.1 LA FAMILIARISATION DES ENFANTS

3.1. LE PREMIER ENTRETIEN

Dès l'attribution des places, suite à la CPE (Commission Petite Enfance), les familles sont contactées individuellement par la directrice afin de créer un premier contact et d'établir un rendez-vous au sein de la structure.
L'objectif est de pouvoir faire connaissance, présenter l'établissement et l'équipe de professionnelles, comprendre les besoins de chaque famille et constituer le dossier administratif et médical. Suite à cela, une visite de la crèche est proposée à toutes les familles, ce qui permet aux parents de se projeter sur le futur accueil de leur enfant, et rencontrer pour la première fois les professionnelles de la crèche.

3.1.2 LA RENCONTRE AVEC LA REFERENTE DE LA FAMILIARISATION

Chaque famille reçoit un mail informatif avec le planning de la familiarisation de son enfant. Sur celui-ci est précisé les différents temps d'accueil de l'enfant. Le premier jour est un entretien d'échanges entre les parents et la professionnelle, avec quelques questions autour du rythme de l'enfant, ses habitudes de vie, ses jeux de prédilection, son développement et ses compétences.
Les parents à l'issue de cet entretien ont la possibilité de passer un temps de jeu avec leur enfant dans l'unité. Les jours suivants, l'enfant viendra un peu plus longtemps au fur et à mesure, afin de vivre un temps de jeu, un temps de repas, un temps de sieste, un temps de goûter. Cela nous permet d'accueillir l'enfant petit à petit, afin de lui laisser le temps nécessaire pour qu'il s'habitue à la vie en collectivité.
Si nous constatons que l'enfant a besoin de plus de temps que le planning initialement prévu, alors nous proposons aux familles d'allonger le temps de familiarisation afin de respecter les besoins de l'enfant.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DB2025_019-AU
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

3.2 LES ECHANGES AVEC LES FAMILLES

3.2.1 LES DIFFERENTS MODES DE TRANSMISSIONS

3.2.1.1 Le journal de la crèche

Une fois par mois, nous réfléchissons, rédigeons et envoyons (après validation par la responsable de la petite enfance) un journal de la structure. Ecrit de façon ludique et facile à lire, il est envoyé par mail à tous les parents de la structure. Sur celui-ci, on y retrouve les projets ou activités en cours, des idées ou recettes d'activités à faire à la maison, des sujets de la petite enfance, des informations importantes sur la vie à la crèche. C'est un réel outil qui nous permet de faire le lien avec les parents et de leur proposer un nouveau moyen de communication, qu'ils auront le loisir de découvrir lorsqu'ils auront le temps pour le faire.

3.2.1.2 Les transmissions de la journée à la crèche

A l'arrivée et au départ de l'enfant à la crèche, une professionnelle accueille chaque famille de façon individuelle.
Ce temps d'échanges est un temps privilégié pour transmettre les informations importantes au sujet de l'enfant. Il nous permet de veiller à une continuité dans la prise en soin de l'enfant par rapport à son état du jour. Lorsque nous accueillons des bébés (moins d'un an), nous proposons aux parents de mettre en place une feuille de rythme, que nous remplissons à la crèche et qu'ils remplissent à la maison. Cela nous permet de visualiser très facilement les temps d'éveil, de sommeil et de repas, ainsi que les moments de pleurs s'ils marquent la journée.
Les transmissions du soir permettent aux professionnelles de verbaliser aux familles les moments forts de la journée de leur enfant, leur évolution dans leurs jeux mais aussi des petites anecdotes du jour.

3.2.2 LES ATELIERS PARENTS-ENFANTS

Les ateliers parents-enfants sont des moments de partage privilégiés. Nous essayons d'en proposer plusieurs fois dans l'année, en fonction du développement des enfants. Ces ateliers permettent aussi aux différentes familles de profiter d'un moment ensemble, et de créer du lien.
Lors de la semaine du printemps de la Petite Enfance, nous proposons des ateliers parents-enfants en fonction de la thématique choisie pour cette semaine de fête. C'est également l'occasion pour nous de mettre en lumière les activités petite enfance, souvent méconnue du grand public.

3.2.3 LES REUNIONS PARENTS-PROFESSIONNELLES

En Septembre, nous organisons une réunion autour de la rentrée. Cela nous permet de rappeler à chaque parent l'intérêt d'un accueil en crèche, notre fonctionnement, et nos compétences professionnelles. C'est aussi un excellent moment pour établir un lien de confiance entre les parents et les professionnelles, et il est propice aux échanges entre les parents. Ces échanges sont riches et nous permettent de recenser les thèmes que nous pourrions aborder avec les parents sur de futures réunions.
Nous proposons aux familles des réunions autour de certains thèmes « phares ». Elles ont pour objectif de les accompagner dans leur parentalité, de répondre à leurs interrogations, mais aussi sont l'occasion d'échanger sur des sujets comme l'acquisition de la maîtrise des sphincters, les dangers des écrans, la période d'opposition, les jeux et leurs intérêts pour le développement de l'enfant etc...

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DB2025_019-AU
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

4. L'ACCUEIL DE L'ENFANT EN EAJE : ACCOMPAGNER ET GUIDER CHACUN DANS SON INDIVIDUALITE

A l'Enfantoun, nous défendons des valeurs qui nous sont chères, et nous paraissent incontournables pour les enfants accueillis en EAJE : La motricité libre, le portage physique et psychique et la sécurité affective sont nos maîtres-mots.
Un environnement adapté et pensé régulièrement, une contenance physique et psychique des professionnelles, une verbalisation minutieuse ainsi que des repères et rituels mis en place quotidiennement nous permettent de respecter nos valeurs.
Les enfants que nous côtoyons en crèche sont de plus en plus exposés aux écrans, et nous devons trouver des clés pour accompagner les enfants dans leur développement harmonieux. Nous nous adaptons, et nous avons récemment mis en place le langage corporel au sein de la crèche, afin de répondre au mieux à ces observations.

4.1 LA MOTRICITE LIBRE

La motricité libre est une des valeurs phares dans le milieu de crèches depuis plusieurs années, notamment grâce aux travaux d'Emmi Pickler, pédiatre hongroise, dans les années 60. Emmi Pickler a mis en lumière que l'enfant s'épanouit en explorant libre de ses mouvements, sans contrainte et en toute liberté.
Pour cela, nous devons proposer un lieu de vie adapté, une observation et une verbalisation bienveillante sur les explorations corporelles de l'enfant. Ainsi, l'enfant aura suffisamment confiance en lui pour développer sa motricité à son rythme et en sécurité (Cf. Annexe n°1 Projet pédagogique « L'aménagement de l'espace »).
La motricité libre permet à l'enfant de sentir son désir d'évolution, et de stimuler son intérêt pour son développement sensori-moteur. (Cf. Annexe n°4 Projet pédagogique « La motricité libre »)

4.2 LA SECURITE AFFECTIVE

C'est grâce aux réflexions de Bowlby que la petite enfance s'est penchée sur la notion de sécurité affective.
C'est une de nos grandes valeurs, c'est pour cela que nous veillons à ce que l'accueil de l'enfant à l'Enfantoun puisse être contenant, bienveillant et épanouissant auprès de nous, professionnelles.
La sécurité affective est nécessaire pour que l'enfant s'autorise à découvrir son environnement. C'est pourquoi, dans notre quotidien, nous réfléchissons nos pratiques en ayant en tête cette « sécurité affective » c'est-à-dire : être présentes physiquement et psychiquement en étant attentif à ses réactions, ses besoins, ses gestes et ses paroles.
La présence également d'un objet transitionnel (doudou, tétine, tee-shirt avec l'odeur maternelle) est un soutien pour l'enfant dans son quotidien à la crèche. C'est la présence rassurante, sécurisante, d'un objet qui transite de la maison à la crèche, qui est le reflet de la continuité entre ces deux lieux emblématiques pour l'enfant. (Cf. Annexe n°5 Projet pédagogique « La sécurité affective »)

4.3 LES REPERES

Le repère est une action qui se répète toujours. En revanche, cela n'exclut pas des changements qui peuvent être nécessaires quand l'enfant grandit !
Les repères permettent ainsi à l'enfant de se retrouver dans un environnement, dans une pratique professionnelle mais aussi dans une relation à l'autre. Ils situent la vie de l'enfant dans la régularité et favorisent le développement de son autonomie.
Tout aussi importants pour l'enfant que pour l'adulte, nous pensons nos pratiques dans le respect des repères réfléchis et mis en place en équipe. (Cf. Annexe n°2 Projet pédagogique « Les repères »)

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DB2025_019-AU
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

4.4 LE PORTAGE

Le portage a des vertus bien plus étendues que le simple fait d'avoir un enfant dans ses bras. Il est donc fondamental dans notre pratique de saisir son importance et de veiller à toujours proposer un portage de qualité.
Le portage désigne toutes les façons de porter un enfant de façon physiologique, c'est-à-dire en respectant sa morphologie, et la personne qui le porte. Porter un enfant permet une grande proximité avec la professionnelle, une réassurance, une contenance physique et psychique.
En effet, le portage permet de répondre aux besoins de l'enfant porté, en termes de sécurité affective. C'est un soutien physique, par lequel la professionnelle qui porte l'enfant va développer une relation d'attachement avec celui-ci. La qualité du portage va permettre à l'enfant de se détacher de l'adulte pour explorer son environnement comme il le souhaite. (Cf. Annexe n°6 Projet pédagogique « Le portage »).
A l'Enfantoun, nous faisons à chaque rentrée, puis tout au long de l'année dès que nécessaire, un accompagnement des professionnelles dans leur portage, afin qu'elles se saisissent de son intérêt dans leurs pratiques, et qu'elles puissent offrir aux enfants un portage physique et psychique de grande qualité.

4.5 LE LANGAGE

Le développement du langage chez l'enfant se perçoit tout au long de l'accueil en crèche : premiers gazouillis, premiers babillages, premiers mots, puis association de mots, jusqu'à la phrase simple chez certains enfants.
Accompagner le langage est donc essentiel en crèche. (Cf. Annexe n°7 Projet pédagogique « Le langage »).
Penser sa verbalisation avant de parler à un enfant, utiliser les mots adaptés à l'intention souhaitée, veiller à respecter l'individualité de l'enfant dans son discours, etc. Tout cela fait partie du travail quotidien des professionnelles, qui n'est pas simple car il demande une rigueur et une concentration extrême. L'accueil de l'enfant en crèche est l'opportunité pour lui de se développer dans un environnement langagier adapté, sécurisant et valorisant.
Adopter une verbalisation précise, simple et réfléchie est essentielle. Pour l'enfant, les paroles de l'adulte sont à l'origine de son développement, sa compréhension du monde et la construction de sa confiance en lui.
Au-delà des mots employés dans notre langage, il faut veiller à notre non-verbal, car les enfants y sont très sensibles. La professionnelle se doit d'être cohérente entre son langage verbal et son non-verbal. C'est aussi cela qui saura rassurer l'enfant dans sa vie quotidienne en crèche.
Depuis la rentrée de Septembre 2023, nous avons mis en place un projet autour de la communication gestuelle (Cf. Annexe n°8 Projet pédagogique « La communication gestuelle »). En effet, les enfants sont compétents bien plus rapidement avec leur corps plutôt qu'avec leur langage verbal. Ils sont donc en mesure de communiquer avec son entourage par leur corps.
De plus, il faut savoir que la mémoire visuelle est la seule qui stimule toutes les autres mémoires. Ainsi, en apprenant par la communication gestuelle, le développement du langage verbal est favorisé.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DB2025_019-AU
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

CONCLUSION

Ce projet éducatif nous a permis de mettre en lumière le travail des professionnelles réalisé au quotidien au sein de l'EAJE « l'Enfantoun ».
Il est en évolution constante, afin de répondre aux nouvelles observations, aux problématiques, aux nouveaux courants de pensées.
En tant que professionnelle de la petite enfance, il faut toujours garder à l'esprit que rien n'est figé dans le temps, que notre travail évolue et s'adapte de jour en jour, en fonction des enfants que nous accompagnons.
Notre plus grande priorité est finalement le bien-être de l'enfant dans son quotidien au sein de notre établissement. Son épanouissement, sa confiance et son développement harmonieux sont pour nous les trois points à penser au quotidien.
Nous espérons que ce projet éducatif a su vous faire voyager dans notre quotidien de crèche, et vous représentez ce que nous nous efforçons de mettre en place pour toutes les familles accueillies.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DB2025_019-AU
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025



CHARTE NATIONALE POUR L'ACCUEIL DU JEUNE ENFANT

DIX GRANDS PRINCIPES
POUR GRANDIR EN TOUTE CONFIANCE

1 Pour grandir sereinement, j'ai besoin que l'on m'accueille quelle que soit ma situation ou celle de ma famille.

2 J'avance à mon propre rythme et je développe toutes mes facultés en même temps : pour moi, tout est langage, corps, jeu, expérience. J'ai besoin que l'on me parle, de temps et d'espace pour jouer librement et pour exercer mes multiples capacités.

3 Je suis sensible à mon entourage proche et au monde qui s'offre à moi. Je me sens bien accueilli.e quand ma famille est bien accueillie, car mes parents constituent mon point d'origine et mon port d'attache.

4 Pour me sentir bien et avoir confiance en moi, j'ai besoin de professionnel.le.s qui encouragent avec bienveillance mon désir d'apprendre, de me socialiser et de découvrir.

5 Je développe ma créativité et j'éveille mes sens grâce aux expériences artistiques et culturelles. Je m'ouvre au monde par la richesse des échanges interculturels.

6 Le contact réel avec la nature est essentiel à mon développement.

7 Fille ou garçon, j'ai besoin que l'on me valorise pour mes qualités personnelles, en dehors de tout stéréotype. Il en va de même pour les professionnel.le.s qui m'accompagnent. C'est aussi grâce à ces femmes et à ces hommes que je construis mon identité.

8 J'ai besoin d'évoluer dans un environnement beau, sain et propice à mon éveil.

9 Pour que je sois bien traité.e, il est nécessaire que les adultes qui m'entourent soient bien traités. Travailler auprès des tout-petits nécessite des temps pour réfléchir, se documenter et échanger entre collègues et avec d'autres intervenants.

10 J'ai besoin que les personnes qui prennent soin de moi soient bien formées et s'intéressent aux spécificités de mon très jeune âge et de ma situation d'enfant qui leur est confié par mon ou mes parents.

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

ALLOCATIONS FAMILIALES

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DB2025_019-AU
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

Charte de la laïcité de la branche Famille avec ses partenaires

PRÉAMBULE

La branche Famille et ses partenaires, considérant que l'ignorance de l'autre, les injustices sociales et économiques et le non-respect de la dignité de la personne sont le terreau des tensions et replis identitaires, s'engagent par la présente charte à respecter les principes de la laïcité tels qu'ils résultent de l'histoire et des lois de la République.

Au lendemain des guerres de religion, à la suite des Lumières et de la Révolution française, avec les lois scolaires de la fin du XIXe siècle, avec la loi du 9 décembre 1905 de « Séparation des Églises et de l'État », la laïcité garantit tout d'abord la liberté de conscience, dont les pratiques et manifestations sociales sont encadrées par l'ordre public. Elle vise à concilier liberté, égalité et fraternité en vue de la concorde entre les citoyens. Elle participe du principe d'universalité qui fonde aussi la Sécurité sociale et a acquis, avec le préambule de 1946, valeur constitutionnelle. L'article 1er de la Constitution du 4 octobre 1958 dispose d'ailleurs que « La France est une République indivisible, laïque, démocratique et sociale. Elle assure l'égalité devant la loi de tous les citoyens sans distinction d'origine, de race ou de religion. Elle respecte toutes les croyances ».

L'idéal de paix civile qu'elle poursuit ne sera réalisé qu'à la condition de s'en donner les ressources, humaines, juridiques et financières, tant pour les familles, qu'entre les générations, ou dans les institutions. À cet égard, la branche Famille et ses partenaires s'engagent à se doter des moyens nécessaires à une mise en œuvre bien comprise et attentionnée de la laïcité. Cela se fera avec et pour les familles et les personnes vivant sur le sol de la République quelles que soient leur origine, leur nationalité, leur croyance.

Depuis soixante-dix ans, la Sécurité Sociale incarne aussi ces valeurs d'universalité, de solidarité et d'égalité. La branche Famille et ses partenaires tiennent par la présente charte à réaffirmer le principe de laïcité en demeurant attentifs aux pratiques de terrain, en vue de promouvoir une laïcité bien comprise et bien attentionnée. Élaborée avec eux, cette charte s'adresse aux partenaires, mais tout autant aux allocataires qu'aux salariés de la branche Famille.

ARTICLE 1
LA LAÏCITÉ EST UNE RÉFÉRENCE COMMUNE

La laïcité est une référence commune à la branche Famille et ses partenaires. Il s'agit de promouvoir des liens familiaux et sociaux apaisés et de développer des relations de solidarité entre et au sein des générations.

ARTICLE 2
LA LAÏCITÉ EST LE SOCLE DE LA CITOYENNETÉ

La laïcité est le socle de la citoyenneté républicaine, qui promeut la cohésion sociale et la solidarité dans le respect du pluralisme des convictions et de la diversité des cultures. Elle a pour vocation l'intérêt général.

ARTICLE 3
LA LAÏCITÉ EST GARANTE DE LA LIBERTÉ DE CONSCIENCE

La laïcité a pour principe la liberté de conscience. Son exercice et sa manifestation sont libres dans le respect de l'ordre public établi par la loi.

ARTICLE 4
LA LAÏCITÉ CONTRIBUE À LA DIGNITÉ DE LA PERSONNE ET A L'ÉGALITÉ D'ACCÈS AUX DROITS

La laïcité contribue à la dignité des personnes, à l'égalité entre les femmes et les hommes, à l'accès aux droits et au traitement égal de toutes et de tous. Elle reconnaît la liberté de croire et de ne pas croire. La laïcité implique le rejet de toute violence et de toute discrimination raciste, culturelle, sociale et religieuse.

ARTICLE 5
LA LAÏCITÉ GARANTIT LE LIBRE ARBITRE ET PROTÈGE DU PROSÉLYTISME

La laïcité offre à chacune et à chacun les conditions d'exercice de son libre arbitre et de la citoyenneté. Elle protège de toute forme de prosélytisme qui empêcherait chacune et chacun de faire ses propres choix.

ARTICLE 6
LA BRANCHE FAMILLE RESPECTE L'OBLIGATION DE NEUTRALITÉ DES SERVICES PUBLICS

La laïcité implique pour les collaborateurs et administrateurs de la branche Famille, en tant que participant à la gestion du service public, une stricte obligation de neutralité ainsi que d'impartialité. Les salariés ne doivent pas manifester leurs convictions philosophiques, politiques et religieuses. Nul salarié ne peut notamment se prévaloir de ses convictions pour refuser d'accomplir une tâche. Par ailleurs, nul usager ne peut être exclu de l'accès au service public en raison de ses convictions et de leur expression, dès lors qu'il ne perturbe pas le bon fonctionnement du service et respecte l'ordre public établi par la loi.

ARTICLE 7
LES PARTENAIRES DE LA BRANCHE FAMILLE SONT ACTEURS DE LA LAÏCITÉ

Les règles de vie et l'organisation des espaces et temps d'activités des partenaires sont respectueux du principe de laïcité en tant qu'il garantit la liberté de conscience. Ces règles peuvent être précisées dans le règlement intérieur. Pour les salariés et bénévoles, tout prosélytisme est proscrit et les restrictions au port de signes, ou tenues, manifestant une appartenance religieuse sont possibles si elles sont justifiées par la nature de la tâche à accomplir, et proportionnées au but recherché.

ARTICLE 8
AGIR POUR UNE LAÏCITÉ BIEN ATTENTIONNÉE

La laïcité s'apprend et se vit sur les territoires selon les réalités de terrain, par des attitudes et manières d'être les uns avec les autres. Ces attitudes partagées et à encourager sont : l'accueil, l'écoute, la bienveillance, le dialogue, le respect mutuel, la coopération et la considération. Ainsi, avec et pour les familles, la laïcité est le terreau d'une société plus juste et plus fraternelle, porteuse de sens pour les générations futures.

ARTICLE 9
AGIR POUR UNE LAÏCITÉ BIEN PARTAGÉE

La compréhension et l'appropriation de la laïcité sont permises par la mise en œuvre de temps d'information, de formations, la création d'outils et de lieux adaptés. Elle est prise en compte dans les relations entre la branche Famille et ses partenaires. La laïcité, en tant qu'elle garantit l'impartialité vis-à-vis des usagers et l'accueil de tous sans aucune discrimination, est prise en considération dans l'ensemble des relations de la branche Famille avec ses partenaires. Elle fait l'objet d'un suivi et d'un accompagnement conjoints.

Adoptée par le Conseil d'Administration de la Cnaf le 1er septembre 2015.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DB2025_019-AU
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

3. Projet social et de développement durable

3.1 Les caractéristiques sociales du territoire d'implantation de la structure

3.1.1- Les caractéristiques du lieu d'implantation de la structure

L'Etablissement d'Accueil du Jeune Enfant (EAJE) « l'Enfantoun » est implanté au centre-ville de la commune de Saint-Vallier-de-Thiey, dans le département des Alpes Maritimes, en région Provence-Alpes-Côte d'Azur.

Localisée entre mer et montagne, sur la route Napoléon (RN 85), au centre d'une région touristique, (12 km de Grasse (sous-préfecture), 29 km de Cannes, 50 km de Nice et de son aéroport international), la commune de Saint-Vallier-de-Thiey est un bourg rural membre de la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse (23 communes) d'une superficie de 50,68 km².

Les communes limitrophes sont Andon, Cabris, Caussols, Escragnolles, Grasse, Saint-Cézaire-sur-Siagne et Spéracèdes.

La commune de Saint-Vallier-de-Thiey est inscrite depuis 2021 dans le dispositif national « Petites Villes de Demain » dont l'objectif est de soutenir toutes les actions afin de revitaliser le centre des villages, ce qui lui permet de bénéficier de financements et d'ingénierie pour renforcer ses pôles de centralité.

❖ **Equipements présents sur la commune :**

- Etablissements d'enseignement :
  - groupe scolaire Emile Felix
  - groupe scolaire Collet de Gasq
  - collège Simon Wiesenthal
- Professionnels et établissements de santé
  - Maison de Santé Pluridisciplinaire : Médecins, Spécialistes, Dentistes, Echographistes etc...
  - Pharmacie
- Equipements sportifs et culturels
  - Médiathèque, salle de spectacles, cinéma (Espace du Thiey)
  - Complexes sportifs
- Mairie et Centre communal d'action sociale (CCAS)
- Centre de secours
- Maison Du Département (MDD)
- Associations culturelles et sportives

❖ **Equipements présents sur le territoire intercommunal (CAPG)** (liste non exhaustive)

- Relais petite enfance itinérant (haut et moyen Pays de la CAPG) et relais petite enfance (communes de Grasse, Mouans- Sartoux)
- Lieux d'accueil enfants parents (LAEP) (communes de Grasse, Mouans- Sartoux)
- Collèges (communes de Grasse, Mouans-Sartoux, Pégomas, Peymeinade, Saint-Vallier-de-Thiey)
- Sous-préfecture (commune de Grasse)
- Lycées d'enseignement général et technique (commune de Grasse)
- Maison des Solidarités Départementale (MSD) (commune de Grasse)

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DB2025_019-AU
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

- Maison des 1000 1ers jours (commune de Grasse)
- Centre de Protection Maternelle et Infantile (PMI) (commune de Grasse)
- CPAM (commune de Grasse)
- CAF (commune de Grasse)
- Centre hospitalier (commune de Grasse)

❖ **Equipements sportifs et culturels sur le territoire** (liste non exhaustive)

- Espace Culturel et Sportif (communes de la Grasse, La Roquette-sur-Siagne, Valderoure, Saint-Cézaire-sur-Siagne)
- Musée International de la Parfumerie (MIP) (commune de Grasse)
- Jardins du MIP (Commune de Mouans-Sartoux)
- Médiathèques (commune de Grasse, Mouans-Sartoux, Pégomas, La Roquette-sur-Siagne, Saint-Cézaire-sur-Siagne)
- Ludothèque (communes de Grasse, Mouans-Sartoux)
- Conservatoire (commune de Grasse) et Ecole de musique (communes de Peymeinade, Mouans-Sartoux)
- Cinéma (communes de Grasse, Mouans-Sartoux)
- Théâtre (commune de Grasse)
- Centre culturel (commune de Mouans-Sartoux, Pégomas)
- Piscine (communes de Grasse, Peymeinade)
- Musée d'art et d'histoire de Provence (commune de Grasse)
- Equipements sportifs (tout le territoire)

Au deal des équipements, le territoire communal et communautaire est très riche en associations culturelles et sportives.

❖ **La petite enfance sur la commune**

- Données démographiques :

	0-3ans (2016)	0-3ans (2021)	Variation 2016-2021 (nombre)	Variation 2016-2021 (%)
Saint-Vallier-de-Thiey	94	138	44	46,8%

- L'offre d'accueil :
  - L'offre d'accueil individuel

Commune de Saint Vallier de Thiey						
Année	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Nombre d'assistant(e)s maternel(le)s	18	19	20	21	21	20
Nombre de places	64	67	69	71	76	70

  - L'offre d'accueil collectif

Structure	Capacités d'accueil et âges des enfants
EAJE « L'Enfantoun »	15 places âgés de 2 mois et demi à 5 ans révolus

L'offre d'accueil total atteint donc 85 places d'accueil du jeune enfant sur le territoire communal en 2024.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DB2025_019-AU
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

3.1.2- Les caractéristiques socio-démographiques et économiques de la population

❖ **Evolution et structure de la population**

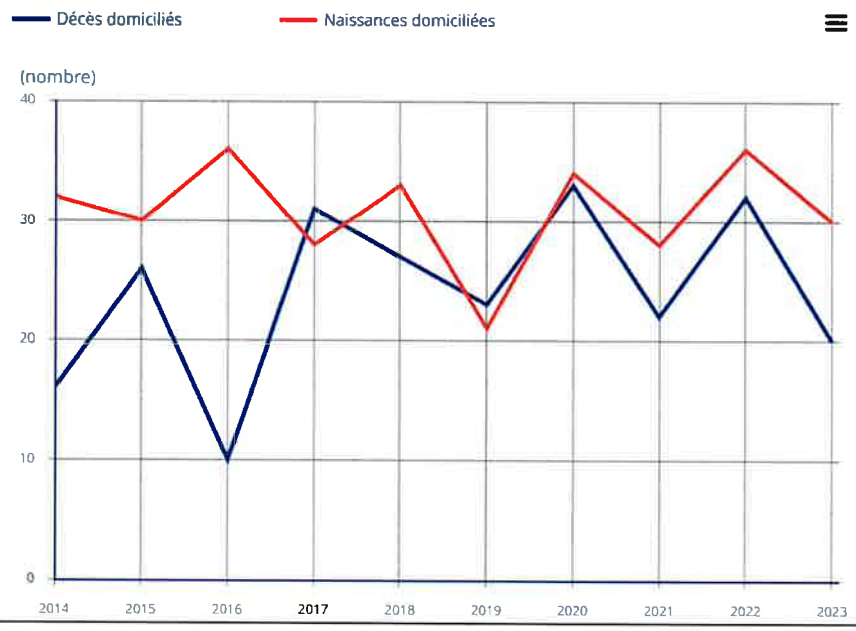
POP T1 - Population en historique depuis 1968

	1968(*)	1975(*)	1982	1990	1999	2010	2015	2021
Population	505	575	912	1 536	2 261	3 321	3 526	3 667
Densité moyenne (hab/km²)	10,0	11,3	18,0	30,3	44,6	65,5	69,6	72,4

(*) 1967 et 1974 pour les DOM
Les données proposées sont établies à périmètre géographique identique, dans la géographie en vigueur au 01/01/2024.
Sources : Insee, RP1967 à 1999 dénombrements, RP2010 au RP2021 exploitations principales.

La forte croissance démographique observée depuis 1975 atteint son maximum en 2021. Entre 2015 et 2021, la population a augmenté de 4%.
La densité moyenne de population (hab/km²) est de 72.4 en 2021 (69.6 en 2015).

RFD G1 - Naissances et décès domiciliés



Depuis 2014, le nombre de naissances est très souvent supérieur au nombre de décès.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DB2025_019-AU
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

POP T4 - Lieu de résidence 1 an auparavant

Lieu de résidence	2015	%	2021	%
Personnes d'1 an ou plus habitant auparavant :	**3 492**	**100,0**	**3 625**	**100,0**
Dans le même logement	*3 017*	*86,4*	*3 300*	*91,0*
Dans un autre logement de la même commune	*180*	*5,1*	*107*	*3,0*
Dans une autre commune	*295*	*8,5*	*217*	*6,0*

Source : Insee, RP2015 et RP2021, exploitations principales, géographie au 01/01/2024.

En 2021, la population de la commune de Saint-Vallier-de-Thiey est composée de 6% de nouveaux arrivants.

POP T0 - Population par grandes tranches d'âges

Âge	2010	%	2015	%	2021	%
Ensemble	**3 321**	**100,0**	**3 526**	**100,0**	**3 667**	**100,0**
0 à 14 ans	715	21,5	733	20,8	720	19,6
15 à 29 ans	536	16,1	524	14,9	486	13,2
30 à 44 ans	748	22,5	695	19,7	754	20,6
45 à 59 ans	746	22,5	838	23,8	801	21,9
60 à 74 ans	406	12,2	533	15,1	670	18,3
75 ans ou plus	170	5,1	204	5,8	236	6,4

Sources : Insee, RP2010, RP2015 et RP2021, exploitations principales, géographie au 01/01/2024.

La classe d'âge des 25-49 ans qui correspond à celle pour laquelle la probabilité d'avoir des enfants est la plus forte reste stable depuis 2010.
Les plus de 60 ans représentent 25% de la population de Saint-Vallier-de-Thiey en 2021.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DB2025_019-AU
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

❖ Composition Familles et ménages

FAM T1 - Ménages selon leur composition

Type de ménages	Nombre de ménages						Population des ménages		
	2010	%	2015	%	2021	%	2010	2015	2021
Ensemble	1 333	100,0	1 447	100,0	1 566	100,0	3 329	3 527	3 668
Ménages d'une personne	351	26,3	407	28,1	476	30,4	351	407	476
Hommes seuls	202	15,2	172	11,9	227	14,5	202	172	227
Femmes seules	149	11,2	235	16,3	249	15,9	149	235	249
Autres ménages sans famille	42	3,1	34	2,4	5	0,3	103	69	9
Ménages avec famille(s) dont la famille principale est :	940	70,5	1 006	69,5	1 085	69,3	2 875	3 051	3 182
Un couple sans enfant	298	22,3	334	23,1	419	26,8	615	697	887
Un couple avec enfant(s)	504	37,8	515	35,6	525	33,5	1 924	1 982	1 957
Une famille monoparentale	138	10,4	157	10,8	141	9,0	336	373	338

Sources : Insee, RP2010, RP2015 et RP2021, exploitations complémentaires, géographie au 01/01/2024.

Le nombre de familles avec enfants a diminué de 1%.
En 2021, les ménages sans enfant représentent plus de 57,2% des ménages (26,8% des couples).

FAM T4 - Familles selon le nombre d'enfants âgés de moins de 25 ans

Nombre d'enfants	2010	%	2015	%	2021	%
Ensemble	959	100,0	1 015	100,0	1 101	100,0
Aucun enfant	355	37,0	417	41,1	474	43,0
1 enfant	313	32,6	275	27,1	318	28,9
2 enfants	195	20,3	235	23,2	241	21,9
3 enfants	81	8,5	69	6,8	56	5,1
4 enfants ou plus	15	1,6	20	1,9	12	1,1

Sources : Insee, RP2010, RP2015 et RP2021, exploitations complémentaires, géographie au 01/01/2024.

Les familles avec enfant représentent 57% des familles en 2021 (Augmentation de 1,9% en 2015).
La part des familles nombreuses (3 enfants et plus) est en diminution entre 2015 et 2021(-2,5%).

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DB2025_019-AU
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

FAM T3 - Composition des familles

Type de famille	2010	%	2015	%	2021	%
Ensemble	**959**	**100,0**	**1 015**	**100,0**	**1 101**	**100,0**
Couples avec enfant(s)	**508**	**52,9**	**520**	**51,2**	**531**	**48,2**
Familles monoparentales	**138**	**14,4**	**162**	**15,9**	**151**	**13,7**
Hommes seuls avec enfant(s)	27	2,8	39	3,9	39	3,5
Femmes seules avec enfant(s)	112	11,6	123	12,1	112	10,2
Couples sans enfant	**313**	**32,6**	**334**	**32,9**	**419**	**38,1**

Sources : Insee, RP2010, RP2015 et RP2021, exploitations complémentaires, géographie au 01/01/2024.

La part des familles monoparentales représente 13,7% des familles avec enfant en 2021.
Le nombre de familles monoparentales a légèrement diminué de 2,2% entre 2015 et 2021.

FAM T3bis - Composition détaillée des familles composées de couples avec enfant(s)

Couples avec enfant(s)	2021	%
Ensemble	**531**	**100,0**
Famille traditionnelle	465	87,6
Famille recomposée	66	12,4

Sources : Insee, RP2021, exploitation complémentaire, géographie au 01/01/2024.

Les familles recomposées ne représente que 12,4 % des familles présentes sur la commune de Saint-Vallier-de-Thiey.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DB2025_019-AU
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

❖ Logement

LOG T1 - Évolution du nombre de logements par catégorie en historique depuis 1968

Catégorie de logement	1968(*)	1975(*)	1982	1990	1999	2010	2015	2021
Ensemble	**548**	**649**	**723**	**1 284**	**1 465**	**1 898**	**1 951**	**2 037**
Résidences principales	185	217	342	582	867	1 332	1 450	1 561
Résidences secondaires et logements occasionnels	246	310	350	637	529	410	376	310
Logements vacants	117	122	31	65	69	155	125	166

(*) 1967 et 1974 pour les DOM
Les données proposées sont établies à périmètre géographique identique, dans la géographie en vigueur au 01/01/2024.
Sources : Insee, RP1967 à 1999 dénombrements, RP2010 au RP2021 exploitations principales.

Le nombre de logements en constante progression (+8,84% entre 2015 et 2021) est constitué à plus de 80% de résidences principales en 2021.

Le nombre de logements vacants a presque doublé entre 2015 et 2021 et représente presque 6% du nombre de logements en 2021.

En 2021, près de 84% des ménages sont propriétaires de leur logement.

❖ Activité

Population active, emploi et chômage au sens du recensement :

EMP T1 - Population de 15 à 64 ans par type d'activité

Type d'activité	2010	2015	2021
Ensemble	**2 234**	**2 274**	**2 306**
Actifs en %	**76,5**	**79,5**	**79,5**
Actifs ayant un emploi en %	69,7	70,6	73,3
Chômeurs en %	6,8	8,9	6,2
Inactifs en %	**23,5**	**20,5**	**20,5**
Élèves, étudiants et stagiaires non rémunérés en %	8,2	8,0	8,4
Retraités ou préretraités en %	7,8	5,5	5,8
Autres inactifs en %	7,5	7,0	6,2

Sources : Insee, RP2010, RP2015 et RP2021, exploitations principales, géographie au 01/01/2024.

En 2021, une grosse majorité (73,3%) de la population des 15-64 ans est composée d'actifs ayant un emploi.
Le taux de chômage a baissé de 0,6% entre 2015 et 2021.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DB2025_019-AU
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

ACT T1 - Population de 15 ans ou plus ayant un emploi selon le statut en 2021

Statut d'emploi	Nombre	%	dont % temps partiel	dont % femmes
Ensemble	**1 723**	**100,0**	**13,0**	**48,7**
Salariés	1 386	80,4	13,2	52,3
Non-salariés	337	19,6	12,5	34,0

Source : Insee, RP2021 exploitation principale, géographie au 01/01/2024.

En 2021, 80,4% des personnes de plus de 15 ans ayant un emploi sont salariés.

Catégories socio-professionnelles :

POP T6 - Population de 15 ans ou plus par sexe, âge et catégorie socioprofessionnelle en 2021

Catégorie socioprofessionnelle	Hommes	Femmes	Part en % de la population âgée de		
			15 à 24 ans	25 à 54 ans	55 ans ou +
Ensemble	**1 418**	**1 526**	**100,0**	**100,0**	**100,0**
Agriculteurs exploitants	0	0	0,0	0,0	0,0
Artisans, commerçants, chefs d'entreprise	151	89	0,0	10,5	7,7
Cadres et professions intellectuelles supérieures	219	182	0,0	21,5	7,9
Professions intermédiaires	227	282	10,8	26,9	7,3
Employés	115	339	7,3	22,1	9,6
Ouvriers	217	63	13,1	12,4	4,8
Retraités	318	324	0,0	0,0	55,3
Autres personnes sans activité professionnelle	171	247	68,8	6,6	7,4

Source : Insee, RP2021 exploitation complémentaire, géographie au 01/01/2024.

En 2021, la population des 25-54 ans est majoritairement constitué (48,4%) de cadres et de professions intermédiaires, 6,6% de cette population est sans activité professionnelle.

ACT T4 - Lieu de travail des actifs de 15 ans ou plus ayant un emploi qui résident dans la zone

Zone du lieu de travail	2010	%	2015	%	2021	%
Ensemble	**1 572**	**100**	**1 632**	**100**	**1 723**	**100**
Travaillent :						
dans la commune de résidence	386	24,5	425	26,0	436	25,3
dans une commune autre que la commune de résidence	1 187	75,5	1 207	74,0	1 287	74,7

Sources : Insee, RP2010, RP2015 et RP2021, exploitations principales, géographie au 01/01/2024.

En 2021, 74,7% des actifs de plus de 15 ans avec emploi travaillent à l'extérieur de la commune.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DB2025_019-AU
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

Niveau de vie :

	Médiane du revenu disponible par unité de consommation (en €) - 2016	Médiane du revenu disponible par unité de consommation (en €) - 2021	Variation 2016-2021 (en €)	Variation 2016-2021 (en %)
Saint-Vallier-de-Thiey	22 533	25 090	2 557	11,3%

En 2021, le niveau de vie médian mensuel est de 2090 €, il a augmenté de 11,3% entre 2016 et 2021.
En 2018, 10% de la population vit sous le seuil de pauvreté *(données issues de l'ABS 2022 groupement)*.

Evolution des participations familiales moyennes horaire au sein de l'EAJE « L'Enfantoun » :

2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
1,84	1,71	1,58	1,60	1,92	1,87	1,90

3.2 L'intégration de la structure à son environnement et le maillage avec l'offre de service de ses partenaires

L'EAJE « L'Enfantoun » est l'un des 6 EAJE (2 à Peymeinade, 1 à le Tignet, 1 à St Cézaire-sur-Siagne, 1 à Saint-Vallier-de-Thiey, 1 à Séranon) du Service Petite Enfance de la CAPG.

La structure entretient à ce titre :

❖ **Des liens permanents avec :**

- La Direction Petite Enfance, la direction des autres EAJE et l'ensemble de l'équipe pluridisciplinaire du service
- Le Relais Petite Enfance (RPE) de la CAPG situé à Spéracèdes et itinérant: lieu dédié à l'accueil du jeune enfant. Guichet unique de préinscription pour tous les EAJE de la CAPG, le relais s'adresse aux parents et aux professionnel(le)s de l'accueil individuel.
  C'est un lieu d'informations, de rencontres, d'échanges et de professionnalisation.

❖ **Des liens fonctionnels avec les services de la CAPG :**

- Techniques, Prévention et Sécurité, Ressources Humaines, Finances, Energie, Environnement, Culture, Jeunesse et sports, Egalité femmes-hommes, Emploi...

❖ **Des liens avec les services municipaux, équipements et infrastructures de la commune :**

- La médiathèque municipale de Saint-Vallier-de-Thiey: La CAPG et la commune de Saint-Vallier-de-Thiey ont signé une convention au profit de l'EAJE « L'Enfantoun » afin de promouvoir la lecture publique. Ainsi, une quarantaine de livres adaptés aux 0-3 ans sont prêtés à l'EAJE avec un roulement tous les deux mois.
  Cela permet une grande diversité dans les lectures proposées aux enfants. Il y a également une intervenante de la médiathèque qui se déplace afin de proposer aux enfants un temps de lecture (Kamishibaï, tapis de lecture, tablier de lecture) tous les deux mois.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DB2025_019-AU
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

❖ **Des liens avec les partenaires institutionnels, financiers, associatifs :**

- Direction départementale de l'enfance
- MSD (Maison des Solidarités Départementale)
- PMI (Protection Maternelle et Infantile): En charge de l'agrément, du contrôle et de l'accompagnement des établissements: rencontres biannuelles + échanges réguliers sur les enfants accueillis tout au long de l'année
- CAMSP (Centre d'Action Médico-Sociale Précoce) de Grasse
- HARPEGES: Rencontres et échanges à la demande, notamment dans le cadre de l'accueil d'enfant à besoins spécifiques
- PRH 06 (Pôle Ressources Handicap) API-END
- CAF (Caisse d'Allocations Familiales) des Alpes-Maritimes
  La CAF est un des acteurs majeurs du développement et du fonctionnement des structures petite enfance. Elle fixe les montants des participations familiales, apporte son expertise et les cofinancements essentiels à l'investissement et au fonctionnement de l'établissement.
- Le REAAP 06 (Réseau d'Ecoute, d'Appui et d'Accompagnement à la Parentalité des Alpes Maritimes) prend appui sur un réseau de parents, de bénévoles et de professionnel(le)s qui permettent la mise en place d'actions visant à conforter, à travers le dialogue et l'échange, les compétences des parents et la mise en valeur de leurs capacités. Les parents se rencontrent dans différents lieux (centres sociaux, écoles, crèches, ludothèques, salles municipales...) et autour d'activités (groupes de parole, conférences, débats, activités parents-enfants...), avec ou sans l'appui de professionnel(le)s du secteur (médiateurs familiaux, travailleurs sociaux) pour renforcer par le dialogue et l'échange leur capacité à exercer pleinement leur responsabilité parentale.

❖ **Des liens avec l'Education Nationale :**

Le tissage de liens locaux, avec les écoles maternelles, favorise les transitions de l'enfant entre ses milieux de vie successifs et la continuité éducative.
Un partenariat est mené avec des deux écoles maternelles présentes sur la commune de Saint-Vallier-de-Thiey afin de réaliser des matinées de rencontres entre les enfants qui feront leur première rentrée en Septembre, leurs parents, et l'équipe pédagogique de l'école. Ce premier contact permet de créer un vrai lien entre l'EAJE et l'école maternelle, et les professionnel(le)s peuvent également échanger des informations individualisées, en lien avec le bien-être de chaque enfant, pour que la transition se déroule au mieux.

3.3 Les modalités de participation des familles

Les rendez-vous au moment de l'admission (constitution du dossier d'admission administratif et médical avec la directrice), la prise d'informations auprès de l'équipe pluriprofessionnelle de l'EAJE, les transmissions et les échanges avec les familles lors de l'arrivée et du départ, les rendez-vous ponctuels (bilan d'accueil, de développement), les réunions de parents, nous permettent de recueillir les besoins des familles.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DB2025_019-AU
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

3.3.1- Participation des familles à la vie de la structure

Objectif pédagogique	Descriptif de l'action	Impact attendu sur les enfants et/ou leurs familles	Fréquence	Modalités d'information et d'évaluation des actions mise en place
Permettre aux familles de visualiser et de se projeter dans l'univers quotidien de leur enfant	A la suite du 1er contact avec les futurs entrants, la directrice propose de visiter la crèche. Il est important pour nous d'aborder avec les familles les repères et leurs intérêts pour l'enfant. (Cf Annexe n°2 Projet pédagogique « Les repères »)	Rassurer les familles quant à l'accueil de leur enfant. Utiliser cette visite pour travailler la future relation de confiance avec les familles et la mise en place de la coéducation.	1 fois pour chaque nouvelle famille	Suite à la décision de la Commission Petite Enfance (CPE), la directrice de l'EAJE contacte chaque nouvelle famille afin de fixer un rendez-vous pour se rencontrer et échanger sur l'arrivée en crèche. C'est également le moment pour finaliser le dossier administratif.
Proposer une activité commune parent-enfant de sensibilisation aux spectacles pour tout-petits	Au sein de l'unité de vie des enfants, ou dans la cour extérieure en fonction des spectacles, les parents sont invités à participer avec son enfant, encadré par des professionnels de la crèche.	Partager un moment convivial. Permettre aux parents de voir leur enfant dans un nouveau contexte. Offrir un spectacle vivant aux enfants et leurs familles.	1 fois par an	Affichages dans la crèche. Communication verbale l'équipe de l'EAJE mais aussi dans le journal de la crèche.
Participer à la semaine nationale de la petite enfance afin de développer les échanges et les partages avec les familles, sur un thème spécifique défini chaque année.	Semaine Printemps de la Petite Enfance : l'animer à partir d'activités en lien avec le thème choisi. Proposer des ateliers parent-enfant, accompagnés de professionnels de l'EAJE.	Offrir un lieu d'échange entre parents et professionnel(le)s, autour, de façon agréable et ludique. Permettre aux parents de profiter d'un atelier avec leur enfant. Faire découvrir aux parents l'environnement quotidien de leur enfant, des activités adaptées aux compétences de leur enfant, réalisables à la maison.	1 semaine par an	Affichages dans la crèche. Communication verbale par les professionnel(les) de l'EAJE. Information dans le journal de la crèche.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DB2025_019-AU
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

3.3.2- Actions de soutien à la parentalité proposées

Objectif pédagogique	Descriptif de l'action	Impact attendu sur les enfants et/ou leurs familles	Fréquence	Modalités d'information et d'évaluation des actions mise en place
Favoriser la promotion de la santé en proposant des rencontres avec le référent santé et accueil inclusif (RSAI) des crèches de la CAPG.	Rencontres et observations du RSAI auprès des enfants accueillis. Echanges et informations du RSAI auprès de l'équipe de professionnelles. Rencontres et accompagnement des parents si besoin.	Veille sur la santé des enfants, leur développement. Si besoin, orientation des familles vers un professionnel compétent en la matière. Promotion de la santé auprès des familles.	18h par an, à raison d'une rencontre tous les 2 mois.	Les parents sont prévenus de la présence du RSAI au sein de la crèche par un document qui leur est remis en main propre une semaine avant. Cela ouvre la possibilité d'une rencontre ou d'un échange avec des parents.
Réaliser des actions de soutien à la parentalité par le biais du journal de la crèche.	Tous les mois, un journal de la crèche à destination des parents est réfléchi en équipe, rédigé et envoyé aux parents, dans le but : - d'aborder des thèmes de la petite enfance, qui questionnent souvent les parents, mais qu'ils n'osent pas toujours poser. - présenter la vie de la crèche, ce qui est développé avec les enfants.	Répondre aux interrogations des parents. Accompagner les parents dans leur parentalité au quotidien. Partager les projets en cours au sein de la structure. Donner des explications à propos de la sécurité affective (Cf. Annexe n°5 Projet pédagogique « La sécurité affective ») ou du portage (Cf. Annexe n°6 Projet pédagogique « Le portage ») Permettre aux parents de voir les différentes activités proposées à la crèche.	11 fois par an	Un mail est envoyé à tous les parents avec le journal de la crèche en pièce-jointe.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DB2025_019-AU
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

Objectif pédagogique	Descriptif de l'action	Impact attendu sur les enfants et/ou leurs familles	Fréquence	Modalités d'information et d'évaluation des actions mise en place
Permettre la réflexion et les échanges avec les familles autour des affichages créés sur des thèmes phares de la petite enfance	Nous affichons au sein de l'EAJE des supports sur des sujets phares de la petite enfance afin de pouvoir indirectement sensibiliser les familles accueillies (exemples de sujet :la motricité libre, le portage, la communication gestuelle, l'égalité fille-garçon). Ce sont des outils ludiques, et simples et facilement compréhensibles. Ils permettent la réflexion, le questionnement, et l'échange avec les professionnel(le)s. C'est une façon pour nous de partager avec les familles des sujets importants dans notre approche de l'enfant.	Répondre aux questionnements des parents. Les accompagner dans leur réflexion autour des sujets présentés.	Tout au long de l'année	Affichages dans le hall d'entrée de la crèche
Accompagner les parents dans la prise en charge d'une problématique constatée par l'équipe, ou verbalisée par la famille.	Dans un premier temps, nous échangeons en équipe pluriprofessionnelle avec les personnes qui ont eu connaissance de la problématique. Ensuite, nous allons prendre un temps d'observation afin de pouvoir nous effectuons des observations croisées. Cela nous permet d'analyser la problématique de façon objective et éclairée. Nous pouvons ainsi mettre en place un accompagnement éducatif individualisé, spécifique aux besoins de l'enfant. Cela serait travaillé avec la famille pour avancer ensemble de façon homogène et bienveillante.	Accompagner la famille dans son quotidien. Répondre aux besoins spécifiques de chaque enfant. Mettre en place un projet individualisé selon la problématique observée.	Tout au long de l'année, dès que nécessaire.	Rencontre avec les familles

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DB2025_019-AU
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

Objectif pédagogique	Descriptif de l'action	Impact attendu sur les enfants et/ou leurs familles	Fréquence	Modalités d'information et d'évaluation des actions mise en place
Réunion à thèmes pour les familles	Nous organisons à chaque rentrée une réunion de présentation avec toute l'équipe de l'EAJE, où toutes les familles sont invitées à participer. Cela permet d'amorcer les échanges sur des sujets questionnants pour les familles. L'équipe de l'EAJE prend le soin de répondre à leurs questionnements. Cette réunion permet un réel accompagnement à la parentalité et la création d'un lien de confiance avec l'équipe. Tout au long de l'année, nous sommes amenées à proposer des réunions aux familles lorsque nous ressentons leur besoin. Notre objectif est de personnaliser notre accompagnement aux familles accueillies chaque année, c'est pour cela que les réunions ne sont pas fixes, et s'adaptent aux familles qui fréquentent l'établissement à ce moment.	Répondre aux questions des parents. Les sensibiliser et les accompagner dans leur rôle.	A chaque rentrée de Septembre pour créer une rencontre entre les professionnelles, les nouvelles familles et les familles déjà présentes l'année précédente. Possibilité d'en instaurer d'autres dans l'année en fonction des besoins observés. Pour les réunions tout au long de l'année, elles sont proposées à toutes les familles de la crèche, avec un créneau horaire le plus adapté possible à leurs possibilités.	Affichage dans le hall d'entrée. Mail aux familles. Information verbale par l'équipe de l'EAJE.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DB2025_019-AU
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

3.4 Les dispositions prises pour permettre à des familles rencontrant des situations particulières d'être accueillies dans la structure

3.4.1- Les modalités pour faciliter l'accueil des enfants de familles en situation d'insertion sociale ou professionnelle

Ces dernières années, la composition des familles a changé (diminution de la taille des ménages, augmentation des familles recomposées...) et leur situation professionnelle évolue (périodes de recherche d'emploi, emplois occasionnels, saisonniers...).

Tous les enfants ont besoin d'être accueillis dans un environnement attentif qui prenne en compte leur singularité quelle que soit leur situation ou celle de leur famille: précarité, insertion, situation de handicap, difficultés sociales, éducatives...

L'établissement d'accueil s'adapte aux besoins des structures familiales en proposant des modalités d'accueil qui répondent au plus près à leurs besoins : Le barème de priorisation des dossiers de préinscription, les modalités d'attribution des places au sein des EAJE gérés par la CAPG et la tarification tiennent compte des besoins des populations les plus fragiles et favorisent la mixité sociale.

L'enjeu pour l'établissement est de faire coexister les différentes modalités d'accueil (régulier, occasionnel, urgence) pour :

- Contribuer à l'inclusion des familles et la socialisation précoce des enfants, notamment ceux en situation de pauvreté ou de précarité.
- Favoriser la conciliation par les parents de jeunes enfants de leurs temps de vie familiale, professionnelle et sociale, notamment pour les personnes en recherche d'emploi et engagées dans un parcours d'insertion sociale et professionnelle et les familles monoparentales.

Dans ce contexte, l'accueil occasionnel ou régulier à temps non complet sont des modes de prise en charge adaptés qui permettent aux familles de faire des démarches (recherche d'emploi, démarches administratives, médicales...) ou de consacrer du temps à des activités qui leur permettent de souffler un peu, ce qui permet parfois d'éviter le burn-out parental, d'améliorer la relation parent-enfant et de préserver l'équilibre familial.

Au sein de l'EAJE « L'Enfantoun », nous faisons d'une priorité de préserver le bien-être des enfants et de leurs parents, de lutter contre la reproduction des inégalités et de favoriser l'insertion professionnelle.
L'accueil du jeune enfant est un élément central de la stratégie d'investissement social dans la petite enfance. C'est un enjeu à l'intersection de plusieurs politiques publiques.

L'EAJE accueille ainsi les enfants de parents en parcours d'insertion professionnelle et sociale au même titre que les parents qui ne sont pas dans ce parcours. Les enfants sont accueillis sur des journées de 9h à 16h au sein de l'EAJE (horaires modulables en fonction des besoins de la familles), lui permettant de s'épanouir en collectivité avec les autres enfants, et de vivre les mêmes expériences, qui sont précieuses pour son développement et ses besoins.

A l'Enfantoun, nous choisissons de permettre non seulement aux parents de concilier vie professionnelle et familiale ; favorisant ainsi l'insertion professionnelle et le maintien dans l'emploi ; mais aussi l'égalité entre les femmes et les hommes.
L'accueil en EAJE contribue également à l'épanouissement et au développement des compétences socio-émotionnelles et cognitives de l'enfant en lui offrant une expérience de socialisation précoce, propice aux premiers apprentissages.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DB2025_019-AU
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

L'impact positif de l'accueil sur le développement des jeunes enfants, démontré dans un certain nombre d'études, est d'autant plus important lorsque ces derniers sont issus de milieux défavorisés.
Ayant ainsi un effet « égalisateur », l'accueil au sein de « L'Enfantoun » constitue un puissant levier pour prévenir la reproduction des inégalités et de la pauvreté.

Il est également important pour l'équipe de l'EAJE de favoriser le développement d'un travail partenarial entre les différents acteurs de l'accueil et de l'accompagnement des enfants et des familles, notamment entre les professionnelles de la petite enfance et le secteur de la lutte contre l'exclusion, dont l'AHI et l'insertion par l'activité économique (IAE). Le lien avec l'IAE pourra permettre de développer des initiatives en lien avec l'insertion professionnelle des parents, et en particulier des mères isolées. Ce travail partenarial permet par ailleurs de faciliter la garantie d'un accompagnement global centré autour des besoins des enfants et des familles concernées.

Nous travaillons en lien avec tous les potentiels partenaires qui soutiennent la famille accueillie au sein de l'EAJE afin de créer une bulle soutenante autour de l'enfant et sa famille, pour pouvoir les aider et les accompagner dans leurs besoins.

D'une manière plus globale, l'EAJE « L'Enfantoun » veille à:

- Faciliter l'inclusion des familles et la socialisation précoce des enfants, notamment ceux en situation de pauvreté ou de précarité.

- Garantir des places pour l'accueil d'enfants non scolarisés âgés de moins de six ans à la charge de personnes engagées dans un parcours d'insertion sociale et professionnelle, y compris s'agissant des bénéficiaires de la prestation partagée d'éducation de l'enfant mentionnée au 3° de l'article L. 531-1 du code de la sécurité sociale, et répondant aux conditions de ressources fixées par voie réglementaire, pour leur permettre de prendre un emploi, de créer une activité ou de participer aux actions d'accompagnement professionnel qui leur sont proposées.

- Favoriser la conciliation par les parents de jeunes enfants de leurs temps de vie familiale, professionnelle et sociale, notamment pour les personnes en recherche d'emploi et engagées dans un parcours d'insertion sociale et professionnelle et les familles monoparentales. Il y a la possibilité d'accueillir un enfant dont les parents sont en recherche d'emploi 5 jours par semaine pendant 2 mois.

3.4.2- Les modalités d'accueil des enfants en situation de handicap ou atteints d'une maladie chronique

Signataire en Septembre 2022 de la Charte départementale de l'accueil des enfants et des jeunes en situation de handicap, co-signée par le Conseil Départemental, la CAF et l'Education Nationale, la CAPG s'engage à appréhender la situation globale des familles ayant un enfant ou un jeune en situation de handicap, dans une logique de parcours de la naissance à l'âge adulte, notamment en accueillant leur enfant en situation de handicap au sein de ses EAJE.

En contrepartie, les membres du Schéma Départemental des Services aux Familles (SDSF) s'engagent à mettre en œuvre des moyens permettant à la CAPG la mise en œuvre des dispositions de la charte :

- Accompagnement (formations, assistance et conseil) par le Pôle Ressources Handicap (PRH) soutenu par la CAF et l'Etat

- Animation d'un réseau des chargés de coopération accueil spécifique porté par la CAF

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DB2025_019-AU
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

- Animation par la CAF du Réseau d'Ecoute, d'Appui et d'Accompagnement des Parents (REAAP)

- L'accueil d'un enfant porteur de handicap ou atteint de maladie chronique requiert une définition des besoins de l'enfant, une proposition d'accueil adapté, tenant compte des possibilités de l'établissement et un suivi régulier de cet accueil. Le barème de priorisation des dossiers de préinscription et les modalités d'attribution des places au sein des EAJE gérés par la CAPG favorisent l'accueil des enfants nécessitant un accueil spécifique.

Les enfants en situation de handicap ou atteints d'une maladie chronique sont accueillis dans l'établissement si leur état de santé est compatible avec une vie en collectivité :

- Le chargé de coopération petite enfance du service (référent petite enfance accueil inclusif), interlocuteur privilégié de la famille, assure dès le rendez-vous de préinscription la coordination du projet et du suivi de l'accueil de l'enfant. Il fait le lien avec tous les partenaires et contribue à soutenir les équipes dans la mise en œuvre des projets d'accueil spécifiques.

- Le chargé d'accueil spécifique du service petite enfance est un professionnel formé, et il est référent de l'enfant et l'accompagne durant le temps d'accueil.

- Mise en place d'une formalisation et d'une individualisation du temps d'accueil par le biais d'un Projet d'Accueil Spécifique Individualisé (PASI).

- L'équipe pluridisciplinaire (médecin référent santé et accueil inclusif, psychomotricienne, coordinateur petite enfance accueil inclusif, infirmière puéricultrice, auxiliaires de puériculture...) veille à l'adaptation de l'accueil.

- Adaptation des locaux et équipements (achat de mobilier, matériel, équipements spécifiques) avec le soutien financier de la CAF des Alpes Maritimes au travers du Bonus «Inclusion handicap» et du dispositif Fonds Publics et Territoires (FPT).

- Temps de concertation avec les partenaires institutionnels, les CAMSP, les Centres Médico-Psychologique Infantile (CMPI) du territoire et tou(te)s les professionnel(le)s de soins en charge de l'enfant.

- Accompagnement de l'enfant à sa sortie de l'établissement : En accord avec la famille, la direction de l'EAJE et le chargé de coopération accueil spécifique petite enfance accompagnent la transition vers d'autres modes d'accueil par une rencontre avec l'équipe qui prendra le relais auprès de l'enfant (temps scolaire, périscolaire, extrascolaire...).

❖ **Le travail de l'EAJE « L'Enfantoun » du côté des professionnel(le)s**

La CAPG favorise l'inclusion des enfants présentant un handicap ou atteints de maladies chroniques. Au sein de l'EAJE « L'Enfantoun », nous appliquons la charte d'accueil qui favorise la socialisation des enfants au sein du collectif. En effet, l'accueil des enfants présentant un handicap ou atteints d'une maladie chronique est prévu par le code de la santé publique :

Art. R. 2324-17 – *« Les établissements et les services d'accueil non permanent veillent à la santé, à la sécurité, au bien-être et au développement des enfants qui leur sont confiés. Dans le respect de l'autorité parentale, ils contribuent à leur éducation.*

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DB2025_019-AU
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

Ils concourent à l'intégration des enfants présentant un handicap ou atteints d'une maladie chronique qu'ils accueillent. Ils apportent leur aide aux parents pour favoriser la conciliation de leur vie professionnelle et de leur vie familiale. »

Tout enfant présentant un handicap ou une maladie chronique pourra être accueilli au sein de l'EAJE, et ce peu importe le caractère du handicap.
La loi n°2005-102 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées, dans son article 114, définit la notion de handicap:
« Constitue un handicap, au sens de la présente loi, toute limitation d'activité ou restriction de participation à la vie en société subie dans son environnement par une personne en raison d'une altération substantielle, durable ou définitive d'une ou plusieurs fonctions physiques, sensorielles, mentales, cognitives ou psychiques, d'un polyhandicap ou d'un trouble de santé invalidant. »

- Le handicap moteur recouvre l'ensemble des troubles pouvant entraîner une atteinte partielle ou totale de la motricité, notamment des membres supérieurs et/ou inférieurs (difficultés pour se déplacer, conserver ou changer une position, prendre et manipuler, effectuer certains gestes).

- Le handicap visuel concerne les personnes aveugles, mais aussi, dans la majorité des cas, les personnes malvoyantes.

- Le handicap auditif : la perte auditive totale est rare, la plupart des déficients auditifs possèdent "des restes auditifs" pour lesquels les prothèses auditives apportent une réelle amplification. Selon les cas, ce handicap s'accompagne ou non d'une difficulté à oraliser.

- Le handicap psychique : aucune définition exhaustive n'est possible, d'autant que la terminologie psychiatrique (névrose, psychose, etc.) est seulement maîtrisée par les psychiatres.

- La déficience intellectuelle : c'est une difficulté à comprendre et une limitation dans la rapidité des fonctions mentales sur le plan de la compréhension, des connaissances et de la cognition.

- Les maladies invalidantes : toutes les maladies respiratoires, digestives, parasitaires, infectieuses (diabète, hémophilie, sida, cancer, hyperthyroïdie...) Elles peuvent être momentanées, permanentes ou évolutives.

Nous sommes amené(e)s à accueillir les enfants ayant ces troubles, et nous ferons tout ce qui est possible pour garantir un accueil au sein de l'EAJE spécifique, individualisé, adapté, mais aussi qualitatif et bénéfique pour l'enfant.
L'équipe de professionnel(le)s de l'EAJE « L'Enfantoun », soucieuse d'apporter tout son possible pour l'enfant, veille donc pour cet accompagnement spécifique à :

- Se former et se documenter sur les pathologies/handicaps:
  - Echanger avec le référent de PMI,
  - Chercher des informations sur internet (MDPH, associations et structures spécialisées...),
  - Lire des ouvrages, des revues,
  - Regarder des documentaires.

- Réfléchir et échanger des expériences :
  - Réfléchir et se questionner avec le RSAI,
  - Contacter des associations de parents,
  - Contacter des associations ou groupements de professionnel(le)s,
  - Rencontrer d'autres professionnel(le)s ; EAJE ou assistant(e)s maternel(le)s ; qui se posent les mêmes questions et qui ont déjà une expérience de ce type d'accueil.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DB2025_019-AU
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

- Intégrer les réflexions sur l'accueil d'enfants porteurs de handicap au projet de l'établissement.

- Poser le cadre de l'accueil et sécuriser enfants, parents et professionnel(le)s

- Analyser si l'adéquation du handicap avec un accueil en EAJE est compatible en associant : la famille, le médecin de l'établissement, le médecin traitant de l'enfant, la psychologue de la crèche, l'équipe de la crèche, la directrice.

❖ **L'accueil d'un enfant en situation de handicap ou atteint de maladie chronique au sein de l'EAJE « L'Enfantoun »**

- L'admission de l'enfant au sein de l'EAJE:

- Déterminer avec l'ensemble de l'équipe une personne référente en fonction de sa sensibilité et de sa disponibilité à accompagner le handicap posé, pour l'enfant et les parents.
- Réunir, avec l'équipe accueillante, les différents partenaires, l'enfant et la famille.
- Déterminer les conditions d'accueil (durée hebdomadaire, plage horaire, matériel spécifique...).
- Mettre en place un PAI (Projet d'accueil individualisé) si nécessaire.
- Organiser un temps d'information de l'ensemble du personnel par le médecin de la crèche sur le handicap concerné.
- Prendre contact avec les partenaires extérieurs en accord avec les parents (CAMSP, médecins, soignants spécialisés), ce qui permet une cohérence dans une complémentarité d'approche et de points de vue.
- Participer à une formation adaptée au handicap de l'enfant: elle donne des points d'appui aux professionnel(le)s en soutenant leurs capacités d'empathie, d'observation, et leur créativité.

- L'accueil de l'enfant au sein de l'EAJE :

- Organiser l'accueil en aménageant l'espace et l'organisation de la salle de vie afin de s'adapter aux spécificités du handicap ou de la maladie chronique, pour le bien-être de l'enfant concerné, les enfants accueillis et l'équipe de professionnel(le)s.
- Réfléchir à la période d'adaptation pour répondre au mieux aux besoins de l'enfant et de sa famille.
- Travailler la relation à la famille au quotidien, et proposer un échange avec la psychologue si le besoin est présent.

Des modalités spécifiques sont à mettre en place pour que cet accueil requérant une inventivité et une disponibilité accrues soit riche pour l'enfant, ses parents et les professionnel(le)s de l'EAJE.

Les échanges sont indispensables pour permettre d'exprimer les difficultés ou les craintes, de poser les questions. Les parents et les équipes doivent pouvoir exprimer leurs besoins et leurs attentes. Il faut prendre le temps nécessaire à chacun.

❖ **Le travail de l'EAJE « L'Enfantoun » auprès de l'enfant et sa famille autour d'un handicap ou d'une maladie (en cours de détection ou détecté)**

- Préparer les échanges avec la famille autour d'un trouble/handicap potentiel :

Que ce soient les parents ou l'équipe qui se posent des questions à propos de l'enfant, l'équipe de professionnel(le)s de l'EAJE veillent à :

- Multiplier les observations de l'enfant.
- Travailler en collaboration avec le médecin et/ou le psychologue de la structure.
- Alerter et orienter la famille.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DB2025_019-AU
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

- Travailler avec les partenaires médico-sociaux extérieurs.
- Avec l'accord de la famille et si nécessaire, se mettre en contact avec le médecin de famille.

Le personnel de l'établissement d'accueil ne doit pas poser un diagnostic.
Par contre, il a un rôle de repérage et doit alerter la famille (par l'intermédiaire de la direction) dès lors que ses observations peuvent justifier le recours à un examen médical spécialisé.

Il est primordial dans tous les cas d'évaluer les difficultés de vie de l'enfant au sein de l'EAJE, pour modifier notre accueil, et cela se fait en lien avec :
- La famille
- Le médecin de l'établissement RSAI
- La psychomotricienne
- Le chargé d'accueil spécifique du service petite enfance
- Le médecin traitant de l'enfant
- Le psychologue de la crèche
- L'équipe de la crèche
- Le responsable du service petite enfance

L'accueil collectif conserve un intérêt pour l'enfant quand il est réadapté à ses capacités réelles.

➢ Accompagner, les enfants, les parents et l'équipe :

- Faire le point sur les ressources de l'enfant lors de réunion d'équipe, pour organiser les conditions de progression à sa mesure et être dans un accompagnement individualisé et en constante mise à jour (en fonction des évolutions de l'enfant).
- Prévoir un temps pour penser les pratiques, pour contenir le vécu affectif et réguler les relations au sein de l'équipe.
- Prévoir des rencontres régulières avec l'équipe, les parents.

Il faut accompagner les parents et les professionnel(le)s dans la situation difficile de l'annonce du handicap, annonce qui se prolonge, car c'est au fur et à mesure de son développement que vont se découvrir les limites de l'enfant.

➢ Développer le réseau dans l'échange et le partage des pratiques

Établir une carte des partenaires :
- Les structures spécialisées (CAMSP, CMPP...)
- Les professions libérales
- Les autres structures d'accueil

Se mettre en lien avec :
- Le médecin de PMI de secteur
- Des coordonnateurs et coordinateurs (associatifs et municipaux)
- Le responsable du Service Petite Enfance de la CAPG

➢ Faire évoluer l'accueil... vers un projet d'accueil pour toutes et tous

- Faire des évaluations : ce qui fonctionne, ce qui est à retravailler, les évolutions, les apprentissages, les besoins et les aménagements à évaluer en permanence.
- Se saisir des spécificités pour améliorer la démarche globale.
- Impliquer toute l'équipe pluriprofessionnelle et pluridisciplinaire, les parents et tous les partenaires accompagnants.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DB2025_019-AU
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

➢ Travailler en lien avec la référente handicap petite enfance de la CAPG

Lorsqu'on accueille un enfant qui a une maladie/ un handicap, ou qui est en parcours de détection, les professionnel(le)s sont alors dans une situation très délicate, entre l'inconnu et l'insécurité de savoir comment agir au mieux pour cet enfant.

Au sein de la CAPG, nous avons la chance d'avoir parmi nos équipes une référente handicap. En effet, en complément du RSAI et de la psychomotricienne nous collaborons avec une éducatrice spécialisée, référente handicap petite enfance à la CAPG.
En charge de la coordination des projets et du suivi de l'accueil des enfants ayant des difficultés ou en situation de handicap, elle assume les missions suivantes :

- Rencontrer les familles dès le rendez-vous de préinscription pour organiser un accueil adapté, en tenant compte des possibilités de l'EAJE.
- Coordonner la participation des parents, de l'équipe d'accueil et le cas échéant de l'équipe de soins .
- Formaliser le « projet d'accueil spécifique individualisé » (le personnel nécessaire et les aménagements à mettre en place lors de l'accueil).
- Faire le lien avec tous les partenaires et soutenir les équipes pendant le temps d'accueil dans la mise en œuvre des projets d'accueil spécifiques (actions professionnalisantes, réflexions et expressions des interrogations et appréhensions...).
- Participer au développement d'un réseau local afin d'identifier les ressources du territoire.
- Accompagner avec l'accord de la famille, à la sortie de l'EAJE, les transitions vers les autres modes d'accueil (temps scolaire, péri et extrascolaire) par la rencontre des chargés de coopération spécifiques jeunesse et de l'équipe qui prendra le relais auprès de l'enfant.
- Rechercher dans la prise de décisions, l'intégration de l'enfant et permettre aux parents, professionnels de l'accueil et partenaires institutionnels d'être au cœur des décisions.

3.4.3- Les modalités d'accueil d'urgence

Une place d'accueil d'urgence est disponible sur l'EAJE « L'Enfantoun » ou au sein des EAJE de la CAPG. Majoritairement sollicitée par les travailleurs sociaux, elle répond à un besoin d'accueil non prévisible à caractère urgent et nécessitant une réactivité immédiate.
L'appréciation de la situation d'urgence relève de la direction petite enfance, qui délivre l'autorisation d'admission de l'enfant sans convocation préalable de la commission d'admission.

L'accueil d'urgence répond notamment aux situations exceptionnelles suivantes :

- ➢ Rupture de l'équilibre familial (hospitalisation, décès, incarcération...)
- ➢ Urgence sociale
- ➢ Rupture du mode de garde habituel
- ➢ Retour à l'emploi ou entrée en formation dans un court délai sans mode de garde organisé

Il est également caractérisé par le fait que l'enfant n'ait jamais fréquenté la structure.
Cet accueil propose une solution d'accueil temporaire, pour apaiser la situation, dépasser le moment de crise et rechercher un mode de garde durable adapté aux besoins.
Limité à deux mois, cet accueil est exceptionnellement reconductible une fois.

Si l'accueil doit se prolonger au-delà de l'accueil d'urgence, l'admission sera tributaire de la disponibilité dans les établissements et soumise à l'avis de la commission d'admission.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DB2025_019-AU
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

❖ **L'accueil d'un enfant en situation d'accueil d'urgence au sein de l'EAJE « L'Enfantoun »**

➢ L'admission de l'enfant au sein de l'EAJE:

- Déterminer avec l'ensemble de l'équipe une personne référente en fonction de sa sensibilité et de sa disponibilité à accompagner l'enfant et sa famille.
- Réunir, avec l'équipe accueillante, les différents partenaires (associations, partenaires...), l'enfant et la famille.
- Déterminer les conditions d'accueil (durée hebdomadaire, plage horaire...).
- Organiser un temps d'information de l'ensemble du personnel sur la situation de l'enfant, dans le cadre du secret professionnel partagé.
- Prendre contact avec les partenaires extérieurs en accord avec les parents, afin d'apporter une complémentarité dans les actions proposées.

➢ L'accueil de l'enfant au sein de l'EAJE :

- Réfléchir à la période d'adaptation pour répondre au mieux aux besoins de l'enfant et de sa famille, et veiller à l'adapter, comme pour chaque famille, aux difficultés rencontrées.
- Travailler la relation à la famille au quotidien
- Proposer un échange avec la psychologue en fonction de la raison de l'accueil d'urgence
- Proposer un échange avec le médecin des crèches en fonction de la raison de l'accueil d'urgence

Une disponibilité accrue ainsi qu'une grande adaptabilité sont essentielles pour proposer un accueil bienveillant, adapté et riche pour l'enfant et sa famille au sein de l'EAJE.

Les échanges sont indispensables pour permettre d'exprimer les difficultés ou les craintes, de poser les questions. Les parents et les équipes doivent pouvoir exprimer leurs besoins et leurs attentes. Il faut prendre le temps nécessaire à chacun.

❖ **Le travail de l'EAJE « L'Enfantoun » auprès de l'enfant et sa famille en situation d'accueil d'urgence**

➢ Observer et échanger avec la famille :

L'équipe de professionnel(le)s de l'EAJE veillent à :

- Multiplier les observations de l'enfant.
- Travailler en collaboration avec le médecin et/ou le psychologue de la structure.
- Echanger avec la famille sur les observations réalisées pour permettre une prise en soin optimale de l'enfant.
- Travailler avec les partenaires médico-sociaux extérieurs.
- Avec l'accord de la famille et si nécessaire, se mettre en contact avec le médecin de famille.

➢ Accompagner, les enfants, les parents et l'équipe :

- Faire le point sur le développement et les besoins de l'enfant lors de réunion d'équipe, pour réadapter l'accueil en fonction de son évolution, et offrir un accompagnement individualisé.
- Prévoir un temps pour penser les pratiques, pour les réguler et les mettre à jour en fonction de la situation de l'enfant.
- Prévoir des rencontres régulières avec les parents.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DB2025_019-AU
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

3.5 Les activités de la structure afin de l'inscrire dans une démarche en faveur du développement durable

En lien avec la charte nationale, l'établissement inscrit son activité dans une démarche en faveur du développement durable de la manière suivante :

Objectif	Descriptif de l'action	Impact attendu	Modalités d'évaluation des actions mise en place
Recyclage des piles et batteries	Mise en place d'un container pour la récupération des piles et - batteries usagées à l'intérieur du bâtiment	Trier les déchets	Ramassage 2 fois/an du container pour le tri
Réduire nos coûts de fonctionnement	- Extinction systématiques des lumières à la sortie d'une pièce et des appareils électroniques (imprimante, ordinateur) lorsqu'ils ne sont pas utilisés - Utilisation de surchausses lavables pour les familles et pour les intervenants extérieurs - Recyclage d'anciennes serviettes de toilette en drap de bain pour l'atelier « jeux d'eau »	Réduction de nos consommations et des factures.	Réduction de nos consommations et des factures.
Limiter les matériaux à usage unique	Utilisation de gants, serviettes et bavoirs lavables individuels pour les changes et la restauration	Réduire au maximum les matériaux à usage unique pour limiter les déchets	Favoriser le lavage en machine contre l'utilisation de produits à jeter
Fabriquer des ateliers pour les enfants avec des matériaux détournés	- Récolte de matériaux usagés (boîtes de lait, cartons, boîtes de biscuits, bouchons de bouteilles de lait, rouleaux d'essuie-tout) pour recréer une activité détournée - Création de bouteilles sensorielles avec d'anciennes bouteilles d'eau 500mL - Création de boîtes sensorielles avec des boîtes de mouchoirs (Cf. Annexe 3 Projet pédagogique « Le développement durable »)	Développer l'« upcycling » (revalorisation des objets de seconde main), le partager avec les familles dans une démarche de co-éducation et développer la créativité de chacun(e)	Augmentation de la quantité de jeux fait-maison à la crèche Attrait des professionnelles pour créer des jeux upcyclés
Limitation de l'utilisation du sèche-linge	Favoriser l'étendoir extérieur quand beau temps	Limiter l'utilisation d'appareils électriques	Utiliser au minimum le sèche-linge

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DB2025_019-AU
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

Objectif	Descriptif de l'action	Impact attendu	Modalités d'évaluation des actions mise en place
Aération de la crèche au maximum	Aération et ventilation de chaque pièce au maximum au quotidien	Limiter le mauvais air ambiant, air sain et serein !	Aération entre 6h30 et 7h30, puis 2 fois le matin et 2 fois l'après-midi (minimum 30 minutes à chaque fois)
Réduire l'impact des produits toxiques sur l'environnement Réduire l'exposition des enfants aux produits toxiques	Utilisation de produits plus vertueux dans les marchés Eco labellisés	Diminuer la quantité de produits chimiques utilisés au sein de l'établissement. Réduire le risque d'allergie cutanée Réduire l'impact des produits chimiques sur la santé des usagers et des professionnels	Les agents et les enfants seront moins confrontés à l'exposition avec des produits chimiques.
Favoriser la vie en extérieur	Les enfants sont en extérieur le plus possible.	Aérer le corps et l'esprit au quotidien	Passer la journée dehors !
Maîtriser et modérer la consommation d'énergie	Contrôle de la température des pièces. S'assurer de la maintenance des chauffages & climatisation réversible Eteindre la lumière dès que possible Faire la chasse aux appareils en veille	Limiter la surchauffe et la prolifération des microbes dans un air trop chaud, contrôler notre consommation afin qu'elle soit adaptée mais non exagérée. Limiter la consommation électrique.	Relevé hebdomadaire des températures qui doivent être entre 19° et 21°.
Maîtriser et modérer la consommation d'eau	Robinets à capteur de pression et infrarouge afin de limiter la quantité d'eau et sa température	Limiter notre consommation d'eau	Pas d'eau gaspillée
Livraison en liaison froide des repas et goûter limitation des déchets	Livraison en bacs gastro Bonne gestion des commandes et des stocks Livraison regroupée avec les crèches, écoles et centres aérés du haut pays grassois	Limiter nos déchets alimentaires, limiter et contrôler les livraisons avec 1 transport quotidien pour les différents sites du haut pays grassois.	Livraison quotidienne de tous les repas et goûter des crèches, écoles et centres aérés des communes voisines

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DB2025_019-AU
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

4. Projet d'accueil

4.1 Les prestations d'accueil et modalités d'organisation de la vie quotidienne

4.1.1- Les périodes d'ouverture

- Les jours et horaires d'ouverture : Du Lundi au Vendredi de 7h30 à 18h30.

La structure a des périodes de fermeture correspondant aux vacances scolaires : une fermeture annuelle de 2 semaines pour les fêtes de fin d'année, 1 semaine pendant les vacances d'hiver , 1 semaine pendant les vacances de printemps, 3 semaines en Août et une fermeture pendant les jours fériés.
Un accueil est proposé aux familles travaillant pendant la fermeture d'été dans un autre EAJE de la CAPG.

4.1.2- Le déroulé de la période d'adaptation

C'est un moment clé lorsque l'enfant rentre en crèche. L'adaptation doit se faire quel que soit l'âge de l'enfant, progressivement et au rythme de l'enfant.
Nous conseillons de prendre le temps, et de l'échelonner sur une semaine minimum.
Notre souhait est d'abord de permettre à l'enfant de comprendre le sens du changement qu'il est en train de vivre en lui offrant des repères sécurisants, en s'intégrant progressivement à son nouveau lieu de vie.

L'adaptation se fait toujours de façon progressive, en augmentant chaque jour du temps passé en crèche et en y introduisant une nouvelle activité (un gouter, un repas, une sieste).
La structure crèche est un lieu riche en stimulation diverses. Nous souhaitons ainsi, en introduisant de façon progressive toutes ces nouvelles situations, limiter la fatigue de bébé et son anxiété, et lui laisser le temps de trouver son propre rythme.

Cette période permet également aux parents de faire connaissance avec le personnel, et ainsi de lui accorder leur confiance. Le personnel profite de cette période pour faire visiter les locaux aux parents, s'informe des habitudes de l'enfant et répond aux questions des parents. Ce doit être l'occasion d'échanges entre les parents et l'enfant au sujet de sa nouvelle vie. En effet, il parait souhaitable que les parents expriment leurs inquiétudes au sujet de la séparation quotidienne. Il est nécessaire que l'enfant entende ce discours même si c'est difficile pour l'adulte de l'exprimer.

Cette période est essentielle pour l'équipe aussi afin de faire connaissance avec les familles, établir un rapport de confiance, de prendre le temps de parler, d'écouter et d'échanger.
Elle doit aussi servir à mieux connaitre l'enfant, ses habitudes, son rythme.
Nous demandons de prévoir une semaine minimum pour préparer l'entrée de votre enfant à la crèche.
Cette semaine pourra être prolongée en fonction des besoins de l'enfant et de sa famille.

Voici le déroulement-type d'une semaine d'adaptation, qui est bien entendu amené à être modifier selon les besoins de l'enfant ou de ses parents :

Jour 1 : Temps d'accueil d'1h pour l'entretien avec le parent et l'enfant
Jour 2 : Temps d'accueil d'1h pour un premier temps de jeu
Jour 3 : Temps d'accueil de 2h avec le premier repas
Jour 4 : Temps d'accueil de 4h avec le repas et la première sieste
Jour 5 : Temps d'accueil de 6h avec le repas, la sieste et le premier goûter

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DB2025_019-AU
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

4.1.3- Le déroulé d'une journée type

Activités	Lieu	Descriptif des modalités de mise en œuvre en lien avec les objectifs pédagogiques
Accueil des enfants et des parents	Dans l'unité de vie de l'enfant	L'enfant et son parent sont accueillis tous les matins dans l'unité de vie de l'enfant. Cet accueil est individuel, ainsi la professionnelle est disponible à 100% pour réaliser les transmissions avec le parent. La professionnelle a au préalable préparé la salle afin de mettre en scène des pôles de jeux, pour favoriser un accueil de qualité à l'enfant. Les pôles sont similaires chaque matin de façon à maintenir des repères pour l'enfant.
Temps dédiés aux activités du matin (ateliers, activités libres ou guidées, éveil culturel, etc...)	Dans l'unité de l'enfant, dans le dortoir, dans la cour extérieure	Nous mettons en place des repères tout au long de la journée pour sécuriser l'enfant et lui permettre d'anticiper ce qui va se passer. Ainsi, un temps de chansons est réalisé lorsque tous les enfants et les professionnel(le)s sont arrivés, à 8h45. A la fin du temps de chansons, chaque enfant est nommé pour participer à une activité, proposée en lien avec ses besoins et adaptée à ses compétences. Aucune activité n'est obligatoire ou imposée, ce ne sont que des propositions, et l'enfant choisi ou non d'y participer.
Repas	Hall d'entrée (1 table) et unité de vie (1 table)	A 11h, les enfants vont se laver les mains avant le repas, puis vont s'installer à table. Ils ont toujours la même place à table (Cf. Annexe 2 Projet pédagogique « Les repères »). La professionnelle qui les accompagne pour le temps de repas explique aux enfants ce qu'ils vont manger, et dialogue avec les enfants. C'est aussi un outil qui favorise le développement du langage, l'intérêt du repas, le respect du temps de parole de chacun. L'auxiliaire est présente à table, assise avec eux, de façon à avoir une place centrale, qui lui permet d'accompagner chaque enfant durant le repas. Un agent technique a pour mission de servir les plats à table pour que la professionnelle soit en permanence auprès des enfants pour leur proposer une contenance psychique du groupe. Les enfants mangent dans des assiettes compartimentées, et ont chacun une cuillère et une fourchette à leur disposition.
Temps de repos	Dans les deux dortoirs	Pour les bébés : Une feuille de rythme est remplie à la maison par les parents, et à la crèche par les professionnel(le)s. Elle permet aux professionnelles d'avoir une vision sur les jours précédents, le rythme actuel de l'enfant. Nous adaptons donc ce temps de repos aux besoins de l'enfant, en veillant aux signes de fatigue. Sieste à la demande

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DB2025_019-AU
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

Activités	Lieu	Descriptif des modalités de mise en œuvre en lien avec les objectifs pédagogiques
		Pour les plus grands : Les professionnelles vont effectuer un temps de soin dans la salle de bain pour chaque enfant, afin de veiller à son bien-être physique, et de partager un moment individuel avec lui, après avoir passé la matinée en groupe. Chaque enfant a une panière individuelle, identifiée avec sa photo. L'enfant est invité à se déshabiller. Il prend ensuite son doudou et/ou sa tétine, et peut aller de lui-même dans son lit, qui restera toute l'année à la même place. Cela s'inclut dans notre démarche de mettre des repères tout au long de la journée de crèche de l'enfant. Pour les enfants qui en ont besoin, nous les accompagnons dans leur endormissement. Lorsque l'enfant est réveillé, un temps calme lui est proposé pour se réveiller en douceur et respecter le sommeil des autres enfants (livres)
Goûter	Hall d'entrée (1 table) et unité de vie (1 table)	Les goûters se déroulent dans les mêmes conditions que les repas du midi.
Temps et espaces dédiés aux activités de l'après-midi	Dans l'unité de l'enfant, dans le dortoir des grands, dans la cour extérieure	Les activités de l'après-midi se déroulent en petits groupes (4 à 8 enfants) dans la salle de vie, le dortoir des grands (les lits sont retirés en dehors du temps de sieste), et la cour extérieure.
Départ des enfants	Dans l'unité de l'enfant	Chaque parent vient récupérer son enfant directement dans la salle de vie, ou dans la cour extérieure en fonction de là où l'enfant joue. Nous prenons un temps de transmissions parent-professionnelle afin de raconter à chaque famille la journée, les éléments phares et les informations importantes à leur transmettre.
Lien avec les familles	Dans la salle de vie Durant les ateliers parents-pros Dans le bureau de la directrice Dans le hall d'entrée	Tous les membres de l'équipe sont disponibles et attentifs aux besoins des familles. Nous utilisons également le journal de la crèche pour leur présenter sous un autre support la vie de la structure, les activités proposées, des sujets intéressants pour les familles sur la petite enfance, et des idées d'ateliers à la maison faciles et peu voire pas coûteux.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DB2025_019-AU
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

4.1.4- L'accueil des enfants âgés de 4 à 6 ans dans le cadre d'un accueil périscolaire

L'EAJE « L'Enfantoun » n'accueille pas d'enfant dans le cadre d'un accueil périscolaire.

4.2 Compétences professionnelles mobilisées et organisation du personnel

4.2.1- Descriptif de l'équipe

Fonction	Qualification	Durée de travail hebdomadaire dans la fonction (en ETP)
Direction	1 infirmière puéricultrice	37h30/semaine – 1 ETP
Personnel encadrant	2 auxiliaires de puériculture + 2 Accompagnants éducatifs petite enfance	37h30/semaine – 2 ETP 37h30/semaine – 2 ETP
Intendance et logistique	1 agent technique	37h30/semaine – 1 ETP
Professionnel éducatif	1 éducatrice de jeunes enfants *(poste à pourvoir)*	18h45/semaine – 0.50 ETP
Référent santé	1 docteur en médecine	18h/an dont 4h/trimestre
Psychomotricien	Psychomotricien	En fonction des besoins
Animateur analyse de pratiques professionnelles	1 psychologue	Durée annualisée : 5 séances de 2h par an

4.2.2- Organisation des temps de professionnalisation et actions menées en matière d'analyse des pratiques professionnelles et de formation (article R. 2324-37)

Des temps d'analyse des pratiques professionnelles sont proposés par la psychologue. Il s'agit d'un temps d'échange pour les professionnelles dans l'objectif de les aider à la compréhension de certaines situations afin de leur permettre de prendre du recul. Il s'agit d'un espace de parole où la mise en mots favorise le questionnement comme l'expression des différentes opinions et des ressentis dans un cadre sécurisant. Ce temps est une invitation à la réflexion sur le sens des pratiques et les attitudes des professionnelles à partir d'observations conjointes (celles de l'équipe et de la psychologue). L'objectif principal de ces temps d'échanges est donc d'aider les professionnelles à prendre de la distance et à analyser leurs difficultés afin que celles-ci interfèrent le moins possible dans leurs pratiques quotidiennes, pour assurer un accueil de qualité aux enfants. Ces temps d'analyse des pratiques se déroulent en dehors de la présence des enfants.

Des revues spécialisées ainsi que des ouvrages sont à la disposition des professionnelles qui peuvent les emprunter au sein de l'antenne de la CAPG à Saint Cézaire-sur-Siagne.

Le catalogue CNFPT est ouvert à l'ensemble des agents qui choisissent les formations qui les intéressent dans le large panel proposé.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DB2025_019-AU
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

4.2.3- Intégration des apprentis et suivi des stagiaires

Nous accueillons régulièrement des stagiaires. Nous souhaitons favoriser l'intégration des futur(e)s professionnel(le)s en essayant de leur transmettre un savoir et des compétences. C'est aussi une manière de se questionner en équipe sans cesse sur nos pratiques, et de rester dans une logique d'évolution constante.

Nous sommes sollicitées régulièrement par des organismes de formation pour que des étudiants puissent effectuer des stages en crèche, ou par les stagiaires eux-mêmes. Leur demande de stage peut se faire directement auprès des EAJE. Ensuite, leur dossier (Curriculum Vitae + lettre de motivation + convention de stage) est transmis au service des Ressources Humaines de la CAPG pour validation et signature de la convention par le Président de la CAPG.
Afin de réserver le meilleur accueil possible au stagiaire, dans la mesure du possible, nous le recevons avant le début du stage pour lui faire visiter la structure et connaître ses objectifs.
Nous déterminons également son parcours de formation, qui peut évoluer tout au long du stage, en fonction de ses aptitudes. D'ailleurs, nous insistons sur le bénéfice et l'importance d'une évaluation à mi-stage. Le premier jour du stage, nous demandons au stagiaire de se présenter à chaque professionnelle.

Les stagiaires de différents corps de métier qui réalisent des stages de 1 à 6 semaines:

- CAP A.E.P.E.
- Auxiliaire de puériculture
- Educatrice des Jeunes enfants
- Infirmière puéricultrice
- Lycéen en 2nde, 1ère ou terminale se destinant à un métier médico-social
- Collégien de 3ème en stage d'observation en entreprise

Nous avons également un poste pour une apprentie CAP AEPE, afin de réaliser un apprentissage de 2 ans au sein de l'EAJE. Cela permet de former et d'accompagner une future professionnelle, et de se remettre en question au quotidien, dans nos pratiques mais aussi dans l'actualisation de nos connaissances. L'apprentissage offre une nouvelle dynamique à l'équipe, et même si cela demande un fort investissement de la part de toutes les professionnelles de l'EAJE, c'est un atout pour avancer vers l'avenir et former de futures professionnelles.

4.2.4- Le recours à des intervenants extérieurs

Fonction/Métier	Qualification ou diplôme	Objectif pédagogique de l'action	Descriptif de l'action	Fréquence de l'action
Intervenants culturels	Conteuse Musicienne Lecteurs Psychomotricienne	Proposer aux enfants des expériences artistiques et culturelles	Interventions régulières auprès des enfants de l'EAJE	Plusieurs fois par an en fonction d'un planning basé sur les disponibilités des intervenants et le choix de proposition culturelle pour les enfants (varie en fonction de leurs âges, compétences, besoins...)
PMI	Puéricultrices, médecins,	Faire du lien avec les différents	Rencontre pour les suivis d'enfants	Selon besoin, plusieurs fois dans l'année.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DB2025_019-AU
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

Fonction/Métier	Qualification ou diplôme	Objectif pédagogique de l'action	Descriptif de l'action	Fréquence de l'action
	psychologues, EJE, auxiliaires de puériculture	partenaires pour une prise en charge complète.	Echanges et synthèses	
CAMSP	Equipe pluridisciplinaire	Faire du lien avec les différents partenaires pour une prise en charge complète.	Rencontre pour les suivis d'enfants Echanges et synthèses	Selon besoin.

Modalités de suivi du projet d'établissement

Le projet d'établissement est transmis au président du Conseil Départemental et la CAF après leur adoption définitive et après toute modification.

Le projet d'établissement est consultable sur le site internet et sur le portail famille de la CAPG

Le projet d'établissement est affiché à l'entrée de l'établissement ,accessible aux titulaires de l'autorité parentale ou représentants légaux des enfants accueillis.
Un exemplaire est tenu à leur disposition.
Un exemplaire du projet d'établissement est communiqué, à toute famille dont un enfant est inscrit. Cet exemplaire peut être transmis sous format numérique.

Le projet d'établissement doit être daté et actualisé aussi souvent que nécessaire et au moins une fois tous les cinq ans, avec la participation du personnel.

Les modifications l'impactant feront l'objet d'un avenant ou d'une mise à jour et devront impérativement être transmises pour vérification de la conformité à la législation en vigueur, par la responsable de la structure au Conseil départemental et à la Caisse d'Allocations Familiales pour signature.

Ce document est établi en triple exemplaires :
- → Un pour le Conseil départemental
- → Un pour la Caisse d'Allocations Familiales
- → Un à conserver par la structure

Le présent projet d'établissement annule et remplace le(s) précédent(s) projet(s) et prend effet, à compter du 1er avril 2025.

LE GESTIONNAIRE,

Date :
Cachet :

Le Président,

Jérôme VIAUD
Maire de Grasse
Vice-président du Conseil départemental
des Alpes-Maritimes

AR Prefecture

006-200039857-20250403-DB2025_019-AU
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

DOCUMENT VISE PAR LE CONSEIL DEPARTEMENTAL :

- DATE Le 20 mars 2025
- CACHET
- SERVICE SDPMI des Alpes maritimes / SAJEP
- NOM ET FONCTION DU SIGNATAIRE H.DESSAUVAGES, Référente Technique
- SIGNATURE

Référent Technique de la section des modes d'accueil du jeune enfant
Hélène DESSAUVAGES

DOCUMENT VISE PAR LA CAF :

- DATE 21 mars 2025
- CACHET
- SERVICE Pôle accompagnement des tarifications
- NOM ET FONCTION DU SIGNATAIRE Vanessa Gilles, chargé de conseil développement
- SIGNATURE

DOCUMENT VISE PAR LA CAPG

Marc FACCHINETTI DGS	Date : Signature
Silouane FAXEL DGA	Date : Signature
Agnès BEGARD Directrice des services à la population	Date : Signature
Corinne PAOLINO Responsable service Petite Enfance	Date : Signature
Valentine DENOEUX Directrice de la structure	Date : Signature

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DB2025_019-AU
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

Annexe 1 :

Projet pédagogique « L'aménagement de l'espace »

1. L'aménagement de la salle de vie

Dans la salle de vie, l'enfant a besoin de pouvoir expérimenter, découvrir, redécouvrir, développer des compétences sensori-motrices, et partager des moments de jeux seul et avec les copains de crèche.

La professionnelle doit réfléchir à différents points :

- Proposer une attention et un regard bienveillant à tous les enfants
- Définir une salle de vie sécurisée pour tous les enfants
- Proposer des jeux de qualité en quantité suffisante pour permettre à plusieurs enfants de jouer en même temps. Cela leur permet aussi d'apprendre par l'imitation de l'autre.

L'aménagement de la salle de vie n'est pas figé :

- Il s'adapte aux enfants & à leurs besoins
- Il doit être pensé et réfléchit en prenant en compte l'aménagement du mobilier mais aussi le positionnement des professionnelles. Les enfants ont toujours besoin d'avoir une professionnelle dans son champ de vision, c'est son « phare ».
- Lorsque les professionnelles observent une répétition d'interactions négatives, ou un flottement dans l'intérêt des enfants, il faut alors repenser l'aménagement, qui ne convient plus aux besoins des enfants.

Ce qu'il faut réfléchir lorsque l'on fait de l'aménagement de l'espace :

- La hauteur des meubles doit être inférieur à 70 centimètres pour lutter contre toute barrière visuelle, pour l'enfant comme pour l'adulte
- Penser à un coin tapis pour les bébés, afin de leur permettre d'avoir un espace plus contenant et cocooning
- Les enfants doivent avoir les jeux à disposition, afin de pouvoir choisir leur centre d'intérêt. Ceux-ci sont toujours rangés au même endroit, les enfants peuvent donc les retrouver facilement, et les ranger aisément.
- Développer différents pôles d'attractivité : espace dinette, coin nursing, coin lecture, espace motricité etc…
- Remettre en scène les jeux régulièrement dans la journée afin de maintenir l'attractivité des enfants

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DB2025_019-AU
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

2. L'aménagement de l'espace sieste

Nous bénéficions de 2 dortoirs dans l'établissement :

- Le premier est le dortoir « bébés », qui répond aux besoins de siestes multiples dans la journée. Les lits restent installés toute la journée, de façon à répondre aux besoins des plus petits.
- Le second dortoir est celui des « grands », c'est-à-dire les enfants qui ne font plus qu'une sieste après le déjeuner.

Dans une continuité de notre projet autour des repères, chaque enfant a une place attitrée, qu'il gardera toute l'année. Cela lui permet d'avoir son espace, son autonomie, et de se sentir attendu et à sa place au sein de la crèche.

3. L'aménagement de l'espace repas

Concernant les repas, nous avons mis en place différents espaces afin de répondre davantage aux besoins des enfants, et de respecter leurs besoins.

- Les bébés qui mangent aux bras, ou assis sur les cuisses de la professionnelle prennent leur repas sur un fauteuil d'allaitement dédié, installé dans le bureau de la directrice. C'est un endroit calme et apaisant, qui évite les stimulations extérieures et permet au bébé et à la professionnelle d'être en connexion pendant ce moment essentiel.

- Une table de repas est installée dans la salle de vie, et une deuxième est installée dans le hall d'entrée. Ces deux espaces permettent de dégrouper et de proposer un repas avec un maximum de 6 à 7 enfants. Cela permet de limiter les perturbations pendant le temps de repas, et d'offrir aux enfants un moment propice à la découverte gustative.

Les enfants qui mangent à table ont toujours la même place, et cela dans une dynamique de respect des repères instaurés au sein de la crèche.

Nous pouvons au cours de l'année faire des modifications de place si nous observons des problématiques entre enfants qui gênent le temps de repas.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DB2025_019-AU
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

Annexe 2 :
Projet pédagogique « Les repères »

1. Définition

D'après le Larousse, un repère est *« Ce qui permet de reconnaître quelque chose dans un ensemble, de localiser quelque chose dans le temps ou l'espace ».*

Dans notre quotidien en EAJE, un repère est une action vécue par l'enfant au quotidien, et qui se répète toujours de la même façon, par exemple :

- Manger à la même place à table, à côté des mêmes enfants
- Dormir à la même place, à côté des mêmes enfants
- Se déshabiller toujours sur le tapis

2. Pourquoi mettre en place des repères ?

Les repères sont très utiles pour l'enfant, mais aussi pour les professionnelles de l'EAJE.

Les bienfaits pour les enfants :

- Le repère est synonyme de répétition à l'identique, donc ce qui est proposé à l'enfant est rassurant et sécurisant pour lui
- L'autonomie de l'enfant est davantage développée car il sait comment agir face aux repères à venir dans la journée
- L'enfant sera davantage en confiance au sein de l'EAJE : il est toujours attendu, sa place en tant que personne est toujours respectée en tant qu'individu, malgré la vie en collectivité

Les points forts pour les professionnelles :

- Les différents temps de la crèche sont déjà pensé, tout peut être anticipé
- C'est rassurant pour la professionnelle d'avoir une organisation déjà fixée et qui se répète : cela permet aussi d'améliorer ses pratiques
- Cela permet d'harmoniser les pratiques entre toutes les professionnelles, même lorsque les professionnelles du pool de volantes viennent travailler au sein de l'EAJE.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DB2025_019-AU
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

3. Quels sont les différents types de repères ?

3.1 Les repères de personne

La pédagogie « Loczy » repose sur une relation privilégiée et continue avec un adulte permanent, donc avec les professionnelles exerçant au sein de l'EAJE. C'est une pédagogie qui influence nos pratiques au quotidien.

Nous veillons à mettre en place un positionnement éducatif constant et bienveillant pour l'enfant, afin de répondre à ses besoins et à son développement.

C'est pourquoi, la prise en soin de l'enfant, pour son change, pour son endormissement, pour son repas, est réfléchie en équipe et adaptée à chaque enfant. Le but est de permettre à l'enfant de d'ouvrir à un jeu et une expérimentation en autonomie, puisqu'il aura réussi à se nourrir de la professionnelle physiquement et psychiquement.

Les professionnelles de l'Enfantoun sont disponibles pour l'enfant dans son individualité, de façon à le sécuriser à l'EAJE et lui permettre par la suite de découvrir seul donc environnement, et de s'ouvrir et se socialiser avec les adultes et les autres enfants accueillis.

La relation entre l'enfant et la professionnelle permet de créer une enveloppe contenante. Cela met en confiance l'enfant, et il évolue ainsi à son rythme, sous le regard bienveillant des professionnelles de l'EAJE.

3.2 Les repères dans l'espace

Au sein de l'EAJE, nous avons mis en place des photos des enfants sur leur porte-manteaux, leur casier, leur pochette à doudous, leur panière pour les vêtements. Cela symbolise à l'enfant son espace, celui qui lui est dédié dans le collectif.

L'autonomie est également favorisée, car grâce à sa photo, l'enfant pourra déposer son manteau sur son porte-manteaux, ouvrir son casier, gérer selon ses besoins l'utilisation de son doudou/sa tétine en ayant sa pochette à disposition, et participer activement au temps d'habillage/de déshabillage.

L'espace des plus jeunes enfants, les bébés, est symbolisée par un tapis dédié, qui permet aux bébés d'être toujours installé au même endroit, un endroit connu et sécurisant. Lorsque l'enfant aura acquis de nouvelles compétences motrices, il pourra explorer l'entièreté de la salle de vie, en partageant ces espaces avec des enfants plus grands.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DB2025_019-AU
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

Concernant les dortoirs, les lits sont toujours installés à la même place. Les enfants sont alors sécurisés dans cet espace qui peut pour certains être un moment angoissant. Chaque enfant retrouve tous les jours son lit à la même place, à côté des mêmes enfants.

Les repas et goûters ont également été pensé de façon à ce que chaque enfant ait sa place à table. Ils s'installent donc de façon autonome, et se sente attendu lors de ces moments.

3.3 Les repères dans le temps

Les enfants en bas âge n'ont pas la notion de temps comme nous l'entendons. Ils vont pouvoir appréhender et comprendre les différents temps de la crèche grâce aux repères mis en place qui vont rythmer leur journée de façon répétée.

Nous avons donc pensé des temps spécifiques, qui permettent aux enfants d'anticiper les moments à venir.

Par exemple, lorsque tous les enfants et toutes les professionnelles sont arrivées, aux alentours de 9h45, un temps de chansons est proposée aux enfants.

Ce temps symbolise le « bonjour » du matin de toutes les personnes de la crèche, et permet d'annoncer le temps de l'activité en grand groupe (jeux dans la cour extérieure, intervention d'un intervenant culturel etc…)

Avant chaque repas, les enfants vont se laver les mains un par un. Au-delà de la notion d'hygiène, cela va leur permettre de se préparer au temps de repas à venir. Ils vont ensuite s'installer à table, et le menu du jour leur sera présenté sur un ancien calendrier recouvert et agrémenté de photos illustrant chaque aliment présent dans l'assiette. Ensuite, une chanson est chantée systématiquement, « J'entends dans mon ventre un petit glouglou », et les assiettes arrivent en simultané.

Avant la sieste, un temps de lecture est proposée, avec la lecture du livre « Le lapin magicien » en dernier, qui annonce le moment de rejoindre le dortoir.

Grâce à ces repères, les temps de la journée sont facilement identifiables par l'enfant, il est rassuré, sécurisé et aucune angoisse n'est possible car ces temps se reproduisent à l'identique chaque jour.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DB2025_019-AU
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

Annexe 3 :

Projet pédagogique « Le développement durable »

1. Définition

Le développement durable a été introduit en 1987 par le rapport dit Brundtland (*Our Common Future*) qui en donne la définition suivante : *« mode de développement qui répond aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures de répondre aux leurs »* (Clément, 2004). Il fut adopté lors du Sommet de la Terre de Rio en Juin 1992.

C'est donc une notion qui a sa place depuis plusieurs années dans nos préoccupations quotidiennes.

Exerçant auprès des nouvelles générations, nous nous devons de les sensibiliser dès tout petit au développement durable.

De plus, l'EAJE l'Enfantoun est situé au cœur du village, entouré de verdures et de beaux espaces naturels. Il est donc primordial d'ouvrir les enfants au respect de la nature et à la notion d'impact environnemental.

Adulte de demain, c'est en le faisant découvrir le développement durable dès aujourd'hui, que naturellement, à l'âge adulte ils s'orienteront vers des actions de développement durable.

Permettre à l'enfant de découvrir la nature, de manipuler de la terre, des feuilles, sentir l'odeur des végétaux, observer la faune et la flore, explorer, c'est une façon de se connecter à son environnement, d'appréhender la notion de temps et lui donner l'envie de protéger cette nature.

2. Les objectifs

Les objectifs du projet autour du développement durable sont simples, mais ils représentent l'avenir de nos tout-petits, ce qui leur donne une grande importance.

- Permettre aux enfants de découvrir et d'expérimenter de nouvelles sensations en proposant et en détournant des objets du quotidien.
- Susciter l'imagination et la créativité en proposant à l'enfant d'explorer librement.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DB2025_019-AU
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

- Proposer aux familles de participer à ce projet en leur proposant de ramener des objets qui étaient destinés à la poubelle (bouteilles, tubes de sauce, cartons, boîtes de lait, boîtes de mouchoirs…)
- Sensibiliser les familles à l'éco-responsabilité en leur proposant des idées de jeux de récupération

3. Les jeux insolites utilisés au quotidien à l'Enfantoun

Nous proposons aux enfants des jeux avec des matériaux récupérés :

Des boîtes de lait et des bouchons de lait sont transformés en jeu d'encastrement (de même avec les capsules de café)

Des boîtes de mouchoirs sont recyclées en boîtes à toucher

Des bouteilles d'eau en plastique & des tubes de sauce salade sont customisés en bouteilles & tubes sensoriels

Des jeux phares des fêtes de crèche sont créées : Chamboule-tout en boîtes de lait, pêche aux canards avec des cartons, des branches trouvées en forêt et des chutes de fils….

Nous proposons également de retrouver des objets de leur quotidien dans leurs jeux : savons, shampooing, beurre, paquet de gâteaux etc… Plutôt que de les jeter à la poubelle, ils sont nettoyés et proposés aux enfants. Cela répond à leur besoin important d'apprentissage par l'imitation.

Ces éléments de récupérations sont utilisés dans le cadre défini par l'arrêté du 31 août 2021 créant un référentiel national relatif aux exigences applicables aux établissements d'accueil du jeune enfant en matière de locaux, d'aménagement et d'affichage, dans son titre IV, à propos du matériel de puériculture, jeux et jouets. Il précise ce qui suit :

*« IV.1.1 Le mobilier, le matériel de puériculture, le matériel d'éveil artistique, les livres, les jeux et les jouets à disposition des enfants répondent aux normes françaises de sécurité en vigueur et sont adaptés aux différents âges des enfants accueillis. IV.1.2 Par dérogation, l'usage de matériaux de récupération à des fins éducatives et l'utilisation de biens d'occasion tels que définis à l'*article L. 321-1 du code du commerce *sont possibles dès lors que ces biens ne présentent pas de danger manifeste ou notoire pour la santé des enfants (tel que le bisphénol A) et respectaient les normes françaises de sécurité à la date de leur première utilisation.*

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DB2025_019-AU
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

Ces usages sont laissés à l'appréciation des gestionnaires, des directeurs, des responsables ou référents techniques d'établissement des éducateurs de jeunes enfants ou des référents santé & accueil inclusif. »

4. Les habitudes éco responsables au quotidien

4.1 Le tri des déchets

Le tri des déchets fait parti de notre pratique courante au sein de la structure. Il concerne la bureau de la directrice, les repas des enfants, la cuisine de la structure…

4.2 Le linge utilisé au quotidien

Nous veillons à utiliser des gants, des serviettes, des bavoirs en éponge lors des temps de soin et de repas. Cela permet d'appuyer notre démarche éco-responsable, et limiter l'utilisation de matériaux à usage unique.

Nous bénéficions d'une laverie sur place qui nous permet de laver et sécher le linge durant la journée.

De plus, pour toute personne (intervenant culturel, technicien) qui souhaite entrer dans la salle de vie des enfants, nous proposons des surchausses en tissus, lavables et donc réutilisables.

Chaque famille a dans le casier de son enfant une paire de surchausses dédiée, qui est lavée une fois par semaine.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DB2025_019-AU
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

Annexe 4 :
Projet pédagogique « La motricité libre »

1. Définition

Agnès Szanto-Feder, psychologue à l'association Pikler-Loczy définit la motricité libre en ces termes : « *C'est permettre à l'enfant, à tout âge, de découvrir, d'essayer, d'expérimenter, d'exercer puis de garder ou d'abandonner toutes les formes de mouvements dont il a eu l'idée au cours de son activité autonome.* ».

Emmi Pikler[1] a mis en évidence que l'enfant arrive, de lui-même, à s'asseoir, à se mettre debout et à marcher par ses propres moyens et à sa façon : L'adulte n'a pas besoin de lui apprendre. En le laissant faire seul, la professionnelle va lui permettre de développer entre autres, son équilibre, son agilité et sa sécurité. L'enfant ne fera que ce qu'il se sent capable de faire avec prudence et en toute confiance.



(Maillard, 2021)

[1] Emmi Pikler, 1902-1984, pédiatre hongroise, pédagogue à l'origine des réflexions sur la motricité libre et l'attachement

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DB2025_019-AU
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

2. Le développement psychomoteur de l'enfant

2.1 Comment se fait le développement psychomoteur ?

Le développement psychomoteur se fait dans un sens de progression bien précis, il répond à 2 lois :

- La loi céphalo-caudale : Les acquisitions s'effectuent des régions les plus proches du cerveau (tête) vers les extrémités (de la tête vers les pieds)
- La loi proximo-distale : Les acquisitions motrices se développent du centre du cerveau vers la périphérie jusqu'aux extrémités

Ainsi, l'enfant va d'abord apprendre à maîtriser la tenue de sa tête avant d'apprendre à marcher, et fera d'abord la découverte des gestes globaux avant de pouvoir maîtriser le geste fin de l'écriture.

A la naissance, la motricité du nouveau-né est archaïque et involontaire. Elle est faite de réflexes : Moro, agrippement, enjambement, fouissement, points cardinaux, Galant et redressement. Au fil des mois ces réflexes vont peu à peu disparaître (signe d'un bon développement neurologique) pour laisser place à une motricité plus volontaire.

La tonicité du bébé évolue aussi, à la naissance, ses membres sont hypertoniques (poings serrés, bras et jambes repliées), son axe est hypotonique, au fur et à mesure de sa maturation neurologique, il va y avoir une harmonisation tonique qui va s'opérer.

2.2 Comment accompagner le développement psychomoteur ?

- Le bébé est allongé sur le dos au sol, sur le tapis. Il peut regarder autour de lui tout ce qui l'entoure.
- La professionnelle doit se trouver dans le champ visuel du bébé car c'est le phare de l'enfant.
- Des jeux simples, légers sont disposés autour de lui à une courte distance, lui permettant de les voir et d'essayer de les attraper.

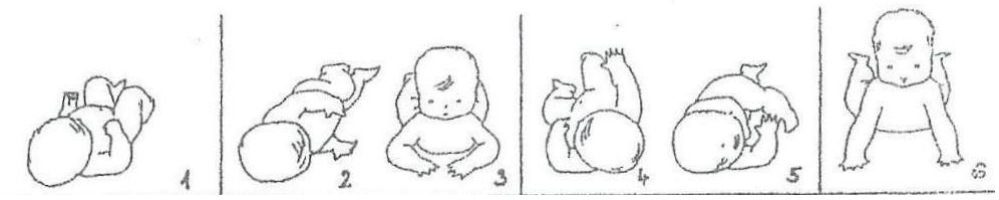
2.3 Les principales étapes du développement psychomoteur

Passage du de la position dorsale à la position ventrale :

Dans un premier temps, le bébé va saisir le jouet avec son bras du même côté, mais si cela ne suffit pas il va alors utiliser son bras opposé :

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DB2025_019-AU
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

C'est ainsi que petit à petit, il va lancer son bras opposé de plus en plus fort pour attraper un objet qui est de plus en plus loin, et son corps va basculer sur le côté, voire à plat ventre si il y a déséquilibre. A cet âge c'est le hasard qui entraîne toute nouvelle découverte.



(Pikler, s.d.)

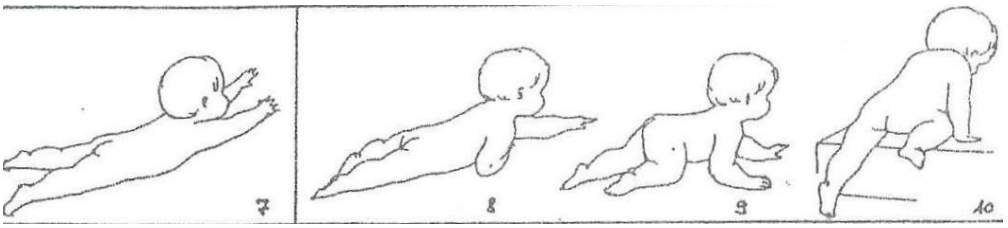
Passage de la position ventrale à la position dorsale :

Une fois à plat ventre, l'enfant peut être étonné, inconfortable, et il n'a pas encore les moyens de la quitter. Si le bras reste coincé dans le retournement, la professionnelle doit prendre le temps d'observer la manière de réagir de l'enfant, comment il se sort de cette situation inconfortable avant d'agir.

Si l'enfant reste bloqué, la professionnelle va intervenir et lui proposer de rebasculer sur le dos en accompagnant son mouvement au niveau de l'épaule ou du bassin. Une fois sur le dos, elle lui montrera comment le bras doit se placer (en haut de la tête) avant le retournement pour ne pas qu'il reste coincé sous le poids du corps. A force de recommencer le même geste, il va le maîtriser.

Les premiers déplacements :

A partir de la position dorsale, il peut aussi trouver un premier mode de déplacement en découvrant ses points d'appui et en les utilisant : tourner en rond comme un soleil ou en poussant sur ses talons par exemple.



(Pikler, s.d.)

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DB2025_019-AU
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

Afin de faciliter ses découvertes et ses appuis, il est important de favoriser le sol dur, le confort vestimentaire (pieds nus toute la journée). En effet, le tapis ferme donne des appuis rassurants et sécurisants.

Une fois que le bébé a trouvé la position ventrale, son champ visuel va s'étendre et va lui donner envie d'avancer. Malheureusement, en utilisant ses paumes de mains, c'est « avancer à reculons » qu'il va découvrir. Il faut qu'il prenne conscience des points d'appui des pieds, des genoux, pour progresser vers l'avant.

A force d'entraînement, le rampé va devenir de plus en plus performant et il va pouvoir aller à la découverte de son environnement.

Le déplacement « 4 pattes » :

En poussant sur les mains et les pieds, l'enfant va se hisser et découvrir la position 4 pattes, qu'il va d'abord apprendre à maîtriser en se balançant d'avant en arrière et sur les côtes.

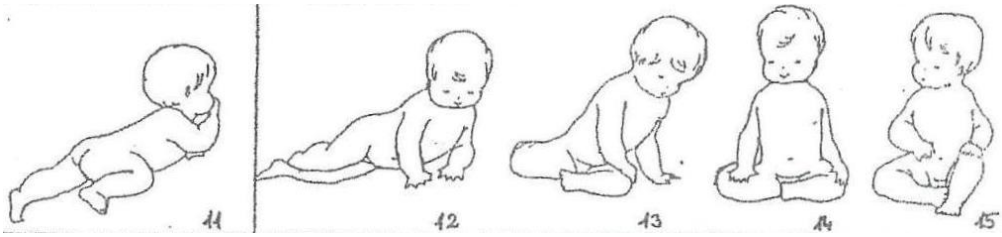
Se déplacer à 4 pattes nécessite de supprimer un point d'appui (en soulevant une main par exemple), on est dans le principe de la marche : créer un déséquilibre avant de le rétablir.

Il peut réduire aussi ses points d'appuis et créer un déplacement avec 4 points d'appuis (2 mains 2 pieds c'est la marche de l'ours).

A partir de cette posture, l'enfant peut également trouver la position assise.

Il va alors continuer ses expériences sensorimotrices en fonction de son rythme et de ses envies, jusqu'au jour où, par l'intermédiaire de la position du chevalier (un genou à terre) il va poursuivre son redressement et se hisser debout grâce à des appuis verticaux.

Dans un 1er temps, il va faire connaissance avec cette nouvelle position (2 points d'appui verticaux et 2 points d'appui au sol) et ce nouvel équilibre. Les jambes peuvent se raidir pendant l'effort et l'enfant peut avoir besoin d'aide pour retrouver le sol.



(Pikler, s.d.)

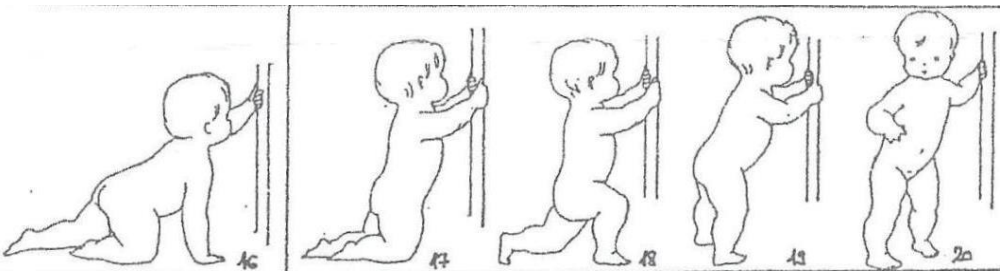
AR Prefecture
006-200039857-20250403-DB2025_019-AU
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

L'acquisition de la marche :

Il va d'abord se déplacer latéralement en utilisant toute surface à sa hauteur (table, meuble, mur etc...) puis il va faire l'expérience de se lâcher d'une main, puis des deux.

Dans la marche sans aide, il va procéder de la même manière, c'est-à-dire latéralement avec les mains ouvertes placées devant qui lui permettent de se protéger la tête en cas de chute.

Au fur et à mesure de ses déplacements il prend de l'assurance, de la confiance et développe une démarche alternée.



(Pikler, s.d.)

Bibliographie

Maillard, V. (2021, mars 26). *Bougribouillon.fr/a-propos*. Récupéré sur BOURGRIBOUILLON: https://bougribouillons.fr/la-motricite-libre-v2/

Pikler, E. (s.d.). *la motricité libre selon Emmi Pickler Tableau 4 : Déroulement du développement moteur autonome, extrait de : Pikler E. – Tardos A. « Grandir autonome », èrès 2017, p.2*. Récupéré sur Emmi pickler: https://www.pikler.fr/emmi-pikler/la-motricite-libre-selon-emmi-pikler/

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DB2025_019-AU
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

Annexe 5 :
Projet pédagogique « La sécurité affective »

1. Définition

« La sécurité affective est des plus importantes, c'est elle qui permet à l'enfant de prendre le risque de grandir. Cette forme de sécurité s'exprime à travers des adultes attentionnés et responsables, encourageant et accompagnant chaque enfant dans la découverte de lui-même et du monde qui l'entoure »[2].

La base de la relation humaine, c'est la sécurité affective. L'enfant est par nature un être encore immature, vulnérable. Il faut lui apporter confiance et bienveillance afin qu'il puisse poursuivre son évolution.

L'environnement dans lequel évolue l'enfant doit être stable, fiable et prévisible. Nous veillons donc à cela au quotidien au sein de l'EAJE. Les professionnelles doivent faire preuve de contenance physique et psychique. Pour cela, le portage proposé à l'enfant a son importance, tout comme les repères mis en place au quotidien au sein de l'EAJE.

2. La place fondamentale de l'objet transitionnel

Un des fondamentaux de la sécurité affective est évidement l'objet transitionnel.

L'objet transitionnel est un doudou, une tétine, le tee-shirt d'un parent avec son odeur… Il n'est pas obligatoire, mais c'est un excellent moyen pour l'enfant de mieux gérer et mieux supporter la séparation avec sa famille.

L'objet transitionnel représente pour l'enfant la continuité entre la maison et l'EAJE. Il permet de rassurer l'enfant, de lui apporter douceur, chaleur, bien-être.

C'est également le premier objet possédé par l'enfant. Il constitue une « défense contre l'angoisse ». Cela lui permet de s'auto-rassurer: c'est le début de l'autonomie.

Il doit toujours être à disposition de l'enfant. C'est pour cela qu'à l'Enfantoun, nous avons investi dans des pochettes à doudous.

[2] Christine Schuhl, éducatrice de jeunes enfants et formatrice, Les métiers de la petite enfance, novembre 2011

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DB2025_019-AU
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

Chaque enfant a sa pochette, identifiée avec sa photo. Les pochettes sont libres d'accès, ce qui permet à l'enfant de poser ou prendre son objet transitionnel en fonction de ses besoins.

Il est pour autant important que les professionnelles proposent à l'enfant, en fonction de leurs observations, de poser la tétine, ou de libérer ses mains de son doudou. En effet, cet objet transitionnel peut être un frein à la communication et aux échanges, mais aussi aux expérimentations de l'enfant.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DB2025_019-AU
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

Annexe 6 :
Projet pédagogique « Le portage »

1. Définition

1.1 Le portage psychique

Le portage psychique ou « *contenance psychique doit être assurée, non pas dans le jeu, mais lors des soins biologiques absolument nécessaires. Le repas, le change, l'endormissement peuvent servir de support à la relation et mis à profit pour projeter à l'enfant la sécurité intérieure et estime de soi. Ritualisés, ils deviendront de véritables tuteurs de développement et non plus seulement des actes formels incontournables*[3]*. »*

1.2 Le portage physique

Le portage physique repose tout simplement sur la sécurité corporelle apportée à l'enfant. Il a besoin de se sentir maintenu et soutenu pour lui permettre d'acquérir la capacité d'exister seul sur ses propres appuis moteurs et psychiques sans débordement d'angoisse, sans vertige, sans désorganisation. En d'autres termes, l'enfant a besoin qu'on l'aide à prendre conscience de son corps et de son schéma corporel.

Le holding :

Le holding, de Donald Winnicott[4], se traduit par la façon de porter l'enfant. Par extrapolation, c'est ce qui passe comme message affectif à travers le portage. Le dialogue tonico-émotionnel qui s'installe entre l'enfant et la personne qui le porte est essentiel pour l'enfant.

Le tout petit est très dépendant de son entourage pour se développer : il se développe dans les yeux de l'adulte. C'est pourquoi, la manière que l'on a de le porter est particulièrement importante.

Le handling :

La handling, c'est tout simplement la manière dont l'enfant est traité, soigné, manipulé.

[3] Anna Pinelli, sage-femme, responsable d'un service d'accompagnement à la parentalité, « Porter le bébé vers son autonomie », 1001 bb 64, érès.

[4] Donald Winnicott (1896-1971), pédiatre et psychanalyste britannique.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DB2025_019-AU
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

Il a besoin de sentir son corps dans son intégralité et son unicité, afin d'avoir le sentiment d'exister dans son corps. C'est par le handling que l'enfant va alors naturellement « habiter » son corps.

2. La pratique du portage à l'Enfantoun

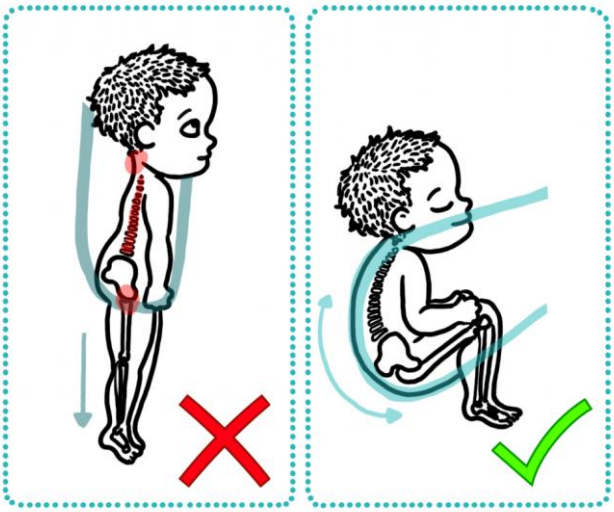
2.1 La sécurité de base

La sécurité de base se définit comme le maintien physique que propose l'adulte à l'enfant. Voici quelques repères essentiels à respecter :

- Il doit être tenu sous sa base (fesses et cuisses)
- Pour les bébés, la nuque doit être maintenue car une main
- Lorsque l'enfant tient sa tête, une main de sécurité est posée contre la colonne vertébrale de l'enfant : Cela lui permet de sentir son axe corporel.

2.2 Le mouvement d'enroulement

Le mouvement d'enroulement est essentiel pour que l'enfant se sente en sécurité. Cela lui permet de prendre conscience de son unité corporelle.



(LOZANO, 2019)

Un portage de qualité favorise la construction du schéma corporel de l'enfant. De plus, il se sent porté, soutenu et contenu par un environnement sécurisant.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DB2025_019-AU
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

Par le portage, la professionnelle va proposer à l'enfant des stimulations tonico-motrices. Cela permet de stimuler le développer psychomoteur, de favoriser la sécurité affective, mais aussi de favorisant ainsi son développement psychomoteur. L'enfant porté stimule aussi son éveil et sa relation à l'autre, il met toute sa confiance entre les mains de la professionnelle.

En retour, elle lui apporte un portage physique et psychique qui le nourrit et lui apporte une base sécurisante pour poursuivre son développement.

Enfin le portage de l'enfant (le holding de Winnicott) et la continuité des soins maternels (le handling), dont il bénéficie, sont à la base de l'intégration du moi en un tout unifié et de l'intériorisation des limites corporelles.

Références

centre de documentation. (s.d.). Récupéré sur https://developpementpsychomoteur.com/repondre-aux-besoins-fondamentaux/

LOZANO, E. (2019, fevrier 22). *Les conseils portage*. Récupéré sur formation et perfectionnement au portage des bébés: https://www.fppb.fr/2019/02/22/bien-porter-en-preforme/

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DB2025_019-AU
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

Annexe 7 :

Projet pédagogique « Le langage »

1. Définition

D'après le dictionnaire Larousse, le langage est la *« capacité, observée chez tous les hommes, d'exprimer leur pensée et de communiquer au moyen d'un système de signes vocaux et éventuellement graphiques ».*

En effet, il y a de nombreux moyens de communiquer, mais avant de les mettre en place, il faut les développer. Et c'est tout le travail du bébé, qui évolue, grandit et découvre de jour en jour ses nouvelles compétences.

La communication débute dès les premières interactions du bébé avec son entourage. Les premiers regards, les premiers pleurs…

Le bébé va utiliser quelques mois plus tard des vocalises, des mimiques pour entrer en interaction avec l'autre.

L'attitude de l'adulte est donc déterminante dans l'élaboration du langage chez l'enfant.

2. La verbalisation à l'enfant

2.1 Le développement du langage

Pour développer son langage, l'enfant a besoin de l'adulte. La verbalisation de la professionnelle envers l'enfant est donc essentielle afin de le stimuler.
Le langage de l'enfant a besoin d'être nourri et accompagné par le langage de l'adulte. C'est pourquoi, l'expression de l'adulte doit être réfléchie, et ne laisse pas de place au second degré et au langage familier.

L'enfant doit également sentir que sa parole est importante et prise en compte. Ainsi, lui accorder l'attention et le temps nécessaire pour s'exprimer sont deux notions essentielles dans l'accompagnement du langage de l'enfant.

2.2 Le développement de la communication

Le cadre dans lequel évolue l'enfant impacte largement le développement de la communication. En effet, un environnement sincère, serein et ludique génère l'intérêt de

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DB2025_019-AU
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

l'enfant. Cela va provoquer du plaisir et de l'attention partagée et bénéfique pour l'enfant, et l'enfant sera donc plus propice a développement de son langage.

L'évolution du langage est liée à l'environnement et à la dimension émotionnelle qui entourent la relation à l'enfant.

C'est pour ces raisons que les professionnelles ont la responsabilité d'accompagner chaque enfant vers l'acquisition du langage. Elles se doivent de réfléchir sur leurs propres pratiques langagières, leur communication verbale et non verbale.

En effet, plus la professionnelle parle à l'enfant avec un champ lexical riche et varié de ce qui l'entoure ou de ce qu'il ressent, plus l'enfant sera apte à communiquer et à y prendre du plaisir. Il est important de le laisser s'exprimer, de valoriser ce qu'il dit, tout en corrigeant si nécessaire.

Voici les points importants à prendre en compte dans la communication :

- Encourager l'enfant à s'exprimer sans sa tétine, afin de favoriser une bonne élocution.
- Eviter au maximum l'utilisation du « On » : c'est une négation des identités. La professionnelle s'inclue alors qu'elle n'est pas concernée par l'action (« on va manger », « on va se laver les mains »)
- Nommer individuellement les enfants au cours de leur journée : L'enfant a besoin de se construire en tant qu'individu unique. Pour cela, mieux vaut privilégier de nommer chaque enfant, pour qu'il puisse se construire dans son individualité

3. Les actions éducatives

3.1 Les livres

Tous les jours, l'enfant est en contact avec le livre au sein de l'EAJE. Certains sont proposés en libre accès afin que l'enfant puisse répondre à son besoin, regarder seul ou en demandant à une professionnelle de lui lire.

La professionnelle répond aux sollicitations individuelles de chaque enfant et veille à ce que le livre soit respecté.

En effet, ce moment est aussi propice aux échanges entre l'enfant et la professionnelle. L'enfant, ainsi reconnu dans son individualité, va développer l'estime de lui-même, la confiance et le langage.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DB2025_019-AU
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

D'autres livres, plus complexes ou fragiles, sont proposés dans la journée en temps de lecture, notamment juste avant la sieste, pendant notre rituel. Cela permet aux enfants de découvrir une palette large de livres, sur différents thèmes, langages et interprétations.

Ecouter des histoires, c'est venir au langage. La professionnelle joue par les intonations, la mélodie de sa voix, pour faire vivre l'histoire et développer l'intérêt et le vocabulaire de l'enfant. Petit à petit, l'enfant va prendre conscience de la permanence de l'écrit : la professionnelle va raconter la même histoire parce qu'elle lit ce qui est écrit.

3.2 Le Kamishibaï

Nous utilisons également le Kamishibaï qui est originaire du Japon. C'est un petit théâtre, grâce auquel nous faisons défiler des planches de dessins illustrés, souvent très graphiques et colorés. Les enfants assistent alors à un petit spectacle. Le kamishibaï permet également l'ouverture au langage, à la communication et à l'expression des ressentis de l'enfant.

3.3 Le temps de chansons

Nous avons mis en place un sac à chansons au sein de l'Enfantoun : c'est un sac dans lequel se trouve des petites cartes où se trouve d'un côté une image/un dessin, et de l'autre les paroles de la chanson. Chaque enfant est invité, s'il le souhaite, à piocher une carte pour que les professionnelles puissent chanter la chanson piochée.

Ainsi, comme l'enfant développe son langage grâce à la répétition des mots, il a plaisir à retrouver les mêmes images, à les nommer ou à reproduire la gestuelle de la chanson présentée.

Aussi, les chansons associées aux gestes sont privilégiées chez les plus jeunes et des comptines signées sont proposées en lien avec le projet de communication gestuelle.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DB2025_019-AU
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

Annexe 8 :

Projet pédagogique « La communication gestuelle »

1. Quel est l'intérêt de la mise en place de la communication gestuelle en EAJE ?

La communication gestuelle a fait son entrée au sein de l'Enfantoun depuis Septembre 2023. En effet, ne pas pouvoir communiquer ses émotions et ne pas comprendre ce que l'autre veut nous dire est source de frustrations pour l'enfant. C'est pourquoi, il est important de trouver une communication, aisée pour l'enfant, afin de favoriser et faciliter ses échanges avec les professionnelles et les enfants.

Instinctivement, les enfants sont capables de communiquer par signes bien avant d'acquérir la parole puisqu'ils apprennent par le mouvement. En effet, en échangeant par le biais de signes avec les enfants, nous leur permettons d'exprimer leurs besoins.

La communication gestuelle va ainsi faciliter les échanges et donc la compréhension du besoin de l'enfant mais aussi, va lui permettre d'enrichir son vocabulaire et d'accéder plus facilement au langage car la parole sera associée au geste.

2. Le positionnement de l'adulte

Quand l'adulte signe à l'enfant, il va se mettre à sa hauteur, capter son regard et ralentir son débit lorsqu'il va associer le geste à la parole.

Il est donc important de signer dès le plus jeune âge toujours de la même façon le mot clé de la phrase au moment de sa prononciation.

Il faudra être un peu patient, car l'enfant est en mesure de signer aux alentours de 9/10 mois. Il est essentiel de s'interroger sur l'intérêt de signer tel ou tel mot afin de proposer à l'enfant ce qui est essentiel pour lui dans sa communication avec l'autre.

Dans un premier temps, c'est l'expression des besoins physiologiques des enfants qui doit être signifiée par des signes. Le geste étant plus facile à maîtriser que le langage, l'enfant peut alors s'en saisir et se faire comprendre.

Les pleurs diminuent, la frustration aussi. Plus l'enfant va grandir, plus sa volonté de s'exprimer va s'accroître.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DB2025_019-AU
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

Grâce à l'observation, maître mot de nos pratiques au quotidien, les adultes proposent d'autres signes correspondant aux nouveaux besoins des enfants en termes de soin, d'éveil pour enfin terminer par l'expression des émotions.

3. L'ouverture du projet avec les familles

Pour nous, la communication gestuelle s'étend au-delà des murs de la crèche. Nous souhaitons que les parents qui le désirent puissent s'en saisir, et c'est pourquoi nous mettons en place des outils pour échanger avec eux autour de la communication gestuelle, à savoir :

- Un dépliant pour informer les parents et présenter le projet

Un écrit à destination des parents est préparé afin d'expliquer aux familles l'intérêt de la communication gestuelle, et ce qui est fait à la crèche auprès des enfants

- Un affichage avec les signes utilisés

Des photos des professionnelles en train de signer les mots utilisés au quotidien sont affichées dans le hall de la crèche. Chaque nouveau signe intégré auprès des enfants y est rajouté.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DB2025_019-AU
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

DÉPARTEMENT
DES ALPES-MARITIMES

ALLOCATIONS FAMILIALES
Caf
des Alpes-Maritimes

PROJET D'ETABLISSEMENT
Validité du 01/04/2025 au 31/03/2030

Etablissement d'Accueil du Jeune Enfant
LOU GALOUPIN
Route de la Doire
06750 Séranon

Communauté d'Agglomération
du Pays de Grasse
57 avenue Pierre Sémard
06130 GRASSE

Pays de Grasse
communauté d'agglomération

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DB2025_019-AU
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

PRÉAMBULE

SOMMAIRE

1. Présentation de l'établissement p 4

1.1 Présentation de l'établissement et du gestionnaire
1.1.1 Identification de la structure
1.1.2 Identification du gestionnaire
1.2 Caractéristiques de l'établissement et du gestionnaire
1.2.1 Type et catégorie d'établissement
1.2.2 Nature de l'accueil

2. Projet éducatif p 5 à 15

2.1 Le projet Educatif Petite Enfance de la CAPG (voir annexe)
2.2 Le projet éducatif de Lou Galoupin, les valeurs portées par l'équipe de la structure garantissant à l'enfant et à sa famille un accueil de qualité

Chartre nationale pour l'accueil du jeune enfant
Chartre de la laïcité de la branche Famille avec ses partenaires

3. Projet social et le développement durable p 16 à 31

3.1 Les caractéristiques sociales du territoire d'implantation de la structure
3.1.1 Les caractéristiques du lieu d'implantation de la structure
3.1.2 Les caractéristiques sociodémographiques et économiques de la population
3.2 L'intégration de la structure à son environnement et le maillage avec l'offre du service de ses partenaires
3.3 Les modalités de participation des familles à la vie de la structure
3.3.1 Participation des familles à la vie de la structure
3.3.2 Actions de soutien à la parentalité proposée
3.4 Les dispositions prises pour permettre à des familles rencontrant des situations particulières d'être accueillies dans la structure
3.4.1 Les modalités pour faciliter l'accueil des enfants et des familles en situation d'insertion sociale ou professionnelle
3.4.2 Les modalités d'accueil des enfants en situation de handicap ou atteints d'une maladie chronique
3.4.3 Les modalités d'accueil d'urgence
3.5 Les activités de la structure afin de l'inscrire dans une démarche en faveur du développement durable

4. Projet d'accueil p 31 à 36

4.1 Les prestations d'accueil et modalités d'organisation de la vie quotidienne
4.1.1 Les périodes d'ouverture
4.1.2 Le déroulé de la période d'adaptation
4.1.3 Le déroulé d'une journée type
4.1.4 L'accueil des enfants âgés de 4 à 6 ans dans le cadre d'un accueil périscolaire
4.2 Compétences professionnelles mobilisées et organisation du personnel
4.2.1 Descriptif de l'équipe
4.2.2 Organisation des temps de professionnalisation et cations menées en matière d'analyse des pratiques professionnelles et de formation (article R.2324-37)
4.2.3 Intégration des apprentis et suivi des stagiaires
4.2.4 Le recours à des intervenants extérieurs

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DB2025_019-AU
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

MODALITES ET SUIVI DU PROJET D'ETABLISSEMENT p 37

VALIDATION ET SIGNATURES p 38

ANNEXES : p 39 à 40

- **Annexe 1 : Projet éducatif Petite Enfance de la CAPG**
- **Annexe 2 : le Projet pédagogique des Galoupins**

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DB2025_019-AU
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

PREAMBULE

Les personnes physiques ou morales qui assurent l'accueil du jeune enfant ont, en outre, pour mission de :

- Veiller à la santé, la sécurité, au bien-être et au développement physique, psychique, affectif, cognitif et social des enfants qui leurs sont confiés ;
- Contribuer à l'éducation des enfants accueillis dans le respect de l'autorité parentale ;
- Contribuer à l'inclusion des familles et la socialisation précoce des enfants, notamment ceux en situation de pauvreté ou de précarité ;
- Mettre en œuvre un accueil favorisant l'inclusion des familles et enfants présentant un handicap ou atteints de maladies chroniques ;
- Favoriser la conciliation par les parents de jeunes enfants de leurs temps de vie familiale, professionnelle et sociale, notamment pour les personnes en recherche d'emploi et engagées dans un parcours d'insertion sociale et professionnelle et les familles monoparentales ;
- Favoriser l'égalité entre les femmes et les hommes.

Ces principes sont issus de la charte nationale pour l'accueil du jeune enfant, prise par arrêté le 23 septembre 2021.
Cette dernière devient opposable aux établissements d'accueil de jeunes enfants à compter de septembre 2022.

Le code de la santé publique prévoit en effet que les établissements et services d'accueil élaborent un projet d'établissement décrivant les modalités de fonctionnement qui en garantissent l'adhésion et qui comprend à minima les éléments suivants :

1-Un projet éducatif qui décrit les valeurs et engagements de l'équipe,
2-Un projet social qui décrit les caractéristiques de l'environnement sur lequel est implanté de la structure,
3-Un projet d'accueil qui décline les actions mises en œuvre pour répondre aux besoins des enfants, familles et équipe encadrante.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DB2025_019-AU
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

1- Présentation de l'établissement

1.1- Présentation de l'établissement et du gestionnaire

1.1.1-Identification de la structure

- Nom de la structure : LOU GALOUPIN
- Statuts : EAJE public
- Adresse : 461 ROUTE DE LA DOIRE
- Téléphone : 04 92 42 03 67
- Mail de l'établissement : ahenry@paysdegrasse.fr; sma.seranon@paysdegrasse.fr

1.1.2-Identification du gestionnaire :

- Nom de la structure gestionnaire : Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse
- SIREN : 200 039 857
- SIRET : 200 039 857 00012
- Statuts : Communauté d'Agglomération, collectivité territoriale publique
- Adresse : 57 avenue Pierre Sémard 06130 GRASSE
- Téléphone : 04 97 05 22 00
- Mail : contact@paysdegrasse.fr

1.2- Caractéristiques de l'établissement ou du service d'accueil et du gestionnaire

1.2.1-Type et catégorie d'établissement correspondante :

☒ Crèche collective	Jardin d'enfants	Crèche familiale
Micro-Crèche : inférieur ou égal à 12 places ☒ Petite crèche : entre 13 et 24 places Crèche : entre 25 et 39 places Grande crèche : entre 40 et 59 places Très grande crèche : supérieur ou égal à 60 places	Petit Jardin d'enfants : inférieur ou égal à 24 places Jardin d'enfants : entre 25 et 59 places Grand jardin d'enfants : supérieur ou égal à 60 places	Petite crèche familiale : inférieur à 30 places Crèche familiale : entre 30 et 59 places Grande crèche familiale : entre 60 et 89 places

1.2.2-Nature de l'accueil :

☒ Régulier
☒ Occasionnel
☒ Urgence
Parental
Saisonnier ou ponctuels (dans la limite de 210 jours par an et 150 jours consécutifs)

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DB2025_019-AU
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

2- Le Projet éducatif

2.1- Le Projet Educatif Petite Enfance de la CAPG (voir annexe)

Le Projet Educatif Petite Enfance est le cadre de référence de l'action des professionnel(le)s du service petite enfance.

Il vise à fédérer les professionnels et les familles autour de valeurs et d'objectifs communs et à donner du sens et de la cohérence à l'action des équipes.

Il définit les orientations, les engagements et les objectifs visés pour assurer l'accueil de l'enfant et l'accompagnement des familles, dans le respect des principes éducatifs de la charte nationale d'accueil du jeune enfant et de la charte de la laïcité.

Le projet poursuit trois finalités : des parents sereins, des enfants épanouis et des professionnels investis.
Il se compose :
· **de valeurs socles** qu'il s'agit de porter, valoriser et réaliser au quotidien :
La diversité, l'égalité et l'équité **/** le respect, la sécurité et la bientraitance**/**, la créativité, le plaisir et le bien-être, **/** la communication, le faire et penser ensemble
Ces valeurs s'appliquent à l'accueil des enfants, mais aussi à celui des parents, comme au travail d'équipe. Elles sont d'égale importance et n'existent que par les liens qu'elles entretiennent les unes avec les autres.
· **d'orientations de travail** qui déclinent les valeurs socles et se traduisent en des postures et des pratiques professionnelles encouragées.

Le service Petite Enfance conçoit son projet éducatif comme un projet ouvert et évolutif autour des objectifs suivants :

L'accueil de l'enfant en crèche :

L'enfant au centre de tous les projets qui le concerne

- Un accueil de tous les enfants, une mission de service public

L'accueil de la diversité en crèche : une chance pour chacun et une richesse pour tous : mixité sociale, accueil des enfants en situation de handicap, égalité entre les filles et les garçons, accueil à temps diversifié,

- Un accueil chaleureux et personnalisé de chaque enfant : un accueil progressif et individualisé. Grâce à l'observation de son évolution et de ses besoins, les professionnelles sont capables d'adapter leur réponse à chaque enfant.
- Une réponse aux besoins et potentialités de l'enfant : veiller à la santé, la sécurité et au bien-être de l'enfant dans tous les moments de la journée.
- Les soins : un temps de relations humaines et affectives (les soins corporels, le sommeil, les repas ...)
- Le jeu, dehors et dedans : une activité essentielle au développement de l'enfant
- Les activités d'éveil, une ouverture de l'enfant à l'environnement, l'art et la culture

L'accueil et la place des parents au sein des crèches :

La communication au cœur de l'accueil des parents

- L'accueil des parents en crèche : un accueil chaleureux et individualisé
- La relation parents-professionnel(le)s : une relation respectueuse, une alliance éducative, un accompagnement de la parentalité
- La participation des parents à la vie de la crèche : penser et créer ensemble

L'accueil en crèche, un travail d'équipe :

- Une équipe pluridisciplinaire de professionnel(le)s, une diversité de métiers et des compétences complémentaires au service d'un projet commun
- Une équipe bienveillante, confiante et solidaire rassemblée autour d'un projet
- La crèche : un lieu d'émotions et de réflexion individuelle et collective

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DB2025_019-AU
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

Le Projet Educatif Petite Enfance, référentiel invitant les professionnel(le)s à développer leur créativité pédagogique n'existe qu'à travers son appropriation et sa déclinaison particulière par chaque équipe.

Il appartient à chaque équipe de mettre en œuvre les valeurs et orientations de façon personnalisée dans son projet éducatif et pédagogique, selon sa spécificité et son environnement (localisation, capacité d'accueil, public accueilli, besoins des familles, configuration des locaux, qualifications de l'équipe ...).

2.2- Le Projet éducatif de LOU GALOUPIN, les valeurs portées par l'équipe de la structure garantissent à l'enfant et sa famille un accueil de qualité

La structure entend à travers son mode de fonctionnement, mettre l'enfant au centre de ses préoccupations.
Notre objectif est l'éveil vers l'autonomie et l'apprentissage de la vie en collectivité. La petite crèche doit nous donner les moyens de faire un accueil et un accompagnement de qualité en l'absence des parents, sans se substituer à eux.
Cet accueil doit contribuer à l'épanouissement de l'enfant et le préparer au mieux à sa future vie de citoyen.
L'organisation de l'unité tourne autour de la mixité des âges. Cette diversité dans les âges correspond à une volonté de l'équipe de progresser tous ensemble. Nous pensons que c'est une réelle ressource de travailler en petit nombre et en âges confondus. Bien évidemment, les bébés peuvent être placés dans un espace sécurisé, isolés des grands avec barrières quand cela est nécessaire. Les activités, les moments de sieste et les repas suivent le rythme individuel de chaque enfant.
Les enfants sont encadrés par une équipe petite enfance pluridisciplinaire (EJE, auxiliaire de puériculture, cap petite enfance) sous la direction d'une Infirmière Puéricultrice.

Le taux d'encadrement est de 1 professionnel pour 6 enfants, soit 4 professionnelles pour 17 enfants.
Ce qui permet :

- La possibilité pour les encadrants d'accompagner les petits dans leurs apprentissages et leurs développements. Les bébés découvrent et enrichissent leur vie sociale en douceur et sans précipitation. Le bien-être physique, moral, affectif, social et matériel de l'enfant restant notre priorité.
- L'avantage d'avoir le temps de bien mettre en place et d'approfondir les projets pédagogique et éducatif. Les ateliers proposés quotidiennement sont réfléchis et travaillés autour d'un projet d'éveil spécifique et proposer à chaque enfant individuellement.
- La capacité d'organiser des animations afin de favoriser les rencontres et les échanges entre parents.
- La chance pour les professionnels de bénéficier de conditions de travail optimum puisqu'ils pratiquent dans une maison rurale avec une belle cour extérieur et comme dit ci-dessus, le taux d'encadrement permet un travail de qualité.
- La richesse de la diversité des âges sous un même et unique groupe permet une évolution favorable de tous les enfants.

Ayant une réelle volonté de s'intégrer à son environnement, la petite crèche « Lou Galoupin » participe à la vie du village. Le fait d'accueillir un petit groupe d'enfant permet de sortir plus facilement des murs de la crèche. Les sorties à l'extérieur et les interventions de partenaires locaux au sein de la structure offrent une ouverture sur le monde. Ce qui est la meilleure des éducations.

La petite crèche « Lou Galoupin », seul établissement d'accueil du jeune Enfant public du haut pays, renforce l'attractivité de ce territoire en permettant aux familles de concilier vie professionnelle et familiale, et de choisir un mode d'accueil correspond à leurs attentes.

« Lou Galoupin » permet de répondre à moindre coût pour les communes aux besoins croissants de modes d'accueil des enfants de moins de 4 ans. En termes de communication, le haut pays offre une image dynamique et soucieuse de développer sa politique petite enfance.
Enfin, pensons au souci majeur et national : créer des emplois. L'ouverture d'une petite-crèche est synonyme de l'embauche de 1 personne.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DB2025_019-AU
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

Les valeurs portées par l'équipe de la structure garantissent à l'enfant et sa famille un accueil de qualité

Il est important de privilégier la communication avec les parents en mettant en place :

- Un accueil individualisé lors de l'inscription avec visite de la structure et présentation de l'équipe
- Des échanges au quotidien
- Des écrits autour de l'adaptation, questionnaire sur les habitudes de l'enfant
- Tableau indiquant les activités proposées quotidiennes
- Réunion de parents/groupes de paroles
- Réunion de parents /professionnels
- Réalisations de fiches de liaisons journalières

Les parents peuvent appeler régulièrement la crèche dans la journée, s'ils en éprouvent le besoin.
La direction reste à l'écoute des familles et notamment des familles qui sont en accueil occasionnel pour répondre au mieux à une demande particulière.
Les parents sont cordialement invités à mettre à profit leurs compétences et aptitudes particulières (modelage, peinture, conte, musique, chant, cuisine, anglais...) pour s'associer à l'équipe pédagogique dans l'organisation d'animations. Ils peuvent, également, participer aux promenades et pique-niques et aux différentes fêtes réalisées tout au long de l'année.

L'adaptation

Il s'agit de la période la plus délicate du début de la vie en collectivité.

L'équipe accorde une attention très particulière à cette période qui a une réelle importance : elle détermine la qualité de la relation avec les familles et les enfants et permet de tisser de nouveaux liens en toute confiance.

La structure reste ouverte à l'adulte accompagnant durant toute la familiarisation.
Durant ce temps, toute l'équipe accueille l'enfant et sa famille, la suit pour les repas, les changes, les premières siestes à la crèche.
Petit à petit, l'équipe prendra ses marques ainsi que l'enfant, et l'intégration de l'enfant au sein du groupe se fera en douceur.

Le 1er jour est dédié aux présentations en présence de l'enfant. Cela dure environ 1h. Nous prenons connaissance de ses habitudes de vie, (sommeil, éveil, repas...). Une feuille de renseignements est remplie par l'équipe. La journée type est décrite, les premiers échanges avec l'enfant se font tranquillement. Ensemble ce jour-là, nous établissons « la trame de familiarisation » selon les emplois du temps de chacun.

Les jours suivants, l'équipe prend un temps seul avec l'enfant, si celui-ci est ouvert. Le parent accompagnant va rester un moment sur la structure puis va s'absenter de plus en plus sur le fils de la semaine.
De la documentation relative à notre structure est à disposition durant ces temps (protocole médical, règlement de fonctionnement, projet éducatif...).

L'objet transitionnel (doudou, tétine, tee-shirt, tissu...) à un rôle très important durant cette période et permet de faire un lien invisible entre la maison et la crèche.

Il représente une présence rassurante, familière. C'est pourquoi nous recommandons de garder le même « objet » toute l'année et de le récupérer chaque soir pour qu'il prenne les odeurs de la maison.

Durant cette période, ou en différé, il est normal que l'enfant puisse exprimer ses émotions à la maison ou/et à la crèche.
Un temps d'échange est pris quotidiennement pour échanger sur les besoins de l'enfant et de sa famille.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DB2025_019-AU
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

Selon le contexte familial, la fatigue, les changements..., l'enfant peut réagir de manière différente à la séparation et exprimer de la colère, du mécontentement.
Le professionnel met des mots sur le départ de l'adulte et le laisse s'exprimer tout en restant à ses côtés, jusqu'à ce qu'il s'apaise.

Le matin : le parent accompagnant entre dans la pièce à vivre pour l'accueil, afin de faire les transmissions à l'équipe.
Les transmissions portent sur :

- Comment s'est passée la nuit, l'heure du réveil, du petit déjeuner, traitement médical
- Toute information que l'adulte accompagnant juge nécessaire
- A quelle heure et par qui l'enfant sera

En fin de journée : le parent entre dans la section afin d'échanger avec l'équipe sur le déroulement de la journée de l'enfant.

Les transmissions portent sur :

- Le repas, le sommeil, les activités réalisés, les heures de sommeil
- Toute information que le professionnel juge nécessaire

L'éveil

Dans la pièce à vivre, pièce centrale des Galoupins, est installé de nombreux tapis et coussins au sol. Les jouets sont posés à même le sol favorisant la motricité libre pour le plus petit.
Nous portons une importance toute particulière aux textures, couleurs, et bruits afin de stimuler l'activité sensorielle (hochet, livre en carton /tissus, animaux dur/mou, cubes, véhicules, instruments de musique bois/métal/plastique...) de l'enfant.
Au cours de la journée, de la semaine et de l'année nous introduirons des nouveaux jouets afin de ranimer l'intérêt de l'enfant.
Nous disposons de lits parcs dans cet espace. Ils sont utilisés lorsqu'un enfant a besoin d'être rassuré par un espace très contenant. C'est un espace sécurisant et parfois même de repos.
Chez le tout petit, l'éveil des capacités motrices et sensorielles se fait tout au long de la journée à travers les gestes de la vie quotidienne et grâce aux liens tissés entre les professionnels et l'enfant.
Des intervenants extérieurs peuvent également participer à l'éveil des sens du tout petit, et notamment avec la musique, qui a un effet calmant et aide les tout-petits à gérer leurs émotions.

Dans la même pièce est proposé différents univers pour les plus grands ; il y a un espace motricité, un autre pour divers jeux selon le thème de la journée (cuisine, garage, perles, animaux, lego, jeux d'encastrements etc.), un coin lecture et/ou repos pour les plus grands ainsi qu'un espace de soin pour les changes.
Ces aménagements sont amenés à évoluer durant l'année pour s'adapter aux évolutions motrices des enfants.
Enfin lorsque la météo le permet, nous disposons d'une cour avec des jeux d'extérieur (cabane, pousseurs, ballons etc...)

La motricité libre

La motricité libre a pour principe de respecter l'évolution de l'enfant afin qu'il appréhende les différentes possibilités de son corps. Il va expérimenter, explorer, tâtonner et répéter afin d'acquérir de nouvelles positions en toute confiance.
A son rythme, il va se retourner, ramper, s'asseoir, marcher à quatre pattes, tenir debout, travailler ses appuis et son équilibre pour acquérir la marche.
Ces expérimentations vont lui apporter confiance en lui et sécurité.

Bien-sûr, le tout petit sera porté dans les bras lorsqu'il en ressent le besoin (le contact corporel répond à un besoin archaïque). Les bras de l'adulte lui offrent une relation de proximité, un sentiment de sécurité, lui permettant d'être rassuré et de prendre confiance en lui.
En grandissant, il développera ses capacités motrices. Nous l'inviterons à venir s'accrocher dans nos bras afin de le rendre acteur de ces moments.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DB2025_019-AU
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

A hauteur du monde adulte, l'enfant a une autre vision du monde, riche en découvertes sensorielles.

La particularité des galoupins est la mixité du groupe avec tous les âges mélangés, c'est une volonté de l'équipe de travailler avec tous les enfants.

Dans la journée, nous alternons les temps de jeux libres (l'enfant s'occupe comme il le souhaite) et de jeux proposés (peinture, gommettes, pâte à modeler, collage, transvasement, atelier découverte...) permettant aux enfants un éventail d'expériences et de relations sociales.
Les enfants sont libres de participer ou non aux activités.

Tout au long de l'année, des intervenants extérieurs proposent des ateliers variés (éveil musical, baby gym, yoga, compteuse d'histoire, marionnettes...) aux enfants.
Nous adaptons les activités à l'âge des enfants.

L'activité libre

Tout est proposé mais jamais rien imposer chez les Galoupins !
Le jeu libre, l'activité autonome s'oppose à l'activité encadrée, au jeu structuré. Il permet de laisser l'enfant s'approprier son corps, et le matériel à disposition sans que l'adulte n'ait à intervenir. Nous donnons et faisons confiance aux enfants, favorisant l'estime de soi. Ainsi, il développe sa créativité, apprend à connaitre ses limites physiques et est plus actif lorsqu'il joue librement.

Nous n'attendons pas de « rendu » lors de ces temps de jeu et d'activité. Ce n'est que de la découverte, du plaisir. Parfois, si l'enfant le souhaite il pourra remettre à l'adulte qui vient le chercher, la peinture, le dessin, le coloriage, ou autre effectué dans la journée.

L'apprentissage des limites

L'enfant se trouve animé par le désir d'explorer ses propres capacités et d'en reculer ses limites. Ses expériences sont tour à tour encouragées, ou limitées, parfois même proscrites quand elles remettent en cause sa sécurité, son intégrité. Ces limites ne sont pas faciles à comprendre pour lui et peuvent provoquer des sentiments de colère, tristesse, frustration. Donner un jouet, ranger une pièce où l'on a bien joué, aller se coucher...sont des règles difficiles à respecter, à comprendre parfois.

Nous sommes là pour accompagner l'enfant dans la gestion de ses émotions. A différentes phases de son développement, il peut se sentir submergé, envahi par des sentiments qu'il ne sait pas toujours contrôler et aura besoin de l'adulte pour mettre des mots sur ce qu'il ressent.

L'alimentation

Pour les plus petits

Le lait en poudre

Le lait spécifique à chaque enfant, les boites doseuses et les biberons sont fournis par les parents.
Pour les biberons (lait en poudre), la cuisinière s'occupe de préparer la dose de lait en poudre, ainsi que l'eau dans le biberon.
Les biberons sont ensuite reconstitués au moment de la prise, par les professionnels dans le respect des règles d'hygiène.
Les biberons sont réchauffés au chauffe biberon ou laissés à température ambiante selon la préférence de l'enfant.
Pour donner le biberon, nous nous installons sur un fauteuil, au calme, l'enfant dans les bras. Il s'agit d'un moment privilégié, individuel.
Si l'enfant refuse le biberon dans les bras, il pourra être installé dans un transat.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DB2025_019-AU
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

L'allaitement maternel

Nous accompagnons les mamans allaitantes pendant toute la durée de leur allaitement. Les mamans allaitantes nous ramène, chaque jour, du lait qu'elles auront tiré au préalable (voir protocole d'allaitement). Le lait est stocké dans un réfrigérateur spécifique.

La diversification alimentaire

Le début de la diversification se fait à la maison par les parents selon les conseils de leur médecin ou pédiatre.

Une fois les premières introductions faites et lorsque l'enfant mange plusieurs cuillères, nous pourrons alors prendre le relai à la crèche.

S'il n'existe pas de contre-indication, tous les légumes et tous les fruits pourront alors être proposés à la crèche (Même si non donné à la maison).

Cependant, une certaine vigilance est nécessaire par rapport à l'introduction des allergènes. Ceux-ci devront être introduits à la maison pendant plusieurs jours (au moins 3) afin d'être sûr que l'enfant le tolère bien, même en petite quantité.
Si tout s'est bien passé, alors nous pourrons aussi proposer l'allergène au cours de ses repas prit en crèche.

Il arrive que des familles pratiquent la Diversification Menée par l'Enfant (DME) à la maison, l'équipe fera alors son possible pour s'ajuster, malgré les contraintes (cuisson parfois inadaptée, taillage des légumes etc...) de la cuisine centrale.

Les professionnels s'adaptent le plus possible à chaque enfant, en fonction de son âge et de ses capacités motrices (purée lisse, moulinée, morceaux...).

Pour les repas solides et lorsque l'enfant sait se tenir assis seul, il peut être installé dans un transat, ou sur une petite chaise tablette, ou encore à table sur une petite chaise avec un accoudoir.

L'heure du repas peut varier. Nous prenons en compte l'heure du dernier repas prit à la maison.

Pour les plus grands, nous utilisons le principe de la double cuillère.
Nous disposons d'une cuillère, l'enfant en a également une à disposition.
Il peut l'utiliser par imitation, mais aussi découvrir les différentes textures avec les mains.
C'est une phase tout à fait naturelle dans son développement.

Après le repas l'enfant peut être installé dans un transat/chaise pour un petit temps de digestion.

Pour les plus grands

Nous suivons l'évolution de l'enfant et nous adaptons toujours à ses besoins. Chez les moyens, les repas peuvent être mixés en début d'année si besoin.
Avant chaque repas, les mains des moyens sont nettoyées au gant. Les plus grands vont se laver les mains au lavabo.
Le repas commence vers 11h30.
Les enfants sont installés avec un adulte à chaque table. Ils s'installent où ils veulent, les places n'étant pas attribuées.
Les professionnels quant à eux, restent toujours à la même table (repère pour l'enfant).

En fin de repas, ils sont invités à se « débarbouiller » seul ou avec l'aide d'un adulte, avec un gant et un miroir.

Après le repas, les enfants sont en jeu libre, favorisant la digestion avant d'aller dormir.

Nous ne forçons jamais un enfant à manger, cependant nous l'encourageons à goûter.
Nous prenons une assiette avec une petite quantité de chaque aliment proposé.
Par imitation, les enfants sont encouragés dans l'apprentissage des nouvelles saveurs.

Pour manger, nous expliquons l'intérêt d'utiliser un couvert, mais certains préfèrent continuer de prendre à la main.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DB2025_019-AU
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

Le sommeil

Chez les plus petits :
Le sommeil est crucial pour le développement du tout petit.

En échangeant avec les parents et grâce à la période d'adaptation, nous observons quel rituel accompagne l'enfant vers un sommeil serein Nous nous adaptons et nous l'accompagnons jusqu'à ce qu'il dorme, s'il en ressent et/ou en montre le besoin.

Le temps de repos est proposé selon les besoins de l'enfant. Nous allons à son rythme.

Lorsqu'il parait fatigué, l'enfant est préparé, averti et installé confortablement dans son lit, sous surveillance.
Nous proposons :

- Dans le dortoir des bébés : c'est une pièce spécifique aux temps de repos, avec une légère luminosité. Chaque enfant dispose de son propre lit à barreaux ou lit au sol.
- Dans la pièce de vie : dans le lit parc, ou dans son propre lit, ou sur un tapis d'éveil si l'enfant s'y sent bien.

Chez les moyens/grands
La sieste est proposée systématiquement en début d'après-midi, et pourra être prévue tôt le matin selon les besoins de l'enfant (surtout chez les moyens).

Dans la pièce d'activité : cette pièce se transforme en dortoir moyen/grand après le repas. Elle dispose de lits barquettes individuels. Les enfants ont chacun leur lit, situé à la même place pour faciliter les repères et permettre d'aller se coucher seul.

Nous laissons les enfants se réveiller seuls, à leur rythme.
Nous ne réveillons pas un enfant qui dort.

Les soins

Le soin est un moment individualisé.

C'est un temps de relation privilégiée entre l'adulte et l'enfant.

Nous veillons à son bien-être, au respect de son hygiène et de sa santé.

Lorsque l'enfant est en activité, nous ne l'interrompons pas, mais sommes parfois amenés à réaliser des soins d'hygiène au cours de la journée : change, lavage du nez, des yeux du visage et des mains.

Les soins plus spécifiques sont réalisés par l'infirmière Puéricultrice.

Nous verbalisons toujours à l'enfant le soin que nous allons réaliser.

Le change

Durant le change, nous instaurons une relation individualisée favorisant la complicité, le partage, et le dialogue. Les changements de position sont réalisés en douceur.

Le moment du change est technique, basé sur l'hygiène, mais par le contact avec la peau, les gestes et la parole, il apporte une grande dimension affective.

Nous réalisons les changes couchés sur le dos ou sur le côté selon les besoins de l'enfant et les incitons rapidement à participer au soin quel que soit son âge. (Lever les fesses, choisir la couche dans le

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DB2025_019-AU
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

paquet, nommer les parties du corps…).

Chez les plus grands, ou pour un enfant qui appréhende la table à langer, nous proposons le change debout.

« L'acquisition » de la propreté

L'acquisition de la propreté se fait en collaboration avec l'équipe, les parents et l'enfant.

C'est un processus naturel et spontané qui se fait pour la plupart des petits entre 2/3 ans.

Durant cette période, le dialogue est essentiel : il permet à chacun de suivre et de comprendre le comportement de l'enfant.

Nous sommes à l'écoute de l'enfant et suivons son rythme.

Il doit être prêt dans son corps et dans sa tête.

Nous ne pratiquons pas la mise au pot systématique à horaire imposé, au risque de l'empêcher de contrôler ses propres sensations.

C'est à la maison, avec les parents, que l'enfant doit commencer à aller au pot/toilettes. Une fois que l'enfant semble prêt, nous proposons à l'enfant de l'accompagner aux toilettes régulièrement, jusqu'à ce qu'il soit suffisamment à l'aise pour le demander.

Il peut arriver que l'enfant débute sa période d'acquisition de la propreté à la maison, mais qu'il refuse complétement cet apprentissage en collectivité.

Dans ce cas, nous n'insistons pas pour ne pas laisser s'installer un blocage.

Un dialogue peut être ouvert avec la famille pour ne pas mettre en difficulté l'enfant.

Des petites toilettes adaptées à la taille de l'enfant ainsi que des pots sont à disposition dans la salle de bain.
Il existe des cloisons de séparation entre chaque WC pour le respect de l'intimité.
Souvent il s'agit d'un moment de découverte, voir l'autre assis sur le pot ou les WC, peut aussi inciter les autres, à essayer.

Durant cette période, nous demandons aux parents d'apporter des changes supplémentaires. En cas « d'oubli », nous changeons l'enfant autant de fois que nécessaire.

La « petite bobologie »

L'enfant est avide d'expériences. Guidé par le besoin d'exploration, les accidents (morsures, griffures…) et les chutes accompagnent nécessairement leur développement moteur.

Comme à la maison, il peut arriver que cela se produise à la crèche.

Dans ce cas, l'infirmière est informée.

Selon son constat, nous appliquons les soins nécessaires (protocole médical).

Nous n'utilisons pas de produit désinfectant, mais de l'eau et du savon

Si le « bobo » est important, nous informons les parents au cours de la journée.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DB2025_019-AU
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025



« Tout le monde pieds nus ! »

Marcher pieds nus permet un meilleur équilibre, une meilleure adaptation, plus de souplesse, moins de chutes.
Projet pédagogique détaillé en annexe.



L'individualisation au maximum

Se sentir exister, c'est aussi pouvoir décider. Ce n'est pas « faire tout ce qu'on veut », mais choisir et décider pour ce qui nous concerne … dans un cadre donné : décider de ce que je vais manger, dans le cadre du repas qui m'est proposé (et même choisir dans quel ordre manger les plats, dans le cadre d'un repas individuel). Soutenir l'expression de sa volonté, lui donner la possibilité de décider pour lui-même accompagne l'enfant dans la construction de son individuation (devenir un individu différencié d'un autre, unifié et autonome) qui se réalise principalement au cours de ses trois premières années.
C'est en faisant l'expérience d'être écouté, considéré, pris en compte que l'enfant va pouvoir écouter, considérer et prendre en compte l'autre.



« Tout est proposé, rien n'est imposé »

Une multitude d'activité « dirigée » est proposée mais aucune ne sera jamais imposée, tant à l'enfant qu'aux professionnelles.
La découverte des sensations passe par un partage entre le professionnel et l'enfant dans un lieu et moment privilégié et surtout par une volonté commune.
L'enfant est libre de participer ou pas aux activités, aucun résultat n'est attendu.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DB2025_019-AU
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

CHARTE NATIONALE POUR L'ACCUEIL DU JEUNE ENFANT

DIX GRANDS PRINCIPES
POUR GRANDIR EN TOUTE CONFIANCE

1 Pour grandir sereinement, j'ai besoin que l'on m'accueille quelle que soit ma situation ou celle de ma famille.

2 J'avance à mon propre rythme et je développe toutes mes facultés en même temps : pour moi, tout est langage, corps, jeu, expérience. J'ai besoin que l'on me parle, de temps et d'espace pour jouer librement et pour exercer mes multiples capacités.

3 Je suis sensible à mon entourage proche et au monde qui s'offre à moi. Je me sens bien accueilli.e quand ma famille est bien accueillie, car mes parents constituent mon point d'origine et mon port d'attache.

4 Pour me sentir bien et avoir confiance en moi, j'ai besoin de professionnel.le.s qui encouragent avec bienveillance mon désir d'apprendre, de me socialiser et de découvrir.

5 Je développe ma créativité et j'éveille mes sens grâce aux expériences artistiques et culturelles. Je m'ouvre au monde par la richesse des échanges interculturels.

6 Le contact réel avec la nature est essentiel à mon développement.

7 Fille ou garçon, j'ai besoin que l'on me valorise pour mes qualités personnelles, en dehors de tout stéréotype. Il en va de même pour les professionnel.le.s qui m'accompagnent. C'est aussi grâce à ces femmes et à ces hommes que je construis mon identité.

8 J'ai besoin d'évoluer dans un environnement beau, sain et propice à mon éveil.

9 Pour que je sois bien traité.e, il est nécessaire que les adultes qui m'entourent soient bien traités. Travailler auprès des tout-petits nécessite des temps pour réfléchir, se documenter et échanger entre collègues et avec d'autres intervenants.

10 J'ai besoin que les personnes qui prennent soin de moi soient bien formées et s'intéressent aux spécificités de mon très jeune âge et de ma situation d'enfant qui leur est confié par mon ou mes parents.

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

ALLOCATIONS FAMILIALES

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DB2025_019-AU
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

Charte de la laïcité de la branche Famille avec ses partenaires

PRÉAMBULE

La branche Famille et ses partenaires, considérant que l'ignorance de l'autre, les injustices sociales et économiques et le non-respect de la dignité de la personne sont le terreau des tensions et replis identitaires, s'engagent par la présente charte à respecter les principes de la laïcité tels qu'ils résultent de l'histoire et des lois de la République.

Au lendemain des guerres de religion, à la suite des Lumières et de la Révolution française, avec les lois scolaires de la fin du XIXe siècle, avec la loi du 9 décembre 1905 de « Séparation des Églises et de l'État », la laïcité garantit tout d'abord la liberté de conscience, dont les pratiques et manifestations sociales sont encadrées par l'ordre public. Elle vise à concilier liberté, égalité et fraternité en vue de la concorde entre les citoyens. Elle participe du principe d'universalité qui fonde aussi la Sécurité sociale et a acquis, avec le préambule de 1946, valeur constitutionnelle. L'article 1er de la Constitution du 4 octobre 1958 dispose d'ailleurs que « La France est une République indivisible, laïque, démocratique et sociale. Elle assure l'égalité devant la loi de tous les citoyens sans distinction d'origine, de race ou de religion. Elle respecte toutes les croyances ».

L'idéal de paix civile qu'elle poursuit ne sera réalisé qu'à la condition de s'en donner les ressources, humaines, juridiques et financières, tant pour les familles, qu'entre les générations, ou dans les institutions. À cet égard, la branche Famille et ses partenaires s'engagent à se doter des moyens nécessaires à une mise en œuvre bien comprise et attentionnée de la laïcité. Cela se fera avec et pour les familles et les personnes vivant sur le sol de la République quelles que soient leur origine, leur nationalité, leur croyance.

Depuis soixante-dix ans, la Sécurité Sociale incarne aussi ces valeurs d'universalité, de solidarité et d'égalité. La branche Famille et ses partenaires tiennent par la présente charte à réaffirmer le principe de laïcité en demeurant attentifs aux pratiques de terrain, en vue de promouvoir une laïcité bien comprise et bien attentionnée. Élaborée avec eux, cette charte s'adresse aux partenaires, mais tout autant aux allocataires qu'aux salariés de la branche Famille.

ARTICLE 1
LA LAÏCITÉ EST UNE RÉFÉRENCE COMMUNE

La laïcité est une référence commune à la branche Famille et ses partenaires. Il s'agit de promouvoir des liens familiaux et sociaux apaisés et de développer des relations de solidarité entre et au sein des générations.

ARTICLE 2
LA LAÏCITÉ EST LE SOCLE DE LA CITOYENNETÉ

La laïcité est le socle de la citoyenneté républicaine, qui promeut la cohésion sociale et la solidarité dans le respect du pluralisme des convictions et de la diversité des cultures. Elle a pour vocation l'intérêt général.

ARTICLE 3
LA LAÏCITÉ EST GARANTE DE LA LIBERTÉ DE CONSCIENCE

La laïcité a pour principe la liberté de conscience. Son exercice et sa manifestation sont libres dans le respect de l'ordre public établi par la loi.

ARTICLE 4
LA LAÏCITÉ CONTRIBUE À LA DIGNITÉ DE LA PERSONNE ET À L'ÉGALITÉ D'ACCÈS AUX DROITS

La laïcité contribue à la dignité des personnes, à l'égalité entre les femmes et les hommes, à l'accès aux droits et au traitement égal de toutes et de tous. Elle reconnaît la liberté de croire et de ne pas croire. La laïcité implique le rejet de toute violence et de toute discrimination raciale, culturelle, sociale et religieuse.

ARTICLE 5
LA LAÏCITÉ GARANTIT LE LIBRE ARBITRE ET PROTÈGE DU PROSÉLYTISME

La laïcité offre à chacune et à chacun les conditions d'exercice de son libre arbitre et de la citoyenneté. Elle protège de toute forme de prosélytisme qui empêcherait chacune et chacun de faire ses propres choix.

ARTICLE 6
LA BRANCHE FAMILLE RESPECTE L'OBLIGATION DE NEUTRALITÉ DES SERVICES PUBLICS

La laïcité implique pour les collaborateurs et administrateurs de la branche Famille, en tant que participant à la gestion du service public, une stricte obligation de neutralité ainsi que d'impartialité. Les salariés ne doivent pas manifester leurs convictions philosophiques, politiques et religieuses. Nul salarié ne peut notamment se prévaloir de ses convictions pour refuser d'accomplir une tâche. Par ailleurs, nul usager ne peut être exclu de l'accès au service public en raison de ses convictions et de leur expression, dès lors qu'il ne perturbe pas le bon fonctionnement du service et respecte l'ordre public établi par la loi.

ARTICLE 7
LES PARTENAIRES DE LA BRANCHE FAMILLE SONT ACTEURS DE LA LAÏCITÉ

Les règles de vie et l'organisation des espaces et temps d'activités des partenaires sont respectueux du principe de laïcité en tant qu'il garantit la liberté de conscience. Ces règles peuvent être précisées dans le règlement intérieur. Pour les salariés et bénévoles, tout prosélytisme est proscrit et les restrictions au port de signes, ou tenues, manifestant une appartenance religieuse sont possibles si elles sont justifiées par la nature de la tâche à accomplir, et proportionnées au but recherché.

ARTICLE 8
AGIR POUR UNE LAÏCITÉ BIEN ATTENTIONNÉE

La laïcité s'apprend et se vit sur les territoires selon les réalités de terrain, par des attitudes et manières d'être les uns avec les autres. Ces attitudes partagées et à encourager sont : l'accueil, l'écoute, la bienveillance, le dialogue, le respect mutuel, la coopération et la considération. Ainsi, avec et pour les familles, la laïcité est le terreau d'une société plus juste et plus fraternelle, porteuse de sens pour les générations futures.

ARTICLE 9
AGIR POUR UNE LAÏCITÉ BIEN PARTAGÉE

La compréhension et l'appropriation de la laïcité sont permises par la mise en œuvre de temps d'information, de formations, la création d'outils et de lieux adaptés. Elle est prise en compte dans les relations entre la branche Famille et ses partenaires. La laïcité, en tant qu'elle garantit l'impartialité vis-à-vis des usagers et l'accueil de tous sans aucune discrimination, est prise en considération dans l'ensemble des relations de la branche Famille avec ses partenaires. Elle fait l'objet d'un suivi et d'un accompagnement conjoints.

Adoptée par le Conseil d'administration de la Cnaf le 1er septembre 2015.

Allocations familiales

Liberté · Égalité · Fraternité
République Française

Sécurité sociale
La Vie en Plus

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DB2025_019-AU
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

3.1-Les caractéristiques sociales du territoire d'implantation de la structure

3.1.1-Les caractéristiques du lieu d'implantation de la structure

L'Etablissement d'accueil du jeune enfant Lou Galoupin est implanté sur la commune Séranon, et se situe à la DOIRE, hameau du village de Séranon, dans le département des Alpes Maritimes ,en région Provence-Alpes-Côte d'Azur.

Localisée dans les Préalpes grassoises., la commune se situe à l'ouest des Alpes-Maritimes aux confins des départements du Var et des Alpes-de-Haute-Provence (39 km de Grasse (sous-préfecture), 58 km de Cannes, 71 km de Nice et de son aéroport international) la commune de Séranon est un bourg rural membre de la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse (23 communes) d'une superficie de 23 km².

Les communes limitrophes sont Valderoure, Caille, et Escragnolles.

Equipements présents sur la commune

- Etablissements d'enseignement :
  - Ecole maternelle et primaire du PRA REDON à Séranon
  - Ecole élémentaire à Caille, Valderoure, Thorenc, St Auban (maternelle) et Briançonnet (primaire)
  - Ecole et collège BAOUROUX en Partage à La Moulière, commune de Caille
- Professionnels et établissements de santé
  - PMI avec des vacations sur la maison médicale.
  - Maison médicale de VALDEROURE pluridisciplinaire.
  - Assistante sociale
  - Dentiste à Valderoure
  - Pharmacie de Saint-Vallier
- Equipements sportifs et culturels
  - Médiathèque, salle de spectacles, cinéma (Espace du Thiey)
  - Complexes sportifs
  - Mairie et Centre communal d'action sociale (CCAS)
  - MSAP (maison de Service au Public) st auban
  - Maison du département (MDD) St Vallier
  - Associations culturelles et sportives

Equipements présents sur le territoire intercommunal (CAPG) (liste non exhaustive)

- Relais petite enfance itinérant (haut et moyen Pays de la CAPG) et relais petite enfance (communes de Grasse, Mouans- Sartoux)
- Lieux d'accueil enfants parents (LAEP) (communes de Grasse, Mouans- Sartoux)
- Collèges (communes de Grasse, Mouans- Sartoux, Pégomas, Peymeinade, Saint- Vallier-de-Thiey)
- Sous-préfecture ((commune de Grasse)
- Lycées d'enseignement général et technique (commune de Grasse)
- Maison des solidarités départementale (MSD) (commune de Grasse)
- Maison des 1000 1ers jours (commune de Grasse)
- Centre de PMI (commune de Grasse)
- CPAM (commune de Grasse)
- CAF (commune de Grasse)
- Centre hospitalier (commune de Grasse)

Equipements sportifs et culturels sur le territoire (liste non exhaustive)

- Espace Culturel et Sportif (communes de la Grasse, Roquette-sur-Siagne, Valderoure, Saint-Cézaire-sur – Siagne)
- Musée International de la Parfumerie (MIP) (commune de Grasse)

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DB2025_019-AU
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

- Jardins du MIP (Commune de Mouans- Sartoux)
- Médiathèques (commune de Grasse, Mouans-Sartoux, Pégomas, la Roquette sur Siagne, Saint-Cézaire-sur – Siagne)
- Ludothèque (communes de Grasse, Mouans- Sartoux)
- Conservatoire (commune de Grasse) et Ecole de musique (communes de Peymeinade, Mouans-Sartoux)
- Cinéma (communes de Grasse, Mouans- Sartoux)
- Théâtre (commune de Grasse)
- Centre culturel (commune de Mouans- Sartoux, Pégomas)
- Piscine (communes de Grasse, Peymeinade)
- Musée d'art et d'histoire de Provence (commune de Grasse)
- Equipements sportifs (tout le territoire)

Au-delà des équipements, le territoire communal et communautaire est très riche en associations culturelles et sportives

La petite enfance sur la commune

Données démographiques

Commune	0-3ans (2016)	0-3ans (2021)	Variation 2016-2021 (nb)	Variation 2016-2021 (%)
Séranon	14	14	0	0,0%

L'offre d'accueil

- **L'accueil individuel :**

Au domicile d'un assistant (e)maternel(le) agrée

	2019		2020		2021		2022		2023		2024	
	Nbre ass mat	Nbre de places	Nbre ass mat	Nbre de places	Nbre ass mat	Nbre de places	Nbre ass mat	Nbre de places	Nbre ass mat	Nbre de places	Nbre ass mat	Nbre de places
SERANON	1	4	1	4	0	0	1	4	2	6	2	7

- **L'accueil collectif :**

Au sein d'un multi accueil de la CAPG

Structures	Capacités et âges
Lou Galoupin : Séranon	17 places de 2 mois et demi à 5 ans révolus

→ Soit un total de 24 places d'accueil du jeune enfant sur le territoire communal en 2024

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DB2025_019-AU
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

3.1.2-Les caractéristiques sociodémographiques et économiques de la population

Évolution et structure de la population

POP T1 - Population en historique depuis 1968

	1968(*)	1975(*)	1982	1990	1999	2010	2015	2021
Population	231	241	272	280	317	477	487	535
Densité moyenne (hab/km²)	9,9	10,4	11,7	12,0	13,6	20,5	20,9	23,0

(*) 1967 et 1974 pour les DOM
Les données proposées sont établies à périmètre géographique identique, dans la géographie en vigueur au 01/01/2024.
Sources : Insee, RP1967 à 1999 dénombrements, RP2010 au RP2021 exploitations principales.

La forte croissance démographique observée depuis 1975 atteint son maximum en 2021
Entre 2015 et 2021, la population a augmenté de 9.8 %
La densité moyenne de population (hab/km²) est de 23 en 2021 (20.9 en 2015)

RFD G1 - Naissances et décès domiciliés

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Décès domiciliés	5	4	6	4	6	3	7	11	8	3
Naissances domiciliées	8	3	4	5	1	4	4	2	4	8

Source : Insee, statistiques de l'état civil en géographie au 01/01/2024.

En 2014, 2017, 2019 et 2023 le nombre de naissance est supérieur au nombre de décès.

POP T0 - Population par grandes tranches d'âges

Âge	2010	%	2015	%	2021	%
Ensemble	**477**	**100,0**	**487**	**100,0**	**535**	**100,0**
0 à 14 ans	97	20,3	84	17,3	79	14,8
15 à 29 ans	54	11,3	73	15,1	70	13,1
30 à 44 ans	116	24,2	90	18,5	70	13,1
45 à 59 ans	87	18,2	102	21,0	132	24,7
60 à 74 ans	89	18,6	93	19,1	128	23,9
75 ans ou plus	35	7,4	45	9,1	56	10,5

Sources : Insee, RP2010, RP2015 et RP2021, exploitations principales, géographie au 01/01/2024.

La classe d'âge des 25-49 ans qui correspond à celle pour laquelle la probabilité d'avoir des enfants est la plus forte augmente depuis 2010.
Les plus de 60 ans représentent un tiers de la population en 2021.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DB2025_019-AU
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

Commune de Séranon (06134)

FAM T1bis - Composition détaillée des ménages composés d'une seule famille

Ménages d'une famille	Nombre de ménages	%	Population des ménages
Ensemble	**151**	**100,0**	**418**
Couple sans enfant	**76**	**50,2**	**162**
Couples avec enfant(s)	**46**	**30,1**	**183**
Couple avec uniquement enfant(s) du couple	33	21,5	120
Couple avec au moins un enfant d'un seul des deux membre du couple	13	8,6	63
Famille monoparentale	**30**	**19,7**	**74**
Homme seul avec enfant(s)	5	3,4	10
Femme seule avec enfant(s)	25	16,3	63

Sources : Insee, RP2021, exploitation complémentaire, géographie au 01/01/2024.

La part des familles monoparentales représentent 39.4 % des familles avec un enfant en 2021

FAM T3bis - Composition détaillée des familles composées de couples avec enfant(s)

Couples avec enfant(s)	2021	%
Ensemble	**46**	**100,0**
Famille traditionnelle	33	71,4
Famille recomposée	13	28,6

Sources : Insee, RP2021, exploitation complémentaire, géographie au 01/01/2024.

Les familles recomposées représentent 28.6 % des familles

Logement

LOG T1 - Évolution du nombre de logements par catégorie en historique depuis 1968

Catégorie de logement	1968(*)	1975(*)	1982	1990	1999	2010	2015	2021
Ensemble	**303**	**350**	**386**	**415**	**416**	**485**	**501**	**518**
Résidences principales	74	83	100	109	140	202	218	262
Résidences secondaires et logements occasionnels	175	229	255	288	252	282	249	240
Logements vacants	54	38	31	18	24	0	33	16

(*) 1967 et 1974 pour les DOM

Les données proposées sont établies à périmètre géographique identique, dans la géographie en vigueur au 01/01/2024.

Sources : Insee, RP1967 à 1999 dénombrements, RP2010 au RP2021 exploitations principales.

Le nombre de logements en constante progression (+3.39% entre 2015 et 2021) est constitué de 50.57% de résidences principales en 2021.Le nombre de logements vacants a diminué de 51% entre 2015 et 2021 et représente 3% du nombre de logements en 2021

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DB2025_019-AU
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

En 2021 près de 70% des ménages sont propriétaires de leur logement

Activité

Population active, emploi et chômage au sens du recensement

EMP T1 - Population de 15 à 64 ans par type d'activité

Type d'activité	2010	2015	2021
Ensemble	**297**	**305**	**309**
Actifs en %	**64,9**	**74,1**	**74,4**
Actifs ayant un emploi en %	61,1	64,7	62,4
Chômeurs en %	3,8	9,5	12,1
Inactifs en %	**35,1**	**25,9**	**25,6**
Élèves, étudiants et stagiaires non rémunérés en %	6,6	6,1	9,8
Retraités ou préretraités en %	14,9	9,9	8,7
Autres inactifs en %	13,5	9,8	7,1

Sources : Insee, RP2010, RP2015 et RP2021, exploitations principales, géographie au 01/01/2024.

En 2021, une majorité (62.4%) de la population des 15-64 ans est composée d'actifs ayant un emploi

Le taux de chômage a augmenté de 2.6% entre 2015 et 2021

Caractéristiques de l'emploi au sens du recensement en 2021

Commune de Séranon (06134)

ACT T1 - Population de 15 ans ou plus ayant un emploi selon le statut en 2021

Statut d'emploi	Nombre	%	dont % temps partiel	dont % femmes
Ensemble	**196**	**100,0**	**18,8**	**48,2**
Salariés	150	76,8	20,4	50,1
Non-salariés	45	23,2	13,5	**41,6**

Source : Insee, RP2021 exploitation principale, géographie au 01/01/2024.

En 2021, 76.8 % des plus de 15 ans ayant un emploi sont salariés

Catégorise socio professionnelles 2021

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DB2025_019-AU
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

ACT T4 - Lieu de travail des actifs de 15 ans ou plus ayant un emploi qui résident dans la zone

Zone du lieu de travail	2010	%	2015	%	2021	%
Ensemble	**190**	**100**	**205**	**100**	**196**	**100**
Travaillent :						
dans la commune de résidence	67	35,3	78	38,1	63	32,4
dans une commune autre que la commune de résidence	123	64,7	127	61,9	132	67,6

Sources : Insee, RP2010, RP2015 et RP2021, exploitations principales, géographie au 01/01/2024.

En 2021, 67.6 % des actifs de plus de 15 ans avec emploi travaillent à l'extérieur de la commune

Niveau de vie

Nom des communes	Médiane du revenu disponible par unité de consommation (euros) - 2016	Médiane du revenu disponible par unité de consommation (euros) - 2021	Variation 2016-2021 (en euros)	Variation 2016-2021 (en %)
Séranon	19 372	19 730	358	1,8%

En 2021, le niveau de vie médian mensuel est de 1644 €, il a augmenté de 1.85% entre 2016 et 2021

EVOLUTION DES PARTICIPATIONS FAMILIALES MOYENNES HORAIRE au sein de l'EAJE Lou GALOUPIN

2018	2019	2020	2021	2022	2023
1.03	1.05	1.37	1.28	1.29	1.18

3.2-L'intégration de la structure à son environnement et le maillage avec l'offre de service de ses partenaires

L'EAJE LOU GALOUPIN est l'un des 6 EAJE (2 à Peymeinade, 1 à le Tignet, 1 à St Cézaire-sur-Siagne, 1 à St Vallier-de-Thiey, 1 à Séranon) du service petite enfance de la CAPG

La structure entretient à ce titre :

→ Des liens permanents avec :
- La direction petite enfance, la direction des autres EAJE et l'ensemble de l'équipe pluridisciplinaire du service.
- Le Relais Petite Enfance (RPE) de la CAPG situé à Spéracèdes et itinérant :

Lieu dédié à l'accueil du jeune enfant. Guichet unique de préinscription pour tous les EAJE CAPG, le relais s'adresse aux parents et aux professionnels de l'accueil individuel. C'est un lieu d'informations, de rencontres, d'échanges et de professionnalisation.

→ Des liens fonctionnels avec les services de la CAPG
- Techniques, Prévention Sécurité, RH, Finances, Energie, Environnement, Culture, Jeunesse et sports, Egalité femmes-hommes, Emploi ….

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DB2025_019-AU
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

→ Des liens avec les services municipaux, équipements et infrastructures de la commune de SERANON

- Liens avec la Mairie de Séranon et les agents communaux pour les travaux d'urgence et d'entretien (déneigement, nettoyage cours, traitement des égouts et travaux d'urgence)
- Déneigement par la DDE de la commune de Séranon au besoin
- Dépannage en urgence avec SUEZ, réseau assainissement du haut pays
- Poubelles, encombrants et recyclage des piles avec le site de la déchèterie de malamaire

→ Des liens avec les partenaires institutionnels, financiers, associatifs :

- Direction départementale de l'enfance
- MSD (Maison des solidarités départementales)
- PMI (Protection Maternelle et Infantile) : En charge de l'agrément, du contrôle et de l'accompagnement des établissements : rencontres bi annuelles+ échanges réguliers sur les enfants accueillis tout au long de l'année
- CAMPS de Grasse (Centre d'Action Médico-Sociale Précoce) HARPEGES rencontres et échanges à la demande, notamment dans le cadre de l'accueil d'enfant à besoins spécifiques
- PRH 06 (Pole Ressources Handicap) API-END
- CAF (caisse d'allocations familiales) des Alpes Maritimes
  La CAF est un des acteurs majeurs du développement et du fonctionnement des structures petite enfance. Elle fixe les montants des participations familiales, apporte son expertise et les cofinancements essentiels à l'investissement et au fonctionnement de l'établissement.
- Le REAAP 06 : Réseau d'écoute, d'appui et d'accompagnement à la parentalité des Alpes Maritimes prend appui sur un réseau de parents, de bénévoles et de professionnels qui permettent la mise en place d'actions visant à conforter, à travers le dialogue et l'échange, les compétences des parents et la mise en valeur de leurs capacités. Les parents se rencontrent dans différents lieux (centres sociaux, écoles, crèches, ludothèques, salles municipales...) et autour d'activités (groupe de parole, conférence débat, activités parents enfants...), avec ou sans l'appui de professionnels du secteur (médiateurs familiaux, travailleurs sociaux) pour renforcer par le dialogue et l'échange leur capacité à exercer pleinement leur responsabilité parentale.

- Education nationale

Le tissage de liens locaux, avec l'école maternelle, favorise les transitions de l'enfant entre ses milieux de vie successifs et la continuité éducative.
Nous travaillons en collaboration avec l'équipe pédagogique de l'école de Séranon.
Nous invitons les parents auprès du service de la Mairie de Séranon pour le dossier d'inscription de leur enfant à l'école maternelle.
La directrice de l'école met en place un accueil individualisé, sur rdv, avec chaque parent et enfant.
L'enfant et sa famille sont accueillis sur l'école pour une matinée d'immersion au mois de juin.

3.3-Les modalités de participation des familles à la vie de la structure.

Les modalités pour le recueil des besoins des familles se fait essentiellement par réunion entre professionnels et les familles. Nous sommes toujours à disposition sur la structure, par mail ou par téléphone pendant les heures d'ouverture de l'établissement.
Toujours joignable, nous prenons le temps pour écouter, comprendre et modifier aux besoins les souhaits des parents.
Des réunions avec les familles, une concertation des équipes au quotidien sont essentielles pour recenser les besoins issus des échanges avec les familles. Nous sollicitons les parents au cours de l'année par leur richesse et compétences à mettre au profit sur la structure.
Musicien, sculpteur, interprète et autres.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DB2025_019-AU
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

3.3.1-Participation des familles à la vie de la structure

Objectif pédagogique	Descriptif de l'action	Impact attendu sur les enfants et/ou leurs familles	Fréquence	Modalités d'information et d'évaluation des actions mise en place
Réunion d'accueil	Mise en place d'une réunion avec échanges entre les familles et l'équipe pour comprendre et appréhender le fonctionnement de l'établissement	Familles en demandes et rencontres essentielles	1 à 2 fois/an	Information orale personnalisée et évaluation tout au long de la rencontre
Renforcer la relation Parent/professionnel	Projet d'accompagnement lors de sortie, mise en place ateliers parents/enfants	Rendre le parent partenaire - acteur	Plusieurs fois dans l'année	Fiches actions validées par la direction évaluée et réajustée une fois par an, information des parents orale et écrite
Informer les familles	Affichage des activités réalisées par les enfants	Développer les liens, partager, rassurer	Toute l'année	Affichages réguliers Evaluation : retours des parents
Meilleure connaissance de la vie de l'enfant à la crèche	Panneau photos des enfants Cahier individuel des années de crèche	Augmenter les liens de confiance	Panneaux renouvelés Tous les trimestres	Retours des parents
Partager avec les parents et les enfants	Organisation fête à thème : carnaval, Fête de la musique, Fête de fin d'année, Shooting photo	Partager des moments conviviaux	1 par trimestre voir 2	Retours des parents

3.3.2-Actions de soutien à la parentalité proposée

Objectif pédagogique	Descriptif de l'action	Impact attendu sur les enfants et/ou leurs familles	Fréquence	Modalités d'information et d'évaluation des actions mise en place
Créer un lien de confiance avec les familles	Rendez-vous individuels avec les parents à l'admission et toute au long de l'année si besoin	Créer un lien de confiance avec les parents informer rassurer	Annuel et plus en fonction des besoins	Retours des parents- qualité relationnelle avec les parents

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DB2025_019-AU
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

Recentrer la place de l'enfant	Panneaux information des parents Réunion parents	Créer un lien de confiance	Mise à jour au quotidien	Retour des parents
Valoriser les compétences des parents	Soirée à thèmes Journée famille Café bla-bla	Partager des moments de convivialités renforcer les liens Echanges informels- avoir un autre regard dans parents sur l'équipe	Annuelle	Fréquentation de ces soirées, journée, satisfaction des participants

3.4-Les dispositions prises pour permettre à des familles rencontrant des situations particulières d'être accueillies dans la structure

3.4.1-Les modalités pour faciliter l'accueil des enfants de familles en situation d'insertion sociale ou professionnelle

Ces dernières années, la composition des familles a changé (diminution de la taille des ménages, augmentation des familles recomposées...) et leur situation professionnelle évolue (périodes de recherche d'emploi, emplois occasionnels, saisonniers ...).

Tous les enfants ont besoin d'être accueillis dans un environnement attentif qui prenne en compte leur singularité quelle que soit leur situation ou celle de leur famille : précarité, insertion, situation de handicap, difficultés sociales, éducatives....

L'établissement d'accueil s'adapte aux besoins des structures familiales en proposant des modalités d'accueil qui répondent au plus près à leurs besoins :

Le barème de priorisation des dossiers de préinscription, les modalités d'attribution des places au sein des EAJE gérés par la CAPG et la tarification tiennent compte des besoins des populations les plus fragiles et favorisent la mixité sociale.

L'enjeu pour l'établissement est de faire coexister les différentes modalités d'accueil (régulier, occasionnel, urgence) pour :

- Contribuer à l'inclusion des familles et la socialisation précoce des enfants, notamment ceux en situation de pauvreté ou de précarité ;
- Favoriser la conciliation par les parents de jeunes enfants de leurs temps de vie familiale, professionnelle et sociale, notamment pour les personnes en recherche d'emploi et engagées dans un parcours d'insertion sociale et professionnelle et les familles monoparentales ;

Dans ce contexte, l'accueil occasionnel ou régulier à temps non complet sont des modes de prise en charge adaptés qui permettent aux familles de faire des démarches (recherche d'emploi, démarches administratives, médicales...) ou de consacrer du temps à des activités qui leur permettent de souffler un peu, ce qui permet parfois d'éviter le Burn out parental, d'améliorer la relation parent-enfant et de préserver l'équilibre familial.

- Favoriser le développement d'un travail partenarial entre les différents acteurs de l'accueil et de l'accompagnement des enfants et des familles, notamment entre les professionnelles de la petite enfance et le secteur de la lutte contre l'exclusion, dont l'AHI et l'insertion par l'activité économique. Le lien avec l'IAE pourra permettre de développer des initiatives en lien avec l'insertion professionnelle des parents, et en particulier des mères isolées. Ce travail partenarial permettrait par ailleurs de faciliter la garantie d'un accompagnement global centré autour des besoins des enfants et des familles concernées.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DB2025_019-AU
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

- Faciliter l'inclusion des familles et la socialisation précoce des enfants, notamment ceux en situation de pauvreté ou de précarité,
- Garantir des places pour l'accueil d'enfants non scolarisés âgés de moins de six ans à la charge de personnes engagées dans un parcours d'insertion sociale et professionnelle, y compris s'agissant des bénéficiaires de la prestation partagée d'éducation de l'enfant mentionnée au 3° de l'article L. 531-1 du code de la sécurité sociale, et répondant aux conditions de ressources fixées par voie réglementaire, pour leur permettre de prendre un emploi, de créer une activité ou de participer aux actions d'accompagnement professionnel qui leur sont proposées.
- Favoriser la conciliation par les parents de jeunes enfants de leurs temps de vie familiale, professionnelle et sociale, notamment pour les personnes en recherche d'emploi et engagées dans un parcours d'insertion sociale et professionnelle et les familles monoparentales. Possibilité d'accueillir un enfant dont les parents sont en recherche d'emploi 5 jours par semaine pendant 2 mois.
- Accueillir les enfants à minimum 2 jours/semaine quand un des deux parents et en recherche d'emploi et/ou en reconversion professionnel
- L'accueil d'urgence est possible au sein de l'établissement des Galoupins avec une place au quotidien réservé à l'état d'urgence. Enfant placé par les services sociaux, demande du Médecin ou des parents eux-mêmes.

3.4.2-Les modalités d'accueil des enfants en situation de handicap ou atteints d'une maladie chronique

Signataire en septembre 2022 de la Charte départementale de l'accueil des enfants et des jeunes en situation de handicap, co-signée par le Conseil départemental, la CAF et l'Education Nationale, la CAPG s'engage à appréhender la situation globale des familles ayant un enfant ou un jeune en situation de handicap, dans une logique de parcours de la naissance à l'âge adulte, notamment en accueillant leur enfant en situation de handicap au sein de ses EAJE.
En contrepartie les membres du Schéma Départemental des Services aux Familles (SDSF) s'engagent à mettre en œuvre des moyens permettant à la CAPG la mise en œuvre des dispositions de la charte :

- Accompagnement (formations, assistance et conseil) par le Pôle Ressources Handicap (PRH)soutenu par la CAF et l'Etat
- Animation d'un réseau des chargés de coopération accueil spécifique porté par la CAF
- Animation par la CAF du réseau d'écoute, d'appui et d'accompagnement des parents (REAAP)
- L'accueil d'un enfant porteur de handicap ou atteint de maladie chronique requiert une définition des besoins de l'enfant, une proposition d'accueil adapté, tenant compte des possibilités de l'établissement et un suivi régulier de cet accueil.

Le barème de priorisation des dossiers de préinscription et les modalités d'attribution des places au sein des EAJE gérés par la CAPG favorisent l'accueil des enfants nécessitant un accueil spécifique

Les enfants en situation de handicap ou atteints d'une maladie chronique sont accueillis dans l'établissement si leur état de santé est compatible avec une vie en collectivité :

- Le chargé de coopération petite enfance du service (référent petite enfance accueil inclusif), interlocuteur privilégié de la famille, assure dès le rdv de préinscription, la coordination du projet et du suivi de l'accueil de l'enfant. Il fait le lien avec tous les partenaires et contribue à soutenir les équipes dans la mise en œuvre des projets d'accueil spécifiques.
- Le chargé d'accueil spécifique du service petite enfance, professionnel formé est référent de l'enfant et l'accompagne durant le temps d'accueil
- Formalisation et individualisation du temps d'accueil (projet d'accueil spécifique individualisé (PASI)
- L'équipe pluridisciplinaire (médecin référent santé et accueil inclusif, coordinateur petite enfance accueil inclusif, psychomotricienne, puéricultrice, éducatrice de jeunes enfants, auxiliaires de puériculture...) veille à l'adaptation de l'accueil
- Adaptation des locaux et équipements (achat de mobilier/ matériel/équipement spécifiques) avec le soutien financier de la CAF des Alpes Maritimes au travers du Bonus « inclusion handicap »et du dispositif Fonds Public et Territoire (FPT)
- Temps de concertation avec les partenaires institutionnels ; centres d'action médico-sociale précoce (CAMPS), centres médico-psychologique Infantile (CMPI) du territoire et tous les professionnels de soins en charge de l'enfant
- Accompagnement de l'enfant à sa sortie de l'établissement ; en accord avec la famille, la direction de l'établissement et le chargé de coopération accueil spécifique petite enfance

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DB2025_019-AU
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

accompagne la transition vers d'autres modes d'accueil par une rencontre avec l'équipe qui prendra le relais auprès de l'enfant (temps scolaire, périscolaire, extrascolaire ...)

Au sein de la petite crèche « Lou Galoupin » nous cherchons constamment à :

Se documenter
- Échanger avec le référent de PMI
- Chercher des informations sur internet (MDPH, associations et structures spécialisées, etc.)
- Lire des ouvrages, revues, etc.
- Regarder des documentaires.

Réfléchir et échanger des expériences :
- Réfléchir avec le médecin de l'établissement,
- Contacter des associations de parents,
- Contacter des associations ou groupements de professionnels,
- Rencontrer d'autres professionnels (crèches ou assistants maternels) qui se posent les mêmes questions et qui ont déjà une expérience de ce type d'accueil.

Intégrer les réflexions sur l'accueil d'enfants porteurs de handicap au projet de l'établissement.

Se former et former notre équipe.

Poser le cadre et sécuriser
"Lieux d'accueil petite enfance : prendre le temps pour ne pas perdre de temps" Jacques Arcidiacono

- Analyser si l'adéquation du handicap avec un accueil en crèche est compatible en associant : la famille, le médecin de l'établissement, le médecin traitant de l'enfant, le psychologue de la crèche, l'équipe de la crèche, la directrice.

Préparer l'admission de l'enfant :
- Déterminer avec l'ensemble de l'équipe une personne référente en fonction de sa sensibilité et de sa disponibilité à accompagner le handicap posé, pour l'enfant et les parents,
- Réunir, avec l'équipe accueillante, les différents partenaires, l'enfant et la famille
- Déterminer les conditions d'accueil (durée hebdomadaire, plage horaire, matériel spécifique, etc.),
- Mettre en place un PAI (Projet d'accueil individualisé) si nécessaire
- Organiser un temps d'information de l'ensemble du personnel par le médecin de la crèche sur le handicap concerné,
- Prendre contact avec les partenaires extérieurs en accord avec les parents (CAMSP, médecins, soignants spécialisés),
- Prévoir si possible et si besoin une formation adaptée (exemple : langue des signes).

Un projet d'équipe et son adhésion sont indispensables pour que cet accueil ne soit pas que l'affaire de quelques-uns avec les risques de perte de cohésion qui en résulteraient.
Les liens avec les structures de prévention et de soins (PMI, CAMSP, CMP) apportent une cohérence dans une complémentarité d'approche et de points de vue.
Une formation est souvent recherchée : elle donne des points d'appui aux professionnels en soutenant leurs capacités d'empathie, d'observation, et leur créativité.

Optimiser les conditions d'accueil :
- Organiser l'accueil avec les autres enfants, aménager l'espace et l'organisation de la section afin de s'adapter aux spécificités du handicap ou de la maladie chronique, pour l'enfant et l'ensemble de l'équipe enfants et adultes
- Réfléchir à la période d'adaptation avec les parents, l'équipe et le(a) référent(e) pour répondre au mieux aux besoins de l'enfant et de sa famille,
- Travailler la relation à la famille, en organisant un temps d'échange avec un psychologue.

Des modalités spécifiques sont à mettre en place pour que cet accueil qui requiert une inventivité et une disponibilité accrues soit riche pour l'enfant, ses parents et les professionnels.

- Les partenaires pour créer le lien, évaluer la progression de l'accueil et le projet de vie,

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DB2025_019-AU
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

- Penser ensemble "l'après crèche", l'anticiper et en parler, si possible dès la rentrée civile avec la famille et les partenaires (CAMSP, référents scolaires, MDPH, structures ordinaires ou spécialisées)
- Rassurer, si nécessaire, les autres enfants et les autres parents de la structure.

Les échanges sont indispensables pour permettre d'exprimer les difficultés ou les craintes, de poser les questions. Les parents et les équipes doivent pouvoir exprimer leurs besoins et leurs attentes.
Il faut prendre le temps nécessaire à chacun.

Préparer l'annonce :
Que ce soient les parents ou l'équipe qui se posent des questions à propos de l'enfant :
- Multiplier les observations de l'enfant,
- Travailler en collaboration avec le médecin et/ou le psychologue de la structure,
- Alerter et orienter la famille,
- Travailler avec les partenaires médico-sociaux extérieurs,
- Avec l'accord de la famille et si nécessaire, se mettre en contact avec le médecin de famille.

Le personnel de l'établissement d'accueil ne doit pas poser un diagnostic.
En revanche, il a un rôle de repérage et doit alerter la famille (par l'intermédiaire de la direction) dès lors que ses observations peuvent justifier le recours à un examen médical spécialisé.

Évaluer les difficultés de vie de l'enfant au sein de l'établissement, en vue de le réadapter si nécessaire, en lien avec :
- La famille,
- Le médecin de l'établissement référent santé et accueil inclusif
- Le médecin traitant de l'enfant,
- Le psychologue de la crèche,
- L'équipe de la crèche,
- Le coordinateur du service le cas échéant.

L'accueil collectif conserve un intérêt pour l'enfant quand il est réadapté à ses capacités réelles.

Accompagner, les enfants, les parents et l'équipe :
- Faire le point sur les ressources de l'enfant lors de réunion d'équipe, pour organiser les conditions de progression à sa mesure et être dans un accompagnement très précis,
- Prévoir un temps pour penser les pratiques, pour contenir le vécu affectif et réguler les relations d'équipe,
- Prévoir des rencontres régulières avec l'équipe, les parents.

Il faut accompagner les parents et les professionnels dans la situation difficile de l'annonce du handicap, annonce qui se prolonge, car c'est au fur et à mesure de son développement que vont se découvrir les limites de l'enfant.

Adapter les conditions d'accueil de l'enfant :
- Déterminer avec l'ensemble de l'équipe, la personne référente de la section en fonction de sa sensibilité et de sa disponibilité à accompagner le handicap posé, pour l'enfant et les parents,
- Réunir avec l'équipe accueillante, les différents partenaires, l'enfant et la famille, revoir, si nécessaire, les conditions d'accueil, (durée, plage horaire, matériel spécifique, etc.),
- Mettre en place d'un PAI si nécessaire,
- Organiser un temps d'information de l'ensemble du personnel par le médecin de l'établissement sur le handicap concerné
- Prendre contact avec les partenaires extérieurs (CAMSP, médecins, soignants spécialisés)
- Prévoir si possible une formation adaptée (exemple : langue des signes),
- Aménager l'espace et l'organisation de la section, pour s'adapter aux spécificités du handicap, optimiser les conditions d'accueil pour l'enfant et l'ensemble de l'équipe enfants et adultes,
- Travailler la relation à la famille, temps d'échange avec le ou la psychologue.

Un accord et un projet d'équipe sont indispensables pour que cet accueil ne soit pas que l'affaire de quelques-uns avec les risques de perte de cohésion qui en résulteraient.
Les liens avec les structures de prévention et de soins (PMI, CAMSP, CMP) apportent une cohérence dans une complémentarité d'approche et de points de vue.
Une formation est souvent recherchée. Elle donne des points d'appui aux professionnels en soutenant leurs capacités d'empathie, d'observation, et leur créativité.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DB2025_019-AU
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

Des moyens spécifiques sont à mettre en place pour que cet accueil, qui requiert une inventivité et une disponibilité accrues, soit riche pour l'enfant, ses parents et les professionnels.

Développer le réseau dans l'échange et le partage des pratiques

Établir une carte des partenaires :

- Structures spécialisées (CAMSP, CMPP, etc.),
- Professions libérales,
- Autres structures d'accueil.

Se mettre en lien avec :

- Un médecin de PMI,
- Des coordonnateurs et coordinateurs (associatifs et municipaux),
- Un responsable Petite enfance.

Rencontrer pour échanger :

- Les autres responsables d'établissements (associatifs et municipaux),
- Les responsables des structures spécialisées (CAMSP, CMPP, etc.).

Il est indispensable de s'appuyer sur l'ensemble des partenaires et de pouvoir mettre en commun les expériences.

Faire évoluer... vers un projet d'accueil pour tous

- Faire des évaluations : ce qui fonctionne, les évolutions, les apprentissages,
- Se saisir des spécificités pour améliorer la démarche globale,
- Impliquer l'équipe, les parents, les partenaires.

Le travail à mener pour l'accueil d'un enfant en situation de handicap est long et difficile, mais tellement enrichissant pour tous : parents, enfants, équipes, partenaires.

Au niveau de la CAPG, nous avons recours à un médecin référent de sante et d'accueil inclusif ainsi qu'une référente handicap.

Référent handicap de la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse :

En plus du référent de santé et d'accueil inclusif des structures petites Enfance, nous collaborons avec une éducatrice spécialisée, référente handicap petite enfance à la CAPG.

Voici son rôle :

En charge de la coordination des projets et du suivi de l'accueil des enfants rencontrant des difficultés ou en situation de handicap, il/elle assume les missions suivantes :

- rencontrer les familles dès le rdv de préinscription pour organiser un accueil adapté, tenant compte des possibilités de l'établissement, coordonner la participation des parents, de l'équipe d'accueil et le cas échéant de l'équipe de soins
- formaliser le « projet d'accueil spécifique individualisé » (personnel et aménagements nécessaires à l'accueil)
- faire le lien avec tous les partenaires et soutenir les équipes pendant le temps d'accueil dans la mise en œuvre des projets d'accueil spécifique (actions professionnalisantes, réflexions et expressions des interrogations et appréhensions...)
- participer au développement d'un réseau local afin d'identifier les ressources du territoire
- accompagner avec l'accord de la famille, à la sortie de l'établissement petite enfance, les transitions vers les autres modes d'accueil (temps scolaire, péri et extrascolaire) par la rencontre du ou les chargés de coopération spécifiques jeunesse et de l'équipe qui prendra le relais auprès de l'enfant
- rechercher dans la prise de décisions, l'intégration de l'enfant et permettre aux parents, professionnels de l'accueil et partenaires institutionnels d'être au cœur des décisions.

3.4.3-Les modalités d'accueil d'urgence

Une place d'accueil d'urgence est disponible sur Lou Galoupin ou au sein des EAJE de la CAPG.
Majoritairement sollicitée par les travailleurs sociaux, elle répond à un besoin d'accueil non prévisible à caractère urgent et nécessitant une réactivité immédiate
L'appréciation de la situation d'urgence relève de la direction petite enfance, qui délivre l'autorisation d'admission de l'enfant sans convocation préalable de la commission d'admission.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DB2025_019-AU
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

L'accueil d'urgence répond notamment aux situations exceptionnelles suivantes :

- Rupture de l'équilibre familial (hospitalisation, décès, incarcération...)
- Urgence sociale
- Rupture du mode de garde habituel
- Retour à l'emploi ou entrée en formation dans un court délai sans mode de garde organisé

Il est également caractérisé par le fait que l'enfant n'a jamais fréquenté la structure.
Cet accueil propose une solution d'accueil temporaire, pour apaiser la situation, dépasser le moment de crise et rechercher un mode de garde durable adapté aux besoins.
Limité à deux mois, cet accueil est exceptionnellement reconductible une fois.

Si l'accueil doit se prolonger au-delà de l'accueil d'urgence, l'admission sera tributaire de la disponibilité des établissements et soumise à l'avis de la commission d'admission.

Nous avons la possibilité d'accueillir un enfant en situation d'urgence.

Cet enfant peut être accepter le matin même de la demande, par le médecin, par les services sociaux et/ ou par les parents.
Cet enfant sera comptabilisé sur la place d'urgence toujours disponible.
Nous prendrons le temps et les soins nécessaires à sa bonne adaptation et intégration dans le service.
Nous essayerons d'obtenir le maximum de renseignements afin d'établir la meilleure prise en charge pour l'enfant et/ou sa famille.
L'enfant arrivera le matin dès qu'il le souhaite avec la personne référente extérieure à l'établissement, nous prendrons un temps pour recueillir les informations les plus importantes, son rythme et ses habitudes de vie.
Un entretien sera établi avec la Directrice et la personne référente sans l'enfant, dans un premier temps.
Nous inviterons la personne référente de l'enfant à rester avec lui, sur la structure, le temps nécessaire à son adaptation puis l'équipe des Galoupins prendra alors le relais.
C'est toutes ensembles que nous prendrons en charge cet enfant dans toute sa particularité, ses difficultés, ses capacités et sa disponibilité.

3.5-Les activités de la structure afin de l'inscrire dans une démarche en faveur du développement durable

Objectif	Descriptif de l'action	Impact attendu	Modalités d'évaluation des actions mise en place
Recyclage des piles et batteries	Mise en place d'un container pour la récupération des piles et batteries usagées à l'intérieur du bâtiment	Trier les déchets	Ramassage 2 fois/an du container pour le tri
Tri sélectif du plastique	Tri quotidien du plastique dans un sac à cet usage puis mis en container sélectif sur la place du village	Trier les déchets	Ramassage par le service des poubelles 2 fois/semaine
Limiter l'utilisation des produits chimiques	Nettoyage de toutes les surfaces uniquement avec l'appareil à vapeur pour l'ensemble des mobiliers, sols, murs et jouets de la structure	Limiter les produits chimiques, nettoyer sans polluer, respect de l'environnement et des usagers au quotidien	Désinfection à la vapeur quotidienne

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DB2025_019-AU
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

Limiter l'utilisation des produits chimiques	Utilisation maximale du vinaigre blanc	Limiter les produits chimiques	Utilisation pour la robinetterie, le linge et les inox.
Limiter les matériaux à usage unique	Utilisation de gants, serviettes et bavoirs lavables individuels pour les changes et la restauration	Réduire au maximum les matériaux à usage unique pour limiter les déchets	Favoriser le lavage en machine contre l'utilisation de produits à jeter
Livraison en liaison froide des repas et goûter limitation des déchets	Livraison en bacs gastro Bonne gestion des commandes et des stocks Livraison regroupée avec les écoles et centre aéré du haut pays grassois	Limiter nos déchets alimentaires, limiter et contrôler les livraisons avec 1 transport quotidien pour les différents sites du haut pays grassois.	Livraison quotidienne de tous les repas et goûter des écoles et centre aéré des communes voisines
Limitation de l'utilisation du sèche-linge	Favoriser l'étendoir extérieur quand beau temps	Limiter l'utilisation d'appareils électriques	Utiliser au minimum le sèche-linge
Aération de la crèche au maximum	Aération et ventilation de chaque pièce au maximum au quotidien	Limiter le mauvais air ambiant, air sain et serein !	Planning d'aération au quotidien à remplir
Favoriser la vie en extérieur	Les enfants sont en extérieur le plus possible. Nous favorisons les repas, goûter et siestes dehors car nous sommes en milieu rural, entourer de nature.	Aérer le corps et l'esprit au quotidien	Passer la journée dehors !
Maîtriser et modérer la consommation d'énergie	Contrôle de la température des pièces : Mise en place de thermomètres dans l'ensemble des différentes pièces de la structure Réguler la température : thermostats sur chaque radiateur S'assurer de la maintenance Eteindre la lumière dès que possible Faire la chasse aux appareils en veille	Limiter la sur chauffe et la prolifération des microbes dans un air trop chaud, contrôler notre consommation. Limiter la consommation électrique	Relevé quotidien des températures qui doivent être entre 19° et 21°
Maîtriser et modérer la consommation d'eau	Robinets à capteur de pression et infrarouge afin de limiter la quantité d'eau et sa température	Limiter notre consommation d'eau	Pas d'eau gaspillée
Limiter le bruit	Mise en place de piège à son	Diminution du bruit, confort auditif	Amélioration qualité sonore
Projet pédagogique en lien avec le	Mise en place depuis 2019 du projet jardinage au sein de l'établissement : plantation et	Découverte de la nature, de la Terre, des fleurs, fruits et légumes au	D'Avril à octobre tous les jours en petit groupe arrosage et

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DB2025_019-AU
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

développement durable et le jardinage	entretien dans des grandes jardinières de fleurs et petits fruits et légumes.	quotidien. Contact réel avec les éléments de la nature Récupération d'eau de pluie dans des grands seaux pour l'arrosage des plantations	entretien des jardinières, invitation aux parents de participer, entretenir, emmener des plantations et autres
Ombrage cour extérieure	Mise en place de canisses naturelles et utilisation des arbres extérieurs pour ombrage de la cour naturel	Utilisation de la nature environnementale	Pose des canisses d'Avril à Octobre pour une protection maximale

4- Projet d'accueil

4.1-Les prestations d'accueil et modalités d'organisation de la vie quotidienne

4.1.1-Les périodes d'ouverture

- Les jours et horaires d'ouverture : ouverture de 7h30 à 18h30 du lundi au vendredi.
- Fermetures : une semaine en avril, 3 semaines en août, 2 semaines à Noël

4.1.2-. Le déroulé de la période d'adaptation

La période d'adaptation est celle au cours de laquelle un bébé va venir, d'abord avec sa maman ou son papa, puis seul, pour faire connaissance de son futur cadre de vie et des personnes qui s'occuperons de lui, avant de pouvoir y passer des journées entières en l'absence de son parent.
C'est un moment clé lorsque l'enfant rentre en crèche. L'adaptation doit se faire quel que soit l'âge de l'enfant, progressivement et au rythme de l'enfant.
Nous conseillons de prendre le temps, et de l'échelonner sur une semaine minimum.
Notre souhait est d'abord de permettre à l'enfant de comprendre le sens du changement qu'il est en train de vivre en lui offrant des repères sécurisants, en s'intégrant progressivement à son nouveau lieu de vie.
L'adaptation se fait toujours de façon progressive, en augmentant chaque jour du temps passé en crèche et en y introduisant une nouvelle activité (un gouter, un repas, une sieste).
La structure crèche est un lieu riche en stimulation diverses. Nous souhaitons ainsi, en introduisant de façon progressive toutes ces nouvelles situations, limiter la fatigue de bébé et son anxiété, et lui laisser le temps de trouver son propre rythme.
Cette période permet également aux parents de faire connaissance avec le personnel, et ainsi de lui accorder leur confiance. Le personnel profite de cette période pour faire visiter les locaux aux parents, s'informe des habitudes du bébé et répond aux questions des parents.

Cette période doit permettre aux enfants de :

- Découvrir les lieux
- Découvrir le personnel
- Découvrir des rythmes différents et de s'adapter à un nouvel environnement.

Pour les parents, l'adaptation doit permettre de :
- Instaurer un dialogue
- De rassurer et sécuriser les parents sur la bonne prise en charge de leur enfant
- D'expliquer le fonctionnement de la crèche
- D'établir une relation de confiance
- D'exprimer leurs angoisses, doutes et douleurs lors de la séparation
- De faire connaissance avec tous les membres du personnel

Ce doit être l'occasion d'échanges entre les parents et l'enfant au sujet de sa nouvelle vie. En effet, il

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DB2025_019-AU
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

parait souhaitable que les parents expriment leurs inquiétudes au sujet de la séparation quotidienne. Il est nécessaire que l'enfant entende ce discours même si c'est difficile pour l'adulte de l'exprimer.
Cette période est essentielle pour l'équipe aussi afin de faire connaissance avec les familles, établir un rapport de confiance, de prendre le temps de parler, d'écouter et d'échanger.
Elle doit aussi servir à mieux connaitre l'enfant, ses habitudes, son rythme.
Nous demandons de prévoir une semaine minimum pour préparer l'entrée de votre enfant à la crèche.
Cette semaine pourra être prolongée en fonction des besoins de l'enfant et de sa famille.
Nous proposons l'organisation suivante qui peut être modifiée selon les besoins des familles :

- Lundi : accueil à 9h30 de l'enfant et de ses parents pendant 1h environ.
- Mardi : accueil de 9h30 à 10h00 de l'enfant et de ses parents puis de 10h00 à 10h30 environ de l'enfant seul selon ces capacités.
- Mercredi : accueil de 9h30 à 10h30 de l'enfant seul, si tout se passe bien...
- Jeudi : l'enfant arrive à 9h30, reste la matinée puis le repas lui sera proposé si tout se passe bien. Il repartira alors vers 12h.
- Vendredi : l'enfant va vivre une petite journée à la crèche. Arrivée à 9h30 et départ à 15h.

4.1.3- Le déroulé d'une journée type

Activités	**Lieu**	**Descriptif des modalités de mise en œuvre en lien avec les objectifs pédagogiques**
Accueil des enfants et des parents	Salle de vie ou cour extérieure de 7h30 à 9h30	Accueil individualisé et personnalisé
Temps dédiés aux activités du matin (ateliers, activités libres ou guidées, éveil culturel...	Salle d'activités ou cour exterieure10h à 11h 15	Activités proposées mais jamais imposées individuellement
Repas	Coin repas ou cour exterieure11h30 à 12h30	L'enfant se positionne à table là où il veut, pas de place imposée. Nous proposons notre aide pour manger avec une seconde cuillère mais ne jamais imposer. L'enfant mange ce qu'il veut.
Temps de repos	Dortoirs de 12h30 à... levé échelonné de 12h30 à 16h	Proposition d'un temps calme à l'enfant, jamais d'obligation à faire une sieste. Réveil échelonné en fonction de chaque enfant. L'enfant ne reste pas dans son lit réveillé, il est invité à se lever et à retrouver le groupe pour un temps de réveil.
Goûter – collation	Coin repas ou cour extérieure vers 15h30	L'enfant se positionne à table là où il veut, pas de place imposée. Nous proposons notre aide pour manger avec une seconde cuillère mais ne jamais imposer. L'enfant mange ce qu'il veut.
Temps et espaces dédiés aux activités de l'après-midi	Salle d'activité ou cour extérieure de 16h au départ de "enfant maximum 18h	Activités proposées mais jamais imposées individuellement

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DB2025_019-AU
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

Départ des enfants	Entre 16h et 18h	Accueil du parent individuellement pour faire les transmissions et relater la journée de leur enfant
Lien avec les familles	Transmissions verbales individuelles	Transmissions verbales individuelles, échange, questionnements

Les sorties :

Cadre pédagogique

Nécessairement en cohérence avec les projets éducatifs, pédagogiques et/ou projets d'année, une sortie, doit avoir des objectifs précis, mettre en évidence ce qu'elle peut apporter aux enfants, et faire l'objet d'une évaluation écrite.
Une sortie est un moment de découverte et de partage qui doit être anticipé et préparé pour être réussie.
L'équipe chargée de l'organisation, une fois le projet défini, doit réfléchir au lieu, à l'activité proposée et à la meilleure façon de sécuriser la sortie.
Si la visite a lieu chez un accueillant, l'équipe le contactera, et se rendra si nécessaire sur site afin de vérifier l'adéquation entre les objectifs pédagogiques de la sortie, les modalités d'accueil du lieu et la sécurité des enfants.
Chaque sortie fait l'objet d'une fiche action validée par la direction de l'établissement et selon la nature de la sortie, par la direction petite enfance.

Information aux familles autorisations et participations des parents

Les parents sont informés des sorties, suffisamment à l'avance pour leur laisser le temps de remplir les autorisations nécessaires et de s'organiser s'ils souhaitent accompagner les enfants le jour J.
Le parent accompagnateur est considéré comme intervenant bénévole et la convention prévue dans ce cadre est complétée/signée avant la sortie.
Seuls les enfants autorisés participent aux sorties hors de l'établissement ou de son espace extérieur privatif :
- L'autorisation « générale » de sortie fait partie des autorisations demandées aux familles lors de la constitution du dossier d'inscription de leur enfant.
- Selon le lieu/ nature de la sortie (transport en véhicule, visite chez un accueillant ...), les familles sont informées par écrit précisément des modalités d'organisation et une autorisation spécifique à la sortie est sollicitée.

Encadrement - sécurité

Le décret N°2021-1131 du 31 août 2021 précise le taux d'encadrement applicable lors des sorties à l'extérieur de l'établissement : il doit être de deux professionnels minimums dont un diplômé, et garantir au total un rapport de 1 professionnel pour 5 enfants maximum.
En fonction des spécificités de la sortie (nature, lieu, conditions de déplacement ...) ou de l'âge des enfants, il peut être indispensable de prévoir un encadrement supérieur au taux règlementaire. Les parents accompagnateurs, renforcent l'encadrement mais ne peuvent prendre en charge que leur(s) enfant(s).
En termes d'autorité, si la responsable de la structure n'est pas présente lors de la sortie, elle nomme un (e) professionnel(le) responsable de la sortie et lui délègue un pouvoir de direction sur les professionnels(le)s accompagnat(eurs)rices.
Les parents accompagnateurs sont considérés comme faisant partie intégrante de l'équipe, et donc soumis à l'autorité de la professionnelle responsable.
L'équipe d'encadrement effectue un décompte régulier des enfants, à minima au moment de la sortie de l'établissement d'accueil, après chaque pause, avant et après chaque passage dans un transport, au retour sur l'établissement d'accueil.
Elle veille tout au long de la sortie à ce que les enfants ne dépassent pas les limites géographiques convenues.

En termes de sécurité, selon la sortie (nature, lieu, nombre d'enfants ...) :
- accompagnateurs et/ou enfants portent un gilet fluorescent (couleurs différentes pour adultes et enfants)

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DB2025_019-AU
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

- les enfants portent un badge nominatif indiquant outre leur identité, les coordonnées de l'EAJE et le numéro de téléphone portable du responsable de la sortie.

En termes de responsabilité, faisant partie du temps d'accueil, les sorties sont censées être couvertes par la responsabilité civile de la structure.
Vérifier cependant les conditions générales du contrat souscrit qui doit englober les agissements des bénévoles, comme l'impose la réglementation.

Trajet- Transport
Si le déplacement se fait à pied, les enfants sont tenus par la main par un adulte ou installés dans une poussette.
Si le déplacement se fait en véhicule, le conducteur doit être titulaire du permis de conduire requis depuis au moins 5 ans.
Les sièges auto homologués, adaptés à l'âge et au poids de l'enfant sont fournis le jour de la sortie, par les parents.
Pour les sorties en transports en commun ou en car, l'assurance de la structure doit être prévenue.

Repas - Gouter
Pour les moyens grands, repas froids type pique-nique et gouters adaptés à la sortie et fournis par l'établissement sauf en cas de PAI allergie alimentaire (panier repas/gouter fourni par la famille).
Pour les bébés s'assurer que le réchauffage des biberons/ petits pots est possible sur site.
Transport en glacières et contrôle de température des denrées le nécessitant.

Vêtements-chaussures-accessoires
Tenue et chaussures confortables, vêtements et accessoires de protection, (lunettes, chapeaux de soleil, crème solaire, bonnet, gants ...) adaptés à l'activité et à la saison.

Liste des participants
Une liste des enfants, professionnel(le)s, parents participant à la sortie, est établie en double exemplaire : un exemplaire pour la sortie, l'autre à conserver sur la structure.
Cette liste indique pour chacun, les noms et coordonnées des parents/ personnes à prévenir en cas d'urgence, et le cas échéant les besoins particuliers de prise en charge du participant.

Information de l'équipe restant sur l'établissement
L'équipe est informée du lieu de sortie, de l'horaire prévisionnel de retour et dispose de la liste des participants et du numéro de téléphone pour joindre le groupe.

Matériel à emporter (à adapter selon la sortie)
- liste des participants/personnes à contacter
- liste des numéros d'urgence
- téléphone portable chargé + chargeur
- trousse de secours + protocole et trousse PAI si participant concerné
- couches, mouchoirs, lingettes nettoyantes, gel HA
- bouteilles d'eau, repas/gouters
- doudous tétines
- sacs à dos (enfants/adultes)
- tenue de rechange complète enfant
- gilets fluorescents adultes/enfants, badges enfants

Incident-accident
Tout incident, accident est immédiatement signalé à la direction de l'établissement qui en informe la direction petite enfance.
Un rapport établi au retour sur l'établissement est transmis aux destinataires concernés.

Evaluation de la sortie
Une évaluation écrite de la sortie est rapidement réalisée par l'équipe et un retour est effectué à la direction et aux professionnels de l'EAJE.
Ce bilan est également communiqué à la direction PE et à la direction des EAJE susceptibles d'organiser le même type de sortie.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DB2025_019-AU
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

4.1.4-L'accueil des enfants âgés de 4 à 6 ans dans le cadre d'un accueil périscolaire

Possibilités d'accueillir des enfants de 4 à 6 ans.
Nous nous adaptons à l'évolution individuelle et/ou pathologique de l'enfant en lien avec un retard d'acquisition rendant la scolarisation complexe voire impossible.
Nous avons un service de garderie matin et soir sur l'école de Séranon qui prend en charge les enfants scolarisés ainsi qu'un centre aéré de la CAPG pour les mercredis et vacances scolaires.

4.2-Compétences professionnelles mobilisées et organisation du personnel

4.2.1. Descriptif de l'équipe

Fonction	Qualification	Durée de travail hebdomadaire dans la fonction (en ETP)
Direction	Infirmière Puéricultrice	0.5 ETP
Continuité/adjoint de direction	Pas sur l'établissement mais en suivi de direction par la responsable de la petite enfance CAPG et/ou EJE sur la structure quand petite crèche	Selon les besoins
Personnels encadrants	2 auxiliaires de puériculture 1 CAP petite enfance + 1 petite crèche	1 ETP AUX 0.5 ETP AUX 1 ETP CAP 1 ETP aux ou CAP en cours de recrutement
Intendance et logistique	1 agent entretien et cuisine	1 ETP
Référent « Santé et Accueil inclusif »	Le médecin de crèche 15h La directrice 5h	15h/an 5h/an
Professionnel paramédical	Infirmière Puéricultrice diplômée d'état (la Directrice)	0.5 ETP
Professionnel éducatif	EJE	0.5 ETP
Animateur analyse de pratiques professionnelles	Psychologue sur le terrain	12h par an

4.2.2. Organisation des temps de professionnalisation et actions menées en matière d'analyse des pratiques professionnelles et de formation (article R. 2324-37)

Nous avons un suivi sur la structure par une psychologue à raison de 6 h par an et par agent minimum.
Nous nous réunissons 2h, un mois sur deux pour discuter de l'analyse des pratiques professionnelle.
L'accès à la formation continue est mis en place par des demandes personnelles au sein de

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DB2025_019-AU
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

l'établissement de formation avec des thématiques individuelles et collectives. Nous organisons 2 fois/an une journée thématique regroupant tous les agents de la petite enfance de la CAPG, pour se former sur un sujet défini en amont et mener par des professionnels.
Nous travaillons avec notre médecin référent, à raison de 10h annuelle, sur des thématiques et/ou suivi des enfants.

4.2.3. Intégration des apprentis et suivi des stagiaires

La petite crèche LOU GALOUPIN accueille des stagiaires et apprentis tout au long de l'année et selon les demandes.

4.2.4. Le recours à des intervenants extérieurs

Fonction/Métier	Qualification ou diplôme	Objectif pédagogique de l'action	Descriptif de l'action	Fréquence de l'action
PMI	Assistantes sociales Puéricultrices	Suivi des enfants en difficultés	Réunion et rencontre à la demande	A la demande selon les besoins
Médecin	Médecin	Suivi des enfants discussion avec l'équipe sur des thématiques	Réunions	3 fois/an 20h
Marionnettes	Animateur culturel	Contes avec marionnettes	Lectures d'histoires avec marionnettes	6 séances trimestrielles
Contes animés	Animateur culturel	Contes en mouvements	Lecture contes avec expressions corporelles	6 séances trimestrielles
Yoga bébé	Professeur de Yoga	Apprentissage et découverte au yoga bébé	Séance de yoga bébé	6 séances trimestrielles
Les ondelettes	Musicienne	Découverte du monde musical	Découverte de la musique	6 séances trimestrielles
Le conservatoire de Grasse	Musicienne	Découverte des sons et de la musique	Découverte de musiques diverses, instruments, sons et danses	6 séances trimestrielles
Résidences en Artistes	Danseur et Musicien	Découverte de la Danse, du Chant, de l'expression corporelle autour d'une thématique défini par les artistes	Découverte de la Danse, du Chant, de l'expression corporelle autour d'une thématique définie par les artistes	6 séances à raison de une par semaine pendant 6 semaines

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DB2025_019-AU
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

Modalités de suivi du projet d'établissement

Le projet d'établissement est transmis au président du Conseil Départemental et la CAF après leur adoption définitive et après toute modification.

Le projet d'établissement est consultable sur le site internet et sur le portail famille de la CAPG

Le projet d'établissement est affiché à l'entrée de l'établissement, accessible aux titulaires de l'autorité parentale ou représentants légaux des enfants accueillis.
Un exemplaire est tenu à leur disposition.
Un exemplaire du projet d'établissement est communiqué, à toute famille dont un enfant est inscrit. Cet exemplaire peut être transmis sous format numérique.

Le projet d'établissement doit être daté et actualisé aussi souvent que nécessaire et au moins une fois tous les cinq ans, avec la participation du personnel.

Les modifications l'impactant feront l'objet d'un avenant ou d'une mise à jour et devront impérativement être transmises pour vérification de la conformité à la législation en vigueur, par la responsable de la structure au Conseil départemental et à la Caisse d'Allocations Familiales pour signature.

Ce document est établi en triple exemplaires :
- → Un pour le Conseil départemental
- → Un pour la Caisse d'Allocations Familiales
- → Un à conserver par la structure

AR Prefecture

006-200039857-20250403-DB2025_019-AU
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DB2025_019-AU
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

Acquérir un meilleur équilibre	Laisser la liberté de mouvement aux pieds nus	Meilleur équilibre staturo-pondéral	Tous les jours	Présentation du projet lors de l'inscription et de l'adaptation de l'enfant dans la structure et lors des réunions. Affichage également sur les panneaux.
Favoriser la libre exploration et de sensation de son corps, liberté des mouvements	Laisser la liberté de mouvement aux pieds nus	Richesse d'exploration et des sensations par les pieds non chaussés Bonne formation de la voûte plantaire, liberté des mouvements	Tous les jours	Présentation du projet lors de l'inscription et de l'adaptation de l'enfant dans la structure et lors des réunions. Affichage également sur les panneaux.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DB2025_019-AU
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025



« Tout le monde pieds nus ! »

Vous l'avez sans doute déjà entendu : laisser les enfants pieds nus est bon pour leur développement ! Rassurez-vous ! Les médecins nous le répètent : nous n'attrapons pas froid par les pieds ! Et être pieds nus est effectivement très important pour un enfant. Il va pouvoir toucher ses pieds, les découvrir, les attraper, les manger, explorer chacun de ses orteils et prendre son pied ! C'est en jouant avec ses pieds que l'enfant perçoit qu'ils font partie de lui, de son corps.
C'est important car dans les premiers mois, un bébé n'a pas conscience de son corps et de ses limites. Plus il joue avec, plus les cellules nerveuses de son cerveau feront des connexions entre elles. Le bébé aura plus de facilité à trouver les appuis avec chacun des orteils, lorsqu'il se retournera sur le ventre et cherchera à avancer. Ensuite lorsqu'il se mettra debout et marchera, ses pieds nus lui apporteront plus d'informations grâce à tous les capteurs sensoriels sous la plante des pieds. Et la marche sera alors plus fluide et plus stable.
En effet, la marche est surtout un travail d'équilibration et de coordination. Un enfant peut marcher lorsque son cerveau est suffisamment mature pour analyser et coordonner toutes les informations qui lui parviennent essentiellement par les pieds, par les yeux, par l'oreille interne... et pour adapter ses mouvements et son équilibre.
Il réajustera mieux sa posture s'il sent finement le sol avec ses pieds. Marcher pieds nus permet donc un meilleur équilibre, une meilleure adaptation, plus de souplesse, moins de chutes.

Le pied nu reste le meilleur chaussage ! Les chaussons et les chaussures aux semelles dures privent les enfants d'un contact direct avec le sol. Le pied nu permet aux bébés de former leur voûte plantaire, de ressentir le sol, ses textures et sa densité. Ainsi, ils améliorent leur équilibre et leur transfert de poids.

Et les chaussures, alors ? Elles sont utiles pour se protéger des cailloux et de la saleté du sol dehors. Elles ne sont pas là pour tenir les chevilles. Elles empêcheraient les pieds de travailler et de se muscler : le pied doit pouvoir sentir et être actif. Dans des chaussures, il est immobilisé et comme prisonnier : imaginez-vous marcher avec des chaussures de ski.

Objectif pédagogique	Descriptif de l'action	Impact attendu sur les enfants et/ou leurs familles	Fréquence	Modalités d'information des familles
Découverte de son corps	Ne pas être maintenue dans des chaussures permet une liberté de découverte de son corps	Meilleur appréhension et connaissance de son schéma corporel, une richesse de sensation qui passe par les pieds nus, découverte des textures et des densités	Tous les jours	Présentation du projet lors de l'inscription et de l'adaptation de l'enfant dans la structure et lors des réunions. Affichage également sur les panneaux.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DB2025_019-AU
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

Le présent projet d'établissement annule et remplace-le(s) précédent(s) projet(s) et prend effet, à compter du 1er avril 2025.

LE GESTIONNAIRE,

Date :
Cachet :

Le Président,

Jérôme VIAUD
Maire de Grasse
Vice-président du Conseil départemental
des Alpes-Maritimes

DOCUMENT VISE PAR LE CONSEIL DEPARTEMENTAL :

- DATE Le 20 mars 2025
- CACHET
- SERVICE SDPMI des Alpes maritimes / SAJEP
- NOM ET FONCTION DU SIGNATAIRE H. DESSAUVAGES, Référente Technique
- SIGNATURE

Référent Technique de la section des modes d'accueil du jeune enfant
Hélène DESSAUVAGES

DOCUMENT VISE PAR LA CAF :

- DATE le 21 mars 2025
- CACHET
- SERVICE Pôle accompagnement des territoires
- NOM ET FONCTION DU SIGNATAIRE Vanessa Gilles, chargée de conseil et développement.
- SIGNATURE

DOCUMENT VISE PAR LA CAPG

Marc FACCHINETTI
DGS
Date :
Signature

Silouane FAXEL
DGA
Date :
Signature

Agnès BEGARD
Directrice des services à la population
Date :
Signature

Corinne PAOLINO
Responsable service Petite Enfance
Date :
Signature

Audrey HENRY
Directrice de la structure
Date :
Signature

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DB2025_019-AU
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

PROJET EDUCATIF
PETITE ENFANCE



CONFIANCE

AUTONOMIE

PLAISIR

GRANDIR





Communauté d'Agglomération

du Pays de Grasse

Validité à compter du 1er Avril 2025

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DB2025_019-AU
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

TABLE DES MATIERES

PREAMBULE 3
A. LA PETITE ENFANCE SUR LE TERRITOIRE 4
1. ORGANISATION DU SERVICE ET OFFRE D'ACCUEIL PETITE ENFANCE 4
1.1 DIRECTION PETITE ENFANCE 4
1.2 LE RELAIS PETITE ENFANCE (RPE) 4
1.3 L'OFFRE ET LES ETABLISSEMENTS D'ACCUEIL DU JEUNE ENFANT 5
1.3.1 l'offre d'accueil individuel au domicile d'une assistante maternelle 5
1.3.2 L'offre d'accueil au sein d'une Maison d'Assistante Maternelle (MAM) 5
1.3.3 L'offre d'accueil collectif 5
2. LES PROFESSIONNEL(LE)S PETITE ENFANCE DES EAJE DE LA CAPG 6
2.1 LA DIRECTION/DIRECTION ADJOINTE DES EAJE 6
2.2 LES EQUIPES EDUCATIVES 6
2.3 LES EQUIPES TECHNIQUES 7
2.4 LES PROFESSIONNEL(LE)S VACATAIRES 7
2.5 LES STAGIAIRES ET APPRENTI(E)S 7
3. LES PARTENAIRES INSTITUTIONNELS ET FINANCIERS 7
3.1 LES COMMUNES DE LA CAPG 8
3.2 LA PROTECTION MATERNELLE ET INFANTILE (PMI) DU DEPARTEMENT DES ALPES-MARITIMES 8
3.3 LES AUTRES SERVICES ET EQUIPEMENTS DEDIES A LA PETITE ENFANCE 8
3.4 LA CAISSE D'ALLOCATIONS FAMILIALES (CAF) DES ALPES-MARITIMES ET LA MSA PROVENCE AZUR 8
3.5 L'ÉDUCATION NATIONALE (ECOLES MATERNELLES) 8
B. MISSIONS DES ETABLISSEMENTS PETITE ENFANCE 9
C. PROJET EDUCATIF PETITE ENFANCE 9
1. VALEURS DE L'ACCUEIL 10
2. ORIENTATIONS ET AXES DE TRAVAIL 12
2.1 PERMETTRE A TOUTES LES FAMILLES D'ACCEDER AUX PLACES D'ACCUEIL, FAVORISER LA MIXITE SOCIALE ET DEVELOPPER LA COMPLEMENTARITE DES MODES ET MODALITES D'ACCUEIL 12
2.1.1 Optimiser l'offre d'accueil et le fonctionnement des équipements en assurant l'égal accès à toutes les familles du territoire 12
2.1.2 Mettre en œuvre un accueil favorisant l'inclusion des familles et enfants présentant un handicap ou atteints de maladies chroniques 13
2.1.3 Soutenir la complémentarité des modes d'accueil 13
2.2 RENFORCER LA QUALITE D'ACCUEIL ET ENCOURAGER L'AMELIORATION CONTINUE DU SERVICE 14
2.2.1 Poursuivre la rénovation des équipements et les actions engagées pour la sécurité et la prévention des risques 14
2.2.2 Accueillir les enfants dans un environnement doté de professionnel(le)s en nombre et qualifié(e)s 15
2.2.3 Faire évoluer la restauration collective et la qualité de l'alimentation 15
2.2.4 Promouvoir l'éveil culturel et artistique (EAC) 16

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DB2025_019-AU
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

2.2.5 Promouvoir l'égalité fille-garçon 16
2.2.6 Intégrer les principes de développement durable et les pratiques éco-responsables 17
2.3 CONFORTER LES PARENTS DANS LEUR RESPONSABILITE ET LEUR ROLE DE PREMIER EDUCATEUR DE L'ENFANT EN ACCOMPAGNANT LA PARENTALITE 18
2.3.1 Les parents acteurs de l'accueil de leur enfant 18
2.3.2 La crèche, un soutien pour les parents : 19
3. APPROCHES ET CONCEPTS PEDAGOGIQUES 19
3.1 LA MOTRICITE LIBRE DU TOUT PETIT 20
3.2 LE LIBRE CHOIX, L'ITINERANCE LUDIQUE 20
3.3 LA COMMUNICATION GESTUELLE 21
3.4 L'APPROCHE SNOEZELEN 21
4. DIFFUSION, EVALUATION, ACTUALISATION DU PROJET 22

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DB2025_019-AU
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

PREAMBULE

La Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse (CAPG) est compétente en matière de politique petite enfance sur les 18 communes du Moyen et Haut Pays de son territoire.

Autorité organisatrice de l'accueil du jeune enfant en charge de la mise en œuvre du Service Public de la Petite Enfance (SPPE) sur ce territoire depuis le 1er Janvier 2025, la collectivité a pour objectifs de :

- Garantir à chaque enfant un accès équitable à des modes d'accueil de qualité,
- Soutenir les familles dans leurs besoins spécifiques,
- Favoriser l'égalité des chances dès le plus jeune âge.

La politique petite enfance communautaire se donne pour objectifs de :

- Permettre aux parents d'être sereins,
- Permettre à tous les enfants de bien grandir et s'épanouir en les plaçant au centre des projets qui leurs sont destinés.

Le projet du service petite enfance de la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse vise à créer un environnement enrichissant et sécurisant pour les enfants tout en soutenant les familles et les professionnel(le)s de la petite enfance.

Notre qualité d'accueil repose bien entendu sur des investissements, mais avant tout sur notre ambition éducative, un nombre suffisant de professionnel(le)s engagé(e)s et formé(e)s et des structures accueillantes et adaptées.

Le Projet Educatif Petite Enfance , construit grâce à une démarche participative impliquant les différents acteurs qui gravitent autour de l'enfant , définit les valeurs et objectifs éducatifs et détermine un cadre de référence commun conduisant à une harmonie pédagogique au sein des 6 EAJE (Etablissements d'Accueil du Jeune Enfant).

Chaque établissement possède ses propres caractéristiques, et son propre projet d'établissement mais tous les professionnel(le)s du service petite enfance partagent et portent le même référentiel éducatif pour accueillir l'enfant et sa famille, dans le cadre d'un accueil individualisé, dans les limites et contraintes d'un équipement collectif, et dans le respect de la différence et du principe de laïcité.

Vous nous confiez, chers parents, ce que vous avez de plus cher: votre enfant.

Merci pour votre confiance et votre coopération,

Merci à toute l'équipe de la direction petite enfance, à toutes les équipes éducatives, à tou(te)s les professionnel(le)s qui œuvrent au quotidien avec passion et implication,

Merci à tous nos partenaires qui contribuent pleinement à la réussite de notre projet.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DB2025_019-AU
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

A. LA PETITE ENFANCE SUR LE TERRITOIRE

1. ORGANISATION DU SERVICE ET OFFRE D'ACCUEIL PETITE ENFANCE

- 1 Direction Petite Enfance située à l'antenne de la CAPG à Saint-Cézaire-sur-Siagne
- 1 Relais Petite Enfance (RPE) itinérant dont le siège est situé sur la commune de Spéracèdes
- L'offre et les Etablissements d'Accueil du Jeune Enfant (EAJE)

1.1 DIRECTION PETITE ENFANCE

Ses différentes missions sont les suivantes :

- Elle participe à la définition des politiques publiques et des orientations stratégiques de la collectivité en matière de développement territorial dans le domaine de la petite enfance.
- Elle participe au collectif de la direction générale, copilote, coordonne et évalue sur un mode partenarial la mise en œuvre du projet de territoire et de la CTG, dans le domaine de la petite enfance.
- Elle représente la collectivité auprès des instances, partenaires et contrôleurs publics, privés, associatifs, locaux, régionaux, nationaux (Conseil Départemental, PMI, CAF…)
- Elle pilote la stratégie de gestion et d'optimisation des ressources humaines, administratives et budgétaires et veille à la qualité d'accueil du service.
- Elle organise et assure le suivi des commissions petite enfance et des commissions d'admissions sur les établissements
- Elle manage, régule contrôle et évalue les services et équipements rattachés à sa direction.
- Elle assure une veille qualitative, règlementaire , sanitaire, technique des établissements.
- Elle supervise le management des établissements petite enfance.

1.2 LE RELAIS PETITE ENFANCE (RPE)

Ses différentes missions sont les suivantes :

- C'est le guichet unique d'information et d'orientation des familles, le RPE reçoit les parents sur rendez-vous:
  - Les informe de l'ensemble de l'offre d'accueil (publique, privée, individuelle ou collective) disponible sur le territoire.
  - Effectue les préinscriptions au sein des établissements petite enfance gérés par la CAPG
  - Accompagne le recours à un(e) professionnel(le) de l'accueil individuel et met en relation les familles avec les assistant(e)s maternel(e)s indépendant(e)s.
  - Met en relation les parents avec les établissements privés.
- Il co-anime avec les partenaires (CAF, RIAMP, FEPEM…) des réunions d'informations à destination des parents, professionnel(le)s et futur(e)s professionnel(le)s de l'accueil individuel (assistant(e)s maternel(e)s et assistant(e)s famili-aux/ales)
- Il assure la promotion et valorisation du métier et accompagne les professionnel(le)s de l'accueil individuel dans le cadre de leurs démarches.
- Il accompagne les parents dans l'appropriation de leur rôle de particulier-employeur.
- Il organise un cadre de rencontres et d'échanges et accompagne la professionnalisation et l'amélioration continue des pratiques des assistant(e)s maternel(le)s indépendant(e)s et assistant(e)s famili-aux/ales au travers d'ateliers d'éveil, de réunions, de formations, et de séances d'analyses de pratiques.
- Des temps d'animation/ateliers d'éveil se déroulent au siège du relais et en itinérance sur les communes de Peymeinade, Saint-Cézaire-sur-Siagne, Saint-Vallier-de-Thiey, Valderoure, au sein des équipements sportifs et culturels (gymnases, médiathèques, ludothèques…).

A moyen terme, le RPE envisage, suite à une demande des familles, d'organiser au sein du relais des activités parents enfants.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DB2025_019-AU
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

1.3 L'OFFRE ET LES ETABLISSEMENTS D'ACCUEIL DU JEUNE ENFANT

Depuis 2014, pour mieux répondre aux attentes et besoins des familles, la CAPG s'est attachée à développer l'offre d'accueil collective publique et à soutenir l'offre individuelle ou collective privée.

En 2024, l'offre publique de 138 berceaux est complétée par une offre privée (assistant(e)s maternel(le)s agréé(e)s indépendant(e)s, maisons d'assistant(e)s maternel(le)s, micro-crèches) de 318 places, soit un total de **456 places**.

1.3.1 L'OFFRE D'ACCUEIL INDIVIDUEL AU DOMICILE D'UNE ASSISTANTE MATERNELLE

- Evolution de l'offre:

Année	Nombre d'Assistant(e)s maternel(le)s	Nombre de places
2018	65	209
2022	83	277
2023	89	294
2024	94	306

- Répartition au 30 Janvier 2024 des Assistant(e)s maternel(le)s sur le territoire:

Commune	Nbre d'Assistant(e)s maternel(le)s	Nombre de places
Peymeinade	33	105
Le Tignet	15	45
Cabris	3	9
Spéracèdes	2	6
Saint-Cézaire-sur-Siagne	17	61
Saint-Vallier-de-Thiey	20	70
Escragnolles	1	2
Séranon	2	6
Valderoure	1	2
TOTAL	**94**	**306**

1.3.2 L'OFFRE D'ACCUEIL AU SEIN D'UNE MAISON D'ASSISTANTE MATERNELLE (MAM)

3 Maisons d'Assistant(e)s Maternel(le)s (MAM) sont en activité au 1er Janvier 2024:

- A Peymeinade:
  - MAM « Z'AILES » (Capacité d'accueil de 8 places)
- A Saint-Cézaire-sur-Siagne:
  - MAM « GRAINES DE MALICE » (Capacité d'accueil de 8 places)
  - MAM « LES P'TITES BULLES » (Capacité d'accueil de 12 places)

1.3.3 L'OFFRE D'ACCUEIL COLLECTIF

- L'offre publique : les Etablissements d'Accueil du Jeune Enfant gérés par la CAPG

Nom de l'EAJE	Commune concernée	Agrément PMI (nombre de places)
La Poussinière	Peymeinade	40
La Villa Daudet	Peymeinade	18
La Voie Lactée	Le Tignet	36
L'étoile des Pioupious	Saint-Cézaire-sur-Siagne	12 collectif + 3 familial
L'Enfantoun	Saint-Vallier-de-Thiey	15
Lou Galoupin	Séranon	17
TOTAL		**138**

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DB2025_019-AU
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

Il existe différents types d'accueil au sein des EAJE de la CAPG. Chaque établissement assure les trois types d'accueil suivants :

- **L'accueil régulier** : Accueil contractualisé, place attribuée par la commission d'admission, réservée à l'année à temps complet ou partiel.
- **L'accueil occasionnel** : Accueil non contractualisé, en fonction des places disponibles.
- **L'accueil d'urgence** : Répond à un besoin d'accueil non prévisible à caractère urgent et nécessitant une réactivité immédiate :
  - Rupture de l'équilibre familial (hospitalisation, décès, incarcération….)
  - Urgence sociale
  - Rupture du mode de garde habituel
  - Retour à l'emploi

➢ L'offre privée :

Sur le territoire de la CAPG, nous avons actuellement 1 micro-crèche, « APIFILI » (capacité d'accueil de 12 places) sur la commune de le Tignet.

2. LES PROFESSIONNEL(LE)S PETITE ENFANCE DES EAJE DE LA CAPG

2.1 LA DIRECTION/DIRECTION ADJOINTE DES EAJE

Les établissements sont dirigés par **des puériculteurs/trices, éducateurs/trices de jeunes enfants, des infirmier(e)s**, ils en sont les responsables et assurent leurs fonctions sous la responsabilité et l'autorité hiérarchique de la responsable du service petite enfance et de la directrice des services à la population.
En l'absence de la direction d'un établissement, toutes les dispositions sont prises pour assurer la continuité de la fonction de direction, qui peut être assurée par la direction adjointe de l'établissement, la direction d'un autre établissement, la responsable du service petite enfance, la directrice des services à la population.

2.2 LES EQUIPES EDUCATIVES

La prise en charge et l'encadrement des enfants sont assurés par une équipe pédagogique pluridisciplinaire composée de professionnel(le)s qualifié(e)s et diplômé(e)s :

➢ **Educateur/trice de Jeunes Enfants (EJE)**

Titulaire du diplôme d'état, il/elle anime et met en œuvre des activités éducatives adaptées à l'âge des enfants, cré(é)e en travail d'équipe un environnement permettant l'éveil du jeune enfant dans sa globalité en lien avec sa famille. L'EJE contribue à la mise en place et au bon fonctionnement du projet pédagogique en collaboration avec la direction et l'équipe.

➢ **Auxiliaires de Puériculture (AP)**

Titulaires du diplôme d'état, ils/elles organisent et effectuent l'accueil et les activités qui contribuent au développement de l'enfant dans le cadre du projet éducatif et réalisent les soins visant au bien-être et à l'autonomie de l'enfant.

➢ **Aides auxiliaires**

Titulaires d'un CAP Accompagnant Educatif Petite Enfance (AEPE), ou d'un autre diplôme conforme à la législation, ils/elles accompagnent les enfants en veillant à répondre à leurs besoins, en collaboration avec les auxiliaires de puériculture.

➢ **Assistant(e) maternel(le) de l'accueil familial**

Titulaire d'un agrément du service de la Protection Maternelle et Infantile (PMI) qui lui reconnait une aptitude éducative et vérifie les conditions d'accueil qu'il/elle peut offrir à son domicile, il/elle veille personnellement sur les enfants qui lui sont confiés et participe aux regroupements organisés par le Relais Petite Enfance et le multi-accueil collectif.

➢ **Référent et Agent Accueils Spécifiques**

En charge de la coordination des projets, du suivi et de l'accueil des enfants ayant des besoins spécifiques ou en situation de handicap.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DB2025_019-AU
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

2.3 LES EQUIPES TECHNIQUES

- **Agent(e) de restauration** : Formé(e) à la méthode HACCP, assure la préparation des repas livrés en liaison froide.

- **Agent(e) polyvalent(e)** : Assure l'entretien des locaux, du matériel et du linge. Il/elle peut intervenir en cuisine ou être présent(e) auprès des enfants dans les sections en cas de besoin.

2.4 LES PROFESSIONNEL(LE)S VACATAIRES

- **Référent Santé et Accueil Inclusif (RSAI)/Médecin :** Il/elle assure ses fonctions conformément à l'article R2324-39 du code de la santé publique.

- **Psychologue :** Il/elle assure l'analyse des pratiques des professionnel(le)s.

- **Intervenants artistiques, culturels et sportifs**

- **Psychomotricienne**

2.5 LES STAGIAIRES ET APPRENTI(E)S

Depuis quelques années, le manque d'attractivité des métiers de la petite enfance rend difficile le recrutement de professionnel(le)s qualifié(e)s. Pour tenter de pallier à ces difficultés, les équipes accueillent et accompagnent chaque année de nombreux stagiaires pour les sensibiliser ou les former aux métiers de la petite enfance.
En 2024, la CAPG a souhaité mettre en place une politique de recrutement d'apprenti(e)s et nous accueillons depuis Octobre une apprentie CAP AEPE et une apprentie EJE.

Parallèlement, de nombreux/ses professionnel(le)s d'autres directions de la CAPG contribuent au fonctionnement des établissements, à travers la gestion des ressources humaines, la gestion et l'entretien du patrimoine mobilier, des espaces extérieurs, la gestion des finances et des marchés ou encore l'organisation des actions éducatives ou culturelles.

3. LES PARTENAIRES INSTITUTIONNELS ET FINANCIERS

Le développement et le fonctionnement de la politique publique en matière de petite enfance s'inscrivent dans le cadre d'un partenariat institutionnel avec la Caisse d'Allocations Familiales (CAF) et le Département qui président au côté du Préfet, le Schéma et le Comité départemental des services aux familles.

Pour la période 2023-2027, l'offre d'accueil soutenue par les CAF répond aux enjeux de la nouvelle convention d'objectifs et de financement (COG) entre l'Etat et la Caisse Nationale d'Allocations Familiales (CNAF) qui vise à la mise en place du service public de la petite enfance.

Depuis 2020, la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse co-pilote avec les communes signataires, la CAF 06 et la MSA Provence Azur, la Convention Territoriale Globale/Charte Territoriale avec les familles permettant ainsi de renforcer le partenariat au service du développement social du territoire.

Cette convention vise à définir le projet stratégique global du territoire à l'égard des familles ainsi que ses modalités de mise en œuvre.

A l'issue de cette première CTG fin 2023, la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse et les communes signataires ont souhaité poursuivre leur engagement auprès des partenaires au travers de la signature d'une nouvelle Convention Territoriale Globale avec la CAF 06, la MSA Provence Azur et la CPAM des Alpes Maritimes pour la période 2024-2028.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DB2025_019-AU
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

3.1 LES COMMUNES DE LA CAPG

Les communes de la CAPG contribuent à optimiser la qualité d'accueil de nos établissements en élargissant le panel d'activités proposé à l'enfant. En effet, la mise à disposition des équipements culturels et sportifs présents sur le territoire est très importante (ludothèques, bibliothèques, centre sportif, conservatoire, musées, espaces verts…)

3.2 LA PROTECTION MATERNELLE ET INFANTILE (PMI) DU DEPARTEMENT DES ALPES-MARITIMES

La PMI est un service du Conseil Départemental compétent en matière de santé et de protection des jeunes enfants. Il accompagne les parents et futurs parents de la grossesse jusqu'au 6 ans de l'enfant. Il exerce un rôle de prévention notamment dans le domaine de la santé, du développement, et de l'éducation auprès des familles et des enfants.

C'est l'autorité de tutelle qui :

- Délivre l'autorisation officielle (agrément) d'exercer l'activité d'accueil du jeune enfant en établissement collectif ou en individuel
- Contrôle les EAJE et les assistant(e)s maternel(le)s

Au-delà de ces missions, le partenariat avec la PMI se structure autour du suivi des EAJE et assistant(e)s maternel(le)s, de la protection de l'enfant et de l'enfant en danger, des situations d'urgence ou des besoins spécifiques de garde d'enfants.

Deux rencontres annuelles sont organisées avec la direction petite enfance, le relais petite enfance et l'ensemble des directeurs/trices d'établissement et les services de la PMI sont sollicités par le service selon les besoins tout au long de l'année.

3.3 LES AUTRES SERVICES ET EQUIPEMENTS DEDIES A LA PETITE ENFANCE

Parmi les autres services et équipements dédiés à la petite enfance, nous pouvons retrouver :

- La maison départementale des 1000 1ers jours
- Les Centre d'Action Médico-Sociale Précoce (CAMSP)
- Les services de l'Aide Sociale à l'Enfance (ASE)

3.4 LA CAISSE D'ALLOCATIONS FAMILIALES (CAF) DES ALPES-MARITIMES ET LA MSA PROVENCE AZUR

La CAF est un des acteurs majeurs du développement et du fonctionnement des structures petite enfance.
Elle apporte son expertise pour la création des EAJE et les cofinancements essentiels à l'investissement et au fonctionnement des structures.
Le partenariat se concrétise par la signature de la Convention Territoriale Globale (CTG) qui fixe les objectifs et engagements réciproques pour le développement du service aux habitants sur le territoire de la CAPG.
Sur les territoires ruraux, la MSA assure également, en complément de la CAF, le financement partiel des EAJE.

3.5 L'ÉDUCATION NATIONALE (ECOLES MATERNELLES)

Sur certains groupes scolaires, des visites sont organisées dans la future école maternelle de l'enfant. Accompagné par un(e) professionnel(le) petite enfance, l'enfant pourra découvrir son futur environnement et rencontrer les personnes qui l'accueilleront à la rentrée scolaire.
Avant la rentrée scolaire et tout au long de l'année, des échanges d'informations peuvent avoir lieu, concernant notamment l'accueil des enfants nécessitant une prise en charge spécifique.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DB2025_019-AU
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

B. MISSIONS DES ETABLISSEMENTS PETITE ENFANCE

Les établissements d'accueil du jeune enfant ont pour rôle de :

- Veiller à la santé, la sécurité, au bien-être et au développement physique, psychique, affectif, cognitif et social des enfants qui leur sont confiés.
- Contribuer à l'éducation des enfants accueillis dans le respect de l'autorité parentale.
- Contribuer à l'inclusion des familles et la socialisation précoce des enfants, notamment ceux en situation de pauvreté ou de précarité.
- Mettre en œuvre un accueil favorisant l'inclusion des familles et des enfants présentant un handicap ou atteint de maladies chroniques.
- Favoriser la conciliation pour les parents de jeunes enfants de leurs temps de vie familiale, professionnelle et sociale, notamment pour ceux en recherche d'emploi et engagés dans un parcours d'insertion sociale et professionnelle et pour les familles monoparentales.
- Favoriser l'égalité entre les femmes et les hommes.
- Garantir ; en relation avec les services de l'accueil scolaire et périscolaire ; l'organisation des transitions de l'enfant entre les différents services, en particulier lorsqu'il est en situation de handicap.

Le projet du service petite enfance de la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse vise à créer un environnement enrichissant et sécurisant pour permettre à tous les enfants du territoire de bien grandir, en les plaçant au centre des projets qui leurs sont destinés, tout en soutenant les familles et les professionnel(le)s de la petite enfance.

C. PROJET EDUCATIF PETITE ENFANCE

Le Projet Educatif Petite Enfance est le cadre de référence de l'action des professionnel(le)s du service petite enfance. Il vise à fédérer les professionnel(le)s et les familles autour de valeurs et d'objectifs communs et à donner du sens et de la cohérence à l'action des équipes.

Il définit les orientations, les engagements et les objectifs visés pour assurer l'accueil de l'enfant et l'accompagnement des familles, dans le respect des principes éducatifs de la charte nationale d'accueil du jeune enfant et de la charte de la laïcité.

Le projet poursuit trois finalités : Des parents sereins, des enfants épanouis et des professionnel(le)s investi(e)s.

Il se compose :

- **De valeurs socles** qu'il s'agit de porter, valoriser et réaliser au quotidien.
- **D'orientations de travail** qui déclinent les valeurs socles et se traduisent en postures et pratiques professionnelles encouragées.

Le service Petite Enfance conçoit son projet éducatif comme un projet ouvert et évolutif autour des objectifs suivants:

- **L'accueil de l'enfant en crèche** : l'enfant au centre de tous les projets qui le concerne.
- **L'accueil et la place des parents au sein des crèches :** la communication, le penser et faire ensemble, au cœur de la relation avec les parents.
- **L'accueil en crèche, un travail d'équipe :** Une équipe bienveillante, confiante et solidaire au service d'un projet commun.

Le Projet Educatif Petite Enfance, référentiel invitant les professionnel(le)s à développer leur créativité pédagogique n'existe qu'à travers son appropriation et sa déclinaison particulière par chaque équipe.

Il appartient à chaque équipe de mettre en œuvre les valeurs et orientations de façon personnalisée dans son projet éducatif et pédagogique, selon sa spécificité et son environnement (localisation, capacité d'accueil, public accueilli, besoins des familles, configuration des locaux, qualifications de l'équipe…).

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DB2025_019-AU
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

1. VALEURS DE L'ACCUEIL

VALEUR 1

Egalité des chances
Egalité fille-garçon
Accueil d'enfants en situation de handicap
Accueil d'enfants en situation de fragilité sociale

L'accueil de l'enfant

La crèche et son environnement

La crèche créatrice de lien social et de solidarité

DIVERSITE EGALITE EQUITE

Le travail d'équipe

Mixité professionnelle
Complémentarité des compétences et expériences

L'accueil des parents

Valoriser la mixité sociale et culturelle

VALEUR 2

L'enfant est une personne dotée de potentialités
L'enfant : un être social
Santé et prévention

L'accueil de l'enfant

La crèche et son environnement

Une réponse aux besoins de la population

RESPECT SECURITE BIENTRAITANCE

Le travail d'équipe

Des professionnel(les) reconnu(e)s et valorisé(e)s dans leur rôle et compétences
Bienveillance

L'accueil des parents

Les parents détenteurs de la référence éducative
Des parents écoutés et informés

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DB2025_019-AU
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

VALEUR 3

L'enfant à la découverte de ses capacités
Faire toute sa place au jeu, à l'éveil artistique et culturel, à la découverte de la nature

L'accueil de l'enfant

La crèche et son environnement

CREATIVITE
PLAISIR
BIEN ETRE

Le travail d'équipe

La crèche lieu de vie et d'épanouissement

Innovation et expérimentation

L'accueil des parents

Partager et créer avec les parents

VALEUR 4

L'enfant acteur du projet de la crèche

L'accueil de l'enfant

La crèche et son environnement

COMMUNIQUER
FAIRE ET PENSER
ENSEMBLE

Le travail d'équipe

La crèche :
lieu de citoyenneté

Des idées partagées
Des pratiques questionnées
Des projets portés collectivement

L'accueil des parents

Des parents qui s'expriment, participent, apportent leurs compétences

Définies par l'ensemble des professionnel(le)s du service petite enfance, ces principales valeurs, piliers de toutes nos actions, s'appliquent à l'accueil des enfants, mais aussi à celui des parents, comme au travail d'équipe.

Elles sont d'égale importance et n'existent que par les liens qu'elles entretiennent les unes avec les autres.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DB2025_019-AU
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

La politique de développement en faveur de la petite enfance s'articule autour de 3 objectifs :

- Optimiser le fonctionnement des équipements en assurant l'égal accès à toutes les familles habitant sur le territoire.
- Assurer une offre d'accueil de qualité pour les jeunes enfants et leurs familles.
- Conforter les parents dans leur responsabilité et leur rôle de premier éducateur de l'enfant en accompagnant la parentalité.

2.1 PERMETTRE A TOUTES LES FAMILLES D'ACCEDER AUX PLACES D'ACCUEIL, FAVORISER LA MIXITE SOCIALE ET DEVELOPPER LA COMPLEMENTARITE DES MODES ET MODALITES D'ACCUEIL

2.1.1 Optimiser l'offre d'accueil et le fonctionnement des equipements en assurant l'egal acces a toutes les familles du territoire

Tous les enfants ont besoin d'être accueillis dans un environnement attentif qui prenne en compte leur singularité quelle que soit leur situation ou celle de leur famille : précarité, insertion, situation de handicap, difficultés sociales, éducatives…

Ces dernières années, la composition des familles a changé (diminution de la taille des ménages, augmentation des familles monoparentales et familles recomposées…) et leur situation professionnelle évolue (périodes de recherche d'emploi, emplois occasionnels ou saisonniers…).

Le service doit s'adapter aux besoins des structures familiales en proposant des modalités d'accueil qui répondent au plus près à leurs besoins :

- Tous nos établissements d'accueil sont ouverts du Lundi au Vendredi de 7h30 à 18h30.
- Nos établissements ne sont pas sectorisés, toute famille habitant sur le territoire de compétence peut inscrire son enfant dans l'EAJE proche de son domicile ou de son activité professionnelle.
- Le barème de priorisation des dossiers de préinscription, les modalités d'attribution des places au sein des EAJE gérés par la CAPG et la tarification tiennent compte des besoins des populations les plus fragiles et favorisent la mixité sociale et l'accueil des enfants nécessitant un accueil spécifique.

L'enjeu pour les structures est de faire coexister les différentes modalités d'accueil (régulier, occasionnel, urgence) pour :

- Contribuer à l'inclusion des familles et la socialisation précoce des enfants, notamment ceux en situation de pauvreté ou de précarité.
- Mettre en œuvre un accueil favorisant l'inclusion des familles et des enfants présentant un handicap ou atteints de maladies chroniques.
- Favoriser la conciliation par les parents de jeunes enfants de leurs temps de vie familiale, professionnelle et sociale, notamment pour les personnes en recherche d'emploi et engagées dans un parcours d'insertion sociale et professionnelle, mais aussi pour les familles monoparentales.

Dans ce contexte, l'accueil occasionnel est un mode de prise en charge adapté qui permet aux familles de faire des démarches (recherche d'emploi, démarches administratives, médicales…) ou de consacrer du temps à des activités qui leur permettent de souffler un peu, ce qui permet parfois d'éviter le burn-out parental, d'améliorer la relation parent-enfant et de préserver l'équilibre familial.
Par ailleurs, cette offre d'accueil permet d'optimiser l'occupation des équipements en complétant les créneaux laissés libres par les contrats de l'accueil régulier.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DB2025_019-AU
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

2.1.2 METTRE EN ŒUVRE UN ACCUEIL FAVORISANT L'INCLUSION DES FAMILLES ET ENFANTS PRESENTANT UN HANDICAP OU ATTEINTS DE MALADIES CHRONIQUES

Signataire en Septembre 2022 de la Charte départementale de l'accueil des enfants et des jeunes en situation de handicap, co-signée par le Conseil Départemental, la CAF et l'Education Nationale, la CAPG s'engage à appréhender la situation globale des familles ayant un enfant ou un jeune en situation de handicap, dans une logique de parcours de la naissance à l'âge adulte, notamment en accueillant leur enfant en situation de handicap au sein de ses EAJE.

En contrepartie les membres du Schéma Départemental des Services aux Familles (SDSF) s'engagent à mettre en œuvre des moyens permettant à la CAPG la mise en œuvre des dispositions de la charte :

- Accompagnement (formations, assistance et conseil) par le Pôle Ressources Handicap (PRH) soutenu par la CAF et l'Etat
- Animation d'un réseau des chargés de coopération accueil spécifique porté par la CAF
- Animation par la CAF du Réseau d'Ecoute, d'Appui et d'Accompagnement des Parents (REAAP)

Nos engagements :
L'accueil d'un enfant porteur de handicap ou atteint de maladie chronique requiert une définition des besoins de l'enfant, une proposition d'accueil adapté, tenant compte des possibilités de l'établissement et un suivi régulier de cet accueil.
Les enfants en situation de handicap ou atteints d'une maladie chronique sont accueillis dans les établissements si leur état de santé est compatible avec une vie en collectivité.

- Le/la chargé(e) de coopération petite enfance (référent petite enfance accueil inclusif), interlocuteur privilégié de la famille, assure dès le rendez-vous de préinscription, la coordination du projet et du suivi de l'accueil de l'enfant. Il/elle fait le lien avec tous les partenaires et contribue à soutenir les équipes dans la mise en œuvre des projets d'accueil spécifiques.
- Le/la chargé(e) d'accueil spécifique du service petite enfance ; professionnel(le) formé(e) ; est référent(e) de l'enfant et l'accompagne durant le temps d'accueil.
- Formalisation et individualisation du temps d'accueil par le biais d'un Projet d'Accueil Spécifique Individualisé (PASI).
- Une équipe pluridisciplinaire (médecin RSAI, coordinateur petite enfance accueil inclusif, puéricultrices, infirmières, auxiliaires de puériculture…) veille à l'adaptation de l'accueil
- Un environnement adapté : adaptation des locaux et équipements (achat de mobilier/ matériel/ équipements spécifiques) avec le soutien financier de la CAF des Alpes-Maritimes au travers du Bonus «Inclusion handicap» et du dispositif Fonds Publics et Territoires (FPT).
- Des temps de concertation avec les partenaires institutionnels tels que les CAMSP, les Centres Médico-Psychologique Infantile (CMPI) du territoire et tou(te)s les professionnel(le)s de soins en charge de l'enfant
- Un accompagnement de l'enfant à sa sortie de l'établissement (en accord avec la famille, le chargé de coopération accueil spécifique petite enfance) accompagne la transition vers d'autres modes d'accueil avec une rencontre de l'équipe qui prendra le relais auprès de l'enfant (temps scolaire, périscolaire, extrascolaire…).

2.1.3 SOUTENIR LA COMPLEMENTARITE DES MODES D'ACCUEIL

Pour mieux répondre à la demande et permettre aux familles de disposer d'un mode d'accueil correspondant à leurs attentes, la CAPG mise sur la complémentarité des modes d'accueil collectif et individuel.
Nos engagements sont les suivants:

- Renforcer le rôle d'information, d'orientation et de mise en relation du relais petite enfance envers les familles, les assistantes maternelles indépendantes et les EAJE.
- Développer et/ou pérenniser l'offre d'accueil collectif publique par le maintien ou la création de places.
- Accompagner et soutenir le développement de l'offre d'accueil collectif privée.
- Développer le partenariat public/privé.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DB2025_019-AU
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

2.2 RENFORCER LA QUALITE D'ACCUEIL ET ENCOURAGER L'AMELIORATION CONTINUE DU SERVICE

2.2.1 POURSUIVRE LA RENOVATION DES EQUIPEMENTS ET LES ACTIONS ENGAGEES POUR LA SECURITE ET LA PREVENTION DES RISQUES

Chaque année, la CAPG sollicite le concours financier de la CAF des Alpes Maritimes et de la MSA Provence Azur pour poursuivre la rénovation, le réaménagement, l'adaptation, la mise aux normes bâtimentaires, la sécurisation, le remplacement de matériel/ mobilier obsolète… de ses EAJE.

En parallèle, les services de la collectivité œuvrent au quotidien à améliorer les performances énergétiques, à limiter la présence des substances chimiques et à réduire au quotidien l'exposition aux substances polluantes au sein des EAJE.

Concernant la qualité de l'air intérieur (QAI) :

Nos engagements sont les suivants:

- **Evaluation et Entretien réguliers :**
  - Evaluation périodique (a minima annuelle), entretien des moyens d'aération (vérification des ouvrants et mesure des débits de ventilation mécanique) incluant la mesure à lecture directe de la concentration en CO_2 (tous nos établissements sont équipés de capteurs CO_2).
- **Mise en place d'une démarche continue d'amélioration de la QAI par la mise en place de bonnes pratiques et d'un programme d'actions de prévention :**
  - Choix de matériaux, mobiliers, fournitures, techniques et produits d'entretien faiblement polluants.
  - Mise en place de protocoles d'entretien et nettoyage pour réduire l'impact des activités de ménage sur la qualité de l'air intérieur.

Concernant les protocoles de mise en sureté (PMS) :

Depuis 2016, consciente du contexte national de menaces terroristes, la CAPG a mis en œuvre dans le cadre d'un Plan Particulier de Mise en Sécurité (PPMS) des mesures pour prévenir les risques d'intrusion ou d'attentat au sein des établissements, conformément à la circulaire ministérielle N° DGCS/SD2C/2016/261 du 17 Août 2016 :

- Travaux d'aménagement avec salle de confinement
- Protocoles de mise en sûreté, affichages des gestes de sécurité
- Formation du personnel aux gestes qui sauvent
- Exercices de mise en sûreté avec les enfants

Concernant la santé et la sécurité sanitaire :

La pluridisciplinarité des équipes est un atout qui permet de porter au quotidien une attention particulière à l'enfant et de développer une approche complémentaire entre l'éducatif et le soin. Le service est doté de puéricultrices, d'infirmières, d'un RSAI qui assurent :

- Des missions paramédicales en s'appuyant sur les différents temps de la journée (change, repas, sieste) pour développer une approche de prévention et de promotion de la santé.
- Le lien avec le médecin référent et les services de la PMI pour garantir le suivi des vaccinations et le respect des protocoles d'hygiène, de soins et des Protocoles d'Accueil Individualisé (PAI).

Tou(te)s les professionnel(le)s petite enfance sont formé(e)s Sauveteur Secouriste au Travail (SST).

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DB2025_019-AU
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

2.2.2 Accueillir les enfants dans un environnement doté de professionnel(le)s en nombre et qualifié(e)s

Concernant le taux d'encadrement :

La collectivité s'attache à fixer les taux d'encadrement (nombre et qualification des professionnel(le)s) au-delà des normes règlementaires.
Les deux professionnel(le)s du pool de remplacement sont amené(e)s à travailler sur l'ensemble des structures, ils/elles sont mobiles et capables de s'adapter en fonction des besoins, aux différents postes de travail.

Concernant la qualification des professionnel(le)s :

Les professionnel(le)s de la petite enfance sont souvent confronté(e)s au manque de perspective d'évolution de carrière. La formation et la réflexion sur les pratiques professionnelles sont des moyens pour évoluer, dynamiser leurs parcours et enrichir leurs compétences.

Nos engagements sont les suivants:

- **Sensibiliser et mobiliser l'ensemble des agents à l'analyse des pratiques professionnelles :**
  - Dans chaque EAJE, les équipes sont accompagnées par une psychologue pour échanger sur les situations vécues avec les enfants, les familles et les autres membres de l'équipe. Ce temps de réflexion collective permet de prendre du recul sur sa pratique professionnelle et renforce la cohésion d'équipe.
- **Veiller au développement des compétences et à l'actualisation des connaissances de l'ensemble des professionnel(le)s du service**
  - 1 à 3 journées pédagogiques
  - Formations continues
  - Formations de professionnalisation
- **Encourager l'évolution professionnelle et les parcours de Validation des Acquis par l'Expérience (VAE)**
- **Former les futur(e)s professionnel(le)s (stagiaires, apprenti(e)s)**
- **Faciliter la mobilité interne**

L'établissement d'accueil du jeune enfant est un lieu clos, sécurisé et protecteur qui peut parfois être un frein à l'évolution des pratiques professionnelles.
Avec 6 EAJE et un RPE, il est possible d'encourager la mobilité des agents au sein du service afin de découvrir une autre organisation, une autre équipe, d'autres pratiques et de lever certains freins au changement.

2.2.3 Faire evoluer la restauration collective et la qualite de l'alimentation

Depuis 2018, les avancées imposées par la loi Egalim ; pour favoriser une alimentation saine et durable ; obligent les collectivités publiques à proposer des produits de qualité, durables et bio. Dans le cadre de son Projet Alimentaire Territorial (PAT) et du Plan Climat Air Energie Territorial (PCAET), la CAPG propose aux communes d'accompagner leurs démarches d'amélioration de la restauration collective pour tendre vers le 100% bio, durable et local. Cette initiative soutenue par l'ADEME vise à dépasser la loi Egalim pour réduire l'impact de l'alimentation sur les émissions des gaz à effet de serre et sur les ressources, améliorer la santé générale de la population et favoriser les filières agroalimentaires durables.

L'arrivée au sein de la collectivité en Janvier 2025 d'une chargée de mission PAT permet notamment de lancer un état des lieux et de veiller à faire évoluer conformément à la loi, voire au-delà, la restauration de l'ensemble de nos EAJE, assurée par un prestataire en liaison froide.

Depuis le 1er Janvier 2025, l'utilisation de contenants alimentaires de cuisson, de réchauffe ou de service en matière plastique étant interdite en restauration scolaire, universitaire et dans établissements d'accueil des enfants de moins de 6 ans, la CAPG a procédé au remplacement de la vaisselle et des contenants plastique par des contenants en inox et/ou verre au sein des 6 EAJE.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DB2025_019-AU
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

2.2.4 Promouvoir l'éveil culturel et artistique (EAC)

La sensibilisation et la pratique d'activités culturelles et artistiques dès le plus jeune âge sont source de découverte et favorisent le développement des compétences de l'enfant.
Elles nourrissent aussi les professionnel(le)s de la petite enfance leur permettant ainsi d'enrichir leurs pratiques et de sortir de la routine qui s'installe parfois dans le quotidien.
Pour les artistes, l'immersion dans les structures est également une source d'inspiration et un soutien aux démarches de création.

L'éveil culturel et artistique est, depuis plusieurs années, un fil conducteur du développement de l'enfant dans le projet éducatif du service petite enfance.

Labelisée « agglomération 100% EAC » depuis décembre 2022, la CAPG mène de nombreuses actions en direction du jeune public :

- La direction, les sept structures petite enfance et la direction des affaires culturelles sont engagées dans le développement de projet d'éveil culturel et artistique sous la forme de résidence d'artistes.
- Des intervenant(e)s culturel(le)s et artistiques vacataires interviennent tout au long de l'année au sein des EAJE complétant les actions menées par les professionnel(le)s petite enfance.

Nos engagements sont les suivants:

- **Poursuivre le projet de développement de l'éveil culturel et artistique en intégrant cette approche comme un socle à nos projets pédagogiques autour de 3 axes :**
    - Multiplier les propositions d'éveil musical, artistique et créatif au travers d'ateliers menés par des intervenant(e)s professionnel(le)s ou de résidences d'artistes dans les structures.
    - Proposer aux enfants et à leurs familles d'assister à des spectacles adaptés aux tout-petits pour développer leur capacité d'observation et les amener à être un spectateur attentif.
    - Développer les compétences des professionnel(le)s du service en les formant à l'accompagnement de ces ateliers créatifs.

2.2.5 Promouvoir l'egalite fille-garçon

La CAPG est fortement engagée dans une politique de promotion et de défense de l'égalité entre les femmes et les hommes qui imprègne l'ensemble de ses services.

En 2018, s'est constitué au sein de la direction petite enfance un groupe de travail ressource « Egalité Fille-Garçon » chargé de promouvoir, impulser, mettre en œuvre et évaluer, une culture commune de l'égalité, une éducation non sexiste et une pédagogie égalitaire au sein de l'ensemble des établissements et équipements.

Sur la période 2018-2020, le premier plan d'actions « Egalité fille-garçon » petite enfance a vu le jour. Une réelle réflexion et mise en œuvre d'une action phare au sein de chaque établissement d'accueil et du relais petite enfance a été menée.
En 2021, nous avons eu l'opportunité de la réalisation ; dans le cadre du dispositif départemental « Accueil sans stéréotype dès la crèche » ; d'un diagnostic au sein des 6 EAJE, dans l'objectif de:

- Sensibiliser les professionnel(le)s de la crèche à l'existence d'inégalités de traitement entre les filles et les garçons.
- Leur faire prendre conscience de leur rôle dans la perpétuation de ces inégalités, de façon spontanée et inconsciente.
- Les accompagner à mettre en place des pratiques correctives pour garantir un accueil et une prise en charge non discriminante.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DB2025_019-AU
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

- Permettre aux enfants de s'affranchir des normes de genre qui tendent à imposer des « rôles sexués » et de développer l'ensemble de leurs aptitudes dans le respect de leurs individualités

Sur la période 2021-2023, le deuxième plan d'actions « Egalité fille-garçon » petite enfance a été mis en place, dans la même dynamique que le premier.

En 2024, le troisième plan d'actions « Egalité fille-garçon » petite enfance s'est construit. La référente « Egalité fille-garçon » au sein des EAJE a pu bénéficier d'une formation spécifique sur ce sujet. De plus, les actions petite enfance ont été inscrites au plan d'actions « Egalité femmes-hommes 2024-2026 » de la CAPG.

Nos engagements sont les suivants:

- **Veiller à déconstruire les stéréotypes liés au genre et à agir pour un développement équitable des filles comme des garçons:**
  - Veiller à faire évoluer les postures et pratiques des professionnel(le)s pour garantir un accueil et une prise en charge non discriminante et ancrer le changement pour ne pas véhiculer ni transmettre les stéréotypes de genre par le langage, les outils et activités pédagogiques…
  - Veiller à permettre aux enfants de s'affranchir des normes de genre qui tendent à imposer des « rôles sexués »
  - Veiller à ce que les enfants développent l'ensemble de leurs aptitudes dans le respect de leur individualité : « Ouvrir le champ des possibles » aux filles et aux garçons :
  - Tout enfant est encouragé à participer à toutes les activités, à développer toutes ses potentialités, à exprimer ses émotions et ses sentiments, à explorer la diversité des offres éducatives et à exercer ses choix.
  - Repenser l'aménagement de l'espace et élargir l'espace ludique : mener une réflexion sur la dénomination, l'organisation et l'occupation des espaces de jeux.
  - Elargir l'offre culturelle et ludique en privilégiant l'acquisition de matériel non genré :
    - Livres réputés pour être « sans stéréotypes sexués »
    - Jeux et jouets neutres (jeux d'assemblage, jeux d'exercice, jeux de règles…).

- **Sensibiliser les parents à cette question au travers de projets, actions et au cours d'échanges journaliers.**

2.2.6 INTEGRER LES PRINCIPES DE DEVELOPPEMENT DURABLE ET LES PRATIQUES ECO-RESPONSABLES

Le service petite enfance est engagé dans une démarche éco-responsable dont l'objectif est à la fois de réduire l'impact sur l'environnement et d'améliorer la qualité de vie des enfants et des professionnel(le)s.

Nos engagements sont les suivants:

- **Mettre en œuvre une politique d'achats raisonnée et éco-responsable**
- **Veiller à la maîtrise de l'impact environnemental de l'activité des crèches**
  - Consommations d'eau, d'électricité
  - Lutte contre le gaspillage alimentaire
  - Matériaux, mobilier et matériel pédagogique respectueux de l'environnement…
- **Développer les pratiques permettant de concilier hygiène, sécurité et éco-responsabilité**
  - Utilisation de produits d'hygiène et d'entretien naturels et/ou labellisés
  - Réduction des déchets, recyclage, limitation des matériels à usage unique
  - Utilisation d'appareil à vapeur
  - Tri sélectif, compostage

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DB2025_019-AU
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

- **Intégrer l'éducation à l'environnement dans l'accueil des enfants**
  - Les gestes simples peuvent être facilement transmis aux enfants : éteindre la lumière en sortant d'une pièce, ne pas faire couler inutilement l'eau…
  - De nombreuses activités pédagogiques servent de support aux actions de sensibilisation : ateliers de recyclage à partir de matériaux de récupération (boîtes de lait, de mouchoirs, bouchons…)
  - Travail sur les fruits et légumes de saison, création d'un jardin ou d'un potager…
- **Sensibiliser les parents** à cette question au travers de projets, actions et au cours d'échanges journaliers.

Focus sur l'alimentation:

Au moment du renouvellement du marché de restauration en Septembre 2023, la CAPG a été particulièrement attentive aux propositions du prestataire en matière de développement durable:

- 50% de produits durables dont 40% de produits bio et 10% de produits SIQO (signe d'identification de la qualité et de l'origine)
- Approvisionnement régional et en circuit court privilégié (partenariats avec des producteurs locaux)
- Respect de la saisonnalité
- Rapprochement avec les acteurs locaux de la filière agricole
- Partenariat avec l'association AFPJR pour l'expérimentation d'une parcelle maraîchère et l'emploi de travailleurs porteurs de handicaps dans la légumerie de la cuisine centrale.

Dans le cadre de notre programme de lutte anti-gaspi, nous avons émis des recommandations pour :

- Ajuster le nombre de repas au plus proche de la livraison
- Dissocier les repas des goûters commandés (les fruits non consommés au repas peuvent être par exemple proposés au goûter au lieu d'être jetés)
- Commander des repas sans protéines pour les familles le souhaitant

L'éveil au goût faisant partie intégrante de nos missions auprès des enfants, les découvertes gustatives s'accompagnent d'outils pédagogiques (livres, affichages) qui complètent les ateliers culinaires organisés au sein des structures.

2.3 CONFORTER LES PARENTS DANS LEUR RESPONSABILITE ET LEUR ROLE DE PREMIER EDUCATEUR DE L'ENFANT EN ACCOMPAGNANT LA PARENTALITE

2.3.1 LES PARENTS ACTEURS DE L'ACCUEIL DE LEUR ENFANT

L'EAJE accueille chaque enfant parce-que ses parents lui confient cette responsabilité.
Ce sont eux qui autorisent l'institution et donc les professionnel(le)s qui l'incarnent, à prendre soin de leur enfant.

Communiquer, partager, s'informer favorise la construction d'une relation de confiance entre parents et professionnel(le)s.
La qualité de cette relation contribue au sentiment de sécurité et au bien-être du jeune enfant accueilli en collectivité. Cette relation suppose bienveillance, respect et disponibilité de chacun.

La parentalité s'exerce dans un environnement qui dépasse largement l'univers familial.
L'ensemble des informations concernant chaque enfant et sa vie à la crèche est partagé avec ses parents : pères, mères ou responsables légaux le cas échéant.

Les parents sont, de ce fait, tout au long du parcours de leur enfant, amenés à faire alliance avec des professionnel(le)s.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DB2025_019-AU
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

Les parents, une aide pour l'enfant dans l'appropriation de son nouvel espace relationnel : L'enfant se sentira bien à la crèche s'il a le sentiment que ses parents y ont aussi toute leur place et y sont à l'aise. Il se sentira alors autorisé à investir ce nouveau lieu et à s'ouvrir aux autres en leur absence.

Les parents, premiers points d'appui des professionnel(le)s : Reconnaitre l'individualité de l'enfant exige de faire une place à l'expérience familiale. Parents et professionnel(le)s ont le souci d'être, les uns pour les autres, un soutien mutuel dans la connaissance et la compréhension de l'enfant. Face à la diversité des pratiques dans les différents lieux de vie de l'enfant, la cohérence éducative est primordiale.

2.3.2 LA CRECHE, UN SOUTIEN POUR LES PARENTS :

A travers leurs missions et les espaces d'échanges quotidiens avec les familles, les EAJE sont en soi un lieu d'accompagnement à la parentalité. Chaque jour, les parents sont accompagnés dans leur recherche de solutions, confortés, rassurés sur les problématiques ou questionnements liés à l'éducation de leur enfant ainsi que sur leurs compétences. L'« entre parents » concourt également à ce soutien social des compétences parentales.

L'EAJE a toutefois des limites dans le soutien qu'elle peut apporter aux parents.
Face à certaines difficultés, les professionnel(le)s des crèches requièrent alors soutien, réflexion et accompagnement et font appel à un réseau institutionnel vers lequel ils/elles orientent les parents.
Le relais est pris par les autres services départementaux que sont le Service Social Départemental, la Protection Maternelle et Infantile (PMI) ou l'Aide Sociale à l'Enfance (ASE) et éventuellement d'autres partenaires institutionnels ou associatifs spécialisées. Cela permet aux professionnel(le)s de prendre de la distance par rapport aux difficultés que rencontrent les familles et de se concentrer sur l'accueil quotidien de l'enfant.

3. APPROCHES ET CONCEPTS PEDAGOGIQUES

Notre ambition éducative vise à offrir aux enfants un cadre éducatif complet répondant à leurs besoins et au développement de leurs différents potentiels pour leur permettre de devenir confiants, autonomes et heureux.

Notre approche pédagogique consiste à construire un projet d'accueil cohérent et bientraitant pour l'**enfant** en le considérant comme un **être d'émotions unique**, inscrit dans sa propre famille, sa propre histoire, sa propre culture, **maître et acteur de ce qu'il vit, de son développement et de ses apprentissages**.

Nos objectifs pédagogiques visent à garantir la sécurité physique et affective de l'enfant, à répondre à ses besoins fondamentaux dans le respect de son rythme et de son individualité, à favoriser son éveil et son épanouissement.
Ils visent également, plus globalement à un accueil chaleureux et respectueux des familles au plus proche de leurs besoins et attentes.

Nos actes placent l'intérêt de l'enfant et son bien être au centre de nos préoccupations et actions :

- Un accueil progressif pour construire un lien de confiance
- Un accueil individualisé de l'enfant et de sa famille
- Des postures et pratiques professionnelles bienveillantes pour accompagner l'enfant à grandir, découvrir et inventer, et favoriser la coopération et cohérence éducative avec les familles
- Des espaces et du matériel ludique choisis et aménagés pour développer la communication, le partage, les expériences motrices, la socialisation et la créativité

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DB2025_019-AU
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

Nos équipes se positionnent dans une posture bienveillante d'observation et d'accompagnement et sont attentives à inventer pour chaque enfant un aménagement lui facilitant l'expérimentation, l'observation, la possibilité de comprendre et de s'approprier son environnement.

Nos espaces sont pensés autour d'un aménagement favorisant le jeu libre avec jeux et jouets adaptés et à disposition pour que l'enfant puisse faire, essayer, recommencer, réussir en présence des professionnel(le)s présent(e)s pour le soutenir, l'accompagner et le valoriser.

Aucune pédagogie n'est meilleure qu'une autre, toutes les approches ont leurs propres bénéfices vis-à-vis des enfants et sont très souvent complémentaires.
Généralement, un mix de plusieurs pédagogies a lieu au sein de nos établissements afin d'accompagner au mieux le développement de l'enfant.

Nous mobilisons entre autre des concepts et outils issus des théories de l'attachement et des grands courants pédagogiques alternatifs (Montessori, Regio Emilia, Pikler-Lóczy ,Steiner-Waldorf, Piaget…) qui mettent notamment l'accent sur l'apprentissage par l'expérience, le développement de l'autonomie, la confiance et l'estime de soi…parmi lesquels nous retrouvons la motricité libre, l'itinérance ludique, la communication gestuelle et l'approche Snoezelen, que nous allons détailler ci-après.

3.1 LA MOTRICITE LIBRE DU TOUT PETIT

Cette approche consiste à laisser libre cours à tous les mouvements spontanés de l'enfant, sans les lui enseigner, sans intervenir pour lui permettre d'expérimenter ses habilités motrices de manière autonome et acquérir la maîtrise de son corps.
L'équipe s'attache à accompagner l'enfant dans ses expériences motrices : préparer l'espace, permettre à l'enfant d'être à l'aise (vêtements souples, pieds nus pour mieux ressentir les différentes textures, les sensations, faciliter l'agrippement ou chaussons souples en période d'hiver par exemple).
Le/la professionnel(le) intervient essentiellement par le regard, la parole, en étant là, disponible pour encourager, donner confiance et sécuriser l'enfant.
L'expérience a su nous montrer que le chemin emprunté pour mémoriser et acquérir une position est tout aussi important que la position elle-même. C'est pourquoi l'adulte ne mettra pas l'enfant dans une position qu'il n'a pas acquise par lui-même.
Tant qu'il n'essaie pas lui-même, c'est qu'il n'est pas prêt physiologiquement et/ou psychiquement. En mettant l'enfant dans une position qu'il n'a pas acquise lui-même, l'enfant ne saura pas comment faire pour en sortir et n'aura pas la possibilité de la retrouver tout seul
Nous nous permettons d'intervenir lorsque l'enfant est bloqué dans une position inconfortable, dans ce cas nous tentons de lui montrer le chemin qui lui permettrait d'en sortir ou d'accéder à une autre position plus appropriée.

3.2 LE LIBRE CHOIX, L'ITINERANCE LUDIQUE

Le concept de « l'itinérance ludique » a été créé par Laurence Rameau, infirmière puéricultrice, auteure et formatrice auprès des professionnel(le)s petite enfance. Cette pédagogie autour du jeu vise notamment à laisser aux enfants une certaine liberté dans leurs expériences.
L'enfant, peu importe son âge, doit être libre de s'aventurer et de partir à la découverte de l'environnement qui lui est proposé.
L'itinérance ludique se met en place sur les temps de jeux. Il est primordial que les enfants, parallèlement, gardent leurs repères sur les moments clefs de la journée comme le repas ou encore le sommeil.

<u>L'itinérance ludique s'articule autour de trois grands principes :</u>

La libre circulation des enfants dans la crèche :

L'enfant, peu importe son âge, est libre de s'aventurer et de partir à la découverte de l'environnement qui lui est proposé. Les barrières, qui permettent habituellement de cloisonner les espaces, sont supprimées et le choix est fait, au contraire, de laisser les portes ouvertes pour permettre aux enfants de circuler comme ils le veulent à l'intérieur de la crèche.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DB2025_019-AU
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

Chaque enfant est libre d'aller où il veut sur ces temps de jeux : il peut très bien choisir de rester au sein de sa section, aller explorer de nouveaux espaces, faire plusieurs allers-retours, rencontrer des plus grands ou des plus petits, tester différents univers proposés en fonction de ses envies, pouvoir s'arrêter au bout de 5 minutes puis recommencer…

La création d'univers ludiques :

Des univers de manipulation, de construction, de créativité… valables pour des enfants de tous les âges. Dans chaque univers, un adulte « phare » est présent et disponible pour y accueillir les enfants et les accompagner. Cela constitue un véritable repère pour eux. Il a pour rôle d'accompagner les enfants qui vont et viennent, en les laissant acteurs et auteurs de leurs jeux.

L'enfant est auteur de son jeu :

Grâce aux différents objets ludiques fournis, l'enfant n'est pas seulement acteur de son jeu, il en est l'auteur. L'adulte n'est pas là pour dire à l'enfant comment il faut faire mais pour mettre en place l'environnement qui va lui permettre de faire.

Dans la mise en place par exemple d'un univers ludique autour du carton, l'adulte va mettre à disposition de l'enfant différents types de cartons : grand, petit, avec ou sans trou, avec ou sans rabat… Certains enfants vont explorer la texture du carton, d'autres vont faire l'expérience du contenu et contenant en entrant dedans et en en sortant, d'autres encore vont en faire une voiture ou une maison…

3.3 LA COMMUNICATION GESTUELLE

Les équipes adoptent cette pratique dans le but de permettre aux enfants d'être moins dépendants de la capacité des autres à deviner ou à interpréter correctement ce qu'ils veulent dire, d'être acteurs de leur communication avant même l'acquisition du langage verbal.

C'est un outil à destination des enfants et des adultes désirant s'en saisir, ou non. Cela reste une proposition éducative et n'est bien-sûr pas une obligation.

Si l'enfant décide de s'en saisir, la communication gestuelle associée à la parole lui permettra de signifier aux autres ses émotions, sensations, ce qui lui fait envie, ce dont il a besoin, commenter ses activités et le monde qu'il l'entoure mais aussi faciliter ses interactions avec les autres.

3.4 L'APPROCHE SNOEZELEN

Le Snoezelen est basé sur une approche non directive, ce qui signifie que l'accompagnant peut guider l'enfant dans l'exploration de l'environnement, mais lui laisse l'initiative de choisir les activités et les interactions qui lui conviennent le mieux.

Les enfants peuvent choisir les activités sensorielles qui les intéressent, les objets qu'ils veulent explorer. Ils explorent à leur rythme, peuvent s'arrêter quand ils le souhaitent ou même ne pas participer.

Cette approche vise à créer, à travers l'espace Snoezelen, un environnement calme et sécurisant, propice à la relaxation et au bien-être des tout-petits. Dédié au multisensoriel, éclairé d'une lumière tamisée et bercé d'une musique douce, cet espace favorise la détente et le bien-être.

Tous les objets à disposition sont là pour solliciter chacun des sens.

Dans l'espace Snoezelen les enfants vont être plus à l'écoute de leurs besoins et de leurs émotions. Les sensations perçues sont rassurantes et favorisent le lâcher-prise et la détente. Ils s'allongent, s'assoient, évoluent dans l'espace avec curiosité prenant le temps d'explorer ce qu'ils voient autour d'eux, de sentir, de toucher le matériel proposé.

C'est un réel moment de pause dans une atmosphère agréable où l'on se sent en sécurité.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DB2025_019-AU
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

En quelques mots,

Nous souhaitons faire confiance à l'enfant afin de lui donner l'occasion d'exercer ses propres capacités et d'acquérir les apprentissages fondamentaux à son rythme, en lien avec ce qu'il vit à la maison.

Nous adoptons au quotidien une posture éducative d'accompagnement ce qui signifie que l'adulte est aux cotés de l'enfant pour l'aider à faire tout seul, non devant pour le protéger, ni derrière pour le pousser à agir.

Chaque moment passé avec l'enfant donne du sens à la relation.
Chaque manière d'être avec l'enfant est définie comme un acte pédagogique.

Notre démarche pédagogique n'est pas inspirée de l'école maternelle, mais fondée sur les centres d'intérêt de l'enfant.
« L'enfant ne joue pas pour apprendre, il apprend parce qu'il joue » Jean EPSTEIN

Toutes les situations pédagogiques sont axées sur l'expérimentation et l'enfant en est pleinement auteur et acteur.
« Ne pas faire faire à l'enfant, ne pas faire à sa place mais lui permettre de faire »

Il peut y participer ou non, il n'y a pas de consigne.
Il peut détourner l'activité proposée, l'adulte n'a aucune attente précise à son égard, c'est ce qui différencie la crèche de l'école maternelle.

Chers parents, ne vous étonnez pas de ne pas recevoir une belle production, supposée faite par votre enfant, pas d'inquiétude! Il est possible qu'à la place, il ait mené à bien de belles expérimentations répondant réellement à son envie d'agir, de manipuler, d'explorer en toute autonomie, des expérimentations enrichissantes développant en lui des habiletés sociales, cognitives, motrices qui lui seront très utiles au moment venu.

Alors pour leur offrir le meilleur, ne soyons pas trop pressés de les voir grandir…

4. DIFFUSION, EVALUATION, ACTUALISATION DU PROJET

Le projet éducatif traduit l'engagement de la CAPG en matière d'accueil du jeune enfant, ses priorités, ses principes éducatifs.
Il définit le sens de ses actions.
Il fixe les orientations et les moyens à mobiliser pour sa mise en œuvre.

Il constitue une référence et un outil de professionnalisation pour les équipes éducatives, garantit une cohérence des pratiques professionnelles et détermine les orientations du projet pédagogique de chaque établissement d'accueil.

Communiqué aux parents et futurs parents, il est également diffusé aux différents partenaires, bénévoles, stagiaires.

Fruit d'une réflexion collective, ce projet pluriannuel qui vise à favoriser la continuité de l'action est un document évolutif, amené à être adapté en permanence pour répondre le plus efficacement possible aux besoins des enfants.

Il sera régulièrement évalué et sera actualisé aussi souvent que nécessaire pour intégrer les évolutions règlementaires, actualiser les connaissances, ajuster ou confirmer les accords sur des références partagées.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DB2025_019-AU
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

Le présent projet éducatif annule et remplace le(s) précédent(s) projet(s) et prend effet, à compter du 1er avril 2025.

LE GESTIONNAIRE,

Date :
Cachet

Le Président,

Jérôme VIAUD
Maire de Grasse
Vice-président du Conseil départemental
des Alpes-Maritimes

Marc FACCHINETTI DGS	Date : Signature
Silouane FAXEL DGA	Date : Signature
Agnès BEGARD Directrice des services à la population	Date : Signature
Corinne PAOLINO Responsable service Petite Enfance	Date : Signature
Christine GRADELLE Responsable du Relais Petite Enfance	Date : Signature
Celine VIZZARI Directrice de la Voie Lactée	Date : Signature
Victoria MALBERTI Directrice adjointe de la Voie Lactée	Date : Signature
Laurence NABAT Directrice de la Poussinière	Date : Signature
Violaine BERNIE Directrice de la Villa Daudet	Date : Signature
Julie CUICCI Directrice de l'Etoile des Pioupious	Date : Signature
Valentine DENOEUX Directrice de l'Enfantoun	Date : Signature
Audrey GERARD HENRY Directrice de Lou Galoupin	Date : Signature

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DB2025_020-AU
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

Pays de Grasse
communauté d'agglomération

REPUBLIQUE FRANÇAISE
DEPARTEMENT
DES ALPES-MARITIMES

EXTRAIT DU REGISTRE DES DECISIONS
DU BUREAU COMMUNAUTAIRE DE LA
COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
DU PAYS DE GRASSE

SEANCE DU JEUDI 03 AVRIL 2025

Décision n°DB2025_020 : Renouvellement de l'adhésion à l'association French Tech Côte d'Azur – FTCA et attribution d'une contribution financière au titre de l'exercice 2025

Date de la convocation : 27/03/2025

L'an deux mille vingt-cinq et le trois avril à dix heures, le bureau communautaire de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse, dûment convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, au siège sis 57 avenue Pierre Sémard à Grasse, sous la présidence de Jérôme VIAUD, Maire de Grasse et Vice-président du Conseil départemental des Alpes-Maritimes.

NOMBRE DE MEMBRES DU BUREAU EN EXERCICE : 25

PRESENTS : Jérôme VIAUD, Raymond ALBIS, Pierre ASCHIERI, Claude BOMPAR, Pierre BORNET, Gérard BOUCHARD, Dominique BOURRET, Marino CASSEZ, Raoul CASTEL, Claude CEPPI, Henri CHIRIS, Yves FUNEL, Marie-Louise GOURDON, Jean-Marc MACARIO, Ismaël OGEZ, Michèle PAGANIN, Gilles RONDONI, Bernard ROUX, Philippe SAINTE-ROSE FANCHINE, Ludovic SANCHEZ, Florence SIMON, Christian ZEDET.

ARRIVÉE EN COURS DE SEANCE : Florence SIMON après le vote des décisions de bureau.

PROCURATION : Jean-Louis CONIL à Marino CASSEZ.

ABSENTS : Claude SERRA, David VARRONE.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DB2025_020-AU
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

BUREAU COMMUNAUTAIRE	DECISION
DU 03 AVRIL 2025	N°DB2025_020
RAPPORTEUR : Monsieur le Président	
DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE	

Renouvellement de l'adhésion à l'association French Tech Côte d'Azur – FTCA et attribution d'une contribution financière au titre de l'exercice 2025

SYNTHESE

Initiative publique innovante portée par le Ministère de l'économie, la French Tech Côte d'Azur impulse localement sur le territoire maralpin des dynamiques collectives avec l'objectif de valoriser l'écosystème des start-ups au national et à l'international.

La CAPG est impliquée dans la French Tech Côte d'Azur depuis sa création, participant activement aux côtés des autres EPCI partenaires à la labellisation obtenue en 2015 et à la poursuite de cette dynamique.

Il est proposé au bureau communautaire de renouveler l'adhésion de la CAPG à l'association French Tech Côte d'Azur pour l'exercice 2025 et d'autoriser le versement d'une cotisation d'un montant de 5 000 €.

Monsieur le Président expose au bureau communautaire :

Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L5211-1 et L5216-5 ;

Vu la loi du 1er juillet 1901 relative au contrat d'association ;

Vu la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

Vu la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;

Vu le décret du 16 août 1901 relatif au contrat d'association ;

Vu le décret n°2001-495 du 6 juin 2001 relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques ;

Vu la délibération n° DL2017_130 du 10 novembre 2017 par laquelle le Conseil communautaire approuve l'adhésion de la Communauté d'agglomération à l'association French Tech Côte d'Azur ;

Vu la délibération n° DL2022-146 du 22 septembre 2022 par laquelle le conseil communautaire a délégué au bureau communautaire certaines de ses attributions conformément à l'article L5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;

Vu les statuts en vigueur de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse ;

Vu le budget principal 2025 ;

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DB2025_020-AU
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

Considérant que la démarche French Tech, initiée par l'Etat fin 2013, vise à favoriser l'émergence de start-ups en France et de ce fait à générer de la croissance économique et des emplois ;

Considérant que cette initiative a donné lieu à la création d'une marque collective, d'un label et à la mise en place de réseaux thématiques dans l'ensemble du pays dans le but de fédérer les start-ups au sein d'un écosystème, de définir une stratégie de développement nationale, mais aussi d'établir une feuille de route au niveau local ;

Considérant que de ce dispositif est né le mouvement French Tech Côte d'Azur porté par l'association du même nom qui a également pour vocation de mobiliser les entrepreneurs et les autres acteurs du tissu économique autour des start-ups du territoire azuréen et de l'innovation ;

Considérant que la French Tech Côte d'Azur est ouverte à toutes les jeunes entreprises avec une ambition mondiale à la recherche d'un modèle économique qui leur assurera une croissance forte et rapide, ou aux entreprises qui ont grandi avec un tel modèle ; leur valeur reposant entièrement ou en partie sur le numérique, comme dans les technologies de la santé (medtech), les technologies vertes (cleantech), les biotechnologies (biotech), la finance (fintech) ou encore dans les entreprises industrielles ;

Considérant que les missions de la French Tech Côte d'Azur (FTCA) revêtent un intérêt public local évident en matière de développement économique mais aussi de réseautage des acteurs de l'innovation, et que ces actions s'inscrivent dans les orientations de la stratégie économique déployée sur le territoire de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse ;

Considérant que le Conseil régional Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur, chef de file en matière de développement économique, soutien cette association aux côtés du Conseil départemental des Alpes-Maritimes, de la Métropole Nice Côte d'Azur, des Communautés d'agglomération Sophia-Antipolis, Cannes Pays de Lérins et du Pays de Grasse ainsi que de nombreux autres partenaires de l'attractivité territoriale locale tels que la Team Côte d'Azur, l'UPE06, l'Université Nice Sophia-Antipolis et la CCI Nice Côte d'Azur ;

Considérant que la grille tarifaire 2025 de la FTCA définit un montant de 5 000 € pour l'adhésion des établissements publics de coopération intercommunale et collectivités de moins de 250 000 habitants ;

AR Prefecture

006-200039857-20250403-DB2025_020-AU
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

Après avoir délibéré et procédé au vote, le bureau communautaire à l'unanimité **DECIDE** :

- **D'APPROUVER** le renouvellement de l'adhésion de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse à l'association French Tech Côte d'Azur – FTCA au titre de l'exercice 2025 ;

- **DE DÉSIGNER** Monsieur le Président, Jérôme VIAUD, en tant que titulaire et Monsieur le Vice-président, Raymond ALBIS, en tant que suppléant pour siéger au sein des instances de l'association French Tech Côte d'Azur ;

- **D'AUTORISER** le versement d'une cotisation d'un montant de 5 000 € au titre de l'exercice 2025 ;

- **DE DIRE** que les crédits correspondants sont inscrits au budget 2025 ;

- **D'AUTORISER** Monsieur le Président à signer tout document relatif au déploiement des actions de l'association French Tech Côte d'Azur sur le territoire du Pays de Grasse.

Fait à Grasse, les jours, mois et an que dessus.
Pour extrait certifié conforme,

Acte rendu exécutoire après dépôt en préfecture et publié le

15 AVR. 2025

Le Président

Jérôme VIAUD
Maire de Grasse
Vice-président du Conseil départemental
des Alpes-Maritimes

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DB2025_021-AU
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

pays de Grasse
communauté d'agglomération

REPUBLIQUE FRANÇAISE
DEPARTEMENT
DES ALPES-MARITIMES

EXTRAIT DU REGISTRE DES DECISIONS
DU BUREAU COMMUNAUTAIRE DE LA
COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
DU PAYS DE GRASSE

SEANCE DU JEUDI 03 AVRIL 2025

Décision n°DB2025_021 : Renouvellement de l'adhésion à l'agence de développement économique de la Région Sud – RisingSUD et attribution d'une contribution financière au titre de l'exercice 2025

Date de la convocation : 27/03/2025

L'an deux mille vingt-cinq et le trois avril à dix heures, le bureau communautaire de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse, dûment convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, au siège sis 57 avenue Pierre Sémard à Grasse, sous la présidence de Jérôme VIAUD, Maire de Grasse et Vice-président du Conseil départemental des Alpes-Maritimes.

NOMBRE DE MEMBRES DU BUREAU EN EXERCICE : 25

PRESENTS : Jérôme VIAUD, Raymond ALBIS, Pierre ASCHIERI, Claude BOMPAR, Pierre BORNET, Gérard BOUCHARD, Dominique BOURRET, Marino CASSEZ, Raoul CASTEL, Claude CEPPI, Henri CHIRIS, Yves FUNEL, Marie-Louise GOURDON, Jean-Marc MACARIO, Ismaël OGEZ, Michèle PAGANIN, Gilles RONDONI, Bernard ROUX, Philippe SAINTE-ROSE FANCHINE, Ludovic SANCHEZ, Florence SIMON, Christian ZEDET.

ARRIVÉE EN COURS DE SEANCE : Florence SIMON après le vote des décisions de bureau.

PROCURATION : Jean-Louis CONIL à Marino CASSEZ.

ABSENTS : Claude SERRA, David VARRONE.

AR Prefecture

006-200039857-20250403-DB2025_021-AU
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

BUREAU COMMUNAUTAIRE	**DECISION**
DU 03 AVRIL 2025	**N°DB2025_021**
RAPPORTEUR : Monsieur le Président	
DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE	

Renouvellement de l'adhésion à l'agence de développement économique de la Région Sud – RisingSUD et attribution d'une contribution financière au titre de l'exercice 2025

SYNTHESE

L'agence régionale de développement économique de la Région Sud, RisingSUD, ex-agence régionale pour l'innovation et l'internationalisation (ARII) a été fondée en 2014 par l'Etat, la Région, la Chambre de Commerce et d'Industrie Régionale, la Banque des Territoires et Bpifrance. Cette agence a pour missions d'accélérer la croissance des entreprises à l'international et d'être le bras armé de la Région sur les 8 filières d'excellence portées par des Opérations d'Intérêt Régional (OIR). Elle joue le rôle de passerelle entre décideurs et propose des programmes d'accompagnement en matière d'ingénierie financière, de conseil RH, d'ingénierie de projets, de marketing, de communication et d'intelligence économique.

En 2021, la gouvernance de l'agence a été élargie afin d'impliquer les différents territoires et forces vives dans son pilotage, notamment les EPCI.

Il est proposé au bureau communautaire de renouveler l'adhésion de la CAPG au collège 3 (collectivités et leurs établissements) de l'agence RisingSUD et d'autoriser le versement d'une cotisation annuelle d'un montant de 5 000 €.

Monsieur le Président expose au bureau communautaire :

Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L5211-1 et L5216-5 ;

Vu la loi du 1er juillet 1901 relative au contrat d'association ;

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

Vu la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;

Vu le décret du 16 août 1901 relatif au contrat d'association ;

Vu le décret n°2001-495 du 6 juin 2001 relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques ;

Vu les statuts en vigueur de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse ;

AR Prefecture

006-200039857-20250403-DB2025_021-AU
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

Vu la délibération n° DL2021_048 du 1er avril 2021 par laquelle le Conseil communautaire approuve l'adhésion de la Communauté d'agglomération à l'Agence régionale de développement économique, « RisingSUD » ;

Vu la délibération n° DL2022_201 en date du 12 décembre 2024 réactualisant l'intérêt communautaire de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse ;

Vu la délibération n° DL2022_146 du 22 septembre 2022 par laquelle le conseil communautaire a délégué au bureau communautaire certaines de ses attributions conformément à l'article L5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;

Vu le budget principal 2025 ;

Considérant que l'agence régionale de développement économique de la Région Sud, RisingSUD, ex-agence régionale pour l'innovation et l'internationalisation (ARII) a été fondée en 2014 par la Région, l'Etat, la Chambre de Commerce et d'Industrie Régionale, la Banque des Territoires et Bpifrance ;

Considérant que la démarche de l'agence, impulsée par son Président, Monsieur le conseiller régional Bernard KLEYNHOFF, vise à favoriser l'attractivité territoriale de la région Sud et de l'ensemble des acteurs économiques locaux, notamment en permettant d'accélérer la croissance des entreprises à l'international ;

Considérant que l'agence aspire à être le bras armé de la Région SUD sur les 8 filières d'excellence portées par les Opérations d'Intérêt Régional (OIR) ;

Considérant que l'agence joue le rôle de passerelle entre décideurs et propose des programmes d'accompagnement en matière d'ingénierie financière, de conseil RH, d'ingénierie de projets, de marketing, de communication et intelligence économique ;

Considérant que lors de son assemblée générale du 12 janvier 2021, l'agence a acté l'élargissement de sa gouvernance afin d'impliquer activement les différents territoires et forces vives dans son pilotage, notamment les EPCI ;

Considérant que les missions de l'agence revêtent un intérêt public local évident en matière de développement économique mais aussi de réseautage des acteurs économiques, et que ces actions s'inscrivent dans les orientations de la stratégie économique déployée sur le territoire de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse ;

Considérant que le barème des cotisation 2025 de RisingSUD définit un montant de 5 000 € pour l'adhésion des établissements publics de coopération intercommunale ;

AR Prefecture

006-200039857-20250403-DB2025_021-AU
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

Après avoir délibéré et procédé au vote, le bureau communautaire à l'unanimité **DECIDE** :

- **D'APPROUVER** le renouvellement de l'adhésion de la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse à l'agence régionale de développement économique, « RisingSUD » au titre de l'exercice 2025 ;

- **DE DÉSIGNER** Monsieur le Président, Jérôme VIAUD délégué titulaire et Monsieur le Vice-président, Raymond ALBIS en tant que délégué suppléant pour siéger au sein des instances de l'agence RisingSUD ;

- **D'AUTORISER** le versement d'une cotisation d'un montant de 5 000 € au titre de l'exercice 2025 ;

- **DE DIRE** que les crédits correspondants sont inscrits au budget 2025.

Fait à Grasse, les jours, mois et an que dessus.
Pour extrait certifié conforme,

Acte rendu exécutoire après dépôt en préfecture et publié le

15 AVR. 2025

Le Président

Jérôme VIAUD
Maire de Grasse
Vice-président du Conseil départemental
des Alpes-Maritimes

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DB2025_022-AU
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

Pays de Grasse
communauté d'agglomération

REPUBLIQUE FRANÇAISE
DEPARTEMENT
DES ALPES-MARITIMES

EXTRAIT DU REGISTRE DES DECISIONS DU BUREAU COMMUNAUTAIRE DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DU PAYS DE GRASSE

SEANCE DU JEUDI 03 AVRIL 2025

Décision n°DB2025_022 : FEDER – Programme 02 : Préserver les ressources Appel à projet « Adaptation au changement climatique » - Demande de subvention – projet jardin de pluie

Date de la convocation : 27/03/2025

L'an deux mille vingt-cinq et le trois avril à dix heures, le bureau communautaire de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse, dûment convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, au siège sis 57 avenue Pierre Sémard à Grasse, sous la présidence de Jérôme VIAUD, Maire de Grasse et Vice-président du Conseil départemental des Alpes-Maritimes.

NOMBRE DE MEMBRES DU BUREAU EN EXERCICE : 25

PRESENTS : Jérôme VIAUD, Raymond ALBIS, Pierre ASCHIERI, Claude BOMPAR, Pierre BORNET, Gérard BOUCHARD, Dominique BOURRET, Marino CASSEZ, Raoul CASTEL, Claude CEPPI, Henri CHIRIS, Yves FUNEL, Marie-Louise GOURDON, Jean-Marc MACARIO, Ismaël OGEZ, Michèle PAGANIN, Gilles RONDONI, Bernard ROUX, Philippe SAINTE-ROSE FANCHINE, Ludovic SANCHEZ, Florence SIMON, Christian ZEDET.

ARRIVÉE EN COURS DE SEANCE : Florence SIMON après le vote des décisions de bureau.

PROCURATION : Jean-Louis CONIL à Marino CASSEZ.

ABSENTS : Claude SERRA, David VARRONE.

AR Prefecture

006-200039857-20250403-DB2025_022-AU
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

BUREAU COMMUNAUTAIRE	DECISION
DU 03 AVRIL 2025	N°DB2025_022
RAPPORTEUR : Monsieur le Président	
AMENAGEMENT	
FEDER – Programme 02 : Préserver les ressources Appel à projet « Adaptation au changement climatique » Demande de subvention – projet jardin de pluie	
SYNTHESE **Dans le cadre de la politique d'aménagement durable du territoire de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse, il est proposé d'autoriser Monsieur le Président à solliciter une subvention au titre de l'appel à projet « adaptation au changement climatique » du FEDER pour l'attribution d'une aide financière d'un montant de 1.000.000 € pour la restructuration du parking SNCF de la gare de Grasse en jardin de pluie.**	

Monsieur le Président expose au bureau communautaire :

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu la loi n°2014-173 du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion urbaine ;

Vu la délibération du conseil communautaire du 5 mai 2017 approuvant le lancement de la démarche de réflexion aménagement/déplacements concernant le quartier de la gare de Grasse dans le cadre de l'Appel à Manifestation d'Intérêt (AMI) « quartiers gares » lancé par la Région Provence Alpes Côte d'Azur en 2015 ;

Vu la délibération n° DL2022_146 du 22 septembre 2022 par laquelle le conseil communautaire a délégué au bureau communautaire certaines de ses attributions conformément à l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération du 9 février 2023 approuvant les termes de la convention de transfert de gestion entre la CAPG et SNCF Gares et Connexions pour l'emprise du parking de la gare et autorisant Monsieur le Président à signer ladite convention ;

Vu la délibération du 19 septembre 2024 définissant les objectifs et les modalités de la concertation publique pour le projet de jardin de pluie ;

Vu la délibération du 12 décembre 2024 actant le bilan de la concertation publique pour le projet de jardin de pluie ;

Vu les statuts en vigueur de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse ;

Vu la convention de transfert de gestion entre SNCF Gares et Connexions et la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse signée le 15 mai 2023 permettant la mise à disposition de l'emprise du parking de la gare afin que la collectivité puisse y réaliser un aménagement urbain permettant une amélioration de la gestion des eaux pluviales ainsi qu'un embellissement de l'environnement urbain du quartier de la gare ;

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DB2025_022-AU
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

Vu l'appel à projet « adaptation au changement climatique » du programme 02 « protéger les ressources » du fonds européen de développement régional (FEDER) 2021-2027 ;

Considérant que la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse peut bénéficier de financements européens dans le cadre de l'appel à projet « adaptation au changement climatique » au titre du programme 02 « préserver les ressources » du fonds européen de développement régional (FEDER) 2021-2027 ;

Considérant que la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse assure la maitrise d'ouvrage du projet de restructuration du parking de la gare SNCF de Grasse en jardin de pluie ;

Considérant que le projet de jardin de pluie répond aux critères de l'appel à projet « adaptation au changement climatique » du programme 02 du FEDER ;

Considérant qu'il convient de préciser le plan de financement FEDER qui fera l'objet de la convention FEDER comme suit :

DEPENSES HT		RECETTES	
Etudes et honoraires	188 764 €	FEDER	1 000 000 €
		Conseil Régional	495 000 €
		Sous total Aides publiques	**1 495 000 €**
Travaux	1 850 626€	CAPG Fonds propres	544 390 €
TOTAL HT	**2 039 390 €**	**TOTAL HT**	**2 039 390 €**

AR Prefecture

006-200039857-20250403-DB2025_022-AU
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

Après avoir délibéré et procédé au vote, le bureau communautaire à l'unanimité **DECIDE** :

- **D'AUTORISER** Monsieur le Président, ou son représentant, à solliciter une subvention au titre de l'appel à projet « adaptation au changement climatique » du FEDER susceptible de venir en appui au projet de jardin de pluie ;

- **D'AUTORISER** Monsieur le Président, ou son représentant, à déposer et à signer tous les documents nécessaires à l'exécution de la présente décision.

Fait à Grasse, les jours, mois et an que dessus.
Pour extrait certifié conforme,

Acte rendu exécutoire après dépôt en préfecture et publié le

15 AVR. 2025

Le Président

Jérôme VIAUD
Maire de Grasse
Vice-président du Conseil départemental
des Alpes-Maritimes

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DB2025_023-AU
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

pays de Grasse
communauté d'agglomération

REPUBLIQUE FRANÇAISE
DEPARTEMENT
DES ALPES-MARITIMES

EXTRAIT DU REGISTRE DES DECISIONS
DU BUREAU COMMUNAUTAIRE DE LA
COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
DU PAYS DE GRASSE

SEANCE DU JEUDI 03 AVRIL 2025

Décision n°DB2025_023 : Opérations programmées d'amélioration de l'habitat privé 2022-2027 - OPAH "Pays de Grasse" et OPAH-RU "Cœur historique de Grasse" - Attribution de subventions

---

Date de la convocation : 27/03/2025

L'an deux mille vingt-cinq et le trois avril à dix heures, le bureau communautaire de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse, dûment convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, au siège sis 57 avenue Pierre Sémard à Grasse, sous la présidence de Jérôme VIAUD, Maire de Grasse et Vice-président du Conseil départemental des Alpes-Maritimes.

NOMBRE DE MEMBRES DU BUREAU EN EXERCICE : 25

PRESENTS : Jérôme VIAUD, Raymond ALBIS, Pierre ASCHIERI, Claude BOMPAR, Pierre BORNET, Gérard BOUCHARD, Dominique BOURRET, Marino CASSEZ, Raoul CASTEL, Claude CEPPI, Henri CHIRIS, Yves FUNEL, Marie-Louise GOURDON, Jean-Marc MACARIO, Ismaël OGEZ, Michèle PAGANIN, Gilles RONDONI, Bernard ROUX, Philippe SAINTE-ROSE FANCHINE, Ludovic SANCHEZ, Florence SIMON, Christian ZEDET.

ARRIVÉE EN COURS DE SEANCE : Florence SIMON après le vote des décisions de bureau.

PROCURATION : Jean-Louis CONIL à Marino CASSEZ.

ABSENTS : Claude SERRA, David VARRONE.

AR Prefecture

006-200039857-20250403-DB2025_023-AU
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

BUREAU COMMUNAUTAIRE	DECISION
DU 03 AVRIL 2025	N°DB2025_023
RAPPORTEUR : Monsieur le Président	

HABITAT ET LOGEMENT

Opérations programmées d'amélioration de l'habitat privé 2022-2027
OPAH "Pays de Grasse" et OPAH-RU "Cœur historique de Grasse"
-
Attribution de subventions

SYNTHESE

Depuis le 4 octobre 2022, dans le cadre des dispositifs programmés d'amélioration de l'habitat privé opérationnels pour une durée de 5 années, la communauté d'agglomération attribue sur ses fonds propres des aides aux travaux de rénovation de logements anciens, sous certaines conditions.
Aussi a-t-elle été saisie, via son opérateur la SPL Pays de Grasse Développement et d'autres opérateurs agréés par l'Anah, sur l'octroi de subventions. Les dossiers ont préalablement été instruits et agréés par la communauté d'agglomération, gestionnaire des aides de l'Anah par délégation de compétence.
Les seize (16) demandes de subventions déposées au titre de l'OPAH "Pays de Grasse" 2022-2027 portent, pour la communauté d'agglomération, sur un montant de 47 634,00 € et pour la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur, sur 21 804,00 €, pour un total de travaux de 321 855 € HT.

Monsieur le Président expose au bureau communautaire :

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération n° DL2022_146 du 22 septembre 2022 par laquelle le conseil communautaire a délégué au bureau communautaire certaines de ses attributions conformément à l'article L5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;

Vu la convention de délégation de compétences 2021-2026 en application de l'article L 301-5-1 du Code de la construction et de l'habitation, et la convention pour la gestion des aides à l'habitat privé signées le 17/12/2020 entre la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse, l'Etat et l'Agence Nationale de l'Habitat ;

Vu la convention d'OPAH-Pays de Grasse 2022-2027 signée le 04 octobre 2022 par l'Agence nationale de l'habitat (Anah), l'Etat, la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur, Action logement et la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse ;

Vu la convention d'OPAH-RU "Cœur historique de Grasse" signée le 04 octobre 2022 par l'Agence nationale de l'habitat (Anah), l'Etat, la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur, Action Logement, la Ville de Grasse et la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse ;

Vu les conventions de financement signées le 02 septembre 2022, établies entre la Région et la communauté d'agglomération du Pays de Grasse ;
Vu les délibérations n° DL2022_155 du 22 septembre 2022, n° DL2023_017 du 9 février 2023 et n° DL2025_024 du 27 février 2025 précisant les règles d'application et les modalités d'attribution et de versement des aides de la communauté d'agglomération en

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DB2025_023-AU
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

faveur des propriétaires occupants et bailleurs, et des copropriétés ;

Considérant que la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse assure l'avance des aides régionales auprès des bénéficiaires, et la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur s'acquitte de sa participation sur présentation des dossiers de demande de remboursement ;

Considérant les modalités d'attribution des aides de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse en faveur de l'amélioration du parc privé au titre des deux dispositifs programmés pour la période 2022-2027 - OPAH "Pays de Grasse" et OPAH-RU "Cœur historique de Grasse" ;

Considérant les dossiers de demandes d'aides aux travaux, préalablement agréés par la communauté d'agglomération au titre de la délégation des aides de l'Anah, et déposés par la SPL Pays de Grasse Développement, l'opérateur, pour l'examen des demandes de subventions sur fonds propres CAPG, et celles de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur :

OPAH "Pays de Grasse" 2022-2027 – 16 dossiers de propriétaires occupants

Réf dossier OPAH "Pays de Grasse" 2022-2027 - PO n°146	**PO - Autonomie POTIER Claire**
Adresse du logement subventionné :	897 chemin de l'Avarie 06580 PEGOMAS
Nature des travaux :	Travaux d'autonomie : Adaptation salle de bain et sécurisation accès
Montant total des travaux (HT) :	10 252,00 €
Montant de la dépense subventionnée (Anah):	10 252,00 €
Montant total des travaux (TTC) Montant total des aides : *primes et subventions, tous partenaires*	11 268,00 € 11 268,00 € *(100% de la dépense TTC)*
Détail des subventions et primes	
Subvention Anah Subvention CAPG Région	7 176,00 € 3 067,00 € 1 025,00 €

Réf dossier OPAH "Pays de Grasse" 2022-2027 - PO n°147	**PO - Autonomie THAENS Madeleine**
Adresse du logement subventionné :	100 avenue de la Grand Pièce 06370 MOUANS-SARTOUX
Nature des travaux :	Travaux d'autonomie : Adaptation salle de bain et WC
Montant total des travaux (HT) :	10 226,00 €
Montant de la dépense subventionnée (Anah):	10 226,00 €
Montant total des travaux (TTC) Montant total des aides : *primes et subventions, tous partenaires*	11 248,00 € 11 248,00 € *(100% de la dépense TTC)*
Détail des subventions et primes	
Subvention Anah Subvention CAPG Région	7 158,00 € 3 068,00 € 1 022,00 €

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DB2025_023-AU
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

Réf dossier OPAH "Pays de Grasse" 2022-2027 - PO n°148	**PO - Autonomie SASSI Hafidha**
Adresse du logement subventionné :	Avenue Jean Maubert – Route du Plan 06130 GRASSE
Nature des travaux :	Travaux d'autonomie : Création d'une unité de vie (transformation garage)
Montant total des travaux (HT) :	31 900,00 €
Montant de la dépense subventionnée (Anah):	22 000,00 €
Montant total des travaux (TTC) Montant total des aides : *primes et subventions, tous partenaires*	38 230,00 € 22 590,00 € *(59% de la dépense TTC)*
Détail des subventions et primes	
Subvention Anah Subvention CAPG Région	15 400,00 € 4 000,00 € 3 190,00 €

Réf dossier OPAH "Pays de Grasse" 2022-2027 - PO n°149	**PO - Autonomie GALANT Edmond**
Adresse du logement subventionné :	107 vieux chemin de Sainte-Anne 06130 GRASSE
Nature des travaux :	Travaux d'autonomie : Adaptation salle de bain, WC et sécurisation accès
Montant total des travaux (HT) :	12 614,00 €
Montant de la dépense subventionnée (Anah):	12 614,00 €
Montant total des travaux (TTC) Montant total des aides : *primes et subventions, tous partenaires*	13 876,00 € 13 875,00 € *(100% de la dépense TTC)*
Détail des subventions et primes	
Subvention Anah Subvention CAPG Région	8 830,00 € 3 784,00 € 1 261,00 €

Réf dossier OPAH "Pays de Grasse" 2022-2027 - PO n°150	**PO - Autonomie FIORUCCI Richard**
Adresse du logement subventionné :	26 chemin de Camperousse 06130 GRASSE
Nature des travaux :	Travaux d'autonomie : Adaptation salle de bain et WC
Montant total des travaux (HT) :	20 818,00 €
Montant de la dépense subventionnée (Anah):	20 818,00 €
Montant total des travaux (TTC) Montant total des aides : *primes et subventions, tous partenaires*	22 525,00 € 14 409,00 € *(64% de la dépense TTC)*
Détail des subventions et primes	
Subvention Anah Subvention CAPG	10 409,00 € 4 000,00 €

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DB2025_023-AU
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

Réf dossier OPAH "Pays de Grasse" 2022-2027 - PO n°151	**PO - Autonomie** **MASRACIA Françoise**
Adresse du logement subventionné :	17 avenue du Maréchal de Lattre de Tassigny 06130 GRASSE
Nature des travaux :	Travaux d'autonomie : Adaptation salle de bain
Montant total des travaux (HT) :	13 006,00 €
Montant de la dépense subventionnée (Anah):	13 006,00 €
Montant total des travaux (TTC) Montant total des aides : *primes et subventions, tous partenaires*	14 306,00 € 14 306,00 € *(100% de la dépense TTC)*
Détail des subventions et primes	
Subvention Anah Subvention CAPG Région	9 104,00 € 3 901,00 € 1 301,00 €

Réf dossier OPAH "Pays de Grasse" 2022-2027 - PO n°152	**PO - Autonomie** **BASTITA Aliette**
Adresse du logement subventionné :	938 avenue de la République 06550 LA-ROQUETTE-SUR-SIAGNE
Nature des travaux :	Travaux d'autonomie : Adaptation salle de bain et sécurisation accès
Montant total des travaux (HT) :	6 580,00 €
Montant de la dépense subventionnée (Anah):	6 580,00 €
Montant total des travaux (TTC) Montant total des aides : *primes et subventions, tous partenaires*	7 238,00 € 5 264,00 € *(73% de la dépense TTC)*
Détail des subventions et primes	
Subvention Anah Subvention CAPG	3 290,00 € 1 974,00 €

Réf dossier OPAH "Pays de Grasse" 2022-2027 - PO n°153	**PO - Autonomie** **DUFLOT Jacques**
Adresse du logement subventionné :	938 avenue de la République 06550 LA-ROQUETTE-SUR-SIAGNE
Nature des travaux :	Travaux d'autonomie : Adaptation salle de bain
Montant total des travaux (HT) :	10 533,00 €
Montant de la dépense subventionnée (Anah):	10 533,00 €
Montant total des travaux (TTC) Montant total des aides : *primes et subventions, tous partenaires*	11 567,00 € 11 567,00 € *(100% de la dépense TTC)*
Détail des subventions et primes	
Subvention Anah Subvention CAPG Région	7 373,00 € 3 141,00 € 1 053,00 €

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DB2025_023-AU
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

Réf dossier OPAH "Pays de Grasse" 2022-2027 - PO n°154	**PO - Autonomie HORNEZ Jean-Paul**
Adresse du logement subventionné :	13 allée Monsart 06370 MOUANS-SARTOUX
Nature des travaux :	Travaux d'autonomie : Adaptation salle de bain et sécurisation accès
Montant total des travaux (HT) :	6 628,00 €
Montant de la dépense subventionnée (Anah):	6 628,00 €
Montant total des travaux (TTC) Montant total des aides : *primes et subventions, tous partenaires*	7 291,00 € 6 628,00 € *(91% de la dépense TTC)*
Détail des subventions et primes	
Subvention Anah Subvention CAPG	4 640,00 € 1 988,00 €

Réf dossier OPAH "Pays de Grasse" 2022-2027 - PO n°155	**PO - Autonomie LE BARBIER Lucien**
Adresse du logement subventionné :	575 chemin des Roques – Villa n°5 06130 GRASSE
Nature des travaux :	Travaux d'autonomie : Adaptation salle de bain et WC, sécurisation accès
Montant total des travaux (HT) :	17 239,00 €
Montant de la dépense subventionnée (Anah):	17 239,00 €
Montant total des travaux (TTC) Montant total des aides : *primes et subventions, tous partenaires*	18 963,00 € 12 619,00 € *(67% de la dépense TTC)*
Détail des subventions et primes	
Subvention Anah Subvention CAPG	8 619,00 € 4 000,00 €

Réf dossier OPAH "Pays de Grasse" 2022-2027 - PO n°156	**PO - Autonomie DEDOLE Danièle**
Adresse du logement subventionné :	2 avenue Henri Benard 06550 LA-ROQUETTE-SUR-SIAGNE
Nature des travaux :	Travaux d'autonomie : Adaptation salle de bain et WC
Montant total des travaux (HT) :	6 127,00 €
Montant de la dépense subventionnée (Anah):	6 127,00 €
Montant total des travaux (TTC) Montant total des aides : *primes et subventions, tous partenaires*	6 739,00 € 4 901,00 € *(73% de la dépense TTC)*
Détail des subventions et primes	
Subvention Anah Subvention CAPG	3 063,00 € 1 838,00 €

Réf dossier OPAH "Pays de Grasse" 2022-2027 - PO n°157	**PO - Autonomie ZANOLA Mireille**

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DB2025_023-AU
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

Adresse du logement subventionné :	50 chemin des Capucins 06130 GRASSE
Nature des travaux :	Travaux d'autonomie : Adaptation salle de bain et WC, sécurisation accès loggia
Montant total des travaux (HT) :	11 529,00 €
Montant de la dépense subventionnée (Anah):	11 529,00 €
Montant total des travaux (TTC) Montant total des aides : *primes et subventions, tous partenaires*	12 661,00 € 12 661,00 € *(100% de la dépense TTC)*
Détail des subventions et primes	
Subvention Anah Subvention CAPG Région	8 070,00 € 3 438,00 € 1 153,00 €

Réf dossier OPAH "Pays de Grasse" 2022-2027 - PO n°158	**PO - Energie** **HERARD Karine**
Adresse du logement subventionné :	6 impasse de la Frayère 06530 PEYMEINADE
Nature des travaux :	Travaux d'énergie : Isolation murs intérieurs extérieurs, chauffe-eau, menuiseries VMC
Montant total des travaux (HT) :	71 025,00 €
Montant de la dépense subventionnée (Anah):	55 000,00 €
Montant total des travaux (TTC) Montant total des aides : *primes et subventions, tous partenaires*	75 157,00 € 53 750,00 € *(72% de la dépense TTC)*
Détail des subventions et primes	
Subvention Anah Assistance à Maitrise d'Ouvrage Subvention CAPG Région Prime Région	44 000,00 € 2 000,00 € 2 500,00 € 1 250,00 € 4 000,00 €

Réf dossier OPAH "Pays de Grasse" 2022-2027 - PO n°159	**PO - Energie** **FUSARO Isabelle**
Adresse du logement subventionné :	800 route de Saint Jacques 06810 AURIBEAU-SUR-SIAGNE
Nature des travaux :	Travaux d'énergie : Isolation murs, planchers, toiture en rampant, remplacement des menuiseries
Montant total des travaux (HT) :	73 825,00 €
Montant de la dépense subventionnée (Anah):	55 000,00 €
Montant total des travaux (TTC) Montant total des aides : *primes et subventions, tous partenaires*	77 885,00 € 53 750,00 € *(69% de la dépense TTC)*
Détail des subventions et primes	
Subvention Anah Assistance à Maitrise d'Ouvrage	44 000,00 € 2 000,00 €

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DB2025_023-AU
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

Subvention CAPG	2 500,00 €
Région	1 250,00 €
Prime Région	4 000,00 €

Réf dossier OPAH "Pays de Grasse" 2022-2027 - PO n°160	**PO - Autonomie BAYLON Lucien**
Adresse du logement subventionné :	7 allée Claude Monet 06530 PEYMEINADE
Nature des travaux :	Travaux d'autonomie : Adaptation salle de bain
Montant total des travaux (HT) :	5 964,00 €
Montant de la dépense subventionnée (Anah):	5 964,00 €
Montant total des travaux (TTC) Montant total des aides : *primes et subventions, tous partenaires*	5 900,00 € 4 891,00 € *(83% de la dépense TTC)*
Détail des subventions et primes	
Subvention Anah Assistance à Maitrise d'Ouvrage Subvention CAPG	2 682,00 € 600,00 € 1 609,00 €

Réf dossier OPAH "Pays de Grasse" 2022-2027 - PO n°161	**PO - Autonomie GONZALEZ Nicole**
Adresse du logement subventionné :	15 chemin du Suye 06530 PEYMEINADE
Nature des travaux :	Travaux d'autonomie : Adaptation salle de bain et sécurisation accès
Montant total des travaux (HT) :	13 589,00 €
Montant de la dépense subventionnée (Anah):	13 589,00 €
Montant total des travaux (TTC) Montant total des aides : *primes et subventions, tous partenaires*	13 817,00 € 13 817,00 € *(100% de la dépense TTC)*
Détail des subventions et primes	
Subvention Anah Assistance à Maitrise d'Ouvrage Subvention CAPG Région	9 092,00 € 600,00 € 2 826,00 € 1 299,00 €

Pour rappel, et conformément aux règles d'application des aides de la communauté d'agglomération définies par délibération n°2022_155 du 22 septembre 2022, les "*aides de la CAPG pour les travaux d'autonomie sont mobilisables si, après accord de tous les financeurs publics et privés, il demeure un reste à charge pour le propriétaire aux ressources modestes ou très modestes (sur montant des travaux TTC).*" Aussi, les aides aux travaux pour l'autonomie indiquées ci-avant pourront être amenées à évoluer au regard des aides "Autres partenaires" non connues à ce jour.

AR Prefecture

006-200039857-20250403-DB2025_023-AU
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

Après avoir délibéré et procédé au vote, le bureau communautaire l'unanimité **DECIDE** :

- **D'ATTRIBUER** dans le cadre établi par les conventions d'opérations programmées pour la période 2022–2027 et par la présente décision, les aides de la Communauté d'agglomération pour un montant global de **47 634,00 €**, et les aides de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur pour un montant total de **21 804,00 €**, aux propriétaires cités ci-avant ;

- **D'AUTORISER** Monsieur le Président ou son représentant à procéder aux versements des subventions de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse, et à faire l'avance de la part régionale, pour les dossiers cités ci-avant, sur présentation des factures acquittées ;

- **DE DIRE** que les crédits correspondants seront inscrits aux budgets 2025 et suivants au chapitre 204, article 20422 et chapitre 27, article 27632 ;

- **D'AUTORISER** Monsieur le Président ou son représentant à signer tous les actes ou documents nécessaires à l'octroi de la subvention ;

- **DE SOLLICITER** du Conseil régional Provence-Alpes-Côte d'Azur, le remboursement de sa participation apportée au titre des opérations programmées pour la période 2022-2027, conformément aux conventions de financement établies entre la Région et la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse.

Fait à Grasse, les jours, mois et an que dessus.
Pour extrait certifié conforme,

Acte rendu exécutoire après dépôt en préfecture et publié le

15 AVR. 2025

Le Président

Jérôme VIAUD
Maire de Grasse
Vice-président du Conseil départemental
des Alpes-Maritimes

AR Prefecture

006-200039857-20250403-DB2025_023-AU
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DB2025_024-AU
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

pays de Grasse
communauté d'agglomération

REPUBLIQUE FRANÇAISE
DEPARTEMENT
DES ALPES-MARITIMES

EXTRAIT DU REGISTRE DES DECISIONS
DU BUREAU COMMUNAUTAIRE DE LA
COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
DU PAYS DE GRASSE

SEANCE DU JEUDI 03 AVRIL 2025

Décision n°DB2025_024 : Commune de Caille - Clôture de l'opération - Rénovation de l'éclairage public

---

Date de la convocation : 27/03/2025

L'an deux mille vingt-cinq et le trois avril à dix heures, le bureau communautaire de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse, dûment convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, au siège sis 57 avenue Pierre Sémard à Grasse, sous la présidence de Jérôme VIAUD, Maire de Grasse et Vice-président du Conseil départemental des Alpes-Maritimes.

NOMBRE DE MEMBRES DU BUREAU EN EXERCICE : 25

PRESENTS : Jérôme VIAUD, Raymond ALBIS, Pierre ASCHIERI, Claude BOMPAR, Pierre BORNET, Gérard BOUCHARD, Dominique BOURRET, Marino CASSEZ, Raoul CASTEL, Claude CEPPI, Henri CHIRIS, Yves FUNEL, Marie-Louise GOURDON, Jean-Marc MACARIO, Ismaël OGEZ, Michèle PAGANIN, Gilles RONDONI, Bernard ROUX, Philippe SAINTE-ROSE FANCHINE, Ludovic SANCHEZ, Florence SIMON, Christian ZEDET.

ARRIVÉE EN COURS DE SEANCE : Florence SIMON après le vote des décisions de bureau.

PROCURATION : Jean-Louis CONIL à Marino CASSEZ.

ABSENTS : Claude SERRA, David VARRONE.

AR Prefecture

006-200039857-20250403-DB2025_024-AU
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

BUREAU COMMUNAUTAIRE	DECISION
DU 03 AVRIL 2025	N°DB2025_024
RAPPORTEUR : Monsieur le Président	

DELEGATION DE MAITRISE D'OUVRAGE

Commune de Caille - Clôture de l'opération
Rénovation de l'éclairage public

SYNTHESE

L'opération de rénovation de l'éclairage public de la commune de Caille, dont la maîtrise d'ouvrage avait été déléguée à la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse, est aujourd'hui financièrement achevée. Il convient donc d'en adopter le plan de financement définitif et de clôturer cette opération.

Monsieur le Président expose au bureau communautaire :

Vu la délibération n° 26/22 en date du 20 mai 2022 par laquelle le conseil municipal de la commune de Caille a souhaité confier à la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse, le projet de rénovation de l'éclairage public ;

Vu la délibération n°32/22 en date du 29 juillet 2022 par laquelle le conseil municipal de la commune de Caille a adopté le plan de financement de l'opération ;

Vu la délibération n°DL2022_146 du 22 septembre 2022 par laquelle le conseil communautaire de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse a délégué au bureau communautaire certaines de ses attributions conformément à l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération n°42/22 en date du 09 décembre 2022 par laquelle le conseil municipal de la commune de Caille a pris acte du changement d'attributaire de la subvention du Département pour la réfection de l'éclairage public ;

Vu la décision n° DB2022_053 en date du 08 septembre 2022 de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse par laquelle le bureau communautaire a accepté la délégation de maîtrise d'ouvrage des travaux de rénovation de l'éclairage public de la commune de Caille ;

Vu la décision n° DB2023_005 en date du 26 janvier 2023 de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse par laquelle le bureau communautaire a accepté l'avenant n°1 à la convention de délégation de maîtrise d'ouvrage ainsi que la récupération des fonds versés par le département dont la commune est attributaire ;

Vu la convention de délégation de maîtrise d'ouvrage signée entre la commune de Caille et la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse en date du 09 septembre 2022 ;

Considérant que cette opération de délégation de maîtrise d'ouvrage est aujourd'hui financièrement terminée ;
Considérant que le plan de de financement définitif se présente donc ainsi qu'il suit :

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DB2025_024-AU
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

Dépenses TTC : 52 501.78 €

Recettes TTC :

- Subvention Conseil Départemental : ..... 21 875.74 €
- Subvention Etat – DREAL : ..... 13 125.44 €
- Part communale : ..... 17 500.60 €

---

52 501.78 €

Considérant par ailleurs, que les frais de délégation de maîtrise d'ouvrage représentant la rémunération de la mission de délégation, s'élèvent à 1 312.54 € à la charge de la commune et ont d'ores et déjà été payés ;

Après avoir délibéré et procédé au vote, le bureau communautaire à l'unanimité **DECIDE** :

- **DE VALIDER** le plan de financement définitif de l'opération selon la fiche financière détaillée jointe en annexe ;
- **DE CLOTURER** cette opération.

Fait à Grasse, les jours, mois et an que dessus.
Pour extrait certifié conforme,

Acte rendu exécutoire après dépôt en préfecture et publié le

15 AVR. 2025

Le Président

Jérôme VIAUD
Maire de Grasse
Vice-président du Conseil départemental
des Alpes-Maritimes

AR Prefecture

006-200039857-20250403-DB2025_024-AU
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

Projet Quitus en cours
AR Prefecture
006-200039857-20250403-DB2025_024-AU
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

RENOVATION ECLAIRAGE PUBLIC - CAILLE

SITUATION FINANCIERE AU 12/03/25

4581038

Montant travaux HT	**46 000,00 €**
TVA	9 200,00 €
Montant Initial du projet TTC	**55 200,00 €**

BUDGET PREVISIONNEL 80%

DREAL (commune)	**13 800,00 €**	30%	Accordé
CD 06 (commune)	**23 000,00 €**	50%	Accordé le 03/03/23
Part communale HT	9 200,00 €		
TVA	9 200,00 €		
TOTAL part communale	**18 400,00 €**		
TOTAL	**55 200,00 €**		

Recettes:	**Perçues**	**Attendues :**
DREAL (commune)	13 125,44 €	13 125,44 €
CD 06 (commune)	21 875,74 €	21 875,74 €
Part communale HT	17 500,60 €	8 750,30 €
TVA	0,00 €	8 750,30 €
TOTAL part communale	17 500,60 €	17 500,60 €
TOTAL	0,00 €	52 501,78 €

Avenant 1 Eiffage: 28 septembre 2023	
Montant travaux HT	**43 751,48 €**
TVA	8 750,30 €
Montant Initial du projet TTC	**52 501,78 €**

B 258 / T 2700

Nvx frais DMOA au 17/07/24	1 312,54 €	AC24-00184
Frais DMOA	1 380,00 €	

Reste sur opération HT	**2 248,53 €**
Reste sur opération TTC	**2 698,23 €**

		MONTANT DES MARCHES + TO - TTC	MONTANT Avenants TTC au 12/03/25	MONTANT Marché + Avenant HT	MONTANT Marché + Avenant TTC	MONTANT REGLE HT 12/03/2025	MONTANT REGLE TTC 12/03/2025	Bordereau/ Mandat - Date paiement	RESTE A REGLER TTC AU 12/03/2025
TRAVAUX	EIFFAGE ENERGIE	51 516,41 €	985,36 €	43 751,48 €	52 501,77 €	43 751,48 €	52 501,78 €		-0,01 €
		51 516,41 €	**985,36 €**	**43 751,48 €**	**52 501,77 €**	**43 751,48 €**	**52 501,78 €**		**-0,01 €**

Montant engagé TTC	**52 501,77 €**
Montant engagé HT	**43 751,47 €**

Montant DEPENSES au	**12/03/2025**	**52 501,78 €**
Montant RECETTES au	**12/03/2025**	**52 501,78 €**

Solde au 12/03/2025 ..... 0,00 €

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DB2025_025-AU
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

Pays de Grasse
communauté d'agglomération

REPUBLIQUE FRANÇAISE
DEPARTEMENT
DES ALPES-MARITIMES

EXTRAIT DU REGISTRE DES DECISIONS
DU BUREAU COMMUNAUTAIRE DE LA
COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
DU PAYS DE GRASSE

SEANCE DU JEUDI 03 AVRIL 2025

Décision n°DB2025_025 : Commune des Mujouls - Clôture de l'opération - Travaux divers sur le bâtiment de la mairie et abords de la chapelle Sainte-Marthe

---

Date de la convocation : 27/03/2025

L'an deux mille vingt-cinq et le trois avril à dix heures, le bureau communautaire de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse, dûment convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, au siège sis 57 avenue Pierre Sémard à Grasse, sous la présidence de Jérôme VIAUD, Maire de Grasse et Vice-président du Conseil départemental des Alpes-Maritimes.

NOMBRE DE MEMBRES DU BUREAU EN EXERCICE : 25

PRESENTS : Jérôme VIAUD, Raymond ALBIS, Pierre ASCHIERI, Claude BOMPAR, Pierre BORNET, Gérard BOUCHARD, Dominique BOURRET, Marino CASSEZ, Raoul CASTEL, Claude CEPPI, Henri CHIRIS, Yves FUNEL, Marie-Louise GOURDON, Jean-Marc MACARIO, Ismaël OGEZ, Michèle PAGANIN, Gilles RONDONI, Bernard ROUX, Philippe SAINTE-ROSE FANCHINE, Ludovic SANCHEZ, Florence SIMON, Christian ZEDET.

ARRIVÉE EN COURS DE SEANCE : Florence SIMON après le vote des décisions de bureau.

PROCURATION : Jean-Louis CONIL à Marino CASSEZ.

ABSENTS : Claude SERRA, David VARRONE.

AR Prefecture

006-200039857-20250403-DB2025_025-AU
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

BUREAU COMMUNAUTAIRE	DECISION
DU 03 AVRIL 2025	N°DB2025_025
RAPPORTEUR : Monsieur le Président	

DELEGATION DE MAITRISE D'OUVRAGE

Commune des Mujouls - Clôture de l'opération
Travaux divers sur le bâtiment de la mairie
et abords de la chapelle Sainte-Marthe

SYNTHESE

L'opération de divers travaux sur le bâtiment de la mairie et sur les abords de la chapelle Sainte-Marthe de la commune des Mujouls, dont la maîtrise d'ouvrage avait été déléguée à la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse, est aujourd'hui financièrement achevée. Il convient donc d'en adopter le plan de financement définitif et de clôturer cette opération.

Monsieur le Président expose au bureau communautaire :

Vu la délibération n° D_2021_06_05 en date du 26 juin 2021 par laquelle le conseil municipal de la Commune de Les Mujouls a décidé de déléguer la maîtrise d'ouvrage de divers travaux sur le bâtiment de la mairie ainsi que sur les abords de la chapelle Sainte-Marthe à la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse qui l'a acceptée par décision du bureau communautaire n° DB2021_053 en date du 09 septembre 2021 ;

Vu la délibération n° DL2022_146 du 22 septembre 2022 par laquelle le conseil communautaire de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse a délégué au bureau communautaire certaines de ses attributions conformément à l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;

Considérant que cette opération de délégation de maîtrise d'ouvrage est aujourd'hui financièrement terminée ;

Considérant que le plan de de financement définitif se présente donc ainsi qu'il suit :

Dépenses TTC : 75 220.00 €

Recettes TTC :

- Conseil Départemental – Dotation Cantonale 2021 : ... 50 146.66 €
- Part communale : ..... 25 073.34 €

75 220.00 €

Considérant que par ailleurs, les frais de délégation de maîtrise d'ouvrage, représentant la rémunération de la mission de délégation, s'élèvent à 1 880.50 € à la charge de la commune et ont d'ores et déjà été réglés ;

AR Prefecture

006-200039857-20250403-DB2025_025-AU
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

Après avoir délibéré et procédé au vote, le bureau communautaire à l'unanimité **DECIDE** :

- **DE VALIDER** le plan de financement définitif de l'opération selon la fiche financière détaillée jointe en annexe ;

- **DE CLOTURER** cette opération.

Fait à Grasse, les jours, mois et an que dessus.
Pour extrait certifié conforme,

Acte rendu exécutoire après dépôt en préfecture et publié le

15 AVR. 2025

Le Président

Jérôme VIAUD
Maire de Grasse
Vice-président du Conseil départemental
des Alpes-Maritimes

AR Prefecture

006-200039857-20250403-DB2025_025-AU
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DB2025_025-AU
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

QU TUS en cours

COMMUNE DES MUJOULS
TRAVAUX MAIRIE
SITUATION FINANCIERE AU 12/03/25

4581032

		Délib CC
Montant Initial du Projet HT	**63 880,00**	
TVA	12 776,00	
Montant Initial du Projet TTC	**76 656,00**	98,13%
Montant FINANCEMENT PREVISIONNEL		80,00%
Département - dot cantonale 2021	51 104,00 €	
Part Communale	25 552,00 €	
Total	**76 656,00 €**	

Montant RECETTES au 12/03/25

CD 06	50 146,66 €
Acompte part communale	25 073,34 €
Total recettes	75 220,00 €

Reste HT sur projet	71,67 €
Reste TTC sur projet	86,00 €

FRAIS DE DMO 3%	1 914,25 €
NVX FRAIS DE DMO AU 12/07/24	**1 880,50 €**

MONTANT DES MARCHES TTC			MONTANT Avenants TTC	MONTANT Marché + Avenant HT	MONTANT Marché + Avenant TTC	MONTANT REGLE TTC	Bord/mandat Date paiement	RESTE A REGLER TTC AU 12/03/2025
TOITURES DU SOLEIL		44 334,40 €		36 945,33 €	44 334,40 €	44 334,40 €		0,00 €
SRC BAT	Auvent	4 430,40 €		3 692,00 €	4 430,40 €	4 430,40 €		0,00 €
SRC BAT	Maçonnerie	6 703,20 €		5 586,00 €	6 703,20 €	6 703,20 €		0,00 €
AZUR SYSTEME SOLAIRE	Panneaux photovoltaiques			15 785,00 €	18 942,00 €	18 942,00 €	556/5209 - 27/10/23	0,00 €
DEKRA	CT et vérif élec			1 800,00 €	2 160,00 €	810,00 €	22/234 - 24/01/23	0,00 €
55 468,00 €				**63 808,33 €**	**76 570,00 €**	**75 220,00 €**		**0,00 €**

Montant global engagé HT	**63 808,33 €**
Montant global engagé TTC	**76 570,00 €**

Montant DEPENSES Réalisées au 12/03/2025	.....	**75 220,00 €**
Montant RECETTES Réalisées au 12/03/2025	.....	**75 220,00 €**
Solde au 12/03/2025	.....	**0,00 €**

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DB2025_026-AU
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

pays de Grasse
communauté d'agglomération

REPUBLIQUE FRANÇAISE
DEPARTEMENT
DES ALPES-MARITIMES

EXTRAIT DU REGISTRE DES DECISIONS DU BUREAU COMMUNAUTAIRE DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DU PAYS DE GRASSE

SEANCE DU JEUDI 03 AVRIL 2025

Décision n°DB2025_026 : Commune de Valderoure - Clôture de l'opération Réfection des chemins du Reyal et de La Ferrière

---

Date de la convocation : 27/03/2025

L'an deux mille vingt-cinq et le trois avril à dix heures, le bureau communautaire de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse, dûment convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, au siège sis 57 avenue Pierre Sémard à Grasse, sous la présidence de Jérôme VIAUD, Maire de Grasse et Vice-président du Conseil départemental des Alpes-Maritimes.

NOMBRE DE MEMBRES DU BUREAU EN EXERCICE : 25

PRESENTS : Jérôme VIAUD, Raymond ALBIS, Pierre ASCHIERI, Claude BOMPAR, Pierre BORNET, Gérard BOUCHARD, Dominique BOURRET, Marino CASSEZ, Raoul CASTEL, Claude CEPPI, Henri CHIRIS, Yves FUNEL, Marie-Louise GOURDON, Jean-Marc MACARIO, Ismaël OGEZ, Michèle PAGANIN, Gilles RONDONI, Bernard ROUX, Philippe SAINTE-ROSE FANCHINE, Ludovic SANCHEZ, Florence SIMON, Christian ZEDET.

ARRIVÉE EN COURS DE SEANCE : Florence SIMON après le vote des décisions de bureau.

PROCURATION : Jean-Louis CONIL à Marino CASSEZ.

ABSENTS : Claude SERRA, David VARRONE.

AR Prefecture

006-200039857-20250403-DB2025_026-AU
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

BUREAU COMMUNAUTAIRE	DECISION
DU 03 AVRIL 2025	N°DB2025_026
RAPPORTEUR : Monsieur le Président	

DELEGATION DE MAITRISE D'OUVRAGE

Commune de Valderoure - Clôture de l'opération
Réfection des chemins du Reyal et de La Ferrière

SYNTHESE

L'opération de réfection des chemins du Reyal et de La Ferrière de la commune de Valderoure, dont la maîtrise d'ouvrage avait été déléguée à la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse, est aujourd'hui financièrement achevée. Il convient donc d'en adopter le plan de financement définitif et de clôturer cette opération.

Monsieur le Président expose au bureau communautaire :

Vu la délibération n° DL2022_146 du 22 septembre 2022 par laquelle le conseil communautaire de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse a délégué au bureau communautaire certaines de ses attributions conformément à l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération n° 202324 en date du 12 avril 2023 par laquelle le conseil municipal de la Commune de Valderoure a décidé de déléguer la maîtrise d'ouvrage des travaux de réfection des chemins du Reyal et de La Ferrière à la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse qui l'a acceptée par décision du bureau communautaire n° DB2023_031 en date du 06 avril 2023 ;

Considérant que cette opération de délégation de maîtrise d'ouvrage est aujourd'hui financièrement terminée ;

Considérant que le plan de de financement définitif se présente ainsi qu'il suit :

Dépenses TTC : **69 818.40 €**

Recettes TTC :

- Subvention Conseil Départemental : ..... 46 458.00 €
- Part communale : ..... 23 360.40 €

---

69 818.40 €

Considérant que par ailleurs, les frais de délégation de maîtrise d'ouvrage, représentant la rémunération de la mission de délégation, s'élèvent à 1 745.46 € à la charge de la commune et ont d'ores et déjà été réglés ;

AR Prefecture

006-200039857-20250403-DB2025_026-AU
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

Après avoir délibéré et procédé au vote, le bureau communautaire à l'unanimité **DECIDE** :

- **DE VALIDER** le plan de financement définitif de l'opération selon la fiche financière détaillée jointe en annexe ;

- **DE CLOTURER** cette opération.

Fait à Grasse, les jours, mois et an que dessus.
Pour extrait certifié conforme,

Acte rendu exécutoire après dépôt en préfecture et publié le

15 AVR. 2025

Le Président

Jérôme VIAUD
Maire de Grasse
Vice-président du Conseil départemental
des Alpes-Maritimes

AR Prefecture

006-200039857-20250403-DB2025_026-AU
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

Quitus en cours
AR Prefecture
006-200039857-20250403-DB2025_026-AU
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

VALDEROURE - CHEMIN DU REYAL ET CHEMIN DE LA FERRIERE
SITUATION FINANCIERE AU 12/03/25

4581047

			MONTANT DES MARCHES + TO - TTC	MONTANT Avenants TTC au 12/03/25	MONTANT Marché + Avenant HT	MONTANT Marché + Avenant TTC	MONTANT REGLE HT 12/03/2025	MONTANT REGLE TTC 12/03/2025	Bordereau/ Mandat Date paiement	RESTE A REGLER TTC AU 12/03/2025
TRAVAUX	EIFFAGE		69 818,40 €			69 818,40 €	58 182,00 €	69 818,40 €		0,00 €
			69 818,40 €	**0,00 €**		**69 818,40 €**	**58 182,00 €**	**69 818,40 €**		**0,00 €**
Montant engagé TTC				**69 818,40 €**						
Montant engagé HT				**58 182,00 €**						

Montant tra... HT **5... €** **47 5...,00 €**
TVA 11 696,00 €
Montant Initial du projet TTC **70 176,00 €**

BUDGET PREVISIONNEL

CD 06 - DOTATION CANTONALE	**46 458,00 €**	79,44% Accordée
Part communale HT	12 022,00 €	
TVA	11 696,00 €	
TOTAL part communale	**23 718,00 €**	
TOTAL	**70 176,00 €**	

RECETTES

CD 06 - DOTATION CANTONALE	46 458,00 €	80%
Part communale HT	11 724,00 €	20%
TVA	11 636,40 €	
TOTAL part communale	23 360,40 €	
TOTAL	69 818,40 €	

B285/T2899 - 15/01/2025	AC24-00205
Frais DMOA réels	1 745,46 €
Frais DMOA prévisionnels	1 754,40 €
Reste sur opération HT	**298,00 €**
Reste sur opération TTC	**357,60 €**

Montant DEPENSES au 12/03/2025 **69 818,40 €**
Montant RECETTES au 12/03/2025 **69 818,40 €**

Solde au 12/03/2025 ..... **0,00 €**

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DB2025_027-AU
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

Pays de Grasse
communauté d'agglomération

REPUBLIQUE FRANÇAISE
DEPARTEMENT
DES ALPES-MARITIMES

EXTRAIT DU REGISTRE DES DECISIONS
DU BUREAU COMMUNAUTAIRE DE LA
COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
DU PAYS DE GRASSE

SEANCE DU JEUDI 03 AVRIL 2025

Décision n°DB2025_027 : Rénovation d'un bâtiment communal (Gîte touristique) Phase opérationnelle - Commune de Saint-Auban - Avenant n°1 à la convention de délégation de maîtrise d'ouvrage

---

Date de la convocation : 27/03/2025

L'an deux mille vingt-cinq et le trois avril à dix heures, le bureau communautaire de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse, dûment convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, au siège sis 57 avenue Pierre Sémard à Grasse, sous la présidence de Jérôme VIAUD, Maire de Grasse et Vice-président du Conseil départemental des Alpes-Maritimes.

NOMBRE DE MEMBRES DU BUREAU EN EXERCICE : 25

PRESENTS : Jérôme VIAUD, Raymond ALBIS, Pierre ASCHIERI, Claude BOMPAR, Pierre BORNET, Gérard BOUCHARD, Dominique BOURRET, Marino CASSEZ, Raoul CASTEL, Claude CEPPI, Henri CHIRIS, Yves FUNEL, Marie-Louise GOURDON, Jean-Marc MACARIO, Ismaël OGEZ, Michèle PAGANIN, Gilles RONDONI, Bernard ROUX, Philippe SAINTE-ROSE FANCHINE, Ludovic SANCHEZ, Florence SIMON, Christian ZEDET.

ARRIVÉE EN COURS DE SEANCE : Florence SIMON après le vote des décisions de bureau.

PROCURATION : Jean-Louis CONIL à Marino CASSEZ.

ABSENTS : Claude SERRA, David VARRONE.

AR Prefecture

006-200039857-20250403-DB2025_027-AU
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

BUREAU COMMUNAUTAIRE	**DECISION**
DU 03 AVRIL 2025	**N°DB2025_027**
RAPPORTEUR : Monsieur le Président	

DELEGATION DE MAITRISE D'OUVRAGE

Rénovation d'un bâtiment communal (Gîte touristique)
Phase opérationnelle
Commune de Saint-Auban
-
Avenant n°1 à la convention de délégation de maîtrise d'ouvrage

SYNTHESE

Dans le cadre du projet de rénovation du gîte touristique communal de Saint-Auban, dont la maîtrise d'ouvrage a été déléguée à la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse, il convient d'approuver un nouveau plan de financement, à l'issue de la phase APD, pour un montant de 1 045 500 € HT. Le but est de procéder à la recherche de financements extérieurs sur l'intégralité des travaux.

Monsieur le Président expose au bureau communautaire :

Vu la délibération en date du 7 mai 2022 par laquelle la commune de Saint-Auban a décidé de déléguer la maîtrise d'ouvrage, à la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse, des deux phases de l'opération portant sur la rénovation du gite communal ;

Vu la décision n° DB2022_046 en date du 30 juin 2022 par laquelle la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse accepte la délégation de maîtrise d'ouvrage, ainsi que le plan de financement prévisionnel de la phase 1 de l'opération portant sur l'étude de faisabilité de la rénovation du gite communal ;

Vu la délibération n° DL2022_146 du 22 septembre 2022 par laquelle le conseil communautaire de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse a délégué au bureau communautaire certaines de ses attributions conformément à l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération en date du 30 septembre 2023 par laquelle la commune de Saint-Auban prend acte de la fin de la phase 1, étude de faisabilité et opte pour le scénario le plus ambitieux ;

Vu la délibération en date du 1er mars 2025 par laquelle la commune de Saint-Auban accepte le nouveau plan de financement prévisionnel, uniquement dans le cadre de la recherche de financements, et approuve l'avenant à la convention de délégation de maitrise d'ouvrage ;

Vu la décision n° DB2024_015 en date du 22 février 2024 par laquelle la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse accepte la délégation de maîtrise d'ouvrage, ainsi que le plan de financement prévisionnel de la phase 2 de l'opération portant sur la rénovation du gite communal ;

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DB2025_027-AU
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

Considérant le montant prévisionnel de l'opération (phase opérationnelle) qui est estimé à **1 045 500** € HT soit **1 254 600** € TTC ;

Considérant que le nouveau plan de financement prévisionnel de l'opération s'établit comme suit :

Dépenses :

Travaux :	890 500 €
Maitrise d'œuvre et honoraires divers :	125 000 €
Aléas et dépenses annexes :	30 000 €
Montant HT du projet :	**1 045 500 €**
TVA 20% :	209 100 €
Montant TTC du projet :	**1 254 600 €**

Recettes :

Fonds vert :	331 000 €
Région « Nos communes d'abord »** :	100 000 €
Espace valéen :	405 400 €
Part communale (dont TVA* 219 100 €) :	418 200 €
Total :	**1 254 600 €**

* TVA en partie récupérable
** Subvention obtenue le 25/10/2024

Considérant que ce nouveau plan de financement est adopté sous réserve d'obtention des subventions et d'un nouveau bail commercial ;

Considérant que s'ajoutent à la part communale, les frais de maîtrise d'ouvrage déléguée : 3 % du montant HT des travaux exécutés, soit une estimation à 26 715 € (non soumis à TVA) ;

AR Prefecture

006-200039857-20250403-DB2025_027-AU
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

Après avoir délibéré et procédé au vote, le bureau communautaire à l'unanimité **DECIDE** :

- **D'ACCEPTER** la délégation de maîtrise d'ouvrage des travaux ci-dessus pour un montant de 1 254 600 € TTC, hors frais de délégation de maitrise d'ouvrage ;
- **D'ADOPTER** le nouveau plan de financement tel que présenté ci-dessus ;
- **DE DIRE** que les crédits seront inscrits au budget 2025 et suivants ;
- **D'AUTORISER** la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse à récupérer auprès de la commune les subventions dont la commune est attributaire ;
- **D'AUTORISER** Monsieur le Président, ou son représentant, à signer l'avenant n°1 à la convention de délégation de maîtrise d'ouvrage joint en annexe ;

Fait à Grasse, les jours, mois et an que dessus.
Pour extrait certifié conforme,

Acte rendu exécutoire après dépôt en préfecture et publié le
15 AVR. 2025

Le Président

Jérôme VIAUD
Maire de Grasse
Vice-président du Conseil départemental
des Alpes-Maritimes

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DB2025_027-AU
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

AVENANT N° 1

CONVENTION DE DELEGATION DE MAITRISE D'OUVRAGE

POUR L'OPERATION DE RENOVATION D'UN BATIMENT COMMUNAL (GÎTE TOURISTIQUE) – PHASE OPERATIONNELLE

Entre les soussignés :

❖ **Monsieur Claude CEPPI, Maire de Saint-Auban** agissant en vertu des pouvoirs qui lui ont été conférés par délibération en date du 1er mars 2025.

ci-après dénommé *« la Commune »,*

et

❖ **Monsieur Jérôme VIAUD, Président de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse,** agissant en vertu des pouvoirs qui lui ont été conférés par décision en date du ;

ci-après dénommé *« la Communauté d'agglomération »,*

Il a été convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 – OBJET

Suite à la réalisation de la phase APD par l'équipe de maîtrise d'œuvre et au choix de la commune de déposer des demandes de subventions sur le projet global, comprenant la rénovation du bâtiment principal, du bâtiment annexe et de l'assainissement non collectif, il convient d'augmenter le montant du programme.

Par ailleurs, une subvention Régionale – Nos Communes d'abord - d'un montant de 100 000.00 € a d'ores et déjà été obtenue.

Il est nécessaire de mettre à jour le plan de financement prévisionnel en fonction de ces éléments.

L'enveloppe financière prévisionnelle s'élève à **1 045 500 € HT**, soit **1 245 600 € TTC**.

Les frais de délégation de maitrise d'ouvrage de 3% sont estimés à 26 715.00 € (non soumis à TVA).

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DB2025_027-AU
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

ARTICLE 2 – ENVELOPPE FINANCIERE PREVISIONNELLE

Le nouveau plan de financement prévisionnel s'établit comme suit :

Dépenses :

Travaux :……	890 500 €
Maitrise d'œuvre et honoraires divers :……	125 000 €
Aléas et dépenses annexes :……	30 000 €
Montant HT du projet :……	**1 045 500 €**
TVA 20% :……	209 100 €
Montant TTC du projet :……	**1 254 600 €**

Recettes :

Fonds vert :……	331 000 €
Région « Nos communes d'abord »** :……	100 000 €
Espace valléen :……	405 400 €
Part communale (dont TVA* 209 100 €) :……	418 200 €
Total :……	**1 254 600 €**

* TVA en partie récupérable
** Subvention obtenue le 25/10/2024

Le présent avenant ne porte que sur la recherche de subventions.

La poursuite du projet (réalisation des travaux) est conditionnée par l'obtention des subventions, accord sur la participation financière du gérant privé dudit gite et l'élaboration d'un nouveau bail commercial.

Un nouvel avenant devra être réalisé pour le lancement des travaux après une nouvelle délibération du conseil municipal et après validation du plan de financement définitif du projet.

ARTICLE 3 – DISPOSITIONS DIVERSES

Les autres dispositions de la convention demeurent inchangées et applicables tant qu'elles ne sont pas contraires aux dispositions du présent avenant, et resteront en vigueur jusqu'à l'expiration la convention.

ARTICLE 4 – DATE D'EFFET DU PRESENT AVENANT

Le présent avenant prendra effet à compter de la signature des deux parties.

Fait à Grasse, le …….. 2025

Pour la Commune de Saint-auban	Pour la Communauté d'agglomération
Le MAIRE	Le PRESIDENT
Claude CEPPI	Jérôme VIAUD

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DB2025_028-AU
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

pays de Grasse
communauté d'agglomération

REPUBLIQUE FRANÇAISE
DEPARTEMENT
DES ALPES-MARITIMES

EXTRAIT DU REGISTRE DES DECISIONS
DU BUREAU COMMUNAUTAIRE DE LA
COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
DU PAYS DE GRASSE

SEANCE DU JEUDI 03 AVRIL 2025

Décision n°DB2025_028 : City Stade du Collet de Gasq - Commune de Saint-Vallier-de-Thiey

---

Date de la convocation : 27/03/2025

L'an deux mille vingt-cinq et le trois avril à dix heures, le bureau communautaire de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse, dûment convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, au siège sis 57 avenue Pierre Sémard à Grasse, sous la présidence de Jérôme VIAUD, Maire de Grasse et Vice-président du Conseil départemental des Alpes-Maritimes.

NOMBRE DE MEMBRES DU BUREAU EN EXERCICE : 25

PRESENTS : Jérôme VIAUD, Raymond ALBIS, Pierre ASCHIERI, Claude BOMPAR, Pierre BORNET, Gérard BOUCHARD, Dominique BOURRET, Marino CASSEZ, Raoul CASTEL, Claude CEPPI, Henri CHIRIS, Yves FUNEL, Marie-Louise GOURDON, Jean-Marc MACARIO, Ismaël OGEZ, Michèle PAGANIN, Gilles RONDONI, Bernard ROUX, Philippe SAINTE-ROSE FANCHINE, Ludovic SANCHEZ, Florence SIMON, Christian ZEDET.

ARRIVÉE EN COURS DE SEANCE : Florence SIMON après le vote des décisions de bureau.

PROCURATION : Jean-Louis CONIL à Marino CASSEZ.

ABSENTS : Claude SERRA, David VARRONE.

AR Prefecture

006-200039857-20250403-DB2025_028-AU
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

BUREAU COMMUNAUTAIRE	DECISION
DU 03 AVRIL 2025	N°DB2025_028
RAPPORTEUR : Monsieur le Président	

DELEGATION DE MAITRISE D'OUVRAGE

City Stade du Collet de Gasq
Commune de Saint-Vallier-de-Thiey

SYNTHESE

Dans le cadre de l'opération du city stade du Collet de Gasq, la commune de Saint-Vallier-de-Thiey souhaite déléguer la maîtrise d'ouvrage des travaux à la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse.
Il convient d'établir une convention de délégation de maîtrise d'ouvrage pour cette opération dont le montant s'élève à 102 248 € H.T.

Monsieur le Président expose au bureau communautaire :

Vu la délibération n° DL2022-146 du 22 septembre 2022 par laquelle le conseil communautaire a délégué au bureau communautaire certaines de ses attributions conformément à l'article L5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération en date du 14 mars 2025 par laquelle le conseil municipal de la commune de Saint-Vallier-de-Thiey a adopté le programme relatif au city stade situé à proximité de l'Ecole du Collet de Gasq et a décidé d'en déléguer la maitrise d'ouvrage à la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse ;

Considérant le montant prévisionnel de l'opération qui est estimé à 102 248 € HT soit 122 697,60 € TTC ;

Considérant que les dossiers de demande de subvention ont d'ores et déjà été déposés auprès des cofinanceurs par la commune ;

Considérant que le plan de financement prévisionnel de l'opération s'établit comme suit :

Dépenses :

Travaux :	97 248,00 €
Dépenses annexes/imprévus :	5 000,00 €
Montant HT du projet :	102 248,00 €
TVA 20% :.....	20 449,60 €
**Montant TTC du projet :.....	**122 697,60 €**

Recettes :

DETR 2025 (65%) :	66 461,20 €
CD06 (42%) :	15 030,46 €
Part communale HT :	20 756,34 €
TVA :	20 449,60 €

AR Prefecture

006-200039857-20250403-DB2025_028-AU
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

Total :..... 122 697,60 €

Considérant que s'ajoutent à la part communale, les frais de maîtrise d'ouvrage déléguée : 3 % du montant HT des travaux exécutés, soit une estimation à 3 067,44 € (non soumis à TVA) ;

Après avoir délibéré et procédé au vote, le bureau communautaire à l'unanimité **DECIDE** :

- **D'ACCEPTER** la délégation de maîtrise d'ouvrage des travaux ci-dessus pour un montant de 122 697,60 € TTC, hors frais de délégation de maitrise d'ouvrage ;
- **D'ADOPTER** le plan de financement tel que présenté ci-dessus ;
- **DE DIRE** que les crédits seront inscrits au budget 2025 et suivants ;
- **D'AUTORISER** la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse à récupérer auprès de la commune, les subventions de l'Etat et du Département dont la commune est attributaire ;
- **D'AUTORISER** Monsieur le Président, ou son représentant, à signer la convention de délégation de maîtrise d'ouvrage jointe en annexe ;
- **D'AUTORISER** Monsieur le Président, ou son représentant, à signer les marchés, les avenants de transfert des marchés passés par la commune, les bons de commande ainsi que tous les documents afférents à ce programme.

Fait à Grasse, les jours, mois et an que dessus.
Pour extrait certifié conforme,

Acte rendu exécutoire après dépôt en préfecture et publié le

15 AVR. 2025

Le Président

Jérôme VIAUD
Maire de Grasse
Vice-président du Conseil départemental
des Alpes-Maritimes

AR Prefecture

006-200039857-20250403-DB2025_028-AU
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DB2025_028-AU
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DU PAYS DE GRASSE

57 AVENUE PIERRE SEMARD
06131 GRASSE CEDEX

CONVENTION DE DELEGATION DE MAÎTRISE D'OUVRAGE

Entre les soussignés :

❖ **Monsieur Jean-Marc DELIA, Maire de Saint-Vallier-de-Thiey** agissant en vertu des pouvoirs qui lui ont été conférés par délibération en date du 14 mars 2025.

ci-après dénommé *« la Commune »,*

et

❖ **Monsieur Jérôme VIAUD, Président de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse,** agissant en vertu des pouvoirs qui lui ont été conférés par décision en date du xxxxxxxxxxxxxx.

ci-après dénommé *« la Communauté d'agglomération »,*

Il a été convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 – OBJET

Par délibération en date du 14 mars 2025 **la commune de Saint-Vallier-de-Thiey** a décidé de confier la Maîtrise d'Ouvrage à la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse, pour la réalisation du programme ci-après :

EQUIPEMENT SPORTIF A L'ECOLE COMMUNALE COLLET DE GASQ

dont l'enveloppe financière prévisionnelle s'élève à la somme de **102 248 € HT (CENT DEUX MILLE DEUX CENT QUARANTE HUIT EUROS HT)**, soit **122 697,60 € TTC (CENT VINGT DEUX MILLE SIX CENT QUATRE VINGT DIX SEPT EUROS ET SOIXANTE CENTIMES TTC)**, hors frais de délégation de maîtrise d'ouvrage, estimés à 3 067,44 €, non soumis à TVA.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DB2025_028-AU
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

Par décision en date du XX XXX 2025, le bureau communautaire a accepté la **délégation de Maîtrise d'Ouvrage**.

La présente convention a pour objet de définir le cadre et les modalités administratives et financières de cette délégation.

ARTICLE 2 – MISSION DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DU PAYS DE GRASSE

La mission de la *Communauté d'agglomération* porte sur les éléments suivants :

- Établissement du plan de financement prévisionnel de l'opération ;
- Préparation du choix des différents intervenants ;
- Signature et gestion des Marchés de Travaux,
  Versement de la rémunération des entreprises,
  Réception des Travaux ;
- Suivi de chantier, présence aux réunions hebdomadaires ;
- Gestion, administrative, financière et comptable de l'opération.

ARTICLE 3 – ENVELOPPE FINANCIERE PREVISIONNELLE

L'enveloppe financière prévisionnelle est le **montant figurant à l'article 1 de la Convention**, délégant la Maîtrise d'Ouvrage à la *Communauté d'agglomération*, celle-ci s'engageant à réaliser cette opération dans le respect de cette enveloppe financière prévisionnelle.

Dans le cas où, au cours de la mission, *la Communauté d'agglomération* se verrait contraint de dépasser l'enveloppe financière, elle devra au préalable obtenir l'accord de *la Commune,* un avenant à la présente convention devra être conclu à cet effet.

Il en est de même si *la Commune* estimait nécessaire d'apporter des modifications au programme ou à l'enveloppe financière prévisionnelle.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DB2025_028-AU
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

ARTICLE 4 – MODE DE FINANCEMENT

4.1 Financement

Le financement de l'opération sera assuré par *la Communauté d'agglomération* à compter de la date de signature de la convention et suivant **le plan de financement prévisionnel** qui sera établi après l'obtention des diverses subventions et qui permettra de déterminer le montant de la part restant in fine à la charge de *la Commune*.

4.2 Plan de financement

Le plan de financement prévisionnel est le suivant :

Dépenses :

Réalisation de l'équipement sportif :	102 248 €
Imprévus, frais divers :.....	5 000 €
Montant HT du projet :.....	**102 248 €**
TVA 20% :.....	20 449,60 €
Montant TTC du projet :.....	**122 697,60 €**

Recettes :

Etat - DETR (65%) :	66 461,20 €
Conseil départemental (42% du reste à charge) :.....	15 030,46 €
Part communale (dont TVA 20 449,60 €) :.....	41 205,94 €
Total :.....	**122 697,60 €**

4.3 Avances versées par la commune

Dans le mois suivant la signature de la présente convention, la CAPG pourra appeler à la Commune une avance d'un montant égal aux dépenses prévues pour les premiers mois de la mission telle qu'elles ressortent de l'échéancier prévisionnel qui sera établi entre la commune et la CAPG.

L'avance ainsi consentie sera réajustée périodiquement à l'occasion de chaque mise jour de l'échéancier prévisionnel des dépenses et recettes de telle sorte que l'avance corresponde aux besoins de trésorerie de la CAPG durant la période à venir jusqu'à la mise à jour suivante de l'échéancier et des prévisions de besoins en trésorerie.

4.4 Remboursement

Après recouvrement par *la Communauté d'agglomération* de la totalité des subventions dont bénéficie le programme, *la Commune* versera la part lui restant in fine à charge.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DB2025_028-AU
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

ARTICLE 5 – REMUNERATION DE LA DELEGATION

La Communauté d'agglomération percevra pour ce projet, selon sa complexité et l'étendue de la mission confiée, une rémunération de délégation de maîtrise d'ouvrage calculée comme suit :

Montant HT X 3 %

Et versée à la fin de l'intervention et après accomplissement des formalités prévues à l'article 8.

ARTICLE 6 – CONTROLE FINANCIER ET COMPTABLE

6-1 – *La Commune* et ses agents pourront demander à tout moment à la *Communauté d'agglomération*, la communication de toutes les pièces et contrats concernant l'opération.

6-2 – Pendant toute la durée de la Convention, *la Communauté d'agglomération* communiquera régulièrement à *la Commune* un **bilan financier prévisionnel actualisé de l'opération** précisant les recettes et les dépenses restant à intervenir et les besoins en trésorerie correspondants.

Si nécessaire, *la Communauté d'agglomération* devra présenter toutes propositions pour les éventuelles décisions à prendre par *la Commune*, pour permettre la poursuite de l'opération dans de bonnes conditions, a fortiori si ces propositions conduisent à remettre en cause le programme, l'enveloppe financière prévisionnelle ou le plan de financement établi.

ARTICLE 7 – CONTROLE ADMINISTRATIF ET TECHNIQUE

7-1 – Règles de passation des contrats

La passation des contrats nécessaires à la réalisation de l'opération suivra les règles du **Code des Marchés Publics**. Les contrats seront signés par le **Président du Communauté d'agglomération**, après avis ou décision des divers bureaux, commission et jury, conformément aux dispositions du **C**ode des **M**archés **P**ublics.

7-2 – Procédure de contrôle administratif

La passation des contrats conclus par *la Communauté d'agglomération* reste soumise aux procédures de **contrôle de légalité**.

7-3 – Réception des ouvrages

La Communauté d'agglomération est tenue d'obtenir l'accord préalable de *la Commune* avant de prendre la décision de la réception de l'ouvrage.

La réception sera prononcée par le **Président de la Communauté d'agglomération**.

La réception emporte transfert à *la Commune* de la garde des ouvrages.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DB2025_028-AU
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

ARTICLE 8 – ACHEVEMENT DE LA MISSION

La mission de la *Communauté d'agglomération* prendra fin après exécution complète des procédures suivantes :

- Établissement du bilan général et définitif de l'opération,
- Régularisation comptable.

ARTICLE 9 – DUREE DE LA CONVENTION

La présente Convention prendra fin après achèvement de la mission, conformément à l'Article 8.

Fait à Grasse, le ……..

Pour la Commune de Saint-Vallier-de-Thiey	Pour la Communauté d'agglomération
Le MAIRE	Le PRESIDENT
Jean-Marie TORTAROLO	Jérôme VIAUD

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DB2025_029-AU
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

pays de Grasse
communauté d'agglomération

REPUBLIQUE FRANÇAISE
DEPARTEMENT
DES ALPES-MARITIMES

EXTRAIT DU REGISTRE DES DECISIONS DU BUREAU COMMUNAUTAIRE DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DU PAYS DE GRASSE

SEANCE DU JEUDI 03 AVRIL 2025

Décision n°DB2025_029 : Réfection du Chemin des Sources de la Siagne - Commune de Saint-Vallier-de-Thiey

---

Date de la convocation : 27/03/2025

L'an deux mille vingt-cinq et le trois avril à dix heures, le bureau communautaire de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse, dûment convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, au siège sis 57 avenue Pierre Sémard à Grasse, sous la présidence de Jérôme VIAUD, Maire de Grasse et Vice-président du Conseil départemental des Alpes-Maritimes.

NOMBRE DE MEMBRES DU BUREAU EN EXERCICE : 25

PRESENTS : Jérôme VIAUD, Raymond ALBIS, Pierre ASCHIERI, Claude BOMPAR, Pierre BORNET, Gérard BOUCHARD, Dominique BOURRET, Marino CASSEZ, Raoul CASTEL, Claude CEPPI, Henri CHIRIS, Yves FUNEL, Marie-Louise GOURDON, Jean-Marc MACARIO, Ismaël OGEZ, Michèle PAGANIN, Gilles RONDONI, Bernard ROUX, Philippe SAINTE-ROSE FANCHINE, Ludovic SANCHEZ, Florence SIMON, Christian ZEDET.

ARRIVÉE EN COURS DE SEANCE : Florence SIMON après le vote des décisions de bureau.

PROCURATION : Jean-Louis CONIL à Marino CASSEZ.

ABSENTS : Claude SERRA, David VARRONE.

AR Prefecture

006-200039857-20250403-DB2025_029-AU
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

BUREAU COMMUNAUTAIRE	**DECISION**
DU 03 AVRIL 2025	**N°DB2025_029**
RAPPORTEUR : Monsieur le Président	

DELEGATION DE MAITRISE D'OUVRAGE

Réfection du Chemin des Sources de la Siagne
Commune de Saint-Vallier-de-Thiey

SYNTHESE

Dans le cadre de l'opération de réfection du Chemin des Sources de la Siagne après un effondrement partiel de celui-ci suite aux intempéries, la commune de Saint-Vallier-de-Thiey souhaite déléguer la maîtrise d'ouvrage des travaux à la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse.
Il convient d'établir une convention de délégation de maîtrise d'ouvrage pour cette opération dont le montant s'élève à 250 000 € H.T.

Monsieur le Président expose au bureau communautaire :

Vu la délibération n° DL2022-146 du 22 septembre 2022 par laquelle le conseil communautaire a délégué au bureau communautaire certaines de ses attributions conformément à l'article L5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération en date du 14 mars 2025 par laquelle le conseil municipal de la commune de Saint-Vallier-de-Thiey a adopté le programme réfection du Chemin des Sources de la Siagne et d'en déléguer la maitrise d'ouvrage à la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse ;

Considérant le montant prévisionnel de l'opération qui est estimé à 250 000 € HT soit 300 000 € TTC ;

Considérant que le plan de financement prévisionnel de l'opération s'établit comme suit :

Dépenses :

Etudes (G2PRO / MOE / Loi sur l'eau) :	25 000 €
Travaux et dépenses annexes :	5 000 €
Montant HT du projet :	**250 000 €**
TVA 20% :	50 000 €
Montant TTC du projet :	**300 000 €**

Recettes :

DSEC :	100 000 €
Commune (dont 50 000 € de TVA) :	200 000 €
Total :	**300 000 €**

Considérant que s'ajoutent à la part communale, les frais de maîtrise d'ouvrage déléguée : 3 % du montant HT des travaux exécutés, soit une estimation à 6 750 € (non soumis à TVA) ;

AR Prefecture

006-200039857-20250403-DB2025_029-AU
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

Après avoir délibéré et procédé au vote, le bureau communautaire à l'unanimité **DECIDE** :

- **D'ACCEPTER** la délégation de maîtrise d'ouvrage des travaux ci-dessus pour un montant de 300 000 € TTC, hors frais de délégation de maitrise d'ouvrage ;
- **D'ADOPTER** le plan de financement tel que présenté ci-dessus ;
- **DE DIRE** que les crédits seront inscrits au budget 2025 et suivants ;
- **D'AUTORISER** la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse à récupérer auprès de la commune les subventions de l'Etat dont la commune est attributaire ;
- **D'AUTORISER** Monsieur le Président, ou son représentant, à signer la convention de délégation de maîtrise d'ouvrage jointe en annexe ;
- **D'AUTORISER** Monsieur le Président, ou son représentant, à signer les marchés, les avenants de transfert des marchés passés par la commune, les bons de commande ainsi que tous les documents afférents à ce programme.

Fait à Grasse, les jours, mois et an que dessus.
Pour extrait certifié conforme,

Acte rendu exécutoire après dépôt en préfecture et publié le

15 AVR. 2025

Le Président

Jérôme VIAUD
Maire de Grasse
Vice-président du Conseil départemental
des Alpes-Maritimes

AR Prefecture

006-200039857-20250403-DB2025_029-AU
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DB2025_029-AU
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DU PAYS DE GRASSE

57 AVENUE PIERRE SEMARD
06131 GRASSE CEDEX

CONVENTION DE DELEGATION DE MAÎTRISE D'OUVRAGE

Entre les soussignés :

❖ **Monsieur Jean-Marc DELIA, Maire de Saint-Vallier-de-Thiey** agissant en vertu des pouvoirs qui lui ont été conférés par délibération en date du 14 mars 2025.

ci-après dénommé *« la Commune »,*

et

❖ **Monsieur Jérôme VIAUD, Président de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse,** agissant en vertu des pouvoirs qui lui ont été conférés par décision en date du xxxxxxxxxxxxxx.

ci-après dénommé *« la Communauté d'agglomération »,*

Il a été convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 – OBJET

Par délibération en date du 14 mars 2025 **la commune de Saint-Vallier-de-Thiey** a décidé de confier la Maîtrise d'Ouvrage à la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse, pour la réalisation du programme ci-après :

REFECTION DU CHEMIN DES SOURCES DE LA SIAGNE

dont l'enveloppe financière prévisionnelle s'élève à la somme de **250 000 € HT (DEUX CENT CINQUANTE MILLE EUROS HT)**, soit **300 000 € TTC (TROIS CENT MILLE EUROS TTC)**, hors frais de délégation de maîtrise d'ouvrage, estimés à 6 750 €, non soumis à TVA.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DB2025_029-AU
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

Par décision en date du XX XXX 2025, le bureau communautaire a accepté la **délégation de Maîtrise d'Ouvrage**.

La présente convention a pour objet de définir le cadre et les modalités administratives et financières de cette délégation.

ARTICLE 2 – MISSION DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DU PAYS DE GRASSE

La mission de la *Communauté d'agglomération* porte sur les éléments suivants :

- Établissement du plan de financement prévisionnel de l'opération ;
- Préparation du choix des différents intervenants ;
- Suivi et rémunération du marché de maitrise d'œuvre et autres prestataires intellectuels ;
- Signature et gestion des Marchés de Travaux,
  Versement de la rémunération des entreprises,
  Réception des Travaux ;
- Suivi de chantier, présence aux réunions hebdomadaires ;
- Gestion, administrative, financière et comptable de l'opération.

ARTICLE 3 – ENVELOPPE FINANCIERE PREVISIONNELLE

L'enveloppe financière prévisionnelle est le **montant figurant à l'article 1 de la Convention**, délégant la Maîtrise d'Ouvrage à la *Communauté d'agglomération*, celle-ci s'engageant à réaliser cette opération dans le respect de cette enveloppe financière prévisionnelle.

Dans le cas où, au cours de la mission, *la Communauté d'agglomération* se verrait contraint de dépasser l'enveloppe financière, elle devra au préalable obtenir l'accord de *la Commune,* un avenant à la présente convention devra être conclu à cet effet.

Il en est de même si *la Commune* estimait nécessaire d'apporter des modifications au programme ou à l'enveloppe financière prévisionnelle.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DB2025_029-AU
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

ARTICLE 4 – MODE DE FINANCEMENT

4.1 Financement

Le financement de l'opération sera assuré par *la Communauté d'agglomération* à compter de la date de signature de la convention et suivant **le plan de financement prévisionnel** qui sera établi après l'obtention des diverses subventions et qui permettra de déterminer le montant de la part restant in fine à la charge de *la Commune*.

4.2 Plan de financement

Le plan de financement prévisionnel est le suivant :

Dépenses :

Travaux et dépenses annexes :.....	225 000 €
Montant HT du projet :.....	**250 000 €**
TVA 20% :.....	50 000 €
Montant TTC du projet :.....	**300 000 €**

Recettes :

DSEC (40%) :.....	100 000 €
Part communale (dont TVA 50 000 €) :	200 000 €
Total :.....	**300 000 €**

4.3 Avances versées par la commune

Dans le mois suivant la signature de la présente convention, la CAPG pourra appeler à la Commune une avance d'un montant égal aux dépenses prévues pour les premiers mois de la mission telle qu'elles ressortent de l'échéancier prévisionnel qui sera établi entre la commune et la CAPG.

L'avance ainsi consentie sera réajustée périodiquement à l'occasion de chaque mise jour de l'échéancier prévisionnel des dépenses et recettes de telle sorte que l'avance corresponde aux besoins de trésorerie de la CAPG durant la période à venir jusqu'à la mise à jour suivante de l'échéancier et des prévisions de besoins en trésorerie.

4.4 Remboursement

Après recouvrement par *la Communauté d'agglomération* de la totalité des subventions dont bénéficie le programme, *la Commune* versera la part lui restant in fine à charge.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DB2025_029-AU
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

ARTICLE 5 – REMUNERATION DE LA DELEGATION

La Communauté d'agglomération percevra pour ce projet, selon sa complexité et l'étendue de la mission confiée, une rémunération de délégation de maîtrise d'ouvrage calculée comme suit :

Montant HT X 3 %

Et versée à la fin de l'intervention et après accomplissement des formalités prévues à l'article 8.

ARTICLE 6 – CONTROLE FINANCIER ET COMPTABLE

6-1 – *La Commune* et ses agents pourront demander à tout moment à la *Communauté d'agglomération*, la communication de toutes les pièces et contrats concernant l'opération.

6-2 – Pendant toute la durée de la Convention, *la Communauté d'agglomération* communiquera régulièrement à *la Commune* un **bilan financier prévisionnel actualisé de l'opération** précisant les recettes et les dépenses restant à intervenir et les besoins en trésorerie correspondants.

Si nécessaire, *la Communauté d'agglomération* devra présenter toutes propositions pour les éventuelles décisions à prendre par *la Commune*, pour permettre la poursuite de l'opération dans de bonnes conditions, a fortiori si ces propositions conduisent à remettre en cause le programme, l'enveloppe financière prévisionnelle ou le plan de financement établi.

ARTICLE 7 – CONTROLE ADMINISTRATIF ET TECHNIQUE

7-1 – Règles de passation des contrats

La passation des contrats nécessaires à la réalisation de l'opération suivra les règles du **Code des Marchés Publics**. Les contrats seront signés par le **Président du Communauté d'agglomération**, après avis ou décision des divers bureaux, commission et jury, conformément aux dispositions du **C**ode des **M**archés **P**ublics.

7-2 – Procédure de contrôle administratif

La passation des contrats conclus par *la Communauté d'agglomération* reste soumise aux procédures de **contrôle de légalité**.

7-3 – Réception des ouvrages

La Communauté d'agglomération est tenue d'obtenir l'accord préalable de *la Commune* avant de prendre la décision de la réception de l'ouvrage.

La réception sera prononcée par le **Président de la Communauté d'agglomération**.

La réception emporte transfert à *la Commune* de la garde des ouvrages.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DB2025_029-AU
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

ARTICLE 8 – ACHEVEMENT DE LA MISSION

La mission de la *Communauté d'agglomération* prendra fin après exécution complète des procédures suivantes :

- Établissement du bilan général et définitif de l'opération,
- Régularisation comptable.

ARTICLE 9 – DUREE DE LA CONVENTION

La présente Convention prendra fin après achèvement de la mission, conformément à l'Article 8.

Fait à Grasse, le …….

Pour la Commune de Saint-Vallier-de-Thiey	Pour la Communauté d'agglomération
Le MAIRE	Le PRESIDENT
Jean-Marie TORTAROLO	Jérôme VIAUD

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DB2025_030-AU
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

pays de Grasse
communauté d'agglomération

REPUBLIQUE FRANÇAISE
DEPARTEMENT
DES ALPES-MARITIMES

EXTRAIT DU REGISTRE DES DECISIONS
DU BUREAU COMMUNAUTAIRE DE LA
COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
DU PAYS DE GRASSE

SEANCE DU JEUDI 03 AVRIL 2025

Décision n°DB2025_030 : Sentier du vertige - Diagnostic écologique - Commune de Saint-Auban

---

Date de la convocation : 27/03/2025

L'an deux mille vingt-cinq et le trois avril à dix heures, le bureau communautaire de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse, dûment convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, au siège sis 57 avenue Pierre Sémard à Grasse, sous la présidence de Jérôme VIAUD, Maire de Grasse et Vice-président du Conseil départemental des Alpes-Maritimes.

NOMBRE DE MEMBRES DU BUREAU EN EXERCICE : 25

PRESENTS : Jérôme VIAUD, Raymond ALBIS, Pierre ASCHIERI, Claude BOMPAR, Pierre BORNET, Gérard BOUCHARD, Dominique BOURRET, Marino CASSEZ, Raoul CASTEL, Claude CEPPI, Henri CHIRIS, Yves FUNEL, Marie-Louise GOURDON, Jean-Marc MACARIO, Ismaël OGEZ, Michèle PAGANIN, Gilles RONDONI, Bernard ROUX, Philippe SAINTE-ROSE FANCHINE, Ludovic SANCHEZ, Florence SIMON, Christian ZEDET.

ARRIVÉE EN COURS DE SEANCE : Florence SIMON après le vote des décisions de bureau.

PROCURATION : Jean-Louis CONIL à Marino CASSEZ.

ABSENTS : Claude SERRA, David VARRONE.

AR Prefecture

006-200039857-20250403-DB2025_030-AU
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

BUREAU COMMUNAUTAIRE	DECISION
DU 03 AVRIL 2025	N°DB2025_030
RAPPORTEUR : Monsieur le Président	

DELEGATION DE MAITRISE D'OUVRAGE

Sentier du vertige - Diagnostic écologique
Commune de Saint-Auban

SYNTHESE

Dans le cadre du programme Espace Valléen du Parc Naturel Régional des Pré Alpes d'Azur, 80% des études préliminaires ont été financées pour le projet du sentier vertige de Saint-Auban. Il est nécessaire pour la poursuite de ce dossier de réaliser un diagnostic écologique faune et flore. La commune souhaite déléguer la réalisation de cette prestation, évaluée à 45 000 € TTC, à la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse.

Monsieur le Président expose au bureau communautaire :

Vu la délibération en date du 30 juin 2021 par laquelle la commune de Saint-Auban a approuvé le projet ainsi que le plan de financement de la phase 1 de l'opération de réalisation du sentier du vertige portant sur les études de faisabilité ;

Vu la délibération n° DL2022-146 du 22 septembre 2022 par laquelle le conseil communautaire a délégué au bureau communautaire certaines de ses attributions conformément à l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération en date du 22 octobre 2022 par laquelle la commune de Saint-Auban a décidé de déléguer la maîtrise d'ouvrage à la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse de la phase 1 de l'opération portant sur la création du sentier du vertige, ce qui a été adopté par décision de bureau communautaire n° DB2022_085 en date du 01 décembre 2022 ;

Vu la délibération en date du 1er mars 2025 par laquelle la commune de Saint-Auban a décidé de déléguer à la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse la réalisation du diagnostic écologique nécessaire à la poursuite du projet de sentier vertige ;

Considérant qu'une première phase d'études préliminaires a permis de réaliser un diagnostic géotechnique, l'élaboration d'un modèle numérique de terrain de l'itinéraire et un prédiagnostic faune et flore et que ce dernier conclut sur la nécessité de réaliser un diagnostic écologique sur plusieurs mois (d'avril à octobre), objet de la présente décision ;

Considérant que le montant prévisionnel s'élève à la somme de **37 500 € HT** soit **45 000 € TTC** ;

Considérant que le plan de financement prévisionnel de l'opération s'établit comme suit :

Dépenses phase 1 :

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DB2025_030-AU
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

Etudes HT :	37 500.00 €
Montant HT du projet :	**37 500.00 €**
TVA 20 % :	7 500.00 €
Montant TTC du projet :	**45 000.00 €**

Recettes phase 1 :

Espace valléen :	30 000.00 €
Part communale HT :	7 500.00 €
TVA :	7 500.00 €
Total :	**45 000.00 €**

Considérant que s'ajoute à la part communale, les frais de maîtrise d'ouvrage déléguée s'élevant à 3 % du montant des travaux 1 125 € (non soumis à TVA) ;

Après avoir délibéré et procédé au vote, le bureau communautaire à l'unanimité **DECIDE** :

- **D'ACCEPTER** la délégation de maîtrise d'ouvrage ;
- **D'ADOPTER** le plan de financement tel que présenté ci-dessus ;
- **DE DIRE** que les crédits seront inscrits au budget 2025 et suivants ;
- **D'AUTORISER** la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse à récupérer auprès de la Commune les subventions dont la commune est attributaire ;
- **D'AUTORISER** Monsieur le Président, ou son représentant, à signer la convention de délégation de maîtrise d'ouvrage jointe en annexe ;
- **D'AUTORISER** Monsieur le Président, ou son représentant, à signer les marchés ou bons de commande ainsi que tous les documents afférents à ce programme.

Fait à Grasse, les jours, mois et an que dessus.
Pour extrait certifié conforme,

Acte rendu exécutoire après dépôt en préfecture et publié le

15 AVR. 2025

Le Président

Jérôme VIAUD
Maire de Grasse
Vice-président du Conseil départemental
des Alpes-Maritimes

AR Prefecture

006-200039857-20250403-DB2025_030-AU
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DB2025_030-AU
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DU PAYS DE GRASSE

57 AVENUE PIERRE SEMARD
06131 GRASSE CEDEX

CONVENTION DE DELEGATION DE MAÎTRISE D'OUVRAGE

Entre les soussignés :

❖ **Monsieur Claude CEPPI, Maire de Saint-Auban** agissant en vertu des pouvoirs qui lui ont été conférés par délibération en date du 1er mars 2025.

ci-après dénommé *« la Commune »,*

et

❖ **Monsieur Jérôme VIAUD, Président de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse,** agissant en vertu des pouvoirs qui lui ont été conférés par décision en date du .

ci-après dénommé *« la Communauté d'agglomération »,*

Il a été convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 – OBJET

Par délibération en date du 1er mars 2025 la commune de Saint-Auban a décidé de confier la Maîtrise d'Ouvrage à la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse, pour la réalisation du programme ci-après :

CREATION DU SENTIER DU VERTIGE – DIAGNOSTIC ENVIRONNEMENTAL

La présente convention porte sur la phase 2 de l'opération, dont l'enveloppe financière prévisionnelle s'élève à la somme de **37 500 € HT (TRENTE SEPT MILLE CINQ CENTS EUROS HT)**, soit **45 000 € TTC (QUARANTE CINQ MILLE EUROS TTC)**, hors frais de délégation de maîtrise d'ouvrage, estimés à 1 125 €, non soumis à TVA.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DB2025_030-AU
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

La phase 1 - étude de faisabilité - est terminée et a conclu à la nécessité d'établir un diagnostic environnemental. C'est l'objet de la présente convention.

La phase 3 de l'opération, portant sur les travaux, fera l'objet d'une nouvelle convention, si la Commune souhaite poursuivre ce projet.

Par décision en date du , le bureau communautaire a accepté la **délégation de Maîtrise d'Ouvrage**.

La présente convention a pour objet de définir le cadre et les modalités administratives et financières de cette délégation.

ARTICLE 2 – MISSION DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DU PAYS DE GRASSE

La mission de la Communauté d'agglomération porte sur les éléments suivants :

- Définition des conditions administratives et techniques selon lesquelles l'ouvrage sera étudié et réalisé ;
- Établissement du plan de financement prévisionnel de l'opération
- Préparation du choix des différents prestataires,
  Signature et gestion des Marchés,
  Versement de la rémunération aux prestataires ;
- Gestion, administrative, financière et comptable de l'opération, incluant la récupération des subventions perçues par la commune.

ARTICLE 3 – ENVELOPPE FINANCIERE PREVISIONNELLE

L'enveloppe financière prévisionnelle est le **montant figurant à l'article 1 de la Convention**, délégant la Maîtrise d'Ouvrage à la *Communauté d'agglomération*, celle-ci s'engageant à réaliser cette opération dans le respect de cette enveloppe financière prévisionnelle.

Dans le cas où, au cours de la mission, *la Communauté d'agglomération* se verrait contraint de dépasser l'enveloppe financière, elle devra au préalable obtenir l'accord de *la Commune,* un avenant à la présente convention devra être conclu à cet effet.

Il en est de même si *la Commune* estimait nécessaire d'apporter des modifications au programme ou à l'enveloppe financière prévisionnelle.

ARTICLE 4 – MODE DE FINANCEMENT

4.1 Financement

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DB2025_030-AU
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

Le financement complet de l'opération sera assuré par *le Communauté d'agglomération* suivant **le plan de financement prévisionnel** qui sera établi après l'obtention des diverses subventions et qui permettra de déterminer le montant de la part restant in fine à la charge de *la Commune*.

4.2 Plan de financement

Le plan de financement prévisionnel pour la phase 2 est le suivant :

Dépenses :

Etudes HT :.....	37 500.00 €
Montant HT du projet :.....	**37 500.00 €**
TVA 20% :.....	7 500.00 €
Montant TTC du projet :.....	**45 000.00 €**

Recettes :

Espace Valléen :.....	30 000.00 €
Part communale HT :.....	7 500.00 €
TVA 20 % :	7 500.00 €
Total :.....	**45 000.00 €**

Le plan de financement de la phase 3 sera défini à l'issue de la phase 2.

4.3 Avances versées par la commune

Dans le mois suivant la signature de la présente convention, la CAPG pourra appeler à la Commune une avance d'un montant égal aux dépenses prévues pour les premiers mois de la mission telle qu'elles ressortent de l'échéancier prévisionnel qui sera communiqué par la CAPG.

L'avance ainsi consentie sera réajustée périodiquement à l'occasion de chaque mise jour de l'échéancier prévisionnel des dépenses et recettes de telle sorte que l'avance corresponde aux besoins de trésorerie de la CAPG durant la période à venir jusqu'à la mise à jour suivante de l'échéancier et des prévisions de besoins en trésorerie.

4.4 Remboursement

Après recouvrement par *la Communauté d'agglomération* de la totalité des subventions dont bénéficie le programme, *la Commune* versera la part lui restant in fine à charge.

ARTICLE 5 – REMUNERATION DE LA DELEGATION

La Communauté d'agglomération percevra pour ce projet, selon sa complexité et l'étendue de la mission confiée, une rémunération de délégation de maîtrise d'ouvrage calculée comme suit :

Montant HT X 3 %

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DB2025_030-AU
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

Et versée à la fin de l'intervention et après accomplissement des formalités prévues à l'article 8.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DB2025_030-AU
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

ARTICLE 6 – CONTROLE FINANCIER ET COMPTABLE

6-1 – *La Commune* et ses agents pourront demander à tout moment à la *Communauté d'agglomération*, la communication de toutes les pièces et contrats concernant l'opération.

6-2 – Pendant toute la durée de la Convention, *la Communauté d'agglomération* communiquera régulièrement à *la Commune* un **bilan financier prévisionnel actualisé de l'opération** précisant les recettes et les dépenses restant à intervenir et les besoins en trésorerie correspondants.

Si nécessaire, *la Communauté d'agglomération* devra présenter toutes propositions pour les éventuelles décisions à prendre par *la Commune*, pour permettre la poursuite de l'opération dans de bonnes conditions, a fortiori si ces propositions conduisent à remettre en cause le programme, l'enveloppe financière prévisionnelle ou le plan de financement établi.

ARTICLE 7 – CONTROLE ADMINISTRATIF ET TECHNIQUE

7-1 – Règles de passation des contrats

La passation des contrats nécessaires à la réalisation de l'opération suivra les règles du **Code des Marchés Publics**. Les contrats seront signés par le **Président du Communauté d'agglomération**, après avis ou décision des divers bureaux, commission et jury, conformément aux dispositions du **C**ode des **M**archés **P**ublics.

7-2 – Procédure de contrôle administratif

La passation des contrats conclus par *la Communauté d'agglomération* reste soumise aux procédures de **contrôle de légalité**.

7-3 – Réception des ouvrages

La Communauté d'agglomération est tenue d'obtenir l'accord préalable de *la Commune* avant de prendre la décision de la réception de l'ouvrage.

La réception sera prononcée par le **Président de la Communauté d'agglomération**.

La réception emporte transfert à *la Commune* de la garde des ouvrages.

ARTICLE 8 – ACHEVEMENT DE LA MISSION

La mission de la *Communauté d'agglomération* prendra fin après exécution complète des procédures suivantes :

- Établissement du bilan général et définitif de la phase 2 de l'opération,
- Régularisation comptable.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DB2025_030-AU
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

ARTICLE 9 – DUREE DE LA CONVENTION

La présente Convention prendra fin après achèvement de la mission, conformément à l'Article 8.

Fait à Grasse, le ……..2025

Pour la Commune de Saint-Auban	Pour la Communauté d'agglomération
Le MAIRE	Le PRESIDENT
Claude CEPPI	Jérôme VIAUD

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DB2025_031-AU
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

Pays de Grasse
communauté d'agglomération

REPUBLIQUE FRANÇAISE
DEPARTEMENT
DES ALPES-MARITIMES

EXTRAIT DU REGISTRE DES DECISIONS DU BUREAU COMMUNAUTAIRE DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DU PAYS DE GRASSE

SEANCE DU JEUDI 03 AVRIL 2025

Décision n°DB2025_031 : « Dotation cantonale – travaux 2025 » Commune de Valderoure

---

Date de la convocation : 27/03/2025

L'an deux mille vingt-cinq et le trois avril à dix heures, le bureau communautaire de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse, dûment convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, au siège sis 57 avenue Pierre Sémard à Grasse, sous la présidence de Jérôme VIAUD, Maire de Grasse et Vice-président du Conseil départemental des Alpes-Maritimes.

NOMBRE DE MEMBRES DU BUREAU EN EXERCICE : 25

PRESENTS : Jérôme VIAUD, Raymond ALBIS, Pierre ASCHIERI, Claude BOMPAR, Pierre BORNET, Gérard BOUCHARD, Dominique BOURRET, Marino CASSEZ, Raoul CASTEL, Claude CEPPI, Henri CHIRIS, Yves FUNEL, Marie-Louise GOURDON, Jean-Marc MACARIO, Ismaël OGEZ, Michèle PAGANIN, Gilles RONDONI, Bernard ROUX, Philippe SAINTE-ROSE FANCHINE, Ludovic SANCHEZ, Florence SIMON, Christian ZEDET.

ARRIVÉE EN COURS DE SEANCE : Florence SIMON après le vote des décisions de bureau.

PROCURATION : Jean-Louis CONIL à Marino CASSEZ.

ABSENTS : Claude SERRA, David VARRONE.

AR Prefecture

006-200039857-20250403-DB2025_031-AU
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

BUREAU COMMUNAUTAIRE	DECISION
DU 03 AVRIL 2025	N°DB2025_031
RAPPORTEUR : Monsieur le Président	

DELEGATION DE MAITRISE D'OUVRAGE

« Dotation cantonale – travaux 2025 »
Commune de Valderoure

SYNTHESE

Dans le cadre de l'opération « Dotation cantonale – travaux 2025 », la commune de Valderoure souhaite déléguer la réalisation de divers chantiers à la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse.
Il convient d'établir une convention de délégation de maîtrise d'ouvrage pour un montant de 64 800 € TTC.

Monsieur le Président expose au bureau communautaire :

Vu la délibération n° DL2022-146 du 22 septembre 2022 par laquelle le conseil communautaire a délégué au bureau communautaire certaines de ses attributions conformément à l'article L5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;

Considérant que la présente décision reste sous réserve de la délibération du 15 avril 2025 par laquelle le conseil municipal de la commune de Valderoure a décidé de déléguer la maitrise d'ouvrage portant sur divers travaux du projet « Dotation cantonale - travaux» consistant à rénover le logement communal situé au-dessus de l'école et effectuer la réfection de plusieurs tronçons de voies communales à la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse ;

Considérant le montant prévisionnel de l'opération qui est estimé à 54 000 € HT soit 64 800 € TTC ;

Considérant le plan de financement prévisionnel de l'opération qui s'établit comme suit :

Dépenses :

Travaux et dépenses annexes :.....	54 000 €
Montant HT du projet :.....	**54 000 €**
TVA 20% :.....	10 800 €
Montant TTC du projet :.....	**64 800 €**

Recettes :

Conseil Départemental 06 – Dotation cantonale 2025 :	43 200 €
Part communale (dont TVA 10 800 €) :	21 600 €
Total :.....	**64 800 €**

Considérant que s'ajoutent à la part communale, les frais de maîtrise d'ouvrage déléguée : 3 % du montant HT des travaux exécutés, soit une estimation à 1 620 € (non soumis à TVA) ;

AR Prefecture

006-200039857-20250403-DB2025_031-AU
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

Après avoir délibéré et procédé au vote, le bureau communautaire à l'unanimité **DECIDE** :

- **D'ACCEPTER** la délégation de maîtrise d'ouvrage des travaux ci-dessus pour un montant de 64 800 € TTC, hors frais de délégation de maitrise d'ouvrage ;
- **D'ADOPTER** le plan de financement tel que présenté ci-dessus ;
- **DE DIRE** que les crédits seront inscrits au budget 2025 et suivants ;
- **D'AUTORISER** la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse à récupérer auprès de la commune la subvention dont la commune est attributaire ;
- **D'AUTORISER** Monsieur le Président, ou son représentant, à signer la convention de délégation de maîtrise d'ouvrage jointe en annexe ;
- **D'AUTORISER** Monsieur le Président, ou son représentant, à signer les marchés, les bons de commande ainsi que tous les documents afférents à ce programme.

Fait à Grasse, les jours, mois et an que dessus.
Pour extrait certifié conforme,

Acte rendu exécutoire après dépôt en préfecture et publié le

15 AVR. 2025

Le Président

Jérôme VIAUD
Maire de Grasse
Vice-président du Conseil départemental
des Alpes-Maritimes

AR Prefecture

006-200039857-20250403-DB2025_031-AU
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DB2025_031-AU
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DU PAYS DE GRASSE

57 AVENUE PIERRE SEMARD
06131 GRASSE CEDEX

CONVENTION DE DELEGATION DE MAÎTRISE D'OUVRAGE

Entre les soussignés :

❖ **Monsieur Bernard ROUX, Maire de VALDEROURE** agissant en vertu des pouvoirs qui lui ont été conférés par délibération en date du xxxxxxxxxxxx,

ci-après dénommé *« la Commune »,*

et

❖ **Monsieur Jérôme VIAUD, Président de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse,** agissant en vertu des pouvoirs qui lui ont été conférés par décision en date du xxxxxxxxxx.

ci-après dénommé *« la Communauté d'agglomération »,*

Il a été convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 – OBJET

Par délibération en date du xxxxxxxxxxxx **la commune de Valderoure** a décidé de confier la Maîtrise d'Ouvrage à la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse, pour la réalisation du programme ci-après :

RENOVATION DU LOGEMENT AU-DESSUS DE L'ECOLE
REFECTION DE VOIRIE (2025)
COMMUNE DE VALDEROURE

dont l'enveloppe financière prévisionnelle s'élève à la somme de **54 000 € HT (CINQUANTE QUATRE MILLE EUROS HT)**, soit **64 800 € TTC (SOIXANTE QUATRE MILLE HUIT CENT EUROS TTC)**, hors frais de délégation de maîtrise d'ouvrage, estimés à 1 620 €, non soumis à TVA.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DB2025_031-AU
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

Par décision en date du xxxxxxxxxx, le bureau communautaire a accepté la **délégation de Maîtrise d'Ouvrage**.

La présente convention a pour objet de définir le cadre et les modalités administratives et financières de cette délégation.

ARTICLE 2 – MISSION DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DU PAYS DE GRASSE

La mission de la *Communauté d'agglomération* porte sur les éléments suivants :

- Établissement du plan de financement prévisionnel de l'opération ;
- Préparer, signer et gérer les Marchés de Travaux,
  Versement de la rémunération des entreprises,
  Réception des Travaux ;
- Suivi de chantier, présence aux réunions hebdomadaires ;
- Gestion, administrative, financière et comptable de l'opération.

ARTICLE 3 – ENVELOPPE FINANCIERE PREVISIONNELLE

L'enveloppe financière prévisionnelle est le **montant figurant à l'article 1 de la Convention**, délégant la Maîtrise d'Ouvrage à la *Communauté d'agglomération*, celle-ci s'engageant à réaliser cette opération dans le respect de cette enveloppe financière prévisionnelle.

Dans le cas où, au cours de la mission, *la Communauté d'agglomération* se verrait contraint de dépasser l'enveloppe financière, elle devra au préalable obtenir l'accord de *la Commune,* un avenant à la présente convention devra être conclu à cet effet.

Il en est de même si *la Commune* estimait nécessaire d'apporter des modifications au programme ou à l'enveloppe financière prévisionnelle.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DB2025_031-AU
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

ARTICLE 4 – MODE DE FINANCEMENT

4.1 Financement

Le financement de l'opération sera assuré par *la Communauté d'agglomération* à compter de la date de signature de la convention et suivant **le plan de financement prévisionnel** qui sera établi après l'obtention des diverses subventions et qui permettra de déterminer le montant de la part restant in fine à la charge de *la Commune*.

Un état des paiements déjà réalisés devra être établi.

4.2 Plan de financement

Le plan de financement prévisionnel est le suivant :

Dépenses :

Travaux et dépenses annexes :… ……54 000 €
Montant HT du projet :…… 54 000 €
TVA 20% :…….. 10 800 €
Montant TTC du projet :…… 64 800 €

Recettes :

Conseil Départemental 06 – Dotation cantonale 2025 :... 43 200 €
Part communale HT (dont TVA 10 800 €): ..... 21 600 €
Total :……64 800 €

4.3 Avances versées par la commune

Dans le mois suivant la signature de la présente convention, la CAPG pourra appeler à la Commune une avance d'un montant égal aux dépenses prévues pour les premiers mois de la mission telle qu'elles ressortent de l'échéancier prévisionnel qui sera établi entre la commune et la CAPG.

L'avance ainsi consentie sera réajustée périodiquement à l'occasion de chaque mise jour de l'échéancier prévisionnel des dépenses et recettes de telle sorte que l'avance corresponde aux besoins de trésorerie de la CAPG durant la période à venir jusqu'à la mise à jour suivante de l'échéancier et des prévisions de besoins en trésorerie.

4.4 Remboursement

Après recouvrement par *la Communauté d'agglomération* de la totalité des subventions dont bénéficie le programme, *la Commune* versera la part lui restant in fine à charge.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DB2025_031-AU
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

ARTICLE 5 – REMUNERATION DE LA DELEGATION

La Communauté d'agglomération percevra pour ce projet, selon sa complexité et l'étendue de la mission confiée, une rémunération de délégation de maîtrise d'ouvrage calculée comme suit :

Montant HT X 3 %

Et versée à la fin de l'intervention et après accomplissement des formalités prévues à l'article 8.

ARTICLE 6 – CONTROLE FINANCIER ET COMPTABLE

6-1 – *La Commune* et ses agents pourront demander à tout moment à la *Communauté d'agglomération*, la communication de toutes les pièces et contrats concernant l'opération.

6-2 – Pendant toute la durée de la Convention, *la Communauté d'agglomération* communiquera régulièrement à *la Commune* un **bilan financier prévisionnel actualisé de l'opération** précisant les recettes et les dépenses restant à intervenir et les besoins en trésorerie correspondants.

Si nécessaire, *la Communauté d'agglomération* devra présenter toutes propositions pour les éventuelles décisions à prendre par *la Commune*, pour permettre la poursuite de l'opération dans de bonnes conditions, a fortiori si ces propositions conduisent à remettre en cause le programme, l'enveloppe financière prévisionnelle ou le plan de financement établi.

ARTICLE 7 – CONTROLE ADMINISTRATIF ET TECHNIQUE

7-1 – Règles de passation des contrats

La passation des contrats nécessaires à la réalisation de l'opération suivra les règles du **Code des Marchés Publics**. Les contrats seront signés par le **Président du Communauté d'agglomération**, après avis ou décision des divers bureaux, commission et jury, conformément aux dispositions du **C**ode des **M**archés **P**ublics.

7-2 – Procédure de contrôle administratif

La passation des contrats conclus par *la Communauté d'agglomération* reste soumise aux procédures de **contrôle de légalité**.

7-3 – Réception des ouvrages

La Communauté d'agglomération est tenue d'obtenir l'accord préalable de *la Commune* avant de prendre la décision de la réception de l'ouvrage.

La réception sera prononcée par le **Président de la Communauté d'agglomération**.

La réception emporte transfert à *la Commune* de la garde des ouvrages.

AR Prefecture
006-200039857-20250403-DB2025_031-AU
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

ARTICLE 8 – ACHEVEMENT DE LA MISSION

La mission de la *Communauté d'agglomération* prendra fin après exécution complète des procédures suivantes :

- Établissement du bilan général et définitif de l'opération,
- Régularisation comptable.

ARTICLE 9 – DUREE DE LA CONVENTION

La présente Convention prendra fin après achèvement de la mission, conformément à l'Article 8.

Fait à Grasse, le

Pour la Commune de Valderoure	Pour la Communauté d'agglomération
Le MAIRE	Le PRESIDENT
Bernard ROUX	Jérôme VIAUD

AR Prefecture
006-200039857-20250424-DB2025_032-AU
Reçu le 25/04/2025
Publié le 25/04/2025

Pays de Grasse
communauté d'agglomération

REPUBLIQUE FRANÇAISE
DEPARTEMENT
DES ALPES-MARITIMES

EXTRAIT DU REGISTRE DES DECISIONS
DU BUREAU COMMUNAUTAIRE DE LA
COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
DU PAYS DE GRASSE

SEANCE DU JEUDI ~~15 MAI~~ 24 AVRIL 2025

Décision n°DB2025_032 : Commune de Valderoure - Clôture de l'opération Réfection des chemins des Denes et de la rue du Tennis

---

Date de la convocation : 17/04/2025

L'an deux mille vingt-cinq et le vingt-quatre avril à quatorze heures trente, le bureau communautaire de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse, dûment convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, au siège sis 57 avenue Pierre Sémard à Grasse, sous la présidence de Jérôme VIAUD, Maire de Grasse et Vice-président du Conseil départemental des Alpes-Maritimes.

NOMBRE DE MEMBRES DU BUREAU EN EXERCICE : 26

PRÉSENTS : Jérôme VIAUD, Raymond ALBIS, Pierre ASCHIERI, Claude BOMPAR, Pierre BORNET, Gérard BOUCHARD, Dominique BOURRET, Raoul CASTEL, Claude CEPPI, Henri CHIRIS, Jean-Marc MACARIO, Michèle PAGANIN, Gilles RONDONI, Bernard ROUX, Philippe SAINTE-ROSE FANCHINE, Ludovic SANCHEZ, Claude SERRA, Christian ZEDET.

ARRIVÉ EN COURS DE SÉANCE : Christian ZEDET après le vote des décisions.

PROCURATIONS : Marino CASSEZ à Raoul CASTEL, Florence SIMON à Jérôme VIAUD.

ABSENTS : Jean-Louis CONIL, Jean-Marc DELIA, Yves FUNEL, Marie-Louise GOURDON, Ismaël OGEZ, David VARRONE.

AR Prefecture

006-200039857-20250424-DB2025_032-AU
Reçu le 25/04/2025
Publié le 25/04/2025

BUREAU COMMUNAUTAIRE	DECISION
DU 24 AVRIL 2025	N°DB2025_032
RAPPORTEUR : Monsieur le Président	

DELEGATION DE MAITRISE D'OUVRAGE

Commune de Valderoure - Clôture de l'opération
Réfection des chemins des Denes et de la rue du Tennis

SYNTHESE

L'opération de réfection des chemins des Denes et de la rue du Tennis de la commune de Valderoure, dont la maîtrise d'ouvrage avait été déléguée à la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse, est aujourd'hui financièrement achevée. Il convient donc d'en adopter le plan de financement définitif et de clôturer cette opération.

Monsieur le Président expose au bureau communautaire :

Vu la délibération n°DL2022_146 du 22 septembre 2022 par laquelle le conseil communautaire de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse a délégué au bureau communautaire certaines de ses attributions conformément à l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération du 20 février 2024 par laquelle le conseil municipal de la commune de Valderoure a décidé de déléguer la maîtrise d'ouvrage des travaux de voirie 2024 à la Communauté d'agglomération du pays de Grasse qui l'a acceptée par délibération du bureau communautaire n° DB2024_022 en date du 22 février 2024 ;

Considérant que cette opération de délégation de maîtrise d'ouvrage est aujourd'hui financièrement terminée ;

Considérant que le plan de de financement définitif se présente ainsi qu'il suit :

Dépenses TTC : 69 096.00 €

Recettes TTC :

- Conseil Départemental – Dotation cantonale : ..... 46 064.00 €
- Part communale : ..... 23 032.00 €

---

69 096.00 €

Considérant que par ailleurs, les frais de délégation de maîtrise d'ouvrage, représentant la rémunération de la mission de délégation, s'élèvent à 1 727.40 € à la charge de la commune et ont d'ores et déjà été réglés ;

AR Prefecture

006-200039857-20250424-DB2025_032-AU
Reçu le 25/04/2025
Publié le 25/04/2025

Après avoir délibéré et procédé au vote, le bureau communautaire à l'unanimité **DECIDE :**

- **DE VALIDER** le plan de financement définitif de l'opération selon la fiche financière détaillée jointe en annexe ;
- **DE CLOTURER** cette opération.

Fait à Grasse, les jours, mois et an que dessus.
Pour extrait certifié conforme,

Acte rendu exécutoire après dépôt en préfecture et publié le

25 AVR. 2025

Le Président

Jérôme VIAUD
Maire de Grasse
Vice-président du Conseil départemental
des Alpes-Maritimes

AR Prefecture

006-200039857-20250424-DB2025_032-AU
Reçu le 25/04/2025
Publié le 25/04/2025

Pays de Grasse
AR Prefecture
006-200039857-20250424-DB2025_032-AU
Reçu le 25/04/2025
Publié le 25/04/2025

VALDEROURE - VOIRIE 2024 - CHEMIN DES DENES ET FONT NEGRE
SITUATION FINANCIERE AU 31/03/25

4581054

MONTANT DES MARCHES + TO - TTC				MONTANT Avenants TTC au 31/03/25	MONTANT Marché + Avenant HT	MONTANT Marché + Avenant TTC	MONTANT REGLE HT 31/03/2025	MONTANT REGLE TTC 31/03/2025	Bordereau/ Mandat - Date paiement	RESTE A REGLER TTC AU 31/03/2025
TRAVAUX	EIFFAGE	AC24-00189	67 176,00 €	0,00 €	55 980,00 €	67 176,00 €	55 980,00 €	67 176,00 €		0,00 €
BOUCHE A CLEF	EIFFAGE	AC240202	1 920,00 €	0,00 €	1 600,00 €	1 920,00 €	1 600,00 €	1 920,00 €	754 / 7522 - 25/11/24	0,00 €
			69 096,00 €	**0,00 €**	**57 580,00 €**	**69 096,00 €**	**57 580,00 €**	**69 096,00 €**		**0,00 €**
Montant engagé TTC				**69 096,00 €**						
Montant engagé HT				**57 580,00 €**						

Montant travauxet dépenses annexes HT **58 000,00 €**
TVA 11 600,00 €
Montant Initial du projet TTC **69 600,00 €**

BUDGET PREVISIONNEL

CD 06 - DOTATION CANTONALE	**46 400,00 €**	80,00%
Part communale HT	11 600,00 €	
TVA	11 600,00 €	
TOTAL part communale	**23 200,00 €**	
TOTAL	**69 600,00 €**	

AC25-00012
Frais DMOA 1 740,00 € 1 727,40 € B7/T27 -

Reste sur opération HT **420,00 €**
Reste sur opération TTC **504,00 €**

Recettes au 31/03/25

CD 06 - DOTATION CANTONALE	46 064,00 €
TOTAL part communale	23 032,00 €
TOTAL	69 096,00 €

Montant DEPENSES au 31/03/2025 **69 096,00 €**
Montant RECETTES au 31/03/2025 **0,00 €**

Solde au 31/03/2025 ..... **-69 096,00 €**

AR Prefecture
006-200039857-20250424-DB2025_033-AU
Reçu le 25/04/2025
Publié le 25/04/2025

pays de Grasse
communauté d'agglomération

REPUBLIQUE FRANÇAISE
DEPARTEMENT
DES ALPES-MARITIMES

EXTRAIT DU REGISTRE DES DECISIONS
DU BUREAU COMMUNAUTAIRE DE LA
COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
DU PAYS DE GRASSE

SEANCE DU JEUDI ~~15 MAI~~ 24 AVRIL 2025

Décision n°DB2025_033 : Financements extérieurs : Demande de subvention au Conseil Régional - « Nos territoires d'abord » 2023-2028 - Opération « traitement et valorisation des déchets : Acquisition de bacs de tri individuels »

Date de la convocation : 17/04/2025

L'an deux mille vingt-cinq et le vingt-quatre avril à quatorze heures trente, le bureau communautaire de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse, dûment convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, au siège sis 57 avenue Pierre Sémard à Grasse, sous la présidence de Jérôme VIAUD, Maire de Grasse et Vice-président du Conseil départemental des Alpes-Maritimes.

NOMBRE DE MEMBRES DU BUREAU EN EXERCICE : 26

PRÉSENTS : Jérôme VIAUD, Raymond ALBIS, Pierre ASCHIERI, Claude BOMPAR, Pierre BORNET, Gérard BOUCHARD, Dominique BOURRET, Raoul CASTEL, Claude CEPPI, Henri CHIRIS, Jean-Marc MACARIO, Michèle PAGANIN, Gilles RONDONI, Bernard ROUX, Philippe SAINTE-ROSE FANCHINE, Ludovic SANCHEZ, Claude SERRA, Christian ZEDET.

ARRIVÉ EN COURS DE SÉANCE : Christian ZEDET après le vote des décisions.

PROCURATIONS : Marino CASSEZ à Raoul CASTEL, Florence SIMON à Jérôme VIAUD.

ABSENTS : Jean-Louis CONIL, Jean-Marc DELIA, Yves FUNEL, Marie-Louise GOURDON, Ismaël OGEZ, David VARRONE.

AR Prefecture

006-200039857-20250424-DB2025_033-AU
Reçu le 25/04/2025
Publié le 25/04/2025

BUREAU COMMUNAUTAIRE	**DECISION**
DU 24 AVRIL 2025	**N°DB2025_033**
RAPPORTEUR : Monsieur le Président	
GESTION DES DECHETS	
Financements extérieurs : Demande de subvention au Conseil Régional — « Nos territoires d'abord » 2023-2028 Opération « traitement et valorisation des déchets : Acquisition de bacs de tri individuels »	
SYNTHESE **Le contrat « Nos territoires d'abord » ayant pour objectif de soutenir et d'accompagner l'investissement des collectivités, la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse souhaite déposer un dossier relatif à l'acquisition de bacs de tri individuels, au titre de la programmation 2023-2028, afin de mobiliser le cofinancement de la Région. Il est proposé d'autoriser Monsieur le Président à valider le plan de financement et à déposer la demande de subvention relatif à ce projet.**	

Monsieur le Président expose au bureau communautaire :

Vu la délibération n° DL2022-146 du 22 septembre 2022 par laquelle le conseil communautaire a délégué au bureau communautaire certaines de ses attributions conformément à l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération n° 23_0218 du 23 juin 2023 par laquelle le Conseil Régional approuve les termes du Contrat « Nos territoires d'Abord – Pays de Grasse » ;

Vu la délibération n° DL2023_111 du 06 juillet 2023 par laquelle la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse valide le contrat « Nos territoires d'Abord » 2023-2028 et le tableau de synthèse de la programmation joint en annexe ;

Vu la délibération N° DL2023_129 du 06 juillet 2023 portant approbation du Programme Local de Prévention des Déchets Ménagers et Assimilés (PLPDMA) 2023-2028 ;

Vu la délibération n° DL2024_085 du 20 juin 2024 par laquelle la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse valide la clause de revoyure du contrat « Nos territoires d'Abord » et le tableau de synthèse de la programmation joint en annexe ;

Vu la délibération N° DL2024_110 du conseil communautaire du 20 juin 2024 portant approbation du Plan Climat Air Energie Territorial (PCAET) 2024-2029 ;

Vu la délibération n°24_0274 du 12 juillet 2024 par laquelle le Conseil Régional approuve les termes de l'avenant au contrat " Nos territoires d'abord - Pays de Grasse" conclu entre la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur et la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse ;

AR Prefecture

006-200039857-20250424-DB2025_033-AU
Reçu le 25/04/2025
Publié le 25/04/2025

Considérant que la Communauté d'agglomération Pays de Grasse souhaite déposer un dossier relatif à l'opération 2.1 « traitement et valorisation des déchets : Acquisition de bacs de tri individuels » ;

Considérant que la Communauté d'agglomération Pays de Grasse est ainsi tenue, dans son objectif d'exemplarité en matière de gestion des déchets, de suivre les actions de son PLPDMA pour atteindre ses objectifs de réduction des déchets et qualité du TRI ;

Considérant que le plan climat-air-énergie territorial (PCAET) doit contribuer à minima, aux objectifs régionaux définis dans le SRADDET ainsi qu'aux objectifs nationaux fixés par la loi relative à l'énergie et au climat du 8 novembre 2019 ;

Considérant que dans le cadre de la réalisation des objectifs du PLPDMA, il est prévu des dotations individuelles de bacs de TRI dès que cela est possible et augmenter ainsi la qualité du TRI ;

Considérant que plusieurs actions sont menées tel que : la suppression des sacs jaunes translucides, la suppression des points de regroupement et des apports volontaire tout cela au profit d'une dotation individuelle permettant la réduction des dépôts sauvages et la simplification du geste du TRI ;

Considérant que le déploiement de dotation individuelle sur la zone Terres de Siagne est en cours ;

Considérant que le plan de financement prévisionnel s'articule comme suit :

DEPENSES HT		RECETTES		Taux
Achats bas de tri individuels	24 395,00 €	Conseil Régional Provence Alpes Côte d'Azur	12 197,50 €	50,00%
		Autofinancement (CAPG)	12 197,50 €	50,00%
TOTAL	**24 395,00 €**	**TOTAL**	**24 395,00 €**	100%

AR Prefecture

006-200039857-20250424-DB2025_033-AU
Reçu le 25/04/2025
Publié le 25/04/2025

Après avoir délibéré et procédé au vote, le bureau communautaire à l'unanimité **DECIDE** :

- **DE VALIDER** le plan de financement de l'opération 2.1 « traitement et valorisation des déchets : Acquisition de bacs de tri individuels », ci-avant présenté ;

- **D'AUTORISER** Monsieur le Président, ou son représentant, à solliciter le cofinancement du Conseil Régional dans le cadre du contrat « Nos territoires d'Abord » 2023-2028 ;

- **D'AUTORISER** Monsieur le Président, ou son représentant, à ordonner l'ensemble des dépenses liées à la réalisation des actions programmées dans la limite des crédits voté au budget 2025 et suivants ;

- **D'AUTORISER** Monsieur le Président, ou son représentant, à déposer et à signer tous les documents nécessaires à l'exécution de la présente décision.

Fait à Grasse, les jours, mois et an que dessus.
Pour extrait certifié conforme,

Acte rendu exécutoire après dépôt en préfecture et publié le

25 AVR. 2025

Le Président

Pays de Grasse

Jérôme VIAUD
Maire de Grasse
Vice-président du Conseil départemental
des Alpes-Maritimes

AR Prefecture
006-200039857-20250424-DB2025_034-AU
Reçu le 25/04/2025
Publié le 25/04/2025

Pays de Grasse
communauté d'agglomération

REPUBLIQUE FRANÇAISE
DEPARTEMENT
DES ALPES-MARITIMES

EXTRAIT DU REGISTRE DES DECISIONS
DU BUREAU COMMUNAUTAIRE DE LA
COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
DU PAYS DE GRASSE

SEANCE DU JEUDI ~~15 MAI~~ 2025
24 AVRIL

Décision n°DB2025_034 : Appel à projets FEDER - Région Provence-Alpes-Côte d'Azur « Soutien aux projets d'infrastructures cyclables pour la mobilité du quotidien »

Date de la convocation : 17/04/2025

L'an deux mille vingt-cinq et le vingt-quatre avril à quatorze heures trente, le bureau communautaire de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse, dûment convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, au siège sis 57 avenue Pierre Sémard à Grasse, sous la présidence de Jérôme VIAUD, Maire de Grasse et Vice-président du Conseil départemental des Alpes-Maritimes.

NOMBRE DE MEMBRES DU BUREAU EN EXERCICE : 26

PRÉSENTS : Jérôme VIAUD, Raymond ALBIS, Pierre ASCHIERI, Claude BOMPAR, Pierre BORNET, Gérard BOUCHARD, Dominique BOURRET, Raoul CASTEL, Claude CEPPI, Henri CHIRIS, Jean-Marc MACARIO, Michèle PAGANIN, Gilles RONDONI, Bernard ROUX, Philippe SAINTE-ROSE FANCHINE, Ludovic SANCHEZ, Claude SERRA, Christian ZEDET.

ARRIVÉ EN COURS DE SÉANCE : Christian ZEDET après le vote des décisions.

PROCURATIONS : Marino CASSEZ à Raoul CASTEL, Florence SIMON à Jérôme VIAUD.

ABSENTS : Jean-Louis CONIL, Jean-Marc DELIA, Yves FUNEL, Marie-Louise GOURDON, Ismaël OGEZ, David VARRONE.

AR Prefecture

006-200039857-20250424-DB2025_034-AU
Reçu le 25/04/2025
Publié le 25/04/2025

BUREAU COMMUNAUTAIRE	DECISION
DU 24 AVRIL 2025	N°DB2025_034
RAPPORTEUR : Monsieur le Président	
MOBILITES-TRANSPORTS	
Appel à projets FEDER Région Provence-Alpes-Côte d'Azur « Soutien aux projets d'infrastructures cyclables pour la mobilité du quotidien »	

SYNTHESE

La Communauté d'agglomération du Pays de Grasse souhaite déposer, auprès de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur, un dossier pour obtenir un financement de la part du FEDER à travers l'appel à projets « Soutien aux projets d'infrastructures cyclables pour la mobilité du quotidien », dans le cadre des aménagements cyclables du projet de Bus à Haut Niveau de Service (BHNS) Grasse / Mouans-Sartoux.

Il est donc proposé d'autoriser Monsieur le Président à répondre à l'appel à projets du FEDER « Soutien aux projets d'infrastructures cyclables pour la mobilité du quotidien ».

Monsieur le Président expose au bureau communautaire :

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu la Loi d'Orientation des Mobilités (LOM) du 24 décembre 2019 ;

Vu la délibération n°DL2019_115 du 28 juin 2019 approuvant le Plan de Déplacements Urbains de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse ;

Vu la délibération n° DL2022-146 du 22 septembre 2022 par laquelle le conseil communautaire a délégué au bureau communautaire certaines de ses attributions conformément à l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;

Considérant que la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur, en tant qu'Autorité de Gestion des fonds européens, est responsable de la mise en œuvre du programme FEDER-FSE+-FTJ sur la période 2021-2027, pour un budget de quinze millions d'euros (15 000 000 €) avec l'objectif de préserver les ressources du territoire régional en accompagnant la transition environnementale et énergétique et plus particulièrement, l'objectif spécifique 2.8 : « Favoriser une mobilité urbaine multimodale durable, dans le cadre de la transition vers une économie à zéro émission nette de carbone » ;

Considérant que ce programme vise à soutenir les efforts régionaux en matière d'aménagements cyclables pour la mobilité du quotidien au sein des villes et de leurs aires d'attraction, pour un public le plus large possible ;

AR Prefecture
006-200039857-20250424-DB2025_034-AU
Reçu le 25/04/2025
Publié le 25/04/2025

et équipements) au service du développement des pratiques cyclables pour la mobilité du quotidien qui seront réalisées sur la période 2025-2029 ;

Considérant qu'en tant qu'Autorité Organisatrice de la Mobilité sur son territoire, la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse porte un projet de création de Bus à Haut Niveau de Service (BHNS) entre la gare SNCF de Grasse et les Jardins du Musée International de la Parfumerie à Mouans-Sartoux incluant, notamment, la réalisation de 16 kilomètres environ d'aménagements cyclables, le long de l'itinéraire de la ligne ;

Considérant que ces aménagements cyclables, en lien avec le projet de BHNS, répondent aux objectifs énoncés dans l'appel à projet du FEDER en contribuant au développement d'une mobilité urbaine multimodale durable et à la transition écologique ;

Considérant que la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse souhaite déposer un dossier de candidature pour obtenir un financement du FEDER sur les thématiques suivantes :

- **La création d'infrastructures cyclables et/ou d'ouvrages d'art dédié**

✓ Travaux d'aménagement et d'infrastructure pouvant englober des aménagements de voirie ponctuels, qui contribuent directement à la continuité du projet, et/ou à la sécurité des cyclistes et des piétons, et à la lisibilité de leurs parcours,

✓ Les études d'exécution intégrées dans les marchés de travaux

- **L'Amélioration significative d'infrastructures cyclables et /ou d'ouvrages d'art dédiés**

✓ Par exemple, la transformation d'une bande cyclable en piste cyclable, élargissement de piste cyclable sous-dimensionnée au regard des trafics cyclistes constatés ou projetés, ...)

- **Les équipements et aménagements contribuant à la qualité de l'infrastructure et améliorant le niveau de service rendu aux usagers, comme, par exemple,**

✓ Le déploiement de signalisation respectant l'IISR4 pour faciliter et sécuriser le parcours cyclable (Exemples : signalisation directionnelle de rabattement, jalonnement, signalisation au niveau des traversées, dispositifs de signalisation numérique intelligente contribuant à la sécurité des cyclistes et à une cohabitation harmonieuse entre vélos et véhicules)

✓ L'aménagement de stationnements vélos sécurisés et non sécurisés, y compris abris hors stationnement en gare SNCF

✓ L'installation de compteur ou totem de fréquentation

✓ L'installation d'équipements pour les vélos hors abris vélos en gare SNCF (ex : station de pompage, borne de recharge pour vélos électriques, kit réparation, consignes)

✓ La végétalisation et autres aménagements d'insertion paysagère.

Considérant que sur l'ensemble du tracé de 8,1 km, représentant 16km de linéaire cyclable, les travaux éligibles pour le FEDER se concentrent sur la réalisation d'un linéaire de 5,4 km d'aménagements cyclables (bandes et pistes cyclables). La priorité de réalisation des travaux du projet de BHNS, entre 2025 et 2029, sera mise sur les secteurs dans lesquels la saturation routière est importante et où la sécurisation routière est prioritaire

AR Prefecture

006-200039857-20250424-DB2025_034-AU
Reçu le 25/04/2025
Publié le 25/04/2025

notamment pour les piétons et les cycles. Les kilomètres restants du BHNS seront aménagés sur une période post 2029 compte-tenu de la complexité des travaux ;

Considérant que les travaux en matière d'aménagements cyclables indiqués ci-dessus représentent un coût de 1 761 045,59 € HT pour la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse, subventionnables à hauteur de 70% par le FEDER, soit un montant de subvention de 1 232 731,91 € HT.

Après avoir délibéré et procédé au vote, le bureau communautaire à l'unanimité **DECIDE** :

- **D'AUTORISER** Monsieur le Président, ou son représentant, à solliciter des subventions au taux maximum dans le cadre de l'appel à projets « Soutien aux projets d'infrastructures cyclables pour la mobilité du quotidien » du FEDER ;
- **D'APPROUVER** le plan de financement des opérations décrites dans le dossier présenté ;
- **D'AUTORISER** Monsieur le Président, ou son représentant, à déposer et à signer tous les documents nécessaires à l'exécution de la présente décision.

Fait à Grasse, les jours, mois et an que dessus.
Pour extrait certifié conforme,

Acte rendu exécutoire après dépôt en préfecture et publié le

25 AVR. 2025

Le Président

Pays de Grasse

Jérôme VIAUD
Maire de Grasse
Vice-président du Conseil départemental
des Alpes-Maritimes

AR Prefecture
006-200039857-20250424-DB2025_034-AU
Reçu le 25/04/2025
Publié le 25/04/2025

APPEL A PROJETS *FEDER*

Programme *Provence-Alpes-Côte d'Azur et Massif des Alpes*

FEDER/FSE+/FTJ 2021-2027

OS 2 – Osp 2.8

« *Soutien aux projets d'infrastructures cyclables pour la mobilité du quotidien* »

NOTE D'OPPORTUNITE

portant sur la candidature
de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse
concernant les aménagements cyclables
intégrés au projet de BHNS
(Bus à Haut Niveau de Service) Grasse – Mouans-Sartoux



AR Prefecture
006-200039857-20250424-DB2025_034-AU
Reçu le 25/04/2025
Publié le 25/04/2025

1. CONTEXTE ET PHILOSOPHIE DU PROJET

Le projet de Bus à Haut Niveau de Service (BHNS) de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse (CAPG) vise à structurer et moderniser l'axe de transport entre la gare SNCF de Grasse et le centre-ville de Mouans-Sartoux. **Dans ce cadre, une politique de réaménagement urbain accompagne l'implantation de la ligne de transport en site propre, incluant un volet dédié à la mobilité douce et aux aménagements cyclables.**

L'intégration des infrastructures cyclables repose sur les prescriptions réglementaires des lois LAURE et LOM, qui imposent la création de pistes cyclables lors de la réhabilitation ou la construction de nouvelles voiries.

Extrait - NOTICE TECHNIQUE – Etudes préliminaires - Projet BHNS - 22 juillet 2024

3.5 - Mobilités

La requalification permet de modifier ou de créer de nouveaux usages à un espace urbain. La circulation automobile n'est plus la priorité. La conception de la voirie du projet doit répondre aux besoins de tous les usages.

3.5.1 - Implanter des cheminements cyclables supplémentaires

L'objectif est que 100% du linéaire soit cyclable.

Le projet intègre une piste ou bande cyclable unidirectionnelle bilatérale, qui permet aux vélos de circuler en toute sécurité et d'être pleinement intégrés à l'aménagement urbain.

Une attention particulière est portée sur les largeurs des pistes cyclables, aux aménagements sécuritaires (notamment au niveau des intersections vélos et routières), et à la possibilité de les mutualiser avec d'autres types de mobilités douces.

Ces pistes sont raccordées de façon sécuritaire à leurs extrémités en voirie. De cette manière, nous assurons un cheminement cyclable linéaire et constant sur l'ensemble du projet.

Cet aspect répond aux objectifs de réduction d'émissions de carbone et de bonne santé et bien être en ville, avec la réduction des pollutions en limitant la prolifération de particules fines. Le bon aménagement des modes doux pourra inciter la population à délaisser la voiture pour des modes actifs.

3.5.2 - Implanter des stationnements vélos

Dans la continuité du point précédent, l'intégration d'un cheminement cyclable s'accompagne de stationnements vélos/trottinettes adaptés à la demande. En effet, le nombre de stationnement des modes doux doit être cohérent avec le nombre d'utilisateurs. Le but est de favoriser la proximité des stationnements modes doux par rapports aux stationnements véhicules.

Dans ce but, l'aménagement intègrera un mobilier permettant le stationnement des vélos : des arceaux simples (l'intégration de consignes pourra être discutée avec les acteurs publics de ce projet, en fonction de la surface disponible) notamment au droit de certaines stations bus.

.

AR Prefecture
006-200039857-20250424-DB2025_034-AU
Reçu le 25/04/2025
Publié le 25/04/2025

2. PRESENTATION GENERALE DU PROJET

Extrait Note de synthèse – Etudes AVP – 31 janvier 2025

L'infrastructure de transport	Longueur de ligne	8,1 km entre le giratoire des Capucins exclus et les jardins du MIP.
	Linéaire de site propre	5377 ml soit 66% du linéaire
	Dont site propre unidirectionnel	4484 ml
	Dont site propre bidirectionnel	893 ml
	Site Propre	21 641 m²
	Nombre de stations créées	18 stations
Les aménagements	Arbres Plantés	540 plantés
	Bilan végétal	+ 510 arbres
	Bilan des places de stationnement sans les parcs-relais	- 116 places
	Aménagement de trottoirs	31 358 m²
	Voiries	70 207 m²
	Espaces végétalisés	14 712 m²
	Bande Cyclable	7 264 m²
	Piste Cyclable	9 775 m²
	Pavage	2 207 m²
	Zone de rencontre	2 623 m²
L'exploitation	Intervalle	10 minutes
	Vitesse commerciale Grasse vers Mouans-Sartoux	HPM : 18,3km/h HPS : 13,7km/h
	Vitesse commerciale Mouans-Sartoux vers Grasse	HPM : 16,5 km/h HPS : 12,7 km/h
	Temps de parcours Grasse vers Mouans-Sartoux	HPM : 24 minutes (28 actuel) HPS : 32 minutes (33 actuel)
	Temps de parcours Mouans-Sartoux vers Grasse	HPM : 27 minutes (30 actuel) HPS : 35 minutes (40 actuel)

AR Prefecture
006-200039857-20250424-DB2025_034-AU
Reçu le 25/04/2025
Publié le 25/04/2025

3. LE TRACE

La ligne Express s'étend sur 8,1 km entre les stations PEM de Grasse et Jardins du MIP à Mouans-Sartoux. Elle emprunte 5,3 km de voie en site propre dédiée à la circulation bus. Jalonnée de 20 stations dont 19 spécifiquement crées, les aménagements s'opèreront de façade à façade et permettrons notamment d'intégrer sur l'ensemble de l'itinéraire un cheminement piéton et vélo continu.

Cartographie du tracé

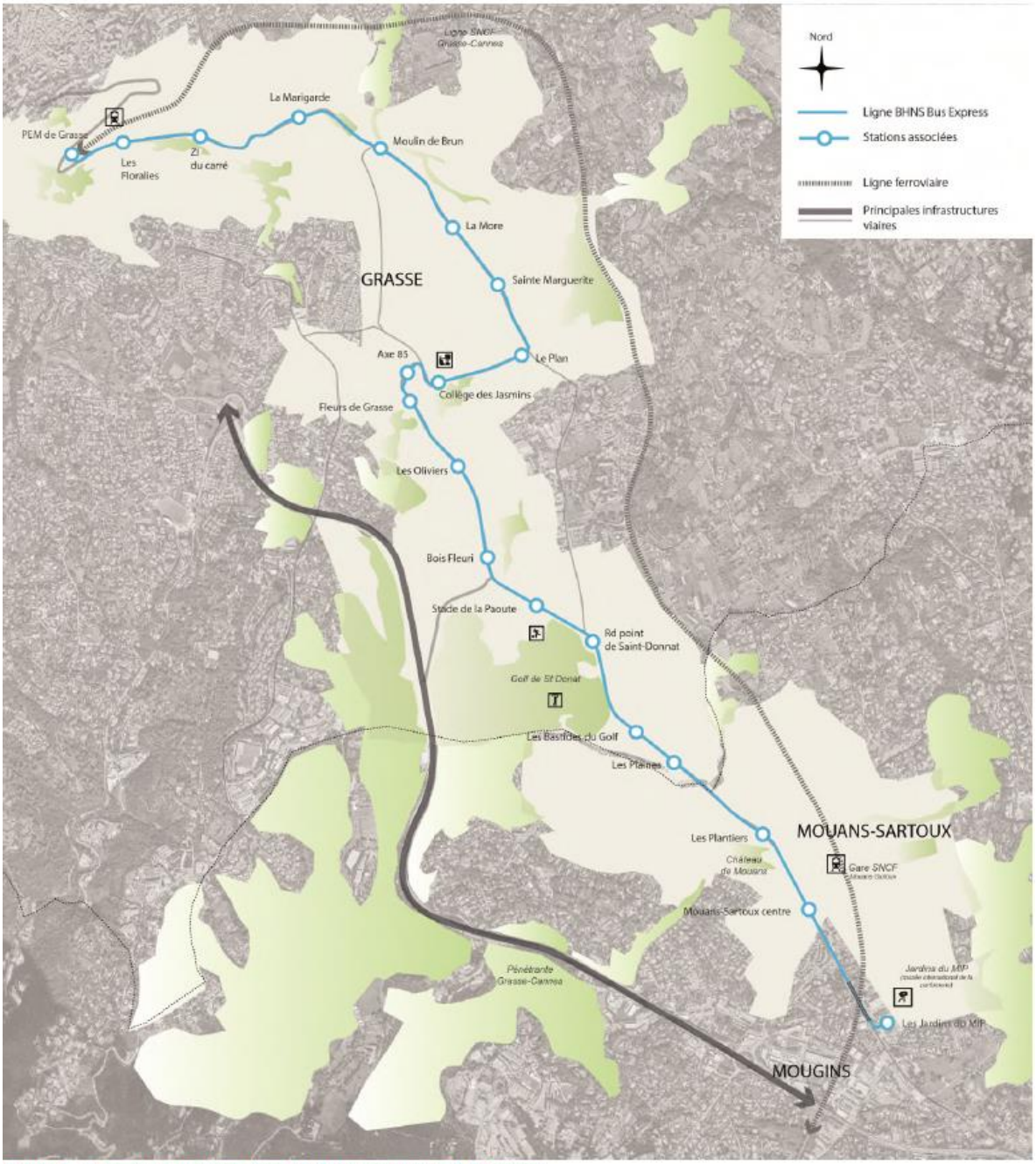


Figure 2 - Synoptique du tracé phase AVP (source : Villes & Paysages)

AR Prefecture
006-200039857-20250424-DB2025_034-AU
Reçu le 25/04/2025
Publié le 25/04/2025

Cartographie des typologies d'insertion des modes actifs

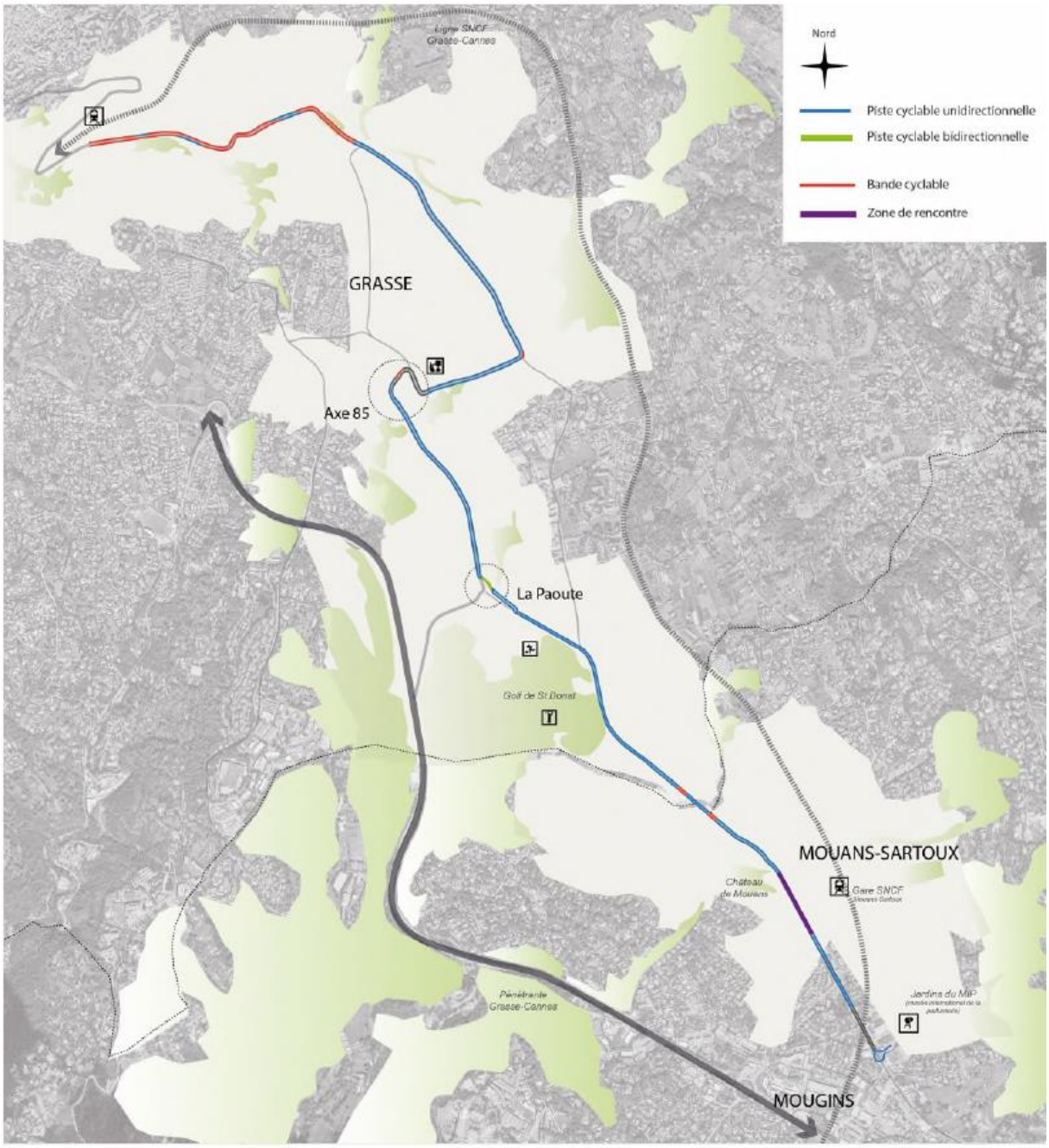


Figure 4 - Synoptique de l'insertion des cycles (source : Villes & Paysages)

AR Prefecture
006-200039857-20250424-DB2025_034-AU
Reçu le 25/04/2025
Publié le 25/04/2025

4. TYPOLOGIES DES AMENAGEMENTS CYCLES ENVISAGES

Depuis 2019, une réglementation concernant les EDPM (Engins de Déplacement Personnel Motorisé) a été incluse dans le Code de la Route. Ces EDPM concernent les trottinettes électriques, gyropodes, et hoverboards. Il est interdit pour ces engins de circuler sur les trottoirs, et leur utilisation doit se faire sur les bandes cyclables et voies adaptées lorsqu'il y en a. A défaut, ils peuvent circuler sur la chaussée en agglomération, lorsque la vitesse est inférieure à 50km/h. En ce qui concerne les modes non motorisés (skateboard, trottinettes, rollers), ces derniers sont amenés à circuler sur les trottoirs et doivent circuler à la vitesse du piéton.

Dans une volonté de favoriser les modes doux au titre des déplacements durables, les voies cyclables, accueillant également les EDPM (Engin de Déplacement Personnel Motorisé), sont mises en place sur tout le linéaire, conformément aux nouvelles directives du CEREMA, loi LAURE et LOM.

Les aménagements du BHNS vont permettre de redéfinir un espace pour les cycles en prévoyant la création d'aménagements cyclables unidirectionnelles ou bidirectionnelles.

Piste cyclable bidirectionnelle

La piste bidirectionnelle apporte un confort pour les utilisateurs de cycles qui se retrouvent sur une infrastructure propre, large et dédiée à leur usage. Elle présente néanmoins plusieurs contraintes telles que la largeur, la traversée de voirie et réinsertion dans les autres axes de circulation.

Le projet AVP présente un tel aménagement dans le centre-ville de Mouans-Sartoux.

Piste cyclable unidirectionnelle

Depuis mai 2021, le nouveau guide CEREMA préconise une largeur minimale de 2m pour un confort assuré des cyclistes.

Ce souhait accompagnant une sécurisation des usagers et répondant à la montée en charge de l'usage des transports doux présente néanmoins l'inconvénient d'être largement consommateur en espace. Ce souhait est également hérité de l'exemple d'aménagements réalisés dans des pays européens voisins. Or, dans des villes européennes à héritage historique, les largeurs de l'espace public existant sont souvent largement inférieures aux « villes nouvelles » rendant souvent inadaptée cette recommandation.

Nous sommes dans l'obligation de trouver un compromis et rechercherons dans le cadre de nos études à assurer une largeur minimale de l'aménagement cycle de 1,5m correspondant à l'ancienne recommandation du même institut (CEREMA 2016).

Notons tout de même que les dernières versions du CEREMA « Rendre sa voirie cyclable – 2023 » présentent les dimensions de confort de cycle à 1,5m et justifient la largeur de 2m pour permettre le dépassement entre eux de cycles.

AR Prefecture
006-200039857-20250424-DB2025_034-AU
Reçu le 25/04/2025
Publié le 25/04/2025

Bande cyclable unidirectionnelle La maîtrise d'ouvrage propose également le choix de cet aménagement, en optant pour une largeur de bande réservée aux cycles de 2m, sauf dans les endroits contraints foncièrement notamment.

Dans ces cas-là, la largeur minimale de 1,50 m sera appliquée.

Ce schéma possède l'avantage de faire cohabiter les véhicules et les vélos sur la voirie, ce qui permet d'assurer une bonne co-visibilité et donc une réinsertion dans l'espace public plus aisée.

Le choix de la bande cyclable a été fait en section contrainte, afin de **minimiser l'emprise foncière dans une démarche de Développement Durable** tout en maintenant un aménagement piéton nécessaire. De plus elle est compatible avec le passage de semi-remorques et la mise en station des véhicules pompier.

Synthèse

Il aurait été envisageable de transformer la bande cyclable unidirectionnelle en piste par l'ajout d'une bordure double vues entre la bande et la voirie.

L'analyse multicritère de cette option est présentée ci-dessous.

Critère d'éligibilité	Pistes Cyclables	Bandes cyclables
Passage VL	Compatible Facilité à condition que la bordure soit franchissable	Compatible
Mise en station des véhicules pompiers	Compatible	Compatible
Franchissement de l'aménagement cycle par les véhicules	Compatible	Compatible
Dépassement d'un autre cycle	Impossible	Possible Risque de stationnement sauvage (à gérer par vidéoverbalisation)
Dépassement d'un autre cycle	Impossible	Possible Passage sur chaussée nécessaire
Linéaire applicable	Hors entrée charretières, carrefours et zones de stationnement	Partout
Gestion des eaux pluviales	Difficile Multiplication des grilles avaloir et réseaux	Classique

Au vu de ces critères, la solution chiffrée dans cet AVP est celle sans ajout de bordure (solution en bande cyclable). L'arbitrage définitif sera pris par la Maitrise d'Ouvrage.

Gestion des Cycles aux Carrefours

- Application des principes du CEREMA/STRMTG pour une meilleure sécurisation des traversées cyclistes.
- Intégration des principes d'éloignement des flux cycles et véhicules pour réduire les interactions dangereuses.

AR Prefecture
006-200039857-20250424-DB2025_034-AU
Reçu le 25/04/2025
Publié le 25/04/2025

- Maintien des continuités cyclables aux intersections pour éviter les ruptures de parcours.

Mobilier urbain - Stationnement sécurisé : Arceaux à vélos et Boxyclettes

Il s'agit d'un mobilier adapté pour l'aménagement de stationnements spécifiques aux deux-roues qui doit favoriser un partage harmonieux de l'espace public de l'ensemble des usagers. Dans un souci d'homogénéité et d'identité de la ligne BHNS, il serait opportun d'opter pour un design commun.

Des arceaux vélos seront implantés à proximité immédiate des stations afin de favoriser l'intermodalité. Leur nombre sera développer en fonction des secteurs et des demandes spécifiques à chaque station.

Le projet prévoit également l'implantations de 'Boxyclettes' (nombre et localisation à affiner) au niveau des stations principales, en complément des arceaux si les emprises le permettent.

Palette des revêtements proposés pour les aménagements cyclables

L'utilisation et la mise en place de sols perméables peut être judicieuse et pertinente en raison des caractéristiques propres à ce type de revêtement : infiltration eaux pluviales, création d'ilot fraicheur, arrosage naturel des fosses linaires d'arbres.

PISTE CYCLABLE SUR TROTTOIR



Enrobé drainant clair, urbalith ou équivalent

BANDE CYCLABLE SUR CHAUSSÉE



Enrobé bitumineux DITO voirie

Le long du parcours, des sols perméables (enrobé drainant, 'Urbalith' ou équivalent, pavés drainants…) seront proposés pour les pistes cyclables, trottoirs et également pour certaines zones de stationnement si le contexte l'autorise.

<u>Enrobés drainants – 'Urbalith' ou équivalent</u>

Urbalith est une gamme de revêtements perméables, d'aspect naturel et sans joint de dilatation. Il est issu d'un mélange à froid de granulats avec un liant organominéral transparent. L'aspect naturel d'Urbalith et l'absence de joints de dilatation lui confèrent un fort caractère esthétique facilitant son intégration urbaine. Ce revêtement est particulièrement adapté aux modes doux de circulation. Sa perméabilité est marquée et adaptable selon les besoins.

Ce matériau est proposé sur les trottoirs et pistes cyclables. Des nuances de colorimétrie pourront être apportées afin de permettre une meilleure dissociation des flux piétons et cyclables.

AR Prefecture
006-200039857-20250424-DB2025_034-AU
Reçu le 25/04/2025
Publié le 25/04/2025

5. INSERTION PAR SECTEURS

Extrait Note de synthèse – Etudes AVP – 31 janvier 2025

Sur l'ensemble du tracé de 8,1 km, représentant 16km de linéaire cyclable, les travaux éligibles pour le FEDER se concentrent sur la réalisation d'un linéaire de 5,4 km d'aménagements cyclables (bandes et pistes cyclables). La priorité de réalisation des travaux du projet de BHNS, entre 2025 et 2029, sera mise sur les secteurs dans lesquels la saturation routière est importante et où la sécurisation routière est prioritaire notamment pour les piétons et les cycles.

Les kilomètres restants seront aménagés sur une période post 2029 compte-tenu de la complexité des travaux.

SECTEUR 01 – PEM GARE DE GRASSE → CARREFOUR DE FANTON D'ANDON

(Non-inclus dans la demande FEDER : démarrage des travaux post 2029)

Cette première séquence relativement homogène s'étend sur 1,00 km environ dans le secteur du Carré Marigarde, situé en contrebas du cœur historique de la commune de Grasse. Elle abrite le Pôle d'échanges multimodal de la gare de Grasse. Cet axe dessert plusieurs équipements majeurs de la commune (gare, centre de tri, caserne des Sapeurs-Pompiers de Grasse, etc.), ainsi que des zones d'activités accueillant de nombreuses enseignes commerciales.



Figure 6- Vue en perspective de l'insertion sur la route de la Marigarde. Source : Villes & Paysages

Le projet d'aménagement, situé dans cette première séquence, prévoit la création de trois stations ainsi que l'aménagement d'une voie centrale dédiée aux bus, qui sera unidirectionnelle et comportera un sens de circulation alterné à mi-parcours.

- **En ce qui concerne la circulation des cyclistes, celle-ci est prise en compte par l'aménagement de deux bandes cyclables unidirectionnelles (2x1.50m).**
- La sécurisation des piétons est également renforcée dans cette proposition, qui prévoit non seulement l'élargissement du trottoir nord de l'axe, mais aussi la création d'un trottoir supplémentaire au sud, avec une largeur minimale de 1,40 m.

AR Prefecture
006-200039857-20250424-DB2025_034-AU
Reçu le 25/04/2025
Publié le 25/04/2025

SECTEUR 02 / PHASE 2 – CARREFOUR FANTON D'ANDON → CHEMIN DE STE-MARGUERITE



Cette deuxième section s'étend sur environ 1,6 km dans le quartier du Plan, au cœur de la commune de Grasse. Ce secteur dynamique abrite plusieurs zones commerciales et industrielles, dont une grande partie est liée à l'industrie du parfum, avec des entreprises renommées telles que Robertet et Kerry Flavours. On y trouve également de nombreux ateliers artisanaux, des entreprises de carrosserie, des activités logistiques et d'autres formes de savoir-faire artisanal. Ce secteur accueille également le Lycée générale Tocqueville, lycée le plus fréquenté de Grasse. En raison de ces activités, ce territoire constitue un axe de circulation majeur, générant des flux considérables de véhicules et de marchandises. L'itinéraire commence au carrefour Fanton d'Andon, emprunte le rond-point du Moulin de Brun via la route

de Marigarde, puis se poursuit sur l'avenue Jean Maubert, jusqu'à l'intersection avec le Chemin de Sainte-Marguerite.

- La complexité de la configuration actuelle et la circulation importante sur ce secteur nécessitent un découpage par sous-secteurs. L'aménagement demeure dans sa philosophie sur l'ensemble des sous-secteurs concernant les infrastructures cyclables : **mise à distance de modes actifs (pistes cyclables et trottoirs dissociés des flux), maintien et plantation complémentaire d'arbres d'alignements.**

➔ **Création de 1449 mètres linéaires d'aménagements (soit en double sens 2898 ml de pistes cyclables) sur cette section, soit 72% de la section.**

SECTEUR 03 / PHASE 4 - SAINTE-MARGUERITE → ZONE COMMERCIAL AXE 85



Figure 27 - Proposition d'aménagement ; suppression des alignements, création de 2 pistes cyclables unidirectionnelles et confortement des trottoirs existants

AR Prefecture
006-200039857-20250424-DB2025_034-AU
Reçu le 25/04/2025
Publié le 25/04/2025

Dans ce sous-secteur, sur le Chemin de Sainte-Marguerite, le projet ne prévoit pas d'aménagements dédiés spécifiquement au Bus à Haut Niveau de Service, tels qu'une voie réservée. En effet, le profil actuel de la rue, qui mesure environ 12 mètres de large, impose certaines contraintes.

- **Il est essentiel** de conserver deux sens de circulation pour les véhicules, de maintenir des trottoirs sécurisés, **de créer des aménagements cyclables sécurisés (pistes cyclables) particulièrement en raison de la proximité d'un collège (...)**

- Le fonctionnement général du secteur Axe 85 est maintenu tel qu'aujourd'hui étant une zone entièrement privée. **Toutefois, un itinéraire cyclable, qui se traduit sous forme de pistes et de bandes, est inséré dans le sens montant (vers Mouans-Sartoux). Celui-ci est traité en mixité avec la voirie dans le sens descendant (vers Grasse).** Le terre-plein central est supprimé au profit d'une continuité piétonne plus large et confortable.

➔ **Création de 571 mètres linéaires d'aménagements (soit en double sens 1052 ml de pistes cyclables) sur cette section, soit 55% de la section.**

SECTEUR 04 / PHASE 1 - FLEURS DE GRASSE → RD POINT DE ST-DONAT, RTE DE CANNES



Figure 37 - Vue en perspective de l'insertion Entre la route de Cannes et le chemin des santons - vue vers Mouans-Sartoux. Source : Villes & Paysages

Cette quatrième séquence représente un linéaire d'environ 1,6 km sur la Route de Cannes. Avec sa géographie de plaine, cette séquence dite 'd'entrée de ville' (tant pour Mouans-Sartoux que pour Grasse) concentre trois grands secteurs de mixité urbaine de l'aire communale (commerces, tertiaires, secteur d'habitat quartier Camperousse).

- Giratoire de la Paoute – En lien avec la pénétrante Cannes / Grasse

Des adaptations ont été apportées au giratoire afin de garantir une circulation fluide et sécuritaire. **Les itinéraires cyclables, ainsi que la voie de bus en site propre en direction de Grasse, ont été intégrés à la voie de desserte située au nord-est de la route de Cannes, contournant ainsi le giratoire.**

- Giratoire du Golf St Donat

Concernant le giratoire de Saint-Donat, la géométrie actuelle de l'anneau central est conservée, seules les franges de l'anneau circulé sont élargies afin **de permettre une insertion sécurisée des cycles (piste cyclable unidirectionnelle)** et des piétons (aménagement de surlargeurs ≤1.40 m).

➔ **Création de 471 mètres linéaires d'aménagements (soit en double sens 942 ml de pistes cyclables) sur cette section, soit 23% de la section.**

AR Prefecture
006-200039857-20250424-DB2025_034-AU
Reçu le 25/04/2025
Publié le 25/04/2025

SECTEUR 05 - RD POINT DE SAINT-DONAT → RD POINT DU CHATEAU, MOUANS-SARTOUX

(Non-inclus dans la demande FEDER : démarrage des travaux post 2029)



La cinquième séquence de cette insertion, initiée en lisière du golf de Saint-Donat représente un linéaire d'environ 1.5 km sur la route Napoléon et articule les communes de Grasse et de Mouans-Sartoux.

- Du Giratoire de Saint-Donat aux bastides du Plan (environ 500 m), le projet propose une requalification de l'ensemble de la plateforme de voirie actuelle, permettant l'intégration de trottoirs, **de deux pistes cyclables unidirectionnelles** ainsi que le réaménagement des îlots de stockage (TAD, TAG).
- Des Bastides du Plan à la limite de Mouans-Sartoux (600 m), l'absence d'emprise dédiée à un site propre permet, **outre la création de pistes cyclables** et le maintien de trottoirs, la création de banquettes végétalisée accompagnant l'entrée de ville de Mouans.
- Du chemin des Pilons au giratoire du château (400m), dans le cadre de la nécessité du projet de l'inscrire dans la loi LOM **(création notamment d'aménagements cyclables),** le projet prévoit la suppression d'un grand nombre de stationnements en épis avec une relocation ponctuelle..

SECTEUR 6 / PHASE 4 - RD POINT DU CHATEAU → TERMINUS JARDINS DU MIP

Cette dernière séquence s'étend sur 1 km de long. Elle est structurée en trois principaux segments.

Le premier traverse le cœur de Mouans-Sartoux et se termine au giratoire des droits de l'enfant.

- Le projet d'aménagement de cette séquence prévoit la requalification des différents flux au profit des mobilités douces qui participent à l'apaisement urbain. Les continuités piétonnes sont requalifiées et agrandies à une largeur moyenne de 3 mètres. **La voirie, traitée en zone apaisée limitée à 20 km/h sous la forme d'une zone de rencontre accueille les flux cyclables (bandes cyclables dans le sens montant vers Mougins)**

AR Prefecture
006-200039857-20250424-DB2025_034-AU
Reçu le 25/04/2025
Publié le 25/04/2025

avant que ceux-ci ne rejoignent les artères cyclables qui leurs seront dédiées dans les séquences suivantes.

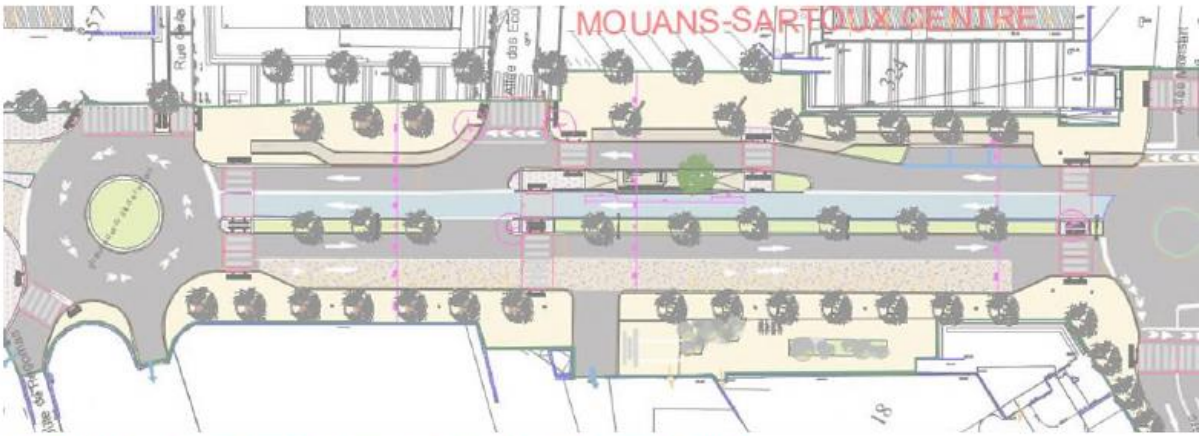


Figure 63 - Extrait de l'insertion au niveau de la station "Mouans-Sartoux- Centre"

Le second tronçon s'étend jusqu'à l'entrée de ville de Mougins.

- L'itinéraire cyclable en direction de Grasse est traité par une **piste cyclable de 1,50 m** situé à hauteur de trottoir. Une large continuité piétonne et cyclable est maintenue et renforcée aux abords du gymnase. L'itinéraire cyclable est géré par une **piste cyclable bidirectionnelle avant de se scinder en deux avant le giratoire** et d'être traité de part et d'autre sous forme de **pistes unidirectionnelles**.

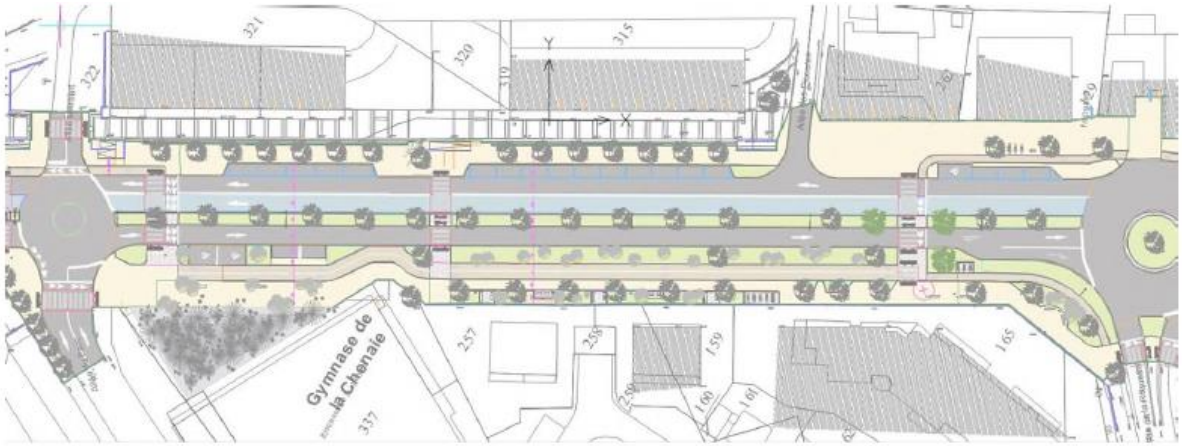
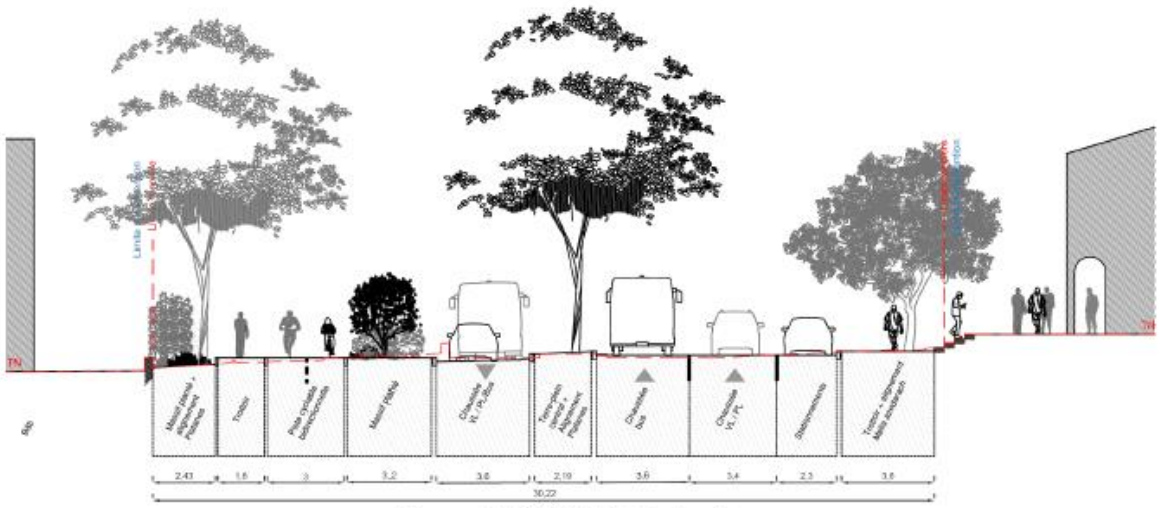


Figure 64 - Extrait de l'insertion - Entrée de ville de Mougins

AR Prefecture
006-200039857-20250424-DB2025_034-AU
Reçu le 25/04/2025
Publié le 25/04/2025



Coupe projet 603-603' : Route de Napoléon

Le troisième et dernier segment est dans sa majeure partie inchangé, il est traversé par la voie ferrée et un important ouvrage y est implanté. Ce segment clôture le projet d'aménagement par la station et terminus du bus à haut niveau de service « Les Jardin du MIP ».

- Les ouvrages existants ne rendent pas pertinents une intervention lourde sur le profil pour aménager un site propre **La voirie est bordée de pistes cyclables unidirectionnelles maintenue telle qu'à l'existant et assurant une bonne continuité cyclable**.

➔ **Création de 334 mètres linéaires d'aménagements (soit en double sens 668 ml de bandes cyclables et zone de rencontre hybride) sur cette section, soit 32% de la section.**

6. CALENDRIER DU PROJET

(CF. Planning directeur détaillée en page 16)

2020-2021 - Etudes de préfaisabilité sur le projet

2021 - Délibération de la CAPG engageant sa candidature pour l'appel à projet de l'Etat sur des projets de transports en commun en site propre et pôles d'échanges multimodaux

2e trimestre 2022 - L'état accorde un financement au projet dans le cadre de l'appel à projet national

Septembre à décembre 2022 - Concertation préalable

Février 2023 - Approbation du bilan de concertation préalable par la CAPG et choix de la variante « Route de Cannes » pour le tracé

2023 - Appel d'offre de maîtrise d'œuvre

Jusqu'à septembre 2024 - Etudes préliminaires

Septembre à décembre 2024 - Etudes d'avant-projet (AVP) et concertation continue

AR Prefecture
006-200039857-20250424-DB2025_034-AU
Reçu le 25/04/2025
Publié le 25/04/2025

Janvier à Mars 2025 - Présentation des études AVP et concertation continue

Mars 2025 - Bilan de la concertation continue

2e semestre 2025 - Enquête publique préalable à la déclaration d'utilité publique

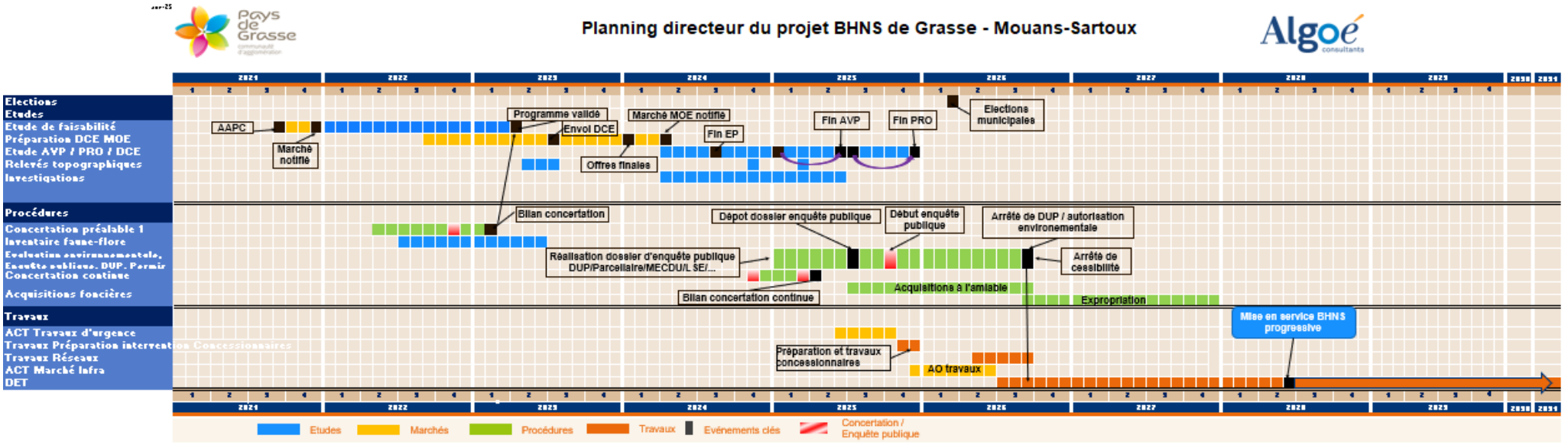
2025 – 2029 - Appel d'offres des entreprises de travaux, travaux puis mise en service progressive

7. CONCLUSION

Le projet BHNS Grasse – Mouans-Sartoux intègre une politique volontariste en faveur du vélo, avec des infrastructures adaptées aux différents contextes d'implantation. L'objectif est de garantir la continuité des itinéraires cyclables tout en assurant la sécurité et la cohabitation avec les autres usagers. Les aménagements retenus sont conformes aux recommandations du CEREMA et aux exigences des lois en vigueur, offrant ainsi une infrastructure cyclable cohérente et sécurisée pour les déplacements quotidiens.

8. BUDGET ET PLANNING

Phase envisagées	SECTEUR 2 / PHASE 2	SECTEUR 3 / PHASE 4	SECTEUR 4 / PHASE 1	SECTEUR 6 / PHASE 3	SECTEUR 2 / PHASE 5	TOTAL	
Forfaits Généraux (Etudes)	64 285,00 €	24 613,00 €	28 193,00 €	24 770,00 €	25 368,00 €	141 861,00 €	
Voiries (hors site-propre) et espaces publics	64 330,00 €	18 393,00 €	38 082,00 €	1 863,00 €	25 385,00 €	122 668,00 €	
Aménagements cycles (opérations induites)	484 772,00 €	196 657,00 €	175 511,00 €	110 595,00 €	191 296,00 €	1 158 831,00 €	
Mobilier Urbain et Plantations	112 220,00 €	44 063,00 €	27 690,00 €	17 678,00 €	44 284,00 €	201 651,00 €	
Signalisation	7 028,00 €	4 901,00 €	3 429,00 €	2 695,00 €	2 773,00 €	20 826,00 €	**FEDER 70%**
Overheads Forfaitaires FEDER (7%)	51 284,45 €	20 203,89 €	19 103,35 €	11 032,07 €	20 237,42 €	115 208,59 €	
TOTAL	***783 919,45 €***	***308 830,89 €***	***292 008,35 €***	***168 633,07 €***	***309 343,42 €***	***1 761 045,59 €***	***1 232 731,91 €***



AR Prefecture
006-200039857-20250515-DB2025_035-AU
Reçu le 22/05/2025
Publié le 22/05/2025

pays de Grasse
communauté d'agglomération

REPUBLIQUE FRANÇAISE
DEPARTEMENT
DES ALPES-MARITIMES

EXTRAIT DU REGISTRE DES DECISIONS
DU BUREAU COMMUNAUTAIRE DE LA
COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
DU PAYS DE GRASSE

SEANCE DU JEUDI 15 MAI 2025

Décision n°DB2025_035 : Financement du dispositif « Conseiller numérique »

Date de la convocation : 07/05/2025

L'an deux mille vingt-cinq et le quinze mai à quatorze heures, le bureau communautaire de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse, dûment convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, au siège sis 57 avenue Pierre Sémard à Grasse, sous la présidence de Jérôme VIAUD, Maire de Grasse et Vice-président du Conseil départemental des Alpes-Maritimes.

NOMBRE DE MEMBRES DU BUREAU EN EXERCICE : 26

PRESENTS : Jérôme VIAUD, Raymond ALBIS, Pierre ASCHIERI, Pierre BORNET, Gérard BOUCHARD, Dominique BOURRET, Marino CASSEZ, Raoul CASTEL, Claude CEPPI, Yves FUNEL, Jean-Marc MACARIO, Ismaël OGEZ, Gilles RONDONI, Bernard ROUX, Philippe SAINTE-ROSE FANCHINE, Ludovic SANCHEZ, Claude SERRA, Florence SIMON, Christian ZEDET.

PROCURATIONS : Jean-Louis CONIL à Jérôme VIAUD.

ABSENTS : Claude BOMPAR, Henri CHIRIS, Jean-Marc DELIA, Marie-Louise GOURDON, Michèle PAGANIN, David VARRONE.

AR Prefecture

006-200039857-20250515-DB2025_035-AU
Reçu le 22/05/2025
Publié le 22/05/2025

BUREAU COMMUNAUTAIRE	DECISION
DU 15 MAI 2025	N°DB2025_035
RAPPORTEUR : Monsieur le Président	

DEVELOPPEMENT SOCIAL DES TERRITOIRES ET PREVENTION

Financement du dispositif « Conseiller numérique »

SYNTHESE

La politique intercommunale en matière d'accès aux droits, d'insertion sociale et professionnelle, conduite en faveur des territoires fragiles, ruraux et urbains et mise en œuvre par la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse, a pour objectif la réduction des inégalités sociales et la lutte contre l'illectronisme.
Pour cela, la CAPG souhaite bénéficier du dispositif conseiller numérique et solliciter un financement de l'État à hauteur de 150 000 euros, dans le cadre de l'Appel à manifestation d'intérêt « Recrutement et accueil de Conseillers numériques France services dans le cadre de France Relance ».

Monsieur le Président expose au bureau communautaire :

Vu la délibération n° DL2022_146 du 22 septembre 2022 par laquelle le conseil communautaire a délégué au bureau communautaire certaines de ses attributions conformément à l'article L5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;

Vu le mandat conclu entre la Direction générale des collectivités locales, l'Agence nationale de la cohésion des territoires et la Caisse des dépôts et consignations le 7 avril 2021 concernant l'opérationnalisation du dispositif « Conseiller numérique France services » ;

Considérant que treize millions de Français ont des difficultés avec les usages numériques ;

Considérant que pour pallier ces difficultés, dans le cadre du volet « Inclusion numérique » du plan France Relance, l'État a lancé le dispositif « Conseiller numérique France services », piloté et animé par l'Agence nationale de la cohésion des territoires (ANCT) permettant la formation et le déploiement de 4 000 conseillers numériques qui auront pour mission de :

- soutenir les français dans leur usage quotidien du numérique ;
- sensibiliser aux enjeux du numérique et favoriser des usages citoyens et critiques ;
- rendre autonome pour savoir utiliser seul le numérique pour ses démarches administratives en ligne.

Considérant que le dispositif Conseiller numérique France Services s'adresse aux structures publiques et privées souhaitant recruter un ou plusieurs Conseiller(s) numérique(s) afin de participer à l'appropriation du numérique par tous ;

Considérant qu'il permet de bénéficier d'une subvention d'un montant forfaitaire de 50 000 euros maximum pour une durée de 2 ans minimum et de 3 ans maximum par poste afin de financer l'emploi d'un Conseiller numérique, rémunéré a minima à hauteur du SMIC ;

AR Prefecture
006-200039857-20250515-DB2025_035-AU
Reçu le 22/05/2025
Publié le 22/05/2025

Considérant que ce dispositif prévoit que le conseiller réalise ses activités comme suit :

- il doit réaliser ses missions à temps plein ;
- les activités sont gratuites pour les usagers ;
- le conseiller doit consacrer du temps pour participer aux rencontres locales et nationales, ainsi que pour la formation continue ;
- il doit revêtir une tenue vestimentaire dédiée (financée par l'Etat) pour les activités qu'il réalise ;

Considérant qu'en contrepartie du soutien de l'Etat, la structure s'engage à :

- mettre tout en œuvre pour sélectionner le candidat dans les meilleurs délais suivant la validation de sa candidature ;
- signer dans les meilleurs délais après cette sélection, un contrat de projet avec le candidat ;
- réaliser un dossier de demande de subvention ;
- laisser partir le conseiller recruté en formation ;
- mettre à la disposition du conseiller, les moyens et équipements nécessaires pour réaliser sa mission (tenue, ordinateurs, téléphone portable...) ;
- fournir les éléments demandés permettant un suivi de l'activité du conseiller ;
- répondre aux éventuelles sollicitations de l'Etat afin de compléter le dossier de financement de la formation ;

Considérant que la CAPG et ses communes membres souhaitent solliciter un financement de l'État dans le cadre de l'Appel à manifestation d'intérêt « Recrutement et accueil de Conseillers numériques France Services dans le cadre de France Relance », pour la mise en place de trois Conseillers numériques au sein de la CAPG, dont les fonds sont gérés par la Caisse des Dépôts et consignations pour le compte de l'Etat ;

Après avoir délibéré et procédé au vote, le bureau communautaire à l'unanimité **DECIDE** :

- **D'AUTORISER** Monsieur le Président ou son représentant, à répondre l'Appel à manifestation d'intérêt « Recrutement et accueil de Conseillers numériques France Services dans le cadre de France Relance » ;

- **D'AUTORISER** Monsieur le Président ou son représentant, à solliciter le financement de l'Etat correspondant à trois postes de Conseiller numérique France Services ;

- **D'AUTORISER** Monsieur le Président ou son représentant, à ordonner l'ensemble des dépenses liées à la réalisation des actions programmées dans la limite des crédits votés au budget 2025 et suivants ;

- **D'AUTORISER** Monsieur le Président ou son représentant, à signer tous les actes ou documents nécessaires à l'exécution de la présente décision.

Fait à Grasse, les jours, mois et an que dessus.
Pour extrait certifié conforme,

Acte rendu exécutoire après dépôt en préfecture et publié le

22 MAI 2025

Le Président

Jérôme VIAUD
Maire de Grasse
Vice-président du Conseil départemental
des Alpes-Maritimes

AR Prefecture

006-200039857-20250515-DB2025_035-AU
Reçu le 22/05/2025
Publié le 22/05/2025

AR Prefecture
006-200039857-20250515-DB2025_035-AU
Reçu le 22/05/2025
Publié le 22/05/2025

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

CONSEILLER NUMÉRIQUE

PACA

AVENANT A LA CONVENTION DE SUBVENTION AU TITRE DU DISPOSITIF CONSEILLER NUMERIQUE

VAGUE 2

Fonds géré par la Caisse des dépôts et consignations pour le compte de l'État

CA DU PAYS DE GRASSE - Dossier Nº 12495566

ENTRE :

La Caisse des dépôts et consignations, établissement spécial créé par la loi du 28 avril 1816 codifiée aux articles L. 518-2 et suivants du code monétaire et financier,
ayant son siège au 56, rue de Lille 75007 Paris,
représentée par Monsieur Alexis ROUQUE, en sa qualité de Directeur Régional de la Banque des Territoires, ou tout représentant de ce dernier, agissant en vertu de l'arrêté du 01 août 2024 portant délégation de signature,

ci-après indifféremment dénommée la « CDC »
ou la « Caisse des Dépôts et consignations »

d'une part,

ET :

CA DU PAYS DE GRASSE,Siret N° 20003985700012
ayant son siège à CA DU PAYS DE GRASSE
57 AV PIERRE SEMARD
BP 91015
06131 GRASSE CEDEX
France
représentée par Monsieur Jérôme VIAUD, en sa qualité de Président, dûment habilité aux fins des présentes en vertu d'une délibération du bureau commautaire en date du 26 octobre 2023.

Ci-après dénommé le « Bénéficiaire »

d'autre part,

ci-après désignées ensemble les « **Parties** » et individuellement une **« Partie »**.

AR Prefecture
006-200039857-20250515-DB2025_035-AU
Reçu le 22/05/2025
Publié le 22/05/2025

IL A ETE EXPOSE CE QUI SUIT :

Dans le cadre du dispositif Conseiller numérique piloté par l'Agence nationale de la Cohésion des Territoires et opéré par la Caisse des dépôts et consignations, les Parties sont signataires d'une convention pour l'accueil de Conseillers numériques, en date du 29/11/2023 ci-après la « Convention initiale ».

Par cette Convention, le Bénéficiaire bénéficie d'un soutien financier versé par la Caisse des dépôts et consignations pour l'emploi d'un **1** poste de Conseiller(s) numérique(s).

CECI EXPOSE, IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :

Article 1 – Objet de l'avenant

Cet avenant a pour objet de modifier la Convention initiale en raison de la modification du nombre de postes de Conseillers numériques attribués au Bénéficiaire par l'État, à la suite de la décision du Comité national de sélection de l'Agence nationale de la cohésion des territoires réuni le17/06/2024. Cette évolution modifie en conséquence le montant de la subvention à laquelle est éligible le Bénéficiaire et prolonge la durée d'application de la Convention initiale.

Article 2 – Modifications des dispositions de la Convention initiale

Les alinéas 2 et 3 de l'article 1er de la Convention sont modifiés comme suit :

CA DU PAYS DE GRASSE a recruté **3** postes Conseiller(s) numérique(s) pour mener à bien des activités de médiation numérique :

- créer et animer des ateliers numériques individuels ou collectifs sur les 3 thématiques de services identifiées dans le préambule de la Convention ;
- proposer des initiations au numérique dans des lieux de passage (mairies, bibliothèques, espaces France services, marchés, centres commerciaux, établissements scolaires, centres de loisirs, centres sociaux, etc.) ou sur des événements ;
- participer à toute autre démarche d'accompagnement aux usages numériques mise en place (portes ouvertes etc.).

Le Bénéficiaire bénéficie d'une subvention d'un montant forfaitaire de 50000 euros maximum par poste de Conseiller numérique, couvrant une durée de 3 ans maximum. »

Le deuxième alinéa de l'article 4.2 de la Convention est modifié comme suit :

« Pour chaque poste de Conseiller numérique, la subvention sera versée selon l'échéancier suivant :

- 100 % de l'année 1 de subventionnement le mois suivant la signature de la Convention ou de l'avenant de prolongation par l'ensemble des Parties ;
- 100 % de l'année 2 de subventionnement 1 an après le premier versement ;
- 100 % de l'année 3 de subventionnement 1 an après le second versement. »

AR Prefecture
006-200039857-20250515-DB2025_035-AU
Reçu le 22/05/2025
Publié le 22/05/2025

Les alinéas 6 et 7 de l'article 4.3 de la Convention sont modifiés comme suit :

« La Subvention est soumise au respect des règles européennes relatives aux aides d'Etat (articles 106, 107 et 108 du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne et textes dérivés), dès lors qu'elle est qualifiable d'aide d'Etat. Dès lors, les structures percevant des subventions publiques pour un montant total cumulé de moins de 300 000 euros sur trois ans relèvent du régime prévu par le règlement (UE) n° 2023/2831 de la Commission du 13 décembre 2023relatif aux aides de minimis.

Les structures percevant des subventions publiques pour un montant total cumulé de plus de 300 000 euros sur trois ans doivent veiller à ce que la subvention versée dans le cadre du dispositif Conseiller numériques soit affectée uniquement au financement des activités non économiques des Conseillers numériques, à l'exclusion des activités commerciales donnant lieu à rémunération. Les structures devront être en mesure de justifier de cette affectation à l'aide de leur comptabilité analytique. »

L'article 7 de la Convention est modifié comme suit :

« La Convention prend effet à compter de sa signature par l'ensemble des Parties et prend fin au plus tard le 25/09/2027, sous réserve des stipulations des articles 4, 5, 6 et 8, qui s'appliquent pour la durée des droits et obligations en cause, quelle que soit la cause de terminaison de la Convention. »

Article 3 – Autres dispositions

Le présent avenant entre en vigueur à compter de sa date de signature par l'ensemble des Parties.

Il est expressément convenu que le versement des subventions est conditionné à la disponibilité des crédits alloués au dispositif Conseiller numérique en loi de finances et sous réserve des versements effectués par l'Etat. En conséquence, la CDC ne saurait voir sa responsabilité engagée en cas d'interruption des versements des subventions.

L'ensemble des stipulations de la Convention initiale qui ne sont pas expressément modifiées par le présent avenant, demeurent inchangées.

A GRASSE ,

Le 24/04/2025

Pour la Caisse des Dépôts

Pour le Bénéficiaire
Pour la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse
Le Président,



Jérôme VIAUD
Maire de Grasse
Vice-président du Conseil départemental des Alpes-Maritimes

AR Prefecture
006-200039857-20250515-DB2025_036-AU
Reçu le 22/05/2025
Publié le 22/05/2025

pays de Grasse
communauté d'agglomération

REPUBLIQUE FRANÇAISE
DEPARTEMENT
DES ALPES-MARITIMES

EXTRAIT DU REGISTRE DES DECISIONS
DU BUREAU COMMUNAUTAIRE DE LA
COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
DU PAYS DE GRASSE

SEANCE DU JEUDI 15 MAI 2025

Décision n°DB2025_036 : Délégation de Maîtrise d'Ouvrage à la commune de La Roquette-sur-Siagne pour la réalisation d'un arrêt de bus aux normes d'accessibilité dans le cadre du réaménagement de son entrée de ville située sur la RD409-Bd du 8 Mai

---

Date de la convocation : 07/05/2025

L'an deux mille vingt-cinq et le quinze mai à quatorze heures, le bureau communautaire de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse, dûment convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, au siège sis 57 avenue Pierre Sémard à Grasse, sous la présidence de Jérôme VIAUD, Maire de Grasse et Vice-président du Conseil départemental des Alpes-Maritimes.

NOMBRE DE MEMBRES DU BUREAU EN EXERCICE : 26

PRESENTS : Jérôme VIAUD, Raymond ALBIS, Pierre ASCHIERI, Pierre BORNET, Gérard BOUCHARD, Dominique BOURRET, Marino CASSEZ, Raoul CASTEL, Claude CEPPI, Yves FUNEL, Jean-Marc MACARIO, Ismaël OGEZ, Gilles RONDONI, Bernard ROUX, Philippe SAINTE-ROSE FANCHINE, Ludovic SANCHEZ, Claude SERRA, Florence SIMON, Christian ZEDET.

PROCURATIONS : Jean-Louis CONIL à Jérôme VIAUD.

ABSENTS : Claude BOMPAR, Henri CHIRIS, Jean-Marc DELIA, Marie-Louise GOURDON, Michèle PAGANIN, David VARRONE.

AR Prefecture

006-200039857-20250515-DB2025_036-AU
Reçu le 22/05/2025
Publié le 22/05/2025

BUREAU COMMUNAUTAIRE	**DECISION**
DU 15 MAI 2025	**N°DB2025_036**
RAPPORTEUR : Monsieur le Président	
MOBILITES-TRANSPORTS	
Délégation de Maîtrise d'Ouvrage à la commune de La Roquette-sur-Siagne pour la réalisation d'un arrêt de bus aux normes d'accessibilité dans le cadre du réaménagement de son entrée de ville située sur la RD409-Bd du 8 Mai	
SYNTHESE **Il est proposé au bureau communautaire, d'approuver la convention de Délégation de Maîtrise d'Ouvrage à la commune de La Roquette-sur-Siagne pour la réalisation d'un arrêt de bus aux normes d'accessibilité dans le cadre du réaménagement de son entrée de ville située sur la RD 409 - Bd du 8 Mai. Le montant du projet est estimé à 20 495,01 euros HT soit 24 594,01 euros TTC.**	

Monsieur le Président expose au bureau communautaire :

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) ;

Vu la loi d'Orientation des Mobilités (LOM) du 24 décembre 2019 ;

Vu la loi portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets (Loi « Climat et résilience ») du 22 août 2021 ;

Vu la délibération n° DL2016_077 du 03 juin 2016 approuvant le Schéma Directeur d'Accessibilité – Agenda d'Accessibilité Programmé (SD'AP) du réseau de transports en commun Sillages de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse ;

Vu la délibération n° DL2019-115 du 28 juin 2019 approuvant le Plan de Déplacements Urbains de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse ;

Vu la délibération n° DL2022_146 du 22 septembre 2022 par laquelle le conseil communautaire a délégué au bureau communautaire certaines de ses attributions conformément à l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;

Considérant que la commune de La Roquette-sur-Siagne en lien avec le Conseil départemental des Alpes-Maritimes va réaménager son entrée de ville située sur la RD409-Bd du 8 Mai. Dans le cadre de cette opération un (1) arrêt de bus nommé « Village » sens Cannes/Mouans-Sartoux, est existant ;

Considérant que dans le cadre de sa compétence Mobilités-Transports, la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse doit procéder à la mise en accessibilité de cet arrêt de bus ;
Considérant que la réalisation de cette opération permet de mutualiser certains travaux et représente à ce titre une opportunité pour la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse ;

AR Prefecture
006-200039857-20250515-DB2025_036-AU
Reçu le 22/05/2025
Publié le 22/05/2025

Considérant qu'afin de simplifier la gestion technique de ce projet, la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse souhaite déléguer la maîtrise d'ouvrage de cette opération à la commune de La Roquette-sur-Siagne qui réalisera les travaux dans leur intégralité ;

Considérant que le montant prévisionnel des travaux de mise en accessibilité de cet arrêt de bus s'élève à 20 495,01 euros HT soit 24 594,01 euros TTC ;

Considérant que le plan de financement prévisionnel de l'opération se présente comme suit :

- Dépenses
  - Travaux : 20 495,01 euros
  - TVA : 4 099 euros
  - Montant TTC du Projet : **24 594,01 euros**

- Recettes
  - Part CAPG : 24 594,01 euros
  - Total : **24 594,01 euros**

Considérant qu'il est ainsi proposé d'approuver la convention de Délégation de Maîtrise d'Ouvrage, jointe en annexe à la présente décision ;

Après avoir délibéré et procédé au vote, le bureau communautaire à l'unanimité **DECIDE** :

- **D'APPROUVER** le projet de mise en accessibilité d'un (1) arrêt de bus dans le cadre de cette opération, pour un montant prévisionnel de 20 495,01 euros HT soit 24 594,01 euros TTC ;
- **DE CONFIER** la maîtrise d'ouvrage des travaux envisagés à la commune de La Roquette-sur-Siagne ;
- **D'APPROUVER** le plan de financement tel que présenté ci-dessus ;
- **D'AUTORISER** Monsieur Le Président, ou son représentant, à signer la présente convention de délégation de maîtrise d'ouvrage ci-annexée ;
- **DE DIRE** que le financement de cette opération sera prévu au budget 2025 et suivants (section investissement).

Fait à Grasse, les jours, mois et an que dessus.
Pour extrait certifié conforme,

Acte rendu exécutoire après dépôt en préfecture et publié le

22 MAI 2025

Le Président

Jérôme VIAUD
Maire de Grasse
Vice-président du Conseil départemental
des Alpes-Maritimes

AR Prefecture

006-200039857-20250515-DB2025_036-AU
Reçu le 22/05/2025
Publié le 22/05/2025

AR Prefecture
006-200039857-20250515-DB2025_036-AU
Reçu le 21/05/2025
Publié le 22/05/2025

ANNEXE DE LA DB2025_036A

CONVENTION DE DELEGATION DE MAITRISE D'OUVRAGE

Vu la loi N°85-704 du 12 juillet 1985 modifiée relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée, dite loi MOP ;

Vu l'article 2 de la loi MOP organisant les conditions de délégation de maîtrise d'ouvrage entre personnes publiques ;

Considérant que la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse et la Commune de La Roquette-sur-Siagne prévoient de réaliser la mise en accessibilité des arrêts de bus Sillages dans le cadre de l'opération de requalification de voirie effectuée par les services du Conseil départemental des Alpes-Maritimes et de la Commune de La Roquette-sur-Siagne ;

Considérant que cette opération ne peut pas être scindée pour des contraintes techniques de réalisation de travaux ;

Considérant qu'il est d'un intérêt commun de réaliser et de garantir la cohérence de l'ensemble des travaux sous la conduite d'un seul maître d'ouvrage ;

LA PRESENTE CONVENTION EST CONCLUE ENTRE :

D'une part, **la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse,**
Représentée par son Président, Monsieur Jérôme VIAUD agissant en vertu des pouvoirs qui lui ont été délégués par délibération de son conseil de communauté en date du .....,

ci-après dénommé « la CAPG »,

Et

D'autre part, **la Commune de La Roquette-sur-Siagne,**
Représentée par son Maire, Monsieur Raymond ALBIS, agissant en vertu des pouvoirs qui lui ont été délégués par délibération de son conseil départemental en date du .....,

ci-après dénommé « la Commune »,

Il est convenu ce qui suit :

AR Prefecture
006-200039857-20250515-DB2025_036-AU
Reçu le 22/05/2025
Publié le 22/05/2025

Article 1 : OBJET

Par délibération en date du ……, la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse a décidé de confier la Maîtrise d'ouvrage au Conseil départemental des Alpes-Maritimes pour la réalisation du programme ci-après :

MISE EN ACCESSIBILITE D'UN (1) ARRET DE BUS SILLAGES DANS LE CADRE DU REAMENAGEMENT DE SON ENTREE DE VILLE SITUEE SUR LA RD 409 – BOULEVARD DU 8 MAI

Le montant des travaux de mise en accessibilité est fixé à **20 495,01 € HT** pour cette opération, soit **24 594,01 € TTC**.

Par délibération en date du ……., la Commune de La Roquette-sur-Siagne a accepté la délégation de Maîtrise d'ouvrage, objet de la présente convention.

La présente convention a pour objet de définir le cadre et les modalités administratives et financières de cette délégation.

Article 2 : MISSION DE LA COMMUNE

La mission de la Commune porte sur les éléments suivants :

- Définition des conditions administratives et techniques selon lesquelles l'ouvrage sera étudié et réalisé ;
- Préparation du choix des entrepreneurs et fournisseurs ;
- Signature et gestion des Marchés de Travaux et Fournitures ;
- Versement de la rémunération des entreprises et fournisseurs ;
- Réception des travaux ;
- Gestion administrative, financière et comptable de l'opération.

Article 3 : ENVELOPPE FINANCIERE PREVISIONNELLE

L'enveloppe financière sera déterminée pour cette opération sur la base du ou des marchés, délégant la Maîtrise d'ouvrage à la Commune, celle-ci s'engageant à réaliser cette opération dans le respect des enveloppes financières prévisionnelles déterminées avant le lancement des travaux.

Dans le cas où, au cours de la mission, la Commune se verrait contraint de dépasser l'enveloppe financière, elle devra au préalable obtenir l'accord de la CAPG.

AR Prefecture
006-200039857-20250515-DB2025_036-AU
Reçu le 22/05/2025
Publié le 22/05/2025

Il en est de même si la CAPG estimait nécessaire d'apporter des modifications au programme ou à l'enveloppe financière prévisionnelle pour cette opération.

Article 4 : MODE DE FINANCEMENT

Le financement complet de l'opération sera assuré par la CAPG, suivant le plan de financement de l'opération déterminant le montant de la part à charge de la CAPG.

Article 5 : CONTROLE FINANCIER ET COMPTABLE

5-1 : La CAPG et ses agents pourront demander à tout moment à la Commune la communication de toutes les pièces et contrats concernant l'opération.

5-2 : Pendant toute la durée de la convention, la Commune communiquera à la CAPG, dès qu'elle en aura connaissance, les éventuelles modifications à apporter au projet, tant en recettes qu'en dépenses et les besoins en trésorerie correspondants.

Si nécessaire, la Commune devra présenter toutes propositions pour les éventuelles décisions à prendre par la CAPG, pour permettre la poursuite de l'opération dans de bonnes conditions, à fortiori si ces propositions conduisent à remettre en cause le programme, l'enveloppe financière prévisionnelle ou le plan de financement établit.

Article 6 : CONTROLE ADMINISTRATIF ET TECHNIQUE

6-1 : Règles de passation des contrats

Des dispositions légales relatives aux marchés publics, telles qu'elles ressortent de l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 et des décrets du 25 mars 2016. Les contrats seront signés par le Président du CD06, après avis ou décision des divers bureaux, commission et jury, conformément aux dispositions légales.

6-2 : Procédure de contrôle administratif

La passation des contrats conclus par la Commune reste soumise aux procédures de contrôle de légalité.

6-3 : Approbation des avant-projets

la Commune n'a pas mission de définir le programme de l'opération. Ce dernier sera défini par la CAPG, en concertation avec le Maître d'œuvre choisi.
la Commune organisera toute réunion de travail nécessaire à la définition du projet.
Le dossier d'avant-projet devra être approuvé par la CAPG.

AR Prefecture
006-200039857-20250515-DB2025_036-AU
Reçu le 21/05/2025
Publié le 22/05/2025

6-4 : Réception des ouvrages

la Commune est tenue d'obtenir l'accord préalable de la CAPG avant de prendre la décision de la réception de l'ouvrage.
La réception sera prononcée par le Maire de la Commune de La Roquette-Sur-Siagne.

Article 7 : ACHEVEMENT DE LA MISSION

La mission de la Commune prendra fin après exécution complète des procédures suivantes :

- Réception des ouvrages et levées des réserves de réception ;
- Expiration du délai de garantie de parfait achèvement des ouvrages et reprise des désordres couverts par cette garantie ;
- Etablissement du bilan général et définitif de l'opération ;
- Régularisation comptable.

Article 8 : DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention perdurera le temps nécessaire à la mise en accessibilité des arrêts présents dans le cadre de cette opération.

Article 9 : MODIFICATIONS ULTERIEURES

La présente convention pourra être amendée par avenant écrit, signé des deux parties sous réserve des délibérations d'approbation de la modification.

Article 10 : REGLEMENT DES LITIGES

Après tentative de règlement amiable entre les parties, le tribunal compétent pour trancher les litiges engendrés par la présente convention est le tribunal suivant : Tribunal administratif de Nice – 18 Avenue des Fleurs – 06050 Nice Cédex1.

AR Prefecture
006-200039857-20250515-DB2025_036-AU
Reçu le 21/05/2025
Publié le 22/05/2025

Article 11 : APPROBATION

La présente convention faite en 2 exemplaires, comportant 4 pages, a été approuvé avec en dernière page les signatures des deux parties.

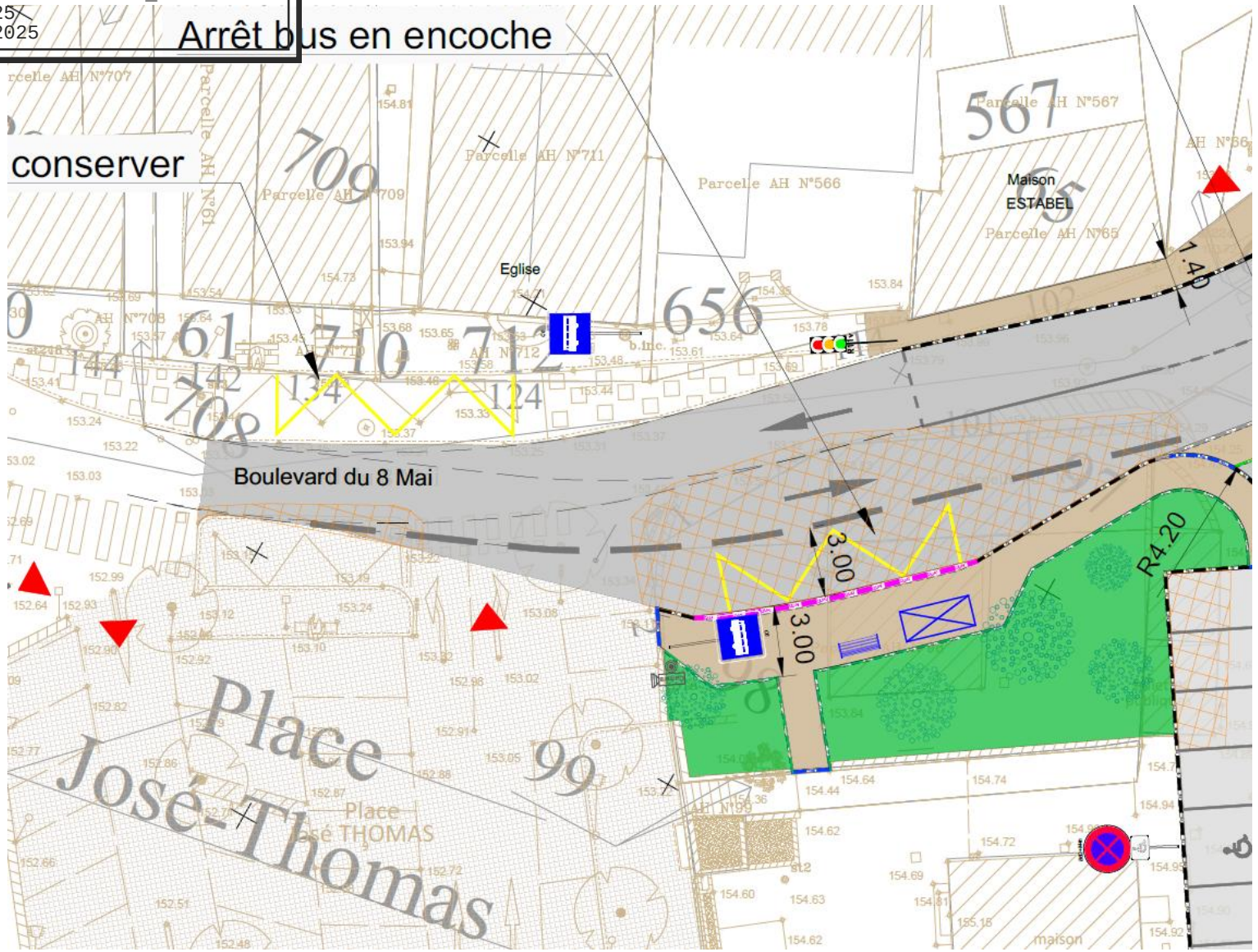
A……., le ……..
Monsieur le Président de
la Communauté d'agglomération
du Pays de Grasse

Jérôme VIAUD

A……., le ……
Monsieur le Maire de la
Commune de La Roquette-
Sur-Siagne

Raymond ALBIS

AR Prefecture
006-200039857-20250515-DB2025_036-AU
Reçu le 22/05/2025
Publié le 22/05/2025



RD409/ Bd du 8 Mai : Arrêt de Bus Village sens Cannes/Mouans Sartoux

Commune de la Roquette Sur Siagne

AR Prefecture
006-200039857-20250515-MPX025_037-AU
Reçu le 22/05/2025
Publié le 22/05/2025

pays de Grasse
communauté d'agglomération

REPUBLIQUE FRANÇAISE
DEPARTEMENT
DES ALPES-MARITIMES

EXTRAIT DU REGISTRE DES DECISIONS
DU BUREAU COMMUNAUTAIRE DE LA
COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
DU PAYS DE GRASSE

SEANCE DU JEUDI 15 MAI 2025

Décision n°DB2025_037 : Avenant n°2 à l'accord-cadre n°2023/25 : Appel d'offres - Service de transport à la demande sur le territoire de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse dit « SàD » (Sillages à la Demande)

Date de la convocation : 07/05/2025

L'an deux mille vingt-cinq et le quinze mai à quatorze heures, le bureau communautaire de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse, dûment convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, au siège sis 57 avenue Pierre Sémard à Grasse, sous la présidence de Jérôme VIAUD, Maire de Grasse et Vice-président du Conseil départemental des Alpes-Maritimes.

NOMBRE DE MEMBRES DU BUREAU EN EXERCICE : 26

PRESENTS : Jérôme VIAUD, Raymond ALBIS, Pierre ASCHIERI, Pierre BORNET, Gérard BOUCHARD, Dominique BOURRET, Marino CASSEZ, Raoul CASTEL, Claude CEPPI, Yves FUNEL, Jean-Marc MACARIO, Ismaël OGEZ, Gilles RONDONI, Bernard ROUX, Philippe SAINTE-ROSE FANCHINE, Ludovic SANCHEZ, Claude SERRA, Florence SIMON, Christian ZEDET.

PROCURATIONS : Jean-Louis CONIL à Jérôme VIAUD.

ABSENTS : Claude BOMPAR, Henri CHIRIS, Jean-Marc DELIA, Marie-Louise GOURDON, Michèle PAGANIN, David VARRONE.

AR Prefecture

006-200039857-20250515-DB2025_037-AU
Reçu le 22/05/2025
Publié le 22/05/2025

BUREAU COMMUNAUTAIRE	DECISION
DU 15 MAI 2025	N°DB2025_037
RAPPORTEUR : Monsieur le Président	
COMMANDE PUBLIQUE	
Avenant n°2 à l'accord-cadre n°2023/25 : Appel d'offres - Service de transport à la demande sur le territoire de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse dit « SàD » (Sillages à la Demande)	
SYNTHESE **Il est proposé au bureau communautaire d'autoriser Monsieur le Président à signer l'avenant n°2 à l'accord-cadre 2023/25 ayant pour objet d'accepter et d'agréer le changement de mandataire du groupement solidaire des taxis grassois. Madame Céline GUIGON sera remplacée par Monsieur Paul CARLUCCI en qualité de mandataire du groupement.**	

Monsieur le Président expose au bureau communautaire :

Vu la délibération n° DL2022-146 du 22 septembre 2022 par laquelle le conseil communautaire a délégué au bureau communautaire certaines de ses attributions conformément à l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;

Vu la décision de bureau n° DB2024_005 du jeudi 08 février 2024 par laquelle le bureau communautaire a autorisé Monsieur le Président à signer les pièces qui constituent l'accord-cadre avec le groupement solidaire des taxis grassois déclaré attributaire par la Commission d'Appel d'offres notifié le 7 mars 2024 ;

Considérant que par courrier en date du 4 mars 2025, Madame Céline GUIGON nous a informé de l'arrêt de son activité professionnelle ;

Considérant que Monsieur Paul CARLUCCI est proposé par les taxiteurs grassois pour être mandataire du groupement d'entreprise ;

Il est proposé d'accepter et d'agréer la désignation de Monsieur Paul CARLUCCI comme mandataire du groupement d'entreprise.

AR Prefecture

006-200039857-20250515-DB2025_037-AU
Reçu le 22/05/2025
Publié le 22/05/2025

Après avoir délibéré et procédé au vote, le bureau communautaire à l'unanimité **DECIDE** :

- **D'APPROUVER** l'avenant n°2, joint en annexe, à l'accord-cadre n°2023/25 à intervenir entre la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse et le groupement solidaire des taxis grassois ;

- **D'AUTORISER** Monsieur le Président à signer l'avenant n°2 sans incidence financière.

Fait à Grasse, les jours, mois et an que dessus.
Pour extrait certifié conforme,

Acte rendu exécutoire après dépôt en préfecture et publié le

22 MAI 2025

Le Président

Jérôme VIAUD
Maire de Grasse
Vice-président du Conseil départemental
des Alpes-Maritimes

AR Prefecture

006-200039857-20250515-DB2025_037-AU
Reçu le 22/05/2025
Publié le 22/05/2025

AR Prefecture
006-200039857-20250515-DB2025_037-AU
Reçu le 22/05/2025
Publié le 22/05/2025

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES
Direction des Affaires Juridiques

MARCHES PUBLICS ET ACCORDS-CADRES **EXE10**

AVENANT N° 2

A - Identification du pouvoir adjudicateur (ou de l'entité adjudicatrice).

Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse
57, avenue Pierre Sémard
06130 GRASSE

B - Identification du titulaire du marché public ou de l'accord-cadre.

Groupement solidaire des taxis grassois
Madame Céline Guigon (Mandataire)
1754 RN 85 route de Napoléon
06130 GRASSE

C - Objet du marché public ou de l'accord-cadre.

SERVICE DE TRANSPORT À LA DEMANDE
sur le territoire de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse
dit « SàD » (Sillages à la Demande)
suite à une première procédure déclarée infructueuse

- Référence du marché public ou de l'accord-cadre : 2023/25

- Date de la notification du marché public ou de l'accord-cadre : 07 mars 2024

- Durée d'exécution du marché public ou de l'accord-cadre :

L'accord-cadre commence à la date de l'accusé de réception de sa notification pour une durée de 12 mois. L'accord-cadre a une durée initiale de 12 mois.
Il est renouvelable 3 fois par reconduction tacite pour une période de 12 mois.

La durée maximale de l'accord-cadre est de 48 mois.

- Montant initial du marché public ou de l'accord-cadre :

Il s'agit d'un accord-cadre à bons de commande sans montant minimum mais avec un montant maximum de commande.

Pas de montant minimum
Montant maximum par période : **700 000 € HT**

Ces montants s'entendent pour la période initiale de l'accord-cadre et à chaque période de reconduction.

AR Prefecture
006-200039857-20250515-DB2025_037-AU
Reçu le 22/05/2025
Publié le 22/05/2025

D - Objet de l'avenant.

- Modifications introduites par le présent avenant :

Le présent avenant a pour objet d'accepter et d'agréer le changement de mandataire du Groupement Solidaire des taxis Grassois, titulaire de l'accord-cadre.

Par courrier en date du 11 mars 2025, Madame GUIGON a fait part à la CAPG de la mise en location sa licence de taxi n°2 à compter du 31 mars 2025. Par conséquent elle ne pourra plus être mandataire du groupement.

Ainsi, Monsieur Paul CARLUCCI sera le mandataire du groupement dont les coordonnées sont les suivantes :

91 chemin des amandiers
06530 Le Tignet

Tél : 06 12 24 90 94
Mail : 4pc@orange.fr

Taxi n°15 à Grasse
Siren : 521 012 195
Siret : 52101219500017
Code APE : 4932Z

AUTRES CLAUSES
Toutes les clauses du marché public ou de l'accord-cadre initial non contraires aux stipulations du présent avenant restent applicables.

DATE D'EFFET
Le présent avenant est applicable à compter de sa notification au titulaire du marché public ou de l'accord-cadre.

- Incidence financière de l'avenant :

L'avenant a une incidence financière sur le montant du marché public ou de l'accord-cadre :
(Cocher la case correspondante.)

☒ NON ☐ OUI

Cet avenant n'ayant aucune incidence financière, il n'a pas à être soumis pour avis aux commissions d'appel d'offres des collectivités territoriales et des établissements publics locaux.

AR Prefecture
006-200039857-20250515-DB2025_037-AU
Reçu le 22/05/2025
Publié le 22/05/2025

E - Signature du titulaire du marché public ou de l'accord-cadre.

Nom, prénom et qualité du signataire (*)	Lieu et date de signature	Signature

(*) Le signataire doit avoir le pouvoir d'engager la personne qu'il représente.

F - Signature du pouvoir adjudicateur (ou de l'entité adjudicatrice).

Pour l'Etat et ses établissements :
(Visa ou avis de l'autorité chargée du contrôle financier.)

A : …… , le ……

Signature
(représentant du pouvoir adjudicateur ou de l'entité adjudicatrice)

AR Prefecture
006-200039857-20250515-DB2025_037-AU
Reçu le 22/05/2025
Publié le 22/05/2025

G - Notification de l'avenant au titulaire du marché public ou de l'accord-cadre.

En cas de remise contre récépissé :

Le titulaire signera la formule ci-dessous :

« *Reçue à titre de notification copie du présent avenant* »

A ……, le ……..

Signature du titulaire,

En cas d'envoi en lettre recommandé avec accusé de réception :

(Coller dans ce cadre l'avis de réception postal, daté et signé par le titulaire du marché public ou de l'accord-cadre.)

En cas de notification par voie électronique :

(Indiquer la date et l'heure d'accusé de réception de la présente notification par le titulaire du marché public ou de l'accord-cadre.)

AR Prefecture
006-200039857-20250515-DB2025_038-AU
Reçu le 22/05/2025
Publié le 22/05/2025

pays de Grasse
communauté d'agglomération

REPUBLIQUE FRANÇAISE
DEPARTEMENT
DES ALPES-MARITIMES

EXTRAIT DU REGISTRE DES DECISIONS DU BUREAU COMMUNAUTAIRE DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DU PAYS DE GRASSE

SEANCE DU JEUDI 15 MAI 2025

Décision n°DB2025_038 : Accord-cadre – Appel d'offres ouvert – Service de transport à la demande destiné aux personnes à mobilité réduite « Mobiplus » (Mobi+) – Avenant n°1 à l'accord-cadre n°2023/26 attribué à la société A.S.E.

Date de la convocation : 07/05/2025

L'an deux mille vingt-cinq et le quinze mai à quatorze heures, le bureau communautaire de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse, dûment convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, au siège sis 57 avenue Pierre Sémard à Grasse, sous la présidence de Jérôme VIAUD, Maire de Grasse et Vice-président du Conseil départemental des Alpes-Maritimes.

NOMBRE DE MEMBRES DU BUREAU EN EXERCICE : 26

PRESENTS : Jérôme VIAUD, Raymond ALBIS, Pierre ASCHIERI, Pierre BORNET, Gérard BOUCHARD, Dominique BOURRET, Marino CASSEZ, Raoul CASTEL, Claude CEPPI, Yves FUNEL, Jean-Marc MACARIO, Ismaël OGEZ, Gilles RONDONI, Bernard ROUX, Philippe SAINTE-ROSE FANCHINE, Ludovic SANCHEZ, Claude SERRA, Florence SIMON, Christian ZEDET.

PROCURATIONS : Jean-Louis CONIL à Jérôme VIAUD.

ABSENTS : Claude BOMPAR, Henri CHIRIS, Jean-Marc DELIA, Marie-Louise GOURDON, Michèle PAGANIN, David VARRONE.

AR Prefecture

006-200039857-20250515-DB2025_038-AU
Reçu le 22/05/2025
Publié le 22/05/2025

BUREAU COMMUNAUTAIRE	DECISION
DU 15 MAI 2025	N°DB2025_038
RAPPORTEUR : Monsieur le Président	
COMMANDE PUBLIQUE	
Accord-cadre – Appel d'offres ouvert – Service de transport à la demande destiné aux personnes à mobilité réduite « Mobiplus » (Mobi+) – Avenant n°1 à l'accord-cadre n°2023/26 attribué à la société A.S.E.	
SYNTHESE **Suite à la suppression des index de prix par l'Insee initialement prévu dans le contrat, il est proposé au bureau communautaire d'autoriser Monsieur le Président à signer l'avenant n°1 à l'accord-cadre 2023/26 ayant pour objet le remplacement de quatre index de prix correspondant nécessaires au calcul de la révision biannuelle des prix de l'accord-cadre.**	

Monsieur le Président expose au bureau communautaire :

Vu la délibération n° DL2022-146 du 22 septembre 2022 par laquelle le conseil communautaire a délégué au bureau communautaire certaines de ses attributions conformément à l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;

Vu la décision n° DB2023_093 du jeudi 30 novembre 2023 par laquelle le bureau communautaire a autorisé Monsieur le Président à signer les pièces qui constituent l'accord-cadre avec la société A.S.E. déclarée attributaire par la Commission d'Appel d'offres ;

Considérant l'accord-cadre n°2023/26 relatif au service de transport à la demande destiné aux personnes à mobilité réduite « Mobiplus » attribué pour un montant maximum de commandes de 1 000 000 € HT par période et notifié le 07 février 2024 à la société A.S.E. ;

Considérant la suppression des quatre index de prix initialement prescrit dans le contrat, nécessaires au calcul de la révision biannuelle des prix de l'accord-cadre ;

Considérant la nécessité de procéder au remplacement des index de prix supprimés par des index de prix correspondant ci-dessous :

- L'index Transport et entreposage (NAF rév. 2 section H) – Base 100 en 2016 – identifiant 010599842 est remplacé par l'index Transport et entreposage (NAF rév. 2 section H) - Base 100 en 2020 – Identifiant 010762008

- L'index CPF 19.20 – Gazole yc TICPE Prix de marché – Base 2015 – Données mensuelles brutes - Identifiant 010534596 est remplacé par l'index CPF 19.20 – Gazole yc TICPE Prix de marché – Base 2021 – Données mensuelles brutes - Identifiant 010764135
- L'index CPF 33.17 – Réparation et entretien d'autres équipements de transport Prix de base – Base 2015 – Données mensuelles brutes – Identifiant 010535580 est

AR Prefecture
006-200039857-20250515-DB2025_038-AU
Reçu le 22/05/2025
Publié le 22/05/2025

remplacé par l'index CPF 29.10 – Véhicules utilitaires Prix de base – Base 2021 – Données mensuelles brutes – Identifiant 010764839

- L'index BCXN – Industrie hors énergie (B_C_X_MIG_NRG) Prix de base – Base 2015 – Données mensuelles brutes – Identifiant 010534444 est remplacé par l'index BCXN – Industrie hors énergie (B_C_X_MIG_NRG) Prix de base – Base 2021 – Données mensuelles brutes – Identifiant 010764011

Il est proposé d'autoriser Monsieur le Président à signer l'avenant n°1 sans incidence financière.

Après avoir délibéré et procédé au vote, le bureau communautaire à l'unanimité **DECIDE** :

- **D'APPROUVER** l'avenant n°1, joint en annexe, à l'accord-cadre n°2023/26 à intervenir entre la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse et la société A.S.E. ;

- **D'AUTORISER** Monsieur le Président à signer l'avenant n°1 sans incidence financière.

Fait à Grasse, les jours, mois et an que dessus.
Pour extrait certifié conforme,

Acte rendu exécutoire après dépôt en préfecture et publié le

22 MAI 2025

Le Président

Jérôme VIAUD
Maire de Grasse
Vice-président du Conseil départemental
des Alpes-Maritimes

AR Prefecture

006-200039857-20250515-DB2025_038-AU
Reçu le 22/05/2025
Publié le 22/05/2025

AR Prefecture
006-200039857-20250515-DB2025_038-AU
Reçu le 22/05/2025
Publié le 22/05/2025

ACCORDS-CADRES **EXE10**

AVENANT N° 1

A - Identification du pouvoir adjudicateur

La Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse (C.A.P.G.)
57avenue Pierre Sémard
06130 GRASSE
Tel : 04.97.05.22.00
n° SIRET : 20003985700012
commande@paysdegrasse.fr

B - Identification du titulaire de l'accord-cadre.

A.S.E
950 Avenue de Roumanille
06410 Biot
Tél : 06 67 57 93 34
Mail : marchespublics@adiate.fr

C - Objet de l'accord-cadre.

Service de transport à la demande destiné aux personnes à mobilité réduite « Mobiplus » (Mobi+)

- Référence de l'accord-cadre : 2023/26
- Date de la notification de l'accord-cadre : 07/02/2024
- Durée d'exécution de l'accord-cadre :

L'accord-cadre a une durée initiale de 12 mois, renouvelable 3 fois par reconduction tacite pour une période de 12 mois. La durée maximale de l'accord-cadre est de 48 mois.

- Montant initial de l'accord-cadre :

Pas de montant minimum par période
Maximum par période : 1 000 000 €HT

PROJET

AR Prefecture
006-200039857-20250515-DB2025_038-AU
Reçu le 22/05/2025
Publié le 22/05/2025

D - Objet de l'avenant.

- Modifications introduites par le présent avenant :

Le présent avenant a pour objet de remplacer les quatre index de prix nécessaires au calcul de la révision biannuelle des prix de l'accord-cadre supprimés par l'Insee.

Il faut lire :

11.3. Révision des prix

Les prix sont réputés établis aux conditions économiques du mois de remise des offres.
Ce mois est appelé mois zéro (Mo).
Les prix du marché sont révisables par période semestrielle à compter du 1er janvier 2024.
Le titulaire établira la valorisation de prix pour la période de douze mois écoulée et transmettra à la régie des transports Sillages l'ensemble des pièces nécessaire permettant de la justifier.

La révision sera calculée en respectant la formule suivante dont le coefficient Cn de révision des prix pris est défini comme suit :
P.n (prix révisé) = **P** (Prix initial) x **C.n** (coefficient de révision)

$$Cn = 0{,}67\left(\frac{Sn}{So}\right) + 0{,}12\left(\frac{Gn}{Go}\right) + 0{,}08\left(\frac{Mn}{Mo}\right) + 0{,}13\left(\frac{FGn}{FGo}\right)$$

Où
- Sn : Moyenne arithmétique des 2 derniers indices trimestriels connus au 1er juillet de m'exercice N de l'indice du coût du travail – Coût horaire - Transport et entreposage (NAF rév. 2 section H) - Base 100 en 2020 – Identifiant 010762008

- **Gn** : Moyenne arithmétique des 6 derniers indices mensuels connus au 1er juillet de l'exercice N de l'Indice de prix de production de l'industrie française pour le marché français – CPF 19.20 – Gazole yc TICPE Prix de marché – Base 2021 – Données mensuelles brutes - Identifiant 010764135

- **Mn** : Moyenne arithmétique des 6 derniers indices mensuels connus au 1er juillet de l'exercice N de l'Indice de prix de production de l'industrie française pour l'ensemble des marchés – CPF 29.10 – Véhicules utilitaires Prix de base – Base 2021 – Données mensuelles brutes – Identifiant 010764839

- **FGn** : Moyenne arithmétique des 6 derniers indices mensuels connus au 1er juillet de l'exercice N de l'Indice de prix de production de l'industrie française pour le marché français – BCXN – Industrie hors énergie (B_C_X_MIG_NRG) Prix de base – Base 2021 – Données mensuelles brutes – Identifiant 010764011

Indice 0 : Valeur définitive connue de l'indice au mois « M0 ».
Précision des valeurs révisées : le calcul de la formule d'indexation est effectué avec quatre chiffres après la virgule, les règles d'arrondi s'appliquent par excès ou par défaut.

L'arrondi final, appliqué au taux de révision ne comprend que deux décimales, et s'applique au prix HT, avant application du taux de TVA en vigueur.
La révision des prix s'opère sur la base de la dernière valeur d'index publiée au moment de l'application de la formule.

11.4. Périodicité de la révision

La première révision interviendra à la notification de l'accord-cadre.
Les révisions suivantes auront lieu le 1er janvier et le 1er juillet de chaque année.

PROJET

AR Prefecture
006-200039857-20250515-DB2025_038-AU
Reçu le 22/05/2025
Publié le 22/05/2025
Au lieu de :

11.3. Révision des prix

Les prix sont réputés établis aux conditions économiques du mois de remise des offres.
Ce mois est appelé mois zéro (Mo).
Les prix du marché sont révisables par période semestrielle à compter du 1er janvier 2024.
Le titulaire établira la valorisation de prix pour la période de douze mois écoulée et transmettra à la régie des transports Sillages l'ensemble des pièces nécessaire permettant de la justifier.

La révision sera calculée en respectant la formule suivante dont le coefficient Cn de révision des prix pris est défini comme suit :

P.n (prix révisé) = **P** (Prix initial) x **C.n** (coefficient de révision)

$$Cn = 0{,}67\left(\frac{Sn}{So}\right) + 0{,}12\left(\frac{Gn}{Go}\right) + 0{,}08\left(\frac{Mn}{Mo}\right) + 0{,}13\left(\frac{FGn}{FGo}\right)$$

Où

- Sn : Moyenne arithmétique des 2 derniers indices trimestriels connus au 1er juillet de m'exercice N de l'indice du coût du travail – Salaires et charges – Transport et entreposage (NAF rév. 2 section H) – Base 100 en 2016 – identifiant 010599842

- **Gn** : Moyenne arithmétique des 6 derniers indices mensuels connus au 1er juillet de l'exercice N de l'Indice de prix de production de l'industrie française pour le marché français – CPF 19.20 – Gazole yc TICPE Prix de marché – Base 2015 – Données mensuelles brutes - Identifiant 010534596

- **Mn** : Moyenne arithmétique des 6 derniers indices mensuels connus au 1er juillet de l'exercice N de l'Indice de prix de production de l'industrie française pour l'ensemble des marchés – CPF 33.17 – Réparation et entretien d'autres équipements de transport Prix de base – Base 2015 – Données mensuelles brutes – Identifiant 010535580

- **FGn** : Moyenne arithmétique des 6 derniers indices mensuels connus au 1er juillet de l'exercice N de l'Indice de prix de production de l'industrie française pour le marché français – BCXN – Industrie hors énergie (B_C_X_MIG_NRG) Prix de base – Base 2015 – Données mensuelles brutes – Identifiant 010534444

Indice 0 : Valeur définitive connue de l'indice au mois « M0 ».
Précision des valeurs révisées : le calcul de la formule d'indexation est effectué avec quatre chiffres après la virgule, les règles d'arrondi s'appliquent par excès ou par défaut.

L'arrondi final, appliqué au taux de révision ne comprend que deux décimales, et s'applique au prix HT, avant application du taux de TVA en vigueur.
La révision des prix s'opère sur la base de la dernière valeur d'index publiée au moment de l'application de la formule.

11.4. Périodicité de la révision

La première révision interviendra à la notification de l'accord-cadre.
Les révisions suivantes auront lieu le 1er janvier et le 1er juillet de chaque année.

AUTRES CLAUSES

Toutes les clauses de l'accord-cadre initial non contraires aux stipulations du présent avenant restent applicables.

DATE D'EFFET

Le présent avenant est applicable à compter de sa notification au titulaire de l'accord-cadre.

PROJET

AR Prefecture
006-200039857-20250515-DB2025_038-AU
Reçu le 22/05/2025
Publié le 22/05/2025

- Incidence financière de l'avenant :

L'avenant a une incidence financière sur le montant de l'accord-cadre :
(Cocher la case correspondante.)

☒ NON ☐ OUI

PROJET

AR Prefecture
006-200039857-20250515-DB2025_038-AU
Reçu le 22/05/2025
Publié le 22/05/2025

Signature du titulaire de l'accord-cadre.

Nom, prénom et qualité du signataire (*)	Lieu et date de signature	Signature

(*) Le signataire doit avoir le pouvoir d'engager la personne qu'il représente.

PROJET

AR Prefecture
006-200039857-20250515-DB2025_038-AU
Reçu le 22/05/2025
Publié le 22/05/2025

F - Signature du pouvoir adjudicateur

Pour la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse :
(Visa ou avis de l'autorité chargée du contrôle financier.)

A : Grasse, le ……

Signature
(représentant du pouvoir adjudicateur)

Le Président,

Jérôme VIAUD
Maire de Grasse,
Vice-président du Conseil Départemental
des Alpes-Maritimes

G - Notification de l'avenant au titulaire de l'accord-cadre.

En cas de remise contre récépissé :

Le titulaire signera la formule ci-dessous :

« *Reçue à titre de notification copie du présent avenant* »

A ……, le ……..

Signature du titulaire,

En cas d'envoi en lettre recommandé avec accusé de réception :

(Coller dans ce cadre l'avis de réception postal, daté et signé par le titulaire de l'accord-cadre.)

AR Prefecture
006-200039857-20250515-DB2025_038-AU
Reçu le 22/05/2025
Publié le 22/05/2025

En cas de notification par voie électronique :

(Indiquer la date et l'heure d'accusé de réception de la présente notification par le titulaire de l'accord-cadre.)

PROJET

AR Prefecture
006-200039857-20250515-DB2025_039-AU
Reçu le 22/05/2025
Publié le 22/05/2025

Pays de Grasse
communauté d'agglomération

REPUBLIQUE FRANÇAISE
DEPARTEMENT
DES ALPES-MARITIMES

EXTRAIT DU REGISTRE DES DECISIONS DU BUREAU COMMUNAUTAIRE DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DU PAYS DE GRASSE

SEANCE DU JEUDI 15 MAI 2025

Décision n°DB2025_039 : Actualisation du Règlement Intérieur du site du Palais Grasse Campus

---

Date de la convocation : 07/05/2025

L'an deux mille vingt-cinq et le quinze mai à quatorze heures, le bureau communautaire de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse, dûment convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, au siège sis 57 avenue Pierre Sémard à Grasse, sous la présidence de Jérôme VIAUD, Maire de Grasse et Vice-président du Conseil départemental des Alpes-Maritimes.

NOMBRE DE MEMBRES DU BUREAU EN EXERCICE : 26

PRESENTS : Jérôme VIAUD, Raymond ALBIS, Pierre ASCHIERI, Pierre BORNET, Gérard BOUCHARD, Dominique BOURRET, Marino CASSEZ, Raoul CASTEL, Claude CEPPI, Yves FUNEL, Jean-Marc MACARIO, Ismaël OGEZ, Gilles RONDONI, Bernard ROUX, Philippe SAINTE-ROSE FANCHINE, Ludovic SANCHEZ, Claude SERRA, Florence SIMON, Christian ZEDET.

PROCURATIONS : Jean-Louis CONIL à Jérôme VIAUD.

ABSENTS : Claude BOMPAR, Henri CHIRIS, Jean-Marc DELIA, Marie-Louise GOURDON, Michèle PAGANIN, David VARRONE.

AR Prefecture

006-200039857-20250515-DB2025_039-AU
Reçu le 22/05/2025
Publié le 22/05/2025

BUREAU COMMUNAUTAIRE	DECISION
DU 15 MAI 2025	N°DB2025_039
RAPPORTEUR : Monsieur le Président	
DEVELOPPEMENT DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE	
Actualisation du Règlement Intérieur du site du Palais Grasse Campus	

SYNTHESE

Grasse Campus évolue dans ses usages, son site du Palais accueille un public croissant et varié (étudiants, personnels des établissements-hôtes, organisateurs d'événement...) rendant obsolètes certaines règles fixées dans le règlement intérieur en vigueur. Afin que les règles de sécurité, d'occupation et d'utilisation soient en adéquation avec l'usage qui en est fait, il convient de le mettre à jour.
Il est proposé au bureau communautaire d'approuver le nouveau règlement intérieur de Grasse Campus pour le site du Palais.

Monsieur le Président expose au bureau communautaire :

Vu l'article L.5211-10 du Code général des Collectivités territoriales ;

Vu la délibération n°2022-146 du 22 septembre 2022 par laquelle le conseil communautaire a délégué au bureau communautaire certaines de ses attributions conformément à l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;

Considérant que les règles établies dans le règlement intérieur en vigueur ne sont plus en adéquation avec l'évolution des usages et nécessitent une mise à jour ;

Considérant que Grasse Campus offre des services à du personnel permanent mais également à des usagers extérieurs au dispositif Grasse Campus ;

Considérant que Grasse Campus propose des mises à disposition fréquentes de ses salles et de ses espaces à tout type de public ;

Considérant que la rédaction d'un nouveau règlement intérieur permettant d'encadrer les modalités d'occupation et d'utilisation du site, s'impose ;

AR Prefecture

006-200039857-20250515-DB2025_039-AU
Reçu le 22/05/2025
Publié le 22/05/2025

Après avoir délibéré et procédé au vote, le bureau communautaire à l'unanimité **DECIDE** :

- **D'APPROUVER** dans les termes le règlement intérieur du Palais Grasse Campus, joint en annexe ;
- **D'AUTORISER** Monsieur le Président à signer ce règlement ;
- **D'APROUVER** que le règlement ainsi adopté soit porté à la connaissance de tous les usagers du Palais Grasse Campus ;
- **DE CHARGER** Monsieur le Président de faire respecter ce règlement intérieur.

Fait à Grasse, les jours, mois et an que dessus.
Pour extrait certifié conforme,

Acte rendu exécutoire après dépôt en préfecture et publié le

22 MAI 2025

Le Président

Jérôme VIAUD
Maire de Grasse
Vice-président du Conseil départemental
des Alpes-Maritimes

AR Prefecture

006-200039857-20250515-DB2025_039-AU
Reçu le 22/05/2025
Publié le 22/05/2025

AR Prefecture
006-200039857-20250515-DB2025_039-AU
Reçu le 22/05/2025
Publié le 22/05/2025

Règlement Intérieur Site du Palais – Grasse Campus

Préambule

Grasse Campus, le campus territorial multisite du Pays de Grasse, est l'outil du DESR (Développement de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche) de la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse, permettant l'accueil des établissements-hôtes et l'exercice des missions de service public en Pays de Grasse. Grasse Campus est un campus multisite.

Le présent règlement intérieur a pour objet de définir les règles de conduite et les modalités d'occupation que doivent respecter les personnels des Établissements-Hôtes, leurs étudiants et les divers usagers, spécifiquement sur le site du Palais situé 18 rue de l'Ancien Palais de Justice à Grasse.

L'ensemble des personnes fréquentant le campus (étudiants, personnels du service DESR, personnels administratifs des établissements-hôtes, personnels enseignants, visiteurs occasionnels) doit contribuer au maintien en bon état des locaux et des équipements.

Article 1 – Accès au Campus et Restrictions

1.1 Identification des usagers

Les personnels des Établissements-Hôtes et des organismes associés ou hébergés sur les sites de Grasse Campus, les étudiants inscrits administrativement auprès des Établissements-Hôtes, ainsi que toute personne autorisée, peuvent accéder aux locaux et installations du DESR sous réserve d'être porteur d'une pièce justificative attestant de la régularité de leur présence sur le site.

Dans les locaux du DESR, la présentation de la carte étudiante peut être exigée pour accéder au bâtiment. Le défaut de présentation de la carte peut entraîner l'obligation de quitter immédiatement les locaux du campus.

Les autres personnes participant de manière ponctuelle aux activités scientifiques et pédagogiques des Établissements-Hôtes, ainsi que les personnes participant à des réunions ou activités organisées par des organismes tiers dans le cadre d'un prêt ou d'une location de salle, peuvent accéder aux locaux du campus sous réserve de se soumettre à l'ensemble des règles en vigueur ou des instructions particulières prescrites par la direction du DESR, et de justifier, en cas de demande, de leur identité et du motif de leur présence.

Les animateurs du Welcome Center et les prestataires externes sont accueillis dans les conditions prévues aux alinéas précédents.

Les visiteurs des personnels des Etablissements-Hôtes sont accueillis dans les conditions prévues aux alinéas précédents.

AR Prefecture
006-200039857-20250515-DB2025_039-AU
Reçu le 22/05/2025
Publié le 22/05/2025

1.2 Accès par badge

L'accès aux bâtiments et à ses espaces est contrôlé et sécurisé par un système de badges électroniques.

Les personnels administratifs des Etablissements-Hôtes, leurs enseignants ainsi que les prestataires externes peuvent se voir confiés un badge adapté à leurs usages pour une durée limitée.

Un badge nominatif autorisant la circulation sur site ainsi qu'une clé de bureau sont remis aux personnels administratifs permanents des Établissements-Hôtes pour l'année scolaire en cours. Leur nom, statut et la date de remise sont consignés respectivement dans le Registre des Badges et dans le Registre des Clés gérés par le Pôle Technique.

Un badge Professeur est remis aux enseignants des Établissements-Hôtes pour la durée de leur enseignement (journée ou demi-journée). Leur nom, statut, la date de remise, l'heure d'arrivée et de départ sont consignés dans le formulaire de suivi du Pôle Accueil.

Un badge BDE est remis aux étudiants en charge du BDE présent sur le site. Leur nom, statut, la date de remise, l'heure d'arrivée et de départ sont consignés dans le formulaire de suivi du Pôle Accueil.

Un badge prestataire est délivré par le Pôle Accueil après validation du Pôle Technique pour la durée de la prestation.

Les badges d'accès au site ne peuvent être ni prêtés, ni dupliqués. Les badges attribués aux permanents administratifs des établissements-hôtes devront être restitués en cas de rupture de contrat avec ces derniers.

À l'issue de la période de validité, tout badge perdu ou non restitué sera désactivé et facturé à l'Établissement-Hôte auquel l'usager détenteur du badge est rattaché suivant les tarifs en vigueur à la date de déclaration de perte.

1.3 Visiteurs

Tout visiteur doit se présenter à l'accueil pour remplir le registre des visiteurs au Pôle Accueil, ils doivent justifier de leur identité et du motif de leur visite. Les visiteurs seront accompagnés par un agent de la communauté d'Agglomération du Pays de Grasse pendant toute la durée de leur présence sur le site. L'accès aux espaces sensibles (salles de classes, bureaux, amphithéâtre, etc.) est strictement limité aux personnes autorisées.

1.4 Restriction d'accès

La direction du DESR se réserve le droit de refuser l'accès de ses locaux à toute personne dont la tenue s'avérerait incompatible avec le bon fonctionnement de ses activités, avec l'hygiène, la sécurité ou la sûreté des personnes et des biens. Pour cela, il convient notamment d'adopter une tenue correcte et de ne pas dissimuler entièrement son visage conformément à la loi n° 2010-1192 du 11 octobre 2010.

Toute personne étrangère au dispositif Grasse Campus peut se voir refuser l'accès au site.

La direction du DESR peut limiter de manière temporaire cet accès en cas de nécessité, justifiée notamment pour des questions de sécurité. Pour ces mêmes raisons, des locaux ou installations particulières peuvent être soumis à une procédure de contrôle d'accès spéciale, notamment par un système électronique.

AR Prefecture
006-200039857-20250515-DB2025_039-AU
Reçu le 22/05/2025
Publié le 22/05/2025

En raison des restrictions liées au statut d'établissement recevant du public (ERP), l'accès à certaines zones du campus est limité en fonction de l'habilitation des différents usagers du bâtiment.

L'accès au site est interdit aux animaux sauf chiens d'aveugle ou d'assistance.

1.5 Interdiction de fumer, consommer ou introduire de l'alcool et des stupéfiants

Il est strictement interdit d'introduire ou de consommer des boissons alcoolisées et des stupéfiants dans l'enceinte des locaux ainsi que d'y pénétrer sous l'emprise de ces divers produits.

De même, en application du décret n° 2006-1386 du 15 novembre 2006, fixant les conditions d'application de l'interdiction de fumer dans les lieux affectés à un usages collectif, il est formellement interdit de fumer notamment dans tous les lieux fermés et couverts qui accueillent du public ou qui constituent des lieux de travail, ainsi que dans les établissements destinés à la formation. Cette interdiction s'étend pour la cigarette électronique (décret n°2017-633 du 25 avril 2017).

Article 2 – Horaires d'ouverture et de fermeture

Le campus est ouvert au public du lundi au vendredi, de 07h45 à 18h. Le campus est accessible au personnel administratif permanent de 7h45 à 18H30.

Toute personne présente sur le campus en dehors de ces horaires doit obtenir une autorisation préalable de la direction. Sur certaine période, comme pendant la période estivale, les horaires peuvent être modifiés par la direction du DESR, les personnels permanents du site seront avisés par voie hiérarchique le cas échéant.

Occasionnellement, le campus peut être ouvert dans le cadre établi par une convention de mise à disposition temporaire des locaux ou en cas d'évènements exceptionnels.

Article 3 – Organisation des locaux

3.1 Dispositions générales

Le bâtiment du Palais se compose de quatre étages, avec un total de 14 salles d'enseignement, 2 salles informatiques, 2 salles de travaux pratiques et 2 amphithéâtres.

Pour des raisons de sécurité, chaque espace est soumis à une jauge maximale, chaque utilisateur s'engage à la respecter, un document est disponible au pôle accueil.

Les différentes zones du bâtiment sont brièvement décrites ci-dessous :

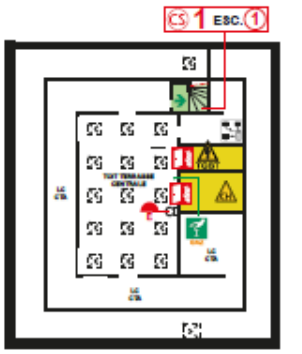
- Rez-de-chaussée : 3 salles de classes, amphithéâtre
- 1er étage : 5 salles de classes
- 2ème étage : 3 salles de classes, petit amphithéâtre, une salle Travaux Pratiques, espace restauration
- 3ème étage : 3 salles de classes, une salle Travaux Pratiques
- 4ème étage : 2 salles de Laboratoire Multimédia, bureaux administratifs

Des sanitaires hommes/femmes sont présents à tous les étages.

AR Prefecture
006-200039857-20250515-DB2025_039-AU
Reçu le 22/05/2025
Publié le 22/05/2025

CAMPUS
RUE ANCIEN PALAIS DE JUSTICE
06130 GRASSE

PLAN DE MASSE



COMBLES



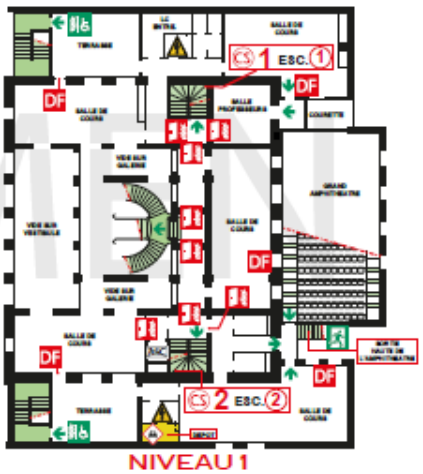
NIVEAU 2

LEGENDE

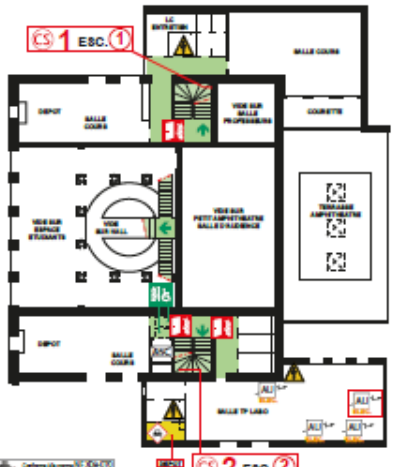
- Porte Coupe Feu
- Report Système de Sécurité Incendie
- Commande de Désenfumage
- Système de Sécurité Incendie
- Echelle
- Colonne Sèche
- Alimentation Colonne Sèche
- Matière Dangereuse
- Local Electrique / Transfo / TGBT
- Local à Risque
- Barrage Gaz
- Chaufferie
- Trappe Désenfumage
- Serveur Informatique
- Accès Toiture
- Local Poubelles
- Ascenseur
- Arrêt d'Urgence Electrique
- Elévateur PMR
- Parking
- Bouche Incendie
- Barrage d'Eau Partiel
- Evacuation Vers Sortie Finale
- Evacuation Sortie Finale
- Arrêt d'Urgence / Gaz / CVC
- Espace d'Attente Sécurisé
- Défibrillateur Entree A de L'accueil
- Point de Rassemblement



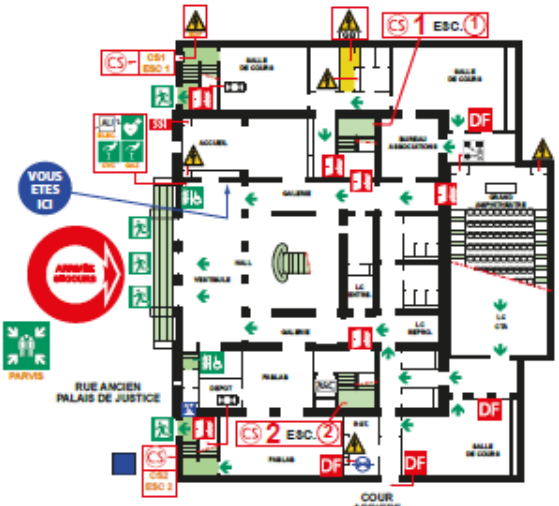
NIVEAU 4



NIVEAU 1



NIVEAU 3



NIVEAU 0

SPECIMEN

AR Prefecture
006-200039857-20250515-DB2025_039-AU
Reçu le 22/05/2025
Publié le 22/05/2025

3.2 Limitation de l'accès aux salles d'enseignement

Les étudiants ne peuvent accéder aux salles de classe sans la présence de leur professeur, d'un permanent administratif ou d'un membre du personnel du service DESR. Les personnes qui se voient confier un badge sont responsables de faire respecter cette règle.

Article 4 – Attitudes et Conduite

Toute personne présente sur les sites du campus doit s'abstenir de tous actes qui seraient de nature à perturber le travail de celles et ceux qui s'y trouvent, à endommager les immeubles ou le matériel, et d'une façon générale à troubler la bonne marche de l'établissement.

Chacun doit veiller également au maintien des locaux en bon état de propreté.

L'attitude des étudiants, des personnels des Établissements-Hôtes et des personnes accueillies au campus, doit être conforme à l'ordre public, notamment dans ses composantes immatérielles : la moralité publique et le respect de la dignité humaine.

Tout traitement dégradant et humiliant contre la personne humaine, tant physique que moral, est prohibé et répréhensible, disciplinairement et pénalement.

Il s'agit notamment des actes de bizutage, de harcèlement ou de discrimination.

Il est impératif de respecter le calme dans l'ensemble du bâtiment, tels que les salles de classe ou les lieux de passage, et de veiller à ne pas perturber le bon déroulement des cours.

Article 5 – Accès aux Ressources Numériques et Matérielles

5.1 Utilisation des ressources informatiques

Les ressources informatiques et les outils numériques (ordinateurs, câble HDMI, stylet, vidéoprojecteur, ENI, Wi-Fi, plateformes d'apprentissage…) sont à disposition des étudiants et du personnel uniquement à des fins académiques et professionnelles. Toute utilisation personnelle excessive ou inappropriée des équipements numériques est interdite.

En cas de constatation de dégradations sur les ressources numériques ou matérielles, un registre est disponible à l'accueil pour signaler les faits et enclencher le processus de remise en l'état.

5.2 Sécurité des données et confidentialité

Il est impératif de respecter les règles de confidentialité des données. Les utilisateurs doivent se conformer aux règles du Règlement UE 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 *relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données* (dit RGPD) ainsi qu'à la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 *relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés*.

AR Prefecture
006-200039857-20250515-DB2025_039-AU
Reçu le 22/05/2025
Publié le 22/05/2025

Article 6 – Propreté et Environnement

6.1 Respect de la propreté

Chaque usager du site doit respecter la propreté des lieux. Il est interdit de jeter des déchets en dehors des poubelles prévues à cet effet. Des actions de sensibilisation à la gestion des déchets et à la protection de l'environnement seront régulièrement organisées. Des espaces sont dédiées à la restauration au 2ème étage. Il est interdit de manger dans les salles de classe.

6.2 Conduite écoresponsable

Il est demandé aux étudiants, enseignants et personnel administratif de participer activement aux initiatives de recyclage et de réduction de l'empreinte écologique du campus. Des poubelles de tri sont mises à disposition des usagers sur l'ensemble du site.

Dans le cadre d'une conduite écoresponsable, les utilisateurs des salles doivent veiller à ce que les lumières, les écrans digitaux, ainsi que les portes et fenêtres soient correctement fermés avant de quitter les lieux. Le responsable du badge doit veiller à l'application de ces consignes.

Article 7 – Assurance et Responsabilité

La Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse décline toute responsabilité en cas d'accident ou de dommage survenant en dehors du cadre des activités courantes.

7.1 Assurances

Les Établissements et structures accueillis à quelque titre que ce soit doivent souscrire, pour toute la durée de la période de leur accueil sur le site, une assurance multirisque, incluant notamment la responsabilité civile, et les garantissant pour tous risques ou dommages susceptibles de survenir sur le campus.

Plus généralement, la responsabilité civile individuelle de chaque usager du site pourra être engagée si la faute et le lien de causalité sont établis.

7.2 Dégradation et dommages aux biens

Les établissements-hôtes répondront des dégradations et pertes qui surviendraient pendant la durée de la convention dans les lieux mis à disposition, du fait exclusif de leurs activités.

Leur responsabilité sera engagée si les matériels et locaux mis à disposition sont dégradés par le personnel ou les étudiants et la réparation financière leur incombera.

7.3 : Exclusion de responsabilité de la CAPG

La CAPG ne sera tenue responsable :

- en cas de vol, cambriolage où tout acte criminel ou délictueux qui pourrait être commis dans les lieux mis à disposition ou les dépendances du site, sauf dans le cas où ces actes serait commis par toute personne dont la CAPG serait reconnue civilement responsable ;
- en cas de troubles apportés à la jouissance de l'établissement-hôte par la faute de tiers, quel que soit leur qualité, sauf si ce ou ces tiers relèvent de la

AR Prefecture
006-200039857-20250515-DB2025_039-AU
Reçu le 22/05/2025
Publié le 22/05/2025

responsabilité de la CAPG, l'établissement devra agir directement contre eux sans pouvoir mettre en cause la CAPG.

Article 8 – Conditions d'utilisation des locaux

8.1 Les activités commerciales

Aucun personnel ou usager ne peut établir, même à titre provisoire, le siège d'une société commerciale sur les sites du campus.

Les activités de démarchage et les quêtes sont strictement interdites dans les locaux du campus, sauf autorisation expresse du DESR.

Une personne morale, ayant pour objet la valorisation de la recherche dans le domaine d'activité des Établissements-hôtes du campus, peut être exceptionnellement et provisoirement domiciliée au campus après validation de la direction DESR.

Les associations étudiantes des Établissements-Hôtes peuvent être autorisées par la direction du DESR à domicilier leur siège social sur le site du Palais – 18 Rue de l'ancien Palais de Justice à Grasse. Ils peuvent également avoir une activité de vente occasionnelle dans les locaux afin de financer leurs activités. Les demandes d'autorisation devront être soumises à la direction du DESR.

8.2 Événements et mises à disposition des locaux

A l'occasion d'évènements, la CAPG se réserve le droit de mettre à disposition des espaces en conformité avec les lois et règlements.

A chaque réservation, l'occupant occasionnel s'engage à respecter la règlementation en vigueur de l'espace réservé. L'occupant supportera toutes les conséquences financières, juridiques de quelle que nature que ce soit liées au non-respect des règles du présent règlement.

Tout manquement à cette obligation pourra entraîner la fin immédiate de la manifestation sans pouvoir prétendre au versement d'une quelconque indemnité et le refus de toute demande de réservation ultérieure.

L'organisateur de l'événement devra veiller à ce que l'espace mis à disposition soit laissé dans son état d'origine (fenêtres fermées, lumières éteintes, chauffage laissé à une température raisonnable, mobilier remis en place, état de propreté correcte, etc.).
Ces demandes de mises à dispositions devront faire l'objet d'une demande auprès des services de Grasse Campus, une convention sera établie ainsi qu'un devis selon les tarifs en vigueur dans le recueil des tarifs.
La direction du DESR se réserve le droit de refuser une demande si sa finalité n'est pas conforme aux usages prévus sur le site du Palais Grasse Campus.

AR Prefecture
006-200039857-20250515-DB2025_039-AU
Reçu le 22/05/2025
Publié le 22/05/2025

Article 9 – Sécurité et prévention

9.1 Prévention incendie

Les consignes d'incendie ainsi qu'un plan de localisation des extincteurs et des issues de secours sont affichés dans les locaux, de manière à être connues de tous les usagers.

Le matériel de première intervention (extincteurs, boîtiers « coup de poing », ferme porte électrique…) est placé sous la sauvegarde de tous.

L'alerte incendie est matérialisée par une alarme sonore.

Des exercices liés à la mise en place et à l'utilisation des moyens de secours sont réalisés en cours d'année conformément au règlement de sécurité des ERP.

Toute personne présente dans l'établissement doit se conformer à la pratique des différents exercices d'évacuation et de sécurité organisés par Grasse Campus telle que prévue par la loi et par le PPMS en vigueur.

L'ensemble de l'établissement doit être évacué dans les plus brefs délais, sans hâte ni précipitation en utilisant les escaliers et sorties de secours.
Si un déclenchement se produit, il est essentiel de laisser toutes les affaires et de suivre la procédure indiquée dans chacune des salles de classe.

Toute dégradation ou déclenchement volontaire des systèmes de sécurité ou d'alarme sans raison valable fera l'objet d'une sanction.

9.2 Vidéosurveillance

Afin de garantir la sécurité des personnes et des biens, Grasse Campus a installé un système de vidéosurveillance avec enregistrement d'images au sein de Grasse Campus et de ses abords (art. 6.1. f du Règlement européen sur la protection des données). Les images sont conservées pendant la durée limitée légale.
En cas d'incident lié à la sécurité des personnes et des biens, les images de vidéosurveillance peuvent être visionnées par les personnes habilitées ou transmises aux forces de l'ordre dans le cadre légal.

Le système de vidéosurveillance est dûment déclaré auprès des services de la Préfecture et auprès de la Déléguée à la Protection des Données. Ce système est régi selon les textes en vigueur.
L'affichage légal obligatoire est en place aux points d'accès de l'établissement.

9.3 Plan Vigipirate

En raison des mesures de sécurité liées au Plan Vigipirate, des contrôles de sécurité aléatoires pourront être effectués à l'entrée du campus. Toute personne souhaitant accéder au campus doit être prête à se soumettre à ces contrôles de sécurité. L'administration se réserve le droit de refuser l'accès à toute personne ne respectant pas les mesures de sécurité en vigueur.

9.4 Accident, maladie, médicaments

En cas de malaise, maladie ou accident, aucun médicament ne peut être donné à un étudiant ou au personnel des établissements-hôtes. Selon la situation, les services d'urgence des pompiers/ SAMU seront contactés afin d'adapter au mieux la conduite à tenir et d'assurer une prise en charge adapté de la victime.

AR Prefecture
006-200039857-20250515-DB2025_039-AU
Reçu le 22/05/2025
Publié le 22/05/2025

Le représentant légal (pour les mineurs) et l'entreprise (pour les alternants) seront prévenus par téléphone ou par mail par l'intermédiaire de l'établissement-hôte dont la victime dépend.

Tout accident, même bénin, pouvant survenir sur le campus ou sur le trajet, doit être signalé au service administratif de l'établissement-hôte qu'il mette en œuvre les procédures en vigueur selon la situation.

Article 10 – Opposabilité du Règlement Intérieur

10.1 Applicabilité

Le présent règlement intérieur est opposable à toute personne accédant au site (étudiant, enseignant, membre du personnel des établissements-hôtes et CAPG…).

Il est affiché au sein du bâtiment de manière à être visible par tous et disponible au pôle accueil de manière à être consultable par tous les utilisateurs. Ce règlement est également affiché sur le site internet de Grasse Campus.

Il sera également remis à chaque établissement-hôte lors de la signature de sa convention d'adhésion avec la CAPG. Il devra diffuser le document à tout le personnel régulier ou occasionnel ainsi qu'à chacun de ses étudiants. À défaut, il pourra être tenu pour responsable du non-respect du règlement par ces derniers, et de ses conséquences. Il est aussi remis aux occupants occasionnels, à qu'il appartient de le communiquer et de le faire respecter aux personnes participantes à l'événement dont ils sont responsables.

10.2 Modifications du règlement

Ce règlement intérieur peut être modifié en fonction des nécessités organisationnelles, de sécurité ou légales. Toute modification sera communiquée à l'ensemble des utilisateurs du campus.

Ce règlement intérieur est conçu pour garantir la sécurité, la qualité de l'enseignement, et la préservation d'un cadre de vie agréable et respectueux pour l'ensemble de la communauté universitaire.

Pour La Communauté d'Agglomération
du Pays de Grasse,
Le Président,

Jérôme VIAUD
Maire de Grasse
Vice-président du Conseil départemental
Des Alpes-Maritimes

AR Prefecture
006-200039857-20250515-DB2025_040-AU
Reçu le 22/05/2025
Publié le 22/05/2025

pays de Grasse
communauté d'agglomération

REPUBLIQUE FRANÇAISE
DEPARTEMENT
DES ALPES-MARITIMES

EXTRAIT DU REGISTRE DES DECISIONS DU BUREAU COMMUNAUTAIRE DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DU PAYS DE GRASSE

SEANCE DU JEUDI 15 MAI 2025

Décision n°DB2025_040 : Sécurisation et interconnexion des unités de distribution d'eau potable de la commune du Mas

Date de la convocation : 07/05/2025

L'an deux mille vingt-cinq et le quinze mai à quatorze heures, le bureau communautaire de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse, dûment convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, au siège sis 57 avenue Pierre Sémard à Grasse, sous la présidence de Jérôme VIAUD, Maire de Grasse et Vice-président du Conseil départemental des Alpes-Maritimes.

NOMBRE DE MEMBRES DU BUREAU EN EXERCICE : 26

PRESENTS : Jérôme VIAUD, Raymond ALBIS, Pierre ASCHIERI, Pierre BORNET, Gérard BOUCHARD, Dominique BOURRET, Marino CASSEZ, Raoul CASTEL, Claude CEPPI, Yves FUNEL, Jean-Marc MACARIO, Ismaël OGEZ, Gilles RONDONI, Bernard ROUX, Philippe SAINTE-ROSE FANCHINE, Ludovic SANCHEZ, Claude SERRA, Florence SIMON, Christian ZEDET.

PROCURATIONS : Jean-Louis CONIL à Jérôme VIAUD.

ABSENTS : Claude BOMPAR, Henri CHIRIS, Jean-Marc DELIA, Marie-Louise GOURDON, Michèle PAGANIN, David VARRONE.

AR Prefecture

006-200039857-20250515-DB2025_040-AU
Reçu le 22/05/2025
Publié le 22/05/2025

BUREAU COMMUNAUTAIRE	**DECISION**
DU 15 MAI 2025	**N°DB2025_040**
RAPPORTEUR : Monsieur le Président	
DELEGATION DE MAITRISE D'OUVRAGE	
Sécurisation et interconnexion des unités de distribution d'eau potable de la commune du Mas	
SYNTHESE **L'opération sécurisation et interconnexion des UDI de la commune du Mas dont la maîtrise d'ouvrage a été déléguée à la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse est aujourd'hui achevée, il convient donc de clôturer l'opération.**	

Monsieur le Président expose au bureau communautaire :

Vu la délibération du 12 octobre 2018 par laquelle la commune du Mas a délégué à la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse, qui l'a acceptée par délibération du 28 septembre 2018, la maîtrise d'ouvrage de l'opération sécurisation et d'interconnexion des UDI de la commune du Mas ;

Vu la décision du 5 mars 2020 par laquelle Monsieur Le Président de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse a signé l'avenant constatant la substitution du Syndicat des Eaux du Canal Belletrud à la commune du Mas dans sa convention de délégation de maîtrise d'ouvrage passée avec la CAPG portant sur la sécurisation et d'interconnexion des UDI ;

Vu la délibération n°DL2022_146 du 22 septembre 2022 par laquelle le conseil communautaire de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse a délégué au bureau communautaire certaines de ses attributions conformément à l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération n°DL2023_126 du 06 juillet 2023 par laquelle le conseil communautaire de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse a proposé une convention de reversement de la subvention de l'Etat perçue par la commune du Mas au titre de la Dotation de Soutien à l'Investissement Local (DSIL) et approuvé par la délibération de la commune n°2023_DEL_28 du 29 octobre 2023 ;

Considérant que la décision de bureau n°DB2020_023 du 22 octobre 2020 par laquelle le projet de sécurisation et d'interconnexion des UDI du Mas, objet de la délégation de maîtrise d'ouvrage, a été réduit aux travaux de première urgence pour un montant des travaux de 212 955 € H.T. soit 255 546 € TTC ;

Considérant que la délibération du conseil communautaire du 06 juillet 2023 par laquelle le projet de convention de reversement portant sur la subvention DSIL pour un montant de 19 855 € a été adopté ;
Considérant que les dépenses réelles de l'opération s'élèvent à 202 609.31 € HT soit 243 130.05 € TTC ;

AR Prefecture
006-200039857-20250515-DB2025_040-AU
Reçu le 22/05/2025
Publié le 22/05/2025

Considérant que la situation financière de l'opération se présente comme suit :

Dépenses TTC : **243 130.05 €**

Recettes TTC :

- Agence de l'eau :	60 781.00 €
- Conseil Départemental 06 :	36 582.70 €
- DSIL :	20 900.00 €
- RECB :	124 866.35 €
	---
	243 130.05 €

Après avoir délibéré et procédé au vote, le bureau communautaire à l'unanimité **DECIDE** :

- **DE CLÔTURER** cette l'opération ;
- **DE DIRE** qu'un état des dépenses et recettes restera annexé à la présente décision.

Fait à Grasse, les jours, mois et an que dessus.
Pour extrait certifié conforme,

Acte rendu exécutoire après dépôt en préfecture et publié le

22 MAI 2025

Le Président

Jérôme VIAUD
Maire de Grasse
Vice-président du Conseil départemental
des Alpes-Maritimes

AR Prefecture

006-200039857-20250515-DB2025_040-AU
Reçu le 22/05/2025
Publié le 22/05/2025

AR Prefecture
006-200039857-20250515-DB2025_040-AU
Reçu le 22/05/2025
Publié le 22/05/2025

INTERCONNEXION DES UDI - LE VILLAGE
COMMUNE DU MAS

SITUATION FINANCIERE AU 29/04/25

458 1 027

Montant travaux 1ère urgence HT	**199 955,00 €**
Montant travaux 1ère urgence TTC	**239 946,00 €**
Montant travaux 1ère urgence HT (05/20)	**212 955,00 €**
Montant travaux 1ère urgence TTC (05/20)	**255 546,00 €**

	% Financement	***80%***
Plan de financement prévisonnel réél 1ère urgence		
Agence de l'eau	**63 886,50 €**	
Conseil départemental	**85 577,50 €**	
DSIL - ETAT	**20 900,00 €**	
PART RECB HT	42 591,00 €	
TVA	42 591,00 €	
Part RECB TTC	**85 182,00 €**	
	255 546,00 €	

Plan de financement voté		**%**	**Date attribution**
Au 27 07 2020			
Agence de l'eau	**63 886,00 €**	**30%**	09/06/2020
Conseil départemental	**38 451,00 €**	**18%**	26/06/2020
DSIL	**20 900,00 €**	**10%**	18/07/2019
PART RECB HT	89 718,00 €		
TVA	42 591,00 €		
PART RECB TTC	**132 309,00 €**		29/09/2020
TOTAL TTC	255 546,00 €		
POURCENTAGE FINANCEMENT		**58%**	

Solde sur opération HT	10 346,63 €
Solde sur opération TTC	12 415,95 €

Montant RECETTES au 29/04/25	
AGENCE DE L'EAU	60 781,00 €
CD 06	36 582,70 €
Récup DSIL -ETAT	20 900,00 €
RECB	124 866,35 €
Total	**243 130,05 €**

		Délib CAPG	**MONTANT DES MARCHES TTC**	**MONTANT Avenants TTC**	**MONTANT Marché + Avenant TTC**	**MONTANT REGLE HT 29/04/2025**	**MONTANT REGLE TTC 29/04/2025**	**RESTE A REGLER TTC AU 29/04/2025**
MOE	**SEURECA**		11 946,00 €	0,00 €	11 946,00 €	9 955,00 €	11 946,00 €	0,00 €
MARCHES	230 783,15 €							
LOT 1	**EIFFAGE**		52 320,00 €		52 320,00 €	43 600,00 €	52 320,00 €	0,00 €
LOT 2	**EIFFAGE**		46 656,00 €		46 656,00 €	38 880,00 €	46 656,00 €	0,00 €
LOT 3	**ALPHA SCE**		72 107,15 €		72 107,15 €	60 089,29 €	72 107,15 €	0,00 €
LOT 4	**VEOLIA EAU**		28 392,00 €	4 236,00 €	32 628,00 €	27 190,00 €	32 628,00 €	0,00 €
LOT 5	**EIFFAGE**		27 072,00 €		27 072,00 €	22 560,00 €	27 072,00 €	0,00 €
PUBLICITES	L'avenir		124,89 €		124,89 €	104,88 €	124,89 €	0,00 €
	Ptes affiches		276,01 €		276,01 €	230,14 €	276,01 €	0,00 €
			238 894,05 €		**243 130,05 €**	**202 609,31 €**	**243 130,05 €**	**0,00 €**

Montant global Projet TTC **243 130,05 €**

Montant DEPENSES Réalisées au 29/04/2025 ..... **243 130,05 €**

Montant RECETTES Réalisées au 29/04/2025 ..... **243 130,05 €**

Solde au 29/04/2025 ..... **0,00 €**

AR Prefecture
006-200039857-20250515-DB2025_041-AU
Reçu le 22/05/2025
Publié le 22/05/2025

pays de Grasse
communauté d'agglomération

REPUBLIQUE FRANÇAISE
DEPARTEMENT
DES ALPES-MARITIMES

EXTRAIT DU REGISTRE DES DECISIONS
DU BUREAU COMMUNAUTAIRE DE LA
COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
DU PAYS DE GRASSE

SEANCE DU JEUDI 15 MAI 2025

Décision n°DB2025_041 : Dispositifs d'amélioration de l'habitat privé - Attribution de subventions

---

Date de la convocation : 07/05/2025

L'an deux mille vingt-cinq et le quinze mai à quatorze heures, le bureau communautaire de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse, dûment convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, au siège sis 57 avenue Pierre Sémard à Grasse, sous la présidence de Jérôme VIAUD, Maire de Grasse et Vice-président du Conseil départemental des Alpes-Maritimes.

NOMBRE DE MEMBRES DU BUREAU EN EXERCICE : 26

PRESENTS : Jérôme VIAUD, Raymond ALBIS, Pierre ASCHIERI, Pierre BORNET, Gérard BOUCHARD, Dominique BOURRET, Marino CASSEZ, Raoul CASTEL, Claude CEPPI, Yves FUNEL, Jean-Marc MACARIO, Ismaël OGEZ, Gilles RONDONI, Bernard ROUX, Philippe SAINTE-ROSE FANCHINE, Ludovic SANCHEZ, Claude SERRA, Florence SIMON, Christian ZEDET.

PROCURATIONS : Jean-Louis CONIL à Jérôme VIAUD.

ABSENTS : Claude BOMPAR, Henri CHIRIS, Jean-Marc DELIA, Marie-Louise GOURDON, Michèle PAGANIN, David VARRONE.

AR Prefecture

006-200039857-20250515-DB2025_041-AU
Reçu le 22/05/2025
Publié le 22/05/2025

BUREAU COMMUNAUTAIRE	DECISION
DU 15 MAI 2025	N°DB2025_041
RAPPORTEUR : Monsieur le Président	

HABITAT ET LOGEMENT

Dispositifs d'amélioration de l'habitat privé

-

Attribution de subventions

SYNTHESE

Dans le cadre des dispositifs programmés d'amélioration de l'habitat privé, la communauté d'agglomération attribue sur ses fonds propres des aides aux travaux de rénovation de logements anciens, sous certaines conditions, en complément des aides de l'Anah. Aussi a-t-elle été saisie, via les opérateurs agréés par l'Anah, sur l'octroi de subventions. Les dossiers ont préalablement été instruits et agréés par la communauté d'agglomération, délégataire des aides de l'Anah. Les neuf (9) demandes de subventions déposées au titre de l'OPAH "Pays de Grasse" 2022-2027 portent, pour la communauté d'agglomération, sur un montant de 27 308,00 € et pour la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur, sur 10 358,00 €, pour un total de travaux de 260 706 € HT.

Monsieur le Président expose au bureau communautaire :

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération n° DL2022-146 du 22 septembre 2022 par laquelle le conseil communautaire a délégué au bureau communautaire certaines de ses attributions conformément à l'article L5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;

Vu les délibérations n° DL2022_155 du 22 septembre 2022, n° DL2023_017 du 9 février 2023 et n° DL2025_024 du 27 février 2025 précisant les règles d'application et les modalités d'attribution et de versement des aides de la communauté d'agglomération en faveur des propriétaires occupants et bailleurs, et des copropriétés ;

Vu la convention de délégation de compétences 2021-2026 en application de l'article L 301-5-1 du Code de la construction et de l'habitation, et la convention pour la gestion des aides à l'habitat privé signées le 17/12/2020 entre la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse, l'Etat et l'Agence Nationale de l'Habitat ;

Vu la convention d'OPAH-Pays de Grasse 2022-2027, signée le 04 octobre 2022 par l'Agence nationale de l'habitat (Anah), l'Etat, la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur, Action logement et la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse ;

Vu la convention d'OPAH-RU "Cœur historique de Grasse" signée le 04 octobre 2022 par l'Agence nationale de l'habitat (Anah), l'Etat, la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur, Action Logement, la Ville de Grasse et la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse ;

Vu les conventions de financement signées le 02 septembre 2022, établies entre la Région et la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse ;

AR Prefecture
006-200039857-20250515-DB2025_041-AU
Reçu le 22/05/2025
Publié le 22/05/2025

Considérant qu'à ce titre, la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse assure l'avance des aides régionales auprès des bénéficiaires, et la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur s'acquitte de sa participation sur présentation des dossiers de demande de remboursement ;

Considérant les modalités d'attribution des aides de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse en faveur de l'amélioration du parc privé au titre des deux dispositifs programmés pour la période 2022-2027 - OPAH "Pays de Grasse" et OPAH-RU "Cœur historique de Grasse" ;

Considérant les dossiers de demandes d'aides aux travaux, préalablement agréés par la communauté d'agglomération au titre de la délégation des aides de l'Anah, et déposés par la SPL Pays de Grasse Développement, l'opérateur, pour l'examen des demandes de subventions sur fonds propres CAPG, et celles de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur :

OPAH "Pays de Grasse" 2022-2027 – 9 dossiers de propriétaires occupants

Réf dossier OPAH "Pays de Grasse" 2022-2027 - PO n°162	**PO - Autonomie** **TORRIELLI Georges**
Adresse du logement subventionné :	134 route de Pégomas 06130 GRASSE
Nature des travaux :	Travaux d'autonomie : Adaptation salle de bain et WC, sécurisation accès
Montant total des travaux (HT) :	12 463,00 €
Montant de la dépense subventionnée (Anah):	12 463,00 €
Montant total des travaux (TTC) Montant total des aides : *primes et subventions, tous partenaires*	13 709,00 € 13 584,00 € *(99% de la dépense TTC)*
Détail des subventions et primes	
Subvention Anah Subvention CAPG Région Autres	8 724,00 € 2 000,00 € 1 246,00 € 1 614,00 €

Réf dossier OPAH "Pays de Grasse" 2022-2027 - PO n°163	**PO - Autonomie** **BLANC Marie**
Adresse du logement subventionné :	18 chemin des Chèvrefeuilles 06130 GRASSE
Nature des travaux :	Travaux d'autonomie : Adaptation fenêtres et volets
Montant total des travaux (HT) :	14 539,00 €
Montant de la dépense subventionnée (Anah):	14 539,00 €
Montant total des travaux (TTC) Montant total des aides : *primes et subventions, tous partenaires*	15 646,00 € 15 632,00 € *(100% de la dépense TTC)*
Détail des subventions et primes	
Subvention Anah Subvention CAPG Région	10 178,00 € 4 000,00 € 1 454,00 €
Réf dossier OPAH "Pays de Grasse" 2022-2027 - PO n°164	**PO - Autonomie** **DJEGHRIF Yamina**

AR Prefecture
006-200039857-20250515-DB2025_041-AU
Reçu le 22/05/2025
Publié le 22/05/2025

Adresse du logement subventionné :	81 chemin des Poissonniers 06130 GRASSE
Nature des travaux :	Travaux d'autonomie : Adaptation salle de bain et portail automatique
Montant total des travaux (HT) :	23 342,00 €
Montant de la dépense subventionnée (Anah):	22 000,00 €
Montant total des travaux (TTC) Montant total des aides : *primes et subventions, tous partenaires*	25 656,00 € 21 734,00 € *(85% de la dépense TTC)*
Détail des subventions et primes	
Subvention Anah Subvention CAPG Région	15 400,00 € 4 000,00 € 2 334,00 €

Réf dossier OPAH "Pays de Grasse" 2022-2027 - PO n°165	**PO - Autonomie** **MURRIS Irma**
Adresse du logement subventionné :	229 route de Saint-Mathieu 06130 GRASSE
Nature des travaux :	Travaux d'autonomie : Pose climatisation
Montant total des travaux (HT) :	7 395,00 €
Montant de la dépense subventionnée (Anah):	7 395,00 €
Montant total des travaux (TTC) Montant total des aides : *primes et subventions, tous partenaires*	7 424,00 € 7 396,00 € *(100% de la dépense TTC)*
Détail des subventions et primes	
Subvention Anah Subvention CAPG	5 177,00 € 2 219,00 €

Réf dossier OPAH "Pays de Grasse" 2022-2027 - PO n°166	**PO - Autonomie** **SMATI Tarik**
Adresse du logement subventionné :	17 boulevard Carnot 06130 GRASSE
Nature des travaux :	Travaux d'autonomie : Adaptation salle de bain et WC
Montant total des travaux (HT) :	13 243,00 €
Montant de la dépense subventionnée (Anah):	13 243,00 €
Montant total des travaux (TTC) Montant total des aides : *primes et subventions, tous partenaires*	14 543,00 € 14 542,00 € *(100% de la dépense TTC)*
Détail des subventions et primes	
Subvention Anah Subvention CAPG Région	9 270,00 € 3 948,00 € 1 324,00 €
Réf dossier OPAH "Pays de Grasse" 2022-2027 - PO n°167	**PO - Autonomie** **CHABAUD Lina**

AR Prefecture
006-200039857-20250515-DB2025_041-AU
Reçu le 22/05/2025
Publié le 22/05/2025

Adresse du logement subventionné :	24 avenue Sidi Brahim 06130 GRASSE
Nature des travaux :	Travaux d'autonomie : Adaptation salle de bain et motorisation des volets
Montant total des travaux (HT) :	14 165,00 €
Montant de la dépense subventionnée (Anah):	14 165,00 €
Montant total des travaux (TTC) Montant total des aides : *primes et subventions, tous partenaires*	15 581,00 € 11 082,00 € *(71% de la dépense TTC)*
Détail des subventions et primes	
Subvention Anah Subvention CAPG	7 082,00 € 4 000,00 €

Réf dossier OPAH "Pays de Grasse" 2022-2027 - PO n°168	**PO - Autonomie** **BERGIA Berthe**
Adresse du logement subventionné :	40 avenue des Sources 06370 MOUANS-SARTOUX
Nature des travaux :	Travaux d'autonomie : pose stores motorisés
Montant total des travaux (HT) :	2 971,00 €
Montant de la dépense subventionnée (Anah):	2 971,00 €
Montant total des travaux (TTC) Montant total des aides : *primes et subventions, tous partenaires*	3 268,00 € 2 970,00 € *(91% de la dépense TTC)*
Détail des subventions et primes	
Subvention Anah Subvention CAPG	2 079,00 € 891,00 €

Réf dossier OPAH "Pays de Grasse" 2022-2027 - PO n°169	**PO - Energie** **ANDRE Marie**
Adresse du logement subventionné :	103 allée de la Bergerie 06370 MOUANS-SARTOUX
Nature des travaux :	Travaux d'énergie : Isolation murs et plafonds, pompe à chaleur air/eau, menuiseries et portes, VMC
Montant total des travaux (HT) :	79 406,00 €
Montant de la dépense subventionnée (Anah):	55 000,00 €
Montant total des travaux (TTC) Montant total des aides : *primes et subventions, tous partenaires*	83 773,00 € 37 100,00 € *(44% de la dépense TTC)*
Détail des subventions et primes	
Subvention Anah Assistance à Maitrise d'Ouvrage Subvention CAPG	33 000,00 € 1 600,00 € 2 500,00 €
Réf dossier OPAH "Pays de Grasse" 2022-2027 - PO n°170 **PO - Energie**	

AR Prefecture
006-200039857-20250515-DB2025_041-AU
Reçu le 22/05/2025
Publié le 22/05/2025

OUALLI Haroun Salah	
Adresse du logement subventionné :	144 route de Draguignan 06530 SPERACEDES
Nature des travaux :	Travaux d'énergie : Isolation murs, combles, remplacement menuiseries et porte, mise en place chauffe-eau thermodynamique et VMC
Montant total des travaux (HT) :	93 182,00 €
Montant de la dépense subventionnée (Anah):	70 000,00 €
Montant total des travaux (TTC) Montant total des aides : *primes et subventions, tous partenaires*	99 398,00 € 72 750,00 € *(73% de la dépense TTC)*
Détail des subventions et primes	
Subvention Anah Prime Anah Assistance à Maitrise d'Ouvrage Subvention CAPG Prime Haut-Pays Région	56 000,00 € 7 000,00 € 2 000,00 € 2 500,00 € 1 250,00 € 4 000,00 €

Considérant que pour rappel, et conformément aux règles d'application des aides de la communauté d'agglomération définies par délibération n° DL2022_155 du 22 septembre 2022, les "*aides de la CAPG pour les travaux d'autonomie sont mobilisables si, après accord de tous les financeurs publics et privés, il demeure un reste à charge pour le propriétaire aux ressources modestes ou très modestes (sur montant des travaux TTC)*." Aussi, les aides aux travaux pour l'autonomie indiquées ci-avant pourront être amenées à évoluer au regard des aides "Autres partenaires" non connues à ce jour ;

AR Prefecture

006-200039857-20250515-DB2025_041-AU
Reçu le 22/05/2025
Publié le 22/05/2025

Après avoir délibéré et procédé au vote, le bureau communautaire à l'unanimité **DECIDE** :

- **D'ATTRIBUER** dans le cadre établi par les conventions d'opérations programmées pour la période 2022–2027 et par la présente délibération, les aides de la Communauté d'agglomération pour un montant global de **27 308,00 €**, et les aides de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur pour un montant total de **10 358,00 €**, aux propriétaires cités ci-avant ;

- **D'AUTORISER** Monsieur le Président ou son représentant à procéder aux versements des subventions de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse, et à faire l'avance de la part régionale, pour les dossiers cités ci-avant, sur présentation des factures acquittées ;

- **DE DIRE** que les crédits correspondants sont inscrits aux budgets 2025 et suivants au chapitre 204, article 20422 et chapitre 27, article 27632 ;

- **D'AUTORISER** Monsieur le Président ou son représentant à signer tous les actes ou documents nécessaires à l'octroi de la subvention ;

- **DE SOLLICITER** du Conseil régional Provence-Alpes-Côte d'Azur, le remboursement de sa participation apportée au titre des opérations programmées pour la période 2022-2027, conformément aux conventions de financement établies entre la Région et la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse.

Fait à Grasse, les jours, mois et an que dessus.
Pour extrait certifié conforme,

Acte rendu exécutoire après dépôt en préfecture et publié le

22 MAI 2025

Le Président

Jérôme VIAUD
Maire de Grasse
Vice-président du Conseil départemental
des Alpes-Maritimes

AR Prefecture

006-200039857-20250515-DB2025_041-AU
Reçu le 22/05/2025
Publié le 22/05/2025

AR Prefecture
006-200039857-20250515-DB2025_042-AU
Reçu le 22/05/2025
Publié le 22/05/2025

pays de Grasse
communauté d'agglomération

REPUBLIQUE FRANÇAISE
DEPARTEMENT
DES ALPES-MARITIMES

EXTRAIT DU REGISTRE DES DECISIONS DU BUREAU COMMUNAUTAIRE DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DU PAYS DE GRASSE

SEANCE DU JEUDI 15 MAI 2025

Décision n°DB2025_042 : Programme MARITTIMO - Région Provence-Alpes-Côte d'Azur - Appel à projets « Communautés résilientes »

Date de la convocation : 07/05/2025

L'an deux mille vingt-cinq et le quinze mai à quatorze heures, le bureau communautaire de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse, dûment convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, au siège sis 57 avenue Pierre Sémard à Grasse, sous la présidence de Jérôme VIAUD, Maire de Grasse et Vice-président du Conseil départemental des Alpes-Maritimes.

NOMBRE DE MEMBRES DU BUREAU EN EXERCICE : 26

PRESENTS : Jérôme VIAUD, Raymond ALBIS, Pierre ASCHIERI, Pierre BORNET, Gérard BOUCHARD, Dominique BOURRET, Marino CASSEZ, Raoul CASTEL, Claude CEPPI, Yves FUNEL, Jean-Marc MACARIO, Ismaël OGEZ, Gilles RONDONI, Bernard ROUX, Philippe SAINTE-ROSE FANCHINE, Ludovic SANCHEZ, Claude SERRA, Florence SIMON, Christian ZEDET.

PROCURATIONS : Jean-Louis CONIL à Jérôme VIAUD.

ABSENTS : Claude BOMPAR, Henri CHIRIS, Jean-Marc DELIA, Marie-Louise GOURDON, Michèle PAGANIN, David VARRONE.

AR Prefecture
006-200039857-20250515-DB2025_042-AU
Reçu le 22/05/2025
Publié le 22/05/2025

BUREAU COMMUNAUTAIRE	DECISION
DU 15 MAI 2025	N°DB2025_042
RAPPORTEUR : Monsieur le Président	

FINANCEMENTS EXTERIEURS

Programme MARITTIMO - Région Provence-Alpes-Côte d'Azur
Appel à projets « Communautés résilientes »

SYNTHESE

La Communauté d'agglomération du Pays de Grasse souhaite déposer, auprès de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur, un dossier pour obtenir un financement de la part du programme MARITTIMO à travers l'appel à projets « Communautés résilientes » pour travailler sur les thématiques de santé, de mobilité, d'enseignement supérieur et d'emploi.

Il est donc proposé d'autoriser Monsieur le Président à répondre à cet appel à projets pour obtenir un financement à hauteur de 94 000 € (80% des dépenses du projet).

Monsieur le Président expose au bureau communautaire :

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération n° DL2022-146 du 22 septembre 2022 par laquelle le conseil communautaire a délégué au bureau communautaire certaines de ses attributions conformément à l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;

Vu le programme Interreg VI A Italie-France Maritime approuvé par la Commission européenne le 10/08/2022 (décision n° C (2022) 5932) fixant le programme (ci-après dénommé Programme Interreg VI A Italie-France Maritime ;

Considérant que le projet « Communautés résilientes » a été mis en place dans le cadre de la stratégie pour le développement des zones intérieures/rurales dans le but de développer en collaboration des solutions efficaces pour améliorer les services et renforcer la résilience des territoires concernés. L'initiative vise également à renforcer la capacité institutionnelle des autorités locales ;

Considérant que le projet est organisé en phases opérationnelles, au cours desquelles des expériences territoriales ciblées seront menées. Ces actions sont conçues pour répondre aux besoins spécifiques des communautés locales et offrent des idées concrètes pour la définition de lignes directrices et de méthodologies opérationnelles visant à la création de communautés résilientes ;

Considérant que la zone du programme MARITTIMO est caractérisée par un écosystème intégré entre côte et montagne, avec des activités économiques concentrées le long de la côte et un arrière-pays marqué par l'abandon démographique et la dégradation rurale ;

Considérant que cet espace polycentrique est défini par des réseaux d'interdépendance entre les centres urbains et ruraux, les grands centres attirant la population en offrant des services essentiels tels que l'éducation, la mobilité et la santé ;

AR Prefecture
006-200039857-20250515-DB2025_042-AU
Reçu le 22/05/2025
Publié le 22/05/2025

Considérant cependant que les zones rurales souffrent d'un accès limité aux services, ce qui entraîne un dépeuplement et un affaiblissement socio-économique mais que ces territoires possèdent toutefois un grand potentiel naturel, historique et culturel, aujourd'hui sous-exploité ;

Considérant que le projet « Communautés résilientes » vise à créer des méthodologies opérationnelles partagées et des bonnes pratiques, en s'appuyant sur les expériences italiennes et françaises des périodes de programmation précédentes, afin de tester des interventions spécifiques pour accroître la résilience des territoires ruraux et améliorer la gouvernance et le développement local ;

Considérant que le plan de financement prévisionnel se présente comme suit :

DEPENNSES TTC		RECETTES		Taux
Frais de personnel	96 000,00 €	UE	94 400,00 €	80%
Bureau et administration	14 400,00 €	Etat	-	%
déplacement et hébergement	4 200,00 €	Conseil Régional	-	%
Expertise et services externes	3 400,00 €	Conseil Départemental	-	%
		Autofinancement (CAPG)	23 600,00 €	20%
TOTAL	**118 000 €**	**TOTAL**	**118 000 €**	100%

AR Prefecture

006-200039857-20250515-DB2025_042-AU
Reçu le 22/05/2025
Publié le 22/05/2025

Après avoir délibéré et procédé au vote, le bureau communautaire à l'unanimité **DECIDE** :

- **D'AUTORISER** Monsieur le Président, ou son représentant, à solliciter une subvention dans le cadre de l'appel à projets du programme MARITTIMO «Communautés résilientes » ;

- **D'APPROUVER** le plan de financement des opérations décrites dans le dossier présenté ;

- **D'AUTORISER** Monsieur le Président, ou son représentant, à ordonner l'ensemble des dépenses liées à la réalisation des actions programmées dans la limite des crédits votés au budget 2025 et suivants ;

- **D'AUTORISER** Monsieur le Président, ou son représentant, à déposer et à signer tous les documents nécessaires à l'exécution de la présente décision.

Fait à Grasse, les jours, mois et an que dessus.
Pour extrait certifié conforme,

Acte rendu exécutoire après dépôt en préfecture et publié le

22 MAI 2025

Le Président

Jérôme VIAUD
Maire de Grasse
Vice-président du Conseil départemental
des Alpes-Maritimes

AR Prefecture
006-200039857-20250605-DB2025_043-AU
Reçu le 16/06/2025
Publié le 16/06/2025

Pays de Grasse
communauté d'agglomération

REPUBLIQUE FRANÇAISE
DEPARTEMENT
DES ALPES-MARITIMES

EXTRAIT DU REGISTRE DES DECISIONS DU BUREAU COMMUNAUTAIRE DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DU PAYS DE GRASSE

SEANCE DU JEUDI 05 JUIN 2025

Décision n°DB2025_043 : Sentier du vertige - Diagnostic écologique Commune de Saint-Auban

---

Date de la convocation : 28/05/2025

L'an deux mille vingt-cinq et le cinq juin à quatorze heures, le bureau communautaire de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse, dûment convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, au siège sis 57 avenue Pierre Sémard à Grasse, sous la présidence de Jérôme VIAUD, Maire de Grasse et Vice-président du Conseil départemental des Alpes-Maritimes.

NOMBRE DE MEMBRES DU BUREAU EN EXERCICE : 26

PRESENTS : Jérôme VIAUD, Pierre ASCHIERI, Claude BOMPAR, Pierre BORNET, Gérard BOUCHARD, Dominique BOURRET, Marino CASSEZ, Raoul CASTEL, Claude CEPPI, Henri CHIRIS, Yves FUNEL, Marie-Louise GOURDON, Ismaël OGEZ, Michèle PAGANIN, Gilles RONDONI, Bernard ROUX, Philippe SAINTE-ROSE FANCHINE, Ludovic SANCHEZ, Florence SIMON, Christian ZEDET.

ABSENTS : Raymond ALBIS, Jean-Louis CONIL, Jean-Marc DELIA, Jean-Marc MACARIO, Claude SERRA, David VARRONE.

AR Prefecture

006-200039857-20250605-DB2025_043-AU
Reçu le 16/06/2025
Publié le 16/06/2025

BUREAU COMMUNAUTAIRE	DECISION
DU 05 JUIN 2025	N°DB2025_043
RAPPORTEUR : Monsieur le Président	

DELEGATION DE MAITRISE D'OUVRAGE

Sentier du vertige - Diagnostic écologique
Commune de Saint-Auban

SYNTHESE

Dans le cadre du projet du sentier du vertige de Saint-Auban, il est nécessaire de réaliser un diagnostic écologique faune et flore. Il était prévu de solliciter un financement de 40% auprès de la Région et 40% auprès de l'Etat, sur le dispositif Espace Valléen du Parc Naturel Régional des Préalpes d'Azur.
Le taux d'intervention Espace Valléen ne pouvant finalement excéder 40% cette année (pas de participation de l'Etat), il est proposé de revoir le plan de financement prévisionnel.
Il convient donc d'établir un avenant n°1 à la convention de délégation de maîtrise d'ouvrage.

Monsieur le Président expose au bureau communautaire :

Vu la délibération du 30 juin 2021 par laquelle la commune de Saint-Auban a approuvé le projet ainsi que le plan de financement de la phase 1 de l'opération de réalisation du sentier du vertige portant sur les études de faisabilité ;

Vu la délibération n°2022-146 du 22 septembre 2022 par laquelle le conseil communautaire a délégué au bureau communautaire certaines de ses attributions conformément à l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération du 22 octobre 2022 par laquelle la commune de Saint-Auban a décidé de déléguer la maîtrise d'ouvrage à la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse de la phase 1 de l'opération portant sur la création du sentier du vertige,

Vu la décision n° DB2022_085 du Bureau communautaire du 01 décembre 2022 acceptant la délégation de maîtrise d'ouvrage ;

Vu la délibération du 1er mars 2025 par laquelle la commune de Saint-Auban a décidé de déléguer à la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse la réalisation du diagnostic écologique nécessaire à la poursuite du projet de sentier vertige ;

Vu la délibération du 26 avril 2025 par laquelle la commune de Saint-Auban a décidé de modifier le plan de financement prévisionnel et d'autoriser Monsieur le Maire à solliciter une subvention auprès du Conseil Départemental des Alpes-Maritimes ;

Le nouveau plan de financement prévisionnel de l'opération s'établit comme suit :

AR Prefecture

006-200039857-20250605-DB2025_043-AU
Reçu le 16/06/2025
Publié le 16/06/2025

Dépenses :

Etudes HT :.....	37 500.00 €
Montant HT du projet :.....	**37 500.00 €**
TVA 20% :.....	7 500.00 €
Montant TTC du projet :.....	**45 000.00 €**

Recettes :

Région - Espace Valléen (40%) :.....	15 000.00 €
CD06 (40%) :.....	15 000.00 €
Part communale HT :.....	7 500.00 €
TVA 20 % :	7 500.00 €
Total :.....	**45 000.00 €**

S'ajoutant à la part communale, les frais de maîtrise d'ouvrage déléguée s'élevant à 3 % du montant des travaux 1 125 € (non soumis à TVA).

Après avoir délibéré et procédé au vote, le bureau communautaire à l'unanimité **DECIDE** :

- **D'ADOPTER** le nouveau plan de financement tel que présenté ci-dessus ;
- **DE DIRE** que les crédits seront inscrits au budget 2025 et suivants ;
- **D'AUTORISER** la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse à récupérer auprès de la Commune les subventions dont la commune est attributaire ;
- **D'AUTORISER** Monsieur le Président, ou son représentant, à signer l'avenant n°1 à la convention de délégation de maîtrise d'ouvrage jointe en annexe.

Fait à Grasse, les jours, mois et an que dessus.
Pour extrait certifié conforme,

Acte rendu exécutoire après dépôt en préfecture et publié le

16 JUIN 2025

Le Président

Jérôme VIAUD
Maire de Grasse
Vice-président du Conseil départemental
des Alpes-Maritimes

AR Prefecture

006-200039857-20250605-DB2025_043-AU
Reçu le 16/06/2025
Publié le 16/06/2025

AR Prefecture
006-200039857-20250605-DB2025_043-AU
Reçu le 16/06/2025
Publié le 16/06/2025

AVENANT N° 1

CONVENTION DE DELEGATION DE MAITRISE D'OUVRAGE

POUR LA CREATION DU SENTIER DU VERTIGE DIAGNOSTIC ENVIRONNEMENTAL COMMUNE DE SAINT-AUBAN

Entre les soussignés :

❖ **La commune de Saint-Auban,** représentée par son Maire, Claude CEPPI, agissant en vertu des pouvoirs qui lui ont été délégués par délibération de son conseil municipal en date du 26 avril 2025, visée en préfecture de Nice le 03 mai 2025 ;

ci-après dénommé « la Commune »,

et

❖ **La Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse,** sise 57, avenue Pierre Sémard, 06130 Grasse représentée par son Président, Monsieur Jérôme VIAUD dûment habilité par la décision en date du ……. 2025, visée en préfecture de Nice le ……..2025 ;

ci-après dénommé « la CAPG»,

Il a été convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 – OBJET DE L'AVENANT

Le présent avenant a pour objet de modifier le plan de financement prévisionnel.

L'enveloppe financière prévisionnelle reste identique, **37 500.00 € HT** soit **45 000,00 € TTC**.

Les frais de délégation de maitrise d'ouvrage de 3% sont estimés à 1 125 € (non soumis à TVA).

AR Prefecture
006-200039857-20250605-DB2025_043-AU
Reçu le 16/06/2025
Publié le 16/06/2025

ARTICLE 2 – MODIFICATION DU PLAN DE FINANCEMENT

Seul le plan de financement prévisionnel est modifié comme suit :

Dépenses :

Etudes HT :……	37 500.00 €
Montant HT du projet :……	**37 500.00 €**
TVA 20% :……	7 500.00 €
Montant TTC du projet :……	**45 000.00 €**

Recettes :

Région - Espace Valléen (40%) :……	15 000.00 €
CD06 (40%) :……	15 000.00 €
Part communale HT :……	7 500.00 €
TVA 20 % :	7 500.00 €
Total :……	**45 000.00 €**

ARTICLE 3 – DISPOSITIONS DIVERSES

Les autres dispositions de la convention demeurent inchangées et applicables tant qu'elles ne sont pas contraires aux dispositions du présent avenant, et resteront en vigueur jusqu'à l'expiration la convention.

ARTICLE 4 – DATE D'EFFET DU PRESENT AVENANT

Le présent avenant prendra effet à compter de la signature des deux parties.

Fait à Grasse, le ……. 2025

Pour la Commune de Saint-Auban

Le Maire
Claude CEPPI

Pour la CAPG

Le Président
Jérôme VIAUD

AR Prefecture
006-200039857-20250605-DB2025_044-AU
Reçu le 16/06/2025
Publié le 16/06/2025

Pays de Grasse
communauté d'agglomération

REPUBLIQUE FRANÇAISE
DEPARTEMENT
DES ALPES-MARITIMES

EXTRAIT DU REGISTRE DES DECISIONS DU BUREAU COMMUNAUTAIRE DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DU PAYS DE GRASSE

SEANCE DU JEUDI 05 JUIN 2025

Décision n°DB2025_044 : City stade du Collet de Gasq - Commune de Saint-Vallier-de-Thiey

---

Date de la convocation : 28/05/2025

L'an deux mille vingt-cinq et le cinq juin à quatorze heures, le bureau communautaire de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse, dûment convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, au siège sis 57 avenue Pierre Sémard à Grasse, sous la présidence de Jérôme VIAUD, Maire de Grasse et Vice-président du Conseil départemental des Alpes-Maritimes.

NOMBRE DE MEMBRES DU BUREAU EN EXERCICE : 26

PRESENTS : Jérôme VIAUD, Pierre ASCHIERI, Claude BOMPAR, Pierre BORNET, Gérard BOUCHARD, Dominique BOURRET, Marino CASSEZ, Raoul CASTEL, Claude CEPPI, Henri CHIRIS, Yves FUNEL, Marie-Louise GOURDON, Ismaël OGEZ, Michèle PAGANIN, Gilles RONDONI, Bernard ROUX, Philippe SAINTE-ROSE FANCHINE, Ludovic SANCHEZ, Florence SIMON, Christian ZEDET.

ABSENTS : Raymond ALBIS, Jean-Louis CONIL, Jean-Marc DELIA, Jean-Marc MACARIO, Claude SERRA, David VARRONE.

AR Prefecture
006-200039857-20250605-DB2025_044-AU
Reçu le 16/06/2025
Publié le 16/06/2025

BUREAU COMMUNAUTAIRE	DECISION
DU 05 JUIN 2025	N°DB2025_044
RAPPORTEUR : Monsieur le Président	

DELEGATION DE MAITRISE D'OUVRAGE

City stade du Collet de Gasq
Commune de Saint-Vallier-de-Thiey

SYNTHESE

Dans le cadre de l'opération du city stade du Collet de Gasq, la commune de Saint-Vallier-de-Thiey a décidé de modifier le plan de financement en réorientant une demande de subvention.
Il convient donc d'établir un avenant n°1 à la convention de délégation de maîtrise d'ouvrage.

Monsieur le Président expose au bureau communautaire :

Vu la délibération n°2022-146 du 22 septembre 2022 par laquelle le conseil communautaire a délégué au bureau communautaire certaines de ses attributions conformément à l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération du 14 mars 2025 par laquelle le conseil municipal de la commune de Saint-Vallier-de-Thiey a adopté le programme relatif au city stade situé à proximité de l'Ecole du Collet de Gasq et a décidé d'en déléguer la maîtrise d'ouvrage à la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse ;

Vu la décision n°2025_28 du 03 avril 2025 de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse par laquelle le bureau communautaire a accepté la délégation de maîtrise d'ouvrage de la réalisation du city stade du Collet de Gasq ;

Vu la délibération du 22 mai par laquelle le conseil municipal de la commune de Saint-Vallier-de-Thiey a décidé de modifier le plan de financement relatif à la création du city stade, suite à l'appel à projets lancé par l'Agence Nationale du Sport le 12 mars 2025, nommé « Plan 5000 équipements Génération 2024 – année 2025 » ;

Considérant que le projet de City Stade répond parfaitement aux critères d'éligibilité de cet appel à projet. Il est proposé d'approuver un nouveau plan de financement prévisionnel de l'opération, qui se présente ainsi :

Dépenses :

Travaux :	97 248,00 €
Dépenses annexes/imprévus :	5 000,00 €
Montant HT du projet :	102 248,00 €
TVA 20% :.....	20 449,60 €
Montant TTC du projet :	**122 697,60 €**

Recettes :

AR Prefecture

006-200039857-20250605-DB2025_044-AU
Reçu le 16/06/2025
Publié le 16/06/2025

DETR 2025 (65%) :	66 461,20 €
Agence Nationale du Sport (15%) :	15 030,46 €
Part communale HT :	20 756,34 €
TVA :	20 449,60 €
Total :.....	**122 697,60 €**

S'ajoutent à la part communale, les frais de maîtrise d'ouvrage déléguée : 3 % du montant HT des travaux exécutés, soit une estimation à 3 067,44 € (non soumis à TVA).

Après avoir délibéré et procédé au vote, le bureau communautaire à l'unanimité **DECIDE** :

- **D'ADOPTER** le nouveau plan de financement tel que présenté ci-dessus ;
- **DE DIRE** que les crédits seront inscrits au budget 2025 et suivants ;
- **D'AUTORISER** la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse à récupérer auprès de la commune les subventions de l'Etat (DETR et ANS) dont la commune est attributaire ;
- **D'AUTORISER** Monsieur le Président, ou son représentant, à signer l'avenant n°1 à la convention de délégation de maîtrise d'ouvrage jointe en annexe.

Fait à Grasse, les jours, mois et an que dessus.
Pour extrait certifié conforme,

Acte rendu exécutoire après dépôt en préfecture et publié le

16 JUIN 2025

Le Président

Jérôme VIAUD
Maire de Grasse
Vice-président du Conseil départemental
des Alpes-Maritimes

AR Prefecture

006-200039857-20250605-DB2025_044-AU
Reçu le 16/06/2025
Publié le 16/06/2025

AR Prefecture
006-200039857-20250605-DB2025_044-AU
Reçu le 16/06/2025
Publié le 16/06/2025

AVENANT N° 1

CONVENTION DE DELEGATION DE MAITRISE D'OUVRAGE

POUR LA CREATION D'UN CITY STADE A L'ECOLE COMMUNALE DU COLLET DE GASQ COMMUNE DE SAINT-VALLIER-DE-THIEY

Entre les soussignés :

❖ **La Commune de Saint-Vallier-de-Thiey,** représentée par son Maire, Monsieur Jean-Marie TORTAROLO, agissant en vertu des pouvoirs qui lui ont été délégués par délibération de son conseil municipal en date du 19 Mai 2025 ;

ci-après dénommé « la Commune »,

et

❖ **La Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse,** sise 57, avenue Pierre Sémard, 06130 Grasse représentée par son Président, Monsieur Jérôme VIAUD dûment habilité par la décision en date du 05 juin 2025 ;

ci-après dénommé « la CAPG»,

Il a été convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 – OBJET DE L'AVENANT

Le présent avenant a pour objet de modifier le plan de financement prévisionnel.
En effet, le 12 mars 2025, un appel à projet nommé « Plan 5000 équipements Génération 2024 – année 2025 » a été lancé par l'Agence Nationale du Sport auprès des collectivités et leurs groupements, les fédérations sportives agréées, les établissements et services médico-sociaux et les universités publiques. Le projet de création d'un city stade à l'école du Collet de Gasq répond complètement aux critères d'éligibilité. La commune a donc souhaité y répondre.

AR Prefecture
006-200039857-20250605-DB2025_044-AU
Reçu le 16/06/2025
Publié le 16/06/2025

L'enveloppe financière prévisionnelle s'élève à **102 248,00 € HT**, soit **122 697,60 € TTC** et reste inchangée.

Les frais de délégation de maitrise d'ouvrage de 3% sont estimés à 3 067,44 € (non soumis à TVA).

ARTICLE 2 – MODIFICATION DU PLAN DE FINANCEMENT

Seul le plan de financement prévisionnel est modifié comme suit :

Dépenses :

Réalisation de l'équipement sportif : ……	97 248,00 €
Imprévus, frais divers :……	5 000,00 €
Montant HT du projet :……	**102 248,00 €**
TVA 20% :……	20 449,60 €
Montant TTC du projet :……	**122 697,60 €**

Recettes :

Etat - DETR (65%) :	66 461,20 €
Etat – Agence Nationale du Sport (15%) :	15 030,46 €
Part communale (dont TVA 20 449,60 €) :.....	41 205,94 €
Total :……	**122 697,60 €**

ARTICLE 3 – DISPOSITIONS DIVERSES

Les autres dispositions de la convention demeurent inchangées et applicables tant qu'elles ne sont pas contraires aux dispositions du présent avenant, et resteront en vigueur jusqu'à l'expiration la convention.

ARTICLE 4 – DATE D'EFFET DU PRESENT AVENANT

Le présent avenant prendra effet à compter de la signature des deux parties.

Fait à Grasse, le ……. 2025

Pour la Commune de Saint-Vallier-de-Thiey

Le Maire
Jean-Marie TORTAROLO

Pour la CAPG

Le Président
Jérôme VIAUD

AR Prefecture
006-200039857-20250605-DB2025_045-AU
Reçu le 16/06/2025
Publié le 16/06/2025

Pays de Grasse
communauté d'agglomération

REPUBLIQUE FRANÇAISE
DEPARTEMENT
DES ALPES-MARITIMES

EXTRAIT DU REGISTRE DES DECISIONS DU BUREAU COMMUNAUTAIRE DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DU PAYS DE GRASSE

SEANCE DU JEUDI 05 JUIN 2025

Décision n°DB2025_045 : Acquisition de la parcelle cadastrée « section AO numéro 2 » sise à Auribeau-sur-Siagne – lieudit « le Gabre »

Date de la convocation : 28/05/2025

L'an deux mille vingt-cinq et le cinq juin à quatorze heures, le bureau communautaire de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse, dûment convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, au siège sis 57 avenue Pierre Sémard à Grasse, sous la présidence de Jérôme VIAUD, Maire de Grasse et Vice-président du Conseil départemental des Alpes-Maritimes.

NOMBRE DE MEMBRES DU BUREAU EN EXERCICE : 26

PRESENTS : Jérôme VIAUD, Pierre ASCHIERI, Claude BOMPAR, Pierre BORNET, Gérard BOUCHARD, Dominique BOURRET, Marino CASSEZ, Raoul CASTEL, Claude CEPPI, Henri CHIRIS, Yves FUNEL, Marie-Louise GOURDON, Ismaël OGEZ, Michèle PAGANIN, Gilles RONDONI, Bernard ROUX, Philippe SAINTE-ROSE FANCHINE, Ludovic SANCHEZ, Florence SIMON, Christian ZEDET.

ABSENTS : Raymond ALBIS, Jean-Louis CONIL, Jean-Marc DELIA, Jean-Marc MACARIO, Claude SERRA, David VARRONE.

AR Prefecture

006-200039857-20250605-DB2025_045-AU
Reçu le 16/06/2025
Publié le 16/06/2025

BUREAU COMMUNAUTAIRE	DELIBERATION
DU 05 JUIN 2025	N°DL2025_045
RAPPORTEUR : Monsieur le Président	
FONCIER	
Acquisition de la parcelle cadastrée « section AO numéro 2 » sise à Auribeau-sur-Siagne – lieudit « le Gabre »	

SYNTHESE

La commune d'Auribeau-sur-Siagne est propriétaire de la parcelle cadastrée « section AO numéro 2 » qui correspond à un canal dit « des Moulins » destiné à permettre l'évacuation des eaux de ruissellement depuis le chemin du Gabre, jusqu'à la rivière de « la Siagne ». Ce canal est morcelé en diverses parcelles, lesquelles n'appartiennent pas en totalité à la Commune.
La Communauté d'agglomération du Pays de Grasse est par ailleurs propriétaire d'une propriété à vocation agricole d'environ 3 hectares, sise chemin du Gabre à Auribeau-sur-Siagne.
Etant propriétaire des parcelles riveraines de celle objet des présentes, qui se trouve par conséquent enclavée, la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse souhaite s'en rendre propriétaire afin de faciliter l'accès et simplifier le parcellaire.
Aussi, il est proposé d'acquérir la parcelle cadastrée « section AO n°2 » d'une superficie de 46m² à l'euro symbolique moyennant la prise en charge des frais d'acquisition et de publicité afférentes.

Monsieur le Président expose au Bureau communautaire :

Vu l'article L.1111-1 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques ;

Vu l'article L.1311-9 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu la charte de l'évaluation du Domaine de juin 2020 précisant que cette acquisition n'est pas soumise à consultation de France Domaine ;

Vu les statuts en vigueur de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse ;

Vu la délibération n°DL2022_146 du 22 septembre 2022 par laquelle le conseil communautaire a élargi certaines délégations au bureau communautaire conformément à l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales et notamment en matière de signature d'actes d'acquisition ;

Considérant la volonté de la commune d'Auribeau-sur-Siagne de vendre à la CAPG la parcelle cadastrée « section AO numéro 2 » pour laquelle il n'y a aucun projet ni d'intérêt communal spécifique, et qui se trouve enclavée au milieu des parcelles riveraines appartenant toutes à la CAPG ;

Il est proposé au bureau communautaire, l'acquisition de la parcelle cadastrée « section AO numéro 2 » pour 46m² appartenant à la commune d'Auribeau-sur-Siagne moyennant l'euro symbolique (1,00€ TTC).

AR Prefecture

006-200039857-20250605-DB2025_045-AU
Reçu le 16/06/2025
Publié le 16/06/2025

Après avoir délibéré et procédé au vote, le bureau communautaire à l'unanimité **DECIDE** :

- **D'ACQUERIR** la parcelle cadastrée « section AO n° 2 » d'une superficie de 46m², pour un montant total de 1,00 euros TTC hors frais d'enregistrement et de publicité, auprès de la commune d'Auribeau-sur-Siagne ;

- **D'APPROUVER** les termes de l'acte authentique établi en la forme administrative tel que présenté en annexe ;

- **D'AUTORISER** Monsieur le Président ou son représentant à signer tous les actes et documents nécessaires à cette acquisition, dont le projet d'acte ci- joint, et à accomplir toutes les formalités réglementaires ;

Fait à Grasse, les jours, mois et an que dessus.
Pour extrait certifié conforme,

Acte rendu exécutoire après dépôt en préfecture et publié le

16 JUIN 2025

Le Président

Jérôme VIAUD
Maire de Grasse
Vice-président du Conseil départemental
des Alpes-Maritimes

AR Prefecture

006-200039857-20250605-DB2025_045-AU
Reçu le 16/06/2025
Publié le 16/06/2025

AR Prefecture
006-200039857-20250605-DB2025_045-AU
Reçu le 16/06/2025
Publié le 16/06/2025

République Française
Commune de AURIBEAU SUR SIAGNE

Auribeau sur Siagne

DEPARTEMENT DES ALPES MARITIMES

COMMUNE D'AURIBEAU SUR SIAGNE

ACTE AUTHENTIQUE en la forme ADMINISTRATIVE

VENTE par la Commune d'AURIBEAU SUR SIAGNE

au profit de la CAPG

L'AN DEUX MILLE VINGT CINQ,

Le
A AURIBEAU SUR SIAGNE (06810), au siège de la Commune de AURIBEAU SUR SIAGNE (06810), Montée de la Mairie, dans les locaux de l'Hôtel de Ville.

Par devant Madame Michèle PAGANIN, Maire de la commune de AURIBEAU SUR SIAGNE (06810), nommé à cette fonction suivant extrait du registre des délibérations du Conseil Municipal d'élection en date du 10 juillet 2020 transmis à la Préfecture des Alpes Maritimes en date du 24 juillet 2020, agissant en vertu de ses pouvoirs administratifs propres, et ayant tous pouvoirs conformément à l'article L.2122-21 du Code Général des Collectivités territoriales.

AR Prefecture
006-200039857-20250605-DB2025_045-AU
Reçu le 16/06/2025
Publié le 16/06/2025

A REÇU EN LA FORME ADMINISTRATIVE, LA PRESENTE VENTE à la requête des parties ci-après identifiées.

Cet acte comprend deux parties pour répondre aux exigences de la publicité foncière, néanmoins l'ensemble de l'acte et de ses annexes forme un contrat indissociable et unique.

La première partie dite "partie normalisée" constitue le document hypothécaire normalisé et contient toutes les énonciations nécessaires tant à la publication au fichier immobilier qu'à la détermination de l'assiette et au contrôle du calcul de tous impôts, droits et taxes.

La seconde partie dite "partie développée" comporte des informations, dispositions et conventions sans incidence sur le fichier immobilier.

PARTIE NORMALISEE

IDENTIFICATION DES PARTIES

ONT COMPARU :

VENDEUR

La Commune de **AURIBEAU SUR SIAGNE,** collectivité territoriale, identifiée sous le numéro SIREN : 210 600 078, SIRET 210 600 078 00013 située dans le département des Alpes Maritimes (06), ayant son siège social à AURIBEAU SUR SIAGNE (06810), Montée de la Mairie.

Partie ci-après dénommée « Le VENDEUR».

ACQUEREUR

L'établissement public de coopération intercommunale dénommé **COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DU PAYS DE GRASSE**, ou par abréviation CAPG, personne morale de droit public située dans le département des Alpes-Maritimes, identifiée au SIREN sous le numéro 200 039 857 et la désignation CA DU PAYS DE GRASSE, dont le siège est à GRASSE (06130), 57 Avenue Pierre Sémard, constituée en application de la loi n° 99-586 du 12 juillet 1999, par arrêté de Monsieur le Préfet des Alpes-Maritimes en date du 27 mai 2013, suivi d'un arrêté de Monsieur le Préfet des Alpes-Maritimes en date du 17 décembre 2013 modifiant l'arrêté de création initial.

Partie ci-après dénommée « L'ACQUEREUR ou la CAPG».

QUOTITES VENDUES

Le VENDEUR vend la pleine propriété des **BIENS** objet du présent acte de vente.

QUOTITES ACQUISES

La CAPG acquiert la pleine propriété des **BIENS** objet de la vente.

AR Prefecture
006-200039857-20250605-DB2025_045-AU
Reçu le 16/06/2025
Publié le 16/06/2025

PRESENCE - REPRESENTATION

1°) – Le VENDEUR :

La Commune de AURIBEAU SUR SIAGNE est représentée à l'acte par Monsieur Guy ROUSSEL, 1er Adjoint au Maire, nommé à cette fonction en vertu de 10 juillet 2020, agissant au nom et pour le compte de la Commune en vertu d'une délégation de fonction et de signature du Maire qui lui a été consentie par délibération du Conseil Municipal n°DL.23022024/12 en date du 23 février 2024 transmise en préfecture des Alpes Maritimes, le 29 février 2024 dont une ampliation est ci-annexée.

Le représentant précise que ladite délibération n'a fait l'objet d'aucun recours à ce jour, ainsi déclaré et est exécutoire.

Spécialement habilité aux termes d'une délibération qui adopte le principe de la vente n°DL 2025- XXX en date du mai 2025 [*date*] transmise en préfecture des Alpes Maritimes, le xxxxxx 2025.

2°) – L'ACQUEREUR:

La COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DU PAYS DE GRASSE est représentée à l'acte par **Monsieur Jérôme VIAUD,** en sa qualité de Président de la **COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DU PAYS DE GRASSE,** agissant au nom et pour le compte de ladite communauté d'agglomération, nommé à cette fonction et ayant tous pouvoirs à l'effet des présentes aux termes d'une délibération du Conseil de la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse en date du 16 juillet 2020, reçue en Préfecture le 23 juillet 2020, dont une copie est demeurée ci-jointe et annexée après mention. Ledit arrêté n'ayant fait l'objet à ce jour d'aucun recours ainsi déclaré par le représentant de la communauté d'agglomération.

La présente acquisition a fait l'objet d'une approbation aux termes d'une délibération du Conseil de la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse en date du XXX 2025, reçue en Sous-Préfecture le xxx 2025, dont la copie est demeurée ci-jointe et annexée. Ladite délibération n'ayant fait l'objet à ce jour d'aucun recours ainsi déclaré par le représentant de la communauté d'agglomération.

DECLARATIONS DES PARTIES SUR LEUR CAPACITE

Les parties, et le cas échéant leurs représentants, attestent que rien ne peut limiter leur capacité pour l'exécution des engagements qu'elles prennent aux présentes, et elles déclarent notamment :

-que leur état civil et leurs qualités indiqués en tête des présentes sont exacts,

-qu'elles ne sont pas en état de cessation de paiement, de rétablissement professionnel, de redressement ou liquidation judiciaire ou sous procédure de sauvegarde des entreprises,

-qu'elles n'ont pas été associées dans une société mise en liquidation judiciaire suivant jugement publié depuis moins de cinq ans et dans laquelle elles étaient tenues indéfiniment et solidairement ou seulement conjointement du passif social, le délai de cinq ans marquant la prescription des actions de droit commun et de celle en recouvrement à l'endroit des associés (BOI-REC-SOLID-20-10-20-20120912),

AR Prefecture
006-200039857-20250605-DB2025_045-AU
Reçu le 16/06/2025
Publié le 16/06/2025

-qu'elles ne sont concernées :

.par aucune des mesures légales relatives aux personnes protégées qui ne seraient pas révélées aux présentes,

.par aucune des dispositions du Code de la consommation sur le règlement des situations de surendettement, sauf là aussi ce qui peut être spécifié aux présentes.

DOCUMENTS RELATIFS A LA CAPACITE ET A LA QUALITE DES PARTIES

Les pièces ont été produites à l'appui des déclarations des parties sur leur capacité et ne révèlent aucun empêchement à la signature des présentes.

DELIBERATION MUNICIPALE – DISPENSE DE L'AVIS DES DOMAINES

Le représentant de la commune est spécialement autorisé à signer la présente acquisition pour le compte de celle-ci, aux termes de la délibération du Conseil Municipal en date ?? mai 2025 ?? spécialement motivée.

Madame le MAIRE déclare :
- que la délibération a été publiée sous forme d'affichage d'extraits du compte-rendu de la séance ainsi que l'article L 2121-25 du Code général des collectivités territoriales le prévoit ;
- que l'ampliation a été transmise à Monsieur le Préfet des Alpes-Maritimes, qui en a accusé réception il y a plus de deux mois des présentes.
- et qu'il n'a, dans le délai de deux mois prévu par l'article L.2131-6 du Code général des collectivités territoriales, reçu aucune notification d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de NICE.
- que les présentes font suite à la délibération du conseil municipal de la Commune n° ??/22 en date du?? mai 2025 reçu en Préfecture le ?? mai 2025, ayant approuvé et autorisée l'acquisition objet des présentes, ainsi qu'il sera plus amplement expliqué dans l'exposé ci-après.

Ladite délibération a été publiée et télétransmise dans le respect des formes imposées par les articles L 2121-25 et suivants du Code Général des Collectivités territoriales. Observation étant ici faite que le délai de deux mois prévu à l'article L2131-6 CGCT s'est écoulé sans que la Commune ait reçu notification d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif, ainsi déclaré par son représentant susnommé.

Il est précisé que le prix étant inférieur à CENT QUATRE VINT MILLE EUROS (180.000,00€), il n'a pas été nécessaire d'obtenir l'avis des domaines conformément aux articles L.1311-9 et suivants du CGCT.

TERMINOLOGIE

Le vocable employé au présent acte est le suivant :

- Le mot "VENDEUR" désigne le ou les VENDEURS, présents ou représentés. En cas de pluralité, ils contracteront les obligations mises à leur charge aux termes des présentes solidairement entre eux, sans que cette solidarité soit nécessairement rappelée à chaque fois.
- Le mot "ACQUEREUR" désigne le ou les acquéreurs, présents ou représentés. En cas de pluralité d'acquéreurs, ils contracteront les obligations mises à leur charge aux termes des présentes solidairement entre eux, sans que cette solidarité soit nécessairement rappelée à chaque fois.

AR Prefecture
006-200039857-20250605-DB2025_045-AU
Reçu le 16/06/2025
Publié le 16/06/2025

- Les mots "LES PARTIES" désignent ensemble le VENDEUR et l'ACQUEREUR.
- Les mots "BIEN" ou "BIENS" ou "IMMEUBLE" désigneront indifféremment les biens de nature immobilière objet des présentes.
- Le mot "annexe" désigne tout document annexé. Les annexes forment un tout indissociable avec l'acte. Il est précisé que les pièces mentionnées comme étant annexées sont des copies numérisées.

Préalablement aux présentes, il est exposé ce qui suit :

EXPOSE

La Ville d'AURIBEAU SUR SIAGNE est propriétaire de la parcelle objet des présentes qui correspond à un canal dit « des Moulins » destiné à permettre l'évacuation des eaux de ruissellement depuis le chemin du Gabre jusqu'à la rivière de « LA SIAGNE ». Ce canal est morcelé en diverses parcelles, lesquelles n'appartiennent pas en totalité à la Commune.

La Commune n'envisage aucun projet spécifique sur la parcelle vendue qui ne présente à ce jour, aucun intérêt, ni enjeu pour la Commune.

La CAPG a eu l'occasion d'intervenir de manière dans le cadre de sa compétence EAU-ASSAINISSMENT pour faire des travaux préventifs aux inondations.

La CAPG est propriétaire des parcelles riveraines de celle objet des présentes, qui se trouve par conséquent enclavée.

Dans le cadre de la signature du bail envisagé par la CAPG au profit d'un agriculteur, il avait été prévu la création d'une servitude de passage et d'accès sur la parcelle objet des présentes.

Pour des raisons de commodité et en vue de simplifier le parcellaire, il a été convenu entre le VENDEUR et l'ACQUEREUR de régulariser la vente de la parcelle cadastrée section AO n°2, et de la céder à l'euro symbolique moyennant la prise en charge des frais d'acquisition et des frais de publicité afférents à la cession de ladite parcelle.

La présente acquisition a été autorisée aux termes d'une délibération du Conseil ??? en sa séance du ??? mai 2025 ?? devenue exécutoire suivant les formalités réalisées le ?? mai 2025 ?? et purgée de tout recours, ci-après littéralement partiellement rapporté par extrait :

«
Le Conseil ouï l'exposé ci-dessus et après en avoir délibéré :
XXXXXXX
**Approuve XXXXX*
**Autorise Madame le Maire XXX à signer tout document s'y afférent.*
[…] »

Cela exposé, il est passé à l'acte objet des présentes :

OBJET -VENTE

Le VENDEUR cède par les présentes, en s'obligeant à toutes les garanties ordinaires de fait et de droit les plus étendues à l'ACQUEREUR qui accepte, les biens dont la désignation suit, et tels que ceux-ci existent avec toutes les dépendances, tous immeubles par destination qui en dépendent et tous droits qui y sont attachés sans aucune exception ni réserve.

AR Prefecture
006-200039857-20250605-DB2025_045-AU
Reçu le 16/06/2025
Publié le 16/06/2025

NATURE ET QUOTITE DES DROITS IMMOBILIERS

Le **VENDEUR** vend pour sa totalité en pleine propriété à l'**ACQUEREUR**, qui accepte, le **BIEN** dont la désignation suit.

IDENTIFICATION DU BIEN

DESIGNATION

Sur la COMMUNE de AURIBEAU SUR SIAGNE (06810) lieudit « Le Gabre »

Une parcelle de terre en nature de sol, non constructible.

Figurant ainsi au cadastre :

section	N°	lieudit	surface
AO	2	Le Gabre	0 a 46ca

Le plan cadastral a été visé par l'ensemble des parties préalablement aux présentes.

Observation étant ici faite que par suite du remaniement cadastral intervenu sur la Commune courant janvier 1985, la parcelle était auparavant cadastrée section D n° 927 pour 0a 60ca.

Tel que le dit bien se poursuit et comporte sans exception ni réserve, autres que celles pouvant être le cas échéant relatées aux présentes.

USAGE DU BIEN

Le **VENDEUR** déclare que le **BIEN** est actuellement à usage de CANAL.

L'**ACQUEREUR** entend conserver cet usage.

EFFET RELATIF

Acte authentique en la forme administrative contenant échange entre la Société Civile Immobilière dénommée « LE GABRE » et la Commune suivant acte reçu par Monsieur Albert BERTOLINI, alors, Maire de la commune d'AURIBEAU SUR SIAGNE (06810), le 9 décembre 1980, publié au service de la publicité foncière de GRASSE 2 (devenu ANTIBES 1er), le 12 janvier 1981, volume 5570, n°12.

PROPRIETE JOUISSANCE

L'**ACQUEREUR** est propriétaire du **BIEN** à compter de ce jour.

Il en a la jouissance à compter du même jour par la prise de possession réelle, et effective.

OCCUPATION

Les biens sont cédés en leur état actuel, les parties déclarant que le **BIEN** est entièrement libre de toute location ou occupation.

AR Prefecture
006-200039857-20250605-DB2025_045-AU
Reçu le 16/06/2025
Publié le 16/06/2025

CHARGES ET CONDITIONS

La présente vente a lieu sous les charges et conditions applicables en matières de vente.

Les charges et conditions ne donnant pas lieu à taxation figurent en partie développée de l'acte.

Les frais de la vente et ceux qui en seront la suite et la conséquence sont à la charge exclusive de l'ACQUEREUR qui s'y oblige.

En outre, pour la perception des droits, l'immeuble est évalué à la somme de UN EUROS (1,00€).

PRIX

La vente est consentie et acceptée moyennant le prix convenu entre les parties de **UN EURO SYMBOLIQUE (1,00 €) payable par mandat administratif selon les règles de la comptabilité publique**.

Les vendeurs ayant demandé en contrepartie que la commune prenne en charge tous les frais d'acte et les frais de géomètre, qui résultent des présentes.

PAIEMENT DU PRIX

Le VENDEUR reconnaît expressément les modalités de remise gracieuse de la parcelle.

L'état hypothécaire permet de constater qu'il n'existe pas d'empêchement à la remise du prix au VENDEUR.

Le comptable public Monsieur Pierre-Yves SIKLI à ce non présent mais représenté par M+++, en vertu d'une procuration sous signature privée en date à +++ demeurée ci-annexée a déclaré prendre acte des modalités de paiement du prix telles qu'elles sont définies ci-dessus.

FORMALITE FUSIONNEE

L'acte sera soumis à la formalité fusionnée, dans le mois de sa date, au service de la publicité foncière **d'ANTIBES 1.**

La Commune d'AURIBEAU SUR SIAGNE fera publier les présentes auprès du service de publicité foncière aux frais de l'ACQUEREUR.

DECLARATION FISCALES

Le vendeur déclare que :

- L'IMMEUBLE se trouve en zone non constructible du RNU de la Commune d'Auribeau sur Siagne et ne constitue pas à ce titre un terrain à bâtir au sens de l'article 257 I-2.1° du Code général des impôts, sa mutation n'entrera pas dans le champ d'application de la taxe sur la valeur ajoutée ;
- L'IMMEUBLE n'a pas fait l'objet d'aménagements spécifiques en vue de sa cession ;
- La présente mutation ne s'inscrit pas dans le cadre d'une opération ou d'une démarche économique ou commerciale, mais résulte du seul exercice de la propriété sans autre motivation que celle de réemployer autrement la valeur de l'IMMEUBLE au service de ses missions et compétences.

IMPOT SUR LES PLUS-VALUES

Le **VENDEUR** n'est pas soumis à l'impôt sur les plus-values compte tenu de sa qualité.

AR Prefecture
006-200039857-20250605-DB2025_045-AU
Reçu le 16/06/2025
Publié le 16/06/2025

Au surplus, il est rappelé que le VENDEUR est propriétaire en vertu d'un acte authentique en la forme administrative contenant échange entre la SCI LE GABRE et la Commune, reçu par Monsieur Albert BERTOLINI, alors, Maire de la commune d'AURIBEAU SUR SIAGNE (06810), le 9 décembre 1980, publié au service de la publicité foncière de GRASSE 2 (devenu ANTIBES 1er), le 12 janvier 1981, volume 5570, n°12.

En conséquence, le rédacteur qui publiera le présent acte administratif est dispensé de déposer l'imprimé 2048-IMM-SD.

DOMICILE FISCAL

Pour le contrôle de l'impôt, le VENDEUR déclare être domicilié en son domicile susvisé et dépendre du centre des finances publiques savoir :

la Commune dépend du Centre des Finances de GRASSE (06130), Traverse de la Paoute.

TAXES SUR LA CESSION DE TERRAIN DEVENU CONSTRUCTIBLE

Taxe prévue par les articles 1529 et 1605 nonies du Code général des impôts

La taxe sur la première cession d'un terrain devenu constructible n'est pas due, le cédant ne relevant pas du régime d'imposition des plus-values des particuliers.

DISPENSE D'AVIS DU DIRECTEUR DEPARTEMENTAL DES FINANCES PUBLIQUES

Les présentes n'ont pas à être précédées de l'avis de l'autorité compétente prévu par l'article L 1211-1 du Code général de la propriété des personnes publiques comme étant d'un montant inférieur au seuil fixé par l'autorité compétente de l'Etat dans la mesure où la vente ne s'inscrit pas dans une opération d'ensemble d'un montant égal ou supérieur à ce seuil.
Le seuil actuel est de 180.000 euros tel que fixé par l'arrêté du 5 décembre 2016 au visa de l'article L 1311-10 du Code général des collectivités territoriales.

IMPOT SUR LA MUTATION

Exonération fiscale

La vente est exonérée de la taxe de publicité foncière en vertu des dispositions de l'article 1042 du Code général des impôts.

NON ASSUJETTISSEMENT A LA TVA

Le VENDEUR déclare ne pas agir aux présentes en qualité d'assujetti en tant que tel à la taxe sur la valeur ajoutée au sens de l'article 256 A du Code général des impôts.

L'assiette des droits est constituée par le prix de la présente vente soit la somme de UN EURO (1,00€).

AR Prefecture
006-200039857-20250605-DB2025_045-AU
Reçu le 16/06/2025
Publié le 16/06/2025

DROITS

				Mt à payer
Taxe départementale 1,00	x	0,00 %	=	0,00
Frais d'assiette 0,00	x	0,00 %	=	0,00
			TOTAL	**0,00**

CONTRIBUTION DE SECURITE IMMOBILIERE

Les dispositions du présent acte à publier au fichier immobilier sont exonérées de la contribution de sécurité immobilière en application des dispositions du II de l'article 879 du Code général des impôts.

FIN DE PARTIE NORMALISEE

AR Prefecture
006-200039857-20250605-DB2025_045-AU
Reçu le 16/06/2025
Publié le 16/06/2025

PARTIE DEVELOPPEE

CONDITIONS ET DECLARATIONS GENERALES

GARANTIE CONTRE LE RISQUE D'EVICTION

Le VENDEUR garantit l'ACQUEREUR contre le risque d'éviction conformément aux dispositions de l'article 1626 du Code civil.

A ce sujet le VENDEUR déclare :

- qu'il n'existe à ce jour aucune action ou litige en cours pouvant porter atteinte au droit de propriété,
- que la consistance du BIEN n'a pas été modifiée de son fait par une annexion,
- qu'il n'a pas effectué de travaux de remblaiement, et qu'à sa connaissance il n'en a jamais été effectué,
- qu'il n'a conféré à personne d'autre que l'ACQUEREUR un droit quelconque sur le BIEN pouvant empêcher la vente,
- subroger l'ACQUEREUR dans tous ses droits et actions relatifs au BIEN.

GARANTIE DE JOUISSANCE

Le VENDEUR déclare qu'il n'a pas délivré de congé à un ancien locataire lui permettant d'exercer un droit de préemption.

GARANTIE HYPOTHECAIRE

Le VENDEUR s'oblige, s'il existe un ou plusieurs créanciers hypothécaires inscrits, à régler l'intégralité des sommes pouvant leur être encore dues, à rapporter à ses frais les certificats de radiation des inscriptions, et à en justifier auprès de l'ACQUEREUR.

Il a été requis un état hypothécaire préalablement aux présentes, actuellement en cours de validité et datant de moins de deux mois. Il y sera substitué celui qui sera délivré sur la publication du présent acte, nécessaire à la publication des présentes.

L'état hypothécaire précise que le bien est entièrement libre de toute inscription, et qu'il est en cours de validité, **comme datant de moins d'un mois.**

Le VENDEUR déclare que la situation hypothécaire est identique à la date de ce jour et n'est susceptible d'aucun changement.

Au surplus, si il apparaissait une inscription hypothécaire entre la date de signature des présentes et la date de publication, le VENDEUR s'engage dés à présent à requérir la levée de toute inscription ou hypothèque.

REPARTITION DES CHARGES

La présente acquisition est consentie et acceptée aux charges et conditions suivantes que ACQUEREUR s'engage à exécuter et à accomplir :

L'ACQUEREUR prendra le terrain cédé dans l'état où il se trouve actuellement, sans pouvoir prétendre à aucune indemnité pour quelque cause que ce soit et notamment à raison de l'état du sol et du sous-sol, vice caché ou défaut d'alignement, comme aussi pour erreur dans la contenance, la différence entre cette dernière et la contenance réelle, excédât-elle 1/20ème en plus ou en moins devant faire le profit ou à la perte de L'ACQUEREUR, sans aucun recours contre le cédant. En ce qui concerne toutefois les mitoyennetés pouvant exister, L'ACQUEREUR fera son affaire personnelle de toutes les contestations qui pourraient survenir à ce sujet.

AR Prefecture
006-200039857-20250605-DB2025_045-AU
Reçu le 16/06/2025
Publié le 16/06/2025

L'ACQUEREUR souffrira les servitudes passives, apparentes et occultes, continues ou discontinues pouvant grever les terrains sauf à s'en défendre et à profiter de celles actives si elles existent, le tout à ses risques et périls, sans recours contre le cédant et sans que la présente clause puisse donner à quiconque plus le droit qu'il en aurait en vertu de titres réguliers et non prescrits ou de la loi.

SERVITUDES

L'ACQUEREUR profite ou supporte les servitudes ou les droits de jouissance spéciale, s'il en existe.

Le VENDEUR déclare :

- ne pas avoir créé ou laissé créer de servitude ou de droit de jouissance spéciale qui ne seraient pas relatés aux présentes,
- qu'à sa connaissance, il n'existe pas d'autres servitudes ou droits de jouissance spéciale que celles ou ceux résultant, le cas échéant, de l'acte, de la situation naturelle et environnementale des lieux et de l'urbanisme.

ETAT DU BIEN

L'ACQUEREUR prend le BIEN dans l'état où il se trouve au jour de l'entrée en jouissance, sans recours contre le VENDEUR pour quelque cause que ce soit notamment en raison :

- des vices apparents,
- des vices cachés.

S'agissant des vices cachés, il est précisé que cette exonération de garantie ne s'applique pas :

- si le VENDEUR a la qualité de professionnel de l'immobilier ou de la construction, sauf si l'ACQUEREUR a également cette qualité,
- ou s'il est prouvé par l'ACQUEREUR, dans le délai légal, que les vices cachés étaient en réalité connus du VENDEUR.

CONTENANCE

Le VENDEUR ne confère aucune garantie de contenance du terrain.

IMPOTS ET TAXES

Le VENDEUR déclare être à jour des mises en recouvrement des impôts et garde à sa charge toutes les charges fiscales afférentes au BIEN pour l'année entière.

Par conséquent, les parties entendent dés à présent se dispenser de la répartition au prorata temporis pour l'année en cours, l'ACQUEREUR sera redevable des taxes pour l'année prochaine.

ASSURANCE

Compte tenu de la qualité du bien vendu, il n'existe pas de contrat d'assurance souscrit. L'ACQUÉREUR déclare faire son affaire personnelle de la prise d'assurance en son nom.

CONTRAT D'AFFICHAGE

Le VENDEUR déclare qu'il n'a pas été conclu de contrat d'affichage.

DISPENSE DE RENSEIGNEMENTS D'URBANISME

VENDEUR et ACQUEREUR se dispensent de la production d'une note de renseignements d'urbanisme, déclarant être parfaitement informés de la situation du BIEN au regard des dispositions d'urbanisme applicables.

AR Prefecture
006-200039857-20250605-DB2025_045-AU
Reçu le 16/06/2025
Publié le 16/06/2025

L'ACQUEREUR s'oblige en conséquence à faire son affaire personnelle de l'exécution des charges et prescriptions, du respect des servitudes publiques et autres limitations administratives au droit de propriété pouvant exister relativement aux dispositions d'urbanisme applicables.

L'ACQUEREUR reconnaît avoir reçu toutes explications et éclaircissements sur la portée, l'étendue et les effets de ces charges, prescriptions et limitations.

DROIT DE PREEMPTION URBAIN

Le **BIEN** n'est pas situé dans le champ d'application territorial du droit de préemption urbain.

DROIT DE PREEMPTION de la SAFER

Conformément à l'article L143-1 à L143-16 du code rural et de la pêche maritime, les conditions et modalités d'application du droit de préemption de la SAFER ne trouvent pas à s'appliquer.

ORIGINE DE PROPRIETE

La parcelle appartient au vendeur par suite des faits et actes suivants :

1/ ACQUISITION SCI LE GABRE:

Originairement, la parcelle appartenait en pleine propriété à la société civile immobilière dénommée « LE GABRE », ayant son siège à AURIBEAU SUR SIAGNE (06810), lieudit « LE GABRE », constituée aux termes d'un acte reçu par Maître DARMON, notaire à CANNES (06400), le 13 novembre 1973 pour l'avoir acquis auprès de :

XXXX???.

Suivant acte reçu par Maître DARMON, notaire à CANNES (06), le 5 avril 1974, dont une copie authentique a été publiée au bureau des hypothèques de GRASSE 2 (devenu ANTIBES 1), le 6 mai 1974, volume 971, n° 18.A VERIFIER SUR EHF

Moyennant un pris payé comptant et quittancé audit acte.

Les déclarations d'usage ont été régulièrement justifiées.

2/ ECHANGE SCI LE GABRE/ COMMUNE :

La Commune d'AURIBEAU SUR SIAGNE, VENDEUR aux présentes étant devenue propriétaire par suite d'un acte authentique en la forme administrative contenant échange entre la SCI LE GABRE et la COMMUNE suivant acte reçu par Monsieur Albert BERTOLINI, Maire de la commune d'AURIBEAU SUR SIAGNE, le 9 décembre 1980, publié au service de la publicité foncière de GRASSE 2 (devenu ANTIBES 1), le 12 janvier 1981, volume 5570, n°12.

Cet échange ayant eu lieu de valeur identique et par conséquent sans soulte, ni de part ni d'autre.

ETAT DES RISQUES

Un état des risques visé par les parties, et datant de moins de 6 mois et actuellement en cours de validité est demeuré ci-annexé.

AR Prefecture
006-200039857-20250605-DB2025_045-AU
Reçu le 16/06/2025
Publié le 16/06/2025

Conformément aux dispositions de l'article L 271-4 du Code de la construction et de l'habitation, un état des risques fourni et réalisé par le VENDEUR le 2 avril 2025 ci-joint et ci-annexé et fondé sur les informations mises à disposition par le Préfet, duquel il résulte:

Plan de prévention des risques technologiques

La situation de l'immeuble au regard d'un ou plusieurs plans de prévention de risques technologiques est la suivante:

Il n'existe pas, à ce jour, de plan de prévention des risques technologiques sur la commune de AURIBEAU SUR SIAGNE qu'il soit prescrit ou approuvé.

Plan de prévention des risques naturels

La situation de l'immeuble au regard d'un ou plusieurs plans de prévention de risques naturels prévisibles est la suivante:

L'immeuble est situé dans le périmètre d'un plan de prévention des risques naturels prescrit.

L'immeuble n'est pas situé dans le périmètre d'un plan de prévention des risques naturels appliqué par anticipation.

L'immeuble est situé dans le périmètre d'un plan de prévention des risques naturels approuvé.

Risques pris en compte :

- inondation, remontée de nappe, risques côtiers,
- mouvement de terrain, retrait gonflement des argiles, feux de forêt, radon, rupture de barrage.

Plan de prévention des risques miniers

La situation de l'immeuble au regard d'un ou plusieurs plans de prévention de risques miniers est la suivante:

L'immeuble n'est pas situé dans le périmètre d'un plan de prévention des risques miniers prescrit.

L'immeuble n'est pas situé dans le périmètre d'un plan de prévention des risques miniers appliqué par anticipation

L'immeuble n'est pas situé dans le périmètre d'un plan de prévention des risques naturels miniers approuvé.

L'immeuble n'est pas concerné par des prescriptions de travaux dans le règlement du plan de prévention des risques miniers.

Zone de sismicité

Il est ici précisé que l'immeuble objet des présentes se situe en zone de **sismicité modéré (3)** et qu'il y a lieu de respecter pour les constructions nouvelles, les agrandissements, les surélévations ou les transformations, les règles édictées par les articles L111-26 et R 111-38 du Code de la construction et de l'habitation, notamment quant au contrôle technique.

L'ACQUEREUR déclare en outre avoir parfaite compréhension et connaissance des énonciations de l'état des risques naturels et technologiques sus énoncé et vouloir en faire son affaire personnelle, à l'entière décharge du VENDEUR.

Le VENDEUR déclare en outre qu'il n'a perçu aucune indemnisation versée dans le cadre du régime assurantiel spécifique aux catastrophes naturelles ou technologiques, quant à l'immeuble dont dépend les BIENS vendus.

AR Prefecture
006-200039857-20250605-DB2025_045-AU
Reçu le 16/06/2025
Publié le 16/06/2025

En application de l'article L 125-5 IV du Code de l'environnement, le **VENDEUR** déclare que, pendant la période où il a été propriétaire, l'**ENSEMBLE IMMOBILIER** n'a pas subi de sinistre ayant donné lieu au versement d'une indemnité en application de l'article L 125-2 ou de l'article L 128-2 du Code des assurances et que, par ailleurs, il n'avait pas été lui-même informé d'un tel sinistre en application de ces mêmes dispositions.

Absence de sinistres avec indemnisation

Le VENDEUR déclare qu'à sa connaissance l'immeuble n'a pas subi de sinistres ayant donné lieu au versement d'une indemnité en application de l'article L 125-2 ou de l'article L 128-2 du Code des assurances.

NEGOCIATION DIRECTE ENTRE LES PARTIES

Les parties déclarent que les conventions ont été négociées directement entre elles, sans le concours ni la participation d'un intermédiaire. Si cette déclaration se révélait erronée, les éventuels honoraires de cet intermédiaire seraient à la charge des auteurs de la déclaration inexacte.

CONCLUSION DU CONTRAT

Les parties déclarent que les dispositions de ce contrat ont été, en respect des règles impératives de l'article 1104 du Code civil, négociées de bonne foi. Elles affirment qu'il reflète l'équilibre voulu par chacune d'elles.

DEVOIR D'INFORMATION RECIPROQUE

En application de l'article 1112-1 du Code civil qui impose aux parties un devoir précontractuel d'information, qui ne saurait toutefois porter sur le prix, le VENDEUR déclare avoir porté à la connaissance de l'ACQUEREUR l'ensemble des informations dont il dispose ayant un lien direct et nécessaire avec le contenu du présent contrat et dont l'importance pourrait être déterminante de son consentement.
Ce devoir s'applique à toute information sur les caractéristiques juridiques, matérielles et environnementales relatives au BIEN, ainsi qu'à son usage, dont il a personnellement connaissance par lui-même et par des tiers, sans que ces informations puissent être limitées dans le temps.

Le VENDEUR reconnaît être informé qu'un manquement à ce devoir serait sanctionné par la mise en œuvre de sa responsabilité, avec possibilité d'annulation du contrat s'il a vicié le consentement de l'ACQUEREUR.

Pareillement, l'ACQUEREUR déclare avoir rempli les mêmes engagements, tout manquement pouvant être sanctionné comme indiqué ci-dessus.

Le devoir d'information est donc réciproque.

En outre, conformément aux dispositions de l'article 1602 du Code civil, le VENDEUR est tenu d'expliquer clairement ce à quoi il s'oblige, tout pacte obscur ou ambigu s'interprétant contre lui.

Les PARTIES attestent que les informations déterminantes connues d'elles, données et reçues, sont rapportées aux présentes.

ELECTION DE DOMICILE

Les parties élisent domicile :

- en leur demeure ou siège respectif pour l'exécution des présentes et de leurs suites,
- en la mairie de AURIBEAU SUR SIAGNE pour la publicité foncière, l'envoi des pièces et la correspondance s'y rapportant.

AR Prefecture
006-200039857-20250605-DB2025_045-AU
Reçu le 16/06/2025
Publié le 16/06/2025

TITRES - CORRESPONDANCE ET RENVOI DES PIECES

Il a été remis tout ancien titre de propriété à l'ACQUEREUR.

En suite des présentes, la correspondance et le renvoi des pièces à l'ACQUEREUR devront s'effectuer à la Mairie de AURIBEAU SUR SIAGNE (06810) Montée de la Mairie.

La correspondance auprès de la CAPG s'effectuera en son siège sus indiqué.

DEPOT DE LA MINUTE DE L'ACTE ADMINISTRATIF

La minute du présent acte sera déposée au rang des actes authentique en la forme administrative de la Commune de AURIBEAU SUR SIAGNE, au sein des archives des actes de la ville de AURIBEAU SUR SIAGNE ainsi que de la CAPG.

POUVOIRS - PUBLICITE FONCIERE

Pour l'accomplissement des formalités de publicité foncière ou réparer une erreur matérielle telle que l'omission d'une pièce annexe dont le contenu est relaté aux présentes, les parties agissant dans un intérêt commun donnent tous pouvoirs nécessaires, à l'effet de faire dresser et signer tous actes complémentaires ou rectificatifs pour mettre le présent acte en concordance avec tous les documents hypothécaires, cadastraux ou d'état civil.

AFFIRMATION DE SINCERITE

Les parties affirment, sous les peines édictées par l'article 1837 du Code général des impôts, que le présent acte exprime l'intégralité du prix.

Elles reconnaissent avoir été informées des sanctions fiscales et des peines correctionnelles encourues en cas d'inexactitude de cette affirmation ainsi que des conséquences civiles édictées par l'article 1202 du Code civil.

FORMALISME LIE AUX ANNEXES

Les annexes, s'il en existe, font partie intégrante de la minute.

Lorsque l'acte est établi sur support papier, les pièces annexées à l'acte sont revêtues d'une mention constatant cette annexe et signée, sauf si les feuilles de l'acte et des annexes sont réunies par un procédé empêchant toute substitution ou addition.

AFFIRMATION DE SINCERITE – CERTIFICAT D'IDENTITE :

Je soussignée, Madame Michèle PAGANIN, Maire de la Commune de Auribeau sur siagne, certifie et atteste :

- que la présente est conforme et destinée à recevoir la mention de publicité foncière, et ne comportant aucun renvoi ni mots nuls sur SEIZE (16) pages;
- que l'identité complète des parties telle qu'elle est indiquée dans l'acte, à la suite de leur nom, lui a été régulièrement justifiée.

AR Prefecture
006-200039857-20250605-DB2025_045-AU
Reçu le 16/06/2025
Publié le 16/06/2025

DONT ACTE SUR SEIZE (16) PAGES
Fait et passé A AURIBEAU SUR SIAGNE, les jour, mois et an susdits.
les parties, après lecture, ont signé le présent acte avec Madame Michèle PAGANIN, Maire de la Commune de AURIBEAU SUR SIAGNE.

Les parties approuvent expressément :
Renvois : aucun
Mots rayés nuls : aucun
Blanc barré : aucun
Ligne entière rayée nulle : aucune
Chiffre nul : aucun

Signatures :

Rédacteur	VENDEUR	ACQUEREUR
Le Maire de Auribeau sur Siagne, Mme Michèle PAGANIN :	L'Adjoint au Maire de la Commune de Auribeau sur Siagne, M. Guy ROUSSEL :	Président de la CAPG M. Jérôme VIAUD :

Manque
-modèle 1
-EHF complet sur parcelles AO2 – D 848 – D 925 – D 927 –
-délibération autorisation vente
-délibération CAPG pour acquisition

AR Prefecture
006-200039857-20250605-DB2025_046-AU
Reçu le 16/06/2025
Publié le 16/06/2025

pays de Grasse
communauté d'agglomération

REPUBLIQUE FRANÇAISE
DEPARTEMENT
DES ALPES-MARITIMES

EXTRAIT DU REGISTRE DES DECISIONS
DU BUREAU COMMUNAUTAIRE DE LA
COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
DU PAYS DE GRASSE

SEANCE DU JEUDI 05 JUIN 2025

Décision n°DB2025_046 : Dépôt de candidature à l'accélérateur « Lieux innovants, lieux accueillants »

Date de la convocation : 28/05/2025

L'an deux mille vingt-cinq et le cinq juin à quatorze heures, le bureau communautaire de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse, dûment convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, au siège sis 57 avenue Pierre Sémard à Grasse, sous la présidence de Jérôme VIAUD, Maire de Grasse et Vice-président du Conseil départemental des Alpes-Maritimes.

NOMBRE DE MEMBRES DU BUREAU EN EXERCICE : 26

PRESENTS : Jérôme VIAUD, Pierre ASCHIERI, Claude BOMPAR, Pierre BORNET, Gérard BOUCHARD, Dominique BOURRET, Marino CASSEZ, Raoul CASTEL, Claude CEPPI, Henri CHIRIS, Yves FUNEL, Marie-Louise GOURDON, Ismaël OGEZ, Michèle PAGANIN, Gilles RONDONI, Bernard ROUX, Philippe SAINTE-ROSE FANCHINE, Ludovic SANCHEZ, Florence SIMON, Christian ZEDET.

ABSENTS : Raymond ALBIS, Jean-Louis CONIL, Jean-Marc DELIA, Jean-Marc MACARIO, Claude SERRA, David VARRONE.

AR Prefecture

006-200039857-20250605-DB2025_046-AU
Reçu le 16/06/2025
Publié le 16/06/2025

BUREAU COMMUNAUTAIRE	DECISION
DU 05 JUIN 2025	N°DB2025_046
RAPPORTEUR : MONSIEUR LE PRESIDENT	
DEVELOPPEMENT SOCIAL DES TERRITOIRES ET PREVENTION	
Dépôt de candidature à l'accélérateur « Lieux innovants, lieux accueillants »	

SYNTHESE

Dans le cadre de l'amélioration continue de la qualité de service des France services des Monts d'Azur et des Aspres, situées en zone de revitalisation rurale (ZRR) pour l'une et en Quartier Politique de la Ville (QPV) pour l'autre ; il est proposé d'autoriser Monsieur le Président à candidater auprès de la Banque des Territoires, au programme « Lieux innovants-Lieux accueillants », afin d'aménager les espaces des deux France Services.

Monsieur le Président expose au bureau communautaire :

Vu l'accord national signé le 4 décembre 2015 avec l'État – représenté par le CGET, qui pilote la politique publique d'accessibilité aux services – et les 11 partenaires du dispositif : Allocations familiales, ANTS, Assurance retraite, Assurance Maladie, Chèque énergie, Finances publiques, France Travail, France Rénov', La Poste, MSA, et point-justice ;

Vu la délibération n°2015_197 en date du 18 décembre 2015 de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse relative à la définition de l'intérêt communautaire ;

Vu le courrier de la Préfecture des Alpes-Maritimes du 18 février 2020 attestant que l'appellation France Services était attribuée ;

Vu la délibération n°2022-146 du 22 septembre 2022 par laquelle le conseil communautaire a délégué au bureau communautaire certaines de ses attributions conformément à l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération n°DL2024_200 du 12 décembre 2024 par laquelle le conseil communautaire a modifié les statuts de la communauté d'agglomération du pays de grasse.

Considérant que la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse en tant que gestionnaires des deux France Services peut candidater à l'appel à projet Lieux innovants-Lieux accueillants de la Banque des Territoires ;

Considérant que cet appel à projet permet d'améliorer la qualité des services et des équipements mis à disposition des administrés et de contribuer à l'aménagement du territoire ;

Considérant qu'au titre de l'exercice 2025, la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse a pour projet d'aménager les espaces sur les deux France Services dont le montant des travaux est estimé à 25 000 euros ;

AR Prefecture

006-200039857-20250605-DB2025_046-AU
Reçu le 16/06/2025
Publié le 16/06/2025

Après avoir délibéré et procédé au vote, le bureau communautaire à l'unanimité **DECIDE** :

- **D'AUTORISER** Monsieur le Président, ou son représentant, à candidater auprès de la Banque des Territoires, dans le cadre du développement des services proposés aux usagers des deux France Services des Monts d'Azur et des Aspres ;

- **D'AUTORISER** Monsieur le Président, ou son représentant, à ordonner l'ensemble des dépenses liées à la réalisation des actions programmées dans la limite des crédits votés au budget 2025 et suivants ;

- **D'AUTORISER** Monsieur le Président, ou son représentant, à déposer et à signer tous les documents nécessaires à l'exécution de la présente décision.

Fait à Grasse, les jours, mois et an que dessus.
Pour extrait certifié conforme,

Acte rendu exécutoire après dépôt en préfecture et publié le

16 JUIN 2025

Le Président

Jérôme VIAUD
Maire de Grasse
Vice-président du Conseil départemental
des Alpes-Maritimes

AR Prefecture

006-200039857-20250605-DB2025_046-AU
Reçu le 16/06/2025
Publié le 16/06/2025

AR Prefecture
006-200039857-20250605-DB2025_046-AU
Reçu le 16/06/2025
Publié le 16/06/2025

ANNEXE DE LA DB2025_046

A l'attention de Monsieur le Président de la Banque des Territoires

Fait le 22 Mai 2025,
A Grasse

Réf. : N°/2025 – JV/MF/SF/DB/AM
Dossier suivi par : Audrey MALVALDI
Contact : amalvaldi@paysdegrasse.fr

Objet : *Lettre de soutien au dépôt de candidature pour l'aménagement de la France services des Monts d'Azur sur le territoire rural et de la France Services des Aspres en QPV.*

Madame, Monsieur,

En tant que Président de la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse, j'ai l'honneur d'exprimer tout notre soutien à la candidature portée par nos deux Frances Services dans le cadre de l'appel à projets **"Lieux innovants, lieux accueillants"** lancé par la Banque des Territoires.

Le projet vise à repenser et aménager les espaces France Services de notre territoire **: La France services des Monts d'Azur,** bourg centre du Haut Pays situé à Saint Auban dans la ruralité (ZRR) **et la France Services des Aspres** située au cœur d'un Quartier Politique de la Ville (QPV) à Grasse.

Notre objectif en faire des lieux d'accueil moderne, inclusif, accessible au service des habitants.

Ce projet incarne les valeurs fondatrices de la Banque des Territoires que nous partageons pleinement au sein de notre intercommunalité :

- **La solidarité** : en portant une attention équitable à l'ensemble de nos territoires, qu'ils soient urbains ou ruraux, et en visant à garantir à chaque citoyen un accès digne aux services publics essentiels.
- **L'optimisme** : par la volonté affirmée de répondre, avec créativité et efficacité, aux défis locaux à travers un lieu ressource vivant, agile et ancré dans les besoins concrets des usagers.
- **La proximité** : grâce à une co-construction avec les acteurs du terrain, les communes, les services de l'État et les partenaires associatifs, pour un projet qui s'adapte aux réalités locales et renforce le maillage territorial.
- **La simplicité** : à travers une organisation pensée pour faciliter les parcours usagers, avec un accueil unifié, une lisibilité renforcée des démarches, et un accompagnement personnalisé et humain.

Ce projet s'inscrit dans notre stratégie plus large d'aménagement du territoire et de renforcement de l'accès aux droits pour tous. La communauté d'agglomération accompagnera activement sa mise en œuvre à travers un appui technique et une participation au financement.

Nous avons la conviction que cette initiative contribue pleinement aux ambitions portées par votre appel à projets, et qu'elle saura démontrer tout le potentiel des **France Services** comme piliers d'un service public rénové, inclusif et profondément humain.

AR Prefecture
006-200039857-20250605-DB2025_046-AU
Reçu le 16/06/2025
Publié le 16/06/2025

Nous vous remercions par avance de l'attention portée à cette candidature et restons à votre disposition pour tout complément d'information.

Je vous prie d'agréer, Madame, Monsieur, l'expression de mes salutations les plus respectueuses.

Le Président,

Jérôme Viaud
Maire de Grasse
Vice-président du Conseil départemental
des Alpes-Maritimes

AR Prefecture
006-200039857-20250605-DB2025_046-AU
Reçu le 16/06/2025
Publié le 16/06/2025

ANNEXE DE LA DB2025_046

A l'attention de Monsieur le Président de la Banque des Territoires

Fait le 22 Mai 2025,
A Grasse

Réf. : N°/2025 – JV/MF/SF/DB/AM
Dossier suivi par : Audrey MALVALDI
Contact : amalvaldi@paysdegrasse.fr

Objet : *Lettre de soutien au dépôt de candidature pour l'aménagement de la France services des Monts d'Azur sur le territoire rural et de la France Services des Aspres en QPV.*

Madame, Monsieur,

En tant que Président de la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse, j'ai l'honneur d'exprimer tout notre soutien à la candidature portée par nos deux Frances Services dans le cadre de l'appel à projets **"Lieux innovants, lieux accueillants"** lancé par la Banque des Territoires.

Le projet vise à repenser et aménager les espaces France Services de notre territoire **: La France services des Monts d'Azur,** bourg centre du Haut Pays situé à Saint Auban dans la ruralité (ZRR) **et la France Services des Aspres** située au cœur d'un Quartier Politique de la Ville (QPV) à Grasse.

Notre objectif en faire des lieux d'accueil moderne, inclusif, accessible au service des habitants.

Ce projet incarne les valeurs fondatrices de la Banque des Territoires que nous partageons pleinement au sein de notre intercommunalité :

- **La solidarité** : en portant une attention équitable à l'ensemble de nos territoires, qu'ils soient urbains ou ruraux, et en visant à garantir à chaque citoyen un accès digne aux services publics essentiels.
- **L'optimisme** : par la volonté affirmée de répondre, avec créativité et efficacité, aux défis locaux à travers un lieu ressource vivant, agile et ancré dans les besoins concrets des usagers.
- **La proximité** : grâce à une co-construction avec les acteurs du terrain, les communes, les services de l'État et les partenaires associatifs, pour un projet qui s'adapte aux réalités locales et renforce le maillage territorial.
- **La simplicité** : à travers une organisation pensée pour faciliter les parcours usagers, avec un accueil unifié, une lisibilité renforcée des démarches, et un accompagnement personnalisé et humain.

Ce projet s'inscrit dans notre stratégie plus large d'aménagement du territoire et de renforcement de l'accès aux droits pour tous. La communauté d'agglomération accompagnera activement sa mise en œuvre à travers un appui technique et une participation au financement.

Nous avons la conviction que cette initiative contribue pleinement aux ambitions portées par votre appel à projets, et qu'elle saura démontrer tout le potentiel des **France Services** comme piliers d'un service public rénové, inclusif et profondément humain.

AR Prefecture
006-200039857-20250605-DB2025_046-AU
Reçu le 16/06/2025
Publié le 16/06/2025

Nous vous remercions par avance de l'attention portée à cette candidature et restons à votre disposition pour tout complément d'information.

Je vous prie d'agréer, Madame, Monsieur, l'expression de mes salutations les plus respectueuses.

Le Président,

Jérôme Viaud
Maire de Grasse
Vice-président du Conseil départemental
des Alpes-Maritimes

AR Prefecture
006-200039857-20250605-DB2025_046-AU
Reçu le 16/06/2025
Publié le 16/06/2025

Démarche : Candidature à l'accélérateur - Lieux innovants, Lieux accueillants

Organisme : Direction de l'Investissement

Identité du demandeur

Email

Etablissement
SIRET

Dénomination CAPG

Forme juridique EPCI

Formulaire

Dans le cadre de l'acte II de France services et dans la continuité de son engagement historique sur le programme, la Banque des Territoires lance le 3 juillet le premier appel à Manifestions d'Intérêt de son accélérateur « Lieux innovants Lieux accueillants ». Il vise à accompagner d'ici 2027, 1000 France services dans la transformation de leur lieu pour améliorer la qualité d'accueil et augmenter leur fréquentation, grâce à la rénovation des espaces et l'amélioration de l'offre de services locale.

Êtes-vous le responsable de la France services ?
Le présent formulaire de candidature doit être complété par le responsable de la France services. En cochant cette case, vous attestez que c'est bien votre cas

Cochez la mention applicable
- [x] Oui
- [ ] Non

Informations relatives à votre France services

Votre structure porteuse est-elle une collectivité territoriale ?
Cochez la mention applicable
- [x] Oui
- [ ] Non

Vous êtes...?
Merci de sélectionner le type de collectivité territoriale qui correspond à votre structure

Cochez la mention applicable, une seule valeur possible
- [ ] Une commune
- [x] Un EPCI
- [ ] Un département

Quelle est votre commune ?

AR Prefecture
006-200039857-20250605-DB2025_046-AU
Reçu le 16/06/2025
Publié le 16/06/2025

Quel est votre EPCI ?

CAPG

Quel est votre département ?

Quelle est la typologie de la structure porteuse de votre France services ?
Cochez la mention applicable, une seule valeur possible

- [ ] État (préfecture)
- [ ] Associations
- [ ] MSA

Merci de préciser la dénomination de votre structure porteuse :

EPCI

Comptez-vous candidater pour plusieurs France services ?
Ce formulaire de candidature est à remplir pour chaque France services individuellement. Néanmoins, si vous portez plusieurs France services et souhaitez proposer un projet de transformation globale, merci de nous l'indiquer en répondant "oui".

Cochez la mention applicable

- [x] Oui
- [ ] Non

Informations relatives à votre lieu

Nom de la France services
Quel est l'intitulé de votre espace France services ?

FRANCE SERVICES DES MONTS D'AZUR ET DES ASPRES

FS

Quel est le numéro de matricule de votre structure ?
Vous pouvez retrouver votre numéro de matricule en vous connectant à la plateforme France services. Il apparaîtra en bas à droite de votre écran.

27 et 636

Vous êtes une France services ?
Cochez la mention applicable, une seule valeur possible

- [ ] Mobile : je suis un bus France services
- [x] Fixe : je suis un espace France services
- [x] Multisite : je suis une France services agissant sur plusieurs sites (hors permanence)

Quelle est la typologie de votre véhicule ?
Cochez la mention applicable, plusieurs valeurs possibles

- [ ] Camion
- [ ] Bus
- [ ] Camionnette
- [ ] Caravane
- [ ]

AR Prefecture
006-200039857-20250605-DB2025_046-AU
Reçu le 16/06/2025
Publié le 16/06/2025

☐ Voiture

Êtes-vous propriétaire de vos lieux ?
Cochez la mention applicable
☒ Oui
☒ Non

Qui est le propriétaire de vos lieux ?
Mairie de Grasse

Quelle est la surface de la France services en m²

Votre France services a-t-elle fait l'objet d'un audit (au regard de la charte des France services) ?
Cochez la mention applicable
☒ Oui les 2
☐ Non

Quelles recommandations ont été formulées ?
Accès PMR

Un Conseiller numérique intervient-il dans votre structure ?
Cochez la mention applicable
☒ Oui
☐ Non

Votre projet

Souhaiteriez-vous opérer une rénovation immobilière de la France services afin d'en améliorer son aspect ?
A titre indicatif : le budget d'investissement des France services accompagnées est généralement compris entre 50 000 et 1 000 000 euros HT, à distinguer du budget de fonctionnement (qui est en moyenne de 120 000 euros par France services, en incluant la part de l'Etat allant jusqu'à 45 000 euros). Pour rappel, l'accompagnement de la Banque des Territoires prend uniquement en charge la conception en amont du projet France services, en collaboration avec des experts en design et des architectes.

Cochez la mention applicable
☒ Oui
☐ Non

Quelles seraient vos priorités ?
Cochez la mention applicable, plusieurs valeurs possibles

Cochez la mention applicable, plusieurs valeurs possibles
☐ Expansion bâtimentaire
☐ Rénovation thermique (changement de système de chauffage, isolation thermique, etc.)

AR Prefecture
006-200039857-20250605-DB2025_046-AU
Reçu le 16/06/2025
Publié le 16/06/2025

- [x] Accessibilité PMR (construction d'une rampe d'accès au bâtiment, installation d'un monte-personne, etc.)
- [x] Cloisonnement de nouvelles pièces (création d'une salle de réunion, etc.)
- [ ] Autre(s)

Précisez

Pièce justificative à joindre en complément du dossier

- [x] Pourriez-vous nous partager quelques documents de vos espaces ?

Plan modifiable de votre bâtiment, photos de vos espaces, etc.

Souhaiteriez-vous réaménager les espaces de votre France services ?

A titre indicatif : le budget d'investissement des France services accompagnées est généralement compris entre 3 000 et 40 000 euros HT, à distinguer du budget de fonctionnement (qui est en moyenne de 120 000 euros par France services, en incluant la part de l'Etat allant jusqu'à 45 000 euros). Pour rappel, l'accompagnement de la Banque des Territoires prend uniquement en charge la conception en amont du projet France services, en collaboration avec des experts en design.

Cochez la mention applicable

- [x] Oui
- [ ] Non

Quelles seraient vos priorités ?

Cochez la mention applicable, plusieurs valeurs possibles

Cochez la mention applicable, plusieurs valeurs possibles

- [x] Changement de mobilier (installation d'un bureau pour un poste d'ordinateur en libre-service, etc.)
- [x] Agencement de l'espace (installation de paravents, création d'un espace de confidentialité, etc.)
- [ ] Sonorisation (installation de panneaux acoustiques, etc.)
- [x] Signalétique (panneaux directionnels intérieurs, enseigne extérieure, plaques de portes, etc.)
- [ ] Qualité de vie au travail des conseillers (espaces dédiés au back office, salle de réunion, vitre de sécurité, espace tisanerie, etc.)
- [x] Qualité de l'accueil/espace d'attente (ré-organisation d'un espace avec plus de places assises, un coin enfants, etc.)
- [ ] Revêtements muraux (rafraichissement des peintures, éléments de décoration murale, etc.)
- [ ] Revêtements au sol (pose d'un sol stratifié uniforme, démarcation d'espaces, etc.)
- [ ] Luminosité (installation de plaques LED, variateur de lumière, etc.)
- [ ] Autre(s)

Pièce justificative à joindre en complément du dossier

- [x] Pourriez-vous nous partager quelques documents de votre espace France services (photos et/ou plans des espaces) ?

Souhaiteriez vous développer/structurer votre offre de services locale ?

A titre indicatif : le budget d'investissement des France services accompagnées est généralement compris entre 500 et 8 000 euros HT, à distinguer du budget de fonctionnement (qui est en moyenne de 120 000 euros par France services, en incluant la part de l'Etat allant jusqu'à 45 000 euros). Pour rappel, l'accompagnement de la Banque des Territoires prend uniquement en charge la conception en amont du projet France services, en collaboration avec des experts en design.

AR Prefecture
006-200039857-20250605-DB2025_046-AU
Reçu le 16/06/2025
Publié le 16/06/2025

Cochez la mention applicable

☒ Oui

☐ Non

Quelles seraient vos priorités ?
Cochez la mention applicable, plusieurs valeurs possibles

Cochez la mention applicable, plusieurs valeurs possibles

☐ Gestion des flux (amélioration de la gestion des rendez-vous, etc.)

☐ Attirer de nouveaux publics (étude sur les besoins d'un public spécifique, proposer de nouveaux services, etc.)

☒ Consolider l'offre à destination de publics (mise en cohérence des supports d'information, développement d'outils d'appui, etc.)

☒ Enrichir l'offre de services (mobilité, santé, médiation numérique, logement, etc.)

☐ Attirer de nouveaux partenaires locaux/nationaux (instaurer des permanences partagées, mettre en place des actions communes, etc.)

☐ Autre(s)

Précisez

Pièce justificative à joindre en complément du dossier

☐ Pourriez-vous nous partager quelques documents de votre espace France services (photos/documents de l'accueil, panneaux d'information, etc.)

Quel budget envisagez-vous de consacrer à ce projet de transformation de votre France services ?
Pour rappel : le budget qui sera alloué à ce projet de transformation relève d'un budget d'investissement, à distinguer du budget de fonctionnement (lequel est en en moyenne de 120 000 euros par France Service, en incluant la part Etat allant jusqu'à 45 000 euros). L'accompagnement de la Banque des Territoires prend en charge la conception en amont du projet France services, en collaboration avec des experts en design et des architectes.

10 000 € (1ère phase)

Comment ce budget a-t-il été estimé ? Quelles étapes seront nécessaires pour préciser et/ou valider ce budget ?

Services travaux
→ BP 2026
→ Vote du budget / Accord élus

Les locaux de la France services sont-ils mutualisés avec d'autres services ?
Par exemple : CCAS, MDPH, coworking, mission locale, etc

Cochez la mention applicable

☒ Oui

☒ Non

Le(s)quel(s) ?

CCAS, mission locale, PLIE partenaires locaux

AR Prefecture
006-200039857-20250605-DB2025_046-AU
Reçu le 16/06/2025
Publié le 16/06/2025

Qu'attendez vous des l'accompagnement de la Banque des Territoires ? Quelles sont vos motivations ?
Pourquoi candidatez-vous ? Qu'avez-vous compris du projet d'accompagnement proposé par la Banque des Territoires ?

Pièce justificative à joindre en complément du dossier
☒ Lettre de soutien à votre projet

Merci de joindre en version .doc ou .pdf un document rédigé par votre élu (président de votre association, maire, président de votre EPCI...) attestant du soutien des instances politiques et décisionnaires à votre projet pour l'allocation effective d'un budget et la réalisation des travaux.

Pourriez-vous fournir une date prévisionnelle pour la visite de vos espaces France services par les experts de la Banque des Territoires ?
La visite sur site se déroule sur une journée complète et pourra avoir lieu au plus tôt à partir du 7 juillet 2025. Cette visite marque le début de mSuivant la date de visite sur site, vous serez conviés à une réunion de lancement en distanciel (présence de l'élu local et/ou président de l'association fortement recommandée lors des échéances clés).

8 juillet ou 10 juillet

Comment vous contacter

NOM et Prénom du référent de votre projet ?

MA

L'adresse e-mail du référent de votre projet ?
Merci d'éviter de nous joindre une adresse mail générique : c'est à partir de cette adresse e-mail que nous vous demanderons des documents spécifiques et que nous vous inviterons à la réunion de lancement de l'accompagnement.

amalvaldi...

Le numéro de téléphone du référent de votre projet ?

NOM et Prénom de l'élu de référence sur le projet ?

Statut de l'élu de référence sur le projet ?

Adresse e-mail de l'élu de référence sur le projet ?
Merci d'éviter de nous joindre une adresse mail générique : c'est à partir de cette adresse e-mail que nous vous inviterons à la réunion de lancement de l'accompagnement.

Attestation sur l'honneur
J'atteste être le responsable de la structure France services, et de la véracité des éléments déclarés.

Cochez la mention applicable
☐ Oui

☐ Non

AR Prefecture
006-200039857-20250605-DB2025_046-AU
Reçu le 16/06/2025
Publié le 16/06/2025

Pièce justificative à joindre en complément du dossier

☐ Fichier(s) complémentaire(s)

Vous êtes invités à inclure dans ce champ tout document que vous estimez pertinent et susceptible d'enrichir votre projet et votre candidature.

AR Prefecture

006-200039857-20250605-DB2025_046-AU
Reçu le 16/06/2025
Publié le 16/06/2025

AR Prefecture
006-200039857-20250605-DB2025_047-AU
Reçu le 16/06/2025
Publié le 16/06/2025

Pays de Grasse
communauté d'agglomération

REPUBLIQUE FRANÇAISE
DEPARTEMENT
DES ALPES-MARITIMES

EXTRAIT DU REGISTRE DES DECISIONS DU BUREAU COMMUNAUTAIRE DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DU PAYS DE GRASSE

SEANCE DU JEUDI 05 JUIN 2025

Décision n°DB2025_047 : Appel d'offres ouvert (2 lots) - Accord-cadre à bons de commande pour la fourniture, pose/dépose et maintenance de mobiliers pour le réseau de transport de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse – Lancement de la procédure.

Date de la convocation : 28/05/2025

L'an deux mille vingt-cinq et le cinq juin à quatorze heures, le bureau communautaire de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse, dûment convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, au siège sis 57 avenue Pierre Sémard à Grasse, sous la présidence de Jérôme VIAUD, Maire de Grasse et Vice-président du Conseil départemental des Alpes-Maritimes.

NOMBRE DE MEMBRES DU BUREAU EN EXERCICE : 26

PRESENTS : Jérôme VIAUD, Pierre ASCHIERI, Claude BOMPAR, Pierre BORNET, Gérard BOUCHARD, Dominique BOURRET, Marino CASSEZ, Raoul CASTEL, Claude CEPPI, Henri CHIRIS, Yves FUNEL, Marie-Louise GOURDON, Ismaël OGEZ, Michèle PAGANIN, Gilles RONDONI, Bernard ROUX, Philippe SAINTE-ROSE FANCHINE, Ludovic SANCHEZ, Florence SIMON, Christian ZEDET.

ABSENTS : Raymond ALBIS, Jean-Louis CONIL, Jean-Marc DELIA, Jean-Marc MACARIO, Claude SERRA, David VARRONE.

AR Prefecture

006-200039857-20250605-DB2025_047-AU
Reçu le 16/06/2025
Publié le 16/06/2025

BUREAU COMMUNAUTAIRE	**DECISION**
DU 05 JUIN 2025	**N°DB2025_047**
RAPPORTEUR : Monsieur le Président	
COMMANDE PUBLIQUE	
Appel d'offres ouvert (2 lots) - Accord-cadre à bons de commande pour la fourniture, pose/dépose et maintenance de mobiliers pour le réseau de transport de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse – Lancement de la procédure.	
SYNTHESE **Il convient d'autoriser Monsieur le Président à lancer une procédure d'appel d'offres ouvert et à signer les accords-cadres à bons de commande pour la fourniture, pose/dépose et maintenance de mobiliers pour le réseau de transport de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse pour un montant maximum de commandes de 800 000 € HT sur 48 mois, et si nécessaire les accords-cadres négociés en cas de procédure initiale déclarée infructueuse.**	

Monsieur le Président expose au bureau communautaire :

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment son article L2122-4° ;

Vu le Code de la commande publique et notamment ses articles L2125-1-2°, L2172-1, L2431-1, R2124-3-6°, R2162-15 à R2162-24 et R2172-1 à R2172-6.

Vu la délibération n°2022-146 du 22 septembre 2022 par laquelle le conseil communautaire a délégué au bureau communautaire certaines de ses attributions conformément à l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;

Considérant qu'il convient de lancer une procédure d'appel d'offres ouvert ayant pour objet la fourniture, pose/dépose et maintenance de mobiliers pour le réseau de transport de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse (2 lots) conformément au Code de la commande publique ;

Considérant que les prestations sont réparties en 2 lots distincts décomposés comme suit :

Lot	Intitulé	Montant maximum de commandes sur 48 mois
01	Fourniture, pose/dépose et maintenance de poteaux d'arrêt	450 000,00 € HT
02	Fourniture, pose/dépose et maintenance d'abris voyageurs	350 000,00 € HT
	Total	800 000,00 € HT

AR Prefecture
006-200039857-20250605-DB2025_047-AU
Reçu le 16/06/2025
Publié le 16/06/2025

Considérant que le classement des offres et le choix de l'attributaire seront fondés, pour l'ensemble des lots, sur l'offre économiquement la plus avantageuse appréciée en fonction des critères de jugement des offres suivants :

Critère	Pondération
Prix	40 %
Valeur technique	60 %

Considérant qu'il convient d'autoriser Monsieur le Président à lancer la procédure d'appel d'offres ouvert et à signer les accords-cadres, après attribution par la commission d'appel d'offres, ayant pour objet la fourniture, pose/dépose et maintenance de mobiliers pour le réseau de transport de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse.

Après avoir délibéré et procédé au vote, le bureau communautaire à l'unanimité **DECIDE** :

- **D'APPROUVER** le lancement d'une procédure d'appel d'offres ouvert, selon les dispositions du Code de la commande publique, ayant pour objet la fourniture, pose/dépose et maintenance de mobiliers pour le réseau de transport de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse (2 lots) pour un montant maximum de commandes de 950 000 € HT sur 48 mois ;

- **D'AUTORISER** Monsieur le Président à signer les deux accords-cadres à bons de commande après attribution par la commission d'appel d'offres ;

- **D'AUTORISER** Monsieur le Président à lancer et signer les accords-cadres à bons de commande, dans les conditions prévues à l'article R2124-3.6° du Code de la commande publique, en cas de procédure initiale déclarée infructueuse ;

- **DE PREVOIR** l'inscription budgétaire au BP2025 et suivants.

Fait à Grasse, les jours, mois et an que dessus.
Pour extrait certifié conforme,

Acte rendu exécutoire après dépôt en préfecture et publié le
16 JUIN 2025

Le Président

Jérôme VIAUD
Maire de Grasse
Vice-président du Conseil départemental
des Alpes-Maritimes

AR Prefecture

006-200039857-20250605-DB2025_047-AU
Reçu le 16/06/2025
Publié le 16/06/2025

AR Prefecture
006-200039857-20250605-DB2025_048-AU
Reçu le 16/06/2025
Publié le 16/06/2025

pays de Grasse
communauté d'agglomération

REPUBLIQUE FRANÇAISE
DEPARTEMENT
DES ALPES-MARITIMES

EXTRAIT DU REGISTRE DES DECISIONS
DU BUREAU COMMUNAUTAIRE DE LA
COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
DU PAYS DE GRASSE

SEANCE DU JEUDI 05 JUIN 2025

Décision n°DB2025_048 : Marché public de travaux – Appel d'offres ouvert – Restructuration de la piscine Altitude 500 - Lot 02 : VRD – Clos couvert – Avenant n°1 au marché public n°2025/07.2 attribué au groupement conjoint FAYAT BATIMENT SAS (mandataire) / T.D.C.A.

Date de la convocation : 28/05/2025

L'an deux mille vingt-cinq et le cinq juin à quatorze heures, le bureau communautaire de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse, dûment convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, au siège sis 57 avenue Pierre Sémard à Grasse, sous la présidence de Jérôme VIAUD, Maire de Grasse et Vice-président du Conseil départemental des Alpes-Maritimes.

NOMBRE DE MEMBRES DU BUREAU EN EXERCICE : 26

PRESENTS : Jérôme VIAUD, Pierre ASCHIERI, Claude BOMPAR, Pierre BORNET, Gérard BOUCHARD, Dominique BOURRET, Marino CASSEZ, Raoul CASTEL, Claude CEPPI, Henri CHIRIS, Yves FUNEL, Marie-Louise GOURDON, Ismaël OGEZ, Michèle PAGANIN, Gilles RONDONI, Bernard ROUX, Philippe SAINTE-ROSE FANCHINE, Ludovic SANCHEZ, Florence SIMON, Christian ZEDET.

ABSENTS : Raymond ALBIS, Jean-Louis CONIL, Jean-Marc DELIA, Jean-Marc MACARIO, Claude SERRA, David VARRONE.

AR Prefecture

006-200039857-20250605-DB2025_048-AU
Reçu le 16/06/2025
Publié le 16/06/2025

BUREAU COMMUNAUTAIRE	DECISION
DU 05 JUIN 2025	N°DB2025_048
RAPPORTEUR : Monsieur le Président	
COMMANDE PUBLIQUE	
Marché public de travaux – Appel d'offres ouvert – Restructuration de la piscine Altitude 500 - Lot 02 : VRD – Clos couvert – Avenant n°1 au marché public n°2025/07.2 attribué au groupement conjoint FAYAT BATIMENT SAS (mandataire) / T.D.C.A.	
SYNTHESE **Il est proposé au bureau communautaire d'autoriser Monsieur le Président à signer l'avenant n°1 au marché public 2025/07.2 ayant pour objet d'agréer la nouvelle répartition du montant des travaux selon les co-traitants suite à la notification du marché public et des variantes acceptées par le maître d'ouvrage.**	

Monsieur le Président expose au bureau communautaire :

Vu la délibération n°2022-146 du 22 septembre 2022 par laquelle le conseil communautaire a délégué au bureau communautaire certaines de ses attributions conformément à l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;

Vu la décision DB2024_061 du jeudi 06 juin 2024 par laquelle le bureau communautaire a autorisé Monsieur le Président à signer les pièces qui constituent les marchés publics de travaux avec les sociétés ou groupements déclarés attributaires par la Commission d'Appel d'offres ;

Considérant le marché public n°2025/07.2 relatif au lot 02 – VRD – Clos couvert dans le cadre de la Restructuration de la piscine Altitude 500 attribué pour un montant de 10 752 264,00 € HT et notifié le 16 mai 2025 au groupement conjoint FAYAT BATIMENT SAS (mandataire) / T.D.C.A. ;

Considérant que la Commission d'Appel d'offres du 2 avril 2025 a accepté certaines variantes proposées par le groupement conjoint FAYAT BATIMENT SAS (mandataire) / T.D.C.A. ;

Considérant que la notification du lot 02 tient compte des variantes acceptées pour un montant total de 10 752 264,00 € HT ;

Considérant que la répartition du montant des travaux selon les co-traitants doit être calculée sur le montant de 10 752 264,00 € HT ;

Il est proposé d'autoriser Monsieur le Président à signer l'avenant n°1 sans incidence financière.

AR Prefecture

006-200039857-20250605-DB2025_048-AU
Reçu le 16/06/2025
Publié le 16/06/2025

Après avoir délibéré et procédé au vote, le bureau communautaire à l'unanimité **DECIDE** :

- **D'APPROUVER** l'avenant n°1, joint en annexe, au marché public n°2025/07.2 à intervenir entre la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse et le groupement conjoint FAYAT BATIMENT SAS (mandataire) / T.D.C.A. ;

- **D'AUTORISER** Monsieur le Président à signer l'avenant n°1 sans incidence financière.

Fait à Grasse, les jours, mois et an que dessus.
Pour extrait certifié conforme,

Acte rendu exécutoire après dépôt en préfecture et publié le

16 JUIN 2025

Le Président

Jérôme VIAUD
Maire de Grasse
Vice-président du Conseil départemental
des Alpes-Maritimes

AR Prefecture

006-200039857-20250605-DB2025_048-AU
Reçu le 16/06/2025
Publié le 16/06/2025

AR Prefecture
006-200039857-20250605-DB2025_048-AU
Reçu le 16/06/2025
Publié le 16/06/2025

MARCHE PUBLIC **EXE10**

AVENANT N° 1

A - Identification du maître d'ouvrage

La Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse (C.A.P.G.)
57avenue Pierre Sémard
06130 GRASSE
Tel : 04.97.05.22.00
n° SIRET : 20003985700012
commande@paysdegrasse.fr

B - Identification du titulaire du marché public.

Groupement conjoint FAYAT BATIMENT SAS (mandataire) / T.D.C.A.
Agence FAYAT BATIMENT COTE D'AZUR
Immeuble SPACE B
208, Bd du Mercantour - CS 61011
06204 NICE Cedex 3
Tel : 04 92 08 40 40
Mail : etudesbat06@fayatbatiment.fayat.com

C - Objet du marché public.

Restructuration de la piscine Altitude 500 - Lot 02 : VRD – Clos couvert

- Référence du marché public : 2025/07.2
- Date de la notification du marché public : 16/05/2025
- Date de la notification de l'ordre de service n°1 : 20/05/2025
- Durée d'exécution du marché public :

Le délai d'exécution court à compter de la notification de l'ordre de service n°1.
Le délai d'exécution global des travaux est de 81 semaines comprenant une période de préparation de 23 jours.

- Montant initial du marché public :

Montant DPGF : 10 752 264,00 € HT

PROJET

AR Prefecture
006-200039857-20250605-DB2025_048-AU
Reçu le 16/06/2025
Publié le 16/06/2025

D - Objet de l'avenant.

- Modifications introduites par le présent avenant :

Le présent avenant a pour objet d'agréer la nouvelle répartition du montant des travaux selon les co-traitants suite à la notification du marché public et des variantes acceptées par le maître d'ouvrage pour un montant total de 10 752 264,00 € HT.

La répartition selon les cotraitants est la suivante :
FAYAT BATIMENT SAS = 9 497 264,00 € HT
T.D.C.A. = 1 255 000,00 € HT

La nouvelle répartition est annexée au présent avenant n°1.

AUTRES CLAUSES
Toutes les clauses du marché public initial non contraires aux stipulations du présent avenant restent applicables.

DATE D'EFFET
Le présent avenant est applicable à compter de sa notification au titulaire du marché public.

- Incidence financière de l'avenant :

L'avenant a une incidence financière sur le montant du marché public :
(Cocher la case correspondante.)

☒ NON ☐ OUI

PROJET

E - Signature du titulaire du marché public.

Nom, prénom et qualité du signataire (*)	Lieu et date de signature	Signature

(*) Le signataire doit avoir le pouvoir d'engager la personne qu'il représente.

AR Prefecture
006-200039857-20250605-DB2025_048-AU
Reçu le 16/06/2025
Publié le 16/06/2025

F – Signature du maître d'ouvrage

Pour la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse :
(Visa ou avis de l'autorité chargée du contrôle financier.)

A : Grasse, le ……

Signature

(représentant du maître d'ouvrage)

Le Président,

Jérôme VIAUD
Maire de Grasse,
Vice-président du Conseil Départemental
des Alpes-Maritimes

PROJET

AR Prefecture
006-200039857-20250605-DB2025_048-AU
Reçu le 16/06/2025
Publié le 16/06/2025

G - Notification de l'avenant au titulaire du marché public.

En cas de remise contre récépissé :

Le titulaire signera la formule ci-dessous :

« *Reçue à titre de notification copie du présent avenant* »

A ……, le ……..

Signature du titulaire,

En cas d'envoi en lettre recommandé avec accusé de réception :

(Coller dans ce cadre l'avis de réception postal, daté et signé par le titulaire du marché public.)

En cas de notification par voie électronique :

(Indiquer la date et l'heure d'accusé de réception de la présente notification par le titulaire du marché public.)

AR Prefecture
006-200039857-20250605-DB2025_048-AU
Reçu le 16/06/2025
Publié le 16/06/2025

ANNEXE - En cas de réponse en Groupement

Acheteur : Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse
Direction de la Commande Publique
57 avenue Pierre Sémard
CS 91015
06130 GRASSE
04.97.05.22.00

Cotraitant n° 1 Mandataire (A reproduire pour chacun des cotraitants)

Désignation du cotraitant : Marco SEBASTIANI, Directeur d'Agence

Je soussigné,
Nom et Prénom : .....
[] Agissant en mon nom personnel :
Domicilié à : .....
Immatriculé à l'INSEE sous le n° SIRET : .....
Inscrit au Registre du Commerce et des Sociétés de : .....
Sous le n° .....
Téléphone : .....
Télécopie : .....
Courriel : .....

[**X**] Agissant pour le nom et pour le compte de la société (intitulé complet et forme juridique de la société : **FAYAT BATIMENT SAS** au capital de **11 000 000 €,**
Domicilié à : **208,212, Boulevard du Mercantour, SPACE B – CS 61011 – 06204 NICE CEDEX 3**
Immatriculé à l'INSEE sous le n° SIRET : **780 109 856 00846**
Inscrit au Registre du Commerce et des Sociétés de : **NICE**
Sous le n° **780 109 856B**
Téléphone : **04 92 08 40 40**
Télécopie : .....
Courriel : etudesbat06@fayatbatiment.fayat.com

Cotraitant n° 2
Désignation du cotraitant :
Je soussigné,
Nom et Prénom : M **Lionel ABADA, Directeur Général**

[] Agissant en mon nom personnel :
Domicilié à : .....
Immatriculé à l'INSEE sous le n° SIRET : .....
Inscrit au Registre du Commerce et des Sociétés de : .....
Sous le n° .....
Téléphone : .....
Télécopie : .....
Courriel : .....

AR Prefecture
006-200039857-20250605-DB2025_048-AU
Reçu le 16/06/2025
Publié le 16/06/2025

[**X**] Agissant pour le nom et pour le compte de la société (intitulé complet et forme juridique de la société : **T.D.C.A. SASU** au capital de **10.000 €**
Domicilié à : **1ère AVENUE 4ème RUE 06510 CARROS**
Immatriculé à l'INSEE sous le n° SIRET : **825 044 332 00021**
Inscrit au Registre du Commerce et des Sociétés de : **GRASSE**
Sous le n° N°**825 044 332**
Téléphone : **04 93 72 59 80**.
Télécopie : .....
Courriel : menton@td-groupe.com

[**X**] En tant que membre du groupement conjoint (**mandataire solidaire**)

[] En tant que membre du groupement solidaire

- après avoir pris connaissance du cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et des documents qui y sont mentionnés ;
- M'ENGAGE à produire, si mon offre est retenue et si je ne les ai pas déjà fournis à l'appui de mon offre, les pièces prévues aux articles R2143-3 et suivants du Code de la Commande Publique dans un délai de 10 jours francs à compter de la date de réception de la demande qui m'en sera faite par la personne signataire du marché.
- M'ENGAGE sans réserve, conformément aux stipulations des documents visés ci-dessus, à exécuter les prestations dans les conditions ci-après définies.

Description des prestations réalisées	Montant HT
INTEGRALITE DU LOT 02, SAUF LOT 02B : TRAVAUX DE DEMOLITION (6.2) ET TERRASSEMENT (6.4)	**9 497 264,00**

[**X**] Les prestations décrites ci-dessus sont payées sur le compte du mandataire solidaire

[**X**] Les prestations décrites ci-dessus sont payées directement sur le compte suivant

Libellé du compte : **FAYAT BATIMENT**
Domiciliation : **SOCIETE GENERALE NICE ENTREPRISE (00950)**
Adresse : **8, Avenue Jean Médecin – 06007 NICE**
CODE IBAN : **FR76 3000 3009 5000 0200 0986 089**

AR Prefecture

006-200039857-20250605-DB2025_048-AU
Reçu le 16/06/2025
Publié le 16/06/2025

Code BIC : **SOGEFRPP**

RELEVE D'IDENTITE BANCAIRE

Titulaire
FAYAT BATIMENT

Domiciliation
SG NICE ENTREPRISE (00950)
8 AVENUE JEAN MEDECIN
06007 NICE

Référence bancaire

Code banque	Code guichet	N° compte	Clé RIB
30003	00950	00020009860	89

IBAN : **FR76 3000 3009 5000 0200 0986 089**
BIC-ADRESSE SWIFT : **SOGEFRPP**

AR Prefecture
006-200039857-20250605-DB2025_048-AU
Reçu le 16/06/2025
Publié le 16/06/2025

Description des prestations réalisées	Montant HT
LOT 02B : TRAVAUX DE DEMOLITION (6.2) **TERRASSEMENTS GENERAUX (6.4)**	**1 255 000,00 €**

Paiement

[] Les prestations décrites ci-dessus sont payées sur le compte du mandataire solidaire

[**X**] Les prestations décrites ci-dessus sont payées directement sur le compte suivant

Libellé du compte : **TDCA**
Domiciliation : **CIC MEDITERRANNE GRANDES ENTREPRISES**
Adresse : .**448, Avenue du Prado – 13269 MARSEILLE CEDEX 08**
CODE IBAN : **FR76 1009 6181 0200 0455 3490 146**
Code BIC : **CMCIFRPP**

CIC

RELEVE D'IDENTITE BANCAIRE

Identifiant national de compte bancaire - RIB

Banque	Guichet	N° compte	Clé	Devise	Domiciliation
10096	**18102**	**00045534901**	**46**	**EUR**	**CIC MEDITERRANEE GRANDES**

Identifiant international de compte bancaire

IBAN (International Bank Account Number)
FR76 1009 6181 0200 0455 3490 146

BIC (Bank Identifier Code)
CMCIFRPP

Domiciliation
CIC MEDITERRANEE GRANDES
ENTREPRISES
448 AVENUE DU PRADO
13269 MARSEILLE CEDEX 08
33496208450

Titulaire du compte (Account Owner)
TDCA - TERRASSEMENT DEMOLITION
DE LA COTE D'AZUR
ZONE INDUSTRIELLE 1 ERE AVENUE
4E RUE
06510 CARROS

Remettez ce relevé à tout autre organisme ayant besoin de connaître vos références bancaires pour la domiciliation de vos virements ou de prélèvements à votre compte. Vous éviterez ainsi des erreurs ou des retards d'exécution.

PARTIE RESERVEE AU DESTINATAIRE DU RELEVE

AR Prefecture
006-200039857-20250606-DB2025_049-AU
Reçu le 16/06/2025
Publié le 16/06/2025

pays de Grasse
communauté d'agglomération

REPUBLIQUE FRANÇAISE
DEPARTEMENT
DES ALPES-MARITIMES

EXTRAIT DU REGISTRE DES DECISIONS
DU BUREAU COMMUNAUTAIRE DE LA
COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
DU PAYS DE GRASSE

SEANCE DU JEUDI 05 JUIN 2025

Décision n°DB2025_049 : Appel d'offres ouvert – Attribution de deux accords-cadres à bons de commandes – Prestations d'édition et d'impression (2 lots)

Date de la convocation : 28/05/2025

L'an deux mille vingt-cinq et le cinq juin à quatorze heures, le bureau communautaire de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse, dûment convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, au siège sis 57 avenue Pierre Sémard à Grasse, sous la présidence de Jérôme VIAUD, Maire de Grasse et Vice-président du Conseil départemental des Alpes-Maritimes.

NOMBRE DE MEMBRES DU BUREAU EN EXERCICE : 26

PRESENTS : Jérôme VIAUD, Pierre ASCHIERI, Claude BOMPAR, Pierre BORNET, Gérard BOUCHARD, Dominique BOURRET, Marino CASSEZ, Raoul CASTEL, Claude CEPPI, Henri CHIRIS, Yves FUNEL, Marie-Louise GOURDON, Ismaël OGEZ, Michèle PAGANIN, Gilles RONDONI, Bernard ROUX, Philippe SAINTE-ROSE FANCHINE, Ludovic SANCHEZ, Florence SIMON, Christian ZEDET.

ABSENTS : Raymond ALBIS, Jean-Louis CONIL, Jean-Marc DELIA, Jean-Marc MACARIO, Claude SERRA, David VARRONE.

AR Prefecture

006-200039857-20250605-DB2025_049-AU
Reçu le 16/06/2025
Publié le 16/06/2025

BUREAU COMMUNAUTAIRE	DECISION
DU 05 JUIN 2025	N°DB2025_049
RAPPORTEUR : Monsieur le Président	
COMMANDE PUBLIQUE	
Appel d'offres ouvert – Attribution de deux accords-cadres à bons de commandes – Prestations d'édition et d'impression (2 lots)	

SYNTHESE

Il convient d'autoriser Monsieur le Président à signer deux accords-cadres à bons de commande attribués par la commission d'appel d'offres du 05 juin 2025.
Les deux accords-cadres ont pour objet l'impression de documents administratifs ainsi que de supports de communication institutionnelle et événementielle.

Monsieur le Président expose au bureau communautaire :

Vu la délibération n°2022-146 du 22 septembre 2022 par laquelle le conseil communautaire a délégué au bureau communautaire certaines de ses attributions conformément à l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;

Considérant qu'une procédure d'appel d'offres ouvert a été lancée en application des articles L2124-1, L2124-2, et R2161-2 à R2161-5 du Code de la commande publique pour la passation et l'attribution de deux accords-cadres ayant pour objet des prestations d'édition et d'impression pour la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse ;

Considérant que l'accord-cadre est réparti en deux lots définis comme suit :
- Lot 01 : Imprimés administratifs et imprimés publicitaires
- Lot 02 : Impression Panneaux d'information, adhésifs, bâches, banderoles

Considérant que les prestations font l'objet de deux accords-cadres à bons de commande mono-attributaires en application des articles L.2125-1, et R.2162-2 et R.2162-4 du Code de la commande publique.
Chaque accord-cadre est défini sans minimum mais avec un maximum de commandes par période fixé à 80 000 € HT pour le lot 01 et 70 000 € HT pour le lot 02 ;

Considérant que la durée de chaque contrat est de 12 mois renouvelable deux fois, soit 36 mois maximum ;

Considérant que les prestations et fournitures seront traitées à prix unitaires. Les prix unitaires du bordereau de prix seront appliqués aux quantités réellement exécutées ;

Considérant qu'un avis d'appel public à la concurrence a été transmis au JOUE et au BOAMP le 20 février 2025. Le DCE a été mis en ligne le même jour sur la plateforme dématérialisée de www.marches-securises.fr ;

Considérant qu'à la date limite de réception des candidatures, fixée au 31 mars 2025 à 12h00, sept (07) plis ont été réceptionnés dans les délais ;

Critères de jugement des candidatures

AR Prefecture
006-200039857-20250605-DB2025_049-AU
Reçu le 16/06/2025
Publié le 16/06/2025

Les candidatures ont été examinées au regard des critères de recevabilité de capacités suivants : les capacités techniques, professionnelles et financières présentées par chacun des candidats.

Examen et classement des offres

Le classement des offres et le choix de l'attributaire pour chaque lot ont été fondés sur l'offre économiquement la plus avantageuse appréciée en fonction des critères et sous-critères énoncés dans le règlement de la consultation avec leur pondération sous forme de pourcentages.

Pour les deux lots :

1. **Critère Prix des prestations au regard du D.D.E.D. pondéré à 60 %**
2. **Critère Valeur technique au regard du Mémoire technique pondéré à 30 %**
3. **Critère Démarche RSE au regard du Mémoire technique pondéré à 10 %**

Considérant qu'à la suite des différentes étapes de la procédure définie par le Code de la commande publique, la commission d'appel d'offres s'est réunie le 05 juin 2025 et a attribué les deux accords-cadres à :

Lot n°01 : Imprimés administratifs et imprimés publicitaires
La société NORD IMPRIM pour son offre économiquement la plus avantageuse pour un montant D.D.E.D. de 28 730,60 € HT.

Lot n°02 : Impression Panneaux d'information, adhésifs, bâches, banderoles
La société SAS PERADOTTO PUBLICITE pour son offre économiquement la plus avantageuse pour un montant D.D.E.D. de 11 787,00 € HT.

AR Prefecture

006-200039857-20250605-DB2025_049-AU
Reçu le 16/06/2025
Publié le 16/06/2025

Après avoir délibéré et procédé au vote, le bureau communautaire à l'unanimité **DECIDE** :

- **D'AUTORISER** Monsieur le Président à signer les pièces qui constituent les accords-cadres avec les opérateurs économiques déclarés attributaires par la commission d'appel d'offres :

Lot n°01 : Imprimés administratifs et imprimés publicitaires
A la société NORD IMPRIM pour son offre économiquement la plus avantageuse pour un montant D.D.E.D. de 28 730,60 € HT.

Lot n°02 : Impression Panneaux d'information, adhésifs, bâches, banderoles
A la société SAS PERADOTTO PUBLICITE pour son offre économiquement la plus avantageuse pour un montant D.D.E.D. de 11 787,00 € HT.

- **DE DIRE** que le financement des prestations sera prévu aux budgets 2025 et suivants (section fonctionnement).

Fait à Grasse, les jours, mois et an que dessus.
Pour extrait certifié conforme,

Acte rendu exécutoire après dépôt en préfecture et publié le
16 JUIN 2025

Le Président

Jérôme VIAUD
Maire de Grasse
Vice-président du Conseil départemental
des Alpes-Maritimes

AR Prefecture
006-200039857-20250605-DB2025_050-AU
Reçu le 16/06/2025
Publié le 16/06/2025

pays de Grasse
communauté d'agglomération

REPUBLIQUE FRANÇAISE
DEPARTEMENT
DES ALPES-MARITIMES

EXTRAIT DU REGISTRE DES DECISIONS DU BUREAU COMMUNAUTAIRE DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DU PAYS DE GRASSE

SEANCE DU JEUDI 05 JUIN 2025

Décision n°DB2025_050 : Appel d'offres ouvert – Attribution des marchés publics – Projet de BHNS entre la gare de Grasse et le centre-ville de Mouans-Sartoux (2 lots).

Date de la convocation : 28/05/2025

L'an deux mille vingt-cinq et le cinq juin à quatorze heures, le bureau communautaire de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse, dûment convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, au siège sis 57 avenue Pierre Sémard à Grasse, sous la présidence de Jérôme VIAUD, Maire de Grasse et Vice-président du Conseil départemental des Alpes-Maritimes.

NOMBRE DE MEMBRES DU BUREAU EN EXERCICE : 26

PRESENTS : Jérôme VIAUD, Pierre ASCHIERI, Claude BOMPAR, Pierre BORNET, Gérard BOUCHARD, Dominique BOURRET, Marino CASSEZ, Raoul CASTEL, Claude CEPPI, Henri CHIRIS, Yves FUNEL, Marie-Louise GOURDON, Ismaël OGEZ, Michèle PAGANIN, Gilles RONDONI, Bernard ROUX, Philippe SAINTE-ROSE FANCHINE, Ludovic SANCHEZ, Florence SIMON, Christian ZEDET.

ABSENTS : Raymond ALBIS, Jean-Louis CONIL, Jean-Marc DELIA, Jean-Marc MACARIO, Claude SERRA, David VARRONE.

AR Prefecture

006-200039857-20250605-DB2025_050-AU
Reçu le 16/06/2025
Publié le 16/06/2025

BUREAU COMMUNAUTAIRE	DECISION
DU 05 JUIN 2025	N°DB2025_050
RAPPORTEUR : Monsieur le Président	
COMMANDE PUBLIQUE	
Appel d'offres ouvert – Attribution des marchés publics – Projet de BHNS entre la gare de Grasse et le centre-ville de Mouans-Sartoux (2 lots).	
SYNTHESE **Il convient d'autoriser Monsieur le Président à signer les marchés publics attribués par la commission d'appel d'offres du 05 juin 2025.** **Il s'agit de la réalisation des missions de contrôle technique (lot 01) et de coordination de sécurité et protection de la santé (lot 02) nécéssaire à la bonne réalisation des études et travaux du BHNS entre la gare de Grasse et le centre-ville de Mouans-Sartoux.**	

Monsieur le Président expose au bureau communautaire :

Vu la délibération n°2022-146 du 22 septembre 2022 par laquelle le conseil communautaire a délégué au Bureau communautaire certaines de ses attributions conformément à l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;

Considérant l'obligation du respect des règles de l'art et des réglementations en vigueur lors des études et de l'exécution des travaux du futur BHNS afin de limiter les risques de sinistres, de prévenir des aléas techniques susceptibles d'affecter les ouvrages ;

Considérant qu'une procédure d'appel d'offres ouvert répartie en deux lots définis comme suit a été lancée :

- Lot 01 : Mission de contrôle technique (CT)
- Lot 02 : Mission de Coordination Sécurité et Protection de la Santé (CSPS)

Considérant que pour le lot 01, les prestations sont traitées à prix global et forfaitaire selon la D.P.G.F. Des prestations supplémentaires pourront être réalisées et rémunérées sur la base des prix de l'état des prix forfaitaires (E.P.F.) ;

Considérant que pour le lot 02, les prix du contrat sont mixtes, à savoir forfaitaire et unitaire selon le Bordereau des prix unitaires (B.P.U.).

Considérant que les prestations s'achèveront à l'expiration du délai de garantie ou au plus tard après la levée de la dernière réserve des marchés de travaux si celle-ci a lieu lors de la prolongation du délai de garantie ;

Considérant qu'un avis d'appel public à la concurrence a été transmis au JOUE et au BOAMP le 20 janvier 2025. Le DCE a été mis en ligne le même jour sur la plateforme dématérialisée de www.marches-securises.fr ;

Considérant qu'à la date limite de réception des candidatures, fixée au 27 février 2025 à 12h00, onze (11) plis ont été réceptionnés dans les délais ;

AR Prefecture
006-200039857-20250605-DB2025_050-AU
Reçu le 16/06/2025
Publié le 16/06/2025

Après avoir délibéré et procédé au vote, le bureau communautaire à l'unanimité **DECIDE** :

- **D'AUTORISER** Monsieur le Président à signer les pièces qui constituent les marchés publics avec les opérateurs économiques déclarés attributaires par la commission d'appel d'offres :

Lot 01 : Mission de contrôle technique (CT)
A la société APAVE INFRASTRUCTURES ET CONSTRUCTION pour son offre économiquement la plus avantageuse pour un montant D.P.G.F. de 49 600,00 € HT.

Lot 02 : Mission de Coordination Sécurité et Protection de la Santé (CSPS)
A la société APAVE INFRASTRUCTURES ET CONSTRUCTION pour son offre économiquement la plus avantageuse pour un montant D.Q.E. de 30 590,00 € HT.

- **DE DIRE** que le financement des prestations sera prévu aux budgets 2025 et suivants (section investissement).

Fait à Grasse, les jours, mois et an que dessus.
Pour extrait certifié conforme,

Acte rendu exécutoire après dépôt en préfecture et publié le

16 JUIN 2025

Le Président

Jérôme VIAUD
Maire de Grasse
Vice-président du Conseil départemental
des Alpes-Maritimes

AR Prefecture

006-200039857-20250605-DB2025_050-AU
Reçu le 16/06/2025
Publié le 16/06/2025

Les candidatures ont été examinées au regard des critères de recevabilité de capacités suivants : les capacités techniques, professionnelles et financières présentées par chacun des candidats.

Examen et classement des offres

Le classement des offres et le choix de l'attributaire pour chaque lot ont été fondés sur l'offre économiquement la plus avantageuse appréciée en fonction des critères et sous-critères énoncés dans le règlement de la consultation avec leur pondération sous forme de pourcentages.

Pour les deux lots :

1. Critère Prix pondéré à 50 %
2. Critère Valeur technique pondéré à 50 %

Considérant qu'à la suite des différentes étapes de la procédure définie par le Code de la commande publique, la commission d'appel d'offres s'est réunie le 05 juin 2025 et a attribué les marchés publics à :

Lot 01 : Mission de contrôle technique (CT)
La société APAVE INFRASTRUCTURES ET CONSTRUCTION pour son offre économiquement la plus avantageuse pour un montant D.P.G.F. de 49 600,00 € HT.

Lot 02 : Mission de Coordination Sécurité et Protection de la Santé (CSPS)
La société APAVE INFRASTRUCTURES ET CONSTRUCTION pour son offre économiquement la plus avantageuse pour un montant D.Q.E. de 30 590,00 € HT.

AR Prefecture
006-200039857-20250606-DB2025_051-AU
Reçu le 16/06/2025
Publié le 16/06/2025

pays de Grasse
communauté d'agglomération

REPUBLIQUE FRANÇAISE
DEPARTEMENT
DES ALPES-MARITIMES

EXTRAIT DU REGISTRE DES DECISIONS
DU BUREAU COMMUNAUTAIRE DE LA
COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
DU PAYS DE GRASSE

SEANCE DU JEUDI 05 JUIN 2025

Décision n°DB2025_051 : Appel d'offres ouvert – Attribution d'accords-cadres à bons de commande – Location longue durée de véhicules particuliers et utilitaires pour la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse (04 lots).

Date de la convocation : 28/05/2025

L'an deux mille vingt-cinq et le cinq juin à quatorze heures, le bureau communautaire de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse, dûment convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, au siège sis 57 avenue Pierre Sémard à Grasse, sous la présidence de Jérôme VIAUD, Maire de Grasse et Vice-président du Conseil départemental des Alpes-Maritimes.

NOMBRE DE MEMBRES DU BUREAU EN EXERCICE : 26

PRESENTS : Jérôme VIAUD, Pierre ASCHIERI, Claude BOMPAR, Pierre BORNET, Gérard BOUCHARD, Dominique BOURRET, Marino CASSEZ, Raoul CASTEL, Claude CEPPI, Henri CHIRIS, Yves FUNEL, Marie-Louise GOURDON, Ismaël OGEZ, Michèle PAGANIN, Gilles RONDONI, Bernard ROUX, Philippe SAINTE-ROSE FANCHINE, Ludovic SANCHEZ, Florence SIMON, Christian ZEDET.

ABSENTS : Raymond ALBIS, Jean-Louis CONIL, Jean-Marc DELIA, Jean-Marc MACARIO, Claude SERRA, David VARRONE.

AR Prefecture

006-200039857-20250605-DB2025_051-AU
Reçu le 16/06/2025
Publié le 16/06/2025

BUREAU COMMUNAUTAIRE	DECISION
DU 05 JUIN 2025	N°DB2025_051
RAPPORTEUR : Monsieur le Président	
COMMANDE PUBLIQUE	
Appel d'offres ouvert – Attribution d'accords-cadres à bons de commande – Location longue durée de véhicules particuliers et utilitaires pour la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse (04 lots).	
SYNTHESE **Il convient d'autoriser Monsieur le Président à signer quatre accords-cadres à bons de commande attribués par la commission d'appel d'offres en date du 05 juin 2025.** **Les véhicules sont destinés à assurer le déplacement des agents de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse (CAPG) et de la régie autonome des Transports Sillages pour couvrir les missions qui leurs sont dévolues.**	

Monsieur le Président expose au bureau communautaire :

Vu la délibération n°2022-146 du 22 septembre 2022 par laquelle le conseil communautaire a délégué au bureau communautaire certaines de ses attributions conformément à l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;

Considérant que la présente consultation fait suite à deux procédures déclarées sans suite, une première pour absence d'offre le 06 mai 2024 et une seconde pour modification du cahier des clauses particulières le 13 décembre 2024 ;

Considérant que la procédure d'appel d'offres est répartie en quatre lots définis comme suit :

- Lot 01 : Véhicules CITADINE segment B, Berline COMPACT pour les besoins de la CAPG (hors régie Sillages)
- Quantité maximum de commande par période : 16 véhicules

Lot 02 : Véhicules utilitaires de type fourgonnette pour les besoins de la CAPG (hors régie Sillages)
- Quantité maximum de commande par période : 05 véhicules

- Lot 03 : Véhicules CITADINE segment B, Berline COMPACT pour les besoins de la seule régie Sillages
  Quantité maximum de commande par période : 03 véhicules

- Lot 04 : Véhicules utilitaires de type fourgonnette pour les besoins de la seule régie Sillages
  Quantité maximum de commande par période : 01 véhicule

Ces quantités s'entendent pour la période initiale de l'accord-cadre et à chaque période de reconduction.

AR Prefecture
006-200039857-20250605-DB2025_051-AU
Reçu le 16/06/2025
Publié le 16/06/2025

Considérant que les prestations font l'objet de quatre accords-cadres à bons de commande mono-attributaire sans minimum mais avec un maximum de commandes fixé en quantité, en application des articles L.2125-1 ; R.2162-2 et R.2162-4 du Code de la Commande Publique et sont les suivantes :

Considérant que la durée de chaque accord-cadre est de 12 mois renouvelable 3 fois, soit 48 mois maximum ;

Considérant qu'un avis d'appel public à la concurrence a été transmis au JOUE et au BOAMP le 24 janvier 2025. Le DCE a été mis en ligne le même jour sur la plateforme dématérialisée de www.marches-securises.fr ;

Considérant qu'à la date limite de réception des candidatures, fixée au 04 mars 2025 à 12h00, trois (03) plis ont été réceptionnés dans les délais ;

Critères de jugement des candidatures

Les candidatures ont été examinées au regard des critères de recevabilité de capacités suivants : les capacités techniques, professionnelles et financières présentées par chacun des candidats.

Examen et classement des offres

Le classement des offres et le choix de l'attributaire pour chaque lot ont été fondés sur l'offre économiquement la plus avantageuse appréciée en fonction des critères et sous-critères énoncés dans le règlement de la consultation avec leur pondération sous forme de pourcentages.

Pour les quatre lots :

1. Critère Prix des prestations analysé au regard du Devis Descriptif Estimatif Détaillé (D.D.E.D.) pondéré à 60 %

2. Critère Valeur technique analysé au regard du Tableau de Valeur Technique (T.V.T.) pondéré à 40 %

Considérant qu'à la suite des différentes étapes de la procédure définie par le Code de la commande publique, la commission d'appel d'offres s'est réunie le 05 juin 2025 et a attribué les quatre accords-cadres à bons de commande à :

Lot 01 : Véhicules CITADINE segment B, Berline COMPACT pour les besoins de la CAPG (hors régie Sillages)
Le Groupement conjoint LEASYS France (mandataire) / SCP CHOPARD Cannes pour son offre économiquement la plus avantageuse pour un montant D.D.E.D. de 24 608,16 € HT.

Lot 02 : Véhicules utilitaires de type fourgonnette pour les besoins de la CAPG (hors régie Sillages)
Le Groupement conjoint LEASYS France (mandataire) / SCP CHOPARD Cannes pour son offre économiquement la plus avantageuse pour un montant D.D.E.D. de 29 636,16 € HT.

Lot 03 : Véhicules CITADINE segment B, Berline COMPACT pour les besoins de la seule régie Sillages
Le Groupement conjoint LEASYS France (mandataire) / SCP CHOPARD Cannes pour son offre économiquement la plus avantageuse pour un montant D.D.E.D. de 4 101,36 € HT.

Lot 04 : Véhicules utilitaires de type fourgonnette pour les besoins de la seule régie Sillages

AR Prefecture
006-200039857-20250605-DB2025_051-AU
Reçu le 16/06/2025
Publié le 16/06/2025

Le Groupement conjoint LEASYS France (mandataire) / SCP CHOPARD Cannes pour son offre économiquement la plus avantageuse pour un montant D.D.E.D. de 7 198,08 € HT.

Après avoir délibéré et procédé au vote, le bureau communautaire à l'unanimité **DECIDE** :

- **D'AUTORISER** Monsieur le Président à signer les pièces qui constituent les quatre accords-cadres à bons de commande avec les opérateurs économiques déclarés attributaires par la commission d'appel d'offres :

  Lot 01 : Véhicules CITADINE segment B, Berline COMPACT pour les besoins de la CAPG (hors régie Sillages)
  Au Groupement conjoint LEASYS France (mandataire) / SCP CHOPARD Cannes pour son offre économiquement la plus avantageuse pour un montant D.D.E.D de 24 608,16 € HT.

  Lot 02 : Véhicules utilitaires de type fourgonnette pour les besoins de la CAPG (hors régie Sillages)
  Au Groupement conjoint LEASYS France (mandataire) / SCP CHOPARD Cannes pour son offre économiquement la plus avantageuse pour un montant D.D.E.D de 29 636,16 € HT.

  Lot 03 : Véhicules CITADINE segment B, Berline COMPACT pour les besoins de la seule régie Sillages
  Au Groupement conjoint LEASYS France (mandataire) / SCP CHOPARD Cannes pour son offre économiquement la plus avantageuse pour un montant D.D.E.D de 4 101,36 € HT.

  Lot 04 : Véhicules utilitaires de type fourgonnette pour les besoins de la seule régie Sillages
  Au Groupement conjoint LEASYS France (mandataire) / SCP CHOPARD Cannes pour son offre économiquement la plus avantageuse pour un montant D.D.E.D de 7 198,08 € HT.

- **DE DIRE** que le financement des prestations sera prévu aux budgets 2025 et suivants (section fonctionnement).

Fait à Grasse, les jours, mois et an que dessus.
Pour extrait certifié conforme,

Acte rendu exécutoire après dépôt en préfecture et publié le

16 JUIN 2025

Le Président

Jérôme VIAUD
Maire de Grasse
Vice-président du Conseil départemental
des Alpes-Maritimes

AR Prefecture
006-200039857-20250626-DB2025_052-AU
Reçu le 07/07/2025
Publié le 07/07/2025

pays de Grasse
communauté d'agglomération

REPUBLIQUE FRANÇAISE
DEPARTEMENT
DES ALPES-MARITIMES

EXTRAIT DU REGISTRE DES DECISIONS DU BUREAU COMMUNAUTAIRE DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DU PAYS DE GRASSE

SEANCE DU JEUDI 26 juin 2025 10h00

Décision n°DB2025_052 : Accord-cadre – Groupement de commandes entre la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse, la Ville de Grasse et la Ville de Peymeinade. Avenant n°2 – marché public n° 2021/29.1 - Lot 1 : conception-réalisation de travaux énergétiques et exploitation-maintenance des installations du Pays de Grasse

---

Date de la convocation : 19/06/2025

L'an deux mille vingt-cinq et le vingt-six juin à dix heures, le bureau communautaire de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse, dûment convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, au siège sis 57 avenue Pierre Sémard à Grasse, sous la présidence de Jérôme VIAUD, Maire de Grasse et Vice-président du Conseil départemental des Alpes-Maritimes.

NOMBRE DE MEMBRES DU BUREAU EN EXERCICE : 26

PRESENTS : Jérôme VIAUD, Raymond ALBIS, Pierre ASCHIERI, Claude BOMPAR, Pierre BORNET, Gérard BOUCHARD, Dominique BOURRET, Marino CASSEZ, Claude CEPPI, Henri CHIRIS, Yves FUNEL, Marie-Louise GOURDON, Jean-Marc MACARIO, Ismaël OGEZ, Gilles RONDONI, Bernard ROUX, Philippe SAINTE-ROSE FANCHINE, Ludovic SANCHEZ, Florence SIMON.

PROCURATION : Christian ZEDET à Jean-Marc MACARIO.

ABSENTS : Raoul CASTEL, Jean-Louis CONIL, Jean-Marc DELIA, Michèle PAGANIN, Claude SERRA, David VARRONE.

AR Prefecture

006-200039857-20250626-DB2025_052-AU
Reçu le 07/07/2025
Publié le 07/07/2025

BUREAU COMMUNAUTAIRE	DECISION
DU 26 JUIN 2025	N°DB2025_052
RAPPORTEUR : Monsieur le Président	

COMMANDE PUBLIQUE

Accord-cadre – Groupement de commandes entre la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse, la Ville de Grasse et la Ville de Peymeinade. Avenant n°2 – marché public n° 2021/29.1 - Lot 1 : conception-réalisation de travaux énergétiques et exploitation-maintenance des installations du Pays de Grasse.

SYNTHESE

Il est proposé au bureau communautaire d'autoriser Monsieur le Président à signer l'avenant n°2 afin de procéder à de petits ajustements concernant les périodes de facturation, de régulariser l'ajout du bâtiment de Grasse Campus dans le périmètre du marché. L'avenant modifie les modalités de reversement des CEE dans le solde P3. Ces modifications mineures entrainent une plus-value de + 0,22% soit 0,01% depuis le début du contrat.

Monsieur le Président expose au bureau communautaire :

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu le Code de la commande publique ;

Vu la délibération n°2022-146 du 22 septembre 2022 par laquelle le conseil communautaire a délégué au bureau communautaire certaines de ses attributions conformément à l'article L5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;

Vu le marché public n° 2021/29.1 relatif à la conception-réalisation de travaux énergétiques et exploitation-maintenance des installations du Pays de Grasse (lot 1) attribué par la CAO, en date du 16 septembre 2021, à la SAS VEOLIA ENERGIE France et notifié le 6 octobre 2021 ;

Considérant la nécessité d'ajuster les clauses du contrat à l'exécution opérationnelle ainsi qu'aux périodes de facturation, le présent avenant n°2 a pour objet :

- D'appliquer des modalités et des périodes de facturation pour le volet travaux à compter du 01/11/2021 et du volet exploitation/maintenance à compter du 01/11/2021 ;
- De définir les cibles de consommation chauffage des bâtiments intégrés (NB) du site n°1017 – « Immeuble Beauséjour », et des prestations P1 sur Grasse Campus ;
- De modifier les types de facturation pour les piscines ;
- D'intégrer la refacturation des CEE pour les sites en CP suivant la consommation gaz ;
- De définir des indices et des dates des mois « 0 » pour les calculs de révision des prestations P2 et P3 ;
- - De réintégrer des Certificats d'Economies d'Energie dans le solde du P3.

AR Prefecture

006-200039857-20250626-DB2025_052-AU
Reçu le 07/07/2025
Publié le 07/07/2025

Considérant que le détail de ces modifications, leur prise d'effet ainsi que leur impact financier sont présentées dans le projet d'avenant annexé à la présente décision, que toutes les clauses du marché public demeurent inchangées ;

Il est proposé au bureau communautaire d'approuver l'avenant n°2 au marché global de performance énergétique des installations du Pays de Grasse, joint en annexe.

Après avoir délibéré et procédé au vote, le bureau communautaire à l'unanimité **DECIDE** :

- **D'APPROUVER** l'avenant n°2, joint en annexe, au marché n°2021/29.1 relatif à la conception-réalisation de travaux énergétiques et exploitation-maintenance des installations du Pays de Grasse (lot 1) ;

- **D'AUTORISER** Monsieur le Président à signer l'avenant n°2 au marché n°2021/29.1.

Fait à Grasse, les jours, mois et an que dessus.
Pour extrait certifié conforme,

Acte rendu exécutoire après dépôt en préfecture et publié le

- 7 JUIL. 2025

Le Président

Jérôme VIAUD
Maire de Grasse
Vice-président du Conseil départemental
des Alpes-Maritimes

AR Prefecture

006-200039857-20250626-DB2025_052-AU
Reçu le 07/07/2025
Publié le 07/07/2025

AR Prefecture
006-200039857-20250626-DB2025_052-AU
Reçu le 07/07/2025
Publié le 07/07/2025

AVENANT N°2

Conception-réalisation de travaux énergétiques et exploitation-maintenance des installations du Pays de Grasse

Communauté d'agglomération du Pays de Grasse

Date d'effet : / / (date de notification)
Date d'échéance : 30/06/2029

Marché n°

Avenant N°2

Exploitant : VEOLIA

PROJET

Sage Services Energie – Conseil et assistance à maîtrise d'ouvrage
Siège social : 174 avenue Charles de Gaulle – 92200 Neuilly-sur- Seine
Bureaux : rue des Fermes Cadot – 27600 Saint-Aubin/Gaillon – tél. 02 32 53 31 10 – fax 02 32 53 47 97
Sage Services Énergie S.A.R.L. au capital de 80 000 € - R.C.S. Nanterre 489 575 050
www.sage-energie.fr

AR Prefecture
006-200039857-20250626-DB2025_052-AU
Reçu le 07/07/2025
Publié le 07/07/2025

Table des matières

Table des matières 2
Désignation des parties contractantes 3
Article 1 Objet de l'avenant 4
Article 2 Application des modalités et des périodes de facturation 4
Article 3 Définition des NB pour les prestations P1 site n°1017 – « Immeuble Beauséjour » 5
Article 4 Définition des NB pour les prestations P1 site n°1028 – « Grasse Campus » 5
Article 5 Modification des types de facturation pour les piscines 6
Article 6 Intégration de la refacturation des CEE pour les sites en CP. 6
Article 7 Définition des indices et des dates des mois « 0 » pour les calculs de Révision 7
Article 8 Réintégration des Certificats d'Economies d'Energie dans le solde du P3. 8
Article 9 Incidence financière sur le marché 8
Article 10 Clauses diverses 9
Signatures des parties 9

PROJET

AR Prefecture
006-200039857-20250626-DB2025_052-AU
Reçu le 07/07/2025
Publié le 07/07/2025

Désignation des parties contractantes

Entre les soussignés :

Communauté d'agglomération du Pays de Grasse
Représentée par M. Jérôme VIAUD, Président de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse, 57 avenue Pierre Sémard, 06130 GRASSE

Ci-après désigné "**LE MAITRE D'OUVRAGE**",

D'UNE PART,

La Société VEOLIA ENERGIE France

Dont le siège social est situé au 21 rue de la Boétie
75008 PARIS

Représentée par M. David LEMAITRE, Directeur de Zone, dûment habilité,

Ci-après désigné "**LE TITULAIRE**",

D'UNE SECONDE PART,

IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIT.

PROJET

AR Prefecture
006-200039857-20250626-DB2025_052-AU
Reçu le 07/07/2025
Publié le 07/07/2025

Article 1 Objet de l'avenant

Le présent avenant a pour objet :

- L'application des modalités et des périodes de facturation
- La définition des NB du site n°1017 – « Immeuble Beauséjour » ;
- La définition des NB pour les prestations P1 sur Grasse Campus
- Modification des types de facturation pour les piscines.
- L'intégration de la refacturation des CEE pour les sites en CP
- La définition des indices et des dates des mois « 0 » pour les calculs de révision
- La réintégration des Certificats d'Economies d'Energie dans le solde du P3.

Le détail de ces modifications, leur prise d'effet ainsi que leur impact financier est présenté ci-après.

Note : Les impacts financiers sur le marché sont soulignés.

Article 2 Application des modalités et des périodes de facturation

Il est rappelé l'application au marché de la Mise au Point suivant le formulaire *OUV11* du 6 octobre 2021 qui définit la période contractuelle – tranche ferme – pour le volet travaux à compter du 01/11/2021 et du volet exploitation/maintenance à compter du 01/11/2021 suivant le CCAP 4.1
Aussi, le marché arrivera à échéance le 30/09/2029 soit une durée de 7 ans et 11 mois.

Par conséquent, il est décidé que les périodes de facturation des prestations P2 et P3 sont :

Période 1 : du 01/11/2021 au 30/09/2022
Période 2 : du 01/10/2022 au 30/09/2023
Période 3 : du 01/10/2023 au 30/09/2024
Période 4 : du 01/10/2024 au 30/09/2025
Période 5 : du 01/10/2025 au 30/09/2026
Période 6 : du 01/10/2026 au 30/09/2027
Période 7 : du 01/10/2027 au 30/09/2028
Période 8 : du 01/10/2028 au 30/09/2029

A ce titre, les montants de rattrapage calculés suivant les acomptes et décomptes à la clôture de la Période 3 au 30/09/2024 sont de :

Pour le P2 : 2172,76€ HT
Pour le P3 : 16384,04€ HT

Cet article n'entraîne aucune incidence financière sur la durée du marché.

PROJET

AR Prefecture
006-200039857-20250626-DB2025_052-AU
Reçu le 07/07/2025
Publié le 07/07/2025

Article 3 Définition des NB pour les prestations P1 site n°1017 – « Immeuble Beauséjour »

Pour rappel, le Maître d'Ouvrage a souhaité que la fourniture d'énergie pour l'Immeuble Beauséjour soit intégré au périmètre du Titulaire.
Du fait de l'occupation du bâtiment, il n'a pas été possible de mettre en place une cible avec intéressement ;
La facturation actuelle conformément à un marché de type CP est donc prolongée suivant les modalités de l'article 4 de l'avenant 1.

Cet article n'entraîne aucune incidence financière

Article 4 Définition des NB pour les prestations P1 site n°1028 – « Grasse Campus »

Le Maître d'Ouvrage a souhaité que la fourniture d'énergie pour l'Immeuble Grasse Campus soit intégré au périmètre du Titulaire.
La prestation P1 a été ajoutée sur le site 1028 – GRASSE CAMPUS (EX-TGI) avec un K_{GAZ0} = 66,51 €HT/MWhPCS,

Le présent article a pour objet de mettre en place la cible NB après une phase d'observation de consommation (estimative à 60 MWHPCS/an suivant article 12 de l'avenant 1)

La facturation se fera conformément à un marché de type CP donc au réel **jusqu'au 30/09/2025.**
A partir du 01/10/2025, la cible sera effective ; le site sera donc soumis à l'intéressement.

N°	1028
Désignation	Grasse Campus
K	66,51 € HT / MWh PCS
NB	92,00 MWh PCS / an
BASE DJU	1246
P1	6118,92 € HT /an

Le prestation P1 du site est ainsi définie

Saison 2022-2023 : 60 MWHPCS à 66,51€ = 3990,60 € -Type CP
Saison 2023-2024 : 60 MWHPCS à 66,51€ = 3990,60 € - Type CP
Saison 2024-2025 : 60 MWHPCS à 66,51€ = 3990,60 € - Type CP
Saison 2025-2026 : 92 MWHPCS à 66,51€ = 6118,92€ - Type MTI
Saison 2026-2027 : 92 MWHPCS à 66,51€ = 6118,92€ - Type MTI
Saison 2027-2028 : 92 MWHPCS à 66,51€ = 6118,92€ - Type MTI
Saison 2028-2029 : 92 MWHPCS à 66,51€ = 6118,92€ - Type MTI

PROJET

AR Prefecture
006-200039857-20250626-DB2025_052-AU
Reçu le 07/07/2025
Publié le 07/07/2025

Cet article prendra effet à compter du 01/10/2025 et entraînera une plus-value €HT de 8 513,28€ HT sur la durée du marché

Article 5 Modification des types de facturation pour les piscines.

Suivant l'indication de *l'avenant 1*, le fonctionnement d'une piscine étant particulier et dépendent de facteurs ne pouvant être uniquement ramenés à la température extérieure,
Or, la mise en place de compteurs d'énergie par le titulaire n'ayant pas été effectuée avant le début de la période de facturation 4 (2024/2025), il n'a pas été possible de déterminer des ratios en kWh/j et kWh/DJU pour vérifier que les consommations et la conduite des installations ont été cohérentes, il est par conséquent acté que la facturation des piscines continue de cette façon :

- Le Titulaire présente les factures du fournisseur d'énergie ;
- Le Titulaire applique des frais de gestion de 6% ;
- Le Titulaire établi sa facture cumulant la somme des deux coûts ci-avant.

Cela concerne les sites suivants :

- 1008 PISCINE HARJES
- 1009 PISCINE ALT 500
- 1025 PISCINE DE PEYMEINADE

Cette méthode de facturation est prévue jusqu'au **30/09/2025.**

A compter du **01/10/2025** et à partir des observations et mesures des compteurs, la mise en place de cible avec intéressement sera déterminée.

Cet article n'entraîne aucune incidence financière sur la durée du marché.

Article 6 Intégration de la refacturation des CEE pour les sites en CP.

Au regard de la réglementation, les CEE sont refacturés à compter du 01/01/2024.
Le titulaire refacturera ainsi les CEE à partir du 01/01/2024 suivant la consommation gaz soit 6.57 € HT /MWh PCS au 01/01/2024.

Le terme P1CEE est rajouté aux termes de facturation des parts fixes, suivant la formule suivante :

$$P1CEE\left(en\frac{€ht}{an}\right) = CT(enMwhPCS) \times PrixCEE\left(\frac{en€ht}{Mwh\ PCS}\right)$$

PROJET

AR Prefecture
006-200039857-20250626-DB2025_052-AU
Reçu le 07/07/2025
Publié le 07/07/2025

Avec :
CT La consommation totale en gaz naturel en MWh PCS selon factures fournisseurs
Prix CEE : 6.57 € HT /MWh PCS au 01/01/2024

Avec $\text{Prix } CEE = Prix\ CEE_0 \times \frac{CEE}{CEE_0}$

Prix CEE_0 : 6.57 € HT /MWh PCS

Les indices CEE et CEE_0 seront calculés et révisés de la formule suivante :

$$CEE = Coef\_obligation\ classique \times (Valeur\ Ref Classique\ de\ mois + Valeur\ Ref Précarité\ du\ mois \times coef\_obligation\ précaire)$$

Avec Coef_obligation classique et Coef_obligation précarité : Coefficient d'obligation CEE selon le type de combustible suivant les textes en vigueur

Avec Valeur Réf classique et précaire du mois : Valeur sur C2E Market (Données mensuelles)

Indices combustible	Gaz	unité	date	Code
Coef_obligation classique	0,485	Mwhc classique/Mwh PCS	01/01/2024	CEECCLG°
Coef_obligation précaire	0,620	Mwhc précaire/Mwhc classique	01/01/2024	CEECPR°
Valeur C2E market classique mensuel	8,31	€ / Mwhc classique	01/01/2024	C2EMCL1°
Valeur C2E market précaire mensuel	8.44	€ / Mwhc précaire	01/01/2024	C2EMPR1°
Prix CEE °	**6.57**	**€ HT / Mwh PCS**	**01/01/2024**	

Cet article prend effet à compter du 01/01/2024 et n'entraîne aucune incidence financière sur la durée du marché.

Article 7 Définition des indices et des dates des mois « 0 » pour les calculs de Révision

Les dates d'application des indices sont :

Pour le P2 :

Indice	Date Indice 0 (Base)	Nom	Valeur
ICHT-IME0 (001565183)	09/2021	ICHT-IME0	128,7

AR Prefecture
006-200039857-20250626-DB2025_052-AU
Reçu le 07/07/2025
Publié le 07/07/2025

EBIq0 010534841 (remplacé par la série 10764358 avec coefficient de raccordement de 1,1455	05/2021	EBIQ 0	109,2

Pour le P3 :

Indice	Date Application Indice 0 (Base)	Nom	Valeur
ICHT-IME0 (001565183)	09/2021	ICHT-IME0	128,7
BT40 (001710973)	05/2021	BT40 0	113,5
EBIq0 010534841 (remplacé par la série 10764358 avec coefficient de raccordement de 1,1455	05/2021	EBIq0	109,2

Cet article n'entraîne aucune incidence financière sur la durée du marché.

Article 8 Réintégration des Certificats d'Economies d'Energie dans le solde du P3.

Le Maître d'Ouvrage a confirmé son choix de réintégrer les montants des Certificats d'Economies d'Energies non traités à ce jour, dans le solde du P3.

Cet article n'entraîne aucune incidence financière sur la durée du marché.

Article 9 Incidence financière sur le marché

Période	Travaux (€ TTC)	CEE Travaux (€ TTC)	P1 Marché (€ TTC)	P2 Marché (€ TTC)	P3 Marché (€ TTC)	Total marché (€ TTC)	Ecart/Base (€)	Ecart/Base (%)
Base	606 162,24	-35 129,00	**764 788,92**	588 816,67	479 386,27	**2 404 025,10**	-	-
Avenant 1	606 162,24	-35 129,00	736 268,10	589 328,98	502 439,14	2 399 069,46	-4 955,64	-0,21%
Avenant 2	606 162,24	-35 129,00	**746 484,04**	589 328,98	502 439,14	**2 409 285,40**	**5 260,30**	+0,22%

Note : L'incidence est calculée en €TTC en raison de l'impact des CEE qui ne sont comptabilisés qu'en TTC.

L'incidence du présent avenant est de +0,22% par rapport au marché de BASE.

PROJET

AR Prefecture
006-200039857-20250626-DB2025_052-AU
Reçu le 07/07/2025
Publié le 07/07/2025

Article 10 Clauses diverses

Il n'est rien changé aux clauses du contrat initial qui devient applicable en tout ce qui n'est pas contraire aux stipulations qui précèdent.

Signatures des parties

Le TITULAIRE Signature

_____

_____

_____

_____

Le _____

A _____

Le MAITRE D'OUVRAGE Signature

Communauté d'agglomération du Pays de Grasse

_____

_____

Le _____

PROJET

(En 2 exemplaires originaux)

AR Prefecture
006-200039857-20250626-DB2025_053-AU
Reçu le 07/07/2025
Publié le 07/07/2025

pays de Grasse
communauté d'agglomération

REPUBLIQUE FRANÇAISE
DEPARTEMENT
DES ALPES-MARITIMES

EXTRAIT DU REGISTRE DES DECISIONS
DU BUREAU COMMUNAUTAIRE DE LA
COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
DU PAYS DE GRASSE

SEANCE DU JEUDI 26 JUIN 2025

Décision n°DB2025_053 :-Demande de subvention ADEME pour la mise en place d'un incubateur territorial de projets d'Economie de la Fonctionnalité et de la Coopération (EFC) et de l'Economie Sociale et Solidaire (ESS)

Date de la convocation : 19/06/2025

L'an deux mille vingt-cinq et le vingt-six juin à dix heures, le bureau communautaire de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse, dûment convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, au siège sis 57 avenue Pierre Sémard à Grasse, sous la présidence de Jérôme VIAUD, Maire de Grasse et Vice-président du Conseil départemental des Alpes-Maritimes.

NOMBRE DE MEMBRES DU BUREAU EN EXERCICE : 26

PRESENTS : Jérôme VIAUD, Raymond ALBIS, Pierre ASCHIERI, Claude BOMPAR, Pierre BORNET, Gérard BOUCHARD, Dominique BOURRET, Marino CASSEZ, Claude CEPPI, Henri CHIRIS, Yves FUNEL, Marie-Louise GOURDON, Jean-Marc MACARIO, Ismaël OGEZ, Gilles RONDONI, Bernard ROUX, Philippe SAINTE-ROSE FANCHINE, Ludovic SANCHEZ, Florence SIMON.

PROCURATION : Christian ZEDET à Jean-Marc MACARIO

ABSENTS : Raoul CASTEL, Jean-Louis CONIL, Jean-Marc DELIA, Michèle PAGANIN, Claude SERRA, David VARRONE.

AR Prefecture
006-200039857-20250626-DB2025_053-AU
Reçu le 07/07/2025
Publié le 07/07/2025

BUREAU COMMUNAUTAIRE	DECISION
DU 26 JUIN 2025	N°DB2025_053

RAPPORTEUR : Monsieur le Président

INSERTION PROFESSIONNELLE ET INNOVATION SOCIALE

Demande de subvention ADEME pour la mise en place d'un incubateur territorial de projets d'Economie de la Fonctionnalité et de la Coopération (EFC) et de l'Economie Sociale et Solidaire (ESS)

SYNTHESE

Notre projet de territoire ambitionne un développement économique dynamique, durable et riche de ses diversités.
Dans un contexte de nécessaire transition écologique, au regard des enjeux du Plan Climat Air Energie Territorial du Pays de Grasse et des objectifs de Transitions 2050, il apparait nécessaire d'accompagner le territoire vers des modèles économiques plus résilients, basés sur la coopération.
Il est proposé, à travers ce projet, de doter le territoire d'un incubateur de projets incluant les principes de l'Economie de la Fonctionnalité et de la Coopération - (EFC)- et de l'Economie Sociale et Solidaire – (ESS) -, coanimé par Inter-Made, ImmaTerra et les acteurs locaux de l'accompagnement à l'entrepreneuriat que sont Initiative Terre d'Azur –(ITA)- et Cosens 06.
Un montant de 96 567€ (80% de l'opération) est demandé aux cofinanceurs de cette opération.
Il est proposé d'autoriser Monsieur le Président à déposer les demandes de subventions relatives à ce projet.

Monsieur le Président expose au bureau communautaire :

Vu la loi n° 2021-1104 du 22 août 2021 portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets ;

Vu les statuts en vigueur de la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse ;

Vu la délibération n°2022-146 du 22 septembre 2022, par laquelle le conseil communautaire a délégué au bureau communautaire certaines de ses attributions conformément à l'article L5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération n°2023_068 du 06 avril 2023 du conseil communautaire relative au plan local pour le développement de l'Economie Sociale et Solidaire – PLESS 2023-2025 ;

Vu la délibération n° 2024_201 du 12 décembre 2024 du conseil communautaire relative à la réactualisation de l'intérêt communautaire en matière d'action sociale ;

Considérant que la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse ambitionne à travers son projet de territoire un développement économique durable de son territoire ;

Considérant que la CAPG favorise le développement d'un écosystème économique diversifié et porte à ce titre, depuis plus de 10 ans, une politique volontariste de soutien au développement de l'Economie Sociale et Solidaire -ESS-, dont le cadre d'intervention est défini dans un Plan Local de l'ESS -PLESS 2023-2025 ;

Considérant que la CAPG s'est dotée d'une politique de développement économique ambitieuse en soutenant un écosystème local d'accompagnement à l'entrepreneuriat avec la plateforme d'Initiatives Terre d'Azur (ITA), la pépinière d'entreprise Innova Grasse, l'Hôtel d'entreprises « Grasse Entreprise », 11 zones d'activités, une multiplicité d'acteurs dont la couveuse d'entreprise Cosens 06 ;

AR Prefecture
006-200039915-20250626-DB2025_053-AU
Reçu le 07/07/2025
Publié le 07/07/2025

Considérant que dans un contexte de crises économiques, sociales et environnementales, de nécessaire transition, il apparait indispensable d'aller encore plus loin en soutenant le développement de modèles économiques résilients basés sur les coopérations que proposent l'EFC et l'ESS ;

Considérant que pour ce faire, il apparait nécessaire de compléter la « boite à outils » de l'accompagnement à l'entrepreneuriat sur le territoire en se dotant d'un incubateur de projets d'EFC et d'ESS qui sera structuré autour des enjeux suivants :

- Acculturer l'écosystème territorial, aux modèles de développement économique efficients et résilients basés sur la coopération, les principes de l'Economie de la Fonctionnalité et de la Coopération -EFC- et de l'Economie Sociale et Solidaire -ESS- ;

- Nourrir une culture commune entre les acteurs de l'entrepreneuriat et du développement économique du territoire. Permettre leur montée en compétence autour d'un référentiel commun sur les questions d'EFC et d'ESS ;

- Faire émerger et accompagner le développement de projets dormants ou existants en organisant la coordination et la complétude des moyens existants ;

- Susciter, encourager et accompagner des démarches de coopérations territoriales sur la durée en animant un écosystème territorial.

Considérant que la mise en œuvre de cet incubateur sera portée par la CAPG et coanimée par l'Association Inter-Made (spécialiste régional de l'incubation de projets ESS), l'association ImmaTerra (spécialiste de l'EFC) et les acteurs locaux de l'accompagnement à l'entrepreneuriat que sont la plateforme Initiative Terre d'Azur -ITA- et la couveuse d'activité et d'emploi Cosens 06 ;

Considérant par ailleurs que les objectifs de ce financement annuel de l'ADEME convergent en tous points avec les besoins identifiés ;

Après avoir délibéré et procédé au vote, le bureau communautaire à l'unanimité **DECIDE** :

- **D'AUTORISER** Monsieur le Président ou son représentant, à solliciter le financement de l'ADEME pour un montant de 96 567€ pour la mise en œuvre d'un incubateur territorial de projets EFC-ESS sur le territoire sur une année ;

- **D'AUTORISER** Monsieur le Président ou son représentant, à déposer le dossier de demande de subvention et à signer tous les actes ou documents à intervenir en exécution de la présente décision ;

- **D'AUTORISER** Monsieur le Président ou son représentant, à rechercher et déposer toute demande de financements publics ou privés complémentaires permettant de structurer le projet ;

- **D'AUTORISER** Monsieur le Président ou son représentant, à ordonner l'ensemble des dépenses liées à la réalisation des actions programmées dans la limite des crédits votés au budget 2025 et suivants.

Fait à Grasse, les jours, mois et an que dessus.

Pour extrait certifié conforme,

Le Président

Acte rendu exécutoire après dépôt en préfecture et publié le

- 7 JUIL. 2025

Jérôme VIAUD

Maire de Grasse

Vice-président du Conseil départemental

des Alpes-Maritimes

AR Prefecture

006-200039857-20250626-DB2025_053-AU
Reçu le 07/07/2025
Publié le 07/07/2025

AR Prefecture
006-200039857-20250626-DB2025_054-AU
Reçu le 07/07/2025
Publié le 07/07/2025

pays de Grasse
communauté d'agglomération

REPUBLIQUE FRANÇAISE
DEPARTEMENT
DES ALPES-MARITIMES

EXTRAIT DU REGISTRE DES DECISIONS DU BUREAU COMMUNAUTAIRE DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DU PAYS DE GRASSE

SEANCE DU JEUDI 26 JUIN 2025

Décision n°DB2025_054 : Dispositifs d'amélioration de l'habitat privé - Attribution de subventions

---

Date de la convocation : 26/06/2025

L'an deux mille vingt-cinq et le vingt-six juin à dix heures, le bureau communautaire de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse, dûment convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, au siège sis 57 avenue Pierre Sémard à Grasse, sous la présidence de Jérôme VIAUD, Maire de Grasse et Vice-président du Conseil départemental des Alpes-Maritimes.

NOMBRE DE MEMBRES DU BUREAU EN EXERCICE : 26

PRESENTS : Jérôme VIAUD, Raymond ALBIS, Pierre ASCHIERI, Claude BOMPAR, Pierre BORNET, Gérard BOUCHARD, Dominique BOURRET, Marino CASSEZ, Claude CEPPI, Henri CHIRIS, Yves FUNEL, Marie-Louise GOURDON, Jean-Marc MACARIO, Ismaël OGEZ, Gilles RONDONI, Bernard ROUX, Philippe SAINTE-ROSE FANCHINE, Ludovic SANCHEZ, Florence SIMON.

PROCURATION : Christian ZEDET à Jean-Marc MACARIO.

ABSENTS : Raoul CASTEL, Jean-Louis CONIL, Jean-Marc DELIA, Michèle PAGANIN, Claude SERRA, David VARRONE.

AR Prefecture

006-200039857-20250626-DB2025_054-AU
Reçu le 07/07/2025
Publié le 07/07/2025

BUREAU COMMUNAUTAIRE	DECISION
DU 26 JUIN 2025	N°DB2025_054
RAPPORTEUR : Monsieur le Président	

HABITAT ET LOGEMENT

Dispositifs d'amélioration de l'habitat privé
-
Attribution de subventions

SYNTHESE

Dans le cadre des dispositifs programmés d'amélioration de l'habitat privé, la communauté d'agglomération attribue sur ses fonds propres des aides aux travaux de rénovation de logements anciens, sous certaines conditions, en complément des aides de l'Anah. Aussi a-t-elle été saisie, via les opérateurs agréés par l'Anah, sur l'octroi de subventions. Les dossiers ont préalablement été instruits et agréés par la communauté d'agglomération, délégataire des aides de l'Anah. Les sept (7) demandes de subventions déposées à la fois au titre de l'OPAH "Pays de Grasse" 2022-2027 et du diffus portent, pour la communauté d'agglomération, sur un montant de 16 084€ et pour la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur, sur 3 279€, pour un total de travaux de 193 991€ HT.

Monsieur le Président expose au bureau communautaire :

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération n°2022-146 du 22 septembre 2022 par laquelle le conseil communautaire a délégué au bureau communautaire certaines de ses attributions conformément à l'article L5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;

Vu la convention de délégation de compétences 2021-2026 en application de l'article L 301-5-1 du code de la construction et de l'habitation, et la convention pour la gestion des aides à l'habitat privé signées le 17/12/2020 entre la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse, l'Etat et l'Agence Nationale de l'Habitat ;

Vu la convention d'OPAH-Pays de Grasse 2022-2027, signée le 04 octobre 2022 par l'Agence nationale de l'habitat (Anah), l'Etat, la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur, Action logement et la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse ;

Vu la convention d'OPAH-RU "Cœur historique de Grasse" signée le 04 octobre 2022 par l'Agence nationale de l'habitat (Anah), l'Etat, la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur, Action Logement, la Ville de Grasse et la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse ;

Vu les conventions de financement, signées le 02 septembre 2022, établies entre la Région et la communauté d'agglomération du Pays de Grasse ;

A ce titre, la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse assure l'avance des aides régionales auprès des bénéficiaires, et la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur s'acquitte de sa participation sur présentation des dossiers de demande de remboursement ;

Vu les délibérations n°2022_155 du 22 septembre 2022, n°2023_017 du 9 février 2023,

AR Prefecture
006-200039857-20250626-DB2025_054-AU
Reçu le 07/07/2025
Publié le 07/07/2025

n°2025_024 du 27 février 2025 précisant les règles d'application et les modalités d'attribution et de versement des aides de la communauté d'agglomération en faveur des propriétaires occupants et bailleurs, et des copropriétés ;

Considérant les modalités d'attribution des aides de la CA du Pays de Grasse en faveur de l'amélioration du parc privé au titre des deux dispositifs programmés pour la période 2022-2027 - OPAH "Pays de Grasse" et OPAH-RU "Cœur historique de Grasse" ;

Considérant les dossiers de demandes d'aides aux travaux, préalablement agréés par la communauté d'agglomération au titre de la délégation des aides de l'Anah, et déposés par la SPL Pays de Grasse Développement, l'opérateur, pour l'examen des demandes de subventions sur fonds propres CAPG, et celles de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur :

OPAH "Pays de Grasse" 2022-2027 – 5 dossiers de propriétaires occupants

Réf dossier OPAH "Pays de Grasse" 2022-2027 - PO n°171	**PO - Energie** **CAPELLE Thibaut**
Adresse du logement subventionné :	3 avenue de la Siagne 06530 SAINT-CÉZAIRE-SUR-SIAGNE
Nature des travaux :	Travaux d'énergie : Installation VMR et chauffe-eau thermodynamique, isolation murs, changement des menuiseries
Montant total des travaux (HT) :	86 059,00 €
Montant de la dépense subventionnée (Anah):	70 000,00 €
Montant total des travaux (TTC) Montant total des aides : *primes et subventions, tous partenaires*	91 309,00 € 51 500,00 € *(56% de la dépense TTC)*
Détail des subventions et primes	
Subvention Anah Prime Anah Subvention CAPG	42 000,00 € 7 000,00 € 2 500,00 €

Réf dossier OPAH "Pays de Grasse" 2022-2027 - PO n°172	**PO - Autonomie** **MARTORELL Marie-Paule**
Adresse du logement subventionné :	La Closeraie – Bâtiment C – appt 434 320 avenue de Cannes 06580 PÉGOMAS
Nature des travaux :	Travaux d'autonomie : Adaptation salle de bain et WC
Montant total des travaux (HT) :	7 448,00 €
Montant de la dépense subventionnée (Anah):	7 448,00 €
Montant total des travaux (TTC) Montant total des aides : *primes et subventions, tous partenaires*	8 168,00 € 8 167,00 € *(100% de la dépense TTC)*
Détail des subventions et primes	
Subvention Anah Subvention CAPG Région	5 213,00 € 2 210,00 € 744,00 €

AR Prefecture

006-200039857-20250626-DB2025_054-AU
Reçu le 07/07/2025
Publié le 07/07/2025

Réf dossier OPAH "Pays de Grasse" 2022-2027 - PO n°173	**PO - Autonomie** **LECIEUX Christiane**
Adresse du logement subventionné :	Les Agaves – Bâtiment B 38 boulevard Jean Girard 06530 PEYMEINADE
Nature des travaux :	Travaux d'autonomie : Pose de la climatisation
Montant total des travaux (HT) :	6 081,00 €
Montant de la dépense subventionnée (Anah):	6 081,00 €
Montant total des travaux (TTC) Montant total des aides : *primes et subventions, tous partenaires*	6 892,00 € 6 081,00 € *(88% de la dépense TTC)*
Détail des subventions et primes	
Subvention Anah Subvention CAPG	4 257,00 € 1 824,00 €

Réf dossier OPAH "Pays de Grasse" 2022-2027 - PO n°174	**PO - Autonomie** **FRANGIONI Jeanne**
Adresse du logement subventionné :	18 avenue du 11 novembre 06130 GRASSE
Nature des travaux :	Travaux d'autonomie : Adaptation salle de bain et WC, motorisation stores et volets
Montant total des travaux (HT) :	11 793,00 €
Montant de la dépense subventionnée (Anah):	11 793,00 €
Montant total des travaux (TTC) Montant total des aides : *primes et subventions, tous partenaires*	12 972,00 € 12 972,00 € *(100% de la dépense TTC)*
Détail des subventions et primes	
Subvention Anah Subvention CAPG Région	8 255,00 € 3 538,00 € 1 179,00 €

Réf dossier OPAH "Pays de Grasse" 2022-2027 - PO n°175	**PO - Energie** **PHILIP Séverine**
Adresse du logement subventionné :	251 route de Grasse 06810 AURIBEAU-SUR-SIAGNE
Nature des travaux :	Travaux d'énergie :
Montant total des travaux (HT) :	36 590,00 €
Montant de la dépense subventionnée (Anah):	36 590,00 €
Montant total des travaux (TTC) Montant total des aides : *primes et subventions, tous partenaires*	39 050,00 € 24 304,00 € *(62% de la dépense TTC)*
Détail des subventions et primes	
Subvention Anah Subvention CAPG	21 804,00 € 2 500,00 €

AR Prefecture
006-200039857-20250626-DB2025_054-AU
Reçu le 07/07/2025
Publié le 07/07/2025

Diffus – 2 dossiers de propriétaires occupants

Réf dossier Diffus - PO n°176	**PO - Autonomie** **BRAVAIS Chantal**
Adresse du logement subventionné :	24 rue de l'Agachon 06530 CABRIS
Nature des travaux :	Travaux d'autonomie : Adaptation salle de bain et WC
Montant total des travaux (HT) :	8 000,00 €
Montant de la dépense subventionnée (Anah):	8 600,00 €
Montant total des travaux (TTC) Montant total des aides : *primes et subventions, tous partenaires*	8 800,00 € 9 400,00 € *(100% de la dépense TTC)*
Détail des subventions et primes	
Subvention Anah Assistance à Maitrise d'Ouvrage Subvention CAPG Région	5 600,00 € 600,00 € 2 400,00 € 800,00 €

Réf dossier Diffus - PO n°177	**PO - Energie** **BREUILLET Jérôme**
Adresse du logement subventionné :	20 rue de Mignon 06460 ESCRAGNOLLES
Nature des travaux :	Travaux d'énergie : Isolation murs et planchers, pose PAC air/air, chauffe-eau thermodynamique et VMC
Montant total des travaux (HT) :	38 020,00 €
Montant de la dépense subventionnée (Anah):	38 020,00 €
Montant total des travaux (TTC) Montant total des aides : *primes et subventions, tous partenaires*	40 602,00 € 34 084,00 € *(80% de la dépense TTC)*
Détail des subventions et primes	
Subvention Anah Assistance à Maitrise d'Ouvrage Subvention CAPG Région	30 416,00 € 2 000,00 € 1 112,00 € 556,00 €

Pour rappel, et conformément aux règles d'application des aides de la communauté d'agglomération définies par délibération n°2022_155 du 22 septembre 2022, les "*aides de la CAPG pour les travaux d'autonomie sont mobilisables si, après accord de tous les financeurs publics et privés, il demeure un reste à charge pour le propriétaire aux ressources modestes ou très modestes (sur montant des travaux TTC)*." Aussi, les aides aux travaux pour l'autonomie indiquées ci-avant pourront être amenées à évoluer au regard des aides "Autres partenaires" non connues à ce jour.

AR Prefecture

006-200039857-20250626-DB2025_054-AU
Reçu le 07/07/2025
Publié le 07/07/2025

Après avoir délibéré et procédé au vote, le bureau communautaire à l'unanimité **DECIDE** :

- **D'ATTRIBUER** dans le cadre établi par les conventions d'opérations programmées pour la période 2022–2027 et par la présente délibération, les aides de la Communauté d'agglomération pour un montant global de **16 084,00 €**, et les aides de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur pour un montant total de **3 279,00 €**, aux propriétaires cités ci-avant ;

- **D'AUTORISER** Monsieur le Président ou son représentant à procéder aux versements des subventions de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse, et à faire l'avance de la part régionale, pour les dossiers cités ci-avant, sur présentation des factures acquittées ;

- **DE DIRE** que les crédits correspondants sont inscrits aux budgets 2025 et suivants au chapitre 204, article 20422 et chapitre 27, article 27632 ;

- **D'AUTORISER** Monsieur le Président ou son représentant à signer tous les actes ou documents nécessaires à l'octroi de la subvention ;

- **DE SOLLICITER** du Conseil régional Provence-Alpes-Côte d'Azur le remboursement de sa participation apportée au titre des opérations programmées pour la période 2022-2027, conformément aux conventions de financement établies entre la Région et la communauté d'agglomération du Pays de Grasse.

Fait à Grasse, les jours, mois et an que dessus.
Pour extrait certifié conforme,

Acte rendu exécutoire après dépôt en préfecture et publié le

- 7 JUIL. 2025

Le Président

Jérôme VIAUD
Maire de Grasse
Vice-président du Conseil départemental
des Alpes-Maritimes

AR Prefecture
006-200039857-20250626-DB2025_055-AU
Reçu le 07/07/2025
Publié le 07/07/2025

Pays de Grasse
communauté d'agglomération

REPUBLIQUE FRANÇAISE
DEPARTEMENT
DES ALPES-MARITIMES

EXTRAIT DU REGISTRE DES DECISIONS DU BUREAU COMMUNAUTAIRE DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DU PAYS DE GRASSE

SEANCE DU JEUDI 26 JUIN 2025

Décision n°DB2025_055 : Avenant à la convention de transfert de maitrise d'ouvrage temporaire pour la réalisation des travaux du vallon des Parettes sur la commune de Grasse

---

Date de la convocation : 26/06/2025

L'an deux mille vingt-cinq et le vingt-six juin à dix heures, le bureau communautaire de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse, dûment convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, au siège sis 57 avenue Pierre Sémard à Grasse, sous la présidence de Jérôme VIAUD, Maire de Grasse et Vice-président du Conseil départemental des Alpes-Maritimes.

NOMBRE DE MEMBRES DU BUREAU EN EXERCICE : 26

PRESENTS : Jérôme VIAUD, Raymond ALBIS, Pierre ASCHIERI, Claude BOMPAR, Pierre BORNET, Gérard BOUCHARD, Dominique BOURRET, Marino CASSEZ, Claude CEPPI, Henri CHIRIS, Yves FUNEL, Marie-Louise GOURDON, Jean-Marc MACARIO, Ismaël OGEZ, Gilles RONDONI, Bernard ROUX, Philippe SAINTE-ROSE FANCHINE, Ludovic SANCHEZ, Florence SIMON.

PROCURATION : Christian ZEDET à Jean-Marc MACARIO.

ABSENTS : Raoul CASTEL, Jean-Louis CONIL, Jean-Marc DELIA, Michèle PAGANIN, Claude SERRA, David VARRONE.

AR Prefecture

006-200039857-20250626-DB2025_055-AU
Reçu le 07/07/2025
Publié le 07/07/2025

BUREAU COMMUNAUTAIRE	**DECISION**
DU 26 JUIN 2025	**N°DB2025_055**
RAPPORTEUR : Monsieur le Président	
GEMAPI	
Avenant à la convention de transfert de maîtrise d'ouvrage temporaire pour la réalisation des travaux du vallon des Parettes sur la commune de Grasse	
SYNTHESE **Dans le cadre des travaux GEMAPI - eau potable/assainissement du Vallon des Parettes, les négociations foncières n'ayant pas abouties, il est à présent nécessaire de lancer une DUP. La convention de transfert de maîtrise d'ouvrage temporaire initiale ne permettant pas au SMIAGE de mener cette procédure, le passage d'un avenant est donc nécessaire pour mener à bien le projet.**	

Monsieur le Président expose au bureau communautaire :

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération n°DL2022-146 du 22 septembre 2022 par laquelle le conseil communautaire a délégué au bureau communautaire certaines de ses attributions conformément à l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;

Vu la décision n°DB2020_020 du 15 octobre 2020 du bureau communautaire portant adoption d'une convention de délégation de maitrise d'ouvrage eaux usées, secteur des Parettes à Grasse entre la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse et le SMIAGE ;

Vu la convention de délégation de maitrise d'ouvrage signée le 31 août 2020 de la CAPG au SMIAGE afin de déléguer la totalité des travaux du vallon des Parettes sur la commune de Grasse dans le cadre de la compétence eau potable et assainissement ;

Vu la convention de transfert de maitrise d'ouvrage temporaire pour la réalisation des travaux du vallon des Parettes sur la commune de Grasse signée le 15 janvier 2024 ;

Considérant son article 7 portant sur les dispositions foncières du projet, précisant que « les procédures foncières (convention, servitude, achat, etc.) sont menées par le SMIAGE en qualité de maître d'ouvrage » ;

Considérant que certaines négociations foncières à l'amiable ayant échouées, le SMIAGE est contraint de procéder au lancement d'une procédure de déclaration d'utilité publique (DUP) et une enquête parcellaire conjointe afin de maîtriser le foncier sur les emprises ciblées par le projet ;

Considérant que la convention initiale n'ayant pas explicitement mandaté le SMIAGE pour mener, pour le compte des autres membres à la convention, des procédures de cette nature, et afin de sécuriser juridiquement les procédures à venir ;

AR Prefecture

006-200039857-20250626-DB2025_055-AU
Reçu le 07/07/2025
Publié le 07/07/2025

Il convient par cet avenant de préciser et compléter les modalités d'action du maître d'ouvrage unique.

Après avoir délibéré et procédé au vote, le bureau communautaire à l'unanimité **DECIDE** :

- **D'AUTORISER** Monsieur le Président de la CAPG à signer l'avenant joint en annexe, permettant au SMIAGE de mener la procédure de DUP dans le cadre des travaux du vallon des Parettes sur la commune de Grasse.

Fait à Grasse, les jours, mois et an que dessus.
Pour extrait certifié conforme,

Acte rendu exécutoire après dépôt en préfecture et publié le

- 7 JUIL. 2025

Le Président

Jérôme VIAUD
Maire de Grasse
Vice-président du Conseil départemental
des Alpes-Maritimes

AR Prefecture

006-200039857-20250626-DB2025_055-AU
Reçu le 07/07/2025
Publié le 07/07/2025

AR Prefecture
006-200039857-20250626-DB2025_055-AU
Reçu le 07/07/2025
Publié le 07/07/2025

CONVENTION DE TRANSFERT DE MAÎTRISE D'OUVRAGE TEMPORAIRE – AVENANT N° 1

POUR LA REALISATION DES TRAVAUX DU VALLON DES PARETTES SUR LA COMMUNE DE GRASSE

(Article L.2422-12 du code de la commande publique)

AR Prefecture
006-200039857-20250626-DB2025_055-AU
Reçu le 07/07/2025
Publié le 07/07/2025

ENTRE-LES SOUSSIGNES :

Le **Syndicat Mixte Inondations, Aménagement et Gestion de l'eau (SMIAGE) Maralpin**, dont le siège est établi à NICE (06204), 147 boulevard du Mercantour, représenté par ……..……..dûment autorisé par la délibération n° ……. du Bureau du 31 octobre 2023 ;

Ci-après dénommé le SMIAGE ou maître d'ouvrage unique ;

D'une part,

ET :

Le **Département des Alpes-Maritimes**, 147 boulevard du Mercantour, BP 3007, 06 201 Nice Cedex 3, représenté par …….. ……, habilité aux présentes en vertu de la délibération n° ……. de la Commission permanente en date du ……. ;

Ci-après dénommé le Département ;

La **Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse (CAPG)**, identifiée sous le numéro SIRET 200 039 857 000 12 dont le siège est établi au 57 avenue Pierre Sémard à GRASSE (06130) et représentée par son Président en exercice, Jérôme VIAUD, agissant au nom et pour le compte de ladite Communauté d'Agglomération, habilité à signer les présentes en vertu d'une décision du bureau communautaire n° DB2025_xxx prise en date du 26 juin 2025 ;

Ci-dessous dénommée la CAPG ;

D'autre part.

Ci-après dénommées collectivement « les Parties »

AR Prefecture
006-200039857-20250626-DB2025_055-AU
Reçu le 07/07/2025
Publié le 07/07/2025

IL A ETE PREALABLEMENT EXPOSE CE QUI SUIT :

CONTEXTE DE L'AVENANT

Par convention de transfert de maîtrise d'ouvrage temporaire, les parties à l'opération ont désigné le SMIAGE comme maître d'ouvrage unique du projet de réhabilitation de la capacité hydraulique du Vallon des Parettes / confortement de la route départementale et déplacement d'un poste de relevage des eaux usées.

L'article 7 portant sur les dispositions foncières du projet, précisait que *« les procédures foncières (convention, servitude, achat, etc.) sont menées par le SMAIGE en qualité de maître d'ouvrage ».*

Certaines négociations foncières à l'amiable ayant échouées, le SMIAGE est contraint de procéder au lancement d'une procédure de déclaration d'utilité publique (DUP) et une enquête parcellaire conjointe afin de maîtriser le foncier sur les emprises ciblées par le projet.

La convention initiale n'ayant pas explicitement mandaté le SMIAGE pour mener, pour le compte des autres membres à la convention, des procédures de cette nature, et afin de sécuriser juridiquement les procédures à venir, il convient par cet avenant de préciser et compléter ces modalités d'action du maître d'ouvrage unique.

IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 – OBJET DE L'AVENANT

Le présent avenant vient modifier et compléter le dernier alinéa de l'article 7 de la convention de transfert de maîtrise d'ouvrage susmentionnée comme suit :

Rédaction initiale :

« Les procédures foncières (convention, servitude, achat, etc.) sont menées par le SMIAGE en qualité de Maître d'Ouvrage ».

Le présent avenant acte de la nouvelle rédaction de cet article comme suit :

« L'ensemble des procédures foncières indispensables à la réalisation de l'ouvrage ainsi qu'à sa gestion et à son entretien pour l'avenir (convention, servitude, achat, etc.), qu'elles soient par voie amiable ou par voie d'expropriation pour cause d'utilité publique (SUP, DUP, etc.), sont menées par le SMIAGE en qualité de Maître d'Ouvrage Unique et pour le compte des autres membres à la convention. Pour mener à bien sa mission, le Maître d'ouvrage pourra bénéficier de l'expertise éventuelle~~s~~ des parties à la convention.

En fin d'opération, le patrimoine foncier ainsi acquis sera réparti entre les maîtres d'ouvrage en fonction de leur affectation et leur utilité vis-à-vis des ouvrages réalisés au bénéfice de chacun.

Les coûts d'acquisition et des procédures administratives idoines (amiables ou par voie d'expropriation) seront répartis entre les parties à la convention en exclusivité ou au prorata de la répartition du foncier en fin d'opération tel qu'indiqué ci-dessus. »

ARTICLE 2 – AUTRES DISPOSITIONS

Les autres dispositions de la convention demeurent inchangées.

AR Prefecture
006-200039857-20250626-DB2025_055-AU
Reçu le 07/07/2025
Publié le 07/07/2025

Fait en trois exemplaires originaux.

A Nice le,

Pour le Département des Alpes-Maritimes	**Pour la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse**
Pour le SMIAGE Maralpin	

AR Prefecture

006-200039857-20250626-DB2025_055-AU
Reçu le 07/07/2025
Publié le 07/07/2025

AR Prefecture
006-200039857-20250626-DB2025_056-AU
Reçu le 07/07/2025
Publié le 07/07/2025

Pays de Grasse
communauté d'agglomération

REPUBLIQUE FRANÇAISE
DEPARTEMENT
DES ALPES-MARITIMES

EXTRAIT DU REGISTRE DES DECISIONS DU BUREAU COMMUNAUTAIRE DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DU PAYS DE GRASSE

SEANCE DU JEUDI 26 JUIN 2025

Décision n°DB2025_056 : Travaux de réhabilitation d'une bergerie pour la maison de l'alimentation et du développement durable – MADD - Commune de Saint-Vallier-de-Thiey

Date de la convocation : 26/06/2025

L'an deux mille vingt-cinq et le vingt-six juin à dix heures, le bureau communautaire de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse, dûment convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, au siège sis 57 avenue Pierre Sémard à Grasse, sous la présidence de Jérôme VIAUD, Maire de Grasse et Vice-président du Conseil départemental des Alpes-Maritimes.

NOMBRE DE MEMBRES DU BUREAU EN EXERCICE : 26

PRESENTS : Jérôme VIAUD, Raymond ALBIS, Pierre ASCHIERI, Claude BOMPAR, Pierre BORNET, Gérard BOUCHARD, Dominique BOURRET, Marino CASSEZ, Claude CEPPI, Henri CHIRIS, Yves FUNEL, Marie-Louise GOURDON, Jean-Marc MACARIO, Ismaël OGEZ, Gilles RONDONI, Bernard ROUX, Philippe SAINTE-ROSE FANCHINE, Ludovic SANCHEZ, Florence SIMON.

PROCURATION : Christian ZEDET à Jean-Marc MACARIO.

ABSENTS : Raoul CASTEL, Jean-Louis CONIL, Jean-Marc DELIA, Michèle PAGANIN, Claude SERRA, David VARRONE.

AR Prefecture
006-200039857-20250626-DB2025_056-AU
Reçu le 07/07/2025
Publié le 07/07/2025

BUREAU COMMUNAUTAIRE	DECISION
DU 26 JUIN 2025	N°DB2025_056
RAPPORTEUR : Monsieur le Président	
DELEGATION DE MAITRISE D'OUVRAGE	
Travaux de réhabilitation d'une bergerie pour la maison de l'alimentation et du développement durable - MADD Commune de Saint-Vallier-de-Thiey	
SYNTHESE Avenant n°1 à la convention relative à l'attribution d'une subvention au titre du Fonds d'accélération de la transition écologique dans les territoires (« fonds vert ») – Mesure recyclage foncier – « Maison de l'Alimentation et du Développement Durable » à Saint-Vallier-de-Thiey	

Monsieur le Président expose au bureau communautaire :

Vu la délibération en date du 27 juillet 2021 par laquelle le conseil municipal de la commune de Saint-Vallier-de-Thiey a adopté le programme de réhabilitation de l'ancienne bergerie située chemin de la Siagne afin d'y créer la maison de l'alimentation et du développement durable ;

Vu la délibération n°DL2022-146 du 22 septembre 2022 par laquelle le conseil communautaire a délégué au bureau communautaire certaines de ses attributions conformément à l'article L5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération du 2 mars 2023 par laquelle le conseil municipal de la commune de Saint-Vallier-de-Thiey a décidé de déléguer la maitrise d'ouvrage des travaux de réhabilitation de l'ancienne bergerie à la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse ;

Vu la délibération du 26 mai 2023 par laquelle le conseil municipal de la commune de Saint-Vallier-de-Thiey a décidé de procéder à une demande de subvention auprès de l'Etat au titre du fonds vert ;

Vu la délibération du 14 septembre 2023 par laquelle le conseil municipal de la commune de Saint-Vallier-de-Thiey a donné l'autorisation à Monsieur Jean-Marc Délia, Maire de la commune de Saint-Vallier-de-Thiey, à signer la convention tripartite relative à l'attribution de la subvention au titre du Fonds Vert pour le projet de la Maison de l'Alimentation et du Développement Durable;

Vu la décision n°DB2023_073 du 21 septembre 2023 par laquelle le bureau communautaire a autorisé Monsieur Jérôme Viaud, Président de la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse, à signer la convention tripartite relative à l'attribution de la subvention au titre du Fonds Vert pour le projet de la Maison de l'Alimentation et du Développement Durable ;

AR Prefecture

006-200039857-20250626-DB2025_056-AU
Reçu le 07/07/2025
Publié le 07/07/2025

Considérant que le chantier a démarré le 04 septembre 2023 par le désamiantage et s'est poursuivi en 2024. L'inauguration a eu lieu le 31 janvier 2025 ;

Considérant les montants définitifs des travaux de déconstruction, désamiantage et réhabilitation du bâti existant de l'opération « Maison de l'Alimentation et du Développement Durable » ;

Considérant la réalisation en régie de la prestation de maitrise d'ouvrage par la CAPG ;

Il est proposé de prendre un avenant n°1 à la convention signée entre l'Etat, la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse et la Commune de Saint-Vallier-de-Thiey afin de réviser la répartition financière entre les postes budgétaires, et de modifier le calendrier prévisionnel d'opération.

Le montant prévisionnel de la subvention reste inchangé et s'élève à 368 070 €, conformément au dernier plan de financement prévisionnel.

Après avoir délibéré et procédé au vote, le bureau communautaire à l'unanimité **DECIDE** :

- **D'AUTORISER** Monsieur le Président, ou son représentant, à signer l'avenant n°1 à la convention relative à l'attribution d'une subvention au titre du Fonds d'accélération de la transition écologique dans les territoires (« fonds vert ») – Mesure recyclage foncier – « Maison de l'Alimentation et du Développement Durable » à Saint-Vallier-de-Thiey, ci-annexé.

Fait à Grasse, les jours, mois et an que dessus.
Pour extrait certifié conforme,

Acte rendu exécutoire après dépôt en préfecture et publié le

- 7 JUIL. 2025

Le Président

Jérôme VIAUD
Maire de Grasse
Vice-président du Conseil départemental
des Alpes-Maritimes

AR Prefecture

006-200039857-20250626-DB2025_056-AU
Reçu le 07/07/2025
Publié le 07/07/2025

AR Prefecture
006-200039857-20250626-DB2025_056-AU
Reçu le 07/07/2025
Publié le 07/07/2025

EJ n° : 2104186605

AVENANT N°1 A LA CONVENTION relative à l'attribution d'une subvention au titre du Fonds d'accélération de la transition écologique dans les territoires (« fonds vert ») - Mesure Recyclage foncier

« Maison de l'Alimentation et du développement durable MADD » à Saint-Vallier-de-Thiey

Entre les soussignés

AR Prefecture
006-200039857-20250626-DB2025_056-AU
Reçu le 07/07/2025
Publié le 07/07/2025

L'État, représenté par monsieur Georges-François LECLERC, préfet de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, préfet de la zone de défense et de sécurité Sud, préfet des Bouches-du-Rhône, dont la préfecture de région est située place Félix Baret, CS 80001, 13282 Marseille Cedex 06 – ci-après dénommé indifféremment l'État, la Préfecture ;

D'une part,

ET

La Communauté d'agglomération du Pays de Grasse (CAPG), 57 avenue Pierre Sémard, 06130 Grasse, enregistrée sous le n° SIRET 200 039 857 00012, représentée par M. Jérôme VIAUD, President de la CAPG, ci-après dénommée « le porteur de projet », ou « le bénéficiaire » de la subvention objet de la présente convention de financement,

La commune de Saint-Vallier-de-Thiey, collectivité locale, 2 place de l'APIE, 06460 Saint-Vallier-de-Thíey, enregistrée sous le numéro de SIRET n°210 601 308 00013, représentée par M. Jean-Marc DELIA, Maire de la commune, ci-après dénommé « le co-porteur de projet »,

D'autre part.

* * * * *

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

VU le Code de l'urbanisme ;

VU la loi organique n°2001-692 du 1er août 2001 modifiée relative aux lois de finances ;

VU la loi n°2022-1726 du 30 décembre 2022 de finances pour 2023 ;

VU la loi n° 2023-1322 du 29 décembre 2023 de finances pour 2024 ;

VU la loi n° 2025-127 du 14 février 2025 de finances pour 2025

AR Prefecture
006-200039857-20250626-DB2025_056-AU
Reçu le 07/07/2025
Publié le 07/07/2025

VU le décret du Président de la République du 3 janvier 2025 nommant Monsieur Georges-François LECLERC, préfet de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, préfet de la zone de défense et de sécurité Sud, préfet des Bouches-du-Rhône

VU le décret n° 2022-1736 du 30 décembre 2022 pris en application de l'article 44 de la loi organique n° 2001-692 du 1er août 2001 relative aux lois de finances au titre de la loi n° 2022-1726 du 30 décembre 2022 de finances pour 2023

VU le décret n°2023-1327 du 29 décembre 2023 pris en application de l'article 44 de la loi organique n°2001-692 du 1er août 2001 relative aux lois de finances au titre de la loi n° 2023-1322 du 29 décembre 2023 de finances pour 2024 ;

VU le Décret n° 2025-135 du 14 février 2025 pris en application de l'article 44 de la loi organique n° 2001-692 du 1er août 2001 au titre de la loi n° 2025-127 du 14 février 2025 de finances pour 2025

VU le décret du 6 juin 2001 pris pour l'application de l'article 10 de la loi du 12 avril 2000 relative à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques ;

VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

VU le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 modifié relatif à la gestion budgétaire et comptable publique ;

VU le décret n°2015-510 du 7 mai 2015 modifié portant charte de la déconcentration ;

VU le décret n°2018-514 du 25 juin 2018 relatif aux subventions de l'État pour des projets d'investissement ;

VU l'arrêté du 21 août 2018 modifié pris en application de l'article 3 du décret n° 2018-514 du 25 juin 2018 relatif aux subventions de l'État pour des projets d'investissement ;

VU les articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne et le règlement (UE) n°2020/972 relatif aux aides de minimis ;

VU l'instruction ministérielle du 4 avril 2024 relative au déploiement du fonds d'accélération de transition écologique dans les territoires dans le contexte du plan national d'économie ;

VU l'instruction ministérielle du 4 avril 2024 relative au déploiement du fonds d'accélération de transition écologique dans les territoires dans le contexte du plan national d'économie ;

VU l'instruction du 28 février 2025 relative aux règles d'emploi en 2025 des dotations de soutien à l'investissement des collectivités territoriales et du fonds d'accélération de la transition écologique dans les territoires (Fonds vert) ;

VU la circulaire ministérielle NOR : TREL2334785C du 28 décembre 2023 relative à la gestion 2024 du fonds d'accélération de transition écologique dans les territoires ;

VU la convention de délégation entre le directeur de la DREAL Provence-Alpes Côte d'Azur et le/la directeur de la DDTM des Alpes-Maritimes relative à la délégation de gestion et l'utilisation des crédits du Fonds vert « Recyclage foncier » en date du 09/08/2024 ;

VU la convention de délégation entre le directeur de la DREAL Provence-Alpes-Côte d'Azur et le directeur de la DDTM des Alpes-Maritimes relative à la délégation de gestion et l'utilisation des crédits du Fonds vert « Recyclage foncier » en date du XX/XX/25 ;

VU la mise à disposition d'autorisations d'engagement de crédits au titre du fonds vert pour l'exercice 2023 pour le programme 380 ;

VU la mise à disposition d'autorisations d'engagement de crédits au titre du fonds vert pour l'exercice 2025 pour le programme 380 ;

VU le Plan Biodiversité 2018, fixant les ambitions gouvernementales en matière de sobriété foncière ;

VU la loi du 22 août 2021 portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets, dite « loi Climat et Résilience » fixant un objectif national d'absence d'artificialisation nette des sols en 2050 ;

VU le cahier d'accompagnement des porteurs de projet et des services instructeurs relatif à la mesure Recyclage foncier du Fonds Vert, Fonds d'accélération de la transition écologique dans les territoires publié en janvier 2023 ;

AR Prefecture
006-200039857-20250626-DB2025_056-AU
Reçu le 07/07/2025
Publié le 07/07/2025

VU les modalités régionales de mise en œuvre de la mesure Recyclage foncier du Fonds Vert en Provence-Alpes-Côte d'Azur – Édition 2023, publiées sur le site de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) Provence-Alpes-Côte d'Azur le 30 janvier 2023

VU le cahier d'accompagnement des porteurs de projet et des services instructeurs relatif à la mesure Recyclage foncier du Fonds Vert, Fonds d'accélération de la transition écologique dans les territoires publié en mars 2025 ;

VU les modalités régionales de mise en œuvre de la mesure Recyclage foncier du Fonds Vert en Provence-Alpes-Côte d'Azur – Édition 2025, publiées sur le site de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) Provence-Alpes-Côte d'Azur le 24 mars 2025

VU les modalités régionales de mise en œuvre de la mesure Recyclage foncier du Fonds Vert en Provence-Alpes-Côte d'Azur – Édition 2025, publiées sur le site de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) Provence-Alpes-Côte d'Azur le 24 mars 2025

VU le dossier de candidature déposé sur la plateforme démarches-simplifiées le 12 mai 2023 sous la référence n° 12502277 ;

VU la décision de la commission régionale de sélection du 15 juin 2023 de retenir ce projet comme lauréat ;

VU le courrier de notification de l'octroi de la subvention signé par M. Christophe Mirmand, Préfet de région PACA, en date du 12 juillet 2023 ;

VU la convention de délégation de maîtrise d'ouvrage signée le 9 mars 2023 entre M. Jean-Marc Délia, Maire de la commune de Saint-Vallier-de-Thiey et M.Jérôme Viaud , Président de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse (CAPG), par laquelle la commune de Saint-Vallier-de-Thiey délègue la maîtrise d'ouvrage du projet de la Maison de l'Alimentation et du Développement Durable à la CAPG ;

VU la délibération du 14 septembre 2023, par laquelle le conseil municipal de Saint-Vallier-de-Thiey a donné l'autorisation à Monsieur Jean-Marc Délia, Maire de la commune de Saint-Vallier-de-Thiey, à signer la convention tripartite relative à l'attribution de la subvention au titre du Fonds Vert pour le projet de la Maison de l'Alimentation et du Développement Durable

VU la décision du bureau communautaire de la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse du 21 septembre 2023 par laquelle le bureau communautaire autorise Monsieur Jérôme Viaud, Président de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse, à signer la convention tripartite relative à l'attribution de la subvention au titre du Fonds Vert pour le projet de la Maison de l'Alimentation et du Développement Durable

VU la convention initiale signée le 7 décembre 2023 entre l'État, la communauté d'agglomération du Pays de Grasse et la commune de Saint-Vallier-de-Thiey ;

VU les montants définitifs des travaux de déconstruction, désamiantage et réhabilitation du bâti existant de l'opération « Maison de l'Alimentation et du Développement Durable » ;

VU la réalisation en régie de la prestation de maitrise d'ouvrage par la CAPG ;

VU la délibération du xxx, par laquelle le conseil municipal de Saint-Vallier-de-Thiey a donné l'autorisation à Monsieur xxxx, Maire de la commune de Saint-Vallier-de-Thiey, à signer l'avenant n°1 à la convention tripartite relative à l'attribution de la subvention au titre du Fonds Vert pour le projet de la Maison de l'Alimentation et du Développement Durable ;

VU la décision du bureau communautaire de la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse du xxxx par laquelle le bureau communautaire autorise Monsieur Jérôme Viaud, Président de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse, à signer l'avenant n°1 à la convention tripartite relative à l'attribution de la subvention au titre du Fonds Vert pour le projet de la Maison de l'Alimentation et du Développement Durable ;

AR Prefecture
006-200039857-20250626-DB2025_056-AU
Reçu le 07/07/2025
Publié le 07/07/2025

* * * * *

IL EST CONVENU ET ARRÊTÉ CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 – OBJET DU PRÉSENT AVENANT

Le présent avenant a pour objet de modifier certaines dispositions de la convention signée entre les parties, relative au projet **Maison de l'alimentation et du développement durable**, afin de réviser la répartition financière entre les postes budgétaires, et de modifier le calendrier prévisionnel de l'opération. Les articles de la convention initiale modifiés sont les suivants :

- article 4.3 ;
- article 5.2.

ARTICLE 2 – MODIFICATION DES ARTICLES DE LA CONVENTION INITIALE

2.1 L'ARTICLE 4 DE LA CONVENTION INITIALE EST MODIFIE COMME SUIT :

4.1 Bilan économique prévisionnel du projet

Sans modification

4.2 Engagement financier de l'État

Sans modification

4.3 Dépenses couvertes par la subvention

L'article 4.3 de la convention est remplacé par les dispositions suivantes :

La subvention Fonds Vert permettra de réaliser de façon prioritaire les dépenses relatives à l'action de recyclage foncier au sein de l'opération globale d'aménagement.

Les dépenses visées par la subvention Fonds Vert sont les suivantes :

- dépense 1 : Travaux de déconstruction, montant de 12 156 euros HT ;
- dépense 2 : Travaux de désamiantage et retrait du plomb du bâti, montant de 8 910 euros HT ;
- dépense 3 : Travaux de réhabilitation du bâti existant, montant de 534 090 euros HT.

AR Prefecture
006-200039857-20250626-DB2025_056-AU
Reçu le 07/07/2025
Publié le 07/07/2025

2.2 L'ARTICLE 5 DE LA CONVENTION INITIALE EST MODIFIE COMME SUIT :

5.1 Imputation budgétaire

Sans modification

5.2 Échéancier prévisionnel

L'article 5.2 de la convention est remplacé par les dispositions suivantes :

Année	2023	2024	2025	Total
Dépenses subventionnables : libellé synthétique et montant (€ HT) pour le porteur de projet	Désamiantage et retrait du plomb : 8 910 € Déconstruction : 12 156 €	Travaux de réhabilitation du bâti existant : 261 284,20 €	Travaux de réhabilitation du bâti existant : 272 805,80 €	555 156,00 €
Versement prévisionnel (montant en €) de la subvention (avance, acompte et solde)	Avance (30 %) = 110 421 €	Acompte = 171 929,20 €	Acompte = 12 105,80 € Solde = 73 614 €	368 070,00 €

5.3 Modalités de Règlement

5.3.1 Avance

Sans modification

5.3.2 Acomptes

Sans modification

5.3.3 Versement du solde

Sans modification

5.3.4 Clôture de l'opération

Sans modification

5.4 Facturation

Sans modification

AR Prefecture
006-200039857-20250626-DB2025_056-AU
Reçu le 07/07/2025
Publié le 07/07/2025

5.5 Domiciliation des services

L'article 5.5 de la convention est remplacé par les dispositions suivantes :

La domiciliation des parties pour la gestion des flux financiers est précisée ci-après :

AR Prefecture
006-200039857-20250626-DB2025_056-AU
Reçu le 07/07/2025
Publié le 07/07/2025

	Service administratif		
	Nom du service	Adresse	adresse électronique
DREAL PACA : service en charge de la coordination régionale du dispositif	Service Connaissance Aménagement Durable Evaluation	16 rue Zattara - CS 70248 13331 Marseille cedex 3	aap-recyclage-friches.paca@developpement-durable.gouv.fr
DDTM 06	DDTM 06	147 Boulevard du Mercantour – CADAM – Bâtiment Cheiron – 06286 Nice Cedex 3	wilfrid.megnet@alpes-maritimes.gouv.fr
Porteur de projet : Service en charge du suivi de la facturation	CAPG	57 avenue Pierre Sémard – 06130 Grasse	pac@paysdegrasse.fr
Porteur de projet : service en charge du suivi du projet	CAPG	57 avenue Pierre Sémard – 06130 Grasse	cbourel@paysdegrasse.fr

ARTICLE 3

Les autres articles de la convention restent inchangés.

Toutes les clauses initiales de la convention demeurent applicables tant qu'elles ne sont pas contraires aux nouvelles dispositions du présent avenant, lesquelles prévalent en cas de différence.

ARTICLE 4

Le présent avenant entre en vigueur à la date de sa signature par toutes les parties.

Fait à MARSEILLE, le

Pour l'État

Georges-François LECLERC,

Le Préfet de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur

Pour la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse, porteur du projet et bénéficiaire de la subvention

Pour la commune de Saint Vallier-de Thiey, co-porteur du projet

5

Décisions

du

président

Date	Numéro	Thématique	Intitulé	Télétransmise à la Sous-préfecture de Grasse le	Publiée le
08/01/2025	DP2025_001	Affaires générales et juridiques	Ester en justice devant le tribunal administratif de Nice – Action en défense de la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse contre la requête déposée par Mme SK	13/01/2025	13/01/2025
08/01/2025	DP2025_002	Affaires générales et juridiques	Ester en justice devant le tribunal administratif de Nice – Action en défense de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse contre les requêtes déposées par Mme EB	13/01/2025	13/01/2025
09/01/2025	DP2025_003	Développement social des territoires/prévention	Contrat de cession de droits d'exploitation de l'exposition photo LOVE & RESPECT	16/01/2025	16/01/2025
09/01/2025	DP2025_004	Développement social des territoires/prévention	Avenant à la Convention de partenariat entre la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse et le Centre Communal d'Action Sociale (CCAS) de Peymeinade dans le cadre du dispositif Conseiller Numérique France services	16/01/2025	16/01/2025
14/01/2025	DP2025_005	Culture	Acceptation de l'inventaire de la boutique du Musée International de la Parfumerie.	16/01/2025	16/01/2025
14/01/2025	DP2025_006	Culture	Mise en solde de certains produits de la boutique du Musée International de la Parfumerie durant la période nationale des soldes du 08 janvier au 04 février 2025	16/01/2025	16/01/2025
15/01/2025	DP2025_007	Grasse Campus	Convention d'adhésion aux services de GRASSE CAMPUS de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse pour l'Association pour la Formation à l'Informatique et au Numérique (AFINUM), établissement d'enseignement supérieur déployant les écoles EPSI.	23/01/2025	23/01/2025
20/01/2025	DP2025_008	Commande publique	Appel d'offres ouvert – Restructuration de la piscine Altitude 500 – Lot 05 : Menuiseries intérieures bois – Relance suite à une procédure d'appel d'offres ouvert déclarée sans suite pour cause d'infructuosité	23/01/2025	23/01/2025
21/01/2025	DP2025_009	Culture	Mise en vente de nouveaux produits à la boutique du Musée International de la Parfumerie.	23/01/2025	23/01/2025
21/01/2025	DP2025_010	Culture	Mise en vente de nouveaux produits à la boutique des Jardins du Musée International de la Parfumerie.	23/01/2025	23/01/2025
21/01/2025	DP2025_011	Culture	Convention de partenariat avec la Compagnie Chorégraphique professionnelle Hervé KOUBI dans le cadre d'une résidence de création du 21 au 27 février 2025.	23/01/2025	23/01/2025
21/01/2025	DP2025_012	Insertion Innovation Sociale	Convention de partenariat entre la Maison d'Arrêt de Grasse, le SPIP, et le PLIE portée par la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse	23/01/2025	23/01/2025
21/01/2025	DP2025_013	Insertion Innovation Sociale	Convention de partenariat entre l'Association Santé Education et Prévention sur les Territoires Paca et la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse.	23/01/2025	23/01/2025
22/01/2025	DP2025_014	Jeunesse/Petite enfance	Avenant à la Convention de location entre la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse (CAPG) et Madame Lucienne PORRE.	23/01/2025	23/01/2025
29/01/2025	DP2025_015	développement économique	Avenant n°1 à la convention de mise à disposition de locaux, de services et de biens matériels dans le bâtiment Espace Jacques-Louis LIONS au profit de l'Association Initiative Terres d'Azur	30/01/2025	30/01/2025
28/01/2025	DP2025_016	Culture	Conclusion d'une convention de partenariat entre la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse pour le Musée International de la Parfumerie et l'association Chogan Production.	29/01/2025	29/01/2025
28/01/2025	DP2025_017	Culture	Convention de mise à disposition de balances alimentaires entre la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse et les établissements scolaires des communes de son territoire.	29/01/2025	29/01/2025
03/02/2025	DP2025_018	Développement social des territoires/prévention	Convention de partenariat entre la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse et La Coopérative d'Activité et d'Emploi MOSAÏQUE MOSAGRI dans le cadre de la France Services des Monts d'Azur.	06/02/2025	06/02/2025
06/02/2025	DP2025_019	Gestion des déchets	Convention de mise à disposition d'un local destiné à la collecte des déchets situé dans le centre historique de la commune de Grasse	06/02/2025	07/02/2025
06/02/2025	DP2025_020	développement économique	Avenant n°1 à la convention de mise à disposition de locaux, de services et de biens matériels dans le bâtiment Espace Jacques-Louis LIONS au profit de l'Association Club des Entrepreneurs du Pays de Grasse	06/02/2025	08/02/2025

06/02/2025	DP2025_021	Urbanisme	Convention d'assistance à titre ponctuel entre la CAPG et la Commune de Mouans-Sartoux relative à l'instruction des demandes d'autorisation d'urbanisme	06/02/2025	09/02/2025
10/02/2025	DP2025_022	sport	Avenant à la Convention de mise à disposition de la piscine intercommunale de Grasse « Harjès » entre la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse (CAPG) et l'association « Le club sportif de la Gendarmerie ».	13/02/2025	13/02/2025
10/02/2025	DP2025_023	sport	Avenant à la Convention de mise à disposition de la piscine intercommunale de Grasse « Harjès » entre la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse (CAPG) et l'association « Le Triathlon du Pays de Grasse ».	13/02/2025	13/02/2025
10/02/2025	DP2025_024	Jeunesse/Petite enfance	Signature d'une convention de partenariat entre le collège Paul Arène de Peymeinade et la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse	18/02/2025	18/02/2025
11/02/2025	DP2025_025	Mobilités/Transports	Mise en place de la gratuité du stationnement au Pôle d'Echanges Multimodal (PEM) de Grasse dans le cadre du dispositif « Sénior Réussite » pour l'année 2025	18/02/2025	18/02/2025
11/02/2025	DP2025_026	Mobilités/Transports	Mise en place de la gratuité du stationnement au Pôle d'Echanges Multimodal (PEM) de Grasse dans le cadre de l'événement « Mobilités » du samedi 24 mai 2025 en partenariat avec l'association « la Locomotiv »	18/02/2025	18/02/2025
11/02/2025	DP2025_027	Mobilités/Transports	Mise en place de la gratuité du stationnement au Pôle d'Echanges Multimodal (PEM) de Grasse dans le cadre du spectacle de funambule « Soka Tira Osao » organisé par le Théatre de Grasse sur le dépôt de bus Moventis, le dimanche 20 avril 2025 à 19H00	18/02/2025	18/02/2025
11/02/2025	DP2025_028	Culture	Mise en vente de nouveaux produits à la boutique du Musée International de la Parfumerie. Changement de prix de vente de certains produits à la boutique du MIP	18/02/2025	18/02/2025
11/02/2025	DP2025_029	Culture	Mise en vente de nouveaux produits à la boutique des Jardins du Musée International de la Parfumerie	18/02/2025	18/02/2025
11/02/2025	DP2025_030	Culture	Acceptation de l'inventaire de la boutique des Jardins du Musée International de la Parfumerie	18/02/2025	18/02/2025
13/02/2025	DP2025_031	Culture	Mise en vente de nouveaux produits à la boutique du Musée International de la Parfumerie	18/02/2025	18/02/2025
17/02/2025	DP2025_032	Culture	Organisation du prix « L'écho des cimes 2025 » et convention de partenariat entre le lauréat, le Syndicat Mixte de Gréolières - L'Audibergue, l'Espace de l'Art Concret et la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse	28/02/2025	28/02/2025
19/02/2025	DP2025_033	Culture	Signature d'une convention de prêt en vue de l'exposition temporaire aux Jardins du Musée International de la Parfumerie du 5 avril au 3 novembre 2025 intitulée « *Vibrations du vivant* » entre la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse pour les JMIP et l'artiste Antoine PIERINI	28/02/2025	28/02/2025
19/02/2025	DP2025_034	Culture	Mise en vente de nouveaux produits à la boutique du Musée International de la Parfumerie et modification de prix	28/02/2025	28/02/2025
19/02/2025	DP2025_035	Culture	Mise en vente de nouveaux produits à la boutique des jardins du Musée International de la Parfumerie	28/02/2025	28/02/2025
19/02/2025	DP2025_036	Grasse Campus	Convention de partenariat entre la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse, la Mission locale du Pays de Grasse, l'Association Ecole Française du Cinéma, de l'Audiovisuel et de la Musique (EFCAM) et l'association Internationale pour la formation (AIPF)	28/02/2025	28/02/2025
24/02/2025	DP2025_037	développement économique	Signature d'une convention de mise à disposition d'une emprise privée nécessaire à l'implantation de mobilier signalétique pour la zone d'activités économiques d'intérêt communautaire de Sainte-Marguerite à Grasse	28/02/2025	28/02/2025
25/02/2025	DP2025_038	culture	Convention de partenariat « Résidence création auteur » et de cession de droits d'exploitation entre la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse et l'artiste Benoit QUEROIX	28/02/2025	28/02/2025
25/02/2025	DP2025_039	Développement économique	Convention d'échange publicité entre la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse et le Groupe Nice Matin	28/02/2025	28/02/2025
26/02/2025	DP2025_040	Insertion Innovation Sociale	Convention de formation professionnelle entre la CAPG et l'association Insertion Travail Education Culture (ITEC)	28/02/2025	28/02/2025
03/03/2025	DP2025_041	Sport	Convention de parrainage dans le cadre de la « Team des Ambassadrices et Ambassadeurs du Sport en Pays de Grasse »	05/03/2025	05/03/2025
11/03/2025	DP2025_042	Grasse Campus	Convention de partenariat entre le Théâtre de Grasse et la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse dans le cadre du jeu-concours Instagram, attribuant comme lot deux places pour le spectacle « Phèdre ! »	13/03/2025	13/03/2025

11/03/2025	DP2025_043	Sport	Convention de mise à disposition d'un lieu de stockage de matériel entre la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse et Le Club Nautique « Le Ponton »	13/03/2025	13/03/2025
11/03/2025	DP2025_044	Insertion Innovation Sociale	Convention de partenariat entre la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse, France Travail Grasse, la Fondation des Apprentis d'Auteuil, l'association des Fleurs d'Exception du Pays de Grasse pour la mise en œuvre d'une formation « Pass-saisonnier ».	14/03/2025	14/03/2025
12/03/2025	DP2025_045	Grasse Campus	Convention de partenariat entre la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse, Sud-Est Assainissement et Europe Formation Conseil.	18/03/2025	18/03/2025
20/03/2025	DP2025_046	culture	Signature d'une convention de partenariat entre la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse pour les JMIP et l'association Yogidille.	24/03/2025	24/03/2025
20/03/2025	DP2025_047	culture	Signature d'une convention de partenariat entre la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse pour les JMIP et Madame Nadia AZAÏS.	24/03/2025	24/03/2025
20/03/2025	DP2025_048	culture	Signature d'une convention de partenariat entre la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse pour les JMIP, et la société CONNESSENS.	24/03/2025	24/03/2025
21/03/2025	DP2025_049	culture	Convention de partenariat entre la CAPG pour le Musée International de la Parfumerie (MIP) et les Jardins du MIP (JMIP), et Côte d'Azur France Tourisme	28/03/2025	28/03/2025
21/03/2025	DP2025_050	Petite enfance et jeunesse	Conventions de reversement des produits liés aux activités évènementielles	28/03/2025	28/03/2025
21/03/2025	DP2025_051	Grasse Campus	Avenant à la convention de mise à disposition de locaux (sis 6 rue Tracastel - Grasse) entre le commune de Grasse et la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse	28/03/2025	28/03/2025
21/03/2025	DP2025_052	culture	Mise en place de la gratuité d'accès au Musée International de la Parfumerie pour les spectateurs des concerts des élèves du Conservatoire de Grasse « Festival itinérant et rendez-vous surprenants » à l'occasion des 50 ans du Conservatoire	28/03/2025	28/03/2025
21/03/2025	DP2025_053	culture	Mise en place de la gratuité d'accès au Musée International de la Parfumerie pour les groupes accompagnés par le guide de la Maison du Patrimoine de la Ville de Grasse	28/03/2025	28/03/2025
28/03/2025	DP2025_054	culture	Conclusion d'une convention de partenariat entre la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse pour le Musée International de la Parfumerie et l'association Cie Be dans le cadre d'un projet EAC	04/04/2025	04/04/2025
29/03/2025	DP2025_055	culture	Conclusion d'une convention de partenariat entre la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse pour le Musée International de la Parfumerie et Madame Sofia Gali dans le cadre du label 100 % EAC	04/04/2025	04/04/2025
30/03/2025	DP2025_056	culture	Signature d'une convention en vue de l'exposition temporaire au Musée International de la Parfumerie du 27 juin au 26 octobre 2025 intitulée *« Les Traits du Génie, Dessins du Louvre par Jean-Honoré Fragonard, Alexandre-Évariste Fragonard et Marguerite Gérard »* entre la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse pour le MIP et l'Etablissement public du Musée du Louvre.	04/04/2025	04/04/2025
31/03/2025	DP2025_057	Grasse Campus	Convention de partenariat entre la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse et la société ACTION	04/04/2025	04/04/2025
31/03/2025	DP2025_058	Grasse Campus	Convention de location pour la mise à disposition ponctuelle de salle (site du Palais Grasse Campus – 18 rue de l'ancien palais de justice) appartenant à la CAPG au profit de l'AFPJR	04/04/2025	04/04/2025
02/04/2025	DP2025_059	Culture	Convention de partenariat avec l'association ASSAMI dans le cadre de l'accueil du programme « Musique en Partage » du Festival de Pâques d'Aix-en-Provence	04/04/2025	04/04/2025
02/04/2025	DP2025_060	Culture	Mise en vente de nouveaux produits à la boutique des Jardins du Musée International de la Parfumerie	04/04/2025	04/04/2025
02/04/2025	DP2025_061	Culture	Mise en vente de nouveaux produits à la boutique du Musée International de la Parfumerie	04/04/2025	04/04/2025
02/04/2025	DP2025_062	Culture	Mise en place de la gratuité d'accès au Musée International de la Parfumerie pour les participants de la 26ème Journée du Parfum organisée par le Rotary Club de Grasse, le dimanche 16 novembre 2025	04/04/2025	04/04/2025

04/04/2025	DP2025_063	Culture	Mise en vente d'un bon cadeau à la boutique du Musée International de la Parfumerie	15/04/2025	15/04/2025
08/04/2025	DP2025_064	Grasse Campus	Convention de location pour la mise à disposition ponctuelle de salle (site du Palais Grasse Campus – 18 rue de l'ancien palais de justice) appartenant à la CAPG au profit du Crédit Mutuel de Grasse	15/04/2025	15/04/2025
10/04/2025	DP2025_065	Mobilités/Transports	Convention entre le Département des Alpes-Maritimes et la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse relative à l'aide aux transports au titre de l'année 2025	25/04/2025	25/04/2025
17/04/2025	DP2025_066	Grasse Campus	Convention de partenariat entre la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse, SUEZ et l'antenne de Grasse de la Graduate School of Engineering ECAM-EPMI	25/04/2025	25/04/2025
17/04/2025	DP2025_067	culture	Mise en vente de nouveaux produits et changement de prix à la boutique du Musée International de la Parfumerie.	25/04/2025	25/04/2025
17/04/2025	DP2025_068	culture	Mise en vente de nouveaux produits à la boutique des Jardins du Musée International de la Parfumerie.	25/04/2025	25/04/2025
24/04/2025	DP2025_069	culture	Mise en vente de nouveaux produits à la boutique du Musée International de la Parfumerie	12/05/2025	12/05/2025
24/04/2025	DP2025_070	culture	Mise en vente de nouveaux produits à la boutique des Jardins du Musée International de la Parfumerie	12/05/2025	12/05/2025
24/04/2025	DP2025_071	Jeunesse/Petite enfance	Convention de mise à disposition de la piscine intercommunale de Peymeinade entre la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse et l'Association « Secourisme pour tous »	12/05/2025	12/05/2025
25/04/2025	DP2025_072	culture	Conclusion d'une convention de partenariat entre la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse pour les Jardins du Musée International de la Parfumerie et avec l'association « Shootmi&Cie », en vue de l'organisation d'un évènement lors de la Nuit des Etoiles le 2 août 2025	12/05/2025	12/05/2025
28/04/2025	DP2025_073	culture	Conclusion de partenariat la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse pour les Jardins du Musée International de la Parfumerie et l'association « Artvivace »	19/05/2025	19/05/2025
28/04/2025	DP2025_074	culture	Conclusion d'une convention de partenariat entre la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse pour les Jardins du Musée International de la Parfumerie et l'association « Mimo Brico », en vue de l'organisation d'un atelier créatif lors de la Nuit des Etoiles le 2 août 2025	12/05/2025	12/05/2025
28/04/2025	DP2025_075	culture	Conclusion d'une convention de partenariat entre la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse pour les Jardins du Musée International de la Parfumerie et l'association « Mimo Brico », en vue de l'organisation d'un atelier créatif lors de la Nuit des Etoiles le 2 août 2025	12/05/2025	12/05/2025
28/04/2025	DP2025_076	culture	Conclusion d'une convention de partenariat entre la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse pour les Jardins du Musée International de la Parfumerie et le magasin BOTANIC de Mouans-Sartoux	12/05/2025	12/05/2025
28/04/2025	DP2025_077	culture	Conclusion d'une convention de partenariat entre la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse pour le Musée International de la Parfumerie et ses jardins et l'exploitation LABORATOIRE VEGETAL	12/05/2025	12/05/2025
28/04/2025	DP2025_078	culture	Déplacement de Madame Amélie PUGET à Belgrade afin d'assurer une formation de médiation autour de la parfumerie au musée de Belgrade	12/05/2025	12/05/2025
28/04/2025	DP2025_079	culture	Convention dite contrat « ville Hôte » pour l'organisation de la *« Grasse Perfume Week 2025»*	12/05/2025	12/05/2025
29/04/2025	DP2025_080	Jeunesse/Petite enfance	Convention de partenariat entre la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse (CAPG) et l'Institut Médicoéducatif (IME) Valfleurs de la Croix Rouge à Grasse pour la découverte de l'accompagnement de personnes en situation de handicap	12/05/2025	12/05/2025
30/04/2025	DP2025_081	Développement économique	Convention de partenariat dans le cadre de l'évènement « La Soirée des entreprises du Pays de Grasse – Impulse#4 »	12/05/2025	12/05/2025
30/04/2025	DP2025_082	Développement économique	Convention de mise à disposition précaire à titre gratuit de locaux communs aux copropriétaires - Lot 18 du Parc d'activités ArômaGrasse	12/05/2025	12/05/2025
30/04/2025	DP2025_083	Finances	Modification de la régie de recettes « Pôle d'Echanges Multimodal » (PEM) de Grasse – Fonds de caisse/RR407	12/05/2025	12/05/2025
07/05/2025	DP2025_084	Finances	Réalisation d'un contrat de prêt d'un montant total de 5 000 000,00 d'euros auprès de la Caisse Régionale du Crédit Agricole Mutuel Provence Côte d'Azur, pour le financement des investissements programmés au budget principal de la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse	19/05/2025	19/05/2025

07/05/2025	DP2025_085	sport	Signature d'une convention de mise à disposition précaire et révocable d'un appartement situé au quartier de Roquevignon entre la CAPG et la ville de Grasse	19/05/2025	19/05/2025
14/05/2025	DP2025_086	Culture	Convention de partenariat avec la Fondation Art Explora dans le cadre de l'accueil du CinéMo, en itinérance dans la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, pour une tournée en Pays de Grasse.	19/05/2025	19/05/2025
14/05/2025	DP2025_087	Enseignement supérieur	Convention de location pour la mise à disposition ponctuelle de salle (site du Palais Grasse Campus – 18 rue de l'ancien palais de justice) appartenant à la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse au profit de l'Association de Formation et de Promotion pour jeunes et adultes en Recherche d'insertion (AFPJR)	19/05/2025	19/05/2025
20/05/2025	DP2025_088	Finances	Avenant n°1 au Contrat de prêt N° 150212– Ligne du prêt n° 5549846 pour le financement de la réhabilitation du centre nautique Altitude 500 sur la commune de Grasse	22/05/2025	22/05/2025
22/05/2025	DP2025_089	Enseignement supérieur	Convention de partenariat entre la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse et la micro-entreprise Impulsion Avenir.	28/05/2025	28/05/2025
27/05/2025	DP2025_090	culture	Avenant à la convention de partenariat entre la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse pour le Musée International de la Parfumerie et l'association Cie Be dans le cadre d'un projet EAC	28/05/2025	28/05/2025
27/05/2025	DP2025_091	Finances	Virement de crédits n°1 au Budget Principal 2025	02/06/2025	02/06/2025
27/05/2025	DP2025_092	Culture	Mise en vente de nouveaux produits à la boutique du Musée International de la Parfumerie	02/06/2025	02/06/2025
27/05/2025	DP2025_093	Culture	Mise en vente de nouveaux produits à la boutique des Jardins du Musée International de la Parfumerie.	02/06/2025	02/06/2025
27/05/2025	DP2025_094	Culture	Conclusion d'une convention de projet de « fresque participative » avec la société SASU Studio Malfi de l'artiste César MALFI	02/06/2025	02/06/2025
28/05/2025	DP2025_095	sport	Convention de mise à disposition de la piscine intercommunale de Grasse « Harjès » entre la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse et les associations « Dauphins de Grasse », « Triathlon de Grasse », « AVF Grasse », « Cos CapGeniaux», « Le Foyer Malbosc », « Les IME : Valfleurs, Les Noisetiers et Le Moulin », « les UNSS Carnot et Fenelon » et « Le club sportif de la Gendarmerie ».	10/06/2025	10/06/2025
10/06/2025	DP2025_096	Affaires générales et juridiques	Convention de remboursement des frais engagés par Madame NINA FARNAULT pour le remplacement d'une paire de lunettes de vue, à la charge de la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse.	17/06/2025	17/06/2025
10/06/2025	DP2025_097	Culture	Conclusion d'une convention de partenariat entre la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse pour les Jardins du Musée International de la Parfumerie et l'association de Formation et de Promotion pour Jeunes et Adultes et Recherche d'Insertion.	18/06/2025	18/06/2025
23/06/2025	DP2025_098	Commande publique	Accord-cadre à procédure adaptée – Exploitation des réseaux et ouvrages d'eaux pluviales sur la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse - Déclaration sans suite	01/07/2025	01/07/2025
23/06/2025	DP2025_099	culture	Mise en place des avantages tarifaires aux détenteurs de la Carte Jeunes - Estivale « L'été en roue libre » au Musée International de la Parfumerie et ses Jardins	01/07/2025	01/07/2025
23/06/2025	DP2025_100	Jeunesse/Petite enfance	Convention de mise à disposition d'un local par la commune d'Auribeau-sur-Siagne pour l'exercice de la compétence partielle jeunesse de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse	01/07/2025	01/07/2025
23/06/2025	DP2025_101	Jeunesse/Petite enfance	Avenant n°2 à la convention de mise à disposition de locaux par la commune de Séranon pour l'exercice de la compétence partielle Petite-enfance et Jeunesse de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse	01/07/2025	01/07/2025
23/06/2025	DP2025_102	culture	Exposition estivale 2025 du Musée International de la Parfumerie «Les Traits du Génie ». Vente du catalogue à la Boutique du Musée International de la Parfumerie	01/07/2025	01/07/2025
23/06/2025	DP2025_103	culture	Mise en vente de nouveaux produits et changement de prix à la boutique du Musée International de la Parfumerie	01/07/2025	01/07/2025
23/06/2025	DP2025_104	culture	Mise en solde de certains produits à la boutique des Jardins du Musée International de la Parfumerie	01/07/2025	01/07/2025
23/06/2025	DP2025_105	culture	Mise en place de la gratuité d'accès aux Jardins Musée International de la Parfumerie dans le cadre de la *« Grasse Perfume Week 2025 »*	01/07/2025	01/07/2025
25/06/2025	DP2025_106	DSTP	Avenant à la convention de mise à disposition de biens immobiliers et équipements de la commune de Séranon dans le cadre de l'accueil de l'Espace de Vie Sociale Itinérant sur le Haut Pays	01/07/2025	01/07/2025

27/06/2025	DP2025_107	Jeunesse/Petite enfance	Avenant n°1 à la convention de mise à disposition de locaux avec la commune de Peymeinade dans le cadre de l'accueil de loisirs périscolaires et extrascolaires et des activités sportives dans le temps scolaire pour l'exercice des compétences jeunesse et sports de la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse (CAPG)	07/07/2025	07/07/2025

AR Prefecture
006-200039857-20250108-DP2025_001-AU
Reçu le 13/01/2025
Publié le 13/01/2025

Pays de Grasse
communauté d'agglomération

REPUBLIQUE FRANÇAISE
DEPARTEMENT
DES ALPES-MARITIMES

DECISION DU PRESIDENT
N°DP2025_001

Objet : Ester en justice devant le tribunal administratif de Nice – Action en défense de la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse contre la requête déposée par Mme SK

Le Président de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse

Vu le Code Général des Collectivités territoriales, et notamment ses articles L.5211-9 et L.5211-10 ;

Vu la délibération DL2024_001 du 22 février 2024 de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse par laquelle le conseil communautaire a délégué au président certaines de ses attributions conformément à l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;

Considérant que la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse s'est vu notifier le 19 novembre 2024 la requête n° 2406367 déposée par Mme SK en date du 15 novembre 2024 devant le Tribunal administratif de Nice ;

Considérant que la requête n° 2406367 vise à obtenir l'annulation de la décision de non-renouvellement du contrat à durée déterminée prise par la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse ;

Considérant qu'il y a lieu de défendre les intérêts de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse dans cette affaire ;

DECIDE

Article 1 : D'ester en justice pour défendre les intérêts de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse dans le cadre de ce contentieux ;

Article 2 : De désigner le cabinet d'avocat SCP LONQUEUE- SAGALOVITSCH EGLIE-RICHTERS [Sensei avocats], situé 6, avenue de Villars - 75007 Paris, pour représenter la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse devant le tribunal administratif de Nice pour défendre ses intérêts dans ce dossier ;

Article 3 : De signer au nom et pour le compte de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse, toutes pièces administratives, techniques ou financières nécessaires à la présente décision ;

Article 4 : La présente décision est susceptible de faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Nice – 18 avenue des Fleurs – 06050 Nice Cedex 1 dans un délai de deux mois à compter de sa publication et/ou notification. Elle est également susceptible de faire l'objet d'un recours gracieux auprès du président de la

AR Prefecture
006-200039857-20250108-DP2025_001-AU
Reçu le 13/01/2025
Publié le 13/01/2025

CAPG dans le même délai. Un recours contentieux peut ensuite être formé auprès du Tribunal administratif de Nice dans le délai de deux mois suivant le rejet explicite ou implicite du recours gracieux ou hiérarchique. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique "Télérecours Citoyens" accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Fait à Grasse, le 08 janvier 2025

Le Président,

Jérôme VIAUD
Maire de Grasse
Vice-président du Conseil départemental
des Alpes-Maritimes

AR Prefecture
006-200039857-20250108-DP2025_002-AU
Reçu le 13/01/2025
Publié le 13/01/2025

Pays de Grasse
communauté d'agglomération

REPUBLIQUE FRANÇAISE
DEPARTEMENT
DES ALPES-MARITIMES

DECISION DU PRESIDENT
N°DP2025_002

Objet : Ester en justice devant le tribunal administratif de Nice – Action en défense de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse contre les requêtes déposées par Mme EB

Le Président de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse

Vu le Code Général des Collectivités territoriales, et notamment ses articles L.5211-9 et L.5211-10 ;

Vu la délibération DL2024_001 du 22 février 2024 de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse par laquelle le conseil communautaire a délégué au président certaines de ses attributions conformément à l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;

Considérant que la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse s'est vu notifier respectivement, le 1er et 16 octobre 2024, les requêtes n°2405433 en date du 30 septembre 2024 et n°2405707 en date du 14 octobre 2024 déposées par Mme EB devant le Tribunal administratif de Nice ;

Considérant que les deux requêtes sont exercées contre deux décisions prises par la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse. La première requête n°2405433 vise à obtenir l'annulation de la décision du changement d'affectation et de fonctions de l'agent requérant effective à compter du 1er septembre 2024. La seconde requête n°2405707 sollicite l'annulation d'une sanction disciplinaire par exclusion temporaire de fonctions pour une durée d'un jour ;

Considérant qu'il y a lieu de défendre les intérêts de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse dans cette affaire ;

DECIDE

Article 1 : D'ester en justice pour défendre les intérêts de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse dans le cadre de ce contentieux ;

Article 2 : De désigner le cabinet d'avocat SCP LONQUEUE- SAGALOVITSCH EGLIE-RICHTERS [Sensei avocats], situé 6, avenue de Villars - 75007 Paris, pour représenter la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse devant le tribunal administratif de Nice pour défendre ses intérêts dans ce dossier ;

Article 3 : De signer au nom et pour le compte de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse, toutes pièces administratives, techniques ou financières nécessaires à la présente décision ;

Article 4 : La présente décision est susceptible de faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Nice – 18 avenue des Fleurs – 06050 Nice Cedex 1 dans un délai de deux mois à compter de sa publication et/ou notification. Elle est

AR Prefecture

006-200039857-20250108-DP2025_002-AU
Reçu le 13/01/2025
Publié le 13/01/2025

également susceptible de faire l'objet d'un recours gracieux auprès du président de la CAPG dans le même délai. Un recours contentieux peut ensuite être formé auprès du Tribunal administratif de Nice dans le délai de deux mois suivant le rejet explicite ou implicite du recours gracieux ou hiérarchique. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique "Télérecours Citoyens" accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Fait à Grasse, le 08 janvier 2025

Le Président,

Jérôme VIAUD
Maire de Grasse
Vice-président du Conseil départemental
des Alpes-Maritimes

AR Prefecture
006-200039857-20250109-DP2025_003-AU
Reçu le 16/01/2025
Publié le 16/01/2025

REPUBLIQUE FRANÇAISE
DEPARTEMENT
DES ALPES-MARITIMES

DECISION DU PRESIDENT N°DP2025_003

Objet : Contrat de cession de droits d'exploitation de l'exposition photo LOVE & RESPECT

Le Président de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse

Vu la Loi n° 2014-173 du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion urbaine du 21/02/2014, modifiée par la loi n°2022-296 du 2 mars 2022 ;

Vu la loi du 30 juillet 2020 visant à protéger les victimes de violences conjugales ;

Vu la délibération DL2024_001 du 22 février 2024 de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse par laquelle le conseil communautaire a délégué au président certaines de ses attributions conformément à l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération DL2024-201 du 12 décembre 2024 de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse par laquelle le conseil communautaire a approuvé la réactualisation de l'intérêt communautaire en matière d'action sociale ;

Considérant que dans le cadre des actions de sensibilisation et de prévention des violences faites aux femmes menées par le service Développement social des territoires et Prévention de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse et, notamment dans le cadre de la Journée Internationale de Lutte contre les Violences faites aux femmes du 25 novembre 2024, il est proposé d'utiliser les photos de l'artiste Philippe USANNAZ-JORIS par son association MAXSENS, objet de la cession de droits d'exploitation, comme outil de prévention.

DECIDE

Article 1 : De conclure un contrat de cession de droits d'exploitation de photos avec l'association MAXSENS.

Article 2 : Le versement d'une contrepartie financière annuelle à hauteur de 200 euros.

Article 3 : De conclure le contrat de cession de droits d'exploitation pour une durée d'une année, renouvelable pour une même durée après un bilan sans excéder 3 ans.

Fait à Grasse, le 09 janvier 2025

Le Président,

Jérôme VIAUD
Maire de Grasse
Vice-président du Conseil départemental
des Alpes-Maritimes

AR Prefecture
006-200039857-20250109-DP2025_003-AU
Reçu le 16/01/2025
Publié le 16/01/2025

CONTRAT DE CESSION DE DROITS D'EXPLOITATION

ENTRE LES SOUSSIGNEES,

La Communauté d'agglomération du Pays de Grasse, identifiée sous le numéro SIRET 200 039 857 000 12**,** dont le siège se trouve au 57 avenue Pierre Sémard, 06130 Grasse et représentée par son Président en exercice, Monsieur Jérôme VIAUD, agissant au nom et pour le compte de ladite Communauté d'Agglomération, habilité à signer les présentes en vertu d'une décision n°…… prise en date du ……, visée en préfecture de Nice le ……...

Dénommée ci-après, « la CAPG »,

ET,

L'association MAXSENS, identifiée sous le numéro SIRET 91395321200010, dont le siège se trouve au 30 route Napoléon 06130 GRASSE et représentée par son président en exercice, Monsieur Philippe USANNAZ-JORIS, agissant au nom et pour le compte de ladite association, habilité à signer les présentes.

Dénommé, ci-après, « l'artiste »,

Ci-après désignés ensemble « les parties »

Préambule

Au titre de la loi du 21 février 2014, de programmation pour la ville et la cohésion urbaine, modifiée le 2 mars 2022 et de la loi n°2020-936 du 30 juillet 2020 visant à protéger les victimes de violences conjugales, la politique de la ville menée par la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse est une politique de cohésion urbaine et de solidarité, nationale et locale, envers les quartiers défavorisés et leurs habitants.

Ainsi, dans ce cadre s'est tenu, le 25 novembre 2024, la Journée Internationale de lutte contre les violences faites aux femmes et pour l'occasion, l'association MAXSENS a été sollicitée pour créer et organiser une exposition photos et des ateliers d'animation afin de sensibiliser le public de la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse. Cette exposition sera itinérante sur le territoire de la CAPG tout au long de l'année 2025.

Cette action s'inscrit dans l'axe Action Sociale de l'intérêt communautaire : Solidarités, prévention et accès aux droits ; permettant à la CAPG de mettre en œuvre une politique territorialisée de prévention de la délinquance et de lutte contre les violences intrafamiliales.

De plus, cette action répond également au schéma départemental partagé de lutte contre les violences faites aux femmes dans les Alpes-Maritimes qui a été signé le 8 mars 2018.

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT

Article 1 - Objet du contrat

AR Prefecture
006-200039857-20250109-DP2025_003-AU
Reçu le 16/01/2025
Publié le 16/01/2025

Le présent contrat a pour objet de définir les droits et les obligations respectifs de la CAPG et de l'artiste.

Article 2 – Désignation de l'œuvre

- Création et organisation de l'exposition intitulée « LOVE & RESPECT »
- Elle est constituée de 21 photographies et slogans (cf. annexe 1)
- Un tirage papier a été remis au photographe Philippe USANNAZ-JORIS.
- L'exposition a été imprimée sur 21 panneaux en dibon de dimension 6x60 ;

Article 3 – Obligations des parties

Article 3.1 – Obligations de l'association

L'artiste s'engage à autoriser :

- L'utilisation des 21 panneaux exposés lors de la manifestation du 25/11/2024 par le service Développement social des territoires et Prévention de la CAPG pour les besoins de l'accomplissement de ses missions sur le territoire du Pays de Grasse et notamment lors de la journée internationale de lutte contre les violences faites aux femmes ;
- L'utilisation des photos par la CAPG lors de la communication des actions du service Développement social des territoires et Prévention pour lutter contre les violences faites aux femmes ;

L'artiste garantit à la CAPG que l'œuvre décrite à l'article 2, objet du présent contrat, respecte les dispositions du Code Civil portant sur les droits de la personnalité, notamment l'article 5 sur le respect de la vie privée, et qu'elle n'est pas susceptible de porter atteinte à la représentation de la personne réprimée par les articles 226-1 et 226-8 du Code Pénal.

Article 3.2 - Obligations de la CAPG

La CAPG s'engage à respecter la finalité décrite ci-dessous, à savoir :

- Une utilisation des photos **sans aucun but lucratif** mais à but **éducatif, préventif** à destination des habitants, élus du territoire du Pays de Grasse afin de **lutter contre les violences faites aux femmes**.
- L'exploiter sans porter atteinte à la vie privée ou à la réputation, à la dignité ou à l'intégrité des figurants objet des clichés ou de l'artiste.

La CAPG s'interdit expressément de procéder à une exploitation pour une autre finalité que celle précisée dans la présente.

La CAPG prendra à sa charge l'ensemble des supports de promotion et d'accompagnement des missions accomplies avec l'utilisation des différentes photos désignées à l'article 2 et en annexe 1, soit :

- Le dossier de presse (version PDF) ;
- Le carton d'invitation, le cas échéant (web et quelques impressions) ;
- Les affiches ;
- Le flyer ;
- L'annonce sur le site Internet, Facebook et réseaux sociaux, ainsi que la presse.

AR Prefecture
006-200039857-20250109-DP2025_003-AU
Reçu le 16/01/2025
Publié le 16/01/2025

Article 4 – Nature des droits cédés

4.1 - Cession des droits de représentation et de reproduction de l'œuvre

L'artiste cède à la CAPG les droits de représentation et de reproduction desdites photos objet de la présente.

A cet égard, l'œuvre pourra être mise en forme pour toutes publications de la CAPG sur tous supports.

Chaque reproduction sera accompagnée des mentions suivantes :

- Prénom et nom de l'artiste : Philippe USANNAZ-JORIS
- Date de réalisation : 2024

L'artiste cède le droit de communiquer l'œuvre au public par tous procédés et moyens de communication, et notamment par affichage (panneaux), vidéo, photo, travail préparatoire mais aussi par le biais de supports numériques (et notamment, banques d'images, multimédia, cédérom, bornes, internet, intranet).

4.2 : Étendue géographique de la cession

La cession du droit de reproduction est consentie pour le territoire de la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse voir du Département des Alpes-Maritimes.

Article 5 – Garanties des parties

Article 5.1 – La CAPG

La CAPG s'engage à mentionner le nom de l'auteur lors de toute exploitation de l'œuvre faisant l'objet du présent acte, sauf dispense expresse de l'auteur.

La CAPG s'engage à ne procéder à aucune déformation, adaptation ou transformation de l'œuvre faisant l'objet du présent acte sans l'autorisation de l'artiste auteur de l'œuvre.

La CAPG s'engage à assurer l'exploitation des droits cédés dans des conditions propres à permettre à l'auteur, à savoir l'artiste Philippe USANNAZ-JORIS, association MAXSENS la protection de son droit moral.

La CAPG s'engage à communiquer auprès de l'association MAXSENS le planning des itinérances de l'exposition.

Article 5.2 – L'artiste

L'artiste garantit à la CAPG la jouissance paisible et entière des droits présentement consentis, contre tous les troubles, revendications et évictions quelconques.

Il certifie que l'œuvre n'a fait à ce jour l'objet d'aucune contestation.

Au cas où une contestation concernant les droits sur l'œuvre serait émise par un tiers, le cédant s'engage à apporter au cessionnaire, à sa première demande, tout son appui judiciaire.

L'artiste garantit que l'œuvre faisant l'objet de la présente cession est une œuvre originale, qu'elle n'est pas la reproduction d'une œuvre déjà diffusée, d'une œuvre dont les droits appartiennent à un tiers, ou de toute autre création protégée par le droit de la propriété intellectuelle.

L'artiste garantit qu'il possède tous les droits d'auteur lui permettant de réaliser la présente cession et garantit le cessionnaire contre toute fraude, revendication ou action en contrefaçon.

L'artiste garantit qu'il a recueilli des figurants présents sur lesdites photos, le consentement écrit des droits d'exploitation de l'image à titre gratuit, compatibles avec la présente convention et s'engage à transmettre une copie à la CAPG.

AR Prefecture
006-200039857-20250109-DP2025_003-AU
Reçu le 16/01/2025
Publié le 16/01/2025

Article 6 – **Propriété des œuvres**

L'œuvre décrite à l'article 2 reste propriété de l'artiste. A ce titre, l'artiste certifie être le seul titulaire des droits qui s'y attachent.

Article 7 – Conditions financières

La cession des droits est consentie moyennant une somme forfaitaire annuelle de 200 euros.

Cette somme pourra être payée en deux fois, un acompte de 100 euros au premier semestre 2025 et un solde en fin d'année 2025.

Article 8 –Prise d'effet du contrat et durée du contrat

Le présent contrat est consenti partir de la date de signature de la présente et pour une durée d'un an, renouvelable pour une même durée, après bilan, sans excéder 3 ans.

Article 10 - Avenant à la convention

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant**.**

Article 11 – Rupture ou suspension du contrat

Faute d'exécution de leurs obligations respectives, soit par l'artiste soit par la CAPG et quinze jours après l'envoi d'une mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception restée sans réponse, le présent contrat sera résilié de plein droit, aux torts et griefs de la partie défaillante.

Article 12 – Litiges

Le présent contrat est régi par la loi française.

En cas de différend sur l'interprétation ou l'exécution du présent contrat, chaque partie s'efforcera de trouver de bonne foi un accord. La partie souhaitant mettre en œuvre le processus de négociation devra en informer l'autre partie par Lettre Recommandée avec Accusé de Réception (LRAR) en indiquant les éléments du différend.

A défaut d'accord trouvé dans un délai de deux mois à compter de la réception de la LRAR par la partie concernée, le litige sera porté devant les juridictions compétentes.

Article 13 - Election de domicile

Pour l'application de la présente convention, les parties déclarent faire élection de domicile en leur adresse respective, tel qu'indiquée en page 1 de la présente convention.

AR Prefecture
006-200039857-20250109-DP2025_003-AU
Reçu le 16/01/2025
Publié le 16/01/2025

Annexe :

. Présentation de l'exposition LOVE & RESPECT

L'annexe fait partie intégrante de la convention.

Fait à GRASSE, en deux exemplaires, le …….

Pour l'artiste	Pour la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse Le Président,
Philippe USANNAZ-JORIS	**Jérôme VIAUD** Maire de Grasse Vice-président du Conseil départemental des Alpes-Maritimes

AR Prefecture
Ref. : 073-200039817-20250109-DP2025_003-AU
Reçu le 16/01/2025
Publié le 16/01/2025



Exposition, Philippe USANNAZ - JORIS

AR Prefecture
006-200039857-20250109-DP2025_003-AU
Reçu le 16/01/2025
Publié le 16/01/2025



EXPOSITION

LOVE & RESPECT, Contre les violences faites aux femmes.

En soutenant cette initiative, la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse réaffirme son engagement à lutter contre toutes les formes de violence.

L'exposition « Love & Respect » invite à poser un regard différent sur les violences subies par les femmes, révélant la dure réalité des situations, la question de la contrainte, et la nécessité du consentement.

Vous serez touché.e par l'esthétisme des photographies, interpellé.e par les slogans percutants, et souvent troublé.e par la brutalité infligée à l'autre.

L'art, en tant que vecteur de réflexion et d'émotion, joue ici un rôle puissant.

Puisse cette exposition vous inciter à agir davantage pour construire un environnement sûr et respectueux des droits des femmes, des enfants, et de tous les êtres humains.

Jérôme VIAUD
Président de la Communauté
d'Agglomération du Pays de Grasse
Maire de Grasse

Pays de Grasse
communauté d'agglomération

AR Prefecture
006-200039857-20250109-DP2025_003-AU
Reçu le 16/01/2025
Publié le 16/01/2025

A ma princesse…

… et à toutes nos princesses qui rencontrent la violence de trop d'hommes qui insultent la beauté quand de leur désir ils ne retiennent qu'une excitation sauvage et égoïste qui exclue le respect de l'autre.

Que pouvons nous faire pour éviter ces trop fréquentes agressions ?

Sensibiliser le plus grand nombre aux ravages de ces attitudes plus ou moins violentes, parfois mortelles, me paraît une priorité sociale.

Respecter la femme, la sexualité et le désir de l'autre devrait être des notions acquises et naturelles.

Cette sélection de slogans et d'illustrations cherche à faire réfléchir le plus grand nombre à notre façon de penser notre relation à l'autre sexe.

Si comme le dit le poète Aragon « la femme est l'Avenir de l'homme » alors de nos comportements à l'égard des femmes notre Avenir à tous dépend.

Philippe USANNAZ JORIS

AR Prefecture
006-200039857-20250109-DP2025_003-AU
Reçu le 16/01/2025
Publié le 16/01/2025



AR Prefecture
006-200039057-20250116-DP2025_001_AR
Reçu le 16/01/2025
Publié le 16/01/2025



Passion n’est pas agression.

AR Prefecture
006-200039857-20250109-DP2025_003-AU
Reçu le 16/01/2025
Publié le 16/01/2025



AR Prefecture
006-200039857-20250109-DP2025_003-AU
Reçu le 16/01/2025
Publié le 16/01/2025



AR Prefecture
006-200039857-20250109-DP2025_003-AU
Reçu le 16/01/2025
Publié le 16/01/2025



Tu aimes
son
corps,
ne
l'abime
pas!

AR Prefecture
006-200039857-20250109-DP2025_003-AU
Reçu le 16/01/2025
Publié le 16/01/2025



AR Prefecture
006-200039857-20250109-DP2025_003-AU
Reçu le 16/01/2025
Publié le 16/01/2025



AR Prefecture
006-200039857-20250109-DP2025_003-AU
Reçu le 16/01/2025
Publié le 16/01/2025



AR Prefecture
006-200039857-20250109-DP2025_003-AU
Reçu le 16/01/2025
Publié le 16/01/2025



AR Prefecture



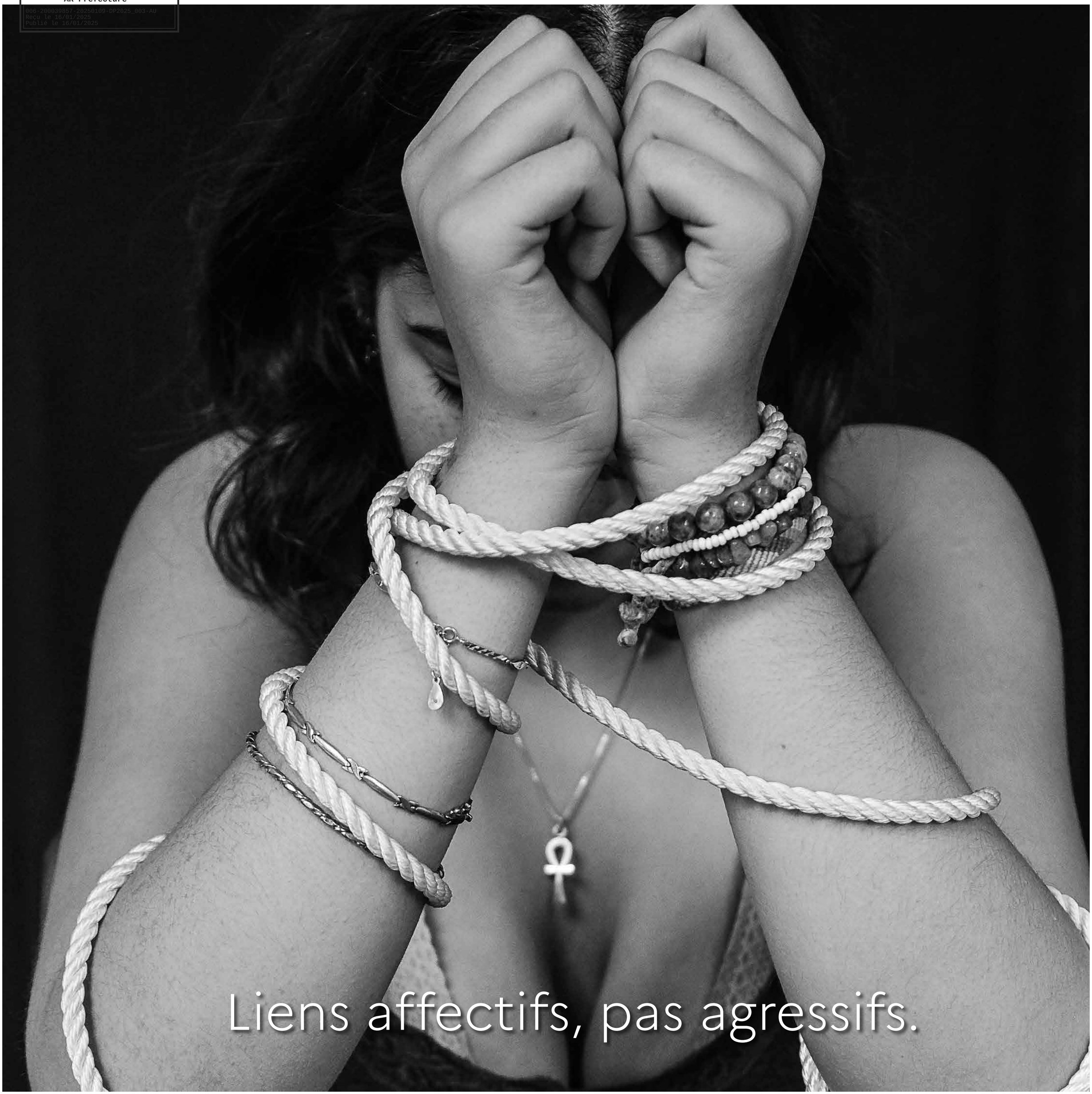
AR Prefecture
[illegible]0109-DP2025_003-AU
[illegible]2025



AR Prefecture
006-200039857-20250109-DP2025_003-AU
Reçu le 16/01/2025
Publié le 16/01/2025



AR Prefecture
006-200039857-20250109-DP2025_003-AU
Reçu le 16/01/2025
Publié le 16/01/2025



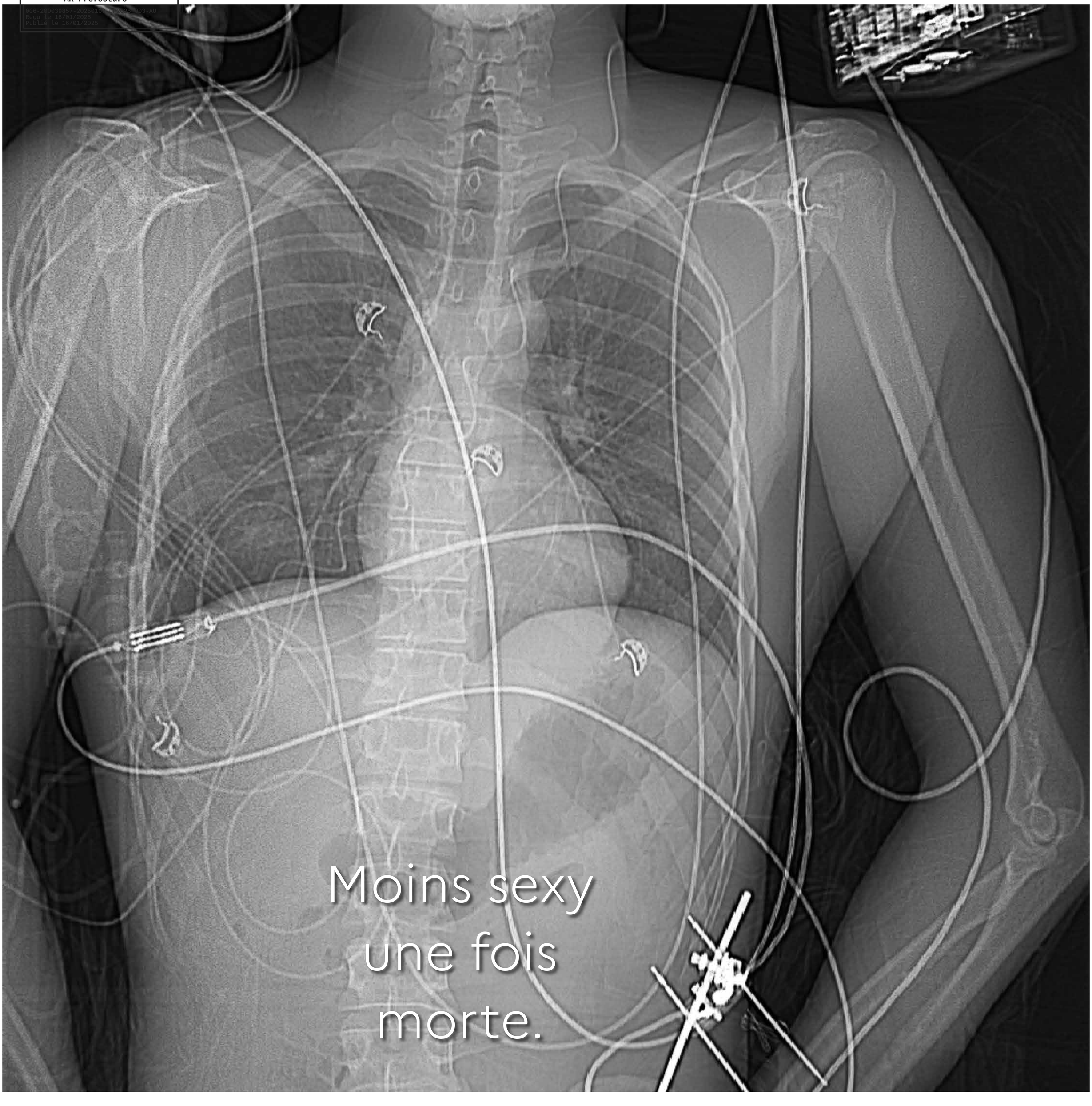
AR Prefecture



AR Prefecture
000-200003985-20250109-DP2025_003-AU
Reçu le 16/01/2025
Publié le 16/01/2025



AR Prefecture
006-200039857-20250116-2025_003-AU
Reçu le 16/01/2025
Publié le 16/01/2025



AR Prefecture
006-200039857-20250109-DP2025_003-AU
Reçu le 16/01/2025
Publié le 16/01/2025



AR Prefecture



AR Prefecture
006-200039857-20250109-DP2025_004-AU
Reçu le 16/01/2025
Publié le 16/01/2025

Pays de Grasse
communauté d'agglomération

REPUBLIQUE FRANÇAISE
DEPARTEMENT
DES ALPES-MARITIMES

DECISION DU PRESIDENT
N°DP2025_004

Objet : Avenant à la Convention de partenariat entre la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse et le Centre Communal d'Action Sociale (CCAS) de Peymeinade dans le cadre du dispositif Conseiller Numérique France services

Le Président de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse

Vu la délibération DL2024_001 du 22 février 2024 de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse par laquelle le conseil communautaire a délégué au président certaines de ses attributions conformément à l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;

Vu la décision n°DP2023_72 du 02 mai 2023 du Président de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse relative aux partenariats conclus dans le cadre du dispositif Conseiller Numérique France Service ;

Vu la convention de partenariat du 25 mai 2023 entre la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse et le Centre Communal d'Action Sociale (CCAS) de Peymeinade pour l'intervention gratuite du conseiller numérique France Services du Pays de Grasse dans les locaux communaux ;

Vu la décision du président n° DP2023-166 concluant un avenant visant à intégrer de nouveaux créneaux d'intervention du conseiller numérique à la convention de partenariat initiale "Conseiller Numérique France Services" ;

Considérant que dans le cadre du plan « France RELANCE », la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse propose sur son territoire, l'intervention gratuite de conseiller numérique France Services habilité, pour assurer des ateliers numériques individuels ou collectifs au plus près des habitants au sein de locaux mis à disposition par des structures partenaires sur son territoire ;

Considérant qu'à ce titre, la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse a conclu en 2023, un partenariat avec le Centre Communal d'Action Sociale (CCAS) de Peymeinade permettant l'intervention gratuite du conseiller numérique France Services du Pays de Grasse au sein des locaux mis à disposition par la commune ;

Considérant que le CCAS de Peymeinade a exprimé le besoin de modifier le lieu d'intervention hebdomadaire du conseiller numérique ;

Considérant qu'afin de répondre à cette demande, la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse et le CCAS de Peymeinade souhaitent conclure un avenant visant à adapter les lieux d'intervention en conséquence ;

DECIDE

Article 1 : La conclusion d'un avenant à la convention de partenariat initiale du 25 mai 2023, ci-annexé, ayant pour objet de modifier le lieu et les horaires d'intervention du conseiller numérique ;

AR Prefecture

006-200039857-20250109-DP2025_004-AU
Reçu le 16/01/2025
Publié le 16/01/2025

Article 2 : Toutes les autres clauses de la convention initiale demeurent applicables tant qu'elles ne sont pas contraires aux nouvelles dispositions contenues dans le présent avenant, lesquelles prévalent en cas de contradiction.

Fait à Grasse, le 09 janvier 2025

Le Président,

Jérôme VIAUD
Maire de Grasse
Vice-président du Conseil départemental
des Alpes-Maritimes

AR Prefecture
006-200039857-20250109-DP2025_004-AU
Reçu le 16/01/2025
Publié le 16/01/2025

CONVENTION DE PARTENARIAT
« CONSEILLER NUMERIQUE FRANCE SERVICES »

AVENANT N°2

Entre :

La Communauté d'agglomération du Pays de Grasse, identifiée sous le numéro SIRET 200 039 857 000 12, dont le siège social est sis 57, avenue Pierre Sémard 06130 Grasse et représentée par son Président, Monsieur Jérôme VIAUD, habilité à signer les présentes par la décision n°DP2025_xxx en date du xx xx 2025 visée en préfecture de Nice le xx xx 2025

Ci-après dénommée « **la CAPG** »

d'une part,

Et :

La Centre Communal d'Action Sociale (CCAS) de Peymeinade identifié sous le numéro de Siret 260 601 554 000 17, dont le siège social se trouve à la Mairie 11 boulevard du Général de Gaulle, 06530 Peymeinade, et représenté par Monsieur Philippe SAINTE-ROSE FANCHINE, agissant en qualité de Président**,** dument habilité à signer les présentes.

Ci-après dénommé « **le partenaire** »

d'autre part,

Ci-après désignés ensemble, « les parties »

AR Prefecture
006-200039857-20250109-DP2025_004-AU
Reçu le 16/01/2025
Publié le 16/01/2025

PREAMBULE

Dans le cadre du plan France Relance afin de lutter contre l'illectronisme, l'Etat finance et forme 4 000 conseillers numériques ayant pour mission d'assurer des services d'assistance en informatique et d'initiation aux usages numériques auprès des personnes rencontrant des difficultés avec ces outils.

Afin de participer à l'appropriation du numérique par tous sur son territoire, la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse a candidaté pour le dispositif « Conseiller numérique France Services » mis en place par l'Etat et a été retenue pour le financement du recrutement d'un poste de conseiller numérique.

En 2023, la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse a ainsi conclu un partenariat avec le Centre Communal d'Action Sociale (CCAS) de Peymeinade permettant l'intervention gratuite du conseiller numérique France Services du Pays de Grasse au sein des locaux mis à disposition par la commune afin d'assurer des permanences et ateliers numériques individuels ou collectifs au plus près des habitants.

Le CCAS a exprimé le besoin de modifier le lieu et les horaires des interventions hebdomadaires du conseiller numérique.

Afin de répondre à cette demande, les parties conviennent de conclure le présent avenant visant à intégrer le nouveau lieu et les nouveaux horaires d'intervention du conseiller numérique à la convention de partenariat initiale "Conseiller Numérique France Services".

Article 1 : OBJET DE L'AVENANT

Le présent avenant a pour objet de changer le lieu et les horaires des interventions du conseiller numérique en modifiant par le présent avenant les articles 3.1 « Désignation des biens mis à disposition » et 3.2 « horaires et à la période de mise à disposition des locaux » ainsi que l'annexe 2 de la convention de partenariat initiale du 25 mai 2023 relative au Conseiller Numérique France Services.

Article 2 : MODIFICATION DE L'ARTICLE 3.1 « DESIGNATION DES BIENS MIS A DISPOSITION »

Les stipulations de l'article 3.1 de la convention initiale intitulé « désignation des biens mis à disposition » reproduites ci-après :

« Le partenaire met à disposition de la CAPG, les biens ci-dessous désignés :

- *Les locaux : 2 bureaux au sein du CCAS situé au 13 avenue de Boutiny 06530 Peymeinade et une salle pour des ateliers collectifs à l'espace Part'âges rue Joseph Cauvin 06530 Peymeinade*
- *Des tables et des chaises en nombre suffisant*
- *Une connexion wifi avec partage de connexion (avec identifiant fourni)*
- *Un vidéoprojecteur pour les ateliers collectifs*
- *Un écran de projection »*

AR Prefecture
006-200039857-20250109-DP2025_004-AU
Reçu le 16/01/2025
Publié le 16/01/2025

sont remplacées par les termes suivants :

« Le partenaire met à disposition de la CAPG, les biens ci-dessous désignés :

- *Les locaux : 1 salle au sein de la Maison des solidarités située au 6 avenue Mirabeau 06530 Peymeinade et une salle pour des ateliers collectifs à l'espace Part'âges rue Joseph Cauvin 06530 Peymeinade*
- *Des tables et des chaises en nombre suffisant*
- *Une connexion wifi avec partage de connexion (avec identifiant fourni)*
- *Un vidéoprojecteur pour les ateliers collectifs*
- *Un écran de projection »*

Article 3 : MODIFICATION DE L'ARTICLE 3.2 « HORAIRES ET PERIODE DE MISE A DISPOSITION »

Les stipulations de l'article 3.2 de la convention initiale intitulé « horaires et à la période de mise à disposition des locaux » reproduites ci-après :

« La mise à disposition des locaux et du matériel désignés à l'article 3.1 de la présente convention se déroulera selon le planning de permanence préalablement définis et annexé à la présente convention (annexe 2) :

Les lundis après-midi de 14h à 16h

Et

Les mercredis matin de 9h à 12h

Et selon les besoins de la ville, le Conseiller Numérique France Services pourra mener des ateliers les mercredis après-midi de 14h à 16h

Afin de répondre au mieux aux besoins des usagers, le planning pourra être modifié après concertation entre les parties. Ces modifications feront l'objet d'un avenant.

Dans le cas où, de manière exceptionnelle, les permanences et ateliers initialement prévus seraient modifiés ou supprimés, la CAPG s'engage à prévenir au plus tôt le partenaire. »

sont remplacées par les termes suivants :

« La mise à disposition des locaux et du matériel désignés à l'article 3.1 de la présente convention se déroulera selon le planning de permanence préalablement définis et annexé à la présente convention (annexe 2) :

Les lundis après-midi de 14h à 16h

Et

Les mercredis de 9h à 12h et de 13h30 à 16h30

Afin de répondre au mieux aux besoins des usagers, le planning pourra être modifié après concertation entre les parties. Ces modifications feront l'objet d'un avenant.

AR Prefecture
006-200039857-20250109-DP2025_004-AU
Reçu le 16/01/2025
Publié le 16/01/2025

Dans le cas où, de manière exceptionnelle, les permanences et ateliers initialement prévus seraient modifiés ou supprimés, la CAPG s'engage à prévenir au plus tôt le partenaire. »

Les stipulations de l'article 3.3 demeurent inchangés.

Article 3 : DISPOSITIONS DIVERSES

Toutes les autres clauses de la convention initiale demeurent applicables tant qu'elles ne sont pas contraires aux nouvelles dispositions contenues dans le présent avenant, lesquelles prévalent en cas de contradiction.

Le présent avenant annule et remplace les modifications apportées par l'avenant n°1.

Article 4 : PRISE D'EFFET DU PRESENT AVENANT

Le présent avenant prend effet à compter de la date de signature par les parties du présent avenant.

ANNEXE 2 : Planning modifié des permanences et des ateliers individuels dispensés par le conseiller numérique.

Fait à Grasse, le

en deux exemplaires originaux

Pour la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse	**Pour le Centre Communal d'Action Sociale,**
Le Président,	Le Président,
Jérôme VIAUD Maire de Grasse Vice-président du Conseil départemental des Alpes-Maritimes	**Philippe SAINTE-ROSE FANCHINE** Maire de Peymeinade Vice-Président de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse

AR Prefecture
006-200039857-20250109-DP2025_004-AU
Reçu le 16/01/2025
Publié le 16/01/2025

ANNEXE 2

ANCIEN PLANNING

LIEU D'INTERVENTION	HORAIRES	JOURS	ATELIERS INDIVIDUELS
VILLE DE PEYMEINADE Espace Part'âge	14H00-16H00	LUNDI	Un lundi sur deux
VILLE DE PEYMEINADE	09H00-12H00	MERCREDI	Tous les Mercredis
VILLE DE PEYMEINADE	14H00-16H00	MERCREDI	Selon les besoins

NOUVEAU PLANNING

LIEU D'INTERVENTION	HORAIRES	JOURS	ATELIERS INDIVIDUELS
VILLE DE PEYMEINADE Espace Part'âge	14H00-16H00	LUNDI	Un lundi sur deux
VILLE DE PEYMEINADE Maison des solidarités	09H00-12H00 13H30-16H30	MERCREDI	Tous les Mercredis

AR Prefecture
006-200039857-20250114-DP2025_005-AU
Reçu le 16/01/2025
Publié le 16/01/2025

Pays de Grasse
communauté d'agglomération

REPUBLIQUE FRANÇAISE
DEPARTEMENT
DES ALPES-MARITIMES

DECISION DU PRESIDENT N°DP2025_005

Objet : Acceptation de l'inventaire de la boutique du Musée International de la Parfumerie.

Le Président de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse

Vu les articles L.5211-1 et L.5211-2 du Code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération DL2024_001 du 22 février 2024 de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse par laquelle le conseil communautaire a délégué au président certaines de ses attributions conformément à l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération du conseil communautaire n°DL2024_210 du 12 décembre 2024 relative au recueil des tarifs 2025 fixant également les tarifs du Musée International de la Parfumerie et des Jardins du Musée International de la Parfumerie ;

Considérant que la régie de la boutique du Musée International de la Parfumerie a effectué l'inventaire pour l'année 2024 ;

Considérant qu'il convient de formaliser les inventaires ponctuels et annuels réalisés par le régisseur titulaire ;

DECIDE

Article 1 : D'accepter l'inventaire de la Boutique du MIP pour l'année 2024, proposé en annexe.

Fait à Grasse, le 14 janvier 2025

Le Président

Jérôme VIAUD
Maire de Grasse
Vice-président du Conseil départemental
des Alpes-Maritimes

AR Prefecture
006-200039857-20250114-DP2025_005-AU
Reçu le 16/01/2025
Publié le 16/01/2025

Inventaire 'inventaire janvier 2025' du 07/01/2025

08/01/2025
10:06:01

Regroupement par article

008 - miP.Boutique

Elément	Pmp	Quantité théorique	Quantité physique	Ecart (quantité)	Ecart (Valeur)	Valeur ht
101LR0001 - UNE VIE AU SERVICE DU PARFUM	2,59	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
101LR0002 - BEAUX ARTS HORS SERIE miP VF	5,69	1363,00	1326,00	-37,00	-210,53	7544,94
101LR0003 - BEAUX-ARTS HORS SERIE miP VA Ang	0,00	456,00	486,00	30,00	0,00	0,00
101LR0005 - Le Parfum QUE SAIS-JE?	7,87	10,00	10,00	0,00	0,00	78,70
101LR0006 - LE GUIDE DU PARFUM POUR ELLE ET	13,87	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
101LR0007 - L'ABCDAIRE DU PARFUM	3,89	4,00	4,00	0,00	0,00	15,56
101LR0012 - LE PARFUM - Des origines à nos jour	24,31	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
101LR0016 - L'ODYSSEE DES PARFUMS - De la thé	43,27	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
101LR0017 - GRASSE AU TEMPS DES PARFUMEURS	22,03	1,00	1,00	0,00	0,00	22,03
101LR0018 - BEAUTY TALK DICTIONARY	56,87	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
101LR0021 - LE LIVRE DES PARFUMS	62,85	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
101LR0029 - LE LIVRE DU PARFUMEUR - F. COLA -	30,00	80,00	80,00	0,00	0,00	2400,00
101LR0030 - UNE HISTOIRE MONDIALE DU PARFU	42,65	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
101LR0031 - A PERFUME GLOBAL HISTORY	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
101LR0048 - GRASSE ET LA PARFUMERIE "REGARD	16,57	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
101LR0051 - ABCDAIRE DE LA ROSE	2,81	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
101LR0056 - 101 PARFUMS A DECOUVRIR	8,89	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
101LR0057 - L'UNIVERS DU PARFUM : L'HISTOIRE	25,24	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
101LR0058 - LE PARFUM 100 QUESTIONS	8,90	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
101LR0059 - PLAISIRS DE PARFUMS	12,19	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
101LR0061 - LES ENIGMES DU PARFUM	11,01	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
101LR0062 - CATALOGUE MIP	19,29	196,00	196,00	0,00	0,00	3780,84

AR Prefecture
006-200039857-20250114-DP2025_005-AU
Reçu le 16/01/2025
Publié le 16/01/2025

Elément	Pmp	Quantité théorique	Quantité physique	Ecart (quantité)	Ecart (Valeur)	Valeur ht
101LR0063 - CATALOGUE MIP ANGLAIS	19,67	4,00	4,00	0,00	0,00	78,68
101LR0064 - CATALOGUE JMIP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
101LR0065 - UNE PROMENADE A GRASSE	15,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
101LR0066 - VILLAGES DE LA COTE D'AZUR	1,50	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
101LR0067 - les odeurs nous parlent elles ?	3,54	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
101LR0068 - DES ODEURS DES PARFUMS ET DES C	19,69	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
101LR0069 - PERFUME LEGENDS II	98,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
101LR0070 - BEAUX ARTS CHANEL	9,44	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
101LR0071 - COCO CHANEL 55 LIEUX...	17,31	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
102LCP0001 - CHIMIE DES SUBSTANCES ODORANT	66,73	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
102LCP0002 - PETITE GEOMETRIE DES PARFUMS	11,37	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
102LCP0003 - LE PARFUM DE LA FRAISE - Mystéri	18,75	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
102LCP0005 - INITIATION A LA FORMULATION DES	16,49	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
102LCP0007 - LA BEAUTE DANS LA PEAU	21,65	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
102LCP0010 - LES PARFUMS DU VIN SENTIR	19,67	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
102LCP0011 - FORMULES SECRETES D'UN PARFUM	20,61	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
102LCP0012 - L'ART DES PARFUMS	6,47	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
102LCP0013 - PETITE GEOMETRIE DES PARFUMS L	5,74	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
102LCP0014 - PARFUMS COSMETIQUES MODES ET	38,94	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
102LCP0016 - ALAMBIC-ART DE LA DISTILLATION	27,54	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
102LCP0017 - ESPRIT DE SYNTHESE	7,11	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
102LCP0018 - LA CHIMIE DES PARFUMS	19,90	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
102LCP0019 - LE PARFUMEUR IMPERIAL	21,24	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
102LCP0020 - Plaisirs de parfums	11,02	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
102LCP0021 - le souffle du vin	20,62	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
102LCP0022 - LA PARFUMERIE EST ELLE LE NOUV	28,36	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

AR Prefecture
006-200039857-20250114-DP2025_005-AU
Reçu le 16/01/2025
Publié le 16/01/2025

Elément	Pmp	Quantité théorique	Quantité physique	Ecart (quantité)	Ecart (Valeur)	Valeur ht
102LCP0023 - L'ART DE DISTILLER LA VIE SELON	20,61	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
102LCP0024 - LES NEZ A L'HEURE DU CHOIX	11,80	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
102LCP0025 - CHIMIE DERMO COSMETIQUE ET BE	20,14	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
102LCP0026 - LP LES PAPILLES DU CHIMISTE	7,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
102LCP0027 - PACKAGING DES PRODUITS COSME	30,68	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
102LCP0028 - COSMETIQUE PARFUMS ET EMOTIO	33,04	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
102LCP0029 - LA FORMULATION COSMETIQUE A L'	37,76	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
102LCP0030 - LA FABRIQUE DE COSMETIQUES	8,58	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
102LCP0031 - EVALUATION DES PRODUITS COSME	33,04	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
102LCP0032 - CONCEPTION DES PRODUITS COSM	35,40	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
102LCP0033 - FORMULATION EN PARFUMERIE	33,04	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
102LCP0034 - INTRODUCTION A LA COSMETOLOG	35,40	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
102LCP0035 - CONCEPTION DES PRODUITS COSM	38,55	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
102LCP0036 - CREATION OLFACTIVE ET IDENTITE	30,68	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
102LCP0037 - LA CHIMIE DES ODEURS, DES SAVEU	17,23	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
102LCP0038 - A LA RECHERCHE DES ODEURS PER	16,44	1,00	1,00	0,00	0,00	16,44
102LCP0039 - INGREDIENTS COSMETIQUES	38,55	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
102LCP0040 - INGREDIENTS SENSORIELS L'OLFAC	30,68	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
102LCP0041 - LE DISCRET POUVOIR DES ODEURS	14,95	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
102LCP0042 - VOYAGE DANS LE MONDE DU PARF	27,54	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
102LCP0043 - A LA RECHERCHE DU SENS PERDU	15,66	1,00	1,00	0,00	0,00	15,66
102LCP0044 - L'ODORAT MATTHEW COBB	9,44	1,00	1,00	0,00	0,00	9,44
103LAP0093 - L'eternel sentit une odeur agréabl	13,01	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
103LAP0097 - a fleur de peau vienne 1900	21,29	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
103LH00001 - Parfums et Odeurs au Moyen Age	87,44	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
103LPA0003 - ODEURS ET PARFUMS	14,22	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

AR Prefecture
006-200039857-20250114-DP2025_005-AU
Reçu le 16/01/2025
Publié le 16/01/2025

Elément	Pmp	Quantité théorique	Quantité physique	Ecart (quantité)	Ecart (Valeur)	Valeur ht
103LPA0004 - LA SAGESSE DU CREATEUR DE PARF	9,99	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
103LPA0006 - MEMOIRE ET EXPERIENCE OLFACTIV	14,78	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
103LPA0008 - ETES-VOUS AU PARFUM? Comment	12,82	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
103LPA0010 - LE PARFUM MEMOIRE DES SENS	15,73	5,00	5,00	0,00	0,00	78,65
103LPA0011 - LE PARFUM DU DESIR	14,41	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
103LPA0012 - LE CORPS DES PEUPLES	34,12	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
103LPA0015 - L'IMAGE PUBLICITAIRE DES PARFUM	19,55	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
103LPA0021 - EURASIE - SENTIR Pour une anthro	17,77	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
103LPA0025 - TERRAIN 32 : LE BEAU	8,71	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
103LPA0028 - LE GOUT DES PARFUMS	4,70	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
103LPA0034 - LE PROPRE ET LE SALE	6,25	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
103LPA0036 - HISTOIRE DE LA BEAUTE	12,74	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
103LPA0037 - ODEUR DE SAINTETE	16,38	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
103LPA0038 - LES POUVOIRS DE L ODEUR	20,38	1,00	1,00	0,00	0,00	20,38
103LPA0039 - PHILOSOPHIE DE L ODORAT	24,39	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
103LPA0040 - LE SENS DE LA BEAUTE	25,24	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
103LPA0041 - HISTOIRE DE LA BEAUTE - ECO	19,67	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
103LPA0042 - HISTOIRE DU CORPS, Tome 1, De L	8,53	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
103LPA0043 - HISTOIRE DU CORPS, Tome 2, De L	6,05	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
103LPA0044 - HISTOIRE DU CORPS, Tome 3, XXè	6,05	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
103LPA0046 - LE PARFUM	7,08	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
103LPA0048 - PARFUMS UNE HISTOIRE INTIME	15,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
103LPA0052 - FEMMES AU BAIN	22,75	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
103LPA0053 - HISTOIRE DU CORPS T1	28,86	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
103LPA0054 - LES BAINS DANS LE MONDE	32,42	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
103LPA0055 - LE LIVRE DU BAIN	10,67	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

AR Prefecture
006-200039857-20250114-DP2025_005-AU
Reçu le 16/01/2025
Publié le 16/01/2025

Elément	Pmp	Quantité théorique	Quantité physique	Ecart (quantité)	Ecart (Valeur)	Valeur ht
103LPA0056 - HISTOIRE DU BAIN A TRAVERS LES A	17,31	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
103LPA0057 - LES 101 MOTS DU PARFUM	9,17	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
103LPA0059 - HISTOIRE DE LA BEAUTE LP	8,10	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
103LPA0061 - UN MONDE D'ODEURS	7,87	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
103LPA0062 - LE GUIDE DE L'ODORAT	14,95	1,00	1,00	0,00	0,00	14,95
103LPA0063 - Chromologos	18,91	2,00	2,00	0,00	0,00	37,82
103LPA0064 - VOIE SACREE DU PARFUM	10,59	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
103LPA0065 - LA CIVILISATION DES ODEURS	7,87	1,00	1,00	0,00	0,00	7,87
103LPA0066 - PARFUMS DE CHINE	11,80	1,00	1,00	0,00	0,00	11,80
103LPA0067 - Le miasme et la jonquille	7,87	1,00	1,00	0,00	0,00	7,87
103LPA0068 - CE QUE REVELENT NOS ODEURS	11,80	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
103LPA0069 - LA CHIMIE DE L'AMOUR	7,87	1,00	1,00	0,00	0,00	7,87
103LPA0070 - LA PHILOSOPHIE DU KODO	18,09	1,00	1,00	0,00	0,00	18,09
103LPA0071 - LA VIE EST UN PARFUM RESPIREZ L	21,29	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
103LPA0072 - MANIPULATIONS OLFACTIVES	14,55	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
103LPA0080 - sentir, ressentir, parfumeurs, odeu	22,03	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
103LPA0081 - faut il sentir bon pour séduire	15,73	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
103LPA0082 - A FLEUR DE PEAU	17,58	1,00	1,00	0,00	0,00	17,58
103LPA0084 - LE MONDE DES ODEURS	14,22	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
103LPA0085 - A VUE DE NEZ	7,87	1,00	1,00	0,00	0,00	7,87
103LPA0086 - LES SEPTS MEDITATIONS SUR LE PA	27,73	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
103LPA0087 - ESSENCES & SENS	10,74	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
103LPA0088 - ELOGES DE L'ODORAT	18,80	1,00	1,00	0,00	0,00	18,80
103LPA0089 - LA GRANDE HISTOIRE DU PARFUM	23,56	2,00	2,00	0,00	0,00	47,12
103LPA0090 - LES ROUTES DU PARFUM	27,54	1,00	1,00	0,00	0,00	27,54
103LPA0091 - ALCHIMIE DES PARFUMS	4,72	1,00	1,00	0,00	0,00	4,72

AR Prefecture
006-200039857-20250114-DP2025_005-AU
Reçu le 16/01/2025
Publié le 16/01/2025

Elément	Pmp	Quantité théorique	Quantité physique	Ecart (quantité)	Ecart (Valeur)	Valeur ht
103LPA0092 - ET L' ODORAT	4,80	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
103LPA0093 - quand s'exale ton parfum	8,53	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
103LPA0094 - la fleur et son parfum	14,93	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
103LPA0095 - le guide des émotions olfactives	18,53	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
103LPA0096 - ODORAT ET GOUT	35,55	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
103LPA0097 - le livre des bains sacrés	12,80	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
103LPA0098 - le parfum des poisons	13,15	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
103LPA0099 - L'ODEUR ET LA FRAGANCE	20,06	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
103LPA0100 - l'odorat dans tous ses etats	31,99	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
103LPA0101 - les grands textes de la beauté	7,03	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
103LPA0102 - cueilleur d'essences	16,44	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
103LPA0103 - the perfume roads	27,54	1,00	1,00	0,00	0,00	27,54
103LPA0104 - LE GOUT ET L'ODORAT	12,04	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
103LPA0105 - LES PARFUMS ELEMENTAIRES	14,55	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
103LPA0106 - TU M'AS CONSACRE D'UN PARFUM D	11,37	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
103LPA0107 - petit lexiguide des amateurs epris	21,24	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
103LPA0108 - CERVEAU ET ODORAT	17,31	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
103LPA0109 - L'ODEUR DE L'ART	20,45	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
103LPA0110 - PETIT MANUEL PRATIQUE POUR RE	12,51	1,00	1,00	0,00	0,00	12,51
103LPA0111 - LE GOUT UNE AFFAIRE DE NEZ	14,95	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
103LPA0112 - ALZHEIMER ET ODORAT	16,92	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
103LPA0113 - RITUELS DE BAINS	17,73	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
103LPA0114 - LES BAINS D'AL ANDALUS VIII-XV SI	16,92	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
103LPA0115 - IL ETAIT UNE FOIS LES BOHEMIENS	16,11	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
103LPA0116 - KOBIDO	13,70	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
103LPA0117 - SENTO L'ART DES BAINS JAPONAIS	17,73	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

AR Prefecture
006-200039857-20250114-DP2025_005-AU
Reçu le 16/01/2025
Publié le 16/01/2025

Elément	Pmp	Quantité théorique	Quantité physique	Ecart (quantité)	Ecart (Valeur)	Valeur ht
103LPA0118 - BANYA LES SECRETS DES BAINS RUS	11,28	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
103LPA0119 - LP CUEILLEUR D'ESSENCES	6,84	1,00	1,00	0,00	0,00	6,84
103LPA0120 - LE GOUT DES SENTEURS	6,45	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
103LPA0121 - LE PARFUM ET LA VOIX	19,59	1,00	1,00	0,00	0,00	19,59
103LPA0122 - LA FABULEUSE ODYSSEE DES PLANT	22,82	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
103LPA0123 - A LA DECOUVERTE DES ODEURS	73,39	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
103LPA0124 - MES CARTES ORACLE FLEURS A CO	5,50	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
103LPA0125 - MADAGASCAR	7,87	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
103LPA0126 - BRESIL	7,08	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
103LPA0127 - LA FEMME AU PARFUM	21,24	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
103LPA0128 - LE BONHEUR PAR LE BOUT DU NEZ	18,09	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
103LPA0129 - INDE	7,08	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
103LPA0130 - NAMABIE	7,08	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
103LPA0131 - SENS ET SENTEURS (L'OLFACTION D	19,67	1,00	1,00	0,00	0,00	19,67
103LPA060 - PARFUMS D'HISTOIRE DU SOIN AU BI	19,67	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
103LPA061 - PAR LE BOUT DU NEZ	14,55	2,00	2,00	0,00	0,00	29,10
103LPA062 - QUI FAIT L'ANGE LA BETE	10,23	1,00	1,00	0,00	0,00	10,23
103LPP0334 - SENTEURS EXQUISES PLANTES A PA	2,75	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
104LEC0015 - CATALOGUE BAINS BULLES ET BEA	0,00	140,00	141,00	1,00	0,00	0,00
104LEC0016 - BROCHURE BAINS BULLES ET BEAU	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
104LEC0017 - CATALOGUE CORPS PARE CORPS TR	0,01	-1,00	0,00	1,00	0,01	0,00
104LEC0018 - BROCHURE CORPS PARE CORPS TR	0,01	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
104LEC0314 - ODEURS ANTIQUES	11,80	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
104LEC1001 - 3000 ANS DE PARFUMERIE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
104LEC1002 - ROSE ROSA ROSAE	21,80	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
104LEC1003 - PARFUMS D'EUROPE LIVRE	21,80	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

AR Prefecture
006-200039857-20250114-DP2025_005-AU
Reçu le 16/01/2025
Publié le 16/01/2025

Elément	Pmp	Quantité théorique	Quantité physique	Ecart (quantité)	Ecart (Valeur)	Valeur ht
104LEC1006 - LE XVIIIème - PARFUMS & FLACONS	21,80	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
104LEC1009 - COUP DE SOLEIL & BIKINIS	26,07	-1,00	0,00	1,00	26,07	0,00
104LEC1011 - L'UN DES SENS - Le parfum au 20è	43,13	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
104LEC1012 - L'EGYPTE, PARFUM D'HISTOIRE	36,02	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
104LEC1015 - ZESTES DE SOLEIL	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
104LEC1018 - NOUVELLES ACQUISITIONS 2000 -2	0,00	10,00	10,00	0,00	0,00	0,00
104LEC1019 - LE PARFUM ET L'AMOUR	21,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
104LEC2002 - FRAGRANCES, Du désir au plaisir	0,01	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
104LEC2003 - OLFACTION & PATRIMOINE : Quelle	0,01	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
104LEC3006 - OLIVIER, UN JOUR UNE PLANTE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
104LEC3008 - LA MODE DES TENDANCES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
104LEC3010 - JACINTHE, NARCISSE & JONQUILLE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
104LEC3011 - BROCHURE PAUL POIRET	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
104LEC3012 - CATALOGUE PAUL POIRET	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
104LEC3013 - PARFUMS ET ODEURS DANS L'ANTI	16,35	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
104LET0001 - BELLE EPOQUE AUX ANNEES FOLLE	17,77	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
104LET0002 - CHISTIAN DIOR - ESPRIT DE PARFU	19,67	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
104LET0003 - jardinier des formes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
104LET0004 - NARCISSE OU LA FLORAISON	23,36	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
104LET026 - MAQUILLAGE 100% NATUREL	9,21	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
105LFC0003 - PARFUMS DE COLLECTION	37,42	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
105LFC0006 - LES OBJETS DE BEAUTE	12,06	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
105LFC0011 - GUERLAIN, LES FLACONS DEPUIS 1	37,89	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
105LFC0013 - LALIQUE - LES FLACONS A PARFUM	18,88	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
105LFC0014 - OBJETS DU PARFUM - Confidences	27,30	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
105LFC0015 - CHEFS D'OEUVRE DE LA PARFUMERI	55,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

AR Prefecture
006-200039857-20250114-DP2025_005-AU
Reçu le 16/01/2025
Publié le 16/01/2025

Elément	Pmp	Quantité théorique	Quantité physique	Ecart (quantité)	Ecart (Valeur)	Valeur ht
105LFC0022 - PARFUMS D'EXTASE	33,60	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
105LFC0025 - AUTOUR DU PARFUM	12,72	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
105LFC0026 - MYTHIQUES COSMETIQUES	15,17	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
105LFC0027 - 100 PARFUMS DE LEGENDE	20,26	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
105LFC0032 - LE MONDE DE LA BEAUTE	13,16	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
105LFC0036 - PARFUMS RARES	27,73	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
105LFC0037 - FLACONS FLASQUES ET FIOLES	8,53	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
105LFP0015 - FLACONS DE PARFUMS	7,07	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
105LFP0017 - FLACONS GUERLAIN	35,47	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
105LFP0018 - flacons	11,80	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
105LFP0019 - LE FLACON EN MAJESTE	22,82	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
105LFP0020 - DU VERRE ET DES HOMMES DE LA T	17,73	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
105LFP0021 - FLACONS, FIOLES ET FIASQUES DE	23,60	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
105LFP0022 - RENE LALIQUE LE GENIE DE LA LUM	11,41	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
106LAP0187 - 100 RECETTES BEAUTE	19,91	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
106LAP0188 - la santé de votre peau par les	10,31	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
106LPA0070 - LP la civilisation des odeurs	7,87	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
106LPA0089 - le discret pouvoir de l'oduer	12,45	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
106LPA0090 - ET TOUTE LA MAISON FUT REMPLIE	7,11	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
106LPA0091 - L'EXTRAORDINAIRE POUVOIR DE L'	11,72	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
106LPA0092 - SENTIR COMMENT LES ODEURS AGI	16,52	1,00	1,00	0,00	0,00	16,52
106LPP0004 - LE JARDIN PARFUME	7,14	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
106LPP0013 - LE GOUT DE LA ROSE	3,76	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
106LPP0030 - PLANTES & PARFUMS	1,58	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
106LPP0037 - EPICES AROMATES ET CONDIMENTS	7,82	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
106LPP0043 - FRAGANTISSIMA-LE GUIDE DES PLA	14,93	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

AR Prefecture
006-200039857-20250114-DP2025_005-AU
Reçu le 16/01/2025
Publié le 16/01/2025

Elément	Pmp	Quantité théorique	Quantité physique	Ecart (quantité)	Ecart (Valeur)	Valeur ht
106LPP0044 - LES PLANTES AROMATIQUES A GRA	28,72	1,00	1,00	0,00	0,00	28,72
106LPP0045 - LES PLANTES A PARFUM A GRASSE	34,22	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
106LPP0046 - FLEURS EN CUISINE	9,95	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
106LPP0125 - L'HERBIER PARFUME	25,24	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
106LPP0127 - L'HERBIER VOYAGEUR	24,00	1,00	1,00	0,00	0,00	24,00
106LPP0130 - JE JARDINE AU NATUREL	6,33	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
106LPP0135 - L'HERBIER DES FLEURS	13,16	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
106LPP0136 - PLANTES HUILES ET PARFUMS DE B	14,16	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
106LPP0153 - HERBIER MARIE ANTOINETTE	14,15	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
106LPP0154 - HERBIER OUBLIE	27,54	1,00	1,00	0,00	0,00	27,54
106LPP0155 - DANS LES CHAMPS DE CHANEL	75,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
106LPP0156 - PLANTES A PARFUM	7,04	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
106LPP0157 - 100 RECETTES DE COSMETIQUES M	11,21	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
106LPP0158 - LA CUISINE DES PLANTES DE MON J	14,22	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
106LPP0159 - A LA CONQUETE DES PLANTES DU	19,19	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
106LPP0160 - EPICES AROMATES CONDIMENTS	4,91	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
106LPP0161 - HERBIER MEDITERRANEEN	15,73	1,00	1,00	0,00	0,00	15,73
106LPP0162 - HERBIER DES EXPLORATEURS	27,72	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
106LPP0163 - LA VIE SECRETE DES PLANTES	16,27	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
106LPP0165 - LE PARFUM DES ROSES	7,08	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
106LPP0167 - LES PAPILLES DU CHIMISTE	12,01	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
106LPP0168 - LE PETIT LAROUSSE DES ROSES	14,18	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
106LPP0169 - Le recueil végétal	16,35	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
106LPP0170 - Un jardin d'art parfumé	19,67	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
106LPP0171 - JARDIN PARFUME TOUTE L'ANNEE	9,17	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
106LPP0172 - un art de jardin en provence	24,88	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

AR Prefecture
006-200039857-20250114-DP2025_005-AU
Reçu le 16/01/2025
Publié le 16/01/2025

Elément	Pmp	Quantité théorique	Quantité physique	Ecart (quantité)	Ecart (Valeur)	Valeur ht
106LPP0173 - abc du jardin	7,60	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
106LPP0174 - fleurs désuètes	9,95	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
106LPP0175 - les parfums d'Iris	14,22	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
106LPP0176 - la couleur du parfum	12,59	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
106LPP0177 - L'HERBIER DES FLEURS	9,88	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
106LPP0178 - L'HERBIER DE GHERARDO	28,36	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
106LPP0179 - L'HERBIER DES PAYSANS	11,31	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
106LPP0180 - HERBIER DE PROVENCE	10,66	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
106LPP0181 - EPICES, AROMATES ET AGRUMES	17,77	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
106LPP0182 - D'ICI OU D'AILLEURS, LES EPICES Q	6,61	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
106LPP0183 - LE BAR A EPICES	11,31	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
106LPP0184 - EPICES ET AROMATES USAGE ET BI	15,73	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
106LPP0185 - LES VERTUS DES EPICES	5,69	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
106LPP0186 - l'herbier de marie antoinette	19,59	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
106LPP0187 - fleurs du littoral méditerranée	7,47	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
106LPP0188 - je découvre les fleurs et	10,23	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
106LPP0189 - larousse des plantes et fleurs	31,43	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
106LPP0190 - le chemin des herbes du midi à	21,33	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
106LPP0191 - le guide des plantes sauvages	10,63	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
106LPP0192 - LE GUIDE NATURE DES FLEURS SAU	12,09	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
106LPP0193 - LE PARFUM DES SIECLES	13,34	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
106LPP0194 - le petit guide des fleurs sauvages	3,54	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
106LPP0195 - le petit guide des plantes sauvage	3,54	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
106LPP0196 - plantes détox	7,07	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
106LPP0197 - promenons nous à la campagne	10,63	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
106LPP0198 - les plantes a parfums et huiles	28,54	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

AR Prefecture
006-200039857-20250114-DP2025_005-AU
Reçu le 16/01/2025
Publié le 16/01/2025

Elément	Pmp	Quantité théorique	Quantité physique	Ecart (quantité)	Ecart (Valeur)	Valeur ht
106LPP0199 - le livre des fleurs	35,55	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
106LPP0201 - LE LIVRE SANTE DES EPICES	16,99	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
106LPP0203 - LE GRAND LIVRE DES ARBRES PARF	27,54	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
106LPP0204 - L'ART DE JARDINER LES FLEURS A L	11,28	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
106LPP0205 - MINI FLORE DU JARDINIER PROMEN	7,79	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
106LPP0206 - LE PETIT GUIDE DES PLANTES MEDI	3,54	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
106LPP0207 - LE PETIT GUIDE DES PLANTES A AB	3,14	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
106LPP0208 - LE PETIT GUIDE DES FLEURS COME	3,54	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
106LPP0209 - LE PETIT GUIDE DU ROSIER	3,54	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
106LPP0210 - SE SOIGNER PAR LES PLANTES	2,75	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
106LPP0211 - LE PARFUM DES FORETS	14,95	3,00	3,00	0,00	0,00	44,85
106LPP0301 - Bicarbonate, vinaigre, savon	7,04	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
106LPP0302 - je découvre mes arbres et les	6,41	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
106LPP0303 - prenons en de la graine	15,64	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
106LPP0304 - ROSES	21,26	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
106LPP0305 - savons naturels a faire soi meme	8,46	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
106LPP0307 - LA CUISINE DES FLEURS, MANGEZ	20,62	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
106LPP0308 - HERBIERS ET FLEURS SECHEES	14,43	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
106LPP0309 - Le parfum de Suskind GF	18,09	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
106LPP0310 - ATLAS DE LA BOTANIQUE PARFUME	19,67	1,00	1,00	0,00	0,00	19,67
106LPP0311 - JARDINER TOUT NATURELLEMENT	21,24	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
106LPP0312 - LE PETIT LIVRE DES ROSES	10,63	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
106LPP0313 - LES ROSES AU NATUREL	17,77	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
106LPP0314 - ROSES GRANDEUR NATURE	24,81	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
106LPP0315 - LE LIVRE DES ROSES	27,02	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
106LPP0316 - book of flowers	19,67	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

AR Prefecture
006-200039857-20250114-DP2025_005-AU
Reçu le 16/01/2025
Publié le 16/01/2025

Elément	Pmp	Quantité théorique	Quantité physique	Ecart (quantité)	Ecart (Valeur)	Valeur ht
106LPP0317 - MON TOUR DU MONDE DE LA BOTA	12,80	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
106LPP0318 - PETIT GUIDE ILLUSTRE DE BOTANI	10,59	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
106LPP0319 - MON HERBIER IDENTIFIER ET COLL	11,76	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
106LPP0320 - MES FLEURS DU JARDIN A COLORIE	11,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
106LPP0321 - LE GRAND LAROUSSE 15000 PLANT	64,41	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
106LPP0322 - HERBIER DE PROVENCE ITINERAIRE	29,90	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
106LPP0323 - COMESTIBLE	14,42	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
106LPP0324 - L'HERBIER DES FLEURS	11,41	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
106LPP0325 - L'HERBIER MERVEILLEUX	28,20	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
106LPP0326 - BICARBONATE VINAIGRE CITRON	4,68	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
106LPP0327 - ATLAS DES EPICES	23,52	1,00	1,00	0,00	0,00	23,52
106LPP0328 - LES COUREURS D'EPICES	7,01	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
106LPP0329 - MIMOSAS ET ACACIAS	11,68	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
106LPP0330 - LES BIENFAITS DE LA LAVANDE	14,50	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
106LPP0331 - EPICES AROMATES ET CONDIMENTS	14,16	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
106LPP0332 - MES EPICES AU QUOTIDIEN	15,66	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
106LPP0333 - EPICES ET AROMATES RECETTES SA	13,29	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
106LPP0334 - DES FLEURS ET DES POLLINISATEU	12,09	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
106LPP0335 - DES HOMMES ET DES PLANTES	9,44	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
106LPP0336 - HERBIER DU BIEN ETRE	11,72	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
106LPP0337 - L'HERBIER A CROQUER	19,67	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
106LPP0338 - GUIDE DES FLEURS DU JARDIN	28,24	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
106LPP0339 - CUEILLETTE ET RECETTES	11,80	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
106LPP0340 - MON POTAGER DE FLEURS COMEST	15,70	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
106LPP0341 - LE PETIT LIVRE DU LANGAGE SYMB	2,75	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
106LPP0342 - DESSINER ET PHOTOGRAPHIER LES	19,67	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

AR Prefecture
006-200039857-20250114-DP2025_005-AU
Reçu le 16/01/2025
Publié le 16/01/2025

Elément	Pmp	Quantité théorique	Quantité physique	Ecart (quantité)	Ecart (Valeur)	Valeur ht
106LPP0343 - LES PETITS CARRES FLEURS ET JAR	6,25	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
106LPP0344 - JARDIN SECRET CARNET DE COLOR	10,15	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
106LPP0345 - MONDE DES FLEURS UNE AVENTUR	10,15	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
106LPP0346 - LA FABULEUSE CUISINE DE LA ROU	19,67	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
106LPP0347 - VERTUS MEDICINALES DES PLANTES	13,37	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
106LPP0348 - JARDINS MERVEILLEUX UNE AVENT	5,46	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
106LPP0349 - FANTAISIES FLORALES 60 DESSINS A	6,85	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
106LPP0350 - LE LIVRE DE LA ROSE	14,95	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
106LPP0351 - 450 FLEURS	11,41	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
106LPP0352 - L'HERBIER DE L'ALCHIMISTE	18,09	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
106LPP0353 - LE PARFUM DES FLEURS	16,44	2,00	2,00	0,00	0,00	32,88
106LPP0354 - PLANTES AROMATIQUES, EPICES, A	239,95	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
106LPP0355 - GUERISSEURS ET PLANTES MEDICIN	17,31	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
106LPP0356 - LES FLEURS	20,42	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
106LPP0357 - UNE PROVENCE DE SENTEURS	17,31	1,00	1,00	0,00	0,00	17,31
106LPP0358 - DICTIONNAIRE AMOUREUX DES ARB	19,67	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
106LPP0359 - LES PARFUMS DE LA NATURE	18,09	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
106LPP0360 - LE PETIT GUIDE DES ABEILLES	3,54	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
106LPP0361 - LE GUIDE DU THE JAPONAIS	11,01	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
106LPP362 - RECONNAITRE FACILEMENT LES PLA	21,16	1,00	1,00	0,00	0,00	21,16
107LAH0012 - CUISINER AVEC LES HUILES ESSENT	12,76	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
107LAH0017 - MA BIBLE DES HUILES ESSENTIELLE	20,06	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
107LAH0020 - LE GUIDE DE L'OLFACTOTHERAPIE	12,38	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
107LAH0021 - AROMATHERAPIA	14,15	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
107LAH0023 - LA LAVANDE C EST MALIN	5,11	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
107LAH0025 - GUIDE DES EAUX FLORALES ET HY	13,37	1,00	1,00	0,00	0,00	13,37

AR Prefecture
006-200039857-20250114-DP2025_005-AU
Reçu le 16/01/2025
Publié le 16/01/2025

Elément	Pmp	Quantité théorique	Quantité physique	Ecart (quantité)	Ecart (Valeur)	Valeur ht
107LAH0027 - JE NE SAIS PAS UTILISER LES HE	11,96	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
107LAH0028 - PARFUMS NATURELS A FAIRE SOI M	7,20	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
107LAH0029 - MES 15 HUILES ESSENTIELLES	12,80	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
107LAH0030 - LA BIBLE DE L'AROMATHERAPIE	4,97	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
107LAH0039 - PETIT LAROUSSE DES HUILES ESSE	17,70	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
107LAH0057 - LES HUILES ESSENTIELLES POUR LA	9,38	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
107LAH0073 - HYDROLATS ET EAUX FLORALES	12,80	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
107LAH0085 - JE M'INITIE AUX HE	13,50	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
107LAH0087 - MA CUISINE AUX HE	11,37	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
107LAH0088 - MES MEILLEURES TISANES	5,62	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
107LAH0089 - MON ABCDAIRE ILLUSTRE DES HE	14,15	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
107LAH0090 - PETITS SECRETS DE CUISINE	4,26	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
107LAH0091 - PRODUITS RECUP BICARBONATE	5,65	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
107LAH0092 - LA CHIMIE ET LES SENS	20,14	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
107LAH0093 - LE PETIT CHIMISTE GOURMAND	9,88	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
107LAH0094 - UN CHIMISTE EN CUISINE	11,31	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
107LAH0095 - L'olfactothérapie	17,42	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
107LAH0097 - MES SECRETS DE SORCIERES	12,01	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
107LAH0098 - aromathérapie 100 HE	25,52	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
107LAH0100 - bougies naturelles et parfums d'in	10,19	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
107LAP0019 - COSMETIQUE A L'HUILE DE COCO	7,07	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
107LAP0080 - MES 15 HUILES ESSENTIELLES	5,33	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
107LAP0081 - LES 6 HE INDISPENSABLES	4,26	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
107LAP0082 - DICTIONNAIRE COMPLET DES HYDR	15,73	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
107LAP0083 - GUIDE DE POCHE D'AROMATHERAPI	4,26	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
107LAP0084 - GUIDE PRATIQUE DES HE	12,79	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

AR Prefecture
006-200039857-20250114-DP2025_005-AU
Reçu le 16/01/2025
Publié le 16/01/2025

Elément	Pmp	Quantité théorique	Quantité physique	Ecart (quantité)	Ecart (Valeur)	Valeur ht
107LAP0086 - LE GUIDE TERRE VIVANTE DE LA BE	23,52	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
107LAP0087 - 100 REFLEXES AROMATHERAPIE	4,26	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
107LAP0088 - 30 SUPERALIMENTS A SUBLIMER	8,93	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
107LAP0089 - CUISINE DE FLEURS FEUILLES	8,65	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
107LAP0090 - DO IT NATURE COSMETIQUES	7,07	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
107LAP0091 - GUIDE D'OLFACTOTHERAPIE	9,20	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
107LAP0092 - JE CREE MES COSMETIQUES A BAS	6,33	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
107LAP0093 - JE CUISINE LES FLEURS 50 RECETT	11,01	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
107LAP0094 - JE FAIS MES COSMETIQUES 100%	4,23	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
107LAP0095 - LA CUISINE DES FLEURS	9,17	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
107LAP0096 - MA BIBLE DES FLEURS DE BACH	17,06	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
107LAP0097 - MA FAMILLE SLOW COSMETIQUE	14,93	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
107LAP0098 - MES HUILES ESSENTIELLES SPECIAL	13,50	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
107LAP0100 - mes recettes natures	12,76	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
107LAP0101 - LES ELIXIRS DE FLEURS DE BACH	4,94	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
107LAP0102 - aromathérapie magique le pouvoir	8,49	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
107LAP0103 - ENCENS ET PARFUMS THERAPEUTI	20,45	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
107LAP0104 - un nez et des parpilles	10,66	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
107LAP0105 - CUISINER LES FLEURS DU JARDIN	10,62	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
107LAP0106 - grand traité des fleurs comestible	27,14	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
107LAP0107 - LE GUIDE DES HE	4,94	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
107LAP0108 - le guide illustré festy des HE	14,15	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
107LAP0109 - les fleurs comestibles du jardin	15,64	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
107LAP0110 - mes créations aux HE	9,95	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
107LAP0111 - METAPHORE ET OLFACTION	60,43	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
107LAP0112 - LES ESSENCES ET LES PARFUMS	7,75	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

AR Prefecture
006-200039857-20250114-DP2025_005-AU
Reçu le 16/01/2025
Publié le 16/01/2025

Elément	Pmp	Quantité théorique	Quantité physique	Ecart (quantité)	Ecart (Valeur)	Valeur ht
107LAP0113 - NOUVEAU MANUEL DU PARFUMEUR	13,65	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
107LAP0150 - LE GUIDE TERRE VIVANTE DE LA SA	20,62	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
107LAP0152 - LE SENS DES ESSENCES	15,64	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
107LAP0153 - HE ET PARFUMS QUI GUERISSENT	15,85	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
107LAP0154 - HE FEMININE RETROUVER SON ESS	12,45	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
107LAP0155 - MIEUX AVEC LES EAUX FLORALES	12,59	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
107LAP0156 - LE GUIDE TERRE VIVANTE DES HUIL	20,62	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
107LAP0157 - conception des produits cosmétiq	31,47	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
107LAP0158 - matières premières cosmétiques	33,04	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
107LAP0159 - cosmetique vegan	7,07	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
107LAP0160 - COSMETIQUE A FAIRE SOI MEME	6,75	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
107LAP0161 - fabriquer ses savons	14,22	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
107LAP0162 - fashion girl make up	12,01	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
107LAP0163 - fleurs de bach schema trans	16,35	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
107LAP0164 - la bonne maison	5,62	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
107LAP0165 - lavandes aromes et bienfaits	8,89	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
107LAP0166 - DICTIONNAIRE COMPLET D'AROMAT	18,41	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
107LAP0167 - INITIATION A L'AROMATHERAPIE	15,64	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
107LAP0168 - LE GUIDE COMPLET DES HE	25,56	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
107LAP0169 - HUILES ESSENTIELLES POUR DEBUT	9,95	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
107LAP0170 - PARFUM DE MENTHE	8,53	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
107LAP0171 - HUILES ESSENTIELLES A SENTIR ET	10,88	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
107LAP0173 - ATELIER OLFACTION VOYAGE AU PI	37,06	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
107LAP0174 - SECRETS ET POUVOIRS DE LA LAVA	13,69	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
107LAP0175 - DE LA LAVANDE, DU PERSIL, DE LA	5,56	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
107LAP0176 - 50 HE INCONTOURNABLES	3,54	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

AR Prefecture
006-200039857-20250114-DP2025_005-AU
Reçu le 16/01/2025
Publié le 16/01/2025

Elément	Pmp	Quantité théorique	Quantité physique	Ecart (quantité)	Ecart (Valeur)	Valeur ht
107LAP0177 - VOYAGES OLFACTIFS AU COEUR DE	14,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
107LAP0178 - LA BIBLE DES PRODUITS DE BEAUT	16,07	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
107LAP0179 - CARNETS DE ROUTE DE LA COSMET	27,54	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
107LAP0180 - SE SOIGNER AVEC LES HYDROLATS	15,73	1,00	1,00	0,00	0,00	15,73
107LAP0181 - LE GRAND GUIDE DES HUILES ESSE	19,59	1,00	1,00	0,00	0,00	19,59
107LAP0182 - LE GUIDE DE LA SAVONNERIE A FR	20,45	1,00	1,00	0,00	0,00	20,45
107LPA0077 - LE GRAND LIVRE DES HE	18,49	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
107LPA0078 - L'AROMATHERAPIE EXACTEMENT	55,59	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
107LPA0079 - LE PETIT GUIDE DES HE	5,51	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
107LPA0080 - LES HUILES ESSENTIELLES AU FEMI	5,96	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
107LPA0081 - LES HE SPECIAL ENFANTS	6,20	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
107LPA0082 - LES HUILES ESSENTIELLES A RESPI	14,50	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
107LPA0083 - la bible de l'aromathérapie	14,50	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
107LPA0084 - LE GUIDE TERRE VIVANTE DES HE	22,82	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
107LPA0172 - HUMER FLAIRER SENTIR	16,52	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
107LPA0173 - HUILES ESSENTIELLES POUR ADULT	10,39	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
107LPA0174 - HUILES ESSENTIELLES POUR LES SE	10,39	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
107LPA0175 - HUILES ESSENTIELLES POUR LES EN	10,39	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
107LPA0176 - AROMATHERAPSY	16,92	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
107LPA0177 - LE PARFUM DES ARBRES	14,16	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
107LPA0178 - LES EPICES CONSEILS D'EXPERTS	19,63	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
107LPA0179 - EPICES AROMATES ET CONDIMENTS	36,03	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
107LPA0180 - LE GRAND GUIDE DE L'AROMATHER	11,72	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
107LPA0181 - HUILES ESSENTIELLES EN TOUTE C	19,59	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
107LPA0182 - MA BIBLE DES HUILES ESSENTIELLE	23,52	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
107LPA0183 - MA BIBLE DES HUILES ESSENTIELLE	23,52	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

AR Prefecture
006-200039857-20250114-DP2025_005-AU
Reçu le 16/01/2025
Publié le 16/01/2025

Elément	Pmp	Quantité théorique	Quantité physique	Ecart (quantité)	Ecart (Valeur)	Valeur ht
107LPA0184 - MON CAHIER HUILES ESSENTIELLES	6,22	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
107LPA0185 - LE COFFRET DIGESTION	7,79	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
107LPA0186 - LE COFFRET SOMMEIL	7,79	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
107LPA0187 - LE COFFRET ARTICULATIONS	7,79	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
107LPA0188 - LE COFFRET TROUBLES HIVERNAUX	7,79	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
107LPA0189 - HUILES ESSENTIELLES ET EAUX FLO	15,73	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
107LPA0190 - AROMATHERAPIE ESSENTIELLE. HUI	23,14	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
107LPA0191 - LE GUIDE ILLUSTRE FESTY DES HE	16,52	1,00	1,00	0,00	0,00	16,52
107LPA0192 - AROMAENFANTS HE	15,73	1,00	1,00	0,00	0,00	15,73
108LE00057 - LITTLE BOOK OF DIOR	13,77	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
108LH0206 - SOUVIENS TOI DE MON PARFUM	7,87	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
108LHP0000 - CHRISTIAN DIOR ET MOI	20,38	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
108LHP0009 - PARFUMS ET AROMATES DANS L'AN	23,60	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
108LHP0012 - GRASSE : TERRE DE PARFUMS	6,82	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
108LHP0014 - LA CITE AROMATIQUE : GRASSE	11,37	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
108LHP0017 - LE PARFUM A TRAVERS LES SIECLES	13,34	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
108LHP0025 - Mémoire en Images, Grasse	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
108LHP0027 - PARFUMS ET AROMES DE L'ANTIQUI	18,96	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
108LHP0040 - PARFUM D'EMPIRE	12,72	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
108LHP0042 - 100 000 ANS DE BEAUTE	108,41	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
108LHP0043 - 75 ANS DE BEAUTE LANCOME	42,46	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
108LHP0051 - GRASSE AU FIL DU TEMPS, du che	19,67	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
108LHP0054 - GRASSE REGARDS DE PHOTOGRAP	18,33	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
108LHP0055 - LES PARFUMS HISTOIRE ANTHOLOG	26,75	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
108LHP0057 - CE QUE DIT LA BIBLE SUR LE PARF	9,24	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
108LHP0060 - biographie dior	5,62	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

AR Prefecture
006-200039857-20250114-DP2025_005-AU
Reçu le 16/01/2025
Publié le 16/01/2025

Elément	Pmp	Quantité théorique	Quantité physique	Ecart (quantité)	Ecart (Valeur)	Valeur ht
108LHP0100 - COTY ANGLAIS	49,76	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
108LHP0102 - LE PRINTEMPS DE GUERLAIN	30,33	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
108LHP0104 - CHANEL PARFUM	13,51	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
108LHP0106 - Christian Dior...HOMME DU SIECLE	37,15	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
108LHP0111 - JE SUIS PARFUMEUR CREATEUR	10,67	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
108LHP0114 - PARFUMS D'AMOUR : COFFRET	36,25	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
108LHP0123 - LES PARFUMS HISTOIRE ANTHOLOG	26,75	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
108LHP0125 - A L OMBRE DES USINE EN FLEURS	10,67	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
108LHP0127 - GRASSE MEMOIRE EN IMAGES	15,89	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
108LHP0129 - DIOR : LES PARFUMS	72,51	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
108LHP0130 - EGYPTE, UN PARFUM D'IMMORTALI	10,67	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
108LHP0131 - LE PARFUM AU MOYEN AGE	11,18	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
108LHP0135 - GRASSE-L'USINE A PARFUMS	18,09	1,00	1,00	0,00	0,00	18,09
108LHP0136 - LA FABRIQUE DES PARFUMS	18,88	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
108LHP0137 - GIVAUDAN ODYSSEE DES AROMES E	51,14	1,00	1,00	0,00	0,00	51,14
108LHP0140 - UNE HISTOIRE DES PARFUMEURS	19,91	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
108LHP0141 - PARFUMS RARES DE PROVENCE	14,22	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
108LHP0142 - LE ROMAN DES GUERLAIN	18,09	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
108LHP0155 - DIOR FOR EVER	39,34	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
108LHP0156 - MONSIEUR DIOR IL ETAIT UNE FOIS	47,20	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
108LHP0161 - DIOR BY DIOR DELUXE	15,64	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
108LHP0162 - GRASSE DU MOYEN AGE A LA BELL	10,66	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
108LHP0163 - CHRISTIAN DIOR ET LE SUD	66,87	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
108LHP0166 - FRAGANCES	11,76	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
108LHP0167 - ODEURS ET PARFUMS EN OCCIDEN	19,67	1,00	1,00	0,00	0,00	19,67
108LHP0168 - MILLOT PARFUMEUR	23,60	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

AR Prefecture
006-200039857-20250114-DP2025_005-AU
Reçu le 16/01/2025
Publié le 16/01/2025

Elément	Pmp	Quantité théorique	Quantité physique	Ecart (quantité)	Ecart (Valeur)	Valeur ht
108LHP0170 - MILLOT PERFUMER	19,19	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
108LHP0171 - LA VIE EST BELLE LANCOME	35,47	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
108LHP0172 - VICTOR VAISSIER L'AVENTURE	22,75	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
108LHP0173 - PARFUMS DE LEGENDE NE	18,88	1,00	1,00	0,00	0,00	18,88
108LHP0174 - LES PARFUMEURS	17,31	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
108LHP0175 - AUX SOURCES DU PARFUM	9,60	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
108LHP0176 - L'EAU DE ROSE DE MARIE-ANTOINE	11,33	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
108LHP0177 - GRASSE IL Y A 100 ANS	26,19	8,00	8,00	0,00	0,00	209,52
108LHP0178 - une allure éternelle chanel	18,09	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
108LHP0179 - COFFRET PARFUM D'AMOUR	41,23	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
108LHP0200 - DIOR COLLECTION PRIVE	67,54	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
108LHP0201 - voyages de parfums les abeilles d	12,65	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
108LHP0202 - coco chanel	3,55	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
108LHP0203 - little people big dreams	9,95	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
108LHP0204 - Parfums de l'antiquité rose et enc	33,20	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
108LHP0205 - LES FEMMES EN PARFUMERIE	16,91	10,00	11,00	1,00	16,91	186,01
108LHP0208 - LE N°5 DE CHANEL	16,91	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
108LHP0209 - musique de parfums	12,65	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
108LHP0210 - EDITIONS DE PARFUMS FREDERIC M	53,08	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
108LHP0211 - DICTIONNAIRE AMOUREUX DU PAR	21,24	2,00	2,00	0,00	0,00	42,48
108LHP0212 - DIOR PAR AMOUR DES FLEURS	67,54	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
108LHP0213 - DIOR EN ROSES	24,88	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
108LHP0214 - N° 5 CHANEL PARIS PARFUM	11,72	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
108LHP0215 - YVES SAINT LAURENT	9,36	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
108LHP0216 - L'IRREGULIERE L'ITINEAIRE DE COC	7,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
108LHP0217 - FRANCOIS COTY	14,95	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

AR Prefecture
006-200039857-20250114-DP2025_005-AU
Reçu le 16/01/2025
Publié le 16/01/2025

Elément	Pmp	Quantité théorique	Quantité physique	Ecart (quantité)	Ecart (Valeur)	Valeur ht
108LHP0218 - CHANEL & CO LES AMIES DE COCO	7,24	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
108LHP0219 - LE MONDE SELON COCO	11,72	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
108LHP0220 - COCO CHANEL L'UNIVERS ILLUSTRE	17,31	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
108LHP0221 - LE N°5 DE CHANEL BIO NON AUTO	6,29	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
108LHP0222 - COCO CHANEL	5,82	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
108LHP0223 - YVES SAINT LAURENT LE SOLEIL ET	19,67	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
108LHP0224 - COCO CHANEL POUR L'AMOUR DES	18,68	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
108LHP0225 - MADEMOISELLE COCO ET...	14,86	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
108LHP0226 - AGIR ET PENSER COMME COCO CH	10,15	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
108LHP0227 - DEVENIR CHRISTIAN DIOR	13,43	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
108LHP0228 - MISS DIOR MUSE ET RESISTANTE	18,80	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
108LHP0229 - COCO CHANEL UN PARFUM DE MYS	4,80	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
108LHP0230 - COCO CHANEL DE HENRY GIDEL	7,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
108LHP0231 - coco chanel les ptits berets	10,78	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
108LHP0232 - L'ART DE LA COULEUR	80,57	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
108LHP0233 - il etait une fois les Dior	17,70	1,00	1,00	0,00	0,00	17,70
108LHP0234 - CHRISTIAN DIOR UN DESTIN	20,06	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
108LHP0235 - CHANEL N°5 ANATOMIE D'UN MYTH	118,01	1,00	1,00	0,00	0,00	118,01
108LHP0236 - JEANNE LANVIN UNE GRIFFE UN D	16,04	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
108LHP0237 - HISTOIRE DE GRASSE	28,72	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
108LHP0238 - CHANEL L'ENIGME	32,15	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
108LHP0239 - PARFUM DE L'ESSENCE AU FLACON	35,40	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
108LHP0240 - L'ART DE LA BOTANIQUE	28,20	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
108LHP0241 - COLLECTOR DICTIONNAIRE AMOUR	21,75	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
108LHP0242 - LES PLUS GRANDS CREATEURS DE	24,09	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
108LHP0243 - PARIS CAPITALE DE GUERLAIN	60,43	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

AR Prefecture
006-200039857-20250114-DP2025_005-AU
Reçu le 16/01/2025
Publié le 16/01/2025

Elément	Pmp	Quantité théorique	Quantité physique	Ecart (quantité)	Ecart (Valeur)	Valeur ht
108LHP0244 - CHRISTIAN DIOR DESTINY	23,60	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
108LHP0245 - DE L'ART DU PARFUM FREDERIC MA	7,71	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
108LHP0246 - LITTLE BOOK OF CHANEL	18,01	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
108LHP0247 - A VANITY AFFAIR L'ART DU NECESS	96,68	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
108LHP0248 - PERLES DE COCO CHANEL	7,79	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
108LHP0249 - LE TEMPS IMAGINAIRE	20,14	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
108LHP0250 - PIERRE ET GILLES	42,50	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
108LHP0251 - EN FINIR	26,18	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
108LHP0252 - PHENOMENOLOGIE DE LA DANSE	16,11	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
108LHP0253 - SYLVIE FLEURY	32,23	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
108LHP0254 - WONDERFUL TOWN PIERRE & GILL	20,14	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
108LHP0255 - ALFA OTHONIEL	36,26	1,00	1,00	0,00	0,00	36,26
108LHP0256 - RENE GRUAU MASTER OF FASHION	61,23	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
108LHP0257 - POIRET DIOR AND SCHIAPARELLI	31,52	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
108LHP0258 - L'INTELLIGENCE D'UN SENS	49,17	1,00	1,00	0,00	0,00	49,17
108LHP0259 - THE PERFUME CULTURE	20,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
108LHP0260 - EDC FARINA 1709	13,06	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
108LHP0261 - EDC FARINA 1709 VI	13,06	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
108LHP0262 - COCO CHANEL UNE FEMME UNE RE	23,52	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
108LHP0263 - YVES SAINT LAURENT AUX MUSEES	7,47	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
108LHP0264 - LA PETITE ROBE NOIRE	10,97	1,00	1,00	0,00	0,00	10,97
108LHP0265 - AUDREY HEPBURN L'UNIVERS ILLUS	17,31	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
108LHP0266 - LE PARIS DES FASHIONISTAS	17,31	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
108LHP0267 - 100 ROBES MYTHIQUES	17,31	1,00	1,00	0,00	0,00	17,31
108LHP0268 - HAUTE COUTURE	23,56	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
108LHP0269 - INSPIRATIONS HAUTE COUTURE	17,31	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

AR Prefecture
006-200039857-20250114-DP2025_005-AU
Reçu le 16/01/2025
Publié le 16/01/2025

Elément	Pmp	Quantité théorique	Quantité physique	Ecart (quantité)	Ecart (Valeur)	Valeur ht
108LHP0270 - GRASSE DE LA FLEUR AU PARFUM	30,68	5,00	5,00	0,00	0,00	153,40
108LHP0400 - CHRISTIAN DIOR L'UNIVERS ILLUST	17,31	1,00	0,00	-1,00	-17,31	0,00
108LHP0402 - PARFUMS ET LOTIONS MAGIQUES D	14,36	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
108LHP0403 - CHRISTIAN DIOR COUTURIER DU R	46,42	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
108LHP0404 - ELSA SCHIAPARELLI L'EXTRAVAGAN	18,80	1,00	1,00	0,00	0,00	18,80
108LHP0405 - LE PARFUMEUR FRANCOIS	15,73	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
108LHP0419 - YVES SAINT-LAURENT L'ALBUM	9,44	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
108LHP0420 - YVES SAINT-LAURENT L'ENFANT TE	16,78	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
108LHP0421 - JEAN-PAUL GAULTIER PUNK SENTI	17,31	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
108LHP0422 - MADEMOISELLE DITE COCO	7,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
108LHP0423 - LA LEGENDE ROSE DE MARIE-ANTOI	7,83	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
108LHP0468 - DIOR PAR MATS GUSTAFSON	86,54	1,00	1,00	0,00	0,00	86,54
108LHP401 - PARFUMS D'AMOUR	14,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
108LHP404 - COCO CHANEL UNE ICONE	27,54	1,00	1,00	0,00	0,00	27,54
108LHP405 - JOHN GALLIANO FOR DIOR	108,57	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
108LHP406 - COCO CHANEL UN PARFUM DE MYST	15,73	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
108LHP409 - LA SAGA GUCCI	13,30	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
108LHP410 - MADEMOISELLE COCO ET L'EAU DE L	6,77	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
108LHP411 - N°5 CULTURE CHANEL	102,27	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
108LHP412 - COCO CHANEL GRANDES BIO	18,09	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
108LHP413 - L'EVOLUTION DE LA BEAUTE	31,43	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
108LHP414 - ABECEDAIRE DE LA BEAUTE	20,45	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
108LHP415 - YSL ABECEDAIRE	43,27	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
108LHP416 - CHRISTIAN DIOR VU PAR VOGUE	14,95	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
108LHP417 - LE MONDE SELON CHRISTIAN DIOR	12,59	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
108LHP418 - CHANEL IN 55 OBJECTS	19,27	1,00	1,00	0,00	0,00	19,27

AR Prefecture
006-200039857-20250114-DP2025_005-AU
Reçu le 16/01/2025
Publié le 16/01/2025

Elément	Pmp	Quantité théorique	Quantité physique	Ecart (quantité)	Ecart (Valeur)	Valeur ht
108LHP419 - JEAN PAUL GAULTIER DE A A Z	40,07	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
108LHP420 - une coutière à contre courant coco	7,86	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
108LHP421 - un avant gardiste de la mode yves	7,86	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
108LHP422 - LA MAGIE D'UN TERROIR	25,18	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
108LHP423 - CHANEL UNE ICONE DU STYLE	16,52	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
108LHP424 - SEDUCTION ET POUVOIR L'ART DE S'	19,67	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
108LHP425 - PARFUMS D'HISTOIRE HABIT DE PARF	14,39	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
108LHP426 - L'ART OUBLIE DU PARFUM	6,29	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
108LHP427 - PARFUMS D'ORIENT	25,18	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
108LHP428 - L'ELEGANCE FRANCAISE	17,31	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
108LHP429 - CHANEL	30,68	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
108LHP430 - GRACE KELLY	17,31	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
108LHP431 - LITTLE BOOK OF DIOR VF	15,70	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
108LHP432 - LA ROUTE DE L'ENCENS	23,21	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
108LHP433 - PARFUMS L'INSPIRATION MARRAKEC	29,90	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
108LHP434 - LITTLE BOOK OF PRADA VF	15,70	1,00	1,00	0,00	0,00	15,70
108LHP435 - MARIE - ANTOINETTE Cécile BERLY	11,01	1,00	1,00	0,00	0,00	11,01
108LHP436 - LITTLE BOOK OF YVES SAINT LAURE	15,70	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
108LHP437 - KARL LAGERFELD UNSEEN	46,42	1,00	1,00	0,00	0,00	46,42
108LHP438 - GABRIELLE CHANEL	35,40	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
108LHP439 - CHRISTIAN DIOR SOUS TOUTES LES	18,92	1,00	1,00	0,00	0,00	18,92
108LHP440 - LITTLE BOOK OF CHANEL PAR LAGE	15,70	1,00	1,00	0,00	0,00	15,70
108LHP441 - LITTLE BOOK OF CHANEL VF	15,70	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
108LHP442 - LE STYLE CHANEL	12,55	2,00	2,00	0,00	0,00	25,10
108LHP443 - HAUTE COUTURE une vie aux cotes	15,70	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
108LHP444 - HAUTE COUTURE ITALIENNE	17,31	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

AR Prefecture
006-200039857-20250114-DP2025_005-AU
Reçu le 16/01/2025
Publié le 16/01/2025

Elément	Pmp	Quantité théorique	Quantité physique	Ecart (quantité)	Ecart (Valeur)	Valeur ht
108LHP445 - LITTLE BOOK OF HERMES VF	15,70	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
108LHP446 - LITTLE BOOK OF BALMAIN	15,70	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
108LHP447 - CHRISTIAN DIOR EDITION BILINGUE	35,40	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
108LHP448 - CHANEL COLLECTIONS ET CREATION	30,68	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
108LHP449 - UN SIECLE DE MODE	27,50	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
108LHP450 - DANS LA GARDE ROBE DE MARIE AN	19,59	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
108LHP451 - SENTEURS CELESTES AROMES DU PA	15,73	1,00	1,00	0,00	0,00	15,73
108LHP452 - POT-POURRI	13,37	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
108LHP453 - LITTLE BOOK OF LOUIS VUITTON	15,70	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
108LHP454 - LITTLE BOOK OF GUCCI VF	15,70	1,00	1,00	0,00	0,00	15,70
108LHP455 - LITTLE BOOK OF FENDI VF	15,70	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
108LHP456 - LITTLE BOOK OF GIVENCHY VF	15,70	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
108LHP457 - LITTLE BOOK OF BURBERRY VF	15,70	1,00	1,00	0,00	0,00	15,70
108LHP458 - LITTLE BOOK OF VERSACE VF	15,70	1,00	1,00	0,00	0,00	15,70
108LHP459 - LEONARD DE VINCI ET LES PARFUMS	22,82	1,00	1,00	0,00	0,00	22,82
108LHP460 - MESSAGES CREATIFS DE COCO CHAN	19,63	2,00	2,00	0,00	0,00	39,26
108LHP461 - COCO CHANEL UNE LEGENDE UNE V	19,59	1,00	1,00	0,00	0,00	19,59
108LHP462 - DIOR UNE ICONE DU STYLE	16,52	1,00	1,00	0,00	0,00	16,52
108LHP463 - LP MISS DIOR LE DESTIN	9,44	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
108LHP464 - LE STYLE DIOR	12,55	1,00	1,00	0,00	0,00	12,55
108LHP465 - L'HISTOIRE DE CHANEL	35,40	1,00	1,00	0,00	0,00	35,40
109LJP0001 - DES PARFUMS A FAIRE SOI-MÊME	10,45	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
109LJP0009 - FAITES VOS SAVONS MAISON	4,26	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
109LJP0010 - LES SAVONS DE MARSEILLE	12,23	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
109LJP0012 - FAIRE SES SAVONS NATURELS	7,79	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
109LJP0017 - JE CREE MES SAVONS AU NATUREL	11,28	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

AR Prefecture
006-200039857-20250114-DP2025_005-AU
Reçu le 16/01/2025
Publié le 16/01/2025

Elément	Pmp	Quantité théorique	Quantité physique	Ecart (quantité)	Ecart (Valeur)	Valeur ht
109LJP0019 - NOUVEAU MANUEL COMPLET DU PA	8,89	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
109LJP0022 - LES SAVONS ET LES DETERGENTS	24,17	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
109LJP0027 - MON KIT BEAUTE MAISON COFFRET	15,94	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
109LJP0031 - MA PETITE FABRIQUE A PARFUMS	11,01	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
109LJP0032 - LA BEAUTE AU NATUREL	7,83	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
109LJP0033 - PARFUMS FAITS MAISON	4,64	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
109LJP0034 - LE SAVON DE MARSEILLE 100% NAT	8,53	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
109LJP0035 - LES SECRETS D'UNE PEAU PARFAITE	12,80	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
109LJP0036 - DO IT NATURE	7,07	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
109LJP0037 - ma beauté au naturel	10,60	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
109LJP0038 - LA BIBLE APPRENTI PARFUMEUR	8,58	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
109LJP0039 - PARFUMS FAITS MAISON 28 RECETT	4,76	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
109LJP0040 - LES SECRETS DU CITRON	5,47	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
109LJP0041 - STOP AUX COSMETIQUES PETROCHI	12,05	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
109LJP0042 - LES SECRETS DE L'ORTIE	5,47	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
109LJP0043 - BOMBES DE BAINS	12,05	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
109LJP0044 - FUSEAUX ET FIGURINES DE LAVAND	7,98	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
109LJP0045 - ENCENS NATURELS	7,83	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
109LJP0046 - CULTIVEZ VOS EPICES	14,16	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
109LJP0047 - MATIERES PREMIERES ACTIFS NATU	30,68	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
109LJP0048 - TOUT SAVOIR SUR LES COSMETIQU	11,72	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
109LJP0049 - PACKAGING DES PRODUITS COSMET	30,68	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
109LJP0050 - LES SECRETS DE L'HUILE D'OLIVE	5,47	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
109LJP0051 - RIEN NE SE PERD DU BON USAGE D	4,68	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
109LJP0052 - PURINS, POTIONS ET BADIGEONS F	4,68	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
109LJP0053 - L'ART DE LA PARFUMERIE MAGIQUE	15,70	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

AR Prefecture
006-200039857-20250114-DP2025_005-AU
Reçu le 16/01/2025
Publié le 16/01/2025

Elément	Pmp	Quantité théorique	Quantité physique	Ecart (quantité)	Ecart (Valeur)	Valeur ht
109LJP0054 - CUEILLEZ VOS ENCENS	14,95	1,00	1,00	0,00	0,00	14,95
109LJP0055 - SAVONS NATURELS FAITS MAISON	10,15	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
109LJP0056 - LE PETIT GUIDE DES ENCENS	8,61	1,00	1,00	0,00	0,00	8,61
109LJP0057 - MES COSMETIQUES SOLIDES MAISO	11,76	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
109LJP0058 - DO IT NATURE SAVONS AUX PLANT	7,83	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
109LJP0059 - JE FAIS MES COSMETIQUES 100% N	6,25	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
109LJP0060 - FABRIQUER SES SAVONS	13,30	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
109LJP0061 - COSMETIQUES TOUT FAIRE SOI MEM	7,83	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
109LJP0062 - LES FLEURS PAR LES GRANDS MAIT	19,63	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
109LJP0063 - JE FAIS MES PRODUITS DE BEAUTE	17,26	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
110LCE0001 - CÔTE DES ECHANTILLONS DE PARF	9,95	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
110LCE0005 - NOUVEAUTE 2004,L'officiel du mar	12,08	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
110LCE0006 - NOUVEAUTE 2005, L'officiel du ma	12,08	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
110LCE0030 - NOUVEAUTES 2010	12,13	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
110LCE0038 - COTE GENERALE DES ECHANTILLO	19,19	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
110LCE0042 - 10000 MINIATURES DE PARFUM	34,69	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
110LCE0043 - 12000 MINIATURES DE PARFUM	63,27	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
111LR00020 - LE PARFUM COLLECTOR	17,31	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
111LR00021 - UN PARFUM DE ROSE ET D OUBLI	6,36	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
111LR0085 - LES SIMPLES	6,77	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
111LR0086 - DANS LES EAUX PROFONDES	8,06	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
111LR0087 - UN PARFUM DE BRUYERE	3,07	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
111LR0088 - LP LES 5 PARFUMS DE NOTRE HISTOI	5,90	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
111LR0091 - LA VIE EST UN PARFUM RESPIREZ LA	18,09	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
111LRP0001 - LE PARFUM SUSKIND	6,22	5,00	5,00	0,00	0,00	31,10
111LRP0012 - JEAN-LOUIS FARGEON, PARFUMEUR	6,29	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

AR Prefecture
006-200039857-20250114-DP2025_005-AU
Reçu le 16/01/2025
Publié le 16/01/2025

Elément	Pmp	Quantité théorique	Quantité physique	Ecart (quantité)	Ecart (Valeur)	Valeur ht
111LRP0013 - ESSENCES ET PARFUMS	4,80	1,00	1,00	0,00	0,00	4,80
111LRP0018 - PERFUME SUSKIND	10,31	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
111LRP0025 - LA ROSE, L'AVENTURIER & LE RÊVE	7,96	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
111LRP0029 - VANILLE MON AME EST UN PARFUM	7,87	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
111LRP0032 - JOURNAL D'UN PARFUMEUR	13,57	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
111LRP0034 - L'EAU DES ANGES T.1	11,56	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
111LRP0036 - L'EAU DU ROI T.2	12,05	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
111LRP0037 - L'EAU BLEUE T.3	11,76	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
111LRP0039 - LA NOTE VERTE	12,59	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
111LRP0042 - LP JOURNAL D'UN PARFUMEUR	5,66	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
111LRP0044 - UN HOMME AU PARFUM	12,08	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
111LRP0046 - PARFUMS - PHILIPPE CLAUDEL LP	6,22	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
111LRP0050 - PARFUMS DE PRINTEMPS	10,67	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
111LRP0053 - PARFUMS - PHILIPPE CLAUDEL	14,55	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
111LRP0057 - L'ECRIVAIN D'ODEURS	12,08	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
111LRP0059 - LA FLEUR ET SON PARFUM	14,93	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
111LRP0060 - APHORISMES D'UN PARFUMEUR	13,37	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
111LRP0061 - LE PARFUM DU TEMPS	10,66	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
111LRP0062 - UN PARFUM DE ROSE	9,44	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
111LRP0067 - Parfums des thés	12,80	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
111LRP0083 - LE PARFUM DES SENTIMENTS	7,08	1,00	1,00	0,00	0,00	7,08
111LRP0085 - DES VOYAGES ET DES PARFUMS	9,44	1,00	1,00	0,00	0,00	9,44
111LRP0086 - LE PARFUM D'IRAK	6,85	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
111LRP0090 - LA VANILLE A LA RECHERCHE DE L'	17,73	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
111LRP0091 - LE CRIME DE LA BASTIDE	15,73	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
111LRP0092 - UNE ODEUR DE SAINTETE	11,64	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

AR Prefecture
006-200039857-20250114-DP2025_005-AU
Reçu le 16/01/2025
Publié le 16/01/2025

Elément	Pmp	Quantité théorique	Quantité physique	Ecart (quantité)	Ecart (Valeur)	Valeur ht
111LRP0093 - L'ODEUR DES JOURS UNE VIE DE PA	19,59	2,00	2,00	0,00	0,00	39,18
111LRP0094 - LES SECRETS DES PARFUMS MEMOI	14,16	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
111LRP0095 - CE PARFUM ROUGE	17,23	1,00	1,00	0,00	0,00	17,23
111LRP0096 - L'IVRESSE DU JASMIN	14,87	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
111LRP0097 - UN PARFUM DE ROSE	16,91	1,00	1,00	0,00	0,00	16,91
111RP00100 - LE DERNIER PARFUM	12,59	1,00	1,00	0,00	0,00	12,59
111RP0063 - parfums d'amour	4,98	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
111RP0064 - LE PARFUM DU BONHEUR	5,62	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
111RP0065 - LE MAITRE PARFUMEUR	7,11	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
111RP0066 - le roman du parfum	15,89	1,00	1,00	0,00	0,00	15,89
111RP0068 - SHADOWSCENT LE PARFUM DE L'OM	14,93	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
111RP0069 - UN PARFUM DE FLEUR D'ORANGER	16,35	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
111RP0070 - LA VILLE DES PARFUMS	14,16	1,00	1,00	0,00	0,00	14,16
111RP0071 - COMME UN PARFUM DE ROSE	14,08	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
111RP0072 - lp jean louis fargeon parfumeur de	6,29	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
111RP0073 - le parfum des poisons	6,29	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
111RP0074 - HANAE DRAGONDLY VOYAGEUSE	15,92	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
111RP0075 - L'ODEUR	7,24	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
111RP0076 - LA MAISON DES FRAGRANCES	10,63	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
111RP0077 - ET TU M'AS OFFERT TON SOLEIL	12,01	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
111RP0078 - LA COLLECTIONNEUSE DE PARFUM	5,83	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
111RP0079 - LES 5 PARFUMS DE NOTRE HISTOIRE	5,90	1,00	1,00	0,00	0,00	5,90
111RP0080 - LE PARFUM DU DIABLE	11,37	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
111RP0081 - UN PARFUM DE JITTERBUG	8,24	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
111RP0082 - LE PARFUM DES CENDRES	13,15	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
111RP0083 - SON PARFUM	15,66	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

AR Prefecture
006-200039857-20250114-DP2025_005-AU
Reçu le 16/01/2025
Publié le 16/01/2025

Elément	Pmp	Quantité théorique	Quantité physique	Ecart (quantité)	Ecart (Valeur)	Valeur ht
111RP0084 - HOUSE OF GUCCI	16,11	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
111RP0085 - IRO MO KA MO	13,37	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
111RP0086 - EFFLUVES DU PARADIS	11,01	1,00	1,00	0,00	0,00	11,01
111RP0087 - UN PARFUM DE GRASSE	6,06	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
111RP0088 - SON PARFUM	9,44	1,00	1,00	0,00	0,00	9,44
111RP0089 - UN PARFUM DE LAVANDE	14,16	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
111RP0090 - HAIKUS. EN FLEURS	15,66	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
111RP0091 - UN MATIN EN PENTE DOUCE	14,16	1,00	1,00	0,00	0,00	14,16
111RP0092 - L'APPEL DES ODEURS	15,73	1,00	1,00	0,00	0,00	15,73
111RP0093 - UN ETERNEL ETE	15,73	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
111RP0094 - GERMAINE CELLIER	21,24	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
111RP0095 - LE JUSTE GRAIN DU PARFUM	13,37	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
111RP0096 - SYNCHRONIE N°6	12,59	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
111RP0097 - LA PARFUMEUSE DE PARIS	7,04	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
111RP0098 - LES ODEURS DU BONHEUR	15,66	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
111RP0099 - UN PARFUM AUX MILLE ET UN POUV	13,37	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
111RP0100 - HERITAGES LA LIGNEE DES FEMMES	15,73	2,00	2,00	0,00	0,00	31,46
111RP0101 - LE PARFUM DES FEMMES	6,29	1,00	1,00	0,00	0,00	6,29
112LJ0014 - BARBAPAPA, L'atelier	2,84	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
112LJ0028 - LES ORANGERS DE VERSAILLES T1	8,71	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
112LJ00302 - LE GRAND LIVRE DES ODEURS MA J	11,76	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
112LJ0035 - CHEZ MARIE-ANTOINETTE	4,55	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
112LJ0047 - LES COLOMBES DU ROI SOLEIL	5,47	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
112LJ0048 - LUCAS ET LE PARFUM VOYAGEUR	9,44	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
112LJ0051 - AU BAIN	3,52	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
112LJ0054 - LE BAIN	4,23	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

AR Prefecture
006-200039857-20250114-DP2025_005-AU
Reçu le 16/01/2025
Publié le 16/01/2025

Elément	Pmp	Quantité théorique	Quantité physique	Ecart (quantité)	Ecart (Valeur)	Valeur ht
112LJ0055 - BROSSE ET SAVON	3,98	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
112LJ0074 - BARBAPAPA JARDIN	2,84	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
112LJ0075 - LE PARFUM D'ISIS	4,58	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
112LJ0076 - LES VOYAGES PARFUMES	11,41	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
112LJ0077 - LE PARFUM DES FEUILLES DE THE	11,72	1,00	1,00	0,00	0,00	11,72
112LJ0078 - NINA LA PETITE FILLE	11,25	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
112LJ0079 - MON HERBIER A COLORIER	11,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
112LJ0080 - MON HERBIER FEUILLES FLEURS	11,76	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
112LJ0082 - MON TOUT PREMIER HERBIER	8,18	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
112LJ0083 - COCO CHANEL PETITE & GRANDE	9,40	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
112LJ0084 - CONTES AUX PARFUMS D'UNE INDE	15,64	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
112LJ0085 - DES ENFANTS EN OR	4,80	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
112LJ0086 - DES GOUTS ET DES ODEURS	10,23	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
112LJ0087 - FLEURS PETIT LIVRE A COLORIER	3,51	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
112LJ0088 - IMAGIDOUX MON IMAGIER DES ODEU	10,63	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
112LJ0089 - J'APPRENDS A DESSINER LES FLEURS	5,50	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
112LJ0090 - LES BONNES ODEURS DE LA NATURE	8,46	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
112LJ0091 - LES BONNES ODEURS DU MARCHE	8,46	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
112LJ0092 - LES TRESORS DE LA NATURE	9,17	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
112LJ0093 - MON LIVRE DES ODEURS ET DES COU	8,61	1,00	1,00	0,00	0,00	8,61
112LJ0094 - MON LIVRE DES ODEURS ET DES COU	8,61	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
112LJ0095 - MON PREMIER LIVRE DES ODEURS	8,61	2,00	2,00	0,00	0,00	17,22
112LJ0096 - MON PREMIER MUSEE	17,06	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
112LJ0097 - UNE DOUCE ODEUR DE CAFE	12,80	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
112LJ0098 - UNE HISTOIRE QUI SENT BON LES SA	7,07	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
112LJ0099 - UNE HISTOIRE QUI SENT BON NOEL	7,07	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

AR Prefecture
006-200039857-20250114-DP2025_005-AU
Reçu le 16/01/2025
Publié le 16/01/2025

Elément	Pmp	Quantité théorique	Quantité physique	Ecart (quantité)	Ecart (Valeur)	Valeur ht
112LJ0100 - GUERLAIN T1	11,80	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
112LJ0101 - MIMO MA PETITE FLEURS	8,89	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
112LJ0102 - CONTES AU PARFUMS D UNE INDE	15,64	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
112LJ0105 - fleurs aquarelles arthemis	10,60	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
112LJ0106 - fleurs aquarelles initiation	17,70	1,00	1,00	0,00	0,00	17,70
112LJ0107 - mon jardin et mon potager	7,07	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
112LJ0108 - au jardin mon petit livre à rabats	4,94	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
112LJ0109 - jolies fleurs à l'aquarelle	12,73	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
112LJ0110 - t'choupi dans le jardin	4,06	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
112LJ0111 - mon cherche et trouve des odeurs	8,61	2,00	2,00	0,00	0,00	17,22
112LJ0112 - LE JARDIN MAGIQUE	9,24	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
112LJ0113 - je peins les fleurs	10,60	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
112LJ0114 - le jardin de la ferme	2,09	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
112LJ0115 - LES DELICIEUSES ODEURS	7,44	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
112LJ0116 - LES ODEURS ETONNANTES	7,44	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
112LJ0117 - NEZ A NEZ AVEC LES ROMAINS	9,18	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
112LJ0118 - NEZ A NEZ AVEC LES EGYPTIENS	9,18	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
112LJ0119 - JARDINEZ UN LIVRE A LIRE AVEC LE	12,79	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
112LJ0120 - UN NEZ ET DES PAPILLES	10,66	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
112LJ0121 - fleurs petit livre à colorier	3,99	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
112LJ0122 - PARFUMERIE	3,54	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
112LJ0123 - VOYAGE AU PAYS DES ODEURS	15,34	1,00	1,00	0,00	0,00	15,34
112LJ0124 - LE PARFUM DE LA CAROTTE	8,53	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
112LJ0125 - L'ART DE DESSINER LES FLEURS	7,04	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
112LJ0126 - petit livre a colorier et pensée	3,52	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
112LJ0127 - LE LIVRE DES ODEURS QUI PUENT	8,61	1,00	1,00	0,00	0,00	8,61

AR Prefecture
006-200039857-20250114-DP2025_005-AU
Reçu le 16/01/2025
Publié le 16/01/2025

Elément	Pmp	Quantité théorique	Quantité physique	Ecart (quantité)	Ecart (Valeur)	Valeur ht
112LJ0128 - CA PUE ! TOUT SUR LES ODEURS	11,72	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
112LJ0129 - Bracelet fleurs paillettes	5,68	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
112LJ0130 - les surprenantes odeurs de la plage	8,53	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
112LJ0131 - un parfum de printemps	4,48	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
112LJ0132 - mon livre des odeurs le jardin	8,61	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
112LJ0133 - NEZ A NEZ CHEZ LES GRECS	9,17	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
112LJ0134 - FLEURS MON CAHIER DE COLORIAGE	3,52	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
112LJ0135 - LES ETRANGES ODEURS DE LA VILLE	8,53	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
112LJ0136 - ORIGAMI FLEURS	7,07	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
112LJ0137 - VOICI DES CONTES ET DES FLEURS	8,53	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
112LJ0138 - PATAPON 452	3,52	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
112LJ0139 - LES ORANGERS DE VERSAILLES T2 PA	9,17	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
112LJ0140 - PARFUM MEME	5,55	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
112LJ0141 - MON CHERCHE ET TROUVE DES ODE	8,61	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
112LJ0142 - MON LIVRE DES ODEURS ET DES COU	8,61	2,00	2,00	0,00	0,00	17,22
112LJ0143 - MON CHERCHE ET TROUVE DES ODE	8,61	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
112LJ0144 - LES FLEURS DE MON JARDIN	7,65	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
112LJ0146 - L'INCROYABLE DESTIN DE COCO CHA	5,43	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
112LJ0147 - BOTANIQUE	3,52	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
112LJ0148 - coco chanel quelle histoire	3,93	1,00	1,00	0,00	0,00	3,93
112LJ0149 - CC MA VIE ENTRE GENIE ET CREATI	13,30	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
112LJ0150 - MON PANIER DES ODEURS	10,63	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
112LJ0151 - DANS L'ATELIER DE COCO CHANEL	10,62	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
112LJ0152 - LP LES ORANGERS DE VERSAILLES T2	5,11	1,00	1,00	0,00	0,00	5,11
112LJ0153 - LA CANTOCHE LES GOUTS ET LES CO	8,02	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
112LJ0154 - LES ODEURS MES PETITES QUESTION	7,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

AR Prefecture
006-200039857-20250114-DP2025_005-AU
Reçu le 16/01/2025
Publié le 16/01/2025

Elément	Pmp	Quantité théorique	Quantité physique	Ecart (quantité)	Ecart (Valeur)	Valeur ht
112LJ0155 - LA VIE DE COCO CHANEL	7,79	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
112LJ0156 - EXCEPTIONNELLE COCO CHANEL	10,44	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
112LJ0157 - MON HERBIER DES FEUILLES SILENCE	11,76	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
112LJ0158 - MON HERBIER A L'AQUARELLE	15,57	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
112LJ0159 - LES FLEURS 200 AUTOCOLLANTS	5,11	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
112LJ0160 - LE JARDIN DE BASILIC LES FLEURS T	6,22	1,00	1,00	0,00	0,00	6,22
112LJ0161 - CONNAIS TU LES FLEURS	8,58	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
112LJ0162 - L'IMAGIER DES FLEURS DU JARDIN	9,59	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
112LJ0163 - JE COMMENCE A LIRE MARTINE A LA	3,99	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
112LJ0164 - ECUREUIL AIME LES FLEURS	6,25	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
112LJ0165 - LE PETIT BONHOME DE PAIN D'EPICE	9,67	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
112LJ0166 - LE BONHOMME DE PAIN D'EPICE	9,59	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
112LJ0167 - MA PREMIERE BD L'ENFANT FLEUR	3,95	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
112LJ0168 - ROSA ET LES FLEURS D'AMANDIERS	4,68	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
112LJ0169 - POURQUOI LA MOUTARDE NOUS MO	3,63	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
112LJ0170 - FLEURS LOVELY COLORIAGES	4,68	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
112LJ0171 - MARIE ANTOINETTE QUELLE HISTOIR	3,93	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
112LJ0172 - MIKA ET ZOUZOU LE BAIN DE ZOUZO	4,79	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
112LJ0173 - MARIE ANTOINETTE L'HISTOIRE C'EST	3,63	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
112LJ0174 - MADAME BEAUTE ET LA PRINCESSE	2,34	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
112LJ0175 - PETIT OURS BRUN DANS SON BAIN	3,14	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
112LJ0176 - LES ODEURS DE FRUITS MON BEL IM	6,25	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
112LJ0177 - LES ODEURS DE LA FERME MON BEL I	6,25	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
112LJ0178 - BEBE TCHOUPI AU BAIN	7,17	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
112LJ0179 - MON BEAU LIVRE DE LA NATURE	10,43	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
112LJ0180 - L'ETONNANTE HISTOIRE DE LA FLEUR	7,83	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

AR Prefecture
006-200039857-20250114-DP2025_005-AU
Reçu le 16/01/2025
Publié le 16/01/2025

Elément	Pmp	Quantité théorique	Quantité physique	Ecart (quantité)	Ecart (Valeur)	Valeur ht
112LJ0181 - MARTINE A LA FETE DES FLEURS	4,79	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
112LJ0182 - PETIT POILU PAS DE BAIN POUR ANT	7,98	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
112LJ0183 - FLEURS SAUVAGES	7,98	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
112LJ0184 - UNE BELLE PLANTE LES PLANTES A F	10,88	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
112LJ0185 - FLEURS DE SAISON	13,30	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
112LJ0186 - LA GUERRE DES EPICES	12,05	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
112LJ0187 - GC ASSMA LA MARIEE ETAIT EN ROS	18,53	1,00	1,00	0,00	0,00	18,53
112LJ0188 - ASSMA LA MARIEE ETAIT EN ROSE BE	4,64	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
112LJ0189 - ASSMA L'ENQUETE DU BARRY	11,28	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
112LJ0190 - ASSMA LA FEMME AU PISTOLET D'OR	11,28	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
112LJ0191 - ASSMA PAS DE REPIT POUR LA REINE	11,28	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
112LJ0192 - OD ASSMA L'ENQUETE DU BARRY	7,17	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
112LJ0193 - ASSMA LE COIFFEUR FRISE TOUJOUR	11,28	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
112LJ0194 - MON SUPER COLLIER FLEURI	6,34	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
112LJ0195 - JE CREE DE JOLIES FLEURS	5,46	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
112LJ0196 - COQUELICOT ET MARGUERITE BELLE	7,24	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
112LJ0197 - ASSMA LA REINE SE CONFINE	11,28	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
112LJ0198 - LE LIVRE A FLEURS UNE FLEUR PAR	16,52	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
112LJ0199 - LE PARFUM QUI PUE	9,44	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
112LJ0200 - MAQUILLAGE POUR ENFANTS	7,83	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
112LJ0201 - KKB SCARABEE PARFUMEUR A PARIS	30,29	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
112LJ0202 - FLEURS DU JARDIN A COLORIER LAR	11,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
112LJ0239 - QUAND CA VA QUAND CA VA PAS	11,80	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
112LJ0300 - LES ODEURS DU JARDIN	6,25	1,00	1,00	0,00	0,00	6,25
112LJ0301 - CAHIER D'ACTIVITES DIOR	11,80	4,00	4,00	0,00	0,00	47,20
112LJ0302 - LES ODEURS DE LA FORET	6,25	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

AR Prefecture
006-200039857-20250114-DP2025_005-AU
Reçu le 16/01/2025
Publié le 16/01/2025

Elément	Pmp	Quantité théorique	Quantité physique	Ecart (quantité)	Ecart (Valeur)	Valeur ht
112LJ0303 - LE PARFUM FRUITE	3,89	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
112LJ0304 - FLORETTE OU LA RIVIERE DES PARFU	8,58	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
112LJ0305 - LE PARFUM D'EDMOND	8,65	1,00	1,00	0,00	0,00	8,65
112LJ0306 - FLEURS ET FRUITS DU VERGER	8,92	1,00	0,00	-1,00	-8,92	0,00
112LJ0307 - FLEURS A L'AQUARELLE	10,15	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
112LJ0308 - FLEURS ET FEUILLAGES A L'AQUAREL	10,15	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
112LJ0309 - CALENDRIER FLEURS A L'AQUARELL	6,85	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
112LJ0310 - CAHIER DE COLORIAGE YVES SAINT	3,93	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
112LJ0311 - CAHIER COLORIAGE YSL	3,93	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
112LJ0312 - Fleurs du Japon coloriage	4,77	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
112LJ0313 - MON LIVRE DES ODEURS FRUITS EN	8,61	1,00	1,00	0,00	0,00	8,61
112LJ0314 - MON PREMIER HERBIER JE RECONNA	14,08	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
112LJ03141 - LA NATURE PINCEAU MAGIQUE	7,04	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
112LJ0315 - LE PARFUM DE L IMPERATRICE	15,73	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
112LJ0316 - MON CARNET CREATIF FLEURS ET H	6,88	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
112LJ0317 - HERBIER BRODE	15,66	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
112LJ0318 - ANIMODORAT	15,66	1,00	1,00	0,00	0,00	15,66
112LJ0319 - LES PARFUMS DU POUVOIR T1	11,79	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
112LJ0320 - LES PARFUMS DU POUVOIR T2	11,79	1,00	1,00	0,00	0,00	11,79
112LJ0321 - CAHIER DE COLORIAGE YSL PRET A P	7,87	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
112LJ0322 - CAHIER DE COLORIAGE YSL	7,87	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
112LJ0323 - MON PANIER DES ODEURS	11,76	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
112LJ0324 - LES ODEURS EN COULEURS	6,25	1,00	1,00	0,00	0,00	6,25
112LJ0325 - LES ODEURS DE FRUITS	6,25	2,00	2,00	0,00	0,00	12,50
112LJ0326 - LITTLE PEOPLE COCO CHANEL	8,10	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
112LJ0327 - C'EST MA FLEUR	10,62	1,00	1,00	0,00	0,00	10,62

AR Prefecture
006-200039857-20250114-DP2025_005-AU
Reçu le 16/01/2025
Publié le 16/01/2025

Elément	Pmp	Quantité théorique	Quantité physique	Ecart (quantité)	Ecart (Valeur)	Valeur ht
112LJ0328 - LE KIDIDOC DE LA NATURE	15,70	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
112LJ0329 - UN MONDE DE FLEURS	12,51	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
112LJ0330 - MON LIVRE DES ODEURS LES SAISON	8,61	2,00	2,00	0,00	0,00	17,22
112LJ0331 - LE JARDIN SECRET	3,89	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
112LJ0332 - LES FLEURS MERVEILLES SAUVAGES	7,47	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
112LJ0333 - MARIE-ANTOINETTE LE JARDIN SECR	4,41	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
112LJ0334 - DIS QUELLE EST CETTE FLEUR ?	10,15	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
112LJ0335 - AU SERVICE SECRET DE MA LES FOU	11,72	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
112LJ0336 - MARIE ANTOINETTE LE JARDIN SECR	7,87	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
112LJ0337 - MARIE ANTOINETTE ET SES SOEURS	7,79	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
112LJ0338 - MON MEMORY DES ARBRES ET DES F	9,05	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
112LJ0339 - LA SCIENCE EST DANS LE SAVON	6,25	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
112LJ0340 - LANGAGE DES FLEURS 100 DESSINS	3,45	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
112LJ0341 - MON BEAU CAHIER DE COLORIAGE L	9,83	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
112LJ0342 - AU SERVICE SECRET DE MA CRIME ET	11,72	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
112LJ0343 - JE SAIS RECONNAITRE LES FLEURS	7,04	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
112LJ0344 - ARBRES FEUILLES FLEURS ET GRAIN	18,80	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
112LJ0345 - UN FLACON POUR ROSE ET ROUCHO	5,43	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
112LJ0346 - L'ARBRE AUX PARFUMS	9,36	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
112LJ0347 - MON IMAGIER PARFUME 6 ODEURS D	6,25	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
112LJ0348 - MON IMAGIER PARFUME 6 ODEURS D	6,25	2,00	2,00	0,00	0,00	12,50
112LJ0349 - MON LIVRE DES ODEURS ET DES COU	8,61	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
112LJ0350 - MES PETITS AUTOCOLLANTS FLEURS	5,11	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
112LJ0351 - MA JOURNEE	8,61	2,00	2,00	0,00	0,00	17,22
112LJ0352 - LE GOUT DE LA VANILLE	10,94	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
112LJ0353 - MES PETITES VITRINES PARFUMERIE	3,54	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

AR Prefecture
006-200039857-20250114-DP2025_005-AU
Reçu le 16/01/2025
Publié le 16/01/2025

Elément	Pmp	Quantité théorique	Quantité physique	Ecart (quantité)	Ecart (Valeur)	Valeur ht
112LJ0354 - BOUQUETS DE FLEURS A COLORIER	3,45	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
112LJ0355 - MES ODEURS PREFEREES	6,25	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
112LJ0356 - LE GRAND LIVRE DES ODEURS BALAD	11,76	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
112LJ0357 - JARDINS EN FLEURS CARNET DE COL	10,94	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
112LJ0358 - LES FLEURS LES PETITES MAINS DAN	7,04	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
112LJ0359 - LES FLEURS	10,97	1,00	1,00	0,00	0,00	10,97
112LJ0360 - JEUNE FILLE EN DIOR	20,06	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
112LJ0361 - LA FLEUR MAGIQUE	5,47	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
112LJ0362 - LE MONDE DES FLEURS	12,44	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
112LJ0363 - LE CHAMP AUX MILLE FLEURS	11,80	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
112LJ0364 - LE JARDIN DE BASILIC TOME 1	6,22	1,00	1,00	0,00	0,00	6,22
112LJ0365 - LE JARDIN DE BASILIC TOME 3	6,69	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
112LJ0366 - LE JARDIN DE BASILIC : LES COULEU	11,72	1,00	1,00	0,00	0,00	11,72
112LJ0367 - LA PETITE POULE COQUETTE ET LE	10,62	1,00	1,00	0,00	0,00	10,62
112LJ0368 - LE JARDIN DE BASILIC COMMENT NAI	6,22	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
112LJ0369 - MON IMAGIER PARFUME LES COULEU	6,25	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
112LJ0370 - MON IMAGIER PARFUME 6 ODEURS G	6,25	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
112LJ0371 - MERVEILLES DE LA NATURE DECOUV	20,42	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
112LJ0372 - DE FLEURS EN FLEURS	17,31	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
112LJ0373 - AQUARELLE FLEURS DES CHAMPS	19,27	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
112LJ0374 - LES ODEURS DU MONDE MON BEL IM	6,25	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
112LJ0375 - MON GRAND IMAGIER DES ODEURS	7,83	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
112LJ0376 - GRENOUILLETTE A L'ECOLE DES FLE	5,43	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
112LJ0377 - MON LIVRE DES ODEURS LA FERME	8,61	2,00	2,00	0,00	0,00	17,22
112LJ0378 - LES ODEURS DU MARCHE	6,25	2,00	2,00	0,00	0,00	12,50
112LJ0379 - LE BOIS DE SENTEUR	11,80	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

AR Prefecture
006-200039857-20250114-DP2025_005-AU
Reçu le 16/01/2025
Publié le 16/01/2025

Elément	Pmp	Quantité théorique	Quantité physique	Ecart (quantité)	Ecart (Valeur)	Valeur ht
112LJ0380 - AU PAYS DES FLEURS	9,44	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
112LJ0381 - AU PAYS DES FLEURS LUCIA ET ANGE	9,44	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
112LJ0382 - LES ODEURS DU MONDE	6,25	2,00	2,00	0,00	0,00	12,50
112LJ0383 - ART NOUVEAU L'ART A LA MANIERE	12,45	1,00	1,00	0,00	0,00	12,45
112LJ0384 - MON LIVRE DES COULEURS ET DES O	7,79	2,00	2,00	0,00	0,00	15,58
112LJ0385 - LES PLANTES ONT DES SUPER POUV	6,69	1,00	1,00	0,00	0,00	6,69
112LJ0386 - COMPOSITIONS FLORALES	6,88	1,00	1,00	0,00	0,00	6,88
112LJ0387 - MON PREMIER HERBIER FLEURS ET F	11,76	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
112LJ0388 - FABULEUSE NATURE	6,88	1,00	1,00	0,00	0,00	6,88
113LE00006 - DAS PARFUM	12,61	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
113LE00008 - THE SECRET OF CHANEL N5	13,43	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
113LE00030 - THE SMELL OF OLD LADY PERFUME	13,27	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
113LE00036 - PERFUME SUSKIND	13,87	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
113LE00037 - PERFUME THE STORY OF A MURDER	17,92	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
113LE00042 - ILPROFUMO	10,61	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
113LE00043 - EL PERFUME	10,45	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
113LE00055 - MONSIEUR DIOR: ONCE UPON A TI	58,86	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
113LE00056 - DIOR BY DIOR	16,68	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
113LE00061 - GRASSE M-A TO BELLE EPOQUE	10,66	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
113LE00062 - THE DIARY OF A NOSE	19,91	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
113LE00063 - THE FRAGRANCE OF FASHION	29,86	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
113LE00064 - THE ESSENCE	31,39	3,00	3,00	0,00	0,00	94,17
113LE00065 - GLAMOUR ICONS PERFUME BOTTLE	48,34	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
113LE00066 - PERFUME THE STORY OF A MURDER	13,33	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
113LE00067 - MISS DIOR A WARTIME STORY OF C	19,36	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
113LE10000 - FRAGRANCES OF THE WORLD 2019	98,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

AR Prefecture
006-200039857-20250114-DP2025_005-AU
Reçu le 16/01/2025
Publié le 16/01/2025

Elément	Pmp	Quantité théorique	Quantité physique	Ecart (quantité)	Ecart (Valeur)	Valeur ht
113LE10001 - DIOR BY DIOR	9,95	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
113LE10002 - YOU SMELL	12,44	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
113LE10003 - DAS PARFUM COUVERTURE RIGIDE	13,42	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
113LET007 - PARFUMS ANGLAIS Philippe Claudel	14,86	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
113LET008 - LITTLE BOOK OF VALENTINO	13,77	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
113LET009 - LITTLE BOOK OF BALENCIAGA	13,77	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
113LET010 - LITTLE BOOK OF GUCCI	13,77	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
113LET011 - LITTLE BOOK OF PRADA	15,70	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
113LET012 - LITTLE BOOK OF ST LAURENT	13,77	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
113LET013 - LITTLE BOOK OF HERMES	15,73	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
113LET014 - LITTLE BOOK OF CHANEL BY LAGER	12,98	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
113LET015 - LITTLE BOOK OF SCHIAPARELLI	15,73	1,00	1,00	0,00	0,00	15,73
113LET016 - LITTLE BOOK OF LOUIS VUITTON	15,73	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
113LET017 - COCO CHANEL UNA DISENADORA A	7,86	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
113LET018 - COCO CHANEL FIN	7,86	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
113LET019 - COCO CHANEL THE LEGEND AND TH	21,61	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
113LET020 - COCO CHANEL AN INTIMATE LIFE	18,46	1,00	1,00	0,00	0,00	18,46
113LET021 - LITTLE BOOK OF VERSACE	13,77	1,00	1,00	0,00	0,00	13,77
113LET022 - DESIGN OF COSMETIC PRODUCTS	48,78	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
113LET023 - LITTLE BOOK OF ALEXANDER MC QU	16,52	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
113LET024 - GRASSE FROM FLOWER TO FRAGRA	30,68	2,00	2,00	0,00	0,00	61,36
113LET025 - A SCENTED WORLD	44,84	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
113LET026 - LITTLE BOOK OF GIVENCHY	18,91	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
113LET027 - LITTLE BOOK OF BURBERRY	13,77	1,00	1,00	0,00	0,00	13,77
113LET028 - COCO CHANEL CONTINUACION	7,86	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
113LET029 - COCO CHANEL AN ESSENCE OF MYS	18,09	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

AR Prefecture
006-200039857-20250114-DP2025_005-AU
Reçu le 16/01/2025
Publié le 16/01/2025

Elément	Pmp	Quantité théorique	Quantité physique	Ecart (quantité)	Ecart (Valeur)	Valeur ht
113LET030 - COCO CHANEL THE ILLUSTRATED W	21,88	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
113LET031 - COCO CHANEL DIE ZAUBERHAFTE W	18,01	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
113LET032 - THE LITTLE DICTIONARY OF FASHIO	13,96	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
113LET033 - ABSOLUTELY CHANEL	39,34	1,00	1,00	0,00	0,00	39,34
113LET034 - CHANEL N°5 EDITION EN ALLEMAND	20,70	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
113LET035 - THE SECRET OF SCENT	16,93	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
113LET036 - THE HANDBOOK OF GREAT ITALIAN	30,68	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
113LET037 - PROFUMO	22,03	2,00	2,00	0,00	0,00	44,06
113LET038 - GUERLAIN AN IMPERIAL ICON	82,61	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
113LET039 - LITTLE BOOK OF BALMAIN	17,83	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
113LET040 - CHRISTIAN DIOR DESIGNER OF DREA	51,14	1,00	1,00	0,00	0,00	51,14
113LET041 - PERFUME A CENTURY OF SCENTS	14,77	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
113LET042 - CHANEL COUTURE AND INDUSTRY	34,62	1,00	1,00	0,00	0,00	34,62
113LET043 - THE STORY OF PERFUME	45,02	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
114LET006 - BAUMES	9,44	5,00	5,00	0,00	0,00	47,20
114LET010 - LES SIGNES DU CORPS	31,99	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
114LET015 - LE GUIDE DU MAQUILLAGE	9,30	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
114LET016 - LE B.A.- BA DU MAQUILLAGE	8,53	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
114LET020 - PETITE HISTOIRE DU MAQUILLAGE	9,95	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
114LET022 - LE GUIDE DU MAQUILLAGE SANS RA	4,19	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
114LET023 - L'ART DU MAQUILLAGE	14,18	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
114LET024 - JE FABRIQUE MON MAQUILLAGE	7,07	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
114LET025 - LES 101 MOTS DU MAQUILLAGE	9,17	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
114LET027 - mon coffret maquillage	14,87	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
114LET028 - HISTOIRE DU MAQUILLAGE	14,95	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
114LET029 - LA BIBLE DU MAQUILLAGE	14,15	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

AR Prefecture
006-200039857-20250114-DP2025_005-AU
Reçu le 16/01/2025
Publié le 16/01/2025

Elément	Pmp	Quantité théorique	Quantité physique	Ecart (quantité)	Ecart (Valeur)	Valeur ht
114LET030 - MAQUILLAGE POUR ENFANT	12,01	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
114LET031 - MON CAHIER DE SORCIERE POUR DE	7,08	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
114LET032 - BEAUTE NOIRE	19,63	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
114LET033 - POUDRE AUX YEUX	14,16	1,00	1,00	0,00	0,00	14,16
114LET034 - LA FOLLE HISTOIRE DU ROUGE A LE	22,82	1,00	1,00	0,00	0,00	22,82
115IPROD01 - LE LABYRINTHE DES SECRETS	12,80	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
11RP0076 - les 5 parfums de notre histoire	16,35	1,00	1,00	0,00	0,00	16,35
151PRES001 - NEZ 1	14,93	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
151PRES002 - NEZ 2	14,93	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
151PRES003 - NEZ 3	14,93	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
151PRES004 - NEZ 3 ANGLAIS	15,06	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
151PRES005 - LES CENT ONZE PARFUMS	13,37	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
151PRES006 - NEZ 4 ITALIE	14,32	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
151PRES007 - NEZ 5	14,15	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
151PRES008 - NEZ 4	16,03	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
151PRES009 - NEZ 5 ANGLAIS	16,27	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
151PRES010 - NEZ 6	14,15	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
151PRES011 - le grand livre du parfum	23,60	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
151PRES012 - NEZ 7	15,66	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
151PRES013 - narcisse	11,41	1,00	1,00	0,00	0,00	11,41
151PRES014 - rose	11,41	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
151PRES015 - NEZ 3 ANGLAIS	16,27	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
151PRES016 - nez 4 anglais	16,27	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
151PRES017 - nez 6 anglais	16,27	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
151PRES018 - LES DISPOSITIFS OLFACTIFS AU MU	27,73	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
151PRES020 - nez 7 anglais	16,28	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

AR Prefecture
006-200039857-20250114-DP2025_005-AU
Reçu le 16/01/2025
Publié le 16/01/2025

Elément	Pmp	Quantité théorique	Quantité physique	Ecart (quantité)	Ecart (Valeur)	Valeur ht
151PRES021 - NEZ 8	15,66	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
151PRES022 - le jasmin	11,41	1,00	1,00	0,00	0,00	11,41
151PRES023 - le patchouli	11,41	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
151PRES025 - ROSE DAMASK	13,37	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
151PRES026 - NARCISSUS	12,08	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
151PRES027 - NEZ 8 ANGLAIS	16,27	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
151PRES028 - jasmine sambac anglais	13,37	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
151PRES029 - patchouly in perfumery	13,37	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
151PRES030 - NEZ 9	15,66	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
151PRES031 - IRIS	11,41	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
151PRES032 - VETIVER	11,41	1,00	1,00	0,00	0,00	11,41
151PRES033 - VOICI DES FEUILLES...	21,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
151PRES034 - VETIVER IN PERFUMERY	12,08	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
151PRES035 - ORRIS IN PERFUMERY	12,08	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
151PRES036 - parfums pour homme	17,31	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
151PRES037 - DE LA PLANTE A L'ESSENCE	23,60	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
151PRES038 - the big book of perfume	28,43	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
151PRES039 - FLEUR D'ORANGER	11,41	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
151PRES040 - GERANIUM	11,41	1,00	1,00	0,00	0,00	11,41
151PRES041 - BOURGEON DE CASSIS	11,41	1,00	1,00	0,00	0,00	11,41
151PRES042 - SANTAL	11,41	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
151PRES045 - NEZ 10	16,03	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
151PRES046 - NEZ 11	16,03	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
151PRES047 - NEZ 12	15,66	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
151PRES048 - LAVANDE	11,41	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
151PRES049 - TUBEREUSE	11,41	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

AR Prefecture
006-200039857-20250114-DP2025_005-AU
Reçu le 16/01/2025
Publié le 16/01/2025

Elément	Pmp	Quantité théorique	Quantité physique	Ecart (quantité)	Ecart (Valeur)	Valeur ht
151PRES050 - NEZ 13	15,66	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
151PRES051 - NEZ 13 VA	18,02	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
151PRES052 - CANNELLE	11,41	1,00	1,00	0,00	0,00	11,41
151PRES053 - NEZ 14	15,66	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
151PRES054 - UNE HISTOIRE DE PARFUM	23,60	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
151PRES055 - L YLANG YLANG EN PARFUMERIE	11,41	1,00	1,00	0,00	0,00	11,41
151PRES056 - MIMOSA, LE MIMOSA EN PARFUMERI	11,41	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
151PRES057 - IMMORTELLE	11,41	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
151PRES058 - SENTIR LE SENS	13,37	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
151PRES059 - NEZ 14 VERSION ANGLAISE	18,02	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
151PRES060 - LEMON IN PERFUMERY	14,95	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
151PRES061 - JASMINE GRANDIFLORUM IN PERFU	14,95	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
151PRES062 - SANDALWOOD	13,37	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
151PRES063 - YLANG YLANG IN PERFUMERY	13,37	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
151PRES064 - MIMOSA IN PERFUMERY	13,37	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
151PRES066 - JASMIN GRANDIFLORUM	12,59	1,00	1,00	0,00	0,00	12,59
151PRES067 - CITRON	12,59	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
151PRES068 - THE SENSE OF SCENT	13,37	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
151PRES069 - ESSENCES ET ALCHIMIE	18,88	1,00	1,00	0,00	0,00	18,88
151PRES070 - NEZ 15	15,66	1,00	1,00	0,00	0,00	15,66
151PRES071 - NEZ N°16	19,59	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
151PRES072 - L'ORANGE EN PARFUMERIE	12,59	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
151PRES073 - PINKPEPPER IN PERFUMERY	14,95	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
151PRES074 - LA BAIE ROSE EN PARFUMERIE	12,59	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
151PRES075 - ORANGE IN PERFUMERY	14,95	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
151PRES076 - CINNAMON IN PERFUMERY	13,37	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

AR Prefecture
006-200039857-20250114-DP2025_005-AU
Reçu le 16/01/2025
Publié le 16/01/2025

Elément	Pmp	Quantité théorique	Quantité physique	Ecart (quantité)	Ecart (Valeur)	Valeur ht
151PRES077 - NEZ 15 ITALIEN	18,02	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
151PRES078 - NEZ 15 ANGLAIS	18,02	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
151PRES079 - NEZ 16	19,59	2,00	2,00	0,00	0,00	39,18
151PRES080 - NEZ 16 VA	23,52	1,00	1,00	0,00	0,00	23,52
151PRES081 - NEZ 17	19,59	1,00	1,00	0,00	0,00	19,59
151PRES082 - NEZ 17 VA	23,52	2,00	2,00	0,00	0,00	47,04
151PRES083 - VANILLE	12,59	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
151PRES084 - FEUILLE DE VIOLETTE	12,59	1,00	1,00	0,00	0,00	12,59
151PRES085 - VANILLA	14,95	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
151PRES086 - VIOLET LEAF	14,95	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
151PRES087 - L'ART DU NATUREL	12,59	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
151PRES088 - NEZ 18	19,59	3,00	3,00	0,00	0,00	58,77
151PRES089 - NEZ 18 VA	23,52	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
152PRES01 - SILHOUETTE HORS SERIE	6,42	1,00	0,00	-1,00	-6,42	0,00
2020EXP001 - Affiche expo 2021	1,92	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
203MDVD003 - LE MUSEE INTERNATIONAL DE LA P	7,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204MK70001 - HISTOIRE DE PARFUMS, Musée Inte	15,83	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204MK70002 - "The History Of Perfumes"	15,83	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204MK70005 - LE VERROU: l'amour dans les plis,	19,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
251LJC0001 - MON ORGUE A PARFUMS	14,90	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
251LJC0003 - LES BAINS MOUSSANTS	11,50	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
251LJC0004 - SAVONS ET SENTEURS	12,80	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
251LJC0005 - BOUGIES ET PARFUMS	12,90	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
251LJC0006 - BOUGIES CRISTAL	13,20	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
251LJC0008 - CREMES ET SENTEURS	18,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
251LJC0009 - MA FABRIQUE DE BONBONS	12,50	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

AR Prefecture
006-200039857-20250114-DP2025_005-AU
Reçu le 16/01/2025
Publié le 16/01/2025

Elément	Pmp	Quantité théorique	Quantité physique	Ecart (quantité)	Ecart (Valeur)	Valeur ht
251LJC0010 - SAVONS D ARTISTES	12,80	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
251LJC0013 - MA FABRIQUE A BONBONS	8,40	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
251LJC0014 - PARFUMS D'AMBIANCE	11,50	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
251LJC0015 - SPA LAB	13,70	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
251LJC0016 - GEM SOAP LAB	12,30	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
251LJC0017 - SHAMPOO LAB	13,30	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
251LJC0018 - GLOSS PARTY	14,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
251LJC0019 - MON ATELIER DU PARFUMS	14,21	27,00	27,00	0,00	0,00	383,67
251LJC0020 - FLEURS FRAICHES MON ATELIER DU	14,90	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
251LJC0021 - MA MANUCURE CREATIVE	13,50	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
251LJC0022 - COSMETIC LAB	15,30	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
251LJC0023 - MON ATELIER DU BAIN/DE COIFFU	13,50	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
251LJC0024 - TOPSCENT	9,98	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
251LJC0025 - LA CHIMIE DES SAVONS	9,22	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
251LJC0026 - AQUARELLUM	7,95	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
251LJC0027 - ATELIER MANUCURE	5,65	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
251LJC0028 - BOMBES DE BAIN	14,80	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
251LJC0029 - AQUARELLUM JUNIOR PRINCESSE	6,65	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
251LJC0030 - SAVONS A SCULPTER	12,80	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
251LJC0031 - L'ODORAT JEU SENSORIEL	11,38	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
251LJC0032 - TATOUAGE EPHEMERE BIJOUX	6,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
251LJC0033 - L'ATELIER DE BIJOUX	14,95	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
251LJC0034 - LA CHIMIE DES PARFUMS	14,16	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
252LJI0017 - COFFRET OZMOZ	40,25	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
252LJI0019 - OENARIUM VIN BLANCS	16,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
252LJI0020 - OENARIUM VIN ROUGES	16,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

AR Prefecture
006-200039857-20250114-DP2025_005-AU
Reçu le 16/01/2025
Publié le 16/01/2025

Elément	Pmp	Quantité théorique	Quantité physique	Ecart (quantité)	Ecart (Valeur)	Valeur ht
252LJI0021 - OENAROM EXPERT	95,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
253LJI0022 - BACCHANALES	27,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
253LJS0001 - LOTO DES ODEURS	16,18	9,00	9,00	0,00	0,00	145,62
253LJS0002 - LOTO DES SAVEURS	16,80	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
253LJS0003 - LA ROUTE DES EPICES	19,89	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
253LJS0008 - MINI LOTO DES ODEURS	11,99	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
253LJS0009 - MASTER PARFUMS POCKET QUIZ	8,50	44,00	44,00	0,00	0,00	374,00
253LJS0010 - maxi master quizz	38,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
253LJS0011 - OLFATEST	14,20	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
253LJS0013 - VOYAGE OLFACTIF	19,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
303CPF0001 - CARTES POSTALES 0,50	0,18	8689,00	8750,00	61,00	10,98	1575,00
303CPF0004 - CARTE RENE GRUAU	0,15	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
303CPF0005 - CARTE MUSEE CERCLE	2,35	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
303CPM0001 - CARTE MR Z	0,15	974,00	949,00	-25,00	-3,75	142,35
307OLFA001 - CARTE POSTALE PARFUMEE	0,70	440,00	444,00	4,00	2,80	310,80
308OLA0001 - CARTE ARTISTE GRASSE	3,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
308OLA0002 - AFFICHETTES OLALARTE	8,00	3,00	3,00	0,00	0,00	24,00
309LAP0001 - CARNET DE 4 TIMBRES	6,59	357,00	356,00	-1,00	-6,59	2346,04
309LAP0002 - TIMBRE UNITAIRE	1,65	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
354AR0021 - POSTER GRUAU	2,52	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
354AR0022 - AFFICHE MONSIEUR Z	3,01	485,00	495,00	10,00	30,10	1489,95
354AR0023 - POSTER PERM	2,84	257,00	266,00	9,00	25,56	755,44
354AR0024 - AFFICHE GRASSE	10,29	-1,00	0,00	1,00	10,29	0,00
354AR0025 - AFFICHE UNESCO	3,02	133,00	124,00	-9,00	-27,18	374,48
401AFB0024 - MAGNET	1,03	221,00	223,00	2,00	2,06	229,69
401AFB0029 - MAGNET DECOUPE	1,90	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

AR Prefecture
006-200039857-20250114-DP2025_005-AU
Reçu le 16/01/2025
Publié le 16/01/2025

Elément	Pmp	Quantité théorique	Quantité physique	Ecart (quantité)	Ecart (Valeur)	Valeur ht
401AFB0030 - MAGNET CARRE	1,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
401AFB0031 - LONG MAGNET	0,81	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
401MAD0036 - TROUSSE Z	9,27	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
401MRZ0001 - MAGNET Z	1,03	396,00	396,00	0,00	0,00	407,88
401MRZ0002 - CARNET CUIR Z	9,70	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
401MRZ0003 - TROUSSE CORDON Z	8,65	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
402AMP0006 - MARQUE PAGE LA PARFUMEUSE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
402AMP0008 - MAGNET GRUAU	0,89	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
402AMP0009 - MARQUE PAGE DECOUPE	1,35	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
402AMP0010 - MARQUE PAGES DORE PARF	5,85	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
402MPP0002 - marques pages à colorier	5,11	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
402MPP0003 - MES MARQUE PAGES A PEINDRE	5,19	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
402MPP0004 - MARQUE PAGE MARIE ANTOINETTE	2,52	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
402MPP0005 - MARQUE PAGE A PEINDRE FLEURS	4,12	1,00	1,00	0,00	0,00	4,12
402MPP0006 - CARNET LAROUSSE FLEURS TROPI	5,46	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
402MPP001 - MARQUE PAGE PERM	0,19	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
402MRZ0001 - MARQUE PAGE Z	0,19	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
402OLFA001 - MARQUE PAGES PARFUME	0,57	429,00	430,00	1,00	0,57	245,10
403AP0033 - CARNET ETIQUETTES CUIR ROUGE	9,25	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
403AP0038 - STYLO PARFUMEUR ETIQUETTES	0,67	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
403AP0040 - CRAYON ETIQUETTES	0,67	6,00	6,00	0,00	0,00	4,02
403APP0035 - BLOC NOTES SPIRALES	1,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
403APP0036 - BLOC NOTES CRAYON	3,23	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
403APP0040 - PLAQUE CRAYONS UNIK	2,63	30,00	31,00	1,00	2,63	81,53
403APP0041 - STYLO PARAGON	0,76	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
403APP0043 - PRESSE PAPIER	5,82	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

AR Prefecture
006-200039857-20250114-DP2025_005-AU
Reçu le 16/01/2025
Publié le 16/01/2025

Elément	Pmp	Quantité théorique	Quantité physique	Ecart (quantité)	Ecart (Valeur)	Valeur ht
403APP0044 - CARNET RIGIDE GRUAU	5,20	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
403APP0045 - STYLO MADISON	2,21	60,00	60,00	0,00	0,00	132,60
403APP0048 - COFFRET CRAYON COULEUR LA GI	3,50	1,00	0,00	-1,00	-3,50	0,00
403APP0049 - CARNET MIP FLEURS ROUGES	5,40	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
403APP0050 - CARNET MIP ETIQUETTES	5,40	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
403APP0051 - CRAYON GRAPHITE NOIR	1,20	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
405AB0002 - CRAYON PAPIER KIUB	0,55	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
405AB0003 - NOTE BOOK KIUB	2,75	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
405AB0004 - CARTE DOUBLE	1,85	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
405AB0005 - MARQUE PAGES KIUB	0,68	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
405ADB0001 - CAHIER SPIRALES Z	6,50	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
405ADB0002 - REPERTOIRE Z	5,60	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
405AP0047 - CAHIER POCHE LOGO MIP	6,13	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
405AP0048 - CARNET ELAST LOGO MIP	3,04	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
405AP0051 - CARNET DECOUPE	4,65	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
405AP0053 - CARNET Z KESSLER	2,21	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
405AP0054 - STYLO Z KESSLER	0,95	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
405AP0055 - CARNET PERM KESSLER	2,21	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
405AP0056 - STYLO PERM KESSLER	0,95	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
405APP0045 - CRAYON CHIRIS	0,72	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
405APP0046 - CAHIER GRUAU	2,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
405APP0047 - CARNET STYLO	1,98	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
405APP0048 - CRAYON VISUEL Z	0,83	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
405CE00001 - CARNET PM ELASTIQUE RIGIDE	2,10	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
405CPS0001 - CARNET PARFUME	5,19	154,00	152,00	-2,00	-10,38	788,88
405LAN0001 - CAHIER UNESCO Z	2,90	60,00	46,00	-14,00	-40,60	133,40

AR Prefecture
006-200039857-20250114-DP2025_005-AU
Reçu le 16/01/2025
Publié le 16/01/2025

Elément	Pmp	Quantité théorique	Quantité physique	Ecart (quantité)	Ecart (Valeur)	Valeur ht
405MIP0013 - POCHETTE PORTE DOCUMENTS	1,50	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
405PS0001 - Carnet A5 RIGIDE PERMANENT	4,67	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
405PS0002 - CARNET A5 MONSIEUR Z	4,67	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
405PS001 - STYLO BIC 4 COULEURS	1,99	66,00	70,00	4,00	7,96	139,30
405PS002 - STYLO 4 COULEURS MONSIEUR Z	1,99	1,00	1,00	0,00	0,00	1,99
408LAN0002 - CAHIER DOZ	2,90	27,00	31,00	4,00	11,60	89,90
408LAN0003 - CAHIER PERM	2,90	56,00	54,00	-2,00	-5,80	156,60
408LANZ001 - BOITE STYLO COQUELICOT	2,55	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
408LANZ002 - MARQUE PAGES avec LOUPE	1,61	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
408LANZ003 - MAGNETS FLEURS	1,49	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
408LANZ004 - CARNET FLEURS	3,75	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
408LANZ005 - CARNET TREFLE ROUGE	3,75	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
408LANZ006 - CARNET COQUELICOT	3,75	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
408LANZ007 - PRESSE PAPIER TREFLE ROUGE	5,75	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
408LANZ008 - PRESSE PAPIER COQUELICOT	5,75	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
501MBG0011 - SAVON BOITE	2,35	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
501MBG0012 - SAVON DE MARSEILLE 100 g	0,90	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
501MBG0013 - SAVONS MIP	0,95	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
501MBG0018 - SAVON LIQUIDE PPP	3,95	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
501MBG0022 - SAVON VEGETAL EXFOLIANT	1,70	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
501MBG0023 - SAVON BOITE METAL BALANCOIRE	3,20	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
501MBG0024 - SAVON BOITE METAL PROMENADE	3,40	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
501MBG0025 - SAVON CITRON CORDE	1,64	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
501MBG0030 - SAVON ALOE VERA	1,25	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
501MBG0031 - SAVON CUBE 265 GR	2,20	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
501MBM0020 - ENCENSOIR BRAZERO	6,89	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

AR Prefecture
006-200039857-20250114-DP2025_005-AU
Reçu le 16/01/2025
Publié le 16/01/2025

Elément	Pmp	Quantité théorique	Quantité physique	Ecart (quantité)	Ecart (Valeur)	Valeur ht
501MBM0025 - ENVELOPPE PARFUME PPP	1,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
501MGB0002 - SAVON PARFUME ETUI	2,90	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
501MGB0003 - SAVON LIQUIDE	5,26	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
501MGB0004 - SAVON VEGETAL jasmin	2,49	6,00	6,00	0,00	0,00	14,94
501MGB0005 - SAVON EXTRA DOUX	2,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
501MGB0008 - GEL DOUCHE MIEL	3,65	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
501MGB0009 - GEL DOUCHE OLIVE	3,85	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
501MGB0010 - SAVON 1 karite PPP	1,10	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
501MGB0011 - savon nectar de rose	3,11	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
501MGB0013 - SAVON COEUR HISTORIAE	1,75	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
501MGB0020 - SAVON 200 GR	2,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
501MGB0021 - SAVON LAIT ANESSE COTON 100G	2,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
501MGB0022 - SAVON LAIT ANESSE ROSE	2,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
501MGB0023 - SAVON LAIT ANESSE LAVANDE	2,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
501MGB0025 - SAVON LAIT ANESSE THE VERT	2,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
501MGB0026 - SAVON LAIT ANESSE LAIT	2,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
501MGB0027 - SAVON CORDE SANTAL	2,60	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
501MGB0028 - SAVON CORDE ANESSE	2,60	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
501MGB0029 - SAVON CORDE ROSE	2,17	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
501MGB0030 - SAVON CORDE LAVANDE	2,17	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
501MGB0031 - SAVON CORDE CHEVRE	2,60	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
501MGB0032 - SAVON CORDE CITRON VERT	1,15	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
501MGB0033 - SAVON CORDE FO	2,17	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
501MGB0034 - SAVON CORDE JASMIN	2,17	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
501MGB0035 - SAVON BOITE METAL SUR LES MAR	3,20	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
501MGB0036 - SAVON LAIT ANESSE AMANDE	2,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

AR Prefecture
006-200039857-20250114-DP2025_005-AU
Reçu le 16/01/2025
Publié le 16/01/2025

Elément	Pmp	Quantité théorique	Quantité physique	Ecart (quantité)	Ecart (Valeur)	Valeur ht
501MGB0037 - SAVON LAIT ANESSE ABRICOT	2,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
501MGB0038 - BOUQUET DE LAVANDE ET PAPIER	3,20	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
501MGB0039 - SAVON BOITE BOIS ORANGE CARO	2,90	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
501MGB0040 - SAVON BOITE BOIS CHEVRE	2,90	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
501MGB0041 - SAVON BOITE BOIS YUZU GINGEM	2,90	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
501MGB0042 - SAVON BOITE BOIS MELON AVOCAT	2,90	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
501MGB0043 - SAVON BOITE BOIS JASMIN	2,90	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
501MGB0044 - SAVON BOITE BOIS ROSE	2,90	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
501MGB0045 - SAVON BOITE BOIS TUBEREUSE	2,90	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
501MGB0046 - SAVON BOITE BOIS LAVANDE	2,90	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
501MGB0070 - SAVON BOITE METAL ECHAPEE FLE	3,40	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
501MGB0071 - SAVON BOITE METAL CARREE DOU	3,40	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
501MMP0034 - PARFUMS D'INTERIEUR PPP	5,30	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
501MMP0060 - PARFUMS D'IINT PPP NOEL	5,30	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
501MMP0061 - BOUQUET PPP NOEL	7,60	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
501MMP0062 - savon Huiles Essentielles	2,35	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
501MMP0063 - BOUGIE 75 GR PPP	3,45	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
501MMP0065 - FLEUR PARFUM FLEUR DE CERISIE	10,50	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
501MMP0066 - FLEUR PARFUM AMBRE	10,50	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
501MMP0067 - FLEUR PARFUM PIVOINE MUGUET	10,50	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
501MMP0068 - FLEUR PARFUM JARDIN D EDEN	9,20	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
501MMP0069 - FLEUR PARFUM FLEUR DE COTON	9,20	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
501MMP0070 - BRUME DO FLEUR DE JASMIN 50 M	4,15	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
501MMP0071 - BRUME DO REVE DE PRINTEMPS 50	4,15	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
501MMP0072 - BRUME DO RECOLTE DE LAVANDE	3,50	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
501MMP0073 - BRUME DO NUIT APAISANTE 50 ML	4,15	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

AR Prefecture
006-200039857-20250114-DP2025_005-AU
Reçu le 16/01/2025
Publié le 16/01/2025

Elément	Pmp	Quantité théorique	Quantité physique	Ecart (quantité)	Ecart (Valeur)	Valeur ht
501MMP0074 - BRUME DO FLEUR DE COTON 50 M	3,50	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
501MMP0075 - BOUGIE FLEURS DES SABLES	6,60	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
501MMP0076 - BOUGIE UN JARDIN SOUS LA PLUIE	6,60	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
501MMP0077 - BOUGIE PLEIN SOLEIL	6,60	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
501MMP0078 - BOUGIE COCO CALIENTE	6,60	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
501MMP0079 - BOUGIE JARDIN SUSPENDU	6,60	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
501MMP0080 - BOUGIE ESCAPADE TROPICALE	6,60	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
501MMP0081 - BOUQUET PARFUME PLEIN SOLEIL	7,80	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
501MMP0082 - BOUQUET PARFUME UN JARDIN SO	7,80	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
501MMP0083 - BOUQUET PARFUME ESCAPADE TR	7,80	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
501MMP0084 - BOUQUET PARFUME COCO CALIEN	7,80	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
501MMP0085 - BOUQUET PARFUME FLEURS DES S	7,80	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
501MMP0086 - BOUQUET PARFUME JARDIN SUSPE	7,80	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
501MMP0087 - PARFUM INTERIEUR ESCAPADE TR	5,50	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
501MMP0088 - PARFUM INTERIEUR PLEIN SOLEIL	5,50	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
501MMP0089 - PARFUM INTERIEUR COCO CALIEN	5,50	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
501MMP0090 - PARFUM INTERIEUR FLEURS DES S	5,50	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
501MMP0091 - PARFUM INTERIEUR JARDIN SUSPE	5,50	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
501MMP0092 - PARFUM INTERIEUR UN JARDIN SO	5,50	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
501MMP0093 - BOUGIE CITRONNELLE	7,60	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
501MMP0094 - BOUQUET 500ML BAMBOU BLANC	25,40	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
501MMP0095 - BOUQUET 500ML JARDIN EDEN	25,40	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
501MMP0096 - BOUQUET 500ML BOIS D'ORIENT	25,40	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
501MMP0100 - BOUGIE PPP FLEUR COTON	5,85	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
501MMP0101 - BOUGIE PPP JARDIN D EDEN	5,85	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
501MMP0102 - BOUGIE PPP CERISIER	5,85	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

AR Prefecture
006-200039857-20250114-DP2025_005-AU
Reçu le 16/01/2025
Publié le 16/01/2025

Elément	Pmp	Quantité théorique	Quantité physique	Ecart (quantité)	Ecart (Valeur)	Valeur ht
501MMP0112 - BOUGIE VEGE SAUGE THYM 180 G	7,60	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
501MMP0113 - BOUGIE VEGE MANDARINE ET BASI	7,60	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
501MMP0114 - BOUGIE VEGE ANIS ORGEAT 180 G	7,60	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
501MMP0115 - BOUQUET PARFUME FLORAISON D	9,05	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
501MMP0116 - BOUQUET PARFUME ESCAPADE PR	9,05	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
501MMP0117 - BOUQUET PARFUME LE PARADIS P	9,05	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
501MMP0118 - BOUQUET PARFUME LA CLEF DES	9,05	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
501MMP0119 - BOUQUET PARFUME AU COEUR DE	9,05	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
501MMP0120 - BOUQUET PARFUME CASCADE DE	9,05	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
502MAICDP2 - BOUGIE PARFUMEE 180 GR	7,96	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
502MAICP - SPRAY MANDARINE YUZU	6,76	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
502MAICP1 - BOUGIE EBENE 360 GR	14,20	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
502MAICP10 - BRUME OREILLER	2,85	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
502MAICP23 - BOUQUET AROM 100 ML	8,40	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
502MAICP35 - BOUGIE NOEL 180GR	7,55	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
502MAICP36 - PARFUM D'INTERIEUR 100ML	5,90	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
502MAICP37 - BOUQUET AROM NOEL 100ML	9,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
502MAICP80 - POCHETTES PARFUMEES CDP	1,55	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
502MAICP81 - BOUQUET ROSE HIBISCUS	9,55	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
502MAICP82 - BOUQUET MANDARINE YUZU	9,55	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
502MAICP83 - BOUQUET MONOI PASSION	9,55	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
502MAICP84 - BOUQUET THE JASMIN	9,55	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
502MAICP85 - SPRAY THE JASMIN	6,76	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
502MAICP86 - SPRAY MONOI PASSION	6,76	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
502MAICP87 - SPRAY ROSE HIBISCUS	6,76	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
502MAICP88 - BOUGIE THE BLANC JASMIN 180 G	7,96	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

AR Prefecture
006-200039857-20250114-DP2025_005-AU
Reçu le 16/01/2025
Publié le 16/01/2025

Elément	Pmp	Quantité théorique	Quantité physique	Ecart (quantité)	Ecart (Valeur)	Valeur ht
502MAICP89 - BOUGIE ROSE HIBISCUS 180 GR	7,96	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
502MAICP90 - BOUGIE MANDARINE YUZU 180 GR	7,96	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
502MAICP91 - BOUGIE MONOI PASSION 180 GR	7,96	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
502MAICP92 - BOUGIE FLEUR DE TIARE 180 GR	6,60	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
502MAICP93 - BOUQUET FLEUR DE TIARE	9,36	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
502MAICP94 - BOUGIE CITRONNELLE ETE 180 GR	6,60	-1,00	0,00	1,00	6,60	0,00
502MAICP95 - BOUQUET CITRONNELLE ETE	9,36	1,00	1,00	0,00	0,00	9,36
502MAICP96 - BOUGIE PIVOINE 360 GR	14,20	4,00	4,00	0,00	0,00	56,80
502MAICP97 - BOUGIE ROSE NOIRE 360 GR	14,20	3,00	3,00	0,00	0,00	42,60
502MAICP98 - BOUGIE NEROLI 360 GR	14,20	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
502MAICP99 - BOUGIE CEDRE 360 GR	14,20	3,00	3,00	0,00	0,00	42,60
502MBC0005 - BOUGIE ROSE DE MAI GM	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
502MBC0006 - BOUGIE ROSE DE MAI PM	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
502MBC1002 - BOUGIE PPProvence	5,85	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
502MBC1005 - BOUGIE PPP NOEL	6,50	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
502MBC1006 - BOUGIE VEGE 280 GR	11,95	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
502MLPARF1 - BOUGIE MIP GRASSE 140 GR	6,96	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
502MLPARF2 - AMBIANCE MIP GRASSE 100 ML	4,05	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
502MMP0121 - BOUGIE VEGE PIVOINE MUGUET 1	7,60	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
502MMP0122 - BOUGIE VEGE FLEUR DE CERISIER	7,60	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
502MMP0123 - BOUGIE VEGE MON BEL ORANGER	7,60	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
502MMP0124 - BOUGIE VEGE BOIS DE SANTAL 180	7,60	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
502MMP0125 - BOUGIE VEGE VERVEINE FRAICHE	7,60	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
502MMP0126 - BOUGIE VEGE TONKA ABSOLUE 1	7,60	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
502MMP0127 - BOUGIE VEGE AMBRE INTENSE 180	7,60	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
502MMP0128 - BOUGIE VEGE GRENADE HIBISCUS	7,60	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

AR Prefecture
006-200039857-20250114-DP2025_005-AU
Reçu le 16/01/2025
Publié le 16/01/2025

Elément	Pmp	Quantité théorique	Quantité physique	Ecart (quantité)	Ecart (Valeur)	Valeur ht
502MMP0129 - BOUGIE VEGE MONOI DES ILES 180	7,60	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
502MMP0130 - BOUGIE VEGE FLEUR DE JASMIN 1	7,60	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
502MMP0131 - BOUQUET PARFUME CITRONNELLE	10,50	7,00	7,00	0,00	0,00	73,50
502MMP0132 - BRUME DO AMBRE INTENSE	4,15	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
502MMP0133 - BRUME DO MON BEL ORANGER	4,15	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
502MMP0134 - BOUGIE VEGE A L OMBRE DU FIGU	7,60	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
502MMP0135 - BOUGIE VEGE VANILLE GOURMAN	7,60	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
502MMP0136 - BOUGIE VEGE PETALE DE ROSE	7,60	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
502MMP0137 - BOUGIE VEGE PATCHOULI	7,60	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
502MMP0138 - BOUGIE VEGE NUIT IMPERIALE	7,60	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
502MMP0139 - BOUGIE VEGE DIVA CAMELIA	7,60	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
502MMP0140 - BOUGIE VEGE MANDARINE BASILIC	7,60	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
503MF0067 - STATUE PAULINE T1	7,50	4,00	4,00	0,00	0,00	30,00
503MF0068 - STATUE PAULINE T2	7,88	5,00	5,00	0,00	0,00	39,40
503MF0069 - STATUE PAULINE T3	26,25	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
503MFP0026 - COF PM 5 FLACONS	8,50	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
503MFP0054 - FLACON VENITIEN	4,00	5,00	3,00	-2,00	-8,00	12,00
503MFP0059 - FL NOUNOU	2,00	37,00	33,00	-4,00	-8,00	66,00
503MFP0060 - FLACON T1 MINIATURE	3,50	7,00	7,00	0,00	0,00	24,50
503MFP0063 - FLACON TAILLE 3	6,00	22,00	27,00	5,00	30,00	162,00
503MFP0066 - FLACON TAILLE 5	9,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
503MFP0071 - COF PM 3 FLACONS	12,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
503MFP0076 - FLACON COQUILLAGE	1,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
503MFP0077 - FLACON DIAMANT	3,00	12,00	14,00	2,00	6,00	42,00
503MFP0078 - FLACON ORIENTAL	7,50	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
503MFP0079 - SUPPORT FLACON	2,00	8,00	0,00	-8,00	-16,00	0,00

AR Prefecture
006-200039857-20250114-DP2025_005-AU
Reçu le 16/01/2025
Publié le 16/01/2025

Elément	Pmp	Quantité théorique	Quantité physique	Ecart (quantité)	Ecart (Valeur)	Valeur ht
503MFP0080 - POMPE POUR FLACON	4,50	21,00	21,00	0,00	0,00	94,50
503MFP0081 - FLACON MURANO	24,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
503MFP0082 - MONTRE VENITIENNE CADRAN MU	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
503MJ0003 - MADELEINE BOUGIE 240G	30,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
503MJ0004 - TUBEREUSE BOUGIE 240G	30,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
503MJ0005 - JACQUELINE BOUGIE 240G	30,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
503MJ0006 - GERANIUM BOUGIE 240 G	30,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
504AB0001 - CAHIER KIUB	2,70	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
504MAT0045 - TORCHON EAU DE LAVANDE	4,60	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
504MAT0047 - TORCHON EAU DE ROSES	4,60	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
504MAT0048 - TORCHON PARFUMEUR	4,90	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
504MAT0049 - TORCHON VIOLETTE	4,60	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
504MAT0050 - TABLIER PARFUMEUR	12,50	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
504MAT0051 - SERVIETTES PAPIER PARFUMEUR	2,79	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
504MAT0052 - PLATEAU MELAMINE	2,64	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
504MAT0053 - MUG PERMANENT	2,94	49,00	53,00	4,00	11,76	155,82
504MAT0054 - MUG EXPRESSO PERM	2,20	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
504MAT0056 - GOURDE FO	8,16	36,00	36,00	0,00	0,00	293,76
504MAT0057 - TASSE EXPRESSO VISUEL PARFUM	2,25	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
504MAT0058 - TASSE EXPRESSO CHIRIS	2,20	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
504MAT0060 - BOULE A NEIGE MIP	3,49	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
505AM0001 - TORCHON	4,90	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
506MAT0004 - POT A ONGUENT	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
508MGP0005 - MUG Z	2,94	71,00	68,00	-3,00	-8,82	199,92
50EXP0001 - MAGNET Othoniel	1,46	2,00	2,00	0,00	0,00	2,92
50EXP0006 - MAGNET OTHONIEL GOLD	1,46	2,00	1,00	-1,00	-1,46	1,46

AR Prefecture
006-200039857-20250114-DP2025_005-AU
Reçu le 16/01/2025
Publié le 16/01/2025

Elément	Pmp	Quantité théorique	Quantité physique	Ecart (quantité)	Ecart (Valeur)	Valeur ht
50EXP0011 - LE THEOREME DE NARCISSE	20,14	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
50EXP2015A - PARFUMS ANTIQUES, DE L'ARCHEO	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
50EXP2024 - CATALOGUE MONDE SENSIBLE	0,00	15,00	17,00	2,00	0,00	0,00
50EXP20241 - L'ART TOTAL	17,31	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
50EXP20251 - LES FRAGONNARD DE GRASSE	19,67	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
50EXP20252 - FRAGONARD LE MOUVEMENT ET L'	11,76	1,00	1,00	0,00	0,00	11,76
50EXP20253 - FRAGONARD L'INVENTION DU BON	7,40	1,00	1,00	0,00	0,00	7,40
50EXP20254 - FRAGONARD AMOUREUX GALANT E	14,16	1,00	1,00	0,00	0,00	14,16
50EXP20255 - LA VIE ET L'OEUVRE DE JEAN-HON	45,58	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
50EXPO0001 - CAPPIELLO	15,00	5,00	5,00	0,00	0,00	75,00
50EXPO0002 - LA POUDRE DE BEAUTE ET SES ECR	0,00	224,00	224,00	0,00	0,00	0,00
50EXPO0003 - CAPPIELLO AFFICHE ET PARFUMER	0,00	-1,00	0,00	1,00	0,00	0,00
50EXPO1909 - TROUSSE CORDON COLOGNE	8,65	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
50EXPO1911 - COLOGNE CATALOGUE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
50EXPO2023 - Calendrier	6,43	19,00	34,00	15,00	96,45	218,62
50EXPO2201 - CATALOGUE RESPIRER L'ART	0,00	19,00	16,00	-3,00	0,00	0,00
50EXPO2301 - CINEMODE PAR JP GAULTIER	31,47	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
50EXPO2302 - CATALOGUE LE PARFUM S'AFFICHE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
510MGB0017 - COFFRET BOIS 5 SAVONS	3,80	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
510MGB0019 - SAVON BOITE LAIT D'ANESSE	2,50	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
511MBA001 - BOUGIE PARFUMEE BDA	3,95	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
511MBA002 - PARFUM AMBIANCE VAPO BDA	3,20	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
511MBA003 - DIFFUSEUR AMBIANCE BDA	4,65	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
511MBA004 - MINI BOUGIE 75 GR	3,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
511MBA005 - BOUGIE 240 GR	6,90	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
511MBA006 - BOUGIE PARFUM ROSE 240 GR	7,50	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

AR Prefecture
006-200039857-20250114-DP2025_005-AU
Reçu le 16/01/2025
Publié le 16/01/2025

Elément	Pmp	Quantité théorique	Quantité physique	Ecart (quantité)	Ecart (Valeur)	Valeur ht
511PV0001 - BOUGIE 180 GR PRIVATE LABEL	14,54	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
511PV0002 - SPRAY PRIVATE LABEL	6,35	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
511PV0003 - BATON A PARFUMER PRIVATE LABEL	12,65	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
512BAS001 - BOUGIE LA PROMENADE	15,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
512BAS002 - DIFFUSEUR LA PROM 200 ML	14,50	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
512BAS003 - SPRAY LA PROMENADE	11,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
512MPDS001 - DIFFUSEUR DE PARFUM 100 ML	6,90	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
512MPDS002 - BOUGIE PARFUMEE FO	8,71	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
512MPDS003 - bougie parfumée jasmin	8,71	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
512MPDS004 - BOUGIE GERANIUM ROSAT	7,74	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
512MPDS005 - BOUGIE LAVANDE	7,74	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
512MPDS006 - BOUGIE VERVEINE	8,71	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
512MPDS007 - BOUGIE ROSE	8,71	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
512MPDS008 - BOUGIE PARFUMEE FORET ENCHA	8,72	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
512MPDS009 - BOUGIE PARFUMEE PAIN D'EPICES	8,72	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
512MPDS010 - BOUGIE PARFUMEE FIGUIER D'AZU	13,28	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
512MPDS011 - BOUGIE PARFUMEE CERISIER EN FL	13,28	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
512MPDS012 - BOUGIE PARFUMEE CEDRE SAUVAG	13,28	2,00	2,00	0,00	0,00	26,56
512MPDS013 - DIFFUSEUR DE PARFUM FIGUIER D'	13,28	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
512MPDS014 - DIFFUSEUR DE PARFUM CERISIER E	13,28	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
512MPDS015 - DIFFUSEUR DE PARFUM CEDRE SAU	13,28	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
512PDS003 - BOUGIE HE	6,40	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
512PROM001 - L EAU DE GRASSE	24,10	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
512PROM002 - L EAU D'ORANGER	24,10	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
517AM0003 - MUG KIUB	3,50	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
521GEO001 - BOUGIE GEODORA 200 GR	26,66	4,00	4,00	0,00	0,00	106,64

AR Prefecture
006-200039857-20250114-DP2025_005-AU
Reçu le 16/01/2025
Publié le 16/01/2025

Elément	Pmp	Quantité théorique	Quantité physique	Ecart (quantité)	Ecart (Valeur)	Valeur ht
521MDR0001 - BOUGIE VEGETALE VERVEINE	7,90	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
521MDR0002 - BOUGIE VEGETALE COQUELICOT	7,90	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
521MS00008 - DIFFUSEUR BATONS AMBRE DU NEP	18,33	3,00	3,00	0,00	0,00	54,99
521MS00009 - SPRAY AMBIANCE AMBRE DU NEPAL	13,60	6,00	6,00	0,00	0,00	81,60
521MS00010 - DIFFUSEUR BATONS BOUQUET DE	18,33	2,00	2,00	0,00	0,00	36,66
521MS00011 - DIFFUSEUR BATONS LITCHI MUSCA	18,33	2,00	2,00	0,00	0,00	36,66
521MS00012 - DIFFUSEUR BATONS DELICE DE FRA	18,33	5,00	5,00	0,00	0,00	91,65
521MS00013 - SPRAY AMBIANCE DELICE DE FRAM	13,60	5,00	5,00	0,00	0,00	68,00
521MS00014 - SPRAY AMBIANCE FRUITS DES ILES	13,60	6,00	6,00	0,00	0,00	81,60
524PUR001 - PARFUM AMBIANCE SPRAY ROSE CEN	17,50	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
524PUR002 - PARFUM AMBIANCE SPRAY LAVANDE	17,50	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
525HP00001 - DIFFUSEUR VINTAGE 100 ML	6,20	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
525HP00002 - BOUGIE VINTAGE 100GR	3,50	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
525HP00003 - SPRAY D'AMBIANCE	3,80	1,00	0,00	-1,00	-3,80	0,00
525HP00004 - BOUGIE CENTIFOLIA	8,00	1,00	1,00	0,00	0,00	8,00
526TDLO001 - TORCHON PARFUMS DE GRASSE	3,95	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
530ATEL001 - TASSE ET SOUS TASSE	55,00	1,00	1,00	0,00	0,00	55,00
530ATEL002 - PETIT VIDE POCHE	50,00	10,00	10,00	0,00	0,00	500,00
530ATEL003 - BOITE BIJOUX	50,00	14,00	13,00	-1,00	-50,00	650,00
530ATEL004 - BRULE PARFUM	40,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
530ATEL005 - FLACON BOUCHON FLEUR	60,00	2,00	2,00	0,00	0,00	120,00
530ATEL006 - FLACON SCULPTE DECO	250,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
531KIUB001 - TABLIER CHAMPETRE	9,95	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
531KIUB002 - SAC CABAS CHAMPETRE	3,60	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
531KIUB003 - SET 2 TORCHONS CHAMPETRE	8,60	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
531KIUB004 - BOUTEILLE EAU JARDIN CITRONS	6,50	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

AR Prefecture
006-200039857-20250114-DP2025_005-AU
Reçu le 16/01/2025
Publié le 16/01/2025

Elément	Pmp	Quantité théorique	Quantité physique	Ecart (quantité)	Ecart (Valeur)	Valeur ht
531KIUB005 - GOURDE NOMADE	11,50	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
531KIUB006 - MUG TIMBALE	5,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
531KIUB007 - TABLIER BEAU GOSSE	9,95	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
532EDP0001 - SPRAY VERVEINE 100ML	3,78	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
532EDP0002 - BOUQUET AROMATIQUE lavande	4,26	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
532EDP0003 - DIFFUSEUR HE A SUSPENDRE 12 ML	2,71	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
532EDP0004 - BOUGIE SOJA SANS OGM jasmin	3,83	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
532EDP0005 - DIFFUSEUR HE 10 ML	2,71	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
532EDP0006 - DIFFUSEUR HE CITRON MENTHE	2,71	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
532EDP0007 - DIFFUSEUR HE LAVANDIN	2,71	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
532EDP0008 - DIFFUSEUR HE ORANGE	2,71	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
532EDP0009 - DIFFUSEUR HE EUCALYPTUS	2,71	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
532EDP0010 - SPRAY ROSE	3,78	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
532EDP0011 - SPRAY FLEUR D ORANGER	3,78	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
532EDP0012 - SPRAY MARINE	3,78	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
532EDP0013 - SPRAY MIMOSA	3,90	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
532EDP0014 - SPRAY MONOI	3,78	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
532EDP0015 - SPRAY VIOLETTE	3,78	1,00	1,00	0,00	0,00	3,78
532EDP0016 - SPRAY LAVANDE	3,78	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
532EDP0017 - SPRAY JASMIN	3,78	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
532EDP0018 - BOUQUET AROMATIQUE JASMIN	4,26	1,00	0,00	-1,00	-4,26	0,00
532EDP0019 - BOUQUET AROMATIQUE MONOI	4,26	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
532EDP0020 - BOUQUET AROMATIQUE VIOLETTE	4,26	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
532EDP0021 - BOUQUET AROMATIQUE MIMOSA	4,26	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
532EDP0022 - BOUQUET AROMATIQUE VERVEINE	4,26	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
532EDP0023 - BOUQUET AROMATIQUE PATCHOUL	4,26	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

AR Prefecture
006-200039857-20250114-DP2025_005-AU
Reçu le 16/01/2025
Publié le 16/01/2025

Elément	Pmp	Quantité théorique	Quantité physique	Ecart (quantité)	Ecart (Valeur)	Valeur ht
532EDP0024 - BOUQUET AROMATIQUE ROSE	4,26	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
532EDP0025 - BOUQUET AROMATIQUE FO	4,26	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
532EDP0026 - BOUGIE MONOI	3,83	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
532EDP0027 - BOUGIE SANS OGM VIOLETTE	3,83	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
532EDP0028 - BOUGIE SANS OGM LAVANDE	3,83	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
532EDP0029 - BOUGIE SANS OGM ROSE	3,83	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
532EDP0030 - BOUGIE SANS OGM PATCHOULI	3,83	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
532EDP0031 - BOUGIE SANS OGM VERVEINE	3,83	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
532EDP0032 - BOUGIE SANS OGM FO	3,83	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
533CB0001 - ENCENS	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
533EDN0001 - BOUGIE RELAXATION	15,60	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
533EDN0002 - BOUGIE VITALITE	15,60	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
533EDN0003 - BOUGIE NUIT DOUCE	15,60	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
534LBAB001 - BOUGIES LE BAR A BOUGIES	8,50	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
535LANZ001 - TORCHON SUREAU	3,85	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
535LANZ002 - TORCHON PISSENLIT	3,85	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
535LANZ003 - TORCHON COQUELICOT	3,85	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
535LANZ004 - MINI PLATEAU FLEURS	3,33	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
536MPS0001 - BOUGIE BOHEMIA	11,50	8,00	8,00	0,00	0,00	92,00
536MPS0002 - BOUGIE SIGNATURE	11,50	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
537ADS0001 - BOUGIE 220G TUBEREUSE	15,51	4,00	4,00	0,00	0,00	62,04
537ADS0002 - COFFRET 3 BOUGIES 75G	15,51	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
537ADS0003 - bougie 75 gr	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
538CP0001 - BOUGIE 180 GR	10,00	23,00	23,00	0,00	0,00	230,00
538CP0002 - PARFUM AMBIANCE 100 ML	8,50	9,00	9,00	0,00	0,00	76,50
538CP0003 - BRUME D'OREILLER	6,50	12,00	11,00	-1,00	-6,50	71,50

AR Prefecture
006-200039857-20250114-DP2025_005-AU
Reçu le 16/01/2025
Publié le 16/01/2025

Elément	Pmp	Quantité théorique	Quantité physique	Ecart (quantité)	Ecart (Valeur)	Valeur ht
538CP0004 - BATON PARFUME CREATION PARFUM	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
538CP0005 - DUO BOUGIE PARFUM AMBIANCE	17,50	31,00	30,00	-1,00	-17,50	525,00
538CP0006 - BOUGIE NOEL	0,00	-1,00	0,00	1,00	0,00	0,00
538CP0007 - SPRAY AMBIANCE NOEL	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
600BIJ0003 - BIJOU FEUILLE GINKO DORE OU CUI	7,50	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
602BF0006 - BROCHE FLEUR	3,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
605BIJV02 - BOUCLE D'OREILLE DON DOUDINE	16,00	12,00	12,00	0,00	0,00	192,00
605BIJVC01 - COLLIER POMANDER	20,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
605BIJVC10 - ENSEMBLE BIJOUX MURANO	23,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
605BIJVC11 - BRACELET MURANO	7,50	7,00	7,00	0,00	0,00	52,50
605BIJVC12 - BOUCLE D'OREILLE MURANO	3,50	8,00	8,00	0,00	0,00	28,00
608BGP0001 - PENDENTIF PARFUMEUR	31,20	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
608RR00001 - PORTE CLE PARFUMEUR	5,95	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
610BD0001 - POMMANDER	47,20	15,00	15,00	0,00	0,00	708,00
610EPHE001 - BRACELET PERLE SIMPLE	20,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
610EPHE002 - BO PERLES ET PAMPILLES	15,75	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
610EPHE003 - BO CHAINETTE ET PERLES	20,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
610EPHE004 - BO GRAND CROCHET PERLE MOYE	25,60	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
610EPHE005 - BO GOUTTE MIMOSA	15,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
610EPHE006 - BO GOUTTE MIMO/LAVANDE	25,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
610EPHE007 - BO PERLE VIOLETTE GRAND CROC	30,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
610EPHE008 - BO PERLE MARGUERITE D'AFRIQUE	20,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
610EPHE009 - BO OEILLET D'INDE	15,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
610EPHE010 - BO CLOU RONDE	8,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
610EPHE011 - BO CLOU CARRE	8,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
610EPHE012 - BRACELET POMME DE PIN	40,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

AR Prefecture
006-200039857-20250114-DP2025_005-AU
Reçu le 16/01/2025
Publié le 16/01/2025

Elément	Pmp	Quantité théorique	Quantité physique	Ecart (quantité)	Ecart (Valeur)	Valeur ht
610EPHE013 - BO MONNAIE DU PAPE	35,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
610EPHE014 - COLLIER SAUTOIR PERLES/PETITE	45,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
610EPHE015 - COLLIER SAUTOIR PERLES/GROSSE	50,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
610EPHE016 - COLLIER SAUTOIR POMPON	50,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
610EPHE017 - COLLIER MONNAIE DU PAPE	65,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
610EPHE018 - COLLIER GOUTTES GYPSOPHILE	55,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
611BTITI - BOUTEILLE PARFUM	11,00	10,00	10,00	0,00	0,00	110,00
611BTITI01 - GROSSE FLEUR RESINE	20,00	9,00	9,00	0,00	0,00	180,00
611BTITI02 - GROSSE FLEUR 3D METAL	20,00	9,00	9,00	0,00	0,00	180,00
611BTITI03 - GRANDE FEUILLE 2D METAL	20,00	10,00	10,00	0,00	0,00	200,00
611BTITI04 - SUPPORT OVALE FLEUR LUNE SOLEI	14,00	19,00	19,00	0,00	0,00	266,00
633CBELLE1 - ENCENS VANILLE	3,50	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
633CBELLE2 - ENCENS ENKOR	3,50	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
633CBELLE3 - ENCENS ALFRED KAFE	3,50	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
633CBELLE4 - ENCENS SO	3,50	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
651MAF0016 - FOULARD	12,84	77,00	76,00	-1,00	-12,84	975,84
653FAR001 - SAC JUTE FARINA	22,24	4,00	5,00	1,00	22,24	111,20
653MAD0022 - PORTE CLEF chiris	2,35	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
653MAD0023 - PARAPLUIE PARFUMS	28,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
653MAD0024 - PARAPLUIE Z	25,56	73,00	73,00	0,00	0,00	1865,88
653MAD0036 - TOTE BAG PERM	2,05	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
653MAD0039 - MONTRE	20,66	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
653MAD0040 - PORTE CLEF Z	2,47	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
653MAD0041 - PORTE CLEF PERM	2,99	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
653MAD0042 - SAC ROUGE MONSIEUR Z	6,30	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
653MAD0043 - SAC MARINA MONZIEUR Z	6,90	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

AR Prefecture
006-200039857-20250114-DP2025_005-AU
Reçu le 16/01/2025
Publié le 16/01/2025

Elément	Pmp	Quantité théorique	Quantité physique	Ecart (quantité)	Ecart (Valeur)	Valeur ht
653MAD0044 - TOUR DE COU LANYARD	0,78	22,00	36,00	14,00	10,92	28,08
653MAD0046 - TOTE BAG MONSIEUR Z	4,46	1,00	0,00	-1,00	-4,46	0,00
653MAD0053 - LE SAC MR Z	20,95	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
653MAD0055 - tote bag z bleu	3,59	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
653MAD0062 - EVENTAIL PARFUME	3,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
653MAD0065 - TROUSSE ETIQUETTES PARFUMS	3,25	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
653MAD0066 - EVENTAIL PERM	5,45	140,00	155,00	15,00	81,75	844,75
653MAD0069 - TOTE BAG PARFUMEUR ROSE	8,02	156,00	157,00	1,00	8,02	1259,14
653MAD0070 - EVENTAIL Monsieur Z	5,45	9,00	0,00	-9,00	-49,05	0,00
653MAD0080 - TOUR DE COU MONSIEUR Z	0,78	20,00	0,00	-20,00	-15,60	0,00
653MAD0100 - TOTE BAG PANIER DES SENS	4,50	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
653MAD0101 - BOITE FEUILLES SAVON LAVANDE	7,50	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
653MAD0102 - BPOITES FEUILLES SAVON ROSE	7,50	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
653MAD0103 - parapluie Mathilde m	6,36	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
653MDR001 - EVENTAIL A PARFUMER	5,96	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
654HIND001 - TOTEBAG HINDBAG Z	7,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
654HIND002 - TOTE BAG PERM COULEURS	4,46	3,00	1,00	-2,00	-8,92	4,46
654MM00001 - EVENTAIL A PARFUMER	6,40	3,00	0,00	-3,00	-19,20	0,00
654MM00002 - TROUSSE DE TOILETTE	9,60	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
654MM00003 - EVENTAIL MARQUISE	6,40	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
654MM00004 - pochette petite indienne Mathild	4,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
654MM00005 - pochette entrelacs fleuri	4,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
654MM00006 - pochette patio en fleurs	4,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
654TDLO001 - TOTE BAG GRASSE Z	7,70	4,00	4,00	0,00	0,00	30,80
656LANZ001 - EVENTAIL FLEURS	3,95	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
656LANZ002 - TOTE BAG FLEURS	6,95	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

AR Prefecture
006-200039857-20250114-DP2025_005-AU
Reçu le 16/01/2025
Publié le 16/01/2025

Elément	Pmp	Quantité théorique	Quantité physique	Ecart (quantité)	Ecart (Valeur)	Valeur ht
656LANZ003 - TROUSSE PISSENLIT	3,75	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
656LANZ004 - TROUSSE SUREAU	3,75	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6DOZ001 - MAGNET DOZ	1,03	21,00	21,00	0,00	0,00	21,63
6DOZ002 - AFFICHE DOZ	3,02	75,00	84,00	9,00	27,18	253,68
6DOZ003 - CARTE POSTALE DOZ	0,13	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6DOZ004 - Marque Pages DOZ	0,19	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6DOZ005 - TOTE BAG DOZ	4,46	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6DOZ006 - STYLO DOZ 4 COULEURS	1,99	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6DOZ007 - EVENTAIL DOZ	5,45	67,00	68,00	1,00	5,45	370,60
6DOZ008 - MUG DOZ	2,94	11,00	5,00	-6,00	-17,64	14,70
701GSA001 - KOMBUCHA	1,59	22,00	22,00	0,00	0,00	34,98
702GSU0012 - Brochette de Fruits confits	6,42	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
702GSU0013 - Clémentines Confites	2,93	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
702GSU0047 - CUVETTE COFFRET 3 FLEURS	1,16	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
704GAPA005 - SUCETTE	1,30	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
704GAPA006 - FLEURS CRISTALLISEES 45 GR	5,50	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
704GAPA007 - CONFIT TUBEREUSE 60 GR	5,30	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
704GAPA008 - CONFIT DE FLEURS 60 GR	3,32	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
704GAPA009 - CONFIT 60 GR	4,50	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
704GAPA010 - BONBONS FLEURS	4,50	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
704GAPA015 - PATES DE FLEURS	5,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
704GAPA016 - CONFIT DE ROSE 60GR	4,50	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
704GAPA017 - THE JASMIN	8,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
704GAPA018 - ROSE EN GUIMAUVE	4,00	1,00	0,00	-1,00	-4,00	0,00
704GEP0001 - BONBONS BERGAMOTE130 GR	2,95	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
704GEP0002 - BONBONS ROSE 130 GR	2,95	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

AR Prefecture
006-200039857-20250114-DP2025_005-AU
Reçu le 16/01/2025
Publié le 16/01/2025

Elément	Pmp	Quantité théorique	Quantité physique	Ecart (quantité)	Ecart (Valeur)	Valeur ht
704GEP0003 - BONBONS VIOLETTE 130 GR	2,95	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
704GEP0004 - FLEURS CRISTALLISEES 4 SAVEURS	7,90	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
704GEP0006 - FLEURS DE VIOLETTES CRISTALLISE	6,25	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
704GEP0007 - FEUILLES DE VERVEINE CRISTALLIS	5,95	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
704GEP0008 - ECLATS DE ROSE TUBE 25 GR	2,85	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
704GEP0009 - ECLATS DE VIOLETTES TUBE 25 GR	2,85	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
704GEP0010 - GRAINES DE LAVANDE TUBE 30 GR	2,40	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
704GEP0011 - GRAINES DE MIMOSA TUBE 30 GR	2,40	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
704GEP0018 - CONFIT LAVANDE 125 GR	2,50	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
704GEP0019 - CONFIT MIMOSA 125 GR	2,50	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
704GEP0020 - CONFIT VIOLETTE 125 GR	2,50	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
704GEP0021 - CONFIT ROSE 125 GR	2,50	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
704GEP0022 - CONFIT PAILLETTE OR	2,75	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
704GEP0023 - CONFITURE DE NOEL	3,60	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
704GEP0024 - PATES DE FLEURS ASSORTIMENTS	3,99	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
704GEP0028 - ASSORTIMENTS DE BONBONS 130	2,95	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
704GEP0029 - BONBONS MIEL 130 GR	2,95	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
704GEP0030 - BONBONS MANDARINE 130 GR	2,95	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
704GEP0031 - CONFITURE POT TRAD 220 GR	3,45	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
708MILIS01 - SACHET BISCUIT NATURE	7,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
708MILIS02 - SACHET BISCUIT CITRON	7,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
708MILIS03 - SACHET BISCUIT CHOCOLAT	8,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
708MILIS04 - BOITE BISCUIT NATURE	14,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
708MILIS05 - BOITE BISCUIT CITRON	14,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
708MILIS06 - BOITE BISCUIT CHOCOLAT	15,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
709REN001 - CONFITURE D ORANGE AMERE	3,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

AR Prefecture
006-200039857-20250114-DP2025_005-AU
Reçu le 16/01/2025
Publié le 16/01/2025

Elément	Pmp	Quantité théorique	Quantité physique	Ecart (quantité)	Ecart (Valeur)	Valeur ht
709REN002 - SABLE DE LAVANDE	1,75	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
709REN003 - THE VERT BIO JASMIN	2,97	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
709REN004 - SABLES ORANGE	1,75	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
709REN005 - THE VERT BIO ROSE	2,97	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
709REN006 - THE NOIR AGRUMES	2,97	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
709REN007 - VERVEINE	1,60	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
710EDP0001 - BONBONNIERE DE BONBONS 85 GR	3,20	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
710EDP0002 - SACHET BONBONS 85 GR VIOLETTE	1,60	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
710EDP0003 - SUCETTES LAVANDE AOP	0,38	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
710EDP0004 - SACHET BONBONS 85 GR COQUELI	1,60	2,00	2,00	0,00	0,00	3,20
710EDP0005 - SACHET BONBONS 85 GR ROSE	1,61	4,00	4,00	0,00	0,00	6,44
710EDP0006 - SACHET BONBONS 85 GR LAVANDE	1,60	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
710EDP0007 - BONBONNIERE DE BONBONS 85 GR	3,20	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
710EDP0008 - BONBONNIERE DE BONBONS 85 GR	3,20	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
710EDP0009 - BONBONNIERE DE BONBONS 85 GR	3,20	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
710EDP0010 - BONBONNIERE DE BONBONS 85 GR	3,20	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
711T060001 - CONFITURE BIGARDE 240 GR	3,00	6,00	6,00	0,00	0,00	18,00
711T060002 - CONFITURE CLEMENTINES 240 GR	3,50	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
711T060003 - CONFIT MIMOSA 100 GR	5,00	5,00	5,00	0,00	0,00	25,00
711T060004 - CONFIT ROSE CENTIFOLIA 100 GR	4,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
711T060005 - CONFIT FO 100GR	3,50	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
711T060006 - SIROP DE ROSE CENTIFOLIA 25CL	6,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
711T060007 - HYDROLAT PETIT GRAIN BIGARADIE	8,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
711T060008 - HYDROLAT VERVEINE CITRONNELLE	7,00	1,00	1,00	0,00	0,00	7,00
711T060009 - HYDROLAT ROSE CENTIFOLIA 10 CL	8,50	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
711T060010 - CONFIT DE VERVEINE 100 GR	3,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

AR Prefecture
006-200039857-20250114-DP2025_005-AU
Reçu le 16/01/2025
Publié le 16/01/2025

Elément	Pmp	Quantité théorique	Quantité physique	Ecart (quantité)	Ecart (Valeur)	Valeur ht
711T060011 - MIEL ROSE CENTIFOLIA 200 GR	10,77	1,00	0,00	-1,00	-10,77	0,00
711T060012 - MIEL VERVEINE 200 GR	8,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
711T060013 - MIEL FO 200 GR	11,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
711T060014 - LOT CLEMENTINES CONFITES/CON	7,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
711T060015 - MIEL CITRON	9,00	1,00	0,00	-1,00	-9,00	0,00
711T060016 - MIEL MANDARINE	9,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
711T060017 - CONFITURE CLEMENTINE 100 GR	2,50	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
711T060018 - HYDROLAT FO	7,67	15,00	15,00	0,00	0,00	115,05
711T060019 - MIEL MIMOSA	8,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
751COSM006 - EAU DE FLEUR D'ORANGER	6,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
751COSM007 - EAU DE TOILETTE 50ML	19,60	27,00	27,00	0,00	0,00	529,20
751COSM008 - EAU DE TOILETTE 100ML	18,60	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
751COSM010 - MYSTIC OUD 100ML	42,00	6,00	6,00	0,00	0,00	252,00
751COSM011 - EAU FRAICHE verveine	12,03	8,00	8,00	0,00	0,00	96,24
751COSM012 - JARDIN DE LE NOTRE 100 ML	21,00	0,00	1,00	1,00	21,00	21,00
751COSM013 - JARDIN DE LE NOTRE 50 ML	19,60	4,00	3,00	-1,00	-19,60	58,80
751COSM015 - VENTOUX BOISE EAU DE TOILETT	10,20	8,00	8,00	0,00	0,00	81,60
751COSM016 - VENTOUX EAU DE TOILETTE	10,20	10,00	10,00	0,00	0,00	102,00
751COSM017 - EDT PPP VETIVER	10,20	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
751COSM020 - CREME MAINS LAVANDE	5,10	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
751COSM021 - VENTOUX SPORT EDT 100 ML	10,20	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
751COSM024 - CREME MAINS ROSE PPP 75 ML	5,10	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
751COSM030 - CREME MAINS ANESSE 75 ML	5,20	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
751COSM031 - MINI CREME ANESSE 30 ML	2,90	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
751COSM032 - SAVON HUILE D'ARGAN 100 GR	1,20	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
751COSM071 - VENTOUX VETIVER	10,20	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

AR Prefecture
006-200039857-20250114-DP2025_005-AU
Reçu le 16/01/2025
Publié le 16/01/2025

Elément	Pmp	Quantité théorique	Quantité physique	Ecart (quantité)	Ecart (Valeur)	Valeur ht
751COSM072 - EDT PPP NOCE BLANCHE	10,20	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
751COSM073 - EDT PPP PATCHOULI	8,50	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
751COSM074 - EDT PPP MANDARINE	10,20	6,00	6,00	0,00	0,00	61,20
751COSM075 - EDT PPP CERISIER	10,20	3,00	3,00	0,00	0,00	30,60
751COSM076 - EDT PPP VOLUPTE D ETE	10,20	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
751COSM077 - EDT PPP IRIS	10,20	7,00	7,00	0,00	0,00	71,40
751COSM078 - EDT PPP COTON	10,20	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
751COSM079 - EDT PPP HEURE INTENSE	10,20	2,00	2,00	0,00	0,00	20,40
751COSM080 - EDT PPP AGRUMES	10,20	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
751COSM081 - EDT PPP ROSE	10,20	5,00	5,00	0,00	0,00	51,00
751COSM082 - EDT PPP SONGE ETE	10,20	4,00	4,00	0,00	0,00	40,80
751COSM083 - EDT PPP FIGUIER	10,20	7,00	7,00	0,00	0,00	71,40
751COSM084 - EDT REVE D'ORIENT	10,20	9,00	9,00	0,00	0,00	91,80
751COSM085 - EDT LUMIERE D'AMBRE	10,20	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
751COSM086 - EDT NOCES DE JASMIN	10,13	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
751COSM087 - EDT VANILLE BOHEME	10,20	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
751COSM088 - EDT L'AME BLEUE	10,20	8,00	8,00	0,00	0,00	81,60
751COSM089 - EDT GARDENIA PRECIEUX	8,90	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
751COSM090 - EDT IMPERIAL NEROLI	10,20	13,00	13,00	0,00	0,00	132,60
751COSM091 - EDT TRESOR DE TONKA	10,20	8,00	8,00	0,00	0,00	81,60
751COSM092 - EDT TERRE DE SILEX	8,90	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
751COSM093 - EDT JARDIN INDIGO	8,90	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
751COSM094 - EDT ECLAT DE VERVEINE	9,35	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
751COSM095 - EDT GRENADE HIBISCUS	10,20	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
751COSM096 - EDT PPP CEDRE BLANC	10,20	5,00	5,00	0,00	0,00	51,00
751COSM097 - EDT PPP BOIS ARDENT	10,20	8,00	8,00	0,00	0,00	81,60

AR Prefecture
006-200039857-20250114-DP2025_005-AU
Reçu le 16/01/2025
Publié le 16/01/2025

Elément	Pmp	Quantité théorique	Quantité physique	Ecart (quantité)	Ecart (Valeur)	Valeur ht
751COSM098 - HUILE DE MASSAGE RESPIRATOIRE	8,05	1,00	0,00	-1,00	-8,05	0,00
751COSM099 - HUILE DE MASSAGE ARTICULAIRE	8,05	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
751COSM100 - HUILE DE MASSAGE MUSCULAIRE	6,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
751COSM101 - HUILE DE MASSAGE APHRODISIAQ	8,05	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
751COSM102 - HUILE DE MASSAGE RELAXATION	8,05	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
751COSM103 - CREME MAINS ANESSE COTON 30	2,90	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
751COSM104 - CREME MAINS ANESSE HUILE AMA	2,90	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
751COSM105 - CREME MAINS ANESSE AVOINE ET	2,90	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
751HE00001 - HE BASILIC TROPICAL D'ORIENT BI	4,05	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
751HE00002 - HE BERGAMOTE SANS FUROCOURA	5,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
751HE00003 - HE CITRON DE SICILE 10ML	3,45	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
751HE00004 - HE EUCALYPTUS GLOBULUS 10 ML	2,80	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
751HE00005 - HE EUCALYPTUS RADIATA 10ML	4,05	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
751HE00006 - HE GAULTHERIE COUCHEE 10ML	4,35	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
751HE00007 - HE GERANIUM ROSAT D'EGYPTE 5M	5,45	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
751HE00008 - HE IMMORTELLE ITALIENNE ET COR	11,20	3,00	3,00	0,00	0,00	33,60
751HE00009 - HE LAVANDE ASPIC DE M2DITERRA	5,30	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
751HE00010 - HE LAVANDE FINE DE PROVENCE 10	6,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
751HE00011 - HELAVANDIN SUPER DE PROVENCE	2,85	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
751HE00012 - HE MENTHE POIVREE FORTE MENT	3,70	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
751HE00013 - HE PAMPLEMOUSSE ZESTE 10 ML	4,20	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
751HE00014 - HE RAVINSTARA DE MADAGASCAR 1	5,30	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
751HE00015 - HE TEA TREE 10 ML	4,55	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
753FEPG001 - concrète rose	19,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
757COSM001 - mini creme rose	2,70	6,00	7,00	1,00	2,70	18,90
757COSM002 - LAIT CORPS GERANIUM	6,02	6,00	6,00	0,00	0,00	36,12

AR Prefecture
006-200039857-20250114-DP2025_005-AU
Reçu le 16/01/2025
Publié le 16/01/2025

Elément	Pmp	Quantité théorique	Quantité physique	Ecart (quantité)	Ecart (Valeur)	Valeur ht
757COSM004 - HUILE SECHE	6,50	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
757COSM008 - CREME MAINS FO	5,60	1,00	2,00	1,00	5,60	11,20
757COSM010 - COFFRET DOUCHE	9,75	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
757COSM014 - eau fraiche jasmin	11,62	6,00	6,00	0,00	0,00	69,72
757COSM016 - HUILE DE MASSAGE 100 ML	4,95	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
757COSM021 - savon vegetal rose	2,49	13,00	13,00	0,00	0,00	32,37
757COSM022 - HUILE DE MASSAGE ARGAN ORIEN	4,85	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
757COSM023 - LAIT CORPS jasmin	6,02	2,00	2,00	0,00	0,00	12,04
757COSM060 - CREME MAIN 75 GR verveine	5,60	7,00	7,00	0,00	0,00	39,20
757COSM062 - SAVON LIQUIDE LAVANDE 500ML	5,77	7,00	7,00	0,00	0,00	40,39
757COSM070 - GEL HYDRO PROVENCE 40 ML	1,50	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
757COSM074 - HUILE MASSAGE ENERGISANTE 100	4,95	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
757COSM075 - HUILE MASSAGE APHRODISIAQUE	4,95	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
757COSM076 - HUILE MASSAGE RELAX	4,95	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
757COSM077 - SAVON MARSEILLE BIO FIGUIER	1,55	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
757COSM078 - SAVON MARSEILLE BIO FLEUR DO	1,55	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
757COSM079 - SAVON MARSEILLE BIO JASMIN	1,55	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
757COSM080 - SAVON MARSEILLE BIO LAVANDE	1,55	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
757COSM081 - SAVON MARSEILLE BIO MARINE	1,55	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
757COSM082 - SAVON MARSEILLE BIO ROSE	1,55	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
757COSM083 - SAVON MARSEILLE BIO VERVEINE	1,55	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
757COSM084 - SAVON MARSEILLE BIO THE ET YU	1,55	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
757COSM094 - LAIT CORPS FO	6,02	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
757COSM095 - LAIT CORPS ROSE	6,02	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
757COSM103 - mini creme verveine	2,70	9,00	9,00	0,00	0,00	24,30
757COSM104 - mini creme géranium rosae	2,70	15,00	15,00	0,00	0,00	40,50

AR Prefecture
006-200039857-20250114-DP2025_005-AU
Reçu le 16/01/2025
Publié le 16/01/2025

Elément	Pmp	Quantité théorique	Quantité physique	Ecart (quantité)	Ecart (Valeur)	Valeur ht
757COSM105 - mini creme jasmin	2,70	14,00	13,00	-1,00	-2,70	35,10
757COSM106 - mini creme fo	2,70	7,00	6,00	-1,00	-2,70	16,20
757COSM108 - savon liquide bouteille verre rose	8,95	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
757COSM109 - savon vegetal verveine	2,49	11,00	11,00	0,00	0,00	27,39
757COSM110 - savon vegetal fo	2,49	16,00	16,00	0,00	0,00	39,84
757COSM111 - eau fraiche rose	12,03	9,00	8,00	-1,00	-12,03	96,24
757COSM112 - eau fraiche fo	12,03	8,00	8,00	0,00	0,00	96,24
757COSM113 - eau fraiche géranium rosae	12,03	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
757COSM114 - eau fraiche lavande	12,03	8,00	8,00	0,00	0,00	96,24
757COSM117 - savon liquide absolue jasmin	5,77	3,00	3,00	0,00	0,00	17,31
757COSM119 - savon liquide fo	5,77	1,00	1,00	0,00	0,00	5,77
757COSM120 - savon liquide verveine	5,77	3,00	3,00	0,00	0,00	17,31
757COSM122 - SPRAY ANTI MOUSTIQUES	3,90	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
757COSM124 - HUILE MASSAGE BONNE NUIT	4,95	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
757COSM125 - HUILE MASSAGE RANDONNEUR	4,95	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
757COSM133 - SAVON MARSEILLE FLEUR DE COTO	1,55	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
757COSM134 - SAVON MARSEILLE OLIVE	1,55	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
757COSM135 - SAVON MARSEILLE CITRON BERGA	1,55	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
757COSM136 - SAVON MARSEILLE LAVANDE	1,55	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
757COSM138 - ROLL ON ABSOLLUE JASMIN	4,35	11,00	11,00	0,00	0,00	47,85
757COSM139 - ROLL ON ABSOLUE FO	4,35	13,00	13,00	0,00	0,00	56,55
757COSM140 - ROLL ON ABOSLUE GERANIUM ROS	4,35	10,00	10,00	0,00	0,00	43,50
757COSM141 - CREME MAIN jasmin 75 ML	5,60	5,00	5,00	0,00	0,00	28,00
757COSM142 - CREME MAIN ROSE 75ML	5,60	9,00	9,00	0,00	0,00	50,40
757COSM143 - LAIT CORPS VERVEINE	6,02	6,00	6,00	0,00	0,00	36,12
757COSM144 - savon liquide rose	5,77	5,00	5,00	0,00	0,00	28,85

AR Prefecture
006-200039857-20250114-DP2025_005-AU
Reçu le 16/01/2025
Publié le 16/01/2025

Elément	Pmp	Quantité théorique	Quantité physique	Ecart (quantité)	Ecart (Valeur)	Valeur ht
757COSM146 - savon verveine citronnée	3,11	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
757COSM147 - savon blue lavender	3,11	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
757COSM148 - savon embruns marins	3,04	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
757COSM149 - savon pivoine magnolia	3,11	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
757COSM150 - savon fleurs de cerisier	3,11	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
757COSM153 - LAIT CORP LAVANDE	6,02	5,00	5,00	0,00	0,00	30,10
757COSM154 - SAVON MARSEILLE BIO MANDARINE	1,55	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
757COSM155 - SAVON MARSEILLE BIO MIEL AMAN	1,55	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
757COSM156 - SAVON MARSEILLE BIO PECHE	1,55	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
757COSM157 - NOEL BOULE CREME MAINS vervei	2,70	5,00	5,00	0,00	0,00	13,50
757COSM158 - NOEL BOULE CREME MAINS ROSE	2,70	10,00	10,00	0,00	0,00	27,00
757COSM159 - NOEL BOULE CREME MAINS lavand	2,70	5,00	5,00	0,00	0,00	13,50
757COSM160 - SAVON VEGETAL LAVANDE	2,49	4,00	4,00	0,00	0,00	9,96
757COSM174 - GEL DOUCHE VERVEINE	3,98	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
757COSM175 - GEL DOUCHE LAVANDE	3,98	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
757COSM176 - GEL DOUCHE JASMIN PRECIEUX	3,98	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
757COSM177 - GEL DOUCHE GERANIUM ROSAT	3,98	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
757COSM178 - GEL DOUCHE ROSE	3,98	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
757COSM179 - SAVON LIQUIDE GERANIUM ROSAT	5,77	6,00	6,00	0,00	0,00	34,62
757COSM180 - CREME MAIN GERANIUM ROSAT	5,60	8,00	8,00	0,00	0,00	44,80
757COSM181 - SAVON VEGETAL GERANIUM ROSAT	2,49	8,00	8,00	0,00	0,00	19,92
757COSM182 - CREME MAIN LAVANDE 75ML	5,60	6,00	6,00	0,00	0,00	33,60
757COSM183 - SAVON FLEUR COTON	3,11	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
757COSM184 - MINI CREME MAINS LAVANDE	2,72	17,00	17,00	0,00	0,00	46,24
757COSM185 - SAVON FIGUE SAUVAGE	3,11	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
757COSM186 - SAVON PECHE DE VIGNE	3,04	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

AR Prefecture
006-200039857-20250114-DP2025_005-AU
Reçu le 16/01/2025
Publié le 16/01/2025

Elément	Pmp	Quantité théorique	Quantité physique	Ecart (quantité)	Ecart (Valeur)	Valeur ht
757COSM187 - SAVON COQUELICOT	3,11	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
757COSM188 - SAVON FLEUR DE CITRONNIER	3,11	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
757COSM189 - SAVON LAIT D'AMANDE	3,04	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
757COSM190 - DUO CREME MAINS EDT FO	6,59	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
757COSM191 - DUO CREME MAINS EDT JASMIN	6,59	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
757COSM192 - SAVON BOITE METAL SURF MARINE	3,40	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
757COSM193 - CREME MAINS IRIS 75 ML	5,60	7,00	7,00	0,00	0,00	39,20
757COSM194 - MINI CREME MAINS IRIS 30 ML	2,70	16,00	16,00	0,00	0,00	43,20
757COSM195 - LAIT CORPS IRIS 250 ML	6,02	9,00	9,00	0,00	0,00	54,18
757COSM196 - EDT IRIS 50 ML	12,03	5,00	5,00	0,00	0,00	60,15
757COSM197 - SAVON IRIS 150 GR	2,49	7,00	7,00	0,00	0,00	17,43
757COSM198 - SAVON LIQUIDE IRIS 500 ML	5,77	7,00	7,00	0,00	0,00	40,39
757COSM199 - COFFRET DECOUVERTE FO	12,24	8,00	8,00	0,00	0,00	97,92
757COSM200 - COFFRET 3 CREMES MAINS ROSE	8,30	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
757COSM201 - ROLL ON ABSOLUE IRIS	4,35	16,00	17,00	1,00	4,35	73,95
757COSM202 - COFFRET 3 CREMES MAINS FO	8,30	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
761COSM001 - EAU DE TOILETTE DE GRASSE 100	7,90	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
761COSM002 - LES HISTORIQUES DE GRASSE EAU	5,22	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
761COSM003 - PARFUM OUD SANTAL BDA 100 ML	8,90	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
761COSM004 - EAU DE PARFUM BDA 50 ML	6,50	95,00	95,00	0,00	0,00	617,50
761COSM005 - SAVON PARFUME 100 GR BDA	1,10	146,00	138,00	-8,00	-8,80	151,80
762JEP0001 - EDP NUDE	7,50	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
762JEP0002 - EDP AZUR RIVIERA	7,50	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
762JEP0003 - EDP VIREE EN MER	7,50	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
762JEP0004 - EDP INTENSE	7,50	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
762JEP0005 - EDP VELVET	7,50	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

AR Prefecture
006-200039857-20250114-DP2025_005-AU
Reçu le 16/01/2025
Publié le 16/01/2025

Elément	Pmp	Quantité théorique	Quantité physique	Ecart (quantité)	Ecart (Valeur)	Valeur ht
762JEP0006 - EDP SUNSET	7,50	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
763COSM002 - HYDROLAT ROSE CENTIFOLIA SPRA	7,90	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
763COSM003 - HYDROLAT CENTIFOLIA SPRAY ALU	4,27	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
763COSM004 - HYDROLAT FLEUR D'ORANGER 200	7,90	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
763COSM005 - HYDROLAT VERVEINE CITRONNEE	6,40	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
763COSM006 - HYDROLAT LAVANDE 200 ML	6,21	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
763PARF001 - PARFUM Z	14,16	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
764COSM001 - HUILE ARGAN ROSE	17,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
766COSM024 - EDT TETE DANS LES ETOILES	10,10	5,00	5,00	0,00	0,00	50,50
766COSM045 - SAVON LIQ ROSES	5,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
766COSM046 - SAVON 100GR ROSES	1,45	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
766COSM047 - LAIT CORPS ROSES	5,45	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
766COSM048 - CREME MAIN ROSES	2,90	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
766COSM049 - SAVON COMPTOIR	1,70	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
766COSM050 - SAVON LIQUIDE	5,15	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
766COSM051 - SAVON MARSEILLE	1,55	180,00	180,00	0,00	0,00	279,00
766COSM052 - EDT S JOSEPHINE	8,55	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
766COSM053 - EDT SECRETS ANTOINE 100 ML	8,50	3,00	3,00	0,00	0,00	25,50
766COSM054 - SAVON LIQUIDE SECRETS ANTOIN	5,50	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
766COSM055 - SAVON SECRETS ANTOINE 100 GR	1,65	7,00	7,00	0,00	0,00	11,55
766COSM056 - CREME MAINS SECRETS ANTOINE 7	5,25	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
766CS00001 - BOUGIE COULEUR SAFRAN	8,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
766LOT0014 - BRUME OREILLER TE	5,90	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
766LOT0016 - SPRAY AMBIANCE TE	9,95	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
766LOT0149 - BATONS A PARFUM CONCOMBRE B	9,20	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
766LOT0150 - BATONS A PARFUM ROSE OLIVE 100	9,20	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

AR Prefecture
006-200039857-20250114-DP2025_005-AU
Reçu le 16/01/2025
Publié le 16/01/2025

Elément	Pmp	Quantité théorique	Quantité physique	Ecart (quantité)	Ecart (Valeur)	Valeur ht
766LOT0151 - BATONS A PARFUM VERVEINE MENT	9,20	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
766LOT0152 - BATONS A PARFUM RHUBARBE SAU	9,20	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
766LOT0153 - BATONS A PARFUM CEDRE NEROLI	9,20	-1,00	0,00	1,00	9,20	0,00
766LOT0154 - BATONS A PARFUM CAROTTE MIEL	9,20	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
766LOT0155 - BRUME DO CONCOMBRE BASILIC 1	4,20	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
766LOT0156 - BRUME DO ROSE OLIVE 100 ML	4,20	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
766LOT0157 - BRUME DO VERVEINE MENTHE 100	4,20	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
766LOT0158 - BRUME DO RHUBARBE SAUGE 100	4,20	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
766LOT0159 - BRUME DO CEDRE NEROLI 100 ML	4,20	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
766LOT0160 - BRUME DO CAROTTE MIEL 100 ML	4,20	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
766LOT0161 - PARFUM AMBIANCE CONCOMBRE B	6,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
766LOT0162 - PARFUM AMBIANCE ROSE OLIVE 10	6,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
766LOT0163 - PARFUM AMBIANCE VERVEINE MEN	6,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
766LOT0164 - PARFUM AMBIANCE RHUBARBE SAU	6,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
766LOT0165 - PARFUM AMBIANCE CEDRE NEROLI	6,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
766LOT0166 - PARFUM AMBIANCE CAROTTE MIEL	6,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
766LOT0167 - BOUGIE CONCOMBRE BASILIC 160	7,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
766LOT0168 - BOUGIE ROSE OLIVE 180 GR	7,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
766LOT0169 - BOUGIE VERVEINE MENTHE 180 GR	7,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
766LOT0170 - BOUGIE RHUBARBE SAUGE 180 GR	7,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
766LOT0171 - BOUGIE CEDRE NEROLI 180 GR	7,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
766LOT0172 - BOUGIE CAROTTE MIEL 180 GR	7,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
766LOT0173 - BOUGIE AMBRE EPICES 160 GR	6,90	5,00	5,00	0,00	0,00	34,50
766LOT0174 - PARFUM AMBIANCE AMBRE EPICES	6,00	5,00	5,00	0,00	0,00	30,00
766LOT0175 - BOUGIE BAIES GIVREES 160 GR	6,90	2,00	2,00	0,00	0,00	13,80
766LOT0176 - PARFUM AMBIANCE BAIES GIVREES	6,00	4,00	4,00	0,00	0,00	24,00

AR Prefecture
006-200039857-20250114-DP2025_005-AU
Reçu le 16/01/2025
Publié le 16/01/2025

Elément	Pmp	Quantité théorique	Quantité physique	Ecart (quantité)	Ecart (Valeur)	Valeur ht
766LOT0177 - BOUGIE SONGE D'OR 140 GR	8,00	1,00	1,00	0,00	0,00	8,00
766LOT0178 - PARFUM AMBIANCE SONGE D'OR 10	8,00	4,00	4,00	0,00	0,00	32,00
766LOT0179 - BRUME D'OREILLER SONGE D'OR	5,90	5,00	5,00	0,00	0,00	29,50
766LOT0180 - BATONS A PARFUM SONGE D'OR 20	12,00	6,00	6,00	0,00	0,00	72,00
766Z000001 - BATON COULEUR SAFRAN	13,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
766Z000002 - Douceur de linge	10,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
767MM00031 - PHOTOPHORE LITHOPHANIE	4,75	21,00	22,00	1,00	4,75	104,50
767MM00043 - FLEUR DE DOUCHE	5,16	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
767MM0075 - PARFUM AMBIANCE ROSE ELIXIR 20	15,60	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
767MM0076 - PARFUM AMBIANCE FLEUR COTON 2	15,60	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
767MM0077 - BOUGIE THE MUSC	3,40	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
767MM0078 - BOUGIE FREESIA POIRE	3,40	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
767MM0080 - BOULE A NEIGE OURSON	4,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
767MM0081 - BOUGIE PARFUMEE MARQUISE	8,80	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
767MM0084 - DIFFUSEUR PARFUM AMBIANCE MAR	15,60	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
767MM0085 - DIFFUSEUR PARFUM AMBIANCE FLE	15,60	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
767MM0086 - POCHETTE PARFUMEE FO	3,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
767MM0087 - POCHETTE PARFUMEE ROSE ELIXIR	3,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
767MM0088 - POCHETTE PARFUMEE MARQUISE	3,00	11,00	11,00	0,00	0,00	33,00
767MM0089 - POCHETTE PARFUMEE JASMIN	3,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
767MM0090 - POCHETTE PARFUMEE FIGUIER	3,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
767MM0091 - PARFUM AMBIANCE FO	7,96	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
767MM0092 - PARFUM AMBIANCE ROSE ELIXIR	7,96	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
767MM0093 - PARFUM AMBIANCE DELICATE VERV	6,36	1,00	0,00	-1,00	-6,36	0,00
767MM0094 - PARFUM AMBIANCE SUBLIME JASMI	7,96	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
767MM0095 - DIFFUSEUR AMBIANCE VALSE FLO F	18,36	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

AR Prefecture
006-200039857-20250114-DP2025_005-AU
Reçu le 16/01/2025
Publié le 16/01/2025

Elément	Pmp	Quantité théorique	Quantité physique	Ecart (quantité)	Ecart (Valeur)	Valeur ht
767MM0096 - DIFFUSEUR AMBIANCE VALSE SUBLI	18,36	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
767MM0097 - DIFFUSEUR AMBIANCE FLEUR DE M	18,36	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
767MM0098 - BOUGIE PARFUMEE THE DE FETE	9,20	5,00	5,00	0,00	0,00	46,00
767MM0099 - BOUGIE PARFUMEE NUIT D'AMBRE	9,20	6,00	6,00	0,00	0,00	55,20
767MM0100 - BOUGIE PARFUMEE ROSE ELIXIR 65	5,16	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
767MM0103 - DIFFUSEUR SAVON AMOUR DE FLEU	7,16	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
767MM0104 - PORTE SAVON AMOUR DE FLEURS	4,60	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
767MM0105 - COUPELLE COEUR MARGUERITE RO	3,16	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
767MM0106 - DIFFUSEUR AMBIANCE AMOUR DE F	17,56	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
767MM0107 - DIFFUSEUR AMBIANCE AMOUR DE F	17,56	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
767MM0108 - DIFFUSEUR AMBIANCE AMOUR DE F	17,56	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
767MM0109 - DIFFUSEUR AMBIANCE AMOUR DE F	17,56	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
767MM0200 - DIFFUSEUR FLORA JASMIN	17,96	9,00	8,00	-1,00	-17,96	143,68
767MM0201 - DIFFUSEUR FLORA VANILLE DOREE	17,96	11,00	11,00	0,00	0,00	197,56
767MM0202 - DIFFUSEUR FLORA MANDARINE	17,96	9,00	10,00	1,00	17,96	179,60
767MM0203 - DIFFUSEUR BATON FLEUR DE MAND	17,56	5,00	5,00	0,00	0,00	87,80
767MM0204 - DIFFUSEUR BATON FLEUR DE THE	17,56	4,00	4,00	0,00	0,00	70,24
767MM0205 - DIFFUSEUR BATON FLEUR DE COTO	17,56	4,00	4,00	0,00	0,00	70,24
767MM0206 - DIFFUSEUR BATON VANILLE DOREE	17,56	3,00	3,00	0,00	0,00	52,68
767MM0207 - POCHETTE PARFUMEE ANTOINETTE	3,00	18,00	18,00	0,00	0,00	54,00
767MM0208 - POCHETTE PARFUMEE FRESIA	3,00	16,00	14,00	-2,00	-6,00	42,00
767MM0209 - POCHETTE VANILLE DOREE	3,00	10,00	12,00	2,00	6,00	36,00
767MM0212 - BOUGIE 65 G ROSE ELIXIR	5,16	4,00	4,00	0,00	0,00	20,64
767MM0213 - DIFFUSEUR FLORA ROSE ELIXIR	17,96	9,00	9,00	0,00	0,00	161,64
768COSM001 - EDP 30 TRUE ROMANCE	16,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
772COSM001 - EDP SIGNATURE 100 ML	11,58	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

AR Prefecture
006-200039857-20250114-DP2025_005-AU
Reçu le 16/01/2025
Publié le 16/01/2025

Elément	Pmp	Quantité théorique	Quantité physique	Ecart (quantité)	Ecart (Valeur)	Valeur ht
772COSM002 - EDP BOUDOIR 30 ML	7,30	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
772COSM003 - EDT CHATEAUX 100 ML	11,25	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
772COSM004 - EDP EVASION/SEDUCTION 30 ML	6,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
772COSM005 - EDP LINETTE 50 ML	7,25	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
772COSM009 - VAPO ROLL SENTEUR D'ETE	1,80	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
772COSM010 - ROLL'ON SENTEURS ETE	1,80	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
772COSM011 - EDT JASMIN	2,12	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
772COSM012 - EDT LAVANDE	2,12	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
772COSM013 - EDT FLEUR DE COTON	2,12	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
772COSM014 - EDT MURE ET MUSC	2,30	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
772COSM015 - EDT ROSE	2,17	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
772COSM016 - EDT CERISE LITCHI	2,17	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
772COSM017 - EDT SANTAL	2,12	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
772COSM018 - EDT VERVEINE	2,12	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
772COSM019 - EDT VIOLETTE	2,12	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
772COSM020 - EDP ROUGE DU SOIR	3,75	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
772COSM021 - EDP PIERRE LUNAIRE	3,75	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
772COSM022 - EDP COEUR DE QUARTZ	3,75	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
772COSM023 - EDP OPALE DE FEU	3,75	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
772COSM024 - EDT DOUCEURS AGRUMES	2,17	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
772COSM025 - EDT THE VERT	2,17	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
772COSM026 - EDT VANILLE FRAMBOISE	2,17	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
772COSM027 - EDT FLEUR AMANDIER	2,17	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
772COSM028 - EDP ECHAPEE NOCTURNE	6,95	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
772COSM029 - EDP NUAGE ROSE	6,50	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
772COSM030 - EDP ROUGE ADDICT	6,50	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

AR Prefecture
006-200039857-20250114-DP2025_005-AU
Reçu le 16/01/2025
Publié le 16/01/2025

Elément	Pmp	Quantité théorique	Quantité physique	Ecart (quantité)	Ecart (Valeur)	Valeur ht
772COSM031 - EDP SEDUCTION GOURMANDE	6,50	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
772COSM032 - EDP ENCHANTEMENT FLORAL	6,50	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
772COSM033 - EDP FRAICHEUR MASCULINE	6,50	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
772COSM034 - EDP L'INSOLITE	12,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
772COSM035 - EDP L'ELEGANT	12,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
772COSM036 - EDP BLEU DEVOTION	12,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
772COSM037 - EDP MISS PIN UP	12,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
772COSM038 - EDP FEERIE	12,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
772COSM039 - EDP MAYA 50 ML	7,25	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
772COSM040 - EDP ZOE 50 ML	7,25	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
772COSM041 - EDP MAX 50 ML	6,80	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
772COSM042 - EDP TOM 50 ML	6,80	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
772COSM043 - EDP LO ANIMAL	6,95	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
772COSM044 - EDP CIEL DE FEU	6,95	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
772COSM045 - ROLL ON MOUSTIROLL	1,88	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
773COSM001 - EDP CDP 100 ML	11,30	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
773COSM002 - CREME MAINS CDP	2,66	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
773COSM003 - SAVON LIQUIDE 300 ML CDP	3,85	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
773COSM004 - SAVON 150 GR CDP	2,92	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
773COSM010 - EDP AGRUMES/MUSC	14,67	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
773COSM011 - SAVON 150 GR	2,92	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
773COSM012 - SAVON DOUCHE 250	4,04	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
773COSM014 - BAUME CORPS	8,32	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
773COSM015 - BAUME LEVRES	2,57	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
773COSM019 - EDT CDP BERGAMOTE FRAICHE	12,05	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
773COSM020 - EDT CDP BOIS EBENE	12,05	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

AR Prefecture
006-200039857-20250114-DP2025_005-AU
Reçu le 16/01/2025
Publié le 16/01/2025

Elément	Pmp	Quantité théorique	Quantité physique	Ecart (quantité)	Ecart (Valeur)	Valeur ht
773COSM021 - EDT CDP THE BLANC	12,05	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
773COSM022 - EDT CDP FLEUR DE TIARE	12,05	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
773COSM023 - EDT CDP ROSE DE GRASSE	12,05	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
773COSM024 - CREME MAIN 30 ML BERGAMOTE F	2,45	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
773COSM025 - CREME MAIN 30ML BOIS EBENE	2,45	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
773COSM026 - CREME MAIN 30 ML THE BLANC	2,45	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
773COSM027 - CREME MAIN 30ML FLEUR DE TIAR	2,45	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
773COSM028 - CREME MAIN 30ML ROSE DE GRASS	2,45	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
773COSM029 - GEL DOUCHE 200ML BERGAMOTE	3,30	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
773COSM030 - GEL DOUCHE 200ML BOIS EBENE	3,30	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
773COSM031 - GEL DOUCHE 200ML FLEUR DE TIA	3,30	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
773COSM032 - GEL DOUCHE 200ML THE BLANC	3,30	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
773COSM033 - GEL DOUCHE 200ML ROSE DE GRA	3,30	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
773COSM034 - EDT CDP AMBRE	12,05	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
773COSM035 - EDT CDP FLEUR DE COTON	12,05	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
773COSM036 - EDT CDP MUSC FRUIT NOIR	12,05	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
773COSM037 - CREME MAINS 30ML AMBRE	2,45	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
773COSM038 - CREME MAINS 30ML FLEUR DE COT	2,45	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
773COSM039 - CREME MAINS 30ML MUSC FRUIT N	2,45	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
773COSM040 - GEL DOUCHE 200ML AMBRE	3,30	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
773COSM041 - GEL DOUCHE 200ML FLEUR DE CO	3,30	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
773COSM042 - GEL DOUCHE 200ML MUSC FRUIT	3,30	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
773COSM043 - HUILE SECHE FLEUR DE TIARE	9,76	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
773COSM044 - HUILE SECHE YUZU	9,76	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
773COSM045 - HUILE SECHE YLANG	9,76	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
773COSM046 - CREME MAINS FLEUR DE TIARE 30	2,59	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

AR Prefecture
006-200039857-20250114-DP2025_005-AU
Reçu le 16/01/2025
Publié le 16/01/2025

Elément	Pmp	Quantité théorique	Quantité physique	Ecart (quantité)	Ecart (Valeur)	Valeur ht
773COSM047 - CREME MAINS YUZU 30 ML	2,59	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
773COSM048 - CREME MAINS YLANG 30 ML	2,59	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
777GAPA001 - EAU DE ROSE 100 ML	4,17	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
777GAPA002 - EAU DE FLEUR D'ORANGER 100 ML	5,83	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
777GAPA003 - SAVON ROSE CENTIFOLIA	5,83	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
778COSM001 - EAU DE COLOGNE MARIE JEANNE	25,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
778COSM002 - BRUME D'ETE	21,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
778COSM003 - BRUME D'HIVER	21,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
778COSM004 - EDC MARCELLE	30,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
778COSM005 - EDC MARCEL	30,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
778COSM006 - EDC LEON	30,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
778COSM007 - EDP TONKA LAVANDE	59,29	7,00	7,00	0,00	0,00	415,03
778COSM008 - EDP JASMIN PATCHOULI	60,00	6,00	6,00	0,00	0,00	360,00
778COSM009 - EDP VETIVER SANTAL	60,00	5,00	5,00	0,00	0,00	300,00
778COSM010 - EDP IRIS PALLIDA	60,00	1,00	1,00	0,00	0,00	60,00
778COSM011 - EDC ADELE	30,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
780COSM10 - boite farina 3x6ml	12,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
781COSM001 - EAU DE COLOGNE BOITE BOIS 100	49,50	3,00	3,00	0,00	0,00	148,50
781COSM002 - EAU DE COLOGNE 6 ML	4,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
781COSM003 - EAU DE COLOGNE 15 ML ROLL ON	8,00	19,00	18,00	-1,00	-8,00	144,00
781COSM004 - EAU DE COLOGNE 30 ML	15,00	20,00	20,00	0,00	0,00	300,00
781COSM005 - EAU DE COLOGNE 250 ML BOITE E	47,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
781COSM006 - EAU DE COLOGNE VAPO 125 ML	34,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
781COSM007 - BOITE SAVONS EDC	13,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
781COSM008 - SAVON EDC 120 GR	11,00	12,00	12,00	0,00	0,00	132,00
781COSM009 - EDC ORIGINAL SPRAY 50 ML	23,50	19,00	19,00	0,00	0,00	446,50

AR Prefecture
006-200039857-20250114-DP2025_005-AU
Reçu le 16/01/2025
Publié le 16/01/2025

Elément	Pmp	Quantité théorique	Quantité physique	Ecart (quantité)	Ecart (Valeur)	Valeur ht
781COSM010 - cuir de russie 15ml	9,50	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
781COSM011 - CUIR DE RUSSIE 50 ML	26,50	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
782COSM02 - PETITE JEANNE 30 ML	2,93	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
782COSM03 - BASIC E GEL DOUCHE 1500 ML	6,50	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
782COSM04 - BASIC E SOIN VISAGE 75 ML	6,50	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
782COSM05 - BASIC E SAVON EXFO CORDE 200 G	3,91	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
782COSM10 - CREME MAINS 75 ML	2,17	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
783COSM002 - Boite métal carré 9 roses savon	7,20	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
783COSM005 - SAVON PARFUME MM 100 gr	2,85	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
783COSM006 - TROUSSE BEAUTE MM FETES ROYA	7,95	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
783COSM007 - BOITES FEUILLES SAVON COEUR	3,92	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
783COSM008 - BAUME MAINS 30ML	2,60	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
783COSM009 - GEL MAIN SOYEUX	5,55	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
783COSM010 - EDT MARQUISE	13,60	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
783COSM011 - SAVON OVALE ARABESQUE	2,20	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
783COSM012 - SAVON fleur de mandarine	3,12	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
783COSM013 - SAVON MARQUISE BOITE	3,55	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
783COSM015 - boite feuilles de savon arabesque	3,92	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
783COSM016 - coffret 7 savons invites rose	7,20	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
783COSM017 - savon rose elixir	3,00	6,00	7,00	1,00	3,00	21,00
783COSM018 - coffret rose de savon rose	5,40	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
783COSM019 - rose de savon	4,80	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
783COSM020 - savon figuier	3,12	9,00	9,00	0,00	0,00	28,08
783COSM021 - coffret savons invites marquise	7,20	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
783COSM022 - BOULE DE SAVON ROSE	3,28	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
783COSM023 - coffret 3 camélias	4,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

AR Prefecture
006-200039857-20250114-DP2025_005-AU
Reçu le 16/01/2025
Publié le 16/01/2025

Elément	Pmp	Quantité théorique	Quantité physique	Ecart (quantité)	Ecart (Valeur)	Valeur ht
783COSM024 - savon secret de santal	3,12	6,00	6,00	0,00	0,00	18,72
783COSM025 - savon sublime jasmin	3,12	4,00	4,00	0,00	0,00	12,48
783COSM026 - savon fleur de coton	3,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
783COSM027 - savon fleur de thé	3,12	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
783COSM028 - savon antoinette	3,12	2,00	2,00	0,00	0,00	6,24
783COSM050 - PETITE FLEUR DE DOUCHE	1,40	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
783COSM051 - BOITE DE PETALES DE FEUILLES DE	3,92	7,00	7,00	0,00	0,00	27,44
783COSM052 - SAVON FLEUR DE MANDARINE	3,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
783COSM054 - SAVON FLEUR D ORANGER	3,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
783COSM055 - EDT FLEUR DE MANDARINE	5,96	9,00	11,00	2,00	11,92	65,56
783COSM056 - SAVON FEESIA DELICE	3,00	8,00	8,00	0,00	0,00	24,00
783COSM057 - EDT FLEUR DE COTON 30 ML	5,96	10,00	11,00	1,00	5,96	65,56
783COSM058 - EDT SUBLIME JASMIN	5,96	1,00	1,00	0,00	0,00	5,96
783COSM059 - EDT MARQUISE	5,96	4,00	4,00	0,00	0,00	23,84
783COSM060 - BOITE FEUILLES SAVONS JASMIN	3,92	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
783COSM061 - CREME MAIN SUBLIME JASMIN	3,16	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
783COSM062 - GEL MAINS SOYEUX SUBLIME JASM	5,16	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
783COSM063 - COFFRET COEUR PETALES DE SAV	12,00	4,00	4,00	0,00	0,00	48,00
783COSM064 - BOITE FEUILLES SAVONS	3,92	-1,00	0,00	1,00	3,92	0,00
783COSM065 - EDT VOILE DE LIN 30 ML	5,96	7,00	6,00	-1,00	-5,96	35,76
783COSM066 - EDT FLEUR D'ORANGER	5,96	17,00	15,00	-2,00	-11,92	89,40
783COSM067 - SAVON FLEUR DE THE	3,00	8,00	8,00	0,00	0,00	24,00
784COSM001 - PATCHOULI 1854	15,92	12,00	12,00	0,00	0,00	191,04
784COSM002 - EAU DE ROSE	4,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
784COSM003 - EAU DE FLEUR D'ORANGER	4,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
784COSM004 - EDT CLASSIQUE 50 ML	2,75	12,00	14,00	2,00	5,50	38,50

AR Prefecture
006-200039857-20250114-DP2025_005-AU
Reçu le 16/01/2025
Publié le 16/01/2025

Elément	Pmp	Quantité théorique	Quantité physique	Ecart (quantité)	Ecart (Valeur)	Valeur ht
784COSM005 - EDT LUXE POIRE 100 ML	18,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
784COSM006 - EDT 10 ML	2,00	18,00	18,00	0,00	0,00	36,00
784COSM007 - EDT 20 ML	1,50	12,00	8,00	-4,00	-6,00	12,00
784COSM008 - POIRE FLACON	1,34	36,00	36,00	0,00	0,00	48,24
785COSM008 - Eau de parfum 50 ml	5,50	3,00	1,00	-2,00	-11,00	5,50
785COSM100 - EDT LAVANDE 100 ML	5,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
785COSM101 - EDT MUSC BLANC	5,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
785COSM102 - EDT VANILLE PATCHOULI	5,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
785COSM103 - EDT ROSE TONKA	5,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
785COSM104 - EDT L'HOMME	4,90	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
786COSM001 - EDP OLL 100 ML	44,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
786COSM002 - SAVON PARFUME OLL 125 GR	7,00	58,00	58,00	0,00	0,00	406,00
786COSM003 - COFFRET SAVON INVITE	17,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
786COSM004 - BOITE METAL ORIZA	2,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
786COSM005 - EDP DEJA LE PRINTEMPS 100 ML	60,00	3,00	3,00	0,00	0,00	180,00
786COSM006 - EDP MUGUET FLEURI 100 ML	60,00	2,00	2,00	0,00	0,00	120,00
786COSM007 - EDP SCOTCH LAVANDER 100 ML	60,00	1,00	1,00	0,00	0,00	60,00
786COSM008 - EDP APOTHEOSE 100 ML	60,00	2,00	2,00	0,00	0,00	120,00
786COSM009 - EDP EMPIRE DES INDES 100 ML	60,00	1,00	1,00	0,00	0,00	60,00
786COSM010 - EDP JOCKEY CLUB 100 ML	60,00	3,00	3,00	0,00	0,00	180,00
786COSM011 - EDP CUIR DE L'AIGLE DE RUSSIE 10	60,00	3,00	3,00	0,00	0,00	180,00
786COSM012 - EDP VIOLETTE DU CZAR 100 ML	60,00	2,00	2,00	0,00	0,00	120,00
786COSM013 - EDP ROYAL OEILLET 100 ML	60,00	2,00	2,00	0,00	0,00	120,00
786COSM014 - EDP MARIONS NOUS 100 ML	60,00	3,00	3,00	0,00	0,00	180,00
787COSM014 - savon Bouquet Précieux	3,15	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
787COSM015 - BOITE COEUR FLEUR DE SAVON PA	12,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

AR Prefecture
006-200039857-20250114-DP2025_005-AU
Reçu le 16/01/2025
Publié le 16/01/2025

Elément	Pmp	Quantité théorique	Quantité physique	Ecart (quantité)	Ecart (Valeur)	Valeur ht
787COSM016 - PETITE BOITE COEUR FEUILLES DE	3,28	5,00	4,00	-1,00	-3,28	13,12
787COSM017 - PETITE BOITE COEUR FEUILLES BL	3,28	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
787COSM018 - COFFRET 3 CAMELIAS 3 ROSES	4,00	16,00	16,00	0,00	0,00	64,00
787COSM019 - COFFRET 3 CAMELIAS 3 ROSES CO	4,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
787COSM020 - PETITE BOITE COEUR FEUILLES NU	3,28	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
787COSM021 - BOULE DE SAVON ROSE BLANCHE	3,28	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
787COSM022 - BOULE DE SAVON OEILLET BLANC	3,28	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
787COSM023 - SAVON FREESIA DELICE	3,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
787COSM024 - BOUQUET ROSE ROSES PARF	5,16	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
787COSM025 - BOUQUET NUDE ROSES PARF	5,16	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
787COSM026 - BOUQUET BLANC ROSES PARF	5,16	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
787COSM027 - SAVON PARFUME DIVINE MARQUISE	3,12	7,00	7,00	0,00	0,00	21,84
787COSM028 - TROUSSE GD MODELE PATIO EN FL	8,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
787COSM029 - EDT VOILE DE LIN 30 ML	5,96	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
787COSM030 - EDT FO 30 ML	5,96	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
787COSM031 - SAVON PARFUME VANILLE DOREE	3,00	7,00	7,00	0,00	0,00	21,00
787COSM032 - TROUSSE DE TOILETTE VELOURS R	6,76	5,00	5,00	0,00	0,00	33,80
7890001 - EDT COULEUR SAFRAN 100 ML	11,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7890002 - EDP COULEUR SAFRAN 100 ML	13,50	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
793COSM001 - EDP LAVANDE MANDARINE	20,17	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
793COSM002 - EDP ANIS ROSE	20,17	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
793COSM003 - EDP CEDRE ANIS	20,17	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
793COSM004 - PARFUM JASMIN SACRE	21,49	3,00	3,00	0,00	0,00	64,47
793COSM005 - EDP MENTHE VETIVER	20,17	1,00	1,00	0,00	0,00	20,17
793COSM006 - PARFUM NEROLI SUPREME	21,49	7,00	7,00	0,00	0,00	150,43
793COSM007 - PARFUM IRIS IMPERIAL	21,49	5,00	5,00	0,00	0,00	107,45

AR Prefecture
006-200039857-20250114-DP2025_005-AU
Reçu le 16/01/2025
Publié le 16/01/2025

Elément	Pmp	Quantité théorique	Quantité physique	Ecart (quantité)	Ecart (Valeur)	Valeur ht
793COSM008 - EDP BERGAMOTE MUGUET	20,17	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
793COSM009 - EDP GARDENIA NEROLI	20,17	2,00	2,00	0,00	0,00	40,34
793COSM010 - EDP AMANDE TUBEREUSE	20,17	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
793COSM011 - EDP BERGAMOTE JASMIN	20,17	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
793COSM012 - PARFUM ROSE POUDRE	21,49	7,00	7,00	0,00	0,00	150,43
793COSM013 - PARFUM TUBEREUSE INSOLENTE	21,49	1,00	1,00	0,00	0,00	21,49
793COSM014 - PARFUM CUIR ENIVRANT	21,49	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
793COSM015 - PARFUM AMBRE GRIS	21,49	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
793COSM016 - PARFUM BOIS AMBRE	21,49	1,00	0,00	-1,00	-21,49	0,00
793COSM017 - soin d'exception rose de mai	21,96	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
793COSM020 - LAIT IRIS IMPERIAL	9,50	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
793COSM021 - LAIT NEROLI SUPREME	9,50	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
793COSM022 - HUILE IRIS IMPERIAL	14,80	4,00	4,00	0,00	0,00	59,20
793COSM023 - HUILE ROSE POUDREE	14,80	6,00	6,00	0,00	0,00	88,80
793COSM024 - HUILE NEROLI SUPREME	14,80	6,00	6,00	0,00	0,00	88,80
793COSM025 - PARFUM PIVOINE SAUVAGE	21,49	5,00	5,00	0,00	0,00	107,45
793COSM026 - HUILE PIVOINE SAUVAGE	12,33	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
793COSM027 - PARFUM ORCHIDEE DE NUIT	21,49	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
793COSM028 - HUILE ORCHIDEE DE NUIT	14,80	6,00	6,00	0,00	0,00	88,80
793COSM029 - PARFUM VANILLE SENSUELLE	21,49	2,00	2,00	0,00	0,00	42,98
793COSM030 - HUILE VANILLE SENSUELLE	12,33	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
793COSM031 - PARFUM TONKA OBSCURE	21,49	5,00	5,00	0,00	0,00	107,45
793COSM032 - PARFUM ACCORD POIVRE	21,49	3,00	4,00	1,00	21,49	85,96
793COSM033 - PARFUM NUANCES DE FOUGERE	21,49	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
793COSM034 - EDP MANDARINE EPICES	16,79	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
793COSM035 - EDP JASMIN VIOLETTE	20,17	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

AR Prefecture
006-200039857-20250114-DP2025_005-AU
Reçu le 16/01/2025
Publié le 16/01/2025

Elément	Pmp	Quantité théorique	Quantité physique	Ecart (quantité)	Ecart (Valeur)	Valeur ht
793COSM036 - PARFUM ETINCELLE DE ROSE	17,92	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
793COSM037 - PARFUM MUSC DIVIN	21,49	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
793COSM038 - BRUME PARFUMEE	13,25	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
793COSM039 - PARFUM DEESSE AMBREE	21,49	6,00	6,00	0,00	0,00	128,94
793COSM040 - PARFUM NECTAR DE FLEURS	21,49	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
793COSM041 - PARFUM FREESIA EXALTANT	21,49	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
793COSM042 - EDP AMBRE BLANC	20,17	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
793COSM044 - EDP VIOLETTE IRIS	20,17	3,00	3,00	0,00	0,00	60,51
793COSM045 - PARFUM CEDRE MYTHIQUE	21,49	5,00	5,00	0,00	0,00	107,45
793COSM046 - EDP MANDARINE YLANG	20,17	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
793COSM047 - EDP LAVANDE SANTAL	20,17	5,00	5,00	0,00	0,00	100,85
793COSM048 - EDP MANDARINE FEVE TONKA	20,17	6,00	6,00	0,00	0,00	121,02
793COSM049 - PARFUM MENTHE INSOLITE	21,49	5,00	4,00	-1,00	-21,49	85,96
793COSM050 - PARFUM JARDIN D'EDEN	21,49	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
793COSM051 - PARFUM PECHE GOURMAND	21,49	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
793COSM052 - PARFUM ROSE IDYLLE	21,49	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
793COSM053 - EDP CITRON CORIANDRE	20,17	6,00	6,00	0,00	0,00	121,02
793COSM054 - PARFUM CASSIS GOURMAND	21,49	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
793COSM055 - PARFUM LUMIERE DE MUSC	21,49	6,00	6,00	0,00	0,00	128,94
793COSM056 - PARFUM FLEUR DEFENDUE	21,49	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
793COSM057 - PARFUM ODE A LA VIE	21,49	4,00	4,00	0,00	0,00	85,96
793COSM058 - EDP THE MUSC	20,17	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
793COSM059 - PARFUM SANTAL TENEBREUX	21,49	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
793COSM060 - PARFUM MYTHE ABSOLU	21,49	7,00	7,00	0,00	0,00	150,43
793COSM061 - EDP CITRON SANTAL	20,17	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
793COSM062 - PARFUM PASSION FLEURIE	21,49	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

AR Prefecture
006-200039857-20250114-DP2025_005-AU
Reçu le 16/01/2025
Publié le 16/01/2025

Elément	Pmp	Quantité théorique	Quantité physique	Ecart (quantité)	Ecart (Valeur)	Valeur ht
793COSM063 - PARFUM VETIVER AUDACIEUX	21,49	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
793COSM064 - PARFUM CUIR INTENSE	21,49	4,00	4,00	0,00	0,00	85,96
793COSM065 - EDP VANILLE YLANG	20,17	7,00	7,00	0,00	0,00	141,19
793COSM066 - PARFUM BLUE LEMON	21,49	4,00	4,00	0,00	0,00	85,96
793COSM067 - PARFUM GINGEMBRE MAGNETIQUE	21,49	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
793COSM068 - PARFUM COEUR D'AMBRE	21,49	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
793COSM069 - BRUME PARFUMEE MONOI DE TAHI	11,93	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
793COSM070 - HUILE SUBLIMATRICE NACRE D'OR	18,00	5,00	5,00	0,00	0,00	90,00
793COSM071 - HUILE SUBLIMATRICE SOIR PRECIE	16,33	2,00	2,00	0,00	0,00	32,66
793COSM072 - PARFUM AMANDE NOIRE 50 ML	21,49	3,00	3,00	0,00	0,00	64,47
793COSM073 - PARFUM CLAIR DE LUNE 50 ML	21,49	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
793COSM074 - PARFUM AME SOEUR 50 ML	21,49	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
793COSM075 - PARFUM NUIT CELESTE 50 ML	21,49	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
793COSM076 - PARFUM ELEGANCE MYSTIQUE 50	21,49	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
793COSM077 - PARFUM ALTER EGO 50 ML	21,49	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
793COSM078 - EDP ABRICOT VANILLE 100 ML	20,17	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
793COSM079 - HUILE AMANDE NOIRE	14,80	6,00	6,00	0,00	0,00	88,80
794COSM001 - EAU DE PARFUM BIO FO	12,11	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
794COSM002 - EAU DE PARFUM BIO TIARE	12,11	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
794COSM003 - EAU DE PARFUM BIO JASMIN	12,11	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
794COSM004 - EDT TREFLE	14,47	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
794COSM005 - EDT MUSC/NEROLI	14,47	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
794COSM006 - EDT AVOINE/COQUELICOT	14,47	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
794COSM007 - EDT YLANG/FLEURS DE SEL	14,47	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
794COSM008 - EDT VANILLE/SAFRAN	14,47	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
794COSM009 - EDC LAVANDE	8,37	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

AR Prefecture
006-200039857-20250114-DP2025_005-AU
Reçu le 16/01/2025
Publié le 16/01/2025

Elément	Pmp	Quantité théorique	Quantité physique	Ecart (quantité)	Ecart (Valeur)	Valeur ht
794COSM010 - EDC VIOLETTE	8,05	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
794COSM011 - EDC VETIVER	8,37	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
794COSM012 - EDC TONIQUE	8,05	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
794COSM013 - EDC VERVEINE/YUZU	8,37	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
794COSM014 - EDC ROSE	8,37	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
794COSM015 - EDC CITRON CAVIAR	8,37	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
794COSM016 - EDC ORANGE FIZZ	8,37	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
794COSM017 - EDC FLEUR D'ORANGER	8,05	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
794COSM018 - EDT COCO BERGAMOTE	14,47	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
794COSM019 - EAU DE PARFUM BIO VERVEINE CL	12,11	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
794COSM020 - EDC 245 ML FLEUR D'ORANGER	9,37	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
794COSM021 - EDP SELVA DO BRAZIL	43,88	2,00	2,00	0,00	0,00	87,76
794COSM022 - EDP MAASAI MARA	43,88	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
794COSM023 - EDP ASSAM OF INDIA	43,88	5,00	5,00	0,00	0,00	219,40
794COSM024 - EDP DOLCE AMALFI	43,88	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
794COSM025 - EDP GUARIA MORADA	43,88	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
794COSM026 - EDP PENG LAI	43,88	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
794COSM027 - EDP SOMEI YOSHINO	43,88	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
794COSM028 - EDP MATAHARI DI BALI	43,88	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
795COSM001 - PARFUM 3 POIVRES	57,60	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
795COSM002 - PARFUM VANILLE REGLISSE	57,60	1,00	1,00	0,00	0,00	57,60
795COSM003 - PARFUM TONKA SESAME	57,60	3,00	3,00	0,00	0,00	172,80
795COSM004 - PARFUM OUD OSMANTHUS	57,60	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
795COSM005 - PARFUM CEDRAT MYRTE IMMORTE	57,60	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
799PB00001 - EDP INSOUCIANTE ROSE DE GRASS	49,50	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
799PB00002 - EDP INSOLITE LAVANDE	47,50	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

AR Prefecture
006-200039857-20250114-DP2025_005-AU
Reçu le 16/01/2025
Publié le 16/01/2025

Elément	Pmp	Quantité théorique	Quantité physique	Ecart (quantité)	Ecart (Valeur)	Valeur ht
799PB00003 - EDP INGENUE VIOLETTE	49,50	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
799PB00004 - EDP ECLATANT CITRON DE MENTON	49,50	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
799PB00005 - EDP ESPIEGLE ORANGE DE VALLAU	49,50	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
799PB00006 - EDP FAROUCHE IMMORTELLE	47,50	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
799PB00007 - EDP JOLI JOLIE POMELO ROSE	47,50	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
799PB00008 - EDP FANNY NEROLI	49,50	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
799PB00009 - EDP CELESTE	49,50	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7EG000003 - MAGNET ERIC GARENCE	2,50	93,00	93,00	0,00	0,00	232,50
7EG000004 - MUG ERIC GARENCE	5,50	16,00	15,00	-1,00	-5,50	82,50
7EG00001 - CARRE DE SOIE ERIC GARENCE	22,50	10,00	10,00	0,00	0,00	225,00
7EG00002 - TOTE BAG ERIC GARENCE	5,50	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
800COSM003 - ABSOLUE ROSE CENTIFOLIA	36,02	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
800COSM004 - ABSOLUE VIOLETTE	28,67	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
800COSM005 - ABSOLUE MIMOSA	28,67	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
800COSM006 - COFFRET CREATION PARFUM ROSE	88,20	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
800COSM007 - COFFRET PETIT PARFUMS	47,25	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
800COSM008 - PARFUM ROSE CENTIFOLIA	77,18	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
800COSM009 - PARFUM NEROLI	77,18	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
800COSM010 - PARFUM PATCHOULI	77,18	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
800COSM011 - PARFUM ENCENS	77,18	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
800COSM012 - PARFUM VETIVER	77,18	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
800COSM013 - HUILE VEGETALE D'AKENES DE FRA	14,70	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
800COSM014 - BASE A PARFUM	7,35	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
800COSM015 - FLACON PURE SIGNATURE	4,41	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
800COSM016 - FLACON ROSE 1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
801BON001 - VETIVER IRIS EDP 50 ML	29,50	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

AR Prefecture
006-200039857-20250114-DP2025_005-AU
Reçu le 16/01/2025
Publié le 16/01/2025

Elément	Pmp	Quantité théorique	Quantité physique	Ecart (quantité)	Ecart (Valeur)	Valeur ht
801BON002 - MUSC JASMIN EDP 50 ML	29,50	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
801BON003 - AMBRE TONKA EDP 50 ML	29,50	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
801COSM001 - EDP GEODORA	36,71	2,00	2,00	0,00	0,00	73,42
801COSM002 - EDP GEODORA 60 ML	35,41	27,00	26,00	-1,00	-35,41	920,66
801COSM003 - SAVON LIQUIDE GEODORA	6,25	1,00	1,00	0,00	0,00	6,25
803MDR0001 - SAVONNETTE VERVEINE	1,68	17,00	17,00	0,00	0,00	28,56
803MDR0002 - SAVONNETTE POUDRE DE RIZ	1,59	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
803MDR0003 - SAVONNETTE COQUELICOT	1,68	25,00	25,00	0,00	0,00	42,00
803MDR0004 - SAVONNETTE FEUILLE DE FIGUIER	1,68	14,00	14,00	0,00	0,00	23,52
803MDR0005 - SAVONNETTE LAVANDE	1,68	8,00	8,00	0,00	0,00	13,44
803MDR0006 - SAVONNETTE ROSE ANCIENNE	1,68	23,00	23,00	0,00	0,00	38,64
803MDR0007 - SAVONNETTE BOIS DE SANTAL	1,59	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
803MDR0008 - SAVONNETTE FLEUR D'ORANGER	1,68	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
803MDR0009 - SAVONNETTE AGRUMES	1,68	12,00	12,00	0,00	0,00	20,16
803MDR0010 - SAVONNETTE MONOI	1,68	23,00	23,00	0,00	0,00	38,64
803MDR0011 - SAVONETTE LAGON	1,68	14,00	14,00	0,00	0,00	23,52
803MDR0012 - SAVONNETTE BORD DE MER	1,68	9,00	13,00	4,00	6,72	21,84
803MDR0013 - SAVONNETTE CHEVREFEUILLE	1,59	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
803MDR0014 - SAVONNETTE PIVOINE	1,68	17,00	17,00	0,00	0,00	28,56
803MDR0015 - SAVONNETTE EGLANTINE	1,59	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
803MDR0016 - SAVONNETTE YUZU	1,68	7,00	7,00	0,00	0,00	11,76
803MDR0017 - SAVONNETTE BAIE DE ROSE	1,68	13,00	13,00	0,00	0,00	21,84
803MDR0021 - SAVON HOMME ELEGANT	2,25	3,00	5,00	2,00	4,50	11,25
803MDR0022 - SAVON HOMME REBEL	2,25	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
803MDR0023 - SAVON HOMME TATOUE	2,25	8,00	8,00	0,00	0,00	18,00
803MDR0024 - SAVON HOMME AMOUREUX	2,25	6,00	6,00	0,00	0,00	13,50

AR Prefecture
006-200039857-20250114-DP2025_005-AU
Reçu le 16/01/2025
Publié le 16/01/2025

Elément	Pmp	Quantité théorique	Quantité physique	Ecart (quantité)	Ecart (Valeur)	Valeur ht
803MDR0025 - SAVON HOMME SEDUCTEUR	2,25	3,00	2,00	-1,00	-2,25	4,50
803MDR0026 - SAVON HOMME VOYAGEUR	2,25	9,00	9,00	0,00	0,00	20,25
803MDR0028 - SAVON VISAGE HOMME TONIFIANT	3,40	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
803MDR0029 - SAVON HOMME REMINERALISANT	3,40	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
803MDR0030 - SAVONNETTE JUS DE PERSIL ET CI	2,20	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
803MDR0031 - SAVONNETTE PEAU MATURE	2,20	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
803MDR0032 - SAVONNETTE ANTIOXYDANTE	2,20	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
803MDR0033 - SAVONNETTE ECLAT GINGEMBRE	2,20	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
803MDR0034 - SAVONNETTE POUSSE ORTIE	2,20	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
803MDR0035 - SAVONNETTE EXFOLIANTE	2,20	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
803MDR0036 - SAVONNETTE BELLE PEAU	2,20	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
803MDR0039 - SAVON VISAGE ANTI OXYDANT 200	3,59	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
803MDR0050 - SAVONNETTE MONSIEUR Z	1,98	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
803MDR0051 - SAVONNETTE COTON	1,68	11,00	10,00	-1,00	-1,68	16,80
803MDR0052 - SAVONNETTE MAGNOLIA	1,68	11,00	11,00	0,00	0,00	18,48
803MDR0053 - SAVONNETTE PARFUM DU SUD	1,70	19,00	19,00	0,00	0,00	32,30
803MDR0054 - SAVONNETTE FLEUR DE LAVANDIN	1,70	44,00	46,00	2,00	3,40	78,20
803MDR0055 - SAVONETTE LAURIER FEUILLE	1,68	14,00	14,00	0,00	0,00	23,52
803MDR0056 - SAVON HOMME SAUVAGE	2,25	5,00	4,00	-1,00	-2,25	9,00
803MDR0057 - SAVON HOMME SPORTIF	2,25	2,00	5,00	3,00	6,75	11,25
803MDR0058 - SAVON BORD DE MER	1,70	45,00	43,00	-2,00	-3,40	73,10
803MDR0059 - SAVON LUZERNE	2,22	5,00	5,00	0,00	0,00	11,10
803MDR0060 - SAVON EPINARD	2,22	6,00	6,00	0,00	0,00	13,32
803MDR0061 - SAVON BETTERRAVE	2,22	10,00	10,00	0,00	0,00	22,20
803MDR0062 - SAVON LIERRE	2,22	7,00	7,00	0,00	0,00	15,54
803MDR0063 - SAVON CYNORRHODON	2,22	10,00	10,00	0,00	0,00	22,20

AR Prefecture
006-200039857-20250114-DP2025_005-AU
Reçu le 16/01/2025
Publié le 16/01/2025

Elément	Pmp	Quantité théorique	Quantité physique	Ecart (quantité)	Ecart (Valeur)	Valeur ht
803MDR0064 - SAVON DE L'AVENTURE PARFUM DE	1,60	7,00	6,00	-1,00	-1,60	9,60
803MDR0065 - SAVON DU BAD BOY	1,60	7,00	8,00	1,00	1,60	12,80
803MDR0066 - POTION DE L'AVENTURE PARFUM D	8,00	3,00	3,00	0,00	0,00	24,00
803MDR0067 - ELIXIR DU BAD BOY PARFUM CHIC	8,00	4,00	4,00	0,00	0,00	32,00
803MDR0068 - SAVONNETTE NOIX DE COCO	1,68	17,00	17,00	0,00	0,00	28,56
803MDR0069 - SAVONNETTE EUCALYPTUS	1,68	12,00	12,00	0,00	0,00	20,16
803MDR0070 - SAVON AVOINE	2,22	8,00	8,00	0,00	0,00	17,76
803MDR0071 - BOITE POUR KDO	1,69	23,00	0,00	-23,00	-38,87	0,00
805EDP0001 - BOITE SAVON INVITE ROSE	1,07	1,00	0,00	-1,00	-1,07	0,00
805EDP0002 - BOITE RONDE SAVON COQUELICOT	1,56	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
805EDP0003 - COFFRET LUXE 3 SAVONS CARRES	4,21	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
805EDP0004 - COFFRET LUXE 4 SAVONS 120GT C-	5,09	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
805EDP0005 - COFFRET LUXE PORTE SAVON rose	4,20	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
805EDP0006 - COFFRET LUXE 2 SAVONS 100GR	3,39	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
805EDP0007 - COFFRET LUXE 6 SAVONS INVITESC	4,41	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
805EDP0008 - COFFRET LUXE 3 SAVONS ROND 10	6,20	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
805EDP0009 - BOITE SAVON 70 GR ROSE	1,74	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
805EDP0010 - VAPO HE CITRONNELLE 30 ML	2,96	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
805EDP0011 - VAPO HE CITRONNELLE 50ML	4,27	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
805EDP0012 - EDT RETRO VAPO POIRE 12 ML	2,62	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
805EDP0013 - EDT VAPO ROSE 60 ML	4,46	6,00	6,00	0,00	0,00	26,76
805EDP0014 - EDT VAPO SAC 10 ML	2,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
805EDP0015 - COFFRET PORTE SAVON VERVEINE	4,18	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
805EDP0016 - COFFRET LUXE 2 SAVONS VV	3,39	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
805EDP0017 - COFFRET LUXE 2 SAVONS LFO	3,39	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
805EDP0018 - COFFRET LUXE 2 SAVONS CFO	3,39	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

AR Prefecture
006-200039857-20250114-DP2025_005-AU
Reçu le 16/01/2025
Publié le 16/01/2025

Elément	Pmp	Quantité théorique	Quantité physique	Ecart (quantité)	Ecart (Valeur)	Valeur ht
805EDP0019 - COFFRET LUXE 2 SAVONS CJ	3,39	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
805EDP0020 - EDT VAPO VERVEINE 60 ML	4,56	6,00	6,00	0,00	0,00	27,36
805EDP0021 - EDT VAPO JASMIN 60 ML	4,56	14,00	14,00	0,00	0,00	63,84
805EDP0022 - EDT VAPO LAVANDE 60ML	4,56	13,00	13,00	0,00	0,00	59,28
805EDP0023 - EDT VAPO POIRE 12 ML LAVANDE	2,70	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
805EDP0024 - EDT VAPO POIRE 12 ML PATCHOULI	2,62	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
805EDP0025 - EDT VAPO POIRE 12 ML FO	2,62	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
805EDP0026 - EDT VAPO POIRE 12 ML ROSE	2,70	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
805EDP0027 - EDT VAPO POIRE 12 ML VERVEINE	2,62	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
805EDP0028 - EDT VAPO POIRE 12 ML VIOLETTE	2,62	-1,00	0,00	1,00	2,62	0,00
805EDP0029 - EDT VAPO POIRE 12 ML JASMIN	2,62	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
805EDP0030 - EDT VAPO POIRE 12 ML MONOI	2,62	1,00	0,00	-1,00	-2,62	0,00
805EDP0031 - EDT VAPO POIRE 12 ML MIMOSA	2,62	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
805EDP0032 - BOITE SAVON INVITE AMANDE	1,07	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
805EDP0033 - BOITE SAVON INVITE MIMOSA	1,07	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
805EDP0034 - BOITE SAVON INVITE JASMIN	1,07	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
805EDP0035 - BOITE SAVON INVITE COQUELICOT	1,07	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
805EDP0036 - BOITE SAVON INVITE VIOLETTE	1,07	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
805EDP0037 - BOITE SAVON INVITE FO	1,07	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
805EDP0038 - BOITE SAVON INVITE LAVANDE	1,07	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
805EDP0039 - BOITE SAVON 70 GR JASMIN	1,74	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
805EDP0040 - BOITE SAVON 70 GR FO	1,74	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
805EDP0041 - BOITE SAVON 70 GR VERVEINE	1,74	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
805EDP0042 - BOITE SAVON 70 GR LAVANDE	1,74	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
805EDP0043 - BOITE SAVON 70 GR COQUELICOT	1,74	1,00	0,00	-1,00	-1,74	0,00
805EDP0044 - BOITE SAVON 70 GR VIOLETTE	1,74	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

AR Prefecture
006-200039857-20250114-DP2025_005-AU
Reçu le 16/01/2025
Publié le 16/01/2025

Elément	Pmp	Quantité théorique	Quantité physique	Ecart (quantité)	Ecart (Valeur)	Valeur ht
805EDP0045 - BOITE SAVON 70 GR MIMOSA	1,74	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
805EDP0046 - BOITE RONDE SAVON LAVANDE 100	1,56	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
805EDP0047 - COFFRET PORTE SAVON LAVANDE 1	4,20	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
805EDP0048 - COFFRET PORTE SAVON FO 100 GR	4,07	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
805EDP0049 - COFFRET PORTE SAVON JASMIN 10	4,07	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
805EDP0050 - COFFRET PORTE SAVON VIOLETTE	4,07	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
805EDP0051 - SAVON CARRE INVITE 25 GR ROSE	0,40	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
805EDP0052 - SAVON CARRE INVITE 25GR COQUE	0,40	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
805EDP0053 - SAVON CARRE INVITE 25 GR VIOLE	0,40	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
805EDP0054 - SAVON CARRE INVITE 25 GR VERVE	0,40	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
805EDP0055 - SAVON CARRE INVITE 25 GR MIMOS	0,40	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
805EDP0056 - SAVON CARRE INVITE 25 GR LAVAN	0,40	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
805EDP0057 - SAVON CARRE INVITE 25 GR FLEUR	0,40	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
805EDP0058 - SAVON CARRE INVITE 25GR JASMIN	0,40	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
805EDP0059 - COFFRET PORTE SAVON FLEUR DE	4,07	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
805EDP0060 - COFFRET PORTE SAVON MONOI 10	4,07	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
805EDP0061 - COFFRET PORTE SAVON ZESTE DE	4,20	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
805EDP0062 - ROLL ON RELAXANT LAVANDE 10 M	1,95	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
805EDP0063 - COFFRET 5 SAVONS INVITES 25 GR	3,35	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
805EDP0064 - COFFRET 5 SAVONS INVITES COQU	3,45	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
805EDP0065 - COFFRET 4 SAVONS INVITES ROSE	2,82	9,00	9,00	0,00	0,00	25,38
805EDP0066 - COFFRET 4 SAVONS INVITES LAVAN	2,82	15,00	15,00	0,00	0,00	42,30
805EDP0067 - BOITE SAVON INVITE MONOI 25 GR	1,07	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
805EDP0068 - COFFRET PORTE SAVON COQUELIC	4,20	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
805EDP0069 - BOITE SAVON INVITE VERVEINE EXF	1,10	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
805EDP0070 - EDT VAPO VIOLETTE 60 ML	4,56	14,00	14,00	0,00	0,00	63,84

AR Prefecture
006-200039857-20250114-DP2025_005-AU
Reçu le 16/01/2025
Publié le 16/01/2025

Elément	Pmp	Quantité théorique	Quantité physique	Ecart (quantité)	Ecart (Valeur)	Valeur ht
805EDP0071 - EDT VAPO MONOI 60 ML	4,57	13,00	12,00	-1,00	-4,57	54,84
805EDP0072 - EDT VAPO FO 60 ML	4,57	17,00	16,00	-1,00	-4,57	73,12
805EDP0073 - BOITE SAVON LAIT ANESSE BIO 70	1,74	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
806CB001 - PUR PARFUM 50 ML	26,50	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
806CB002 - EDP GOUD	16,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
806CB003 - EDP 555	16,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
806CB004 - EDP IPPI PATCHOULI	16,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
806CB005 - EDP ALFRED KAFE	16,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
806CB006 - EDP LABEL ROSE	16,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
806CB007 - EDP ALO	16,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
806CB008 - EDP MUSC	16,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
806CB009 - EDP VANILLE	16,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
806CB010 - EDP IODE	16,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
806CB011 - EDP SO	16,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
806CB012 - EDP KILIM	16,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
807FB001 - EDT GARDE DU CORPS	30,00	6,00	6,00	0,00	0,00	180,00
807FB002 - EDT DUR A CUIRE	30,00	3,00	3,00	0,00	0,00	90,00
807FB003 - EDT MAITRE NAGEUR	30,00	6,00	6,00	0,00	0,00	180,00
807FB004 - EDT LOUP DE MER	30,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
807FB005 - EDT LOUP SOLITAIRE	30,00	1,00	1,00	0,00	0,00	30,00
807FB006 - EDT BEAU BEBE	30,00	5,00	5,00	0,00	0,00	150,00
808EDN0001 - EDP ORANGE VERTE	23,60	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
808EDN0002 - EDP CARDOMONE EMBRUNS	23,60	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
808EDN0003 - EDP FLEUR DE CERISIER	23,60	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
808EDN0004 - EDP VETIVER PATCHOULI	23,60	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
808EDN0005 - EDP CORIANDRE BOIS DE CEDRE	23,60	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

AR Prefecture
006-200039857-20250114-DP2025_005-AU
Reçu le 16/01/2025
Publié le 16/01/2025

Elément	Pmp	Quantité théorique	Quantité physique	Ecart (quantité)	Ecart (Valeur)	Valeur ht
808EDN0006 - EDP PAMPLEMOUSSE BASILIC	23,60	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
808EDN0007 - EDP FLEUR DE CERISIER SANTAL 30	19,50	7,00	5,00	-2,00	-39,00	97,50
808EDN0008 - EDP VETIVER ET PATCHOULI 30 ML	19,50	9,00	9,00	0,00	0,00	175,50
808EDN0009 - EDP FO 30 ML	19,50	8,00	10,00	2,00	39,00	195,00
808EDN0010 - EDP ORANGE VERTE 30 ML	19,50	11,00	11,00	0,00	0,00	214,50
808EDN0011 - EDP PAMPLEMOUSSE BASILIC 30 ML	19,50	7,00	7,00	0,00	0,00	136,50
808EDN0012 - EDP FO 50 ML	23,60	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
808EDN0013 - EDP CORIANDRE BOIS DE CEDRE 30	19,50	6,00	6,00	0,00	0,00	117,00
808EDN0014 - EDP CARDAMOME ROMARIN 30ML	19,50	9,00	9,00	0,00	0,00	175,50
809SS0001 - SAVON EQUILIBRANT N°1	3,10	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
809SS0002 - SAVON REGULATEUR N°2	3,10	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
809SS0003 - SAVON EXFOLIANT N°3	3,10	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
809SS0004 - SAVON VIVIFIANT N°4	3,10	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
809SS0005 - SAVON NOURRISSANT N°5	3,10	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
809SS0006 - SAVON DOUX N°6	3,10	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
809SS0007 - SAVON PURIFIANT N°7	3,10	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
809SS0008 - SAVON APAISANT N°8	3,10	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
809SS0009 - SAVON RELAXANR N°9	3,10	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
809SS0010 - SAVON DETOXIFIANT N°10	3,10	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
809SS0011 - SAVON TONIFIANT ETE	3,10	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
809SS0012 - SAVON RECONFORTANT HIVER	3,10	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
809SS0013 - BAUME LEVRES YUZU	3,90	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
809SS0014 - BAUME LEVRES GRENADE	3,90	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
809SS0015 - BAUME LEVRES WINTER RESCUE	3,90	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
809SS0016 - BAUME LEVRE FRAISE PECHE	3,90	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
809SS0017 - BAUME LEVRES LAVANDE	3,90	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

AR Prefecture
006-200039857-20250114-DP2025_005-AU
Reçu le 16/01/2025
Publié le 16/01/2025

Elément	Pmp	Quantité théorique	Quantité physique	Ecart (quantité)	Ecart (Valeur)	Valeur ht
809SS0018 - BAUME LEVRES ROSE OTTOMAN	3,90	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
809SS0019 - HE NEROLI	10,80	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
809SS0020 - HE PATCHOULI	3,90	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
809SS0021 - HE MENTHE POIVREE	3,45	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
809SS0022 - HE BERGAMOTE	4,35	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
809SS0023 - HE YUZU	6,90	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
809SS0024 - HE MANDARINE	3,90	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
809SS0025 - HE GINGEMBRE	5,20	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
809SS0026 - HE GERANIUM ROSAE	5,20	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
809SS0027 - HE YLANG YLANG	6,10	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
809SS0028 - HE EUCALYPTUS	3,05	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
809SS0029 - HE VERVEINE CITRONNEE	4,75	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
810DUR0001 - EDP BERGAMOTE RADIEUSE 50 ML	18,33	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
810DUR0002 - SAVON PARFUME BERGAMOTE RAD	2,83	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
810DUR0003 - CREME MAIN 30 ML BERGAMOTE R	3,05	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
810DUR0004 - EDP CAMELIA ECLATANT 50ML	18,33	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
810DUR0005 - SAVON CAMELIA ECLATANT	2,83	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
810DUR0006 - CREME MAIN CAMELIA ECLATANT 3	3,05	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
810DUR0007 - EDP FLEUR D ORANGER 50ML	18,33	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
810DUR0008 - SAVON FLEUR D ORANGER	2,83	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
810DUR0009 - CREME MAIN FLEUR D ORANGER 3	3,05	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
810DUR0010 - EDP COQUELICOT 50 ML	18,33	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
810DUR0011 - SAVON COQUELICOT	2,83	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
810DUR0012 - CREME MAIN COQUELICOT 30 ML	3,05	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
810DUR0013 - EDP PETILLANTE VERVEINE 50 ML	18,33	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
810DUR0014 - SAVON PETITLLANT VERVEINE	2,83	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

AR Prefecture
006-200039857-20250114-DP2025_005-AU
Reçu le 16/01/2025
Publié le 16/01/2025

Elément	Pmp	Quantité théorique	Quantité physique	Ecart (quantité)	Ecart (Valeur)	Valeur ht
810DUR0015 - CREME MAIN PETILLANTE VERVEIN	3,05	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
810DUR0016 - EDP ROSE PETALE 50 ML	18,33	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
810DUR0017 - SAVON ROSE PETALE	2,83	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
810DUR0018 - CREME MAIN ROSE PETALE 30 ML	3,05	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
810DUR0019 - EDP SENSUEL MONOI	18,33	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
810DUR0020 - SAVON SENSUEL MONOI	2,83	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
810DUR0021 - CREME MAIN SENSUEL MONOI	3,05	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
810DUR0022 - EDT durance 14 ML	2,70	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
810DUR0023 - SAVON LIQUIDE MARSEILLE CITRO	6,77	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
810DUR0024 - SAVON LIQUIDE LAVANDE GENET	6,77	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
810DUR0025 - SAVON LIQUIDE NEROLI JASMIN	6,77	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
810DUR0026 - SAVON LIQUIDE ROSE SAFRAN	6,77	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
810DUR0027 - SAVON LIQUIDE VERVEINE KIWI	6,77	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
810DUR0028 - CREME CORPS ET MAIN CITRON ME	9,95	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
810DUR0029 - CREME CORPS ET MAIN LAVANDIN	9,95	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
810DUR0030 - CREME CORPS ET MAIN ROSE SAFR	9,95	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
810DUR0031 - CREME CORPS ET MAIN VERVEINE	9,95	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
810DUR0032 - SAVON MARSEILLE CITRON MENTH	2,50	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
810DUR0033 - SAVON MARSEILLE LAVANDIN GENE	2,50	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
810DUR0034 - SAVON MARSEILLE NEROLI JASMIN	2,50	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
810DUR0035 - SAVON MARSEILLE ROSE SAFRAN	2,50	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
810DUR0036 - SAVON MARSEILLE VERVEINE KIWI	2,50	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
810DUR0037 - CRELE MAIN BRIN DE LAVANDE	3,05	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
810DUR0038 - CREME MAIN PATCHOULI	3,05	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
810DUR0039 - EDT CITRON CORSE	15,47	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
810DUR0040 - EDT ROSE PETALE 100ML	15,47	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

AR Prefecture
006-200039857-20250114-DP2025_005-AU
Reçu le 16/01/2025
Publié le 16/01/2025

Elément	Pmp	Quantité théorique	Quantité physique	Ecart (quantité)	Ecart (Valeur)	Valeur ht
810DUR0041 - EDT BRIN DE LAVANDE	15,47	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
810DUR0042 - EDT CAMELIA 100 ML	15,47	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
810DUR0043 - EDT JOLI COQUELICOT 100 ML	15,47	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
810DUR0044 - EDT BERGAMOTE 100 ML	15,47	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
810DUR0045 - EDT MONOI 100 ML	15,47	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
810DUR0046 - EDT VERVEINE 100ML	15,47	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
810DUR0047 - EDT FO 100 ML	15,47	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
810DUR0048 - EDT PATCHOULI 100 ML	15,47	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
810DUR0049 - EDT ARGOUSIER SAUVAGE	15,47	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
810DUR0050 - EDT MENTHE FRAICHE	15,47	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
810DUR0051 - EDT ZESTE DE VETIVER	15,47	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
810DUR0052 - EDT CEDRE BLEU	15,47	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
810DUR0053 - EDT BOIS ORIENTAL	15,47	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
811LECOU01 - PARFUM AMBRA	71,44	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
811LECOU02 - PARFUM MIMOSA	71,44	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
811LECOU03 - PARFUM TUBEROSA	71,44	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
811LECOU04 - PARFUM VETIVERA	71,44	2,00	2,00	0,00	0,00	142,88
811LECOU05 - PARFUM TONKA	71,44	3,00	3,00	0,00	0,00	214,32
811LECOU06 - PARFUM PEONIA	71,44	2,00	3,00	1,00	71,44	214,32
811LECOU07 - COLOGNE AQUA PALMARIS	35,97	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
811LECOU08 - COLOGNE MILLEFOLIA	35,97	5,00	5,00	0,00	0,00	179,85
811LECOU09 - COLOGNE AQUAMAHANA	35,97	1,00	1,00	0,00	0,00	35,97
811LECOU2 - COLOGNE AQUASACRAE	35,97	4,00	3,00	-1,00	-35,97	107,91
811LECOU3 - COLOGNE AQUAMINIMES	35,97	2,00	2,00	0,00	0,00	71,94
811LECOUV1 - COLOGNE AQUAPARADISIA	35,97	6,00	6,00	0,00	0,00	215,82
812CP0001 - EAU DE PARFUM 50 ML CREATION PA	12,00	36,00	34,00	-2,00	-24,00	408,00

AR Prefecture
006-200039857-20250114-DP2025_005-AU
Reçu le 16/01/2025
Publié le 16/01/2025

Elément	Pmp	Quantité théorique	Quantité physique	Ecart (quantité)	Ecart (Valeur)	Valeur ht
902FONCT01 - FRAIS PORT ET EMBALLAGE CLIEN	5,00	-28,00	0,00	28,00	140,00	0,00
902FONCT02 - FRAIS PORT ET EMBALLAGE CLIEN	10,00	-11,00	0,00	11,00	110,00	0,00
902FONCT03 - FRAIS PORT ET EMBALLAGE CLIEN	15,00	-2,00	0,00	2,00	30,00	0,00
902FONCT04 - FRAIS PORT ET EMBALLAGE CLIEN	20,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
902FONCT05 - FRAIS PORT ET EMBALLAGE CLIEN	25,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
902FONCT06 - FRAIS PORT ET EMBALLAGE CLIEN	30,00	-1,00	0,00	1,00	30,00	0,00
902FONCT07 - FRAIS DE CONCEPTION	29,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
902FONCT11 - PANIER PRESENTATION	0,95	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
902FONCT12 - France -250gr	0,00	-15,00	0,00	15,00	0,00	0,00
902FONCT13 - France de 250 à 500 gr	0,00	-8,00	0,00	8,00	0,00	0,00
902FONCT14 - France de 500 à 1kg	0,00	-2,00	0,00	2,00	0,00	0,00
902FONCT15 - France de 1 à 2 gr	0,00	-5,00	0,00	5,00	0,00	0,00
902FONCT16 - France de 2 et +	0,00	-1,00	0,00	1,00	0,00	0,00
902FONCT17 - Europe jusqu'à 0.500gr	0,00	-1,00	0,00	1,00	0,00	0,00
902FONCT18 - Europe de 500 à 1 kg	0,00	-2,00	0,00	2,00	0,00	0,00
902FONCT19 - Europe de 1 à 2 kg	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
902FONCT20 - Europe à partir de 2 kg	0,00	-1,00	0,00	1,00	0,00	0,00
902FONCT21 - INTER DE 0 à 500 gr	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
902FONCT22 - INTER DE 500 à 1KG	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
902FONCT23 - INTER DE 1 à 2 kg	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
902FONCT24 - INTER DE 2 à 5 KG	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
903SAC0001 - SAC KRAFT	0,00	-64,00	0,00	64,00	0,00	0,00
903SAC0002 - POCHON MOUSSELINE	0,48	-1,00	0,00	1,00	0,48	0,00
903SAC0003 - SAC PLASTIQUE	0,00	-101,00	0,00	101,00	0,00	0,00
914FZONE20 - FRAIS DE PORT 2/3 KG ZONE 2	16,00	-1,00	0,00	1,00	16,00	0,00
914FZONE21 - FRAIS DE PORT 0/500 GR ZONZ 2	10,56	-1,00	0,00	1,00	10,56	0,00

AR Prefecture
006-200039857-20250114-DP2025_005-AU
Reçu le 16/01/2025
Publié le 16/01/2025

008 - miP.Boutique

Elément	Pmp	Quantité théorique	Quantité physique	Ecart (quantité)	Ecart (Valeur)	Valeur ht
914FZONE22 - FRAIS DE PORT 1/2 KG ZONE 2	15,01	-1,00	0,00	1,00	15,01	0,00
915FZ0002 - france colissimo jusqu'à 0.50 kg	7,36	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
915FZ0003 - france colissimo jusqu'à 0.75 kg	8,22	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
915FZ0004 - france colissimo jusqu'à 1 kg	8,92	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
915FZ0005 - france colissimo jusqu'à 2 kg	10,01	-1,00	0,00	1,00	10,01	0,00
915FZ0006 - france colissimo jusqu'à 3 kg	10,98	-1,00	0,00	1,00	10,98	0,00
915FZ0007 - france colissimo jusqu'à 4 kg	11,98	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
915FZ0008 - france colissimo jusqu'à 5 kg	12,94	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
915FZ0009 - france colissimo jusqu'à 6 kg	13,54	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
915FZ0010 - france colissimo jusqu'à 7 kg	14,48	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
915ZF0001 - france colissimo jusqu'à 0.25kg	6,54	-1,00	0,00	1,00	6,54	0,00
916PR0001 - france point retrait jusqu'à 0.25 kg	4,97	-3,00	0,00	3,00	14,91	0,00
916PR0002 - france point retrait jusqu'à 0.50 kg	5,79	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
916PR0003 - france point retrait jusqu'à 0.75 kg	6,66	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
916PR0004 - france point retrait jusqu'à 1kg	7,36	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
916PR0005 - france point retrait jusqu'à 2 kg	8,44	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
916PR0006 - france point retrait 3 kg	9,42	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
916PR0007 - france point retrait 4 kg	10,41	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
916PR0008 - france point retrait 5 kg	11,37	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
920FZONE5 - FRAIS DE PORT 0/500 GR ZONE 5	27,12	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
920FZONE50 - FRAIS DE PORT 0501/1KG ZONE 5	29,99	-1,00	0,00	1,00	29,99	0,00
920FZONE51 - FRAIS DE PORT 1KG01/2KG ZONE	41,12	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
920FZONE53 - FRAIS DE PORT DE 2KG01/3KG ZO	52,24	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
920FZONE54 - FRAIS DE PORT DE 3KG01/4KG ZO	59,88	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
920FZONE55 - FRAIS DE PORT 4KG01/5KG ZONE	63,91	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total 008 - miP.Boutique :		**19314,00**	**19567,00**	**253,00**	**143,13**	**61873,38**

AR Prefecture
006-200039857-20250114-DP2025_005-AU
Reçu le 16/01/2025
Publié le 16/01/2025

Total général :	**19314,00**	**19567,00**	**253,00**	**143,13**	**61873,38**

Ecart positif : 489,00 (1137,77 EUR)

Ecart négatif : -236,00 (-994,64 EUR)

AR Prefecture
006-200039857-20250114-DP2025_006-AU
Reçu le 16/01/2025
Publié le 16/01/2025

Pays de Grasse
communauté d'agglomération

REPUBLIQUE FRANÇAISE
DEPARTEMENT
DES ALPES-MARITIMES

DECISION DU PRESIDENT
N°DP2025_006

Objet : Mise en solde de certains produits de la boutique du Musée International de la Parfumerie durant la période nationale des soldes du 08 janvier au 04 février 2025

Le Président de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse

Vu les articles L.5211-1 et L.5211-2 du Code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération DL2024_001 du 22 février 2024 de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse par laquelle le conseil communautaire a délégué au président certaines de ses attributions conformément à l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération du conseil communautaire n°DL2024_210 du 12 décembre 2024 relative au recueil des tarifs 2025 fixant également les tarifs du Musée International de la Parfumerie et des Jardins du Musée International de la Parfumerie ;

Considérant que la boutique du Musée International de la Parfumerie souhaite écouler les stocks des produits invendus durant la période hivernale ;

DECIDE

Article 1 : D'autoriser la boutique du Musée International de la Parfumerie à solder les produits mentionnés dans l'annexe 1 ;

Article 2 : Les recettes seront encaissées à l'article 7018 « autres ventes de produits finis » du budget principal.

Fait à Grasse, le 14 janvier 2025

Le Président

Jérôme VIAUD
Maire de Grasse
Vice-président du Conseil départemental
des Alpes-Maritimes

AR Prefecture
006-200039857-20250114-DP2025_006-AU
Reçu le 16/01/2025
Publié le 16/01/2025

pays de Grasse
communauté d'agglomération

REPUBLIQUE FRANÇAISE
DEPARTEMENT
DES ALPES-MARITIMES

Annexe n°1

SOLDES BOUTIQUE DU MIP 2025

LIBELLE	code vivaticket	PV.TTC	%	NOUVEAU PRIX	STOCK	FOURNISSEUR
CERAMIQUE GRASSE 2022	530ATEL001	79,00 €	70%	23,70 €	1	ATELIER C STUDIO GRASSE
CERAMIQUE GRASSE 2022	530ATEL002	69,00 €	70%	20,70 €	10	ATELIER C STUDIO GRASSE
CERAMIQUE GRASSE 2022	530ATEL003	69,00 €	70%	20,70 €	14	ATELIER C STUDIO GRASSE
CERAMIQUE GRASSE 2022	530ATEL005	80,00 €	70%	24,00 €	2	ATELIER C STUDIO GRASSE
BIJOUX	611BTITI04	22,00 €	50%	11,00 €	19	BIJOUX DE TITI
BIJOUX	611BTITIT	18,00 €	50%	9,00 €	10	BIJOUX DE TITI
BOUGIE BOHEMIA	536MPS0001	20,00 €	50%	10,00 €	8	PTITSEMBON
AMBIANCE SPRAY	521MS00009	30,00 €	30%	21,00 €	6	MARCUS SPURWAY
AMBIANCE SPRAY	521MS00013	30,00 €	30%	21,00 €	5	MARCUS SPURWAY
AMBIANCE SPRAY	521MS00014	30,00 €	30%	21,00 €	6	MARCUS SPURWAY
BATONS AMBIANCE	521MS00008	40,00 €	30%	28,00 €	3	MARCUS SPURWAY
BATONS AMBIANCE	521MS00010	40,00 €	30%	28,00 €	2	MARCUS SPURWAY
BATONS AMBIANCE	521MS00011	40,00 €	30%	28,00 €	2	MARCUS SPURWAY
BATONS AMBIANCE	521MS00012	40,00 €	30%	28,00 €	5	MARCUS SPURWAY
GOURDE	504MAT0056	14,00 €	50%	7,00 €	36	PUBLI KDO

AR Prefecture

006-200039857-20250114-DP2025_006-AU
Reçu le 16/01/2025
Publié le 16/01/2025

TOTE BAG PARFUMEUR ROSE	653MAD0069	15,95 €	30%	11,17 €	30	LANZFELD
BOUGIE TUBEREUSE	537ADS0001	35,00 €	50%	17,50 €	4	ATELIER DU SAVON
PARAPLUIE	653MAD0024	39,00 €	30%	27,30 €	73	PUBLI KDO
LIVRE CAPPIELLO	50EXPO0001	50,00 €	50%	25,00 €	5	EXPOSITION 2020
CHROMOLOGOS	103LPA0063	21,00 €	50%	10,50 €	2	INDEPENDANT
LIVRE A GROS CARACTERE	11RP0076	23,00 €	50%	11,50 €	1	edition avued'oeil
LIVRE A GROS CARACTERE	112LJ0187	23,00 €	50%	11,50 €	1	edition avued'oeil
HUILE ESSENTIELLE IMMORTELLE	751HE0008	19,00 €	50%	9,50 €	2	FINESSENCES
PARFUM BERDOUES GRAND CRU	794COSM021	86,00 €	30%	60,20 €	3	BERDOUES
PARFUM BERDOUES GRAND CRU	794COSM023	86,00 €	30%	60,20 €	5	BERDOUES
BOUGIE GEODORA	521GEO001	49,00 €	50%	24,50 €	4	GEODORA
PARFUM GEODORA	801COSM002	85,00 €	30%	59,50 €	28	GEODORA
SAVON LIQUIDE GEODORA	801COSM003	15,00 €	50%	7,50 €	1	GEODORA
DUO BOUGIE ET SPRAY	538CP0005	32,00 €	50%	16,00 €	34	CREATION PARFUMEE
SPRAY AMBIANCE	532EDP0010	9,90 €	50%	4,95	3	ESPRIT DE PROVENCE
SPRAY AMBIANCE	532EDP0015	9,90 €	50%	4,95	1	ESPRIT DE PROVENCE

AR Prefecture
006-200039857-20250116-DP2025_007-AU
Reçu le 23/01/2025
Publié le 23/01/2025

Pays de Grasse
communauté d'agglomération

REPUBLIQUE FRANÇAISE
DEPARTEMENT
DES ALPES-MARITIMES

DECISION DU PRESIDENT N°DP2025_007

Objet : Convention d'adhésion aux services de GRASSE CAMPUS de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse pour l'Association pour la Formation à l'Informatique et au Numérique (AFINUM), établissement d'enseignement supérieur déployant les écoles EPSI.

Le Président de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse

Vu la délibération DL2024_001 du 22 février 2024 de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse par laquelle le conseil communautaire a délégué au président certaines de ses attributions conformément à l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération DL2024-201 du 12 décembre 2024 de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse par laquelle le conseil communautaire a approuvé la réactualisation de l'intérêt communautaire en matière d'action sociale ;

Considérant que la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse s'est dotée d'une structure nommée « GRASSE CAMPUS » assurant l'interface entre les université et écoles représentées d'une part, et les entreprises et la population du territoire d'autre part ;

Considérant que l'AFINUM, souhaite dispenser des formations en déployant les écoles EPSI en Pays de Grasse ;

Considérant que l'établissement a souhaité bénéficier de l'interface multisite GRASSE CAMPUS géré par la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse qui a accédé à sa demande ;

Considérant ainsi qu'il convient de formaliser son adhésion aux services de GRASSE CAMPUS dans le cadre d'une convention afin de définir les obligations qui en découlent ;

DECIDE

Article 1 : La conclusion d'une convention d'adhésion entre la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse et l'AFINUM ;

Article 2 : Cette adhésion est conclue en contrepartie de la perception de 7 % des frais de scolarité et d'inscription des étudiants inscrits dans les formations dispensées en Pays de Grasse ;

Article 3 : La convention est conclue pour l'année universitaire 2025-2026 avec tacite reconduction pour une même durée sans pouvoir excéder 2 années consécutives.

Fait à Grasse, le 16 janvier 2025

Le Président

Pays de Grasse communauté d'agglomération

Jérôme VIAUD
Maire de Grasse
Vice-président du Conseil départemental
des Alpes-Maritimes

AR Prefecture
006-200039857-20250116-DP2025_007-AU
Reçu le 23/01/2025
Publié le 23/01/2025

Annexe à la DP2025_007

CONVENTION D'ADHESION A GRASSE CAMPUS SERVICE

DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DU PAYS DE GRASSE

ENTRE-LES SOUSSIGNES,

La Communauté d'agglomération du Pays de Grasse, identifiée sous le numéro SIRET 200 039 857 000 12, dont le siège est sis 57, avenue Pierre Sémard 06130 Grasse, représentée par son Président Monsieur Jérôme VIAUD, habilité à signer les présentes par la décision n°DP2025-XXX en date du XX/XX/2025 visée en préfecture de Nice le XX/XX/2025.

Dénommée ci-après, « **La CAPG** »,

ET,

L'Association pour la Formation à l'Informatique et au Numérique (AFINUM), établissement d'enseignement supérieur déployant les écoles EPSI, association déclarée, régie par la loi de 1901, dont le siège social est situé 1 rue Sainte Marie 92400 Courbevoie, immatriculée à l'INSEE sous le numéro SIREN 393 504 816, prise en son établissement sis à Grasse en cours d'immatriculation, représentée par son Directeur, Monsieur Johan VERSTRAETE en vertu d'un pouvoir établi par Monsieur Thomas LEGRAIN en sa qualité d'Administrateur Délégué Général de l'AFINUM.

Dénommé, ci-après, « **L'adhérent** »,

Ci-après désignés ensemble « **les parties** »

Projet

AR Prefecture
006-200039857-20250116-DP2025_007-AU
Reçu le 23/01/2025
Publié le 23/01/2025

PREAMBULE

La communauté d'agglomération du Pays de Grasse est dotée d'une structure assurant l'interface entre les universités et écoles représentées d'une part, et les entreprises et la population du territoire d'autre part. GRASSE CAMPUS est un pôle multisite de l'enseignement supérieur qui regroupe l'offre de formations diplômantes ainsi que les activités connexes destinées à faciliter la vie étudiante sur le territoire. GRASSE CAMPUS, le Campus territorial du Pays de Grasse :

- administre les dispositifs imaginés en faveur du développement de l'enseignement supérieur et de la recherche ;
- assure la coordination entre les établissements hôtes du campus incluant l'élaboration et l'organisation de séminaires, colloques et rencontres
- organise, coordonne et pilote des actions, services et animations à destination du public étudiant ;
- conçoit et met en place la communication du campus en France et à l'international en lien avec la communication du territoire

L'AFINUM déployant notamment la marque école ESPSI fait partie intégrante du réseau COMPETENCES ET DEVELOPPEMENT. Elle est présente sur plusieurs campus. L'AFINUM est certifiée Qualiopi depuis le 23 février 2021.

Le réseau COMPETENCES ET DEVELOPPEMENT est un des leaders de l'enseignement supérieur privé. Il dispose de plusieurs écoles, centres de formation (CFA), unités de formation par apprentissage (UFA) et de plusieurs marques écoles présentes sur 30 campus en France et à l'international.

Dans le cadre de sa stratégie de développement, le réseau COMPETENCES ET DEVELOPPEMENT souhaite s'implanter sur de nouveaux territoires afin d'y déployer ses marques écoles. C'est ainsi que l'AFINUM s'est montrée intéressée pour ouvrir une annexe à GRASSE.

Les parties se sont donc rapprochées afin d'établir et de mettre en œuvre le présent partenariat.

AR Prefecture
006-200039857-20250116-DP2025_007-AU
Reçu le 23/01/2025
Publié le 23/01/2025

IL EST CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIT :

Article 1 : Objet de la convention

La présente convention a pour objet de définir les conditions générales d'adhésion aux services de Grasse Campus.

Article 2 : Engagements des parties

2.1 Engagements pris par l'adhérent

Au titre de la présente convention, l'adhérent s'engage à :

- Communiquer à la CAPG, de manière exhaustive, les noms et coordonnées des étudiants inscrits dans les programmes proposés par l'annexe de Grasse de l'école EPSI afin de procéder à la création de la carte étudiante. L'adhérent s'engage à respecter les règles en matière de traitement des données et d'information à destination des étudiants conformément au Règlement Général sur la protection des données (RGPD) ;

- Disposer, le cas échéant des clefs et badges d'accès aux locaux et en être garant ;

- Communiquer les dates d'occupation des locaux et les besoins en salles, au plus tard 3 semaines avant la rentrée ;

- Faire figurer le logo de GRASSE CAMPUS accolé à celui du Pays de Grasse sur tout élément de communication relatif aux formations dispensées dans le cadre de la présente ;

- Respecter les conditions d'utilisation des locaux mis à disposition, notamment les règlements intérieurs ainsi que les procédures liées à l'hygiène et à la sécurité des bâtiments mis en place par la CAPG ;

- Exercer une surveillance des matériels et locaux mis à disposition en vue de prévenir leur dégradation ;

- Plus généralement à respecter toutes les obligations lui incombant au titre de la présente convention.

AR Prefecture
006-200039857-20250116-DP2025_007-AU
Reçu le 23/01/2025
Publié le 23/01/2025

- **Engagements pris par la CAPG**

Au titre de la présente convention, la CAPG s'engage à faire bénéficier l'adhérent des services :

- **Grasse Campus Academy**

A ce titre, la CAPG s'engage à :

- Mettre à disposition de l'adhérent des locaux d'enseignement et/ou destinés à la vie étudiante de la structure Grasse Campus dans la mesure où ils sont adaptés au nombre d'étudiants devant les occuper, et sous réserve de leurs disponibilités selon l'appréciation de la CAPG ;
- Communiquer sur les formations dispensées dans le cadre de la présente convention ;
- Faciliter les échanges entre étudiants et acteurs du tissu économique et industriel du territoire.

- **Grasse Campus Housing**

A ce titre, la CAPG s'engage à :

- Assister les étudiants inscrits dans leur recherche de logement.

- **Grasse Campus Life**

A ce titre, la CAPG s'engage à :

- Assurer l'accueil et le suivi des étudiants inscrits par l'adhérent auprès de GRASSE CAMPUS ;
- Mettre à la disposition des étudiants des locaux destinés à leur détente ;
- Organiser des évènements réguliers à destination des étudiants suivant les formations dispensées dans le cadre de la convention ;

Plus généralement à respecter toutes les obligations lui incombant au titre de la présente convention.

Article 3 : Destination des locaux et matériels

La destination unique des locaux et matériels mis à disposition est à l'usage de l'adhérent dans le cadre de la poursuite des formations développées par son annexe de Grasse.

AR Prefecture
006-200039857-20250116-DP2025_007-AU
Reçu le 23/01/2025
Publié le 23/01/2025

L'adhérent est tenu de respecter les conditions d'utilisation des sites mis à disposition, notamment les règlements intérieurs des espaces mis en place par la CAPG et transmis à l'adhérent.

Article 4 : Conditions financières

L'adhérent s'engage à reverser 7 % de rétrocession des frais d'inscription correspondant aux tarifs de la formation proposée aux étudiants en vigueur pour l'année en cours pour l'ensemble des étudiants faisant partie du dispositif GRASSE CAMPUS.

A ce titre, il devra respecter une obligation de transparence sur les éléments suivants :

- Le nombre d'étudiants concernés (formation initiale et alternance),
- Les montants des frais d'inscription perçus par catégorie,
- Les sommes versées par les OPCO pour l'alternance,
- Toute autre donnée nécessaire à la vérification des montants rétrocédés.

Le cadre de référence pour les formations en **alternance** (contrats d'apprentissage ou de professionnalisation) sera le **référentiel unique France Compétence en vigueur à date de facturation.**

Le règlement se fera au plus tard au 31 décembre de l'année universitaire en cours.

Article 5 : Charges et fluides

Les charges de fourniture d'électricité et d'entretien des locaux mis à disposition sont à la charge de la CAPG.

Article 6 : Accès internet

Un accès Internet public sans fil « Visiteurs » est disponible dans les espaces publics sur les sites de GRASSE CAMPUS et s'effectue au travers d'un lien fibre optique opéré par SFR. Un débit maximum de 20 Mbits/s est garanti pour des usages « web », seuls les protocoles HTTP et HTTPS sont autorisés et non filtrés.

Les comptes Wifi visiteurs sont valables 1 an et doivent être demandés à GRASSE CAMPUS lors de l'inscription des étudiants auprès du service.

Cet accès largement ouvert implique un usage responsable et attentif d'Internet en Wifi. Les utilisateurs sont donc responsables de leur activité sur la toile.

L'adhérent, au même titre que chaque utilisateur de la CAPG, s'engage à respecter et à faire respecter à ses étudiants la charte informatique du 2 décembre 2015 validée au comité technique paritaire du 17 décembre 2015, mise à jour le 1er juillet 2018 avec application au 1er octobre 2018 et annexée aux présentes. Elle définit les conditions générales et particulières d'utilisation des moyens et ressources informatiques mis à disposition.

AR Prefecture
006-200039857-20250116-DP2025_007-AU
Reçu le 23/01/2025
Publié le 23/01/2025

La charte rappelle les règles générales à respecter pour :

- protéger l'ensemble des utilisateurs du système et le maintenir en bon état de fonctionnement
- protéger la communauté d'agglomération et son Président au sens légal
- rappeler et respecter la réglementation en vigueur
- protéger les données personnelles des usagers

Plus spécifiquement pour l'utilisation de l'accès Internet, l'adhérent s'engage expressément à respecter et à faire respecter :

- les lois et règlements en vigueur sur le territoire français, et notamment de manière non limitative ceux régissant le fonctionnement des services en ligne, le commerce, la vente à distance, la protection des mineurs, le respect de la personne humaine et de la vie privée, la propriété intellectuelle.
- l'interdiction de stocker, diffuser ou rendre accessible, de quelque façon que ce soit, tout message dont le contenu serait contraire notamment à la dignité humaine, à l'ordre public et aux bonnes mœurs, ou constituant une incitation à la pédophilie, à la haine raciale, au meurtre, au terrorisme, au proxénétisme, au trafic de stupéfiants, à la contrefaçon notamment par fournitures de moyens illicites, au piratage informatique, ou susceptible de constituer une atteinte à la sécurité nationale.

Il est rappelé qu'en cas d'atteinte à l'un des principes protégés par la loi, la responsabilité pénale ou civile de l'utilisateur est engagée.

Article 7 : Travaux d'entretien et de réparation

L'adhérent répondra des dégradations et pertes qui surviendraient pendant la durée de la convention dans les lieux mis à disposition, du fait exclusif de son activité.

Si de telles réparations deviennent nécessaires au cours de la convention, l'adhérent sera tenu d'en informer la CAPG.

Il sera tenu d'assurer à ses frais la prévention contre les dégradations éventuelles sur les matériels et locaux mis à disposition causées par ses étudiants et assumer financièrement les éventuelles réparations.

Article 8 : Cession – sous-location

La présente convention est consentie *intuitu personae*. L'adhérent ne pourra céder les droits en résultant à qui que ce soit, elle ne pourra pas, notamment, sous-louer tout ou partie des locaux.

Article 9 : Exclusion de responsabilité de la CAPG

L'adhérent renonce expressément à tout recours en responsabilité contre la CAPG en dehors des engagements contractés dans l'article 7 de la présente convention :

- en cas d'accident ou de dommages aux personnes utilisant ou fréquentant le site ;

AR Prefecture
006-200039857-20250116-DP2025_007-AU
Reçu le 23/01/2025
Publié le 23/01/2025

- en cas de vol, cambriolage où tout acte criminel ou délictueux qui pourrait être commis dans les lieux mis à disposition ou les dépendances de l'immeuble, sauf dans le cas où ces actes serait commis par toute personne dont la CAPG serait reconnu civilement responsable ;

- en cas de troubles apportés à la jouissance de l'adhérent par la faute de tiers, quel que soit leur qualité, sauf si ce ou ces tiers relèvent de la responsabilité de la CAPG, L'adhérent devant agir directement contre eux sans pouvoir mettre en cause la CAPG.

En outre, la responsabilité de la CAPG ne pourra être retenue en cas de mauvaise utilisation par l'adhérent du site et des matériels loués, notamment en cas de sinistre affectant les biens ou les personnes résultant de la présence de produits dangereux et / ou toxiques stockés et utilisés par l'adhérent.

Article 10 : Assurances

L'adhérent s'engage à souscrire auprès d'une compagnie d'assurance notoirement solvable une assurance couvrant sa responsabilité civile et tous les dommages pouvant intervenir au cours de la mise à disposition et, notamment les risques d'incendie, les recours des voisins et des tiers, les dégâts des eaux, les explosions, le vol ou tout autre risque tant pour les biens mis à disposition que pour les constructions, le matériel et les marchandises.

A la conclusion de la présente convention, l'adhérent s'engage à fournir au propriétaire une attestation d'assurance dûment établie par son assureur ainsi que tout justificatif prouvant l'acquit régulier des primes d'assurance. Si l'activité de l'adhérent entraînait des surprimes d'assurances, l'adhérent devrait également les acquitter.

Article 11 : Protection des données personnelles

Dans le cadre du présent contrat d'adhésion, l'adhérent peut être amené à transférer les données de ses étudiants (noms, prénoms) à la CAPG afin que celle- ci puisse établir des badges d'accès le cas échéant.

Les parties sont totalement indépendantes dans leur mode de fonctionnement et traitent les données pour des finalités différentes. La CAPG est responsable du traitement des données réalisé dans le cadre de la gestion des badges d'accès aux bâtiments et l'adhérent est responsable des données issues de la gestion administrative des étudiants.

Chaque partie demeure ainsi seule responsable des traitements de données personnelles dont elle détermine les moyens et les finalités et s'engage à l'égard de l'autre partie à respecter l'ensemble des obligations mises à sa charge par la règlementation applicable.

Chaque partie sera seule responsable auprès des personnes concernées au sens du Règlement Général sur la Protection des Données, des autorités de contrôle et de tous tiers, des conséquences d'une violation de la règlementation applicable résultant d'un manquement à ses obligations pour les données personnelles dont elle assure le traitement.

AR Prefecture
006-200039857-20250116-DP2025_007-AU
Reçu le 23/01/2025
Publié le 23/01/2025

Article 12 : Modification de la convention

Les modifications à venir éventuellement apportées à la présente convention devront faire l'objet d'avenants joints à la présente convention, avec accord des parties signataires.

Article 13 : Durée

La présente convention est consentie pour l'année universitaire 2025-2026 durant les périodes de cours et d'examen.

La présente convention sera renouvelée par tacite reconduction, sauf dénonciation, pour chaque nouvelle année universitaire, dans la limite de 2 ans.

Ce renouvellement s'effectuera avec les mêmes engagements des parties sauf volontés contraires exprimées par les parties dans un avenant à ladite convention.

Une salle pourra être ponctuellement occupée en dehors de ces dates pour les soutenances de stage, sous réserve d'une disponibilité des locaux et d'un accord de la CAPG.

Article 14 : Résiliation

14.1 Résiliation par l'adhérent

L'adhérent pourra résilier de manière unilatérale la présente convention à tout moment et pour quelque motif que ce soit, en informant la CAPG par lettre recommandée avec accusé de réception (LRAR) en respectant un préavis de trois (3) mois.

La résiliation ne donnera lieu à aucune indemnité de la part de l'une ou de l'autre des Parties.

14.2 Résiliation par la CAPG

La CAPG pourra résilier de manière unilatérale la présente convention en cas de faute grave commise par l'adhérent, à savoir dans le cas où il ne respecterait pas les engagements essentiels qu'il a pris dans le cadre de la présente convention (non-paiement des dépenses incombant à l'adhérent, non-respect du règlement intérieur et des règles de sécurité notamment), et après mise en demeure restée infructueuse.

La résiliation ne donnera lieu à aucun remboursement de sommes antérieurement versées, ni à une quelconque indemnité de la part de l'une ou de l'autre des parties.

La CAPG pourra résilier de manière unilatérale la présente convention pour motif d'intérêt général. La résiliation ne donnera lieu à aucune indemnité de la part de l'une ou de l'autre des parties.

AR Prefecture
006-200039857-20250116-DP2025_007-AU
Reçu le 23/01/2025
Publié le 23/01/2025

Article 15 : Election de domicile

Pour l'application de la présente convention, les parties déclarent faire élection de domicile en leur adresse respective, tel qu'indiquée en page 1 de la présente convention.

Article 16 : Litige

Le présent contrat est régi par la loi française.

En cas de différend sur l'interprétation ou l'exécution du présent contrat, chaque partie s'efforcera de trouver de bonne foi un accord. La partie souhaitant mettre en œuvre le processus de négociation devra en informer l'autre partie par Lettre Recommandée avec Accusé de Réception (LRAR) en indiquant les éléments du différend.

A défaut d'accord trouvé dans un délai de deux mois à compter de la réception de la LRAR par la partie concernée, le litige sera porté devant le Tribunal administratif de Nice.

Annexes :

- RIB de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse.
- Charte informatique du 02/12/2015 mise à jour le 01/07/2018

Fait à GRASSE, le

En double exemplaire

Pour l'AFINUM
déployant les écoles
EPSI

Le Directeur,
Johan VERSTRAETE
Habilité par délégation de pouvoir

Pour La Communauté d'Agglomération
du Pays de Grasse,
Le Président,

Jérôme VIAUD
Maire de Grasse
Vice-président du Conseil départemental
Des Alpes-Maritimes

AR Prefecture
006-200039857-20250120_DP2025_008-AU
Reçu le 23/01/2025
Publié le 23/01/2025

Pays de Grasse
communauté d'agglomération

REPUBLIQUE FRANÇAISE
DEPARTEMENT
DES ALPES-MARITIMES

DECISION DU PRESIDENT N°DP2025_008

Objet : Appel d'offres ouvert – Restructuration de la piscine Altitude 500 – Lot 05 : Menuiseries intérieures bois – Relance suite à une procédure d'appel d'offres ouvert déclarée sans suite pour cause d'infructuosité

Déclaration sans suite pour cause d'infructuosité – Offre inacceptable

Le Président de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu les dispositions du Code de la commande publique et notamment ses articles L2152-1, L2152-3, R2152-1, R2185-1 et R2185-2 ;

Vu la délibération DL2024_001 du 22 février 2024 de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse par laquelle le conseil communautaire a délégué au président certaines de ses attributions conformément à l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;

Considérant que l'acheteur public peut à tout moment, déclarer la procédure sans suite et donner les raisons pour lesquelles il a décidé de ne pas attribuer le marché public ou de recommencer la procédure ;

Considérant que pour le lot 05 : Menuiseries intérieures bois, il n'a été réceptionné qu'une offre inacceptable, ce qui constitue un motif de déclaration sans suite pour cause d'infructuosité ;

Considérant qu'une offre inacceptable est une offre dont le prix excède les crédits budgétaires alloués au marché tels qu'ils ont été déterminés et établis avant le lancement de la procédure ;

Considérant qu'il s'agit de la deuxième procédure de mise en concurrence ;

DECIDE

Article 1 : De déclarer le lot 05 : Menuiseries intérieures bois sans suite pour cause d'infructuosité en raison d'offre inacceptable ;

Article 2 : De relancer une procédure adaptée conformément à l'article R2123-1.2 du Code de la commande publique ;

Article 3 : De notifier cette décision à tout demandeur des pièces relatives au marché déclaré sans suite ;

AR Prefecture

006-200039857-20250120-DP2025_008-AU
Reçu le 23/01/2025
Publié le 23/01/2025

Article 4 : Dans le délais de deux mois, la présente déclaration sans suite peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Nice à l'encontre de la présente décision, sans préjudice de l'application des dispositions des articles L551-1 et R551-7 du code précité.

Fait à Grasse, le 20 janvier 2025

Le Président

Jérôme VIAUD
Maire de Grasse
Vice-président du Conseil départemental
des Alpes-Maritimes

AR Prefecture
006-200039857-20250121-DP2025_009-AU
Reçu le 23/01/2025
Publié le 23/01/2025

Pays de Grasse
communauté d'agglomération

REPUBLIQUE FRANÇAISE
DEPARTEMENT
DES ALPES-MARITIMES

DECISION DU PRESIDENT N°DP2025_009

Objet : Mise en vente de nouveaux produits à la boutique du Musée International de la Parfumerie.

Le Président de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse

Vu les articles L.5211-1 et L.5211-2 du Code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération DL2024_001 du 22 février 2024 de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse par laquelle le conseil communautaire a délégué au président certaines de ses attributions conformément à l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération du conseil communautaire n°DL2024_210 du 12 décembre 2024 relative au recueil des tarifs 2025 fixant également les tarifs du Musée International de la Parfumerie et des Jardins du Musée International de la Parfumerie ;

Considérant que la boutique du Musée International de la Parfumerie souhaite proposer de nouveaux produits ;

DECIDE

Article 1 : D'autoriser la mise en vente à la Boutique du Musée International de la Parfumerie, de nouveaux produits mentionnés dans l'annexe 1 ;

Article 2 : Les recettes seront encaissées à l'article 7018 « autres ventes de produits finis » du budget principal.

Fait à Grasse, le 21 janvier 2025

Le Président,

Pays de Grasse

Jérôme VIAUD
Maire de Grasse
Vice-président du Conseil départemental
des Alpes-Maritimes

AR Prefecture
006-200039857-20250124-DP2025_009-AU
Reçu le 23/01/2025
Publié le 23/01/2025

Pays de Grasse
communauté d'agglomération

REPUBLIQUE FRANÇAISE
DEPARTEMENT
DES ALPES-MARITIMES

Annexe n°1

GRILLE TARIFAIRE PRODUITS MIP							
LISTE PRODUITS BOUTIQUE DU MIP							
CODE	**LIBELLE**	**P.A HT**	**P.V HT**	**% TVA**	**P.V.TTC**	**% MARGE**	**FOURNISSEURS**
502MAICP99	BOUGIE CEDRE 360 GR	14,20 €	29,17 €	20,00%	35,00 €	51,32%	0000000159 COLLINES DE PROVENCE
502MAICP1	BOUGIE EBENE 360 GR	14,20 €	29,17 €	20,00%	35,00 €	51,32%	0000000159 COLLINES DE PROVENCE
50EXP20252	FRAGONARD LE MOUVEMENT ET L'EXPRESSION	11,76 €	14,17 €	5,50%	14,95 €	17,01%	0000000199 DECITRE
50EXP20253	FRAGONARD L'INVENTION DU BONHEUR	7,40 €	8,91 €	5,50%	9,40 €	16,95%	0000000199 DECITRE
50EXP20254	FRAGONARD AMOUREUX GALANT ET LIBERTIN	14,16 €	17,06 €	5,50%	18,00 €	17,00%	0000000199 DECITRE
151PRES088	NEZ 18	19,59 €	23,60 €	5,50%	24,90 €	16,99%	0000000199 DECITRE
151PRES089	NEZ 18 VA	23,52 €	28,34 €	5,50%	29,90 €	17,01%	0000000199 DECITRE
108LHP0468	DIOR PAR MATS GUSTAFSON	86,54 €	104,27 €	5,50%	110,00 €	17,00%	0000000199 DECITRE

AR Prefecture
006-200039857-20250121-DP2025_009-AU
Reçu le 23/01/2025
Publié le 23/01/2025

108LHP460	MESSAGES CREATIFS DE COCO CHANEL	19,63 €	23,65 €	5,50%	24,95 €	17,00%	0000000199 DECITRE
108LHP461	COCO CHANEL UNE LEGENDE UNE VIE	19,59 €	23,60 €	5,50%	24,90 €	16,99%	0000000199 DECITRE
108LHP462	DIOR UNE ICONE DU STYLE	16,52 €	19,91 €	5,50%	21,00 €	17,03%	0000000199 DECITRE
108LHP463	LP MISS DIOR LE DESTIN	9,44 €	11,37 €	5,50%	12,00 €	16,97%	0000000199 DECITRE
108LHP464	LE STYLE DIOR	12,55 €	15,12 €	5,50%	15,95 €	17,00%	0000000199 DECITRE
108LHP465	L'HISTOIRE DE CHANEL	35,40 €	42,65 €	5,50%	45,00 €	17,00%	0000000199 DECITRE
113LET041	PERFUME A CENTURY OF SCENTS	14,77 €	15,55 €	5,50%	16,40 €	5,02%	0000000199 DECITRE
111RP0100	HERITAGES LA LIGNEE DES FEMMES	15,73 €	18,96 €	5,50%	20,00 €	17,04%	0000000199 DECITRE
111RP0101	LE PARFUM DES FEMMES	6,29 €	7,58 €	5,50%	8,00 €	17,02%	0000000199 DECITRE
103LPA062	QUI FAIT L'ANGE LA BETE	10,23 €	12,32 €	5,50%	13,00 €	16,96%	0000000199 DECITRE
105LFP0022	RENE LALIQUE LE GENIE DE LA LUMIERE	11,41 €	14,12 €	5,50%	14,90 €	19,19%	0000000199 DECITRE

AR Prefecture
006-200039857-20250121-DP2025_009-AU
Reçu le 23/01/2025
Publié le 23/01/2025

102LCP0042	VOYAGE DANS LE MONDE DU PARFUM	27,54 €	33,18 €	5,50%	35,00 €	17,00%	0000000199 DECITRE
102LCP0043	A LA RECHERCHE DU SENS PERDU	15,66 €	18,86 €	5,50%	19,90 €	16,97%	0000000199 DECITRE
102LCP0044	L'ODORAT MATTHEW COBB	9,44 €	11,37 €	5,50%	12,00 €	16,97%	0000000199 DECITRE
112LJ0383	ART NOUVEAU L'ART A LA MANIERE	12,45 €	15,00 €	5,50%	18,00 €	17,00%	0000000199 DECITRE
112LJ0384	MON LIVRE DES COULEURS ET DES ODEURS	7,79 €	9,38 €	5,50%	9,90 €	16,95%	0000000199 DECITRE
112LJ0385	LES PLANTES ONT DES SUPER POUVOIRS	6,69 €	8,06 €	5,50%	8,50 €	17,00%	0000000199 DECITRE
151PRES085	VANILLA	14,95 €	18,01 €	5,50%	19,00 €	16,99%	0000000199 DECITRE
151PRES086	VIOLET LEAF	14,95 €	18,01 €	5,50%	19,00 €	16,99%	0000000199 DECITRE
151PRES087	L'ART DU NATUREL	12,59 €	15,17 €	5,50%	16,00 €	17,01%	0000000199 DECITRE
787COSM032	TROUSSE DE TOILETTE VELOURS ROSE	6,76 €	13,33 €	20,00%	16,00 €	49,29%	0000000186 MATHILDE CREATIONS
766LOT0173	BOUGIE AMBRE EPICES 160 GR	6,90 €	13,33 €	20,00%	16,00 €	48,24%	0000000160 LOTHANTIQUE

AR Prefecture
006-200039857-20250121-DP2025_009-AU
Reçu le 23/01/2025
Publié le 23/01/2025

766LOT0174	PARFUM AMBIANCE AMBRE EPICES 100 ML	6,00 €	12,50 €	20,00%	15,00 €	52,00%	0000000160 LOTHANTIQUE
766LOT0175	BOUGIE BAIES GIVREES 160 GR	6,90 €	13,33 €	20,00%	16,00 €	48,24%	0000000160 LOTHANTIQUE
766LOT0176	PARFUM AMBIANCE BAIES GIVREES 100 ML	6,00 €	12,50 €	20,00%	15,00 €	52,00%	0000000160 LOTHANTIQUE
766LOT0177	BOUGIE SONGE D'OR 140 GR	8,00 €	16,63 €	20,00%	19,95 €	51,89%	0000000160 LOTHANTIQUE
766LOT0178	PARFUM AMBIANCE SONGE D'OR 100 ML	8,00 €	16,63 €	20,00%	19,95 €	51,89%	0000000160 LOTHANTIQUE
766LOT0179	BRUME D'OREILLER SONGE D'OR	5,90 €	12,08 €	20,00%	14,50 €	51,16%	0000000160 LOTHANTIQUE
766LOT0180	BATONS A PARFUM SONGE D'OR 200 ML	12,00 €	21,67 €	20,00%	26,00 €	44,62%	0000000160 LOTHANTIQUE
803MDR0056	SAVON HOMME SAUVAGE	2,25 €	4,58 €	20,00%	5,50 €	50,87%	0000000215 MAS DU ROSEAU
803MDR0057	SAVON HOMME SPORTIF	2,25 €	4,58 €	20,00%	5,50 €	50,87%	0000000215 MAS DU ROSEAU
803MDR0058	SAVON AVOINE	2,22 €	3,33 €	20,00%	4,00 €	33,33%	0000000215 MAS DU ROSEAU
803MDR0059	SAVON LUZERNE	2,22 €	3,33 €	20,00%	4,00 €	33,33%	0000000215 MAS DU ROSEAU

AR Prefecture
006-200039857-20250121-DP2025_009-AU
Reçu le 23/01/2025
Publié le 23/01/2025

803MDR0060	SAVON EPINARD	2,22 €	3,33 €	20,00%	4,00 €	33,33%	0000000215 MAS DU ROSEAU
803MDR0061	SAVON BETTERRAVE	2,22 €	3,33 €	20,00%	4,00 €	33,33%	0000000215 MAS DU ROSEAU
803MDR0062	SAVON LIERRE	2,22 €	3,33 €	20,00%	4,00 €	33,33%	0000000215 MAS DU ROSEAU
803MDR0063	SAVON CYNORRHODON	2,22 €	3,33 €	20,00%	4,00 €	33,33%	0000000215 MAS DU ROSEAU
803MDR0064	SAVON DE L'AVENTURE PARFUM DE LIBERTE	1,60 €	3,33 €	20,00%	4,00 €	51,95%	0000000215 MAS DU ROSEAU
803MDR0065	SAVON DU BAD BOY	1,60 €	3,33 €	20,00%	4,00 €	51,95%	0000000215 MAS DU ROSEAU
803MDR0066	POTION DE L'AVENTURE PARFUM DE LIBERTE	8,00 €	15,83 €	20,00%	19,00 €	49,46%	0000000215 MAS DU ROSEAU
803MDR0067	ELIXIR DU BAD BOY PARFUM CHIC	8,00 €	15,83 €	20,00%	19,00 €	49,46%	0000000215 MAS DU ROSEAU
538CP0005	DUO BOUGIE PARFUM AMBIANCE	17,50 €	26,67 €	20,00%	32,00 €	34,38%	0000000241 CREATION PARFUMEE
757COSM199	COFFRET DECOUVERTE FO	12,24 €	24,58 €	20,00%	29,50 €	50,20%	0000000119 PANIER DES SENS
757COSM200	COFFRET 3 CREMES MAINS ROSE	8,30 €	16,67 €	20,00%	20,00 €	50,21%	0000000119 PANIER DES SENS

AR Prefecture

006-200039857-20250121-DP2025_009-AU
Reçu le 23/01/2025
Publié le 23/01/2025

757COSM201	ROLL ON ABSOLUE IRIS	4,35 €	8,75 €	20,00%	10,50 €	50,29%	0000000119 PANIER DES SENS
757COSM202	COFFRET 3 CREMES MAINS FO	8,30 €	16,67 €	20,00%	20,00 €	50,21%	0000000119 PANIER DES SENS

AR Prefecture
006-200039857-20250121-DP2025_010-AU
Reçu le 23/01/2025
Publié le 23/01/2025

Pays de Grasse
communauté d'agglomération

REPUBLIQUE FRANÇAISE
DEPARTEMENT
DES ALPES-MARITIMES

DECISION DU PRESIDENT N°DP2025_010

Objet : Mise en vente de nouveaux produits à la boutique des Jardins du Musée International de la Parfumerie.

Le Président de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse

Vu les articles L.5211-1 et L.5211-2 du Code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération DL2024_001 du 22 février 2024 de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse par laquelle le conseil communautaire a délégué au président certaines de ses attributions conformément à l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération du conseil communautaire n°DL2024_210 du 12 décembre 2024 relative au recueil des tarifs 2025 fixant également les tarifs du Musée International de la Parfumerie et des Jardins du Musée International de la Parfumerie ;

Considérant que la boutique des Jardins du Musée International de la Parfumerie souhaite proposer de nouveaux produits ;

DECIDE

Article 1 : D'autoriser la mise en vente à la Boutique des Jardins du Musée International de la Parfumerie, de nouveaux produits mentionnés dans l'annexe 1 ;

Article 2 : Les recettes seront encaissées à l'article 7018 « autres ventes de produits finis » du budget principal.

Fait à Grasse, le 21 janvier 2025

Le Président,

Pays de Grasse

Jérôme VIAUD
Maire de Grasse
Vice-président du Conseil départemental
des Alpes-Maritimes

AR Prefecture
006-200039857-20250124-DP2025_010-AU
Reçu le 23/01/2025
Publié le 23/01/2025

pays de Grasse
communauté d'agglomération

REPUBLIQUE FRANÇAISE
DEPARTEMENT
DES ALPES-MARITIMES

Annexe n°1

	PU HT	TVA	PV HT	PV TTC	MARGE	FOURNISSEUR
Savonnettes mas du roseau	1,59 €	20,0%	3,20 €	4,00 €	1,61 €	Mas du roseau
HUILE ESSENTIELLE YLANG YLANG 10 ML	6,50 €	5,5%	13,23 €	14,00 €	6,73 €	AGAPE
HUILE ESSENTIELLE BAIE GENIEVRE 10 ML	9,00 €	5,5%	17,95 €	19,00 €	8,95 €	AGAPE
HUILE ESSENTIELLE BERGAMOTE 10 ML5,	5,70 €	5,5%	12,28 €	13,00 €	6,58 €	AGAPE
HUILE ESSENTIELLE CEDRE DE L'ATLAS	3,70 €	5,5%	7,56 €	8,00 €	3,86 €	AGAPE
HUILE ESSENTIELLE GERANIUM ROSAE D'EGYTE	6,20 €	5,5%	13,70 €	14,50 €	5,35 €	AGAPE
HUILE ESSENTIELLE DE LAVANDIN 50 ML	6,25 €	20,0%	11,60 €	14,50 €	5,35 €	AGAPE
HUILE ESSENTIELLE DE LAVANDE 10 ML	4,15 €	20,0%	7,20 €	9,00 €	3,05 €	AGAPE
SAVON LAIT D'ANESSE LAVANDE/COTON/THE	2,10 €	20,0%	3,60 €	4,50 €	1,50 €	AGAPE
MAGNET MONSIEUR Z	0,99 €	20,0%	3,20 €	4,00 €	3,01 €	MODERN CITY
MAGNET DIVERS	0,99 €	20,0%	3,20 €	4,00 €	3,01 €	MODERN CITY
SACHET TISANE JARDIN	3,12 €	5,5%	5,60 €	7,00 €	2,48 €	RENOUER
CONFIT JASMIN	2,24 €	5,5%	4,00 €	5,00 €	1,76 €	RENOUER
SIROP JASMIN	2,42 €	5,5%	4,80 €	6,00 €	2,38 €	RENOUER
MOULIN SEL AUX HERBES PROVENCALES	6,90 €	5,5%	12,00 €	15,00 €	5,10 €	RENOUER
BOUQUET FLEURS SECHEES	7,00 €	10,0%	13,50 €	15,00 €	6,50 €	RENOUER
Kambutcha	1,59 €	20,0%	3,20 €	2,40 €	0,40 €	

AR Prefecture
006-200039857-20250121-DP2025_011-AU
Reçu le 23/01/2025
Publié le 23/01/2025

pays de Grasse
communauté d'agglomération

REPUBLIQUE FRANÇAISE
DEPARTEMENT
DES ALPES-MARITIMES

DECISION DU PRESIDENT N°DP2025_011

Objet : Convention de partenariat avec la Compagnie Chorégraphique professionnelle Hervé KOUBI dans le cadre d'une résidence de création du 21 au 27 février 2025.

Le Président de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse

Vu Les articles L.5211-1 et L.5211-2 du Code général des collectivités territoriales ;

Vu les statuts en vigueur de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse et, notamment sa compétence en matière de politique culturelle ;

Vu la délibération n°2024_001 du 22 février 2024 de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse par laquelle le conseil communautaire a délégué au président certaines de ses attributions conformément à l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération n°2024_210 du 12 décembre 2024 relative à l'approbation du recueil des tarifs 2025 ;

Considérant qu'afin de soutenir la création artistique sur son territoire, la CAPG souhaite nouer un partenariat avec la Compagnie Chorégraphique professionnelle Hervé KOUBI par la conclusion d'une convention de partenariat dans le cadre d'une résidence de création du 21 au 27 février 2025 ;

DECIDE

Article 2 : De signer la convention de partenariat avec la Compagnie Chorégraphique professionnelle Hervé KOUBI, ci-jointe en annexe ;

Article 3 : La convention de partenariat prend effet à compter de la date de signature des parties.

Fait à Grasse, le 21 janvier 2025

Le Président

Jérôme VIAUD
Maire de Grasse
Vice-président du Conseil départemental
des Alpes-Maritimes

AR Prefecture
006-200039857-20250121-DP2025_011-AU
Reçu le 23/01/2025
Publié le 23/01/2025

ANNEXE DE LA DP2025_011

CONVENTION DE PARTENARIAT
« Compagnie Chorégraphique professionnelle Hervé Koubi »

ENTRE LES SOUSSIGNEES :

La Communauté d'agglomération du Pays de Grasse (CAPG), identifiée sous le numéro SIRET 200 039 857 000 12, située 57 Avenue Pierre Sémard - 06130 GRASSE, représentée par son Président en exercice, **Monsieur Jérôme VIAUD**, agissant au nom et pour le compte de ladite Communauté d'Agglomération en vertu de la décision N° DP2025_..... reçue en préfecture de Nice le .....

Dénommée ci-après, « la CAPG »,

ET :

Cannes Atelier Danse – Compagnie Chorégraphique professionnelle Hervé Koubi, compagnie artistique dont le siège social est situé 5 avenue Montrose représentée par sa Présidente Sylvie Guigo Lecomte et désignée sous le numéro SIRET 417 490 273 00014, agissant en vertu des pouvoirs qui lui sont confiés.

Dénommé(e) ci-après, « la compagnie »,

Préambule

Animée par la volonté de soutenir la création artistique et de soutenir le développement culturel du territoire, la CAPG accueille régulièrement des artistes en résidence. De ce fait, la CAPG accompagne la Compagnie Chorégraphique professionnelle Hervé Koubi dans le cadre d'une résidence de création.

IL A ETE EXPOSE, ARRETE ET CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 : Objet de la convention

L'objet de la convention est de définir les modalités d'accueil en résidence de la Compagnie du 21 au 27 février 2025 comprenant une sortie de résidence le 27 février 2025.

ARTICLE 2 : Engagements des parties

ARTICLE 2.1 Engagements de la Compagnie

AR Prefecture
006-200039857-20250121-DP2025_011-AU
Reçu le 23/01/2025
Publié le 23/01/2025

La Compagnie s'engage à :

- Présenter une sortie de résidence le 27/02/205 à 19h00 ;
- Utiliser les locaux uniquement en lien avec son objet social et dans le but de son accueil en résidence ;
- Utiliser les locaux de façon raisonnable
- Restituer les lieux dans le même état que lors de sa mise à disposition conformément à l'état des lieux d'entrée ;
- Respecter les horaires des lieux ;
- Respecter le règlement intérieur de l'ECSVS, notamment les règles de sécurité et d'hygiène, remis à la signature de la présente ;
- Informer le responsable de l'ECSVS de tous problèmes ;
- Communiquer sur son projet de création dans le cadre de ce partenariat ;
- Remettre une caution de 1 000 € en cas d'utilisation de matériel de l'ECSVS loué.

ARTICLE 2.2 Engagements de la CAPG :

- Mettre à disposition les locaux et le matériel scénique mentionnés dans l'article 3 ;
- Accompagner la résidence par la mise à disposition d'un technicien ;
- La CAPG interviendra à chaque fois que nécessaire, dans la mesure du possible, pour faciliter la restitution de sortie de résidence et aider le partenaire dans l'accomplissement de sa création ;
- Autorise le technicien de la compagnie à utiliser le matériel en présence d'une personne habilitée contre remise d'une caution de 1 000 € ;
- Communiquer sur l'action culturelle menée par le partenaire à travers tous supports.

ARTICLE 3 : Désignation des biens mobiliers et immobiliers mis à disposition

- La CAPG met à la disposition de la Compagnie Chorégraphique professionnelle Hervé Koubi une partie des locaux dont elle est propriétaire au sein de l'Espace Culturel et Sportif du Val de Siagne, sis 1975 Avenue de la République - 06550 LA ROQUETTE SUR SIAGNE ; salle de spectacle et loges sur la période de résidence de 08h00 à 20h00;
- La liste du matériel de l'ECSVS mis à disposition figure en annexe 1 de la présente convention ;
- En complément, du matériel sera loué par la CAPG (liste en annexe ne pouvant être modifiée).

ARTICLE 4 : Durée

La présente convention est consentie et acceptée à compter de la date de signature des deux parties, pour la période du 21 février 2025 au 27 février 2025.

ARTICLE 5 : Etat des lieux

Un état des lieux contradictoire des locaux et du matériel sera est établi (Annexe 3).

AR Prefecture
006-200039857-20250121-DP2025_011-AU
Reçu le 23/01/2025
Publié le 23/01/2025

Article 6 : Assurances

La Compagnie s'engage à souscrire auprès d'une compagnie d'assurance notoirement solvable une assurance couvrant sa responsabilité civile ainsi que tous dommages pouvant intervenir au cours de la mise à disposition.
La Compagnie s'engage à fournir dès la signature de la présente convention l'attestation correspondante dûment établie par son assureur.
La Compagnie s'engage à réparer et indemniser la CAPG pour les dégâts matériels éventuellement commis.
La CAPG décline toute responsabilité en raison des vols qui pourraient être commis dans les locaux pour la durée de sa mise à disposition.
La CAPG décline toute responsabilité en cas d'accidents ou sinistres engendrés par l'activité de la Compagnie qu'ils proviennent d'un défaut d'accroche par les artistes ou d'une défectuosité du matériel de ceux-ci.
La CAPG est assurée en tant que propriétaire.

Article 7 : Communication

La Compagnie s'engage à stipuler le soutien de la CAPG ainsi que de la Société NOVELTY à la création sur l'ensemble de ses documents de présentation de l'œuvre créée. Pour cela elle peut apposer les logos de la CAPG et de la Société NOVELTY ou rédiger un texte mentionnant la participation de la Communauté d'agglomération et de la Société NOVELTY.

Les parties s'engagent à communiquer sur l'action culturelle menée par la compagnie à travers leurs différents supports.

Article 8 : Modification de la convention

Toutes modifications de la présente convention devront faire l'objet d'avenants qui seront joints à la présente avec accord des parties signataires.

Article 9 : Modalités de résiliation

Etant consentie à titre précaire et révocable, la présente convention pourra être résiliée à tout moment par la CAPG ou la Compagnie, par lettre recommandée avec accusé de réception.

Article 10 : Litiges

Le présent contrat est régi par la loi française.
En cas de litige relatif à l'interprétation, l'exécution et/ou la résiliation de la présente, les parties s'engagent à rechercher en priorité un règlement à l'amiable.
A défaut, le différend sera porté devant le Tribunal compétent.

Article 14 : Election de domicile

Pour l'application de la présente convention, les parties déclarent faire élection de domicile en leur adresse respective, tel qu'indiquée en page 1 de la présente convention.

Article 15 : Annexes

- Matériel mis à disposition + matériel loué (liste non modifiable) (Annexe 1)
- Règlement intérieur de l'ECSVS (Annexe 2)

AR Prefecture
006-200039857-20250121-DP2025_011-AU
Reçu le 23/01/2025
Publié le 23/01/2025

Les annexes susmentionnées font parties intégrantes de la présente convention et lient les parties.

Fait à Grasse, le janvier 2025

Pour la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse

Le Président,

Jérôme VIAUD
Maire de Grasse
Vice-président du Conseil départemental des Alpes-Maritimes

Cannes Atelier Danse
La Compagnie Chorégraphique professionnelle Hervé Koubi

La Présidente,

Sylvie Guigo Lecomte

AR Prefecture
006-200039857-20250121-DP2025_011-AU
Reçu le 23/01/2025
Publié le 23/01/2025

A N N E X E 1
Matériel mis à disposition

EQUIPEMENTS DE LA SALLE DE SPECTACLE DE L'ECSVS

ESPACE CULTUREL ET SPORTIF DE LA ROQUETTE SUR SIAGNE



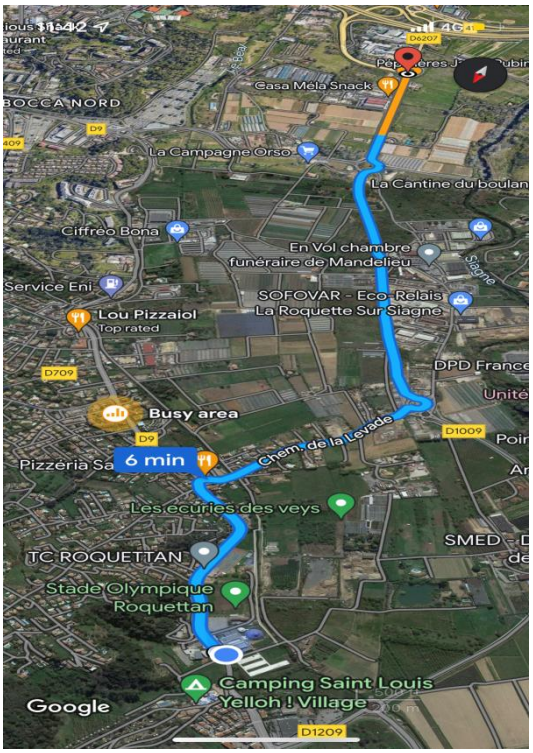


AR Prefecture
006-200039857-20250121-DP2025_011-AU
Reçu le 23/01/2025
Publié le 23/01/2025

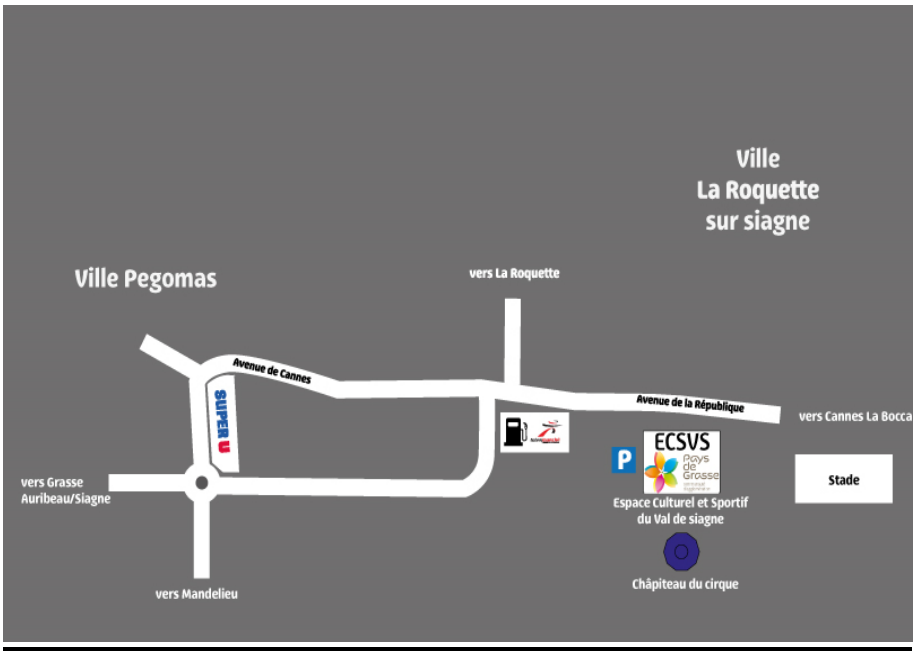


ACCES

Depuis l'autoroute A8



AR Prefecture
006-200039857-20250121-DP2025_011-AU
Reçu le 23/01/2025
Publié le 23/01/2025



Accueil sonorisation et lumière

L'accueil des concerts est toujours placé sous la responsabilité du régisseur d'accueil qui veillera :

- A la mise à disposition et mise sous tension des équipements existants.
- Au respect de la conformité des équipements supplémentaires apportés par les groupes invités.
- Au respect de la conformité des équipements supplémentaires apportés par les groupes invités Norme.

NF15/100.

Déchargement, accès et stationnement

Un espace déchargement est prévu pour l'accueil et le déchargement des véhicules. Le quai de déchargement est de plain-pied jusqu'à la scène...

SÉCURITÉ INCENDIE ET PRÉVENTIONS DES RISQUES

L'utilisation du gaz est interdite dans le bâtiment.

L'utilisation éventuelle de flamme nue y compris cigarette en jeu fait l'objet de conditions d'utilisation strictes, de moyens de sécurité compensatoires et d'un accord préalable de la direction technique.

Obscurité

Le noir salle intègre la présence de Bloc Autonome d'Éclairage de Sécurité (vert).

Lutte contre le bruit

Conformément au décret d'application 98-1143 relatif aux prescriptions applicables des établissements recevant du public, la pression acoustique en salle est soumise à un

AR Prefecture
006-200039857-20250121-DP2025_011-AU
Reçu le 23/01/2025
Publié le 23/01/2025

niveau qui ne doit pas dépasser 102 dB(A) en niveau moyen, dans des conditions de mesure contrôlées par le régisseur son.

Classement au feu des décors

Votre décor doit avoir si nécessaire un PV de classement au feu valide. A soumettre à notre direction technique.

DETAIL DES EQUIPEMENTS SCENIQUES

TGBT SCENIQUE

Armoires divisionnaires 1 ens Legrand
Transfo d'isolement 1 u Palmieri Robin

RESEAUX ECLAIRAGE

Armoires gradateurs scéniques 1 ens Robert Juliat TIVOLI
Distribution des circuits gradués 48 u - -
Distribution des directs 1 ens - -
Baie de brassage DMX 1 u - -
Buffer répartiteur DMX 1 u
Distribution des lignes DMX 13 u - -
Distribution des lignes eclairage de service 1 ens - -
Luminaires d'éclairage de service 13 u

RESEAUX AUDIOVISUELS

Distribution des directs - lignes et terminaux 1 ens - -
Baie de brassage 1 u ATOS Evolution 600
Distribution des lignes micros/module 1 ens CAE DIGI 16
Distribution des lignes boucle d'induction 1 u
Distribution des lignes vidéoprojection 2 u CAE VCB100
Distribution des lignes ethernet scénographiques 6 u CAE F5558SH
Distribution des lignes interphonie 1 ens CAE DIGI2

MATERIEL D'ECLAIRAGE

1 Jeu d'orgue ADB Liberty 120
1 GMA 3 Compact XT MA
2 Gradateurs mobiles ADB Mikapack
48 Projecteurs PAR 64 Varytec REF 024
24 Projecteurs PC 1000w Robert Juliat 310 HPC
5 Projecteurs Dec. 614SX Robert Juliat
2 FL1300 STRIKEARRAY2
14 PAR LED COLORADO 2 QUADZOOM
8 Projecteurs PAR LED RGB Chauvet

4 Martin | MAC Viper Profile

Accessoires 1 ens ASD ALT300
Câblage mobile éclairage 1 ens

AR Prefecture
006-200039857-20250121-DP2025_011-AU
Reçu le 23/01/2025
Publié le 23/01/2025

MATERIEL ELECTRO-ACOUSTIQUE

1 Console audionumérique 32 voies YAMAHA LS9-32
2 Lecteurs médias CD TASCAM CD500B
2 Enceintes de monitoring YAMAHA MSP5
4 Diffusion générale enceinte coaxiale actives L-ACOUSTICS 112P
2 Diffusion façade enceinte sub 1000W L-ACOUSTICS SB15P
1 Amplification boucle magnétique ATEÏS SPA2240
Câblage et accessoires audio 1 ens
Micros 3 u SHURE SM58
1 Micro HF SM58
1 Micro HF beta 87
2 Micros statiques KM184
4 D.I 4
4 Enceinte DXR 12 YAMAHA



AGENCEMENT REGIE

Plan de travail 1 u
Fauteuils de régie 2 u

REF PRESTATIONS SUPPLEMENTAIRES

Interphonie filaire salle de spectacle 1 ens ASL PS279 / PS19 / HS1D
Pieds de micro standard 6 u
Pieds à crémaillère + adaptateurs 4 u

AR Prefecture
006-200039857-20250121-DP2025_011-AU
Reçu le 23/01/2025
Publié le 23/01/2025

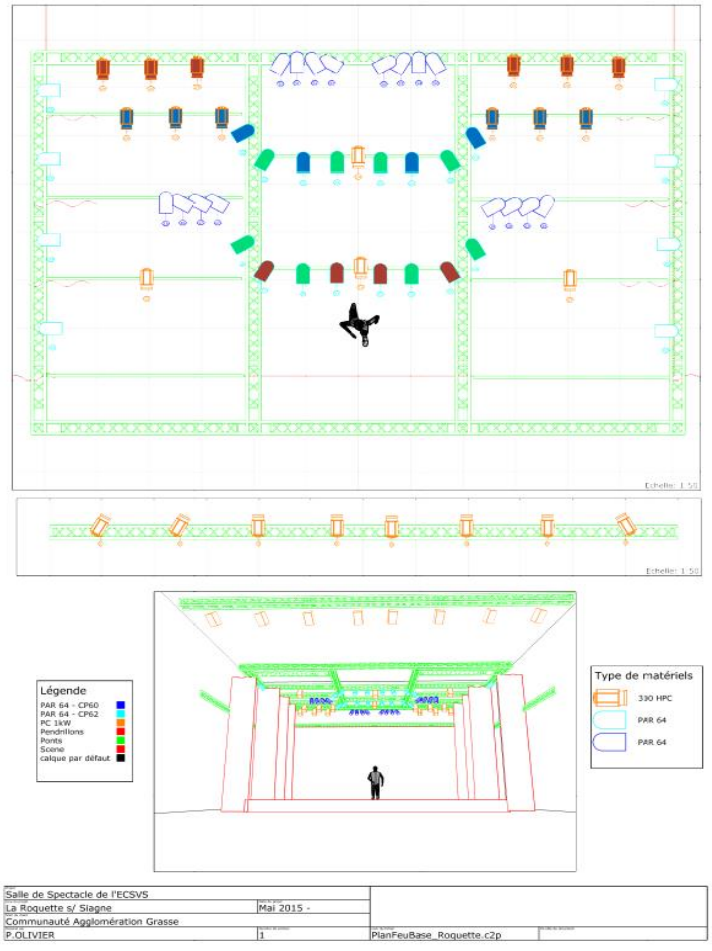
Platines sol 6 u
Machine à brouillard 1 u LOOK unique 2DMX

VIDEO

1 Vidéo projecteur OPTOMA 9800 Lumens ZU 920 T avec sa télécommande
1 écran de projection fond de scène dimension : 6x6
1 télécommande de manœuvre écran

PLATEAU

1 Rideau d'avant-scène plissé ouverture 15mL/tirage motorisé. (7.5x2x8)
1 GRILL de scène structure noire 300, motorisé par 4 moteurs électriques, 12m d'ouverture,
9 m de profondeur.
1 PONT de face structure noire 300, motorisé par 2 moteurs électriques, 12 m.
10 pendrillons 2.40m par 7m
2 frises 2.50m par 7m
1 tapis de danse noir



AR Prefecture
006-200039857-20250121-DP2025_011-AU
Reçu le 23/01/2025
Publié le 23/01/2025

Matériel loué

NOVELTY

LUMIERE

Robe | Esprite Lyre Led Spot 650W
Chauvet | COLORado 2 - PAR LEDs RGBW 15W 6-30° 2800-10000°K
Tube acier Ø50mm - 5m50 noir
Embase 60 Kg Ø80 + Chandelle tube Ø50 noire
NOVELTY | Kit DMX 5 broches 24x3, 24x5, 24x10, 12x20
Kit PC16 12x3, 12x5, 12x10, 6x20, 24xQuad

AUDIO

Shure | Emetteur pocket AD1 G56 470-636 MHz
Adaptateur TQG / Jack TS 6.35 pour UR1/UR1m
Shure | Emetteur main AD2 | SM58 noir G56 470-636 MHz
Shure | Emetteur main AD2 | Beta58 noir G56 470-636 MHz
Shure | AD4QE-A Recepteur quad AD | Rack ×1 G56 470-636 MHz
Pile LR06 | Alcaline •1,5V | AA blister x4
Shure | PSM1000 rack 2 liaisons plan L8E avec écouteurs (626-698
Shure | SE425 Ecouteur in-ear 2 voies
Novelty | Touret Cat.5e - Ethercon - 100m DMX Approved

AR Prefecture
006-200039857-20250121-DP2025_011-AU
Reçu le 23/01/2025
Publié le 23/01/2025

A N N E X E 2
Règlement intérieur de l'ECSVS

AR PREFECTURE
006-200039857-20140328-AR2014_011-AR
Reçu le 28/03/2014

Article 2 : Obligations de l'utilisateur

L'utilisateur s'engage à respecter et faire respecter le règlement intérieur de l'équipement.

L'utilisateur s'engage à assumer l'entière responsabilité de la manifestation qu'il organise, des travaux d'accompagnement nécessaires, ainsi que l'application des dispositions destinées à assurer la sécurité du public lors de la manifestation considérée.

L'utilisateur doit souscrire une assurance responsabilité civile pour son activité dans les murs qui lui sont loués ou mis à disposition. Il doit également souscrire les assurances nécessaires à la couverture des risques liés aux représentations du spectacle ou de la manifestation. Au moment de la réservation, l'utilisateur fournit une attestation d'assurance couvrant l'ensemble des risques liés à son utilisation de la salle polyvalente, qu'il s'agisse de dégâts envers les biens ou les personnes.

En qualité d'employeur, il assurera les rémunérations, charges sociales et fiscales comprises, de son personnel attaché au spectacle ou à la manifestation.

L'utilisateur a la pleine responsabilité quant à l'application des règles de sécurité dans la ou les surfaces qui lui sont louées. Il devra se conformer aux procédures de sécurité relatives à la nature de la manifestation organisée, les appliquer et les faire respecter.

L'effectif de la manifestation (public et personnel inclus) ci-avant retenu, doit être conforme aux dispositions légales. La Communauté d'agglomération du Pays de Grasse se réserve le droit d'annuler même au dernier moment toute manifestation n'ayant pas répondu aux obligations réglementaires.
Pour les manifestations accueillant plus de 700 personnes en simultané, il est demandé de faire appel à un agent SSIAP 1. Cet agent sera rémunéré par l'organisateur. De plus, deux personnes devront être désignées par l'organisateur pour la sécurité mais pourront effectuer d'autres tâches. Une attestation devra être communiquée pour l'instruction et la validation du dossier de demande de créneaux.

Les dispositions de conformités des matériaux de décors et d'aménagement de la salle doivent être respectées.

L'utilisateur aura à sa charge les droits d'auteurs (SACD, SACEM et SDRM) et les droits voisins éventuels (ADAMI, SPEDIDAM, etc.), et en général tous les droits prélevés sur les recettes par l'administration des finances. Il prendra également à sa charge, si elle est due, la taxe fiscale perçue au profit de l'A.S.T.P. (Association pour le soutien du théâtre privé) ou du Centre national de la chanson, des variétés et du jazz.

Un état des lieux contradictoire sera élaboré sur le site lors de la prise en charge du bâtiment et de la restitution par l'utilisateur, et signé par les deux parties. L'utilisateur devra effectuer le nettoyage des locaux occupés, toilettes comprises et de l'ensemble du mobilier utilisé.
L'ouverture d'un débit de boissons temporaire devra faire l'objet d'une demande en mairie au moins 10 jours avant la date de la manifestation.

Article 3 : Les prescriptions d'aménagements

L'utilisateur doit contacter le gardien (06.28.97.71.56) pour toutes demandes liées à la salle ou une visite éventuelle de l'équipement. Pour les manifestations suivantes : concours (type R), repas (type N), spectacles ou manifestations assis ou debout (type L), l'utilisateur devra se conformer strictement aux aménagements prévus sur les plans fournis par les services de l'agglomération (annexés au présent arrêté).

AR Prefecture
006-200039857-20250121-DP2025_011-AU
Reçu le 23/01/2025
Publié le 23/01/2025

AR PREFECTURE
006-200039857-20140328-AR2014_011-AR
Reçu le 28/03/2014

Décorations :
- L'utilisation de lampes mobiles est admise dans les salles.
- Les lampes mobiles doivent être alimentées par des prises de courant conformes à partir des rails installés aux plafonds. Attention : L'emploi de flammes est interdit.

Accès :
- L'évacuation du public, l'accès aux moyens de secours, l'intervention du personnel technique de l'établissement devront être préservée.
- Aucune installation temporaire au sol ne peut être mise en place dans le hall d'entrée et les couloirs de circulation.
- L'utilisateur doit s'assurer que les accès aux issues de secours sont bien dégagés.

Chaises : (en dehors des gradins)
- Chaque rangée doit comporter 16 sièges au maximum entre deux circulations (couloir de 1,40 m de large) ou 8 sièges entre une circulation et une paroi.
- Les sièges sont rendus solidaires, par rangées, et reliés de façon rigide aux rangées voisines de manière à former des blocs difficiles à renverser ou à déplacer.
- Les rangées de sièges doivent être disposées de façon à laisser entre elles un espace permettant le passage libre en position verticale d'un gabarit de 0,35 mètres de front.
- Les chaises mises à disposition pour l'organisation de la manifestation devront être restituées en bon état de fonctionnement et rangées à l'endroit où elles ont été prises.
- Toute chaise détériorée devra être signalée lors de l'état des lieux.

Tables :
- Chaque rangée doit comporter 8 tables au maximum entre deux circulations (couloir de 1,40 m de large) ou 4 tables entre une circulation et une paroi.
- Les rangées de tables doivent être disposées de façon à laisser entre elles un espace permettant le passage libre en position verticale d'un gabarit de 1 mètre de front.
- Les tables mises à disposition pour l'organisation de la manifestation devront être restituées en bon état de fonctionnement et rangées à l'endroit où elles ont été prises.
- Toute table détériorée devra être signalée lors de l'état des lieux.

Décors :
- L'application de peinture ainsi que l'usage de vis, punaises, rubans adhésifs, épingles, etc..., est interdit sur les sols, plafonds, murs, colonnes, corniches, suspensions, rideaux, et tout mobiliers ou décors. Pour certaines activités, une protection du sol est indispensable afin d'éviter le poinçonnement sur le parquet bois. Cette mesure sera déterminée entre les deux parties, avant la mise en place du matériel.
- L'affichage à l'intérieur et à l'extérieur est interdit.
- Seuls les décors en matériaux de catégorie M 1 sont autorisés.
- Le public est à une distance minimale de 2 mètres de l'espace scénique.
- L'emploi d'artifices et de flammes est interdit.
- Chaque point de fixation (pour hyper-structure de type pont lumière) doit être doublé par un système de fixation distinct et de conception différente.
- Les systèmes de fixations doivent être vérifiés par un organisme agréé.
- Les rideaux de scènes et d'estrades devront être en matériaux de catégorie M 1.

AR Prefecture
006-200039857-20250121-DP2025_011-AU
Reçu le 23/01/2025
Publié le 23/01/2025

AR PREFECTURE
006-200039857-20140328-AR1014_011-AR
Reçu le 28/03/2014

Accrochages aux structures :

Tout accrochage supplémentaire à la structure existante sera effectué dans les règles de l'art, en accord avec les services de la communauté d'agglomération, et ce, après avoir remis à ces derniers le calcul des charges en accroche.

Engins à moteur présents dans la salle :

Les réservoirs des moteurs présentés à l'arrêt doivent être vidés ou munis de bouchons à clé. Les cosses des batteries d'accumulateurs doivent être protégées de façon à être inaccessibles.

Chauffage :

Le fonctionnement du chauffage relève exclusivement du concierge, seul habilité à s'occuper de cet équipement. Les utilisateurs indiqueront donc au concierge les heures de mises en route et d'arrêt des installations de chauffage. Le chauffage est programmé pour fonctionner avec un minimum de 17° de 8h00 à 17h00 et de 15° en dehors de ces plages horaires.

Lors d'une manifestation, l'utilisateur précisera s'il souhaite que le chauffage soit lancé au moment où il prend possession des locaux ou uniquement le jour de la manifestation. Pour avoir une température raisonnable, il est conseillé d'activer le mode chauffage la nuit précédant la manifestation, surtout si les températures extérieures sont faibles.

Alarme :

La salle est équipée d'un système anti-intrusion (alarme) que seul le concierge est habilité à activer ou désactiver.
L'organisateur devra prendre connaissance des moyens de secours mis à disposition et respecter les consignes de sécurité.

Sécurité :

L'utilisateur est responsable du gardiennage des locaux et des équipements de la manifestation, de la sécurité de la manifestation, du matériel et des personnes et du contrôle des accès.

Cuisine :

Le nettoyage et la désinfection des locaux et du matériel seront effectués par l'organisateur après chaque utilisation. La communauté d'agglomération veillera à l'approvisionnement du lave mains en savon bactéricide et en essuie-mains.
L'élaboration des repas et l'utilisation de la laverie (vaisselle) doivent être séparées dans le temps. Le local de rangement situé à l'entrée de la cuisine est aménagé pour le stockage de la vaisselle sale en attente de lavage. L'activité restera occasionnelle et réalisée par un service extérieur.

Déchets :

Les sacs de toutes les poubelles présentes dans la salle, la cuisine et les toilettes devront être enlevés et déposés dans les bennes prévues à cet effet. Le remplacement des sacs devra être réalisé par l'organisateur. Le tri sélectif devra être réalisé dans les containers prévus à cet effet.

AR Prefecture
006-200039857-20250121-DP2025_011-AU
Reçu le 23/01/2025
Publié le 23/01/2025

AR PREFECTURE
006-200039857-20140328-AR2114_101-AR
Reçu le 28/03/2014

Interdiction de fumer :

L'utilisateur s'engage à faire appliquer le décret n°2006-1386 du 15 novembre 2006 complétant la Loi Evin et fixant les conditions d'application de l'interdiction de fumer dans les lieux affectés à usage collectif.

Nuisance sonore :

L'utilisateur s'engage à respecter la réglementation en vigueur en matière de nuisance sonore (sonorisation excessive, tapage nocturne) afin d'assurer la tranquillité du riverain ,et à ce titre, toute animation devra cesser à l'heure définie ci-dessous. Il prendra toutes les dispositions nécessaires pour limiter le niveau sonore, afin de ne pas gêner le voisinage, dans le cas contraire, les infractions constatées seront sanctionnées. L'autorisation d'ouverture tardive devra être sollicitée auprès du service gestionnaire pour toute occupation de la salle polyvalente du Val de Siagne après 1 heure du matin, du lundi au vendredi et 2 heures du matin le week-end et jours fériés, au moins 10 jours avant la date de la manifestation.

Accès de secours extérieurs :

Il est interdit de stationner à proximité immédiate de la salle, sur le dépose minute et derrière le bâtiment, la voie étant réservée au passage des véhicules de secours.

Téléphone :

Un téléphone limité aux appels d'urgence, installé dans le couloir, la salle, derrière le bar, est mis à disposition de l'utilisateur. Les numéros des services d'urgence sont affichés à côté de ce téléphone. En cas de problème, l'utilisateur avertira le gardien de permanence.

Pharmacie :

Chaque loueur devra être muni de sa propre pharmacie portative permettant, en cas de besoin d'assurer les premiers soins. La ligne téléphonique restreinte installée dans la salle permet au loueur de prévenir les secours en cas de nécessité.
Un défibrillateur est à disposition dans le hall d'accueil de l'Espace culturel et sportif du Val de Siagne.

Article 4 : Conditions financières

La communauté d'agglomération met à disposition la salle polyvalente selon la grille tarifaire en vigueur.

Article 5 : Responsabilité

L'utilisateur est responsable de toutes dégradations commises dans la salle ou aux abords immédiats, durant la location ou en raison de celle-ci. Ces dégradations éventuelles, constatées lors de l'état des lieux de retour, sont à la charge de l'utilisateur.

La responsabilité de la communauté d'agglomération ne peut être en aucun cas recherchée pour des faits provoqués ou subis par l'utilisateur ou les participants qu'il s'agisse d'accidents, vols, dégradations ou autres.

AR Prefecture
006-200039857-20250121-DP2025_011-AU
Reçu le 23/01/2025
Publié le 23/01/2025

AR PREFECTURE
006-200039857-20140328-AR2014_011-AR
Reçu le 28/03/2014

Article 6 : Sanctions

Des infractions graves ou des négligences répétées peuvent entraîner la suppression temporaire ou définitive des droits de l'occupant et l'exclusion de la salle.
Ces infractions pourront, le cas échéant, justifier le recours à la force publique.
Toute personne qui ne respecte pas les prescriptions du présent règlement se verra refuser l'attribution de la salle à l'occasion d'une nouvelle demande.

Article 7 : Exécution

Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché à la salle polyvalente du Val de Siagne.

Fait à Grasse, le 28 mars 2014

Jean-Pierre LELEUX
Président de la Communauté d'agglomération
du Pays de Grasse
Sénateur-Maire de Grasse



AR Prefecture
006-200039857-20250121-DP2025_012-AU
Reçu le 23/01/2025
Publié le 23/01/2025

Pays de Grasse
communauté d'agglomération

REPUBLIQUE FRANÇAISE
DEPARTEMENT
DES ALPES-MARITIMES

DECISION DU PRESIDENT N°DP2025_012

Objet : Convention de partenariat entre la Maison d'Arrêt de Grasse, le SPIP, et le PLIE portée par la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse

Le Président de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse

Vu la délibération DL2024_001 du 22 février 2024 de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse par laquelle le conseil communautaire a délégué au président certaines de ses attributions conformément à l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération N°DL2020-167 du 05 novembre 2020 de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse approuvant le Protocole d'Accord Local pluriannuel 2021-2024 pour le Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi (PLIE) Pays de Grasse ;

Vu la délibération N° DL2022_226 du 15 décembre 2022 de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse relatif à la prorogation d'une année du protocole d'Accord Local 2020-2024 du Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi (PLIE) en cours jusqu'au 31/12/2025 ;

Considérant que le PLIE du Pays de Grasse de la CAPG permet l'accompagnement renforcé des personnes en/et sortant d'incarcération confrontées à de profondes difficultés dans leurs démarches de recherches d'emploi, et de réinsertion sociale ;

Considérant que le PLIE du Pays de Grasse de la CAPG assure des permanences hebdomadaires en Maison d'Arrêt au Pôle Activités et que ces dernières sont essentielles, qu'elles viennent en partenariat des autres permanences d'acteurs de l'emploi tels que France Travail et la Mission Locale du Pays de Grasse ;

Considérant qu'il est nécessaire de prendre en compte cette présence régulière au sein de l'établissement pénitencier ;

Considérant qu'ainsi, le Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi (PLIE) du Pays de Grasse de la CAPG propose aux personnes détenues et aux autres opérateurs locaux de l'emploi, de travailler les freins avant la sortie, et ainsi de mettre en place un partenariat local soudé et actif ;

Considérant l'objectif commun d'égalité entre les territoires et entre les citoyens pour l'accessibilité aux services publics, notamment l'emploi, la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse et la Maison d'Arrêt se sont accordés afin d'acter la régularité des permanences du PLIE ;

AR Prefecture

006-200039857-20250121-DP2025_012-AU
Reçu le 23/01/2025
Publié le 23/01/2025

DECIDE

Article 1 : La signature d'une convention de partenariat entre Le PLIE du Pays de Grasse de la CAPG, La Maison d'Arrêt de Grasse, et les services du SPIP de la Maison d'Arrêt afin de contractualiser les permanences du PLIE du Pays de Grasse de la CAPG ;

Article 2 : Une convention de partenariat qui ne donne pas lieu à une compensation financière ;

Article 3 : La convention prend effet à la date de signature, qui vaut date de démarrage de la coopération. Elle est établie pour une durée d'un an renouvelable par tacite reconduction pour une même durée sans pouvoir excéder une durée totale de 6 ans, sauf dénonciation par l'une ou l'autre des parties 3 mois avant l'échéance de la période contractuelle en cours ou du retrait du label.

Fait à Grasse, le 21 janvier 2025

Le Président

Jérôme VIAUD
Maire de Grasse
Vice-président du Conseil départemental
des Alpes-Maritimes

AR Prefecture
006-200039857-20250121-DP2025_012-AU
Reçu le 23/01/2025
Publié le 23/01/2025

ANNEXE DE LA DP2025_012

MINISTÈRE
DE LA JUSTICE
Liberté
Égalité
Fraternité

CONVENTION DE PARTENARIAT ENTRE LE PLIE DU PAYS DE GRASSE DE LA CAPG
LE SPIP 06 ET LA MAISON D'ARRET DE GRASSE

Entre :

La Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse dont le siège social est situé au 57 avenue Pierre Sémard – 06130 GRASSE, identifiée sous le numéro SIRET 200 600 039 857 000 12 et représentée par son Président en exercice, Monsieur Jérôme VIAUD, agissant au nom et pour le compte de ladite Communauté d'agglomération, habilité à signer les présentes en vertu d'une décision n°DP2024_..... du……. 2024, visée en préfecture de Nice en date du ……..2024.

Ci-après dénommé « la CAPG »

Le Service Pénitentiaire d'Insertion et de Probation des Alpes-Maritimes, dont le siège social est situé au 7 avenue Désambrois 06000 Nice, numéro de Siret : 171 301 203 00369, représentée par Madame Marie-Emmanuelle RODE, en sa qualité de directrice fonctionnelle

Ci-après dénommé « le SPIP 06 »

et

La Maison d'Arrêt de Grasse, 55 route des Genêts 06130 Grasse, représentée par Madame Claire DOUCET, en sa qualité de cheffe d'établissement

Ci-après dénommée « l'Etablissement pénitentiaire »

Ci-après dénommé ensemble « les parties »

AR Prefecture
006-200039857-20250121-DP2025_012-AU
Reçu le 23/01/2025
Publié le 23/01/2025

PREAMBULE :

En application des articles L.A, L.111-1 et L.111-2 du code pénitentiaire entré en vigueur le 1ier mai 2022 « le service public pénitentiaire » participe à la préparation et à l'exécution des décisions judiciaires. Il contribue à l'insertion et à la réinsertion des personnes qui lui sont confiées et à la prévention de la commission de nouvelles infractions.
Il est assuré par l'administration pénitentiaire sous l'autorité du garde des sceaux, ministre de la justice, avec le concours des autres services de l'Etat, des collectivités territoriales, des associations et d'autres personnes publiques ou privées.
Chacune de ces autorités et de ces personnes veille, en ce qui le concerne, à ce que les personnes condamnées accèdent aux droits et dispositifs de droit commun de nature à faciliter leur insertion ou leur réinsertion.

Des conventions entre l'administration pénitentiaire et les autres services de l'Etat, les collectivités territoriales, les associations et d'autres personnes publiques ou privées définissent les conditions et modalités d'accès des personnes condamnées aux droits et dispositifs mentionnés par les dispositions de l'article L.111-1.

Ainsi l'accessibilité aux services publics est un enjeu d'égalité et de cohésion sociale. En tout état de cause, l'incarcération est un frein à l'accès aux droits. Pour favoriser la réinsertion sociale des personnes détenues, il est important de mettre en place un lien fort entre les partenaires de l'emploi et de l'insertion du territoire, le service pénitentiaire d'insertion et de probation (SPIP) de la maison d'arrêt, la communauté d'agglomération du Pays de Grasse, qui porte le dispositif du PLIE, Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi et la Maison d'arrêt de Grasse.

IL EST CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La convention a pour objet de définir entre les parties :

- Les missions
- Les engagements
- Les modalités de mise à disposition d'un espace dans les locaux du « Pôle activités » de la Maison d'arrêt de Grasse.

ARTICLE 2 : ENGAGEMENTS DES PARTIES

Article 2.1 ENGAGEMENT DU PLIE DU PAYS DE GRASSE DE LA CAPG

Article 2.1.1 ENGAGEMENTS AUPRES DU PUBLIC

Le PLIE du Pays de Grasse de la CAPG s'engage auprès du public à :

- Recevoir les détenus orientés par les CPIP et établir les possibilités d'intégration au sein du dispositif après la sortie,
- Assurer les démarches liées à leur insertion professionnelle et sociale

AR Prefecture
006-200039857-20250121-DP2025_012-AU
Reçu le 23/01/2025
Publié le 23/01/2025

- Maintenir des présences régulières au sein de la Maison d'arrêt selon un planning défini en concertation entre le PLIE de la CAPG et le SPIP,
- Développer le partenariat en extérieur afin d'accueillir le public sortant d'incarcération
- Accompagner les détenus dans la résolution de leur problématique d'emploi, de formation, de logement et toutes autres problématiques liées à la réinsertion
- Mettre en relation les divers partenaires du territoire et le SPIP
- Orienter vers sa propre structure pour assurer le suivi optimal des personnes détenues

Article 2.1.2 : ENGAGEMENTS AU SEIN DE L'ETABLISSEMENT PENITENTIAIRE

Le PLIE de la CAPG s'engage à accompagner des personnes **détenues dans le cadre de leurs recherches d'emploi ou de formation professionnelle sur orientation du SPIP** ou sur orientations des partenaires de l'emploi présents à l'établissement, à savoir la Mission Locale et France Travail.

Article 2.1.3 : ENGAGEMENTS AUPRES DU SPIP ET DE L'ETABLISSEMENT PENITENTIAIRE

Le PLIE de la CAPG s'engage vis-à-vis du SPIP et de l'établissement pénitentiaire à :

- Organiser des interventions au sein de l'établissement dans le respect des conditions d'organisation et de sécurité fixées par la cheffe d'établissement,
- Respecter les procédures et réglementations en vigueur en milieu carcéral et acceptent de se soumettre aux modalités de contrôle d'accès en établissement,
- Tenir un tableau récapitulatif des entretiens après chaque visite en MA
- Respecter le secret professionnel
- Prévenir de toute absence le bureau des CPIP + le responsable du Pôle activités
- Transmettre le tableau des personnes convoquées à minima 48h à l'avance en précisant l'identité du détenu ainsi que son numéro d'écrou
- A assurer des permanences les mercredis matin de 8h30 à 12h00 au sein des locaux du POLE ACTIVITES.

Art 2.2 ENGAGEMENTS COMMUNS DU SPIP ET DE L'ETABLISSEMENT PENITENTIAIRE

Le SPIP et l'établissement pénitentiaire s'engagent à :

- Désigner un interlocuteur privilégié au PLIE de la CAPG, en la personne de Madame Sahra LALAMI, assistante sociale au SPIP,
- Faciliter l'accès de l'intervenant concerné par l'action dans les zones et locaux préalablement autorisés par la direction de l'établissement,
- Mettre à disposition les locaux disponibles les plus adaptés au bon déroulement de l'activité : bureau du POLE ACTIVITES
- Favoriser l'information et les déplacements des personnes détenues sollicitées puis retenues, après validation par la direction de l'établissement,
- Contribuer à la mise en œuvre et à l'évaluation de l'action d'un commun accord entre les signataires de la convention ou leurs représentants,

AR Prefecture
006-200039857-20250121-DP2025_012-AU
Reçu le 23/01/2025
Publié le 23/01/2025

- Veiller au bon déroulement des actions et à leur aboutissement selon les objectifs précisés dans la présente convention et dans le respect de la réglementation pénitentiaire.

Art 2.3 : ENGAGEMENTS DU SPIP

Le SPIP s'engage à :

- Orienter le public
- Travailler en partenariat
- Respecter les critères d'intégration du dispositif du PLIE de la CAPG à l'orientation

Article 2.4 : ENGAGEMENTS DE L'ETABLISSEMENT PENITENTIAIRE

Afin d'assurer les missions et les objectifs du partenariat, l'établissement pénitentiaire s'engage à :

- Mettre à disposition du PLIE de la CAPG un bureau au sein du Pôle activités au sein de son établissement situé au 55 route des Genêts 06130 Grasse.
- Accomplir toutes les formalités nécessaires pour permettre l'accès des personnes missionnées par le PLIE de la CAPG afin qu'elles puissent accomplir les obligations prévues dans la présente convention.
- Fournir dans les temps toutes les informations nécessaires afin de permettre aux personnes missionnées par le PLIE d'être en conformité au règlement et règles en vigueur applicables à un établissement pénitentiaire.

ARTICLE 3 : MODALITES FINANCIERES

Le partenariat est exécuté sans contrepartie financière.

ARTICLE 4 : COMMUNICATION ET PUBLICITE

Le SPIP et l'Etablissement Pénitentiaire contribueront à la valorisation des principales actions conduites par le PLIE de la CAPG dans le cadre de ce partenariat par ses propres moyens de communication.

D'autre part, toute action de communication qui serait engagée par le PLIE de la CAPG devra faire l'objet d'une coordination avec le service communication de la DISP Marseille (par exemple, sans que ces mentions ne soient exhaustives : relations presse, événements importants dont colloque, création de site Internet, réseaux sociaux, etc.).

Lees parties s'engagent à faire figurer les logos de chacun sur les documents ayant pour objet les actions réalisées au sein de la maison d'arrêt.

De manière générale, toutes communication réalisée par l'une des parties ne doit en aucun cas déprécier, dévaloriser et/ou modifier l'image de marque des autres parties. Chaque partie pourra se prévaloir de l'existence du partenariat dans sa communication interne.
Aucune démarche commerciale proactive n'est tolérée de la part des parties.

AR Prefecture
006-200039857-20250121-DP2025_012-AU
Reçu le 23/01/2025
Publié le 23/01/2025

ARTICLE 5 : RESPECT DU REGLEMENT

Le PLIE de la CAPG est soumis au respect de la législation en vigueur, notamment des articles D.121-4, R.123-1, R.123-2 et R.123-3 du code pénitentiaire.

Dans les cas visés ci-dessus, le PLIE de la CAPG s'engage à signaler au SPIP et à l'établissement, toute tentative d'intimidation, de pression, menaces ou vols dont il aurait été victime.

ARTICLE 6 : CONFIDENTIALITE DES INFORMATIONS ECHANGEES

Les parties s'engagent à garder strictement confidentielles toutes informations dont elles pourraient avoir connaissance directement ou indirectement à l'occasion de l'exécution de la présente convention et se portent fort du respect de cette obligation de confidentialité par toute personne placée sous leur responsabilité et/ou leur autorité.

ARTICLE 7 : ASSURANCES

L'Etat est son propre assureur. L'administration pénitentiaire prendra en charge les dommages aux biens et aux personnes relevant de sa responsabilité.

Les parties souscrivent à une assurance en matière de dommages aux biens pour ce qui concerne son patrimoine immobilier et mobilier, à savoir les biens dont elle est propriétaire ou dont elle a la garde à quelque titre que ce soit (prêt, location...).

Les parties disposent d'une assurance pour responsabilité civile couvrant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'il pourrait encourir à la suite de dommages causés aux tiers par les personnes relevant de sa responsabilité.

ARTICLE 8 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification dans les obligations des parties devra faire l'objet d'un avenant. Cependant la modification dans le jour et/ou dans les horaires des permanences pourra être formalisée de manière expresse par l'envoi d'un courrier de la part de la partie initiatrice de cette modification et par un courrier d'acceptation des autres parties.

ARTICLE 9 : DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à la date de signature des parties pour une durée d'un an renouvelable par tacite reconduction pour une même durée sans pouvoir excéder une durée totale de 6 ans, sauf dénonciation par l'une ou l'autre des parties, 3 mois avant l'échéance de la période contractuelle en cours ou retrait du label.

AR Prefecture
006-200039857-20250121-DP2025_012-AU
Reçu le 23/01/2025
Publié le 23/01/2025

ARTICLE 10 : LITIGES

Le présent contrat est régi par la loi française.

En cas de différend sur l'interprétation ou l'exécution du présent contrat, chaque partie s'efforcera de trouver de bonne foi un accord. La partie souhaitant mettre en œuvre le processus de négociation devra en informer l'autre partie par Lettre Recommandée avec Accusé de Réception (LRAR) en indiquant les éléments du différend.

A défaut d'accord trouvé dans un délai de trois mois à compter de la réception de la LRAR par la partie concernée, le litige sera porté devant la juridiction compétente.

ARTICLE 11 : ELECTION DE DOMICILE

Pour l'application de la présente convention, les parties déclarent faire élection de domicile en leur adresse respective, tel qu'indiquée en page 1 de la présente convention.

Fait en TROIS exemplaires :

Grasse, le

Jérôme VIAUD, Président de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse,

Marie-Emmanuelle RODE, Directrice fonctionnelle du SPIP des Alpes Maritimes,

Claire DOUCET, Directrice de la maison d'arrêt de Grasse

AR Prefecture
006-200039857-20250121-DP2025_013-AU
Reçu le 23/01/2025
Publié le 23/01/2025

Pays de Grasse
communauté d'agglomération

REPUBLIQUE FRANÇAISE
DEPARTEMENT
DES ALPES-MARITIMES

DECISION DU PRESIDENT N°DP2025_013

Objet : Convention de partenariat entre l'Association Santé Education et Prévention sur les Territoires Paca et la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse.

Le Président de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse

Vu les statuts en vigueur de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse ;

Vu la délibération DL2024_001 du 22 février 2024 de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse par laquelle le conseil communautaire a délégué au président certaines de ses attributions conformément à l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération DL2024-201 du 12 décembre 2024 de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse par laquelle le conseil communautaire a approuvé la réactualisation de l'intérêt communautaire en matière d'action sociale ;

Considérant que l'ASEPT PACA contribue à la politique régionale de santé publique en lien avec l'ARS PACA et les Conférences des financeurs de la région PACA ;

Considérant que l'ASEPT PACA prend en charge des ateliers collectifs dans le cadre de la prévention de la santé et du « Bien vieillir » pour les retraités de l'ensemble des régimes de sécurité sociale ;

Considérant que ces ateliers répondent à un besoin de la population concernée par l'Espace Numérique tant sur l'accompagnement social que sur la promotion de la santé ;

Considérant que l'ASEPT PACA propose de développer un programme d'ateliers de prévention de la perte d'autonomie destiné aux seniors de plus de 60 ans et/ou retraités autonomes, au sein de l'Espace Numérique Citoyen « SudLab » des Monts d'Azur, porté par la CAPG, à Saint Auban ;

Considérant que dans ces conditions, il convient de prévoir la conclusion d'une convention de partenariat entre l'ASEPT PACA et la CAPG et ses modalités ;

DECIDE

Article 1 : La signature d'une convention de partenariat entre l'Association Santé Education et Prévention sur les Territoires Paca et la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse ;

Article 2 : La conclusion à titre gratuit de la convention de partenariat ;

AR Prefecture

006-200039857-20250121-DP2025_013-AU
Reçu le 23/01/2025
Publié le 23/01/2025

Article 3 : La convention prend effet à la date de la signature par les parties pour une durée d'un an, reconductible pour la même durée sans pouvoir excéder au total 3 années.

Fait à Grasse, le 21 janvier 2025

Le Président,

Jérôme VIAUD
Maire de Grasse
Vice-président du Conseil départemental
des Alpes-Maritimes

AR Prefecture
006-200039857-20250121-DP2025_013-AU
Reçu le 23/01/2025
Publié le 23/01/2025

ANNEXE DE LA DP2025_013

CONVENTION DE PARTENARIAT

Entre :

L'Association Santé Education et Prévention sur les Territoires Paca (ASEPT PACA), identifiée sous le numéro de Siret n° 78925737500020, dont le siège social est situé au 152 avenue de Hambourg - 13008 MARSEILLE représentée par sa Directrice Coordinatrice, Madame Marie-France DELMAS, dûment habilitée à signer la présente convention,

Ci-après dénommé « **le partenaire ou ASEPT PACA** »

d'une part,

Et,

La Communauté d'agglomération du Pays de Grasse, pour l'Espace Numérique Citoyens « SudLab » des Monts d'Azur, identifiée sous le numéro SIRET 200 039 857 000 12, dont le siège social est sis 57, avenue Pierre Sémard 06130 Grasse et représentée par son Président, Monsieur Jérôme VIAUD, habilité à signer les présentes par la décision n°DP2025_xxx en date du xx xx 2024 visée en préfecture de Nice le xx xx xxxx.

Ci-après dénommée « **la CAPG** »

d'autre part,

Ci-après désignés ensemble, « les parties »

Il est convenu ce qui suit :

En préambule :

L'ASEPT PACA assure la promotion et la réalisation d'actions de prévention et d'éducation en santé pour contribuer à la politique régionale de santé publique en lien avec l'ARS PACA et les Conférences des financeurs de la région PACA.

AR Prefecture
006-200039857-20250121-DP2025_013-AU
Reçu le 21/01/2025
Publié le 22/01/2025

L'ASEPT PACA réunit les caisses de retraite de base, (CARSAT, MSA, CNRACL, ENIM, etc..) et plusieurs caisses de retraites complémentaires (IRCANTEC, AGIRC-ARRCO) de la Région.

Elle déploie une offre en prévention de la perte d'autonomie qui vise à répondre de façon cohérente aux enjeux du vieillissement sur les territoires.

L'ASEPT PACA organise et pilote des actions pour accompagner le retraité dans la préservation de son capital santé et dans le maintien du lien social.

Afin de développer son programme d'actions, l'ASEPT PACA s'appuie sur les acteurs locaux de l'accompagnement social et de la promotion de la santé en région PACA.

Article 1 : Objet de la convention

La présente convention a pour objet de décrire les conditions et les modalités de collaboration entre les parties, dans le cadre de la mise en place d'ateliers de prévention de la perte d'autonomie au sein de l'Espace Numérique Citoyen « SudLab » des Monts d'Azur, situé sur la commune de Saint-Auban.

Article 2 : Public ciblé

Le Programme de Prévention de la perte d'autonomie est destiné aux seniors de plus de 60 ans et/ou retraités (bénéficiaires d'une pension ou réversion) autonomes (GIR 5-6) tous régimes de retraite de base confondus résidant à domicile ou en résidence sur la région Sud.

Article 3 : Obligations des parties

3.1 : Obligations de la CAPG

La CAPG, par l'intermédiaire de l'ENC, s'engage à :

- Gérer les inscriptions : elle prendra en charge le recrutement des participants, la constitution des groupes et les invitations aux diverses séances, elle fournira aux animateurs de l'ASEPT PACA la liste des participants au plus tard 1 mois avant l'atelier ;
- Distribuer les outils de communication en fonction de la thématique du module (affiches, flyers) ;
- Assurer l'inscription et la mobilisation des participants (relance téléphonique ou autre) ;
- Mettre à disposition des salles adaptées aux ateliers avec le mobilier nécessaire (tables, chaises), ainsi que du matériel pédagogique (vidéoprojecteur, paperboard, feutres…) si besoin ;
- Accueillir les participants et l'animateur ;
- Ouvrir la salle et récupérer les clés ;
- Faire respecter l'organisation de l'atelier et notamment l'application des règles de vigilance sanitaire.

La CAPG s'engage à mettre à disposition, à titre gratuit :

AR Prefecture
006-200039857-20250121-DP2025_013-AU
Reçu le 23/01/2025
Publié le 23/01/2025

- Une salle au sein de l''Espace Numérique Citoyen « SudLab » des Monts d'azur (ENC) à Saint Auban adaptée au nombre de participants et à la thématique avec un accès aux sanitaires pendant toute la durée du programme.

3.2 : Obligations du partenaire

3.2.1 : Obligations de l'ASEPT PACA

L'ASEPT PACA s'engage à :

- Diligenter un professionnel pour animer les ateliers, équipé du matériel adapté aux interventions, conformément au cahier des charges.
- Prendre en charge lors des ateliers : les questionnaires à destination des seniors (assistance, recueil, transmission à l'ASEPT), le bilan qualitatif à compléter par l'intervenant (recueil, transmission à l'ASEPT), l'émargement des participants à chaque séance, la distribution des outils pédagogiques.

Dans le cadre de sa démarche qualité, l'ASEPT PACA effectue des visites d'observation sur le déroulement de l'atelier et avertit en amont l'animateur et l'ENC.

L'ASEPT PACA prend en charge le financement des frais pédagogiques des ateliers qui intègrent les interventions et l'ensemble des frais annexes (préparation, déplacements, outils pédagogiques…).

Article 4 : Modalité de fonctionnement et mise en œuvre du programme

Chaque atelier doit accueillir entre **10 et 18** participants.

Les ateliers se déroulent selon le planning prévisionnel formalisés par un tableau récapitulatif joint en annexe à la convention (annexe 1) qui indique l'identité et la qualification de l'intervenant, l'intitulé du module, les horaires, les dates retenues et le lieu de déroulement de l'atelier.

En cas de modification du planning initial de la part de la CAPG ou des intervenants, l'ASEPT PACA et ses partenaires devront être informés dans les meilleurs délais.

En cas de changement de salle, la CAPG met à disposition, au plus tôt, des locaux adaptés au bon déroulement des ateliers, et en informe les partenaires et les participants.

L'ASEPT PACA s'engage dans ces situations, après avoir été informée des changements et avoir validé les nouvelles modalités (intervenants et/ou dates, lieux) à transmettre les modifications à l'ensemble des prestataires et partenaires.

L'accès aux ateliers proposés par l'ASEPT PACA.

Article 5 : Modalités financières

La convention de partenariat est conclue à titre gratuit.

AR Prefecture
006-200039857-20250121-DP2025_013-AU
Reçu le 21/01/2025
Publié le 23/01/2025

Chacune des parties s'engage à ne réclamer à l'autre partie aucune compensation financière des frais occasionnés pour l'accomplissement de leurs obligations respectives, indiquées dans la présente convention.

Article 6 : Modalités d'évaluation

La qualité et l'impact de chaque atelier seront mesurés auprès des participants et des intervenants. Ces éléments seront exploités par l'ASEPT PACA pour la rédaction du rapport d'évaluation annuel.

Article 7 : Propriété intellectuelle

Tous logos, marques, noms de domaine et autres créations intellectuelles, quel qu'en soit le support, mis à disposition par les parties restent la propriété exclusive de ces derniers. Toutes les informations confidentielles et leurs reproductions, transmises par l'un des signataires à l'autre, restent la propriété de la partie qui les a divulguées. À tout moment, pendant la durée de la présente convention et après cessation de celle-ci pour quelque cause que ce soit, les parties s'interdisent d'entreprendre toute action qui aurait pour effet ou objet d'affecter l'image de marque, les marques ou la réputation de l'autre signataire.

Article 8 : Données personnelles

Chacun des signataires déclare avoir acquis toutes les autorisations auprès de tiers et effectué toute déclaration nécessaire à la conclusion et à l'exécution de la présente convention.

La mise en œuvre de cette convention nécessite la transmission et le traitement de données à caractère personnel. Les parties s'engagent donc à respecter la réglementation en vigueur relative à la protection des personnes physiques dans le cadre de traitements de données à caractère personnel et, en particulier, le « Règlement Général sur la Protection des Données » (RGPD) ainsi que la loi dite « Informatique et Libertés » susvisés.

Les parties sont également tenues de prendre toutes mesures nécessaires pour préserver la sécurité et la confidentialité des données et empêcher qu'elles ne soient déformées, endommagées ou communiquées à des personnes non autorisées.

Il est expressément convenu que chacun des signataires est intégralement dégagé de toute responsabilité à l'égard des tiers en rapport avec l'activité de l'autre signataire, à quelque titre que ce soit, cette condition étant déterminante de son engagement aux présentes.

Article 9 : Comportement loyal et bonne foi

Les parties s'engagent à se comporter loyalement et avec bonne foi, notamment à s'informer sans délai de tout événement ou élément qui aurait une incidence sur l'exécution de la présente convention et à veiller particulièrement à ne pas porter atteinte aux intérêts légitimes, à l'image, à la notoriété et à la réputation de l'autre signataire.

AR Prefecture
006-200039857-20250121-DP2025_013-AU
Reçu le 23/01/2025
Publié le 23/01/2025

Article 10 : Durée de la convention

La présente convention est conclue pour une durée **d'un an** à compter de sa signature et est renouvelée pour une même durée par tacite reconduction dans la limite de 3 années maximum.
L'annexe 1 relative au plan d'actions collectives de prévention est renouvelée à échéance de ce dernier.

Article 11 : Résiliation de la convention

Les parties peuvent mettre fin au présent contrat par lettre recommandée avec accusé de réception, sous réserve de respecter un préavis de 1 mois.

Article 12 : Modification de la convention

Toute modification de la présente convention voulue par les parties donnera lieu à la signature d'un avenant.

Article 13 : Election de domicile

Pour l'application de la présente convention, les parties déclarent faire élection de domicile en leur adresse respective, tel qu'indiquée en page 1 de la présente convention.

Article 14 : Litiges et responsabilités

Le présent contrat est régi par la loi française.
En cas de différend, chaque partie s'efforcera de trouver de bonne foi un accord. La partie souhaitant mettre en œuvre le processus de négociation devra en informer l'autre partie par Lettre Recommandée avec Accusé de Réception (LRAR) en indiquant les éléments du différend.
A défaut d'accord trouvé dans un délai de deux mois à compter de la réception de la LRAR par la partie concernée, le litige sera porté devant le Tribunal administratif de Nice.

Fait en 2 exemplaires, à Draguignan le

Pour la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse
Le Président

Jérôme VIAUD
Maire de Grasse
Vice-président du Conseil Départemental des Alpes-Maritimes

Pour l'ASEPT PACA

La Directrice

Marie France DELMAS

AR Prefecture
006-200039857-20250122-DP2025_014-AU
Reçu le 23/01/2025
Publié le 23/01/2025

Pays de Grasse
communauté d'agglomération

REPUBLIQUE FRANÇAISE
DEPARTEMENT
DES ALPES-MARITIMES

DECISION DU PRESIDENT N°DP2025_014

Objet : Avenant à la Convention de location entre la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse (CAPG) et Madame Lucienne PORRE.

Le Président de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse

Vu la délibération DL2024_001 du 22 février 2024 de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse par laquelle le conseil communautaire a délégué au président certaines de ses attributions conformément à l'article L5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération DL2024_201 du conseil communautaire du Pays de Grasse en date du jeudi 12 décembre 2024 relative à la réactualisation de l'intérêt communautaire en matière d'action sociale ;

Considérant qu'une convention pour la location d'un local afin d'y entreposer du matériel a été conclue entre la CAPG et Madame Lucienne PORRE, propriétaire dudit local ;

Considérant que la convention prévoyait initialement un loyer de cent euros mensuel (TTC) hors charges d'électricité, qui devaient être réglées sur présentation des factures à la suite de l'installation d'un compteur électrique divisionnaire ;

Considérant cependant que Madame PORRE se trouve dans l'impossibilité de facturer l'électricité depuis 2021, il a été convenu d'augmenter le montant du loyer initial passant de 100 à 120 euros TTC mensuel ;

Considérant qu'il convient à cet effet d'établir un avenant ;

DECIDE

Article 1 : La conclusion d'un avenant à la convention initiale établie entre la CAPG et Madame PORRE pour la location de son garage dont elle est propriétaire et tel que jointe en annexe ;

Article 2 : La modification des articles 3 et 6.2 de la convention initiale ;

Article 3 : L'avenant prend effet à compter de sa date de signature par chacune des parties pour la durée restante de la convention.

Fait à Grasse, le 22 janvier 2025

Le Président

Pays de Grasse communauté d'agglomération

Jérôme VIAUD
Maire de Grasse
Vice-président du Conseil départemental
des Alpes-Maritimes

AR Prefecture
006-200039857-20250122-DP2025_014-AU
Reçu le 23/01/2025
Publié le 23/01/2025

AVENANT

A LA CONVENTION DE LOCATION

ENTRE

LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DU PAYS DE GRASSE

ET

MADAME LUCIENNE PORRE

ENTRE LES SOUSSIGNEES :

Madame Lucienne PORRE
Née le 03/01/1954 à GRASSE (06),
demeurant 22 Boulevard Courmes 06 530 SAINT CEZAIRE SUR SIAGNE

Dénommée ci-après, « **le Bailleur** »,

D'une part,

ET

La Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse, identifiée sous le numéro SIRET 200 039 857 000 12, dont le siège se trouve 57 avenue Pierre Sémard 06131 GRASSE cedex et représentée par son Président en exercice, Monsieur Jérôme VIAUD, agissant au nom et pour le compte de la dite Communauté d'Agglomération, habilité à signer les présentes en vertu d'une décision n°2024_..... prise en date du ……., visée en préfecture de Nice le…….

Dénommée ci-après, « **le Preneur** »,

D'autre part,

AR Prefecture
006-200039857-20250122-DP2025_014-AU
Reçu le 23/01/2025
Publié le 23/01/2025

PREAMBULE

La Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse (CAPG) ayant besoin d'un local pour stocker son matériel dans le cadre de l'exercice de sa compétence jeunesse et Sports, un bail à loyer soumis au droit commun (article 1714 à 1762 du code civil notamment) a été convenu avec Madame Lucienne PORRE pour la location d'un garage lui appartenant, à Saint-Cézaire-sur-Siagne.

La convention a été signée le 1er décembre 2021 pour trois ans et renouvelable une fois par tacite reconduction moyennant un loyer mensuel de 100 euros TCC à charge de la CAPG hors charges d'électricité à payer en sus sur présentation de la facture.

Or compte tenu de l'impossibilité de facturer l'électricité, les parties conviennent de réviser le montant du loyer inchangé depuis 2021, sur la base de l'indice de référence des loyers.

Il convient ainsi d'apporter certaines modifications en ce sens à la convention initiale.

Article 1 : Objet de l'avenant

Le présent avenant a pour objet de modifier les articles 3 et 6.2 de la convention initiale.

Afin de revoir le montant du loyer convenu initialement, en fonction de l'indice de référence des loyer et qui inclura désormais les charges d'électricité (le compteur électrique divisionnaire tel qu'initialement prévu n'ayant pu être installé).

Article 2 : Modification de l'article 3 et 6.2

Les stipulations de l'article 3 relatives aux dispositions financières de la convention initiale reproduites ci-après :

« La mise à disposition est consentie à titre onéreux, moyennant un loyer mensuel fixé à cent euros toutes taxes comprises (100€ TTC) hors charges d'électricité à payer en sus sur présentation de la facture.

Il convient de transmettre à la CAPG, selon les modalités indiquées par cette dernière, un avis d'échéance mensuel ainsi que la facture d'électricité qui seront réglés dès réception sous un délai de 30 jours. »

sont remplacées par celles-ci :

« La mise à disposition est consentie à titre onéreux, moyennant un loyer mensuel fixé à cent vingt euros (120€ TTC) comprenant toutes les charges y attenant. »

Article 3 : Modification de l'article 6.2

Les stipulations de l'article 6.2 relatives aux engagements du bailleur de la convention initiale reproduites ci-après :

AR Prefecture
006-200039857-20250122-DP2025_014-AU
Reçu le 23/01/2025
Publié le 23/01/2025

« Le bailleur s'engage à :
- *Installer un compteur électrique divisionnaire*
- *Assurer la jouissance paisible des locaux du preneur*
- *Mettre à disposition le bien dans les conditions énumérées dans la présente convention. »*

sont remplacées par celles-ci :

« Le bailleur s'engage à :
- *Assurer la jouissance paisible des locaux du preneur*
- *Mettre à disposition le bien dans les conditions énumérées dans la présente convention. »*

Article 4: Dispositions diverses

Toutes les autres clauses de la convention initiale demeurent applicables tant qu'elles ne sont pas contraires aux nouvelles dispositions contenues dans le présent avenant, lesquelles prévalent en cas de contradiction.

Article 5: Prise d'effet du présent avenant

Le présent avenant prend effet à compter de la date de signature par les parties du présent avenant.

Fait à GRASSE,
Le ……

En deux exemplaires,

Le Preneur

Pour la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse,
Le Président,

Jérôme VIAUD
Maire de Grasse,

Vice-président du Conseil départemental des Alpes-Maritimes

Le Bailleur

Madame Lucienne PORRE

AR Prefecture
006-200039857-20250129-DP2025_015-AU
Reçu le 30/01/2025
Publié le 30/01/2025

Pays de Grasse
communauté d'agglomération

REPUBLIQUE FRANÇAISE
DEPARTEMENT
DES ALPES-MARITIMES

DECISION DU PRESIDENT N°DP2025_015

Objet : Avenant n°1 à la convention de mise à disposition de locaux, de services et de biens matériels dans le bâtiment Espace Jacques-Louis LIONS au profit de l'Association Initiative Terres d'Azur

Le Président de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse

Vu l'article L.5216-5 du Code général des collectivités territoriales qui précise le champ de compétence de plein droit des communautés d'agglomération, notamment en matière de développement économique ;

Vu le Code général de la propriété des personnes publiques, et notamment ses articles L.2211-1 et L.2221-1 ;

Vu la loi du 1er juillet 1901 relative au contrat d'association ;

Vu la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;

Vu la loi n°2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République ;

Vu le décret n°2001-495 du 6 juin 2001 relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques pris pour l'application de l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 modifié par l'article 18 de la loi n° 2016-1321 du 7 octobre 2016 et l'arrêté ministériel du 11 octobre 2006 portant fixation des modalités de présentation du compte rendu financier ;

Vu la délibération DL2023_092 du 6 avril 2023 de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse par laquelle le conseil communautaire a approuvé la mise à disposition de locaux, de services et de biens matériels à l'association Initiative Terres d'Azur consentie à titre gracieux ;

Vu la délibération DL2024_001 du 22 février 2024 de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse par laquelle le conseil communautaire a délégué au président certaines de ses attributions conformément à l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;

Considérant que les activités de l'association correspondent à la mise en œuvre de la politique de développement économique exercée par la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse ;

Considérant la convention de mise à disposition de locaux, de services et de biens matériels conclue le 2 mai 2023 entre la communauté d'agglomération du Pays de Grasse et Initiative Terres d'Azur prévoyant que toute modification devra faire l'objet d'un avenant ;

AR Prefecture

006-200039857-20250129-DP2025_015-AU
Reçu le 30/01/2025
Publié le 30/01/2025

Considérant la modification des espaces occupés par l'association Initiative Terres d'Azur au niveau R+1 de l'Espace Jacques-Louis LIONS ;

Considérant que cette nouvelle répartition figure sur un plan annexé à l'avenant n°1 de la convention ;

DECIDE

Article 1 : D'autoriser Monsieur le Premier Vice-Président de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse, à signer l'avenant n°1 à la convention de mise à disposition de locaux, de services et de biens matériels annexé à la présente décision ainsi que tout document nécessaire à sa mise en œuvre.

Fait à Grasse, le 29 janvier 2025

Le Président

Jérôme VIAUD
Maire de Grasse
Vice-président du Conseil départemental
des Alpes-Maritimes

AR Prefecture
006-200039857-20250129-DP2025_015-AU
Reçu le 30/01/2025
Publié le 30/01/2025

AVENANT N°1 À LA CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DE LOCAUX, DE SERVICES ET DE BIENS MATERIELS

ENTRE LES SOUSSIGNEES,

La Communauté d'agglomération du Pays de Grasse, identifiée sous le numéro SIRET 200 039 857 00012, dont le siège se trouve 57 avenue Pierre Sémard, 06131 GRASSE cedex et représentée par son Président en exercice, **Monsieur Jean-Marc DÉLIA**, agissant au nom et pour le compte de ladite Communauté d'agglomération en vertu des pouvoirs qui lui sont confiés.

Dénommée ci-après **« La CAPG »**,

D'une part,

ET

L'Association dénommée « Initiative Terres d'Azur », association régie par la loi du 1er Juillet 1901 et du décret du 16 Août 1901, dont le siège social est situé au 57 avenue Pierre Sémard, 06130 Grasse et représentée par son Président en exercice, **Monsieur Henri ALUNNI**, agissant en vertu des statuts de l'association.

Dénommée ci-après **« L'association »**.

D'autre part.

Il est convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 : OBJET

L'objet du présent avenant à la convention de mise à disposition de locaux, de services et de biens matériels signée le 2 mai 2023 est de redéfinir les modalités de mise à disposition de locaux à l'association, ci-après désignés, appartenant à la CAPG sis Espace Jacques-Louis Lions, 4 Traverse Dupont - 06130 GRASSE, notamment, la désignation des locaux et les modalités financières s'y rapportant.

AR Prefecture
006-200039857-20250129-DP2025_015-AU
Reçu le 30/01/2025
Publié le 30/01/2025

ARTICLE 2 : DESIGNATION DES LOCAUX

La CAPG met à la disposition de l'association les locaux suivants :

- Cinq bureaux privatifs situés au R+1 de la Pépinière d'entreprises InnovaGrasse (cf. annexe plan des locaux), soit 90,61 m² au total ;
- Deux salles de réunions et des espace mutualisés, disponibles sur réservation ;
- Une banque d'accueil mutualisée ;
- Un local de stockage de fournitures.

La CAPG met également à disposition de l'association sept places de stationnement privatives (accès avec badge nominatif) situées sur le parking du siège de la Communauté d'Agglomération sise 57 Avenue Pierre Sémard - 06130 Grasse durant toute la durée de la convention.

L'association déclare parfaitement connaitre les locaux pour les avoir visités avant la signature de la présente convention et s'en déclare satisfaite.

ARTICLE 3 : MODALITES FINANCIERES

La valorisation de la présente mise à disposition est évaluée à 32 169,80 €HT par an.

En raison de la nature des activités de l'Association et du fait qu'elle participe directement à la politique intercommunale de développement économique, la CAPG consent la présente mise à disposition à titre gracieux.

ARTICLE 4 : AUTRES DISPOSITIONS

Toutes les autres clauses de la convention demeurent applicables tant qu'elles ne sont pas contraires aux nouvelles dispositions contenues dans le présent avenant, lesquelles prévalent en cas de contradiction.

ARTICLE 5 : PRISE D'EFFET DU PRESENT AVENANT

Le présent avenant prendra effet à compter de la date de signature par les parties.

ARTICLE 6 : ANNEXE

- Plan de situation des locaux ;

L'annexe susmentionnée fait partie intégrante de la présente convention et lie les parties.

AR Prefecture

006-200039857-20250129-DP2025_015-AU
Reçu le 30/01/2025
Publié le 30/01/2025

Fait en deux exemplaires à Grasse, le

Pour la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse

Le Premier Vice-Président,

Jean-Marc DÉLIA
Maire de Saint-Vallier-de-Thiey
Conseiller Régional de la
Région Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur

Pour l'Association Initiative Terres d'Azur

Le Président,

Henri ALUNNI

AR Prefecture
006-200039857-20250129-DP2025_015-AU
Reçu le 30/01/2025
Publié le 30/01/2025

ANNEXE



AR Prefecture
006-200039857-20250128-DP2025_016-AU
Reçu le 29/01/2025
Publié le 29/01/2025

Pays de Grasse
communauté d'agglomération

REPUBLIQUE FRANÇAISE
DEPARTEMENT
DES ALPES-MARITIMES

DECISION DU PRESIDENT
N° DP2025_016

Objet : Conclusion d'une convention de partenariat entre la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse pour le Musée International de la Parfumerie et l'association Chogan Production.

Le Président de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse

Vu Les articles L.5211-1 et L.5211-2 du Code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération DL2024_001 du 22 février 2024 de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse par laquelle le conseil communautaire a délégué au président certaines de ses attributions conformément à l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération DL2024_201 du 12 décembre 2024 de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse par laquelle le conseil communautaire a approuvé la réactualisation de l'intérêt communautaire en matière d'action sociale ;

Considérant que le service des publics du Musée International de la Parfumerie propose des actions participant à une politique inclusive pour tous les publics dont les patients du Centre Hospitalier de Grasse ;

Considérant que le Musée International de la Parfumerie souhaite cette année collaborer avec l'association « Chogan Production », dans le cadre du projet avec les patients de Centre Hospitalier de Grasse qui est soutenu par la DRAC PACA ;

Considérant qu'il convient de signer une convention qui règlera les modalités de partenariat entre la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse et l'association Chogan Production ;

DECIDE

Article 1 : La signature d'une convention de partenariat ci-annexée entre la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse et l'association « Chogan Production » dans le cadre du projet 100% EAC ;

Article 2 : Une participation financière à hauteur de 3 600 euros TTC pour la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse qui servira à régler forfaitairement les frais relatifs à ce projet, y compris les honoraires de l'association ;

Article 3 : Un partenariat conclu à compter de la signature des parties jusqu'à l'aboutissement du projet en octobre 2025.

Fait à Grasse, le 28 janvier 2025

Le Président

Pays de Grasse communauté d'agglomération

Jérôme VIAUD
Maire de Grasse
Vice-président du Conseil départemental
des Alpes-Maritimes

AR Prefecture
006-200039857-20250128-DP2025_016-AU
Reçu le 29/01/2025
Publié le 29/01/2025

Musée International de la Parfumerie

Convention de partenariat entre la CAPG et l'association Chogan Production

Entre les soussignés :

La Communauté d'agglomération du Pays de Grasse, ayant son siège à Grasse (06130), au 57 Avenue Pierre Sémard, identifiée sous le N° SIRET 200 039 857 000 12, représentée à l'acte par M. Jérôme VIAUD, son Président, agissant au nom et pour le compte de ladite communauté d'agglomération en vertu de la décision n° DP2025_XXX prise en date du XXXXXXX 2025 et visée en préfecture de Nice le XXXXXX 2025.

Dénommée ci-après **« La CAPG »**

d'une part,

et

L'association Chogan Production, identifiée sous le numéro de Siren 908 861 925 000 18, dont le siège social est situé au 38 rue Tracastel 06130 Grasse, représentée à l'acte par Benoît Queroix, son représentant, agissant au nom et pour le compte de ladite association.

Dénommée ci-après **« l'association »**

d'autre part,

Ci-après désignées ensemble « **les parties** »,

PREAMBULE

Le Musée International de la Parfumerie, au sein de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse, est labellisé Musée de France. Il dispose d'une direction des publics et de

AR Prefecture
006-200039857-20250128-DP2025_016-AU
Reçu le 29/01/2025
Publié le 29/01/2025

la programmation culturelle qui propose des actions de qualité participant à une politique inclusive pour tous les publics en situation spécifique ou pas.

Le présent projet avec l'association Chogan Production développé dans le cadre du label 100% EAC et de la Convention Territoriale Globale de la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse.

Il fait l'objet d'une demande de subvention auprès de la DRAC PACA.

La présente convention a pour objet de formaliser la collaboration avec l'artiste « L'oiseau noir » dans le cadre d'un projet de transmission artistique se déroulant à l'hôpital de Grasse, au MIP et aux JMIP.

Il est convenu ce qui suit :

Article 1 : Objet

La présente convention fixe les conditions dans lesquelles les deux parties collaborent autour de ce projet EAC.

Article 2 : **Durée et date d'effet de la convention**

La convention prend effet dès sa signature par les parties et prendra fin à l'issue du projet, le 31 octobre 2025.

Les actions menées par l'association et indiquées à l'article 3.1 de la présente convention se dérouleront à partir du 1er février 2025.

Article 3 : Engagements des parties

Les parties se reconnaissent le droit mutuel à communiquer la présente convention aux autorités administratives en tant que de besoin.

Article 3.1 Engagements de l'association Chogan Production

L'association s'engage à réaliser les actions suivantes :

- L'intervenant s'engage à réaliser 10 sessions de 3 ateliers à raison de 2h par atelier
- Présenter et faire découvrir sa pratique artistique auprès des patients du CHG ;

Article 3.2 Engagements de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse - Musée International de la Parfumerie (MIP)

Elle organise et prend en charge financièrement les actions suivantes :

- Collaborer avec l'artiste par la mise à disposition d'une médiatrice culturelle
- Mise en place d'ateliers olfactifs au MIP et aux JMIP intégrant chacune des 10 sessions

AR Prefecture
006-200039857-20250128-DP2025_016-AU
Reçu le 29/01/2025
Publié le 29/01/2025

Article 4 : Le public visé

L'association et son intervenant s'engagent à réaliser les actions mentionnées à l'article 3 auprès des patients du Centre Hospitalier de Grasse en tenant compte des préconisations des personnels soignants encadrants.

Article 5 : Modalités financières

L'enveloppe de 3600 € (trois mille six cents euros) a été attribuée pour couvrir tous les frais relatifs à ce projet, y compris les honoraires des intervenants.

L'association « Chogan Production » s'engage à prendre en charge le paiement des charges sociales et fiscales.

L'association n'est pas soumise à la TVA (Tva non applicable en vertu Article 261-7)

Le règlement sera versé à l'association « Chogan Production » par mandat administratif dans les 30 jours après réception des factures.

Destinataire et adresse de facturation :
Communauté d'agglomération du Pays de Grasse –
57 avenue Pierre Sémard - 06131 Grasse Cedex - 06130 Grasse

Premier règlement de 1600 € au mois de mai 2025.

Deuxième règlement de 2000 € à l'issu du projet.

Information importante : **À compter du 1er janvier 2020, la transmission des factures sous forme dématérialisée sur le portail Chorus Pro est obligatoire**

Article 6 : Avenant à la convention

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant.

Article 7 : Assurances

Chacune des parties devra justifier dans le cadre de cette convention qu'elle est couverte par une assurance responsabilité pour tous les risques de son fait ou de celui de ses préposés ou participants en lien avec l'exécution de la présente convention et couvrant tous les dommages matériels ou corporels pouvant en résulter.

Article 8 : Résiliation

Faute d'exécution de leurs obligations respectives par l'une des parties, et quinze jours après l'envoi d'une mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception restée sans réponse, la présente convention sera résiliée de plein droit, aux torts et griefs de la partie défaillante.

La présente convention se trouvera également suspendue ou annulée de plein droit et sans indemnité d'aucune sorte, dans tous les cas reconnus de force majeure par la loi et la jurisprudence. Il en est de même si les actions ne pouvaient avoir lieu en raison des mesures gouvernementales prises pour lutter contre le COVID-19 ou autre virus ou dans le cas où l'état de santé de l'artiste justifié par arrêt maladie, ne lui permettrait pas d'assurer ses interventions sur la durée de la présente convention.

AR Prefecture
006-200039857-20250128-DP2025_016-AU
Reçu le 29/01/2025
Publié le 29/01/2025

En cas d'empêchement pour cause de COVID-19 ou autre virus ou d'arrêt maladie, les parties s'engagent à reporter l'exécution de la présente convention ou à procéder au remplacement de l'artiste désigné, donnant lieu à la signature d'un avenant.

En dehors des cas de force majeure, la convention peut être dénoncée à tout moment avec un délai de prévenance de deux mois, à l'initiative de l'une ou l'autre des parties, par lettre recommandée avec accusé de réception.

La résiliation de la convention ne donnera lieu à aucun versement d'indemnité d'aucune sorte

Article 9 : Litiges

Le présent contrat est régi par la loi française.

En cas de différend sur l'interprétation ou l'exécution du présent contrat, chaque partie s'efforcera de trouver de bonne foi un accord. La partie souhaitant mettre en œuvre le processus de négociation devra en informer l'autre partie par Lettre Recommandée avec Accusé de Réception (LRAR) en indiquant les éléments du différend.

A défaut d'accord trouvé dans un délai de deux mois à compter de la réception de la LRAR par la partie concernée, le litige sera porté devant les juridictions compétentes.

Article 10 : Élection de domicile

Pour l'application de la présente convention, les parties déclarent faire élection de domicile en leur adresse respective, telle qu'indiquée en page 1 de la présente convention.

Fait en 2 exemplaires à Grasse, le :

Pour la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse	**Pour l'association Chogan Production**
Le Président,	
Jérôme VIAUD	**Benoît QUEROIX**
Maire de Grasse	
Vice-président du Conseil départemental des Alpes-Maritimes	

AR Prefecture
006-200039857-20250128-DP2025_017-AU
Reçu le 29/01/2025
Publié le 29/01/2025

Pays de Grasse
communauté d'agglomération

REPUBLIQUE FRANÇAISE
DEPARTEMENT
DES ALPES-MARITIMES

DECISION DU PRESIDENT N°DP2025_017

Objet : Convention de mise à disposition de balances alimentaires entre la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse et les établissements scolaires des communes de son territoire.

Le Président de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse

Vu la délibération DL2024_001 du 22 février 2024 de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse par laquelle le conseil communautaire a délégué au président certaines de ses attributions conformément à l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération N°2025.12 du 23 janvier 2025 de la commune du TIGNET, représentée par son maire Monsieur Claude SERRA, qui autorise le Maire à signer la convention de mise à disposition d'une balance alimentaire par la CAPG à l'école primaire Marius Campagno dans le cadre de la lutte contre le gaspillage alimentaire dans les cantines scolaires ;

Considérant l'implication de la CAPG dans la lutte contre le gaspillage alimentaire en milieu scolaire, par le biais d'un accompagnement méthodologique pour mener la démarche ;

Considérant que la démarche nécessite la pesée des déchets alimentaires en sortie d'assiette ;

Considérant l'ensemble des enjeux et objectifs de cette lutte :
- Réduire le tonnage des déchets alimentaires,
- Diminuer le gaspillage alimentaire dans les cantines pour réinjecter les économies réalisées dans la qualité des produits, introduire plus de bio et ajouter des produits locaux dans les menus,
- Adapter les portions et cuisiner la juste quantité,
- Renforcer la qualité du tri sélectif en cuisine et sur les plateaux ;

DECIDE

Article 1 : La conclusion d'une convention de mise à disposition de balances alimentaires entre la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse et la commune du Tignet dans le cadre de la démarche « anti-gaspi » menée au sein de sa cantine scolaire ;

Article 2 : Une mise à disposition à titre gratuit ;

Article 3 : La convention de mise à disposition prend effet à compter de la date de signature des parties pour l'année scolaire 2024/2025 et suivantes si nécessaire.

Fait à Grasse, le 28 janvier 2025

Le Président,

Jérôme VIAUD
Maire de Grasse
Vice-président du Conseil départemental
des Alpes-Maritimes

AR Prefecture
006-200039857-20250128-DP2025_017-AU
Reçu le 29/01/2025
Publié le 29/01/2025

Annexe à la DP2022_118

Convention de mise à disposition d'une balance alimentaire entre La Communauté d'agglomération du Pays de Grasse Et la commune du Tignet

ENTRE LES SOUSSIGNEES :

La Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse, identifiée sous le numéro SIRET 200 039 857 000 12, dont le siège est sis au 57 avenue Pierre Sémard 06130 GRASSE et représentée par son Président en exercice, Monsieur Jérôme VIAUD, agissant au nom et pour le compte de ladite Communauté d'Agglomération en vertu de la décision du Président DPxxxx du xxxx visée en préfecture de Nice le xxxx.

Ci-après dénommée **« La CAPG »,**

D'une part,

ET :

La Commune du Tignet prise en son établissement **école publique primaire Marius Campagno** ayant son siège sis Quartier de l'Istre route de Draguignan 06 530 Le Tignet, immatriculée sous le numéro du SIRET 210 601 407 00039 et représentée par son Maire, Monsieur Claude SERRA, agissant au nom et pour le compte de ladite commune en vertu de la 2025-012 visée e

Ci-après dénommée **« l'emprunteur »**

Et d'autre part,

Ci-après désignées ensemble « les parties »

AR Prefecture
006-200039857-20250128-DP2025_017-AU
Reçu le 29/01/2025
Publié le 29/01/2025

PREAMBULE

Dans le cadre de la lutte contre le gaspillage alimentaire en milieu scolaire, la CAPG met à disposition de la commune, une balance alimentaire pour son établissement scolaire pendant une année scolaire pour la mise en œuvre de campagnes de pesées des restes alimentaires.

Enjeux et objectifs :

- Réduire le tonnage des déchets alimentaires.
- Diminuer le gaspillage alimentaire pour réinjecter les économies réalisées dans la qualité des produits, introduire plus de bio et ajouter des produits locaux dans les menus.
- Adapter les portions et cuisiner la juste quantité.
- Renforcer la qualité du tri sélectif en cuisine et sur les plateaux.

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 : Objet de la convention

L'objet de la présente convention est de déterminer les modalités de mise à disposition d'une balance alimentaire appartenant à la CAPG, à la commune du Tignet pour son école primaire Marius Campagno.

ARTICLE 2 : Service mise à disposition

La mise à disposition concerne le prêt d'une balance alimentaire d'occasion, telles que représentées sur la photo annexe à la présente, d'une valeur d'achat unitaire de 305 euros TTC.

Article 3 : Propriété

Le matériel reste la propriété de la CAPG.

La présente convention n'implique aucun transfert de droits sur le matériel.

L'emprunteur n'a pas le droit de céder le matériel ou de le sous-louer.

Article 4 : Obligation des parties

La CAPG s'engage à mettre à disposition de l'emprunteur l'équipement défini ci-dessus dans les conditions prévues à la présente convention.

Le matériel est mis à disposition en bon état de présentation et de fonctionnement, état dans lequel l'emprunteur s'engage à le restituer à l'issu de la convention.

AR Prefecture
006-200039857-20250128-DP2025_017-AU
Reçu le 29/01/2025
Publié le 29/01/2025

L'emprunteur s'engage à utiliser le matériel conformément aux préconisations fixées par la CAPG, aux règles de sécurité et légale applicables.

Il conviendra également à veiller à ce que le plus grand soin soit apporté au matériel de façon à ce que la responsabilité de la CAPG ne puisse en aucune manière être recherchée.

Article 5 : Modalités financières

La CAPG est propriétaire du matériel et le met gracieusement à disposition de l'emprunteur.

En cas de dégradation par l'emprunteur, il s'engage à rembourser la CAPG du montant du matériel à valeur neuve auquel sera appliqué un taux de vétusté de 10%/an.

En cas de vol ou de dégradation causé par un tiers non identifié, et sous réserve de la fourniture du dépôt de plainte opéré par l'emprunteur auprès des services de police ou de gendarmerie, il ne sera pas réclamé de dédommagement à la commune.

Article 6 : Durée

La présente convention est consentie et acceptée à compter de la date de signature des parties pour une durée d'une année scolaire.

Article 7 : Cession et sous location

La présente convention est consentie *intuitu personae*, l'emprunteur ne pourra céder les droits en résultant.

De même, l'emprunteur s'interdit de sous-louer tout ou partie du matériel et plus généralement, d'en conférer la jouissance totale ou partielle à un tiers, même temporairement.

Article 8 : Modification de la convention

Toutes modifications de la présente convention devront faire l'objet d'avenants et seront joints à la présente avec accord des parties signataires.

Article 9 : Assurance

L'emprunteur s'engage à souscrire auprès d'une compagnie d'assurance notoirement solvable, une assurance couvrant sa responsabilité civile et les dommages pouvant résulter de l'utilisation du matériel dans le cadre de la présente convention.

AR Prefecture
006-200039857-20250128-DP2025_017-AU
Reçu le 29/01/2025
Publié le 29/01/2025

Cette assurance de responsabilité civile doit également couvrir les conséquences dommageables, tant à l'égard des tiers, de l'utilisation par l'emprunteur, des biens ou installations mises à disposition.

L'emprunteur devra obligatoirement fournir à la CAPG, au moment de la signature, les attestations d'assurance correspondantes aux risques susmentionnés.

Article 10 : Résiliation

La présente convention pourra être résiliée avec préavis de 15 jours et de plein droit en cas de force majeure, pour tout autre motif d'intérêt général ou pour non-respect des engagements prévus aux articles de ladite convention.

Toute résiliation, quel qu'en soit le motif, ne pourra donner lieu au versement d'une quelconque indemnité par l'une ou l'autre des parties.

Article 11 : Litiges

La présente convention est régie par la loi française.
En cas de litige relatif à l'interprétation, l'exécution et/ou la résiliation de la présente convention, les parties s'engagent à rechercher en priorité un règlement à l'amiable. A défaut, le différend sera porté dans le Tribunal compétent.

Article 12 : Election de domicile

Pour l'application de la présente convention, les parties déclarent faire élection de domicile en leur adresse respective, telle qu'indiquée en page 1 de la présente convention.

Fait à Grasse, le

En deux exemplaires,

Pour la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse
Le Président,

Jérôme VIAUD
Maire de Grasse
Vice-président du Conseil général
des Alpes-Maritimes

Pour la commune,
Son Maire,

Claude SERRA

AR Prefecture
006-200039857-20250203_DP2025_018-AU
Reçu le 06/02/2025
Publié le 06/02/2025

Pays de Grasse
communauté d'agglomération

REPUBLIQUE FRANÇAISE
DEPARTEMENT
DES ALPES-MARITIMES

DECISION DU PRESIDENT N°DP2025_018

Objet : Convention de partenariat entre la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse et La Coopérative d'Activité et d'Emploi MOSAÏQUE MOSAGRI dans le cadre de la France Services des Monts d'Azur.

Le Président de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse

Vu la délibération DL2024_001 du 22 février 2024 de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse par laquelle le conseil communautaire a délégué au président certaines de ses attributions conformément à l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;

Considérant que l'accessibilité aux services publics est un enjeu d'égalité et de cohésion sociale. Face à l'évolution des modes de vie et des technologies, la reconfiguration du lien entre l'État et les citoyens est indispensable. Pour lutter contre le sentiment d'abandon qui continue de croître dans certains territoires, il est impératif de repenser les lieux d'accueil de proximité, tout en facilitant l'accès des usagers aux démarches administratives du quotidien. De même, les politiques publiques d'accès aux droits et de promotion de l'inclusion numérique sont pour l'État une priorité ;

Considérant que France services est un dispositif qui s'inscrit dans cette démarche couvrant l'ensemble des services publics du quotidien, concerne toute la population et tous les territoires, avec une attention particulière portée aux plus isolés d'entre eux ;

Considérant que comme il est prévu à l'article 5 de la Convention France services des Alpes-Maritimes signée le 18 février 2020 entre le Préfet, les gestionnaires « France services » et les opérateurs nationaux « France services », le gestionnaire France services peut conventionner avec un opérateur partenaire local afin de répondre au besoin des usagers ;

Considérant que la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse assure la gestion des France services sur son territoire, et plus particulièrement de la France services des Monts d'Azur, labellisée au 1er janvier 2020, située à Saint-Auban, 344 Avenue des Hôtels
06850 Saint-Auban, située en zone de revitalisation rurale (ZRR) ;

Considérant qu'à ce titre, la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse en tant que gestionnaire de la France Services des Monts d'Azur peut conventionner avec un opérateur local afin de répondre aux besoins des usagers. Le partenariat avec la Coopérative d'Activité et d'Emploi MOSAÏQUE identifiée sous le numéro de SIREN 501 196 398, dont le siège social se trouve au 28 rue du Grand Pré 04130 VOLX, s'inscrit dans cette démarche ;

DECIDE

Article 1 : De conclure une convention de partenariat avec la Coopérative d'Activité et d'Emploi MOSAÏQUE dans le cadre de la France services des Monts d'Azur ;

AR Prefecture
006-200039857-20250203-DP2025_018-AU
Reçu le 06/02/2025
Publié le 06/02/2025

Article 2 : De conclure ce partenariat à titre gratuit ;

Article 3 : La convention de partenariat est conclue pour une durée d'une année, renouvelable tacitement pour la même durée, sans pour autant aller au-delà de la durée de l'accord cadre national des Frances services 2023-2025.

Fait à Grasse, le 03 février 2025

Le Président,

Jérôme VIAUD
Maire de Grasse
Vice-président du Conseil départemental
des Alpes-Maritimes

AR Prefecture
006-200039857-20250203-DP2025_018-AU
Reçu le 06/02/2025
Publié le 06/02/2025

CONVENTION DE PARTENARIAT
« France Services des Monts d'Azur »

PREAMBULE

L'accessibilité aux services publics est un enjeu d'égalité et de cohésion sociale. Face à l'évolution des modes de vie et des technologies, la reconfiguration du lien entre l'État et les citoyens est indispensable.

Pour lutter contre le sentiment d'abandon qui se fait jour dans certains territoires, il est impératif de repenser les lieux d'accueil de proximité, tout en facilitant l'accès des usagers aux démarches administratives du quotidien. De même, les politiques publiques d'accès aux droits et de promotion de l'inclusion numérique sont pour l'État une priorité.

Elles prennent corps aujourd'hui dans l'ambition France Services. Ce nouveau dispositif couvrant l'ensemble des services publics du quotidien, concerne toute la population et tous les territoires, avec une attention particulière portée aux plus isolés d'entre eux.

La communauté d'agglomération du Pays de Grasse assure la gestion des France Services, et plus particulièrement de la France Services des Monts d'Azur, labellisée au 1er janvier 2020, situé à Saint-Auban, pour le secteur géographique de cette localité et des communes limitrophes.

La convention départementale France Services signée le 18 février 2020 entre le Préfet, les gestionnaires « France Services » et les opérateurs nationaux « France Services » précise notamment l'objet, les missions, les obligations, les modalités de fonctionnement des France Services de façon globale.

Comme prévu dans l'article 5 de la Convention France Services des Alpes-Maritimes signée le 18 février 2020, en annexe 1, le gestionnaire France Services peut conventionner avec un opérateur partenaire local afin de répondre au besoin des usagers.

A cette fin, en complément de cette convention départementale, la présente convention a pour objet de fixer les modalités de partenariat, incluant la mise à disposition de locaux :

AR Prefecture
006-200039857-20250203-DP2025_018-AU
Reçu le 06/02/2025
Publié le 06/02/2025

Entre :

La Communauté d'agglomération du Pays de Grasse, identifiée sous le numéro SIRET 200 039 857 000 12, dont le siège social est sis 57, avenue Pierre Sémard 06130 Grasse représentée par son Président Monsieur Jérôme VIAUD, habilité à signer les présentes par la décision n°2025_xxx en date du _____ 2025 visée en préfecture de Nice le ……..

Ci-après dénommée « **le gestionnaire de la France Services des Monts d'Azur** »

d'une part,

Et :

La Coopérative d'Activité et d'Emploi MOSAÏQUE identifiée sous le numéro de SIRET 501 196 398 000 41 dont le siège social se trouve au 28 rue du Grand Pré 04130 VOLX, déclarée à la Préfecture de Dignes les Bains représentée par Madame SPINNATO Marie et Monsieur CORNU Sébastien, agissant en qualité de co-gérants.

Ci-après dénommé « **l'opérateur partenaire** »

d'autre part,

AR Prefecture
006-200039857-20250203-DP2025_018-AU
Reçu le 06/02/2025
Publié le 06/02/2025

Il a été arrêté et convenu ce qui suit :

Article 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La convention a pour objet de définir :

- Les missions de l'opérateur partenaire présent au sein de la France Services des Monts d'Azur
- Les engagements de l'opérateur partenaire et du gestionnaire de la France Services des Monts d'Azur
- Les modalités de mise à disposition du local au sein de la France Services des Monts d'Azur

Article 2 : ENGAGEMENTS DES PARTIES

ARTICLE 2.1 ENGAGEMENTS DU GESTIONNAIRE DE LA FRANCE SERVICES DES MONTS D'AZUR

Le Gestionnaire de la France Services des Monts d'Azur s'engage à respecter l'ensemble des obligations et des missions définies dans les articles 2 et 4 de la Convention France Services des Alpes-Maritimes signée le 18 février 2020, notamment les points suivants :

- Le gestionnaire de la France Services des Monts d'Azur, et plus particulièrement le service développement social des territoires et prévention de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse assure la coordination de l'occupation des locaux et décide en dernier lieu des conditions notamment de dates et horaires d'occupation.

- La gestion de la France Services des Monts d'Azur est conduite de manière active afin de rechercher constamment les prestations et l'organisation optimales pour répondre aux demandes du public.

- Le gestionnaire organise et développe la coopération avec et entre les partenaires locaux et nationaux. Il assure la gestion administrative et financière de la France Services des Monts d'Azur et en désigne le personnel.

- Un référent de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse (CAPG) anime la France Services des Monts d'Azur est encadré par le service développement social des territoires et prévention de la CAPG,

- La France Services des Monts d'Azur est ouverte de manière régulière du lundi au vendredi avec des horaires permettant de satisfaire un large public.

  Ainsi, les locaux, respecteront les horaires soit : de 8h15 à 17h10.

  Concernant le reste de l'offre de services aux habitants, les horaires des autres lieux d'accueil et de services sont précisés l'article 3 relatif aux missions de l'opérateur.

- En cas de modifications substantielles de ces horaires, les parties sont informées par le gestionnaire, lequel s'engage à prendre toutes les dispositions nécessaires pour en informer le public.

AR Prefecture
006-200039857-20250203-DP2025_018-AU
Reçu le 06/02/2025
Publié le 06/02/2025

- Concernant l'aménagement du local et des équipements de la France Services des Monts d'Azur, afin de respecter les obligations et les missions d'un gestionnaire France Services, la France Services des Monts d'Azur doit comporter au minimum :

    - Un point d'accueil du public,
    - Un point d'attente assise,
    - Un espace confidentiel,
    - Un accès personnes à mobilité réduite

- Le Gestionnaire s'engage à donner à tous les partenaires intervenant au sein de la France Services des Monts d'Azur l'accès à :
    - L'internet haut-débit
    - Un photocopieur et/ou imprimante et/ou scanner
    - Un téléphone
    - La salle de l'ENC (Espace Numérique Citoyen) labélisé SudLabs
    - Une zone d'affichage d'informations dédiées aux offres des partenaires de France Services
    - Un présentoir dédié aux documents d'informations des partenaires

Le gestionnaire s'engage à faire respecter les normes de santé publique en vigueur par le public et son personnel.

Article 2.2 ENGAGEMENTS DE L'OPERATEUR PARTENAIRE AU SEIN DE LA FRANCE SERVICES DES MONTS D'AZUR

L'opérateur partenaire s'engage à respecter les missions telles que définies dans l'article 2 de la Convention France Services des Alpes-Maritimes signée le 18 février 2020, en annexe 1, la Charte nationale d'engagement – annexe 2 - et l'accord cadre national des France Services et plus précisément les points suivants :

L'opérateur partenaire s'engage vis-à-vis du gestionnaire de France services à :

- Accueillir et informer le public à l'aide de son propre personnel qui aura été formé par ses soins à cette mission ;
- Fournir une documentation régulièrement actualisée sur ses offres et/ou services ;
- **Remplir et renvoyer trimestriellement au gestionnaire le tableau de bord « France Services » fourni par ses soins (annexe 4) ;**
- Respecter les engagements pris dans le cadre du partenariat notamment en termes de permanence, de personnel, horaires afin de contribuer au bon fonctionnement de « France services » ;
- Prévenir le gestionnaire si une permanence ne peut être effectuée, de préférence 48h en avance ;
- Désigner un référent et son remplaçant (nom, téléphone, email) comme interlocuteur du gestionnaire joignable pendant les heures d'ouverture au public.
- Intégrer une boite aux lettres sur le bâtiment France Services afin de recevoir les courriers de ses usagers

AR Prefecture
006-200039857-20250203-DP2025_018-AU
Reçu le 06/02/2025
Publié le 06/02/2025

L'opérateur partenaire s'engage vis-à-vis du public à :

- Accompagner les usagers à l'utilisation des services en ligne ;
- Accompagner les usagers dans leurs démarches administratives ;
- Mettre en relation les usagers avec l'opérateur adéquat ;
- Apporter les réponses deuxième niveau et plus ;
- Orienter vers sa propre structure en cas de situation complexe ;
- Faire respecter les normes de santé publique en vigueur par le public qu'il reçoit et par son personnel.

ARTICLE 3 : DEFINITIONS DE LA MISSION DE L'OPERATEUR PARTENAIRE

ARTICLE 3.1 MISSIONS

L'opérateur partenaire assurera les missions et prestations suivantes au service du public :

- Accueillir et informer des porteurs de projet qui souhaitent développer une activité professionnelle
- Aider les entrepreneurs de MOSAÏQUE à utiliser les outils en ligne (comptabilité, gestion…)

ARTICLE 3.2 OBJECTIFS DE L'OPERATEUR PARTENAIRE

Les objectifs de l'opérateur partenaire sont les suivants :

- Domicilier un établissement complémentaire agricole dans le 06 en utilisant l'adresse de la FS des Monts d'Azur pour étendre son champ d'intervention dans les Alpes-Maritimes
- Contribuer au développement dans le département 06 et notamment dans le Pays de Grasse de l'entreprenariat dans un environnement collectif qui permet de sécuriser des projets.

ARTICLE 3.3 PERMANENCE

L'opérateur s'engage à être présent au sein de la France Services des Monts d'Azur un jeudi tous les trois mois de 11h à 16h.

Les horaires d'ouverture au public sont susceptibles d'être modifiés afin de répondre au mieux aux besoins des usagers. Ces modifications se feront par le biais d'un avenant.

Le gestionnaire de la France Services des Monts d'Azur, et plus particulièrement le service développement social des territoires et prévention de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse assure la coordination de l'occupation des locaux et décide en dernier lieu des conditions notamment de dates et horaires d'occupation.

En outre, si les jours et heures prévues pour les permanences des associations devaient être modifiés ou supprimés de manière exceptionnelle, l'opérateur partenaire sera prévenue 48 heures au préalable, au plus tard.

AR Prefecture
006-200039857-20250203-DP2025_018-AU
Reçu le 06/02/2025
Publié le 06/02/2025

Article 4 : MODALITES DE MISE A DISPOSITION DES LOCAUX

Article 4.1 LOCALISATION DE L'ESPACE FRANCE SERVICES DES MONTS D'AZUR

La France Services des Monts d'Azur est située 344 Avenue des Hôtels, 06850 Saint-Auban.

Article 4.2 DESIGNATION DU LOCAL

Afin d'assurer les missions et les objectifs définis dans l'article 3, le gestionnaire de l'Espace France Services des Monts d'Azur met à la disposition de l'opérateur partenaire, le local suivant :

- Le partenaire sera accueilli dans l'un des bureaux disponibles de la France Services

En cas de modification des locaux énumérés ci-dessus, un avenant à la présente convention sera rédigé.

Article 4.3 CONDITIONS D'OCCUPATION DES LOCAUX

La présente convention est consentie et acceptée aux conditions suivantes :

- L'opérateur partenaire s'engage à n'exercer dans les locaux que les activités prévues à l'article 3 et fait son affaire personnelle de toutes autorisations administratives ou autres qui pourraient être nécessaires à l'exercice de ses activités.
- L'opérateur partenaire ne fera aucune démolition, aucun percement de murs ou de cloison etc., sans le consentement exprès et par écrit au Gestionnaire.
- A la fin de la convention, les locaux seront laissés en bon état d'entretien, et l'opérateur partenaire pourra récupérer le matériel lui appartenant.
- L'opérateur partenaire s'engage à ne pas sous louer les locaux mis à disposition.
- Pour tous les cas non prévus, à la présente convention, l'opérateur partenaire et le gestionnaire se réfèrent aux dispositions législatives, réglementaires et aux usages locaux en la matière.
- L'opérateur partenaire sera responsable pendant ses temps de permanence du comportement et de la bonne tenue des utilisateurs des lieux.
- Un jeu de clefs de l'espace mis à disposition sera fourni par le gestionnaire à l'opérateur partenaire.
- L'opérateur partenaire sera responsable de l'ouverture et de la fermeture des locaux, les jours de ses permanences, hors mairie annexe.

Article 4.4 : LOYER ET CHARGES

La mise à disposition est consentie à titre gratuit. Les abonnements et consommation d'eau et d'électricité seront à la charge de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse.

L'opérateur partenaire a la charge de ses propres consommables : ramettes papiers, petits matériels de bureau, matériels EPI sanitaires (équipements de protection individuelle).

Article 5 : ASSURANCES ET DOMMAGES

L'opérateur partenaire s'engage à souscrire auprès d'une compagnie d'assurances, notoirement solvable, une assurance couvrant sa responsabilité civile et les dommages pouvant résulter des activités qu'elle organise dans le local. L'assurance devra couvrir notamment la dégradation et le vol du matériel utilisé et stocké dans le local.

AR Prefecture
006-200039857-20250203-DP2025_018-AU
Reçu le 06/02/2025
Publié le 06/02/2025

Le gestionnaire de la France Services des Monts d'Azur décline toute responsabilité pour tous les vols qui pourraient être commis dans le local pour la durée de la mise à disposition.

Article 6 : RESPONSABILITE

L'opérateur partenaire s'engage à :

- Garantir l'ensemble des dommages qui pourraient intervenir lors de l'occupation des locaux et qui lui seraient imputables.
- Faire respecter par son personnel toutes les règles sanitaires, de santé publique en vigueur.

Le local est sous la responsabilité du gestionnaire de la France Services des Monts d'Azur. Le gestionnaire s'engage également à ce que tout bénéficiaire de l'offre de services de Frances Services respecte les règles sanitaires, de santé publique en vigueur lorsqu'il pénètre dans la France Services des Monts d'Azur.

Article 7 : COMMUNICATION ET PUBLICITE

La communication concernant la France Services des Monts d'Azur reste du ressort du Gestionnaire. Aucune communication concernant cet espace ne saurait être effectuée sans l'accord de celui-ci.

En outre, le Gestionnaire de la France Services des Monts d'Azur s'engage à faire figurer le logo de l'opérateur partenaire sur les documents ayant pour objet les actions réalisées au sein de la France Services des Monts d'Azur en partenariat avec lui.

De manière générale, toute communication réalisée par l'une des parties ne doit en aucun cas déprécier, dévaloriser et/ou modifier l'image de marque des autres parties. Chaque partie pourra se prévaloir de l'existence du partenariat dans sa communication interne.

Aucune démarche commerciale proactive n'est tolérée de la part des partenaires à l'égard du public utilisant les services de « France services ».

Article 8 : DUREE ET RENOUVELLEMENT DE LA CONVENTION

La convention prend effet à compter de la signature des présentes, la présente convention est consentie et acceptée pour une durée d'une année, renouvelable pour une même durée par tacite reconduction à compter de la date de prise d'effet susmentionnée. Cependant, la durée totale de la présente convention ne pourra excéder 3 ans ou ne pourra aller au-delà de l'accord cadre national sauf reconduction de celui-ci.

Article 9 : RUPTURE DE LA CONVENTION

La convention pourra être résiliée par l'une ou l'autre des parties par courrier avec accusé réception moyennant un préavis d'un mois.

Article 10 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toutes modifications de la présente convention, définies d'un commun accord entre les parties, feront l'objet d'un avenant.

AR Prefecture
006-200039857-20250203-DP2025_018-AU
Reçu le 06/02/2025
Publié le 06/02/2025

Article 11 : ATTRIBUTION DE JURIDICTION

En cas de litige né de l'interprétation et/ou de l'exécution de la convention, les parties font leurs meilleurs efforts pour aboutir à un accord amiable conforme à l'esprit partenarial de leurs relations.
A défaut, tout litige est soumis aux tribunaux compétents.

Annexes :

- **Annexe 1 :** Convention France Services des Alpes-Maritimes signée le 18 février 2020
- **Annexe 2 :** La Charte nationale d'engagement
- **Annexe 3 :** Accord cadre national des France Services
- **Annexe 4 :** Tableau de bord

Fait à Grasse, le
en deux exemplaires originaux

Pour la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse	**Pour la Coopérative d'Activité et d'Emploi MOSAÏQUE,**
Le Président,	Co-gérants,
Jérôme VIAUD Maire de Grasse Vice-président du Conseil départemental des Alpes-Maritimes	**Marie SPINNATO, Sébastien CORNU**

AR Prefecture
006-200039857-20250203-DP2025_018-AU
Reçu le 06/02/2025
Publié le 06/02/2025

Annexe 4 : Tableau de bord

TABLEAU DE BORD France SERVICES DES MONTS D'AZUR

Date	Partenaires			Usagers			Lien avec la situation sanitaire	
	Occasionnel	Permanent	Type d'action	Commune de provenance de l'usager	Mode de demande présentiel, mail, tel	Type de demande : thématique	oui	non

Service Développement social des territoires et prévention
Communauté d'agglomération du Pays de Grasse

Site : www.paysdegrasse.fr
Mail : fsma@paysdegrasse.fr

AR Prefecture
006-200039857-20250206_DP2025_019-AU
Reçu le 06/02/2025
Publié le 06/02/2025

Pays de Grasse
communauté d'agglomération

REPUBLIQUE FRANÇAISE
DEPARTEMENT
DES ALPES-MARITIMES

DECISION DU PRESIDENT N°DP2025_019

Objet : Convention de mise à disposition d'un local destiné à la collecte des déchets situé dans le centre historique de la commune de Grasse

Le Président de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse

Vu la délibération n° DL2019_212 du 13 décembre 2019 pour l'acquisition d'un local destiné à la collecte des déchets rue Charles Nègre, commune de Grasse ;

Vu la délibération DL2024_001 du 22 février 2024 de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse par laquelle le conseil communautaire a délégué au président certaines de ses attributions conformément à l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;

Considérant que dans le cadre des opérations de renouvellement urbain réalisées par la SPL Pays de Grasse Développement, la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse collabore avec elle sur le fondement de sa compétence en matière de collecte et de traitement des déchets ;

Considérant qu'il est ainsi convenu lorsque cela est possible dans le centre historique de Grasse que des locaux accueillant les conteneurs à poubelle soit créés plutôt que de les laisser en pied d'immeuble sur la voie publique ;

Considérant que pour la réhabilitation de l'ilot Nègre (un ensemble immobilier situé 15 rue Charles Nègre à Grasse, parcelles BE 50, 51, 52, 53, 54, 55 et 56) réalisée par le bailleur social Vilogia (propriétaire de l'ensemble), il a été convenu pour améliorer la gestion des déchets dans le secteur que la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse y acquiert un local destiné à la gestion des déchets ménagers du secteur ;

Considérant que les travaux réalisés selon les prescriptions techniques de la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse sont terminés mais que la signature officielle de l'acte chez le notaire n'a pas encore eu lieu ;

Considérant qu'il a été convenu avec le propriétaire que dans cette attente, la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse puisse dès à présent utiliser le local et qu'une convention de mise à disposition dudit local en définissant les modalités d'utilisation soit pour cela établie ;

DECIDE

Article 1 : La conclusion d'une convention ci-annexée entre la communauté d'agglomération du Pays de Grasse et la société VILOGIA pour la mise à disposition d'un local situé 15 rue Charles Nègre à Grasse (parcelles n° BE 50, 51 52, 53, 54, 55 et 56) ;

AR Prefecture

006-200039857-20250206-DP2025_019-AU
Reçu le 06/02/2025
Publié le 06/02/2025

Article 2 : La convention est conclue à titre gratuit jusqu'à la date de signature de l'acte notarié pour l'acquisition du local par la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse devant intervenir au plus tard le 31 juillet 2025

Fait à Grasse, le 06 février 2025

Le Président,

Jérôme VIAUD
Maire de Grasse
Vice-président du Conseil départemental
des Alpes-Maritimes

AR Prefecture
006-200039857-20250206-DP2025_019-AU
Reçu le 06/02/2025
Publié le 06/02/2025

CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DE LOCAL
_____

ENTRE
LA SOCIETE ANONYME VILOGIA
ET
COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DU PAYS DE GRASSE

AR Prefecture
006-200039857-20250206-DP2025_019-AU
Reçu le 06/02/2025
Publié le 06/02/2025

ENTRE LES SOUSSIGNEES :

La Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse (CAPG) identifiée sous le numéro SIRET 200 039 857 000 12, dont le siège se situe 57 avenue Pierre Sémard 06130 GRASSE et représentée par son Président en exercice, Monsieur Jérôme VIAUD, agissant au nom et pour le compte de ladite Communauté d'Agglomération, habilité à signer la présente en vertu de la DP2025_XXX prise en date du XXXXXXXXXX visée en préfecture de Nice le XXXXXXXX.

Dénommée ci-après, « La CAPG »,
D'une part,

ET :

La société Anonyme VILOGIA SA inscrite au registre du commerce et des sociétés identifiée sous le numéro SIRET 475 680 815 00051 dont le siège social se situe 74 Rue Jean Jaurès à VILLENEUVE D'ASQ (59491) et représenté par Monsieur Philippe JARNO, directeur de territoire adjoint Grand Sud en charge des Alpes Maritimes habilité à signer la présente en vertu de la délégation de pouvoirs en date du 4 mars 2024.

Dénommé ci-après, « Le propriétaire »,

AR Prefecture
006-200039857-20250206-DP2025_019-AU
Reçu le 06/02/2025
Publié le 06/02/2025

Dans le cadre des opérations de renouvellement urbain réalisées par la SPL Pays de Grasse Développement, la CAPG collabore avec elle sur le fondement de sa compétence en matière de collecte et de traitement des déchets. Il est ainsi convenu lorsque cela possible dans le centre historique de Grasse que des locaux accueillant les conteneurs à poubelle soit créés plutôt que de les laisser en pied d'immeuble sur la voie publique.

Pour la réhabilitation de l'ilot Nègre (ensemble immobilier situé 15 rue Charles Nègre à Grasse, parcelles BE 50, 51, 52, 53, 54, 55 et 56) orchestrée par le bailleur social Vilogia (propriétaire de l'ensemble), il a été convenu pour améliorer la gestion des déchets dans le secteur que la CAPG acquiert dans cet ensemble un local destiné aux poubelles du site. Ledit local a été spécialement conçu et aménagé selon les prescriptions des services techniques de la communauté d'agglomération du Pays de Grasse.

Or les travaux ont abouti mais la vente du local par Vilogia à la CAPG n'a pas encore eu lieu. Ainsi dans l'attente de la signature effective de l'acte chez le notaire, il a été convenu que le local soit mis à sa disposition afin qu'il puisse dès à présent être utilisé.

La convention a été signée en date du 7 mars 2024 et conclue jusqu'au 31 décembre 2024.

Celle-ci arrive à échéance, son renouvellement est rendu nécessaire.

La présente convention vise à définir les modalités de mise à disposition du local à la CAPG.

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 : OBJET

L'objet de la présente convention est de définir les modalités de mise à disposition au profit de la CAPG du local, ci-après désigné, appartenant à la société VILOGIA et situé sur la commune de Grasse, 15 Rue Charles Nègre ainsi que les engagements de chacune des parties.

ARTICLE 2 : DESIGNATION DU BIEN/LOCAL MIS A DISPOSITION

La société Vilogia met à la disposition de la CAPG le local suivant lui appartenant:

- Un local à ordure ménagère pour la collecte des déchets de 20,70 m² situé dans un immeuble au 15 rue Charles Nègre à Grasse (parcelles n° BE 50, 51, 52, 53, 54, 55 et 56).

Les plans de situation et des locaux sont joints en annexe.

AR Prefecture
006-200039857-20250206-DP2025_019-AU
Reçu le 06/02/2025
Publié le 06/02/2025

La CAPG déclare parfaitement connaitre les locaux pour les avoir visités avant la signature de la présente convention et s'en déclare satisfaite.

ARTICLE 3 : DESTINATION DU BIEN

Le bien désigné à l'article 2 mis à disposition est destiné uniquement à l'installation de conteneurs à poubelle par la CAPG dans le cadre de sa politique de création de locaux à déchets en pied d'immeuble, limitant ainsi la présence de conteneurs sur la voie publique.

Cf. Etat des lieux de situation annexé à la présente convention.

ARTICLE 4 : ENGAGEMENTS DES PARTIES

4.1 : ENGAGEMENTS DE LA CAPG

La CAPG s'engage à :

- Ne pas affecter les lieux à une autre destination que celle autorisée par la présente en son article 3 ;

- Réaliser le nettoyage, l'entretien et la maintenance des locaux par la CAPG

La CAPG déclare être entièrement responsable de la mise en conformité des travaux d'aménagement et d'installation, selon les prescriptions légales et administratives pouvant s'y rapporter, de manière à ce que le propriétaire ne puisse être inquiété ni recherché à ce sujet.

4.2 : ENGAGEMENTS DU PROPRIETAIRE

Le propriétaire, tout au long de la mise à disposition jusqu'à son acquisition par la CAPG, s'engage à :

- Mettre à disposition de la CAPG le local désigné ci avant ;
- Communiquer à la CAPG toute information qui serait en sa possession, et concernant le bien objet de la présente convention ;
- Ne pas engager d'action qui viendraient empêcher et/ou retarder la vente du présent local au profit de la CAPG;

ARTICLE 5 : MODALITES FINANCIERES

La présente convention est conclue à titre gratuit dans l'attente de l'acquisition à venir du local par la CAPG.

ARTICLE 6 : ETAT DES LIEUX

Etat des lieux de début de mise à disposition

AR Prefecture
006-200039857-20250206-DP2025_019-AU
Reçu le 06/02/2025
Publié le 06/02/2025

Un état des lieux sera établi de manière contradictoire entre les deux parties et annexé à la présente convention.

ARTICLE 7 : RESPONSABILITES – ASSURANCES

La CAPG prendra à sa charge tous les dommages accidentels qui résulteraient de son occupation et/ou de ses interventions, causés par son fait, par les personnes agissant pour son compte ou par ses installations.

Elle en demeurera entièrement responsable.

Elle s'engage à souscrire auprès d'une compagnie d'assurance notoirement solvable une assurance couvrant sa responsabilité civile et les dommages pouvant résulter des activités réalisées dans les locaux mis à sa disposition.

Elle s'engage à fournir à la signature de la présente convention, une attestation dûment établie de son assureur.

ARTICLE 8 : DUREE ET DATE D'EFFET DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter de la date de signature par les parties.

La convention est conclue jusqu'à ce que la vente du présent local soit réalisée au profit de la CAPG, sous forme d'un acte notarié, et au plus tard le 31 juillet 2025. Passé ce délai, la présente convention sera résiliée de plein droit.

ARTICLE 9 : MODIFICATION

Toute modification des termes de la présente convention devra faire l'objet d'un avenant après accord des parties.

La présente convention sera résiliée de plein droit à compter de la date de signature de l'acte notarié de la cession du local au profit de la CAPG.

ARTICLE 10 : CESSION ET SOUS LOCATION

La présente convention est consentie *intuitu personae,* la CAPG ne pourra céder le droit en résultant à qui que ce soit.

ARTICLE 11 : LITIGES

En cas de différend sur l'interprétation ou l'exécution du présent contrat, chaque partie s'efforcera de trouver de bonne foi un accord. La partie souhaitant mettre

AR Prefecture
006-200039857-20250206-DP2025_019-AU
Reçu le 06/02/2025
Publié le 06/02/2025

en œuvre le processus de négociation devra en informer l'autre partie par Lettre Recommandée avec Accusé de Réception (LRAR) en indiquant les éléments du différend.
A défaut d'accord trouvé dans un délai de trois mois à compter de la réception de la LRAR par la partie concernée, le litige sera porté devant les juridictions compétentes.

ARTICLE 12 : ELECTION DE DOMICILE

Pour l'application de la présente convention, les parties déclarent faire élection de domicile en leur adresse respective, tel qu'indiquée en page 1 de la présente convention.

ARTICLE 13 : ANNEXES

- Délégation de pouvoirs de Philippe JARNO
- Plan de situation
- Plan des locaux
- Etat des lieux

Les annexes susmentionnées font partie intégrante de la présente convention.

Fait à GRASSE en 2 exemplaires,
Le

Pour Le Propriétaire, **La société Anonyme d'HLM** **VILOGIA SA**	**Pour la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse,** Le Président,
Philippe JARNO Directeur de Territoire adjoint En charge des Alpes-Maritimes	Jérôme VIAUD Maire de Grasse Vice-président du Conseil départemental des Alpes-Maritimes

AR Prefecture
006-200039857-20250206-DP2025_020-AU
Reçu le 06/02/2025
Publié le 06/02/2025

Pays de Grasse
communauté d'agglomération

REPUBLIQUE FRANÇAISE
DEPARTEMENT
DES ALPES-MARITIMES

DECISION DU PRESIDENT N°DP2025_020

Objet : Avenant n°1 à la convention de mise à disposition de locaux, de services et de biens matériels dans le bâtiment Espace Jacques-Louis LIONS au profit de l'Association Club des Entrepreneurs du Pays de Grasse

Le Président de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse

Vu l'article L.5216-5 du Code général des collectivités territoriales ;

Vu le Code général de la propriété des personnes publiques, et notamment ses articles L.2211-1 et L.2221-1;

Vu la loi du 1er juillet 1901 relative au contrat d'association ;

Vu la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;

Vu la loi n°2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République ;

Vu les statuts en vigueur de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse et notamment sa compétence en matière de développement économique ;

Vu le décret n°2001-495 du 6 juin 2001 relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques pris pour l'application de l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 modifié par l'article 18 de la loi n° 2016-1321 du 7 octobre 2016 et l'arrêté ministériel du 11 octobre 2006 portant fixation des modalités de présentation du compte rendu financier ;

Vu la délibération DL2024_001 du 22 février 2024 de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse par laquelle le conseil communautaire a délégué au président certaines de ses attributions conformément à l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération DL2023_092 du 6 avril 2023 de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse par laquelle le conseil communautaire a approuvé la mise à disposition de locaux, de services et de biens matériels à l'association Club des Entrepreneurs du Pays de Grasse consentie à titre gracieux ;

Considérant que les activités de l'association Club des Entrepreneurs du Pays de Grasse présentent un intérêt public local et qu'ils correspondent à la mise en œuvre de la politique de développement économique exercée par la Communauté d'Agglomération conformément à son champ de compétences ;

Considérant que la convention de mise à disposition de locaux, de services et de biens matériels conclue le 2 mai 2023 entre la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse et le Club des Entrepreneurs du Pays de Grasse prévoit, en son article 13, que toute modification devra faire l'objet d'un avenant ;

Considérant qu'ainsi la décision de modifier les locaux mis à disposition de l'association Club des Entrepreneurs du Pays de Grasse au rez-de-chaussée de l'Espace Jacques-Louis LIONS nécessite la conclusion d'un avenant ;

AR Prefecture

006-200039857-20250206-DP2025_020-AU
Reçu le 06/02/2025
Publié le 06/02/2025

Considérant que la nouvelle répartition de ces espaces figure sur un plan annexé à l'avenant n°1 de la convention.

DECIDE

Article 1 : de signer l'avenant n°1 à la convention du 2 mai 2023 de mise à disposition de locaux au profit de l'association Club des Entrepreneurs du Pays de Grasse au sein de l'Espace Jacques-Louis LIONS afin de modifier les locaux mis à disposition ;

Article 2 : d'ajuster la valorisation prévue à l'article 4 au regard de ces nouveaux locaux mis à disposition ;

Article 3 : de la prise d'effet à compter de la signature de la présente convention.

Fait à Grasse, le 06 février 2025.

Le Président

Jérôme VIAUD
Maire de Grasse
Vice-président du Conseil départemental
des Alpes-Maritimes

AR Prefecture
006-200039857-20250206-DP2025_020-AU
Reçu le 06/02/2025
Publié le 06/02/2025

AVENANT N°1 À LA CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DE LOCAUX, DE SERVICES ET DE BIENS MATERIELS

ENTRE LES SOUSSIGNEES,

La Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse, identifiée sous le numéro SIRET 200 039 857 000 12, dont le siège se trouve 57 avenue Pierre Sémard, 06131 GRASSE cedex et représentée par son Président en exercice, **Monsieur Jérôme VIAUD**, agissant au nom et pour le compte de ladite Communauté d'agglomération en vertu des pouvoirs qui lui sont confiés

Dénommée ci-après **« La CAPG »**

D'une part,

ET

L'Association du Club des Entrepreneurs du Pays de Grasse, association régie par la loi du 1er Juillet 1901, dont le siège social est situé au 57 avenue Pierre Sémard, 06130 Grasse, identifiée sous le numéro de déclaration au journal officiel W061007598 – numéro SIRET 44318632500025 et représentée par sa Présidente en exercice **Madame Charlotte DAEFFLER**, agissant au nom et pour le compte de ladite association en vertu des pouvoirs qui lui sont confiés.

Dénommée ci-après **« L'association »**

D'autre part.

AR Prefecture
006-200039857-20250206-DP2025_020-AU
Reçu le 06/02/2025
Publié le 06/02/2025

Il est convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 : OBJET

L'objet du présent avenant à la convention de mise à disposition de locaux, de services et de biens matériels signée le 2 mai 2023 est de modifier la désignation des locaux et les modalités financières s'y rapportant.

ARTICLE 2 : DESIGNATION DES LOCAUX

Les stipulations de l'article 2 relatif au locaux reproduites ci-après :

« La CAPG met à la disposition de l'association les locaux suivants :

- Deux bureaux situés au RDC de l'espace Jacques-Louis Lions (Cf. annexe plan des locaux) ;
- Une salle de réunion (une fois par semaine) ;
- Une salle de conférence (4 fois par an).

Les sanitaires seront partagés avec les services de la CAPG situés dans le même bâtiment que les locaux mis à la disposition de l'association.

L'association déclare parfaitement connaitre les locaux pour les avoir visités avant la signature de la présente convention et s'en déclare satisfait. »

Sont remplacées par les suivantes :

« La CAPG met à la disposition de l'association les locaux suivants :

- Trois bureaux situés au RDC de l'espace Jacques-Louis Lions (Cf. annexe plan des locaux), soit 41,99 m² au total ;
- Une salle de réunion, disponible sur réservation ;
- Une salle de conférence, disponible sur réservation.

La CAPG met également à disposition de l'association 6 places de stationnement situés sur le parking du siège de la Communauté d'Agglomération, 57 avenue Pierre Sémard 06130 Grasse durant toute la durée de convention.

L'association déclare parfaitement connaitre les locaux pour les avoir visités avant la signature de la présente convention et s'en déclare satisfait. »

ARTICLE 3 : MODALITES FINANCIERES

Les stipulations de l'article 4 relatif aux modalités financières reproduites ci-après :

« La valorisation de la présente mise à disposition est évaluée à 13 680 € HT par an. En raison de la nature des activités de l'association et du fait qu'elle participe directement à la politique de développement économique intercommunale, la CAPG consent la présente mise à disposition à titre gracieux. »

Sont remplacées par les suivantes :

AR Prefecture
006-200039857-20250206-DP2025_020-AU
Reçu le 06/02/2025
Publié le 06/02/2025

« La valorisation de la présente mise à disposition est évaluée à 14 113,20 € HT par an. En raison de la nature des activités de l'association et du fait qu'elle participe directement à la politique de développement économique intercommunale, la CAPG consent la présente mise à disposition à titre gracieux. »

ARTICLE 4 : AUTRES DISPOSITIONS

Toutes les autres clauses de la convention demeurent applicables tant qu'elles ne sont pas contraires aux nouvelles dispositions contenues dans le présent avenant, lesquelles prévalent en cas de contradiction.

ARTICLE 5 : PRISE D'EFFET DU PRESENT AVENANT

Le présent avenant prendra effet à compter de la date de signature par les parties.

ARTICLE 6 : ANNEXE

- Plan de situation des locaux ;

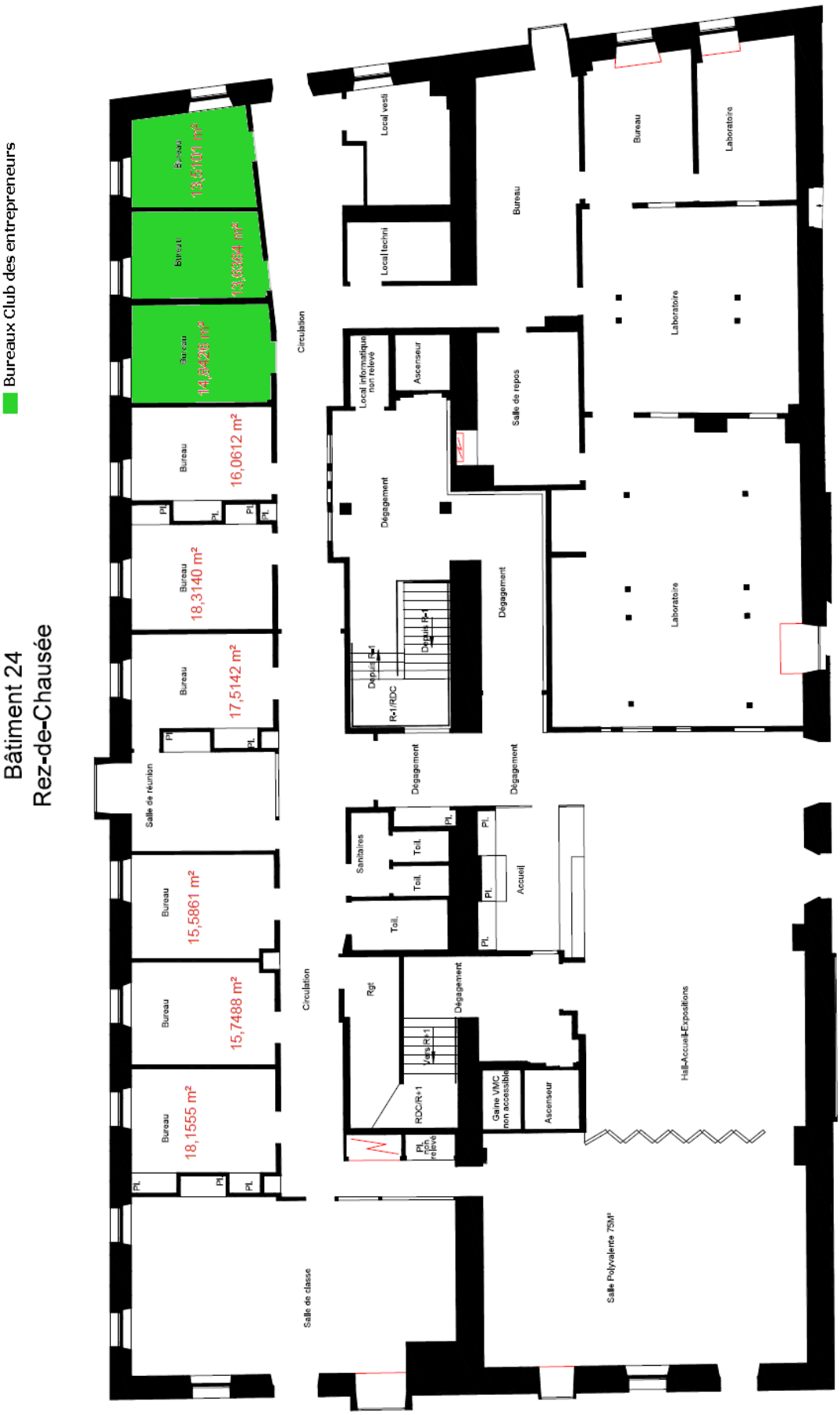
L'annexe susmentionnée fait partie intégrante de la présente convention et lie les parties.

Fait en deux exemplaires à Grasse, le XX/XX/2025.

Pour la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse	**Pour l'Association Club des entrepreneurs du Pays de Grasse**
Le Président,	La Présidente,
Jérôme VIAUD Maire de Grasse Vice-président du Conseil départemental des Alpes-Maritimes	**Charlotte DAEFFLER**

AR Prefecture
006-200039857-20250206-DP2025_020-AU
Reçu le 06/02/2025
Publié le 06/02/2025

ANNEXE



AR Prefecture
006-200039857-20250206-DP2025_021-AU
Reçu le 06/02/2025
Publié le 06/02/2025

Pays de Grasse
communauté d'agglomération

REPUBLIQUE FRANÇAISE
DEPARTEMENT
DES ALPES-MARITIMES

DECISION DU PRESIDENT N°DP2025_021

Objet : Convention d'assistance à titre ponctuel entre la CAPG et la Commune de Mouans-Sartoux relative à l'instruction des demandes d'autorisation d'urbanisme

Le Président de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse

Vu les articles L.5215-27 et L.5216-7-1 du Code général des collectivités territoriales ;

Vu les articles R.422-1 et suivant du Code de l'urbanisme ;

Vu la délibération DL2024_001 du 22 février 2024 de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse par laquelle le conseil communautaire a délégué au président certaines de ses attributions conformément à l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;

Considérant que la Commune de Mouans-Sartoux a sollicité auprès de la CAPG, une assistance ponctuelle en matière d'instruction des autorisations d'urbanisme en raison de l'absence d'un de ses agents ;

Considérant que cette assistance ne compromet pas l'exercice de ses propres missions et dans un souci de solidarité, la CAPG a répondu favorablement à cette demande ;

C'est pourquoi, il convient de formaliser une convention entre la CAPG et la Commune, dont l'objectif est de définir les modalités de fonctionnement relatives à cette assistance ;

DECIDE

Article 1 : La conclusion de la convention d'assistance à titre ponctuel entre la CAPG et la Commune de Mouans-Sartoux relative à l'instruction des demandes d'autorisation d'urbanisme ;

Article 2 : Une convention d'assistance à titre gratuit ;

Article 3 : La durée de la convention est de six mois, renouvelable uniquement sous réserve des possibilités de disponibilités de la CAPG, et après acceptation expresse du Président de CAPG ;

Article 3 : La convention prendra effet à compter de la date de signature des deux parties.

Fait à Grasse, le 06 février 2025

Le Président

Jérôme VIAUD
Maire de Grasse
Vice-président du Conseil départemental
des Alpes-Maritimes

AR Prefecture
006-200039857-20250206-DP2025_021-AU
Reçu le 06/02/2025
Publié le 06/02/2025

CONVENTION D'ASSISTANCE A TITRE PONCTUEL ENTRE LA CAPG ET LA COMMUNE DE MOUANS-SARTOUX INSTRUCTION DES DEMANDES D'AUTORISATIONS D'URBANISME

ENTRE LES SOUSSIGNEES :

La Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse, identifiée sous le numéro SIRET 200 039 857 000 12, dont le siège est situé au 57 avenue Pierre Sémard 06131 GRASSE cedex et représentée par son Président en exercice, Monsieur Jérôme VIAUD, agissant au nom et pour le compte de la dite Communauté d'Agglomération, habilité à signer les présentes en vertu d'une décision du Président n° 2025_ prise en date du 202, visée en Préfecture de Nice le XX XX 2025.

Dénommée ci-après, **« la CAPG »,**

ET

La Commune de MOUANS-SARTOUX dont le siège est situé .....06 MOUANS-SARTOUX, et représentée par son Maire en exercice, Pierre ASCHIERI, agissant au nom et pour le compte de la Commune, habilité à signer les présentes en vertu d'un d'une délibération n° pris en date du 2025.

Dénommée ci-après, **« La Commune »,**

AR Prefecture
006-200039857-20250206-DP2025_021-AU
Reçu le 06/02/2025
Publié le 06/02/2025

PREAMBULE

La Commune de Mouans-Sartoux a sollicité la CAPG pour étudier la possibilité de réaliser à titre ponctuel, une mission d'assistance en matière d'instruction des autorisations d'urbanisme en raison de l'absence d'un agent de la Commune.

Cette assistance ne compromettant pas l'exercice de ses propres missions et dans un souci de solidarité, la CAPG a répondu favorablement à cette demande.

Cette convention passée en application des dispositions L5215-27 et L5216-7-1 du Code général des collectivités territoriales, n'emporte ni mise à disposition, ni transfert d'agent, et constitue au sens de la jurisprudence, une coopération entre personnes publiques.

Il convient donc de formaliser une convention entre la CAPG et la Commune, dont l'objectif est de définir précisément les modalités de fonctionnement relatives à cette assistance.

AINSI, IL EST CONVENU CE QUI SUIT

ARTICLE 1. OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet, dans un souci de bonne organisation et de solidarité, de préciser les conditions et modalités de réalisation de cette mission d'assistance au profit de la Commune qui, tout à la fois :

- Respectent les responsabilités de chacune des parties ;
- Assurent la protection des intérêts communaux et communautaires ;
- Garantissent le respect des droits des administrés.

ARTICLE 2. SERVICE MIS A DISPOSITION

Le service Urbanisme Réglementaire de la CAPG se chargera de :

- L'instruction des permis de construire, permis de démolir et permis
- d'aménager ;
- L'instruction des autorisations de travaux ;
- L'instruction des certificats d'urbanisme opérationnel ;
- La consultation de l'ensemble des services.

ARTICLE 3. ENGAGEMENTS DES PARTIES

La CAPG s'engage à :

- Mettre à la disposition de la Commune, l'expertise et les compétences de son service urbanisme réglementaire nécessaires aux missions d'instruction telles que définies dans l'article 2.

- Tenir à jour un état des réalisations des missions effectuées par le service dans le cadre de cette assistance

AR Prefecture
006-200039857-20250206-DP2025_021-AU
Reçu le 06/02/2025
Publié le 06/02/2025

- Signaler toutes problématiques/difficultés en lien avec l'organisation de cette mission telle que précisée dans l'article 2

La Commune s'engage à :

- Fournir tous les éléments d'accessibilité d'informations nécessaires à cette mission d'assistance

- Respecter les modalités de fonctionnement convenues relatives à l'instruction des demandes d'autorisation d'urbanisme ainsi que les délais

- Signaler toutes problématiques/difficultés en lien avec l'organisation de cette mission

ARTICLE 4. MODALITES DE MISE EN ŒUVRE

La mission d'assistance sera réalisée par les agents dédiés par la CAPG à la Commune, sous l'encadrement du Responsable du Service Urbanisme Règlementaire.

Ils assureront la mission de conseil des agents en matière d'urbanisme et de renseignements en droit des sols.

Les agents disposeront de tous les moyens nécessaires à l'exécution de leur mission.

ARTICLE 5. CONDITIONS FINANCIÈRES

Il est convenu et accepté par les deux parties que ce service sera assuré gratuitement.

La commune et la CAPG assument les charges de fonctionnement liées à leurs obligations respectives.

La CAPG assure la maintenance et la mise à jour des logiciels de gestion du droit des sols.

La commune a la charge de son équipement en matériel informatique adapté et de la liaison haut débit entre la CAPG et la commune.

ARTICLE 6. ENTREE EN VIGUEUR

La présente convention est conclue à compter de la signature de la convention des deux parties.

ARTICLE 7. DUREE

La présente convention est conclue pour une durée temporaire de six mois.

ARTICLE 8. RENOUVELLEMENT

PROJET

AR Prefecture
006-200039857-20250206-DP2025_021-AU
Reçu le 06/02/2025
Publié le 06/02/2025

La convention pourra être renouvelée pour une durée identique, uniquement sous réserve des possibilités de disponibilités de la CAPG, et après acceptation expresse du Président de la CAPG.

Dans ce cas, la commune devra faire connaitre de son intention de renouvellement par courrier dans les plus brefs délais avant le terme de la présente convention, afin que la CAPG puisse déterminer sa faisabilité (bilan et estimation de la charge supplémentaire absorbable) et formuler son acceptation ou refus.

ARTICLE 9. MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toutes modifications des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, définies d'un commun accord entre les parties, donnera lieu à l'établissement d'un avenant.

ARTICLE 10. RESILIATION

Chaque partie pourra, de manière unilatérale et quel qu'en soit le motif, résilier la présente convention. La partie souhaitant résilier la présente convention doit en informer l'autre partie par simple notification écrite.

La résiliation prendra effet de manière immédiate à compter de sa notification écrite adressée à la partie concernée.

La résiliation ne donnera lieu à aucune indemnité de la part de l'une ou de l'autre des parties.

ARTICLE 11. LITIGES

En cas de différents sur l'interprétation ou l'exécution des présentes, chaque partie s'efforcera de trouver de bonne foi un accord. A défaut les litiges seront portés devant le Tribunal Administratif de Nice.

Fait à Grasse, le

Pour la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse	**Pour la Commune de MOUANS-SARTOUX**
Le président **Jérôme VIAUD** Maire de Grasse Vice- président du Conseil départemental	Le Maire **Pierre ASCHIERI**

AR Prefecture
006-200039857-20250206-DP2025_021-AU
Reçu le 06/02/2025
Publié le 06/02/2025

PROJET

AR Prefecture
006-200039857-20250210-DP2025_022-AU
Reçu le 13/02/2025
Publié le 13/02/2025

Pays de Grasse
communauté d'agglomération

REPUBLIQUE FRANÇAISE
DEPARTEMENT
DES ALPES-MARITIMES

DECISION DU PRESIDENT
N°DP2025_022

Objet : Avenant à la Convention de mise à disposition de la piscine intercommunale de Grasse « Harjès » entre la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse (CAPG) et l'association « Le club sportif de la Gendarmerie ».

Le Président de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération DL2024_001 du 22 février 2024 de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse par laquelle le conseil communautaire a délégué au président certaines de ses attributions conformément à l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération DL2024_201 du conseil communautaire du Pays de Grasse en date du jeudi 12 décembre 2024 relative à la réactualisation de l'intérêt communautaire en matière d'action sociale ;

Considérant qu'une convention pour la mise à disposition de la piscine Harjès entre la CAPG et l'association « Club Sportif et Loisirs de la Gendarmerie de Grasse » a été conclue pour l'année scolaire 2024/2025 afin que l'association puisse y dispenser des cours au profit de leur adhérents et leur sportifs militaires ;

Considérant que cette convention prévoit les modalités et les conditions d'utilisation des équipements mis à disposition ainsi que les obligations respectives de chacune des parties ;

Considérant qu'il convient cependant d'y apporter certaines modifications et/ou précisions notamment en termes d'horaire et d'accès à l'équipement mais également concernant la durée de la convention telle que prévue initialement ;

DECIDE

Article 1 : La signature d'un avenant à la convention initiale conclue au profit de l'Association « Le club sportif de la Gendarmerie » dans le cadre de ses entraînements dispensés aux licenciés et tel que joint en annexe ;

Article 2 : la modification de l'article 11 et de l'annexe 1 à la convention initiale ;

Article 3 : L'avenant prend effet à compter de sa date de signature par chacune des parties pour la durée restante de la convention.

Fait à Grasse, le 10 février 2025

Le Président,

Pays de Grasse communauté d'agglomération

Jérôme VIAUD
Maire de Grasse
Vice-président du Conseil départemental
des Alpes-Maritimes

AR Prefecture
006-200039857-20250210-DP2025_022-AU
Reçu le 13/02/2025
Publié le 13/02/2025

AVENANT
A LA CONVENTION DE MISE A DISPOSITION
DE LA PISCINE HARJES ENTRE
LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DU PAYS DE GRASSE
ET
Le **CLUB SPORTIF ET LOISIRS DE LA GENDARMERIE DE GRASSE**

ENTRE LES SOUSSIGNEES :

La Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse, identifiée sous le numéro SIRET 200 039 857 000 12, dont le siège se trouve 57 avenue Pierre Sémard 06130 GRASSE et représentée par son Président en exercice, Monsieur Jérôme VIAUD, agissant au nom et pour le compte de ladite Communauté d'Agglomération, habilité à signer les présentes en vertu de……prise en date du……et visée en Préfecture de Nice ……

Dénommée ci-après, « La CAPG »,

ET :

Le **CLUB SPORTIF ET LOISIRS DE LA GENDARMERIE DE GRASSE**, déclarée au journal officiel en date du 28/09/2007, sous le **Siret 509 342 549 00011** dont le siège social est situé Caserne Saint-Claude, 11 chemin des Gardes - 06130 Grasse et représentée par son président, Monsieur LETORT Anthony en vertu des statuts de l'association.

Dénommée ci-après, « L'association »,

AR Prefecture
006-200039857-20250210-DP2025_022-AU
Reçu le 13/02/2025
Publié le 13/02/2025

PREAMBULE

Une convention pour le renouvellement de la mise à disposition de la piscine Harjès a été conclue pour l'année scolaire 2024/2025 entre la communauté d'agglomération du Pays de Grasse et le Club Sportif et Loisirs de la Gendarmerie de Grasse.
Il convient cependant d'y apporter certaines modifications et/ou précisions notamment en terme d'horaire et d'accès à l'équipement mais également concernant la durée de la convention telle que prévue initialement. Un avenant à la convention doit donc être établi.

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 : Objet de l'avenant

Le présent avenant a pour objet :
- de préciser la durée de la convention telle que prévue à l'article 11 de la convention ;
- de modifier l'annexe 1 de la convention initiale relatif à la mise à disposition de la piscine Harjes entre la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse et le Club Sportif et de Loisirs de la Gendarmerie de Grasse concernant les créneaux horaires de mise à disposition et l'accès à l'équipement.

ARTICLE 2 : Modification de l'alinéa 2 de l'article 11 « prise d'effet et durée »

Les stipulations de l'alinéa 2 de l'article 11 relatives à la prise d'effet et durée reproduites ci-après :

« La présente convention est conclue pour l'année scolaire 2024/2025, son renouvellement pour les années suivantes s'effectuera ainsi à compter de la date de chaque nouvelle rentrée scolaire sauf dénonciation expresse adressée trois mois à l'avance, par l'une des parties par lettre recommandée avec avis de réception. »

sont remplacées par celles-ci :

« La présente convention est consentie et acceptée pour l'année scolaire 2024/2025. Son renouvellement devra faire l'objet d'une nouvelle convention à la rentrée scolaire suivante selon la volonté des parties. »

AR Prefecture
006-200039857-20250210-DP2025_022-AU
Reçu le 13/02/2025
Publié le 13/02/2025

ARTICLE 3 : Modification de l'Annexe 1

Les stipulations de l'annexe 1 relatives aux créneaux horaires de la convention initiale reproduites ci-après :

Créneaux horaires 2024 – 2025
CLUB SPORTIF ET LOISIRS DE GENDARMERIE DE GRASSE

Période scolaire :

Lundi	7h00 à 8h00	
Mercredi	7h00 à 8h00	2 lignes d'eau
Vendredi	7h00 à 8h00	2 lignes d'eau

sont remplacées par celles-ci :

Créneaux horaires 2024 – 2025
CLUB SPORTIF ET LOISIRS DE GENDARMERIE DE GRASSE

Période scolaire :

Lundi	6h30 à 8h00	
Mercredi	6h30 à 8h00	2 lignes d'eau
Vendredi	6h30 à 8h00	2 lignes d'eau

Lorsque les entrainements correspondent aux horaires d'ouverture au public, les membres du Club accèdent gratuitement à l'équipement sur présentation de leur carte de licencié et après vérification que leur nom figure effectivement sur la liste des membres du club qui aura été transmise au service sport de la CAPG.

Article 4 : Dispositions diverses

Toutes les autres clauses de la convention initiale demeurent applicables tant qu'elles ne sont pas contraires aux nouvelles dispositions contenues dans le présent avenant, lesquelles prévalent en cas de contradiction.

AR Prefecture
006-200039857-20250210-DP2025_022-AU
Reçu le 13/02/2025
Publié le 13/02/2025

Article 5 : Prise d'effet du présent avenant

Le présent avenant prend effet à compter de la date de signature par les parties du présent avenant.

Fait à Grasse, le……..2025

En deux exemplaires,

Pour la Communauté d'Agglomération du Pays Grasse
Le Président,

57, avenue Pierre Semard - BP 91015 - 06131 Grasse cedex

Jérôme VIAUD
Maire de Grasse,
Vice-président du Conseil Général des Alpes Maritimes

Pour le Club Sportif et Loisir de Gendarmerie de Grasse
Le Président,

Anthony LETORT

AR Prefecture
006-200039857-20250210-DP2025_023-AU
Reçu le 13/02/2025
Publié le 13/02/2025

Pays de Grasse
communauté d'agglomération

REPUBLIQUE FRANÇAISE
DEPARTEMENT
DES ALPES-MARITIMES

DECISION DU PRESIDENT N°DP2025_023

Objet : Avenant à la Convention de mise à disposition de la piscine intercommunale de Grasse « Harjès » entre la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse (CAPG) et l'association « Le Triathlon du Pays de Grasse »».

Le Président de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération DL2024_001 du 22 février 2024 de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse par laquelle le conseil communautaire a délégué au président certaines de ses attributions conformément à l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération DL2024_201 du conseil communautaire du Pays de Grasse en date du jeudi 12 décembre 2024 relative à la réactualisation de l'intérêt communautaire en matière d'action sociale ;

Considérant qu'une convention pour la mise à disposition de la piscine Harjès entre la CAPG et l'association « Le Triathlon du Pays de Grasse » a été conclue pour l'année scolaire 2024/2025 afin que l'association puisse y dispenser des cours au profit de leur adhérents ;

Considérant que cette convention prévoit les modalités et les conditions d'utilisation des équipements mis à disposition ainsi que les obligations respectives de chacune des parties ;

Considérant qu'il convient cependant d'y apporter certaines modifications et/ou précisions notamment en termes d'horaire et d'accès à l'équipement mais également concernant la durée de la convention telle que prévue initialement ;

DECIDE

Article 1 : La signature d'un avenant à la convention initiale conclue au profit de l'Association « Le Triathlon du Pays de Grasse » dans le cadre de ses entraînements dispensés aux licenciés et tel que joint en annexe ;

Article 2 : la modification de l'article 11 et de l'annexe 1 à la convention initiale ;

Article 3 : L'avenant prend effet à compter de sa date de signature par chacune des parties pour la durée restante de la convention.

Fait à Grasse, le 10 février 2025

Le Président

Pays de Grasse communauté d'agglomération

Jérôme VIAUD
Maire de Grasse
Vice-président du Conseil départemental
des Alpes-Maritimes

AR Prefecture
006-200039857-20250210-DP2025_023-AU
Reçu le 13/02/2025
Publié le 13/02/2025

AVENANT
A LA CONVENTION DE MISE A DISPOSITION
DE LA PISCINE HARJES ENTRE
LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DU PAYS DE GRASSE
ET
Le **TRIATHLON DU PAYS DE GRASSE**

ENTRE LES SOUSSIGNEES :

La Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse, identifiée sous le numéro SIRET 200 039 857 000 12, dont le siège se trouve 57 avenue Pierre Sémard 06130 GRASSE et représentée par son Président en exercice, Monsieur Jérôme VIAUD, agissant au nom et pour le compte de ladite Communauté d'Agglomération, habilité à signer les présentes en vertu de ……. prises en date du …… et visée en Préfecture de Nice ……

Dénommée ci-après, « La CAPG »,

ET :

L'association dénommée **Triathlon du Pays Grassois**, déclarée au journal officiel en date du 01/08/2023, sous le numéro de SIRET 449 679 489 00020 dont le siège social est situé au 81 chemin des poissonniers 06130 Grasse et représentée conformément à ses statuts par son président Monsieur Arlindo TAVARES.

Dénommée ci-après, « L'association »,

AR Prefecture
006-200039857-20250210-DP2025_023-AU
Reçu le 13/02/2025
Publié le 13/02/2025

PREAMBULE

Une convention pour le renouvellement de la mise à disposition de la piscine Harjès a été conclue pour l'année scolaire 2024/2025 entre la communauté d'agglomération du Pays de Grasse et l'association du Triathlon du Pays Grassois.
Il convient cependant d'y apporter certaines modifications et/ou précisions notamment en terme d'horaire et d'accès à l'équipement mais également concernant la durée de la convention telle que prévue initialement. Un avenant à la convention doit donc être établi.

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 : Objet de l'avenant

Le présent avenant a pour objet :
- de préciser la durée de la convention telle que prévue à l'article 11 de la convention ;
- de modifier l'annexe 1 de la convention initiale relatif à la mise à disposition de la piscine Harjes entre la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse et l'association du Triathlon du Pays Grassois concernant les créneaux horaires de mise à disposition et l'accès à l'équipement.

ARTICLE 2 : Modification de l'alinéa 2 de l'article 11 « prise d'effet et durée »

Les stipulations de l'alinéa 2 de l'article 11 relatives à la prise d'effet et durée reproduites ci-après :

« *La présente convention est conclue pour l'année scolaire 2024/2025, son renouvellement pour les années suivantes s'effectuera ainsi à compter de la date de chaque nouvelle rentrée scolaire sauf dénonciation expresse adressée trois mois à l'avance, par l'une des parties par lettre recommandée avec avis de réception.* »

sont remplacées par celles-ci :

« La présente convention est consentie et acceptée pour l'année scolaire 2024/2025. Son renouvellement devra faire l'objet d'une nouvelle convention à la rentrée scolaire suivante selon la volonté des parties .»

ARTICLE 3 : Modification de l'Annexe 1

Les stipulations de l'annexe 1 relatives aux créneaux horaires de la convention initiale reproduites ci-après :

Créneaux horaires 2024 – 2025
Triathlon du Pays Grassois

AR Prefecture
006-200039857-20250210-DP2025_023-AU
Reçu le 13/02/2025
Publié le 13/02/2025

Période scolaire :

Mercredi	7h00 à 8h00
Vendredi	7h00 à 8h00
Samedi matin	7h00 à 8h15,

Aux heures d'ouvertures publics ci-dessous (sans réservation de ligne) d'eau et sur présentation de la **carte d'adhérent**.

Jours	Période scolaire
Lundi	12h00 -13h30
Mardi	7h00 - 8h15 12h00 - 13h30 17h00 - 18h45
Mercredi	12h00 – 13h30
Jeudi	7h00 - 8h15 12h00 - 13h30 17h00 - 18h45
Vendredi	12h00 -13h30 17h00 - 18h45
Samedi	12h00 -17h45
Dimanche	8h00 -12h30

sont remplacées par celles-ci :

Créneaux horaires 2024 – 2025
Triathlon du Pays Grassois

Période scolaire :

Lundi	19h00 à 20h00	1 ligne d'eau
Mercredi	6h30 à 8h00	2 lignes d'eau
	21h00 à 22h00	1 ligne d'eau
Jeudi	19h00 à 20h00	3 lignes d'eau
Vendredi	6h30 à 8h00	2 lignes d'eau
Samedi matin	7h00 à 8h15	2 lignes d'eau

Aux heures d'ouvertures publics ci-dessous (sans réservation de ligne d'eau) étant précisé que lorsque les entrainements ont lieu à ces heures, les membres de l'association peuvent accéder gratuitement à l'équipement sur présentation de leur carte de licencié et après vérification que leur nom figure effectivement sur la liste des membres du club qui aura été transmise au service sport de la CAPG.

AR Prefecture
006-200039857-20250210-DP2025_023-AU
Reçu le 13/02/2025
Publié le 13/02/2025

Jours	Période scolaire
Lundi	12h00 -13h30
Mardi	7h00 - 8h15 12h00 - 13h30 17h00 - 18h45
Mercredi	12h00 – 13h30
Jeudi	7h00 - 8h15 12h00 - 13h30 17h00 - 18h45
Vendredi	12h00 -13h30 17h00 - 18h45
Samedi	12h00 -17h45
Dimanche	8h00 -12h30

Article 4 : Dispositions diverses

Toutes les autres clauses de la convention initiale demeurent applicables tant qu'elles ne sont pas contraires aux nouvelles dispositions contenues dans le présent avenant, lesquelles prévalent en cas de contradiction.

Article 5 : Prise d'effet du présent avenant

Le présent avenant prend effet à compter de la date de signature par les parties du présent avenant.

Fait à Grasse, le

En deux exemplaires,

Pour la Communauté d'Agglomération du Pays Grasse
Le Président,

Jérôme VIAUD
Maire de Grasse,
Vice-président du Conseil Général
des Alpes Maritimes

Pour le Triathlon du Pays de Grasse
Le Président,

Arlindo TAVARES

AR Prefecture
006-200039857-20250211-DP2025_024-AU
Reçu le 18/02/2025
Publié le 18/02/2025

Pays de Grasse
communauté d'agglomération

REPUBLIQUE FRANÇAISE
DEPARTEMENT
DES ALPES-MARITIMES

DECISION DU PRESIDENT N°DP2025_024

Annule et remplace la décision DP 2024_136

Objet : Signature d'une convention de partenariat entre le collège Paul Arène de Peymeinade et la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse

Le Président de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse

Vu la délibération DL2024_001 du 22 février 2024 de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse par laquelle le conseil communautaire a délégué au président certaines de ses attributions conformément à l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération DL2024_201 du conseil communautaire du Pays de Grasse en date du jeudi 12 décembre 2024 relative à la réactualisation de l'intérêt communautaire en matière d'action sociale ;

Considérant que dans le cadre de sa compétence optionnelle « action sociale », la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse organise sur les temps périscolaires en partie et tout au long de l'année, l'accueil de loisirs des adolescents de son territoire en proposant des activités sportives, culturelles, artistiques ou ludiques ;

Considérant qu'elle a pour cela mis en place sur plusieurs communes du territoire dont Peymeinade, le « local Ados », un dispositif d'accueil géré par son service Jeunesse et Sports ;

Considérant qu'à ce titre, une convention a été signée en 2022 entre le collège Paul Arène situé à Peymeinade et la CAPG pour permettre à son service Jeunesse et Sports, sur le temps de la pause méridienne, d'intervenir directement auprès des collégiens au sein même de l'établissement ;

Considérant que la convention de partenariat étant arrivée à son terme, il convient de conclure une nouvelle convention entre le collège Paul Arène et la communauté d'agglomération du Pays de Grasse ;

DECIDE

Article 1 : D'une convention de partenariat entre le collège Paul Arène et la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse, jointe en annexe ;

Article 2 : La convention est conclue à titre gratuite pour une durée d'un an à compter de la date de signature, renouvelable 3 fois pour une durée maximale de quatre ans.

Fait à Grasse, le 11 février 2025

Le Président,

Pays de Grasse communauté d'agglomération

Jérôme VIAUD
Maire de Grasse
Vice-président du Conseil départemental
des Alpes-Maritimes

AR Prefecture
006-200039857-20250211-DP2025_024-AU
Reçu le 13/02/2025
Publié le 14/02/2025

CONVENTION DE PARTENARIAT

Entre

La Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse

&

Le Collège Paul Arène

Entre des soussignés :

- **La Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse** d'une part (dénommée ci-après CAPG) identifiée sous le numéro de Siret 200 039 857 000 12 dont le siège social se situe 57, avenue Pierre Sémard 06130 Grasse et représentée par son Président Jérôme Viaud, agissant au nom de ladite Communauté d'Agglomération, habilité à signer la présente en vertu de la DP2025_*** prise en date du ******* visée en préfecture de Nice le ********.

et

- **Le Collège Paul Arène**, d'autre part, établissement public local d'enseignement immatriculé sous le SIREN 190616813, situé 23 chemin du stade 06530 Peymeinade et représenté par Mme Martine COMBE, agissant en qualité de Principal et habilité à signer la présente en vertu de la délibération **** de son conseil d'administration en date du *****.

AR Prefecture
006-200053857-20250211-DP2025_024-AU
Reçu le 13/02/2025
Publié le 13/02/2025

Préambule :

La circulaire du ministre de l'Education Nationale n°2008-454 en date du 5 juin 2008 généralise « L'accompagnement pédagogique et éducatif » hors temps scolaire au bénéfice de tous les collégiens et précise que le projet d'accompagnement éducatif est intégré au projet d'établissement.

Dans le cadre de sa compétence optionnelle « action sociale », la CAPG gère les temps périscolaires de l'enfant et de l'adolescent et intervient ainsi en complément du système éducatif.
A ce titre, la CAPG organise en partie et tout au long de l'année, l'accueil des adolescents de son territoire en proposant des activités sportives, culturelles, artistiques ou ludiques dans le cadre de son dispositif d'accueil « Local ados » géré par son service Jeunesse et Sports, après avoir eu l'accord du conseil d'administration.

La CAPG interviendra sur la pause méridienne à raison de 2 fois par semaine, selon un planning établi en concertation avec la principale du collège.

Par ailleurs, la CAPG pourra, avec l'accord du chef d'établissement, intervenir ponctuellement les mercredis après-midi.

Il est convenu ce qui suit :

Article 1 : objet de la convention

Cette convention vise à définir les modalités de collaboration entre le service jeunesse de la CAPG et le collège Paul Arène.

Durant l'année scolaire 2024-2025, « le LOCAL ADOS de la CAPG », offre une prise en charge des élèves du collège Paul Arène afin de leur proposer des activités notamment durant la pause méridienne.

Article 2 : engagement des parties

Durant la mise en œuvre de cette convention la CAPG s'engage à :

- Accueillir les enfants dans les conditions d'encadrement prévues par le service départemental de la Jeunesse, de l'engagement et du sport,
- Diffuser l'ensemble des informations nécessaires au bon fonctionnement des activités,
- Encadrer les collégiens avec du personnel qualifié,
- Assurer un lien entre son service jeunesse et le collège Paul Arène
- Demander au collège Paul Arène la mise à disposition des équipements nécessaires à la réalisation du projet

AR Prefecture
006-200073857-20250211-DP2025_024-AU
Reçu le 13/02/2025
Publié le 13/02/2025

Durant la mise en œuvre de cette convention le collège Paul Arène s'engage à :

- Faire le lien entre la CAPG et les élèves du collège
- Mettre à disposition les équipements nécessaires dont il dispose pour la réalisation projet

Article 3 : Modalités d'accueil

Un planning sera défini à l'avance par l'équipe d'animation en concertation avec le Chef d'établissement et les adolescents en fonction des périodes et de la saison.

La capacité d'accueil peut varier en fonction du nombre d'intervenants qui encadrent l'activité.
Un ou deux animateurs au minimum encadrent les adolescents selon le type de l'activité proposée.

Si le nombre de place est limité, cela sera indiqué dans les plannings d'activité.

La CAPG interviendra selon Le créneau suivant :

- De 11h15 à 13h15 les lundis, mardis, jeudi et vendredi.

L'accueil des adolescents sur lesdits créneaux se fera au bénéfice exclusif des collégiens de l'établissement.

Article 4 : Modalités d'inscription et financière

Les jeunes souhaitant participer aux activités proposées devront se signaler à la vie scolaire et s'engagent à être assidus.

La présente convention est consentie à titre gratuit cependant, avec l'accord du chef d'établissement et selon les projets le collège pourra participer financièrement à l'achat de petit matériel.

Article 5 : Responsabilité

Durant l'activité, la CAPG intervient sous la responsabilité du chef d'établissement. S'il advenait un accident, l'établissement prendra toutes les mesures nécessaires.

Article 6 : Assurance

Chacune des parties à la présente convention s'engage à souscrire auprès d'une compagnie d'assurance notoirement solvable une assurance couvrant sa responsabilité civile et les dommages pouvant intervenir au cours des activités objets de la présente convention.

Article 7 : Durée et renouvellement

La présente convention prend effet à la date de sa signature et pour une durée d'un an, soit sur l'année scolaire 2024-2025, renouvelable trois fois par tacite reconduction.

AR Prefecture
006-200073857-20250211-DP2025_024-AU
Reçu le 13/02/2025
Publié le 13/02/2025

Article 8 : Résiliation de la convention

En cas de non-respect par l'une ou l'autre partie des engagements respectifs inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre partie.

Cette résiliation peut s'opérer dans le cas où la CAPG ne peut obtenir les équipements pour lui permettre le fonctionnement des activités.

Chaque partie pourra de manière unilatérale et quel qu'en soit le motif résilier la présente convention par lettre recommandée en A/R.
La résiliation prendra effet un mois à compter de la réception de la lettre par la partie concernée.

Article 9 : Litige

La présente convention est régie par la loi française. En cas de différend sur l'interprétation ou l'exécution de la présente convention, chaque partie s'efforcera de trouver de bonne foi un accord.
A défaut d'accord trouvé, le litige sera porté devant le tribunal administratif.

Fait à Grasse, le
En 2 exemplaires,

Pour le collège Paul Arène

Le Principal

Mme Martine COMBE

Pour la CAPG

Le Président

Jérôme VIAUD
Maire de Grasse
Vice-Président de Conseil Départemental
Des Alpes-Maritimes

AR Prefecture
006-200039857-20250211-DP2025_025-AU
Reçu le 18/02/2025
Publié le 18/02/2025

Pays de Grasse
communauté d'agglomération

REPUBLIQUE FRANÇAISE
DEPARTEMENT
DES ALPES-MARITIMES

DECISION DU PRESIDENT N°DP2025_025

Objet : Mise en place de la gratuité du stationnement au Pôle d'Echanges Multimodal (PEM) de Grasse dans le cadre du dispositif « Sénior Réussite » pour l'année 2025

Le Président de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse

Vu les articles L.5211-1 et L.5211-2 du Code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération DL2024_001 du 22 février 2024 de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse par laquelle le conseil communautaire a délégué au président certaines de ses attributions conformément à l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération du conseil communautaire n°DL2024_241 du 12 décembre 2024 relative à la modification du règlement intérieur et de la grille tarifaire du Pôle d'Echanges Multimodal (PEM) de Grasse ;

Considérant que dans le cadre du dispositif « Sénior Réussite », la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse souhaite octroyer la gratuité du stationnement au Pôle d'Echanges Multimodal (PEM) de Grasse aux participants de cette manifestation, selon le calendrier 2025 ci-dessous :

- 1ère session du 27/01 au 05/04/2025 :
  Semaines 5, 6, 7, 8, 9, 10 à Espace Jacques Louis Lions
  Semaines 11, 12, 13, 14 à Grasse Campus
- 2ème session du 28/04 au 05/07/2025
  Semaines 18 à 27 inclus à Espace Jacques Louis Lions
- 3ème session du 15/09 au 22/11/2025
  Semaines 38 à 47 inclus à Espace Jacques Louis Lions

DECIDE

Article 1 : D'accorder la gratuité du stationnement au Pôle d'Echanges Multimodal (PEM) de Grasse aux participants du dispositif « Sénior Réussite » selon le calendrier défini pour l'année 2025.

- 1ère session du 27/01 au 05/04/2025 :
  Semaines 5, 6, 7, 8, 9, 10 à Espace Jacques Louis Lions
  Semaines 11, 12, 13, 14 à Grasse Campus
- 2ème session du 28/04 au 05/07/2025
  Semaines 18 à 27 inclus à Espace Jacques Louis Lions
- 3ème session du 15/09 au 22/11/2025
  Semaines 38 à 47 inclus à Espace Jacques Louis Lions

AR Prefecture

006-200039857-20250211-DP2025_025-AU
Reçu le 18/02/2025
Publié le 18/02/2025

Article 2 : Chaque participant devra se présenter à l'accueil du PEM muni d'un justificatif du dispositif « Sénior Réussite ».

Fait à Grasse, le 11 février 2025

Le Président,

Jérôme VIAUD
Maire de Grasse
Vice-président du Conseil départemental
des Alpes-Maritimes

AR Prefecture
006-200039857-20250211-DP2025_026-AU
Reçu le 18/02/2025
Publié le 18/02/2025

Pays de Grasse
communauté d'agglomération

REPUBLIQUE FRANÇAISE
DEPARTEMENT
DES ALPES-MARITIMES

DECISION DU PRESIDENT N°DP2025_026

Objet : Mise en place de la gratuité du stationnement au Pôle d'Echanges Multimodal (PEM) de Grasse dans le cadre de l'événement « Mobilités » du samedi 24 mai 2025 en partenariat avec l'association « la Locomotiv »

Le Président de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse

Vu les articles L.5211-1 et L.5211-2 du Code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération DL2024_001 du 22 février 2024 de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse par laquelle le conseil communautaire a délégué au président certaines de ses attributions conformément à l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération du conseil communautaire n°DL2024_241 du 12 décembre 2024 relative à la modification du règlement intérieur et de la grille tarifaire du Pôle d'Echanges Multimodal (PEM) de Grasse ;

Considérant que dans le cadre de l'événement « Mobilités », qui aura lieu le samedi 24 mai 2025 au sein de la Maison de la Mobilité, en partenariat avec l'association « la Locomotiv », la Communauté d'agglomération du pays de Grasse souhaite octroyer la gratuité du stationnement au Pôle d'Echanges Multimodal (PEM) de Grasse à l'ensemble des participants (exposants et visiteurs),

DECIDE

Article 1 : D'accorder la gratuité du stationnement au Pôle d'Echanges Multimodal (PEM) de Grasse à l'ensemble des participants (exposants et visiteurs), à l'évènement « Mobilités » organisé en partenariat avec l'association « la Locomotiv », le samedi 24 mai 2025 de 9H00 à 18H00.

Fait à Grasse, le 11 février 2025

Le Président

Jérôme VIAUD
Maire de Grasse
Vice-président du Conseil départemental
des Alpes-Maritimes

AR Prefecture
006-200039857-20250211-DP2025_027-AU
Reçu le 18/02/2025
Publié le 18/02/2025

Pays de Grasse
communauté d'agglomération

REPUBLIQUE FRANÇAISE
DEPARTEMENT
DES ALPES-MARITIMES

DECISION DU PRESIDENT N°DP2025_027

Objet : Mise en place de la gratuité du stationnement au Pôle d'Echanges Multimodal (PEM) de Grasse dans le cadre du spectacle de funambule « Soka Tira Osao » organisé par le Théatre de Grasse sur le dépôt de bus Moventis, le dimanche 20 avril 2025 à 19H00

Le Président de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse

Vu les articles L.5211-1 et L.5211-2 du Code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération DL2024_001 du 22 février 2024 de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse par laquelle le conseil communautaire a délégué au président certaines de ses attributions conformément à l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération du conseil communautaire n°DL2024_241 du 12 décembre 2024 relative à la modification du règlement intérieur et de la grille tarifaire du Pôle d'Echanges Multimodal (PEM) de Grasse ;

Considérant que dans le cadre du spectacle de funambule « Soka Tira Osao » organisé par le Théatre de Grasse qui se déroulera sur le dépôt de bus de Moventis , 23 route de la Marigarde à Grasse, le 20 avril 2025 à 19H00, la Communauté d'agglomération du pays de Grasse souhaite octroyer la gratuité du stationnement au Pôle d'Echanges Multimodal (PEM) de Grasse aux spectateurs ;

DECIDE

Article 1 : D'accorder la gratuité du stationnement au Pôle d'Echanges Multimodal (PEM) de Grasse à l'ensemble des spectateurs le dimanche 20 avril 2025.

Fait à Grasse, le 11 février 2025

Le Président,

Jérôme VIAUD
Maire de Grasse
Vice-président du Conseil départemental
des Alpes-Maritimes

AR Prefecture
006-200039857-20250211-DP2025_028-AU
Reçu le 18/02/2025
Publié le 18/02/2025

Pays de Grasse
communauté d'agglomération

REPUBLIQUE FRANÇAISE
DEPARTEMENT
DES ALPES-MARITIMES

DECISION DU PRESIDENT N°DP2025_028

Objet : Mise en vente de nouveaux produits à la boutique du Musée International de la Parfumerie. Changement de prix de vente de certains produits à la boutique du MIP

Le Président de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse

Vu les articles L.5211-1 et L.5211-2 du Code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération DL2024_001 du 22 février 2024 de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse par laquelle le conseil communautaire a délégué au président certaines de ses attributions conformément à l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération du conseil communautaire n°DL2024_210 du 12 décembre 2024 relative au recueil des tarifs 2024 fixant également les tarifs du Musée International de la Parfumerie et des Jardins du Musée International de la Parfumerie ;

Considérant que la boutique du Musée International de la Parfumerie souhaite proposer de nouveaux produits ;

Considérant que certains produits proposés à la vente à la boutique ont changé de prix ;

DECIDE

Article 1 : D'autoriser la mise en vente à la Boutique du Musée International de la Parfumerie, de nouveaux produits mentionnés dans l'annexe 1 ;

Article 2 : D'autoriser le changement de prix de vente des produits mentionnés dans l'annexe 2 ;

Article 3 : Les recettes seront encaissées à l'article 7018 « autres ventes de produits finis » du budget principal.

Fait à Grasse, le 11 février 2025

Le Président,

Jérôme VIAUD
Maire de Grasse
Vice-président du Conseil départemental

AR Prefecture
006-200039857-20250214-DP2025_028-AU
Reçu le 18/02/2025
Publié le 18/02/2025

pays de Grasse
communauté d'agglomération

REPUBLIQUE FRANÇAISE
DEPARTEMENT
DES ALPES-MARITIMES

Annexe n°1

GRILLE TARIFAIRE PRODUITS MIP

LISTE PRODUITS BOUTIQUE DU MIP

CODE	LIBELLE	P.A HT	P.V HT	% TVA	P.V.TTC	% MARGE	FOURNISSEURS
704GQS001	SIROP PARFUM DE FLEURS ROSE	4,95 €	9,48 €	5,50%	10,00 €	47,78%	QUAI SUD
704GQS002	SIROP PARFUM DE FLEURS VIOLETTE	4,95 €	9,48 €	5,50%	10,00 €	47,78%	QUAI SUD
704GQS003	SIROP PARFUM DE FLEURS LAVANDE	4,95 €	9,48 €	5,50%	10,00 €	47,78%	QUAI SUD
704GQS004	THE NOIR FIGUE ORANGE MIEL	3,50 €	7,11 €	5,50%	7,50 €	50,77%	QUAI SUD
704GQS005	THE NOIR VIOLETT	3,50 €	7,11 €	5,50%	7,50 €	50,77%	QUAI SUD
704GQS006	THE NOIR FIGUE ROSE LITCHI	3,50 €	7,11 €	5,50%	7,50 €	50,77%	QUAI SUD
704GQS007	THE VERT ECLATS DE ROSE	3,50 €	7,11 €	5,50%	7,50 €	50,77%	QUAI SUD
704GEP0006	FLEURS DE VIOLETTE	7,50 €	12,50 €	20,00%	15,00 €	50,00%	QUAI SUD

AR Prefecture
006-200039857-20250211-DP2025_028-AU
Reçu le 18/02/2025
Publié le 18/02/2025

704GEP0007	FLEURS DE ROSE CRISTALLISEE	7,50 €	12,50 €	20,00%	15,00 €	52,40%	QUAI SUD
112LJ0390	LA FABULEUSE HISTOIRE MARIE ANTOINETTE	8,58 €	10,33 €	5,50%	10,90 €	16,94%	DECITRE
112LJ0391	ASSMA LE COIFFEUR FRISE TOUJOURS DEUX FOIS	4,88 €	5,88 €	5,50%	6,20 €	17,01%	DECITRE
103LPA0132	LP PHILOSOPHIE DE L'ODORAT	17,31 €	20,85 €	5,50%	22,00 €	16,98%	DECITRE
108LHP0180	LITTLE BOOK OF TOM FORD	15,70 €	18,91 €	5,50%	19,95 €	16,98%	DECITRE
50EXP20256	LE PETIT DICTIONNAIRE FRAGONARD	9,44 €	11,37 €	5,50%	12,00 €	16,97%	DECITRE
50EXP20257	FRAGONARD DE GONCOURT	11,01 €	13,27 €	5,50%	14,00 €	17,03%	DECITRE
50EXP20258	PASTELS DE FRAGONARD	7,63 €	9,19 €	5,50%	9,70 €	16,98%	DECITRE
50EXP20259	FRAGONARD AMOUREUX L'ALBUM DE L'EXPO	7,87 €	9,48 €	5,50%	10,00 €	16,98%	DECITRE

AR Prefecture
006-200039857-20250211-DP2025_028-AU
Reçu le 18/02/2025
Publié le 18/02/2025

Annexe 2

GRILLE TARIFAIRE PRODUITS MIP							
LISTE PRODUITS BOUTIQUE DU MIP – CHANGEMENT DE PRIX DE VENTE							
CODE	**LIBELLE**	**P.A HT**	**P.V HT**	**% TVA**	**P.V.TTC**	**% MARGE**	**FOURNISSEURS**
501MGB0070	SAVON BOITE METAL	3,75 €	7,50 €	5,50%	9,00 €	54,67%	PLANTES ET PARFUMS
501MGB0071	saVON BOITE METAL CARREE DOUCE	3,75 €	7,50 €	5,50%	9,00 €	54,67%	PLANTES ET PARFUMS
751COSM069	CREME JOUR ANESSE	9,25 €	18,33 €	5,50%	22,00 €	55,81%	PLANTES ET PARFUMS
751COSM029	LAIT CORPS ANESSE	6,60 €	13,25 €	5,50%	15,90 €	55,09%	PLANTES ET PARFUMS
751COSM030	CREME MAIN ANESSE 75	6,30 €	11,25 €	5,50%	13,50 €	53,78%	PLANTES ET PARFUMS
751COSM031	CREME MAIN ANESSE 30	3,25 €	5,83 €	5,50%	7,00 €	50,26%	PLANTES ET PARFUMS
707EPI003	PETALES DE ROSES	2,15 €	4,74 €	5,50%	5,00 €	60,97%	EPICURIEN
707EPI004	FLEURS DE JASMIN	2,15 €	4,74 €	20,00%	5,00 €	60,97%	EPICURIEN
707EPI005	FLEURS DE LAVANDE	2,15 €	4,74 €	20,00%	5,00 €	60,97%	EPICURIEN

AR Prefecture

006-200039857-20250211-DP2025_028-AU
Reçu le 18/02/2025
Publié le 18/02/2025

707EPI006	FLEURS DE VIOLETTE	2,15 €	4,74 €	5,50%	5,00 €	60,97%	EPICURIEN

AR Prefecture
006-200039857-20250211-DP2025_029-AU
Reçu le 18/02/2025
Publié le 18/02/2025

Pays de Grasse
communauté d'agglomération

REPUBLIQUE FRANÇAISE
DEPARTEMENT
DES ALPES-MARITIMES

DECISION DU PRESIDENT N°DP2025_029

Objet : Mise en vente de nouveaux produits à la boutique des Jardins du Musée International de la Parfumerie

Le Président de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse

Vu les articles L.5211-1 et L.5211-2 du Code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération DL2024_001 du 22 février 2024 de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse par laquelle le conseil communautaire a délégué au président certaines de ses attributions conformément à l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération du conseil communautaire n°DL2024_210 du 12 décembre 2024 relative au recueil des tarifs 2024 fixant également les tarifs du Musée International de la Parfumerie et des Jardins du Musée International de la Parfumerie ;

Considérant que la boutique des Jardins du Musée International de la Parfumerie souhaite proposer de nouveaux produits ;

DECIDE

Article 1 : D'autoriser la mise en vente à la Boutique des Jardins du Musée International de la Parfumerie, de nouveaux produits mentionnés dans l'annexe 1;

Article 2 : Les recettes seront encaissées à l'article 7018 « autres ventes de produits finis » du budget principal.

Fait à Grasse, le 11 février 2025

Le Président,

Jérôme VIAUD
Maire de Grasse
Vice-président du Conseil départemental
des Alpes-Maritimes

AR Prefecture
006-200039857-20250214-DP2025_029-AU
Reçu le 18/02/2025
Publié le 18/02/2025

pays de Grasse
communauté d'agglomération

REPUBLIQUE FRANÇAISE
DEPARTEMENT
DES ALPES-MARITIMES

Annexe n°1

NOUVEAUX LIVRES ET PRODUITS POUR LE JMIP

LIVRES	PU HT	TVA	PV HT	PV TTC	MARGE	ÉDITEUR
À CHACUN SON JARDIN	9,83 €	5,5%	11,85 €	12,50 €	2,02 €	DECITRE
À L'ÉCOUTE DES OISEAUX DE MON JARDIN…	17,70 €	5,5%	21,33 €	22,50 €	3,63 €	DECITRE
AGENDA DU JARDIN. TRUCS ET ASTUCES…	10,31 €	20%	12,42 €	14,90 €	2,11 €	DECITRE
ARTHUR, L'ENFANT QUI A CRÉÉ SON JARDIN…	13,37 €	5,5%	16,11 €	17,00 €	2,74 €	DECITRE
AU JARDIN MON TOUT PREMIER PUZZLE	10,62 €	5,5%	12,80 €	13,50 €	2,18 €	DECITRE
AU ROYAUME DES ABEILLES, APIDOLOGIE	11,41 €	5,5%	13,74 €	14,50 €	2,33 €	DECITRE
CAMILLE AU JARDIN	10,94 €	5,5%	13,18 €	13,90 €	2,24 €	DECITRE
CONNAIS-TU LES PETITES BÊTES DU JARDIN	7,83 €	5,5%	9,43 €	9,95 €	1,60 €	DECITRE
DANS LE JARDIN	10,51 €	20%	12,67 €	15,20 €	2,16 €	DECITRE
DANS LE JARDIN, CHERCHE ET TROUVE 100 ANIMAUX	13,30 €	5,5%	16,02 €	16,90 €	2,72 €	DECITRE
DANS MON JARDIN IL Y A… UN HERISSON	7,79 €	5,5%	9,38 €	9,90 €	1,59 €	DECITRE
DIX PETITES GRAINES, MON JARDIN EN HIVER	4,33 €	5,5%	5,21 €	5,50 €	0,88 €	DECITRE
FLEURS	4,68 €	5,5%	5,64 €	5,95 €	0,96 €	DECITRE
FLEURS & FRUITS DU VERGER, CARNET DE BOTANIQUE	8,92 €	20%	10,75 €	12,90 €	1,83 €	DECITRE
FLEURS COMESTIBLES. DU JARDIN À L'ASSIETTE	17,31 €	5,5%	20,85 €	22,00 €	3,54 €	DECITRE
HERBIER DE NOS JARDINS	19,67 €	5,5%	23,70 €	25,00 €	4,03 €	DECITRE
HERBIER, 100 DESSINS À COLORIER	4,12 €	20%	4,96 €	5,95 €	0,84 €	DECITRE
JARDIN	4,64 €	5,5%	5,59 €	5,90 €	0,95 €	DECITRE
LA CULTURE DES AGRUMES	10,62 €	5,5%	12,80 €	13,50 €	2,18 €	DECITRE
LA NATURE	7,83 €	5,5%	9,43 €	9,95 €	1,60 €	DECITRE
LA PETITE ABEILLE	7,87 €	5,5%	9,48 €	10,00 €	1,61 €	DECITRE
LE GRAND LIVRE DES AGRUMES	27,54 €	5,5%	33,18 €	35,00 €	5,64 €	DECITRE

AR Prefecture

006-200039857-20250211-DP2025_029-AU
Reçu le 18/02/2025
Publié le 18/02/2025

LE JARDIN	10,15 €	5,5%	12,23 €	12,90 €	2,08 €	DECITRE
LE JARDIN	11,72 €	5,5%	14,12 €	14,90 €	2,40 €	DECITRE
LE JARDIN DE BASILIC - TOME 5 : LES PLANTES ONT	6,69 €	5,5%	8,06 €	8,50 €	1,37 €	DECITRE
LE JARDIN DES PETITES BÊTES. LIVRE + PUZZLE + 12 FIGURES…	12,44 €	20,0%	14,99 €	17,99 €	2,55 €	DECITRE
LE JARDIN. AVEC 1 LIVRE CARTONNÉ ET 3 PUZZLES	6,88 €	20,0%	8,29 €	9,95 €	1,41 €	DECITRE
LE MONDE DES OISEAUX. LIVRE + PUZZLE + 12 FIGURES...	12,44 €	20,0%	14,99 €	17,99 €	2,55 €	DECITRE
LES ANIMAUX DU JARDIN	11,41 €	5,5%	13,74 €	14,50 €	2,33 €	DECITRE
LES INSECTES DE MON JARDIN	7,47 €	5,5%	9,00 €	9,50 €	1,53 €	DECITRE
LES P'TITES BÊTES DU JARDIN	6,22 €	5,5%	7,49 €	7,90 €	1,27 €	DECITRE
LES SECRETS DE LA NATURE, PUZZLE 100 PIÈCES	15,84 €	20,0%	19,08 €	22,90 €	3,24 €	DECITRE
MES ANIMAUX DU JARDIN	10,15 €	5,5%	12,23 €	12,90 €	2,08 €	DECITRE
MES FLEURS DU JARDIN, À COLORIER	11,00 €	20%	13,25 €	15,90 €	2,25 €	DECITRE
MES LIVRES PUZZLES, LE JARDIN, 5 PUZZLES DE 6	7,04 €	5,5%	8,48 €	8,95 €	1,44 €	DECITRE
MES PREMIERES PETITES CHANSONS AU JARDIN	11,76 €	5,5%	14,17 €	14,95 €	2,41 €	DECITRE
NICHOIRS ET MANGEOIRES, FABRIQUER, ABRITER	5,11 €	5,5%	6,16 €	6,50 €	1,05 €	DECITRE
PETIT COPAIN ET GROS CALIN DANS LE JARDIN	14,12 €	5,5%	17,01 €	17,95 €	2,89 €	DECITRE
PLANTES AROMATIQUES ET MÉDICINALES DU JARDIN	7,79 €	5,5%	9,38 €	9,90 €	1,59 €	DECITRE
PUZZLE 1000 PIÈCES LES QUATRE SAISONS	13,76 €	20%	16,58 €	19,90 €	2,82 €	DECITRE
RÉCOLTE D'AUTOMNE, UNE NATURE GÉNÉREUSE	11,72 €	5,5%	14,12 €	14,90 €	2,40 €	DECITRE
UNE HISTOIRE DES JARDINS, DE L'ANTIQUITÉ…	18,09 €	5,5%	21,80 €	23,00 €	3,71 €	DECITRE
miel & lavande 200 gr	10,00 €	0,0%	15,00 €	15,00 €	5,00 €	TERROIR 06
miel & mimosa 200 gr	9,00 €	0,0%	15,00 €	15,00 €	6,00 €	TERROIR 06
miel & fleur d'oranger 100 gr	7,00 €	0,0%	11,00 €	11,00 €	4,00 €	TERROIR 06
miel & citron 200 gr	9,00 €	0,0%	15,00 €	15,00 €	6,00 €	TERROIR 06
confit de fleur d'oranger 100 gr AB	4,00 €	0,0%	8,00 €	8,00 €	4,00 €	TERROIR 06
Confit de mimosa AB 200 gr	8,50 €	0,0%	13,00 €	13,00 €	5,50 €	TERROIR 06
Gelée de clémentine extra AB 200 gr	7,50 €	0,0%	11,00 €	11,00 €	3,50 €	TERROIR 06
Savon Liquide de Marseille jasmin précieux	7,72 €	20%	11,58 €	13,90 €	3,86 €	PANIER DES SENS

AR Prefecture

006-200039857-20250211-DP2025_029-AU
Reçu le 18/02/2025
Publié le 18/02/2025

Savon liquide de Marseille Fleur d'oranger	7,72 €	20%	11,58 €	13,90 €	3,86 €	PANIER DES SENS
Savon liquide de Marseille Verveine	7,72 €	20%	11,58 €	13,90 €	3,86 €	PANIER DES SENS
Savon liquide de Marseille Rose	7,72 €	20%	11,58 €	13,90 €	3,86 €	PANIER DES SENS
Crème mains 75 ml jasmin précieux	7,72 €	20%	11,25 €	13,50 €	3,53 €	PANIER DES SENS
Crème mains 75 ml fleur d'oranger	7,72 €	20%	11,25 €	13,50 €	3,53 €	PANIER DES SENS
Crème mains 75 ml verveine	7,72 €	20%	11,25 €	13,50 €	3,53 €	PANIER DES SENS
Crème mains 75 ml rose	7,72 €	20%	11,25 €	13,50 €	3,53 €	PANIER DES SENS
Crème main 30 ml jasmin précieux	3,83 €	20%	5,42 €	6,50 €	1,59 €	PANIER DES SENS
Crème main 30 ml fleur d'oranger	3,83 €	20%	5,42 €	6,50 €	1,59 €	PANIER DES SENS
Crème main 30 ml verveine	3,83 €	20%	5,42 €	6,50 €	1,59 €	PANIER DES SENS
Crème main 30 ml rose	3,83 €	20%	5,42 €	6,50 €	1,59 €	PANIER DES SENS
savon végétal parfumé 150 gr jasmin précieux	3,33 €	20%	5,00 €	6,00 €	1,67 €	PANIER DES SENS
savon végétal parfumé 150 gr fleur d'oranger	3,33 €	20%	5,00 €	6,00 €	1,67 €	PANIER DES SENS
savon végétal parfumé 150 gr verveine	3,33 €	20%	5,00 €	6,00 €	1,67 €	PANIER DES SENS
savon végétal parfumé 150 gr rose	3,33 €	20%	5,00 €	6,00 €	1,67 €	PANIER DES SENS
Roll On EDT jasmin précieux 10ml	6,06 €	20%	8,75 €	10,50 €	2,69 €	PANIER DES SENS
Roll On EDT fleur d'oranger 10ml	6,06 €	20%	8,75 €	10,50 €	2,69 €	PANIER DES SENS
Roll On EDTGéranium Rosat 10ml	6,06 €	20%	8,75 €	10,50 €	2,69 €	PANIER DES SENS
Lait corps 250 ml jasmin précieux	8,28 €	20%	12,08 €	14,50 €	3,80 €	PANIER DES SENS
Lait corps 250 ml fleur d'oranger	8,28 €	20%	12,08 €	14,50 €	3,80 €	PANIER DES SENS
Lait corps 250 ml verveine	8,28 €	20%	12,08 €	14,50 €	3,80 €	PANIER DES SENS
Lait corps 250 ml rose	8,28 €	20%	12,08 €	14,50 €	3,80 €	PANIER DES SENS
spray d'ambiance Néroli soleil	11,06 €	20%	16,58 €	19,90 €	5,52 €	PANIER DES SENS
Bougie parfumée Néroli soleil 275 gr	16,11 €	20%	24,17 €	29,00 €	8,06 €	PANIER DES SENS
Diffuseur de parfum Néroli Soleil 240 ml	17,78 €	20%	26,67 €	32,00 €	8,89 €	PANIER DES SENS
Tour de cou lanyard musée	0,81 €	20%	2,50 €	3,00 €	1,69 €	KELCOM
Pochette trapeze PM Boheme	5,30 €	20%	10,42 €	12,50 €	5,12 €	KIUB
Porte monnais plat Boheme	3,10 €	20%	6,25 €	7,50 €	3,15 €	KIUB
Pochette plate en tissu oiseaux arbres	5,80 €	20%	11,67 €	14,00 €	5,87 €	KIUB

AR Prefecture

006-200039857-20250211-DP2025_029-AU
Reçu le 18/02/2025
Publié le 18/02/2025

Trousse maquillage rectangulaire oiseaux arbres	5,95 €	20%	11,67 €	14,00 €	5,72 €	KIUB
sac cabas plastique colibris	3,22 €	20%	6,25 €	7,50 €	3,03 €	KIUB
sac cabas plastique papillons	3,22 €	20%	6,25 €	7,50 €	3,03 €	KIUB
sac cabas xl Boheme	9,80 €	20%	19,59 €	23,50 €	9,79 €	KIUB
Magnet rond papillons	1,67 €	20%	3,33 €	4,00 €	1,66 €	KIUB
Note book A5 envolée	4,95 €	20%	10,00 €	12,00 €	5,05 €	KIUB
Plateau mélaminé couple d'oiseaux	3,20 €	20%	6,25 €	7,50 €	3,05 €	KIUB
Porte clé rectangle colibris ou papillons	2,80 €	20%	5,42 €	6,50 €	2,62 €	KIUB
pochette kessler visuel miP/jmiP	6,10 €	20%	12,50 €	15,00 €	6,40 €	KESSLER

AR Prefecture
006-200039857-20250211-DP2025_030-AU
Reçu le 18/02/2025
Publié le 18/02/2025

Pays de Grasse
communauté d'agglomération

REPUBLIQUE FRANÇAISE
DEPARTEMENT
DES ALPES-MARITIMES

DECISION DU PRESIDENT
N°DP2025_030

Objet : Acceptation de l'inventaire de la boutique des Jardins du Musée International de la Parfumerie

Le Président de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse

Vu la délibération DL2024_001 du 22 février 2024 de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse par laquelle le conseil communautaire a délégué au président certaines de ses attributions conformément à l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération du conseil communautaire n°DL2024_210 du 12 décembre 2024 relative au recueil des tarifs 2024 fixant également les tarifs du Musée International de la Parfumerie et des Jardins du Musée International de la Parfumerie ;

Considérant que la Boutique des Jardins du Musée International de la Parfumerie a mis en don certains de ses produits et que d'autres ont subi des dégâts et sont devenus invendables ;

DECIDE

Article 1 : d'accepter l'inventaire de la Boutique du MIP pour l'année 2024, proposé en annexe.

Fait à Grasse, le 11 février 2025

Le Président

Pays de Grasse communauté d'agglomération

Jérôme VIAUD
Maire de Grasse
Vice-président du Conseil départemental
des Alpes-Maritimes

AR Prefecture
006-200039857-20250211-DP2025_030-AU
Reçu le 18/02/2025
Publié le 18/02/2025

pays de Grasse
communauté d'agglomération

REPUBLIQUE FRANÇAISE
DEPARTEMENT
DES ALPES-MARITIMES

ANNEXE 1

INVENTAIRE JMIP 2024

PRODUITS	FOURNISSEURS	QTE	VALEUR UNITE HT	VALEUR TOTALE	Don	casse	Testeurs	VOL	MOTIFS
BEAUX ARTS	MUSEE	0	- €	- €	- €	- €	- €	- €	DON JOURNALISTE
VAPORISATEUR HONORE PAYANT	HONORE PAYANT	1	2,62 €	2,62 €				2,62 €	
VAPO POIRE VIOLETTE 12 ML	ESPRIT PROVENCE	3	2,62 €	7,86 €				7,86 €	
VAPO POIRE MONOI 12 ML	ESPRIT PROVENCE	2	2,62 €	5,24 €			2,62 €	2,62 €	TESTEUR
VAPO POIRE FO 60 ML	ESPRIT PROVENCE	1	5,52 €	5,52 €			5,52 €		TESTEUR
VAPO POIRE VIO 60 ML	ESPRIT PROVENCE	1	5,52 €	5,52 €			5,52 €		TESTEUR
UN JARDIN POUR LES ABEILLES	DECITRE	1	11,72 €	11,72 €				11,72 €	
STYLO HORTUS	LANZFELD	1	4,95 €	4,95 €				4,95 €	
SAVON MIP LAVANDE	PRIVATE LABEL	10	1,10 €	11,00 €		- €		11,00 €	
SAVON FLEUR DE LAVANDE	MAS DU ROSEAU	14	1,59 €	22,26 €		22,26 €			MANGER PAR LES SOURIS
SAVON BOITE VIOLETTE 70 GR	ESPRIT PROVENCE	1	1,74 €	1,74 €				1,74 €	

AR Prefecture

006-200039857-20250211-DP2025_030-AU
Reçu le 18/02/2025
Publié le 18/02/2025

SAVON BOITE VIOLETTE 25 GR	ESPRIT PROVENCE	1	1,07 €	1,07 €				1,07 €	
SAVON BOITE VERVEINE 70 GR	ESPRIT PROVENCE	4	1,74 €	6,96 €				6,96 €	
SAVON BOITE VERVEINE 25 GR	ESPRIT PROVENCE	2	1,07 €	2,14 €					PRODUITS EN SUPPLEMENTS
SAVON BOITE MIMOSA 70 GR	ESPRIT PROVENCE	1	1,74 €	1,74 €					PRODUITS EN SUPPLEMENTS
SAVON BOITE LAVANDE 70 GR	ESPRIT PROVENCE	1	1,74 €	1,74 €				1,74 €	
SAVON BOITE LAVANDE 25 GR	ESPRIT PROVENCE	1	1,07 €	1,07 €				1,07 €	
POSTER LES FLEURSZ	LETTERBOX	1	4,27 €	4,27 €			4,27 €	- €	TESTEUR
POSTER GARDENING	LETTERBOX	1	4,27 €	4,27 €			4,27 €	- €	TESTEUR
POSTER WILFLOWERS	LETTERBOX	1	4,27 €	4,27 €				4,27 €	
POSTER JARDINIER	LETTERBOX	1	3,25 €	3,25 €				3,25 €	
MUGS	PUBLI KDO	1	2,98 €	2,98 €				2,98 €	
MAGNET MONSIEUR Z	MODERN CITY	1	1,13 €	1,13 €					PRODUITS EN SUPPLEMENTS
MAGNET JMIP	MODERN CITY	17	1,13 €	19,21 €					
MAGNET ROND PAPILLON	LANZFELD	1	1,65 €	1,65 €					
MAGNET PAPILLON	LANZFELD	11	1,65 €	18,15 €					
EVENTAIL PARFUME	HONORE PAYANT	1	3,00 €	3,00 €			3,00 €		TESTEUR
EVENTAIL PARFUME	LANZFELD	1	3,95 €	3,95 €			3,95 €		TESTEUR
DES AUXILLIAIRES DANS MON JARDIN	DECITRE	1	11,01 €	11,01 €				11,01 €	
CRAYON A PAPIER	KIUB	2	0,65 €	1,30 €				1,30 €	
CRAYON A KIUB	KIUB	1	0,65 €	0,65 €		0,65 €			CASSE
CRAYON A PLANTER	KELCOM	1	4,73 €	4,73 €		4,73 €			CASSE

AR Prefecture

006-200039857-20250211-DP2025_030-AU
Reçu le 18/02/2025
Publié le 18/02/2025

CONFITURE ORANGE	RENOUER	3	3,00 €	9,00 €				9,00 €		
COFFRET LUXE 6 SAVONS	ESPRIT PROVENCE	1	4,41 €	4,41 €		4,41 €			ABIME PAR L'INNONDATION	
BOUGIE VEGETALE	PLANTE ET PARFUMS	1	8,00 €	8,00 €				8,00 €		
BOUGIE NUIT DOUCE	L'ESSENCE DES NOTES	1	15,60 €	15,60 €			15,60 €		TESTEUR	
				- €						
				- €						
				213,98 €	0,00 €	32,05 €	44,75 €	93,16 €		

AR Prefecture
006-200039857-20250213-DP2025_031_1-AU
Reçu le 18/02/2025
Publié le 18/02/2025

Pays de Grasse
communauté d'agglomération

REPUBLIQUE FRANÇAISE
DEPARTEMENT
DES ALPES-MARITIMES

DECISION DU PRESIDENT N°DP2025_031

Objet : Mise en vente de nouveaux produits à la boutique du Musée International de la Parfumerie.

Le Président de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse

Vu les articles L.5211-1 et L.5211-2 du Code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération DL2024_001 du 22 février 2024 de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse par laquelle le conseil communautaire a délégué au président certaines de ses attributions conformément à l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération du conseil communautaire n°DL2024_210 du 12 décembre 2024 relative au recueil des tarifs 2024 fixant également les tarifs du Musée International de la Parfumerie et des Jardins du Musée International de la Parfumerie ;

Considérant que la boutique du Musée International de la Parfumerie souhaite proposer de nouveaux produits ;

Considérant que certains produits proposés à la vente à la boutique ont changé de prix ;

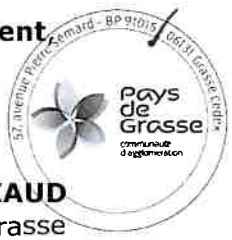
DECIDE

Article 1 : D'autoriser la mise en vente à la Boutique du Musée International de la Parfumerie, de nouveaux produits mentionnés dans l'annexe 1;

Article 2 : Les recettes seront encaissées à l'article 7018 « autres ventes de produits finis » du budget principal.

Fait à Grasse, le 13 février 2025

Le Président



Jérôme VIAUD
Maire de Grasse
Vice-président du Conseil départemental
des Alpes-Maritimes

AR Prefecture
006-200039857-20250218-DP2025_031_1-AU
Reçu le 18/02/2025
Publié le 18/02/2025

Pays de Grasse
communauté d'agglomération

REPUBLIQUE FRANÇAISE
DEPARTEMENT
DES ALPES-MARITIMES

Annexe n°1

LIBELLE	code vivaticket	P.A HT	% TVA	P.V HT	PV.TTC	% MARGE	FOURNISSEUR	CODE FOURNISSEUR
LA VOLUPTE SANS RECOURS	50EXP25251	15,34 €	5,5%	18,48 €	19,50 €	16,99%	DECITRE	199
UNE FACETIE DE FRAGONARD	50EXP25252	18,09 €	5,5%	21,80 €	,00 €	17,02%	DECITRE	199
LE GRAND FRAGONARD DU BERCEAU	50EXP25253	18,09 €	5,5%	21,80 €	23,00 €	17,02%	DECITRE	199
ASSMA L'ENQUETE DU BARRY	112LJ0392	4,88 €	5,5%	5,88 €	6,20 €	17,01%	DECITRE	199
ASSMA PAS DE REPIT POUR LA REINE	112LJ0393	4,88 €	5,5%	5,88 €	6,20 €	17,01%	DECITRE	199
ASSMA LA FEMME AU PISTOLET D'OR	112LJ0394	4,88 €	5,5%	5,88 €	6,20 €	17,01%	DECITRE	136
ASSMA LA REINE SE CONFINE	112LJ0395	4,88 €	5,5%	5,88 €	6,20 €	17,01%	DECITRE	136
SAVON KARITE VERVEINE	813LMDS001	1,24 €	20,0%	2,50 €	3,00 €	50,40%	LA MAISON DU SAVON	244
SAVON KARITE PATCHOULI	813LMDS002	1,24 €	20,0%	2,50 €	3,00 €	50,40%	LA MAISON DU SAVON	244
SAVON KARITE HUILE D'OLIVE	813LMDS003	1,24 €	20,0%	2,50 €	3,00 €	50,40%	LA MAISON DU SAVON	244
SAVON KARITE LAVANDE	813LMDS004	1,24 €	20,0%	2,50 €	3,00 €	50,40%	LA MAISON DU SAVON	244
SAVON KARITE ROSE PETALE	183LMDS006	1,24 €	20,0%	2,50 €	3,00 €	50,40%	LA MAISON DU SAVON	244
SAVON KARITE MONOI	183LMDS005	1,24 €	20,0%	2,50 €	3,00 €	50,40%	LA MAISON DU SAVON	244
SAVON KARITE LAVANDE BROYE	813LMDS007	1,24 €	20,0%	2,50 €	3,00 €	50,40%	LA MAISON DU SAVON	244
SAVON KARITE LAIT D'ANESSE	813LMDS008	1,24 €	20,0%	2,50 €	3,00 €	50,40%	LA MAISON DU SAVON	244
SAVON KARITE FLEUR DE CERISIER	813LMDS009	1,24 €	20,0%	2,50 €	3,00 €	50,40%	LA MAISON DU SAVON	244
SAVON KARITE ALOE VERA	813LMDS010	1,24 €	20,0%	2,50 €	3,00 €	50,40%	LA MAISON DU SAVON	244
SAVON KARITE HUILE D'ARGAN	813LMDS011	1,24 €	20,0%	2,50 €	3,00 €	50,40%	LA MAISON DU SAVON	244
SAVON KARITE MIEL	813LMDS012	1,24 €	20,0%	2,50 €	3,00 €	50,40%	LA MAISON DU SAVON	244
SAVON KARITE FLEUR D'ORANGER	813LMDS013	1,24 €	20,0%	2,50 €	3,00 €	50,40%	LA MAISON DU SAVON	244
SAVON KARITE MUGUET	813LMDS014	1,24 €	20,0%	2,50 €	3,00 €	50,40%	LA MAISON DU SAVON	244

AR Prefecture

006-200039857-20250213-DP2025_031_1-AU
Reçu le 18/02/2025
Publié le 18/02/2025

SAVON KARITE JASMIN	813LMDS015	1,24 €	20,0%	2,50 €	3,00 €	50,40%	LA MAISON DU SAVON	244
SAVON D'ANESSE	813LMDS016	2,45 €	20,0%	5,00 €	6,00 €	51,00%	LA MAISON DU SAVON	244
CUBE MARSEILLE OLIVE 100 GR	813LMDS017	1,87 €	20,0%	4,17 €	5,00 €	55,16%	LA MAISON DU SAVON	244
SAVON D'ALEP 200 GR	813LMDS018	4,53 €	20,0%	8,25 €	9,90 €	45,09%	LA MAISON DU SAVON	244
CUBE MARSEILLE OLIVE 300 GR	813LMDS019	2,45 €	20,0%	5,00 €	6,00 €	51,00%	LA MAISON DU SAVON	244
SAVON D'ALEP 200 GR TRADITION	813LMDS020	2,86 €	20,0%	5,83 €	7,00 €	50,94%	LA MAISON DU SAVON	244
CUBE MARSEILLE 600 GR	813LMDS021	4,11 €	20,0%	8,25 €	9,90 €	50,24%	LA MAISON DU SAVON	244
SAVON CORDE LAIT D'ANESSE 175 GR	813LMDS022	3,11 €	20,0%	6,25 €	7,50 €	50,24%	LA MAISON DU SAVON	244
SAVON CORDE VERVEINE 175 GR	813LMDS023	3,11 €	20,0%	6,25 €	7,50 €	50,24%	LA MAISON DU SAVON	244
SAVON CORDE LAVANDE 175 GR	813LMDS024	3,11 €	20,0%	6,25 €	7,50 €	50,24%	LA MAISON DU SAVON	244

AR Prefecture
006-200039857-20250217-DP2025_032-AU
Reçu le 28/02/2025
Publié le 28/02/2025

Pays de Grasse
communauté d'agglomération

REPUBLIQUE FRANÇAISE
DEPARTEMENT
DES ALPES-MARITIMES

DECISION DU PRESIDENT
N°DP2025_032

Objet : Organisation du prix « L'écho des cimes 2025 » et convention de partenariat entre le lauréat, le Syndicat Mixte de Gréolières - L'Audibergue, l'Espace de l'Art Concret et la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse

Le Président de la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse

Vu les statuts en vigueur de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse et, notamment sa compétence en matière de politique culturelle ;

Vu la délibération n° DL2024_001 du 22 février 2024 de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse par laquelle le conseil communautaire a délégué au président certaines de ses attributions conformément à l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;

Considérant que la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse souhaite soutenir les alumni de la Villa Arson en leur donnant la possibilité, en tant que jeunes artistes, de valoriser l'art contemporain sous toutes ses formes par l'organisation d'un prix destiné à soutenir leur insertion professionnelle ;

Considérant que ce projet est construit en collaboration avec l'école d'art - la Villa Arson et porté en partenariat avec le syndicat mixte des stations de Gréolières-les-neiges et de l'Audibergue (SMGA) et l'Espace de l'Art Concret ;

Considérant que l'Espace de l'Art Concret accompagnera le projet dans sa dimension artistique. Ce prix s'inscrit dans la politique de développement culturel du Pays de Grasse qui est d'affirmer une présence artistique sur le territoire et d'accompagner les jeunes artistes en début de carrière professionnelle ;

Considérant qu'il donne lieu à la remise d'un prix, doté par la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse et le SMGA à un jeune artiste diplômé de la Villa Arson sur les 3 dernières années pour la création d'une œuvre pour le massif de l'Audibergue et d'une exposition au sein de l'Espace de l'Art Concret ;

Considérant que la sélection du lauréat se fera par un jury paritaire, composé de l'ensemble des partenaires qui se réunira le 29 avril 2025 et permettra de verser une bourse de 4 500 € doté respectivement par la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse (3 000 €) et le SMGA (1 500 €) pour la réalisation d'une œuvre qui sera installée sur le massif de l'Audibergue puis suivi d'une exposition valorisant son univers artistique au sein de l'Espace de l'Art Concret ;

Considérant qu'il convient de signer une convention quadripartite avec le lauréat et les partenaires du projet (CAPG, SMGA, Espace de l'Art Concret). Elle déterminera les modalités de collaboration entre l'artiste et l'ensemble des parties ;

DECIDE

Article 1 : De lancer l'appel à projet pour le prix « L'écho des cimes 2025 » en date du 14 février (voir document ci-annexé) ;

Article 2 : De conclure la convention de partenariat avec le lauréat du prix « L'écho des cimes 2025 » et l'ensemble des partenaires (SMGA, Espace de l'Art Concret) ;

AR Prefecture
006-200039857-20250217-DP2025_032-AU
Reçu le 28/02/2025
Publié le 28/02/2025

pays de Grasse
communauté d'agglomération

REPUBLIQUE FRANÇAISE
DEPARTEMENT
DES ALPES-MARITIMES

Article 3 : Que ce partenariat artistique est conclu en contrepartie du versement de 4 000 euros par la CAPG (3 000 € pour l'artiste, 1 000 € pour l'Espace de l'Art concret) ;

Article 4 : De participer au frais de logement de l'artiste Lauréat pour un montant forfaitaire de 250 € maximum.

Fait à Grasse, le 17 février 2025

Le Président,

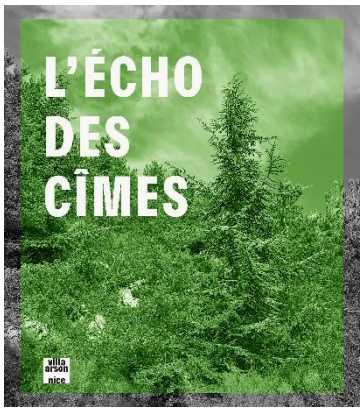
Jérôme VIAUD
Maire de Grasse
Vice-président du Conseil départemental
des Alpes-Maritimes

AR Prefecture
006-200039857-20250217-DP2025_032-AU
Reçu le 28/02/2025
Publié le 28/02/2025
Vu pour être annexée à la DP2025_032A1

APPEL A PROJET

PRIX « L'écho des cimes »

Ouvert jusqu'au 1er avril 2025



Le prix « L'écho des cimes » a pour objectif d'accompagner les alumni, jeunes artistes récemment sortis de la Villa Arson, dans leur insertion professionnelle. Le Pays de Grasse est engagé auprès des jeunes artistes en leur donnant l'opportunité de rencontrer les habitant.es des communes du territoire.

Composé de 23 communes, le territoire du Pays de Grasse est défini en 4 secteurs passant du sud, d'un secteur urbain dense au nord avec un Haut-Pays grassois plus rural. Cette diversité géographique est une richesse permettant au Pays de Grasse de devenir source d'inspiration à la création.

Ainsi, l'objectif du prix « L'écho des cimes » est de soutenir les alumni de la Villa Arson et de les accompagner en tant que jeunes acteurs et jeunes actrices de l'art contemporain sur l'ensemble d'un territoire en y intégrant 2 lieux emblématiques:

1/ Le massif d'art contemporain – L'Audibergue :
Le massif de l'Audibergue est une station de ski de moyenne montagne gérée par le Syndicat Mixte des stations de Gréolières - L'Audibergue (SMGA). Conscient de l'impact climatique sur le devenir des stations, le SMGA travaille à une nouvelle dynamique de vie locale et touristique. Ainsi, un parcours d'art contemporain est actuellement en train de se créer sur le massif de l'Audibergue.
De ce fait, en préfiguration de ce nouveau lieu de création, le lauréat créera une œuvre tel un vecteur de compréhension et/ou de lecture du paysage.

2/ L'Espace de l'Art Concret – Centre d'art contemporain d'intérêt national, Mouans-Sartoux :
Créé en 1990 et doté d'une collection d'art abstrait, la Donation Albers-Honegger, l'Espace de l'Art Concret est un centre d'art incontournable des Alpes-Maritimes.
Le lauréat se verra offert l'opportunité de présenter ses travaux lors d'une exposition au sein du centre d'art. Cette exposition permettra de présenter l'univers de l'artiste.
Cette exposition se tiendra lors des Journées Européennes du Patrimoine.

Pays de Grasse communauté d'agglomération
GRÉOLIÈRES L'AUDIBERGUE
eac. Espace de l'Art Concret Centre d'art contemporain d'intérêt national
villa arson nice

AR Prefecture
006-200039857-20250217-DP2025_032-AU
Reçu le 28/02/2025
Publié le 28/02/2025
Vu pour être annexée à la DP2025_032A1

CONDITIONS

Être un ancien étudiant de la Villa Arson récemment sorti de l'école d'art, depuis 3 ans maximum.

CALENDRIER

Le **14 février 2025** : Ouverture de l'appel à projet.
Le **1er avril 2025 minuit** : Date limite pour le dépôt du dossier de candidature.
Le **29 avril 2025** : Jury de sélection
En **juin 2025** : installation de l'œuvre sur le massif de l'Audibergue et remise de prix.

Du 20 septembre au 26 octobre 2025 : Montage de l'exposition à l'Espace de l'Art Concret du lundi au vendredi, exposition et vernissage lors du week-end des Journées Européennes du Patrimoine 2024, démontage le lundi suivant.

PARTENAIRES

- La Villa Arson
- Le Syndicat Mixte des stations de Gréolières les Neiges et l'Audibergue (SMGA)
- L'espace de l'Art Concret

FONCTIONNEMENT

Cet appel à projet permet au lauréat de bénéficier :

- D'un prix de 4.500 € (3.000 € doté par la CAPG et 1.500€ doté par le SMGA) pour la création de l'œuvre implantée sur le massif d'art contemporain ;

- D'un budget de 250€ pour se loger à l'Audibergue pour installer l'œuvre ;

- d'un budget de 800 € alloué par Eac pour l'installation de l'exposition
- d'un budget de 600 € d'honoraires et frais de monstration ;

- D'un accueil en résidence à Mouans-Sartoux pendant le montage et démontage de l'exposition et de 400 € maximum alloué par Eac de per diem pour la durée du montage et démontage ;

- De contacts privilégiés avec les institutions culturelles du territoire ;
- D'une communication adaptée sur les différents supports et sur les réseaux sociaux.

Une convention sera établie avec l'ensemble des partenaires pour acter les modalités du prix.
De plus, une autre convention sera réalisée avec le SMGA pour l'installation pérenne de l'œuvre au sein du massif d'art contemporain.

CRITERES DE SELECTION

Le lauréat sera sélectionné sur dossier par rapport à la pertinence du projet artistique dans le contexte présenté et de sa faisabilité technique dans les délais impartis.
<u>Remarque :</u>
L'œuvre sur le massif d'art contemporain sera exposée en extérieur sans possibilité d'abri aux différentes intempéries : vent, pluie… ni de connexion au secteur.

<u>Caractéristiques techniques pour l'œuvre du massif d'art contemporain :</u>
Le massif de l'Audibergue étant un site de préservation de la biodiversité, le

AR Prefecture
006-200039857-20250217-DP2025_032-AU
Reçu le 28/02/2025
Publié le 28/02/2025
Vu pour être annexée à la DP2025_032A1

Jury sera attentif à la prise en compte de l'impact écologique de l'œuvre (exemple : Artiste ou œuvre utilisant des matériaux écologiques, démarche environnementale…) et au respect de l'environnement pour son installation.
De plus, l'œuvre devra respecter les critères de sécurité liés à son exposition dans l'espace public.

DOSSIER DE CANDIDATURE

Les candidat.es devront fournir dans le dossier de sélection :

- Le formulaire de candidature complété ;
- Une proposition de sélection d'œuvres qui pourraient être exposées au sein l'Espace de l'Art Concret ;
- Une note d'intention comprenant le projet de création pour le massif d'art contemporain.
  Cette note devra présenter un pré-projet descriptif avec des croquis, photos, enregistrements…
  Cette documentation pourra être notamment utilisée lors de la communication sur les réseaux sociaux ;
- Un dossier artistique ;
- Un RIB ;
- La copie du permis de conduire ;
- La copie de l'assurance du véhicule personnel.

L'ensemble des éléments parviendront dans un format numérique compatible PC.
Tout dossier incomplet administrativement ne sera pas éligible.

Si l'artiste candidat souhaite se déplacer pour visiter le Massif de l'Audibergue et l'Espace de l'Art Concret, nous nous tenons à sa disposition.

JURY

Le comité de sélection sera composé :

- D'un.e représentant.e de La Villa Arson
- D'un.e représentant.e de L'Espace de l'Art Concret
- D'un.e représentant.e du SMGA
- D'un.e représentant.e de la CAPG
- D'une personnalité invitée

COMMUNICATION

La cession des droits est couverte pour les besoins de communication et valorisation de l'événement avant et après, ou pour tout besoin lié à la communication de l'ensemble des partenaires et de la Villa Arson. L'artiste conserve les droits au-delà de ce dispositif.

CONTACT

Service des affaires culturelles CAPG
culture@paysdegrasse.fr

AR Prefecture
006-200039857-20250217-DP2025_032-AU
Reçu le 28/02/2025
Publié le 28/02/2025
Vue pour être annexée à la décision n°DP2025_032A2

CONVENTION QUADRIPARTITE
entre la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse, Le Syndicat Mixte de Gréolières - L'Audibergue, l'Espace de l'Art Concret et l'Artiste lauréate du concours
Prix « L'écho des cimes 2025 »

Entre les soussignés :

La Communauté d'agglomération du Pays de Grasse, identifiée sous le numéro SIRET 200 039 857 000 12, dont le siège se trouve 57 avenue Pierre Sémard 06131 GRASSE cedex et représentée par son Président Jérôme Viaud, agissant au nom et pour le compte de ladite Communauté d'Agglomération, habilité à signer la présente en vertu de la décision n° DP2025_XXX prise en date du XXX visée en préfecture de Nice le XXX.

Ci-après dénommée la « CAPG », d'une part

Et

Le Syndicat Mixte des stations de Gréolières - L'Audibergue, identifié sous le numéro SIRET 250 602 125 00016, dont le siège se trouve Traverse du Cheiron 06620 Gréolières les Neiges et représenté par son Président en exercice, Monsieur Jérôme VIAUD, agissant au nom et pour le compte dudit Syndicat.

Ci-après dénommé le « SMGA », d'autre part

Et

L'Espace de l'Art Concret, ayant son siège Château de Mouans-Sartoux – 06370 Mouans-Sartoux, représenté à l'acte par Mme Fabienne Grasser-Fulchéri sa directrice, agissant au nom et pour le compte de ladite structure.

Ci-après dénommé « L'Eac », d'autre part

L'artiste, XXX , né(e) le XXX, demeurant XXX identifiée au numéro SIRET XXX.

Ci-après dénommée « L'artiste », d'autre part

PRÉAMBULE

Projet

AR Prefecture
006-200039857-20250217-DP2025_032-AU
Reçu le 28/02/2025
Publié le 28/02/2025

La Communauté d'agglomération souhaite soutenir les alumni de la Villa Arson dans leur insertion professionnelle en leur donnant la possibilité, en tant que jeunes artistes, de valoriser l'art contemporain sous toutes ses formes par l'organisation d'un prix.
Le prix « L'écho des cimes 2025 » est construit en collaboration avec l'ensemble des partenaires associés : le Syndicat Mixte des stations de Gréolières-les-Neiges l'Audibergue, l'Espace de l'Art Concret et la Villa Arson.

Le prix « L'écho des cimes 2025 » s'inscrit dans la politique de développement culturel du Pays de Grasse qui est d'affirmer une présence artistique sur le territoire et d'accompagner les jeunes artistes en leur permettant d'intégrer 2 lieux emblématiques du territoire :

1/ Le massif d'art contemporain – L'Audibergue :
Le massif de l'Audibergue est une station de ski de moyenne montagne gérée par le Syndicat Mixte des stations de Gréolière-L'audibergue (SMGA). Conscient de l'impact climatique sur le devenir des stations, le SMGA travaille à une nouvelle dynamique de vie locale et touristique. Ainsi, un parcours d'art contemporain est actuellement en train de se créer sur le massif de l'Audibergue.
De ce fait, en préfiguration de ce nouveau lieu de création, la lauréate créera une œuvre tel un vecteur de compréhension et/ou de lecture du paysage.

2/ L'Espace de l'Art Concret – Centre d'art contemporain d'intérêt national, Mouans-Sartoux :
Créé en 1990 et doté d'une collection d'art abstrait, la Donation Albers-Honegger, l'Espace de l'Art Concret est un centre d'art incontournable des Alpes-Maritimes.
La lauréate se verra offert l'opportunité de présenter ses travaux lors d'une exposition au sein du centre d'art. Cette exposition permettra de présenter l'univers de l'artiste.
Cette exposition se tiendra lors des Journées Européennes du Patrimoine.

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 : Objet

Le présent contrat a pour objet de fixer les modalités régissant le partenariat entre la CAPG, le SMGA, L'Eac et L'artiste XXX, lauréat du prix « L'écho des cimes 2025 ».

Une autre convention sera établie entre la lauréate et le SMGA pour définir les modalités en lien avec l'exposition de l'œuvre.

ARTICLE 2 : Durée de la convention

Le présent contrat prend effet à compter de sa signature par les parties.

ARTICLE 3 : Engagements des parties

Les engagements de la CAPG :

- Coordonner l'organisation globale du prix en assurant le lien avec les partenaires : La Villa Arson, l'Espace de l'Art Concret et le Syndicat Mixte Gréolières-les-Neiges et l'Audibergue ;

Projet

AR Prefecture
006-200039857-20250217-DP2025_032-AU
Reçu le 28/02/2025
Publié le 28/02/2025

- Assurer le versement d'une partie de la bourse perçue (3 000 €) par la lauréate qui lui permettra de mettre en œuvre sa création au sein du massif de l'Audibergue et de pouvoir acquérir le matériel nécessaire à sa réalisation ;
- Assurer le versement de 1 000 € à l'Espace de l'Art concret pour sa mission d'accompagnement artistique tout au long du projet (encadrement de l'artiste, accompagnement à la professionnalisation) et de valorisation du projet par la réalisation de support de communication.
- De participer au logement de l'artiste Lauréat pour un montant forfaitaire de 250 € maximum (paiement sur justificatif).

Les engagements du SMGA :

- Assurer le versement d'une partie de la bourse perçue (1 500 €) par la lauréate qui lui permettra de mettre en œuvre sa création au sein du massif de l'Audibergue et de pouvoir acquérir le matériel nécessaire à sa réalisation.
- Assurer l'accueil du lauréat sur le Haut-Pays grassois pour l'installation de l'œuvre sur le massif de l'Audibergue (mi-juin 2024) ;
- Assurer l'installation de l'œuvre aux côtés du Lauréats et l'organisation d'un temps de valorisation lors de sa semaine de présence.

Les engagements de l'Eac :

- Allouer un budget de 800 € pour l'installation de l'exposition ;
- Allouer un budget de 600 € d'honoraires et frais de monstration ;
- Assurer l'accueil du lauréat à Mouans-Sartoux pendant le montage et démontage de l'exposition et de 400 € maximum de per diem pour la durée du montage et démontage (du XX au XX septembre 2025) ;
- Assurer la communication et le vernissage de l'exposition lors du week-end des Journées Européennes du Patrimoine 2024 (les 21 et 22 septembre 2024).

Les engagements du lauréat :

Pour l'exposition au sein de l'Eac :

- Exposer son univers artistique à l'Espace de l'Art Concret les XX et XX septembre 2025) ;
- Assurer le montage et le démontage de l'exposition avec l'équipe de l'Eac (période du XX au XX septembre 2025)
- Transmettre en amont les éléments nécessaires à la bonne organisation de l'exposition.

Pour la création de l'œuvre pour le massif de l'Audibergue :

- Produire une réalisation pour le massif de L'Audibergue ;
- Assurer l'installation avec l'équipe du SMGA ;
- Être présent le mi-juin 2025 pour la remise de prix.

L'artiste doit prendre en compte l'impact écologique de l'œuvre (exemple : matériaux écologiques, démarche environnementale…) et respecter l'environnement pour son installation.
Les matériaux utilisés pour la réalisation de l'œuvre sur le Massif de l'Audibergue devront être amenés par la lauréate ou trouvés sur place (végétaux, possibilité de récupérer des tissus et habits). La réalisation étant exposée en extérieur, la lauréate prendra en compte le respect de l'environnement naturel : pas d'usage de produits nocifs.

Projet

AR Prefecture
006-200039857-20250217-DP2025_032-AU
Reçu le 28/02/2025
Publié le 28/02/2025

De plus, l'œuvre devra respecter les critères de sécurité liés à son exposition dans l'espace public.

La lauréate garantit l'ensemble des parties contre tout recours ou réclamation qui pourrait être exercé contre lui du fait de sa participation au prix et de l'exploitation qui pourra être faite de son projet artistique par les partenaires conformément au présent règlement.

ARTICLE 4 : Assurances

Chacune des parties à la présente convention s'engage à souscrire auprès d'une compagnie d'assurance notoirement solvable une assurance couvrant sa responsabilité civile et les dommages pouvant intervenir au cours des différentes expositions.
Le lauréat désigné s'engage à fournir son attestation d'assurance responsabilité civile à la signature du présent contrat.

ARTICLE 5 : Modalités financières

La bourse 4 500 euros sera versée au lauréat du Prix à la signature de la présente d'après la répartition suivante :

- La CAPG s'engage à remettre la somme de 3 000 euros
- Le SMGA s'engage à remettre la somme de 1 500 euros

Le lauréat doit transmettre un RIB à la signature de la présente s'il ne l'avait pas joint à son dossier de candidature.

La CAPG versera 1 000 euros à l'Espace de l'Art concret pour son accompagnement tout au long du projet (cf article 3).

ARTICLE 6 : Rétractation

Chacune des parties dispose d'un délai de quinze jours ouvrables à compter de la signature de la présente convention pour se rétracter sur les engagements qu'il a pris par la présente convention, sans devoir verser une quelconque indemnité à l'autre partie.

La partie souhaitant se rétracter doit en informer l'autre par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 7 : Modification

La responsabilité de la CAPG ne saurait être encourue si, pour un cas de force majeure ou d'événement imprévu (mesures sanitaires…), le présent Prix ou la remise des prix devaient être modifiés, reportés, prolongés, écourtés ou annulés.

ARTICLE 8 : Litiges et Responsabilités

Le présent contrat est régi par la loi française.
En cas de différend, chaque partie s'efforcera de trouver de bonne foi un accord. La partie souhaitant mettre en œuvre le processus de négociation devra en informer l'autre partie par Lettre Recommandée avec Accusé de Réception (LRAR) en indiquant les éléments du différend.

Projet

AR Prefecture
006-200039857-20250217-DP2025_032-AU
Reçu le 28/02/2025
Publié le 28/02/2025

A défaut d'accord trouvé dans un délai de deux mois à compter de la réception de la LRAR par la partie concernée, le litige sera porté devant le Tribunal administratif de Nice.

ARTICLE 9 : Communication

En matière de publicité et d'information, les parties respecteront l'esprit général de la documentation fournie par le lauréat et observeront scrupuleusement les mentions obligatoires (nom de l'artiste, de la réalisation…).
Du seul fait de l'acceptation de son prix, le lauréat autorise les parties à utiliser ses nom et prénom et ses réalisations, dans le cadre de la promotion du Prix « L'écho des cimes 2025 » à titre non commercial, et sans que cette utilisation puisse ouvrir d'autres droits que le prix gagné.

ARTICLE 10 : Droits photographiques et droit à l'image / cession des droits

Article 10.1 Nature et étendue de la cession des droits

La cession porte sur l'ensemble des droits d'auteur se rapportant à l'œuvre d'esprit au sens de l'article L. 112-1 et L. 112-2 du code de la propriété intellectuelle qui a permis de remporter le prix « L'écho des cimes 2025 ».
Les droits cédés est une cession totale des droits patrimoniaux à titre gratuit et comprennent :

- Les droits de reproduction et de duplication de tout ou partie de l'œuvre par tout moyen et sur des supports de toute nature (notamment les supports imprimés et les supports numériques) ;
- Les droits de représentation de tout ou partie de l'œuvre auprès du public par tout moyen de communication (notamment la télédiffusion par les réseaux informatiques, les réseaux sociaux et les représentations publiques) ;
- Les droits d'adaptation et de modification de tout ou partie de l'œuvre pour permettre sa publication ;
- Le droit pour les parties d'utiliser les photos dans ses messages publicitaires, dans les médias et pour toute manifestation publi-promotionnelle sans que cette utilisation puisse ouvrir d'autres droits que le prix gagné.
- Le droit de la représentation et l'utilisation de son travail pour tout type d'exploitation actuels et futurs et notamment dans le cadre du Prix « L'écho des cimes 2025 » ou de sa promotion

La présente cession est consentie, pour le monde entier, et pour la durée de la propriété littéraire et artistique sur la réalisation, d'après les législations françaises et étrangères et les conventions internationales actuelles ou futures, y compris les prolongations qui pourraient être apportées à cette durée.

Article 10.2 Engagements du cédant

1. L'artiste garantit qu'il est titulaire des droits d'auteur des réalisations proposées au jury, qu'il ne se rend pas coupable de plagiat, que l'œuvre faisant l'objet de la présente cession est une œuvre originale, qu'elle n'est pas la reproduction d'œuvres

Projet

AR Prefecture
006-200039857-20250217-DP2025_032-AU
Reçu le 28/02/2025
Publié le 28/02/2025

déjà diffusées, d'œuvres dont les droits appartiennent à un tiers, ou de toute autre création protégée par le droit de la propriété intellectuelle.

2. Le lauréat s'engage à ce que la réalisation qu'il réalise n'ait pas fait l'objet de publication au préalable, ni de contrat d'édition/d'utilisation commerciale à venir et à ne pas s'être inspiré directement ni indirectement d'une création déjà existante.
3. L'artiste garantit à la CAPG et au SMGA la jouissance paisible et entière des droits présentement consentis, contre tous les troubles, revendications et évictions quelconques. Il certifie que l'œuvre n'a fait à ce jour l'objet d'aucune contestation. Au cas où une contestation concernant les droits sur l'œuvre serait émise par un tiers, le cédant s'engage à apporter au cessionnaire, à sa première demande, tout son appui judiciaire.
4. Si le lauréat présente une réalisation dont le sujet principal est une ou plusieurs personnes reconnaissables, il doit avoir obtenu leur accord écrit au préalable, et si le sujet est mineur, l'autorisation parentale.
5. Si le lauréat propose une photo représentant un lieu, un décor, un monument dont l'utilisation de l'image nécessite une autorisation, il doit avoir obtenu un accord écrit au préalable auprès des personnes/autorités compétentes.
6. Le lauréat est seul responsable de la réalisation déposée dans le cadre de ce prix et garantit l'ensemble des parties contre toute action ou recours qui pourrait être intenté par toute personne pour atteinte à ses droits de propriété intellectuelle, à son image ou à sa vie privée.

Article 10.3 Engagements des cessionnaires

1. Chaque reproduction, publication sera accompagnée des mentions suivantes, sauf dispense expresse de l'artiste :

   - XXX, lauréat du prix « L'écho des cimes 2025 »

2. Les cessionnaires s'interdisent expressément de procéder à une exploitation de l'œuvre susceptible de porter atteinte à la vie privée de l'artiste ou à sa réputation, à sa dignité ou à son intégrité.

<u>ARTICLE 11</u> : Données personnelles

Conformément aux dispositions de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le lauréat bénéficie d'un droit d'accès et de rectification des données le concernant et peut demander que ses coordonnées soient radiées et ne soient pas communiquées à des tiers

Projet

AR Prefecture
006-200039857-20250217-DP2025_032-AU
Reçu le 28/02/2025
Publié le 28/02/2025

Fait à Grasse en quatre exemplaires, le

Pour la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse
Le Président,

Jérôme VIAUD

Pour l'Espace de l'Art Concret,
La Directrice,

Fabienne GRASSER-FULCHERI

Pour le Syndicat Mixte de Gréolière-l'Audibergue,
Le Président,

Jérôme VIAUD

Pour l'Artiste,

XXX

Projet

AR Prefecture
006-200039857-20250219-DP2025_033-AU
Reçu le 28/02/2025
Publié le 28/02/2025

Pays de Grasse
communauté d'agglomération

REPUBLIQUE FRANÇAISE
DEPARTEMENT
DES ALPES-MARITIMES

DECISION DU PRESIDENT N°DP2025_033

Objet : Signature d'une convention de prêt en vue de l'exposition temporaire aux Jardins du Musée International de la Parfumerie du 5 avril au 3 novembre 2025 intitulée « *Vibrations du vivant* » entre la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse pour les JMIP et l'artiste Antoine PIERINI

Le Président de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse

Vu les articles L.5211-1 et L.5211-2 du Code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération DL2024_001 du 22 février 2024 de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse par laquelle le conseil communautaire a délégué au président certaines de ses attributions conformément à l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;

Considérant que la conservation des Musées de Grasse organise une exposition estivale 2025 aux Jardins du MIP intitulée « *Vibrations du vivant* », il convient de signer une convention de prêt avec l'artiste Antoine PIERINI ;

DECIDE

Article 1 : De signer une convention de prêt entre la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse et l'artiste Antoine PIERINI ;

Article 2 : D'allouer le budget de 2000 € TTC pour défrayer Antoine PIERINI pour le transport aller/retour des œuvres à hauteur de deux mille euros (2000 euros) maximum.

Fait à Grasse, le 19 février 2025

Le Président,

Jérôme VIAUD
Maire de Grasse
Vice-président du Conseil départemental
des Alpes-Maritimes

AR Prefecture
006-200039857-20250219-DP2025_033-AU
Reçu le 28/02/2025
Publié le 28/02/2025

Les Jardins du Musée International de la Parfumerie

CONVENTION DE PRET

ENTRE LES SOUSSIGNES :

La Communauté d'agglomération du Pays de Grasse, identifiée sous le numéro SIRET 200 039 857 000 12, dont le siège social se trouve au 57 avenue Pierre Sémard 06130 GRASSE et représentée par son Président en exercice, Monsieur Jérôme VIAUD, agissant au nom et pour le compte de ladite Communauté d'Agglomération, habilité à signer les présentes en vertu d'une décision N° DP2025_XXX prise en date du XXX 2025 visée en préfecture de Nice le XXXXX 2025.

Ci-après dénommé l'« ***Organisateur*** », d'une part,

et

Monsieur Antoine PIERINI, né le 30/091980 à Antibes, demeurant au 61 chemin du plan, 06410 Biot, identifiée sous le numéro SIRET 444 465 900 00017.

Ci-après dénommé "**prêteur**" d'autre part,

Ci-après-dénommés ensemble, « les parties »,

IL EST EXPOSE CE QUI SUIT :

Les Jardins du Musée International de la Parfumerie à Mouans-Sartoux organisent une exposition temporaire des œuvres de l'artiste Antoine PIERINI intitulée ***« Vibrations du vivant »*** pour la période du **5 *avril au 3 novembre 2025***

Antoine Pierini est maître-verrier, designer et artiste sur verre français. Né en 1980 à Antibes, il vit et travaille au village de Biot, centre de production verrière historique.
Formateur à l'international, Antoine Pierini a présenté ses pièces à travers le monde dans une multitude d'expositions collectives et des expositions lui ont été consacrées notamment au GlasMuseum de Lette en Allemagne.
Dans la continuité de son atelier à Biot, il a également créé le Centre du Verre Contemporain. Un lieu labellisé « Ateliers d'Art de France », à vocation locale et internationale.

AR Prefecture
006-200039857-20250219-DP2025_033-AU
Reçu le 28/02/2025
Publié le 28/02/2025

CECI EXPOSE, IL EST CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIT :

Article 1 : Objet du contrat

Le présent contrat a pour objet de définir les modalités d'exposition des œuvres de l'artiste précitées.

Article 2 : Propriété des œuvres

Les œuvres présentées dans l'exposition restent la propriété du prêteur.
A ce titre, le prêteur certifie être le seul titulaire des droits qui s'y attachent.

Article 3 : Lieu et période d'exposition

Les œuvres prêtées objet de la présente convention seront exposées lors de l'exposition temporaire de l'artiste Antoine PIERINI intitulée ***« Vibrations du vivant »*** durant la période **du 5 avril au 3 novembre 2025.**

Cette exposition se déroulera au sein des Jardins du Musée International de la Parfumerie (JMIP). Deux sculptures d'Antoine PIERINI seront également présentées au Musée International de la Parfumerie (MIP) à Grasse.

Article 4 Modalités financières

La cession des droits de reproduction et d'exposition est à titre gratuit.

La CAPG s'acquittera du défrayement forfaitaire de l'artiste pour le transport des œuvres aller/retour des œuvres servant à promouvoir l'exposition à hauteur de 2000 € (deux mille euros).

Article 5 : Obligations des parties

Article 5.1 Obligations des prêteurs

Le prêteur s'engage à exposer les œuvres choisies, en concertation avec la Conservation des Musées de Grasse et à les maintenir durant toute la durée de l'exposition. La mise en œuvre de l'exposition, sera assurée par l'équipe de conservation.

Le prêteur s'engage :

- A fournir aux Jardins du MIP pour le 5 avril 2025 six à huit sculptures et à céder les droits de représentation pour la promotion de l'exposition ;

- A fournir au Musée International de la Parfumerie pour le 27 juin 2025 les deux sculptures et à céder les droits de représentation pour la promotion de l'exposition

- à réaliser le transport des sculptures aller et retour ;

- A fournir les informations pour réaliser les cartels de chaque sculpture ;

- A fournir plusieurs photos en format numérique et en haute définition pour la communication ;

- A fournir les valeurs d'assurance de chaque sculpture ;

- A être présent aux Jardins du MIP pour le vernissage le 5 avril 2025 à 11h00 ;

AR Prefecture
006-200039857-20250219-DP2025_033-AU
Reçu le 28/02/2025
Publié le 28/02/2025

Le prêteur garantit que les œuvres exposées, objets de la présente convention, respectent les dispositions du Code Civil portant sur les droits de la personnalité, notamment l'article 9 sur le respect de la vie privée, et qu'elles ne sont pas susceptibles de porter atteinte à la représentation de la personne réprimée par les articles 226-1 et 226-8 du Code Pénal.

Article 5.2 : Obligations de la CAPG

Pour les Jardins du MIP et le MIP, la CAPG s'engage :
- à présenter l'exposition aux dates du **5 avril au 3 novembre 2025**
- A réaliser les panneaux et cartels à placer à côté des œuvres dans l'exposition.

Pour les Jardins du MIP et le MIP, la CAPG s'engage à produire l'ensemble des supports de promotion et d'accompagnement de l'exposition, soit :
- le dossier de presse (version PDF) ;
- le carton d'invitation (web uniquement) ;
- l'affiche ;
- le flyer ;
- annonce sur le site Internet, Facebook, Instagram…

La CAPG s'engage également à :

- défrayer Antoine Pierini pour le transport aller/retour des œuvres à hauteur de deux mille euros (2000 euros) maximum.
- réaliser un shooting photo de l'exposition avec un photographe de la direction de la communication de la CAPG

Article 6 : Nature des droits cédés

Article 6.1 Cession des droits de représentation et de reproduction des œuvres de l'exposition

Les droits de représentation (article L 122-3 du Code de la Propriété Intellectuelle) et de reproduction (article L 122-2 du Code de la Propriété Intellectuelle) des œuvres sont définis ci-après :

Par droit de représentation, est entendue la communication directe par voie d'exposition des œuvres au public.

Par droit de reproduction, est entendue la fixation matérielle des œuvres par tous procédés qui permettent la communication au public des œuvres de manière indirecte et notamment :

- la reproduction sur toutes les formes de support papier ;
- la reproduction sur tous supports photographiques ou audiovisuels, analogiques ou numériques ;
- la reproduction par numérisation des œuvres et leur stockage sur fichier informatique

Dans le cadre de la promotion et la diffusion de l'exposition ***« Vibrations du vivant »***, le prêteur cède aux Jardins du Musée International de la Parfumerie les droits de reproduction.

A cet égard, les œuvres pourront être mises en forme pour toutes publications des Jardins du Musée International de la Parfumerie, supports muséographiques et numériques (y compris son site Internet et réseaux sociaux), vidéo, photos, travail préparatoire.

AR Prefecture
006-200039857-20250219-DP2025_033-AU
Reçu le 28/02/2025
Publié le 28/02/2025

Chaque reproduction sera accompagnée des mentions suivantes :

- prénom et nom de l'artiste
- titre de l'œuvre
- date de réalisation

Article 6.2 Étendue géographique et durée de la cession

La cession du droit de reproduction est consentie pour la France et l'étranger durant uniquement la promotion de l'exposition ***« Vibrations du vivant »***.

<u>Article 7</u> : Date d'effet et durée du contrat

Le contrat est conclu à compter de la signature des présentes et jusqu'au complet démontage de l'exposition.

<u>Article 8</u> : Modification du contrat

Toutes modifications des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant.

<u>Article 9</u> : Résiliation du contrat

Faute d'exécution de leurs obligations respectives, soit par les prêteurs soit par la CAPG pour les Jardins du Musée International de la Parfumerie, et quinze jours après l'envoi d'une mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception restée sans réponse, le présent contrat sera résilié de plein droit, aux torts et griefs de la partie défaillante.

<u>Article 10</u> : **Litiges**

En cas de difficultés dans l'interprétation ou l'exécution du présent contrat, les parties conviennent de rechercher préalablement un accord amiable. A défaut, le litige sera porté devant la juridiction compétente du ressort du tribunal compétent.

Fait à Grasse, le

En deux exemplaires

Pour le Prêteur	Pour la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse
Antoine PIERINI	Le Président, **Jérôme VIAUD** Maire de Grasse, Vice-Président du Conseil départemental des Alpes-Maritimes

AR Prefecture
006-200039857-20250219-DP2025_034-AU
Reçu le 28/02/2025
Publié le 28/02/2025

Pays de Grasse
communauté d'agglomération

REPUBLIQUE FRANÇAISE
DEPARTEMENT
DES ALPES-MARITIMES

DECISION DU PRESIDENT N°DP2025_034

Objet : Mise en vente de nouveaux produits à la boutique du Musée International de la Parfumerie et modification de prix

Le Président de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse

Vu les articles L.5211-1 et L.5211-2 du code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération DL2024_001 du 22 février 2024 de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse par laquelle le conseil communautaire a délégué au président certaines de ses attributions conformément à l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération du conseil communautaire n°DL2024_210 du 12 décembre 2024 relative au recueil des tarifs 2025 fixant également les tarifs du Musée International de la Parfumerie et des Jardins du Musée International de la Parfumerie ;

Considérant que la boutique du Musée International de la Parfumerie souhaite proposer de nouveaux produits et modifier les prix de certains produits ;

DECIDE

Article 1 : D'autoriser la mise en vente à la Boutique du Musée International de la Parfumerie, de nouveaux produits mentionnés dans l'annexe 1 et de mettre à jour les changements de prix de certains produits mentionnés dans l'annexe 2 ;

Article 2 : Les recettes seront encaissées à l'article 7018 « autres ventes de produits finis » du budget principal.

Fait à Grasse, le 19 février 2025

Le Président,

Jérôme VIAUD
Maire de Grasse
Vice-président du Conseil départemental
des Alpes-Maritimes

AR Prefecture
006-200039857-20250219-DP2025_034-AU
Reçu le 20/02/2025
Publié le 20/02/2025

pays de Grasse
communauté d'agglomération

REPUBLIQUE FRANÇAISE
DEPARTEMENT
DES ALPES-MARITIMES

Annexe n°1

NOUVEAU PRODUITS - Boutique du MIP

LIBELLE	code vivaticket	P.A HT	% TVA	P.V HT	PV.TTC	% MARGE	FOURNISSEUR	Qtés
Enveloppes parfumées	501PPP0001	1,60 €	20,0%	3,33 €	4,00 €	51,95%	PLANTES ET PARFUMS	
Enveloppes parfumées	501PPP0002	1,60 €	20,0%	3,33 €	4,00 €	51,95%	PLANTES ET PARFUMS	
Enveloppes parfumées	501PPP0003	1,60 €	20,0%	3,33 €	4,00 €	51,95%	PLANTES ET PARFUMS	
Enveloppes parfumées	501PPP0004	1,60 €	20,0%	3,33 €	4,00 €	51,95%	PLANTES ET PARFUMS	
Enveloppes parfumées	501PPP0005	1,60 €	20,0%	3,33 €	4,00 €	51,95%	PLANTES ET PARFUMS	
BOUGIE VEGETALE	501PPP0006	7,60 €	20,0%	15,83 €	19,00 €	51,95%	PLANTES ET PARFUMS	
BOUGIE VEGETALE	501PPP0007	7,60 €	20,0%	15,83 €	19,00 €	51,95%	PLANTES ET PARFUMS	
SPRAY AMBIANCE	501PPP0008	6,55 €	20,0%	13,25 €	15,90 €	50,57%	PLANTES ET PARFUMS	
SPRAY AMBIANCE	501PPP0009	6,55 €	20,0%	13,25 €	15,90 €	50,57%	PLANTES ET PARFUMS	
SPRAY AMBIANCE	501PPP0010	6,55 €	20,0%	13,25 €	15,90 €	50,57%	PLANTES ET PARFUMS	
SPRAY AMBIANCE	501PPP0011	6,55 €	20,0%	13,25 €	15,90 €	50,57%	PLANTES ET PARFUMS	
SPRAY AMBIANCE	501PPP0012	6,55 €	20,0%	13,25 €	15,90 €	50,57%	PLANTES ET PARFUMS	
SPRAY AMBIANCE	501PPP0013	6,55 €	20,0%	13,25 €	15,90 €	50,57%	PLANTES ET PARFUMS	
SPRAY AMBIANCE	501PPP0014	6,55 €	20,0%	13,25 €	15,90 €	50,57%	PLANTES ET PARFUMS	
SPRAY AMBIANCE	501PPP0015	6,55 €	20,0%	13,25 €	15,90 €	50,57%	PLANTES ET PARFUMS	
SPRAY AMBIANCE	501PPP0016	6,55 €	20,0%	13,25 €	15,90 €	50,57%	PLANTES ET PARFUMS	
SPRAY AMBIANCE	501PPP0017	6,55 €	20,0%	13,25 €	15,90 €	50,57%	PLANTES ET PARFUMS	
SPRAY AMBIANCE	501PPP0018	6,55 €	20,0%	13,25 €	15,90 €	50,57%	PLANTES ET PARFUMS	
SPRAY AMBIANCE	501PPP0019	6,55 €	20,0%	13,25 €	15,90 €	50,57%	PLANTES ET PARFUMS	
SPRAY AMBIANCE	501PPP0020	6,55 €	20,0%	13,25 €	15,90 €	50,57%	PLANTES ET PARFUMS	

AR Prefecture
006-200039857-20250219-DP2025_034-AU
Reçu le 28/02/2025
Publié le 28/02/2025

BOUGIE VEGETALE RIVIERA	501PPP0021	9,90 €	20,0%	16,67 €	20,00 €	40,61%	PLANTES ET PARFUMS	
BOUGIE VEGETALE RIVIERA	501PPP0022	9,90 €	20,0%	16,67 €	20,00 €	40,61%	PLANTES ET PARFUMS	
BOUGIE VEGETALE RIVIERA	501PPP0023	9,90 €	20,0%	16,67 €	20,00 €	40,61%	PLANTES ET PARFUMS	
SPAY AMBIANCE RIVIERA	501PPP0024	9,90 €	20,0%	16,67 €	20,00 €	40,61%	PLANTES ET PARFUMS	
SPAY AMBIANCE RIVIERA	501PPP0025	9,90 €	20,0%	16,67 €	20,00 €	40,61%	PLANTES ET PARFUMS	
SPAY AMBIANCE RIVIERA	501PPP0026	9,90 €	20,0%	16,67 €	20,00 €	40,61%	PLANTES ET PARFUMS	
BOUGIE VEGE GRAND CRU	501PPP0027	19,50 €	20,0%	37,50 €	45,00 €	48,00%	PLANTES ET PARFUMS	
SPAY AMBIANCE GRAND CRU	501PPP0028	9,90 €	20,0%	16,67 €	20,00 €	40,61%	PLANTES ET PARFUMS	
BATON GRAND CRU	501PPP0029	21,10 €	20,0%	37,50 €	45,00 €	43,73%	PLANTES ET PARFUMS	
BOUGIE VEGE GRAND CRU	501PPP0030	19,50 €	20,0%	37,50 €	45,00 €	48,00%	PLANTES ET PARFUMS	
SPAY AMBIANCE GRAND CRU	501PPP0031	9,90 €	20,0%	16,67 €	20,00 €	40,61%	PLANTES ET PARFUMS	
BATON GRAND CRU	501PPP0032	21,10 €	20,0%	37,50 €	45,00 €	43,73%	PLANTES ET PARFUMS	
BOUGIE VEGE GRAND CRU	501PPP0033	19,50 €	20,0%	37,50 €	45,00 €	48,00%	PLANTES ET PARFUMS	
SPAY AMBIANCE GRAND CRU	501PPP0034	9,90 €	20,0%	16,67 €	20,00 €	40,61%	PLANTES ET PARFUMS	
BATON GRAND CRU	501PPP0035	21,10 €	20,0%	37,50 €	45,00 €	43,73%	PLANTES ET PARFUMS	
BOUGIE VEGE GRAND CRU	501PPP0036	19,50 €	20,0%	37,50 €	45,00 €	48,00%	PLANTES ET PARFUMS	
SPAY AMBIANCE GRAND CRU	501PPP0037	9,90 €	20,0%	16,67 €	20,00 €	40,61%	PLANTES ET PARFUMS	
BATON GRAND CRU	501PPP0038	21,10 €	20,0%	37,50 €	45,00 €	43,73%	PLANTES ET PARFUMS	
BOUGIE VEGE GRAND CRU	501PPP0039	19,50 €	20,0%	37,50 €	45,00 €	48,00%	PLANTES ET PARFUMS	
SPAY AMBIANCE GRAND CRU	501PPP0040	9,90 €	20,0%	16,67 €	20,00 €	40,61%	PLANTES ET PARFUMS	
BATON GRAND CRU	501PPP0041	21,10 €	20,0%	37,50 €	45,00 €	43,73%	PLANTES ET PARFUMS	
BOUGIE VEGE GRAND CRU	501PPP0042	19,50 €	20,0%	37,50 €	45,00 €	48,00%	PLANTES ET PARFUMS	
SPAY AMBIANCE GRAND CRU	501PPP0043	9,90 €	20,0%	16,67 €	20,00 €	40,61%	PLANTES ET PARFUMS	
EDT PPP MONOI	751COSM106	11,20 €	20,0%	24,17 €	29,00 €	53,66%	PLANTES ET PARFUMS	
EDT PPP ORANGER DORE	751COSM107	11,20 €	20,0%	24,17 €	29,00 €	53,66%	PLANTES ET PARFUMS	
EDT 30 ML	751COSM108	4,50 €	20,0%	10,00 €	12,00 €	55,00%	PLANTES ET PARFUMS	
EDT 30 ML	751COSM109	4,50 €	20,0%	10,00 €	12,00 €	55,00%	PLANTES ET PARFUMS	
EDT 30 ML	751COSM110	4,50 €	20,0%	10,00 €	12,00 €	55,00%	PLANTES ET PARFUMS	
EDT 30 ML	751COSM111	4,50 €	20,0%	10,00 €	12,00 €	55,00%	PLANTES ET PARFUMS	
EDT 30 ML	751COSM112	4,50 €	20,0%	10,00 €	12,00 €	55,00%	PLANTES ET PARFUMS	

AR Prefecture
006-200039857-20250219-DP2025_034-AU
Reçu le 28/02/2025
Publié le 28/02/2025

EDT 30 ML	751COSM113	4,50 €	20,0%	10,00 €	12,00 €	55,00%	PLANTES ET PARFUMS	
EDT 30 ML	751COSM114	4,50 €	20,0%	10,00 €	12,00 €	55,00%	PLANTES ET PARFUMS	
EDT 30 ML	751COSM115	4,50 €	20,0%	10,00 €	12,00 €	55,00%	PLANTES ET PARFUMS	
BEURRE DE KARITE	751COSM116	8,30 €	20,0%	16,58 €	19,90 €	49,94%	PLANTES ET PARFUMS	
HUILE SECHE BEAUTE	751COSM117	7,15 €	20,0%	14,08 €	16,90 €	49,22%	PLANTES ET PARFUMS	
HUILE SCINTILLANTE	751COSM118	7,60 €	20,0%	14,92 €	17,90 €	49,06%	PLANTES ET PARFUMS	
MIEL MIMOSA	711T060019	9,00 €	0%	15,00 €	15,00 €	46,67	TERROIR 06	
MIEL FO 100 GR	711T060020	7,00 €	0%	11,00 €	11,00 €	36,36	TERROIR 06	
MIEL YUZU 100 GR	711T060021	12,00 €	0%	18,00 €	18,00 €	33,33	TERROIR 06	
MIEL LAVANDE 200 GR	711T060022	10,00 €	0%	15,00 €	15,00 €	33,33	TERROIR 06	
CONFIT MIMOSA 200 GR	711T060023	8,50 €	0%	13,00 €	13,00 €	34,62	TERROIR 06	
GELEE DE CLEMENTINE 200 GR	711T060024	7,50 €	0%	11,00 €	11,00 €	31,82	TERROIR 06	
CONFITURE PAMPLEMOUSSE	707EPI0010	3,85 €	5,5%	7,58 €	8,00 €		EPICURIEN	
CONFITURE ORANGE/FO	707EPI0011	3,65 €	5,5%	7,58 €	8,00 €		EPICURIEN	
CONFITURE CLEMENTINE CORSE	707EPI0012	3,85 €	5,5%	7,58 €	8,00 €		EPICURIEN	
CONFITURE FRAISE VIOLETTE	707EPI0013	3,85 €	5,5%	7,58 €	8,00 €		EPICURIEN	
CONFITURE GRENADE HIBISCUS	707EPI0014	3,75 €	5,5%	7,58 €	8,00 €		EPICURIEN	
FLEURS DE COQUELICOT	707EPI0015	2,15 €	5,5%	4,74 €	5,00 €		EPICURIEN	
SAVON CORDE ROSE	501MGB0029	2,51 €	20,0%	5,00 €	6,00 €	56,60%	ATELIER DU SAVON	131
SAVON CORDE LAVANDE	501MGB0030	2,51 €	20,0%	5,00 €	6,00 €	56,60%	ATELIER DU SAVON	131
SAVON CORDE ROSE	501MGB0032	1,72 €	20,0%	3,33 €	4,00 €	65,47%	ATELIER DU SAVON	131
SAVON CORDE FLEUR D'ORANGER	501MGB0033	2,51 €	20,0%	5,00 €	6,00 €	56,60%	ATELIER DU SAVON	131
SAVON CORDE JASMIN	501MGB0034	2,51 €	20,0%	5,00 €	6,00 €	56,60%	ATELIER DU SAVON	131
SAVON CORDE YUZU GINGEMBRE	501MGB0050	3,24 €	20,0%	6,25 €	7,50 €	48,16%	ATELIER DU SAVON	131
SAVON CORDE VERVEINE	501MGB0051	2,51 €	20,0%	5,00 €	6,00 €	49,80%	ATELIER DU SAVON	131
SAVON CORDE MIMOSA	501MGB0052	2,51 €	20,0%	5,00 €	6,00 €	49,80%	ATELIER DU SAVON	131
SAVON CORDE VER MENTHE POIVRE	501MGB0053	2,51 €	20,0%	5,00 €	6,00 €	49,80%	ATELIER DU SAVON	131
SAVON COUPE BRUT LAVANDE	501MGB0054	2,95 €	20,0%	5,83 €	7,00 €	49,40%	ATELIER DU SAVON	131
SAVON COUPE BRUT ORANGE	501MGB0055	2,95 €	20,0%	5,83 €	7,00 €	49,40%	ATELIER DU SAVON	131
SAVON COUPE BRUT BOIS DE ROSE	501MGB0056	2,95 €	20,0%	5,83 €	7,00 €	49,40%	ATELIER DU SAVON	131

AR Prefecture
006-200039857-20250219-DP2025_034-AU
Reçu le 28/02/2025
Publié le 28/02/2025

SAVON CITRON JAUNE	501MGB0057	1,72 €	20,0%	3,33 €	4,00 €	48,35%	ATELIER DU SAVON	131
SAVON ROND OUD	501MGB0058	2,94 €	20,0%	5,83 €	7,00 €	49,57%	ATELIER DU SAVON	131
SAVON LIQUIDE OUD	501MGB0059	5,00 €	20,0%	10,00 €	12,00 €	50,00%	ATELIER DU SAVON	131
TORCHONS FLORAUX GARNIER THIBAULT	504GT0001	8,95 €	20,0%	15,00 €	18,00 €	40,33%	GARNIER THIBAULT	245
MUG GARNIER THIBAULT	504GT0002	5,95 €	20,0%	12,50 €	15,00 €	44,40%	GARNIER THIBAULT	245
BATON PARFUM FLEURS D'AGRUMES	766LOT0181	12,60 €	20,0%	24,17 €	29,00 €	47,87%	LOTHANTIQUE	160
BATON PARFUM FLEURS DE MENTON	766LOT0182	12,60 €	20,0%	24,17 €	29,00 €	47,87%	LOTHANTIQUE	160
SPRAY AMBIANCE FLEURS D'AGRUMES	766LOT0183	6,00 €	20,0%	12,50 €	15,00 €	52,00%	LOTHANTIQUE	160
SPRAY AMBIANCE FLEURS DE MENTON	766LOT0184	6,00 €	20,0%	12,50 €	15,00 €	52,00%	LOTHANTIQUE	160
BOUGIE 200 GR EVASION	766LOT0185	8,50 €	20,0%	16,67 €	20,00 €	49,01%	LOTHANTIQUE	160
BRUME OREILLER EVASION	766LOT0186	5,90 €	20,0%	12,50 €	15,00 €	52,80%	LOTHANTIQUE	160
SPRAY AMBIANCE EVASION	766LOT0187	8,00 €	20,0%	16,67 €	20,00 €	52,01%	LOTHANTIQUE	160
BOUGIE 160 GR FLEURS EXOTIQUES	766LOT0188	6,90 €	20,0%	13,33 €	16,00 €	48,24%	LOTHANTIQUE	160
SPRAY AMBIANCE FLEURS EXOTIQUES	766LOT0189	6,00 €	20,0%	12,50 €	15,00 €	52,00%	LOTHANTIQUE	160
BOUGIE 160 GR PETALES DE FLEURS	766LOT0190	6,90 €	20,0%	13,33 €	16,00 €	48,24%	LOTHANTIQUE	160
SPRAY AMBIANCE PETALES DE FLEURS	766LOT0191	6,00 €	20,0%	12,50 €	15,00 €	52,00%	LOTHANTIQUE	160
BATONS AMBIANCE LA TETE DANS LES ETOILES	766LOT0192	36,00 €	20,0%	54,17 €	65,00 €	33,54%	LOTHANTIQUE	160
savon corde immortelle	501MGB0060	2,71 €	20,0%	5,83 €	7,00 €	53,52%	atelier du savon	131
SAVONNETTE PATCHOULI	803MDR0072	1,68 €	20,0%	3,33 €	4,00 €	59,45%	MAS DU ROSEAU	215
SAVONNETTE RHUBARBE	803MDR0073	1,68 €	20,0%	3,33 €	4,00 €	59,45%	MAS DU ROSEAU	215
SAVONNETTE ORIENT	803MDR0074	1,68 €	20,0%	3,33 €	4,00 €	59,45%	MAS DU ROSEAU	215
SAVONNETTE VANILLE	803MDR0075	1,68 €	20,0%	3,33 €	4,00 €	59,45%	MAS DU ROSEAU	215
SAVONNETTE VIOLETTE	803MDR0076	1,68 €	20,0%	3,33 €	4,00 €	59,45%	MAS DU ROSEAU	215
EDP CIEL DE FEU	772COSM044	13,85 €	20,0%	24,17 €	29,00 €	42,70%	ELEVEN CREATIONS	170

AR Prefecture
006-200039857-20250219-DP2025_034-AU
Reçu le 28/02/2025
Publié le 28/02/2025

Annexe n°2

Changement de tarif - Boutique du MIP

LIBELLE	code vivaticket	P.A HT	% TVA	P.V HT	PV.TTC	% MARGE	FOURNISSEUR
EAU DE PARFUM UN ÉTÉ EN PROVENCE	785COSM008	5,70 €	20,0%	11,25 €	13,50 €	49,33%	UN ÉTÉ EN PROVENCE
AFFICHES MONSIEUR Z	354AR0022	5,75 €	20,0%	12,50 €	15,00 €	75,92%	ART ET SENS
AFFICHE UNESCO	354AR0025	5,75 €	20,0%	12,50 €	15,00 €	75,92%	ART ET SENS
AFFICHES DOZ	6DOZ002	5,75 €	20,0%	12,50 €	15,00 €	75,92%	ART ET SENS
EDP SIGNATURE	772COSM001	14,70 €	20,0%	29,17 €	35,00 €	49,61%	ELEVEN CREATIONS
EDP SEDUCTION	772COSM004	7,45 €	20,0%	15,00 €	18,00 €	50,33%	ELEVEN CREATIONS
EDP LINETTE	772COSM005	8,20 €	20,0%	15,83 €	19,00 €	48,20%	ELEVEN CREATIONS
EDP ECHAPPEE NOCTURNE	772COSM028	13,85 €	20,0%	24,17 €	29,00 €	42,70%	ELEVEN CREATIONS
EDP NUAGE ROSE	772COSM029	13,85 €	20,0%	24,17 €	29,00 €	42,70%	ELEVEN CREATIONS
EDP ROUGE ADDICT	772COSM030	13,85 €	20,0%	24,17 €	29,00 €	42,70%	ELEVEN CREATIONS
EDP MAYA	772COSM039	8,20 €	20,0%	15,83 €	19,00 €	48,20%	ELEVEN CREATIONS
EDP TOM	772COSM040	8,20 €	20,0%	15,83 €	19,00 €	48,20%	ELEVEN CREATIONS
EDP L'O ANIMAL	772COSM043	13,85 €	20,0%	24,17 €	29,00 €	42,70%	ELEVEN CREATIONS
EDP BIKER	772COSM046	13,85 €	20,0%	24,17 €	29,00 €	42,70%	ELEVEN CREATIONS
BOUGIE LA PARFUMOTEC	502MLPARF1	6,43 €	20,0%	12,50 €	15,00 €	44,32%	LA PARFUMOTEC
SPRAY INTERIEUR LA PARFUMOTEC	502MLPARF2	5,25 €	20,0%	10,00 €	12,00 €	59,50%	LA PARFUMOTEC

AR Prefecture
006-200039857-20250219-DP2025_035-AU
Reçu le 28/02/2025
Publié le 28/02/2025

Pays de Grasse
communauté d'agglomération

REPUBLIQUE FRANÇAISE
DEPARTEMENT
DES ALPES-MARITIMES

DECISION DU PRESIDENT N°DP2025_035

Objet : Mise en vente de nouveaux produits à la boutique des jardins du Musée International de la Parfumerie

Le Président de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse

Vu les articles L.5211-1 et L.5211-2 du Code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération DL2024_001 du 22 février 2024 de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse par laquelle le conseil communautaire a délégué au président certaines de ses attributions conformément à l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération du conseil communautaire n°DL2024_210 du 12 décembre 2024 relative au recueil des tarifs 2025 fixant également les tarifs du Musée International de la Parfumerie et des Jardins du Musée International de la Parfumerie ;

Considérant que la boutique des jardins du Musée International de la Parfumerie souhaite proposer de nouveaux produits ;

DECIDE

Article 1 : D'autoriser la mise en vente à la Boutique des jardins du Musée International de la Parfumerie, de nouveaux produits mentionnés dans l'annexe 1 ;

Article 2 : Les recettes seront encaissées à l'article 7018 « autres ventes de produits finis » du budget principal.

Fait à Grasse, le 19 février 2025

Le Président,

Jérôme VIAUD
Maire de Grasse
Vice-président du Conseil départemental
des Alpes-Maritimes

AR Prefecture
006-200039857-20250219-DP2025_035-AU
Reçu le 20/02/2025
Publié le 20/02/2025

pays de Grasse
communauté d'agglomération

REPUBLIQUE FRANÇAISE
DEPARTEMENT
DES ALPES-MARITIMES

Annexe n°1

NOUVEAU PRODUITS - Boutique du JMIP

	PU HT	TVA	PV HT	PV TTC	MARGE	Marge%	FOURNISSEUR
Master pocket quizz anglais/français	8,50 €	0,0%	15,00 €	15,00 €	6,50 €		FRAGRANTLY
Marques pages Mip/Jmip	0,24 €	20,0%	1,25 €	1,50 €	1,01 €		PUBLI KDO
Tote bags mip/jmip	3,13 €	20,0%	8,07 €	10,00 €	4,94 €		PUBLI KDO
Bic 4 couleurs mip/jmip	1,94 €	20,0%	4,17 €	5,00 €	2,23 €		PUBLI KDO
Enveloppes parfumées	1,60 €	20,0%	3,33 €	4,00 €	1,73 €		PPP
Eaux de toilette 30 ml	4,50 €	20,0%	10,00 €	12,00 €	5,50 €		PPP
Huile essentielle de lavande 10 ml	4,40 €	20,0%	9,16 €	11,00 €	4,76 €		PPP
Boite metal carrée en provence	3,75 €	20,0%	7,50 €	9,00 €	3,75 €		PPP
Torchons GARNIER THIBAULT	8,95 €	20,0%	15,00 €	18,00 €	6,05 €		Garnier Thiebaut
Batons a parfum concombre basilic	9,20 €	20,0%	19,17 €	23,00 €		52,01%	LOTHANTIQUE
Batons a parfum rose de damas olive	9,20 €	20,0%	19,17 €	23,00 €		52,01%	LOTHANTIQUE
Batons à parfum cèdre néroli	9,20 €	20,0%	19,17 €	23,00 €		52,01%	LOTHANTIQUE
Batons à parfum verveine Menthe	9,20 €	20,0%	19,17 €	23,00 €		52,01%	LOTHANTIQUE
Brume d'oreiller concombre basilic	4,20 €	20,0%	8,33 €	10,00 €		49,58%	LOTHANTIQUE
Brume d'oreiller rose de damas olive	4,20 €	20,0%	8,33 €	10,00 €		49,58%	LOTHANTIQUE
Brume d'oreiller cèdre Néroli	4,20 €	20,0%	8,33 €	10,00 €		49,58%	LOTHANTIQUE
Brume d'oreiller Verveine Menthe	4,20 €	20,0%	8,33 €	10,00 €		49,58%	LOTHANTIQUE
spray ambiance concombre basilic	6,00 €	20,0%	12,50 €	15,00 €		52,00%	LOTHANTIQUE
spray ambiance Rose de Damas olive	6,00 €	20,0%	12,50 €	15,00 €		52,00%	LOTHANTIQUE
spray ambiance Cèdre Néroli	6,00 €	20,0%	12,50 €	15,00 €		52,00%	LOTHANTIQUE
spray ambiance Verveine Menthe	6,00 €	20,0%	12,50 €	15,00 €		52,00%	LOTHANTIQUE

AR Prefecture
006-200039857-20250219-DP2025_035-AU
Reçu le 28/02/2025
Publié le 28/02/2025

MUGs GARNIER THIBAULT	6,95 €	20,0%	12,50 €	15,00 €	5,55 €	44,0%	Garnier Thiebaut
Savon cordes papillons, oiseaux, herisson, fleurs	2,60 €	20,0%	5,50 €	6,00 €	2,90 €		mas du roseau
Eventail à parfumer	4,29 €	20,0%	10,83 €	13,00 €	6,54 €		mas du roseau
MUG EXPRESSO	2,25 €	20,0%	4,17 €	5,00 €	1,92 €		HAN
EDT SPIRELLE AVEC POIRE	3,00 €	20,0%	6,67 €	8,00 €	3,67 €		HONORE PAYAN
AFFICHE MONSIEUR Z	5,75 €	20,0%	12,50 €	15,00 €	6,75 €		ART ET SENS
AFFICHE PERMANENTE	5,75 €	20,0%	12,50 €	15,00 €	6,75 €		ART ET SENS
SAVON OVALE CORDE	2,51 €	20,0%	5,83 €	7,00 €	3,32 €		ATELIER DU SAVON
SAVON COUPE BRUTE LAVANDE ORANGE ROSE	2,95 €	20,0%	5,83 €	7,00 €	2,88 €		ATELIER DU SAVON
CITRON JAUNE OU VERT	1,72 €	20,0%	3,33 €	4,00 €	1,61 €		ATELIER DU SAVON

AR Prefecture
006-200039857-20250219-DP2025_036-AU
Reçu le 28/02/2025
Publié le 28/02/2025

Pays de Grasse
communauté d'agglomération

REPUBLIQUE FRANÇAISE
DEPARTEMENT
DES ALPES-MARITIMES

DECISION DU PRESIDENT N°DP2025_036

Objet : Convention de partenariat entre la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse, la Mission locale du Pays de Grasse, l'Association Ecole Française du Cinéma, de l'Audiovisuel et de la Musique (EFCAM) et l'association Internationale pour la formation (AIPF)

Le Président de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse

Vu la délibération DL2024_001 du 22 février 2024 de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse par laquelle le conseil communautaire a délégué au président certaines de ses attributions conformément à l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;

Considérant que la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse s'est engagée dans le cadre de la politique publique relative à l'égalité entre les femmes et les hommes, à déployer son plan d'actions visant à améliorer l'égalité professionnelle et à sensibiliser le plus grand nombre sur les enjeux d'une égalité réelle ;

Considérant que la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse souhaite agir en interne et à l'échelle du territoire du Pays de Grasse en associant les structures et les partenaires ;

Considérant que la Mission locale du Pays de Grasse, l'EFCAM Academy et l'école de communication Sup de COM visent à proposer, dans le cadre du parcours de formation, des projets concrets à ses jeunes et étudiants ;

Considérant que la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse et la Mission locale du Pays de Grasse, l'EFCAM Academy et l'école de communication Sup de COM sont animées par la même volonté de favoriser l'engagement citoyen des étudiants sur le territoire du Pays de Grasse et qu'ils ont décidé à cet effet de collaborer, en établissant un partenariat dont il convient de définir les modalités ;

DECIDE

Article 1 : La conclusion d'une convention de partenariat entre la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse et la Mission locale du Pays de Grasse, EFCAM Academy et l'association Internationale pour la formation (AIPF), telle qu'annexée à la présente décision ;

Article 2 : Cette convention est conclue à titre gratuit ;

AR Prefecture

006-200039857-20250219-DP2025_036-AU
Reçu le 28/02/2025
Publié le 28/02/2025

Article 3 : La présente convention est conclue le temps du projet jusqu'au 3 avril 2025.

Fait à Grasse, le 19 février 2025

Le Président

Jérôme VIAUD
Maire de Grasse
Vice-président du Conseil départemental
des Alpes-Maritimes

AR Prefecture
006-200039857-20250219-DP2025_036-AU
Reçu le 28/02/2025
Publié le 28/02/2025

Annexe à la DP2025_036

CONVENTION DE PARTENARIAT

Entre

La communauté d'Agglomération du Pays de Grasse

Et

La Mission locale du Pays de Grasse,

Et

L'Association Ecole Française du Cinéma, de l'Audiovisuel et de la Musique (EFCAM) et l'association Internationale Pour la Formation (AIPF) accueillis sur l'entité Grasse Campus

AR Prefecture

006-200039857-20250219-DP2025_036-AU
Reçu le 28/02/2025
Publié le 28/02/2025

AR Prefecture
006-200039857-20250219-DP2025006-AR
Reçu le 28/02/2025
Publié le 28/02/2025

CONVENTION DE PARTENARIAT

Entre les soussignés :

La Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse, identifiée sous le numéro SIRET 200 039 857 000 12, dont le siège social se trouve 57 avenue Pierre Sémard, 06130 GRASSE et représentée par son Président en exercice, Monsieur Jérôme VIAUD, agissant au nom et pour le compte de ladite Communauté d'Agglomération, habilité à signer la présente en vertu de la DP XXXX prise en date du XXXX visée en préfecture de Nice le XXXXXXX 2025.

Dénommée ci-après « la CAPG »,

Et

L'association Mission Locale du Pays de Grasse, régie par la loi du 1er juillet 1901, dont le siège social est situé 16 chemin de Camperousse 06130 GRASSE déclarée à la sous-préfecture le 6 novembre 1996 sous le numéro W061002775 N° SIRET : 12 635 120 00030 représentée par Monsieur Cyril DAUPHOUD, Vice-Président en exercice ;

Dénommée ci-après « la Mission Locale du Pays de Grasse »,

Et

L'Association Ecole Française du Cinéma, de l'Audiovisuel et de la Musique (EFCAM), association régie par la loi du 1er juillet 1901, déclarée en sous-préfecture du Puy-de-Dôme en date du 27 avril 2017 sous le n° W 632008821 dont le siège social est situé 5 bis rue François Croizier- 63 200 RIOM inscrite sous le numéro SIRET 830 050 605 00021 représentée par sa Présidente en exercice Madame Claire MADELAINE.

Dénommée ci-après « EFCAM »,

Et

L'Association Internationale Pour la Formation (AIPF), établissement d'enseignement supérieur déployant les écoles SUP DE COM, association déclarée, régie par la loi de 1901, dont le siège social est situé 47 rue du Sergent Michel Berthet à LYON (69009), immatriculée à l'INSEE sous le numéro de SIREN 330 377 524, par son établissement secondaire identifié sous le numéro de SIRET 33037752400336, située au 18 Rue de l'ancien Palais de justice 06130 GRASSE, représentée par sa Directrice, Madame Amandine BOILE, en vertu d'un pouvoir établi par Monsieur Thomas LEGRAIN en sa qualité d'Administrateur Délégué Général de l'AIPF.

Dénommée ci-après « les écoles SUP DE COM »,

Ci-après dénommées ensemble « les partenaires »,

AR Prefecture
006-200039436-20250219-DP2025_036-AU
Reçu le 28/02/2025
Publié le 28/02/2025

PREAMBULE

La Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse (CAPG) s'est engagée à déployer une politique publique en matière d'égalité femmes - hommes tant en interne qu'à l'échelle de son territoire en mobilisant l'ensemble de ses services et ses partenaires. Le déploiement opérationnel de cette politique publique, piloté par la Direction des Ressources Humaines s'articule autour de deux axes principaux :

- l'égalité professionnelle,
- et la culture de l'égalité.

Dans ce cadre, la CAPG engage, de manière systémique, l'ensemble de ses directions et associe ses partenaires. Le plan d'actions triennal 2024 – 2026 « Égalité pour toutes et tous » adopté en Conseil Communautaire le XXX détaille l'ensemble des opérations prévues pour renforcer l'égalité entre les femmes et les hommes.

Par ailleurs le « Mars de l'égalité », évènement annuel vise à sensibiliser un large public aux stéréotypes de genre présents dans toutes les sphères de la société, notamment lors des choix d'orientation scolaire des jeunes, des actions de communication sont planifiées.

Ainsi, la CAPG, la Mission Locale du Pays de Grasse, l'Association Ecole Française du Cinéma, de l'Audiovisuel et de la Musique (EFCAM) et l'Association Internationale pour la Formation (AIPF) souhaitent formaliser leur partenariat, concevoir et produire des vidéos visant à sensibiliser le grand public aux stéréotypes de genre.

Cette convention a pour objet de définir les modalités de collaboration entre les parties notamment pour l'accompagnement des étudiant.es dans le cadre de ce projet.

Il est convenu et arrêté ce qui suit :

Ce projet de partenariat pour la réalisation du projet « Histoires inattendues » consiste en la réalisation d'interviews de personnes dont le parcours personnel et/ou professionnel les a confronté aux stéréotypes de genre, notamment dans les contextes suivants :

- Orientation scolaire (non-mixité des filières),
- Choix ou absence de choix de carrière,
- Projet de reconversion,
- Injonctions sociales et attentes liées au genre,
- Mixité des métiers.

AR Prefecture
006-200039865-20250228-CAPG28_CONVENTION
Reçu le 28/02/2025
Publié le 28/02/2025

Article 1 – Objet de la convention

La présente convention a pour objet de définir les engagements et modalités de coopération entre la CAPG et la Mission Locale du Pays de Grasse, l'Association Ecole Française du Cinéma, de l'Audiovisuel et de la Musique (EFCAM) et l'Association Internationale pour la Formation (AIPF) pour la réalisation du projet « Histoires inattendues ».

Article 2 – Engagements de la CAPG

La CAPG s'engage à :

1. Présenter le projet et ses objectifs au plus tard le 15 février 2025,
2. Accompagner les établissements partenaires dans la mise en œuvre du projet en remettant un cahier des charges détaillé du projet et en nommant un interlocuteur en charge du suivi du projet agent de la CAPG,
3. Identifier et fournir les coordonnées des personnes à interviewer,
4. Recueillir pour chaque personne interviewée leur consentement à la captation et la divulgation de leur image ainsi que de leur identité dans l'unique but de contribuer à la sensibilisation du public à l'égalité femme/homme et à la mixité.
5. Élaborer et partager un cahier des charges ou un brief commun pour assurer la cohérence des vidéos en termes de format, de contenu et d'approche,
6. Mettre à disposition sans frais les locaux de l'Espace Culturel et Sportif du Val de Siagne à la Roquette sur Siagne pour la diffusion des vidéos lors de la soirée de clôture du Mars de l'égalité,
7. Valoriser le travail des jeunes et des étudiant.es par la diffusion des productions sur son site Internet et ses réseaux sociaux.
8. N'utiliser la captation (vidéos, sons, images) pris pour la réalisation du projet « Histoires inattendues » dans le but exclusif de sensibiliser le public à l'égalité et mixité dans le cadre de la politique publique de l'égalité homme et femme. Aucun usage commercial ou dégradant ne sera fait ni dans le cadre du projet ni par la suite.

La CAPG certifie auprès des partenaires d'avoir, dans le respect de la protection du traitement des données personnelles et du droit à l'image, obtenu le consentement des personnes à interviewer de divulguer leur image et leur nom, prénom, profession en sous-titre de la vidéo de l'interview et qu'aucune autre utilisation ne sera faite des informations récoltées.

Article 3 – Engagements des trois partenaires :

La Mission Locale du Pays de Grasse, l'Association Ecole Française du Cinéma, de l'Audiovisuel et de la Musique (EFCAM) et l'Association Internationale pour la Formation (AIPF) s'engagent à :

1. Préparer les interviews conformément au cahier des charges établi par la CAPG,
2. Contacter les personnes identifiées par la CAPG et organiser les rendez-vous pour les interviews ;
3. Assurer la captation (son et image) des interviews dans le respect des standards définis dans le brief commun et a notamment respecté l'engagement pris par la CAPG (mentionné

AR Prefecture
006-200039857-20250228-DE280225_01-AR
Reçu le 28/02/2025
Publié le 28/02/2025

à l'article 2) de ne pas utiliser par la suite les données personnelles recueillies pour les besoins de l'interview ;
4. Veiller à faire signer les autorisations pour le droit à l'image des personnes filmées ;
5. Réaliser le montage et prendre en charge l'ensemble des aspects techniques ;
6. Fournir les vidéos finalisées à la direction du service Communication de la CAPG au plus tard le 21 mars 2025 ;
7 Être présent.es pour réaliser, en amont du 3 avril 2025, les essais techniques sur site en relation avec la Direction des affaires culturelles de la CAPG et le Régisseur de l'Espace Culturel et Sportif du Val de Siagne ;
8. Participer à la soirée de clôture du « Mars de l'égalité » en Pays de Grasse - 3ème Édition organisée le jeudi 3 avril 2025 à Espace Culturel et sportif du Val de Siagne à la Roquette sur Siagne.

Article 4 – Modalités de coopération entre les partenaires

1. La collaboration entre la CAPG et la Mission Locale du Pays de Grasse, l'Association Ecole Française du Cinéma, de l'Audiovisuel et de la Musique (EFCAM) et l'Association Internationale pour la Formation (AIPF) pourra se concrétiser de différentes manières notamment :

- Par l'organisation de réunions de travail régulières pour évaluer les besoins et planifier actions à mener ;
- Par l'échange régulier assuré par l'agent CAPG en charge du suivi du projet ;
- Par la mise en place éventuelle d'outils collaboratifs tels que des plannings et dossiers partagés.

2. La CAPG et la Mission Locale du Pays de Grasse, l'Association Ecole Française du Cinéma, de l'Audiovisuel et de la Musique (EFCAM) et l'Association Internationale pour la Formation (AIPF) s'engagent à maintenir une communication régulière et à collaborer étroitement pour assurer le bon déroulement de ce projet.

3. Communication : Afin d'assurer le suivi du projet, les échanges réguliers sur l'avancement du projet seront respectivement assurés entre les représentants des structures partenaires et la CAPG jusqu'à la projection prévue lors de la soirée de clôture du Mars de l'égalité le 3 avril 2025.

AR Prefecture
006-200067916-20250228-DEC2025_CM-AR
Reçu le 28/02/2025
Publié le 28/02/2025

Article 5 – Nature des droits cédés

Les droits d'auteur patrimoniaux attachés à la captation du son et de l'image pour la réalisation du projet « Histoires inattendues » sont cédés gracieusement à la CAPG qui aura un droit exclusif d'exploitation et de reproduction dans le respect de la finalité de la vidéo et des photos prises dans le cadre de ce partenariat.

Les droits de représentation (article L 122-3 du Code de la Propriété Intellectuelle) et de reproduction (article L 122-2 du Code de la Propriété Intellectuelle) des œuvres sont définis ci-après :

Par droit de représentation, est entendue la communication directe par voie d'exposition des œuvres au public.

Par droit de reproduction, est entendue la fixation matérielle des œuvres par tous procédés qui permettent la communication au public des œuvres de manière indirecte et notamment :

- la reproduction sur toutes les formes de support papier ;
- la reproduction sur tous supports photographiques ou audiovisuels, analogiques ou numériques ;
- la reproduction par numérisation des œuvres et leur stockage sur fichier informatique.

Dans le cadre de la promotion et de la diffusion du projet « Histoires inattendues », les partenaires cèdent à la CAPG les droits de reproduction.

A cet égard, la captation du son et de l'image pourront être mises en forme pour toutes publications de la CAPG, supports (y compris son site Internet et réseaux sociaux), vidéo, photos, travail préparatoire.

Chaque reproduction rappellera la collaboration de l'ensemble des partenaires.

La cession du droit d'exploitation et de reproduction est consentie pour la France et l'étranger afin de sensibiliser le public à l'égalité et mixité dans le cadre de politique publique de l'égalité femme et homme tant qu'il sera utile de sensibiliser le public à l'égalité et mixité pour une durée de cinq (5) ans.

Article 6 – Les données personnelles

Les parties s'engagent à respecter, chacune pour ce qui la concerne, l'ensemble des dispositions qui leur sont applicables au titre de la réglementation relative à la protection des données à caractère personnel, notamment les dispositions de la loi n° 78-17 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés et celles du Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données.

Chaque partie reste propriétaire de ses bases de données comprenant des données personnelles.

AR Prefecture
006-200039857-20250219-DP2025_036-AU
Reçu le 28/02/2025
Publié le 28/02/2025

Article 7 – Durée et date d'effet

La présente convention est conclue pour la durée du projet à compter du 15 février 2025 jusqu'au 3 avril 2025.

Elle pourra être renouvelée par la conclusion d'une nouvelle convention.

Article 8 – Modalités financières

Cette convention ne prévoit aucune contrepartie financière directe entre les parties. Les actions mises en place seront financées par les budgets de chaque partie, dans le respect des dispositions légales et réglementaires applicables.

Article 9 – Modification de la convention

Toutes modifications de la présente convention devront faire l'objet d'avenants qui seront joints à la présente avec accord des parties signataires.

Article 10 – Modalités de résiliation

La présente convention peut être résiliée par l'une ou l'autre des parties, à tout moment, sous réserve d'un préavis quinze (15) jours. La résiliation doit être notifiée par lettre recommandée avec accusé de réception.

Article 11 - Confidentialité

Les Parties peuvent être amenées à avoir connaissance, sous toute forme, notamment au travers des discussions et/ou visites, d'un certain nombre d'informations techniques et/ou commerciales (ci-après les « Informations ») ou savoir-faire.

Elles s'engagent à :

- considérer comme confidentielles ces informations, sans qu'il soit besoin de les désigner expressément comme telles
- ne pas les utiliser et à ne pas en faire état, de quelque façon que ce soit, auprès de tiers
- ne pas les divulguer ou les communiquer à un tiers, en tout ou en partie, et de quelque manière que ce soit
- ne pas les reproduire, publier, copier ou dupliquer

Elles se portent fort du respect des obligations de confidentialité ci-dessus par son personnel, sauf à démontrer que les informations sont tombées dans le domaine public.

Les présentes dispositions s'appliquent de plein droit lors des négociations, de l'exécution du contrat ainsi que pendant cinq (5) années à compter de la l'échéance du contrat quelle qu'en soit la cause.

AR Prefecture
006-200039857-20250219-DP2025_036-AU
Reçu le 28/02/2025
Publié le 28/02/2025

Article 12 – Litiges

Le présent contrat est régi par la loi française.
En cas de litige relatif à l'interprétation, l'exécution et/ou la résiliation de la présente, les parties s'engagent à rechercher en priorité un règlement à l'amiable.
A défaut, le différend sera porté devant le Tribunal compétent.

Article 13 – Election de domicile

Pour l'application de la présente convention, les parties déclarent faire élection de domicile en leur adresse respective, tel qu'indiquée en page 2 de la présente convention.

En quatre exemplaires,

Fait à Grasse, le xx

Pour la Mission locale du Pays de Grasse	Pour **l'Association Ecole Française du Cinéma, de l'Audiovisuel et de la Musique** (EFCAM)	Pour **l'Association Internationale Pour la Formation** (AIPF)	**Pour la CAPG**
Le Vice-Président, **Cyril DAUPHOUD**	La Présidente, **Claire MADELAINE**	L'Administrateur Délégué Général, **Thomas LEGRAIN**	Le Président, **Jérôme VIAUD** Maire de Grasse Vice-président du Conseil départemental Des Alpes-Maritimes

AR Prefecture
006-200039857-20250224-DP2025_037-AU
Reçu le 28/02/2025
Publié le 28/02/2025

Pays de Grasse
communauté d'agglomération

REPUBLIQUE FRANÇAISE
DEPARTEMENT
DES ALPES-MARITIMES

DECISION DU PRESIDENT N°DP2025_037

Objet : Signature d'une convention de mise à disposition d'une emprise privée nécessaire à l'implantation de mobilier signalétique pour la zone d'activités économiques d'intérêt communautaire de Sainte-Marguerite à Grasse

Le Président de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse

Vu l'article L.5216-5 du Code général des collectivités territoriales qui précise le champ de compétence de plein droit des communautés d'agglomération, notamment en matière de développement économique ;

Vu la loi n° 2015-991 du 7 août 2015, portant nouvelle organisation territoriale de la République, dite loi NOTRe ;

Vu les statuts en vigueur de la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse (CAPG) ;

Vu la délibération n°2024_001 du 22 février 2024 de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse par laquelle le conseil communautaire a délégué au président certaines de ses attributions conformément à l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;

Considérant que la CAPG pilote la mise à jour et la requalification de la signalétique des zones d'activités économiques. Pour ce faire, et lorsque les emprises publiques ne permettent pas d'installer les mobiliers nécessaires à cette signalétique dans des conditions de sécurité optimales, elle est amenée à conventionner avec des propriétaires privés pour leur installation ;

Considérant que la configuration des espaces publics de la zone d'activités économiques de Sainte-Marguerite à Grasse, ne permettant pas d'installer un bi-mât directionnel dans des conditions satisfaisantes, il est nécessaire d'installer ce dispositif sur une emprise privée appartenant à la SCI ZAFLEUR sur une parcelle cadastrée DE 0431 ;

DECIDE

Article 1 : De signer avec la SCI ZAFLEUR, propriétaire de la parcelle cadastrée DE 0431, la convention de mise à disposition d'une emprise privée nécessaire à l'implantation de mobilier signalétique pour la zone d'activités économiques de Sainte-Marguerite à Grasse. Le projet de convention est joint en annexe de la présente décision ;

Article 2 : La convention est conclue à titre gratuit et prend effet à compter de sa date de signature par les parties pour une durée de 3 ans.

Fait à Grasse, le 24 février 2025

Le Président,

Jérôme VIAUD
Maire de Grasse
Vice-président du Conseil départemental
des Alpes-Maritimes

AR Prefecture
006-200039857-20250224-DP2025_037-AU
Reçu le 28/02/2025
Publié le 28/02/2025

CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DE PARCELLE
ENTRE
COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DU PAYS DE GRASSE
ET
SCI ZAFLEUR

PROJET

ENTRE LES SOUSSIGNEES :

La Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse (CAPG) identifiée sous le numéro SIRET 200 039 857 000 12, dont le siège se situe 57 avenue Pierre Sémard 06130 GRASSE et représentée par son Président en exercice, **Monsieur Jérôme VIAUD**, agissant au nom et pour le compte de ladite Communauté d'Agglomération, habilité à signer la présente en vertu de la DP2025_XXX prise en date du xx Xxxx 2025 visée en préfecture de Nice le xx Xxxx 2025.

Dénommée ci-après, « La CAPG »,

D'une part,

ET :

La SCI ZAFLEUR, identifiée sous le numéro SIRET 93332433700015, dont le siège social est situé au 4 CHEMIN DES OLIVIERS 06650 OPIO, représentée par **Madame Edith SEMERIE et Monsieur Jean-François SEMERIE**, habilités à signer la présente convention.

Dénommé ci-après, « Le propriétaire »,

Par ailleurs,

AR Prefecture
006-200039857-20250224-DP2025_037-AU
Reçu le 28/02/2025
Publié le 28/02/2025

EXPOSE :

Il est préalablement rappelé ce qui suit.

Dans le cadre de sa compétence relative aux actions de développement économique relatives à la gestion de zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire, la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse (CAPG) gère 11 parcs d'activités regroupant un total de 1 500 entreprises.

Depuis 2013, les élus de la CAPG (anciennement communauté d'agglomération Pôle Azur Provence) souhaitent engager une démarche de valorisation globale du mobilier signalétique jalonnant les aménagements et installations communautaires avec une signalétique cohérente, homogène et intégrée à leur environnement, permettant d'assurer leur promotion depuis les axes routiers et faciliter un meilleur guidage des usagers (clients, fournisseurs, salariés, visiteurs) à l'intérieur des parcs d'activités.

Dans cet objectif, le mobilier signalétique est installé prioritairement en bordure de voies et emprises publiques lorsque les conditions techniques et les normes de sécurité routière sont assurées.
Lorsque ces conditions ne peuvent pas être garanties, comme en l'espèce, les implantations du mobilier signalétique s'effectuent sur des parcelles privées bénéficiant d'une bonne visibilité depuis les voies de circulation.

Ainsi, dans ce cadre, il est convenu qu'au profit de la CAPG, la SCI ZAFLEUR, mette à disposition sur une parcelle, dont elle est propriétaire, un emplacement afin de maintenir le dispositif signalétique nécessaire aux installations communautaires de la CAPG.

La présente convention a pour objet de prévoir les modalités de mise à disposition de ladite parcelle au profit de la CAPG.

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 : OBJET

La présente convention a pour objet d'autoriser la CAPG à occuper et utiliser l'emprise nécessaire à l'installation du dispositif de signalisation désigné à l'article 2. Elle définit également les conditions dans lesquelles la CAPG est autorisée à occuper et à utiliser cette même emprise.

ARTICLE 2 : DESIGNATION DU BIEN MIS A DISPOSITION

Le **propriétaire** déclare que le bien immobilier ci-après désigné lui appartient :

PROJET

AR Prefecture
006-200039857-20250224-DP2025_037-AU
Reçu le 28/02/2025
Publié le 28/02/2025

Commune	Section	Numéro	Superficie	Adresse
Grasse	DE	0431	373 m²	107 AVENUE JEAN MAUBERT

(Plan de situation joint en annexe).

Le **propriétaire** atteste de sa propriété sur le bien mentionné dans le tableau ci-dessus.

ARTICLE 3 : DESTINATION DU BIEN

Le bien désigné à l'article 2 mis à disposition est destiné uniquement à l'installation d'un mobilier signalétique de la CAPG pour son parc d'activités Sainte-Marguerite ayant pour vocation de guider et d'informer les personnes en mouvement (clients, fournisseurs, salariés, usagers des services publics) à l'approche et à l'intérieur des parcs d'activités ou à proximité des équipements publics.

L'usage de la parcelle décrite à l'article 2 concerne exclusivement l'installation d'un bi-mât directionnel qui vient en remplacement d'un bi-mât existant, dans le but de renforcer la signalétique du parc d'activités (Cf. état des lieux de situation annexé à la présente convention).

ARTICLE 4 : ENGAGEMENTS DES PARTIES

4.1 : ENGAGEMENTS DE LA CAPG

La CAPG s'engage à :

- N'utiliser sur la parcelle mis à disposition que la superficie strictement nécessaire à son mobilier signalétique sur la parcelle DE 0431.

- N'utiliser sur la parcelle mis à disposition que pour le mobilier signalétique lui appartenant et décrit à l'article 3 de la présente.

- Ne pas affecter les lieux à une autre destination que celle autorisée par la présente en son article 3 ;

- Ne pas entraver l'accessibilité de la parcelle concernée aux piétons et véhicules de tout type (véhicule léger, camion de livraison, véhicule de secours, etc.) ;

- Ne pas masquer la visibilité des bâtiments implantés sur ladite parcelle ;

- Evacuer les lieux occupés à l'expiration de la présente convention, sous réserve d'une éventuelle reconduction ;

- Remettre en état le terrain d'assiette du mobilier une fois la mise à disposition terminée, de manière à les rendre tels qu'ils se trouvaient avant le commencement de la mise à disposition, ceci aux frais exclusifs de la CAPG :

    - Remise en état du terrain (sol et revêtement, clôture, raccordement des voiries) ;

PROJET

AR Prefecture
006-200039857-20250224-DP2025_037-AU
Reçu le 28/02/2025
Publié le 28/02/2025

- Replantation à l'identique des arbres déplacés le cas échéant.

Un état des lieux contradictoire sera réalisé conformément à l'article 6 de la présente convention.

La CAPG déclare être entièrement responsable de la mise en conformité des travaux d'aménagement et d'installation, selon les prescriptions légales et administratives pouvant s'y rapporter, de manière à ce que le propriétaire ne puisse être inquiété ni recherché à ce sujet.

ARTICLE 4.2 : ENGAGEMENTS DU PROPRIETAIRE

Le propriétaire, tout au long de la mise à disposition, s'engage à :

- Mettre à disposition de la CAPG l'emprise nécessaire à l'installation du dispositif signalétique sur la parcelle DE 0431 ;

- Communiquer à la CAPG toute information qui serait en sa possession, notamment sous forme de plan, concernant les réseaux non-apparents (canalisations) se trouvant sur le bien objet de la présente convention ;

- En cas de vente du bien pendant la durée de la présente convention, en informer la CAPG et lui communiquer l'identité et les coordonnées du (des) futur(s) acquéreur(s) ;

- En cas de vente du bien pendant la durée de la présente convention, informer le(s) futur(s) acquéreur(s) de l'existence de celle-ci. La convention se poursuit en l'état sauf sous demande du nouveau propriétaire ;

- Autoriser la CAPG et les entreprises mandatées dans le cadre des travaux d'installation du mobilier et de la prestation nettoyage/maintenance, à occuper, utiliser et modifier le bien pendant toute la durée de la convention ;

- Laisser à la CAPG et aux entreprises mandatées dans le cadre des travaux d'installation du mobilier et de la prestation de nettoyage, un accès libre, pendant la durée de la convention, au bien, objet de la présente ;

- Signaler toute anomalie pendant le chantier ;

- S'abstenir de pénétrer dans la zone sécurisée dédié au chantier et veiller à ce que les tiers s'abstiennent également de pénétrer au sein de cette zone.

De plus le propriétaire autorise la CAPG à apporter les aménagements et modifications ci-dessous au bien objet de la présente convention :

- Le nettoyage du mobilier ;
- La dépose/repose des aménagements si nécessaire et l'évacuation des déchets suite aux travaux réalisés.

PROJET

AR Prefecture
006-200039857-20250224-DP2025_037-AU
Reçu le 28/02/2025
Publié le 28/02/2025

ARTICLE 5 : MODALITES FINANCIERES

La présente convention est conclue à titre gratuit.

ARTICLE 6 : ETAT DES LIEUX

Etat des lieux de début de mise à disposition :

Un état des lieux sera établi de manière contradictoire entre les deux parties annexé à la présente convention.

Etat des lieux de fin de mise à disposition :

Un état des lieux sera établi de manière contradictoire entre les deux parties et annexé à la présente convention.

ARTICLE 7 : RESPONSABILITES - ASSURANCES

La CAPG prendra à sa charge tous les dommages accidentels qui résulteraient de son occupation et/ou de ses interventions, causés par son fait, par les personnes agissant pour son compte ou par ses installations.

Elle en demeurera entièrement responsable.

La CAPG s'engage à contracter auprès d'une ou plusieurs compagnies d'assurance, une ou plusieurs polices d'assurances garantissant notamment la responsabilité civile.

ARTICLE 8 : DUREE ET DATE D'EFFET DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter de la date de signature par les parties.

La convention est conclue pour une durée de 3 ans, reconductible après accord expresse des parties 3 mois avant l'échéance, pour une même durée. Cette reconduction éventuelle de la présente convention fera l'objet d'un avenant.

ARTICLE 9 : MODIFICATION

Toute modification des termes de la présente convention devra faire l'objet d'un avenant après accord des parties.

ARTICLE 10 : LITIGES

En cas de différend sur l'interprétation ou l'exécution du présent contrat, chaque partie s'efforcera de trouver de bonne foi un accord. La partie souhaitant mettre en œuvre le processus de négociation devra en informer l'autre partie par Lettre

PROJET

AR Prefecture
006-200039857-20250224-DP2025_037-AU
Reçu le 28/02/2025
Publié le 28/02/2025

Recommandée avec Accusé de Réception (LRAR) en indiquant les éléments du différend.

A défaut d'accord trouvé dans un délai de trois mois à compter de la réception de la LRAR par la partie concernée, le litige sera porté devant les juridictions compétentes.

ARTICLE 11 : ELECTION DE DOMICILE

Pour l'application de la présente convention, les parties déclarent faire élection de domicile en leur adresse respective, tel qu'indiquée en page 1 de la présente convention.

Les pièces en annexe citées ci-dessous font partie intégrante de la présente convention.

PIECES ANNEXES

1) Plan de situation.
2) Etat des lieux de mise à disposition.

Fait à GRASSE en 2 exemplaires.
Le

Pour la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse	**Pour la SCI ZAFLEUR**
Le Président,	Les propriétaires,
Jérôme VIAUD Maire de Grasse Vice-président du Conseil départemental des Alpes-Maritimes	**Edith SEMERERIE et** **Jean-François SEMERIE**

PROJET

AR Prefecture
006-200039857-20250224-DP2025_037-AU
Reçu le 28/02/2025
Publié le 28/02/2025

Vu pour être annexé à la décision du président n°DP2025_037A2

ETAT DES LIEUX

ANNEXE A LA CONVENTION DE MISE A DISPOSITION
ENTRE
La Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse
Et
La SCI ZAFLEUR

NOM DU PROPRIETAIRE
SCI ZAFLEUR

ADRESSE
107 avenue Jean Maubert 06130 GRASSE

NOM DE L'OCCUPANT
Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse

AR Prefecture
006-200039857-20250224-DP2025_037-AU
Reçu le 28/02/2025
Publié le 28/02/2025

PROCES VERBAL D'ETAT DES LIEUX

X.	DE DEBUT DE MISE A DISPOSITION
	DE FIN DE MISE A DISPOSITION

II. LES PARTIES

La COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DU PAYS DE GRASSE , identifiée sous le numéro SIRET 200 039 857 000 12, dont le siège social se situe 57 avenue Pierre Sémard 06130 GRASSE

agissant en qualité d'occupant

et

SCI ZAFLEUR, identifiée sous le numéro SIRET 93332433700015, dont le siège social est situé au 4 CHEMIN DES OLIVIERS 06650 OPIO, représentée par Edith SEMERIE et Jean-François SEMERIE, habilités à signer la présente convention.

agissant en qualité de propriétaires

Décident d'établir le présent état des lieux de début de mise à disposition.

III. DESCRIPTION DES LIEUX

1. Parcelle servant d'assiette du mobilier signalétique

Le dispositif signalétique, propriété de la CAPG, sera installé au 107 avenue Jean Maubert sur la parcelle cadastrale DE 0431, appartenant à la SCI ZAFLEUR, SIRET 93332433700015, dont le siège social est situé au 4 CHEMIN DES OLIVIERS 06650 OPIO, représentée par Edith et Jean-François SEMERIE, habilités à signer la présente convention.

2. Situation du mobilier signalétique sur la parcelle

2.1 Composition du mobilier signalétique

AR Prefecture
006-200039857-20250224-DP2025_037-AU
Reçu le 28/02/2025
Publié le 28/02/2025

Le dispositif signalétique propriété de la CAPG, situé au 107 avenue Jean Maubert sur la parcelle DE 431 pour guider efficacement les usagers en mouvement se compose du mobilier suivant :

- Un bi-mât permettant de guider les usagers.

2.2 Emplacement du mobilier signalétique sur la parcelle DE 431

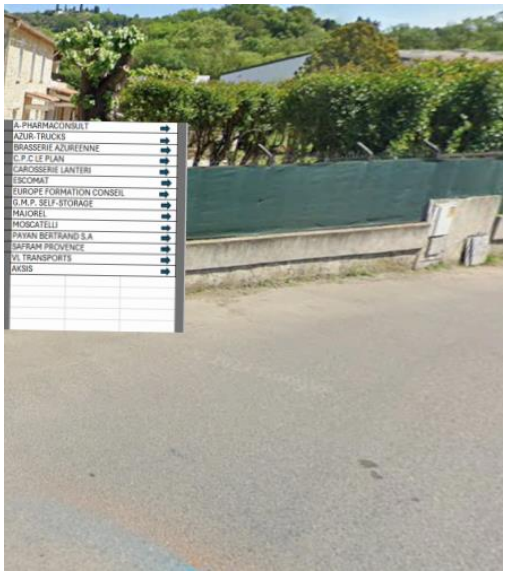
- Etat des lieux : Un bi-mât est déjà installé, cf. photos, notre prestataire va réaliser une dépose du matériel existant et réaliser les aménagements pour l'installation d'un nouveau bi-mât.
  Observations : RAS.



- Etat du terrain servant d'emplacement du mobilier signalétique, cf. photos, observations : RAS

3. Projet d'aménagement

3.1 Intégration du projet



AR Prefecture

006-200039857-20250224-DP2025_037-AU
Reçu le 28/02/2025
Publié le 28/02/2025

Fait à ..... , le
..... 20..... .

(*) **L'occupant,** ***(*)*** **Le propriétaire,**

(*) Faire précéder la signature de la mention manuscrite « LU ET APPROUVÉ »

La Communauté d'agglomération du Pays de Grasse
Représentée par le service développement économique :

VANNINI Emmanuelle

Le Propriétaire

SCI ZAFLEUR

SEMERIE Edith

SEMERIE Jean-François

AR Prefecture
006-200039857-20250225_DP2025_038-AU
Reçu le 28/02/2025
Publié le 28/02/2025

Pays de Grasse
communauté d'agglomération

REPUBLIQUE FRANÇAISE
DEPARTEMENT
DES ALPES-MARITIMES

DECISION DU PRESIDENT
N°DP2025_038

Objet : Convention de partenariat « Résidence création auteur » et de cession de droits d'exploitation entre la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse et l'artiste Benoit QUEROIX

Le Président de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse

Vu Les articles L.5211 et L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération DL2015_189 du 13 novembre 2015 relative au Pacte culturel et consolidant les engagements financiers de la Direction Régionale des Affaires Culturelles et de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse en matière de développement culturel ;

Vu la délibération DL2021_010 du 11 février 2021 adoptant la stratégie pluriannuelle à déployer pour mettre en place le 100% EAC dans la cadre de la procédure de labellisation « objectif 100 % EAC » auprès du Haut-Conseil de l'éducation artistique et culturelle ;

Vu la délibération DL2024_001 du 22 février 2024 de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse par laquelle le conseil communautaire a délégué au président certaines de ses attributions conformément à l'article L5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;

Vu sur la délibération DL2024_227 du 12 décembre 2024 adoptant la convention de « Développement culturel du territoire » avec la DRAC PACA, le Rectorat de l'Académie de Nice, les communes de Grasse, de Mouans-Sartoux et la Caf des Alpes-Maritimes souhaitent renforcer leur partenariat pour créer un environnement territorial cohérent au développement culturel et au « 100 % EAC » ;

Vu les statuts en vigueur de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse et notamment sa compétence en matière de politique culturelle ;

Considérant que la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse soutien le développement culturel du territoire notamment par l'accueil d'artistes en résidence qui viennent enrichir la dynamique locale et partager leur univers artistique ;

Considérant que pour permettre la réalisation du projet de « Résidence création auteur » pour la période du 10 au 21 mars 2025, la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse souhaite conclure une convention de partenariat « Résidence création auteur » avec l'artiste auteur Benoit QUEROIX pour mener son projet d'écriture, la création d'une œuvre originale et novatrice sur le territoire ainsi qu'un contrat de cession de droits de représentation et reproduction de l'œuvre créée par l'auteur.

DECIDE

Article 1 : De conclure la convention de partenariat « résidence auteur » avec l'artiste auteur Benoit QUEROIX pour mener les actions EAC ;

AR Prefecture

006-200039857-20250225-DP2025_038-AU
Reçu le 28/02/2025
Publié le 28/02/2025

Article 2 : De prendre, à ce titre, en charge la rémunération de l'artiste Benoit à hauteur de 3 000 € TTC ;

Article 3 : De conclure un contrat de cession de droits de représentation et reproduction de l'œuvre créée par l'auteur à l'issue de la convention de partenariat.

Fait à Grasse, le 25 février 2025

Le Président

Jérôme VIAUD
Maire de Grasse
Vice-président du Conseil départemental
des Alpes-Maritimes

AR Prefecture
006-200039857-20250225-DP2025_038-AU
Reçu le 28/02/2025
Publié le 28/02/2025

RESIDENCE CREATION AUTEUR.E

Convention de partenariat entre

la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse
et l'Association Chogan Production

en vue d'un accueil de l'auteur Benoît Queroix
en résidence de création

2 semaines en 2025

AR Prefecture
006-200039857-20250225-DP2025_038-AU
Reçu le 28/02/2025
Publié le 28/02/2025

ENTRE LES SOUSSIGNES :

La Communauté d'agglomération du Pays de Grasse, identifiée sous le numéro SIRET 200 039 857 000 12, dont le siège se trouve 57 avenue Pierre Sémard 06130 GRASSE et représentée par son Président en exercice, Monsieur Jérôme VIAUD, agissant au nom et pour le compte de ladite Communauté d'Agglomération, habilité à signer les présentes en vertu d'une décision du Président DP2025_..... du ……2025 visée en Préfecture de Nice le ……

Ci-après dénommée la « ***CAPG*** », d'une part

ET :

L'association Chogan production , identifié au numéro SIRET 908 861925 000, dont le siège se trouve au 25 rue Eugene Dayot Saint Gilles les Bain, 97 434 Saint Paul, et représentée par son Président en exercice, Monsieur Ghislain SELVA, agissant au nom et pour le compte de ladite association.

Ci-après dénommée **« L'association** », d'autre part

Ci-après désignés ensemble « les parties »

PREAMBULE

Animés par la volonté de réduire les inégalités en matière d'accès à l'art et à la culture en se donnant un objectif ambitieux de généralisation d'une éducation artistique et culturelle, la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse (CAPG), en partenariat avec les communes du territoire, souhaitent proposer une résidence de création à un auteur.

La résidence s'adresse à un auteur cherchant à développer une proposition artistique et culturelle originale en lien avec le territoire du Pays de Grasse.

La résidence, offrira un environnement de création paisible et stimulant au cœur Pays de Grasses. Il s'agit pour l'auteur de se consacrer à sa création et à sa pratique, de la nourrir au contact des partenaires et de la vie culturelle du territoire.

L'auteur présentera un projet littéraire spécifique autour d'un genre littéraire : roman, science-fiction, bande dessinée, album jeunesse etc.

Ceci exposé, il est convenu et arrêté ce qui suit :

AR Prefecture
006-200039857-20250225-DP2025_038-AU
Reçu le 28/02/2025
Publié le 28/02/2025

Article I – Objet de la convention

La présente convention a pour objectif en vue de l'accueil en résidence de régler les modalités du partenariat des parties.

Article II – Modalités d'accueil en résidence

La résidence se déroulera sur 2 semaines, du 10 au 21 mars 2025.

La résidence en collaboration avec la ville de Grasse et Le Plongeoir comme lieu de création, offrira à l'artiste la possibilité réaliser son projet d'écriture, la création d'une œuvre originale et novatrice, qui sera valoriser lors d'une sortie de résidence.

Article III- Obligations des parties

A) La CAPG

La CAPG dans la limite de ses moyens et de son fonctionnement courant s'engage à :

- Accueillir l'association en résidence de création sur son territoire afin de lui permettre de réaliser son projet d'écriture, de la valoriser à l'occasion d'une sortie de résidence et de rencontrer des habitants ;
- Être à la disposition de l'association pour l'accompagner dans l'organisation de la résidence, notamment afin de résoudre les problèmes techniques et administratifs qui pourraient se poser ;
- Faciliter les contacts qui lui seraient nécessaires pour nourrir sa création, y compris lors de certaines rencontres avec des habitants.
- Faire le lien avec la ville de Grasse pour le temps de création qui se fera au sein du Plongeoir (à cet effet une autre convention sera établie entre l'association et la ville de Grasse).
- Partager la communication du Plongeoir pour le sortie de résidence de création.

B) L'association

L'association s'engage à :

- Être résidant en France ;
- Développer une activité de création, de recherche ou d'expérimentation ;
- Respecter et réaliser le projet évoqué, ou retravaillé au besoin en collaboration avec les partenaires au projet.

L'association aura sa charge ses repas et tout autre frais de la vie courante, ainsi que son hébergement pour la durée ses missions.

Le matériel nécessaire sa propre création, sera à la charge exclusive de l'association.

Article IV - Rémunération, hébergement et défraiements de l'association

A) Rémunération

L'association est rémunérée par la CAPG à hauteur de 3 000 euros (€) TTC pour l'ensemble de ses missions.
Un contrat de cession de droit d'exploitation, sera signé parallèlement à la présente.

Le versement de la somme se fera en deux fois, uniquement en droits d'auteur :
- 1 500 € en début de résidence– en droits d'auteur
- 1 500 € en fin de résidence – en droits d'auteur

AR Prefecture
006-200039857-20250225-DP2025_038-AU
Reçu le 28/02/2025
Publié le 28/02/2025

Le versement se fera directement par virement Crédit coopératif sur le compte bancaire de la compagnie dont les coordonnées figurent ci-dessous :

RIB : 19906 00974 30015656650 27
IBAN : FR76 1990 6009 7430 0156 5665 027
BIC : AGRIRERX

B) Hébergement

L'hébergement est à la charge de l'association.

C) Défraiements trajets

L'association utilisera son véhicule personnel pour assurer ses déplacements sur le territoire. Il aura à sa charge l'ensemble des frais en lien avec ses déplacements sur le territoire pour la durée de la résidence.

Article V - Mention de l'accueil en résidence d'artiste

L'association devra faire figurer sur toute reproduction des œuvres réalisées lors de la résidence d'artiste la mention suivante : « Réalisation dans le cadre de la résidence création 2025 portée par CAPG et la Ville de Grasse ».

Les supports de communication concernant la création effectuée dans le cadre de la présente convention porteront également le logos de la CAPG, de la ville de Grasse et le logo 100 % EAC.

Ces obligations s'étendent sur une durée de 2 ans après la fin de la résidence.

Article VI – Clause particulière en cas de mise en place de mesures sanitaires

Dans le cas où des mesures sanitaires lié à une épidémie ou autre virus seraient mises en place, l'artiste devra pouvoir assurer la continuité de la résidence en fonction des situations suivantes :

- Soit les interventions peuvent être maintenues en présentiel, l'artiste devra alors proposer des actions en s'appuyant sur les guides de reprise des activités adaptées aux règles de distanciations sociales et à la doctrine sanitaire établis ou validés par le ministère de la culture. De plus, l'artiste devra respecter les contraintes fixées par la collectivité et les partenaires éducatifs des projets.
- Soit les interventions peuvent être maintenues en distanciel, l'artiste devra alors adapter son approche pour une réalisation à distance.
- Soit les interventions ne peuvent être maintenues et doivent être reportées à une date ultérieure. Un avenant à la présente convention sera alors établi pour modifier les périodes d'intervention.

Article VIII – Clause particulière de maladie

Dans le cas où l'association, pour des raisons de santé justifiées par certificat médical, ne pourrait pas assurer la continuité de la résidence, la période de résidence pourra s'en trouver modifiée ou annulée dans les conditions d'annulation définies dans l'article XII de la présente convention prévu à cet effet.

AR Prefecture
006-200039857-20250225-DP2025_038-AU
Reçu le 28/02/2025
Publié le 28/02/2025

Article IX – Responsabilité et assurances

Durant le temps de la résidence, l'association est responsable de tout accident ou dommage pouvant survenir à l'occasion de l'exercice de ses activités. Il est tenu d'assurer sa responsabilité civile ainsi que tous les objets lui appartenant contre tous les risques.

L'association possède un véhicule professionnel qu'il assure pour ses déplacements à travers le territoire. La compagnie devra fournir à la CAPG une copie de son permis, de sa carte grise et de ses assurances (professionnelle + véhicule) avant le début de la résidence

Article X – Durée de la convention

La présente convention est conclue jusqu'au 21 mars 2025 à compter de sa signature par les parties.

Article XI – Modification de la convention

Toutes modifications des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, définies d'un commun accord entre les parties, donnera lieu à l'établissement d'un avenant.

Article XII - Rupture de la convention

La présente convention se trouverait résiliée ou annulée de plein droit et sans indemnité d'aucune sorte, dans tous les cas reconnus de force majeure par la loi et la jurisprudence.

La résiliation de la présente convention se trouverait résiliée par l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception. Si ladite lettre reste sans réponse dans un délais de quinze jours après la date de l'envoi, la présente convention sera résiliée de plein droit, aux torts et griefs de la partie défaillante.

En dehors des cas de force majeure, toute résiliation du fait de l'une des parties entraînerait pour la partie défaillante l'obligation de verser à l'autre une indemnité calculée en fonction des frais effectivement engagés par cette dernière en vue de l'exécution de la présente convention.

L'annulation ponctuelle d'un atelier du fait de l'absence d'un encadrant ou de la compagnie donnera automatiquement lieu à la proposition d'une nouvelle rencontre, n'engendrant pas l'annulation définitive de la résidence.

Le versement par anticipation de la rémunération à la compagnie donnera lieu à un remboursement par la compagnie si elle n'achève pas les projets individuels et collectifs avec les publics.

Article XIII - Lois applicables et litiges

La présente convention est régie par la loi française.

Les parties antes conviennent de mettre en œuvre tous les moyens dont elles disposent pour résoudre de façon amiable tout litige qui pourrait survenir de l'appréciation ou de l'interprétation de cette convention.

Si toutefois tel différend ne pouvait faire l'objet d'une conciliation entre les parties, il sera soumis aux tribunaux compétents.

AR Prefecture
006-200039857-20250225-DP2025_038-AU
Reçu le 28/02/2025
Publié le 28/02/2025

Fait en 2 exemplaires à Grasse, le 2025

Pour la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse,
Le Président,

Jérôme VIAUD
Maire de Grasse
Vice-président du Conseil départemental des Alpes-Maritimes

Pour l'Association
Le Président,

Ghislain SELVA

AR Prefecture
006-200039857-20250225-DP2025_038-AU
Reçu le 28/02/2025
Publié le 28/02/2025

ANNEXE 1 : COORDONNEES DE l'EQUIPE D'ACCUEIL DE L'ARTISTE

Mme Noëlie MALAMAIRE – Directrice - Direction des affaires culturelles
Tél. : 04 97 01 12 84
Courriel : nmalamaire@paysddegrasse.fr

Mme Hélèna MAURO – Chargée de missions Action Culturelle
Tél. : 04 97 01 12 84
Courriel : hmauro@paysdegrasse.fr

Mme Violette SASSY - Chargée de Mission Patrimoine sur le Haut Pays - Médiation culturelle et patrimoine
Tel : 04 93 60 41 17
Courriel : vsassy@paysdegrasse.fr

AR Prefecture
006-200039857-20250225-DP2025_038-AU
Reçu le 28/02/2025
Publié le 28/02/2025

Contrat de cession de droits d'exploitation

Entre les soussignés :

La Communauté d'agglomération du Pays de Grasse, identifiée sous le numéro SIRET 200 039 857 000 12, dont le siège social se trouve 57 avenue Pierre Sémard à GRASSE (06130) et représentée par son Président en exercice, Monsieur Jérôme VIAUD, agissant au nom et pour le compte de ladite Communauté d'Agglomération, habilité à signer les présentes en vertu d'une décision du Président DP2025_..... du ……2025 visée en Préfecture de Nice le ……

Ci-après « La CAPG »

D'une part,

L'association Chogan production , identifié au numéro SIRET 908 861925 000, dont le siège se trouve au 25 rue Eugene Dayot Saint Gilles les Bain, 97 434 Saint Paul, et représentée par son Président en exercice, Monsieur Ghislain SELVA, agissant au nom et pour le compte de ladite association.

Ci-après « l'Auteur »

D'autre part,

Ci-après ensemble, « les parties ou partie »

IL EST CONVENU ENTRE LES PARTIES QUE :

Article 1 - Objet
Le présent contrat a pour objet de déterminer les modalités de la présentation publique de l'œuvre de l'auteur par la CAPG issue de la convention de partenariat « Résidence création auteur » conclu avec l'auteur pour la période du 10 au 21 mars 2025.

Article 2 – Désignation de l'œuvre de l'auteur
Le projet de création de l'auteur qui sera une œuvre littéraire, fruit du partenariat noué avec la CAPG puis exposé à son issue lors de rencontre avec les habitants du territoire du Pays de Grasse est l'objet de la présente.

AR Prefecture
006-200039857-20250225-DP2025_038-AU
Reçu le 28/02/2025
Publié le 28/02/2025

Article 3 – Propriété de l'œuvre

L'œuvre présentées à l'issue du contrat de résidence et objet de la présente reste la propriété de son auteur. A ce titre, l'auteur certifie être le seul titulaire des droits qui s'y attachent.

Article 4 – Nature des droits cédés

Article 4.1 - Cession des droits de représentation et de reproduction de l'œuvre

Dans le cadre uniquement, de l'information et la promotion de l'activité de la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse, l'auteur cède à la CAPG les droits de représentation et de reproduction de son œuvre.

A cet égard, l'œuvre pourra être mises en forme pour toutes publications de la CAPG, sur tous supports.

Chaque reproduction sera accompagnée des mentions suivantes :

- Nom et prénom de l'auteur Benoît Queroix
- « Titre de l'œuvre »
- Résidence création auteur 2025 en Pays de Grasse

L'auteur cède le droit de communiquer l'œuvre au public par tous procédés et moyens de communication, et notamment par affichage (panneaux), vidéo, photo, travail préparatoire mais aussi par le biais de supports numériques (et notamment, banques d'images, multimédia, cédérom, bornes, internet, intranet).

Article 4.2 Finalité et étendue géographique des droits cédés

L'Auteur cède à la CAPG le droit de représentation et reproduction de l'œuvre pour toute exposition non commerciale sur le territoire français et dans le cadre de la programmation de la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse.

Article 5 – Garanties des parties

Article 5.1 – Garanties de la CAPG

La CAPG s'engage à mentionner le nom de l'auteur lors de toute exploitation de l'œuvre faisant l'objet du présent acte, sauf dispense expresse de l'auteur.

La CAPG s'engage à ne procéder à aucune déformation, adaptation ou transformation de l'œuvre faisant l'objet du présent acte sans l'autorisation de l'auteur de l'œuvre.

La CAPG s'engage à assurer l'exploitation des droits cédés dans des conditions propres à permettre à l'auteur, à savoir l'auteur Benoît Queroix la protection de son droit moral.

Article 5.2 – Garanties de l'auteur

L'auteur garantit à la CAPG la jouissance paisible et entière des droits présentement consentis, contre tous les troubles, revendications et évictions quelconques.

Il certifie que l'œuvre n'a fait à ce jour l'objet d'aucune contestation.

Au cas où une contestation concernant les droits sur l'œuvre serait émise par un tiers, le cédant s'engage à apporter au cessionnaire, à sa première demande, tout son appui judiciaire.

AR Prefecture
006-200039857-20250225-DP2025_038-AU
Reçu le 28/02/2025
Publié le 28/02/2025

L'auteur garantit que l'œuvre faisant l'objet de la présente cession est une œuvre originale, qu'elle n'est pas la reproduction d'œuvres déjà diffusées, d'œuvres dont les droits appartiennent à un tiers, ou de toute autre création protégée par le droit de la propriété intellectuelle.

L'auteur garantit qu'il possède tous les droits d'auteur lui permettant de réaliser la présente cession et garantit la CAPG contre toute fraude, revendication ou action en contrefaçon.

Article 7 – Modalités financières
La cession est à titre gratuit.

Article 8 – Durée et prise d'effet du contrat
Le présent contrat prend effet à compter du date de la signature de la convention de partenariat « Résidence création auteur » et s'étendent sur une durée de 2 ans après la fin de la résidence.

Article 9 - Avenant au contrat
Toute modification des conditions ou modalités d'exécution du présent contrat, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant.

Article 10 – Rupture du contrat

Faute d'exécution de leurs obligations respectives, soit par l'auteur soit par la CAPG, et quinze jours après l'envoi d'une mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception restée sans réponse, le présent contrat sera résilié de plein droit, aux torts et griefs de la partie défaillante.

Article 11 – Litiges

Le présent contrat est régi par la loi française.

En cas de différend sur l'interprétation ou l'exécution du présent contrat, chaque partie s'efforcera de trouver de bonne foi un accord. La partie souhaitant mettre en œuvre le processus de négociation devra en informer l'autre partie par Lettre Recommandée avec Accusé de Réception (LRAR) en indiquant les éléments du différend.

A défaut d'accord trouvé dans un délai de deux mois à compter de la réception de la LRAR par la partie concernée, le litige sera porté devant les juridictions compétentes.

Article 12 - Election de domicile

Pour l'application du présent contrat, les parties déclarent faire élection de domicile en leur adresse respective, tel qu'indiquée en page 1 de la présente convention.

AR Prefecture
006-200039857-20250225-DP2025_038-AU
Reçu le 28/02/2025
Publié le 28/02/2025

A Grasse, le 2025

Pour la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse,
Le Président

L'Auteur,

Jérôme VIAUD
Maire de Grasse
Vice-président du Conseil départemental des Alpes-Maritimes

Ghislain SELVA
Président de l'Association

AR Prefecture
006-200039857-20250225-DP2025_039-AU
Reçu le 28/02/2025
Publié le 28/02/2025

pays de Grasse
communauté d'agglomération

REPUBLIQUE FRANÇAISE
DEPARTEMENT
DES ALPES-MARITIMES

DECISION DU PRESIDENT
N°DP2025_039

Objet : Convention d'échange publicité entre la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse et le Groupe Nice Matin

Le Président de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse

Vu la délibération n°2024_001 du 22 février 2024 de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse par laquelle le conseil communautaire a délégué au président certaines de ses attributions conformément à l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;

Considérant que le Groupe NM. Média/Nice Matin souhaite renforcer sa couverture journalistique sur le territoire du Pays de Grasse ;

Considérant que l'espace de coworking de la pépinière d'entreprises InnovaGrasse correspond aux attentes professionnelles journalistiques exprimées par le Groupe NM. Média/Nice Matin ;

Considérant que la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse souhaite bénéficier d'un espace publicitaire auprès du Groupe NM. Média/Nice Matin pour un montant de 1 800 (mille huit cents) euros hors taxes en contrepartie de l'occupation de l'espace de coworking par le groupe Nice Matin pour une même valeur ;

DECIDE

Article 1 : La conclusion d'une convention d'échange publicité entre la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse et le Groupe Nice Matin, annexée à la présente décision ;

Article 2 : D'échanger en vertu de cette convention, une mise à disposition d'un poste de travail au sein de l'espace de coworking de la pépinière d'entreprises InnovaGrasse d'une valeur de 1 800 € (mille huit cents euros) hors taxes contre l'octroi d'espaces publicitaires du groupe Nice matin pour un même montant ;

Article 3 : La convention d'échange publicité prend effet à la date de signature par les parties jusqu'au 31 décembre 2025.

Fait à Grasse, le 25 février 2025

Le Président,

Pays de Grasse communauté d'agglomération

Jérôme VIAUD
Maire de Grasse
Vice-président du Conseil départemental
des Alpes-Maritimes

AR Prefecture
006-200039857-20250225-DP2025_039-AU
Reçu le 28/02/2025
Publié le 28/02/2025

CONVENTION D'ECHANGE DE PRESTATIONS 2025

Entre les soussignés

La Communauté d'agglomération du Pays de Grasse, ayant son siège à Grasse (06130), au 57 Avenue Pierre Sémard, identifiée sous le N° SIRET 200 039 857 000 12, représentée à l'acte par **Monsieur Jérôme VIAUD**, son Président, agissant au nom et pour le compte de ladite communauté d'agglomération en vertu de la décision n° DP2025_XXX prise en date du xx Xxx 2025 et visée en préfecture de Nice le xx Xxx 2025.

Ci-après dénommée la « Communauté d'Agglomération », « Pays de Grasse », « CAPG ».

Et

Le GROUPE NICE MATIN, société par actions simplifiées, ayant son siège à Nice (06290), au 214 Boulevard du Mercantour, identifiée sous le sous le numéro RCS 807 856 596, représentée à l'acte par **Monsieur Simon PERROT**, Directeur Général, agissant au nom et pour le compte de ladite société en vertu des pouvoirs qui lui sont confiés.

Ci-après dénommée « NICE MATIN ».

Ensemble désignées « les Parties » et individuellement « les partenaires ».

Article 1 : objet de la convention

La présente convention a pour objet de définir les modalités et conditions dans lesquelles les parties se fournissent mutuellement et exclusivement en nature les prestations dont les valeurs sont regardées comme équivalentes.

Article 2 : prestations fournie par la CAPG

La CAPG s'engage à réaliser les prestations telles que ci-après définies :

Mise à disposition d'un espace de coworking pour un journaliste, à compter de la date de signature par les parties de la convention au 31 décembre 2025, situé au sein de la pépinière d'entreprise du Pays de Grasse, *InnovaGrasse*, au 4 traverse du pont à grasse, pour une valeur de 1 800 € (mille huit cents euros) hors taxes.

PROJET

AR Prefecture
006-200039857-20250225-DP2025_039-AU
Reçu le 28/02/2025
Publié le 28/02/2025

Article 3 : prestations fournies par le groupe Nice-Matin

Le groupe Nice-Matin s'engage à réaliser les prestations telles que ci-après définies :

Mise à disposition d'un espace publicitaire valorisé à hauteur de 1 800 € (mille huit cents euros) hors taxes, prestations souscrites auprès de NM Media, régisseur exclusif du groupe Nice-Matin.

Article 4 : modalités financières et facturation

1. À la réception de la présente convention, la CAPG devra établir la facture correspondante au nom du groupe Nice-Matin avec mention dans le corps de la facture : « *règlement en échange marchandise pour un montant hors taxe de 1 800 € (mille huit cents euros)* » ;

2. Nm Media régisseur exclusif du groupe Nice-Matin :
   - Créditera le compte de la CAPG ouvert dans ses livres du montant hors taxes de l'échange marchandise valorisé à hauteur de 1 800 € (mille huit cents euros) ;
   - Etablira la facturation correspondant au plan de communication défini par les Parties.

Attention : les factures entre les parties sont payables par compensation à due concurrence sauf dans le cas d'une différence de taux de TVA. En ce cas, la partie assujettie au taux de TVA le plus bas s'engage à payer la différence point cette TVA est une TVA déductible et sera donc récupérable au travers de votre déclaration de TVA.

Fait à Grasse, le xx/xx/2025,

En 2 exemplaires originaux, chaque Partie recevant le sien.

Pour la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse
Le Président,

Jérôme VIAUD
Maire de Grasse
Vice-président du Conseil départemental des Alpes-Maritimes

Pour le Groupe Nice Matin
Le Directeur général,

Simon PERROT

PROJET

AR Prefecture
006-200039857-20250226-DP2025_040-AU
Reçu le 28/02/2025
Publié le 28/02/2025

Pays de Grasse
communauté d'agglomération

REPUBLIQUE FRANÇAISE
DEPARTEMENT
DES ALPES-MARITIMES

DECISION DU PRESIDENT N°DP2025_040

Objet : Convention de formation professionnelle entre la CAPG et l'association Insertion Travail Education Culture (ITEC)

Le Président de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse

Vu les statuts en vigueur de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse ;

Vu la délibération DL2024_001 du 22 février 2024 de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse par laquelle le conseil communautaire a délégué au président certaines de ses attributions conformément à l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;

Considérant que dans le cadre de l'exercice de sa compétence d'action sociale d'intérêt communautaire, la CAPG porte un organisme de formation professionnelle (Centre de Formation du Pays de Grasse) depuis 1999 destiné à favoriser l'insertion des publics les plus exclus de marché du travail, contribuer à soutenir le développement d'une offre de formation professionnelle complémentaire en réponse avec les besoins du tissu économique local ;

Considérant que l'organisme de formation ITEC répond à une commande du Centre de Formation du Pays de Grasse qui s'inscrit dans la mise en œuvre de l'action d'insertion « Senior Réussite » ;

Considérant que l'association ITEC va proposer, sur l'année, 2 ateliers de formation « bureautique initiation » sur 8 demi-journées chacun ;

Considérant que ces ateliers « Bureautique initiation » répondent à un besoin des bénéficiaires positionnés sur le dispositif d'accompagnement « Senior Réussite mis en œuvre par le CFPG ;

Considérant que pour toutes ses raisons il est proposé sur l'année 2025 de conclure une convention de formation entre ITEC et la CAPG pour organiser la mise en œuvre de ces sessions de formations pour un montant de 2000 € par sessions ;

DECIDE

Article 1 : De conclure la convention de formation professionnelle entre l'association Insertion Travail Education Culture et la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2025.

Article 2 : De prévoir deux sessions de formation (2 fois 8 demi-journées) pour un coût total de 4 000 euros.

Fait à Grasse, le 26 février 2025

Le Président,

Jérôme VIAUD
Maire de Grasse
Vice-président du Conseil départemental
des Alpes-Maritimes

AR Prefecture
006-200039857-20250226-DP2025_040-AU
Reçu le 28/02/2025
Publié le 28/02/2025

CONVENTION DE FORMATION PROFESSIONNELLE

(Article L.6353-1 du Code du travail)

AR Prefecture
006-200039857-20250226-DP2025_040-AU
Reçu le 28/02/2025
Publié le 28/02/2025

Annexe à la DP2025_040

CONVENTION DE FORMATION PROFESSIONNELLE

(Article L.6353-1 du Code du travail)

Entre les soussignés :

- L'Organisme de Formation , Insertion Travail Education Culture (ITEC) 25 - 27 traverse du BARRI - 06560 Valbonne, Représenté par Christine LANTERMINO, fonction, Directrice.

SIRET : **39492565500034** **NDA** : 93060272706

Et

La Communauté d'agglomération du Pays de Grasse, au travers de son Centre de Formation du Pays de Grasse, identifiée sous le numéro SIRET 200 039 857 000 12, NDA : 93 06 04488 06, dont le siège social se trouve au 57 avenue Pierre Sémard 06130 GRASSE et représentée par son Président en exercice, Monsieur Jérôme VIAUD, agissant au nom et pour le compte de ladite Communauté d'Agglomération, habilité à signer les présentes en vertu d'une décision N° DP2025_XXX prise en date du XXX 2025 visée en préfecture de Nice le XXXXX 2025.

Est conclue la convention suivante, en application des dispositions du Livre III de la Sixième partie du Code du travail portant organisation de la formation professionnelle continue.

Article 1er : Objet de la convention

Le prestataire organisera pour Le centre de Formation Pays de Grasse l'action de formation suivante :

- Intitulé :Atelier Bureautique INITIATION
- Objectifs : Utilisation de base du Pack Office
- Programme et Plannings : Selon Planning Joint
- Type d'action :
- Dates : du 01 janvier 2025 au 31 décembre 2025
- Durée : **2** sessions de 8 demi-journées
- Lieu : Cannes et Grasse.

Article 2 : Effectif formé

L'organisme accueillera les groupes suivants (sous réserve d'ouverture des groupes) : Un groupe de 12 stagiaires maximum par session.

Article 3 : Dispositions financières

En contrepartie de cette intervention, Le centre de Formation Pays de Grasse s'acquittera des coûts suivants : 250€ par demi-journées soit 2000€ par session.

Article 4 : Modalités de règlement

Un devis sera établi, puis le paiement sera dû sur présentation de la facture d'acompte, au terme de chaque session.

Article 5 : Report

En cas d'omission des séances par défaillance de l'organisme de formation ou cas de force majeure pour LE PRESTATAIRE, celles-ci seront reportées à une date ultérieure convenue par les deux parties.

Article 6 : Différends éventuels

Si une contestation ou un différend ne peuvent être réglés à l'amiable, le Tribunal sera seul compétent pour régler le litige.

AR Prefecture
006-200039857-20250226-DP2025_040-AU
Reçu le 28/02/2025
Publié le 28/02/2025

Fait en double exemplaire, à Grasse le,

Pour la CAPG

Pour l'Organisme de formation ITEC

Jérôme VIAUD

Le Président

Maire de Grasse

Vice-président du Conseil départemental des Alpes-Maritimes

AR Prefecture
006-200039857-20250303-DP2025_041-AU
Reçu le 05/03/2025
Publié le 05/03/2025

Pays de Grasse
communauté d'agglomération

REPUBLIQUE FRANÇAISE
DEPARTEMENT
DES ALPES-MARITIMES

DECISION DU PRESIDENT N°DP2025_041

Objet : Convention de parrainage dans le cadre de la « Team des Ambassadrices et Ambassadeurs du Sport en Pays de Grasse »

Le Président de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse

Vu la délibération DL2024_001 du 22 février 2024 de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse par laquelle le conseil communautaire a délégué au président certaines de ses attributions conformément à l'article L5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération DL2024_201 du conseil communautaire du Pays de Grasse en date du jeudi 12 décembre 2024 relative à la réactualisation de l'intérêt communautaire en matière d'action sociale ;

Vu l'avis favorable de la commission des sports en date du 11 février 2025 ;

Considérant qu'afin de représenter et promouvoir le sport en Pays de Grasse, la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse a créé depuis plusieurs années une équipe de sportives et sportifs de haut niveau dénommée « *Team des Ambassadrices et Ambassadeurs du Sport en Pays de Grasse* » qui transmet les valeurs du sport aux différents publics du territoire ;

Considérant que chacune des communes membres de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse peut également faire appel à ces sportives et sportifs pour participer à leurs manifestations dont les retombées seront positives pour la notoriété du territoire du Pays de Grasse ;

Considérant qu'en dédommagement des frais occasionnés par la sportive ou le sportif, une prime individuelle est versée par la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse, d'une part, pour un montant fixe de 100 € TTC versé à la signature de la convention, et d'autre part, un montant forfaitaire de 85 € TTC versé à chaque participation à une manifestation à la demande de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse et dans la limite de 5 évènements dans l'année ;

Considérant que ces modalités sont définies dans la cadre d'une convention de parrainage conclue entre la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse et chaque sportive ou sportif de cette équipe ;

DECIDE

Article 1 : Accepter le principe de parrainage avec chaque sportive et sportif sélectionnés par la commission des sports selon la liste suivante :

1. AUBRY David
2. BERDEU Léo
3. BONHOMME Adrien
4. COLAIRO Téo
5. DAPRELA Thibault

AR Prefecture
006-200039857-20250303-DP2025_041-AU
Reçu le 05/03/2025
Publié le 05/03/2025

6. DELACOUR DUJARDIN Gilbert
7. DELCOUR Eliott
8. ERCOLANELLI Andrea
9. FAGOT Stan
10. FUSTER Valentin
11. GAGLIO Mylis
12. GLYNN Oisin
13. GRUSZKA Arthur
14. HELLAL Naji
15. KELLER Stéphane
16. LEGROS Flora
17. LITTIM Leyna
18. LOPERGOLO Ingrid
19. MALCOIFFE Leny
20. MARTELLO Christophe
21. MARTINO Dorian
22. MENARDO Luna
23. MONNIER Naomie
24. NAKACHE Maryline
25. NDAM Hassan
26. OLIVE Timéo
27. PASTORELLO Alexandre
28. PEREIRA Julia
29. POURCHAIRE Théo
30. RAPINI Lucas
31. VALENTINO Quentin
32. VOISIN Pierre
33. USTINOV Eva

Article 2 : Conclure avec les sportives et sportifs précités dans l'article 1, une convention de parrainage jointe en annexe ;

Article 3 : La convention est conclue pour une durée d'un an à compter de la date de signature.

Fait à Grasse, le 03 mars 2025

Le Président,

Jérôme VIAUD
Maire de Grasse
Vice-président du Conseil départemental
des Alpes-Maritimes

AR Prefecture
006-200039857-20250303-DP2025_041-AU
Reçu le 05/03/2025
Publié le 05/03/2025

Les ambassadeurs Pays de Grasse du Sport

CONVENTION DE PARRAINAGE
TEAM DES AMBASSADRICES/AMBASSADEURS DU SPORT
EN PAYS DE GRASSE

ENTRE LES SOUSSIGNEES :

La Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse, identifiée sous le numéro SIRET 200 039 857 00012, dont le siège est sis 57 Avenue Pierre Sémard, 06130 GRASSE et représentée par son Président en exercice, Monsieur Jérôme VIAUD, son président, agissant au nom et pour le compte de ladite Communauté d'Agglomération, habilité à signer les présentes en vertu d'une décision n°2025_XXX prise en date du XX XXXX 2025, visée en préfecture de Nice le XX XXXX 2025.

Ci-après désignée « La CAPG »

D'une part,

ET :

Nom, Prénom, adresse, la sportive/le sportif.

Ci-après désigné « la sportive/le sportif »

D'autre part,

Ci-après désignés ensemble, « les parties »

AR Prefecture
006-200039857-20250303-DP2025_041-AU
Reçu le 05/03/2025
Publié le 05/03/2025

Préambule

La Communauté d'Agglomération Pays de Grasse souhaite associer des sportifs de haut niveau aux manifestations communautaires afin de contribuer au rayonnement du sport en Pays de Grasse et valoriser son territoire par la signature de conventions de parrainage et le versement de primes individuelles. A cet effet, elle compose et soutient chaque année une équipe de sportifs de haut niveau dénommée « Team des Ambassadeurs du Sport en Pays de Grasse ».

L'objectif est de constituer une équipe véhiculant une identité sportive forte afin de :

- Démontrer la richesse sportive de haut niveau du bassin de vie des 105 000 habitants du Pays de Grasse,
- Assurer une lisibilité de la politique sportive de la CAPG (porter les couleurs et les valeurs du sport en Pays de Grasse),
- Rassembler sur les évènements intercommunaux et/ou communaux sportifs ou autres, des champions d'excellence reconnus et ce pour favoriser la médiatisation des évènements en question,
- Permettre un portage de messages auprès de la jeunesse, du monde de l'entreprise, vers les populations en situation de handicap, etc.
- Asseoir et donner de la résonnance à la politique sportive de la CAPG

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :

Article 1 : Objet de la convention

La présente convention a pour objet de définir les modalités de parrainage entre la CAPG et « la sportive/le sportif, XXX en devenant membre de l'équipe « Team des Ambassadeurs/drices du Sport en Pays de Grasse » afin de représenter et promouvoir le sport en Pays de Grasse.

Les membres de cette équipe s'engagent à travers cette convention à transmettre les valeurs du sport aux différents publics du territoire.

En contrepartie, la CAPG s'engage à verser à ces sportifs/tives une prime individuelle, en dédommagement des frais occasionnés pour le sportif.

Chaque commune de la CAPG pourra également faire appel à ces sportifs /tives pour participer à une de ces manifestations.

AR Prefecture
006-200039857-20250303-DP2025_041-AU
Reçu le 05/03/2025
Publié le 05/03/2025

Les ambassadeurs Pays de Grasse du Sport

Article 2 : Durée de la convention

La présente convention est consentie pour une durée de 1 an à compter de la signature par les parties.

Article 3 : Nature de la convention

La présente convention est une convention de parrainage non exclusive et à but non lucratif. En conséquence, la CAPG ne pourra pas s'opposer à la signature d'autres conventions que la sportive ou le sportif pourrait conclure avec d'autres partenaires.

Article 4 : Montants et versement des primes individuelles

La CAPG verse aux sportifs/tives, en dédommagement forfaitaire des frais engagés par ces derniers, des primes individuelles.

Ces primes individuelles sont versées comme suit :

- Une part fixe d'un montant de 100 € (cent euros) considérée comme la dotation allouée aux sportifs/tives pour entrer dans cette « Team des ambassadrices / ambassadeurs », versée à la signature de la convention,

- Une part variable d'un montant forfaitaire de 85 € (quatre-vingt-cinq euros) qui sera versée lorsque la sportive ou le sportif sera présent à un évènement sur demande de la CAPG, après l'évènement sur attestation de présence. Chaque sportive ou sportif interviendra au maximum cinq fois dans l'année.

Les versements seront effectués par virement bancaire.

Article 5 : Obligations des parties

a) Obligations communes

Chacune des parties défend les intérêts de l'autre partie et renonce à tout ce qui pourrait nuire aux intérêts de cette dernière notamment en termes d'image et de notoriété.

b) Obligations du sportif

La sportive ou le sportif s'engage à porter les valeurs sportives, à participer au rayonnement du territoire et à promouvoir les couleurs de la CAPG.

AR Prefecture
006-200039857-20250303-DP2025_041-AU
Reçu le 05/03/2025
Publié le 05/03/2025

La sportive ou le sportif s'engage, sauf contraintes sportives (compétition, rencontres, déplacements…), à participer aux évènements organisés par la CAPG ou ses communes membres sur demande de ces dernières. Durant ces évènements, il devra porter la tenue officielle « Team des Ambassadeurs/drices du Sport » fournie par la CAPG.

La sportive ou le sportif s'engage à signaler l'éventuelle interruption de son activité sportive.

La sportive ou le sportif autorise la CAPG à faire usage de son image (photos, article de presse...), à condition que ces photos ou articles de presse concernant la sportive ou le sportif aient un lien direct avec l'objet de cette convention, ne nuisent pas à l'image qu'il souhaite donner et qu'elles n'interfèrent pas avec sa vie privée.

c) Obligations de la CAPG

Pour optimiser l'échange mutuel d'informations, la CAPG désignera une personne référente à laquelle la sportive ou le sportif pourra s'adresser pour toute question relative à la présente convention.

La CAPG prendra en charge la fourniture d'une tenue portant le logo de la CAPG et des éventuels autres sponsors (veste et polo). La CAPG versera des primes individuelles en dédommagement des frais.

La CAPG devra informer la sportive ou le sportif de ses attentes lors de l'évènement sur lequel il ou elle est sollicitée le plus en avance possible et en tout état de cause au plus tard 3 semaines avant cet évènement. La CAPG veillera à ce que la présence aux évènements compromette le moins possible les entrainements et les compétitions.

La CAPG soumettra au sportif ou à la sportive tout projet d'utilisation de son image en fournissant un bon à tirer. L'avis favorable du sportif devra être obtenu avant la publication.
Pour les mineurs, la CAPG sollicitera l'accord du parent responsable ou du tuteur légal et s'engage à ne pas solliciter l'ambassadrice ou ambassadeur durant les temps scolaires.

Article 6 : Avenant

Les avenants ultérieurs feront partie de la présente convention et seront soumis à l'ensemble des dispositions qui la régissent. La demande de modification de la présente convention est réalisée en la forme d'une lettre recommandée avec accusé de réception précisant l'objet de la modification, sa cause et toutes les conséquences qu'elle emporte. Dans un délai de deux mois suivant l'envoi de cette demande, l'autre partie peut y faire droit par lettre recommandée avec accusé de réception.

AR Prefecture
006-200039857-20250303-DP2025_041-AU
Reçu le 05/03/2025
Publié le 05/03/2025

Article 7 : Résiliation de la convention

En cas de non-respect par l'une des parties de l'une de ses obligations résultant de la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'autre partie, sans préjudice de tous autres droits qu'elle pourrait faire valoir, à l'expiration d'un délai de deux mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure de se conformer aux obligations contractuelles et restée infructueuse.

Les blessures et les échecs faisant partie du sport ; les blessures et les résultats insuffisants ne sont pas des motifs de résiliation anticipée de la convention de sponsoring par la CAPG.

Article 8 : Litige

Le présent contrat est régi par la loi française.
En cas de différend sur l'interprétation ou l'exécution du présent contrat, chaque partie s'efforcera de trouver de bonne foi un accord. La partie souhaitant mettre en œuvre le processus de négociation devra en informer l'autre partie par Lettre Recommandée avec Accusé de Réception (LRAR) en indiquant les éléments du différend.
A défaut d'accord trouvé dans un délai de deux mois à compter de la réception de la LRAR par la partie concernée, le litige sera porté devant la juridiction compétente.

Fait à Grasse, le ……..2025
(Précédé de la mention « lu et approuvé »)

Pour la Communauté d'Agglomération Pays de Grasse
Le Président,

Jérôme VIAUD
Maire de Grasse,
Vice-président du Conseil départemental
des Alpes Maritimes

Pour la sportive/le sportif,

XXX

CONVENTION DE PARRAINAGE
TEAM DES AMBASSADRICES/AMBASSADEURS DU SPORT
EN PAYS DE GRASSE

ENTRE LES SOUSSIGNEES :

La Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse, identifiée sous le numéro SIRET 200 039 857 00012, dont le siège est sis 57 Avenue Pierre Sémard, 06130 GRASSE et représentée par son Président en exercice, Monsieur Jérôme VIAUD, son président, agissant au nom et pour le compte de ladite Communauté d'Agglomération, habilité à signer les présentes en vertu d'une décision n°2025_XXX prise en date du XX XXXX 2025, visée en préfecture de Nice le XX XXXX 2025.

Ci-après désignée « La CAPG »

D'une part,

ET :

Nom, Prénom, adresse, la sportive/le sportif.

Ci-après désigné « la sportive/le sportif »

D'autre part,

Ci-après désignés ensemble, « les parties »

Préambule

La Communauté d'Agglomération Pays de Grasse souhaite associer des sportifs de haut niveau aux manifestations communautaires afin de contribuer au rayonnement du sport en Pays de Grasse et valoriser son territoire par la signature de conventions de parrainage et le versement de primes individuelles. A cet effet, elle compose et soutient chaque année une équipe de sportifs de haut niveau dénommée « Team des Ambassadeurs du Sport en Pays de Grasse ».

L'objectif est de constituer une équipe véhiculant une identité sportive forte afin de :

- Démontrer la richesse sportive de haut niveau du bassin de vie des 105 000 habitants du Pays de Grasse,
- Assurer une lisibilité de la politique sportive de la CAPG (porter les couleurs et les valeurs du sport en Pays de Grasse),
- Rassembler sur les évènements intercommunaux et/ou communaux sportifs ou autres, des champions d'excellence reconnus et ce pour favoriser la médiatisation des évènements en question,
- Permettre un portage de messages auprès de la jeunesse, du monde de l'entreprise, vers les populations en situation de handicap, etc.
- Asseoir et donner de la résonnance à la politique sportive de la CAPG

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :

Article 1 : Objet de la convention

La présente convention a pour objet de définir les modalités de parrainage entre la CAPG et « la sportive/le sportif, XXX en devenant membre de l'équipe « Team des Ambassadeurs/drices du Sport en Pays de Grasse » afin de représenter et promouvoir le sport en Pays de Grasse.

Les membres de cette équipe s'engagent à travers cette convention à transmettre les valeurs du sport aux différents publics du territoire.

En contrepartie, la CAPG s'engage à verser à ces sportifs/tives une prime individuelle, en dédommagement des frais occasionnés pour le sportif.

Chaque commune de la CAPG pourra également faire appel à ces sportifs /tives pour participer à une de ces manifestations.

Article 2 : Durée de la convention

La présente convention est consentie pour une durée de 1 an à compter de la signature par les parties.

Article 3 : Nature de la convention

La présente convention est une convention de parrainage non exclusive et à but non lucratif. En conséquence, la CAPG ne pourra pas s'opposer à la signature d'autres conventions que la sportive ou le sportif pourrait conclure avec d'autres partenaires.

Article 4 : Montants et versement des primes individuelles

La CAPG verse aux sportifs/tives, en dédommagement forfaitaire des frais engagés par ces derniers, des primes individuelles.

Ces primes individuelles sont versées comme suit :

- Une part fixe d'un montant de 100 € (cent euros) considérée comme la dotation allouée aux sportifs/tives pour entrer dans cette « Team des ambassadrices / ambassadeurs », versée à la signature de la convention,

- Une part variable d'un montant forfaitaire de 85 € (quatre-vingt-cinq euros) qui sera versée lorsque la sportive ou le sportif sera présent à un évènement sur demande de la CAPG, après l'évènement sur attestation de présence. Chaque sportive ou sportif interviendra au maximum cinq fois dans l'année.

Les versements seront effectués par virement bancaire.

Article 5 : Obligations des parties

a) Obligations communes

Chacune des parties défend les intérêts de l'autre partie et renonce à tout ce qui pourrait nuire aux intérêts de cette dernière notamment en termes d'image et de notoriété.

b) Obligations du sportif

La sportive ou le sportif s'engage à porter les valeurs sportives, à participer au rayonnement du territoire et à promouvoir les couleurs de la CAPG.

La sportive ou le sportif s'engage, sauf contraintes sportives (compétition, rencontres, déplacements…), à participer aux évènements organisés par la CAPG ou ses communes membres sur demande de ces dernières. Durant ces évènements, il devra porter la tenue officielle « Team des Ambassadeurs/drices du Sport » fournie par la CAPG.

La sportive ou le sportif s'engage à signaler l'éventuelle interruption de son activité sportive.

La sportive ou le sportif autorise la CAPG à faire usage de son image (photos, article de presse...), à condition que ces photos ou articles de presse concernant la sportive ou le sportif aient un lien direct avec l'objet de cette convention, ne nuisent pas à l'image qu'il souhaite donner et qu'elles n'interfèrent pas avec sa vie privée.

c) Obligations de la CAPG

Pour optimiser l'échange mutuel d'informations, la CAPG désignera une personne référente à laquelle la sportive ou le sportif pourra s'adresser pour toute question relative à la présente convention.

La CAPG prendra en charge la fourniture d'une tenue portant le logo de la CAPG et des éventuels autres sponsors (veste et polo). La CAPG versera des primes individuelles en dédommagement des frais.

La CAPG devra informer la sportive ou le sportif de ses attentes lors de l'évènement sur lequel il ou elle est sollicitée le plus en avance possible et en tout état de cause au plus tard 3 semaines avant cet évènement. La CAPG veillera à ce que la présence aux évènements compromette le moins possible les entrainements et les compétitions.

La CAPG soumettra au sportif ou à la sportive tout projet d'utilisation de son image en fournissant un bon à tirer. L'avis favorable du sportif devra être obtenu avant la publication.
Pour les mineurs, la CAPG sollicitera l'accord du parent responsable ou du tuteur légal et s'engage à ne pas solliciter l'ambassadrice ou ambassadeur durant les temps scolaires.

Article 6 : Avenant

Les avenants ultérieurs feront partie de la présente convention et seront soumis à l'ensemble des dispositions qui la régissent. La demande de modification de la présente convention est réalisée en la forme d'une lettre recommandée avec accusé de réception précisant l'objet de la modification, sa cause et toutes les conséquences qu'elle emporte. Dans un délai de deux mois suivant l'envoi de cette demande, l'autre partie peut y faire droit par lettre recommandée avec accusé de réception.

Article 7 : Résiliation de la convention

En cas de non-respect par l'une des parties de l'une de ses obligations résultant de la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'autre partie, sans préjudice de tous autres droits qu'elle pourrait faire valoir, à l'expiration d'un délai de deux mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure de se conformer aux obligations contractuelles et restée infructueuse.

Les blessures et les échecs faisant partie du sport ; les blessures et les résultats insuffisants ne sont pas des motifs de résiliation anticipée de la convention de sponsoring par la CAPG.

Article 8 : Litige

Le présent contrat est régi par la loi française.
En cas de différend sur l'interprétation ou l'exécution du présent contrat, chaque partie s'efforcera de trouver de bonne foi un accord. La partie souhaitant mettre en œuvre le processus de négociation devra en informer l'autre partie par Lettre Recommandée avec Accusé de Réception (LRAR) en indiquant les éléments du différend.
A défaut d'accord trouvé dans un délai de deux mois à compter de la réception de la LRAR par la partie concernée, le litige sera porté devant la juridiction compétente.

Fait à Grasse, le ……..2025
(Précédé de la mention « lu et approuvé »)

Pour la Communauté d'Agglomération Pays de Grasse
Le Président,

Jérôme VIAUD
Maire de Grasse,
Vice-président du Conseil départemental
des Alpes Maritimes

Pour la sportive/le sportif,

XXX

AR Prefecture
006-200039857-20250311-DP2025_042_1-AU
Reçu le 13/03/2025
Publié le 13/03/2025

pays de Grasse
communauté d'agglomération

REPUBLIQUE FRANÇAISE
DEPARTEMENT
DES ALPES-MARITIMES

DECISION DU PRESIDENT N°DP2025_042

Objet : Convention de partenariat entre le Théâtre de Grasse et la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse dans le cadre du jeu-concours Instagram, attribuant comme lot deux places pour le spectacle « Phèdre ! »

Le Président de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse

Vu la délibération DL2022_001 du 24 février 2022 de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse par laquelle le conseil communautaire a délégué au président certaines de ses attributions conformément à l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;

Vu les statuts en vigueur de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse ;

Considérant que la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse s'est dotée d'une structure nommée « Grasse campus » assurant l'interface entre les université et écoles représentées d'une part, et les entreprises et la population du territoire d'autre part ;

Considérant que la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse et le Théâtre de Grasse souhaitent s'associer pour rendre attractif le jeu-concours Instagram attribuant comme lot des places pour le spectacle « Phèdre ! » afin de valoriser et dynamiser le territoire culturel du Pays de Grasse ;

DECIDE

Article 1 : La conclusion d'une convention de partenariat pour la période du 19 au 26 mars 2025, période où se déroule le jeu-concours ;

Article 2 : De conclure cette convention de partenariat à titre gratuit ;

Article 3 : De rédiger et publier un règlement intérieur relatif concernant le jeu-concours.

Fait à Grasse, le 11 mars 2024

Le Président

Jérôme VIAUD
Maire de Grasse
Vice-président du Conseil départemental
des Alpes-Maritimes

AR Prefecture
006-200039857-20250311-DP2025_042_1-AU
Reçu le 13/03/2025
Publié le 13/03/2025

Convention de partenariat
Jeu-Concours Instagram, 2 places de spectacle « Phèdre ! » à gagner

ENTRE LES SOUSSIGNEES :

La Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse, identifiée sous le numéro SIRET 200 039 857 000 12, dont le siège se trouve 57 avenue Pierre Sémard 06131 GRASSE cedex et représentée par son Président en exercice, Monsieur Jérôme VIAUD, agissant au nom et pour le compte de ladite Communauté d'Agglomération, habilité à signer les présentes en vertu d'une décision n°DP2025-XXX prise en date du XX/03/2025, visée en préfecture de Nice le XX/03/2025.

Dénommée ci-après, « la CAPG»,

ET :

L'association « **Centre de Développement Culturel du Pays de Grasse / Théâtre de Grasse** », identifiée sous le numéro SIRET 344 854 997 00022 dont le siège est au 2 avenue Maximin Isnard 06130 Grasse, représentée par Madame Emmanuelle BOURRET agissant en qualité de Directrice pour le Théâtre de Grasse.

Dénommée ci-après, « Le Théâtre de Grasse »,

EXPOSE

La Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse organise du 19 mars au 26 mars 2025 à 17h, un jeu concours gratuit et sans obligation d'achat sur le compte Instagram @grassecampus. Ce jeu est ouvert à toute personne majeure étudiant en Pays de Grasse et possédant la carte étudiante Grasse Campus. Le lot à gagner est deux places pour le spectacle « Phèdre ! », au Théâtre de Grasse, qui aura lieu le jeudi 27 mars 2025.

AR Prefecture
006-200039857-20250311-DP2025_042_1-AU
Reçu le 13/03/2025
Publié le 13/03/2025

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :

Article 1 : OBJET

La présente convention a pour objet de fixer les modalités régissant le partenariat qui prendra place entre les deux parties à la présente.

Article 2 : ENGAGEMENTS DES PARTIES

2.1 : La CAPG s'engage à :

- Relayer l'information du jeu-concours par le biais des réseaux sociaux de Grasse Campus, Facebook et Instagram ;
- Faire un mailing aux porteurs de la carte étudiante du Campus ;
- Placarder l'affiche du concours (format A3) dans les locaux Grasse Campus.

2.2: Le Théâtre de Grasse s'engage à :

- Mettre à disposition à titre gratuit, **au plus tard le 25 mars 2025,** le lot suivant à la CAPG : 2 places pour le spectacle « Phèdre ! » du 27 mars 2025
- Fournir le logo de l'association.

Article 3 : PRIX

Cette convention est consentie et acceptée par les parties à titre gracieux.

Article 4 : APPLICATION DE LA CONVENTION

4.1 : Entrée en vigueur et durée

La présente convention est consentie du mercredi 19 mars au mercredi 26 mars 2025.

4.2 : Modifications

Toute modification des termes de la présente convention devra faire l'objet d'un avenant après accord des parties. Celui-ci devra être annexé à la présente.

4.3 : Résiliation

La présente convention sera résiliée de plein droit en cas de manquement à l'une des quelconques obligations prévues par les différentes prescriptions de ladite convention, et ce, 48 heures après mise en demeure envoyée par tout moyen.

Article 5 : LITIGES

En cas de différend sur l'interprétation ou l'exécution de la présente convention, chaque partie s'efforcera de trouver de bonne foi un accord. La partie souhaitant mettre en œuvre le processus de négociation devra en informer l'autre partie par Lettre Recommandée avec Accusé de Réception (LRAR) en indiquant les éléments du différend.

A défaut d'accord trouvé dans un délai de deux mois à compter de la réception de la LRAR, le litige sera porté devant les juridictions compétentes.

AR Prefecture
006-200039857-20250311-DP2025_042_1-AU
Reçu le 13/03/2025
Publié le 13/03/2025

Fait à GRASSE en double exemplaire**,**

Le

Pour le Théâtre de Grasse,

Emmanuelle BOURRET
La Directrice

Pour La Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse,
Le Président,

Jérôme VIAUD
Maire de Grasse
Vice-président du Conseil départemental
Des Alpes-Maritimes

AR Prefecture
006-200039857-20250311-DP2025_042_1-AU
Reçu le 13/03/2025
Publié le 13/03/2025

Règlement Jeu Concours Instagram
organisé par Grasse Campus

Article 1 – Organisation du concours
La Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse, dont le siège Social est situé 57 avenue Pierre Sémard, 06130 Grasse, organise du **19 mars au 26 mars 2025 à 17h**, un jeu concours gratuit et sans obligation d'achat sur le compte Instagram @grassecampus. Ce jeu est ouvert à toute personne majeure étudiant en Pays de Grasse et possédant la carte étudiante Grasse Campus.
Des informations relatives au jeu concours ainsi que le présent règlement sont disponibles sur le site internet www.paysdegrasse.fr ou www.grassecampus.fr

Article 2 – Conditions de participation
La participation au jeu est gratuite et sans obligation d'achat.
Ce jeu est ouvert à toute personne majeure étudiant en Pays de Grasse et possédant la carte étudiante Grasse Campus. Sont exclus du jeu, toutes les personnes n'étudiant pas au sein de Grasse Campus, toute personne ayant collaboré à l'organisation du jeu ainsi que les membres de la famille des personnes énumérées. Un contrôle systématique des participants sera réalisé afin de vérifier s'ils sont bien étudiants en Pays de Grasse et porteurs de la carte étudiante Grasse Campus.
Le participant est autorisé à jouer plusieurs fois par jour à condition de mentionner une nouvelle personne à chaque commentaire.
La participation au concours implique pour tout participant l'acception entière et sans réserve du présent règlement. Le non-respect dudit règlement entraîne l'annulation automatique de la participation et de l'attribution des éventuelles gratifications.

Article 3 – Modalités de participation
Le concours concerne deux places à gagner pour le spectacle « Phèdre ! », au Théâtre de Grasse, qui aura lieu le jeudi 27 mars 2025. La participation au jeu se fait via le compte Instagram @grassecampus uniquement. A ce titre, le Participant doit disposer d'une connexion à internet et d'un compte Instagram. Aucune inscription ne peut se faire par téléphone, télécopie, courrier postal ou courrier électronique. A ce titre, le Participant doit :

- S'abonner aux 2 comptes Instagram : @grassecampus et @theatredegrasse
- Aimer le post du visuel du jeu concours
- Taguer à minima une personne en commentaire

Article 4 – Délais des différentes phases du jeu-concours
Publication Instagram : le mercredi 19 mars 2025 à 17h
Participation des étudiants : du mercredi 19 mars au mercredi 26 mars 2025 jusqu'à 17h
Annonce du gagnant : mercredi 26 mars 2025 à 18h

Article 5 – Dotation et attribution des lots
5.1 Valeur Commerciale de la dotation
Les lots sont offerts par le partenaire participant au concours de la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse et constituent en ce sens des « dotations ».
Les lots offerts ne peuvent donner lieu à aucune contestation sur leur nature ni à la remise d'une contrepartie de quelque nature que ce soit.
La dotation ne pourra en aucun cas être échangée contre sa valeur en espèces ou contre toute autre dotation.

AR Prefecture
006-200039857-20250311-DP2025_042_1-AU
Reçu le 13/03/2025
Publié le 13/03/2025

En cas de force majeure, la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse se réserve le droit de remplacer le lot gagné par un lot de nature et de valeur équivalente.

Du 19 mars au 26 mars 2025 jusqu'à 17 heures, les utilisateurs Instagram remplissant les conditions de participation au jeu concours pourront gagner, sur la base d'un tirage au sort réalisé : 2 places de spectacle « Phèdre ! », qui aura lieu le jeudi 27 mars 2025 à 20h00 au Théâtre de Grasse.

5.2 Modalité d'attribution du lot

Le nom du gagnant sera publié directement sur la page Instagram de Grasse Campus. Le gagnant sera contacté par messagerie privée via Instagram. Lors de la remise du lot, une photographie du gagnant sera diffusée sur la page Instagram Grasse Campus.
Le lot est à retirer directement sur place à Grasse Campus, sur présentation d'une pièce d'identité.
L'organisateur ne pourra être tenu responsable dans le cas de défaillances techniques quant à cette notification électronique de gain.

Article 6 – Identification des gagnants et élimination de la participation

Les participants autorisent la vérification de leur identité. Le non-respect du présent règlement ainsi que toute fraude ou tentative de tricherie, quelles que soient ses modalités, entrainera l'élimination pure et simple de la participation de son auteur.

Article 7 – Obligations

Les participants au jeu-concours doivent obligatoirement être étudiants en Pays de Grasse et porteurs de la carte étudiante Grasse Campus. Ainsi, l'organisateur se réserve le droit de retirer du concours, sans préavis, tout participant ne respectant pas ces conditions.

Article 8 – Responsabilités

La responsabilité de l'organisateur ne pourra en aucun cas être engagée en cas d'éventuel dysfonctionnement di mode de participation au présent jeu-concours, lié aux caractéristiques même d'Internet ; dans ce cas, les participants ne pourront prétendre à aucune contrepartie de quelque nature que ce soit.
En aucun cas, Instagram ne saurait être tenu responsable en cas de litige lié au jeu-concours. Instagram n'est ni organisateur, ni parrain de l'opération.
En conséquence, sa responsabilité ne pourra être engagée en cas de réclamation.

Article 9 – Données à caractère personnel

Les données à caractère personnel recueillies dans le cadre du présent jeu-concours sont traitées conformément à la loi « Informatique et Libertés » du 6 janvier 1978 modifiée et au Règlement Européen 2016/679 du 27 avril 2016 sur la protection des données.

Elles sont uniquement destinées à la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse aux fins de gestion de participation, pour la détermination du gagnant et pour l'attribution et l'acheminement du lot.

Les données collectées sont obligatoires pour participer au concours. Par conséquent, les personnes qui souhaiteraient supprimer ces données avant la fin du concours ne pourront pas y participer.

AR Prefecture
006-200039857-20250311-DP2025_042_1-AU
Reçu le 13/03/2025
Publié le 13/03/2025

Le gagnant autorise l'organisateur à reproduire et à publier gracieusement sur les documents d'information liés au présent jeu-concours leur identité.

Les données collectées ne sont conservées que le temps nécessaire à la réalisation des finalités déterminées ci-dessus.

Conformément à la loi « Informatique et Libertés » du 6 janvier 1978 modifiée et au Règlement Européen 2016/679 du 27 avril 2016 sur la protection des données, tous les participants au concours bénéficient d'un droit d'accès et de rectification aux informations qui les concernent, d'un droit à l'effacement de celles-ci et à la limitation de leur traitement.

Ils peuvent exercer ces droits en s'adressant au Délégué à la Protection des Données de la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse : dpo@paysdegrasse.fr ; ou par courrier « CA Pays de Grasse, délégué à la protection des données, 57 avenue Pierre Sémard 06130 Grasse ».

Article 10 – Acceptation du règlement
La participation à ce jeu-concours implique l'acceptation totale du présent règlement.
Aucune information ne sera donnée par téléphone.

Tout défaut de renseignement ou fausse déclaration d'identité entrainera automatiquement l'élimination du participant. L'organisateur se réserve le droit de contrôler l'exactitude des renseignements fournis par les participants.

Article 11 – Fraude
Toute fraude, ou tentative de fraude, manifestée par un commencement d'exécution et commise en vue de percevoir indûment un lot, fera l'objet de poursuites conformément aux dispositions des articles 3 1 3-1 et suivants du Code pénal.

Article 12 – Juridictions compétentes
Le présent règlement est soumis à la loi française.
Les parties s'efforcent de résoudre à l'amiable tout différent né de l'interprétation ou de l'exécution du présent règlement. Si le désaccord persiste, il sera soumis au tribunal territorialement compétent. Le Participant reconnait avoir pris connaissance du présent règlement, l'accepter sans réserve et s'y conformer pleinement.

AR Prefecture
006-200039857-20250311-DP2025_043-AU
Reçu le 13/03/2025
Publié le 13/03/2025

Pays de Grasse
communauté d'agglomération

REPUBLIQUE FRANÇAISE
DEPARTEMENT
DES ALPES-MARITIMES

DECISION DU PRESIDENT N°DP2025_043

Objet : Convention de mise à disposition d'un lieu de stockage de matériel entre la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse et Le Club Nautique « Le Ponton »

Le Président de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération DL2024_001 du 22 février 2024 de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse par laquelle le conseil communautaire a délégué au président certaines de ses attributions conformément à l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération DL2024_201 du conseil communautaire du Pays de Grasse en date du 12 décembre 2024 relative à la réactualisation de l'intérêt communautaire en matière d'action sociale ;

Considérant que dans le cadre de sa compétence en matière de gestion et d'animation des accueils de loisirs, la CAPG organise pour les enfants des accueils de loisirs dont elle assure la gestion, des sorties en kayak au cours de l'été 2025 sur le site du « Le club Nautique Le Ponton » situé sur le bord du lac Saint Cassien à Tanneron ;

Considérant qu'elle a pour cela convenu avec le Club Nautique présent sur le site qu'il puisse stocker gratuitement son matériel tout en long de l'été ;

Considérant qu'il convient dès lors de définir les obligations respectives de chacune des parties pour cette mise à disposition du lieu de stockage ;

DECIDE

Article 1 : La signature d'une convention de mise à disposition d'un lieu de stockage entre la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse et le Club Nautique « le Ponton ». Le matériel stocké concerne des kayaks et des pagaies.

Article 2 : La convention est conclue à titre gratuit pour les vacances d'été 2025, soit du 1 juin au 31 août.

Fait à Grasse, le 11 mars 2025

Le Président,

Jérôme VIAUD
Maire de Grasse
Vice-président du Conseil départemental
des Alpes-Maritimes

AR Prefecture
006-200039857-20250311-DP2025_043-AU
Reçu le 13/03/2025
Publié le 13/03/2025

CONVENTION

DE MISE A DISPOSITION D'UN LIEU DE STOCKAGE DE MATERIEL

ENTRE

LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DU PAYS DE GRASSE

ET

LE CLUB NAUTIQUE « LE PONTON »

ENTRE LES SOUSSIGNEES :

La Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse, identifiée sous le numéro SIRET 200 039 857 000 12, dont le siège se trouve 57 avenue Pierre Sémard 06131 GRASSE cedex et représentée par son Président en exercice, Monsieur Jérôme VIAUD, agissant au nom et pour le compte de ladite Communauté d'Agglomération, habilité à signer les présentes en vertu de la décision n°******prise en date du ******et Visée en préfecture de Nice le *******.

Dénommée ci-après, « la CAPG»,

ET :

Le CLUB NAUTIQUE « LE PONTON », Société à responsabilité limitée identifiée sous le numéro SIRET 88410734300011 dont le siège social se trouve 9266 route du lac, à Tanneron (83440) et représentée par sa gérante en exercice Madame Arianne BERTHELOT,

Dénommée ci-après, « Club nautique Le Ponton »,

AR Prefecture
006-200039857-20250311-DP2025_043-AU
Reçu le 13/03/2025
Publié le 13/03/2025

PREAMBULE

Dans le cadre de sa compétence en matière de gestion et d'animation des accueils de loisirs, la CAPG organise pour l'été 2025 des sorties en kayak sur le site « Le club Nautique Le Ponton » situé maison du Lac D37 83440 Tanneron pour les enfants accueillis pendant les vacances d'été dans les accueils de loisirs dont elle assure la gestion.

Souhaitant pouvoir bénéficier d'un lieu de stockage pour son matériel au cours de cette période, le club Nautique a convenu avec la CAPG de lui laisser à disposition un lieu de stockage au cours de l'été et afin d'éviter au personnel de la CAPG de devoir les charger à chacune des sorties prévues.

Par la présente convention, la CAPG et Le Club Nautique conviennent de définir les modalités de stockage du matériel sur le site et de déterminer les obligations respectives de chacune des parties.

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 : OBJET

L'objet de la présente convention est de définir les modalités de mise à disposition d'un lieu de stockage par le Club pour toute la période de l'été 2025 au cours de laquelle la CAPG organise des sorties pour ses centres de loisirs.

ARTICLE 2 : DESIGNATION DES EQUIPEMENTS MIS A DISPOSITION

Dans le cadre des sorties Kayaks organisées au lac de St-Cassien par la CAPG pour ses centres de loisirs, les Kayaks et leurs pagaies ont besoin d'être stockés sur le site de Club Nautique.

Le matériel de la CAPG mis en stockage au Club nautique comprend :

- 8 kayaks bi places
- 8 paires de pagaies numérotées.

Les gilets de sauvetages seront apportés et ramenés à chaque sorties par la CAPG.

AR Prefecture
006-200039857-20250311-DP2025_043-AU
Reçu le 13/03/2025
Publié le 13/03/2025

ARTICLE 3 : MODALITES FINANCIERES OU CONTREPARTIE

Le stockage des kayaks par le Club Nautique est consenti à titre gratuit.

ARTICLE 4 : STOCKAGE ET MAINTENANCE

Le matériel sera attaché par une chaîne et un cadenas qui devra chaque soir être refermé.

Les pagaies seront stockées avec celles du club nautique.

ARTICLE 5 : ASSURANCES ET RESPONSABILITES

En sa qualité d'occupant, Le Club Nautique s'engage à souscrire auprès d'une compagnie d'assurance notoirement solvable, couvrant sa responsabilité civile et les dommages pouvant intervenir au cours du stockage et contre les risques liés à sa qualité d'occupant (incendie, explosion, etc.) tant à l'égard des tiers que de la CAPG.

Une attestation d'assurance devra être fournie à la CAPG à la signature de la présente convention.

ARTICLE 6 : DUREE- RENOUVELLEMENT

Cette convention est signée pour la saison d'été 2025, soit du 1er juin au 31 Août 2025.

ARTICLE 7 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Les modifications à venir éventuellement apportées de la présente convention devront faire l'objet d'avenants joints à la présente convention, avec accord des parties signataires.

ARTICLE 8 : PRISE D'EFFET

La présente convention prendra effet à compter de la signature par les deux parties.

ARTICLE 9 : RESILIATION.

La convention peut être dénoncée à tout moment par l'une ou l'autre des parties par courrier avec accusé de réception sous réserve d'un préavis d'une semaine.

Elle pourra également être résiliée sans préavis et de plein droit en cas de force majeure, pour tout autre motif d'intérêt général ou pour non-respect des engagements prévus par la présente convention.

Toute résiliation de quelque motif que ce soit ne pourra donner lieu au versement d'une quelconque indemnité par l'une ou l'autre des parties.

AR Prefecture
006-200039857-20250311-DP2025_043-AU
Reçu le 13/03/2025
Publié le 13/03/2025

ARTICLE 10 : LITIGES

Le présent contrat est régi par la loi française.

En cas de différend sur l'interprétation ou l'exécution du présent contrat, chaque partie s'efforcera de trouver de bonne foi un accord. La partie souhaitant mettre en œuvre le processus de négociation devra en informer l'autre partie par Lettre Recommandée avec Accusé de Réception (LRAR) en indiquant les éléments du différend.

A défaut d'accord trouvé dans un délai de deux mois à compter de la réception de la LRAR par la partie concernée, le litige sera porté devant les juridictions compétentes.

Fait à Grasse, le…….2025

En 2 exemplaires,

Pour la communauté D'agglomération du Pays De Grasse

Jérôme VIAUD

Maire de Grasse
Vice-Président du Conseil Départemental
Des Alpes Maritimes

Pour le Club Nautique « Le Ponton »

Arianne BERTHELOT

AR Prefecture
006-200039857-20250311-DP2025_044_1-AU
Reçu le 14/03/2025
Publié le 14/03/2025

Pays de Grasse
communauté d'agglomération

REPUBLIQUE FRANÇAISE
DEPARTEMENT
DES ALPES-MARITIMES

DECISION DU PRESIDENT
N°DP2025_044

Objet : Convention de partenariat entre la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse, France Travail Grasse, la Fondation des Apprentis d'Auteuil, l'association des Fleurs d'Exception du Pays de Grasse pour la mise en œuvre d'une formation « Pass-saisonnier ».

Le Président de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse

Vu les statuts en vigueur de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse ;

Vu la délibération DL2024_001 du 22 février 2024 de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse par laquelle le conseil communautaire a délégué au président certaines de ses attributions conformément à l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération DL2024_201 du conseil communautaire du Pays de Grasse en date du 12 décembre 2024 relative à la réactualisation de l'intérêt communautaire en matière d'action sociale ;

Considérant que les parties prenantes à la convention ont décidé de soutenir la mise en œuvre d'une formation « d'ouvrier agricole polyvalent : plantes à parfum, oléiculture, murs en pierre sèche» pour répondre aux besoins de la filière Plantes à Parfum, Aromatiques et Médicinales-PPAM du territoire;

Considérant que pour ce faire, les parties prenantes s'engagent à sécuriser les parcours en renforçant les actions de validation de projet en amont de la formation - implication des employeurs potentiels membres de l'association Fleurs d'exception dès les informations collectives pour présenter les métiers et réalisation d'immersion professionnelle de trois jours à une semaine- ;

Considérant que France Travail s'engage à financer les parcours de formation sous forme d'Aide Individuelle à la formation sur une durée de douze semaines -six semaines en centre avec la Fondation des Apprentis d'Auteuil et six semaines chez les exploitants agricoles adhérents de l'association des Fleurs d'exception-. Le sourcing étant assuré par les acteurs du Réseau Local pour l'Emploi ;

Considérant que les parties prenantes s'accordent sur un rétroplanning des actions à réalisées, joint en annexe de la convention ;

Considérant que pour garantir un maximum de temps d'activité à l'issue de la formation et éviter que les candidats formés préfèrent travailler rapidement dans d'autres secteurs, les parties prenantes s'accordent sur la nécessité d'accompagner les employeurs dans la mise en place d'outil de mutualisation de salariés formés (bourse, plateforme...) ;

DECIDE

Article 1 : La signature d'une convention de partenariat entre France Travail, la Fondation des Apprentis d'Auteuil, l'association des Fleurs d'Exception du Pays de Grasse pour la mise en œuvre d'une formation « Pass-saisonnier » ;

AR Prefecture
006-200039857-20250311-DP2025_044_1-AU
Reçu le 14/03/2025
Publié le 14/03/2025

Article 2 : La conclusion à titre gratuit de la convention de partenariat ;

Article 3 : La convention prend effet à la date de la signature par les parties pour la durée de la formation.

Fait à Grasse, le 11 mars 2025

Le Président,

Jérôme VIAUD
Maire de Grasse
Vice-président du Conseil départemental
des Alpes-Maritimes

AR Prefecture
006-200039857-20250311-DP2025_044_1-AU
Reçu le 14/03/2025
Publié le 14/03/2025

CONVENTION DE PARTENARIAT

Entre :

L'Association Les Fleurs d'Exception du Pays de Grasse, régie par la loi du 1er juillet 1901 et du décret du 16 août 1901, dont le siège social est situé 57 avenue Pierre Sémard à Grasse déclarée à la sous-préfecture le 04/03/2009 et parution au journal officiel le 23/05/2009 sous le n° 70 et représentée par sa Présidente en exercice, **Madame Armelle JANODY**, agissant au nom et pour le compte de ladite association en vertu des pouvoirs qui lui sont confiés.

Et

La Fondation des Apprentis d'Auteuil, dont le siège social est situé 40 rue de la Fontaine, 75000 PARIS 16e, déclarée à la Sous-préfecture le 3 décembre 2010 sous le Numéro W133015088, et représentée par sa Directrice en exercice, **Madame Delphine SAGORY**, agissant au nom et pour le compte de ladite Fondation (antenne de Grasse) en vertu des pouvoirs qui lui sont confiés.

Et

France Travail, établissement public administratif, représenté par sa Directrice départementale des Alpes Maritimes, **Madame Ghislaine ELLENA,** 123 chemin de Saint Marc 06130 Grasse.

La Communauté d'Agglomération Pays de Grasse, identifiée sous le numéro SIRET 200 039 857 00012 et représentée par son Président en exercice, **Monsieur Jérôme VIAUD**, son président, agissant au nom et pour le compte de ladite Communauté d'Agglomération, habilité à signer les présentes par la décision n°DP2025_xxx en date du xx xx 2025 visée en préfecture de Nice le xx xx xxxx.

Ci-après désignés ensemble, « les parties »

AR Prefecture
006-200039857-20250311-DP2025_044_1-AU
Reçu le 14/03/2025
Publié le 14/03/2025

Il est convenu ce qui suit :

En préambule :

À la suite de l'arrêt du financement de l'action de formation « ouvrier en polyculture option plantes à parfum » dans le cadre des achats de formation conventionnées suite à de faibles résultats en termes de reprises d'emploi dans le métier visé en 2022, une réunion s'est tenue le 19 Décembre 2024 à la Préfecture des Alpes Maritimes à Nice dans le but de trouver une solution de financement des parcours de formation pour les « Pass-saisonniers » et veiller à la sécurisation des recrutements afin de soutenir la filière.

Article 1 : Objet de la convention

La présente convention a pour objet de décrire les conditions et les modalités de collaboration entre les parties, dans le cadre de la mise en place de la formation « Pass-saisonnier », ouvrier polyvalent agricole.

Article 2 : Engagements des parties

Dans le cadre de la mise en œuvre de cette action, les parties s'engagement à :
- Sécuriser les parcours en renforçant les actions de validation de projet en amont de la formation : implication des employeurs dès les informations collectives pour présenter les métiers. Réalisation d'immersions professionnelles de 3 jours à 1 semaine.

- Les employeurs, via l'association Fleurs d'exception, s'organisent pour mutualiser (bourse, plateforme…) les salariés formés à l'issue de l'action de formation afin de leur garantir un maximum de temps d'activité et éviter que les candidats formés préfèrent travailler dans d'autres secteurs rapidement après la formation.

- France Travail s'engage à financer les parcours de formation sous forme d'Aide Individuelle à la formation -AIF Dérogatoires- et les acteurs du RPE se coordonnent pour assurer la mobilisation de candidats potentiels.

- L'action de formation est mise en œuvre de concert par La Fondation des Apprentis d'Auteuil et l'association des Fleurs d'exception.

AR Prefecture
006-200039857-20250311-DP2025_044_1-AU
Reçu le 14/03/2025
Publié le 14/03/2025

Article 3 : Modalités de mise en œuvre du programme

Actions	Acteurs	Dates
Sourcer les candidats Organiser des informations collectives	Acteurs du Réseau Local pour l'Emploi de Grasse pour la mobilisation de candidats potentiels, Employeurs Fleurs d'exception pour présentation des emplois, Apprentis d'Auteuil pour la présentation de la formation	Première information collective fin janvier
Mettre en place des immersions professionnelles	Les employeurs mettent à disposition un planning d'accueil en immersion	Mois de février
Coordonner/démarcher les employeurs pour proposer un maximum de temps d'emploi aux candidats	Les employeurs Fleurs d'exception accompagnés des conseillers entreprises RPE	De janvier à mai (fin de la formation)
Premier suivi des actions	Fleurs d'exception, CAPG, France Travail, Apprentis d'Auteuil	Mensuellement lors des réunions du Groupe des Acteurs Economiques pour l'Emploi Local -GAEL- du Pays de Grasse. Fin janvier en sous-préfecture de Grasse, en cours et en fin de formation.
Un suivi post-formation afin d'évaluer l'efficacité de l'action en termes de reclassement dans le métier visé	France Travail	A un mois, 3 mois, 6 mois et 9 mois.

Article 4 : Modalités financières

Le partenariat est conclu à titre gratuit. Chacune des parties supportant les frais de ses engagements.

Article 5 : Modification du contrat

Toutes modifications de la présente convention devront faire l'objet d'avenants qui seront joints à la présente avec accord des parties signataires.

Article 6 – Modalités de résiliation

La présente convention peut être résiliée par l'une ou l'autre des parties, à tout moment, sous réserve d'un préavis quinze jours. La résiliation doit être notifiée par lettre recommandée avec accusé de réception.

AR Prefecture
006-200039857-20250311-DP2025_044_1-AU
Reçu le 14/03/2025
Publié le 14/03/2025

Article 7 – **Litiges**

Le présent contrat est régi par la loi française.
En cas de litige relatif à l'interprétation, l'exécution et/ou la résiliation de la présente, les parties s'engagent à rechercher en priorité un règlement à l'amiable.
A défaut, le différend sera porté devant le Tribunal compétent.

Article 10 – **Election de domicile**

Pour l'application de la présente convention, les parties déclarent faire élection de domicile en leur adresse respective, tel qu'indiquée en page 2 de la présente convention.

Fait en 4 exemplaires, à Grasse le

Pour la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse Le Président **Jérôme VIAUD** **Maire de Grasse** **Vice-président du Conseil Départemental des Alpes-Maritimes**	**Pour France Travail** La directrice départementale 06 **Ghislaine ELLENA**
Pour l'association Les Fleurs d'Exception du Pays de Grasse La Présidente **Armelle JANODY**	**Pour La Fondation des Apprentis d'Auteuil** La directrice **Delphine SAGORY**

AR Prefecture
006-200039857-20250312-DP2025_045_1-AU
Reçu le 18/03/2025
Publié le 18/03/2025

pays de Grasse
communauté d'agglomération

REPUBLIQUE FRANÇAISE
DEPARTEMENT
DES ALPES-MARITIMES

DECISION DU PRESIDENT N°DP2025_045

Objet : Convention de partenariat entre la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse, Sud-Est Assainissement et Europe Formation Conseil.

Le Président de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse

Vu la délibération DL2024_001 du 22 février 2024 de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse par laquelle le conseil communautaire a délégué au président certaines de ses attributions conformément à l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;

Vu les statuts en vigueur de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse ;

Considérant que la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse s'est dotée d'une structure nommée « Grasse campus » assurant l'interface entre les université et écoles représentées d'une part, et les entreprises et la population du territoire d'autre part ;

Considérant que pour l'exercice de ses missions, « Grasse campus » souhaite faciliter et participer à un partenariat entre Sud-Est Assainissement et Europe Formation Conseil ;

DECIDE

Article 1 : La signature de la convention de partenariat entre la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse, Sud-Est Assainissement et Europe Formation Conseil ;

Article 2 : La conclusion de cette convention de partenariat sans contrepartie financière ;

Article 3 : De conclure la convention pour une durée de trois ans à compter de la date de signature.

Fait à Grasse, le 12 mars 2025

Le Président,

Jérôme VIAUD
Maire de Grasse
Vice-président du Conseil départemental
des Alpes-Maritimes

AR Prefecture
006-200039857-20250312-DP2025_045_1-AU
Reçu le 18/03/2025
Publié le 18/03/2025

Convention de Partenariat

Entre d'une part :

La Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse (CAPG), identifiée sous le numéro SIRET 200 039 857 000 12, dont le siège se trouve 57 avenue Pierre Sémard 06131 GRASSE cedex et représentée par son Président en exercice, Monsieur Jérôme VIAUD, agissant au nom et pour le compte de ladite Communauté d'Agglomération, habilité à signer les présentes par la décision n° DP2025-XXX en date du XX/03/2025 visée en préfecture de Nice le XX/03/2025.

Dénommée ci-après « **CAPG** »

d'autre part

Sud-Est Assainissement, société par action simplifiée au capital social de 3 200 000 euros, dont le siège social est sis route de la Gaude à Cagnes sur mer, immatriculée au registre du commerce et des sociétés d'Antibes sous le numéro 331 405 936, représentée par **Monsieur Eric Garcia**, Directeur Général Délégué, agissant en vertu des délégations de pouvoirs qui lui ont été consenties.

Ci-après dénommée **« L'Entreprise »**

Et d'autre part

SAS EUROPE FORMATION CONSEIL, société par action simplifiée au capital social de 3 000 euros, dont le siège social est situé 107 avenue Jean Maubert, 06130 Grasse, identifiée sous le numéro SIREN 751 002 254 00025 et représentée par M. Didier ROTTURA son Président *(Déclaration d'activité enregistrée sous le numéro NDA 93060693106).*

Ci-après dénommée **« L'organisme de formation »**

Ci-après désignées individuellement ou collectivement par la ou les « Partie(s) »,

AR Prefecture
006-200039857-20250312-DP2025_045_1-AU
Reçu le 18/03/2025
Publié le 18/03/2025

Préambule

La communauté d'agglomération du Pays de Grasse s'est dotée d'un service du Développement de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche (DESR) pilotant une structure assurant l'interface entre les universités et écoles représentées d'une part, et les entreprises et la population du territoire d'autre part : Grasse Campus.

En tant que campus territorial, Grasse Campus :

- Développer l'offre de programmes du supérieur par la prospection et l'accueil d'établissements publics et privés sur le territoire
- Favoriser le développement et le rayonnement de l'enseignement supérieur et de la recherche par tous types d'actions et d'animations en lien avec le tissu économique
- Créer et gérer les dispositifs du campus territorial multisite
- Mettre à disposition des locaux et moyens dédiés aux établissements partenaires du campus territorial multisite
- Soutenir la vie étudiante par la mise en place et la coordination d'actions en direction du public étudiant et accompagner les étudiants dans leur installation sur le territoire
- Promouvoir les actions du campus territorial multisite en France et à l'international

La Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse possède également un pôle Formation, portant le Centre de Formation du Pays de Grasse (CFPG) labellisé Qualiopi, au sein du Service Insertion Professionnelle & Innovation Sociale de la CAPG, dont les compétences sont les suivantes (liste non exhaustive) :

- Développer l'offre de formation professionnelle continue en réponse aux besoins du territoire.
- Assurer l'interface entre les entreprises et les actifs du territoire pour proposer des formations adaptées.
- Centraliser et cartographier les besoins en formation du territoire.
- Encourager les collaborations avec les dispositifs et organismes de formation existants sur l'ensemble du territoire du Pays de Grasse.
- Développer des partenariats avec des acteurs de l'insertion, de l'emploi et du monde professionnel.

Sud-Est Assainissement

Sud-Est Assainissement, filiale du groupe Veolia, est une entreprise spécialisée dans les services environnementaux. Veolia, société centenaire, est un leader mondial dans les domaines de la gestion de l'eau, de l'assainissement, du traitement des déchets et des services énergétiques.

Implantée principalement dans les Alpes-Maritimes, Sud-Est Assainissement emploie environ 430 salariés. En 2024, l'entreprise a généré un chiffre d'affaires de 105 millions d'euros, démontrant ainsi sa solidité économique et son importance dans le secteur.

AR Prefecture
006-200039857-20250312-DP2025_045_1-AU
Reçu le 18/03/2025
Publié le 18/03/2025

Sud-Est Assainissement propose une gamme complète de solutions innovantes à toutes les étapes du cycle des déchets, de leur collecte à leur transformation et valorisation en matière et en énergie, grâce aux étapes de tri et de traitement.

En aval du cycle de gestion du déchet, des opérations de traitement destinées à éliminer les polluants et à transformer les déchets en ressources sont réalisées :

- tri, recyclage et valorisation des déchets ménagers et des déchets industriels banals, via des installations dédiées équipées de technologies de plus en plus performantes,
- développement de filières qui permettent de réintroduire les matières premières recyclées produites dans l'économie,
- transformation des matières organiques en compost pour les rendre à la terre

En amont du cycle de gestion des déchets, les équipes de SEA fournissent à leurs clients industriels et collectivités des services de collecte et de logistique innovants :

- des solutions techniques de collectes en porte-à-porte sélectives ou en apport volontaire, adaptées aux enjeux territoriaux et économiques,
- des offres de maintenance des équipements de production et de gestion des flux de déchets sur sites.

Le présent partenariat permet à Veolia, à travers sa filiale Sud-Est Assainissement, de renforcer son ancrage local, d'investir dans le développement des compétences de ses collaborateurs, d'accéder à un vivier de jeunes talents, de bénéficier de formations adaptées à ses besoins spécifiques, tout en consolidant son image d'entreprise responsable et en anticipant les défis futurs du secteur, créant ainsi une synergie bénéfique avec les acteurs locaux du Pays de Grasse.

SAS Europe Formation Conseil

SAS Europe Formation Conseil est un organisme de formation professionnelle pour adultes spécialisé dans la sécurité au travail. Il dispense notamment des formations dans les domaines de la sécurité incendie et au travail, de la prévention, et délivre des habilitations électriques.

AR Prefecture
006-200039857-20250312-DP2025_045_1-AU
Reçu le 18/03/2025
Publié le 18/03/2025

Dans un souci de développement des compétences et de professionnalisation des collaborateurs et futurs collaborateurs de l'entreprise Sud-Est Assainissement, les parties souhaitent collaborer dans le cadre d'un partenariat permettant la mise en place de formations continues et de contrats d'alternance dans les domaines commerciaux et techniques.

Article 1 : Objet de la convention

La présente convention a pour objet de définir et d'organiser le partenariat entre la communauté d'agglomération du Pays de Grasse, Europe Formation Conseil et l'entreprise Sud est-Assainissement conformément aux actions exposées ci-dessous.

La présente convention a pour objet d'établir un cadre de coopération entre les parties afin de :

- Faciliter la formation continue des collaborateurs de Sud Est Assainissement en lien avec l'Organisme de Formation ;
- Favoriser le recrutement d'alternants au sein des écoles partenaires de Grasse Campus en collaboration avec Sud Est Assainissement ;
- Développer des actions de formation adaptées aux besoins de Sud Est Assainissement dans les domaines commerciaux et techniques ;
- Définir un cadre général de partenariat entre les parties.

Article 2 : Programme d'Actions Partenariales

2.1 Professionnalisation et des étudiants et apprenants :

Les actions suivantes pourraient être menées par l'entreprise auprès des étudiants de Grasse Campus :

- Intervention de professionnels de **L'Entreprise** dans des formations ou lors de conférences (gestion des déchets Traitement et élimination des déchets, sensibilisations diverses, RSE, Métiers, …) afin d'informer et de faciliter l'insertion professionnelle des étudiant(e)s ;
- Apport de l'expertise de **L'Entreprise** sur la professionnalisation des formations et leur maintien en phase avec l'évolution des métiers ;
- Propositions et communication d'offres d'emploi ;
- Propositions d'offres d'alternance : contrat d'apprentissage dans les domaines techniques ou commerciaux aux étudiants faisant partie du dispositif GRASSE CAMPUS ;
- Visites de sites ;
- Conférence Découverte ou Journée Partenaires ;
- Participation aux évènements centrés sur le recrutement (« Job Dating ») ;
- Implication de l'école et des étudiants sur certains évènements coorganisés par **L'Entreprise** ;
- Développement de projets de recherche en partenariat avec les écoles du dispositif GRASSE CAMPUS

AR Prefecture
006-200039857-20250312-DP2025_045_1-AU
Reçu le 18/03/2025
Publié le 18/03/2025

2.2. Formation continue des collaborateurs

L'**Entreprise** pourra faire appel à l'**organisme de formation** dans le cadre de son plan de développement de compétences et des obligations qui lui incombent en matière d'adaptation au poste de travail et de maintien dans l'emploi de ses salariés.

Dans le cadre de ces conventions futures entre les deux parties :

L'entreprise s'engage à :

- Fournir ses besoins en formation continue à l'organisme de formation professionnel ;
- Co-construire les calendriers de formation ;
- Fournir tous les éléments nécessaires à la conclusion de la convention de formation ;
- Fournir tous les éléments réglementaires concernant le positionnement dans la phase de pré-formation ;
- Fournir tous les éléments nécessaires pour l'évaluation post-formation par les collaborateurs ;
- Remplir toutes les obligations inhérentes au cadre fixé par le législateur en matière de formation professionnelle.

L'organisme s'engage à :

- Fournir à tout moment les preuves de sa capacité à exercer en tant qu'organisme de formation (Attestation NDA, Certificat Qualiopi etc.) ;
- Présenter un plan de formation adéquat aux besoins de l'Entreprise ;
- Remplir les exigences réglementaires en matières d'information, de conseil et de diffusion de l'information à l'entreprise ;
- Proposer un catalogue de formation à jour et d'en faire la mise à jour lorsque cela est nécessaire. A titre d'exemple, est annexée à la présente convention, la liste des formations dispensées par l'organisme de formation dans le cadre de cette convention de partenariat (Annexe 1). Elle est susceptible d'être évolutive.

2.3. Mise à disposition de locaux et prestation de services

La CAPG pourra mettre à disposition des locaux dans le cadre de ce partenariat sur la base des tarifs figurant dans la délibération en vigueur à date de début de la formation. Un devis sera effectué sur demande à l'Organisme de formation.
Les services annexes pourront également être proposés, notamment le service de reproduction sur demande sur la même base tarifaire de référence (photocopie et reliure).

AR Prefecture
006-200039857-20250312-DP2025_045_1-AU
Reçu le 18/03/2025
Publié le 18/03/2025

Article 3 : Communication Interne et Externe

Les actions de communication :

- Visibilité sur différents supports de communication de l'**organisme de formation** (Web, Page Linkedin Entreprise, Plaquettes, …) ;
- Invitation aux évènements organisés par l'**organisme de formation ;**
- Visibilité sur différents supports de communication de **L'Entreprise** en région ;
- Invitation aux évènements organisées par **L'Entreprise** en région ;
- Visibilité sur différents supports de communication de **La CAPG** ;
- Invitation aux évènements organisés par **La CAPG** (salons, journées portes ouvertes etc.).

Chaque Partie est autorisée à mentionner le présent partenariat dans le cadre de sa communication interne et externe, et à le faire valoir auprès de ses clients, prospects, collaborateurs.

A cet effet, chaque Partie est autorisée à utiliser le logo de son partenaire sur tous les documents de communication et de promotion de manifestations : affiches, flyers, dossier de presse, programmes, posts, articles, site web… Chaque Partie est chargée d'envoyer son logo au format adéquat et la charte graphique associée.

Chaque Partie conserve le droit de regard sur l'utilisation de son logo notamment si son utilisation ne répond pas à la charte éthique ou porte atteinte directement ou indirectement à sa réputation et à son image.

De façon générale, chaque Partie s'interdit de porter atteinte directement ou indirectement à la réputation et à l'image de l'autre Partie.

Chacune des Parties reconnaît que la remise des caractéristiques de son logo ne confère à l'autre Partie aucun droit de propriété ou d'usage sur ce logo hormis la reproduction de ce logo sur les supports identifiés dans la présente convention.

L'expiration ou la résiliation de la convention mettra fin aux droits accordés dans le présent article.

Les Parties rechercheront des actions de promotion communes autour du partenariat en menant des actions coordonnées de communication interne et/ou externe.

AR Prefecture
006-200039857-20250312-DP2025_045_1-AU
Reçu le 18/03/2025
Publié le 18/03/2025

Article 4 : Modalités de mise en œuvre

Un comité de pilotage sera mis en place afin de piloter et évaluer les actions menées dans le cadre de cette convention. Cette instance, qui se réunira une fois par an permettra de piloter et d'évaluer les actions menées dans le cadre de cette convention. Chaque partie pourra se faire représenter.

Il devra permettre d'établir :

- Une projection des besoins et projets à venir ;
- Un rapport d'activité sur les actions passées ;
- Des propositions d'actions correctrices dans la cadre d'une amélioration continue du cadre partenarial.

Article 5 : Durée, Entrée en vigueur

Les Parties souhaitent inscrire leur partenariat sur le long terme et ont conclu le présent accord pour une durée de 3 (trois) ans.

La convention prend effet à compter de la date de la signature des Parties.

Chacune des parties pourra y mettre un terme, pour quel que motif que ce soit, moyennant un préavis de 3 (trois) mois par l'envoi d'un courrier recommandé.

Toute modification de la présente convention devra faire l'objet d'un avenant.

La présente convention est établie et signée en trois exemplaires originaux.

Fait à Grasse, le

Pour SUD-EST ASSAINISSEMENT	**Pour Europe formation Conseil**	**Pour La Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse**
Eric Garcia, Directeur Général Délégué, agissant en vertu des délégations de pouvoirs qui lui ont été consenties	**Didier Rottura** Le Président	Le Président, **Jérôme VIAUD** Maire de Grasse Vice-président du Conseil départemental Des Alpes-Maritimes

AR Prefecture
006-200039857-20250312-DP2025_045_1-AU
Reçu le 18/03/2025
Publié le 18/03/2025

Annexe 1 : Liste des formations proposées par Europe Formation Conseil

EUROPE FORMATION CONSEIL

Liste exhaustive des formations qui seront dispensées dans le cadre de la convention d'adhésion GRASSE CAMPUS VEOLIA EUROPE FORMATION CONSEIL

Acquérir les connaissances de bases dans les risques chimiques
AIPR Encadrant
AIPR Opérateur
CACES R482 Initial - Conducteur d'engins de chantier - catégorie A
CACES R482 Initial - Conducteur d'engins de chantier - 1 catégorie B1-C1-D-F-G
CACES R482 Initial - Conducteur d'engins de chantier - 3 catégories
CACES R482 Recyclage - Conducteur d'engins de chantier - 1 catégorie
CACES R482 Recyclage - Conducteur d'engins de chantier - 3 catégories
Autorisation de conduite R484 Initial - Ponts roulants et portiques à commande au sol
Autorisation de conduite R484 Recyclage - Ponts roulants et portiques à commande au sol
CACES R485 Initial - Chariots de manutention automoteurs gerbeurs à conducteur accompagnant
CACES R485 Recyclage - Chariots de manutention automoteurs gerbeurs à conducteur accompagnant
CACES R486 Initial - PEMP / Nacelle 1 catégorie
CACES R486 Initial - PEMP / Nacelle 2 catégories
CACES R486 Recyclage - PEMP / Nacelle 1 catégorie
CACES R486 Recyclage - PEMP / Nacelle 2 catégories
CACES R489 Initial - Chariots à conducteur porté - 1 catégorie
CACES R489 Recyclage - Chariots à conducteur porté - 1 catégorie
CACES R490 Initial - Grues de chargement avec télécommande
CACES R490 Recyclage - Grues de chargement avec télécommande
Conduite en sécurité des véhicules de type balayeuses
Echafaudages roulants et fixes - Initial : montage, démontage, utilisation
Echafaudages roulants et fixes - Recyclage : montage, démontage, utilisation
Echafaudages roulants et fixes : réception, conformité et vérification - Initiale
Echafaudages roulants et fixes : réception, conformité et vérification - Recyclage
Eco-conduite
Equipier de Première Intervention
FCO Marchandises
Gestes et postures

EUROPE FORMATION CONSEIL
107, Avenue Jean Maubert - 06130 GRASSE
Tel : 09.54.53.23.81 – accueil@europeformation.com
Siret : 751 002 254 00025 – APE : 8559A

AR Prefecture
006-200039857-20250312-DP2025_045_1-AU
Reçu le 18/03/2025
Publié le 18/03/2025

EUROPE FORMATION CONSEIL

Liste exhaustive des formations qui seront dispensées dans le cadre de la convention d'adhésion GRASSE CAMPUS VEOLIA EUROPE FORMATION CONSEIL

Habilitation électrique - non électricien H0-B0-H0V - Initiale ou recyclage
Habilitation électrique - non électricien BS-BE - Recyclage
Habilitation électrique - non électricien BS-BE - Initiale
Habilitation électrique - niveau électricien BR-B1V-B2V-BC (BT) - Initiale
Habilitation électrique - niveau électricien BR-B1V-B2V-BC (BT) - recyclage
Autorisation de conduite pontier elingueur conduite en cabine (intramuros)
Recyclage pontier elingueur conduite au sol et en cabine (intramuros)
Habilitation électrique B0-H0(V) BE Manoeuvre - Initial
Habilitation électrique B1(V)-B2(V)-BR-BC-H0(V) - Initial
Habilitation électrique B0-H0 BS-BE Manoeuvre - Initial
Habilitation électrique B0-H0(V) BE Manoeuvre - Recyclage
Se recycler à l'habilitation électrique B0-H0(V) - Exécutant
Habilitation électrique B1(V)-B2(V)-BR-BC-H0(V) - Recyclage
Habilitation électrique B0-H0 BS-BE Manoeuvre - Recyclage
Sécurisation des chargements par l'arrimage et le sanglage
SST Initial - Sauveteur Secouriste du travail - Initiale
SST Recyclage - Maintien et actualisation des compétences
Travaux en hauteur et port du harnais - Recyclage

EUROPE FORMATION CONSEIL
107, Avenue Jean Maubert - 06130 GRASSE
Tel : 09.54.53.23.81 – accueil@europeformation.com
Siret : 751 002 254 00025 – APE : 8559A

AR Prefecture
006-200039857-20250320-DP2025_046-AU
Reçu le 24/03/2025
Publié le 24/03/2025

pays de Grasse
communauté d'agglomération

REPUBLIQUE FRANÇAISE
DEPARTEMENT
DES ALPES-MARITIMES

DECISION DU PRESIDENT
N° DP2025_046

Objet : Signature d'une convention de partenariat entre la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse pour les JMIP et l'association Yogidille.

Le Président de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse

Vu les articles L.5211-1 et L.5211-2 du Code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération DL2024_001 du 22 février 2024 de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse par laquelle le conseil communautaire a délégué au président certaines de ses attributions conformément à l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;

Considérant que dans le cadre du développement des activités autour de la botanique au sein des Jardins du Musée International de la Parfumerie, permettant de toucher différemment le public, la Conservation des musées souhaite proposer aux visiteurs, sur 4 journées, des « Ateliers de Yoga et de méditation olfactive » ;

Considérant que durant ces « Journées à thème », la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse souhaite conclure un contrat de partenariat pour les « Ateliers de Yoga et de méditation olfactive » avec l'association Yogidille ;

DECIDE

Article 1 : De signer une convention de partenariat ci-annexée entre la CAPG et l'association Yogidille ;

Article 2 : De conclure le partenariat à titre gratuit ;

Article 3 : La convention prend effet dès sa signature et se terminera lors de la dernière journée à thème, soit le 8 juin 2025.

Fait à Grasse, le 20 mars 2025

Le Président,

Jérôme VIAUD
Maire de Grasse
Vice-président du Conseil départemental
des Alpes-Maritimes

AR Prefecture
006-200039857-20250320-DP2025_046-AU
Reçu le 24/03/2025
Publié le 24/03/2025

CONVENTION DE PARTENARIAT

ENTRE LES SOUSSIGNES :

La Communauté d'agglomération du Pays de Grasse, identifiée sous le numéro SIRET 200 039 857 000 12, dont le siège social se trouve au 57 avenue Pierre Sémard 06130 GRASSE et représentée par son Président en exercice, Monsieur Jérôme VIAUD, agissant au nom et pour le compte de ladite Communauté d'Agglomération, habilité à signer les présentes en vertu d'une décision N° DP2025_XXX prise en date du XXX 2025 visée en préfecture de Nice le XXXXX 2025.

d'une part,

et **l'association Yogidille**, identifiée sous le numéro SIRET 89065432000013, ayant son siège à Cannes (06400), 10 chemin de rose Saint Jean, Cannes Grand Parc, bât. Hibiscus 14, représentée à l'acte par Mme Ildiko PAKSI.

d'autre part,

Préambule

Dans le cadre du développement des activités autour de la botanique au sein des Jardins du Musée International de la Parfumerie, permettant de toucher différemment le public, la CAPG souhaite proposer aux visiteurs des JMIP des « Ateliers de Yoga et de méditation olfactive » en collaborant avec l'association Yogidille par la conclusion d'un contrat de partenariat.

.

AR Prefecture
006-200039857-20250320-DP2025_046-AU
Reçu le 24/03/2025
Publié le 24/03/2025

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :

Article 1 - Objet de la convention

La présente convention fixe les conditions de partenariat en vue de l'organisation des « Ateliers de Yoga et de méditation olfactive » aux Jardins du Musée International de la Parfumerie.

Article 2 - Durée et résiliation de la convention

La convention prend effet dès sa signature.

Elle est conclue pour la durée du projet jusqu'à son aboutissement lors du dernier atelier, soit le 8 juin2025.

Cette convention peut être dénoncée à tout moment avec un délai de prévenance de trois mois, à l'initiative de l'une ou l'autre des parties, par lettre recommandée avec accusé de réception.

Les parties se reconnaissent le droit mutuel à communiquer la présente convention aux autorités administratives.

Article 3 - Modalités de partenariat

La Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse se charge de réunir les bonnes conditions d'accueil au sein de ses JMIP afin de permettre la tenue des ateliers au cours de chaque journée à thème indiquée ci-dessous. Les ateliers pourront avoir lieu en extérieur si le temps le permet. La Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse veillera à ce que la salle de réunion ou la serre soient disponibles pour une solution de repli en cas de mauvais temps.

Ces ateliers seront proposés 4 fois au cours des mois mars, avril, mai et juin 2025 à raison de 1 séance de 2 heures pour chacune de ces journées, dont les horaires seront définis ainsi :

- Dimanche 9 mars : Iris
- Dimanche 13 avril : Fleur d'oranger
- Dimanche 11 mai : Rose
- Dimanche 8 juin : Lavande

L'association Yogidille et les participants aux ateliers s'acquitteront du tarif d'entrée habituel des JMIP.

L'association Yogidille est chargée de la réservation, du déroulement et de la réception du paiement de l'atelier.

L'association Yogidille est responsable du bon déroulement et de l'utilisation des espaces. Elle veille également au respect des règles de propreté et du règlement intérieur et sanitaire en vigueur.

L'association Yogidille s'engage à promouvoir cette manifestation par ses moyens de communication en y associant les logos de la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse et des Jardins du Musée International de la Parfumerie.

En contrepartie, l'association Yogidille offrira une restitution gratuite au public dans le cadre d'un événement national au sein des JMIP en concertation avec la chargée de l'évènementiel des musées de Grasse.

AR Prefecture
006-200039857-20250320-DP2025_046-AU
Reçu le 24/03/2025
Publié le 24/03/2025

Article 4 – Modalités financières

Le partenariat est conclu à titre gratuit.

Article 5 – Assurances

L'association Yogidille s'engage à souscrire auprès d'une compagnie d'assurance notoirement solvable une assurance couvrant sa responsabilité civile et les dommages pouvant intervenir au cours de la mise à disposition.

La CAPG dispose d'une assurance couvrant l'ensemble des risques encourus par les visiteurs des Jardins du Musée International de la Parfumerie.

Article 6 - Avenant à la convention

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant.

Article 7 - Litiges

Les parties contractantes conviennent de mettre en œuvre tous les moyens dont elles disposent pour résoudre de façon amiable tout litige qui pourrait subvenir de l'appréciation ou de l'interprétation de ce protocole.

En cas de désaccord persistant, le litige sera porté devant le tribunal compétent.

Fait en deux 2 exemplaires à Grasse, le : //2024

Pour la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse	**Pour l'association Yogidille**
Le Président	
Jérôme VIAUD Maire de Grasse Vice-président du Conseil départemental des Alpes-Maritimes	**Ildiko PAKSI**

AR Prefecture
006-200039857-20250320-DP2025_047-AU
Reçu le 24/03/2025
Publié le 24/03/2025

Pays de Grasse
communauté d'agglomération

REPUBLIQUE FRANÇAISE
DEPARTEMENT
DES ALPES-MARITIMES

DECISION DU PRESIDENT
N° DP2025_047

Objet : Signature d'une convention de partenariat entre la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse pour les JMIP et Madame Nadia AZAÏS.

Le Président de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse

Vu les articles L.5211-1 et L.5211-2 du Code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération DL2024_001 du 22 février 2024 de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse par laquelle le conseil communautaire a délégué au président certaines de ses attributions conformément à l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;

Considérant que dans le cadre du développement des activités autour de la botanique au sein des Jardins du Musée International de la Parfumerie, permettant de toucher différemment le public, la Conservation des musées souhaite proposer aux visiteurs sur 6 journées des ateliers « Sophrologie et Saisons : Une Harmonie des Sens » ;

Considérant que durant ces « Journées à thème », la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse souhaite conclure un contrat de partenariat pour les des ateliers « Sophrologie et Saisons : Une Harmonie des Sens » avec Madame Nadia AZAÏS ;

DECIDE

Article 1 : De signer la convention de partenariat ci-annexée entre la CAPG et Madame Nadia AZAÏS ;

Article 2 : De conclure le partenariat à titre gratuit ;

Article 3 : La convention prend effet dès sa signature et se terminera lors de la dernière journée à thème, soit le 12 octobre 2025.

Fait à Grasse, le 20 mars 2025

Le Président,

Jérôme VIAUD
Maire de Grasse
Vice-président du Conseil départemental
des Alpes-Maritimes

AR Prefecture
006-200039857-20250320-DP2025_047-AU
Reçu le 24/03/2025
Publié le 24/03/2025

CONVENTION DE PARTENARIAT

ENTRE LES SOUSSIGNES :

La Communauté d'agglomération du Pays de Grasse, identifiée sous le numéro SIRET 200 039 857 000 12, dont le siège social se trouve au 57 avenue Pierre Sémard 06130 GRASSE et représentée par son Président en exercice, Monsieur Jérôme VIAUD, agissant au nom et pour le compte de ladite Communauté d'Agglomération, habilité à signer les présentes en vertu d'une décision N° DP2025_XXX prise en date du XXX 202 visée en préfecture de Nice le XXXXX 2025.

d'une part,

et **Madame Nadia Azaïs, Sophrologue certifiée RNCP** identifiée sous le numéro SIRET 89399954000014, ayant son siège à Mougins (06250), 220, chemin du Fassum représentée à l'acte par Mme Nadia Azaïs.

d'autre part,

Préambule

Dans le cadre du développement des activités autour de la botanique au sein des Jardins du Musée International de la Parfumerie, permettant de toucher différemment le public, la CAPG souhaite proposer aux visiteurs des JMIP des ateliers « Sophrologie et Saisons : Une Harmonie des Sens » en collaborant avec Madame Nadia Azaïs par la conclusion d'un contrat de partenariat.

.

AR Prefecture
006-200039857-20250320-DP2025_047-AU
Reçu le 24/03/2025
Publié le 24/03/2025

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :

Article 1 - Objet de la convention

La présente convention fixe les conditions de partenariat en vue de l'organisation des ateliers « Sophrologie et Saisons : Une Harmonie des Sens » aux Jardins du Musée International de la Parfumerie.

Article 2 - Durée et résiliation de la convention

La convention prend effet dès sa signature.

Elle est conclue pour la durée du projet jusqu'à son aboutissement lors du dernier atelier, soit le 12 octobre 2025.

Cette convention peut être dénoncée à tout moment avec un délai de prévenance de trois mois, à l'initiative de l'une ou l'autre des parties, par lettre recommandée avec accusé de réception.

Les parties se reconnaissent le droit mutuel à communiquer la présente convention aux autorités administratives.

Article 3 - Modalités de partenariat

La Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse se charge de réunir les bonnes conditions d'accueil au sein de ses JMIP afin de permettre la tenue des ateliers au cours de chaque journée à thème indiquée ci-dessous. Les ateliers pourront avoir lieu en extérieur si le temps le permet. La Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse veillera à ce que la salle de réunion ou la serre soient disponibles pour une solution de repli en cas de mauvais temps.

Ces ateliers seront proposés 6 fois du mois de mai à octobre 2025 à raison de 1 séance de 1,5 heures pour chacune de ces journées, dont les horaires seront définis ainsi 15h-16h30:

- Dimanche 4 mai
- Dimanche 22 juin
- Dimanche 20 juillet
- Dimanche 17 août
- Dimanche 28 septembre
- Dimanche 12 octobre

Madame Nadia Azaïs et les participants aux ateliers s'acquitteront du tarif d'entrée habituel des JMIP .

Madame Nadia Azaïs est chargée de la réservation, du déroulement et de la réception du paiement de l'atelier.

Madame Nadia Azaïs est responsable du bon déroulement et de l'utilisation des espaces. Elle veille également au respect des règles de propreté et du règlement intérieur et sanitaire en vigueur.

Madame Nadia Azaïs s'engage à promouvoir cette manifestation par ses moyens de communication en y associant les logos de la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse et des Jardins du Musée International de la Parfumerie.

AR Prefecture
006-200039857-20250320-DP2025_047-AU
Reçu le 24/03/2025
Publié le 24/03/2025

En contrepartie, Madame Nadia Azaïs offrira une restitution gratuite au public dans le cadre d'un événement national au sein des JMIP en concertation avec la chargée de l'évènementiel des musées de Grasse.

Article 4 – Modalités financières

Le partenariat est conclu à titre gratuit.

Article 5 – Assurances

Madame Nadia Azaïs s'engage à souscrire auprès d'une compagnie d'assurance notoirement solvable une assurance couvrant sa responsabilité civile et les dommages pouvant intervenir au cours de la mise à disposition.

La CAPG dispose d'une assurance couvrant l'ensemble des risques encourus par les visiteurs des Jardins du Musée International de la Parfumerie.

Article 6 - Avenant à la convention

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant.

Article 7 - Litiges

Les parties contractantes conviennent de mettre en œuvre tous les moyens dont elles disposent pour résoudre de façon amiable tout litige qui pourrait subvenir de l'appréciation ou de l'interprétation de ce protocole.

En cas de désaccord persistant, le litige sera porté devant le tribunal compétent.

Fait en deux 2 exemplaires à Grasse, le :

Pour la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse	**Pour Madame Nadia Azaïs**
Le Président	
Jérôme VIAUD Maire de Grasse Vice-président du Conseil départemental des Alpes-Maritimes	**Nadia Azaïs**

AR Prefecture
006-200039857-20250320-DP2025_048-AU
Reçu le 24/03/2025
Publié le 24/03/2025

Pays de Grasse
communauté d'agglomération

REPUBLIQUE FRANÇAISE
DEPARTEMENT
DES ALPES-MARITIMES

DECISION DU PRESIDENT N°DP2025_048

Objet : Signature d'une convention de partenariat entre la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse pour les JMIP, et la société CONNESSENS.

Le Président de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse

Vu les articles L.5211-1 et L.5211-2 du Code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération DL2024_001 du 22 février 2024 de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse par laquelle le conseil communautaire a délégué au président certaines de ses attributions conformément à l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;

Considérant que dans le cadre du développement des activités olfactives au sein des Jardins du Musée International de la Parfumerie, permettant de toucher différemment le public, la Conservation des musées envisage de proposer aux visiteurs des « Journées à thème » et notamment sur quatre journées des ateliers de « Création d'une eau de parfum personnalisée ».

Considérant que durant ces « Journées à thème », la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse souhaite conclure un contrat de partenariat pour les ateliers de « Création d'une eau de parfum personnalisée » avec la société Connessens.

DECIDE

Article 1 : De signer la convention de partenariat ci-annexée entre la CAPG et la société Connessens ;

Article 2 : De conclure le partenariat à titre gratuit ;

Article 3 : La convention prend effet dès sa signature et se terminera lors de la dernière journée à thème, soit le 18 octobre 2025.

Fait à Grasse, le 20 mars 2025

Le Président,

Jérôme VIAUD
Maire de Grasse
Vice-président du Conseil départemental
des Alpes-Maritimes

AR Prefecture
006-200039857-20250320-DP2025_048-AU
Reçu le 24/03/2025
Publié le 24/03/2025

CONVENTION DE PARTENARIAT

ENTRE LES SOUSSIGNES :

La Communauté d'agglomération du Pays de Grasse, identifiée sous le numéro SIRET 200 039 857 000 12, dont le siège social se trouve au 57 avenue Pierre Sémard 06130 GRASSE et représentée par son Président en exercice, Monsieur Jérôme VIAUD, agissant au nom et pour le compte de ladite Communauté d'Agglomération, habilité à signer les présentes en vertu d'une décision N° DP2025_XXX prise en date du XXX 2025 visée en préfecture de Nice le XXXXX 2025.

d'une part,

et

La société **CONNESSENS**, identifiée sous le numéro SIRET 490 042 512 00031 ayant son siège social à Impasse de la route d'or, 06580 PEGOMAS, représentée à l'acte par Mme Corinne MARIE-TOSELLO.

d'autre part,

Préambule

Dans le cadre du développement des activités olfactives au sein des Jardins du Musée International de la Parfumerie, permettant de toucher différemment le public, la CAPG souhaite proposer aux visiteurs des JMIP des « Journées à thème » en collaborant avec la société CONNESSENS par la conclusion d'un contrat de partenariat.

AR Prefecture
006-200039857-20250320-DP2025_048-AU
Reçu le 24/03/2025
Publié le 24/03/2025

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :

Article 1 - Objet de la convention

La présente convention fixe les conditions de ce partenariat en vue de l'organisation des ateliers de « Création d'une eau de parfum personnalisée » dans le cadre des « Journées à thème » autour d'une plante aux Jardins du Musée International de la Parfumerie.

Article 2 - Durée et résiliation de la convention

La convention prend effet dès sa signature.

Elle est conclue pour la durée du projet jusqu'à son aboutissement lors de la dernière journée à thème, soit le 18 octobre 2025.

Cette convention peut être dénoncée à tout moment avec un délai de prévenance de trois mois, à l'initiative de l'une ou l'autre des parties, par lettre recommandée avec accusé de réception.

Les parties se reconnaissent le droit mutuel à communiquer la présente convention aux autorités administratives.

Article 3 - Modalités du partenariat

La Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse se charge de réunir les bonnes conditions d'accueil au sein de ses JMIP afin de permettre la tenue des ateliers au cours de chaque journée à thème indiquée ci-dessous. Les ateliers pourront avoir lieu en extérieur si le temps le permet. La Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse veillera à ce que la salle de réunion ou la serre soient disponibles pour une solution de repli en cas de mauvais temps.

Ces ateliers seront proposés 7 fois au cours de l'année 2025 à raison d'une séance pour chacune de ces journées, dont les horaires seront définis en fonction de la saisonnalité :

- 12 avril 2025 : IRIS
- 10 mai 2025 : ROSE
- 14 juin 2025 : LAVANDE
- 26 juillet 2025 : JASMIN
- 23 août 2025 : CISTE
- 13 septembre 2025 : OSMANTHUS
- 18 octobre 2025 : VETIVER

En amont de l'atelier, la CAPG pourra organiser le même jour une visite guidée des JMIP pour les inscrits de l'atelier avec Mme Corinne MARIE-TOSELLO en compagnie de jardiniers en fonction de leurs disponibilités.

La société CONNESSENS et les participants aux ateliers s'acquitteront du tarif d'entrée habituel des JMIP.

La société CONNESSENS est chargée de la réservation, du déroulement et de la réception du paiement de l'atelier.

La société CONNESSENS est responsable du bon déroulement et de l'utilisation des espaces. Elle veille également au respect des règles de propreté et du règlement intérieur et sanitaire en vigueur.

AR Prefecture
006-200039857-20250320-DP2025_048-AU
Reçu le 24/03/2025
Publié le 24/03/2025

La société CONNESSENS s'engage à promouvoir cette manifestation par ses moyens de communication en y associant les logos de la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse et des Jardins du Musée International de la Parfumerie.

En contrepartie, la société CONNESSENS offrira une restitution gratuite au public dans le cadre d'un événement national au sein des JMIP, en concertation avec la chargée de l'évènementiel des musées de Grasse.

Article 4 – Modalités financières

Le partenariat est conclu à titre gratuit.

Article 5 – Assurances

La société CONNESSENS s'engage à souscrire auprès d'une compagnie d'assurance notoirement solvable une assurance couvrant sa responsabilité civile et les dommages pouvant intervenir au cours de la mise à disposition.

La CAPG dispose d'une assurance couvrant l'ensemble des risques encourus par les visiteurs des Jardins du Musée International de la Parfumerie.

Article 6 - Avenant à la convention

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant.

Article 7 - Litiges

Les parties contractantes conviennent de mettre en œuvre tous les moyens dont elles disposent pour résoudre de façon amiable tout litige qui pourrait subvenir de l'appréciation ou de l'interprétation de ce protocole.

En cas de désaccord persistant, le litige sera porté devant le tribunal compétent.

Fait en deux 2 exemplaires à Grasse, le : //2024

Pour la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse

Le Président

Jérôme VIAUD
Maire de Grasse
Vice-président du Conseil départemental des Alpes-Maritimes

Pour CONNESSENS

Corinne MARIE-TOSELLO

AR Prefecture
006-200039857-20250321-DP2025_049-AU
Reçu le 28/03/2025
Publié le 28/03/2025

Pays de Grasse
communauté d'agglomération

REPUBLIQUE FRANÇAISE
DEPARTEMENT
DES ALPES-MARITIMES

DECISION DU PRESIDENT
N° DP2025_049

Objet : Convention de partenariat entre la CAPG pour le Musée International de la Parfumerie (MIP) et les Jardins du MIP (JMIP), et Côte d'Azur France Tourisme

Le Président de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse

Vu les articles L5211-1 et L5211-2 du Code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération DL2024_001 du 22 février 2024 de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse par laquelle le conseil communautaire a délégué au président certaines de ses attributions conformément à l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;

Considérant que Côte d'Azur France Tourisme est l'organisme officiel de promotion touristique de l'ensemble de la destination de la marque COTE D'AZUR France et qu'il a mis en œuvre un outil marketing au service du territoire et des acteurs du tourisme azuréen : le PASS COTE D'AZUR France ;

Considérant que pendant la période estivale, beaucoup de touristes utilisent le PASS COTE D'AZUR FRANCE et que celui-ci assure une visibilité importante du MIP et des JMIP ;

Considérant que le Musée International de la Parfumerie et les Jardins du MIP utilisent ce dispositif du Pass Côte d'Azur France pour attirer des nouveaux visiteurs, il convient de signer la convention cadre définissant les droits et les obligations respectifs de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse et du Comité Régional de Tourisme Côte d'Azur France qui reversera aux régies du MIP et des JMIP, la valeur de chaque prestation au prorata du nombre d'entrées enregistrées et au taux de réversion égal à 60% de la valeur clé de chaque prestation ;

DECIDE

Article 1 : La signature de la convention cadre 2025 Côte d'Azur France Tourisme.

Fait à Grasse, le 21 mars 2025

Le Président,

Pays de Grasse communauté d'agglomération

Jérôme VIAUD
Maire de Grasse
Vice-président du Conseil départemental
des Alpes-Maritimes

AR Prefecture
006-200039857-20250321-DP2025_049-AU
Reçu le 28/03/2025
Publié le 28/03/2025

Convention de partenariat

PASS COTE D'AZUR FRANCE

I. CONVENTION CADRE déterminant les conditions générales de partenariat.

II. Annexe n° I : descriptif de la(les) prestation(s).

III. Annexe n° II : liste des pièces complémentaires à produire.

PARTENAIRE	N° de réf.

AR Prefecture
006-200039857-20250321-DP2025_049-AU
Reçu le 28/03/2025
Publié le 28/03/2025

Convention cadre de partenariat

PASS COTE D'AZUR FRANCE

ENTRE

COTE D'AZUR FRANCE TOURISME
Association loi 1901 déclarée,
SIRET : 300 243 490 00053
Siège social à NICE – 455, Promenade des Anglais – Immeuble Horizon - 06203 NICE CEDEX 3
Représentant légal : Mme Claire BEHAR, Directrice Générale,

Ci-dessus dénommé « **COTE D'AZUR FRANCE TOURISME** »

D'une part,

ET

LA **COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DU PAYS DE GRASSE (CAPG)**
57 avenue Pierre Sémard
BP91015 – 06131 Grasse Cedex
SIRET : 20 0039 857 00012
Représentant légal : Jérôme VIAUD, Président de la CAPG, Maire de Grasse, Vice-Président du Conseil Départemental des Alpes-Maritimes

Pour le(s) structure(s) suivante(s) :

Nom de l'établissement : **Musée International de la Parfumerie (MIP)**
Adresse : 2 boulevard du jeu de Ballon – 06130 Grasse
Tél : 04 97 05 58 00 email : mcourche@paysdegrasse.fr, ou missagarre@paydegrasse.fr
Et
Nom de l'établissement : **les Jardins du Musée International de la Parfumerie (JMIP)**
Adresse : 979, chemin des Gourettes – 06370 Mouans-Sartoux
Tél : 04 97 05 58 00 email : mcourche@paysdegrasse.fr, ou missagarre@paydegrasse.fr

Ci-après dénommé **« le Partenaire »**

D'autre part,

AR Prefecture
006-200039857-20250321-DP2025_049-AU
Reçu le 28/03/2025
Publié le 28/03/2025

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Côte d'Azur France Tourisme est l'organisme de promotion touristique de l'ensemble de la Destination de la marque COTE D'AZUR FRANCE. Il a mis en œuvre un outil marketing au service du territoire et des acteurs du tourisme azuréen : **le PASS COTE D'AZUR FRANCE.**
Il s'agit **d'un passeport prépayé** qui donne accès à un panier d'activités, de loisirs et de visites sur tout le territoire des Alpes-Maritimes et une partie du Var pour un prix forfaitaire unique.
Le système d'identification de chaque support utilise le mode code-barres et le numéro du Pass.

Côte d'Azur France Tourisme est l'opérateur et le gestionnaire du système.

Les objectifs sont les suivants :
→ **Pour les publics touristiques et locaux :**

- Mettre à portée des publics une offre multiple, attractive et variée, représentative de la destination, **réunie en une seule formule** de commercialisation.
- Inciter la clientèle à **découvrir les offres** et consommer les prestations pour un tarif attractif, notamment au niveau de la famille.
- Permettre **de répartir la clientèle** sur tout le territoire de la **destination Côte d'Azur France.**

→ **Pour le partenaire prestataire d'activités** :

- Apporter une **fréquentation essentiellement additionnelle**.
- Bénéficier des avantages d'un **outil de gestion marketing performant,** tant technologiquement que commercialement.
- Bénéficier de l'efficacité d'un large **réseau de distribution,** fédéré autour du tourisme auquel se rajoute l'important impact de la diffusion « on line » via Côte d'Azur France Tourisme.
- Bénéficier de la **communication** de Côte d'Azur France Tourisme réalisée auprès des différents médias et réseaux sociaux sur les activités incluses dans le PASS COTE D'AZUR FRANCE.

Ces objectifs constituent l'objet substantiel de cette convention.

Les conditions du partenariat avec Côte d'Azur France Tourisme et les modalités de fonctionnement du PASS COTE D'AZUR FRANCE sont définies ci-après.

ARTICLE 2 : CARACTERISTIQUES DU PASS COTE D'AZUR FRANCE

2-1 Descriptif du Pass

Le PASS COTE D'AZUR FRANCE est un passeport électronique individuel et strictement personnel. Il ne peut être cédé ou remis à un tiers. Il est réservé à une clientèle individuelle.
Le PASS COTE D'AZUR FRANCE se présente sous format digital pour lecture sur smartphones.
Le PASS COTE D'AZUR FRANCE est identifié par un code-barres et un numéro lors du passage du client au point d'acceptation du partenaire-prestataire.
Le client a ainsi **accès directement et librement** aux prestations contenues dans le PASS COTE D'AZUR FRANCE.
Chaque passage est validé automatiquement et enregistré par le logiciel de Côte d'Azur France Tourisme grâce à une technologie étudiée.

AR Prefecture
006-200039857-20250321-DP2025_049-AU
Reçu le 28/03/2025
Publié le 28/03/2025

Le PASS COTE D'AZUR FRANCE permet aux clients de bénéficier de prestations telles que détaillées sur le site www.pass-cotedazurfrance.fr
Le partenaire **désireux** de faire partie du système doit impérativement disposer d'un accès internet et, en option, d'un outil de lecture (scannette) permettant d'enregistrer les passages.

2-2 Validité

Le PASS COTE D'AZUR FRANCE est valable pendant toute l'année.
Le décompte de la période de validité-active de chaque Pass est déclenché automatiquement lors du 1er passage dans un des sites référencés dans la carte.

2-3 Nature du Pass

Le PASS COTE D'AZUR FRANCE se décline sous une seule formule incluant des prestations spécifiquement loisirs et des prestations dites culturelles.

2-4 Formule et tarifs

2-4-1 Formule de Pass

La formule se décline en pack d'activités, ces dernières étant choisies dans une liste globale.
1 seule formule est proposée : Pack 3 activités/prestations.
Le client choisit les 3 activités souhaitées parmi une liste définie. Ce choix n'est pas imposé au moment de l'achat. Le client décide à tout moment de consommer les activités qui l'intéressent.
Une fois que les 3 activités ont été consommées, le Pass est terminé.
La durée de la formule est d'un mois à compter de la validation de la 1ère activité.

2-4-2 Tarifs

Les tarifs de vente du PASS COTE D'AZUR FRANCE sont expressément indiqués dans les Conditions Générales de Vente.
Ils sont également communiqués via les documents électroniques et/ou papier édités par Côte d'Azur France Tourisme.
Les tarifs de vente au public s'imposent aux prestataires qui l'acceptent.
La formule du PASS COTE D'AZUR FRANCE est proposée à des prix fixes en € TTC par les partenaires diffuseurs autorisés par Côte d'Azur France Tourisme.
La formule et les tarifs sont fixés par Côte d'Azur France Tourisme et présentés au Groupe de pilotage consultatif. Ils font régulièrement l'objet de révisions liées aux conditions d'adéquation au marché.
La formule comprend un TARIF ADULTE et un TARIF REDUIT ENFANT.

2-4-3 Ages retenus pour la version « tarif réduit enfant »

- Moins de 4 ans : gratuit.
- De **4 à 12** ans révolu : tarif réduit enfant applicable.
- **Plus de 13** ans : tarif normal.

2-5 Canaux de distribution

Côte d'Azur France Tourisme se réserve le droit de commercialiser de nouveaux types du PASS COTE D'AZUR FRANCE adaptés à des canaux de distribution à fort volume sur les marchés français et étrangers. Cette commercialisation ne peut être considérée comme concurrentielle du réseau de distribution azuréen.

AR Prefecture
006-200039857-20250321-DP2025_049-AU
Reçu le 28/03/2025
Publié le 28/03/2025

2-6 Prestations

La sélection des prestations relève de la responsabilité de Côte d'Azur France Tourisme.

Informations complémentaires

Côte d'Azur France Tourisme se réserve le droit de modifier, d'ajouter ou de supprimer de nouveaux types de PASS COTE D'AZUR FRANCE, y compris dans le cas de co-branding. Ces modifications seront portées à la connaissance des partenaires.

Côte d'Azur France Tourisme peut contracter un partenariat avec une entité territoriale, une marque d'entreprise ou d'organisme lié à l'activité touristique en vue de développer l'impact et la diffusion du PASS COTE D'AZUR FRANCE.

Dans ce cas, les contenus et l'administration des Pass restent du domaine de Côte d'Azur France Tourisme en tant qu'opérateur unique.

Seuls les outils et stratégies de communication mis en place par le territoire ou la marque partenaire deviennent de leur ressort en liaison et cohérence avec Côte d'Azur France Tourisme.

Les Pass ainsi produits sont alors « habillés » aux couleurs et charte graphique du partenaire en faisant figurer le logo PASS COTE D'AZUR FRANCE. Les codes-barres et les mentions obligatoires sont fournis par Côte d'Azur France Tourisme.

Les partenaires-prestataires sont informés par Côte d'Azur France Tourisme des différentes déclinaisons de co-branding.

La validation des Pass par le prestataire reste sans changement.

Le système PASS COTE D'AZUR FRANCE peut, sur demande expresse à Côte d'Azur France Tourisme être étendu à des boutiques en ligne dédiées à un point de vente ou à un partenaire en co-branding.

Dans ces cas-là, soit Côte d'Azur France Tourisme réalise une extension standard aux couleurs uniques du PASS COTE D'AZUR FRANCE, soit il peut fournir au partenaire en co-branding, une déclinaison graphique aux couleurs de sa marque, moyennant une participation aux frais techniques. La validation des Pass (e-ticket) par le prestataire reste sans changement.

2-7 Remises et gratuités

Certaines formules avec remise tarifaire ou code spécial peuvent être mises en place par Côte d'Azur France Tourisme à l'occasion d'opérations de promotion du PASS COTE D'AZUR FRANCE via la Boutique en ligne de Côte d'Azur France Tourisme.

Egalement, Côte d'Azur France Tourisme peut être amené à octroyer un nombre de cartes gratuites déterminé pour les besoins de promotion du PASS COTE D'AZUR FRANCE (presse, jeux concours, organisateurs de voyages…).

Ces opérations spéciales et les gratuités n'impactent pas le taux de réversion pour le prestataire.

ARTICLE 3 : OBLIGATION DES PARTIES

3-1 Les obligations de Côte d'Azur France Tourisme

Côte d'Azur France Tourisme est l'opérateur du PASS COTE D'AZUR FRANCE ce qui implique que les partenaires bénéficient de tout le support logistique de Côte d'Azur France Tourisme, organisme officiel et porteur de la marque Côte d'Azur France.

Côte d'Azur France Tourisme s'engage à respecter les modalités de fonctionnement telles que décrites dans la présente convention.

AR Prefecture
006-200039857-20250321-DP2025_049-AU
Reçu le 28/03/2025
Publié le 28/03/2025

3-1-1 La promotion du PASS COTE D'AZUR FRANCE

Côte d'Azur France Tourisme s'engage, dans le cadre de sa mission principale, à promouvoir la destination en intégrant le PASS COTE D'AZUR FRANCE au cœur de sa stratégie marketing et dans son plan d'actions de promotion.
Il assure auprès du public la promotion, l'émission et la vente du PASS COTE D'AZUR FRANCE par le biais de son **réseau de distributeurs agréés** ainsi que sur sa boutique en ligne.
Il s'engage par conséquent à valoriser l'offre des partenaires auprès des clientèles touristiques et locales autant que souhaitable, au moyen des supports de communication et des actions suivantes :

- Un site web www.pass-cotedazurfrance.fr intégrant la **boutique en ligne,** permettant la vente à distance du Pass et constituant le support des opérations de promotion des ventes.
- Une **PLV** à destination du réseau de distribution et d'information ainsi que des partenaires prestataires.
- **Une e-communication** permanente sur sites web, réseaux sociaux.
- Opérations de Côte d'Azur France Tourisme : presse, actions B to B, actions B to C, éductours.
- **Les campagne(s) de communication** de Côte d'Azur France Tourisme.

3-1-2 La gestion du système PASS COTE D'AZUR FRANCE

Côte d'Azur France Tourisme est responsable du bon fonctionnement du système ainsi que des incidences financières propres à la gestion des ventes et des conditions de redistribution aux partenaires-prestataires.

Côte d'Azur France Tourisme est chargé :

- D'élaborer et d'assurer le suivi des conventions avec les partenaires-prestataires.
- De gérer la plateforme technologique du système.
- D'appeler auprès des différents distributeurs et à partir des éléments générés par le système PASS COTE D'AZUR FRANCE, les recettes issues de la vente des cartes.
- D'assurer la mise en place du réseau de vente avec les points de distribution correspondants, comprenant la fourniture d'une PLV adaptée.
- De reverser aux différents distributeurs (réseau de vente) leurs parts de commissions.
- D'assurer la gestion opérationnelle et financière de la redistribution du produit de la vente des PASS COTE D'AZUR FRANCE aux prestataires.
- De mettre à disposition du partenaire, via son lien internet dédié, le reporting statistique des fréquentations par établissement et par prestation.
- D'assurer l'assistance technique nécessaire auprès des prestataires (hot-line).

3-1-3 La gestion du matériel

Côte d'Azur France Tourisme identifie les besoins en matière de matériels nécessaires au fonctionnement du système PASS COTE D'AZUR FRANCE. Il demande au prestataire de disposer :

- D'un accès internet valide,
- Du matériel pouvant permettre la lecture sur mobile du Pass : ordinateur PC ou Mac, tablette ou smartphone (sous système Android ou Apple).

Côte d'Azur France Tourisme met à disposition du prestataire le lien webservice lui permettant de lire le code-barre du Pass. Il lui fournit également un identifiant et un mot de passe propres.
Le lecteur de code-barres (scanette), précédemment installé, pourra être conservé pour validation des e-tickets papiers.

AR Prefecture
006-200039857-20250321-DP2025_049-AU
Reçu le 28/03/2025
Publié le 28/03/2025

3-2 Les obligations du partenaire

3-2-1 Adhésion au système PASS COTE D'AZUR FRANCE

Par la présente convention, le partenaire déclare souscrire au système PASS COTE D'AZUR FRANCE décrit dans l'exposé préalable. La participation du partenaire est subordonnée à la signature de la présente et au strict respect des obligations en découlant, tant vis-à-vis de Côte d'Azur France Tourisme que des publics qui accèderont aux prestations concernées.
Le PASS COTE D'AZUR FRANCE répond au principe de mutualisation de l'offre au sein d'un pass unique.
Le mode de rétribution des prestations consommées constitue une forme de partage solidaire et collectif entre partenaires.
Le partenaire est sensibilisé à en tenir compte lors de son engagement.
A ce jour, aucune adhésion financière n'est demandée par Côte d'Azur France Tourisme.

3-2-2 Obligations techniques du partenaire

Les prestations utilisées par les clients sont activées dans le système PASS COTE D'AZUR FRANCE uniquement via le lien web service fourni par Côte d'Azur France Tourisme.
Le partenaire s'oblige à enregistrer le code-barres ou le numéro de Pass de chaque PASS COTE D'AZUR FRANCE qui lui est présenté et à s'assurer du bon état de fonctionnement d'une liaison Internet active sur site.
Ces obligations sont en effet indispensables pour le versement des rémunérations.
Les données des lecteurs mobiles (validation des cartes) sont transmises **en temps réel** à la plateforme technologique de Côte d'Azur France Tourisme.
Les données collectées hors connexion directe doivent demeurer exceptionnelles (en cas de dysfonctionnement) : le partenaire est responsable alors de **la transmission quotidienne à la plateforme technologique de Côte d'Azur France Tourisme.**
Tout dysfonctionnement récurrent constaté chez un partenaire pour la validation des Pass peut donner lieu à son exclusion.

3-2-3 Accueil des clients porteurs du PASS COTE D'AZUR FRANCE

Le partenaire s'engage à réserver un bon accueil à tout client détenteur de la carte. Il s'engage à assurer la bonne exécution de la prestation concernée.
Tout refus ou restriction d'accès à la prestation promise par le PASS COTE D'AZUR FRANCE devra être justifié.
En cas de manquement répété, le prestataire pourra voir son adhésion au PASS COTE D'AZUR FRANCE annulée par Côte d'Azur France Tourisme.
Par obligation d'équité, le partenaire s'engage à traiter le détenteur d'un PASS COTE D'AZUR FRANCE sans discrimination aucune par rapport à tout visiteur n'ayant pas de réduction sur la prestation concernée.
Le partenaire peut émettre un ticket ou une contremarque pour l'accès à la prestation selon ses propres modalités liées au Pass.
Pour les partenaires concernés par une entrée payante pour les enfants de moins de 4 ans non porteur d'un PASS COTE D'AZUR FRANCE, l'accès est laissé à leur libre appréciation, à charge pour eux d'en avoir informé, dès la signature de la convention, Côte d'Azur France Tourisme.

3-2-4 Descriptif de(s) la prestation(s)

Le partenaire s'engage à assurer la (les) prestation(s) décrites à **l'ANNEXE N°I** jointe à la présente convention, auprès du détenteur du PASS COTE D'AZUR FRANCE en cours de validité, selon les horaires habituels et selon les conditions générales de ventes.

AR Prefecture
006-200039857-20250321-DP2025_049-AU
Reçu le 28/03/2025
Publié le 28/03/2025

Il s'engage à fixer les tarifs de sa prestation sur la base de son prix public de vente. Celui-ci comptera comme étant **la valeur-clé de référence** pour le calcul de la redistribution par Côte d'Azur France Tourisme.
Cette valeur-clé s'appliquera au PASS COTE D'AZUR FRANCE, en distinguant la formule adulte et la formule enfant (4-12 ans révolu).
Au plus tard lors de la signature des présentes, le partenaire s'engage irrévocablement à fournir à Côte d'Azur France Tourisme toute information nécessaire en ce qui concerne ses assurances lui permettant d'exercer ladite activité, les certifications professionnelles et autorisations administratives ou autres, inhérentes à ladite activité.
La liste exhaustive des documents à remettre au plus tard lors de la signature de la convention est produite à l'**ANNEXE N° II.**
La non-fourniture de l'ensemble de ces éléments engage exclusivement la responsabilité du partenaire et est susceptible de remettre en cause l'intégralité de la convention si Côte d'Azur France Tourisme. le décide.
La remise de ces documents doit être faite d'office par le partenaire sans qu'il ait eu besoin de demande préalable ou de mise en demeure.

3-2-5 Respect de l'exécution de(s) la prestation(s)

Le partenaire devra impérativement informer Côte d'Azur France Tourisme de tout changement, de toute interruption ou de tout problème, même momentané, concernant l'accès à la prestation concernée.
Cette obligation constitue un principe de bon fonctionnement du système d'ensemble et permet à Côte d'Azur France Tourisme d'informer correctement le réseau de distribution, et au-delà, la clientèle.
Tout manquement constaté à la bonne exécution de la prestation et non justifié, peut donner lieu à la rupture du contrat aux torts exclusifs du partenaire ainsi qu'à l'indemnisation de Côte d'Azur France Tourisme pour l'ensemble des préjudices directs et indirects subis du fait de la carence du partenaire dans le respect de l'exécution de ses prestations et dans la carence quant à l'information.
A cet égard, il est expressément entendu entre les Parties que le Partenaire ne saurait en aucun cas voir sa responsabilité engagée pour toute inexécution ou mauvaise exécution des Prestations qui aurait pour origine un fait imputable au détenteur de la carte, un fait imprévisible et insurmontable d'un tiers, un cas de force majeure etc.

3-2-6 Marque Côte d'Azur France

Le PASS COTE D'AZUR FRANCE constitue un outil de marketing de la destination Côte d'Azur France. Dans ce cadre, le Partenaire devra faire figurer sur ses supports de communication, à minima sur son site web, le logo de la marque Côte d'Azur France, logo fourni par Côte d'Azur France Tourisme.

ARTICLE 4 : DECOMPTES ET REVERSEMENT

Le produit de la vente est redistribué au prestataire au prorata de sa fréquentation effective via le PASS COTE D'AZUR FRANCE qui est enregistrée automatiquement par le système électronique.

4-1 Calcul de la redistribution

Côte d'Azur France Tourisme propose de garantir pour chaque prestation un taux de **réversion égal à 60%** de la valeur clé de chaque prestation et au prorata du nombre d'entrées enregistrées.

AR Prefecture
006-200039857-20250321-DP2025_049-AU
Reçu le 28/03/2025
Publié le 28/03/2025

4-2 Modalités de reversement

Côte d'Azur France Tourisme établit un **relevé trimestriel** des transactions pour chaque prestation à partir de son logiciel, à compter du 1er janvier.
Il effectue un virement bancaire tous les 3 mois à chaque **prestataire** comprenant le décompte par activités adulte et enfant. Le prestataire devra fournir en conséquence un RIB pour recevoir ce virement bancaire.

ARTICLE 5 : DUREE DE LA CONVENTION, RESILIATION ET ADMISSION DE NOUVEAUX PARTENAIRES

L'adhésion à la présente convention prend effet à sa signature.
Le partenaire s'engage irrévocablement à participer au PASS COTE D'AZUR FRANCE pour les deux années qui suivent la conclusion de l'accord fixé ou de communiquer une résiliation par lettre recommandée 3 mois au moins avant le début de la période de commercialisation suivante fixée au 1er janvier de chaque année.
Faute de signature d'une nouvelle convention ou d'un avenant au-delà de cette période de deux ans, la présente convention sera renouvelée dans les mêmes conditions par tacite reconduction par période de deux ans.

Le partenaire et Côte d'Azur France Tourisme ont le droit de résiliation extraordinaire de l'accord avant l'expiration du délai, si le processus de faillite ou de conciliation en cas de litige est engagé.
Côte d'Azur France Tourisme a le droit de mettre fin à la présente convention, et ce 8 jours après une mise en demeure d'avoir à se conformer aux obligations prévues, ou en cas de manquements répétés de la part du partenaire.
Enfin, Côte d'Azur France Tourisme est libre d'admettre de nouveaux partenaires pour des saisons futures, et en tient informé le groupe de pilotage consultatif.
Les annexes citées dans cette convention peuvent être réactualisées ou modifiées indépendamment et sans remise en question de la signature de la présente convention cadre.

ARTICLE 6 : GROUPE DE PILOTAGE CONSULTATIF

Il s'agit d'un groupe de travail réuni par Côte d'Azur France Tourisme pour veiller au développement du projet, à son évolution et à ses améliorations, pour prendre part aux réflexions stratégiques et pour être consulté en cas de décisions à prendre vis-à-vis de partenaires nouveaux comme vis-à-vis de partenaires litigieux.

Il est composé :

- Côte d'Azur France Tourisme en charge du PASS COTE D'AZUR FRANCE.
- Du représentant du Conseil Départemental des Alpes-Maritimes.
- De représentants des Offices du Tourisme.
- De représentants du réseau de prestataires représentatifs de la diversité de l'offre.
- De représentants du réseau de distribution représentatifs de la diversité du réseau de vente (hébergeurs, commerçants…).

AR Prefecture
006-200039857-20250321-DP2025_049-AU
Reçu le 28/03/2025
Publié le 28/03/2025

- De personnalités invitées par Côte d'Azur France Tourisme pour apporter une expertise particulière.

Ces éléments sont donnés par Côte d'Azur France Tourisme à titre informatif.

ARTICLE 7 : BASE DE DONNEES

Tous les fichiers clients du PASS COTE D'AZUR FRANCE sont propriétés de Côte d'Azur France Tourisme. Conformément à la loi informatique et libertés du 6 janvier 1978, les usagers disposent d'un droit d'accès, de rectification et d'opposition aux données personnelles communiquées.
Le partenaire s'engage donc à satisfaire à l'exercice de ce droit si l'usager en faisait la demande directement ou via Côte d'Azur France Tourisme.

ARTICLE 8 : RESPONSABILITE ET LITIGES

La responsabilité de Côte d'Azur France Tourisme n'est pas engagée en cas de litige relatif au déroulement de la prestation au sein d'un établissement du partenaire.
Le partenaire s'engage à faire tout son possible pour satisfaire les réclamations éventuelles des usagers et satisfaire ses attentes.
Il s'engage à relever et garantir Côte d'Azur France Tourisme de toutes conséquences pécuniaires résultant des réclamations des usagers relatifs à des griefs lui étant imputables.

ARTICLE 9 : AYANTS DROITS

D'un commun accord, il est admis que les droits et obligations découlant de cette convention concernent également les ayants droits des parties contractuelles et, par là-même, leur donne les mêmes droits et obligations.

ARTICLE 10 : NULLITE RELATIVE

La nullité éventuelle d'une clause de la présente convention ne pourra en soi, entacher de nullité les autres dispositions qui continueront de s'imposer aux parties avec toute leur vigueur.

Toutefois en cas de nullité d'une ou plusieurs dispositions de la convention, les parties s'obligent à se rapprocher afin de remplacer la(les) clause(s) entachée(s) de nullité par une (des) disposition(s) conforme(s) à l'esprit et à l'économie ayant gouverné la rédaction de la(les) disposition(s) annulée(s).

ARTICLE 11 : DROIT APPLICABLE / LITIGE ENTRE LES PARTIES

La présente convention est soumise au droit français.
En l'absence de toute conciliation, tout litige éventuel, pouvant survenir dans l'exécution, ou pour l'interprétation des présentes ou de leurs suites, devra être porté devant les tribunaux compétents du ressort du Tribunal Judiciaire de Nice, **lieu de signature du contrat**, nonobstant appel en garantie ou pluralités des défendeurs.

AR Prefecture
006-200039857-20250321-DP2025_049-AU
Reçu le 28/03/2025
Publié le 28/03/2025

Signatures

Pour Côte d'Azur France Tourisme,
Mme Claire BEHAR, Directrice Générale

Fait à Nice, ……..

Pour la CAPG
M. Jérôme Viaud, le Président

Fait à Grasse……..

AR Prefecture
006-200039857-20250321-DP2025_049-AU
Reçu le 28/03/2025
Publié le 28/03/2025

ANNEXE N° I

Portant sur le(s) descriptif(s) de la(les) prestation(s) 2025

ENTRE

COTE D'AZUR FRANCE TOURISME
Association loi 1901 déclarée,
SIRET : 300 243 490 00053
Siège social à NICE – 455, Promenade des Anglais – Immeuble Horizon - 06203 NICE CEDEX 3
Représentant légal : Mme Claire BEHAR, Directrice Générale

Ci-après dénommé « **COTE D'AZUR FRANCE TOURISME** »

D'une part,

ET

LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DU PAYS DE GRASSE (CAPG)
57 avenue Pierre Sémard
BP91015 – 06131 Grasse Cedex
SIRET : 20 0039 857 00012
Représentant légal : Jérôme VIAUD, Président de la CAPG, Maire de Grasse, Vice-Président du Conseil Départemental des Alpes-Maritimes

Ci-après dénommé **« le Partenaire »**

D'autre part,

Nom de l'établissement : **Musée International de la Parfumerie (MIP)**
Adresse : 2 boulevard du jeu de Ballon – 06130 Grasse
Tél : 04 97 05 58 00 email : mcourche@paysdegrasse.fr, ou missagarre@paydegrasse.fr

Et

Nom de l'établissement : **les Jardins du Musée International de la Parfumerie (JMIP)**
Adresse : 979, chemin des Gourettes – 06370 Mouans-Sartoux
Tél : 04 97 05 58 00 email : mcourche@paysdegrasse.fr, ou missagarre@paydegrasse.fr

AR Prefecture
006-200039857-20250321-DP2025_049-AU
Reçu le 28/03/2025
Publié le 28/03/2025

DESCRIPTIF DE LA(LES) PRESTATION(S) PROPOSEE(S)

Remplir le questionnaire pour chaque prestation proposée

PRESTATION N° 1

- Nom de la prestation : **Musée international de la Parfumerie**
- Descriptif complet : **Créé en 1989, le Musée International de la Parfumerie est naturellement situé à Grasse, berceau de la parfumerie de luxe. Le Musée aborde l'histoire des fragrances sous tous ces aspects : matières premières, fabrication, industrie, innovation, négoce, design, usages et à travers des formes très diverses.**

Le ticket d'entrée donne le droit d'entrée gratuite au Musée d'Art et d'Histoire de Provence à Grasse – 2 rue Mirabeau.

- Tarif adulte : **valeur clé retenue pour le décompte : 6 €**
- Prix public adulte affiché : **6€**
- Prix public enfant affiché : **0 €**

Tarif enfant = valeur clé retenue pour le décompte : **0€**

Ages concernés : **moins de 18 ans**

- Période de validité de la prestation : **Toute l'année 2025. Le Musée est fermé le 1er janvier, 1er mai et 25 décembre, fermeture les premiers lundis du mois d'octobre à mars**
- Jours et horaires d'ouverture : **De juillet à août, tous les jours : de 10h à 19h00. De septembre à juin, tous les jours de 10h00 à 18h00.Fermeture les premiers lundi di mois du d'octobre à mars**
- Conditions particulières inhérentes à l'activité (*précautions, etc.*) :
- Lieu précis de validation des Pass : **A la billetterie du Musée.**

AR Prefecture
006-200039857-20250321-DP2025_049-AU
Reçu le 28/03/2025
Publié le 28/03/2025

PRESTATION N° 2

- Nom de la prestation : **Les jardins du Musée international de la Parfumerie**
- Descriptif complet : **Dans le cadre unique des Jardins du MIP, on découvre et sent ces espèces qui fournissent depuis des siècles les précieuses matières premières de la Parfumerie. Situés au pied de la Cité aromatique, ces jardins botaniques de deux hectares proposent une promenade délicieuse et parfumée parmi les champs de rose de mai, de jasmin, d'orangers, de tubéreuses, de violettes et tant d'autres.**
- Prix public adulte affiché : **4€**

  Tarif adulte = valeur clé retenue pour le décompte : **4€**
- Prix public enfant affiché : **0€**

  Tarif enfant = valeur clé retenue pour le décompte : **0€**

  Ages concernés : **moins de 18 ans**
- Période de validité de la prestation : **1 mars 2025 au 11 novembre 2025**
- Jours et horaires d'ouverture : **de 1 mars au 11 novembre de 9h00 à 18 h00, Fermeture : 1er mai, du 12 novembre 2024 au 28 février 2025.**
- Conditions particulières inhérentes à l'activité (*précautions, etc.*) :
- Lieu précis de validation des Pass : **A la billetterie des Jardins.**

AR Prefecture
006-200039857-20250321-DP2025_049-AU
Reçu le 28/03/2025
Publié le 28/03/2025

Signatures

Pour Côte d'Azur France Tourisme,
Mme Claire BEHAR, Directrice Générale

Fait à Nice, …….
……

Pour La CAPG,
M. Jérôme VIAUD, le Président

Fait à Grasse…….. ,

AR Prefecture
006-200039857-20250321-DP2025_049-AU
Reçu le 28/03/2025
Publié le 28/03/2025

ANNEXE N° II

Documents remis impérativement par le partenaire au plus tard lors de la signature de la convention

Le partenaire remet au plus tard à la signature de la convention, en tout état de cause, dans le cadre de la pré-rédaction de celle-ci, si Côte d'Azur France Tourisme lui demande, les documents suivants :

- K BIS de moins de quinze jours pour une Société.
- Inscription Répertoire des métiers ou auprès de tout autre organisme professionnel et/ou officiel dont il dépend pour tout commerçant, artisan exerçant en nom propre, auto-entrepreneur, etc.
- Justificatif de l'habilitation du signataire de la convention pour tout Etablissement public ou privé où le signataire n'est pas le dirigeant correspondant aux documents évoqués supra.
- Certificat professionnel et/ou habilitation professionnelle à jour au moment de la signature justifiant de l'autorisation et des qualifications du partenaire pour effectuer, sous sa responsabilité, l'intégralité des prestations objet de la présente convention.
- Justificatif d'assurance au jour des présentes (attestation de l'assureur) quant à la Responsabilité Civile Professionnelle du partenaire confirmant que l'intégralité des prestations objet des présentes, sont couvertes.
- Déclaration sur l'honneur rédigée et signée par le représentant du partenaire par laquelle celui-ci reconnaît n'être soumis à aucune procédure administrative ou judiciaire l'interdisant d'exercer toute ou partie des prestations objet des présentes et confirmant que celui-ci est en règle avec l'ensemble de la législation en matière de Droit du travail et de Droit fiscal et social et, d'une façon générale, qu'il n'existe aucun empêchement juridique à la signature des présentes à l'exécution des prestations correspondantes.

AR Prefecture
006-200039857-20250321_DP2025_050-AU
Reçu le 28/03/2025
Publié le 28/03/2025

Pays de Grasse
communauté d'agglomération

REPUBLIQUE FRANÇAISE
DEPARTEMENT
DES ALPES-MARITIMES

DECISION DU PRESIDENT
N°DP2025_050

Objet : Conventions de reversement des produits liés aux activités évènementielles

Le Président de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse

Vu la délibération DL2024_001 du 22 février 2024 de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse par laquelle le conseil communautaire a délégué au président certaines de ses attributions conformément à l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération DL2024_201 du conseil communautaire du Pays de Grasse en date du jeudi 12 décembre 2024 relative à la réactualisation de l'intérêt communautaire en matière d'action sociale;

Considérant que le service jeunesse, dans le cadre de ses activités, met en place le projet « un jeu d'enfant » afin de venir en aide aux structures intervenant auprès des enfants malades et en situation de handicap ;

Considérant que, dans le cadre de ce projet solidaire, la somme de 3 323.79 € a été récoltée lors de la vente des jeux et jouets d'occasion sur les marchés de Noël 2024 du territoire du Pays de Grasse ;

Considérant que, le service jeunesse souhaite reverser la moitié de la somme récoltée à la coopérative scolaire de l'Institut Médico-éducatif Valfleurs, à l'association Christ ô du Cœur et à l'association « source d'espoir » soit 1 107.93 € à chaque association ;

Considérant qu'il convient de conclure une convention de reversement des produits liés aux activités évènementielles avec chacune des associations précitées ;

DECIDE

Article 1 : La signature de la convention de reversement des produits liés aux activités évènementielles entre la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse avec chacune des associations, la coopérative scolaire de l'Institut Médico-éducatif Valfleurs, l'association Christ ô du Cœur et l'association « source d'espoir » ;

Article 2 : Le montant reversée à chacune des associations précitées est de 1 107.93 € ;

Article 3 : La somme reversée sera affectée :

- A l'aide et l'accompagnement des enfants malades et de leur famille pour l'association « source d'espoir » ;

AR Prefecture

006-200039857-20250321-DP2025_050-AU
Reçu le 28/03/2025
Publié le 28/03/2025

- A l'aide de la récolte alimentaire et sa distribution pour l'association « Christ ô du Cœur » ;

- Aux activités éducatives en faveur des enfants accueillis au sein de la structure médico-éducative pour l'Institut Médico-éducatif Valfleurs.

Fait à Grasse, le 21 mars 2025

Le Président,

Jérôme VIAUD
Maire de Grasse
Vice-président du Conseil départemental
des Alpes-Maritimes

AR Prefecture
006-200039857-20250321-DP2025_050-AU
Reçu le 28/03/2025
Publié le 28/03/2025

CONVENTION DE REVERSEMENT
DES PRODUITS LIES AUX ACTIVITES EVENEMENTIELLES
A L'ASSOCIATION SOURCE D'ESPOIR

ENTRE-LES SOUSSIGNES :

La Communauté d'agglomération du Pays de Grasse, identifiée sous le numéro SIRET 200 039 857 000 12, dont le siège social se situe au 57 avenue Pierre Sémard 06130 GRASSE et représentée par son Président en exercice, Monsieur Jérôme VIAUD, agissant au nom et pour le compte de ladite Communauté d'Agglomération, habilité à signer les présentes en vertu d'une décision n°DP 2025- prise en date du / /2025, visée en préfecture de Nice le / /2025.

Dénommée ci-après, « **la CAPG** »,

D'une part,

ET

L'association « source d'espoir », identifiée sous le numéro SIRET 53525038500015 dont le siège social est situé au 2068 route de St Jacques 06810 Auribeau sur Siagne, représentée par sa Présidente, Madame Helal HAMIDA.

Dénommée ci-après « **l'association** »

D'autre part,

Dénommées ensemble ci-après, « **les parties** »

AR Prefecture
006-200039857-20250321-DP2025_050-AU
Reçu le 28/03/2025
Publié le 28/03/2025

Pays de Grasse
communauté d'agglomération

Association Source d'Espoir

Préambule

Dans le cadre des activités du service jeunesse de la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse, il est prévu le reversement d'une somme d'argent en faveur d'associations du territoire qui œuvrent pour les enfants malades et/ou en situation de handicap lors de la mise en œuvre du projet « un jeu d'enfant ».
Lors de cette action solidaire une récolte de jeux et jouets d'occasion est organisée sur les accueils de loisirs du territoire de la CAPG afin de les revendre ensuite sur différents marchés de noël sur le territoire du Pays de Grasse.

Les produits des ventes de noël 2024 sont intégralement reversés, à parts égales, à trois associations du territoire du Pays de Grasse.

Concernant le projet de l'année 2024, les associations concernées par ce reversement sont l'association « source d'espoir », la coopérative scolaire de l'Institut Médico-éducatif Valfleurs et l'association « les Christ Ô du Cœur ».

Article 1-Objet

La présente convention a pour objet de prévoir les modalités de reversement des produits liés aux activités évènementielles entre la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse et l'association « source d'espoir ».

Article 2-Objet du reversement

Le reversement des produits liés aux activités évènementielles concerne la vente de jouets d'occasion sur les marchés de Noël de décembre 2024 sur le Pays de Grasse au profit d'associations.

A cette occasion, le service jeunesse de la CAPG a récolté au total une somme de 3 323.79 € soit trois mille trois cent vingt-trois euros et soixante-dix-neuf centimes.

Article 3-Montant du reversement

Le reversement par la CAPG à l'association porte sur un tiers de la somme totale récoltée lors de la vente de jouets d'occasion sur les marchés de Noël sur le territoire du Pays de Grasse en décembre 2024.

Le montant du reversement par la CAPG est à hauteur de 1 107.93 € soit mille cent sept euros et quatre-vingt-treize centimes.

Article 4-Affectation du produit reversé

La somme reversée sera affectée à l'aide et l'accompagnement des enfants malades et de leur famille.

L'association « source d'espoir » s'engage à affecter la somme d'argent reçue à l'aide et l'accompagnement des enfants malades et de leur famille

AR Prefecture
006-200039857-20250321-DP2025_050-AU
Reçu le 28/03/2025
Publié le 28/03/2025

Article 5-Modalités du reversement

Le reversement par la CAPG à l'association sera effectué directement en une seule fois par virement sur le compte bancaire de l'association dont les coordonnées figurent ci-dessous

RIB : ASSOC. SOURCE D'ESPOIR

IBAN : FR76 1910 6006 4543 6278 7905 010

BIC : AGRIFRPP891

Article 6-Contrôle de la CAPG

La CAPG se réserve le droit de contrôler tous documents justificatifs concernant l'association, dont les statuts, la composition du conseil d'administration, les renseignements du compte bancaire...
Elle pourra également avoir un droit de regard sur les factures se rapportant aux activités financées par la somme d'argent reversée dans le cadre de cette convention.

Article 7-Communication et Information

L'affectation de la somme d'argent reversée par la CAPG à l'association, devra faire l'objet de compte rendu de presse, et de manifestations officielles destinées à assurer la meilleure information de l'opération auprès du public.

Article 8-Prise d'effet

La présente convention prend effet à la date de signature entre les parties.

Article 9-Durée de la convention

La présente convention est conclue pour l'année 2025 afin de procéder en cours d'année au reversement par la CAPG à l'association des produits liés aux activités évènementielles des marchés de Noël de décembre 2024.

Article 10 : Modification de la convention

Les modifications de cette convention devront faire l'objet d'un avenant et sera joint à la présente convention avec accord des parties signataires.

AR Prefecture
006-200039857-20250321-DP2025_050-AU
Reçu le 28/03/2025
Publié le 28/03/2025

Article 11 - Litiges

Les parties conviennent qu'elles se rencontreront pour régler à l'amiable tout différend né de l'interprétation ou de l'exécution du présent contrat.

Fait à Grasse, le / /2025
En deux exemplaires

Pour la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse,

Le Président,

Jérôme VIAUD
Maire de Grasse
Vice-président du Conseil Départemental des Alpes Maritimes

Pour l'association,

La Présidente,

Helal HAMIDA

AR Prefecture
006-200039857-20250321-DP2025_050-AU
Reçu le 28/03/2025
Publié le 28/03/2025

CONVENTION DE REVERSEMENT
DES PRODUITS LIES AUX ACTIVITES EVENEMENTIELLES
A L'ASSOCIATION SOURCE D'ESPOIR

ENTRE-LES SOUSSIGNES :

La Communauté d'agglomération du Pays de Grasse, identifiée sous le numéro SIRET 200 039 857 000 12, dont le siège social se situe au 57 avenue Pierre Sémard 06130 GRASSE et représentée par son Président en exercice, Monsieur Jérôme VIAUD, agissant au nom et pour le compte de ladite Communauté d'Agglomération, habilité à signer les présentes en vertu d'une décision n°DP 2025- prise en date du / /2025, visée en préfecture de Nice le / /2025.

Dénommée ci-après, « **la CAPG** »,

D'une part,

ET

L'association « source d'espoir », identifiée sous le numéro SIRET 53525038500015 dont le siège social est situé au 2068 route de St Jacques 06810 Auribeau sur Siagne, représentée par sa Présidente, Madame Helal HAMIDA.

Dénommée ci-après « **l'association** »

D'autre part,

Dénommées ensemble ci-après, « **les parties** »

AR Prefecture
006-200039857-20250321-DP2025_050-AU
Reçu le 28/03/2025
Publié le 28/03/2025

Pays de Grasse
communauté d'agglomération

Association Source d'Espoir

Préambule

Dans le cadre des activités du service jeunesse de la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse, il est prévu le reversement d'une somme d'argent en faveur d'associations du territoire qui œuvrent pour les enfants malades et/ou en situation de handicap lors de la mise en œuvre du projet « un jeu d'enfant ».
Lors de cette action solidaire une récolte de jeux et jouets d'occasion est organisée sur les accueils de loisirs du territoire de la CAPG afin de les revendre ensuite sur différents marchés de noël sur le territoire du Pays de Grasse.

Les produits des ventes de noël 2024 sont intégralement reversés, à parts égales, à trois associations du territoire du Pays de Grasse.

Concernant le projet de l'année 2024, les associations concernées par ce reversement sont l'association « source d'espoir », la coopérative scolaire de l'Institut Médico-éducatif Valfleurs et l'association « les Christ Ô du Cœur ».

Article 1-Objet

La présente convention a pour objet de prévoir les modalités de reversement des produits liés aux activités évènementielles entre la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse et l'association « source d'espoir ».

Article 2-Objet du reversement

Le reversement des produits liés aux activités évènementielles concerne la vente de jouets d'occasion sur les marchés de Noël de décembre 2024 sur le Pays de Grasse au profit d'associations.

A cette occasion, le service jeunesse de la CAPG a récolté au total une somme de 3 323.79 € soit trois mille trois cent vingt-trois euros et soixante-dix-neuf centimes.

Article 3-Montant du reversement

Le reversement par la CAPG à l'association porte sur un tiers de la somme totale récoltée lors de la vente de jouets d'occasion sur les marchés de Noël sur le territoire du Pays de Grasse en décembre 2024.

Le montant du reversement par la CAPG est à hauteur de 1 107.93 € soit mille cent sept euros et quatre-vingt-treize centimes.

Article 4-Affectation du produit reversé

La somme reversée sera affectée à l'aide et l'accompagnement des enfants malades et de leur famille.

L'association « source d'espoir » s'engage à affecter la somme d'argent reçue à l'aide et l'accompagnement des enfants malades et de leur famille

AR Prefecture
006-200039857-20250321-DP2025_050-AU
Reçu le 28/03/2025
Publié le 28/03/2025

Article 5-Modalités du reversement

Le reversement par la CAPG à l'association sera effectué directement en une seule fois par virement sur le compte bancaire de l'association dont les coordonnées figurent ci-dessous

RIB : ASSOC. SOURCE D'ESPOIR

IBAN : FR76 1910 6006 4543 6278 7905 010

BIC : AGRIFRPP891

Article 6-Contrôle de la CAPG

La CAPG se réserve le droit de contrôler tous documents justificatifs concernant l'association, dont les statuts, la composition du conseil d'administration, les renseignements du compte bancaire...
Elle pourra également avoir un droit de regard sur les factures se rapportant aux activités financées par la somme d'argent reversée dans le cadre de cette convention.

Article 7-Communication et Information

L'affectation de la somme d'argent reversée par la CAPG à l'association, devra faire l'objet de compte rendu de presse, et de manifestations officielles destinées à assurer la meilleure information de l'opération auprès du public.

Article 8-Prise d'effet

La présente convention prend effet à la date de signature entre les parties.

Article 9-Durée de la convention

La présente convention est conclue pour l'année 2025 afin de procéder en cours d'année au reversement par la CAPG à l'association des produits liés aux activités évènementielles des marchés de Noël de décembre 2024.

Article 10 : Modification de la convention

Les modifications de cette convention devront faire l'objet d'un avenant et sera joint à la présente convention avec accord des parties signataires.

AR Prefecture
006-200039857-20250321-DP2025_050-AU
Reçu le 28/03/2025
Publié le 28/03/2025

Article 11 - Litiges

Les parties conviennent qu'elles se rencontreront pour régler à l'amiable tout différend né de l'interprétation ou de l'exécution du présent contrat.

Fait à Grasse, le / /2025
En deux exemplaires

Pour la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse,

Le Président,

Jérôme VIAUD
Maire de Grasse
Vice-président du Conseil Départemental des Alpes Maritimes

Pour l'association,

La Présidente,

Helal HAMIDA

AR Prefecture
006-200039857-20250321-DP2025_050-AU
Reçu le 28/03/2025
Publié le 28/03/2025

CONVENTION DE REVERSEMENT
DES PRODUITS LIES AUX ACTIVITES EVENEMENTIELLES
A L'ASSOCIATION OCCE COOPERATIVE SCOLAIRE IME VALFLEURS

ENTRE-LES SOUSSIGNES :

La Communauté d'agglomération du Pays de Grasse, identifiée sous le numéro SIRET 200 039 857 000 12, dont le siège social se situe au 57 avenue Pierre Sémard 06130 GRASSE et représentée par son Président en exercice, Monsieur Jérôme VIAUD, agissant au nom et pour le compte de ladite Communauté d'Agglomération, habilité à signer les présentes en vertu d'une décision n°2025- prise en date du / /2025, visée en préfecture de Nice le / /2025.

Dénommée ci-après, « **la CAPG** »,

D'une part,

ET

« L'association OCCE coopérative scolaire de l'établissement de l'IME Valfleurs, identifiée sous le numéro SIRET 77567227205644 dont le siège social est situé au 46 chemin de l'Orme 06130 GRASSE, représenté par son Président, Monsieur Phillipe Da Costa.

Dénommée ci-après « **l'association** »

D'autre part,

Dénommées ensemble ci-après, « **les parties** »

AR Prefecture
006-200039857-20250321-DP2025_050-AU
Reçu le 28/03/2025
Publié le 28/03/2025

Préambule

Dans le cadre des activités du service jeunesse de la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse, il est prévu le reversement d'une somme d'argent en faveur d'associations du territoire qui œuvrent pour les enfants malades et/ou en situation de handicap lors de la mise en œuvre du projet « un jeu d'enfant ».
Lors de cette action solidaire une récolte de jeux et jouets d'occasion est organisée sur les accueils de loisirs du territoire de la CAPG afin de les revendre ensuite sur différents marchés de noël sur le territoire du Pays de Grasse.

Les produits des ventes de noël 2024 sont intégralement reversés, à parts égales, à trois associations du territoire du Pays de Grasse.

Concernant le projet de l'année 2024, les associations concernées par ce reversement sont l'association « source d'espoir », la coopérative scolaire de l'Institut Médico-éducatif Valfleurs et l'association « les Christ Ô du Cœur ».

Article 1-Objet

La présente convention a pour objet de prévoir les modalités de reversement des produits liés aux activités évènementielles entre la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse et l'association coopérative scolaire de l'Institut Médico-éducatif Valfleurs.

Article 2-Objet du reversement

Le reversement des produits liés aux activités évènementielles concerne la vente de jouets d'occasion sur les marchés de Noël de décembre 2024 sur le Pays de Grasse au profit d'associations.

A cette occasion, le service jeunesse de la CAPG a récolté au total une somme de 3 323,79 € soit trois mille trois cent vingt-trois euros et soixante-dix-neuf centimes.

Article 3-Montant du reversement

Le reversement par la CAPG à l'association porte sur un tiers de la somme totale récoltée lors de la vente de jouets d'occasion sur les marchés de Noël sur le territoire du Pays de Grasse en décembre 2024.

Le montant du reversement par la CAPG est à hauteur de 1 107.93 € soit mille cent sept euros et quatre-vingt-treize centimes.

AR Prefecture
006-200039857-20250321-DP2025_050-AU
Reçu le 28/03/2025
Publié le 28/03/2025

Article 4-Affectation du produit reversé

La somme reversée sera affectée aux différentes activités éducatives proposées aux enfants de l'IME Valfleurs.

L'association s'engage à affecter la somme d'argent reçue à des activités éducatives pour les enfants accueillis au sein de la structure médico-éducative.

Article 5-Modalités du reversement

Le reversement par la CAPG à l'association sera effectué directement en une seule fois par virement sur le compte bancaire de l'association dont les coordonnées figurent ci-dessous

RIB : OCCE COOP SCOL ETABLISSEMENT IME VALFLEURS

IBAN : 20041 01008 1516362J029 02

BIC : FR27 2004 1010 0815 1636 2J02 902

Article 6-Contrôle de la CAPG

La CAPG se réserve le droit de contrôler tous documents justificatifs concernant l'association, dont les statuts, la composition du conseil d'administration, les renseignements du compte bancaire...
Elle pourra également avoir un droit de regard sur les factures se rapportant aux activités financées par la somme d'argent reversée dans le cadre de cette convention.

Article 7-Communication et Information

L'affectation de la somme d'argent reversée par la CAPG à l'association, devra faire l'objet de compte rendu de presse, et de manifestations officielles destinées à assurer la meilleure information de l'opération auprès du public.

Article 8-Prise d'effet

La présente convention prend effet à la date de signature entre les parties.

Article 9-Durée de la convention

La présente convention est conclue pour l'année 2025 afin de procéder en cours d'année au reversement par la CAPG à l'association des produits liés aux activités évènementielles des marchés de noël de décembre 2024.

AR Prefecture
006-200039857-20250321-DP2025_050-AU
Reçu le 28/03/2025
Publié le 28/03/2025

Article 10 : Modification de la convention

Les modifications de cette convention devront faire l'objet d'un avenant et sera joint à la présente convention avec accord des parties signataires.

Article 11 - Litiges

Les parties conviennent qu'elles se rencontreront pour régler à l'amiable tout différend né de l'interprétation ou de l'exécution du présent contrat.

Fait à Grasse, le / /2025
En deux exemplaires

Pour la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse,

Le Président,

Jérôme VIAUD
Maire de Grasse
Vice-président du Conseil Départemental des Alpes Maritimes

Pour l'association,

Le Président,

Philippe GIRAUD

AR Prefecture
006-200039857-20250321-DP2025_050-AU
Reçu le 28/03/2025
Publié le 28/03/2025

Pays de Grasse
communauté d'agglomération



CONVENTION DE REVERSEMENT
DES PRODUITS LIES AUX ACTIVITES EVENEMENTIELLES
A L'ASSOCIATION « LES CHRIST Ô DU CŒUR »

ENTRE-LES SOUSSIGNES :

La Communauté d'agglomération du Pays de Grasse, identifiée sous le numéro SIRET 200 039 857 000 12, dont le siège social se situe au 57 avenue Pierre Sémard 06130 GRASSE et représentée par son Président en exercice, Monsieur Jérôme VIAUD, agissant au nom et pour le compte de ladite Communauté d'Agglomération, habilité à signer les présentes en vertu d'une décision n°DP2025_ prise en date du / /2025, visée en préfecture de Nice le / /2025.

Dénommée ci-après, « **la CAPG** »,

D'une part,

ET

L'association Christ ô du coeur, identifiée sous le numéro SIRET 535 250 385 00015 dont le siège social est situé au Quartier Les Chaumettes, 640 route départementale 2, 06750 Valderoure , représenté par sa Présidente, Madame Christine BOADA.

Dénommée ci-après « **l'association** »

D'autre part,

Dénommées ensemble ci-après, « **les parties** »

AR Prefecture
006-200039857-20250321-DP2025_050-AU
Reçu le 28/03/2025
Publié le 28/03/2025

Pays de Grasse
communauté d'agglomération



Préambule

Dans le cadre des activités du service jeunesse de la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse, il est prévu le reversement d'une somme d'argent en faveur d'associations du territoire qui œuvrent pour les enfants malades et/ou en situation de handicap lors de la mise en œuvre du projet « un jeu d'enfant ».
Lors de cette action solidaire une récolte de jeux et jouets d'occasion est organisée sur les accueils de loisirs du territoire de la CAPG afin de les revendre ensuite sur différents marchés de noël sur le territoire du Pays de Grasse.

Les produits des ventes de noël 2024 sont intégralement reversés, à parts égales, à trois associations du territoire du Pays de Grasse.

Concernant le projet de l'année 2024, les associations concernées par ce reversement sont l'association « source d'espoir », la coopérative scolaire de l'Institut Médico-éducatif Valfleurs et l'association « les Christ Ô du Cœur ».

Article 1-Objet

La présente convention a pour objet de prévoir les modalités de reversement des produits liés aux activités évènementielles entre la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse et l'association Christ ô du cœur.

Article 2-Objet du reversement

Le reversement des produits liés aux activités évènementielles concerne la vente de jouets d'occasion sur les marchés de Noël de décembre 2024 sur le Pays de Grasse au profit d'associations.

A cette occasion, le service jeunesse de la CAPG a récolté au total une somme de 3 323,79 € soit trois mille trois cent vingt-trois euros et soixante-dix-neuf centimes.

Article 3-Montant du reversement

Le reversement par la CAPG à l'association porte sur le tiers de la somme totale récoltée lors de la vente de jouets d'occasion sur les marchés de Noël sur le territoire du Pays de Grasse en décembre 2024.

Le montant du reversement par la CAPG est à hauteur de 1 107.93 € soit mille cent sept euros et quatre-vingt-treize centimes.

AR Prefecture
006-200039857-20250321-DP2025_050-AU
Reçu le 28/03/2025
Publié le 28/03/2025



Article 4-Affectation du produit reversé

La somme reversée sera affectée aux différentes activités en lien avec l'aide à la récolte alimentaire et sa distribution réalisées par l'association Christ ô du Cœur.

L'association s'engage à affecter la somme d'argent reçue à des aides et soutiens aux familles en difficultés.

Article 5-Modalités du reversement

Le reversement par la CAPG à l'association sera effectué directement en une seule fois par virement sur le compte bancaire de l'association dont les coordonnées figurent ci-dessous

RIB : OCCE COOP SCOL ETABLISSEMENT IME VALFLEURS

IBAN : 20041 01008 1516362J029 02

BIC : FR27 2004 1010 0815 1636 2J02 902

Article 6-Contrôle de la CAPG

La CAPG se réserve le droit de contrôler tous documents justificatifs concernant l'association, dont les statuts, la composition du conseil d'administration, les renseignements du compte bancaire...
Elle pourra également avoir un droit de regard sur les factures se rapportant aux activités financées par la somme d'argent reversée dans le cadre de cette convention.

Article 7-Communication et Information

L'affectation de la somme d'argent reversée par la CAPG à l'association, devra faire l'objet de compte rendu de presse, et de manifestations officielles destinées à assurer la meilleure information de l'opération auprès du public.

Article 8-Prise d'effet

La présente convention prend effet à la date de signature entre les parties.

Article 9-Durée de la convention

La présente convention est conclue pour l'année 2025 afin de procéder en cours d'année au reversement par la CAPG à l'association des produits liés aux activités évènementielles des marchés de noël de décembre 2024.

AR Prefecture
006-200039857-20250321-DP2025_050-AU
Reçu le 28/03/2025
Publié le 28/03/2025



Article 10 : Modification de la convention

Les modifications de cette convention devront faire l'objet d'un avenant et sera joint à la présente convention avec accord des parties signataires.

Article 11 - Litiges

Les parties conviennent qu'elles se rencontreront pour régler à l'amiable tout différend né de l'interprétation ou de l'exécution du présent contrat.

Fait à Grasse, le / /2025
En deux exemplaires

Pour la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse,

Le Président,

Jérôme VIAUD
Maire de Grasse
Vice-président du Conseil Départemental des Alpes Maritimes

Pour l'association,

La Présidente,

Christine BOADA

AR Prefecture
006-200039857-20250321-DP2025_051-AU
Reçu le 28/03/2025
Publié le 28/03/2025

Pays de Grasse
communauté d'agglomération

REPUBLIQUE FRANÇAISE
DEPARTEMENT
DES ALPES-MARITIMES

DECISION DU PRESIDENT N°DP2025_051

Objet : Avenant à la convention de mise à disposition de locaux (sis 6 rue Tracastel - Grasse) entre le commune de Grasse et la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse

Le Président de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse

Vu la délibération DL2024_001 du 22 février 2024 de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse par laquelle le conseil communautaire a délégué au président certaines de ses attributions conformément à l'article L5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;

Vu les statuts en vigueur de la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse ;

Considérant que la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse dispose d'un service nommé « Grasse Campus » dans le cadre de sa compétence en matière de développement de l'enseignement supérieur et qu'elle bénéficie dans ce cadre de la mise à disposition de locaux (sis 6 rue Tracastel – Grasse) appartenant à la ville de Grasse pour y accueillir des cours d'enseignement ;

Considérant que la convention initialement prévue pour cette mise à disposition nécessite certaines modifications ;

DECIDE

Article 1 : La conclusion d'un avenant à la convention de mise à disposition de locaux de locaux situés 6 rue Tracastel à Grasse entre la commune de Grasse et la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse et tel que joint en annexe ;

Article 2 : La modification des conditions de la prise en charge de la fourniture de gaz prévue à l'article 6.2 de la convention initiale ;

Article 3 : La reconduction expresse de la convention initiale pour deux ans renouvelable par tacite reconduction jusqu'au 31 août 2026 au plus tard.

Fait à Grasse, le 21 mars 2025

Le Président,

Jérôme VIAUD
Maire de Grasse
Vice-président du Conseil départemental
des Alpes-Maritimes

AR Prefecture
006-200039857-20250321-DP2025_051-AU
Reçu le 28/03/2025
Publié le 28/03/2025

Le goût de l'essentiel
Grasse

CONVENTION DE MISE A DISPOSITION PRECAIRE ET REVOCALE DE LOCAUX PAR LA COMMUNE DE GRASSE A LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DU PAYS DE GRASSE 6, RUE TRACASTEL A GRASSE AVENANT N°1

ENTRE LES SOUSSIGNEES,

La Commune de Grasse, identifiée sous le numéro SIRET N° 210 600 698 000 18 et représentée par Madame Karine GIGODOT, Conseillère Municipale déléguée aux Affaires Juridiques, agissant au nom et pour le compte de ladite commune en vertu d'une décision en date du 21 FEV. 2025 pris en application d'une délibération du Conseil Municipal n°2020-26 en date du 28 mai 2020 donnant délégation permanente au Maire.

Dénommée ci-après **« La Commune de Grasse »**

D'une part,

ET

La Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse, identifiée sous le numéro SIRET 200 039 857 000 12, dont le siège se trouve 57, avenue Pierre Sémard - 06131 GRASSE Cedex et représentée par son Président en exercice, Monsieur Jérôme VIAUD, agissant au nom et pour le compte de ladite Communauté d'Agglomération, habilité à signer les présentes en vertu d'une décision n° prise en date du , visée en sous-préfecture de Grasse le .

Dénommée ci-après **« L'occupant »**

D'autre part,

IL EST EXPOSE CE QUI SUIT :

Par convention du 1er septembre 2020, la Commune de Grasse a mis à la disposition de la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse des locaux, dont elle est propriétaire, situés à Grasse dans un immeuble sis 6, rue Tracastel à Grasse pour y accueillir l'Ecole de couture Denis Durand dans le cadre de Grasse Campus.

Ladite convention étant arrivée à son terme le 31 août 2022, la Commune de Grasse et la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse ont convenu de reconduire rétroactivement cette mise à disposition de locaux pour régulariser l'occupation desdits locaux par l'Ecole Denis Durand et lui permettre de poursuivre son activité sur le site de Grasse Campus.

Hôtel de ville
BP 12069
06131 GRASSE CEDEX
Tél. 04 97 05 50 00
Fax 04 97 05 50 01
www.grasse.fr

AR Prefecture
006-200039857-20250321-DP2025_051-AU
Reçu le 28/03/2025
Publié le 28/03/2025

Un avenant doit être conclu entre les parties pour prolonger cette mise à disposition. Ledit avenant modifie également les dispositions financières relatives à la prise en charge des fluides.

IL A ETE ARRETE ET CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 : OBJET

L'objet du présent avenant est de modifier l'article 6.2 : DISPOSITIONS FINANCIERES - FLUIDES et l'article 13 : DUREE de la convention de mise à disposition de locaux du 1er septembre 2020 comme suit :

Article 6.2 : fluides

La prise en charge des fluides se réalisera comme suit :

- Electricité : l'occupant a souscrit un contrat de fourniture d'électricité et paie directement le fournisseur d'électricité pour ses abonnements et consommations.
  Le numéro de point de livraison est le : 25986830627310.

- Gaz : l'occupant souscrira un contrat de fourniture de gaz et paiera directement le fournisseur de gaz pour ses abonnements et consommations. Dans l'attente de cette souscription, l'occupant remboursera les frais d'abonnement et ses consommations de gaz ainsi que les frais d'entretien de la chaufferie à la Commune de Grasse sur présentation des factures justificatives.

- Eau : Tant que le compteur alimente également un tiers, la charge de la prise en eau est établie selon les modalités suivantes : un forfait annuel sera appliqué, calculé selon les clés de répartition précisées en annexe.
  Ainsi, l'estimation de la quote-part à la charge de la CAPG est de 486,78 € TTC annuels.
  La provision pour charges sera payable annuellement selon les mêmes modalités que le paiement du loyer.
  A l'issue de chaque année, la commune de Grasse établira un état annuel des frais de fonctionnement réellement consommés et sollicitera, s'il y lieu, un versement complémentaire égal à la différence entre le montant des charges réelles et les provisions versées par la CAPG.
  A cette occasion, il sera défini le nouveau montant de la provision pour l'année à suivre.
  Dès qu'un compteur individuel sera posé, l'occupant souscrira un contrat de fourniture en eau et payera directement le fournisseur pour ses abonnements et consommations.

Article 13 : durée

La présente convention est consentie pour une nouvelle durée de deux ans qui a commencé à courir à compter du 1er septembre 2022 renouvelable sauf dénonciation par tacite reconduction sans toutefois dépasser six années, soit jusqu'au 31 août 2026.

AR Prefecture

006-200039857-20250321-DP2025_051-AU
Reçu le 28/03/2025
Publié le 28/03/2025

Tous les autres articles de la convention du 1er septembre 2020 restent inchangés.

Fait à Grasse,
Le 21 FEV. 2025

Pour la CAPG
Le Président,

Jérôme VIAUD
Maire de Grasse,
Vice-président du Conseil départemental
des Alpes-Maritimes

Pour la Commune de Grasse,
La Conseillère Municipale déléguée
aux Affaires Juridiques,

VILLE DE GRASSE

Karine GIGODOT

AR Prefecture
006-200039857-20250324-DP2025_052-AU
Reçu le 28/03/2025
Publié le 28/03/2025

Pays de Grasse
communauté d'agglomération

REPUBLIQUE FRANÇAISE
DEPARTEMENT
DES ALPES-MARITIMES

DECISION DU PRESIDENT N°DP2025_052

Objet : Mise en place de la gratuité d'accès au Musée International de la Parfumerie pour les spectateurs des concerts des élèves du Conservatoire de Grasse « Festival itinérant et rendez-vous surprenants » à l'occasion des 50 ans du Conservatoire

Le Président de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse

Vu les articles L.5211-1 et L.5211-2 du code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération DL2024_001 du 22 février 2024 de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse par laquelle le conseil communautaire a délégué au président certaines de ses attributions conformément à l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération du conseil communautaire n°DL2024_210 du 12 décembre 2024 relative au recueil des tarifs 2025 fixant également les tarifs du Musée International de la Parfumerie et des Jardins du Musée International de la Parfumerie ;

Considérant qu'à l'occasion du 50e anniversaire du Conservatoire de Grasse, le programme « Festival itinérant et rendez-vous surprenants » prévoit des concerts dans divers sites culturels de Grasse ;

Considérant que dans ce cadre, deux concerts se dérouleront au Musée International de la Parfumerie, la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse envisage ainsi d'offrir la gratuité d'entrée au public assistant aux concerts des élèves du Conservatoire ;

DECIDE

Article 1 : D'accorder l'installation gratuite au Conservatoire de Grasse dans les espaces du Musée International de la Parfumerie ;

Article 2 : D'accorder la gratuité d'entrée au Musée International de la Parfumerie au public assistant aux concerts des élèves du Conservatoire les 15 et 17 mai 2025.

Fait à Grasse, le 21 mars 2025

Le Président

Pays de Grasse communauté d'agglomération

Jérôme VIAUD
Maire de Grasse
Vice-président du Conseil départemental
des Alpes-Maritimes

AR Prefecture
006-200039857-20250324-DP2025_053-AU
Reçu le 28/03/2025
Publié le 28/03/2025

Pays de Grasse
communauté d'agglomération

REPUBLIQUE FRANÇAISE
DEPARTEMENT
DES ALPES-MARITIMES

DECISION DU PRESIDENT N°DP2025_053

Objet : Mise en place de la gratuité d'accès au Musée International de la Parfumerie pour les groupes accompagnés par le guide de la Maison du Patrimoine de la Ville de Grasse

Le Président de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse

Vu les articles L.5211-1 et L.5211-2 du code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération DL2024_001 du 22 février 2024 de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse par laquelle le conseil communautaire a délégué au président certaines de ses attributions conformément à l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération du conseil communautaire n°DL2024_210 du 12 décembre 2024 relative au recueil des tarifs 2025 fixant également les tarifs du Musée International de la Parfumerie et des Jardins du Musée International de la Parfumerie ;

Considérant que dans le cadre de sa stratégie visant à accroître la fréquentation des musées de Grasse, la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse envisage d'accorder la gratuité d'entrée au Musée International de la Parfumerie aux groupes accompagnés par un guide de la Maison du Patrimoine de la Ville de Grasse ;

DECIDE

Article 1 : D'accorder la gratuité d'entrée au Musée International de la Parfumerie aux groupes accompagnés par le guide de la Maison du Patrimoine de la Ville de Grasse.

Fait à Grasse, le 21 mars 2025

Le Président

Pays de Grasse communauté d'agglomération

Jérôme VIAUD
Maire de Grasse
Vice-président du Conseil départemental
des Alpes-Maritimes

AR Prefecture
006-200039857-20250328-DP2025_054-AU
Reçu le 04/04/2025
Publié le 04/04/2025

pays de Grasse
communauté d'agglomération

REPUBLIQUE FRANÇAISE
DEPARTEMENT
DES ALPES-MARITIMES

DECISION DU PRESIDENT
N° DP2025_054

Objet : Conclusion d'une convention de partenariat entre la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse pour le Musée International de la Parfumerie et l'association Cie Be dans le cadre d'un projet EAC

Le Président de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse

Vu Les articles L.5211-1 et L.5211-2 du Code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération DL2024_001 du 22 février 2024 de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse par laquelle le conseil communautaire a délégué au président certaines de ses attributions conformément à l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;

Considérant que le service des publics du Musée International de la Parfumerie propose des actions participant à une politique inclusive pour tous les publics dont la petite enfance ;

Considérant que le Musée International de la Parfumerie souhaite cette année, collaborer avec l'association Cie Be, dans le cadre du projet avec les enfants et les parents qui s'inscrit dans un parcours d'éducation artistique et culturelle soutenu par la DRAC PACA ;

Considérant qu'il convient de signer une convention qui règlera les modalités de partenariat entre la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse et l'association Cie Be ;

DECIDE

Article 1 : La signature d'une convention de partenariat ci-après annexée, entre la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse et l'association Cie Be dans le cadre du projet EAC ;

Article 2 : Une participation financière forfaitaire à hauteur de 2 000,00 euros TTC pour la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse qui servira à régler les frais liés à relatifs à ce projet, y compris les honoraires des intervenants ;

Article 3 : Un partenariat conclu à compter de la signature des parties jusqu'à l'aboutissement du projet en juillet 2025.

Fait à Grasse, le 28 mars 2025

Le Président,

Pays de Grasse communauté d'agglomération

Jérôme VIAUD
Maire de Grasse
Vice-président du Conseil départemental
des Alpes-Maritimes

AR Prefecture
006-200039857-20250328-DP2025_054-AU
Reçu le 04/04/2025
Publié le 04/04/2025

Annexe à la DP2025_054

Musée International de la Parfumerie

Convention de partenariat entre la CAPG et l'association Compagnie Be

Entre les soussignés :

La Communauté d'agglomération du Pays de Grasse, ayant son siège à Grasse (06130), au 57 Avenue Pierre Sémard, identifiée sous le N° SIRET 200 039 857 000 12, représentée à l'acte par M. Jérôme VIAUD, son Président, agissant au nom et pour le compte de ladite communauté d'agglomération en vertu de la décision n° DP2025_XXXX prise en date du XXXXX 2025 et visée en préfecture de Nice XXXXX 2025.

Dénommée ci-après **« La CAPG »**

d'une part,

et

L'association Cie Be, identifiée sous le numéro de Siren 500 339 114 00034, dont le siège social est situé au 14 allée des joncs 06800 Cagnes-sur-Mer, représentée à l'acte par Valérie GAUCHER, sa Présidente, agissant au nom et pour le compte de ladite association.

Dénommée ci-après **« l'association »**

d'autre part,

Ci-après désignées ensemble « **les parties** »,

PREAMBULE

Le Musée International de la Parfumerie, au sein de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse, est labellisé Musée de France. Il dispose d'une direction des publics et de la programmation culturelle qui propose des actions de qualité participant à une politique inclusive pour tous les publics en situation spécifique ou pas.

Le présent projet avec l'association Cie Be est développé dans le cadre du label 100% EAC et de la Convention Territoriale Globale de la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse.

Il se déroulera sur l'année 2025, de mars à juillet, lors de résidences en structures d'accueil de la petite enfance.

AR Prefecture
006-200039857-20250328-DP2025_054-AU
Reçu le 04/04/2025
Publié le 04/04/2025

La clôture du projet se déroulera le samedi 5 juillet avec une déambulation dans les rues du centre-ville de Grasse et le final prendra place dans les collections au Musée International de la Parfumerie.

Durant ce projet, il s'agira d'introduire l'art et de proposer des stimuli sensoriels aux tout-petits ainsi qu'aux adultes les accompagnant, parents ou professionnels. Les tout-petits explorent en effet le monde principalement à travers leurs sens. Les activités artistiques et sensorielles portées par les professionnels de la médiation culturelle du MIP fournissent une gamme de stimuli qui favorisent le développement des sens tels que la vue, le toucher, l'ouïe, l'odorat et le goût, contribuant ainsi à une perception sensorielle plus riche.

Par cette action, il s'agira également de favoriser le lien adulte-enfant puis parent-enfant lors de la journée de clôture. En participant activement à ces activités culturelles et artistiques, les parents renforcent le lien émotionnel avec leur enfant, favorisant un attachement sécurisé et une communication précoce.

Il s'agira aussi de favoriser l'inclusion dans le cadre de la journée de clôture où les différents publics se rencontreront autour d'un même événement porté par des artistes et structures sociales et culturelles dans le centre-ville puis au MIP.

Ce projet est co-financé par la CAPG et la MSA. Dans le cadre de sa mission de développement social des territoires ruraux et de son accompagnement dans le cadre de l'offre « grandir en milieu rural », elle accorde un financement à hauteur de 2000€. Au travers de l'offre « grandir en milieu rural », la MSA vise à apporter une réponse aux besoins prioritaires de ses familles sur 5 thématiques prioritaires dont l'accueil du jeune enfant.

AR Prefecture
006-200039857-20250328-DP2025_054-AU
Reçu le 04/04/2025
Publié le 04/04/2025

Il est convenu ce qui suit :

Article 1 : Objet

La présente convention fixe les conditions dans lesquelles les deux parties collaborent autour de ce projet EAC.

Article 2 : **Durée et date d'effet de la convention**

La convention prend effet dès sa signature par les parties et prendra fin à l'issue du projet, fin juillet 2025.

Les actions menées par l'association et indiquées à l'article 3.1 de la présente convention se dérouleront de mars à fin juillet 2025.

Article 3 : Engagements des parties

Les parties se reconnaissent le droit mutuel à communiquer la présente convention aux autorités administratives en tant que de besoin.

Article 3.1 Engagements de l'association Cie Be

L'association s'engagent à réaliser les actions suivantes du 31 mars au 5 juillet 2025 :

- Deux résidences d'artistes expérimentales et participatives dans les structures d'accueil de la petite enfance suivantes : la crèche La Coquille à Pégomas et la crèche Grand jardin à Mouans-Sartoux.
- Une journée événement ouverte à tous les publics le samedi 5 juillet 2025 dans les rues du centre-ville de Grasse se terminant au MIP avec la restitution des résidences sous forme d'interventions des artistes.

Article 3.2 Engagements de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse - Musée International de la Parfumerie (MIP)

Elle organise et prend en charge financièrement les actions suivantes :

- Accompagnement des artistes missionnés par l'association Cie Be par des médiatrices culturelles de la Direction des publics et de la programmation culturelle dans leurs résidences, pour la partie sensorielle ;
- Accompagnement logistique de l'association pour l'organisation et le bon déroulement de la journée du 5 juillet 2025 ;
- Prise en charge des deux résidences citées précédemment ainsi que des frais de déplacements Cagnes-sur-Mer/Grasse dans la limite prévue à l'article 5 de la présente ;

AR Prefecture
006-200039857-20250328-DP2025_054-AU
Reçu le 04/04/2025
Publié le 04/04/2025

Article 4 : Le public visé

L'association et son intervenante, s'engagent à réaliser les actions mentionnées à l'article 3 auprès des enfants et professionnels des crèches citées ainsi qu'à organiser la journée du 5 juillet et ce en partenariat avec les Musées de Grasse dans le cadre de leurs actions EAC.

Article 5 : Modalités financières

L'enveloppe de 2 000 € (deux mille euros) a été attribuée pour couvrir tous les frais relatifs à ce projet, y compris les honoraires des intervenants.

L'association « Cie Be » s'engage à prendre en charge le paiement des charges sociales et fiscales.

L'association est soumise à la TVA (5,5%).

Le règlement sera versé à l'association « Cie Be » par mandat administratif dans les 30 jours après réception de la facture qui sera éditée à l'issue de la prestation.

Destinataire et adresse de facturation :
Communauté d'agglomération du Pays de Grasse –
57 avenue Pierre Sémard - 06131 Grasse Cedex - 06130 Grasse

Information importante : **À compter du 1er janvier 2020, la transmission des factures sous forme dématérialisée sur le portail Chorus Pro est obligatoire**

Article 6 : Avenant à la convention

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant.

Article 7 : Assurances

Chacune des parties devra justifier dans le cadre de cette convention qu'elle est couverte par une assurance responsabilité pour tous les risques de son fait ou de celui de ses préposés ou participants en lien avec l'exécution de la présente convention et couvrant tous les dommages matériels ou corporels pouvant en résulter.

Article 8 : Résiliation

Faute d'exécution de leurs obligations respectives par l'une des parties, et quinze jours après l'envoi d'une mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception restée sans réponse, la présente convention sera résiliée de plein droit, aux torts et griefs de la partie défaillante.

La présente convention se trouvera également suspendue ou annulée de plein droit et sans indemnité d'aucune sorte, dans tous les cas reconnus de force majeure par la loi et la jurisprudence. Il en est de même si les actions ne pouvaient avoir lieu en raison des mesures gouvernementales prises pour lutter contre le COVID-19 ou dans le cas où l'état

AR Prefecture
006-200039857-20250328-DP2025_054-AU
Reçu le 04/04/2025
Publié le 04/04/2025

de santé de l'artiste justifié par arrêt maladie, ne lui permettrait pas d'assurer ses interventions sur la durée de la présente convention.

En cas d'empêchement pour cause de COVID-19 ou d'arrêt maladie, les parties s'engagent à reporter l'exécution de la présente convention ou à procéder au remplacement de l'artiste désigné, donnant lieu à la signature d'un avenant.

En dehors des cas de force majeure, la convention peut être dénoncée à tout moment avec un délai de prévenance de deux mois, à l'initiative de l'une ou l'autre des parties, par lettre recommandée avec accusé de réception.

La résiliation de la convention ne donnera lieu à aucun versement d'indemnité d'aucune sorte.

Article 9 : Litiges

Le présent contrat est régi par la loi française.

En cas de différend sur l'interprétation ou l'exécution du présent contrat, chaque partie s'efforcera de trouver, de bonne foi un accord. La partie souhaitant mettre en œuvre le processus de négociation devra en informer l'autre partie par Lettre Recommandée avec Accusé de Réception (LRAR) en indiquant les éléments du différend.

A défaut d'accord trouvé dans un délai de deux mois à compter de la réception de la LRAR par la partie concernée, le litige sera porté devant les juridictions compétentes.

Article 10 : Élection de domicile

Pour l'application de la présente convention, les parties déclarent faire élection de domicile en leur adresse respective, telle qu'indiquée en page 1 de la présente convention.

Fait en 2 exemplaires à Grasse, le :

Pour la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse

Le Président,

Jérôme VIAUD

Maire de Grasse

Vice-président du Conseil départemental des Alpes-Maritimes

Pour l'association Cie Be

La Présidente,

Valérie GAUCHER

AR Prefecture
006-200039857-20250328-DP2025_055-AU
Reçu le 04/04/2025
Publié le 04/04/2025

pays de Grasse
communauté d'agglomération

REPUBLIQUE FRANÇAISE
DEPARTEMENT
DES ALPES-MARITIMES

DECISION DU PRESIDENT
N° DP2025_055

Objet : Conclusion d'une convention de partenariat entre la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse pour le Musée International de la Parfumerie et Madame Sofia GALI dans le cadre du label 100 % EAC

Le Président de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse

Vu Les articles L.5211-1 et L.5211-2 du Code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération DL2024_001 du 22 février 2024 de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse par laquelle le conseil communautaire a délégué au président certaines de ses attributions conformément à l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;

Considérant qu'au titre de sa mission de médiation culturelle et de valorisation du patrimoine artistique et olfactif, le projet « Fragonard en Images » s'inscrit dans le cadre du label 100 % EAC et s'adresse à un public hors temps scolaire, d'enfants et d'adolescents ;

Considérant que le Musée International de la Parfumerie souhaite, cette année, collaborer avec Madame Sofia GALI dans le cadre du projet avec les enfants de 8 à 12 ans du Haut-Pays de Grasse, inscrits dans les Accueils Collectifs de Mineurs (ACM) du service jeunesse de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse ;

Considérant qu'il convient de signer une convention qui règlera les modalités de partenariat entre la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse et Madame Sofia GALI ;

DECIDE

Article 1 : La signature d'une convention de partenariat ci-après annexée, entre la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse et Madame Sofia GALI ;

Article 2 : Une participation financière à hauteur de 3 500 euros TTC pour la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse qui servira à régler forfaitairement les frais relatifs à ce projet, y compris les honoraires de l'intervenante ;

Article 3 : Un partenariat conclu à compter de la signature des parties jusqu'à l'aboutissement du projet en juillet 2025.

Fait à Grasse, le 28 mars 2025

Le Président,

Pays de Grasse

Jérôme VIAUD
Maire de Grasse
Vice-président du Conseil départemental
des Alpes-Maritimes

AR Prefecture
006-200039857-20250328-DP2025_055-AU
Reçu le 04/04/2025
Publié le 04/04/2025

Annexe à la DP2025_055

Musée International de la Parfumerie

Convention de partenariat entre la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse pour le Musée International de la Parfumerie et l'auteure, illustratrice Sofia Gali et dans le cadre du projet « Fragonard en images »

Entre les soussignés :

La Communauté d'agglomération du Pays de Grasse, ayant son siège social à Grasse (06130), au 57 Avenue Pierre Sémard, identifiée sous le N° SIRET 200 039 857 000 12, représentée à l'acte par M. Jérôme VIAUD, son Président, agissant au nom et pour le compte de ladite communauté d'agglomération en vertu de la décision n° DP2025_XXX prise en date du XXXXXX 2025 et visée en préfecture de Nice le XXXXXX 2025

Dénommée ci-après « **La CAPG** »

d'une part,

et

Madame **Sofia Gali**, auteure illustratrice identifiée sous le numéro de SIRET 823 207 618 00013, dont le siège social est situé au 30 rue Parmentier à Nice (06100), agissant pour son propre compte

Dénommée ci-après « **l'intervenant** »

d'autre part,

Ci-après désignées ensemble « **les parties** »,

PREAMBULE

Le Musée International de la Parfumerie, au sein de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse, est labellisé Musée de France. Il dispose d'une direction des publics et de la programmation culturelle qui propose des actions de qualité participant à une politique inclusive pour tous les publics en situation spécifique ou pas.

Dans le cadre de sa mission de médiation culturelle et de valorisation du patrimoine artistique et olfactif, le Musée International de la Parfumerie (MIP), en partenariat avec le service jeunesse et sport de la CAPG, souhaite initier un projet d'éducation artistique et culturelle (EAC) à destination des enfants de 8 à 12 ans du haut pays de Grasse, inscrits dans les Accueils Collectifs de Mineurs (ACM) du service jeunesse de la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse (CAPG).

AR Prefecture
006-200039857-20250328-DP2025_055-AU
Reçu le 04/04/2025
Publié le 04/04/2025

Le projet « Fragonard en Images »

Intitulé *« Fragonard en images »*, ce projet se déroulera du 15 au 25 juillet 2025 et comprendra onze séances d'ateliers artistiques. Il offrira aux participants une initiation à la création et à l'illustration, en écho à l'exposition temporaire du Musée International de la Parfumerie (MIP), *« Fragonard, les traits du génie »*. Cette rétrospective rend hommage à Jean-Honoré Fragonard, figure emblématique du patrimoine grassois, à travers une sélection de dessins issus des collections du musée du Louvre.

Pour mener à bien cette initiative, le MIP s'associe à Sofia Galli, auteure et illustratrice, qui guidera les enfants dans la pratique artistique. Ceux-ci exploreront différentes techniques – dessin au crayon, pastel sec et gras, aquarelle et illustration au stylo – afin de créer un livret illustré personnel, inspiré de la vie et de l'œuvre de Fragonard ainsi que des collections olfactives du musée.

Cette collaboration illustre l'engagement du MIP et de la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse (CAPG) en faveur de l'éducation artistique et culturelle, dans le cadre du label *100 % EAC*.

Il est convenu ce qui suit :

Article 1 : Objet

La présente convention fixe les conditions dans lesquelles les deux parties collaborent autour du projet « Fragonard en images ».

Article 2 : Durée et résiliation de la convention

La convention prend effet dès sa signature par les parties et prendra fin à l'issue du projet le 25 juillet 2025.

Article 3 : Engagements des parties

Les parties se reconnaissent le droit mutuel à communiquer la présente convention aux autorités administratives en tant que de besoin.

Article 3.1 Engagements de l'intervenante

- L'intervenante Sofia Gali s'engage à intervenir auprès des jeunes inscrits à l'Accueil Collectif de Mineur (ACM) de la ville de Séranon et de la ville de Saint-Vallier-de-Thiey.
- Les interventions de Sofia Gali au Musée International de la Parfumerie et en dehors du musée, représentent 30 heures.
- La restitution du projet au public dans leur lieu collectif de vie respectif en présence de l'intervenante et des jeunes et de leur famille, est prévue le vendredi 25 juillet 2025 pour les enfants des deux structures.

AR Prefecture
006-200039857-20250328-DP2025_055-AU
Reçu le 04/04/2025
Publié le 04/04/2025

Article 3.2 Engagements de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse - Musée International de la Parfumerie (MIP)

Elle organise et prend en charge financièrement les actions suivantes :

- Coordination et accompagnement du groupe de jeunes et de l'intervenante par des médiateurs et médiatrices culturels de la Direction des publics et de la programmation culturelle des Musées de Grasse.
- Ateliers de médiation culturelle, visite au MIP par les médiateurs et médiatrices de la Direction des publics et de la programmation culturelle des Musées de Grasse auprès des jeunes et de l'intervenante durant toutes les séances.
- Mise à disposition des salles de musée durant les ateliers.
- Les honoraires de l'artiste.

Article 4 : Modalités financières.

L'enveloppe de 3500 € (trois mille cinq cents euros) a été attribuée pour couvrir forfaitairement tous les frais relatifs à ce projet, y compris les honoraires de l'intervenante Sofia Gali.

L'intervenante s'engage à prendre en charge le paiement des charges sociales et fiscales.

« L'intervenante n'est pas soumise à la TVA ».

Le règlement sera versé à Sofia Gali par mandat administratif dans les 30 jours après réception de la facture qui sera éditée à l'issue de la prestation en juillet 2025.

Destinataire et adresse de facturation :
Communauté d'agglomération du Pays de Grasse –
57 avenue Pierre Sémard - 06131 Grasse Cedex - 06130 Grasse

Information importante : **La transmission des factures sous forme dématérialisée sur le portail Chorus Pro est obligatoire**

Article 5 : Avenant à la convention

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant.

Article 6 : Assurances

Chacune des parties devra justifier dans le cadre de cette convention qu'elle est couverte par une assurance responsabilité pour tous les risques de son fait ou de celui de ses préposés ou participants en lien avec l'exécution de la présente convention et couvrant tous les dommages matériels ou corporels pouvant en résulter.

Article 7 : Résiliation

Faute d'exécution de leurs obligations respectives par l'une des parties, et quinze jours après l'envoi d'une mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception

AR Prefecture
006-200039857-20250328-DP2025_055-AU
Reçu le 04/04/2025
Publié le 04/04/2025

restée sans réponse, la présente convention sera résiliée de plein droit, aux torts et griefs de la partie défaillante.

La présente convention se trouvera également suspendue ou annulée de plein droit et sans indemnité d'aucune sorte, dans tous les cas reconnus de force majeure par la loi et la jurisprudence. Il en est de même si les actions ne pouvaient avoir lieu en raison des mesures gouvernementales prises pour lutter contre le COVID-19 ou autre épidémie ou dans le cas où l'état de santé de l'artiste justifié par arrêt maladie, ne lui permettrait pas d'assurer ses interventions sur la durée de la présente convention.

En cas d'empêchement pour cause de COVID-19 ou autre épidémie ou d'arrêt maladie, les parties s'engagent à reporter l'exécution de la présente convention ou à procéder au remplacement de l'artiste désigné, donnant lieu à la signature d'un avenant.

En dehors des cas de force majeure, la convention peut être dénoncée à tout moment avec un délai de prévenance de deux mois, à l'initiative de l'une ou l'autre des parties, par lettre recommandée avec accusé de réception.

La résiliation de la convention ne donnera lieu à aucun versement d'indemnité d'aucune sorte

<u>Article 8</u> : Litiges

Le présent contrat est régi par la loi française.

En cas de différend sur l'interprétation ou l'exécution du présent contrat, chaque partie s'efforcera de trouver de bonne foi un accord. La partie souhaitant mettre en œuvre le processus de négociation devra en informer l'autre partie par Lettre Recommandée avec Accusé de Réception (LRAR) en indiquant les éléments du différend.

A défaut d'accord trouvé dans un délai de deux mois à compter de la réception de la LRAR par la partie concernée, le litige sera porté devant les juridictions compétentes.

<u>Article 9</u> : Élection de domicile

Pour l'application de la présente convention, les parties déclarent faire élection de domicile en leur adresse respective, telle qu'indiquée en page 1 de la présente convention.

Fait en 2 exemplaires à Grasse,

Pour la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse

Le Président,

Jérôme VIAUD

Maire de Grasse

Vice-président du Conseil départemental des Alpes-Maritimes

Sofia Gali

Auteure illustratrice

AR Prefecture
006-200039857-20250328-DP2025_056-AU
Reçu le 04/04/2025
Publié le 04/04/2025

Pays de Grasse
communauté d'agglomération

REPUBLIQUE FRANÇAISE
DEPARTEMENT
DES ALPES-MARITIMES

DECISION DU PRESIDENT N°DP2025_056

Objet : Signature d'une convention en vue de l'exposition temporaire au Musée International de la Parfumerie du 27 juin au 26 octobre 2025 intitulée « *Les Traits du Génie, Dessins du Louvre par Jean-Honoré Fragonard, Alexandre-Évariste Fragonard et Marguerite Gérard* » entre la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse pour le MIP et l'Etablissement public du Musée du Louvre.

Le Président de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse

Vu les articles L.5211-1 et L.5211-2 du code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération DL2024_001 du 22 février 2024 de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse par laquelle le conseil communautaire a délégué au président certaines de ses attributions conformément à l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;

Considérant que la conservation des Musées de Grasse organise une exposition estivale 2025 au Musée International de la Parfumerie intitulée « *Les Traits du Génie. Dessins du Louvre par Jean-Honoré Fragonard, Alexandre-Évariste Fragonard et Marguerite Gérard* », il convient de signer une convention de partenariat avec l'Etablissement public du Musée du Louvre ;

DECIDE

Article 1 : La signature d'une convention de prêt entre la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse et l'Etablissement public du Musée du Louvre ;

Article 2 : D'allouer le budget pour les frais de transport, d'hébergement et de restauration pour maximum trois (3) représentants de l'EPML au vernissage de l'Exposition.

Fait à Grasse, le 28 mars 2025

Le Président,

Jérôme VIAUD
Maire de Grasse
Vice-président du Conseil départemental
des Alpes-Maritimes

AR Prefecture
006-200039857-20250328-DP2025_056-AU
Reçu le 04/04/2025
Publié le 04/04/2025

CONVENTION D'EXPOSITION

Organisée au Musée International de la Parfumerie par la Communauté d'Agglomération du pays de Grasse et le musée du Louvre, Paris

Les Traits du Génie

Dessins du Louvre par Jean-Honoré Fragonard,
Alexandre-Évariste Fragonard et Marguerite Gérard

ENTRE

L'ÉTABLISSEMENT PUBLIC DU MUSÉE DU LOUVRE

Etablissement public à caractère administratif regroupant le musée national du Louvre et le musée national Eugène-Delacroix, conformément aux dispositions du décret n° 92-1338 du 22 décembre 1992 modifié portant création de l'Etablissement public du musée du Louvre
Siret n° 180 046 237 000 12 - APE n°91 03Z
Domicilié Musée du Louvre - 75058 Paris Cedex 01
Représenté par Madame Laurence des Cars, sa Présidente-directrice, ayant tous pouvoirs à l'effet des présentes

Ci-après dénommé l' « **EPML** »

D'UNE PART,

ET

LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DU PAYS DE GRASSE

Etablissement public
57, Avenue Pierre Sémard, 06130 Grasse
Représentée par son Président, Monsieur Jérôme VIAUD, ayant tous pouvoirs à l'effet des présentes

Ci-après dénommé la « **CAPG** »

D'AUTRE PART,

AR Prefecture
006-200039857-20250328-DP2025_056-AU
Reçu le 04/04/2025
Publié le 04/04/2025

L'EPML et la CAPG sont ci-après dénommés collectivement les « **Parties** » et individuellement une « **Partie** ».

ÉTANT PRÉALABLEMENT EXPOSÉ QUE

Conformément au décret n° 92-1338 du 22 décembre 1992 modifié, l'EPML a notamment pour mission de conserver, protéger, restaurer pour le compte de l'Etat et présenter au public les œuvres des collections inscrites sur les inventaires du musée du Louvre et du musée national Eugène-Delacroix et des œuvres déposées dans le jardin des Tuileries ; d'assurer dans les musées et jardins qu'il regroupe, et par tout moyen approprié, l'accueil du public le plus large, d'en développer la fréquentation, de favoriser la connaissance de ses collections, de mettre en œuvre des actions d'éducation et de diffusion visant à assurer l'égal accès de tous à la culture ; d'assurer l'étude scientifique de ses collections ; de concourir à l'éducation, la formation et la recherche dans le domaine de l'histoire de l'art, de l'archéologie et de la muséographie et de gérer un auditorium.

Pour l'accomplissement de ses missions, l'EPML coopère avec les collectivités publiques et les organismes de droit public ou de droit privé, français ou étrangers, poursuivant des objectifs répondant à sa vocation. Dans le cadre de l'exercice de ses missions scientifiques statutairement définies, l'EPML organise ou collabore à l'organisation d'expositions temporaires permettant la présentation d'œuvres au public.

Il est précisé que l'EPML inscrit son action en matière d'exposition temporaires dans un cadre éco-responsable. Pour ce faire l'établissement a pris des dispositions dans la mise en application des principes de l'éco-conception, notamment concernant les possibilités de réemploi de matériel scénographique. Par ailleurs, l'EPML privilégie, dans la mesure du possible, des solutions de transport des personnes et des œuvres les moins impactantes sur le plan environnemental, par la limitation et la mutualisation des convoiements d'œuvres.

Reconnu d'intérêt communautaire, le Musée International de la Parfumerie (MIP) a été transféré au Pôle Azur Provence à compter du 1er juillet 2009 puis à la CAPG lors de sa création le 1er janvier 2014. Labellisé Musée de France, le Musée International de la Parfumerie organise chaque année une exposition temporaire en collaborant avec d'autres musées, institutions publique, prêteurs privés.

L'EPML et la CAPG souhaitent collaborer à l'organisation d'une exposition qui ambitionne de présenter aux habitants de la région grassoise et aux nombreux touristes de passage l'œuvre de la famille Fragonard, à travers des dessins de Jean-Honoré Fragonard et de sa famille, assez peu connus par le public de la Côte d'Azur, malgré l'origine grassoise du peintre.

L'exposition se tiendra à Grasse du 27/06/2025 au 26/10/2025.

La présente convention a pour objet de préciser les modalités et conditions d'organisation de l'exposition qui se tiendra au Musée International de la Parfumerie.

AR Prefecture
006-200039857-20250328-DP2025_056-AU
Reçu le 04/04/2025
Publié le 04/04/2025

Le présent préambule fait partie intégrante de la présente convention et ne saurait en être dissocié.

CECI ÉTANT EXPOSÉ, IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1. OBJET DE LA CONVENTION

1.1 La présente convention (ci-après dénommée la « **Convention** ») a pour but de fixer les modalités et conditions de la collaboration entre les Parties pour l'exposition temporaire suivante organisée par et sous la responsabilité de la CAPG :

- **Titre de l'exposition :** exposition provisoirement intitulée « Dessins de Fragonard » (ci-après dénommée l' « **Exposition** »)

- **Liste des œuvres :** une liste provisoire de l'ensemble des œuvres exposées dans le cadre de l'Exposition, y compris les œuvres prêtées par l'EPML, (ci-après les « **Œuvres** ») est annexée à la Convention (Annexe 1).

- **Commissariat :** le commissariat de l'Exposition est assuré par Xavier Salmon, Conservateur, Directeur du Département des Arts Graphiques du musée du Louvre, et Olivier Quiquempois, Conservateur en Chef, Directeur des Musées de Grasse, ci-après dénommés collectivement les « **Co-Commissaires** », ou individuellement « **Co-Commissaire** ».

- **Dates et lieu de l'Exposition :** Musée International de la Parfumerie, 2 Boulevard du Jeu de Ballon - 06130 Grasse, du 27/06/2025 au 26/10/2025. La date prévisionnelle du vernissage est fixée au 26/06/2025.

- **Droits d'entrée** : si l'entrée à l'Exposition est payante, le montant des droits d'entrée et les conditions tarifaires (gratuité, tarif réduit) devront être communiqués à l'EPML au plus tard trois (3) mois avant l'inauguration de l'Exposition.

- **Calendrier** : un calendrier prévisionnel détaillant toutes les phases du projet est annexé à la Convention (Annexe 2). Tout changement sera défini d'un commun accord écrit entre les Parties (y compris par échange de courriels).

ARTICLE 2. ENGAGEMENTS DES PARTIES

2.1 Approbation officielle et conjointe des Parties

L'approbation officielle et conjointe des Parties est requise pour la validation :

- du projet scientifique de l'Exposition ;
- de la liste définitive des Œuvres incluant les œuvres prêtées par l'EPML ;

AR Prefecture
006-200039857-20250328-DP2025_056-AU
Reçu le 04/04/2025
Publié le 04/04/2025

- du titre officiel et définitif de l'Exposition et du catalogue, et ce trois (3) mois au moins avant l'inauguration de l'Exposition ;
- de l'ensemble des éléments relatifs à la conception de l'Exposition, y compris la muséographie ;
- des visuels de l'affiche et de l'invitation à l'Exposition ;
- du contenu du catalogue, des cartels, des contenus de médiation, audioguides et de tout autre support de médiation en lien avec l'exposition, incluant le matériel pédagogique.

Les Parties s'engagent à communiquer par courrier électronique leur avis sur les éléments susvisés dans un délai de sept (7) jours ouvrables à compter de leur réception.

Ces éléments devront être envoyés :

- Pour l'EPML au Co-commissaire, au conseiller pour l'action territoriale de la Présidente-directrice de l'EPML et au chef de projet délégué expositions.
- Pour la CAPG à Olivier Quiquempois, Conservateur en chef, Directeur des musées de Grasse

Les coordonnées de ces interlocuteurs sont précisées en Annexe 3.

Les éventuels soutiens financiers et/ou partenaires seront soumis par la CAPG à l'examen de l'EPML qui ne pourra pas refuser de les approuver sans un motif raisonnable et valable.

2.2 Engagements de la CAPG

La CAPG s'engage à prendre à sa charge matériellement, juridiquement et financièrement les opérations suivantes :

a. Assurer le co-commissariat de l'Exposition, en la personne de Olivier Quiquempois, Conservateur en Chef, directeur des Musées de Grasse ;
b. L'administration des demandes de prêts adressées à l'ensemble des prêteurs, y compris à l'EPML ;
c. La totalité des coûts de l'Exposition, exceptés ceux pris en charge par l'EPML tels que définis à l'article 2.3 ;
d. La scénographie de l'Exposition. Etant convenu que les plans des différentes phases scénographiques seront adressés à l'EPML pour validation;
e. Le catalogue de l'Exposition, incluant l'obtention et le paiement des droits d'auteur sur les textes et l'iconographie ;
f. Les opérations de montage/démontage et la présentation des Œuvres y compris les œuvres prêtées par l'EPML sauf pour les Œuvres disposant déjà d'un montage existant (voir article « 2.3.e » ci-après)
g. La sécurité des Œuvres y compris des œuvres prêtées par l'EPML et du lieu de l'Exposition ;

AR Prefecture
006-200039857-20250328-DP2025_056-AU
Reçu le 04/04/2025
Publié le 04/04/2025

h. L'assurance « clou à clou » et tous risques des Œuvres y compris des œuvres prêtées par l'EPML (séjours et transports intermédiaires compris) selon les exigences et valeurs agréées fixées par les prêteurs ;
i. La fabrication ou l'adaptation de caisses pour les Œuvres y compris les œuvres prêtées par l'EPML ;
j. L'emballage des Œuvres, y compris des œuvres prêtées par l'EPML ;
k. Les transports aller et retour des Œuvres, entre leur lieu de conservation et le site du Musée International de la Parfumerie, y compris pour les œuvres prêtées par l'EPML ;
l. Le stockage des caisses vides pendant la durée de l'Exposition ;
m. Les frais de missions suivants :
    - Missions préparatoires : l'hébergement, les transports aller et retour, en seconde classe, entre Paris et Grasse ainsi que les *per diem* des Co-Commissaires pour la préparation de l'Exposition. La CAPG prendra à sa charge trois (3) voyages au maximum pour les Co-Commissaires, selon les besoins et les étapes d'approbation de l'Exposition, définis par la CAPG et l'EPML. La CAPG financera chacune de ces missions pour une période maximale de trois (3) nuits et quatre (4) jours ;
    - Convoiements : l'hébergement, le transport aller-retour en seconde classe entre Paris et Grasse ainsi que les *per diem* des convoyeurs des Œuvres pour l'installation et le démontage complet de l'Exposition ;
    - Installation des Œuvres et évènements : l'hébergement, le transport aller-retour en seconde classe entre Paris et Grasse ainsi que les *per diem* des Co-Commissaires pendant la période d'installation jusqu'à l'ouverture incluse de l'Exposition au Musée International de la Parfumerie, et pour tout déplacement relatif à une demande de conférence, colloque ou autre événement organisé par la CAPG qui pourrait exiger la présence des Co-Commissaires de l'Exposition ;
    - Vernissage : l'hébergement, le transport aller et retour entre Paris et Grasse ainsi que les *per diem* d'un maximum de trois (3) cadres de l'EPML invités à l'inauguration de l'Exposition. La CAPG prendra à sa charge un voyage d'une durée maximale d'une (1) nuit et deux (2) jours. L'EPML confirmera leur itinéraire avec la CAPG quinze (15) jours au moins avant l'inauguration ;
    - Tous les *per diem* s'élèveront à soixante (60) euros par jour, week-ends inclus et seront remis directement aux Co-Commissaires et aux convoyeurs dès leur arrivée.
n. Le paiement des frais de production ou d'adaptation de tout dispositif vidéo et/ou multimédia de l'Exposition ;
o. La publicité et la promotion de l'Exposition ;
p. L'envoi à l'EPML dans les trois (3) mois suivant la date de clôture de l'Exposition, à ses frais, des éléments détaillés suivants concernant l'Exposition : copies numériques des revues de presse, fréquentation, composition et réception du public, manifestations réalisées dans le cadre de l'Exposition (selon Annexe 4) ;
q. Les programmes éducatifs et culturels relatifs à l'Exposition.

2.3 Engagements de l'EPML

AR Prefecture
006-200039857-20250328-DP2025_056-AU
Reçu le 04/04/2025
Publié le 04/04/2025

2.3.1 Collaboration au projet d'Exposition

L'EPML s'engage à prendre à sa charge matériellement, juridiquement et financièrement les opérations suivantes :

a. Assurer le commissariat de l'Exposition, en la personne de Xavier Salmon, Conservateur, Directeur du Département des Arts Graphiques du musée du Louvre ;
b. Collaborer à la conception et la réalisation de l'Exposition. À ce titre, il prêtera des Œuvres pour la durée de l'Exposition sous réserve de l'accord du service des Musées de France, selon la liste des Œuvres qui sera annexée aux présentes et confirmée dans les conditions spécifiques des prêts ;
c. Aider à la négociation des demandes de prêt avec l'ensemble des prêteurs, avant l'envoi par la CAPG des demandes de prêts officielles ;
d. Rédiger les textes des panneaux et des cartels de l'Exposition. Ces textes seront remis au plus tard deux (2) mois avant le début de l'Exposition ;
e. Fournir les montages et encadrements existants nécessaires à l'installation des Œuvres. Les montages nécessaires à l'installation des Œuvres ont été conçus et fabriqués pour une exposition temporaire tierce, dont la présentation, la sécurité et la production étaient assurées par l'EPML. L'EPML ne sera donc pas tenu pour responsable en cas de dommages causés à des personnes, des œuvres ou des montages pendant la durée du prêt si ces dommages résultent de l'utilisation par la CAPG des montages nécessaires à l'installation des Œuvres ;
f. Collaborer à la scénographie et à la signalétique de l'Exposition par le biais du Commissaire ;
g. Collaborer au catalogue de l'Exposition.
h. Collaborer à la programmation culturelle et à la médiation de l'exposition
i. Participer à la promotion de l'Exposition, en relayant l'information par les différents médias dont l'EPML peut disposer ;

2.3.2 Prêt d'œuvres de l'EPML

Dans le cadre de l'Exposition, sous réserve de l'accord du service des Musées de France, l'EPML s'engage à prêter des œuvres (les « **Œuvres prêtées par l'EPML** ») pour la durée de l'Exposition, selon la liste prévisionnelle figurant en Annexe 5 de la Convention. Une ou plusieurs de ces œuvres pourraient ne pas pouvoir être prêtées pour des raisons de conservation ou de restauration.

Le prêt fait l'objet d'un contrat de prêt spécifique entre les Parties.

L'ensemble des frais relatifs au transport, au convoiement, à la fabrication des caisses, à l'emballage/déballage, à l'assurance « clou à clou », (séjours et transports intermédiaires compris), à l'accrochage/décrochage des Œuvres prêtées par l'EPML, pour l'aller comme pour le retour, est à la charge exclusive de la CAPG. Conformément au contrat de prêt, l'ensemble des opérations de transport (y compris les coordonnées du transporteur) est préalablement approuvé par l'EPML.

AR Prefecture
006-200039857-20250328-DP2025_056-AU
Reçu le 04/04/2025
Publié le 04/04/2025

Les Œuvres prêtées par l'EPML sont prêtées avec leur dispositif d'accrochage, sauf dispositif spécifique réalisé pour les besoins du prêt avec l'accord préalable exprès de l'EPML. Dans ce dernier cas, l'ensemble des frais afférents est à la charge de la CAPG, conformément à l'article 2.2.

ARTICLE 3. CONDITIONS FINANCIERES

Aucun transfert financier ne sera effectué entre la CAPG et l'EPML dans le cadre de la Convention.

ARTICLE 4. REPRODUCTION ET REPRESENTATION DES ŒUVRES

4.1 Pour les photographies des œuvres des collections de l'EPML

La CAPG est informée que les photographies représentant les œuvres des collections de l'EPML sont distribuées et commercialisées par l'agence photographique du GrandPalaisRmn. Les Photographies sont consultables sur la photothèque du GrandPalaisRmn, accessible via le site internet « www.photo.rmn.fr ».

Pour toute commande de documents photographiques ou iconographiques représentant des œuvres des collections de l'EPML, la CAPG devra donc s'adresser au GrandPalaisRmn, dont les coordonnées sont les suivantes :

GrandPalaisRmnPhoto
254-256 rue de Bercy 75577 Paris Cedex 12
Tél : 33 (0) 1 40 13 49 00
E-mail : agence.photo@grandpalaisrmn.fr

La CAPG est autorisée, à titre gratuit, à reproduire et/ou représenter les photographies des œuvres des collections de l'EPML à des fins exclusivement non-commerciales, sous quelque forme que ce soit et sur tout support, notamment pour la médiation autour de l'exposition, sous réserve du respect des mentions visées ci-après.

La CAPG est autorisée, à titre gratuit, à reproduire et/ou représenter les photographies des œuvres des collections de l'EPML pour la réalisation de catalogues ou d'ouvrages dont le nombre d'exemplaires n'excède pas 1 500 exemplaires, rééditions comprises et à condition que le siège de l'éditeur soit situé au sein de l'Union européenne, sous réserve du respect des mentions visées ci-après.

Pour toute exploitation commerciale des photographies d'œuvres des collections de l'EPML, notamment pour la réalisation de catalogues ou d'ouvrages dont le nombre d'exemplaires est supérieur à mille cinq cent (1 500) (rééditions comprises), d'albums, d'audioguides, d'applications mobiles, de films et d'affiches publicitaires, et d'autres productions commerciales en lien avec l'exposition, la CAPG doit se rapprocher du GrandPalaisRmn, qui indiquera à la CAPG les conditions tarifaires et réglementaires de ces exploitations. Dans ce cas, les commandes de photographies feront l'objet d'un accord séparé entre la CAPG et le GrandPalaisRmn qui indiquera notamment les crédits photographiques.

AR Prefecture
006-200039857-20250328-DP2025_056-AU
Reçu le 04/04/2025
Publié le 04/04/2025

La CAPG est autorisée à photographier et/ou filmer, hors de l'EPML, par ses propres moyens ou par l'intermédiaire d'un tiers mandaté par elle, les Œuvres prêtées par l'EPML dans le contexte des installations muséographiques de l'Exposition (sauf manipulations d'œuvres : ouverture de caisse, accrochage, etc.), à condition que ces dites œuvres ne soient pas le sujet unique ou principal de la photographie, du film ou de la vidéo réalisée. Toutes autres photographies, films ou vidéos reproduisant les Œuvres prêtées par l'EPML, est soumis à un accord préalable écrit de l'EPML.

Toute reproduction des Œuvres prêtées par l'EPML, réalisée par la CAPG, devra être transmise à titre gracieux à l'EPML, qui se réserve la possibilité d'utiliser cette photographie, film ou vidéo pour l'ensemble de ses exploitations institutionnelles et pour la durée légale de la protection des droits d'auteur afférents telle que définie par le Code de la propriété intellectuelle, ainsi que par les conventions internationales, actuelles et futures, y compris les cas de prorogation ou extension éventuelle de cette durée.

Toute reproduction et/ou représentation des photographies des œuvres des collections de l'EPML, intégrale ou partielle, devra s'accompagner des mentions particulières indiquées par l'EPML ainsi que des crédits photographiques qui seront communiqués à la CAPG par le GrandPalaisRmn.

Le public reçu dans l'Exposition peut être autorisé à photographier ou à filmer les Œuvres prêtées par l'EPML, pour son usage privé. L'usage des flashes et autres dispositifs d'éclairage, ainsi que de trépieds, perches et autres dispositifs de stabilisation, est prohibé.

Toute reproduction et/ou communication des photographies doit obligatoirement comporter, outre les crédits photographiques, les mentions particulières indiquées par l'EPML.

4.2 Pour les photographies d'œuvres n'appartenant pas aux collections de l'EPML

Pour toute commande de photographie d'œuvres n'appartenant pas aux collections de l'EPML, la CAPG fera les démarches nécessaires auprès des ayants droit ou agences photographiques concernés. Ces commandes feront l'objet de contrats séparés entre la CAPG et les personnes détentrices des droits. Les modalités financières seront définies par les ayants droit ou agences photographiques concernés, et les frais occasionnés seront pris en charge par la CAPG.

ARTICLE 5. CATALOGUE

La CAPG prendra à sa charge l'intégralité des coûts liés à la réalisation du catalogue de l'Exposition et assurera sa distribution pendant l'Exposition.

La CAPG devra prendre en charge, par contrat séparé, la contractualisation et la gestion des droits d'auteurs, notamment des auteurs agents de l'EPML.

La conception du catalogue (mode de présentation des œuvres, définition du sommaire, nombre d'illustrations, pagination, choix des auteurs ...) sera réalisée sous l'autorité scientifique des Co-Commissaires de l'Exposition.

AR Prefecture
006-200039857-20250328-DP2025_056-AU
Reçu le 04/04/2025
Publié le 04/04/2025

ARTICLE 6. COMMUNICATION

6.1 Mentions relatives à l'Exposition

La CAPG s'engage à faire figurer en caractères d'un corps significatif sur tous les supports de communication écrite (dossier de presse, carton d'invitation, éditions papier, pages liminaires du catalogue…), la mention suivante :

« Exposition organisée par le Musée International de la Parfumerie, Grasse, et le musée du Louvre, Paris »

La mention ci-dessus, accompagnée du logo « LOUVRE », devra être utilisée à l'entrée de l'Exposition, dans les documents d'information, de communication et de promotion (y compris en ligne), quel que soit le support, et dans les publications relatives à l'Exposition (catalogue), ainsi que dans les éléments suivants, lorsque cela sera possible :

- La signalétique annonçant l'Exposition (bannières, panneaux, etc.) ;
- Les éditions papier (pages liminaires du catalogue) ou électroniques ;
- L'affichage ;
- Le site Web ;
- Les réseaux sociaux ;
- Les cartons d'invitation ;
- Les dossiers de presse (page institutionnelle dédiée) ;
- Le communiqué de presse.

Pour des raisons de lisibilité, la mention ci-dessus pourra être remplacée par le seul logo ou le logo pourra être remplacé par la mention, selon le cas, sur les affiches, affichettes, bâches extérieures et autres éléments de signalétique.

Concernant le logo de l'EPML, seul un simple droit d'usage est concédé à titre gratuit et de façon non exclusive, pour la durée de l'Exposition et sur les seuls supports mentionnés ci-dessus. Il est convenu que l'EPML conserve l'entière propriété des droits exclusifs d'usage et d'exploitation de l'ensemble des signes le distinguant.

Tous les supports d'information, de communication et de promotion relatifs à l'Exposition doivent être validés par la direction des relations extérieures et de la communication de l'EPML (contact : Gabrielle.Baraud@louvre.fr). Ce dernier devra répondre à la CAPG dans un délai de cinq (5) jours ouvrés à compter de la réception desdits documents.

6.2 Mentions relatives aux Co-Commissaires

Les noms et titres des Co-Commissaires de l'Exposition devront être mentionnés dans les documents publicitaires pertinents tels que les dossiers et communiqués de presse et dans le catalogue de l'Exposition.

6.3 Communication sur les partenaires de la CAPG

AR Prefecture
006-200039857-20250328-DP2025_056-AU
Reçu le 04/04/2025
Publié le 04/04/2025

La CAPG ainsi que les autres partenaires qu'il aura éventuellement agréés pourront faire état de leur acte de partenariat à des fins de communication dans le monde entier, sous réserve du respect des droits de propriété intellectuelle.
L'EPML devra au préalable avoir donné son accord sur tous les projets des partenaires de la CAPG en matière de communication. Cependant, cette approbation ne devra pas être réservée sans raison valable.

ARTICLE 7. INVITATIONS ET SERVICES GRATUITS

7.1 Invitations

La CAPG enverra à l'EPML, à ses frais exclusifs, au plus tard deux (2) semaines avant l'inauguration de l'Exposition, quinze (15) invitations à l'inauguration de l'Exposition.

La CAPG adressera directement une invitation à la Présidente-directrice du Louvre.

La CAPG s'engage à offrir cinquante (50) laissez-passer pour l'Exposition à l'EPML.

La CAPG invitera un maximum de trois (3) représentants de l'EPML au vernissage de l'Exposition. Les frais de déplacement et d'hébergement ainsi que les indemnités journalières des représentants de l'EPLM seront à la charge de la CAPG, comme indiqué à l'article 2.2.

L'EPML fournira à la CAPG, au plus tard quinze (15) jours à l'avance, la liste des adresses électroniques des personnes auxquelles il souhaite que soient envoyées des invitations.

7.2 Catalogues gratuits

La CAPG enverra à l'EPML, dans les six (6) semaines suivant la date d'ouverture de l'Exposition, à ses frais : quarante (40) exemplaires du catalogue, à l'adresse suivante :

Musée du Louvre
Direction des Expositions et des Editions (DEE), Service des Expositions et des Prêts (SEP)
Gabrielle Baraud
75058 Paris Cedex 01

Il est convenu entre les Parties que la CAPG enverra les exemplaires du catalogue directement aux auteurs et/ou ayants droit, comme indiqué dans les contrats d'auteur.

ARTICLE 8. PRODUITS DERIVES

Toute édition et commercialisation de produits dérivés reproduisant le nom de l'EPML, sa marque, son logo et/ou son image, ainsi que tout produit reproduisant les Œuvres prêtées par l'EPML et destinés à la vente au public, devra faire l'objet d'autorisations préalables de l'EPML par voie

AR Prefecture
006-200039857-20250328-DP2025_056-AU
Reçu le 04/04/2025
Publié le 04/04/2025

d'accord séparé. La CAPG devra fournir à l'EPML les propositions de produits dérivés à minima trois (3) mois avant le début de l'Exposition pour validation. Dès l'obtention d'une validation définitive, un contrat séparé devra être mis en place entre la CAPG et l'EPML, définissant notamment les conditions financières d'une telle exploitation commerciale.

ARTICLE 9. RAPPORT D'ACTIVITE

La CAPG remettra à l'EPML au plus tard trois (3) mois après la fin de l'Exposition, un rapport global sur l'Exposition. Ce rapport comprendra notamment les éléments suivants :

- Nombre d'entrées à l'Exposition ;
- Tarifs pratiqués ;
- Revues de presse nationale et internationale ;
- L'Annexe 4 complétée (données de fréquentation et de composition des publics de l'Exposition).

ARTICLE 10. DURÉE

La Convention prend effet à compter de sa date de signature pour la durée de l'Exposition et jusqu'à complète exécution des obligations des Parties.

ARTICLE 11. ITINERANCE

Cette exposition pourra faire l'objet d'itinérances après sa présentation au Musée international de la Parfumerie.

Le rôle de la CAPG et du musée du Louvre dans l'exposition initiale devra alors être mentionné dans les supports de communication des autres expositions.

ARTICLE 12. RÉSILIATION

En cas de non-respect par l'une ou l'autre des deux Parties d'une quelconque de ses obligations définies dans la Convention, et cinq (5) jours ouvrés après réception par la Partie défaillante d'une lettre recommandée avec avis de réception de mise en demeure de s'exécuter restée sans effet, la Partie lésée pourra résilier de plein droit ladite Convention par lettre recommandée avec avis de réception sans qu'il soit besoin pour cela d'accomplir aucune formalité judiciaire et ce, sans préjudice d'une éventuelle action en dommages et intérêts, étant précisé que si la sécurité et la conservation des Œuvres sont en péril, le délai de mise en demeure est ramené à vingt-quatre (24) heures.

Toute résiliation de la Convention ne saurait affecter les droits et engagements de l'une ou l'autre des Parties consentis ou exercés avant la date de résiliation anticipée concernée.

ARTICLE 13. FORCE MAJEURE

AR Prefecture
006-200039857-20250328-DP2025_056-AU
Reçu le 04/04/2025
Publié le 04/04/2025

En cas de survenance d'un cas de force majeure (étant indiqué que la force majeure doit être extérieure aux Parties, imprévisible et irrésistible), les Parties conviennent que chacun des engagements souscrits au titre de la Convention pourra être exécuté à une date ultérieure.

Dans cette hypothèse, aucune des Parties ne pourra solliciter de l'autre le versement d'une indemnité quelconque.

ARTICLE 14. LITIGE, INTERPRÉTATION, JURIDICTION COMPÉTENTE ET LOI APPLICABLE

Pour toute contestation qui s'élèverait à l'occasion de l'interprétation ou de l'exécution de la Convention les Parties conviennent, avant de porter le litige devant le tribunal compétent, de rechercher à l'amiable le règlement de toutes difficultés.

En cas d'échec de la négociation amiable, attribution de juridiction est donnée aux tribunaux compétents de Paris.

Tout litige portant sur l'interprétation, l'exécution, la validité ou la cessation de la Convention ou d'une obligation en découlant ou y relative sera soumis au droit français

AR Prefecture
006-200039857-20250328-DP2025_056-AU
Reçu le 04/04/2025
Publié le 04/04/2025

ARTICLE 15. ANNEXES A LA CONVENTION

Sont annexés à la Convention et en font partie intégrante, les documents ci-après énumérés :

- Annexe 1 : liste provisoire globale des œuvres exposées dans le cadre de l'Exposition
- Annexe 2 : calendrier prévisionnel
- Annexe 3 : coordonnées des interlocuteurs
- Annexe 4 : données de fréquentation et de composition des publics de l'Exposition
- Annexe 5 : liste prévisionnelle des œuvres prêtées par l'EPML

Fait à Paris, en deux (2) exemplaires originaux, le

Communauté d'agglomération du Pays de Grasse Jérôme Viaud Président Maire de Grasse Vice-Président du Conseil départemental des Alpes-Maritimes	**Etablissement public du Musée du Louvre** Laurence des Cars Présidente-directrice

AR Prefecture
006-200039857-20250331-DP2025_057-AU
Reçu le 04/04/2025
Publié le 04/04/2025

Pays de Grasse
communauté d'agglomération

REPUBLIQUE FRANÇAISE
DEPARTEMENT
DES ALPES-MARITIMES

DECISION DU PRESIDENT N°DP2025_057

Objet : Convention de partenariat entre la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse et la société ACTION

Le Président de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse

Vu la délibération DL2024_001 du 22 février 2024 de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse par laquelle le conseil communautaire a délégué au président certaines de ses attributions conformément à l'article L5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;

Vu les statuts en vigueur de la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse ;

Considérant que la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse s'est dotée d'une structure nommée « Grasse campus » assurant l'interface entre les université et écoles représentées d'une part, et les entreprises et la population du territoire d'autre part ;

Considérant que pour l'exercice de ses missions, « Grasse campus » souhaite faciliter et participer à un partenariat avec la société ACTION en vue de favoriser et développer l'alternance auprès des étudiants de Grasse Campus ;

DECIDE

Article 1 : La signature d'une la convention de partenariat entre la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse et la société Action, ci-annexée ;

Article 2 : La conclusion de cette convention de partenariat sans contrepartie financière ;

Article 3 : De conclure la convention pour une durée de trois ans à compter de la date de signature.

Fait à Grasse, le 31 mars 2025

Le Président,

Jérôme VIAUD
Maire de Grasse
Vice-président du Conseil départemental
des Alpes-Maritimes

AR Prefecture
006-200039857-20250331-DP2025_057-AU
Reçu le 04/04/2025
Publié le 04/04/2025

Convention de Partenariat

Entre d'une part :

La Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse, identifiée sous le numéro SIRET 200 039 857 000 12, dont le siège se trouve 57 avenue Pierre Sémard 06130 GRASSE et représentée par son Président en exercice, Monsieur Jérôme VIAUD, agissant au nom et pour le compte de ladite Communauté d'Agglomération, habilité à signer les présentes par la décision n°DP2025_ XXX en date du XX/XX/XXXX visée préfecture de Nice le XX/XX/XXXX.

Dénommée ci-après « **CAPG** »

Et d'autre part,

La société ACTION France, société par actions simplifiées, ayant son siège social : 11 Rue de Cambrai, 75019 Paris, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Pais sous le numéro 753 308 238, représentée par Madame BELMONDO Tracey, en vertu d'un pouvoir établi par Monsieur LEOBET Fabrice, Directeur des Ressources Humaines de la société ACTION France SAS.

Ci-après dénommée **« L'Entreprise »**

AR Prefecture
006-200039857-20250331-DP2025_057-AU
Reçu le 04/04/2025
Publié le 04/04/2025

PREAMBULE

La communauté d'agglomération du Pays de Grasse s'est dotée d'un service du Développement de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche (DESR) pilotant une structure assurant l'interface entre les universités et écoles représentées d'une part, et les entreprises et la population du territoire d'autre part : Grasse Campus.

Grasse Campus est un pôle multisite de l'enseignement supérieur qui regroupe l'offre de formations diplômantes ainsi que les activités connexes destinées à faciliter la vie étudiante sur le territoire.
En tant que campus territorial, Grasse Campus :

- administre les dispositifs imaginés en faveur du développement de l'enseignement supérieur et de la recherche ;
- assure la coordination entre les établissements hôtes du campus incluant l'élaboration et l'organisation de séminaires, colloques et rencontres ;
- organise, coordonne et pilote des actions, services et animations à destination du public étudiant ;
- conçoit et met en place la communication du campus en France et à l'international en lien avec la communication du territoire.

La communauté d'agglomération du Pays de Grasse dans le cadre de sa compétence Enseignement Supérieur et Recherche soutient le développement des initiatives permettant les interactions entre les établissements-hôtes de Grasse Campus et le tissu économique et industriel du territoire.

Action est une enseigne néerlandaise de distribution à bas prix, fondée en 1993 aux Pays-Bas. Spécialisée dans la vente de produits de grande consommation à prix réduits, elle s'est rapidement imposée comme l'une des principales enseignes de hard discount en Europe, grâce à un modèle commercial axé sur l'efficacité et l'accessibilité des produits. Elle compte plus de 800 magasins en France et s'est implantée en 2023 à Grasse. Elle est l'enseigne préférée des Français pour la deuxième année consécutive.

Chiffres clés :
Nombre de magasins : Action compte plus de 2 900 magasins répartis dans 12 pays européens, dont les Pays-Bas, la Belgique, la France, l'Allemagne, l'Autriche, la Pologne, l'Espagne, l'Italie et le Luxembourg.
Nombre de salariés : L'enseigne emploie aujourd'hui environ 50 000 personnes à travers ses différents marchés.
Chiffre d'affaires : Action enregistre un chiffre d'affaires annuel supérieur à 7 milliards d'euros, témoignant de son succès et de son modèle économique très performant.

Politique RH de l'enseigne :
Plus de 79 000 personnes de 151 nationalités différentes travaillent actuellement chez Action et ce nombre augmente chaque jour. Une importance capitale est accordée aux collaborateurs, avec « notre formule Action », l'entreprise veille à ce qu'ils se sentent bien au travail. L'année dernière, plus de 3500 employés ont été promus à de nouveaux postes plus stimulants. « Action Academy » permet également aux employés de suivre des formations diverses, de la sécurité au travail à l'utilisation de systèmes en passant par l'acquisition de compétences de leadership.

AR Prefecture
006-200030857-20250331-DP2025_057-AU
Reçu le 04/04/2025
Publié le 04/04/2025

Article 1 : Objet de la convention

La présente convention a pour objet de définir et d'organiser le partenariat entre la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse via sa structure Grasse Campus et **L'Entreprise** conformément aux actions exposées ci-dessous afin de favoriser et développer l'alternance auprès des étudiants de Grasse Campus.

Article 2 : Programme d'Actions Partenariales

2.1 Communication :

- Invitation aux évènements organisées par **L'Entreprise**.

2.2 Professionnalisation et accès aux étudiants :

Les actions suivantes pourraient être menées par l'entreprise :

- Intervention de professionnels de **L'Entreprise** dans des formations ou lors de conférences afin d'informer et de faciliter l'insertion professionnelle des étudiant(e)s ;
- Apport de l'expertise de **L'Entreprise** sur la professionnalisation des formations et leur maintien en phase avec l'évolution des métiers ;
- Propositions d'offres d'emploi CDD, job d'été ;
- Propositions d'offres de stage, d'alternance : contrat d'apprentissage ou de professionnalisation ;
- Visites de sites ;
- Conférence Découverte ou Journée Partenaires ;
- Participation au Forum de recrutement (Job Dating, forum de l'emploi) ;
- Implication de Grasse Campus et des étudiants sur certains évènements coorganisés par **L'Entreprise** ;
- Proposition de projets tutorés pour les étudiants.

Article 3 : Comité de Pilotage

Le Comité de Pilotage a pour rôle de veiller au bon fonctionnement du partenariat et à son développement. Il valide les actions à mettre en œuvre, dresse un bilan général de l'état d'avancement des actions engagées, conserve l'historique et propose l'orientation des actions futures.

Le cas échéant, il peut s'adjoindre des experts en fonction des thématiques traitées ou des représentants des établissements hôtes en cas d'actions réalisées ou de projets à venir. Le Comité de Pilotage se réunit au moins une fois par an et est constitué d'au moins un membre de chaque partie, désigné comme Responsable du présent Accord au sein de son organisation.

A la date de signature de l'accord, les membres désignés pour participer au **Comité de Pilotage** sont :

Grasse Campus	• Laurence Maussang, Directrice du Développement de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche - Grasse Campus
Entreprise	• Tracey BELMONDO, Responsable des Ressources Humaines Sénior • Léo ETOC, Coordinateur Alternance

AR Prefecture
006-200030857-20250331-DP2025_057-AU
Reçu le 04/04/2025
Publié le 04/04/2025

Article 4 : Communication Interne et Externe
Aucune communication concernant le partenariat, qu'elle soit interne ou externe, ne peut être diffusée sans l'approbation préalable et explicite de toutes les parties impliquées

À cet effet, chaque partie est tenue d'obtenir une autorisation expresse et préalable, condition sine qua non à toute communication relative au partenariat pour utiliser le logo de son partenaire sur les documents de communication et de promotion de manifestation : affiches, flyers, dossier de presse, programmes, posts, articles, site web… Chaque signataire a la charge d'envoyer son logo au format adéquat.

Chaque partie conserve le droit de regard sur l'utilisation de son logo en ce qui concerne des utilisations touchant à l'éthique ou autre communication, projet pouvant porter atteinte directement ou indirectement à sa réputation et à son image.
De façon générale, chaque partie s'interdit de porter atteinte directement ou indirectement à la réputation et à l'image de l'autre partie signataire.

Article 5 : Durée, Entrée en vigueur
Les deux Parties souhaitant inscrire leur partenariat sur le long terme, concluent le présent accord pour une durée de trois ans, renouvelable par décision expresse.

Chacune des parties pourra y mettre un terme moyennant un préavis de 3 mois par l'envoi d'un courrier recommandé.

Le partenariat prend effet à compter de la date de la signature des parties.

Le présent accord est établi et signé en deux exemplaires originaux.

Fait à Grasse, le

Pour la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse

Le Président,
Jérôme VIAUD
Maire de Grasse
Vice-président du Conseil départemental
Des Alpes-Maritimes

Pour l'entreprise ACTION

La Responsable des Ressources Humaines Sénior,
Tracey BELMONDO

AR Prefecture
006-200039857-20250331-DP2025_058-AU
Reçu le 04/04/2025
Publié le 04/04/2025

Pays de Grasse
communauté d'agglomération

REPUBLIQUE FRANÇAISE
DEPARTEMENT
DES ALPES-MARITIMES

DECISION DU PRESIDENT N°DP2025_058

Objet : Convention de location pour la mise à disposition ponctuelle de salle (site du Palais Grasse Campus – 18 rue de l'ancien palais de justice) appartenant à la CAPG au profit de l'AFPJR

Le Président de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse

Vu la délibération DL2024_001 du 22 février 2024 de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse par laquelle le conseil communautaire a délégué au président certaines de ses attributions conformément à l'article L5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération DL2024-210 du 12 décembre 2024 du conseil communautaire de la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse relative à l'approbation du recueil de tarifs 2025 ;

Considérant que la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse s'est dotée d'une structure nommée « Grasse Campus » assurant l'interface entre les université et écoles représentées d'une part, et les entreprises et la population du territoire d'autre part ;

Considérant que l'AFPJR souhaite louer des salles à Grasse Campus dans le cadre d'une formation interne ;

Considérant que l'établissement a souhaité bénéficier de l'interface multisite GRASSE CAMPUS géré par la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse qui a accédé à sa demande ;

Considérant ainsi qu'il convient de formaliser par une convention de mise à disposition de locaux de GRASSE CAMPUS et définir les obligations qui en découlent ;

DECIDE

Article 1 : La conclusion d'une convention de mise à disposition entre la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse et l'AFPJR, ci-annexée ;

Article 2 : La convention est conclue à titre payant conformément au recueil des tarifs en vigueur à la date de la convention ;

Article 3 : La convention est conclue à compter de sa signature jusqu'à la fin de l'évènement.

Fait à Grasse, le 31 mars 2025

Le Président,

Jérôme VIAUD
Maire de Grasse
Vice-président du Conseil départemental
des Alpes-Maritimes

AR Prefecture
006-200039857-20250331-DP2025_058-AU
Reçu le 04/04/2025
Publié le 04/04/2025

CONVENTION DE LOCATION POUR LA MISE A DISPOSITION PONCTUELLE DE SALLE (site du Palais Grasse Campus – 18 Rue de l'Ancien Palais de Justice) APPARTENANT A LA CAPG AU PROFIT DE L'AFPJR

Entre les soussignés,

LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DU PAYS DE GRASSE

La « Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse », identifiée sous le numéro SIRET 200 039 857 000 12,

Siège : 57, avenue Pierre Sémard 06130 Grasse, représentée par son Président Monsieur Jérôme VIAUD, habilité à signer les présentes par la décision n°DP2025-XXX en date du XX/XX/2025 visée en préfecture de Nice le XX/XX/2025.

Ci-après désignée « La CAPG »

Et

L'ORGANISATEUR

AFPJR – Association de Formation et de Promotion et jeunes et adultes en Recherche d'insertion
Identifiée sous le numéro SIRET 782 631 782 000 37
Siège social : 492, avenue Général de Gaulle 06700 Saint-Laurent-du-Var
N° de téléphone : 06.17.53.72.11
Représentée par Fabian ESCARABAJAL, agissant en qualité de Directeur de l'EA EMS
Suivi dossier : Fabian ESCARABAJAL
Courriel : f.escarabajal@afpjr.org

Ci-après désignée « L'Organisateur »

AR Prefecture
006-200039857-20250331-DP2025_058-AU
Reçu le 04/04/2025
Publié le 04/04/2025

IL EST CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1er – OBJET DE LA CONVENTION

L'objet de la présente convention vise à définir les modalités de location et de mise à disposition ponctuelles des locaux, équipements et service appartenant à la CAPG situés 18 rue de l'Ancien Palais de Justice à Grasse, à destination de l'organisateur (AFPJR) pour y animer une formation interne à destination de ses salariés, le mercredi 2 avril 2025 de 9h à 17h.

ARTICLE 2 –DESIGNATION DES LOCAUX, EQUIPEMENT ET SERVICES MIS A DISPOSITION ET DESTINATION

Les locaux mis à disposition sont les salles 2-A3 et 0-A3 du site de Palais de Grasse Campus, pour la journée du 2 avril 2025 entre 9h et 17h pour une formation interne des salariés de l'association AFPJR.
Il est convenu que cet événement regroupera 80 salariés de l'association.

Les moyens techniques et humains mis à disposition de l'AFPJR par la CAPG sont

- Personnel : 1 agent technique
- En salle 0-A3 : écran, vidéoprojecteur, micros
- En salle 2-A3 : tables, chaises

ARTICLE 3 –ENGAGEMENTS DES PARTIES

3.1ENGAGEMENT DE LA CAPG

La CAPG s'engage :

- à mettre à disposition de l'organisateur les locaux et les équipements et services décrits dans la présente convention,
- à remettre à l'organisateur le règlement intérieur des locaux ainsi que l'ensemble des plans d'évacuation des locaux, des consignes de sécurité en cas d'incendie.

3.2ENGAGEMENT DE L'ORGANISATEUR

L'organisateur s'engage à :

- respecter les obligations mises à sa charge au sein de la présente convention
- respecter l'état des locaux et équipements mis à sa disposition et les rendre dans leur état initial. A défaut la CAPG est en droit de lui réclamer des indemnités correspondant aux frais de réparation ou de remplacement de l'équipement dans le cas où une réparation est impossible,
- respecter la destination et la désignation des locaux mis à sa disposition,
- respecter l'ensemble des règles mentionnées dans les divers documents relatifs au fonctionnement du bâtiment (règlement intérieur, consignes de sécurité, nettoyage des locaux, évacuation des déchets…),

A cet effet, la jauge maximale des personnes accueillies (soit 120 personnes dans la salle 0-A3 et 63 dans la salle 2-A3) devra impérativement être respectée et les

AR Prefecture
006-200039857-20250331-DP2025_058-AU
Reçu le 04/04/2025
Publié le 04/04/2025

différentes sorties et issues de secours laissées libres tout au long de l'exploitation des salles.
- solliciter l'autorisation préalable du responsable technique et sécurité de la salle en cas de modification de l'état des lieux initial de la salle,
- se conformer aux différentes réglementations en vigueur notamment en matière d'interdiction de fumer dans les lieux publics et relative à la vente et à la consommation d'alcool. Une licence de 2ème catégorie pour un débit de boisson temporaire pourra être délivrée exceptionnellement, après demande express d'autorisation, auprès du service Commerce de la ville de Grasse et ce un mois au plus tard avant la manifestation.

En cas de non-respect de ces différents engagements, la CAPG se réserve le droit de mettre fin à la manifestation et de ne plus l'accueillir sur de prochaines dates.

ARTICLE 4- MODALITES FINANCIERES DE LA LOCATION

La présente convention est consentie et acceptée moyennant la tarification telle que prévue pour une journée dans le recueil des tarifs de la communauté d'agglomération en vigueur à la date de la convention, soit un total de 440 euros TTC.

L'organisateur s'engage à régler cette somme dès réception de l'avis des sommes à payer et au plus tard à compter du jour de l'événement.

ARTICLE 5 – ETAT DES LIEUX – INVENTAIRE

L'état des lieux et l'inventaire du matériel, seront effectués avant et après utilisation entre les deux parties. Chacune sera représentée par un représentant habilité.
Toute occupation au-delà du terme, détérioration, et biens manquants lors de la restitution des salles pourra être facturée.

ARTICLE 6 – RESPONSABILITE ET ASSURANCE

L'organisateur renonce expressément, tant en son nom personnel qu'en celui de son assureur ou de toutes autres personnes physiques ou morales qui pourraient le substituer, à tout recours envers la CAPG en cas d'absence et, pour conséquences engendrées par celle-ci, des moyens mobiliers, immobiliers, matériels ou de service, pouvant affecter la régularité ou la qualité des prestations et/ou, des fournitures, dans l'hypothèse où lesdits défauts sont indépendants de la volonté de la CAPG.

Il s'engage en sa qualité d'organisateur à souscrire auprès d'une compagnie d'assurance notoirement solvable une assurance couvrant sa responsabilité civile et les dommages pouvant intervenir au cours de la mise à disposition des locaux, des services et équipements.

A cet effet, il fournira lors de la réservation, une attestation d'assurance pour tous les risques de son fait ou de celui des membres et participants liés à ses activités pendant la manifestation et couvrant tous les dommages pouvant résulter des activités exercées au cours de l'utilisation des locaux mis à disposition.

AR Prefecture
006-200039857-20250331-DP2025_058-AU
Reçu le 04/04/2025
Publié le 04/04/2025

La CAPG s'engage en sa qualité de propriétaire à assurer les biens mis à disposition et objet de la présente convention.

ARTICLE 7 – INCESSIBILITE DES DROITS

La présente convention est consentie *intuitu personae*. Toute cession des droits résultant de la convention est interdite sous peine de résiliation immédiate de ladite convention par la CAPG.

ARTICLE 8 – DUREE DE LA CONVENTION

La convention prend effet à compter de sa signature et vaut réservation effective de la salle.
Elle prend fin à l'issue de la période d'utilisation convenue et du règlement effectif de la location.

ARTICLE 9 – RESILIATION DE LA CONVENTION

La convention sera résiliée de plein droit en cas de non-respect des engagements des parties et notamment concernant les modalités financières de la présente.

D'autre part, elle pourra être résiliée :

- Par la CAPG à tout moment et sans délai en cas de force majeure, pour des motifs sérieux tenant au bon fonctionnement du service public et de l'ordre public ou pour tout autre motif d'intérêt général, par lettre recommandée avec accusé de réception adressée à l'Organisateur ; étant précité que toute résiliation quel qu'en soit le motif ne pourra donner lieu au versement d'une quelconque indemnité par la CAPG.
- Par l'Organisateur, à tout moment et sans délai en cas de force majeure dûment constatée et signifiée à la CAPG par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 10 – RESOLUTION DES LITIGES et ELECTION DE DOMICILE

Le présent contrat est régi par la loi française.

En cas de différend sur l'interprétation ou l'exécution du présent contrat, chaque partie s'efforcera de trouver de bonne foi un accord. La partie souhaitant mettre en œuvre le processus de négociation devra en informer l'autre partie par Lettre Recommandée avec Accusé de Réception (LRAR) en indiquant les éléments du différend.

A défaut d'accord trouvé dans un délai d'un mois à compter de la réception de la LRAR par la partie concernée, le litige sera porté devant les juridictions compétentes.

Pour l'application de la présente convention, les parties déclarent faire élection de domicile en leur adresse respective, tel qu'indiqué en page une de la présente convention.

AR Prefecture
006-200039857-20250331-DP2025_058-AU
Reçu le 04/04/2025
Publié le 04/04/2025

Fait à GRASSE, en double exemplaire, le XX/XX/XXXX

Pour La Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse,
Le Président,

Jérôme VIAUD
Maire de Grasse
Vice-président du Conseil départemental
Des Alpes-Maritimes

Pour l'ORGANISATEUR
AFPJR
(1)

Fabian ESCARABAJAL
Le Directeur de l'EA EMS

(1) faire précéder la signature de la mention manuscrite « LU ET APPROUVE »

AR Prefecture
006-200039857-20250402-DP2025_059-AU
Reçu le 04/04/2025
Publié le 04/04/2025

Pays de Grasse
communauté d'agglomération

REPUBLIQUE FRANÇAISE
DEPARTEMENT
DES ALPES-MARITIMES

DECISION DU PRESIDENT N°DP2025_059

Objet : Convention de partenariat avec l'association ASSAMI dans le cadre de l'accueil du programme « Musique en Partage » du Festival de Pâques d'Aix-en-Provence

Le Président de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse

Vu Les articles L.5211-1 et L.5211-2 du Code général des collectivités territoriales ;

Vu les statuts en vigueur de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse et, notamment sa compétence en matière de politique culturelle ;

Vu la délibération n°2024_001 du 22 février 2024 de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse par laquelle le conseil communautaire a délégué au président certaines de ses attributions conformément à l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération n°DL2024_210 du 12 décembre 2024 relative à l'approbation du recueil des tarifs 2025 ;

Considérant qu'afin de développer l'offre culturelle du Haut-Pays, la CAPG souhaite nouer un partenariat avec l'association ASSAMI par la conclusion d'une convention dans le cadre de l'accueil de deux concerts offerts au public, les 14 et 15 avril 2025, au sein de l'espace culturel et sportif du Haut-Pays, la salle Jean-Paul Henry ;

DECIDE

Article 1 : De signer la convention de partenariat avec l'association ASSAMI, ci-jointe en annexe ;

Article 2 : La convention de partenariat prend effet à compter de la date de signature des parties ;

Article 3 : Le partenariat est conclu à titre gratuit.

Fait à Grasse, le 02 avril 2025

Le Président

Pays de Grasse

Jérôme VIAUD
Maire de Grasse
Vice-président du Conseil départemental
des Alpes-Maritimes

AR Prefecture
006-200039857-20250402-DP2025_059-AU
Reçu le 04/04/2025
Publié le 04/04/2025

Annexe à la DP2025_059

CONVENTION DE PARTENARIAT
MUSIQUE EN PARTAGE 2025

ENTRE LES SOUSSIGNÉS :

L'ASSOCIATION ASSAMI, identifiée sous le numéro de Siret : 515 409 431 000 19, dont le siège social est situé au 380 Avenue Max Juvénal 13100 Aix en Provence, représentée à l'acte par Madame Anne-Marie MARTINI, en sa qualité de Présidente.

N°TVA : FR 965 15 40 94 31
Licence 2 : PLATES L-R-20-11020
Licence 3 : PLATES L-R-20-11022
NAF : 9002Z

Ci-après dénommée « **L'ASSOCIATION** »

D'une part,

ET

La Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse, identifiée sous le numéro SIRET 200 039 857 000 12, dont le siège se trouve 57 avenue Pierre Sémard 06131 GRASSE cedex et représentée par Jérôme VIAUD, agissant au nom et pour le compte de ladite Communauté d'Agglomération, habilité à signer la présente en vertu de la DP 2025-XXX prise en date du XXX visée en préfecture de Nice le XXX.

Ci-après dénommée « **LE PARTENAIRE** »

D'autre part.

L'ASSOCIATION ASSAMI et LE PARTENAIRE étant collectivement dénommés les « **Parties** ».

AR Prefecture
006-200039857-20250402-DP2025_059-AU
Reçu le 04/04/2025
Publié le 04/04/2025

APRÈS AVOIR PRÉALABLEMENT EXPOSÉ CE QUI SUIT

Préambule

ASSAMI est une association de mécènes qui a pour objet de promouvoir l'art lyrique, musical, théâtral et chorégraphique de toutes les époques et sous toutes ses formes. Dans ce cadre, elle propose différents projets autour de la musique, du théâtre et de la danse, et ce, en collaboration avec ses membres fondateurs (le Grand Théâtre de Provence, le Théâtre du Jeu de Paume et le Théâtre du Gymnase-Bernardines).

ASSAMI porte le volet territorial et solidaire du **Festival de Pâques d'Aix-en-Provence** 2025, à travers les actions, projets et concerts programmé dans **« Musique en Partage ».**

L'ASSOCIATION ASSAMI et LE PARTENAIRE ont décidé de s'associer dans le cadre de « Musique en Partage », qui se déroulera **du 11 avril au 27 avril 2025**.

IL A ÉTÉ CONVENU ET ARRÊTÉ CE QUI SUIT

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention fixe les conditions du partenariat en vue de l'organisation de deux concerts organisés par l'Association ASSAMI dans le cadre de « Musique en Partage ».

ARTICLE 2 : MODALITES DE L'EVENEMENT

Les 2 concerts auront lieu à **l'Espace culturel et sportif du Haut Pays de Grasse**, le **lundi 14 avril 2025 à 18h30 et le mardi 15 avril 2025 à 14h**.

ARTICLE 3 : PROGRAMME DE L'ÉVÉNEMENT

L'Association ASSAMI organise deux concerts gratuits dans le cadre de « Musique en Partage » selon le programme ci-dessous.

- **PROGRAMME** :

Duo de l'Académie de l'Opéra national de Paris : **Marianne CROUX** soprano et **Yoan HEREAU** au piano.

Lili Boulanger, la fulgurance d'une vie :
Première femme à recevoir le prix de Rome en 1913, Lili Boulanger est une étoile filante de la composition. Après son décès à l'âge de 24 ans, elle laisse derrière elle une œuvre majeure qui marque un tournant au début du siècle et que la soprano Marianne CROUX et le pianiste Yoan HEREAU proposent de découvrir.

- **DURÉE** : 60 min environ

ARTICLE 4 : OBLIGATIONS DES PARTIES

ARTICLE 4.1 Obligations de l'ASSOCIATION

- Le transport, l'hébergement, les salaires et l'accueil des artistes,
- Le transport et la mise à disposition des équipes portant "Musique en Partage" (Secrétariat Général, Technique, Production notamment),
- Accord des instruments,

AR Prefecture
006-200039857-20250402-DP2025_059-AU
Reçu le 04/04/2025
Publié le 04/04/2025

- Le catering des artistes en loge,
- L'installation du plateau (chaises, pupitres, podium),
- Fourniture des logos, visuels et contenus pour les supports de communication autour du concert,
- Les programmes de salle pour une distribution au public,
- Les droits d'auteurs, les droits voisins le cas échéant.

Annexe à la DP2025-059

ARTICLE 4.2 Obligations du PARTENAIRE

- Mise à disposition gracieusement par LE PARTENAIRE à L'ASSOCIATION, de **l'Espace culturel et sportif du Haut Pays de Grasse, sis RD 80 Les Saouves Bas – La Ferrière, 06 750 Valderoure.**
- Le remplissage de la salle autour d'un public majoritairement dit empêché ou éloigné sur invitation exclusivement, puisqu'il s'agit d'un concert gratuit,
- La diffusion de la communication autour de l'événement sur son territoire,
- L'accueil du public en lien avec les équipes d'accueil de "Musique en Partage",
- La mise à disposition d'un agent de sécurité incendie pour l'accueil du public ou du personnel formé à l'évacuation selon les dispositions règlementaires des ERP et de la catégorie de l'établissement lors de son ouverture au public.

Il est également précisé que le gardiennage et la sécurité générale des lieux, y compris la salle, relèvent de la responsabilité exclusive du PARTENAIRE, suivant les recommandations de la sous-préfecture de département.

- La régie lumières,
- La mise à disposition de petit matériel pour les loges des artistes (liste non exhaustive à affiner en lien avec le ou la chargée de production de "Musique en partage") :
  - Des toilettes en état de marche, équipées de papier toilette
  - 1 bouilloire
  - 1 cafetière
- Les autorisations de stationnement si nécessaire.

ARTICLE 5 : DURÉE ET RÉSILIATION DE LA CONVENTION

ARTICLE 5.1 La présente convention entre en vigueur à compter de sa signature, sous réserve des dispositions de l'article 4 et restera valable jusqu'à la clôture du Festival de Pâques 2025, soit le 27 avril 2025. Cette convention ne sera pas renouvelable par tacite reconduction.

ARTICLE 5.2 En cas d'inexécution par l'une des Parties de l'une quelconque de ses obligations, l'autre partie pourra résilier de plein droit la présente convention par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 6 – MODALITÉS FINANCIÈRES

Le partenariat est conclu à titre gratuit. Chacune des parties supportera les charges découlant de leurs obligations respectives.

ARTICLE 7 : ASSURANCES

L'ASSOCIATION déclare avoir souscrit les assurances nécessaires à la couverture des risques liés à sa présence à **l'Espace culturel et sportif du Haut Pays de Grasse**, et à son activité et fournira une attestation de couverture d'assurance pour la durée de l'événement.
Elle abandonne tous recours contre LE PARTENAIRE pour tous les dommages qui pourraient survenir dans ses locaux.

LE PARTENAIRE a souscrit les assurances nécessaires à la couverture des risques liés à son personnel et au bâtiment et son contenu, à l'exception des biens appartenant à L'ASSOCIATION et aux personnes dont elle répond.

AR Prefecture
006-200039857-20250402-DP2025_059-AU
Reçu le 04/04/2025
Publié le 04/04/2025

ARTICLE 8 : **COMMUNICATION**

Tout usage des prises de vues réalisées durant ce concert devra :

- Être soumis à notre service communication pour validation : gillesmoriceau@le-grandtheatre.net
Annexe à la DP2025_059
- Comporter la mention suivante : « *Musique en Partage 2025*, volet solidaire du Festival de Pâques d'Aix-en-Provence – *Nom des artistes* – soutenu par ASSAMI et la Région Sud » ainsi que les crédits photos si les images sont fournies par nos soins.
- Les éventuels extraits vidéos utilisés ne devront pas excéder une durée de 3 minutes.
- Le logo de la CAPG et celui du label 100% EAC devront être mentionnés sur tous les supports promouvant ces concerts.

ARTICLE 9 – MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant.

ARTICLE 10 : LITIGES

Les parties contractantes conviennent de mettre en œuvre tous les moyens dont elles disposent pour résoudre de façon amiable tout litige qui pourrait subvenir de l'appréciation ou de l'interprétation de ce partenariat.

En cas de désaccord persistant, les deux Parties contractantes feront attribution de compétence et de juridiction aux tribunaux d'Aix-en-Provence.

Fait à Aix-en-Provence en deux exemplaires, le ……../……../2025

Pour L'ASSOCIATION
Présidente d'ASSAMI

Anne-Marie MARTINI,

Pour LE PARTENAIRE
Le Président,

Jérôme VIAUD
Maire de Grasse
Vice-président du Conseil général
des Alpes-Maritimes
Président de la Communauté
d'Agglomération du Pays de Grasse

AR Prefecture
006-200039857-20250402-DP2025_060-AU
Reçu le 04/04/2025
Publié le 04/04/2025

Pays de Grasse
communauté d'agglomération

REPUBLIQUE FRANÇAISE
DEPARTEMENT
DES ALPES-MARITIMES

DECISION DU PRESIDENT
N°DP2025_060

Objet : Mise en vente de nouveaux produits à la boutique des Jardins du Musée International de la Parfumerie

Le Président de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse

Vu les articles L.5211-1 et L.5211-2 du Code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération DL2024_001 du 22 février 2024 de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse par laquelle le conseil communautaire a délégué au président certaines de ses attributions conformément à l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération du conseil communautaire n°DL2024_210 du 12 décembre 2024 relative au recueil des tarifs 2025 fixant également les tarifs du Musée International de la Parfumerie et des Jardins du Musée International de la Parfumerie ;

Considérant que la boutique des Jardins du Musée International de la Parfumerie souhaite proposer de nouveaux produits ;

DECIDE

Article 1 : D'autoriser la mise en vente à la Boutique des Jardins du Musée International de la Parfumerie, de nouveaux produits mentionnés dans l'annexe 1 ;

Article 2 : Les recettes seront encaissées à l'article 7018 « autres ventes de produits finis » du budget principal.

Fait à Grasse, le 02 avril 2025

Le Président

Jérôme VIAUD
Maire de Grasse
Vice-président du Conseil départemental
des Alpes-Maritimes

AR Prefecture
006-200039857-20250402-DP2025_060-AU
Reçu le 04/04/2025
Publié le 04/04/2025

Pays de Grasse
communauté d'agglomération

REPUBLIQUE FRANÇAISE
DEPARTEMENT
DES ALPES-MARITIMES

NOUVEAUX PRODUITS - Boutique du JMIP						
Coupelle papillon	5,40 €	20,0%	10,00 €	12,00 €	4,60 €	mathilde
Coupelle tulipe	3,96 €	20,0%	10,00 €	12,00 €	6,04 €	mathilde
Coupelle oiseau	6,36 €	20,0%	12,50 €	15,00 €	6,14 €	mathilde
atelier de cyanotype herbier	15,02 €	20,0%	29,17 €	35,00 €	14,15 €	sentosphere
les fleurs de printemps	7,50 €	20,0%	15,00 €	18,00 €	7,50 €	sentosphere
DOMINIQUE THEVENIN SCULPTEUR	24,76 €	5,5%	38,09 €	40,00 €	13,34 €	South art edition
fuseaux de lavande	6,50 €	0,0%	13,00 €	13,00 €	6,50 €	renouer
roll on divers senteurs (divers ean)	1,90 €	20,0%	4,17 €	5,00 €	2,27 €	esprit provence
ROLL ON LAVANDE AOP 8ML	1,90 €	20,0%	4,17 €	5,00 €	2,27 €	esprit provence

AR Prefecture
006-200039857-20250402-DP2025_061-AU
Reçu le 04/04/2025
Publié le 04/04/2025

Pays de Grasse
communauté d'agglomération

REPUBLIQUE FRANÇAISE
DEPARTEMENT
DES ALPES-MARITIMES

DECISION DU PRESIDENT N°DP2025_061

Objet : Mise en vente de nouveaux produits à la boutique du Musée International de la Parfumerie

Le Président de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse

Vu les articles L.5211-1 et L.5211-2 du Code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération DL2024_001 du 22 février 2024 de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse par laquelle le conseil communautaire a délégué au président certaines de ses attributions conformément à l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération du conseil communautaire n°DL2024_210 du 12 décembre 2024 relative au recueil des tarifs 2025 fixant également les tarifs du Musée International de la Parfumerie et des Jardins du Musée International de la Parfumerie ;

Considérant que la boutique du Musée International de la Parfumerie souhaite proposer de nouveaux produits ;

Considérant que certains produits proposés à la vente à la boutique ont changé de prix ;

DECIDE

Article 1 : D'autoriser la mise en vente à la Boutique du Musée International de la Parfumerie, de nouveaux produits mentionnés dans l'annexe 1;

Article 2 : Les recettes seront encaissées à l'article 7018 « autres ventes de produits finis » du budget principal.

Fait à Grasse, le 02 avril 2025

Le Président,

Pays de Grasse communauté d'agglomération

Jérôme VIAUD
Maire de Grasse
Vice-président du Conseil départemental
des Alpes-Maritimes

AR Prefecture
006-200039857-20250402-DP2025_061-AU
Reçu le 04/04/2025
Publié le 04/04/2025

Pays de Grasse
communauté d'agglomération

REPUBLIQUE FRANÇAISE
DEPARTEMENT
DES ALPES-MARITIMES

Annexe n°1

NOUVEAU PRODUITS - Boutique du MIP

LIBELLE	code vivaticket	P.A HT	% TVA	P.V HT	PV.TTC	% MARGE	FOURNISSEUR
Coupelle Papillon	767MM0214	5,40 €	20,0%	10,00 €	12,00 €	46,00%	MATHILDE M
Coupelle Tulipes	767MM0215	3,96 €	20,0%	10,00 €	12,00 €	60,40%	MATHILDE M
miroir	767MM0216	17,96 €	20,0%	29,17 €	35,00 €	38,43%	MATHILDE M
Fleur de douche pivoine	767MM00043	3,09 €	20,0%	6,25 €	7,50 €	50,56%	MATHILDE M
Dominique Thevenin sculpteur	101LR0072	24,76 €	5,5%	38,09 €	40,00 €	34,69%	south art edition
BAUME LEVRES MOJITO	798BAI0046	4,95 €	20,0%	8,25 €	9,90 €	40,00%	BAIJA 205
BAUME LEVRES MARSHMALLOW	798BAI0047	4,95 €	20,0%	8,25 €	9,90 €	40,00%	BAIJA 205
BAUME LEVRES MADELEINE	798BAI0048	4,95 €	20,0%	8,25 €	9,90 €	40,00%	BAIJA 205
BAUME LEVRES COCO	798BAI0049	4,95 €	20,0%	8,25 €	9,90 €	40,00%	BAIJA 205
BAUME LEVRES CERISE	798BAI0050	4,95 €	20,0%	8,25 €	9,90 €	40,00%	BAIJA 205
PARFUM GIPSY BLOOM 15 ML	798BAI0051	9,95 €	20,0%	16,58 €	19,90 €	45,96%	BAIJA 205
PARFUM BOIS DE VANILLE 15 ML	798BAI0052	9,95 €	20,0%	16,58 €	19,90 €	45,96%	BAIJA 205
PARFUM SWEET DREAMS 15 ML	798BAI0053	9,95 €	20,0%	16,58 €	19,90 €	45,96%	BAIJA 205
PARFUM ILE D'AZUR 15 ML	798BAI0054	9,95 €	20,0%	16,58 €	19,90 €	45,96%	BAIJA 205
PARFUM MINUIT CHERI 15 ML	798BAI0055	9,95 €	20,0%	16,58 €	19,90 €	45,96%	BAIJA 205
PARFUM VERTIGE SOLAIRE 15 ML	798BAI0056	9,95 €	20,0%	16,58 €	19,90 €	45,96%	BAIJA 205
PARFUM LOST PARADISE 15 ML	798BAI0057	9,95 €	20,0%	16,58 €	19,90 €	45,96%	BAIJA 205
GEL DOUCHE DELIRIUM FLORAL	798BAI0058	6,95 €	20,0%	11,58 €	13,90 €	39,98%	BAIJA 205
GEL DOUCHE ILE D'AZUR	798BAI0059	6,95 €	20,0%	11,58 €	13,90 €	39,98%	BAIJA 205
GEL DOUCHE LOST PARADISE	798BAI0060	6,95 €	20,0%	11,58 €	13,90 €	39,98%	BAIJA 205
GEL DOUCHE MOANA	798BAI0061	6,95 €	20,0%	11,58 €	13,90 €	39,98%	BAIJA 205

AR Prefecture

006-200039857-20250402-DP2025_061-AU
Reçu le 04/04/2025
Publié le 04/04/2025

GEL DOUCHE JARDIN PALLANCA	798BAI0062	6,95 €	20,0%	11,58 €	13,90 €	39,98%	BAIJA 205
CREME MAIN ILE D'AZUR	798BAI0063	4,45 €	20,0%	6,58 €	7,90 €	32,37%	BAIJA 205
CREME MAIN JARDIN PALLANCA	798BAI0064	4,45 €	20,0%	6,58 €	7,90 €	32,37%	BAIJA 205
SAVON LIQUIDE ILE D'AZUR	798BAI0065	8,45 €	20,0%	14,08 €	16,90 €	39,99%	BAIJA 205
SAVON LIQUIDE LOST PARADISE	798BAI0066	8,45 €	20,0%	14,08 €	16,90 €	39,99%	BAIJA 205
SAVON LIQUIDE JARDIN PALLANCA	798BAI0067	8,45 €	20,0%	14,08 €	16,90 €	39,99%	BAIJA 205
MOUSSE DE DOUCHE ILE D'AZUR	798BAI0068	3,95 €	20,0%	6,58 €	7,90 €	39,97%	BAIJA 205
MOUSSE DE DOUCHE LOST PARADISE	798BAI0069	3,95 €	20,0%	6,58 €	7,90 €	39,99%	BAIJA 205
MOUSSE DE DOUCHE MOANA	798BAI0070	3,95 €	20,0%	6,58 €	7,90 €	39,99%	BAIJA 205
MOUSSE DE DOUCHE JARDIN PALLANCA	798BAI0071	3,95 €	20,0%	6,58 €	7,90 €	39,99%	BAIJA 205
HUILE ILE D'AZUR	798BAI0072	9,95 €	20,0%	16,58 €	19,90 €	39,99%	BAIJA 205
HUILE LOST PARADISE	798BAI0073	9,95 €	20,0%	16,58 €	19,90 €	39,99%	BAIJA 205
HUILE JARDIN PALLANCA	798BAI0074	9,95 €	20,0%	16,58 €	19,90 €	39,99%	BAIJA 205
CREME JARDIN PALLANCA	798BAI0075	7,95 €	20,0%	13,25 €	15,90 €	40,00%	BAIJA 205
CREME LOST PARADISE	798BAI0076	7,95 €	20,0%	13,25 €	15,90 €	40,00%	BAIJA 205
CREME ILE D'AZUR	798BAI0077	7,95 €	20,0%	13,25 €	15,90 €	40,00%	BAIJA 205
SPRAY ILE D'AZUR	524BAI0020	9,45 €	20,0%	15,75 €	18,90 €	40,00%	BAIJA 205
SPRAY JARDIN PALLANCA	524BAI0021	9,45 €	20,0%	15,75 €	18,90 €	40,00%	BAIJA 205
SPRAY LOST PARADISE	524BAI0022	9,45 €	20,0%	15,75 €	18,90 €	40,00%	BAIJA 205
COFFRET PORTE SAVON VANILLE	805EDP0074	4,09 €	20,0%	10,00 €	12,00 €	59,10%	ESPRIT PROVENCE
COFFRET PORTE SAVON FLEUR CERISIER	805EDP0075	4,09 €	20,0%	10,00 €	12,00 €	59,10%	ESPRIT PROVENCE
BOITE SAVON INVITE CITRON	805EDP0076	1,06 €	20,0%	1,67 €	2,00 €	36,53%	ESPRIT PROVENCE
DIFFUSEUR DE PARFUM ROSE	805EDP0077	2,33 €	20,0%	5,00 €	6,00 €	53,40%	ESPRIT PROVENCE
DIFFUSEUR DE PARFUM JASMIN	805EDP0078	2,33 €	20,0%	5,00 €	6,00 €	53,40%	ESPRIT PROVENCE
DIFFUSEUR DE PARFUM VERVEINE	805EDP0079	2,33 €	20,0%	5,00 €	6,00 €	53,40%	ESPRIT PROVENCE
DIFFUSEUR DE PARFUM VANILLE	805EDP0080	2,33 €	20,0%	5,00 €	6,00 €	53,40%	ESPRIT PROVENCE
DIFFUSEUR DE PARFUM MIMOSA	805EDP0081	2,33 €	20,0%	5,00 €	6,00 €	53,40%	ESPRIT PROVENCE
DUFFUSEUR DE PARFUM VIOLETTE	805EDP0082	2,33 €	20,0%	5,00 €	6,00 €	53,40%	ESPRIT PROVENCE
DIFFUSEUR DE PARFUM CEDRE	805EDP0083	2,33 €	20,0%	5,00 €	6,00 €	53,40%	ESPRIT PROVENCE
ROLL ON CITRONNELLE DE JAVA	805EDP0089	1,90 €	20,0%	4,17 €	5,00 €	54,44%	ESPRIT PROVENCE

AR Prefecture

006-200039857-20250402-DP2025_061-AU
Reçu le 04/04/2025
Publié le 04/04/2025

EAU DE TOILETTE EN ROLL ON VERVEINE	805EDP0084	1,90 €	20,0%	4,17 €	5,00 €	54,44%	ESPRIT PROVENCE
EAU DE TOILETTE EN ROLL ON JASMIN	805EDP0085	1,90 €	20,0%	4,17 €	5,00 €	54,44%	ESPRIT PROVENCE
EAU DE TOILETTE EN ROLL ON LAVANDE	805EDP0086	1,90 €	20,0%	4,17 €	5,00 €	54,44%	ESPRIT PROVENCE
EAU DE TOILETTE EN ROLL ON FO	805EDP0087	1,90 €	20,0%	4,17 €	5,00 €	54,44%	ESPRIT PROVENCE
EAU DE TOILETTE EN ROLL ON FRUIT BOIS	805EDP0088	1,90 €	20,0%	4,17 €	5,00 €	54,44%	ESPRIT PROVENCE

AR Prefecture
006-200039857-20250401-DP2025_062-AU
Reçu le 04/04/2025
Publié le 04/04/2025

pays de Grasse
communauté d'agglomération

REPUBLIQUE FRANÇAISE
DEPARTEMENT
DES ALPES-MARITIMES

DECISION DU PRESIDENT
N°DP2025_062

Objet : Mise en place de la gratuité d'accès au Musée International de la Parfumerie pour les participants de la 26ème Journée du Parfum organisée par le Rotary Club de Grasse, le dimanche 16 novembre 2025

Le Président de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse

Vu les articles L.5211-1 et L.5211-2 du Code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération DL2024_001 du 22 février 2024 de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse par laquelle le conseil communautaire a délégué au président certaines de ses attributions conformément à l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération du conseil communautaire n°DL2024_210 du 12 décembre 2024 relative au recueil des tarifs 2025 fixant également les tarifs du Musée International de la Parfumerie et des Jardins du Musée International de la Parfumerie ;

Considérant que dans le cadre de la 26ème Journée du Parfum organisée par le Rotary Club de Grasse le dimanche 16 novembre 2025, la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse envisage d'accorder la gratuité d'entrée au Musée International de la Parfumerie aux participants de la Journée du Parfum sur présentation de leur ticket d'entrée à cette manifestation et proposer une visite guidée gratuite pour un groupe de 30 personnes maximum ;

DECIDE

Article 1 : D'accorder la gratuité d'entrée au Musée International de la Parfumerie aux participants de la Journée du Parfum sur présentation de leur ticket d'entrée à cette manifestation ;

Article 2 : D'accorder une visite guidée gratuite pour un groupe de 30 personnes maximum au Musée International de la Parfumerie.

Fait à Grasse, le 02 avril 2025

Le Président

Jérôme VIAUD
Maire de Grasse
Vice-président du Conseil départemental
des Alpes-Maritimes

AR Prefecture
006-200039857-20250404-DP2025_063-AU
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

Pays de Grasse
communauté d'agglomération

REPUBLIQUE FRANÇAISE
DEPARTEMENT
DES ALPES-MARITIMES

DECISION DU PRESIDENT N°DP2025_063

Objet : Mise en vente d'un bon cadeau à la boutique du Musée International de la Parfumerie

Le Président de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse

Vu les articles L.5211-1 et L.5211-2 du Code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération DL2024_001 du 22 février 2024 de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse par laquelle le conseil communautaire a délégué au président certaines de ses attributions conformément à l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération du conseil communautaire n°DL2024_210 du 12 décembre 2024 relative au recueil des tarifs 2025 fixant également les tarifs du Musée International de la Parfumerie et des Jardins du Musée International de la Parfumerie ;

Considérant que la boutique du Musée International de la Parfumerie souhaite proposer un bon cadeau à la vente ;

DECIDE

Article 1 : D'autoriser la mise en vente à la Boutique du Musée International de la Parfumerie, d'un bon cadeau figurant dans l'annexe 1 ;

Article 2 : Les recettes seront encaissées à l'article 7018 « autres ventes de produits finis » du budget principal.

Fait à Grasse, le 04 avril 2025

Le Président,

Pays de Grasse communauté d'agglomération

Jérôme VIAUD
Maire de Grasse
Vice-président du Conseil départemental
des Alpes-Maritimes

AR Prefecture
006-200039857-20250414-DP2025_063-AU
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

Pays de Grasse
communauté d'agglomération

Annexe n°1



BON CADEAU - ATELIERS D'INITIATION À LA PARFUMERIE

Atelier : Ado à partir de 15 ans/Adultes.

Tarif : **38€** par adulte /**19€**par enfant (15/17) **+ frais d'envoi pour le site en ligne.**

Durée : visite et atelier 2h00. De **14h30 à 16h30**

Adresse : Musée International de la Parfumerie – 2 boulevard du jeu de ballon 06130 Grasse

AR Prefecture
006-200039857-20250404-DP2025_063-AU
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

Texte explicatif :

Lors de chaque rendez-vous, visite du Musée International de la Parfumerie suivie d'un atelier pratique pour vous initier à sentir et créer un accord parfumé.
Un samedi par mois, venez suivre une visite thématique autour des grandes familles olfactives :
Les agrumes en parfumerie : de l'élixir de santé à l'eau de Cologne
Néo-Cologne : vers l'interprétation moderne des eaux miraculeuses
Parfum de gourmandise : quand le parfum éveille nos papilles
La note florale : quand les créateurs subliment la nature
Parfum ambré : de la route des épices à la légende de Shalimar
La note boisée : la confusion des genres
Les fougères : l'avènement de la parfumerie contemporaine
Les chyprés : une évocation de la Méditerranée orientale.

Condition générale

Les bons cadeaux sont valables un an à compter de leur date d'achat ; la date d'expiration est indiquée sur les Bons Cadeaux. Passée la date de validité, les Bons Cadeaux ne peuvent plus être utilisés.

- Réservation dans la limite des places disponibles : un samedi par mois de 14h30-16h30. Contacter par téléphone le 04.97.05.58.14 ou sur notre site internet museesdegrasse.com pour connaitre les prochains rendez-vous.
- Réservation obligatoire par téléphone au 04.97.05.58.14 ou par mail à activites.musees@paysdegrasse.fr. Chaque Bon Cadeau porte une référence, lequel doit être annoncé lors de la réservation.
- Les bons cadeaux sont nominatifs et portent une référence.
- Les bons cadeaux sont non remboursables.
- En cas d'imprévu, le bénéficiaire a la possibilité de modifier une fois seulement la date de l'atelier, et ce avant la date d'expiration du bon cadeau.
- Les Bons Cadeaux perdus, volés ou falsifiés ne peuvent donner lieu ni à un échange, ni à un remboursement.
- L'utilisation du Bon Cadeau par son Bénéficiaire est soumise à la présentation du Bon Cadeau reçu par voie postale ou retiré sur place.

AR Prefecture
006-200039857-20250408-DP2025_064-AU
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

Pays de Grasse
communauté d'agglomération

REPUBLIQUE FRANÇAISE
DEPARTEMENT
DES ALPES-MARITIMES

DECISION DU PRESIDENT N°DP2025_064

Objet : Convention de location pour la mise à disposition ponctuelle de salle (site du Palais Grasse Campus – 18 rue de l'ancien palais de justice) appartenant à la CAPG au profit du Crédit Mutuel de Grasse

Le Président de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse

Vu la délibération DL2024_001 du 22 février 2024 de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse par laquelle le conseil communautaire a délégué au président certaines de ses attributions conformément à l'article L5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération DL2024-210 du 12 décembre 2024 du conseil communautaire de la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse relative à l'approbation du recueil de tarifs 2025 ;

Considérant que la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse s'est dotée d'une structure nommée « Grasse Campus » assurant l'interface entre les université et écoles représentées d'une part, et les entreprises et la population du territoire d'autre part ;

Considérant que le Crédit Mutuel de Grasse, souhaite louer des salles à Grasse Campus dans le cadre d'une assemblée générale ;

Considérant que l'établissement a souhaité bénéficier de l'interface multisite Grasse Campus géré par la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse qui a accédé à sa demande ;

Considérant ainsi qu'il convient de formaliser par une convention de mise à disposition de Grasse Campus et définir les obligations qui en découlent ;

DECIDE

Article 1 : La conclusion d'une convention de mise à disposition entre la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse et le Crédit Mutuel de Grasse ;

Article 2 : La convention est conclue à titre payant conformément au recueil des tarifs en vigueur à la date de la convention ;

Article 3 : La convention est conclue à compter de sa signature jusqu'à la fin de l'évènement.

Fait à Grasse, le 8 avril 2025

Le Président,

Pays de Grasse communauté d'agglomération

Jérôme VIAUD
Maire de Grasse
Vice-président du Conseil départemental
des Alpes-Maritimes

AR Prefecture
006-200039857-20250408-DP2025_064-AU
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

CONVENTION DE LOCATION POUR LA MISE A DISPOSITION PONCTUELLE DE SALLE (site du Palais Grasse Campus – 18 Rue de l'Ancien Palais de Justice) APPARTENANT A LA CAPG AU PROFIT DU CREDIT MUTUEL DE GRASSE.

Entre les soussignés,

LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DU PAYS DE GRASSE

La Communauté d'agglomération du Pays de Grasse, identifiée sous le numéro SIRET 200 039 857 000 12, dont le siège est sis 57, avenue Pierre Sémard 06130 Grasse, représentée par son Président Monsieur Jérôme VIAUD, habilité à signer les présentes par la décision n°DP2025_XXX en date du XX/XX/2025 visée en préfecture de Nice le XX/XX/2025.

Ci-après désignée « **La CAPG** »

Et

L'OCCUPANT

Le Crédit Mutuel de Grasse
Identifiée sous le numéro SIRET 312 453 376 00021
Siège social : 45, chemin de l'Orme 06130 Grasse
Représentée par Monsieur Gilles DAUPHIN
Suivi dossier : Monsieur Vincent CORBIER
Courriel : vcorbier@yahoo.fr
N° de téléphone : 06 71 91 25 11

Ci-après désignée « **L'Occupant** »

AR Prefecture
006-200039857-20250408-DP2025_064-AU
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

IL EST CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1er – OBJET DE LA CONVENTION

L'objet de la présente convention vise à définir les modalités de location et de mise à disposition ponctuelle des locaux, équipements et service appartenant à la CAPG situés 18 rue de l'Ancien Palais de Justice à Grasse, à destination de l'Occupant Crédit Mutuel de Grasse pour l'organisation d'une Assemblée Générale le vendredi 23 mai 2025 de 18h00 à 21h00.

ARTICLE 2 – NATURE JURIDIQUE DE LA CONVENTION

La présente convention est expressément exclue, par un commun accord des parties, du champ d'application de toute disposition relative aux baux commerciaux. La CAPG propose à l'occupant qui l'accepte, l'utilisation de ses locaux, équipements et services dans le cadre d'une occupation précaire ponctuelle désignée ci-après et ce dans le total respect du règlement intérieur des locaux Grasse Campus.

ARTICLE 3 – DESIGNATION DES LOCAUX, EQUIPEMENT ET SERVICES MIS A DISPOSITION ET DESTINATION

Les locaux mis à disposition sont la salle 0-A3 ainsi que l'espace restauration du site, à la date du vendredi 23 mai 2025 de 18h00 à 21h00 pour L'Assemblée Générale du Crédit Mutuel de Grasse.
Il est convenu que cet événement regroupera 150 à 180 personnes.

Les moyens techniques et humains mis à disposition du Crédit Mutuel par la CAPG sont :

- Personnel : 2 agents
- En salle 0-A3 : écran, vidéoprojecteur, chaises
- Espace restauration : tables, chaises

ARTICLE 4 –ENGAGEMENTS DES PARTIES

4.1 ENGAGEMENT DE LA CAPG

La CAPG s'engage :

- à mettre à disposition de l'Occupant les locaux et les équipements et services décrits dans la présente convention ;
- à remettre à l'Occupant le règlement intérieur des locaux ainsi que l'ensemble des plans d'évacuation des locaux, des consignes de sécurité en cas d'incendie.

4.2 ENGAGEMENT DE L'OCCUPANT

L'Occupant s'engage à :

- respecter les obligations mises à sa charge au sein de la présente convention ;
- respecter l'état des locaux et équipements mis à sa disposition et les rendre dans leur état initial. A défaut la CAPG est en droit de lui réclamer des indemnités correspondant aux frais de réparation ou de remplacement de l'équipement dans le cas où une réparation est impossible ;
- respecter la destination et la désignation des locaux mis à sa disposition ;
- respecter l'ensemble des règles mentionnées dans les divers documents relatifs au fonctionnement du bâtiment (règlement intérieur, consignes de sécurité, nettoyage des locaux, évacuation des déchets…) ;
- laisser libre tout au long de l'exploitation des locaux les sorties et issues de secours ;

AR Prefecture
006-200039857-20250408-DP2025_064-AU
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

- solliciter l'autorisation préalable du responsable technique et sécurité de la salle en cas de modification de l'état des lieux initial de la salle ;
- se conformer aux différentes réglementations en vigueur notamment en matière d'interdiction de fumer dans les lieux publics et relative à la vente et à la consommation d'alcool. Une licence de 2ème catégorie pour un débit de boisson temporaire pourra être délivrée exceptionnellement, après demande express d'autorisation, auprès du service Commerce de la ville de Grasse et ce un mois au plus tard avant la manifestation.

En cas de non-respect de ces différents engagements, la CAPG se réserve le droit de mettre fin à la manifestation et de ne plus l'accueillir sur de prochaines dates.

ARTICLE 5 - MODALITES FINANCIERES DE LA LOCATION

La présente convention est consentie et acceptée moyennant la tarification telle que prévue pour une journée dans le recueil des tarifs de la communauté d'agglomération en vigueur à la date de la convention, soit un total de 756euros TTC.

La facturation sera éditée par le trésor public. L'Occupant recevra un avis des sommes à payer et s'engage à régler cette somme dès réception.

En cas non-respect des horaires précités dans la présente convention, une surfacturation sera appliquée, selon le recueil des tarifs de la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse en vigueur à la date de la convention.

ARTICLE 6 – ETAT DES LIEUX – INVENTAIRE

L'état des lieux et l'inventaire du matériel, seront effectués avant et après utilisation entre les deux parties. Chacune sera représentée par un représentant habilité.
Toute détérioration ou biens manquants constatés lors de la restitution des salles pourra être facturée.

ARTICLE 7 – RESPONSABILITE ET ASSURANCE

L'Occupant renonce expressément, tant en son nom personnel qu'en celui de son assureur ou de toutes autres personnes physiques ou morales qui pourraient le substituer, à tout recours envers la CAPG en cas d'absence et, pour conséquences engendrées par celle-ci, des moyens mobiliers, immobiliers, matériels ou de service, pouvant affecter la régularité ou la qualité des prestations et/ou, des fournitures, dans l'hypothèse où lesdits défauts sont indépendants de la volonté de la CAPG.

Il s'engage en sa qualité d'Occupant à souscrire auprès d'une compagnie d'assurance notoirement solvable une assurance couvrant sa responsabilité civile et les dommages pouvant intervenir au cours de la mise à disposition des locaux, des services et équipements.

A cet effet, il fournira lors de la réservation, une attestation d'assurance pour tous les risques de son fait ou de celui des membres et participants liés à ses activités pendant la manifestation et couvrant tous les dommages pouvant résulter des activités exercées au cours de l'utilisation des locaux mis à disposition.

AR Prefecture
006-200039857-20250408-DP2025_064-AU
Reçu le 15/04/2025
Publié le 15/04/2025

La CAPG s'engage en sa qualité de propriétaire à assurer les biens mis à disposition et objet de la présente convention.

ARTICLE 8 – INCESSIBILITE DES DROITS

La présente convention est consentie *intuitu personae*. Toute cession des droits résultant de la convention est interdite sous peine de résiliation immédiate de ladite convention par la CAPG.

ARTICLE 9 – DUREE DE LA CONVENTION

La convention prend effet à compter de sa signature et vaut réservation effective de la salle. Elle prend fin à l'issue de période d'utilisation convenue et de l'extinction complète des obligations de chacune des parties, à savoir le 23 mai 2025 à 21h00

ARTICLE 10 – RESILIATION DE LA CONVENTION

La convention sera résiliée de plein droit en cas de non-respect des engagements des parties et notamment concernant les modalités financières de la présente.

D'autre part, elle pourra être résiliée :

- Par la CAPG à tout moment et sans délai en cas de force majeure, pour des motifs sérieux tenant au bon fonctionnement du service public et de l'ordre public ou pour tout autre motif d'intérêt général, par lettre recommandée avec accusé de réception adressée à l'Occupant ; étant précité que toute résiliation quel qu'en soit le motif ne pourra donner lieu au versement d'une quelconque indemnité par la CAPG ;
- Par l'Occupant, à tout moment et sans délai en cas de force majeure dûment constatée et signifiée à la CAPG par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 11 – RESOLUTION DES LITIGES et ELECTION DE DOMICILE

Le présent contrat est régi par la loi française.

En cas de différend sur l'interprétation ou l'exécution du présent contrat, chaque partie s'efforcera de trouver de bonne foi un accord. La partie souhaitant mettre en œuvre le processus de négociation devra en informer l'autre partie par Lettre Recommandée avec Accusé de Réception (LRAR) en indiquant les éléments du différend.

A défaut d'accord trouvé dans un délai d'un mois à compter de la réception de la LRAR par la partie concernée, le litige sera porté devant les juridictions compétentes.

Pour l'application de la présente convention, les parties déclarent faire élection de domicile en leur adresse respective, tel qu'indiqué en page une de la présente convention.

Fait à GRASSE, en double exemplaire, le XX/XX/2025

Pour La Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse,
Le Président,

Jérôme VIAUD
Maire de Grasse
Vice-président du Conseil départemental
Des Alpes-Maritimes

Pour l'OCCUPANT
Le Crédit Mutuel de Grasse

Gilles DAUPHIN
Le Directeur de la Caisse
du Crédit Mutuel de Grasse

AR Prefecture
006-200039857-20250415-DP2025_065-AU
Reçu le 25/04/2025
Publié le 25/04/2025

pays de Grasse
communauté d'agglomération

REPUBLIQUE FRANÇAISE
DEPARTEMENT
DES ALPES-MARITIMES

DECISION DU PRESIDENT N°DP2025_065

Objet : Convention entre le Département des Alpes-Maritimes et la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse relative à l'aide aux transports au titre de l'année 2025

Le Président de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse

Vu le Code général de la propriété des personnes publiques et notamment ces articles L.2125-1 et R.2122-2 ;

Vu la loi 2008-1249 du 1er décembre 2008 généralisant le revenu de solidarité active et réformant les politiques d'insertion ;

Vu la loi n° 2023-1196 du 18 décembre 2023 pour le plein emploi ;

Vu le décret n° 2009-404 du 15 avril 2009 relatif au revenu de solidarité active ;

Vu le décret n° 2010-961 du 25 août 2010 relatif à l'extension du revenu de solidarité active aux jeunes de moins de 25 ans ;

Vu la délibération DL2024_001 du 22 février 2024 de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse par laquelle le conseil communautaire a délégué au président certaines de ses attributions conformément à l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération de l'assemblée départementale en date du 14 mars 2025 approuvant les orientations 2025 relatives aux politiques départementales d'insertion ;

Considérant que dans le cadre des actions du programme départemental d'insertion et afin de répondre aux besoins du public rencontrant des difficultés d'insertion, le Département des Alpes-Maritimes reconduit la proposition de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse à mener une action d'aide aux déplacements sur le réseau Sillages pour les bénéficiaires du Revenu de solidarité active (RSA), soumis aux droits et devoirs ;

Considérant que le Département des Alpes-Maritimes participe à cette action au titre de l'année 2025 pour un montant maximum de 5 000 € TTC ;

Considérant que les bénéficiaires du RSA, pouvant prétendre à une carte mensuelle de libre circulation à titre gratuit, doivent se présenter à la Maison de la Mobilité, munis d'une pièce d'identité et d'une attestation délivrée par les services du Département ;

AR Prefecture

006-200039857-20250415-DP2025_065-AU
Reçu le 25/04/2025
Publié le 25/04/2025

DECIDE

Article 1 : De signer et de procéder à l'exécution de la convention ci-annexée entre le Département des Alpes-Maritimes et la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse relative à l'aide aux transports.

Fait à Grasse, le 15 avril 2025

Le Président,

Jérôme VIAUD
Maire de Grasse
Vice-président du Conseil départemental
des Alpes-Maritimes

AR Prefecture
006-200039857-20250415-DP2025_065-AU
Reçu le 25/04/2025
Publié le 25/04/2025

DÉPARTEMENT DES ALPES-MARITIMES

DIRECTION GENERALE
DES SERVICES DEPARTEMENTAUX

DIRECTION GENERALE ADJOINTE
POUR LE DEVELOPPEMENT DES
SOLIDARITES HUMAINES

DIRECTION DE L'INSERTION ET
DES LUTTES CONTRE LA FRAUDE
ET LA PRECARITE ENERGETIQUE

SERVICE DU PILOTAGE ET DU CONTRÔLE
DES PARCOURS D'INSERTION

CONVENTION N° 2025 DGADSH CV 190

entre le Département des Alpes-Maritimes et Communauté d'agglomération du Pays de Grasse (CAPG) Réseau Sillages relative à l'aide aux transports

(Année 2025)

Entre : le Département des Alpes-Maritimes,
représenté par le Président du Conseil départemental, Monsieur Charles Ange GINESY, domicilié en cette qualité au centre administratif départemental, 147 boulevard du Mercantour, B.P. 3007, 06201 Nice cedex 3, et agissant conformément à la délibération de la Commission permanente en date du 14 mars 2025,
ci-après dénommé « le Département » ;

d'une part,

Et : la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse, Réseau Sillages,
représentée par son président en exercice Monsieur Jérôme VIAUD, domicilié en cette qualité, 57, avenue Pierre Sémard, 06130 Grasse,
ci-après dénommée « le cocontractant » ;

d'autre part,

Vu la loi n° 2008-1249 du 1er décembre 2008 généralisant le revenu de solidarité active et réformant les politiques d'insertion ;
Vu le décret n° 2009-404 du 15 avril 2009 relatif au revenu de solidarité active ;
Vu le décret n° 2010-961 du 25 août 2010 relatif à l'extension du revenu de solidarité active aux jeunes de moins de 25 ans ;
Vu la loi n°2023-1196 du 18 décembre 2023 pour le plein emploi ;
Vu la délibération de l'assemblée départementale en date du 14 mars 2025 approuvant les orientations 2025, relatives aux politiques départementales d'insertion ;

AR Prefecture
006-200039857-20250415-DP2025_065-AU
Reçu le 25/04/2025
Publié le 25/04/2025

IL EST CONVENU CE QUI SUIT

ARTICLE 1er : OBJET

Aux termes de la loi du 1er décembre 2008 généralisant le Revenu de solidarité active (RSA) et réformant les politiques d'insertion, le Département a l'obligation d'accompagner chaque bénéficiaire du RSA à sa charge.
Dans le cadre des orientations du Programme départemental d'insertion (PDI) et afin de répondre aux besoins du public rencontrant des difficultés d'insertion, le Département a retenu la proposition du cocontractant de conduire au sein du dispositif une action d'aide aux déplacements pour les bénéficiaires du RSA soumis aux droits et devoirs

La présente convention a pour objet de mettre en place un partenariat visant à définir les conditions de mise en œuvre de cette action.

ARTICLE 2 : CONTENU ET OBJECTIFS DE L'ACTION

2.1. Présentation de l'action
Le cocontractant s'engage à faciliter le déplacement des bénéficiaires du revenu de solidarité active à l'intérieur du périmètre de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse (CAPG) (regroupant les communes d'Amirat, Andon, Auribeau-sur-Siagne, Briançonnet, Cabris, Caille, Collongues, Escragnolles, Gars, Grasse, Roquette-sur-Siagne, Le Mas, Les Mujouls, Le Tignet, Mouans-Sartoux, Pégomas, Peymeinade, Saint Auban, Saint Cézaire-sur-Siagne, Saint-Vallier-de-Thiey, Séranon, Spéracèdes et Valderoure).
Lorsque le référent RSA en fera la demande, le bénéficiaire pourra prétendre à une carte mensuelle de libre circulation conformément aux modalités et conditions définies ci-après.

2.2. Modalités opérationnelles :
Les conditions d'obtention :
Les bénéficiaires du revenu de solidarité active devront se présenter au siège du Réseau Sillages, (Communauté d'agglomération de Grasse), munis d'une pièce d'identité et d'une attestation délivrée par les services du Département.
Cette décision comportera :

- l'identité du bénéficiaire de l'aide et son adresse ;
- la mention : un contrat d'engagements (CE) en cours de validité ;
- le réseau emprunté (Sillages);
- la durée de délivrance de l'aide.

Étendue des droits :
Le titre de transport délivré sera strictement personnel. Il ouvrira droit à l'utilisation d'une carte de circulation par période d'un mois, renouvelable selon le nombre de mois attribués sur l'attestation. Il est entendu que le décompte mensuel court à compter du jour de délivrance du premier mois.

En cas de perte ou de vol de la carte rechargeable, il appartient au bénéficiaire de l'abonnement de le signaler immédiatement à la ligne Sillages-CAPG, afin d'éviter toute utilisation frauduleuse du titre de transport et de permettre sa mise hors service dans les meilleurs délais.
Il sera alors demandé à l'usager de prendre en charge les frais correspondants au renouvellement de la carte.
Les voyages non encore utilisés seront reportés par rechargement sur la nouvelle carte, sans frais supplémentaire.

AR Prefecture
006-200039857-20250415-DP2025_065-AU
Reçu le 25/04/2025
Publié le 25/04/2025

Le cocontractant assure la responsabilité du contrôle d'utilisation des titres de transport. Le Département et le cocontractant s'engagent à s'informer mutuellement de toute tentative d'usage frauduleux de la carte dont ils auraient connaissance.

ARTICLE 3 : MODALITES D'EVALUATION

L'évaluation se fera mensuellement à l'aide des factures réceptionnées.

ARTICLE 4 : MODALITES FINANCIERES

4.1. Montant du financement :

Le montant de la participation financière accordée par le Département pour la durée de mise en œuvre de la présente convention s'élève à **5 000 €.**

4.2. Modalités de versement :

Le versement sera effectué selon les modalités suivantes et conformément aux règles de la comptabilité publique :

- Le paiement sera effectué mensuellement sur présentation des factures adressées pour paiement via notre système de dématérialisation des factures CHORUS et accompagnées d'un tableau récapitulatif des aides délivrées et des attestations correspondantes.

Pour chaque titre de transport délivré, le Département versera une somme correspondant au tarif fourni par la CAPG.

Les tarifs seront transmis avant le 1er janvier 2025 et auront valeur contractuelle. Toute modification des tarifs devra être signalée au Service du pilotage et contrôle des parcours d'insertion (SPCPI) au moins 48 h avant leur entrée en vigueur.

L'actualisation des tarifs, en cours de convention, ne saurait avoir une incidence sur le montant annuel maximum de la participation du Département. En cas de modification des tarifs, le total des factures ne pourra être supérieur au montant maximum mentionné dans la présente convention. En cas de hausse des tarifs supérieure à 5% non concertée, la personne publique se réserve le droit de résilier la présente convention sans indemnités avec un préavis de huit jours par envoi d'une lettre recommandée avec avis de réception postal.

Les documents à produire seront transmis au Département par mail à l'adresse suivante : spcpi@departement06.fr

Par ailleurs en application de l'article L. 1611-4 du code général des collectivités territoriales qui dispose que « tout cocontractant, œuvre ou entreprise ayant reçu une subvention peut être soumis au contrôle des délégués de la collectivité qui l'a accordée », le cocontractant devra tenir à disposition des services départementaux les rapports d'activités, revues de presse, outils de communication relatifs aux périodes couvertes par la convention et à la consommation détaillée des crédits ainsi obtenus.

Le cocontractant devra également transmettre au Département, dans les six mois qui suivent la fin de l'année civile en cours, une copie certifiée des budgets et des comptes de l'exercice écoulé, ainsi que tous documents faisant connaître les résultats de son activité et notamment un compte rendu financier qui atteste de la conformité des dépenses effectuées à l'objet de la subvention.

ARTICLE 5 : PRISE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter du 1er janvier 2025 et prendra fin le 31 décembre 2025.

AR Prefecture
006-200039857-20250415-DP2025_065-AU
Reçu le 25/04/2025
Publié le 25/04/2025

ARTICLE 6 : MODIFICATION ET RESILIATION DE LA CONVENTION

6.1. Modification :

La présente convention pourra être modifiée par voie d'avenant, préalablement soumis pour accord aux deux parties.

La demande de modification de la présente convention sera réalisée en la forme d'une lettre recommandée avec accusé de réception précisant l'objet de la modification, sa cause et toutes les conséquences qu'elle emporte.

En cas de changement de statut juridique du cocontractant, la présente convention sera modifiée par voie d'avenant, pris après information préalable et accord exprès du Département sur le transfert de la présente convention.

Le cocontractant transmettra notamment au Département l'ensemble des pièces relatives au changement de son statut juridique : procès-verbal du conseil d'administration, délibération autorisant le changement de statut ou le transfert à une autre entité, RIB et documents administratifs nécessaires au transfert de titulaire.

6.2. Résiliation :

6.2.1. Modalités générales :

En cas d'inexécution ou de modification des conditions d'exécution et de retard pris dans l'exécution de la présente convention par le cocontractant, pour une raison quelconque, celui-ci doit en informer l'administration sans délai par lettre recommandée avec accusé de réception.

En cas de non-observation des clauses de la présente convention et après mise en demeure par le Département, effectuée par lettre recommandée avec accusé de réception et restée sans effet pendant 30 jours calendaires, la présente convention pourra être résiliée de plein droit, sans qu'il y ait besoin de faire ordonner cette résolution en justice, ni de remplir aucune formalité.

Le cas échéant, le cocontractant sera alors tenu de reverser au Département les sommes indûment perçues.

6.2.2. Résiliation pour inexécution des obligations contractuelles :

Le Département peut mettre fin à la présente convention lorsqu'il apparaît que le cocontractant n'a pas respecté les clauses contractuelles, a contrevenu à ses obligations règlementaires, n'a pas respecté les délais d'exécution prévus.

Cette résiliation intervient après mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception restée infructueuse dans le délai de 30 jours. La résiliation ne donne lieu à aucune indemnisation, ni à aucune reprise de personnel du cocontractant.

6.2.3. Résiliation unilatérale :

Le Département peut également mettre fin, à tout moment, à l'exécution de la présente convention pour un motif d'intérêt général.

La décision de résiliation de la convention est notifiée au cocontractant par lettre recommandée avec accusé de réception. Sous réserve des dispositions particulières mentionnées ci-après, la résiliation prend effet à la date fixée dans la décision de résiliation ou, à défaut, à la date de sa notification. La résiliation ne donne lieu à aucune indemnisation, ni à aucune reprise de personnel du cocontractant.

6.2.4. Résiliation suite à disparition du cocontractant :

En cas de disparition du cocontractant, le Département peut résilier la convention ou accepter sa continuation par le repreneur. Un avenant de transfert est établi à cette fin conformément à l'article 6, alinéa 1.

La résiliation, si elle est prononcée, prend effet à la date de la disparition juridique du cocontractant.

La résiliation ne donne lieu tant pour le cocontractant que pour les éventuels ayants-droits à aucune indemnisation, ni à aucune reprise de personnel du cocontractant ou de ses ayants droit.

AR Prefecture
006-200039857-20250415-DP2025_065-AU
Reçu le 25/04/2025
Publié le 25/04/2025

En cas de redressement judiciaire ou de liquidation judiciaire du cocontractant, la convention est résiliée, si après mise en demeure de l'administrateur judiciaire, ce dernier indique ne pas reprendre les obligations du cocontractant dans un délai de 30 jours.
La résiliation, si elle est prononcée, prend effet à la date de l'évènement. La résiliation ne donne lieu tant pour le cocontractant que pour les éventuels ayants-droits à aucune indemnisation, ni à aucune reprise de personnel du cocontractant ou de ses ayants droit.

ARTICLE 7 : COMMUNICATION
Le cocontractant s'engage en termes de communication, à mettre en œuvre les moyens nécessaires à une valorisation de la contribution du Département, ainsi qu'à informer systématiquement et au préalable le Département des dates et lieux des opérations mises en place dans le cadre de la promotion de l'événement.

D'une façon générale, le cocontractant fera en sorte de mettre en valeur et de rendre clairement visible le logo du Département des Alpes-Maritimes sur toutes publications réalisées. Il devra soumettra au Département, pour accord préalable et écrit, les documents reproduisant le logo du Département. Celui-ci sera reproduit dans les conditions de taille et selon un emplacement mettant en avant l'importance de cette relation.

Le cocontractant devra en plus de la présence du logo sur les supports de communication :
- adresser des invitations lorsqu'il organise ses manifestations,
- autoriser le Département à mettre de la signalétique promotionnelle sur le lieu de l'événement,
- prévoir la présence de l'édito du Président du Département sur la brochure de présentation,
- prévoir une page de publicité dans la brochure de l'événement,
- intégrer une fiche d'information sur les actions du Département dans le dossier de presse de l'événement,
- intégrer le logo du Département sur le site internet renvoyant sur le site de la collectivité.

ARTICLE 8 : ASSURANCES ET RESPONSABILITES
Le cocontractant devra contracter les assurances nécessaires pour couvrir tous les accidents dont pourraient être victimes ou responsables les personnes physiques dans le cadre de l'exécution de la présente convention, pendant la durée de l'action et en lien direct avec celle-ci.

ARTICLE 9 : LITIGES
Les deux parties s'efforceront de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations de la présente convention ou à son exécution au moyen d'une lettre recommandée avec accusé de réception adressée à l'autre cocontractant.

A défaut de résolution amiable intervenue dans le délai d'un mois suite à réception de la lettre recommandée avec accusé de réception mentionnée à l'alinéa précédent, les litiges relatifs à la présente convention seront portés devant le tribunal administratif de Nice.

ARTICLE 10 : CONFIDENTIALITE ET PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL
10.1. Confidentialité :
Les informations fournies par le Département des Alpes-Maritimes et tous documents de quelque nature qu'ils soient résultant de leur traitement par le cocontractant restent la propriété du Département des Alpes-Maritimes.

AR Prefecture
006-200039857-20250415-DP2025_065-AU
Reçu le 25/04/2025
Publié le 25/04/2025

Tous les documents et les données récoltées via tous logiciels, emails, fiches de liaison sont strictement couverts par le secret professionnel (article 226-13 du code pénal). Les parties sont tenues, ainsi que l'ensemble de leur personnel, à l'obligation de discrétion et à l'obligation de confidentialité durant toute l'exécution de la présente convention et après son expiration.

Conformément aux articles 34 et 35 de la loi du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le cocontractant s'engage à prendre toutes précautions utiles afin de préserver la sécurité des informations et notamment, d'empêcher qu'elles ne soient déformées, endommagées ou communiquées à des personnes non autorisées.

Le cocontractant s'engage à respecter, de façon absolue, les obligations suivantes et à les faire respecter par son personnel et ses sous-traitants :

- ne prendre aucune copie des documents et supports d'informations confiés, à l'exception de celles nécessaires pour les besoins de l'exécution de sa prestation, objet du présent contrat ;
- ne pas utiliser les documents et informations traités à des fins autres que celles spécifiées dans le cadre du contrat ;
- ne pas divulguer ces documents ou informations à d'autres personnes, qu'il s'agisse de personnes privées ou publiques, physiques ou morales ;
- prendre toutes mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des fichiers informatiques en cours d'exécution du contrat ;
- prendre toutes mesures, notamment de sécurité matérielle, pour assurer la conservation des documents et informations traités tout au long de la durée du présent contrat.

En fin de convention, et conformément à la durée légale de conservation des documents, il s'engage à :

- procéder à la destruction de tous fichiers manuels ou informatisés stockant les informations saisies, sauf en cas de continuité de l'action ;
- ou à restituer intégralement les supports d'informations selon les modalités prévues au présent contrat.

Si pour l'exécution de la présente convention, les parties ont recours à des prestataires de service, ceux-ci doivent présenter des garanties identiques pour assurer la mise en œuvre des mesures et des règles de confidentialité sus-énoncées.

Dans ce cas, les parties s'engagent à faire souscrire à ces prestataires de services les mêmes engagements que ceux figurant dans le présent article. A défaut, un engagement spécifique doit être signé par lesdits prestataires mettant à la charge de ces derniers les obligations sus-énoncées.

Le Département des Alpes-Maritimes se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait utile pour constater le respect des obligations précitées par le cocontractant.

Il est rappelé qu'en cas de non-respect des dispositions précitées, la responsabilité du titulaire peut également être engagée sur la base des dispositions des articles 226-17 et 226-5 du code pénal.

Le Département des Alpes-Maritimes pourra prononcer la résiliation immédiate de la convention, sans indemnité en faveur du titulaire, en cas de violation du secret professionnel ou de non-respect des dispositions précitées.

10.2. Protection des données à caractère personnel et formalités CNIL :
Le partenaire signataire de la convention s'engage à respecter les dispositions de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, modifiée par la loi n° 2004-801 du

AR Prefecture
006-200039857-20250415-DP2025_065-AU
Reçu le 25/04/2025
Publié le 25/04/2025

6 août 2004, le Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 ; et la nouvelle réglementation sur la protection des données personnelles.

Droit d'information des personnes (en cas de collecte des données personnelles entrant dans le champ de la convention)
Le signataire de la convention s'engage à fournir aux personnes concernées par les opérations de traitement et de collecte de données, l'information liées à leurs droits ;

Exercice des droits des personnes (en cas de gestion de données personnelles entrant dans le champ de la convention)
Dans la mesure du possible, le signataire de la convention doit aider le Département des Alpes-Maritimes à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée (y compris le profilage).

Délégué à la protection des données
Le signataire de la convention communique au Département des Alpes-Maritimes le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données, s'il en a désigné un conformément à l'article 37 du règlement européen sur la protection des données.

Registre des catégories d'activités de traitement
Le signataire de la convention *(qu'il soit considéré comme responsable de traitement ou sous-traitant)*, déclare tenir par écrit un registre de toutes les catégories d'activités de traitement conformément à l'article 30 du Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016.

10.3. Sécurité des données à caractère personnel : annexe jointe à la présente convention.

Nice, le

le Président du Département des Alpes-Maritimes,	Le Président de la Communauté d'agglomération, du Pays de Grasse, Régie des transports sillages,
Charles Ange GINESY	Jérôme VIAUD

AR Prefecture
006-200039857-20250415-DP2025_065-AU
Reçu le 25/04/2025
Publié le 25/04/2025

ANNEXE A LA CONVENTION PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES

Entrée en vigueur du Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (règlement général sur la protection des données)

Cette annexe a pour objectif, sans que cela ne soit exhaustif, de balayer les obligations liées à l'entrée en vigueur du Règlement 2016/679 et de rappeler les éléments majeurs à prendre en compte par le partenaire qui porte également une responsabilité (article 82 et suivants du règlement).

Le Département, ainsi que le partenaire, signataire de la convention (dont les obligations sont visées au considérant (1) et à l'article 28 du Règlement), doivent prendre toutes les précautions utiles au regard des risques présentés par les traitements pour préserver la sécurité des données à caractère personnel (Section 2, article 32 à 34 du Règlement). Ils doivent, notamment au moment de leur collecte, durant leur transmission et leur conservation, empêcher que les données soient déformées, endommagées ou que des tiers non autorisés y aient accès. Ils s'engagent à présenter les garanties suffisantes quant à la mise en œuvre des mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à sécuriser le traitement. Il appartient en particulier au partenaire, signataire de la convention d'engager d'ores et déjà le « Privacy by Design » afin de se mettre en conformité.

Les impacts de ce règlement sont majeurs en termes de droits pour l'usager et en termes d'organisation et d'actions liées à la sécurité des traitements.
A cet égard, le partenaire dont les obligations sont édictées par l'article 28 du Règlement 2016/679, doit notamment s'assurer que :

- toute transmission d'information via un canal de communication non sécurisé, par exemple internet, s'accompagne de mesures adéquates permettant de garantir la confidentialité des données échangées, telles qu'un chiffrement des données ;

- les personnes habilitées disposant d'un accès aux données doivent s'authentifier avant tout accès à des données à caractère personnel, au moyen d'un identifiant et d'un mot de passe personnels respectant les recommandations de la CNIL voire de l'ANSSI, ou par tout autre moyen d'authentification garantissant au moins le même niveau de sécurité ;

- un mécanisme de gestion des habilitations doit être mis en œuvre et régulièrement mis à jour pour garantir que les personnes habilitées n'ont accès qu'aux seules données effectivement nécessaires à la réalisation de leurs missions. Le partenaire, signataire de la convention, s'engage à définir et formaliser une procédure permettant de garantir la bonne mise à jour des habilitations ;

- des mécanismes de traitement automatique garantissent que les données à caractère personnel seront systématiquement supprimées, à l'issue de leur durée de conservation, ou seront renvoyées au responsable de traitement ou feront l'objet d'une procédure d'anonymisation rendant impossible toute identification ultérieure des personnes concernées et ce en fonction de la réglementation en vigueur et des délais de conservation en lien avec le traitement et le Département. Concernant les mécanismes d'anonymisation, il conviendra de s'assurer que les statistiques produites ne permettent aucune identification, même indirecte, des personnes concernées ;

- les accès à l'application (par exemple en télémaintenance) doivent faire l'objet d'une traçabilité afin de permettre la détection d'éventuelles tentatives d'accès frauduleux ou illégitimes. Les accès aux données considérées comme sensibles, au regard de la loi du 6 janvier 1978 modifiée et du règlement européen relatif à la protection des données, doivent quant à eux être spécifiquement

AR Prefecture
006-200039857-20250415-DP2025_065-AU
Reçu le 25/04/2025
Publié le 25/04/2025

tracés en incluant un horodatage, l'identifiant de l'utilisateur ainsi que l'identification des données concernées, et cela pour les accès en consultation, modification ou suppression. Les données de journalisation doivent être conservées pendant une durée de six mois glissants à compter de leur enregistrement, puis détruites ;

- Le partenaire s'interdit de recourir à des sous-traitants (article 28 – 2° du Règlement) sauf cas prévu dans le cadre du marché passé avec la collectivité. Il s'engage, en recourant à un sous-traitant, au nécessaire maintien de la sécurité et de la confidentialité des données qui lui ont été confiées par le Département.

Concernant la détermination du niveau de sécurité requis en fonction du traitement
Le partenaire s'engage à mettre en œuvre les mesures techniques et organisationnelles appropriées afin de garantir un niveau de sécurité adapté au risque, avec en particulier la mise en œuvre des moyens nécessaires permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constante des systèmes et des services de traitement.

Lorsque la finalité du traitement est susceptible d'engendrer un risque élevé pour les droits et les libertés des personnes physiques, le partenaire fournit une aide au responsable de traitement (article 28-3° -f) en aidant à la réalisation d'une analyse **d'impact sur la vie privée** (art. 35 du règlement) : évaluation globale du risque présenté par le traitement pour les droits et libertés des personnes.

Concernant les failles de sécurité, physiques ou logiques (articles 33 et 34 du Règlement)
Le partenaire s'engage à communiquer au responsable de traitement, dans les plus brefs délais et au maximum dans les quarante-huit (48) heures après en avoir pris connaissance, la survenance de toute faille de sécurité ayant des conséquences directes ou indirectes sur le traitement des données transmises par le Département des Alpes-Maritimes.

Le partenaire documentera le plus précisément possible la faille de sécurité en indiquant les faits concernant la violation des données à caractère personnel, ses effets et les mesures prises pour y remédier.

Concernant la conformité des traitements
Le partenaire met à la disposition du Département des Alpes-Maritimes toutes les informations nécessaires pour démontrer le respect des obligations prévues par le Règlement 2016/679 relatif à la protection des données des personnes physiques et pour permettre la réalisation d'audits.

AR Prefecture
006-200039857-20250417-DP2025_066-AU
Reçu le 25/04/2025
Publié le 25/04/2025

Pays de Grasse
communauté d'agglomération

REPUBLIQUE FRANÇAISE
DEPARTEMENT
DES ALPES-MARITIMES

DECISION DU PRESIDENT
N°DP2025_066

Objet : Convention de partenariat entre la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse, SUEZ et l'antenne de Grasse de la Graduate School of Engineering ECAM-EPMI

Le Président de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse

Vu la délibération DL2024_001 du 22 février 2024 de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse par laquelle le conseil communautaire a délégué au président certaines de ses attributions conformément à l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;

Vu les statuts en vigueur de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse ;

Considérant que la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse s'est dotée d'une structure nommée « Grasse Campus » assurant l'interface entre l'université et les écoles représentées d'une part, et les entreprises et la population du territoire d'autre part ;

Considérant que pour l'exercice de ses missions, « Grasse Campus » souhaite faciliter les échanges et participer à un partenariat entre SUEZ et l'antenne de Grasse de la Graduate School of Engineering ECAM-EPMI, d'autre part ;

DECIDE

Article 1 : La signature de la convention de partenariat entre la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse, SUEZ et l'antenne de Grasse de la Graduate School of Engineering ECAMP-EPMI ;

Article 2 : La conclusion de cette convention de partenariat est sans incidence financière pour la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse ;

Article 3 : De conclure la convention pour une durée de trois ans à compter de la date de signature.

Fait à Grasse, le 17 avril 2025

Le Président

Pays de Grasse communauté d'agglomération

Jérôme VIAUD
Maire de Grasse
Vice-président du Conseil départemental
des Alpes-Maritimes

AR Prefecture
006-200039857-20250417-DP2025_066-AU
Reçu le 25/04/2025
Publié le 25/04/2025

Convention tripartite de Partenariat

Entre d'une part,
ECAM-EPMI, Grande Ecole d'Ingénieur - dont le siège social se situe au 13 Boulevard de l'Hautil, 95092 CERGY PONTOISE Cedex sous le numéro SIREN 807 896 360 – et dont l'Etablissement de Grasse est domicilié à l'Espace Jacques-Louis Lions, 4 Traverse Dupont, 06130 GRASSE, représentée par sa Directrice Générale en exercice, Madame Ikram DARCHERIF.

Dénommée, ci-après, « **ECAM-EPMI** »,

d'autre part,
La Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse, identifiée sous le numéro SIRET 200 039 857 000 12, dont le siège se trouve 57 avenue Pierre Sémard 06131 GRASSE cedex et représentée par son Président en exercice, Monsieur Jérôme VIAUD, agissant au nom et pour le compte de ladite Communauté d'Agglomération, habilité à signer les présentes par la décision n° DP2025_XXX en date du XX/04/2025 visée en Préfecture de Nice le XX/04/2025.

Dénommée ci-après « La **CAPG via son entité Grasse Campus** »

Et d'autre part,
La société SUEZ Eau France SAS, S.A.S. au capital de 422 224 040 euros, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de NANTERRE sous le numéro 410 034 607, dont le siège est situé à PUTEAUX (92800) - Altiplano 4 Place de la Pyramide, représentée par Emmanuel CARRIER en sa qualité de Directeur de l'Agence Côte d'Azur.

Ci-après dénommée **« L'Entreprise »**

AR Prefecture
006-200039857-20250417-DP2025_066-AU
Reçu le 25/04/2025
Publié le 25/04/2025

Préambule

La Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse s'est dotée d'une structure assurant l'interface entre les universités et écoles représentées d'une part, et les entreprises et la population du territoire d'autre part : Grasse Campus.
GRASSE CAMPUS est un pôle multisite de l'enseignement supérieur qui regroupe l'offre de formations diplômantes ainsi que les activités connexes destinées à faciliter la vie étudiante sur le territoire.
En tant que campus territorial, Grasse Campus :

- Administre les dispositifs imaginés en faveur du développement de l'enseignement supérieur et de la recherche ;
- Assure la coordination entre les établissement-hôtes du campus incluant l'élaboration et l'organisation de séminaires, colloques et rencontres ;
- Organise, coordonne et pilote des actions, services et animations à destination du public étudiant ;
- Conçoit et met en place la communication du campus en France et à l'international en lien avec la communication du territoire.

La communauté d'agglomération du Pays de Grasse dans le cadre de sa compétence Enseignement Supérieur et Recherche soutient le développement des initiatives permettant les interactions entre les établissements-hôtes de Grasse Campus et le tissu économique et industriel du territoire.

ECAM-EPMI – Grande Ecole d'Ingénieur, est établissement-hôte de Grasse Campus depuis 2019.
ECAM-EPMI est également :

- *Habilitée par la CTI - Commission des Titres d'Ingénieur, à délivrer le Diplôme d'Ingénieur et le Grade de Master,*
- *Labellisée EESPIG - Établissement d'Enseignement Supérieur d'Intérêt Général, sous contrat avec l'Etat,*
- *Détentrice du label "Diplôme d'Ingénieur contrôlé par l'État",*
- *Membre de la CGE - Conférence des Grandes Ecoles*
- *Membre de la FESIC - Fédération d'Écoles Supérieures d'Intérêt Collectif*
- *Membre de CY Alliance - CY Cergy Paris Université*

Créée il y a plus de 30 ans à l'initiative de quatre grands groupes industriels – EDF, Philips, PSA et Schneider, sous l'égide de l'Institut Catholique de Paris, ECAM-EPMI est aujourd'hui connue et reconnue dans le paysage éducatif pour son dynamisme et la qualité de sa formation et compte parmi les principales écoles d'ingénieurs françaises à Prépa intégrée, avec plus de 200 ingénieurs diplômés et plusieurs centaines d'entreprises partenaires partout en France et dans le monde.
Dans le cadre de Grasse Campus, elle propose aux élèves du Pays de Grasse et de la région, un Cycle Préparatoire de 2 ans ainsi qu'un Cycle d'Ingénieur par l'Apprentissage en 3 ans.
Les activités de recherche d'ECAM-EPMI sont menées au sein de son Laboratoire de Recherche en Eco-Innovation Industrielle et Energétique (LR2E) structuré en trois axes interdisciplinaires :
AXE 1 : « Énergétique, Eau et ville du futur » (EVF) ;

AR Prefecture
006-200039857-20250417-DP2025_066-AU
Reçu le 25/04/2025
Publié le 25/04/2025

AXE 2 : « Productique et logistique verte » (PLV) ;
AXE 3 : « Systèmes intelligents et complexes » (SIC).
Il est équipé de 4 plateformes expérimentales et d'un Centre de Calcul. ECAM-EPMI a une politique d'adossement aux Laboratoires Quartz EA 7393 (dont ECAM-EPMI est membre fondateur associé) et L2MGC EA 4114.
De nombreux centres d'intérêt communs tels que l'Energie, les nouvelles mobilités, les réseaux intelligents et les Villes du Futur, convergent dans le sens d'un Partenariat entre **L'Entreprise** et ECAM-EPMI.

L'Entreprise
Depuis plus de 160 ans, SUEZ apporte des services essentiels pour protéger et améliorer la qualité de vie, face à des défis environnementaux grandissants. SUEZ permet à ses clients de fournir l'accès à des services d'eau et de déchets, par des solutions innovantes et résilientes. Présent dans 40 pays avec 40 000 collaborateurs, le Groupe permet également à ses clients de créer de la valeur sur l'ensemble du cycle de vie de leurs infrastructures et de leurs services, et de conduire leur transition écologique en y associant leurs usagers. En 2024, SUEZ a fourni de l'eau potable à 57 millions de personnes dans le monde et des services d'assainissement à plus de 36 millions de personnes. Le Groupe a produit 7,7 TWh d'énergie à partir des déchets et eaux usées.

En Région SUD Provence Alpes Côte d'Azur, 2 000 collaborateurs SUEZ travaillent au quotidien pour déployer des solutions environnementales concrètes et locales permettant d'allier performance économique et efficacité écologique en faveur de la préservation des ressources et du climat.
SUEZ est le délégataire en charge de la distribution de l'eau potable et de l'assainissement collectif.

Les parties signataires de la présente convention souhaitent collaborer dans le cadre d'une thèse CIFRE (Conventions Industrielles de Formation par la Recherche) portant sur la thématique REUT sur le territoire du Pays de Grasse.

Article 1 : Objet de la convention
La présente convention fait suite à celle signée en 2022. Elle a pour objet de définir et d'organiser le partenariat entre la CAPG via son entité GRASSE CAMPUS, ECAM-EPMI Grande Ecole d'Ingénieur et **L'Entreprise** conformément actions exposées ci-après. La convention évolue et présente notamment les modalités d'une nouvelle collaboration entre ECAM EPMI, la CAPG et SUEZ dans le cadre de la réalisation d'une thèse CIFRE. Cette thèse portera sur **la thématique REUT** et sera réalisée sur le territoire de Grasse. L'objectif est de mener des recherches appliquées qui apporteront des solutions concrètes aux défis identifiés par la CAPG, tout en formant un doctorant aux enjeux industriels et territoriaux.

Article 2 : Programme d'Actions Partenariales
2.1 Communication :
Visibilité sur différents supports de communication d'ECAM EPMI (Web, Page Linkedin Entreprise, Plaquettes, …)

- Invitation aux évènements organisés par ECAM EPMI
- Visibilité sur différents supports de communication de **L'Entreprise** en région

AR Prefecture
006-200039857-20250417-DP2025_066-AU
Reçu le 25/04/2025
Publié le 25/04/2025

- Invitation aux évènements organisées par **L'Entreprise** en région.

2.3 Professionnalisation et accès aux étudiants :
Les actions suivantes pourraient être menées par l'entreprise :

- Intervention de professionnels de **L'Entreprise** dans des formations ou lors de conférences (Energie, RSE, Métiers, …) afin d'informer et de faciliter l'insertion professionnelle des étudiant(e)s ;
- Apport de l'expertise de **L'Entreprise** sur la professionnalisation des formations et leur maintien en phase avec l'évolution des métiers ;
- Propositions d'offres d'emploi ;
- Propositions d'offres d'alternance : contrat d'apprentissage ;
- Visites de sites ;
- Conférence Découverte ou Journée Partenaires ;
- Participation au Forum de recrutement (« Stage & Job Dating ») ;
- Implication de l'école et des étudiants sur certains évènements coorganisés par **L'Entreprise** (ForIndustrie : L'Univers Extraordinaire, L'industrie c'est Féminin …) ;
- Développement de projets R&D communs : prospecter des appels à projets et y répondre de façon concertée ;
- Proposition de projets d'ingénierie pour les étudiants.

2.4 Contribution à la Taxe d'Apprentissage :
L'Entreprise pourra attribuer une partie du versement du solde de sa taxe d'apprentissage à ECAM-EPMI.

2.5 Recherche et développement :
Renforcer les échanges entre ECAM-EPMI et **L'Entreprise** et contribuer au processus d'innovation :

- Collaborer dans le cadre de projets de R&D
- Identifier des problématiques nécessitant des investigations pouvant mener à une collaboration. La **CAPG** pourra apporter son expertise territoriale en identifiant les besoins locaux et en contribuant à l'orientation des recherches ;
- Répondre en commun à des appels à projets ;
- Recrutement en 2025 par **L'Entreprise** d'un étudiant doctorant pour la réalisation d'une thèse CIFRE SUEZ ECAM-EPMI portant sur l'étude de la réutilisation des eaux usées traitées (REUT) dans le secteur industriel. Le projet vise à évaluer et à optimiser les possibilités de réutilisation des eaux sur le territoire de Grasse, en travaillant en étroite collaboration avec les industriels locaux et la **CAPG**.

Article 3 : Comité de Pilotage
Le Comité de Pilotage a pour rôle de veiller au bon fonctionnement du partenariat et à son développement. Il valide les actions à mettre en œuvre, dresse un bilan général de l'état d'avancement des recherches engagées, conserve l'historique et propose l'orientation des actions futures.

Le cas échéant, il peut s'adjoindre des experts en fonction des thématiques traitées. Le Comité de Pilotage se réunit au moins une fois par an et est constitué d'au moins un membre de chaque partie, désigné comme Responsable du présent Accord au sein de son organisation.

AR Prefecture
006-200039857-20250417-DP2025_066-AU
Reçu le 25/04/2025
Publié le 25/04/2025

A la date de signature de l'accord, les membres désignés pour participer au **Comité de Pilotage** sont :

ECAM EPMI	• Rafik ABSI • Mouhamad ABOU CHAHINE
CAPG - Grasse Campus	• Laurence MAUSSANG • Silouane FAXEL
Entreprise SUEZ	• Emmanuel CARRIER • Olivier GEVEAUX

Article 4 : Communication Interne et Externe
Chaque partie est autorisée à mentionner le présent partenariat dans le cadre de sa communication interne et externe, et à le faire valoir auprès de ses clients, prospects, collaborateurs.

A cet effet, chaque partie est autorisée à utiliser le logo de son partenaire sur tous les documents de communication et de promotion de manifestation : affiches, flyers, dossier de presse, programmes, posts, articles, site web… Chaque signataire est en charge d'envoyer son logo au format adéquat.

Chaque partie conserve le droit de regard sur l'utilisation de son logo en ce qui concerne des utilisations touchant à l'éthique ou autre communication, projet pouvant porter atteinte directement ou indirectement à sa réputation et à son image.
De façon générale, chaque partie s'interdit de porter atteinte directement ou indirectement à la réputation et à l'image de l'autre partie signataire.

Les partenaires rechercheront des d'actions de promotion commune pour cette collaboration en menant des actions coordonnées de communication interne et/ou externe.

Article 5 : Durée, Entrée en vigueur
Les trois Parties souhaitent inscrire leur partenariat sur le long terme et ont conclu le présent accord pour une durée de trois ans. Chacune des parties pourra y mettre un terme moyennant un préavis de 3 mois par l'envoi d'un courrier recommandé.
Le partenariat prend effet à compter de la date de la signature des parties.

Le présent accord est établi et signé en trois exemplaires originaux.

Fait à Grasse, le

Pour La Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse,	**Pour ECAM-EPMI**	**Pour SUEZ**
Le Président,		
Jérôme VIAUD	**Ikram DARCHERIF**	**Emmanuel CARRIER**
Maire de Grasse Vice-président du Conseil départemental Des Alpes-Maritimes	Directrice	Directeur de l'Agence Côte d'Azur

AR Prefecture
006-200039857-20250417-DP2025_067-AU
Reçu le 25/04/2025
Publié le 25/04/2025

Pays de Grasse
communauté d'agglomération

REPUBLIQUE FRANÇAISE
DEPARTEMENT
DES ALPES-MARITIMES

DECISION DU PRESIDENT
N°DP2025_067

Objet : Mise en vente de nouveaux produits et changement de prix à la boutique du Musée International de la Parfumerie.

Le Président de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse

Vu les articles L.5211-1 et L.5211-2 du code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération DL2024_001 du 22 février 2024 de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse par laquelle le conseil communautaire a délégué au président certaines de ses attributions conformément à l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération du conseil communautaire n°DL2024_210 du 12 décembre 2024 relative au recueil des tarifs 2025 fixant également les tarifs du Musée International de la Parfumerie et des Jardins du Musée International de la Parfumerie ;

Considérant que la boutique du Musée International de la Parfumerie souhaite proposer de nouveaux produits ;

Considérant que certains produits proposés à la vente à la boutique ont changé de prix ;

DECIDE

Article 1 : D'autoriser la mise en vente à la Boutique du Musée International de la Parfumerie, de nouveaux produits mentionnés dans l'annexe 1 ;

Article 2 : D'autoriser les changements de prix de certains produits en vente à la Boutique du Musée International de la Parfumerie, comme mentionnés dans l'annexe 2 ;

Article 3 : Les recettes seront encaissées à l'article 7018 « autres ventes de produits finis » du budget principal.

Fait à Grasse, le 17 avril 2025

Le Président

Jérôme VIAUD
Maire de Grasse
Vice-président du Conseil départemental
des Alpes-Maritimes

AR Prefecture
006-200039857-20250417-DP2025_067-AU
Reçu le 25/04/2025
Publié le 25/04/2025

Pays de Grasse
communauté d'agglomération

REPUBLIQUE FRANÇAISE
DEPARTEMENT
DES ALPES-MARITIMES

Annexe n°1

Nouveaux produits - Boutique du MIP

LIBELLE	code vivaticket	P.A HT	% TVA	P.V HT	PV.TTC	% MARGE	FOURNISSEUR
classic marque page		1,20 €	20,0%		**2,50 €**		lanzfeld
carnet A6		4,50 €	20,0%		**11,00 €**		lanzfeld
notecards avec enveloppe		1,55 €	20,0%		**4,00 €**		lanzfeld
coffret savon + porte savon vertige solaire	798BAI0078	12,45 €	20,0%	20,75 €	**24,90 €**	40,00%	BAIJA
coffret savon + porte savon sieste tropicale	798BAI0079	12,45 €	20,0%	20,75 €	**24,90 €**	40,00%	BAIJA
coffret savon + porte savon moana	798BAI0080	12,45 €	20,0%	20,75 €	**24,90 €**	40,00%	BAIJA
coffret savon + porte savon delirium florale	798BAI081	12,45 €	20,0%	20,75 €	**24,90 €**	40,00%	BAIJA
secret santa moana (mousse douche et creme main)	798BAI082	7,45 €	20,0%	12,42 €	**14,90 €**	40,02%	BAIJA
pommade corps 100 ml tropic	798BAI083	8,95 €	20,0%	16,58 €	**19,90 €**	45,96%	BAIJA
pommade corps 100ml sunny	798BAI0084	8,95 €	20,0%	16,58 €	**19,90 €**	45,96%	BAIJA
pommade corps 100 ml crunchy	798BAI0085	8,95 €	20,0%	16,58 €	**19,90 €**	45,96%	BAIJA
pommade corps 100 ml fruity	798BAI0086	8,95 €	20,0%	16,58 €	**19,90 €**	45,96%	BAIJA
zeste d'agrumes edp 50 ml	801BON004	29,50 €	20,0%	49,17 €	**59,00 €**	40,00%	THE OTHER PERFUME
cuir vegetal edp 50 ml	801BON005	29,50 €	20,0%	49,17 €	**56,00 €**	40,00%	THE OTHER PERFUME
Sachet bonbons miel	710EDP0011	1,62 €	20,0%	3,25 €	**3,90 €**	50,15%	ESPRIT PROVENCE

AR Prefecture
006-200039857-20250417-DP2025_067-AU
Reçu le 25/04/2025
Publié le 25/04/2025

Pays de Grasse
communauté d'agglomération

REPUBLIQUE FRANÇAISE
DEPARTEMENT
DES ALPES-MARITIMES

Annexe n°2

Changements de prix - Boutique du MIP

LIBELLE	code vivaticket	P.A HT	% TVA	P.V HT	PV.TTC	% MARGE	FOURNISSEUR
Eau de rose	784COSM002	5,20 €	20,0%	12,50 €	**15,00 €**	140,38%	JEHANNE RIGAUD
Eau de fleur d'oranger	784COSM003	5,20 €	20,0%	12,50 €	**15,00 €**	140,38%	JEHANNE RIGAUD
flacon miniature T1	503MFP0060	4,20 €	20,0%	8,33 €	**10,00 €**	49,58%	COLLECTION IMPERIALE
Flacon taille 3	503MFP0063	7,20 €	20,0%	14,17 €	**17,00 €**	49,19%	COLLECTION IMPERIALE
Flacon taille 5	503MFP0066	10,20 €	20,0%	20,83 €	**25,00 €**	51,03%	COLLECTION IMPERIALE

AR Prefecture
006-200039857-20250417-DP2025_068-AU
Reçu le 25/04/2025
Publié le 25/04/2025

Pays de Grasse
communauté d'agglomération

REPUBLIQUE FRANÇAISE
DEPARTEMENT
DES ALPES-MARITIMES

DECISION DU PRESIDENT N°DP2025_068

Objet : Mise en vente de nouveaux produits à la boutique des Jardins du Musée International de la Parfumerie.

Le Président de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse

Vu les articles L.5211-1 et L.5211-2 du Code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération DL2024_001 du 22 février 2024 de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse par laquelle le conseil communautaire a délégué au président certaines de ses attributions conformément à l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération du conseil communautaire n°DL2024_210 du 12 décembre 2024 relative au recueil des tarifs 2025 fixant également les tarifs du Musée International de la Parfumerie et des Jardins du Musée International de la Parfumerie ;

Considérant que la boutique des Jardins du Musée International de la Parfumerie souhaite proposer de nouveaux produits ;

DECIDE

Article 1 : D'autoriser la mise en vente à la Boutique des Jardins du Musée International de la Parfumerie, de nouveaux produits mentionnés dans l'annexe 1 ;

Article 2 : Les recettes seront encaissées à l'article 7018 « autres ventes de produits finis » du budget principal.

Fait à Grasse, le 17 avril 2025

Le Président,

Pays de Grasse communauté d'agglomération

Jérôme VIAUD
Maire de Grasse
Vice-président du Conseil départemental
des Alpes-Maritimes

AR Prefecture
006-200039857-20250417-DP2025_068-AU
Reçu le 25/04/2025
Publié le 25/04/2025

Pays de Grasse
communauté d'agglomération

REPUBLIQUE FRANÇAISE
DEPARTEMENT
DES ALPES-MARITIMES

Annexe n°1

Nouveaux produits - Boutique du JMIP

	PU HT	TVA	PV HT	PV TTC	MARGE	FOURNISSEUR
DEODORANT ROSE	4,53 €	20%	9,08 €	**10,90 €**	4,55 €	119 PANIER DES SENS
DEODORANT VERVEINE	4,53 €	20%	9,08 €	**10,90 €**	4,55 €	119 PANIER DES SENS
ROLL ON ROSE	4,53 €	20%	8,75 €	**10,50 €**	4,22 €	119 PANIER DES SENS
ROLL ON VERVEINE	4,53 €	20%	8,75 €	**10,50 €**	4,22 €	119 PANIER DES SENS
BONBONS	1,62 €	20%	3,25 €	**3,90 €**	1,63 €	ESPRIT PROVENCE
BOITE EPICES	2,61 €	5%	5,71 €	**6,00 €**	3,10 €	ESPRIT PROVENCE

AR Prefecture
006-200039857-20250424-DP2025_069-AU
Reçu le 12/05/2025
Publié le 12/05/2025

Pays de Grasse
communauté d'agglomération

REPUBLIQUE FRANÇAISE
DEPARTEMENT
DES ALPES-MARITIMES

DECISION DU PRESIDENT N°DP2025_069

Objet : Mise en vente de nouveaux produits à la boutique du Musée International de la Parfumerie

Le Président de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse

Vu les articles L.5211-1 et L.5211-2 du Code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération DL2024_001 du 22 février 2024 de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse par laquelle le conseil communautaire a délégué au président certaines de ses attributions conformément à l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération du conseil communautaire n°DL2024_210 du 12 décembre 2024 relative au recueil des tarifs 2025 fixant également les tarifs du Musée International de la Parfumerie et des Jardins du Musée International de la Parfumerie ;

Considérant que la boutique du Musée International de la Parfumerie souhaite proposer de nouveaux produits ;

DECIDE

Article 1 : D'autoriser la mise en vente à la Boutique du Musée International de la Parfumerie, de nouveaux produits mentionnés dans l'annexe 1 ;

Article 2 : Les recettes seront encaissées à l'article 7018 « autres ventes de produits finis » du budget principal.

Fait à Grasse, le 24 avril 2025

Le Président,

Jérôme VIAUD
Maire de Grasse
Vice-président du Conseil départemental
des Alpes-Maritimes

AR Prefecture
006-200039857-20250424-DP2025_069-AU
Reçu le 12/05/2025
Publié le 12/05/2025

Pays de Grasse
communauté d'agglomération

REPUBLIQUE FRANÇAISE
DEPARTEMENT
DES ALPES-MARITIMES

Annexe n°1

Nouveaux produits - Boutique du MIP

LIBELLE	code vivaticket	P.A HT	% TVA	P.V HT	PV.TTC	% MARGE	FOURNISSEUR
classic bookmark	405MARL001	1,20 €	20,0%	2,08 €	2,50 €		lanzfeld
notebook A6	405MARL002	4,50 €	20,0%	9,16 €	11,00 €		lanzfeld
notecard avec enveloppe	405MARL003	1,55 €	20,0%	3,33 €	4,00 €		lanzfeld
Trousse eco végétale (fleurs du jmip)	655CEUIL02	5,70 €	20,0%	10,00 €	12,00 €		la cueillette
Carnet A5 éco végétale (fleurs du jmip)	409CUEIL02	10,40 €	20,0%	15,83 €	19,00 €		la cueillette
Bougie parfumée agrumes du soleil	EN COURS	6,60 €	20,0%	13,25 €	15,90 €		colline de provence
Bougie parfumée fleur de sakura	EN COURS	6,60 €	20,0%	13,25 €	15,90 €		colline de provence
Bouquet agrumes du soleil	EN COURS	9,80 €	20,0%	19,58 €	23,50 €		colline de provence
bouquet fleur de sakura	EN COURS	9,80 €	20,0%	19,58 €	23,50 €		colline de provence
bouquet fleur de papillon	EN COURS	9,80 €	20,0%	19,58 €	23,50 €		colline de provence
Spray d'ambiance agrumes du soleil	EN COURS	6,96 €	20,0%	14,08 €	16,90 €		colline de provence
Spray d'ambiance fleur de sakura	EN COURS	6,96 €	20,0%	14,08 €	16,90 €		colline de provence
Spray d'ambiance fleur de papillon	EN COURS	6,96 €	20,0%	14,08 €	16,90 €		colline de provence
bougie 360 gr vanille ambrée	EN COURS	14,20 €	20,0%	29,17 €	35,00 €	51,32%	colline de provence
Enveloppe parfumée	501MBM0025	1,60 €	20,0%	3,33 €	4,00 €	51,95%	agapé
Enveloppe parfumée	501PPP0001	1,60 €	20,0%	3,33 €	4,00 €	51,95%	agapé
Enveloppe parfumée	501PPP0002	1,60 €	20,0%	3,33 €	4,00 €	51,95%	agapé
Enveloppe parfumée	501PPP0004	1,60 €	20,0%	3,33 €	4,00 €	51,95%	agapé

AR Prefecture

006-200039857-20250424-DP2025_069-AU
Reçu le 12/05/2025
Publié le 12/05/2025

Enveloppe parfumée	501PPP0005	1,60 €	20,0%	3,33 €	4,00 €	51,95%	agapé
Mug expresso DOZ	508HAN0001	2,25 €	20,0%	4,17 €	5,00 €	46,04%	SOCIETE HAN
shocking life the autobiograph	113LET045	11,01 €	5,5%	13,27 €	14,00 €	17,03%	DECITRE
LITTLE BOOK OF CHLOE	113LET046	18,01 €	5,5%	18,96 €	20,00 €	5,01%	DECITRE
P'TIT LOUP LE LIVRE DES ODEURS	112LJ0396	10,09 €	5,5%	12,27 €	12,95 €	16,95%	DECITRE
MON LIVRE DES ODEURS LA NATURE	112LJ0397	9,40 €	5,5%	11,33 €	11,95 €	17,03%	DECITRE
LA PETITE BOUTIQUE DES ODEURS	113LJ0398	11,41 €	5,5%	13,74 €	14,50 €	16,96%	DECITRE
LOUIS VUITTON ATLAS DES PARFUMEURS	108LHP471	125,88 €	5,5%	151,66 €	160,00 €	17,00%	DECITRE
UN PARCOURS EN PARFUMS	108LHP472	19,67 €	5,5%	23,70 €	25,00 €	17,00%	DECITRE
SHOCKING	108LHP473	17,31 €	5,5%	20,85 €	22,00 €	16,98%	DECITRE
JEANNE LANVIN JEROME PICON	108LHP474	19,59 €	5,5%	23,60 €	24,90 €	16,99%	DECITRE

AR Prefecture
006-200039857-20250424-DP2025_070-AU
Reçu le 12/05/2025
Publié le 12/05/2025

Pays de Grasse
communauté d'agglomération

REPUBLIQUE FRANÇAISE
DEPARTEMENT
DES ALPES-MARITIMES

DECISION DU PRESIDENT
N°DP2025_070

Objet : Mise en vente de nouveaux produits à la boutique des Jardins du Musée International de la Parfumerie

Le Président de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse

Vu les articles L.5211-1 et L.5211-2 du code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération DL2024_001 du 22 février 2024 de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse par laquelle le conseil communautaire a délégué au président certaines de ses attributions conformément à l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération du conseil communautaire n°DL2024_210 du 12 décembre 2024 relative au recueil des tarifs 2025 fixant également les tarifs du Musée International de la Parfumerie et des Jardins du Musée International de la Parfumerie ;

Considérant que la boutique des Jardins du Musée International de la Parfumerie souhaite proposer de nouveaux produits ;

DECIDE

Article 1 : D'autoriser la mise en vente à la Boutique des Jardins du Musée International de la Parfumerie, de nouveaux produits mentionnés dans l'annexe 1;

Article 2 : Les recettes seront encaissées à l'article 7018 « autres ventes de produits finis » du budget principal.

Fait à Grasse, le 24 avril 2025

Le Président,

Jérôme VIAUD
Maire de Grasse
Vice-président du Conseil départemental
des Alpes-Maritimes

AR Prefecture
006-200039857-20250424-DP2025_070-AU
Reçu le 12/05/2025
Publié le 12/05/2025

pays de Grasse
communauté d'agglomération

REPUBLIQUE FRANÇAISE
DEPARTEMENT
DES ALPES-MARITIMES

Annexe n°1

Nouveaux produits - Boutique du JMIP

	PU HT	TVA	PV HT	PV TTC	MARGE	FOURNISSEUR
classic marque page	1,20 €	20%	2,09 €	**2,50 €**	0,89 €	lanzfeld
carnet A6	4,50 €	20%	9,17 €	**11,00 €**	4,67 €	lanzfeld
notecards avec enveloppe	1,55 €	20%	3,33 €	**4,00 €**	1,78 €	lanzfeld
Trousse eco végétale (fleurs du jmip)	5,70 €	20%	10,00 €	**12,00 €**	4,30 €	la cueillette
cartes postale éco végétale (fleurs du jmip)	2,50 €	20%	3,75 €	**4,50 €**	1,25 €	la cueillette
Carnet A5 éco végétale (fleurs du jmip)	10,40 €	20%	15,83 €	**19,00 €**	5,43 €	la cueillette
Bougie parfumée agrumes du soleil	6,60 €	20%	13,25 €	**15,90 €**	6,65 €	colline de provence
Bougie parfumée fleur de sakura	6,60 €	20%	13,25 €	**15,90 €**	6,65 €	colline de provence
Bouquet agrumes du soleil	9,80 €	20%	19,58 €	**23,50 €**	9,78 €	colline de provence
bouquet fleur de sakura	9,80 €	20%	19,58 €	**23,50 €**	9,78 €	colline de provence
bouquet fleur de papillon	9,80 €	20%	19,58 €	**23,50 €**	9,78 €	colline de provence
Spray d'ambiance agrumes du soleil	6,96 €	20%	14,08 €	**16,90 €**	7,12 €	colline de provence
Spray d'ambiance fleur de sakura	6,96 €	20%	14,08 €	**16,90 €**	7,12 €	colline de provence
Spray d'ambiance fleur de papillon	6,96 €	20%	14,08 €	**16,90 €**	7,12 €	colline de provence
mug expresso perm + Monsieur z	2,25 €	20%	4,17 €	**5,00 €**	1,92 €	han

AR Prefecture
006-200039857-20250424-DP2025_071-AU
Reçu le 12/05/2025
Publié le 12/05/2025

pays de Grasse
communauté d'agglomération

REPUBLIQUE FRANÇAISE
DEPARTEMENT
DES ALPES-MARITIMES

DECISION DU PRESIDENT N°DP2025_071

Objet : Convention de mise à disposition de la piscine intercommunale de Peymeinade entre la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse et l'Association « Secourisme pour tous »

Le Président de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération DL2024_001 du 22 février 2024 de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse par laquelle le conseil communautaire a délégué au président certaines de ses attributions conformément à l'article L5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;

Considérant que dans le cadre de besoin de surveillants de baignade pour son service « jeunesse », la communauté d'agglomération a sollicité l'Association « Secourisme pour tous » qui dispense des formations en la matière ;

Considérant que l'association ayant répondu favorablement à la demande de la CAPG, il a été convenu que la piscine intercommunale de Peymeinade serait mise à disposition de l'association pour qu'elle puisse y dispenser cette formation au profit de certains agents du service jeunesse de la CAPG ;

Considérant qu'il convient pour cela de conclure une convention définissant les modalités et les conditions d'utilisation des équipements mis à disposition ainsi que les obligations respectives de chacune des parties ;

DECIDE

Article 1 : La signature d'une convention jointe en annexe de mise à disposition de la piscine intercommunale de Peymeinade au profit de l'Association « Secourisme pour tous » dans le cadre de ses formations « surveillant de baignade » dispensées aux agents de la CAPG pour son service jeunesse ;

Article 2 : La convention est conclue pour la toute la durée de la formation durant les périodes suivantes :

- ✓ Les lundis 12, 19 mai, 26 mai, 02 et 16 juin 2025 de 18h00 à 20h00
- ✓ Les mercredis 14, 21 et 28 mai, 04, 11 et 18 juin 2025 de 18h30 à 21h30.

Article 3 : La convention est conclue à titre gratuit.

Fait à Grasse, le 24 avril 2025

Le Président,

Pays de Grasse communauté d'agglomération

Jérôme VIAUD
Maire de Grasse
Vice-président du Conseil départemental
des Alpes-Maritimes

AR Prefecture
006-200039857-20250424-DP2025_071-AU
Reçu le 12/05/2025
Publié le 12/05/2025

Annnexe à la DP2025_071

CONVENTION DE MISE A DISPOSITION
DE LA
PISCINE INTERCOMMUNALE DE PEYMEINADE

ENTRE LES SOUSSIGNEES :

La Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse, identifiée sous le numéro SIRET 200 039 857 00012 et représentée Monsieur Jérôme VIAUD, son président, agissant au nom et pour le compte de ladite Communauté d'Agglomération, habilité à signer les présentes en vertu d'une décision n°DP2025_..... prise en date du…, et visée en préfecture de Nice le…….

Ci-après dénommée « La CAPG »

D'une part,

ET :

L'Association « Secourisme pour tous » organisme de formation, régie par la loi du 1er juillet 1901, dont le siège social est situé 31 Boulevard Impératrice Eugénie à Nice (06200), inscrite au répertoire national des associations sous le numéro N° W061000773 et représentée par son président Monsieur Martial RINAUDO agissant des qualités en vertu des statuts de l'association.

Ci-après dénommée « L'association »

D'autre part,

AR Prefecture
006-200039857-20250424-DP2025_071-AU
Reçu le 12/05/2025
Publié le 12/05/2025

PREAMBULE

L'association « Secourisme pour tous » organise des formations de brevet de surveillant de piscine et a été sollicité à cet effet par la CAPG afin que certains de ses agents du son service jeunesse puissent en bénéficier pour répondre à ses besoins de surveillance en la matière.

L'association ayant répondu favorablement, il a été convenu que la piscine intercommunale de Peymeinade (sis 7 chemin du Stade à Peymeinade), puisse lui être mise à disposition pour dispenser ces formations.

La présente convention organise et définit les conditions d'utilisation des équipements mis à disposition et les obligations respectives de chacune des parties.

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 : Objet de la convention.

La présente convention a pour objet de fixer les modalités de mise à disposition des équipements de la piscine de Peymeinade et leurs conditions d'utilisation par l'association « Secourisme pour tous » dans le cadre de ses formations au brevet de surveillant de baignade dispensées à des agents du service jeunesse de la CAPG pour ses besoins en matière de surveillance de baignade.

ARTICLE 2 : Désignation de l'équipement.

La piscine comprend :

- Un bassin 25 mètres, 5 couloirs,
- Un bassin d'apprentissage 12x6
- 1 bloc sanitaire douche public,
- 1 bloc sanitaire douche groupe,
- Des vestiaires individuels,
- Du matériel pédagogique.

ARTICLE 3 : Créneaux d'utilisation

Les créneaux horaires affectés à l'association sont les suivants :

- ✓ Les lundis 12, 19 mai, 26 mai, 02 et 16 juin 2025 de 18h00 à 20h00
- ✓ Les mercredis 14, 21 et 28 mai, 04, 11 et 18 juin 2025 de 18h30 à 21h30.

AR Prefecture
006-200039857-20250424-DP2025_071-AU
Reçu le 12/05/2025
Publié le 12/05/2025

Aucune modification de créneau de pourra être effectuée sans avoir eu l'accord écrit préalable du service gestionnaire.

ARTICLE 4 : Modalités d'utilisation et engagement des parties

L'utilisation de l'équipement devra s'effectuer conformément au règlement intérieur ainsi qu'au Plan d'organisation de Surveillance et de Secours (P.O.S.S.) en vigueur sur chaque équipement.

La Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse s'engage à :

- Mettre à disposition les équipements désignés à l'article 2 de la présente convention,
- Prendre en charge l'entretien des équipements et les frais de fonctionnement afférents
- Maintenir l'équipement en conformité avec des règles de sécurité en vigueur,

L'association « Secourisme pour tous » s'engage à :

- Utiliser l'équipement de manière responsable et respectueuse
- Laisser les équipements dans un état convenable de propreté à l'issue de leur mise à disposition,
- Gérer les personnes qui entrent dans les locaux sur les créneaux mis à disposition,
- Assurer la surveillance des nageurs durant tous les créneaux mis à disposition de l'association par une ou plusieurs personnes, ayant les diplômes requis [1], et à Jour de leurs révisions.
- Déclarer les personnes chargées de la surveillance des bassins auprès du Service départemental de la jeunesse et du sport (SDJS)
- Être en règle avec la déclaration d'établissement d'activités sportives auprès de la SDJS.
- Dispenser la formation convenue aux agents CAPG.

Toute détérioration provenant d'une négligence grave de la part de l'association devra être portée immédiatement à la connaissance de la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse et faire l'objet d'une remise en état aux frais de l'association Secourisme pour tous.

En cas de non-respect de l'article 4, la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse pourra sur simple mise en demeure restée sans effet, interdire l'accès des installations.

ARTICLE 5 : Modalités financières

La mise à disposition est consentie à titre gratuit.

[1] Uniquement pour les associations utilisant des créneaux sans personnel communautaire Maitre-Nageur sauveteur mis à disposition pour la surveillance

AR Prefecture
006-200039857-20250424-DP2025_071-AU
Reçu le 12/05/2025
Publié le 12/05/2025

ARTICLE 6 : INCESSIBILITE DES DROITS.

La présente convention est consentie intuitu personae.

Toute cession résultant de la convention, ou de sous location ou de prêts gratuits en tout ou partie à un tiers des lieux, est interdite.

ARTICLE 7 : DUREE ET PRISE D'EFFET

La présente convention est conclue pour toute la durée des créneaux de mise à disposition définis à l'article 3 et prend effet dès la signature des deux parties.

ARTICLE 8 : Modification et résiliation de la convention.

Les modifications éventuelles devront faire l'objet d'avenants et seront jointes à la présente convention avec accord des parties signataires.
En cas de non-respect de ses obligations, par l'une ou l'autre des parties, la convention pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties à l'expiration d'un délai de 15 jours suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec avis de réception valant mise en demeure.

ARTICLE 9 : Assurance.

Les équipements sont placés sous la responsabilité pleine et entière de l'association pendant les créneaux qui lui sont alloués.

A cette effet, L'association « Secourisme pour tous » s'engage à souscrire un contrat d'assurance pour garantir sa responsabilité civile et notamment à garantir la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse contre tout sinistre dont elle pourrait être responsable soit de son fait, soit de celui de ses adhérents.

Elle devra fournir au service de la jeunesse et des sports de la CAPG à la signature de la convention au plus tard, une copie de ce contrat d'assurance.

AR Prefecture
006-200039857-20250424-DP2025_071-AU
Reçu le 12/05/2025
Publié le 12/05/2025

ARTICLE 10 : Litiges.

En cas de différents sur l'interprétation ou l'exécution des présents, chaque partie s'efforcera de trouver de bonne foi un accord. A défaut, les litiges seront portés devant les juridictions compétentes.

La présente convention est établie en deux exemplaires.

Fait à Grasse, le : / /2025

Pour la Communauté d'Agglomération Pays de Grasse

Le Président,

Jérôme VIAUD

Maire de Grasse
Vice-président du Conseil
Départemental des Alpes Maritimes

Pour l'association dénommée, Secourisme pour tous
Le Président,

Martial RINAUDO

AR Prefecture
006-200039857-20250424-DP2025_071-AU
Reçu le 12/05/2025
Publié le 12/05/2025

AR Prefecture
006-200039857-20250428-DP2025_072-AU
Reçu le 12/05/2025
Publié le 12/05/2025

Pays de Grasse
communauté d'agglomération

REPUBLIQUE FRANÇAISE
DEPARTEMENT
DES ALPES-MARITIMES

DECISION DU PRESIDENT
N° DP2025_072

Objet : Conclusion d'une convention de partenariat entre la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse pour les Jardins du Musée International de la Parfumerie et avec l'association « Shootmi&Cie », en vue de l'organisation d'un évènement lors de la Nuit des Etoiles le 2 août 2025

Le Président de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse

Vu Les articles L.5211-1 et L.5211-2 du Code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération DL2024_001 du 22 février 2024 de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse par laquelle le conseil communautaire a délégué au président certaines de ses attributions conformément à l'article L5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;

Considérant que dans le cadre de l'évènement « La nuit des étoiles », la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse souhaite collaborer avec l'association « Shootmi&Cie » afin d'organiser aux Jardins du Musée International de la Parfumerie un évènement le 2 août 2025, il convient de signer une convention qui règlera les modalités de partenariat entre la CAPG et avec l'association « Shootmi&Cie » ;

DECIDE

Article 1 : De signer la convention de partenariat ci-annexée, pour la représentation d'un spectacle le 2 août 2025 avec l'association « Shootmi&Cie » ;

Article 2 : D'accorder un budget de 1 250 € à ce projet, qui servira à régler les salaires, les charges sociales, les déplacements et les repas des intervenants.

Fait à Grasse, le 25 avril 2025

Le Président

Pays de Grasse communauté d'agglomération

Jérôme VIAUD
Maire de Grasse
Vice-président du Conseil départemental
des Alpes-Maritimes

AR Prefecture
006-200039857-20250425-DP2025_072-AU
Reçu le 12/05/2025
Publié le 12/05/2025

CONVENTION DE PARTENARIAT AUX JARDINS DU MUSEE INTERNATIONAL DE LA PARFUMERIE

Entre les soussignés :

La **Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse**, ayant son siège à Grasse (06130), au 57 Avenue Pierre Sémard, identifiée sous le N° SIRET 200 039 857 000 12, et représentée à l'acte par Jérôme VIAUD, son Président, agissant au nom et pour le compte de ladite communauté d'agglomération en vertu de la décision n° DP2025_XXX prise en date du XXXXXX 2025 et visée en Préfecture de Nice le XXXXX 2025.

d'une part,

et **l'association « Shootmi&Cie »**, association identifiée sous le numéro SIRET 83215746500010, dont le siège est 30B vieux chemin de Gairaut, 06100 Nice, représentée à l'acte par son président, **Giovanni Rossi,** agissant au nom et pour le compte de ladite association.

d'autre part,

Préambule

La CAPG dispose des licences d'entrepreneur de spectacle N°1-1079097, N°2-1079098 et N°3-1079099.

L'événement « Véga, l'envoyée du ciel » aura lieu le samedi 2 août 2025. La direction des publics et de la programmation culturelle des Musées a souhaité proposer cet événement culturel et pédagogique dans sa programmation « **Nuit des étoiles 2025** ».

La CAPG pour les JMiP souhaite collaborer avec l'association « Shootmi&Cie » pour valoriser l'ensemble des événements.

AR Prefecture
006-200039857-20250425-DP2025_072-AU
Reçu le 12/05/2025
Publié le 12/05/2025

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :

Article 1 - Objet de la convention

La présente convention fixe les conditions dans lesquelles les deux parties collaborent autour de ce projet.

Article 2 : Obligations des parties

A- Obligations du producteur

Le producteur dispose du droit de représentation du spectacle suivant pour lequel il s'est assuré le concours des artistes pour sa représentation au sein des Jardins du Musée International de la Parfumerie le 2 août 2025.

Le Producteur fournira le spectacle entièrement monté et assumera la responsabilité artistique des représentations. En qualité d'employeur, il assurera les rémunérations, charges sociales et fiscales comprises de son personnel attaché au spectacle.

En cas d'empêchement majeur de l'un des artistes, le producteur s'engage à en effectuer le remplacement, dans toute la mesure de ses possibilités, par un artiste de même valeur. En aucun cas, le montant du forfait ne pourra alors être modifié.

Le Producteur devra personnellement souscrire toute police d'assurance pour les risques lui incombant et couvrant le bon déroulement du spectacle.

Il est également responsable des vols, bris ou détériorations des instruments, équipements et effets personnels des artistes à l'exclusion de dégâts causés en cas de force majeure.

Il devra avoir souscrit une police d'assurance générale pour les bénévoles et artistes qui interviendraient pour couvrir le déroulement du spectacle.

Cette assurance doit également couvrir tous les dommages matériels ou corporels pouvant résulter de ces activités.

B- Les obligations de l'organisateur

L'organisateur s'est assuré :

- de la mise à disposition d'un référent pour l'accueil dès l'arrivée des artistes.
- des droits de SACD et SACEM inclus dans le devis.

L'organisateur et le producteur s'engagent à faire respecter la législation et la réglementation en vigueur relatives à la sécurité du spectacle fourni et la sécurité du Public.

L'organisateur ne sera pas responsable du chargement et déchargement du matériel à son arrivée et à l'issue de la prestation et ne pourra en aucun cas être inquiété à ce sujet.

L'organisateur s'engage à être couvert par une assurance responsabilité prenant en charge tous les risques liés à ses activités, ou celles de ses préposés liés à l'exécution de la présente convention.

Cette assurance doit également couvrir tous les dommages matériels ou corporels pouvant résulter de ces activités.

C- Les obligations réciproques des parties

AR Prefecture
006-200039857-20250425-DP2025_072-AU
Reçu le 12/05/2025
Publié le 12/05/2025

L'organisateur et le producteur en leur qualité respective s'engagent à faire respecter la législation et la réglementation en vigueur relatives à la sécurité du spectacle fourni et la sécurité du Public.

Article 3 : Modalités d'exécution du partenariat

Descriptif des spectacles : un spectacle « Véga, l'envoyée du ciel » au sein des Jardins du Musée International de la Parfumerie.
Date de la représentation : samedi 2 août 2025
Heure arrivée des artistes : à partir de 16h00
Durée du spectacle : de 19h00 à 20h30 : tout public
Tarif : entrée gratuite pour les spectateurs
Lieu et adresse du spectacle : Les Jardins du Musée International de la Parfumerie, 979 chemin des Gourettes, 06370 Mouans-Sartoux.

Article 4 : Enregistrement et diffusion

Tout enregistrement visuel ou audio, même partiel, du spectacle doit faire l'objet d'un accord particulier avec le Producteur et chacun des artistes.

Article 5 : Modalités de paiement

L'enveloppe de 1250 € (mille deux cents cinquante euros) a été attribuée pour couvrir tous les frais relatifs à ce projet, y compris les honoraires des intervenants.

L'association « Shootmi&Cie » s'engage à prendre en charge le paiement des charges sociales et fiscales.

L'association n'est pas soumise à la TVA (5,5%).

Le règlement sera versé à l'association « Shootmi&Cie» par mandat administratif dans les 30 jours après réception de la facture qui sera éditée à l'issue de la prestation.

Destinataire et adresse de facturation :
Communauté d'agglomération du Pays de Grasse –
57 avenue Pierre Sémard - 06130 Grasse

Information importante : **Depuis 1er janvier 2020, la transmission des factures sous forme dématérialisée sur le portail Chorus Pro est obligatoire**
Le montant forfaitaire ne sera versé par le producteur qu'après l'exécution de la présente convention. En cas d'exécution partiel, seuls les frais engagés, sur présentation de factures seront remboursés selon les modalités indiquées par le présent article.

Article 6 : Date d'effet et durée de la convention

La présente convention prend effet à la date de signature des parties jusqu'à 2 août 2025.

Article 7 : Rupture du contrat

Le présent contrat sera résilié de plein droit, sans qu'aucune indemnité ne puisse être versée à l'une ou l'autre des parties lorsque la représentation se trouve annulée soit pour raisons réputées de force majeure (ouragan, tempête, inondations, incendies, grèves, troubles publics, guerre) soit pour cause de mauvais temps soit par en raison de l'application de mesures sanitaires liées à la propagation d'un virus (COVID-19 ou autre).

Dans ces cas de figure, une négociation pourrait être envisagée entre le producteur et l'organisateur pour reporter ladite prestation.

AR Prefecture
006-200039857-20250425-DP2025_072-AU
Reçu le 12/05/2025
Publié le 12/05/2025

Il demeure entendu qu'en cas d'annulation de la représentation, en l'absence de faute du producteur, par décision unilatérale de l'organisateur, hors des raisons ci-dessus, celui-ci sera considéré comme redevable envers le producteur d'un montant indemnitaire égal au montant total fixé dans le présent contrat, sans préjudice d'éventuels autres recours pour faire valoir les droits d'une annulation de spectacle due au producteur.

En cas d'annulation fautive (en dehors des cas de rupture énoncés ci-dessus) de la représentation de la part du producteur, ce dernier ne pourra prétendre à aucun paiement partiel ou total du montant indemnitaire prévu dans la présente convention.

Article 8 – Résiliation de la convention

Faute d'exécution de leurs obligations respectives, soit par le producteur soit par l'organisateur, et quinze jours après l'envoi d'une mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception restée sans réponse, le présent contrat sera résilié de plein droit, aux torts et griefs de la partie défaillante.

Article 9 : Modification de la convention

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant.

Article 10 – Litiges

Le présent contrat est régi par la loi française.

En cas de différend sur l'interprétation ou l'exécution du présent contrat, chaque partie s'efforcera de trouver de bonne foi un accord. La partie souhaitant mettre en œuvre le processus de négociation devra en informer l'autre partie par Lettre Recommandée avec Accusé de Réception (LRAR) en indiquant les éléments du différend.

A défaut d'accord trouvé dans un délai de deux mois à compter de la réception de la LRAR par la partie concernée, le litige sera porté devant les juridictions compétentes.

Article 11 – Election de domicile

Pour l'application de la présente convention, les parties déclarent faire élection de domicile en leur adresse respective, tel indiqué en page 1 de la présente convention.

Fait en 2 exemplaires originaux à Grasse, le .

Pour la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse	**Pour l'association « Shootmi&Cie »**
Le Président,	Le Président,
Jérôme VIAUD **Maire de Grasse** Vice-président du Conseil départemental des Alpes-Maritimes	**Giovanni Rossi**

AR Prefecture
006-200039857-20250428-DP2025_073-AU
Reçu le 19/05/2025
Publié le 19/05/2025

Pays de Grasse
communauté d'agglomération

REPUBLIQUE FRANÇAISE
DEPARTEMENT
DES ALPES-MARITIMES

DECISION DU PRESIDENT
N° DP2025_073

Objet : Conclusion de partenariat entre la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse pour les Jardins du Musée International de la Parfumerie et l'association « Artvivace »

Le Président de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse

Vu Les articles L.5211-1 et L.5211-2 du Code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération DL2024_001 du 22 février 2024 de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse par laquelle le conseil communautaire a délégué au président certaines de ses attributions conformément à l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;

Considérant que dans le cadre des évènements « Nocturnes des JMIP » la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse souhaite collaborer avec l'association « Artvivace » afin d'organiser aux Jardins du Musée International de la Parfumerie un spectacle le 10 juillet 2025. Il convient de signer une convention qui règlera les modalités de partenariat entre la CAPG et l'association « Artvivace » ;

DECIDE

Article 1 : De signer la convention de partenariat ci-annexée, pour la représentation d'un spectacle le 10 juillet 2025 avec l'association « Artvivace » et la CAPG ;

Article 2 : D'accorder le budget de 2 864 € à ce projet, qui servira à régler les salaires, les charges sociales, les déplacements et les repas des intervenants.

Fait à Grasse, le 28 avril 2025

Le Président

57, avenue Pierre Sémard - BP 91015 - 06131 Grasse Cedex
Pays de Grasse communauté d'agglomération

Jérôme VIAUD
Maire de Grasse
Vice-président du Conseil départemental
des Alpes-Maritimes

AR Prefecture
006-200039857-20250428-DP2025_073-AU
Reçu le 19/05/2025
Publié le 19/05/2025

CONVENTION DE PARTENARIAT AUX JARDINS DU MUSEE INTERNATIONAL DE LA PARFUMERIE

Entre les soussignés :

La Communauté d'agglomération du Pays de Grasse, ayant son siège social à Grasse (06130), au 57 Avenue Pierre Sémard, identifiée sous le N° SIRET 200 039 857 000 12, représentée à l'acte par M. Jérôme VIAUD, son Président, agissant au nom et pour le compte de ladite communauté d'agglomération en vertu de la décision n° DP2025_XXX prise en date du XXXXXXX 2025 et visée en préfecture de Nice le XXXXXX 2025.

Dénommée ci-après **« La CAPG »**

d'une part,

et

L'association Artvivace, identifiée sous le numéro de Siret : 750 210 288 00031, dont le siège social est situé au 12, rue Humbert Ricolfi, 06300 Nice représentée à l'acte par Blandine DELRIEU, sa Présidente, agissant au nom et pour le compte de ladite association.

Dénommée ci-après **« producteur »**

d'autre part,

Préambule

La CAPG dispose des licences d'entrepreneur de spectacle N°1-1079097, N°2-1079098 et N°3-1079099.

Dans le cadre des nocturnes aux JMIP, le Service des publics des Musées a souhaité proposer un bal-concert « Guinguette chic pour les familles » dans sa programmation événementielle annuelle 2025.

La CAPG pour le JMIP souhaitent collaborer avec l'association **« Artvivace »** pour valoriser les Nocturnes aux Jardins du MIP.

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :

AR Prefecture
006-200039857-20250428-DP2025_073-AU
Reçu le 19/05/2025
Publié le 19/05/2025

Article 1 - Objet de la convention

La présente convention fixe les conditions dans lesquelles les deux parties collaborent autour de ce projet.

Article 2 : Obligations des parties

A- Obligations du producteur

Le producteur dispose du droit de représentation du spectacle pour lequel il s'est assuré le concours des comédiens pour sa représentation au sein des Jardins du Musée International de la Parfumerie le 10 juillet 2025.

Le Producteur fournira le spectacle entièrement monté et assumera la responsabilité artistique des représentations. En qualité d'employeur, il assurera les rémunérations, charges sociales et fiscales comprises de son personnel attaché au spectacle.

En cas d'empêchement majeur de l'un des artistes, le producteur s'engage à en effectuer le remplacement, dans toute la mesure de ses possibilités, par un artiste de même valeur. En aucun cas, le montant du forfait ne pourra alors être modifié.

Le Producteur devra personnellement souscrire toute police d'assurance pour les risques lui incombant et couvrant le bon déroulement du spectacle.

Il est également responsable des vols, bris ou détériorations des instruments, équipements et effets personnels des artistes à l'exclusion de dégâts causés en cas de force majeure.

Il devra avoir souscrit une police d'assurance générale pour les bénévoles et artistes qui interviendraient pour couvrir le déroulement du spectacle.

Cette assurance doit également couvrir tous les dommages matériels ou corporels pouvant résulter de ces activités.

B- Les obligations de l'organisateur - CAPG

L'organisateur s'est assuré :

- de la mise à disposition d'un référent pour l'accueil dès l'arrivée des artistes.
- des droits de SACD et SACEM inclus dans le devis.

L'organisateur ne sera pas responsable du chargement et déchargement du matériel à son arrivée et à l'issue de la prestation et ne pourra en aucun cas être inquiété à ce sujet.
L'organisateur s'engage à être couvert par une assurance responsabilité prenant en charge tous les risques liés à ses activités, ou celles de ses préposés liés à l'exécution de la présente convention.
Cette assurance doit également couvrir tous les dommages matériels ou corporels pouvant résulter de ces activités.

C- Les obligations réciproques des parties

L'organisateur et le producteur en leur qualité respective s'engagent à faire respecter la législation et la réglementation en vigueur relatives à la sécurité du spectacle fourni et la sécurité du Public.

AR Prefecture
006-200039857-20250428-DP2025_073-AU
Reçu le 19/05/2025
Publié le 19/05/2025

Article 3 : Modalités d'exécution du partenariat

Date de la représentation : La représentation aura lieu le jeudi 10 juillet 2025.
Lieu et descriptif du spectacle :
Le spectacle intitulé « Guinguette chic pour les familles » déroulera au sein des Jardins du Musée International de la Parfumerie situé au 979 chemin des Gourettes, 06370 Mouans-Sartoux.
Durée du spectacle : Le spectacle se déroulera de 19h00 à 20h30.
Tarif : entrée gratuite pour les spectateurs.
Heure arrivée des artistes : à partir de 16h00.
Public : le spectacle est tout public.

Article 4 : Enregistrement et diffusion

Tout enregistrement visuel ou audio, même partiel, du spectacle doit faire l'objet d'un accord particulier avec le Producteur et chacun des artistes.

Article 5 : Modalités de paiement

L'enveloppe de 2 864 € (deux mille huit cent soixante-quatre euros) a été attribuée pour couvrir tous les frais relatifs à ce projet, y compris les honoraires des intervenants.

L'association « Artvivace » s'engage à prendre en charge le paiement des charges sociales et fiscales.

L'association n'est pas soumise à la TVA (5,5%).

Le règlement sera versé à l'association « Artvivace » par mandat administratif dans les 30 jours après réception de la facture qui sera éditée à l'issue de la prestation.

Destinataire et adresse de facturation :
Communauté d'agglomération du Pays de Grasse –
57 avenue Pierre Sémard - 06130 Grasse

Information importante : **Depuis le 1er janvier 2020, la transmission des factures sous forme dématérialisée sur le portail Chorus Pro est obligatoire**

Les paiements seront effectués par virement administratif sur présentation des factures.
Le montant forfaitaire ne sera versé par le producteur qu'après l'exécution de la présente convention. En cas d'exécution partiel, seuls les frais engagés, sur présentation de factures seront remboursés selon les modalités indiquées par le présent article.

Article 6 : Date d'effet et durée de la convention

La présente convention prend effet à la date de signature des parties jusqu'à 10 juillet 2025.

Article 7 : Rupture du contrat

Le présent contrat sera résilié de plein droit, sans qu'aucune indemnité ne puisse être versée à l'une ou l'autre des parties lorsque la représentation se trouve annulée soit pour raisons réputées de force majeure (ouragan, tempête, inondations, incendies, grèves, troubles publics, guerre) soit pour cause de mauvais temps soit par en raison de l'application de mesures sanitaires liées à la propagation d'un virus (COVID-19 ou autre).

Dans ces cas de figure, une négociation pourrait être envisagée entre le producteur et l'organisateur pour reporter ladite prestation.

AR Prefecture
006-200039857-20250428-DP2025_073-AU
Reçu le 19/05/2025
Publié le 19/05/2025

Il demeure entendu qu'en cas d'annulation de la représentation, en l'absence de faute du producteur, par décision unilatérale de l'organisateur, hors des raisons ci-dessus, celui-ci sera considéré comme redevable envers le producteur d'un montant indemnitaire égal au montant total fixé dans le présent contrat, sans préjudice d'éventuels autres recours pour faire valoir les droits d'une annulation de spectacle due au producteur.

En cas d'annulation fautive (en dehors des cas de rupture énoncés ci-dessus) de la représentation de la part du producteur, ce dernier ne pourra prétendre à aucun paiement partiel ou total du montant indemnitaire prévu dans la présente convention.

Article 8 – Résiliation de la convention

Faute d'exécution de leurs obligations respectives, soit par le producteur soit par l'organisateur, et quinze jours après l'envoi d'une mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception restée sans réponse, le présent contrat sera résilié de plein droit, aux torts et griefs de la partie défaillante.

Article 9 : Modification de la convention

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant.

Article 10 – Litiges

Le présent contrat est régi par la loi française.

En cas de différend sur l'interprétation ou l'exécution du présent contrat, chaque partie s'efforcera de trouver de bonne foi un accord. La partie souhaitant mettre en œuvre le processus de négociation devra en informer l'autre partie par Lettre Recommandée avec Accusé de Réception (LRAR) en indiquant les éléments du différend.

A défaut d'accord trouvé dans un délai de deux mois à compter de la réception de la LRAR par la partie concernée, le litige sera porté devant les juridictions compétentes.

Article 11 – Election de domicile

Pour l'application de la présente convention, les parties déclarent faire élection de domicile en leur adresse respective, tel indiqué en page 1 de la présente convention.

Fait en 2 exemplaires originaux à Grasse, le .

Pour la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse	**Pour Artvivace**
Le Président,	La Présidente,
Jérôme VIAUD **Maire de Grasse** Vice-président du Conseil départemental des Alpes-Maritimes	**Blandine DELRIEU**

AR Prefecture
006-200039857-20250428-DP2025_074-AU
Reçu le 12/05/2025
Publié le 12/05/2025

Pays de Grasse
communauté d'agglomération

REPUBLIQUE FRANÇAISE
DEPARTEMENT
DES ALPES-MARITIMES

DECISION DU PRESIDENT N°DP2025_074

Objet : Conclusion d'une convention de partenariat entre la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse pour les Jardins du Musée International de la Parfumerie et l'association « Demi-Lune » dans le cadre de leur résidence artistiques en vue de création du spectacle « Fleur (en)volée, les jardins cachent bien des secrets »

Le Président de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse

Vu Les articles L.5211-1 et L.5211-2 du Code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération DL2024_001 du 22 février 2024 de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse par laquelle le conseil communautaire a délégué au président certaines de ses attributions conformément à l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;

Considérant que dans le cadre de la programmation événementielle aux Jardin du MIP, l'association « Demi-Lune », proposera des représentations du spectacle « Fleur (en)volée, les jardins cachent bien des secrets » le 24 juillet 2025 ;

Considérant que le spectacle sera entièrement créé et monté durant la résidence artistique aux JMIP ;

DECIDE

Article 1 : De signer la convention de partenariat ci-annexée entre l'association Demi-Lune et la CAPG ;

Article 2 : De verser au titre de ce partenariat 3 300 €.

Fait à Grasse, le 28 avril 2025

Le Président

Pays de Grasse communauté d'agglomération

Jérôme VIAUD
Maire de Grasse
Vice-président du Conseil départemental
des Alpes-Maritimes

AR Prefecture
006-200039857-20250428-DP2025_074-AU
Reçu le 12/05/2025
Publié le 12/05/2025

CONVENTION DE PARTENARIAT AUX JARDINS DU MUSEE INTERNATIONAL DE LA PARFUMERIE

Entre les soussignés :

La Communauté d'agglomération du Pays de Grasse, ayant son siège à Grasse (06130), au 57 Avenue Pierre Sémard, identifiée sous le N° SIRET 200 039 857 000 12, représentée à l'acte par M. Jérôme VIAUD, son Président, agissant au nom et pour le compte de ladite communauté d'agglomération en vertu de la décision n° DP2025_XXX prise en date du XXXXXXX 2025 et visée en préfecture de Nice le XXXXXX 2025.

Dénommée ci-après **« La CAPG »**

d'une part,

et

L'association Compagnie Demi-Lune, identifiée sous le numéro de Siret n° 851 070 060 00013, dont le siège social est situé au 13 B chemin des Frères Garbero, 06600 Antibes représentée à l'acte par Jérémie MERIAUX, son Président, agissant au nom et pour le compte de ladite association.

Dénommée ci-après **« L'association»**

d'autre part,

Ci-après désignées ensemble « **les parties** »,

Préambule

La CAPG dispose des licences d'entrepreneur de spectacle N°1-1079097, N°2-1079098 et N°3-1079099.

L'événement « Fleur (en)volée, les jardins cachent bien des secrets » aura lieu le 24 juillet 2025. Le Service des publics des Musées a souhaité proposer cette performance de spectacle dans sa programmation événementielle annuelle 2025.

La CAPG pour le JMIPP souhaitent collaborer avec l'association « Compagnie Demi-Lune **»** pour valoriser les Nocturnes aux Jardins du MIP.

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :

AR Prefecture
006-200039857-20250428-DP2025_074-AU
Reçu le 12/05/2025
Publié le 12/05/2025

Article 1 - Objet de la convention

La présente convention fixe les conditions dans lesquelles les deux parties collaborent autour de ce partenariat.

Article 2 : Obligations des parties

A- Obligations de l'association

Le producteur dispose du droit de représentation du spectacle pour lequel il s'est assuré le concours des comédiens pour sa prestation au sein des Jardins du Musée International de la Parfumerie le 24 juillet 2025.

L'association arrivera aux Jardins du MIP le 19 juillet pour une résidence artistique : soit 5 journées de création du 19 au 23 juillet 2025 et 1 journée de représentation(s) - 2 représentations dans la journée du jeudi 24 juillet. L'association s'engage à ce que le spectacle soit entièrement monté et assumera la responsabilité artistique des représentations. En qualité d'employeur, il assurera les rémunérations, charges sociales et fiscales comprises de son personnel attaché au spectacle.

En cas d'empêchement majeur de l'un des artistes, l'association s'engage à en effectuer le remplacement, dans toute la mesure de ses possibilités, par un artiste de même valeur. En aucun cas, le montant du forfait ne pourra alors être modifié.

L'association devra personnellement souscrire toute police d'assurance pour les risques lui incombant et couvrant le bon déroulement du spectacle.

Il est également responsable des vols, bris ou détériorations des instruments, équipements et effets personnels des artistes à l'exclusion de dégâts causés en cas de force majeure.

Il devra avoir souscrit une police d'assurance générale pour les bénévoles et artistes qui interviendraient pour couvrir le déroulement du spectacle.

Cette assurance doit également couvrir tous les dommages matériels ou corporels pouvant résulter de ces activités.

B- Les obligations de la CAPG

La CAPG s'est assuré :

- de la mise à disposition d'un référent pour l'accueil dès l'arrivée des artistes.
- des droits de SACD et SACEM inclus dans le devis.

La CAPG et le producteur l'association s'engagent à faire respecter la législation et la réglementation en vigueur relatives à la sécurité du spectacle fourni et la sécurité du Public.

La CAPG ne sera pas responsable du chargement et déchargement du matériel à son arrivée et à l'issue de la prestation et ne pourra en aucun cas être inquiété à ce sujet.

La CAPG s'engage à être couvert par une assurance responsabilité prenant en charge tous les risques liés à ses activités, ou celles de ses préposés liés à l'exécution de la présente convention.
Cette assurance doit également couvrir tous les dommages matériels ou corporels pouvant résulter de ces activités.

C- Les obligations réciproques des parties

La CAPG et l'association en leur qualité respective s'engagent à faire respecter la législation et la réglementation en vigueur relatives à la sécurité du spectacle fourni et la sécurité du public.

AR Prefecture
006-200039857-20250428-DP2025_074-AU
Reçu le 12/05/2025
Publié le 12/05/2025

Article 3 : Modalités d'exécution du partenariat

Descriptif du spectacle : « Fleur (en)volée, les jardins cachent bien des secrets », un spectacle créé durant la résidence artistique au sein des Jardins du Musée International de la Parfumerie.
Date des représentations : jeudi 24 juillet 2025
Public : tout public
Tarif : entrée gratuite pour les spectateurs.
Lieu et adresse du spectacle : Les Jardins du Musée International de la Parfumerie, 979 chemin des Gourettes, 06370 Mouans-Sartoux.

Article 4 : Enregistrement et diffusion

Tout enregistrement visuel ou audio, même partiel, du spectacle doit faire l'objet d'un accord particulier avec l'association et chacun des artistes.

Article 5 : Modalités de paiement

L'enveloppe de 3 300 € (trois mille trois cents euros) maximum a été attribuée pour couvrir tous les frais relatifs à ce projet, y compris les honoraires des intervenants.

L'association « Compagnie Demi-Lune » s'engage à prendre en charge le paiement des charges sociales et fiscales.

L'association n'est pas soumise à la TVA (5,5%).

Le règlement sera versé à l'association « Compagnie Demi-Lune » par mandat administratif dans les 30 jours après réception de la facture acquittée qui sera éditée à l'issue de la prestation.

Destinataire et adresse de facturation :
Communauté d'agglomération du Pays de Grasse –
57 avenue Pierre Sémard - 06130 Grasse

Information importante : **Depuis 1er janvier 2020, la transmission des factures sous forme dématérialisée sur le portail Chorus Pro est obligatoire.**
Le montant forfaitaire ne sera versé par l'association qu'après l'exécution de la présente convention. En cas d'exécution partiel, seuls les frais engagés, sur présentation de factures acquittées seront remboursés selon les modalités indiquées par le présent article.

Article 6 : Date d'effet et durée de la convention

La présente convention prend effet à la date de signature des parties jusqu'à 24 juillet 2025.

Article 7 : Rupture du contrat

Le présent contrat sera résilié de plein droit, sans qu'aucune indemnité ne puisse être versée à l'une ou l'autre des parties lorsque la représentation se trouve annulée soit pour raisons réputées de force majeure (ouragan, tempête, inondations, incendies, grèves, troubles publics, guerre) soit pour cause de mauvais temps soit par en raison de l'application de mesures sanitaires liées à la propagation d'un virus (COVID-19 ou autre).

Dans ces cas de figure, une négociation pourrait être envisagée entre l'association et l'organisateur pour reporter ladite prestation.

Il demeure entendu qu'en cas d'annulation de la représentation, en l'absence de faute du L'association, par décision unilatérale de de la CAPG, hors des raisons ci-dessus, celui-ci

AR Prefecture
006-200039857-20250428-DP2025_074-AU
Reçu le 12/05/2025
Publié le 12/05/2025

sera considéré comme redevable envers l'association d'un montant indemnitaire égal au montant total fixé dans le présent contrat, sans préjudice d'éventuels autres recours pour faire valoir les droits d'une annulation de spectacle due au l'association.

En cas d'annulation fautive (en dehors des cas de rupture énoncés ci-dessus) de la représentation de la part du l'association ce dernier ne pourra prétendre à aucun paiement partiel ou total du montant indemnitaire prévu dans la présente convention.

Article 8 – Résiliation de la convention

Faute d'exécution de leurs obligations respectives, soit par l'association soit par l'organisateur, et quinze jours après l'envoi d'une mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception restée sans réponse, le présent contrat sera résilié de plein droit, aux torts et griefs de la partie défaillante.

Article 9 : Modification de la convention

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant.

Article 10 – Litiges

Le présent contrat est régi par la loi française.

En cas de différend sur l'interprétation ou l'exécution du présent contrat, chaque partie s'efforcera de trouver de bonne foi un accord. La partie souhaitant mettre en œuvre le processus de négociation devra en informer l'autre partie par Lettre Recommandée avec Accusé de Réception (LRAR) en indiquant les éléments du différend.

A défaut d'accord trouvé dans un délai de deux mois à compter de la réception de la LRAR par la partie concernée, le litige sera porté devant les juridictions compétentes.

Article 11 – Election de domicile

Pour l'application de la présente convention, les parties déclarent faire élection de domicile en leur adresse respective, tel indiqué en page 1 de la présente convention.

Fait en 2 exemplaires originaux à Grasse, le .

Pour la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse	**Pour Compagnie Demi-Lune**
Le Président,	Le Président,
Jérôme VIAUD **Maire de Grasse** Vice-président du Conseil départemental des Alpes-Maritimes	**Jérémie MERIAUX**

AR Prefecture
006-200039857-20250428-DP2025_075-AU
Reçu le 12/05/2025
Publié le 12/05/2025

Pays de Grasse
communauté d'agglomération

REPUBLIQUE FRANÇAISE
DEPARTEMENT
DES ALPES-MARITIMES

DECISION DU PRESIDENT
N° DP2025_075

Objet : Conclusion d'une convention de partenariat entre la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse pour les Jardins du Musée International de la Parfumerie et l'association « Mimo Brico », en vue de l'organisation d'un atelier créatif lors de la Nuit des Etoiles le 2 août 2025

Le Président de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse

Vu Les articles L.5211-1 et L.5211-2 du Code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération DL2022_001 du 24 février 2022 de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse par laquelle le conseil communautaire a délégué au président certaines de ses attributions conformément à l'article L5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;

Considérant que dans le cadre de l'évènement « La nuit des étoiles » la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse souhaite collaborer avec l'association « Mimo Brico », afin d'organiser aux Jardins du Musée International de la Parfumerie un atelier créatif le 2 août 2025. Il convient de signer une convention qui règlera les modalités de partenariat entre la CAPG et l'association « Mimo Brico »;

DECIDE

Article 1 : De signer la convention de partenariat ci-annexée, pour la représentation d'un spectacle le 2 août 2025 avec l'association « Mimo Brico » et la CAPG ;

Article 2 : D'accorder le budget de 850 € à ce projet, qui servira à régler les salaires, les charges sociales, les déplacements et les repas des intervenants.

Fait à Grasse, le 28 avril 2025

Le Président

Jérôme VIAUD
Maire de Grasse
Vice-président du Conseil départemental
des Alpes-Maritimes

AR Prefecture
006-200039857-20250428-DP2025_075-AU
Reçu le 12/05/2025
Publié le 12/05/2025

CONVENTION DE PARTENARIAT
Aux JARDINS DU MUSEE INTERNATIONAL DE LA PARFUMERIE

Entre les soussignés :

La **Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse**, ayant son siège à Grasse (06130), au 57 Avenue Pierre Sémard, identifiée sous le N° SIRET 200 039 857 000 12, et représentée à l'acte par Jérôme VIAUD, son Président, agissant au nom et pour le compte de ladite communauté d'agglomération en vertu de la décision n° DP2025_XXX prise en date du XXXX 2025 et visée en Préfecture de Nice le XXXXX 2025.

d'une part,

et **Mimo Brico**, association identifiée sous le numéro SIRET 750 524 035 00011, dont le siège est 83 chemin de la frayère - 06530 Peymeinade, représentée à l'acte par son président, **Monsieur Xavier Danguilcourt,** agissant au nom et pour le compte de ladite association.

d'autre part,

Préambule

La CAPG dispose des licences d'entrepreneur de spectacle N°1-1079097, N°2-1079098 et N°3-1079099.

L'événement **« Space Artist »** aura lieu le samedi 2 août 2025. La direction des publics et de la programmation culturelle des Musées a souhaité proposer cet événement culturel et pédagogique dans sa programmation « **Nuit des étoiles 2025** ».

La CAPG pour les JMIP souhait collaborer avec l'association « **Mimo Brico**» pour valoriser l'ensemble des événements.

AR Prefecture
006-200039857-20250428-DP2025_075-AU
Reçu le 12/05/2025
Publié le 12/05/2025

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :

Article 1 - Objet de la convention

La présente convention fixe les conditions dans lesquelles les deux parties collaborent autour de ce projet.

Article 2 : Obligations des parties

A- Obligations du producteur

Le producteur dispose du droit de représentation du spectacle suivant pour lequel il s'est assuré le concours des artistes pour sa représentation au sein des Jardins du Musée International de la Parfumerie le 2 août 2025.

Le Producteur fournira le spectacle entièrement monté et assumera la responsabilité artistique des représentations. En qualité d'employeur, il assurera les rémunérations, charges sociales et fiscales comprises de son personnel attaché au spectacle.

En cas d'empêchement majeur de l'un des artistes, le producteur s'engage à en effectuer le remplacement, dans toute la mesure de ses possibilités, par un artiste de même valeur. En aucun cas, le montant du forfait ne pourra alors être modifié.

Le Producteur devra personnellement souscrire toute police d'assurance pour les risques lui incombant et couvrant le bon déroulement du spectacle.

Il est également responsable des vols, bris ou détériorations des instruments, équipements et effets personnels des artistes à l'exclusion de dégâts causés en cas de force majeure.

Il devra avoir souscrit une police d'assurance générale pour les bénévoles et artistes qui interviendraient pour couvrir le déroulement du spectacle.

Cette assurance doit également couvrir tous les dommages matériels ou corporels pouvant résulter de ces activités.

B- Les obligations de l'organisateur

L'organisateur s'est assuré :

- de la mise à disposition d'un référent pour l'accueil dès l'arrivée des artistes.
- des droits de SACD et SACEM inclus dans le devis.

L'organisateur et le producteur s'engagent à faire respecter la législation et la réglementation en vigueur relatives à la sécurité du spectacle fourni et la sécurité du Public.

L'organisateur ne sera pas responsable du chargement et déchargement du matériel à son arrivée et à l'issue de la prestation et ne pourra en aucun cas être inquiété à ce sujet.

L'organisateur s'engage à être couvert par une assurance responsabilité prenant en charge tous les risques liés à ses activités, ou celles de ses préposés liés à l'exécution de la présente convention.

Cette assurance doit également couvrir tous les dommages matériels ou corporels pouvant résulter de ces activités.

C- Les obligations réciproques des parties

AR Prefecture
006-200039857-20250428-DP2025_075-AU
Reçu le 12/05/2025
Publié le 12/05/2025

L'organisateur et le producteur en leur qualité respective s'engagent à faire respecter la législation et la réglementation en vigueur relatives à la sécurité du spectacle fourni et la sécurité du Public.

Article 3 : Modalités d'exécution du partenariat

Descriptif des ateliers : Création d'un tableau nocturne original, personnalisé et lumineux la nuit au sein des Jardins du Musée International de la Parfumerie avec un espace de jeux sur le thème de l'espace.
Date de l'événement : samedi 2 août 2025
Heure arrivée des animateurs : à partir de 16h00
Durée de l'événement : de 18h00 à 23h00 : tout public
Tarif : entrée gratuite pour les spectateurs
Lieu et adresse du spectacle : Les Jardins du Musée International de la Parfumerie, 979 chemin des Gourettes, 06370 Mouans-Sartoux.

Article 4 : Enregistrement et diffusion

Tout enregistrement visuel ou audio, même partiel, du spectacle doit faire l'objet d'un accord particulier avec le Producteur et chacun des artistes.

Article 5 : Modalités de paiement

L'enveloppe de 850 € (huit cent cinquante euros) a été attribuée pour couvrir tous les frais relatifs à ce projet, y compris les honoraires des intervenants.

L'association « Mimo Brico » s'engage à prendre en charge le paiement des charges sociales et fiscales.

« L'association n'est pas soumise à la TVA ».

Le règlement sera versé à l'association « Mimo Brico » par mandat administratif dans les 30 jours après réception de la facture qui sera éditée à l'issue de la prestation.

Destinataire et adresse de facturation :
Communauté d'agglomération du Pays de Grasse –
57 avenue Pierre Sémard - 06130 Grasse

Information importante : **Depuis 1er janvier 2020, la transmission des factures sous forme dématérialisée sur le portail Chorus Pro est obligatoire**
Le montant forfaitaire ne sera versé par le producteur qu'après l'exécution de la présente convention. En cas d'exécution partiel, seuls les frais engagés, sur présentation de factures seront remboursés selon les modalités indiquées par le présent article.

Article 6 : Date d'effet et durée de la convention

La présente convention prend effet à la date de signature des parties jusqu'à 2 août 2025.

Article 7 : Rupture du contrat

Le présent contrat sera résilié de plein droit, sans qu'aucune indemnité ne puisse être versée à l'une ou l'autre des parties lorsque la représentation se trouve annulée soit pour raisons réputées de force majeure (ouragan, tempête, inondations, incendies, grèves, troubles publics, guerre) soit pour cause de mauvais temps soit par en raison de l'application de mesures sanitaires liées à la propagation d'un virus (COVID-19 ou autre).

Dans ces cas de figure, une négociation pourrait être envisagée entre le producteur et l'organisateur pour reporter ladite prestation.

AR Prefecture
006-200039857-20250428-DP2025_075-AU
Reçu le 12/05/2025
Publié le 12/05/2025

Il demeure entendu qu'en cas d'annulation de la représentation, en l'absence de faute du producteur, par décision unilatérale de l'organisateur, hors des raisons ci-dessus, celui-ci sera considéré comme redevable envers le producteur d'un montant indemnitaire égal au montant total fixé dans le présent contrat, sans préjudice d'éventuels autres recours pour faire valoir les droits d'une annulation de spectacle due au producteur.

En cas d'annulation fautive (en dehors des cas de rupture énoncés ci-dessus) de la représentation de la part du producteur, ce dernier ne pourra prétendre à aucun paiement partiel ou total du montant indemnitaire prévu dans la présente convention.

Article 8 – Résiliation de la convention

Faute d'exécution de leurs obligations respectives, soit par le producteur soit par l'organisateur, et quinze jours après l'envoi d'une mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception restée sans réponse, le présent contrat sera résilié de plein droit, aux torts et griefs de la partie défaillante.

Article 9 : Modification de la convention

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant.

Article 10 – Litiges

Le présent contrat est régi par la loi française.

En cas de différend sur l'interprétation ou l'exécution du présent contrat, chaque partie s'efforcera de trouver de bonne foi un accord. La partie souhaitant mettre en œuvre le processus de négociation devra en informer l'autre partie par Lettre Recommandée avec Accusé de Réception (LRAR) en indiquant les éléments du différend.

A défaut d'accord trouvé dans un délai de deux mois à compter de la réception de la LRAR par la partie concernée, le litige sera porté devant les juridictions compétentes.

Article 11 – Election de domicile

Pour l'application de la présente convention, les parties déclarent faire élection de domicile en leur adresse respective, tel indiqué en page 1 de la présente convention.

Fait en 2 exemplaires originaux à Grasse, le .

Pour la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse	**Pour l'association Mimo Brico**
Le Président,	Le Président,
Jérôme VIAUD **Maire de Grasse** Vice-président du Conseil départemental des Alpes-Maritimes	**Xavier Danguilcourt**

AR Prefecture
006-200039857-20250428-DP2025_076-AU
Reçu le 12/05/2025
Publié le 12/05/2025

Pays de Grasse
communauté d'agglomération

REPUBLIQUE FRANÇAISE
DEPARTEMENT
DES ALPES-MARITIMES

DECISION DU PRESIDENT
N° DP2025_076

Objet : Conclusion d'une convention de partenariat entre la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse pour les Jardins du Musée International de la Parfumerie et le magasin BOTANIC de Mouans-Sartoux

Le Président de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse

Vu Les articles L.5211-1 et L.5211-2 du Code général des collectivités territoriales ;

Vu les statuts en vigueur de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse ;

Vu la délibération DL2024_001 du 22 février 2024 de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse par laquelle le conseil communautaire a délégué au président certaines de ses attributions conformément à l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;

Considérant que dans le cadre de son engagement en faveur de la préservation, de la valorisation et de la transmission du patrimoine végétal lié à la parfumerie, le magasin BOTANIC souhaite par le biais d'un partenariat soutenir les actions menées par la CAPG dans ce domaine au profit des Jardins du Musée International de la Parfumerie ;

DECIDE

Article 1 : La signature d'une convention ci-annexée entre la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse et le magasin BOTANIC de Mouans-Sartoux ;

Article 2 : De conclure le partenariat pour une durée d'un an, renouvelable pour une même durée par tacite reconduction, dans la limite de trois années au maximum.

Fait à Grasse, le 28 avril 2025

Le Président

Jérôme VIAUD
Maire de Grasse
Vice-président du Conseil départemental
des Alpes-Maritimes

AR Prefecture
006-200039857-20250428-DP2025_076-AU
Reçu le 12/05/2025
Publié le 12/05/2025

Les Jardins du Musée International de la Parfumerie

CONVENTION DE PARTENARIAT

Entre les soussignés :

La Communauté d'agglomération du Pays de Grasse, ayant son siège à Grasse (06130), au 57 Avenue Pierre Sémard, identifiée sous le N° SIRET 200 039 857 000 12, représentée à l'acte par M. Jérôme VIAUD, son Président, agissant au nom et pour le compte de ladite communauté d'agglomération en vertu de la décision n° DP2025_XXXX prise en date du XXXXX 2025 et visée en préfecture de Nice XXXXX 2025.

Dénommée ci-après **« La CAPG »**

d'une part,

et

BOTANIC, ayant son siège à ZAC DES GOURETTES 999 CHEMIN DES GOURETTES 06370 MOUANS-SARTOUX, immatriculé sous le numéro SIRET 31291055700106, représenté à l'acte par Monsieur Michel Bouzerara, Directeur d'exploitation,

Dénommée ci-après **« le partenaire »**

d'autre part,

Ci-après désignées ensemble « **les parties** »,

Préambule

Dans le cadre de son engagement en faveur de la préservation, de la valorisation et de la transmission du patrimoine végétal lié à la parfumerie, BOTANIC souhaite par le biais d'un partenariat avec la CAPG soutenir les Jardins du Musée International de la Parfumerie.

AR Prefecture
006-200039857-20250428-DP2025_076-AU
Reçu le 12/05/2025
Publié le 12/05/2025

Article 1 – Objet

La présente convention a pour objet de définir les modalités du partenariat entre BOTANIC et la CAPG, au profit des Jardins du Musée International de la Parfumerie.

Article 2 – Engagement des parties

Article 2.1 - Engagements du partenaire

Le partenaire s'engage à :

- Offrir aux Jardins du MIP une donation annuelle de plantes, d'une valeur comprise entre 500 et 1 000 euros, pour enrichir la collection végétale ;
- Accorder une remise de -30% à -70% sur les achets des plantes ;
- Intégrer dans la Newsletter Club Botanic (environ 8 éditions par an) une brève accompagnée d'une photo présentant l'actualité des Jardins du MIP et l'offre tarifaire préférentielle, sous réserve de validation par le service communication de la CAPG ;
- Installer dans les magasins Botanic, de mars à novembre, deux kakémonos en sortie de caisse, mettant en avant la biodiversité et la nature au sein des Jardins du MIP. Le design sera fourni par le service communication de la CAPG, incluant un QR code redirigeant vers le site internet des Jardins du MIP.

Article 2.2 - Engagements de la CAPG pour les Jardins du Musée International de la Parfumerie :

La CAPG s'engage à :

- Proposer aux détenteurs de la carte Club Botanic (environ 12 000 membres) une offre tarifaire préférentielle aux JMIP : entrée demi-tarif de 2 €, sur présentation de la carte BOTANIC ;
- Offrir un Pass annuel individuel d'une valeur de 10 euros pour l'accès gratuit aux JMIP pour le personnel de Botanic de Mouans-Sartoux, à compter de la signature de la présente convention.

Article 3 - Communication et valorisation du mécénat

Le partenaire est autorisé à mentionner le partenariat avec la CAPG et les Musées de Grasse dans ses supports de communication, y compris via l'usage des logos, sous réserve de validation écrite préalable de la CAPG. Toute utilisation à des fins commerciales devra faire l'objet d'un accord spécifique.

Article 4 - Durée et entrée en vigueur

La présente convention prend effet à compter de la date de signature par les parties pour une durée d'un an, renouvelable pour une même durée par tacite reconduction, dans la limite de maximum trois années.

Article 5 : Modalités financières

La présente convention ne comporte pas de flux monétaires. Chacune des parties supportera les frais de ses obligations prévues à l'article 2 de la présente.

AR Prefecture
006-200039857-20250428-DP2025_076-AU
Reçu le 12/05/2025
Publié le 12/05/2025

Article 6 : Modification de la convention

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant.

Article 7 : Litiges

Le présent contrat est régi par la loi française.

En cas de différend sur l'interprétation ou l'exécution du présent contrat, chaque partie s'efforcera de trouver de bonne foi un accord. La partie souhaitant mettre en œuvre le processus de négociation devra en informer l'autre partie par Lettre Recommandée avec Accusé de Réception (LRAR) en indiquant les éléments du différend.

A défaut d'accord trouvé dans un délai de deux mois à compter de la réception de la LRAR par la partie concernée, le litige sera porté devant les juridictions compétentes.

Article 8 : Élection de domicile

Pour l'application de la présente convention, les parties déclarent faire élection de domicile en leur adresse respective, telle qu'indiquée en page 1 de la présente convention.

Fait en 2 exemplaires à Grasse, le :

Pour la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse

Le Président,

Jérôme VIAUD

Maire de Grasse

Vice-président du Conseil départemental des Alpes-Maritimes

Michel BOUZERARA

Pour Botanic

Directeur,

AR Prefecture
006-200039857-20250428-DP2025_077-AU
Reçu le 12/05/2025
Publié le 12/05/2025

Pays de Grasse
communauté d'agglomération

REPUBLIQUE FRANÇAISE
DEPARTEMENT
DES ALPES-MARITIMES

DECISION DU PRESIDENT
N° DP2025_077

Objet : Conclusion d'une convention de partenariat entre la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse pour le Musée International de la Parfumerie et ses jardins et l'exploitation LABORATOIRE VEGETAL

Le Président de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse

Vu Les articles L.5211-1 et L.5211-2 du Code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération DL2024_001 du 22 février 2024 de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse par laquelle le conseil communautaire a délégué au président certaines de ses attributions conformément à l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;

Considérant que l'exploitation LABORATOIRE VEGETAL souhaite offrir au service des public du MIP ainsi qu'aux Jardins du MIP de la vanille sous différentes formes (graines, plants, gousses) ;

Considérant qu'il convient de signer une convention qui règlera les modalités de ce partenariat entre la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse et l'exploitation LABORATOIRE VEGETAL ;

DECIDE

Article 1 : La signature d'une convention ci-annexée entre la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse et l'exploitation LABORATOIRE VEGETAL ;

Article 2 : de conclure pour une durée d'un an, renouvelable pour une même durée sans dépasser 6 années au total.

Fait à Grasse, le 28 avril 2025

Le Président

Jérôme VIAUD
Maire de Grasse
Vice-président du Conseil départemental
des Alpes-Maritimes

AR Prefecture
006-200039857-20250428-DP2025_077-AU
Reçu le 12/05/2025
Publié le 12/05/2025

ANNEXE DE LA DP2025_077

Musée International de la Parfumerie et ses Jardins

CONVENTION DE PARTENARIAT

Entre les soussignés :

La Communauté d'agglomération du Pays de Grasse, ayant son siège à Grasse (06130), au 57 Avenue Pierre Sémard, identifiée sous le N° SIRET 200 039 857 000 12, représentée à l'acte par M. Jérôme VIAUD, son Président, agissant au nom et pour le compte de ladite communauté d'agglomération en vertu de la décision n° DP2025_XXXX prise en date du XXXXX 2025 et visée en préfecture de Nice XXXXX 2025.

Dénommée ci-après **« La CAPG »**

d'une part,

et

le LABORATOIRE VEGETAL, identifié sous le numéro de SIRET n°93374215700011 ayant son siège à Grasse (06130) au 4 traverse Dupont, représenté à l'acte par Monsieur Cédric ANDRIA, Directeur d'exploitation,

Dénommée ci-après **« partenaire »**

d'autre part,

Ci-après désignées ensemble « **les parties** »,

Préambule

Dans le cadre de son engagement pour la préservation et la transmission du patrimoine végétal lié à la parfumerie, le LABORATOIRE VEGETAL souhaite apporter un soutien sous forme de don en nature à la CAPG au bénéfice du Musée International de la Parfumerie et de ses Jardins.

AR Prefecture
006-200039857-20250428-DP2025_077-AU
Reçu le 12/05/2025
Publié le 12/05/2025

Article 1 – Objet

La présente convention a pour objet de déterminer les conditions dans lesquelles se réalise l'engagement de la Société Laboratoire Végétal en tant que partenaire de la CAPG au profit du Musée International de la Parfumerie et de ses Jardins du Musée International de la Parfumerie et de définir la nature de sa contribution et les modalités des contreparties accordées en retour par la CAPG.

Article 2 – Engagement des parties

Article 2.1 - Engagement du « Le laboratoire végétal »:

Le partenaire s'engage à faire don à la CAPG au profit du MIP et les Jardins du MIP de vanille sous différentes formes (graines, plants, gousses) d'une valeur totale de 1 000 euros. Ce don est destiné aux activités pédagogiques du service des publics et à la culture dans les Jardins du MIP.

Article 2.2 – Engagements de la CAPG :

Le Bénéficiaire s'engage à :

a) ne pas transmettre les boutures de vanille à des tiers.

b) offrir 3 visites guidées par an pour LABORATOIRE VEGETAL et ses clients privilégiés. Ces visites pourront se dérouler soit aux Jardins du MIP, soit au Musée International de la Parfumerie, selon un planning établi à l'avance avec la chargée de réservation du service des publics.

Article 3 - Communication et valorisation du-partenariat

Le laboratoire végétal pourra communiquer sur ce partenariat en mentionnant la CAPG et en utilisant leurs logos dans ses supports de communication, sous réserve de validation préalable par la CAPG.

Article 4 – Date d'effet et durée

La présente convention prend effet à compter de la date de signature par les parties pour une durée d'un an, renouvelable par accord écrit des parties pour une même durée, sans toutefois dépasser au total six années.

Article 5 : Modalités financières

La présente convention ne comporte pas de flux monétaires. Chacune des parties supportera les frais de ses obligations prévues à l'article 2 de la présente.

Article 6 : Modification de la convention

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant.

Article 7 : Litiges

Le présent contrat est régi par la loi française.

En cas de différend sur l'interprétation ou l'exécution du présent contrat, chaque partie s'efforcera de trouver de bonne foi un accord. La partie souhaitant mettre en œuvre le processus de négociation devra en informer l'autre partie par Lettre Recommandée avec Accusé de Réception (LRAR) en indiquant les éléments du différend.

AR Prefecture
006-200039857-20250428-DP2025_077-AU
Reçu le 12/05/2025
Publié le 12/05/2025

A défaut d'accord trouvé dans un délai de deux mois à compter de la réception de la LRAR par la partie concernée, le litige sera porté devant les juridictions compétentes.

Article 8 : Élection de domicile

Pour l'application de la présente convention, les parties déclarent faire élection de domicile en leur adresse respective, telle qu'indiquée en page 1 de la présente convention.

Fait en 2 exemplaires à Grasse, le :

Pour la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse

Le Président,

Jérôme VIAUD

Maire de Grasse

Vice-président du Conseil départemental des Alpes-Maritimes

Pour LABORATOIRE VEGETAL

Directeur d'exploitation,

Cédric ANDRIA

AR Prefecture
006-200039857-20250428-DP2025_078-AU
Reçu le 12/05/2025
Publié le 12/05/2025

Pays de Grasse
communauté d'agglomération

REPUBLIQUE FRANÇAISE
DEPARTEMENT
DES ALPES-MARITIMES

DECISION DU PRESIDENT N°DP2025_078

Objet : Déplacement de Madame Amélie PUGET à Belgrade afin d'assurer une formation de médiation autour de la parfumerie au musée de Belgrade

Le Président de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse

Vu les articles L.5211-1 et L.5211-2 du Code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération DL2024_001 du 22 février 2024 de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse par laquelle le conseil communautaire a délégué au président certaines de ses attributions conformément à l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;

Considérant que le service des publics de la Conservation des musées de Grasse en collaboration avec l'Institut Français de Serbie, souhaite proposer une formation pour les médiateurs du Musée de Belgrade dans le cadre de leur exposition sur le parfum ;

Considérant que Madame Amélie PUGET, médiatrice culturelle des Musées de Grasse se rendra à Belgrade du 26 mai au 30 mai 2025 pour assurer cette formation ;

Considérant que les frais de déplacement, d'hébergement et de restauration seront entièrement pris en charge par le Musée de Belgrade ;

Considérant que les heures supplémentaires qu'effectuera Madame PUGET dans le cadre de sa mission seront payées à la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse par l'Institut Français de Serbie ;

DECIDE

Article 1 : d'autoriser le déplacement professionnel de Madame Amélie PUGET à Belgrade en Serbie du 26 mai au 30 mai 2025 ;

Article 2 : D'autoriser l'émission d'un titre de paiement à hauteur de 320 euros à l'Institut Français de Serbie pour les heures supplémentaires qu'effectuera Madame PUGET.

Fait à Grasse, le 28 avril 2025

Le Président

Pays de Grasse communauté d'agglomération

Jérôme VIAUD
Maire de Grasse
Vice-président du Conseil départemental
des Alpes-Maritimes

AR Prefecture
006-200039857-20250428-DP2025_079-AU
Reçu le 12/05/2025
Publié le 12/05/2025

pays de Grasse
communauté d'agglomération

REPUBLIQUE FRANÇAISE
DEPARTEMENT
DES ALPES-MARITIMES

DECISION DU PRESIDENT N°DP2025_079

Objet : Convention dite contrat « ville Hôte » pour l'organisation de la « *Grasse Perfume Week 2025*»

Le Président de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse

Vu la délibération DL2024_001 du 22 février 2024 de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse par laquelle le conseil communautaire a délégué au président certaines de ses attributions conformément à l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;

Vu les statuts en vigueur de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse ;

Considérant que la « *Grasse Perfume week* » organisée par la société NEZ EVENTS du 2 au 5 Juillet 2025 constitue une manifestation ainsi qu'une occasion majeure pour la mise en valeur des savoir-faire de la parfumerie et l'attractivité du territoire et qu'elle nécessite l'intervention de différents acteurs dont la ville de Grasse dite ville Hôte et la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse (CAPG) ;

Considérant que cette manifestation, ouverte au public et aux professionnels, s'organisera notamment au sein des locaux de Grasse Campus et du Musée International de la Parfumerie ;

Considérant qu'afin de définir les modalités d'organisation de cet événement, les parties ont décidé de conclure une convention dite contrat « Ville Hôte » à laquelle participe la CAPG ;

DECIDE

Article 1 : La signature de la convention dite contrat « ville Hôte » entre la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse, la Ville de Grasse et la société NEZ EVENTS ;

Article 2 : La conclusion de cette convention sans contrepartie pour la CAPG ;

Article 3 : D'accorder la gratuité d'entrée au Musée International de la Parfumerie aux participants de la « *Grasse Perfume week* » sur présentation de leur ticket d'entrée à cette manifestation ;

Article 4 : De conclure la convention pour l'édition 2025 de la « *Grasse Perfume Week* » à compter de la date de signature et jusqu'à l'extinction complète des obligations des parties.

Fait à Grasse, le 28 avril 2025

Le Président

Jérôme VIAUD
Maire de Grasse
Vice-président du Conseil départemental
des Alpes-Maritimes

AR Prefecture

006-200039857-20250428-DP2025_079-AU
Reçu le 12/05/2025
Publié le 12/05/2025

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20250225-2025-18-DE
Date de télétransmission : 26/02/2025
Date de réception préfecture : 26/02/2025

Le goût de l'essentiel
Grasse

EXTRAIT
du registre des Délibérations du Conseil Municipal
séance du 25 février 2025

NOMBRE DE MEMBRES		
Afférents au Conseil Municipal	en exercice	qui ont pris part à la Délibération
45	45	44

2025 - 18 CONTRAT VILLE HOTE
GRASSE PERFUME WEEK 2025

Le Conseil Municipal de la Commune de GRASSE, dûment convoqué le 18 février 2025, s'est réuni le mardi 25 février 2025 à 14h30 au Palais des Congrès, salle Galla sous la présidence de Monsieur Jérôme VIAUD, Maire.

PRESENTS : Monsieur Jérôme VIAUD, Maire et Mesdames et Messieurs les Adjoints :
Valérie COPIN, Christophe MOREL, François ROUSTAN, Catherine BUTTY, Gilles RONDONI, Claude MASCARELLI, Nicolas DOYEN, Nicole NUTINI, Ali AMRANE, Murièle CHABERT, Marie-Madeleine GUALLINO, Cyril DAUPHOUD, Anne-Marie DUVAL, Jean-Marc GARNIER, Dominique BOURRET, Marie CHABAUD, Roger MISSENTI, Mélanie ZARRILLO, Philippe BONELLI, Annie OGGERO-MAIRE, Laurence COSTE, Richard KISS, Franck BARBEY, Jeannette GISQUET, Jean-Pierre BICAIL, Jocelyne BUSTAMENTE, Jean-François LAPORTE, Stéphanie MANDREA, Charles FERRERO, Levanna CALATAYUD, Cédric CAMPAGNO, Paul EUZIERE, Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL, Stéphane CASSARINI, Patrick ISNARD, Bernard BRUNEAU, Jean-Paul CAMERANO.

PART EN COURS DE SEANCE :

/

PART EN COURS DE SEANCE SANS PROCURATION :

/

AR Prefecture

006-200039857-20250428-DP2025_079-AU
Reçu le 12/05/2025
Publié le 12/05/2025

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20250225-2025-18-DE
Date de télétransmission : 26/02/2025
Date de réception préfecture : 26/02/2025

ABSENTS EXCUSES :

Madame Aline BOURDAIRE
Madame Karine GIGODOT
Monsieur Serge PERCHERON
Madame Magali CONESA
Madame Mekia Noura ADDAD
Madame Myriam LAZREUG

ABSENTS EXCUSES SANS PROCURATION :

Monsieur Alexandre GAIFFE

PROCURATION :

Madame Aline BOURDAIRE à Monsieur François ROUSTAN
Madame Karine GIGODOT à Madame Valérie COPIN
Monsieur Serge PERCHERON à Monsieur Philippe BONELLI
Madame Magali CONESA à Monsieur Paul EUZIERE
Madame Mekia Noura ADDAD à Monsieur Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL
Madame Myriam LAZREUG à Monsieur Stéphane CASSARINI

Les Conseillers présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un Secrétaire pris dans le sein du Conseil. Madame Valérie COPIN, ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité, a adopté le procès-verbal de la séance du 10 décembre 2024.

En vertu de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Maire donne lecture des décisions prises en application de la délégation qui lui a été consentie par délibération n° 2020-26 du 28 mai 2020 en ce qui concerne l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Questions retirées à l'ordre du jour :

/

AR Prefecture

006-200039857-20250428-DP2025_079-AU
Reçu le 12/05/2025
Publié le 12/05/2025

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20250225-2025-18-DE
Date de télétransmission : 26/02/2025
Date de réception préfecture : 26/02/2025

VILLE DE GRASSE
CONSEIL MUNICIPAL

2025 - 18

DU 25 FEVRIER 2025

CONTRAT VILLE HOTE
GRASSE PERFUME WEEK 2025

RESUME SYNTHETIQUE DU RAPPORT

Le présent rapport a pour objet d'autoriser Monsieur le Maire à signer la convention de ville hôte pour l'organisation de la GRASSE PERFUME WEEK, qui se déroulera du 2 au 5 juillet 2025, en partenariat avec la société LE NEZ Event's. Cette manifestation est un événement hybride, entre salon et festival, qui favorisera les interactions, les découvertes et les rencontres autour du monde du parfum au sein de la ville de Grasse.

INCIDENCE BUDGETAIRE

SERVICE GESTIONNAIRE	IMPUTATION BUDGETAIRE	MONTANT T.T.C.
EVENEMENTIEL		

Monsieur le Maire expose :

Considérant que la ville de Grasse connaît depuis plusieurs années un dynamisme général, qui touche notamment l'écosystème parfum, à travers une politique volontariste : partenariats avec les grands groupes de parfum, développement des surfaces agricoles dévolues à la culture des plantes à parfums, mise en place de structures de formations liées aux métiers de la filière etc.

Considérant que le travail mené depuis 2008 a eu pour résultat, notamment, l'inscription des savoir-faire liés au parfum en Pays de Grasse autour des plantes à parfum, de la connaissance des matières premières naturelles, de leur transformation et de l'art de composer le parfum grassois au patrimoine culturel immatériel de l'humanité par l'Unesco.

Considérant que pour accompagner cet élan et après le succès de la première « Paris Perfume Week » en 2024, qui sera renouvelée en mars 2025, la revue Nez, média central et international, souhaite lancer la « Grasse Perfume Week » du 2 au 5 juillet 2025 sur Grasse, événement hybride, entre salon et festival, qui favorisera les interactions, les découvertes et les rencontres autour du monde du parfum. Un événement créatif et original qui s'exprimera au travers de contenus variés et qui prendra place dans différents lieux prestigieux et insolites du centre historique de la capitale mondiale du parfum.

Considérant que l'organisation de cette manifestation majeure pour la mise en valeur des savoir-faire de la parfumerie et l'attractivité de la ville de Grasse, tant en ce qui concerne les domaines culturels, que touristique et économique, nécessite l'intervention de différents acteurs, dont la ville de Grasse et la communauté d'Agglomération du Pays de Grasse.

Considérant que cette manifestation, ouverte au public et aux professionnels, regroupera sur 4 jours, un salon regroupant près de 50 marques locales et internationales, des expositions, ateliers, conférences et tables rondes et diverses animations dans les lieux emblématiques de la ville : Palais des Congrès, Campus, villa Fragonard …

AR Prefecture

006-200039857-20250428-DP2025_079-AU
Reçu le 12/05/2025
Publié le 12/05/2025

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20250225-2025-18-DE
Date de télétransmission : 26/02/2025
Date de réception préfecture : 26/02/2025

Considérant l'intérêt et la volonté municipale d'accompagner la création de cet évènement au rayonnement national voire international, au sein de la programmation évènementielle de la commune.

Considérant qu'afin de définir les modalités d'organisation de cet évènement, les parties ont convenu de signer une convention dite « contrat ville Hôte »,

Les commissions « Optimisation et performance des moyens et ressources », « Equipement et aménagement du cadre de vie », « Vivre ensemble » et « Qualité de vie » ayant été saisies de ce dossier dans leur séance respective du 4 février 2025,

Je vous demande de bien vouloir :

- **AUTORISER** Monsieur le Maire ou son représentant à signer la convention dite « contrat ville hôte » visant à l'organisation de la GRASSE PERFUME WEEK 2025, ainsi que tout document permettant la tenue de cette manifestation ;

- **AUTORISER** Monsieur le maire ou son représentant à solliciter auprès des organismes financeurs des subventions et mécénats pour l'ensemble de la programmation ;

- **DIRE** que les dépenses relatives à la programmation de cet événement seront imputées sur les crédits inscrits au budget de l'exercice 2025.

Après en avoir délibéré le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents ou représentés, adopte.

Délibération affichée le 26 FEV. 2025
suivant les signatures
POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire.

La Secrétaire de séance
Valérie COPIN, Première Adjointe

VILLE DE GRASSE A.M

VILLE DE GRASSE A.M

Certifié exécutoire compte tenu de la publication sur le site internet le 26 FEV. 2025

AR Prefecture
006-200039857-20250428-DP2025_079-AU
Reçu le 12/05/2025
Publié le 12/05/2025

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20250225-2025-18-DE
Date de télétransmission : 26/02/2025
Date de réception préfecture : 26/02/2025

CONTRAT « VILLE HÔTE »
GRASSE PERFUME WEEK 2025

Entre

La société NEZ EVENTS, Société par actions simplifiée au capital social de 10 000,00 Euros, dont le siège social est situé 29 rue des Orteaux 75020 PARIS (France), immatriculée au Registre National des Entreprises sous le numéro 931 293 518, représentée par Romain RAIMBAULT, en sa qualité de Président, dûment habilité aux fins des présentes,

Ci-après dénommée "NEZ EVENTS",
D'une part,

Et,

La Ville de Grasse, en sa qualité de collectivité territoriale commune représentée par Monsieur Jérôme VIAUD dûment habilité aux fins des présentes par délibération n° 2025-18 du conseil municipal en date du 25 février 2025, reçue en préfecture de Nice le …2025

Ci-après dénommée "L'Hôte"

D'autre part,

Et

La « **Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse** », identifiée sous le numéro SIREN N° 200 039 857, dont le siège est sis 57 avenue Pierre Sémard - 06130 GRASSE, représenté par son Président en exercice, M. Jérôme VIAUD, agissant en application d'une délibération n°DL2025_ du Conseil Communautaire en date du 27 février 2025, reçue en Préfecture de Nice le 2025.

Dénommée ci-après
« La **Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse** », **ou la CAPG**

Ci-après dénommées ensemble les "Parties" et séparément la "Partie".

Il a été préalablement exposé et déclaré ce qui suit :

NEZ EVENTS développe, organise, gère et coordonne 2 événements se déployant dans le secteur de la parfumerie et de l'olfactif.

PROJET

AR Prefecture
006-200039857-20250428-DP2025_079-AU
Reçu le 12/05/2025
Publié le 12/05/2025

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20250225-2025-18-DE
Date de télétransmission : 26/02/2025
Date de réception préfecture : 26/02/2025

NEZ EVENTS est notamment propriétaire et organisateur de la PARIS PERFUME WEEK, un événement nouvelle génération entre salon et festival, ayant l'objectif de valoriser les interactions et les connexions au sein du monde olfactif. Un événement créatif et original réunissant les amateurs passionnés et professionnels du parfum.
NEZ EVENTS a entrepris de développer la marque PERFUME WEEK et son réseau par l'organisation d'un événement à Paris qui ne proposait jusque-là aucun grand événement de cette ampleur autour de la culture olfactive.
La ville de Grasse souhaite, dans le cadre d'un dynamisme général touchant l'écosystème parfum à travers une politique volontariste (partenariats avec les grands groupes de parfum, développement des surfaces agricoles dévolues à la culture des plantes à parfums, mise en place de structures de formation liées aux métiers de la filière) et dans le cadre de la sauvegarde des savoir-faire liés au Parfum en Pays de Grasse, proposer à l'été 2025 un rendez-vous olfactif mettant en lumière ses savoir-faire et ses acteurs.

C'est dans ce cadre que les Parties se sont rapprochées et ont convenu, à l'issu de leurs discussions, de collaborer pour l'organisation de l'événement "**Grasse Perfume Week", les 2 juillet, 3 juillet, 4 juillet et 5 juillet 2025** dans la Ville Hôte.

À ce titre, NEZ EVENTS d'une part et les parties, à savoir la ville de Grasse, dite Ville Hôte et la communauté d'agglomération du Pays de Grasse, d'autre part, déclarent avoir parfaitement compris et accepté leurs engagements aux termes dudit Contrat.

Ceci exposé et déclaré, il a été convenu ce qui suit :

ARTICLE 1. OBJET

Le Contrat détermine les conditions et modalités selon lesquelles NEZ EVENTS organisera la manifestation chez l'Hôte et selon lesquelles l'Hôte accueillera la Manifestation, en collaboration avec la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse.

ARTICLE 2. ENGAGEMENT DES PARTIES

2.1 Prestations de Services de NEZ EVENTS pour la Manifestation

NEZ EVENTS s'engage à organiser la Manifestation chez l'Hôte aux dates convenues avec cette dernière et selon le cahier des charges établi en Annexe 1.

À ce titre, NEZ EVENTS s'engage à :

- Gérer et coordonner l'organisation de la Manifestation en collaboration avec l'Hôte ;
- Fournir des services (les "Services NEZ EVENTS") tels que définis à l'Annexe 2,
- Fournir la visibilité et les services pour l'Hôte, tels que définis à l'Annexe 3,
- Permettre à l'Hôte d'organiser, pour son compte, un événement accessoire à la Manifestation prenant la forme par exemple d'une soirée d'ouverture
- Installer différents espaces de conférences et d'expositions pour toute la durée de la Manifestation dans divers sites de la ville Hôte, et notamment le Palais des Congrès, Grasse

PROJET

AR Prefecture
006-200039857-20250428-DP2025_079-AU
Reçu le 12/05/2025
Publié le 12/05/2025

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20250225-2025-18-DE
Date de télétransmission : 26/02/2025
Date de réception préfecture : 26/02/2025

Campus et éventuellement d'autres lieux du centre historique de Grasse selon le nombre de participants et partenaires inscrits (liste définitive à venir).

2.2 Obligations de l'Hôte pour chaque édition de la Manifestation

En sa qualité d'Hôte de la Manifestation, celui-ci s'engage à :

- Coopérer et étudier toutes demandes de NEZ EVENTS relatives à l'organisation de la Manifestation
- Collaborer avec NEZ EVENTS sur la base de calendriers d'étapes déterminés mutuellement afin de réaliser certaines tâches dans des délais précis. Les jalons seront établis et réalisés sur la base d'ensemble de tâches et de calendriers convenus mutuellement.
- Fournir, directement ou indirectement, via notamment la communauté d'agglomération du Pays de Grasse, les services liés en Annexe 4 (ci-après, les "Services de l'Hôte", conformément aux modalités définies avec NEZ EVENTS.
- Offrir 200 places pour la soirée d'inauguration à destination des partenaires et exposants

L'Hôte convient expressément que la signature du présent Contrat l'engage à accueillir la Manifestation, nonobstant toute modification ultérieure de la composition de son Conseil Municipal.

2.3 Obligations communes des Parties

Les Parties s'engagent à mettre en œuvre tous les moyens nécessaires à la réalisation de leurs obligations.

Les Parties garantissent qu'elles disposent de toute autorisation, assurance et garantie leur permettant d'exercer les activités visées, de conclure et d'exécuter le Contrat.

Chaque Partie s'engage à porter à la connaissance de l'autre Partie dans les meilleurs délais, toute difficulté ou différend qu'il rencontre dans l'exécution du Contrat.

Chaque Partie s'engage à respecter, dans le cadre de ses activités, les obligations légales et réglementaires applicables le cas échéant.

Aucune des Parties ne pourra être tenue responsable de la méconnaissance des obligations légales et réglementaires par l'autre Partie.

Chaque Partie s'abstient de commettre toute action ou d'adopter tout comportement qui serait de nature à porter atteinte à l'image ou la réputation de l'autre Partie.

Chaque Partie déclare sur l'honneur qu'il s'engage à ne faire exécuter le Contrat que par des personnes régulièrement employées au regard des dispositions légales en vigueur.

Il est expressément convenu que la conclusion du Contrat ne constitue pas un manquement à un engagement contractuel de chacune des Parties ou à toute autre obligation de celui-ci, exprès ou implicite, envers un tiers.

Chaque Partie déclare être à jour de ses obligations légales, réglementaires et fiscales, et ce pendant toute la durée du Contrat.

PROJET

AR Prefecture
006-200039857-20250428-DP2025_079-AU
Reçu le 12/05/2025
Publié le 12/05/2025

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20250225-2025-18-DE
Date de télétransmission : 26/02/2025
Date de réception préfecture : 26/02/2025

ARTICLE 3. RESPONSABILITÉ

3.1 Dans l'hypothèse où la responsabilité de NEZ EVENTS serait engagée en vertu du Contrat, celle-ci sera limitée aux dommages directs et matériels subis par le Représentant et n'inclut aucun autre dommage (dont perte de marché, perte de profit, dommages indirects, etc.).

ARTICLE 4. DURÉE DU CONTRAT

Le contrat est conclu pour l'édition 2025 et sera effectif à compter de la date de signature et jusqu'à l'extinction complète des obligations des Parties.

ARTICLE 5. RÉSILIATION

En cas de manquement par l'une des Parties à l'une quelconque de ses obligations essentielles, l'autre Partie pourra décider unilatéralement de résilier de plein droit le présent Contrat. Dans cette hypothèse, la Partie estimant que son cocontractant manque à l'une ou plusieurs de ses obligations notifiera à l'autre Partie son intention de résilier le Contrat, en lui indiquant la nature du manquement qu'elle lui reproche, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

Dans ce cas, la résiliation anticipée interviendra automatiquement 10 jours après une mise en demeure signifiée par lettre recommandée avec demande d'avis de réception à la Partie défaillante, indiquant l'intention de faire application de la présente clause résolutoire expresse, et restée sans effet.

La résiliation interviendra sans préjudice de tous autres droits ou actions dont la Partie victime de la défaillance pourrait se prévaloir à l'encontre de la Partie fautive.

ARTICLE 6. – DISPOSITIONS SPECIFIQUES

6.1 Dans l'hypothèse où pour toute raison indépendante de sa volonté, NEZ EVENTS est amenée à reporter ou annuler une édition de la Manifestation, les dispositions suivantes s'appliqueront, par dérogation aux dispositions du présent Contrat.

Chacune des Parties sera exonérée de toute responsabilité en cas de manquement total ou partiel même temporaire à l'une ou l'autre de ses obligations découlant du présent Contrat qui serait causé par un cas de force majeure tel que défini par l'article 1218 du code civil et la jurisprudence française ou une situation de restriction de la circulation des personnes et des biens liés à une crise sanitaire et rendant impossible le respect par une Partie de ses obligations.

Il est précisé que pour l'application des dispositions du présent article, les communications entre les Parties peuvent être effectuées par courrier postal ou électronique.

6.2 Si la Manifestation est reportée (le « report » étant entendu d'une nouvelle date se situant au plus tard dans les 12 mois de la date précédemment annoncée), la date de validité du Contrat sera décalée en fonction de la nouvelle date de la Manifestation.

PROJET

AR Prefecture
006-200039857-20250428-DP2025_079-AU
Reçu le 12/05/2025
Publié le 12/05/2025

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20250225-2025-18-DE
Date de télétransmission : 26/02/2025
Date de réception préfecture : 26/02/2025

Les Parties s'entendront si nécessaire sur les conditions pratiques d'organisation de ce report, étant entendu que chaque Partie conservera à sa charge les éventuels engagements mentionnés en article 2 et la nature de ces engagements demeurant inchangés.

ARTICLE 7. CESSION/TRANSFERT DU CONTRAT

7.1 Le contrat est conclu "intuitu personae" en considération de l'Hôte. Il ne pourra en aucun cas être cédé, transféré ou transmis à un tiers, à quelque titre que ce soit, directement ou indirectement, totalement ou partiellement, à titre onéreux ou gratuit, ni être considéré comme un des éléments d'actif de l'Hôte ou faire l'objet d'un apport en société.

L'Hôte s'engage à recueillir l'accord de NEZ EVENTS avant de conclure tout contrat de partenariat avec des tiers impliquant une sous-licence de la marque.

En cas de concession de la sous licence par l'Hôte sans accord express, NEZ EVENTS sera en droit de résilier immédiatement et automatiquement le présent Contrat, aux torts de l'Hôte, et sans préjudice de toutes autres actions qu'il pourrait intenter à l'encontre de cette dernière au titre de la violation des présentes stipulations.

7.2 NEZ EVENTS pourra céder tout ou partie de ses droits et obligations au titre du présent Contrat à ses filiales ou à toute personne qui lui succéderait du fait de la réorganisation, consolidation, scission, vente ou cession d'une partie substantielle de son fonds de commerce, de son capital/de ses droits de vote ou de ses actifs se rapportant à l'objet du Contrat, seule ou conjointement avec d'autres activités dans le cadre d'une réorganisation globale

ARTICLE 8. PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

8.1 NEZ EVENTS déclare et garantit à l'Hôte qu'il est détenteur exclusif ou le licencié des droits relatifs au nom, au concept, et à toutes les autres questions en rapport avec la Manifestation, y compris, sans limitation, le site Web de la Manifestation, le système de courrier électronique, les logos, le matériel et autres questions et en particulier les marques PARIS PERFUME WEEK et GRASSE PERFUME WEEK telles que décrites en Annexe 5 (ci-après la "Marque"). En outre, NEZ EVENTS déclare et garantit à l'Hôte que NEZ EVENTS possède tous les droits et/ou a obtenu toutes les autorisations nécessaires en ce qui concerne les informations techniques, les présentations, l'utilisation des marques, des logos, des présentations, des vidéos, de la musique et autre en rapport avec la Manifestation.

8.2 Licence. NEZ EVENTS accorde par la présente à l'Hôte une licence d'utilisation de tous les éléments et sujets énumérés dans la Section ci-dessus qui peuvent être nécessaires ou utiles pour fournir les services de l'Hôte et bénéficier des services mentionnés à l'Annexe 3. L'Hôte s'engage formellement à ne déposer directement ou indirectement aucun droit de propriété intellectuelle relatif à la Manifestation, et notamment aucune marque contenant les mots PARIS ET GRASSE PERFUME WEEK, à quelque titre et dans quelque pays que ce soit.
L'Hôte cessera immédiatement d'utiliser la Marque, à compter de la date d'expiration du Contrat pour quelque cause que ce soit.
Elle s'interdira en conséquence de poursuivre l'exploitation de celle-ci en dehors des besoins de la Manifestation ou des évènements organisés par ses soins dans ce cadre, ou de toute autre activité similaire.

L'Hôte reconnaît et convient que toute poursuite de l'exploitation de la Marque ou de toute autre marque qui serait similaire à celles-ci, constituera une contrefaçon de la Marque par l'Hôte.

PROJET

AR Prefecture
006-200039857-20250428-DP2025_079-AU
Reçu le 12/05/2025
Publié le 12/05/2025

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20250225-2025-18-DE
Date de télétransmission : 26/02/2025
Date de réception préfecture : 26/02/2025

Les contenus produits/mis en ligne pendant la durée de la Licence pourront continuer à être diffusés/consultables après l'expiration de celle-ci.

8.3 Événements liés et externes à la Manifestation. Sous réserve d'une validation écrite préalable de NEZ EVENTS (afin de vérifier le contenu du projet, sa conformité avec l'image de la Manifestation et, le cas échéant, les sponsors/marques à associer), l'Hôte est libre d'organiser des événements et des actions de communication, avant et pendant la Manifestation, liés à la Manifestation dans le respect de l'utilisation de la Marque.

8.4 Utilisation de la propriété intellectuelle. Sous réserve des dispositions de l'article 8.3 ci-dessus, les Parties conviennent par les présentes que tous les droits de propriété intellectuelle et industrielle, y compris les méthodes, innovations et savoir-faire , les études, les procédés de fabrication, les marques, et tous les droits de propriété intellectuelle qui sont acquis ou créés par une Partie resteront la propriété exclusive de ladite Partie, nonobstant les droits qui auraient pu être concédés par une Partie à l'autre Partie lors de l'exécution du présent Contrat.

ARTICLE 9. CONFIDENTIALITÉ

Toute information relative à la négociation, à l'existence et à l'exécution du Contrat et toute information divulguée par les Parties dans le cadre du Contrat, qu'elles soient notamment d'ordre technique, commercial, financier, stratégique et/ou opérationnel (documents, concepts, savoir-faire, méthodes commerciales, secrets commerciaux, bases de données etc.), sont confidentielles.

Tant pendant le cours du Contrat que pendant une période de deux (2) ans après sa résiliation pour quelque cause que ce soit, chaque Partie s'interdit formellement de divulguer directement ou indirectement ces informations confidentielles, sauf si elle s'y trouve contrainte par une disposition légale ou pour satisfaire une demande expresse de l'administration fiscale, des organismes sociaux, des experts comptables en charge de ses comptes sociaux ainsi que des tribunaux qui pourraient avoir à en connaître.

Chaque Partie fera respecter cette confidentialité par toute personne sur laquelle elle exerce un contrôle ou une autorité ou à qui elle pourrait les communiquer aux fins d'exécution des présentes, dont elle se porte fort.

Toutefois, la présente obligation de confidentialité ne s'applique pas aux informations dont une Partie peut valablement donner la preuve :

- qu'elle les a obtenues légalement,
- qu'elles étaient dans le domaine public préalablement à leur divulgation.

ARTICLE 10. DONNÉES PERSONNELLES - BASE DE DONNÉES

Les conditions applicables au traitement des données personnelles relatives aux Clients et à la propriété des bases de données sont celles du Règlement Général sur la Protection des Données (RGPD) de l'Union européenne, applicable depuis le 25 mai 2018, et de la Loi Informatique et Libertés (modifiée en 2018 pour se conformer au RGPD).

PROJET

AR Prefecture
006-200039857-20250428-DP2025_079-AU
Reçu le 12/05/2025
Publié le 12/05/2025

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20250225-2025-18-DE
Date de télétransmission : 26/02/2025
Date de réception préfecture : 26/02/2025

ARTICLE 11. MODALITÉS DES RELATIONS ENTRE LES PARTIES - DÉCLARATION D'INDÉPENDANCE RÉCIPROQUE

11.1 Les Parties déclarent expressément qu'elles sont et demeureront, pendant toute la durée du Contrat, des partenaires professionnels indépendants.

11.2 A ce titre, en concluant le Contrat, les Parties déclarent qu'elles n'entendent pas constituer une société ou une entité juridique quelconque et que toute forme " *d'affectio societatis* " comme tout partage de résultats sont formellement exclus. Les Parties sont des cocontractants indépendants l'un de l'autre, et aucune d'elle n'a le pouvoir d'agir en tant qu'agent ou employé de l'autre, ou sous tout autre statut, et n'a le droit, exprès ou tacite, pour engager l'autre de quelque manière que ce soit.

11.3 A ce titre, chaque Partie assumera seule le coût des charges et dépenses relatives aux tâches et responsabilités qui lui incombent dans le cadre du Contrat. Chacune des Parties fera son affaire personnelle de tout impôt, cotisation, frais, droit dont elle est redevable en tant que commerçant indépendant, de sorte que l'autre Partie ne sera jamais recherchée à ce titre.

11.4 La mise à disposition, le cas échéant, d'éléments matériels ou incorporels entre les Parties ne saurait remettre en cause cette indépendance dans l'exécution du Contrat.

11.5 Il est expressément convenu entre les Parties qu'au titre de l'exécution du Contrat NEZ EVENTS agira seul et de manière indépendante et ne sera pas placé sous la subordination de la Ville Hôte ; ce Contrat ne devant pas être interprété comme créant une relation employeur-employé ou un partenariat ou une société commune.

11.6 L'Hôte n'a pas mandat pour agir au nom de NEZ EVENTS sans l'accord préalable express de ce dernier et NEZ EVENTS n'a pas mandat pour agir au nom de l'Hôte sans l'accord préalable express de ce dernier.

11.7 En outre, chacune des Parties fera son affaire personnelle des contrats de travail la liant à son personnel et s'engage à supporter toutes les conséquences juridiques et financières de la rupture éventuelle desdits contrats, du fait de la cessation de ses relations contractuelles entre les Parties.

ARTICLE 12. COMPORTEMENT LÉGAL - ANTI-CORRUPTION

Conformément aux principes de NEZ EVENTS, les négociations et les relations commerciales entretenues par les Parties ne donnent pas lieu à des comportements ou des faits de leur part ou de celle de leurs dirigeants, responsables ou employés pouvant être qualifiés de corruption ou de trafic d'influence. Au cours de leurs relations, les Parties se réservent le droit de se demander réciproquement les mesures qu'elles prennent afin de s'assurer que leurs représentants légaux, employés, sous-traitants, fournisseurs, agents, ou toute partie tierce qu'elles missionneraient se soumettent aux mêmes engagements et respectent les principes de transparence et d'intégrité. Le présent article constitue un engagement essentiel de la relation entre les Parties.

ARTICLE 13. LOI APPLICABLE - RÈGLEMENT DES LITIGES

13.1 La validité, l'interprétation, l'exécution ou l'inexécution, ainsi que la résiliation du présent Contrat sont soumises à la loi française.

PROJET

AR Prefecture
006-200039857-20250428-DP2025_079-AU
Reçu le 12/05/2025
Publié le 12/05/2025

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20250225-2025-18-DE
Date de télétransmission : 26/02/2025
Date de réception préfecture : 26/02/2025

13.2 tout différend s'élevant entre les parties, qui serait relatif notamment à l'interprétation, et/ou la validité et/ou l'exécution/l'inexécution et/ou la cessation du contrat, sera soumis à la compétence du tribunal de commerce de paris, même en cas d'appel en garantie ou de pluralité de défendeurs.

ARTICLE 14. TOLÉRANCE

Le fait pour l'une des Parties de ne pas se prévaloir à un moment donné d'une stipulation quelconque du présent Contrat ou de sa violation, ne peut être considéré comme valant renonciation à pouvoir invoquer le bénéfice de cette stipulation ou de cette violation.

ARTICLE 15. NON-VALIDITÉ PARTIELLE

De manière générale, si une ou plusieurs stipulations du présent Contrat sont tenues pour non valides ou déclarées comme telles en application d'une loi, d'un règlement ou à la suite d'une décision définitive d'une juridiction compétente, les autres stipulations garderont toute leur force et leur portée.

Les Parties conviennent de remplacer la clause déclarée nulle et non valide par une clause qui se rapportera le plus quant à son contenu de la clause initialement arrêtée, et vu l'intention initiale des Parties, de manière notamment à maintenir l'équilibre économique du présent Contrat.

Les mêmes principes s'appliqueront en cas de stipulations incomplètes.

Les stipulations du Contrat, y compris son préambule, expriment l'intégralité de l'accord conclu entre les Parties. Elles prévalent sur toutes les propositions ou accords antérieurs, ayant le même objet. Le Contrat ne peut être modifié que par avenant signé par les Parties.

ARTICLE 16. ANNEXES

Le présent Contrat comprend les annexes suivantes qui en font partie intégrante :

- Annexe 1 : Cahier des Charges de la Manifestation
- Annexe 2 : Services Nez Events
- Annexe 3 : Prestations de visibilité accordées à l'hôte
- Annexe 4 : Services de l'Hôte

PROJET

Fait en deux (3) exemplaires originaux

A_____

Le_____

Pour NEZ EVENTS **pour l' L'HÔTE**

Pour la CAPG

AR Prefecture
006-200039857-20250428-DP2025_079-AU
Reçu le 12/05/2025
Publié le 12/05/2025

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20250225-2025-18-DE
Date de télétransmission : 26/02/2025
Date de réception préfecture : 26/02/2025

ANNEXE 1 - CAHIER DES CHARGES DE LA MANIFESTATION

A titre d'exemple, les sites pressentis pour l'organisation de la manifestation sont :

LE PALAIS DES CONGRÈS DE GRASSE (3-5 juillet)
Sur le modèle de Paris Perfume Week, différentes marques issues du monde du parfum, régionales comme internationales exposent au sein du Palais des Congrès, et ceux, sur le premier, deuxième et troisième niveau de l'établissement. Le Palais permet également d'accueillir des expositions, des ateliers, une librairie, des espaces pour s'abreuver et se restaurer.
Des espaces seront dédiés aux partenaires de la Manifestation.

GRASSE CAMPUS
Au sein de l'auditorium, des conférences avec différents intervenants pourront être animées par des journalistes de Nez. En complément un village dédié à un pays ou à une région (avec stands) pourra y être installé.

VILLA FRAGONARD
Une exposition autour de la culture olfactive et la soirée d'ouverture de la Grasse Perfume Week, organisée et financée par la ville de Grasse, en partenariat avec le Fonds Baudelaire.

CINÉMA LE STUDIO
Des projections de films et documentaires liés à la culture olfactive.

JARDIN ET/OU COUR DU MIP/ Espaces publics
Espace dédié à un partenaire de l'événement

En accord avec l'Hôte et la communauté d'Agglomération, d'autres projets et d'autres lieux pourront éventuellement être ajoutés au programme au cours des prochaines semaines en fonction de l'évolution de la commercialisation et des échanges avec les partenaires de Nez Events.
Toute demande d'occupation de sites ou occupation du domaine public municipal sera étudiée en amont par les services compétents de la ville hôte, afin de s'assurer de la faisabilité et des conditions de sécurité attendues pour l'organisation.

PROJET

ANNEXE 2 - SERVICES NEZ EVENTS

Aux fins d'organisation de la Manifestation, NEZ EVENTS réalisera les services suivants **:**

- Organisation de plusieurs repérages et rendez-vous à Grasse et en région
- Assurer la programmation des talks et des ateliers organisés au Palais des Congrès et à Grasse Campus
- Commercialisation des espaces stands au Palais des Congrès et à Grasse Campus
- Mobilisation d'un chef de projet, d'une équipe dédiée et de prestataires techniques pour la préparation et la réalisation de la Manifestation
- Assurer la production technique et logistique de la Manifestation, y compris la billetterie

AR Prefecture
006-200039857-20250428-DP2025_079-AU
Reçu le 12/05/2025
Publié le 12/05/2025

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20250225-2025-18-DE
Date de télétransmission : 26/02/2025
Date de réception préfecture : 26/02/2025

- Communiquer vers son réseau de marques et de connaissances aux moyens de communication digitale pour mobiliser le public et faire rayonner l'événement
- Assurer la production technique et logistique des expositions et animations en dehors de l'établissement principal, le Palais des Congrès de Grasse
- Négocier les contrats (équipement, matériel, produits…) indispensables au bon déroulement de la Manifestation.

ANNEXE 3 - PRESTATIONS DE VISIBILITÉ ACCORDÉES À LA VILLE HÔTE

Le statut de la ville Hôte donne accès aux prestations de visibilité suivantes :

- Naming de l'évènement " Grasse Perfume Week"
- Série d'articles mentionnant La Ville de Grasse sur différentes plateformes de NEZ EVENTS : site web de la Perfume Week, de NEZ MÉDIA et de leurs réseaux sociaux.
- Logo de la Ville de Grasse et de la communauté d'agglomération pays de Grasse sur l'ensemble des visuels et supports de communication
- Logo de la Ville de Grasse et de la communauté d'agglomération pays de Grasse sur les éléments de signalétique principaux
- Logo de la Ville de Grasse et de la communauté d'agglomération pays de Grasse sur l'ensemble des communiqués de presse
- Intervention sur scène à l'ouverture de la Manifestation
- Intervention sur scène à la clôture de la Manifestation
- Intervention lors de la soirée d'ouverture de la Manifestation

ANNEXE 4 - SERVICES DE LA VILLE GRASSE / Communauté d'Agglomération Pays de Grasse

Aux fins d'organisation de la Manifestation, la ville Hôte et la communauté d'agglomération du Pays de Grasse s'engagent à fournir les prestations et services suivants :

- Mise à disposition du Palais des Congrès de Grasse pendant toute la durée de la Manifestation, montage et démontage compris (29 juin - 6 juillet)
- Mise à disposition du RDC, du 1er étage et de l'auditorium de Grasse Campus pendant toute la durée de la Manifestation, montage et démontage compris (29 juin - 6 juillet)
- Mise à disposition des autres lieux sélectionnés pour l'organisation de la Manifestation (Villa Fragonard, Médiathèque, Musée International de la parfumerie etc.)
- Organisation et financement de la soirée d'ouverture dans les jardins de la Villa Fragonard (ou autre lieu adapté dans le centre historique de Grasse) avec mise à disposition de 200 invitations pour l'équipe d'organisation, exposants et partenaires
- Prise en charge des coûts liés aux fluides et raccordements, à la sécurité, au nettoyage et à l'évacuation des déchets sur les différents espaces et lieux mis à disposition
- Mise à disposition de ressources humaines complémentaires (hôtesses, manutentionnaires, techniciens, serveurs etc.) nécessaires sur les lieux d'accueil de Manifestation
- Mise à disposition de mobilier (comptoirs, tables, chaises etc.) sur les différents espaces exploités

PROJET

AR Prefecture
006-200039857-20250428-DP2025_079-AU
Reçu le 12/05/2025
Publié le 12/05/2025

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20250225-2025-18-DE
Date de télétransmission : 26/02/2025
Date de réception préfecture : 26/02/2025

- Mise à disposition de l'équipement audiovisuel (écrans, micros, enceintes etc.) sur les différents espaces exploités
- Prise en charge de l'hébergement d'une partie de l'équipe d'organisation durant toute la durée de la Manifestation (incluant la phase de préparation) soit l'équivalent de 6 nuitées pour 6 à 8 personnes
- Mise en place d'un système de navettes sur place pour les intervenants (Gare-Palais des Congrès)
- Dispositif complet de communication et de promotion de l'événement (conférences de presse, affichage, site web, publicité dans magazine Kiosque, campagnes digitales et réseaux sociaux etc.)
- Mise en relation avec partenaires et exposants potentiels dans le but de faciliter la commercialisation

PROJET

AR Prefecture
006-200039857-20250428-DP2025_079-AU
Reçu le 12/05/2025
Publié le 12/05/2025

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20250225-2025-18-DE
Date de télétransmission : 26/02/2025
Date de réception préfecture : 26/02/2025

GRASSE PERFUME WEEK

2 – 5 juillet 2025

by NEZ

AR Prefecture
006-200059857-20250428-DP2025_079-AU
Reçu le 12/05/2025
Publié le 12/05/2025

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20250225-2025-18-DE
Date de télétransmission : 26/02/2025
Date de réception préfecture : 26/02/2025

UN NOUVEL ÉVÉNEMENT INCONTOURNABLE À GRASSE

La ville de Grasse connaît depuis plusieurs années un dynamisme général, qui touche notamment l'écosystème parfum, à travers une politique volontariste : partenariats avec les grands groupes de parfum, développement des surfaces agricoles dévolues à la culture des plantes à parfums, mise en place de structures de formations liées aux métiers de la filière etc.

Cette activité intense a eu pour résultat, notamment, l'inscription des savoir-faire grassois autour des plantes à parfum au patrimoine immatériel mondial de l'humanité par l'Unesco.

AR Prefecture
006-200059857-20250428-DP2025_079-AU
Reçu le 12/05/2025
Publié le 12/05/2025

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20250225-2025-18-DE
Date de télétransmission : 26/02/2025
Date de réception préfecture : 26/02/2025

Pour accompagner cet élan, et après le succès de la première Paris Perfume Week en 2024, Nez, média central et international, lance la Grasse Perfume Week. Un événement hybride, entre salon et festival, qui favorisera les interactions, les découvertes et les rencontres. Un événement créatif et original qui s'exprimera au travers de contenus variés et qui prendra place dans différents lieux prestigieux et insolites du centre historique de la capitale mondiale du parfum.

AR Prefecture
006-200039857-20250428-DP2025_079-AU
Reçu le 12/05/2025
Publié le 12/05/2025

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20250225-2025-18-DE
Date de télétransmission : 26/02/2025
Date de réception préfecture : 26/02/2025



AR Prefecture
006-210600698-20250428-DP2025_079-AU
Reçu le 12/05/2025
Publié le 12/05/2025

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20250225-2025-18-DE
Date de télétransmission : 26/02/2025
Date de réception préfecture : 26/02/2025



AR Prefecture
006-210600698-20250428-DP2025_079-AU
Reçu le 12/05/2025
Publié le 12/05/2025

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20250225-2025-18-DE
Date de télétransmission : 26/02/2025
Date de réception préfecture : 26/02/2025

CHIFFRES-CLÉS

EN RÉSUMÉ

4
jours
de festivités

+6 000
visiteurs attendus

L'ÉCOSYSTÈME

5 000
professionnels
à Grasse

+50
retailers
et acheteurs

UN PROGRAMME OFFICIEL

50
exposants
et marques

4
expositions

3
soirées exceptionnelles

30
ateliers

25
Smell Talks, conférences
et tables rondes

MÉDIAS

40
influenceurs
invités

15
médias locaux
et internationaux

UN PARCOURS DANS LA VILLE

30
acteurs locaux
partenaires

6
lieux-étapes

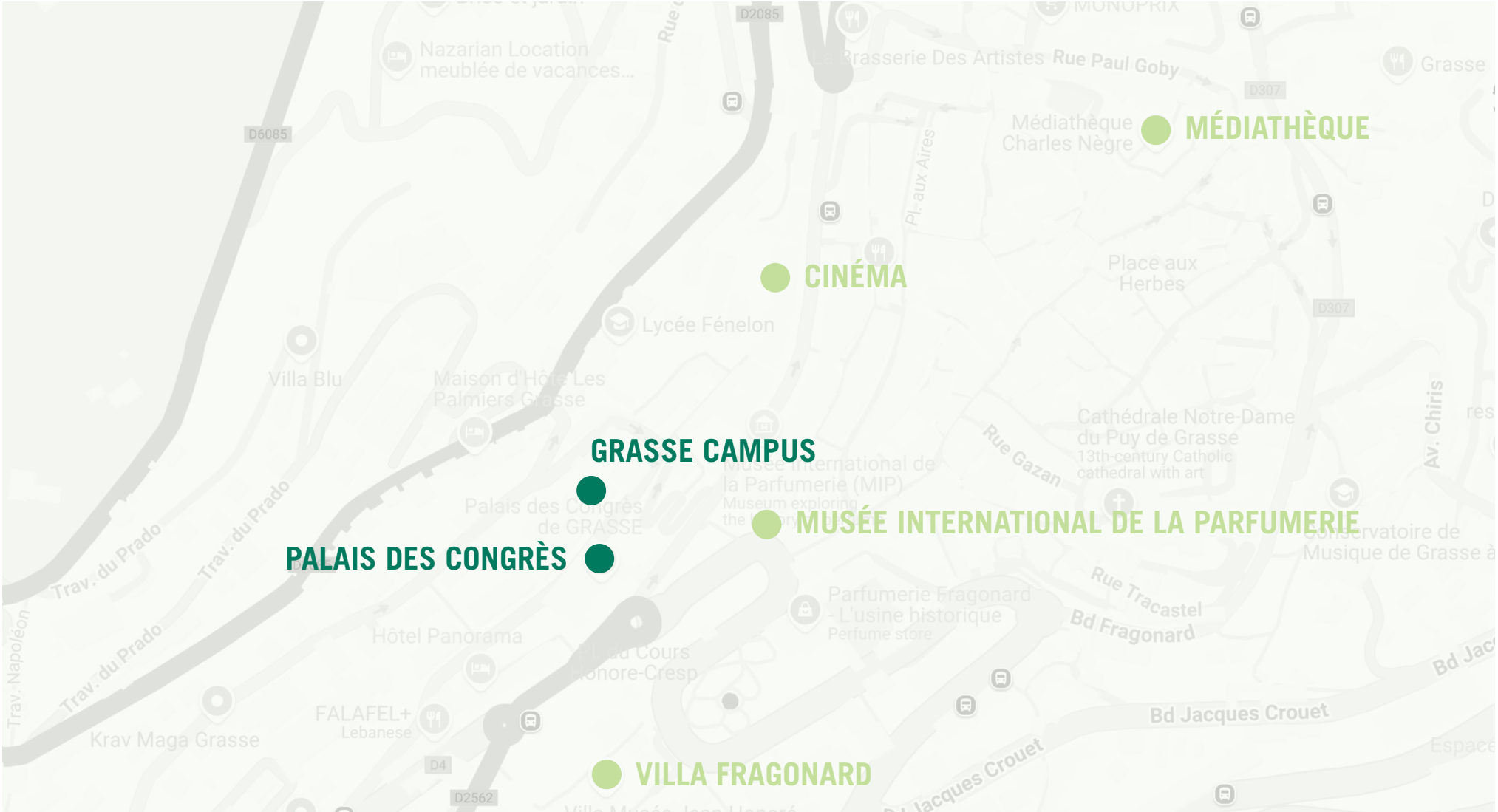
Portes ouvertes
et
démonstrations

Animations
dans le centre
historique

AR Prefecture
006-200039857-20250428-DP2025_079-AU
Reçu le 12/05/2025
Publié le 12/05/2025

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20250225-2025-18-DE
Date de télétransmission : 26/02/2025
Date de réception préfecture : 26/02/2025

DIFFÉRENTS LIEUX POUR UN ÉVÉNEMENT UNIQUE



AR Prefecture
006-200039857-20250428-DP2025_079-AU
Reçu le 12/05/2025
Publié le 12/05/2025

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20250225-2025-18-DE
Date de télétransmission : 26/02/2025
Date de réception préfecture : 26/02/2025

LE PALAIS DES CONGRÈS DE GRASSE

UN LIEU HISTORIQUE ET CENTRAL

Lieu de rendez-vous incontournable du festival, le Palais des Congrès sera le point de convergence des passionnés et des professionnels venus du monde entier pour explorer l'univers olfactif sous toutes ses facettes.

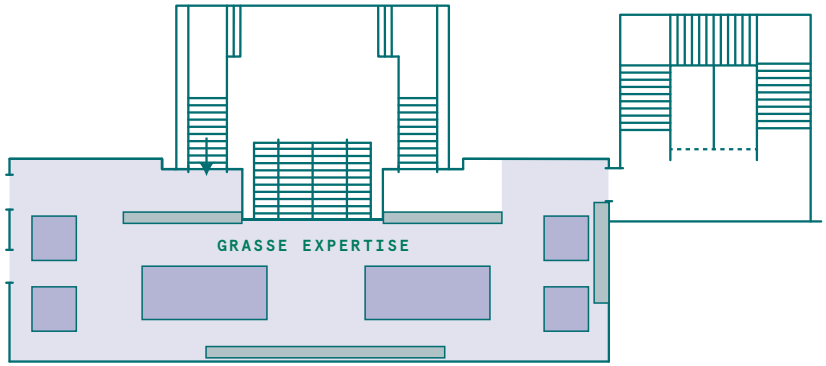
- Un salon réunissant près de 50 marques locales et internationales
- Des expositions autour des traditions et cultures olfactives dans le monde
- Des ateliers à destination de tous les publics
- Une librairie olfactive avec rencontres et dédicaces
- Grasse à l'honneur : les savoir-faire uniques de tout un territoire, avec Grasse Expertise



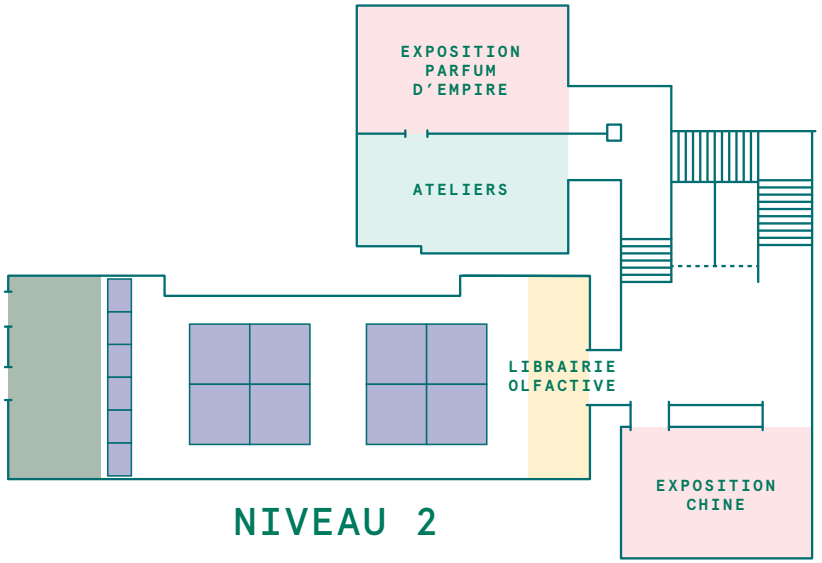
AR Prefecture
006-200039857-20250428-DP2025_079-AU
Reçu le 12/05/2025
Publié le 12/05/2025

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20250225-2025-18-DE
Date de télétransmission : 26/02/2025
Date de réception préfecture : 26/02/2025

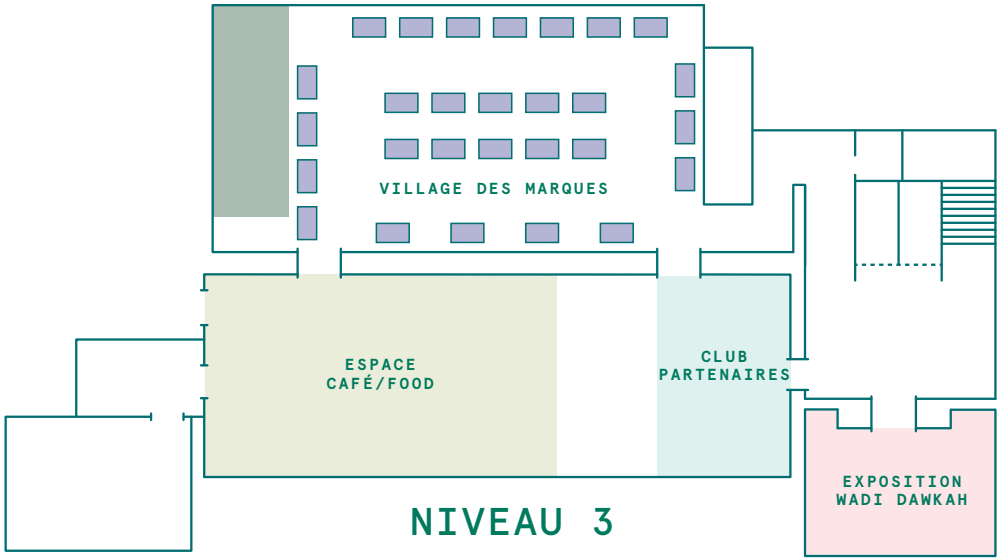
IMPLANTATION GÉNÉRALE AU PALAIS DES CONGRÈS



NIVEAU 1



NIVEAU 2



NIVEAU 3

AR Prefecture
006-200039857-20250428-DP2025_079-AU
Reçu le 12/05/2025
Publié le 12/05/2025

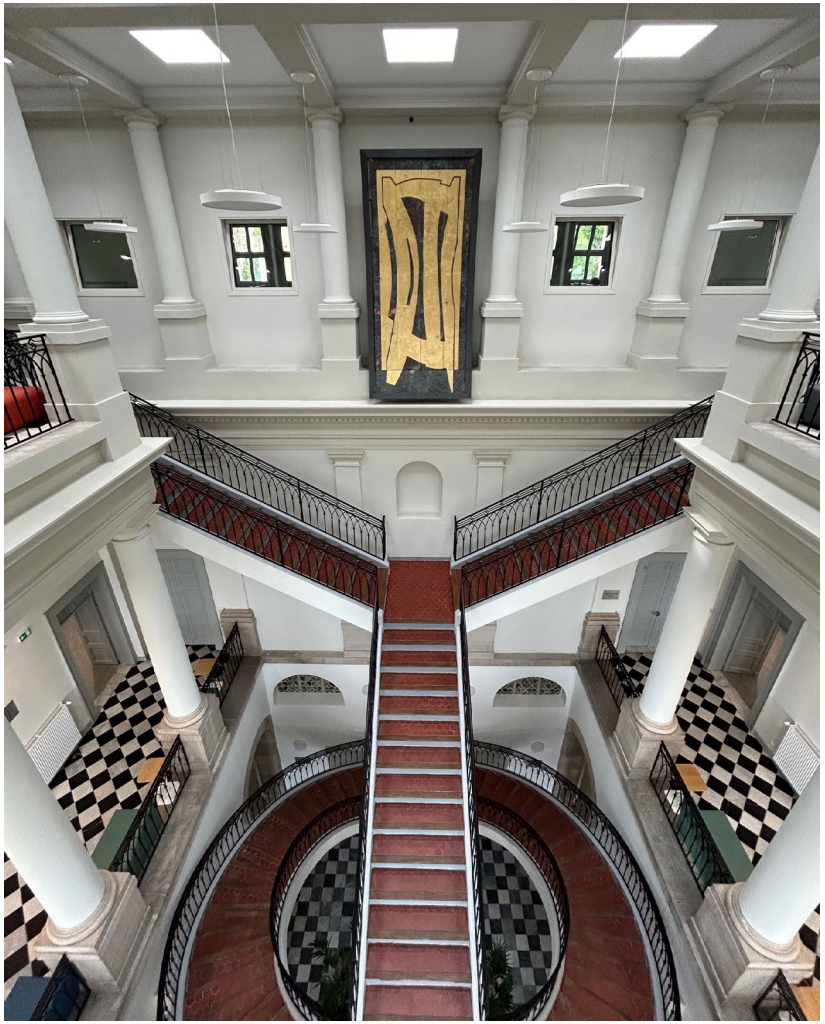
Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20250225-2025-18-DE
Date de télétransmission : 26/02/2025
Date de réception préfecture : 26/02/2025

GRASSE CAMPUS

SAVOIR ET TRANSMISSION

Pôle d'excellence dédié au savoir et à la transmission, Grasse Campus réunit plus de 20 écoles et organismes de formation. Son architecture remarquable, mêlant patrimoine et modernité, en fait un lieu idéal pour accueillir les Smell Talks ainsi que des expériences immersives proposées par des marques et maisons de composition.

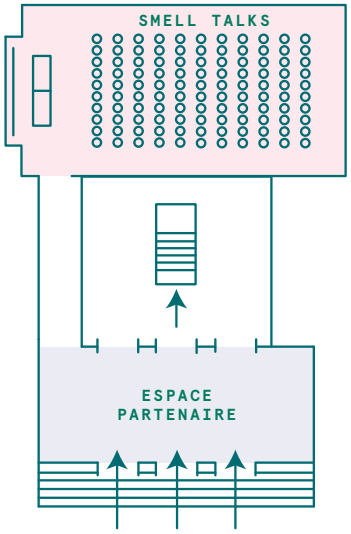
- La scène Smell Talks et son programme de conférences et tables rondes
- Expériences immersives et parcours sensoriels
- Espaces thématiques : Développement durable, Innovation, etc.
- Pavillons internationaux



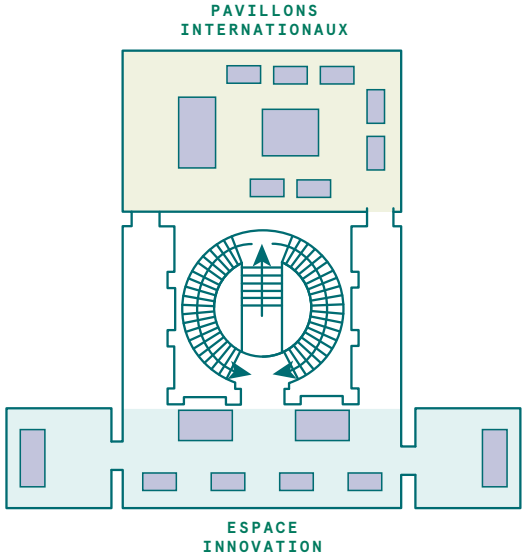
AR Prefecture
006-200039857-20250428-DP2025_079-AU
Reçu le 12/05/2025
Publié le 12/05/2025

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20250225-2025-18-DE
Date de télétransmission : 26/02/2025
Date de réception préfecture : 26/02/2025

IMPLANTATION GÉNÉRALE À GRASSE CAMPUS



NIVEAU 1



NIVEAU 2

AR Prefecture
006-200039857-20250428-DP2025_079-AU
Reçu le 12/05/2025
Publié le 12/05/2025

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20250225-2025-18-DE
Date de télétransmission : 26/02/2025
Date de réception préfecture : 26/02/2025

UN PARCOURS DANS LE CENTRE HISTORIQUE

EXPOSITIONS, DÉCOUVERTES, RENCONTRES

Les expositions prennent possession du patrimoine grassois et invitent à une découverte des savoir-faire, des territoires et des personnalités du monde du parfum. Des lieux prestigieux et insolites accueillent installations, performances artistiques et soirées.

- Un accès gratuit au Musée International de la Parfumerie
- Des expositions et des installations artistiques
- « Quand le parfum fait son cinéma » : programmation de 10 films et documentaires
- Des remises de prix et soirées exclusives
- Des portes ouvertes dans les grandes maisons grassoises
- Des animations proposées par les commerces et boutiques partenaires
- Et bien plus encore !



AR Prefecture
GRASSE PERFUME WEEK BY NEZ
[illegible]200039857-20250428-DP2025_079-AU
Reçu le 12/05/2025
Publié le 12/05/2025

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20250225-2025-18-DE
Date de télétransmission : 26/02/2025
Date de réception préfecture : 26/02/2025



AR Prefecture
006-200039857-20250428-DP2025_079-AU
Reçu le 12/05/2025
Publié le 12/05/2025

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20250225-2025-18-DE
Date de télétransmission : 26/02/2025
Date de réception préfecture : 26/02/2025

ILS NOUS FONT CONFIANCE

Grasse

Pays de Grasse
communauté d'agglomération

TOURISME
Pays de Grasse
CÔTE d'AZUR
FRANCE

CÔTE d'AZUR
FRANCE
TOURISME

GRASSE
EXPERTISE

PRODAROM
Syndicat National des Fabricants de Produits Aromatiques

AR Prefecture
006-200059857-20250428-DP2025_079-AU
Reçu le 12/05/2025
Publié le 12/05/2025

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20250225-2025-18-DE
Date de télétransmission : 26/02/2025
Date de réception préfecture : 26/02/2025

Merci !

Romain Raimbault
Directeur des événements
rraimbault@bynez.com
+33 6 07 65 54 66

Dominique Brunel
Directeur commercial
dbrunel@bynez.com
+33 6 43 75 73 48

Natacha Dervite
Cheffe de projet
ndervite@bynez.com
+33 7 85 58 24 69

AR Prefecture
006-200039857-20250429-DP2025_080-AU
Reçu le 09/05/2025
Publié le 09/05/2025

pays de Grasse
communauté d'agglomération

REPUBLIQUE FRANÇAISE
DEPARTEMENT
DES ALPES-MARITIMES

DECISION DU PRESIDENT N°DP2025_080

Objet : Convention de partenariat entre la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse (CAPG) et l'Institut Médicoéducatif (IME) Valfleurs de la Croix Rouge à Grasse pour la découverte de l'accompagnement de personnes en situation de handicap

Le Président de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse

Vu la délibération DL2024_001 du 22 février 2024 de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse par laquelle le conseil communautaire a délégué au président certaines de ses attributions conformément à l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;

Considérant que le service jeunesse de la CAPG, dans le cadre de ses activités accueille des enfants en situation de handicap au sein de ses accueils de loisirs et qu'il est nécessaire que son personnel soit formé à cet effet ;

Considérant que dans ce cadre, l'IME Valfleurs de la Croix Rouge à Grasse propose d'accueillir des agents de la CAPG pour des stages de découverte et d'immersion afin qu'ils puissent s'initier et se former dans le but d'accueillir ces enfants dans de bonnes conditions ;

Considérant qu'il convient de conclure une convention de partenariat pour les modalités d'organisation des journées d'immersion de ces agents à l'IME en vue de la découverte de l'accompagnement de personnes en situation de handicap ;

DECIDE

Article 1 : Du principe de la conclusion d'une convention de partenariat entre la CAPG et l'IME Valfleurs de la Croix Rouge à Grasse pour des stages d'immersion du personnel de la CAPG au sein de cet Institut et dont le modèle est joint en annexe ;

Article 2 : De signer lesdites conventions à venir avec l'IME Valfleur pour des périodes d'immersion, à définir, des agents de la CAPG pour la découverte de l'accompagnement de personnes en situation de handicap ;

Article 3 : Que ces conventions sont sans effet financier et qu'elles peuvent être signées pour les années 2025 et 2026.

Fait à Grasse, le 29 avril 2025

Président,

Pays de Grasse communauté d'agglomération

Jérôme VIAUD
Maire de Grasse
Vice-président du Conseil départemental
des Alpes-Maritimes

AR Prefecture
006-200039857-20250429-DP2025_080-AU
Reçu le 09/05/2025
Publié le 09/05/2025

ANNEXE DE LA DP2025_080

CONVENTION DE PARTENARIAT EN VU DE LA DECOUVERTE DE L'ACCOMPAGNEMENT DE PERSONNES EN SITUATION DE HANDICAP

ENTRE LES SOUSSIGNEES :

La Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse, identifiée sous le numéro SIRET 200 039 857 000 12, dont le siège se trouve 57 avenue Pierre Sémard 06131 GRASSE cedex et représentée par son Président en exercice, Monsieur Jérôme VIAUD, agissant au nom et pour le compte de ladite Communauté d'Agglomération, habilité à signer les présentes en vertu de la DP n°2025_ prise en date du , visée en préfecture de Nice le .

Dénommée ci-après, « la CAPG »,

ET :

L'institut Médico Educatif (I.M.E) **Valfleurs**, identifié sous le numéro SIRET 775 672 272 05644 dont le siège social est situé 46 chemin de l'Orme - 06130 Grasse et représentée par son directeur **Monsieur Philippe GIRAUD** agissant des qualités en vertu des statuts de l'association.

Dénommée ci-après, « Valfleurs»,

AR Prefecture
006-200039857-20250429-DP2025_080-AU
Reçu le 09/05/2025
Publié le 09/05/2025

ANNEXE DE LA DP2025_080

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 : Objet de la convention.

En accord avec les politiques publiques favorisant l'inclusion dans les structures d'accueil de droits communs des personnes en situation de handicap, l'IME Valfleurs s'engage à permettre aux professionnels des structures demandeuses de découvrir cet accompagnement particulier en condition d'immersion.

Une convention de partenariat est convenue entre les structures afin de clarifier le cadre de cette découverte.

ARTICLE 2 : Disposition particulière.

Les journées d'immersion sont prévues du……au…….
Quelque soit le jour de présence, du lundi au vendredi, les horaires resteront fixés ainsi :

- De 9h00 à 16h15

Les repas seront pris sur place. Ces derniers étant considérés comme des temps de travail, ils seront pris en présence des enfants.
Les repas ne seront pas facturés.

ARTICLE 3 : Engagement des parties.

Article 3.1 :Obligation de l'association

Une éducatrice spécialisée supervisera le stage et Mr David BARON, chef de service éducatif de l'IME Valfleurs, sera responsable du stage.
Le responsable de l'établissement Mr Philippe GIRAUD s'engage :

- A ne pas exposer le stagiaire à des travaux dangereux,

Article 3.2 : Obligation et assurance de la CAPG

Durant la période de stage, le/la stagiaire :Mr ou Mme……..……..., restera à la charge de la communauté d'agglomération du Pays de Grasse et sera couvert par son assurance responsabilité civile police n° 96118/B, contrat signé auprès de la compagnie SMACL Assurances.

Article 3.3 : Le stagiaire

La stagiaire devra se conformer aux règles de fonctionnement de l'établissement d'accueil et aux horaires donnés en amont.

- A prévenir la direction de la communauté d'agglomération du Pays de Grasse en cas d'incident ou d'accident et d'absence.

AR Prefecture
006-200039857-20250429-DP2025_080-AU
Reçu le 09/05/2025
Publié le 09/05/2025

ARTICLE 4 : Modalités financières.

Le stage de découverte et d'insertion « Accompagnement en situation d'handicap » est consentie à titre gratuit.

ARTICLE 5 : Prise d'effet et durée.

La présente Convention est valable pour une durée de……..à la date du……...

ARTICLE 6 : Modalités financières.

La mise à disposition est consentie à titre gratuit.

ARTICLE 7 : Résiliation de la convention.

La présente convention pourra être résiliée par l'une ou l'autre des parties, pour quelque motif que ce soit sur décision collégiale.

La présente convention est établie en deux exemplaires (un pour chaque structure).

Fait à GRASSE le ……

Pour la Communauté d'Agglomération Du Pays de Grasse	**Pour L'Institut Médico-Educatif Valfleurs**
Le Président,	**Le Directeur,**
Jérôme VIAUD Maire de Grasse Vice-président du Conseil départemental des Alpes-Maritimes	**Monsieur Phillipe GIRAUD**

AR Prefecture
006-200039857-20250430-DP2025_081-AU
Reçu le 09/05/2025
Publié le 09/05/2025

Pays de Grasse
communauté d'agglomération

REPUBLIQUE FRANÇAISE
DEPARTEMENT
DES ALPES-MARITIMES

DECISION DU PRESIDENT N°DP2025_081

Objet : Convention de partenariat dans le cadre de l'évènement « La Soirée des entreprises du Pays de Grasse – Impulse#4 »

Le Président de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse

Vu la délibération DL2024_001 du 22 février 2024 de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse par laquelle le conseil communautaire a délégué au président certaines de ses attributions conformément à l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;

Considérant que la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse est compétente en matière de parcs d'activités, c'est dans cette optique et dans le but d'animer le territoire que la CAPG et l'association des Entreprises des Bois de Grasse (EBG) se sont associés pour organiser la « Soirée des entreprises du Pays de Grasse - Impulse#4 » qui se déroulera le 19 juin 2025 à partir de 18h au Cube réceptions sis 7 avenue Michel Chevalier – PA des Bois de Grasse à Grasse ;

DECIDE

Article 1 : La signature de la convention de partenariat entre la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse et l'Association des « Entreprises des Bois de Grasse » ;

Article 2 : Ladite convention est conclue pour la préparation de l'événement « La Soirée des entreprises du Pays de Grasse – Impulse#4 » qui se déroulera le 19 juin 2025 au Cube réceptions ;

Article 3 : Le partenariat et conclu sans contrepartie financière. Chacune des parties prendra à sa charge exclusive les frais occasionnés pour accomplir leurs propres obligations prévues dans l'article 2 de la convention.

Fait à Grasse, le 30 avril 2025

Le Président

Jérôme VIAUD
Maire de Grasse
Vice-président du Conseil départemental
des Alpes-Maritimes

AR Prefecture
006-200039857-20250430-DP2025_081-AU
Reçu le 09/05/2025
Publié le 09/05/2025

ANNEXE DE LA DP2025_081

Convention de partenariat dans le cadre de l'évènement

« La Soirée des Entreprises du Pays de Grasse – Impulse#4 »

Entre

La Communauté d'agglomération du Pays de Grasse, identifiée sous le numéro SIRET 200 039 857 000 12, dont le siège se trouve 57 avenue Pierre Sémard 06130 GRASSE et représentée par son Président en exercice, Monsieur Jérôme VIAUD, agissant au nom et pour le compte de ladite Communauté d'Agglomération, habilité à signer les présentes en vertu d'une décision n°DP2025_ XXX prise en date du XX/XX/ 2025 visée en préfecture de Nice le XX/XX/2025.

Ci-après dénommée « **la CAPG** »

Et

L'association des Entreprises du Bois de GRASSE identifiée sous le numéro SIRET 851 797 589 000 13, dont le siège social se trouve au **Cube Réceptions – Monbox Parc d'actvité des Bois de Grasse 06130 GRASSE**, déclarée à la sous-Préfecture de Grasse le **20/02/2014** et représentée par **Monsieur Julien HELLY**, agissant en qualité de **Président**.

Ci-après dénommés « ***EBG*** »

Ci-après dénommés ensemble « ***les parties ou les partenaires*** »

AR Prefecture
006-200039857-20250430-DP2025_081-AU
Reçu le 09/05/2025
Publié le 09/05/2025

PREAMBULE

En matière de développement économique, la loi NOTRe a réorganisé les interventions des collectivités territoriales. Si la région est consacrée comme chef de file, l'intercommunalité, est toutefois confirmée comme un acteur majeur dans ce domaine.

De ce fait, la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse s'est dotée d'un service de développement économique capable de répondre aux enjeux de son territoire et plus spécifiquement sur les parcs d'activités.

Pour décliner cette compétence en lien avec l'aménagement et l'animation des parcs d'activités, la CAPG a développé un guichet Unique (Grasse Entreprises, service du développement économique) aux côtés des entreprises des parcs d'activités du territoire.

En ce sens, le Pays de Grasse soutient les liens entre les différentes parties prenantes qui permettent d'initier des démarches collectives sur les parcs d'activités et notamment celui des Bois de Grasse qui a amorcé une animation inter-entreprises sous la forme associative.

Créée en 2014 à l'initiative de dirigeants d'entreprises du parc d'activités des Bois de Grasse, soucieux de se regrouper pour mieux gérer certaines problématiques communes, l'Association des Entreprises des Bois de Grasse (EBG) s'est structurée autour de cette dynamique collective avec plus particulièrement pour objectif le développement et l'aménagement durable du parc d'Activités des Bois de Grasse.

Des valeurs et objectifs communs avec la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse qui permettent de mettre en œuvre de nombreux projets collaboratifs en faveur des parcs d'activités. C'est dans cette optique et dans le but d'animer le territoire du Pays de Grasse que la CAPG et l'association EBG se sont associé concernant l'organisation de la soirée Impulse#4 qui se déroulera le 19 juin 2025 au Cube réceptions.

Ce partenariat a pour objectif de créer une animation à destination des entreprises du Pays de Grasse sur le parc d'Activités des Bois de Grasse.

Ceci préalablement exposé, il est arrêté et convenu ce qui suit :

Article 1 : <u>OBJET</u>

AR Prefecture
006-200039857-20250430-DP2025_081-AU
Reçu le 09/05/2025
Publié le 09/05/2025

L'objet de cette convention est de prévoir les modalités du partenariat entre la CAPG et l'association EBG autour de l'organisation de la « Soirée des Entreprises du Pays de Grasse - Impulse#4 ».

Article 2 : <u>ENGAGEMENTS DES PARTIES</u>

A. La CAPG s'engage à :

- Participer à l'organisation de la soirée en partenariat avec l'association EBG.
- Contractualiser à titre gratuit ou onéreux avec des prestataires afin de disposer pour la soirée Impulse :
  - D'un traiteur
- Distribuer à titre gratuit les « goodies » de la CAPG aux participants de la soirée Impulse.
- Participer à l'animation de la soirée dans le cadre des missions dévolues à aux agents de la CAPG.
- Fournir le matériel nécessaire au bon déroulement de la soirée.

B. L'association EBG s'engage à :

- Participer à l'organisation de la soirée en partenariat avec la CAPG.
- Contractualiser à titre gratuit ou onéreux avec des prestataires afin de de disposer pour la soirée Impulse :
  - D'un conférencier
  - D'une salle
  - D'un stand de dégustation de vins
  - D'un stand de dégustation de bières
  - D'un stand de dégustation de glaces
  - D'un DJ
  - D'un photographe
  - D'un photobooth
  - D'un mur de logos et kakémono
  - D'un groupe musical
  - Divers matériels
  - Goodies
  - Hébergement + vol du conférencier
- Négocier sa participation financière aux autres frais avec les prestataires qu'elle aura personnellement sollicités
- Participer à l'animation de la soirée dans le cadre des missions dévolues aux membres de l'association EBG.

Article 3 : <u>MODALITES DU PARTENARIAT</u>

AR Prefecture
006-200039857-20250430-DP2025_081-AU
Reçu le 09/05/2025
Publié le 09/05/2025

L'événement aura lieu au Cube Réceptions ZI Les Bois de Grasse - 7, avenue Michel Chevalier – 06130 GRASSE
L'évènement se déroulera de 18h à 23h.
Le contrôle de l'accès à l'évènement sera assuré en interne par les agents CAPG et les membres d'EBG.
L'accès à la soirée se fait uniquement sur invitation individuelle et nominative.
Les invitations ont été faites conjointement par la CAPG et EBG.
La soirée prévoit l'accueil de 240 invités.
La sécurité du site est assuré par Le Cube Réceptions.

Article 4 : DUREE DE LA CONVENTION

La convention est conclue pour la préparation de l'évènement « Soirée des Entreprises du Pays de Grasse - Impulse#4 » qui se déroulera le 19 juin 2025.

Article 5 : PRISE D'EFFET

Elle prend effet à la date de signature de l'ensemble des parties jusqu'à la fin de l'événement du 19 juin 2025.

Article 6 : MODALITES FINANCIERES

Le partenariat est conclu à titre gratuit. Chacune des parties prendra à sa charge exclusive les frais occasionnés pour accomplir leurs propres obligations prévues à l'article 2 de la présente convention.

Article 7 : MODIFICATION ET RESILIATION

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la convention définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant.

En cas de non-respect des engagements réciproques inscrits dans le présent document, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties, après un délai de prévenance de 7 jours à compter de la réception d'un courrier recommandé avec accusé de réception avisant les autres parties de la résiliation.

Article 9 : ASSURANCES ET RESPONSABILITES

AR Prefecture
006-200039857-20250430-DP2025_081-AU
Reçu le 09/05/2025
Publié le 09/05/2025

Chacun des partenaires à la présente s'engage à souscrire auprès d'une compagnie d'assurance notoirement solvable une assurance couvrant sa responsabilité civile et les dommages de toute nature pouvant intervenir au cours de l'exécution de leurs engagements à l'occasion de la présente convention.

Chacun des partenaires aura la responsabilité exclusive de vérifier que chacun des prestataires qu'il aura personnellement engagé ou sollicité pour cet évènement soit en règle par rapport à l'exercice de son activité (licences, autorisations, assurances, formalités, etc.) sans que le cas échéant aucun manquement ne puisse engager la responsabilité de l'autre partenaire.

Article 10 : LITIGES

En cas de différend sur l'interprétation ou l'exécution de la présente, chaque partie s'efforcera de trouver de bonne foi, un accord.

Le différend sera exprimé par lettre A/R adressée par l'une des parties à la CAPG. Un accord amiable devra alors être trouvé dans un délai d'une semaine à compter de la réception de ladite lettre A/R et validé par les parties signataires de cette convention.

A défaut d'accord trouvé amiablement, le litige sera porté devant le Tribunal administratif de Nice.

Fait à Grasse le …./…./2025,
En deux exemplaires.

Association des Entreprises des Bois de Grasse
Le Président

Julien HELLY

La Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse
Le Président

Jérôme VIAUD
Maire de Grasse
Vice-président Conseil départemental des Alpes-Maritimes

AR Prefecture
006-200039857-20250430-DP2025_082-AU
Reçu le 09/05/2025
Publié le 09/05/2025

Pays de Grasse
communauté d'agglomération

REPUBLIQUE FRANÇAISE
DEPARTEMENT
DES ALPES-MARITIMES

DECISION DU PRESIDENT N°DP2025_082

Objet : Convention de mise à disposition précaire à titre gratuit de locaux communs aux copropriétaires - Lot 18 du Parc d'activités ArômaGrasse

Le Président de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse

Vu les statuts en vigueur de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse ;

Vu la délibération DL2024_001 du 22 février 2024 de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse par laquelle le conseil communautaire a délégué au président certaines de ses attributions conformément à l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;

Vu le procès-verbal de l'assemblée générale des copropriétaires du lot 18 du Parc d'activités ArômaGrasse du 7 avril 2025 et notamment la résolution n°11 relative à l'établissement d'une convention d'occupation précaire des locaux inoccupés au sein de la copropriété ;

Considérant que les locaux concernés d'une superficie totale de 28 m², situés sur la parcelle cadastrée n° BE 275 du lot 18 du Parc d'activités ArômaGrasse sis 45 boulevard Marcel Pagnol à Grasse, sont actuellement inoccupés et peuvent être utilisés sans gêne pour les autres activités du Parc d'activités ArômaGrasse ;

Considérant que cette mise à disposition s'inscrit dans une démarche de bonne gestion des espaces et de développement des entreprises implantées au sein de la copropriété ;

Considérant que les locaux concernés ne constituent pas des aménagements indispensables au sens du Code général de la propriété des personnes publiques et qu'il convient dès lors d'appliquer les règles de droit privé aux conventions liant la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse aux entreprises de la copropriété ;

DECIDE

Article 1 : La signature de la convention de mise à disposition des locaux communs aux copropriétaires situés sur la parcelle cadastrée n° BE 275 du lot 18 du Parc ArômaGrasse, au profit des entreprises Bougie et Senteur, Parfum Cosmetic World (PCW) et de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse pour le compte de son Hôtel d'entreprises scientifique GrasseBIOTECH ;

Article 2 : De conclure la convention de mise à disposition précaire à titre gratuit ;

Article 3 : De conclure ladite convention pour une durée de 6 ans à compter de la signature par l'ensemble des parties.

Fait à Grasse, le 30 avril 2025

Le Président

Pays de Grasse communauté d'agglomération

Jérôme VIAUD
Maire de Grasse
Vice-président du Conseil départemental
des Alpes-Maritimes

AR Prefecture
006-200039857-20250430-DP2025_082-AU
Reçu le 09/05/2025
Publié le 09/05/2025

ANNEXE DP2025_082

CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DE LOCAUX

ENTRE LES SOUSSIGNES :

La Communauté d'agglomération du Pays de Grasse, identifiée sous le numéro SIRET 200 039 857 000 12, dont le siège social se trouve 57 avenue Pierre Sémard 06130 GRASSE et représentée par son Président en exercice, Monsieur Jérôme VIAUD, agissant au nom et pour le compte de ladite Communauté d'agglomération, habilité à signer les présentes en vertu d'une décision n°DP2025_XXX du…… 2025, visée en préfecture de Nice en date du ……2025.

Ci-après dénommée « **La CAPG** »

d'une part,

ET

La société BSIMMO, numéro de Siret 524 566 296 000 17 dont le siège social est situé au 515 chemin des Laurens, 06530 SPERACEDES, représentée par Madame Marie-Odile BERODIAS, agissant en qualité de Gérante, dûment habilité à l'effet des présentes,

Ci-après dénommée « **La société BSIMMO»**

d'autre part,

ET

La société PARFUM COSMETIC WORLD (**PCW)**, numéro de Siret 337 530 372 000 57 dont le siège social est situé au 45, boulevard Marcel Pagnol – Parc Arômagrasse, 06130 GRASSE, représentée par Monsieur Xavier BLAIZOT, agissant en qualité de Président, dûment habilité à l'effet des présentes,

Ci-après dénommée « **La société PCW»**

d'autre part,

ET

La société TOMCOS, numéro de Siret 441 816 725 000 36 dont le siège social est situé au 45 boulevard Marcel Pagnol - Parc ArômaGrasse 06130 GRASSE, représentée par Madame Marta DEVEZE, agissant en qualité de Gérante, dûment habilité à l'effet des présentes,

Ci-après dénommée « **La société TOMCOS»**

Ci-après dénommées ensemble les « **parties** » ou individuellement une « **partie** ».

AR Prefecture
006-200039857-20250430-DP2025_082-AU
Reçu le 09/05/2025
Publié le 09/05/2025

PREAMBULE

Dans le but de mettre à disposition des locaux inoccupés situés dans les parties communes du lot 18 de la copropriété ArômaGrasse, à des fins de stockage, les parties ont convenu de formaliser les modalités et conditions de cette mise à disposition.

Les locaux décrits dans la présente convention seront mis à disposition à titre gratuit et dans les conditions définies ci-après.

L'objet de cette convention est de définir précisément les droits, obligations et responsabilités des parties concernant l'utilisation et la gestion de ces locaux.

Cette convention est établie conformément aux décisions prises lors de l'AG du lot 18 de la copropriété du Parc d'activités ArômaGrasse du 07 avril 2025, qui a autorisé la mise à disposition de ces locaux au profit de : la société BSIMMO (Bougie et Senteur) ; Parfum Cosmetic World (PCW) ; et la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse pour le compte de son Hôtel d'entreprises scientifique GrasseBIOTECH.

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 - OBJET

Le présent contrat définit les conditions dans lesquelles les biens décrits à l'article "DÉSIGNATION DES BIENS LOUÉS" ci-après, sont mis à disposition des parties à la présente.

ARTICLE 2 - DESIGNATION DES BIENS LOUES

Les locaux indiqués ci-dessous, cadastrés n° BE 275 sont la propriété des copropriétaires du lot 18 du Parc ArômaGrasse suivants :

- La COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DU PAYS DE GRASSE ;
- La société TOMCOS ;
- La société PARFUM COSMETIC WORLD (PCW) ;
- La société BSIMMO (Bougie et Senteur).

L'immeuble où se situe lesdits locaux de la présente est situé au 45 boulevard Marcel Pagnol à Grasse (06130) et dispose d'une superficie totale de 8 500 m².

Les locaux du présent contrat sont d'une superficie totale de 28 m² et sont composés des surfaces désignées ci-dessous, conformément aux plans joints en annexe qui font intégralement partie de la présente convention :

- Au rez-de-chaussée un local de 8 m² ;
- Au 1er étage de 10 m² ;
- Au 2ème étage de 10 m².

L'ensemble de ces locaux précités, qui sont au nombre de trois, sont mis à disposition en l'état et non meublés.

AR Prefecture
006-200039857-20250430-DP2025_082-AU
Reçu le 09/05/2025
Publié le 09/05/2025
ANNEXE DP2025_082

À l'entrée en jouissance des locaux, deux clés ont été remises aux parties afin de leur permettre à chacun l'accès aux locaux.

ARTICLE 3 - DESTINATION DES LOCAUX

Tous les biens cités dans la présente convention sont destinés à être utilisés à des fins de stockage, à l'exclusion de toute autre utilisation.

ARTICLE 4 - ATTRIBUTION DES BIENS

L'usage privatif des locaux, objet de la présente est réparti entre les parties de la façon indiquée ci-dessous.

L'usage du local situé au RDC est attribué à la société BSIMMO (Bougie et Senteur).
L'usage du local situé au 1er étage est attribué à Parfum Cosmetic World (PCW).
L'usage du local situé au 2ème étage est attribué à Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse pour le compte de son Hôtel d'entreprises scientifique GrasseBIOTECH.

Ces attributions résultent du vote en AG du 07 avril 2025 par les copropriétaires du lot 18. Vote qui se trouve en annexe de la présente.

ARTICLE 5 – OBLIGATIONS DES PARTIES

5.1 OBLIGATIONS CONCERNANT LA DESTINATION DES LOCAUX

Les locaux objet de la présente ne peuvent être utilisés par les parties de la présente que conformément à la destination des locaux indiquée à l'article 3 ci-dessus.

5.2 OBLIGATIONS CONCERNANT LES CONDITIONS DE STOCKAGE

En l'absence de systèmes d'incendie, d'électricité dans les locaux, les locaux seront exclusivement destinés à l'archivage ou au stockage de matériel non-dangereux, non-chimique et non explosif avec une interdiction formelle de fumer dans les locaux.

Afin d'assurer la sécurité des personnes, les locaux devront rester fermés et l'accès sera strictement réservé aux seules personnes autorisées. Ils devront être aménagés de manière ergonomique pour faciliter l'accès et la manipulation.

La charge au sol ne doit pas dépasser 5 tonnes/m² et ainsi chacun des utilisateurs des locaux doit veiller personnellement pour son local attribué selon les indications de l'article 4 aux respects des mesures de sécurité et d'hygiène en vigueur pour le local de stockage qui lui a été attribué.

ARTICLE 6 – ENTRETIEN ET REPARATION DES BIENS

L'entretien et les réparations seront répartis comme suit : le propriétaire des murs prendra en charge le gros œuvre, tandis que l'occupant s'occupera des aménagements

AR Prefecture
006-200039857-20250430-DP2025_082-AU
Reçu le 09/05/2025
Publié le 09/05/2025

qui ne peuvent être entrepris qu'après autorisation expresse de l'ensemble des propriétaires des locaux par l'AG.

ARTICLE 7 - TRAVAUX

Les éventuels travaux autorisés par l'AG seront à la charge de l'occupant.

ARTICLE 8 - ASSURANCES

Chacun des partenaires à la présente s'engage à souscrire auprès d'une compagnie d'assurance notoirement solvable une assurance couvrant sa responsabilité civile et les dommages de toute nature pouvant intervenir au cours de l'exécution de leurs engagements à l'occasion de la présente convention.

ARTICLE 9 MODALITES FINANCIERES

Cette mise à disposition est faite sans contrepartie, à titre gratuit.

ARTICLE 12 - CESSION ET SOUS LOCATION

La présente convention ne peut être cédée par aucune des parties de la présente sans vote préalable à l'AG.

ARTICLE 13 - MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification notamment des conditions ou modalités d'exécution de la convention définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant ou de la conclusion d'une nouvelle convention après avoir reçu l'approbation du vote en AG.

ARTICLE 14 – RUPTURE DE LA CONVENTION

Dans le cas où l'une des parties ne souhaite plus bénéficier du local de stockage qui lui a été attribué, elle pourra résilier la présente par envoi d'un courrier avec AR au Syndic de copropriété du lot 18. Cette modification devra faire l'objet d'un avenant ou d'une nouvelle convention qui devra être voté en AG.

Dans l'hypothèse où l'une des parties ne respectent pas ses obligations, la présente convention pourra être résiliée de plein droit après le vote en AG de la résiliation de la présente convention.

ARTICLE 15 - OPPOSABILITE DE LA MISE A DISPOSITION

L'approbation en AG de la mise à disposition des locaux de la présente rend celle-ci opposable aux tiers.

AR Prefecture
006-200039857-20250430-DP2025_082-AU
Reçu le 09/05/2025
Publié le 09/05/2025
ANNEXE DP2025_082

ARTICLE 16 - RESTITUTION DES LOCAUX

Les locaux doivent être restitués à la fin de la mise à disposition dans le même état de prise de possession.

Cette restitution a lieu soit au terme de la convention en l'absence de volonté de renouvellement de l'ensemble des parties soit par la résiliation de la convention par l'une des parties si aucune des autres parties ne manifeste expressément sa volonté de bénéficier de la mise à disposition du local qui leur est attribué.

Dans ce dernier cas, cette volonté exprimée devra faire l'objet de la signature d'une nouvelle convention après approbation de l'AG.

ARTICLE 17 - DUREE ET PRISE D'EFFET

La présente convention prend effet une fois la convention approuvée par l'AG de la copropriété et à compter de la signature par les parties pour une durée de 6 ans.

ARTICLE 18 – RENOUVELLEMENT

La volonté des parties de poursuivre la mise à disposition des locaux devra faire l'objet de la conclusion d'une nouvelle convention une fois approuvée par l'AG.

ARTICLE 19 - REGLEMENT DES LITIGES

Tout différend relatif à l'interprétation ou à l'exécution du présent bail fera l'objet, préalablement à la saisine de la juridiction compétente, d'une recherche d'accord amiable entre les parties.

À défaut d'un accord dans un délai de 3 mois après la survenance d'un tel différend, le litige sera porté, à l'initiative de la partie la plus diligente, devant la juridiction compétente du lieu de situation des Biens loués.

ARTICLE 20 - ELECTION DE DOMICILE

Pour l'application de la présente convention, les parties déclarent faire élection de domicile en leur adresse respective, telle qu'indiquée en page 1 de la présente convention.

ARTICLE 21 - ANNEXES

Le présent contrat est formé d'un ensemble d'articles numérotés de 1 à 21, et de deux annexes dénommées comme suit :

Annexe 1 : Plans
Annexe 2 : PV AG du 07/04/2025

AR Prefecture
006-200039857-20250430-DP2025_082-AU
Reçu le 09/05/2025
Publié le 09/05/2025

Les annexes susmentionnées font partie intégrante de la présente convention.

Fait à GRASSE

Le ...../...../2025

En quatre exemplaires originaux.

Pour la société BSIMMO **Madame Marie-Odile BERODIAS** **Gérante**	**Pour la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse** **Le Président** **Jérôme Viaud** **Maire de Grasse** **Vice-Président du Conseil départemental des Alpes-Maritimes**
Pour la société PARFUM COSMETIC WORLD (PCW) **Monsieur Xavier BLAIZOT** **Président**	**Pour la société TOMCOS** **Madame Marta DEVEZE** **Gérante**

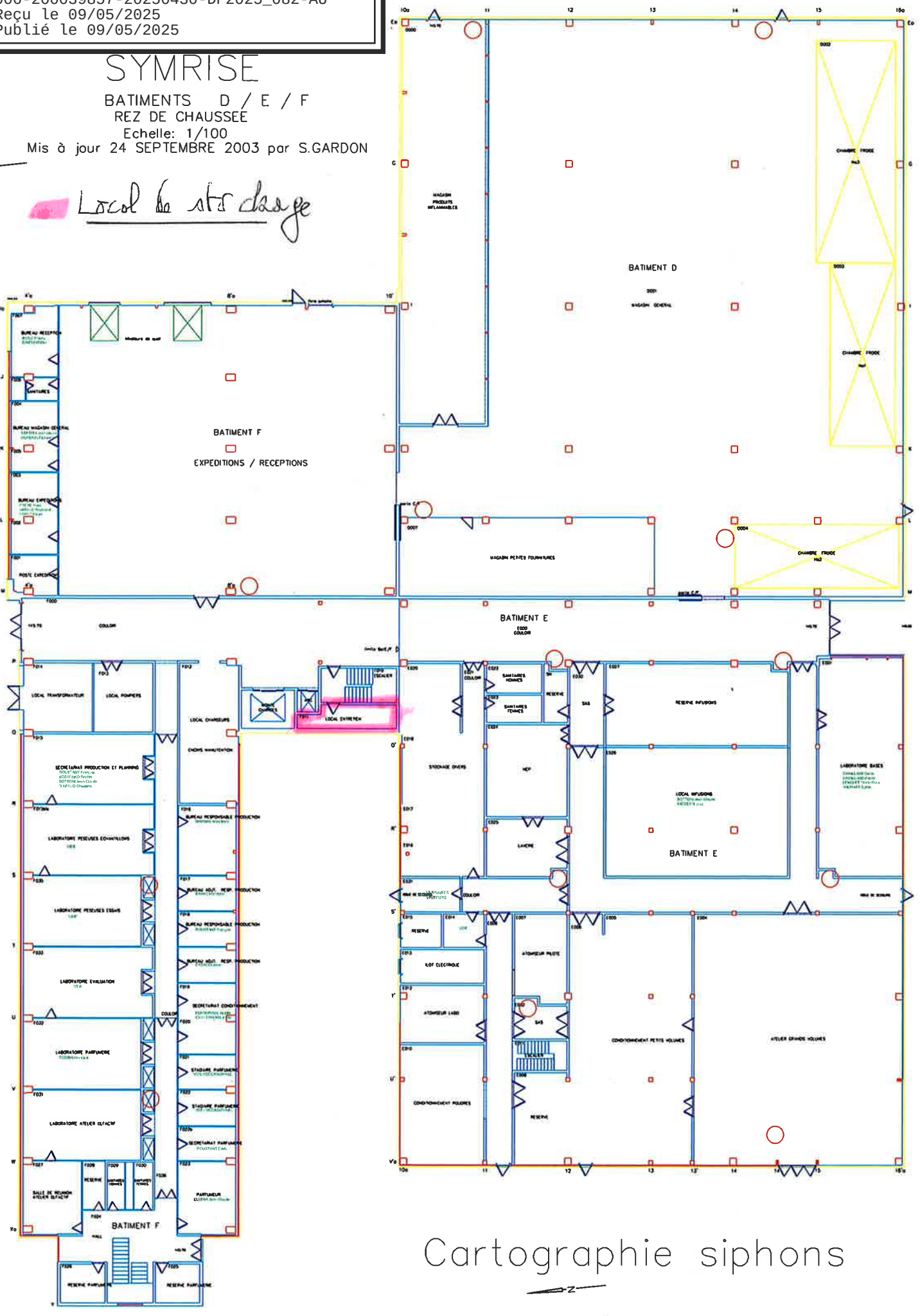
AR Prefecture

006-200039857-20250430-DP2025_082-AU
Reçu le 09/05/2025
Publié le 09/05/2025

SYMRISE

BATIMENTS D / E / F
REZ DE CHAUSSEE
Echelle: 1/100
Mis à jour 24 SEPTEMBRE 2003 par S.GARDON

Local de stockage



Cartographie siphons

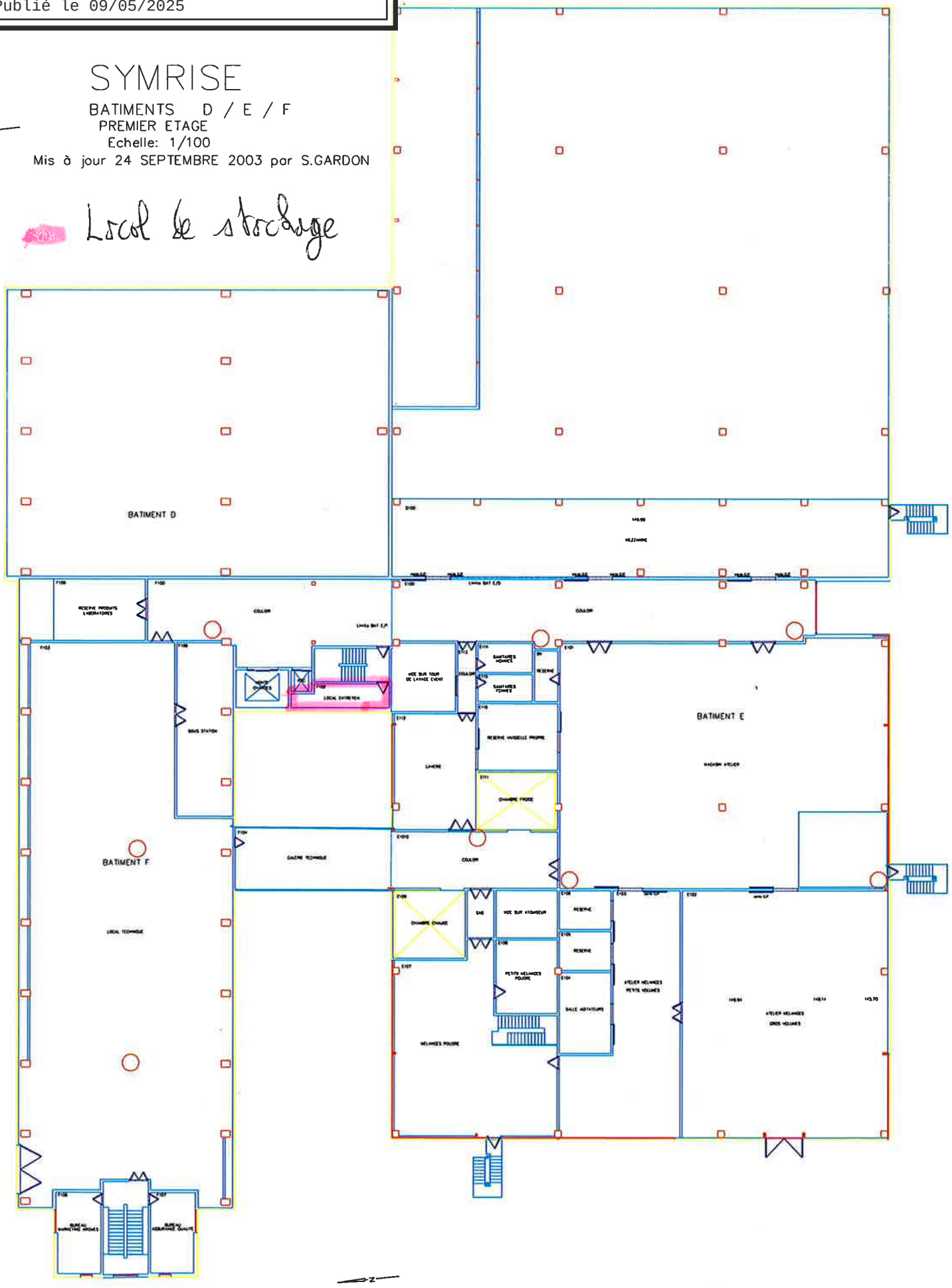
AR Prefecture

006-200039857-20250430-DP2025_082-AU
Reçu le 09/05/2025
Publié le 09/05/2025

SYMRISE

BATIMENTS D / E / F
PREMIER ETAGE
Echelle: 1/100
Mis à jour 24 SEPTEMBRE 2003 par S.GARDON

Local de stockage

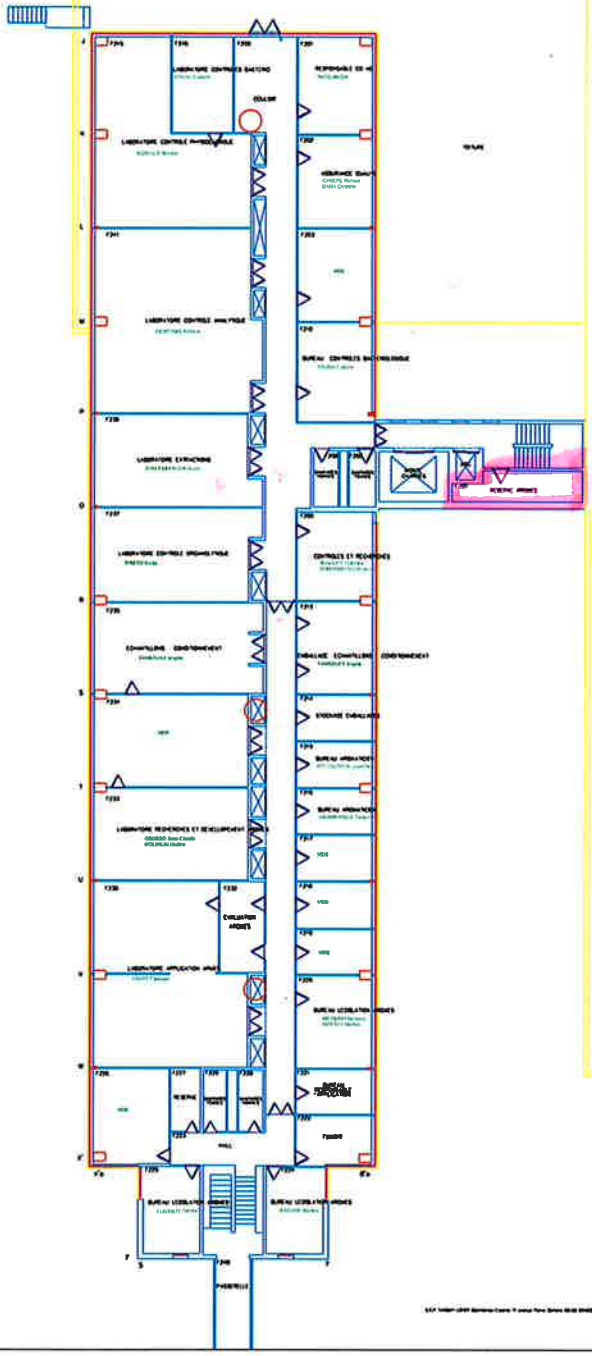


AR Prefecture
006-200039857-20250430-DP2025_082-AU
Reçu le 09/05/2025
Publié le 09/05/2025

SYMRISE

BATIMENTS D / E / F
DEUXIEME ETAGE
Echelle: 1/100
Mis à jour 24 SEPTEMBRE 2003 par S.GARDON

Local de stockage



AR Prefecture
006-200039857-20250430-DP2025_082-AU
Reçu le 09/05/2025
Publié le 09/05/2025

FONCIA

Syndicat des copropriétaires de l'immeuble

AROMA GRASSE LOT 18
45 BOULEVARD MARCEL PAGNOL 06130 GRASSE

Les copropriétaires de l'immeuble présenté ci-dessus, se sont réunis sur convocation régulière qui leur a été adressée par le syndic à l'adresse suivante : AROMA GRASSE 45 BOULEVARD MARCEL PAGNOL HOTEL D'ENTREPRISE CAPG 6130 GRASSE

L'assemblée générale procède à l'élection du bureau :

1. ÉLECTION DU PRÉSIDENT DE SÉANCE

Majorité nécessaire : Article 24

Président(e) : STE SOCIETE GENERALE représentée par M. Philippe BERODIAS

POUR : 10000 sur 10000 tantièmes
CONTRE : 0 sur 10000 tantièmes
ABSTENTIONS : 0 tantièmes
DÉFAILLANTS : 0 tantièmes

4 copropriétaires totalisent 10000 tantièmes au moment du vote
CETTE RÉSOLUTION EST ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ DES VOIX EXPRIMÉES DES COPROPRIÉTAIRES PRÉSENTS, REPRÉSENTÉS ET VOTANT PAR CORRESPONDANCE.

2. ÉLECTION DU SCRUTATEUR

Majorité nécessaire : Article 24

Scrutateur : SAS PARFUM COSMETIC WORLD représentée par M. Olivier LION

POUR : 10000 sur 10000 tantièmes
CONTRE : 0 sur 10000 tantièmes
ABSTENTIONS : 0 tantièmes
DÉFAILLANTS : 0 tantièmes

4 copropriétaires totalisent 10000 tantièmes au moment du vote
CETTE RÉSOLUTION EST ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ DES VOIX EXPRIMÉES DES COPROPRIÉTAIRES PRÉSENTS, REPRÉSENTÉS ET VOTANT PAR CORRESPONDANCE.

3. ÉLECTION DU SCRUTATEUR

Majorité nécessaire : Article 24

Scrutateur : M. ou Mme DU PAYS DE GRASSE COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION représentée par M. Brahim ABEDI

POUR : 10000 sur 10000 tantièmes
CONTRE : 0 sur 10000 tantièmes
ABSTENTIONS : 0 tantièmes
DÉFAILLANTS : 0 tantièmes

4 copropriétaires totalisent 10000 tantièmes au moment du vote
CETTE RÉSOLUTION EST ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ DES VOIX EXPRIMÉES DES COPROPRIÉTAIRES PRÉSENTS, REPRÉSENTÉS ET VOTANT PAR CORRESPONDANCE.

AR Prefecture
006-200039857-20250430-DP2025_082-AU
Reçu le 09/05/2025
Publié le 09/05/2025

FONCIA

4. ÉLECTION D'UN SECRÉTAIRE

Majorité nécessaire : Article 24

Secrétaire : Fanny FORCE

POUR : 10000 sur 10000 tantièmes
CONTRE : 0 sur 10000 tantièmes
ABSTENTIONS : 0 tantièmes
DÉFAILLANTS : 0 tantièmes

4 copropriétaires totalisent 10000 tantièmes au moment du vote
CETTE RÉSOLUTION EST ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ DES VOIX EXPRIMÉES DES COPROPRIÉTAIRES PRÉSENTS, REPRÉSENTÉS ET VOTANT PAR CORRESPONDANCE.

Le bureau étant ainsi constitué, le président déclare la séance ouverte.

Le bureau constate, à l'examen de la feuille de présence, dûment émargée par chaque copropriétaire en entrant en séance et mentionnant les nom et domicile de chaque copropriétaire ayant voté par correspondance, que 4 copropriétaires représentant 10 000 voix sur 10 000 voix constituant le syndicat des copropriétaires, sont présents, représentés ou ont voté par correspondance.

AR Prefecture
006-200039857-20250430-DP2025_082-AU
Reçu le 09/05/2025
Publié le 09/05/2025

N'ont pas participé aux votes des résolutions prévues à l'ordre du jour, les absents non représentés dont les noms suivent : Néant

Découlant de la feuille de présence émargée et signée par les membres du bureau.

AR Prefecture
006-200039857-20250430-DP2025_082-AU
Reçu le 09/05/2025
Publié le 09/05/2025

FONCIA

Ordre du jour

Le président rappelle l'ordre du jour après avoir pris connaissance des documents joints à la convocation et nécessaires à la validité des décisions.

1.	ÉLECTION DU PRÉSIDENT DE SÉANCE
2.	ÉLECTION DU SCRUTATEUR
3.	ÉLECTION DU SCRUTATEUR
4.	ÉLECTION D'UN SECRÉTAIRE
5.	APPROBATION DES COMPTES DE L'EXERCICE DU 01/01/2024 AU 31/12/2024
6.	QUITUS AU SYNDIC
7.	COMPTE RENDU DU CONSEIL SYNDICAL SUR SES MISSIONS ET AVIS RENDUS AU COURS DE L'EXERCICE ECOULE
8.	DÉSIGNATION DES MEMBRES DU CONSEIL SYNDICAL
8.1.	CANDIDATURE DE STE SOCIETE GENERALE
8.2.	CANDIDATURE DE M. OU MME COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DU PAYS DE GRASSE
9.	VOTE DU BUDGET PREVISIONNEL POUR L'EXERCICE DU 01/01/2026 AU 31/12/2026
10.	DÉTERMINATION DU MONTANT DE LA COTISATION OBLIGATOIRE DU FONDS DE TRAVAUX POUR L'EXERCICE DU 01/01/2026 AU 31/12/2026
11.	CONVENTION OCCUPATION PRECAIRE
12.	AUTORISATION DONNEE A SO EAU
13.	PRINCIPE TRAVAUX REFECTION TOITURE ET DESAMIANTAGE SUITE AU JUGEMENT RENDU LE 13/02/2024
14.	CHOIX DE L'ENTREPRISE GARRONE ETANCHEITE POUR TRAVAUX REFECTION ETANCHEITE TOITURE
15.	CHOIX DE L'ENTREPRISE BRUGUIER POUR TRAVAUX REFECTION ETANCHEITE TOITURE
16.	CHOIX DE L'ENTREPRISE COMPAGNIE DES TOITS POUR TRAVAUX REFECTION ETANCHEITE TOITURE
17.	EN CAS D'ACCEPTATION DE LA RESOLUTION 17 : CHOIX DU MAITRE D'OEUVRE
18.	EN CAS DE REFUS DE LA RESOLUTION 21 : DELEGATION DE POUVOIR AU CONSEIL SYNDICAL (ARTICLE 21 DECRET DU 17 MARS 1967)
19.	REALISATION DU DIAGNOSTIC RAAT : ENTREPRISE MCTB
20.	EN CAS DE REFUS DE LA RESOLUTION 23 : DELEGATION DE POUVOIR AU CONSEIL SYNDICAL (ARTICLE 21 DECRET DU 17 MARS 1967)
21.	EN CAS D'ACCEPTATION DE LA RESOLUTION 17 : SOUSCRIPTION ASSURANCE DOMMAGE OUVRAGE
22.	HONORAIRES SUR TRAVAUX POUR TRAVAUX REFECTION ETANCHEITE TOITURE
23.	MODALITES DE FINANCEMENT DES TRAVAUX
24.	AFFECTATION DE TOUT OU PARTIE DU FONDS TRAVAUX AU FINANCEMENT DES TRAVAUX DE REFECTION ETANCHEITE
25.	AUTORISATION DE PLACER SUR LE LIVRET A LA SOMME DE 290 000 EUROS
26.	RESOLUTION ASL AROMA GRASSE : REMPLACEMENT DE DEUX CAMERAS DOME
27.	RESOLUTION ASL AROMA GRASSE : REMPLACEMENT LUMINAIRES PAR UNE ECLAIRAGE A LED
28.	TRAVAUX DE SIGNALISATION : CREATION DOS D'ANE
29.	DEMANDE DU SDC AROMA GRASSE LOT 18 : PLANTATIONS MURIERS SUR L'AIRE DE REPOS
30.	RESOLUTION ASL AROMA GRASSE : DEMANDE DU SDC AROMA GRASSE LOT 18 INSTALLATION D'UN FOOD TRUCK

AR Prefecture
006-200039857-20250430-DP2025_082-AU
Reçu le 09/05/2025
Publié le 09/05/2025

FONCIA

31.	POINT INFORMATION QUALITE DE L'EAU
32.	POINT INFORMATION : RAPPEL STATIONNEMENT SUR LA VOIRIE
33.	INFORMATION : ENVOI DEMATERIALISE DES CONVOCATIONS ET PROCES VERBAUX D'ASSEMBLEES GENERALES
34.	CONCLUSION

La discussion est ouverte sur les différents points de l'ordre du jour.

AR Prefecture
006-200039857-20250430-DP2025_082-AU
Reçu le 09/05/2025
Publié le 09/05/2025

FONCIA

Résolutions

À l'issue des débats, les résolutions suivantes sont mises aux voix.

5. APPROBATION DES COMPTES DE L'EXERCICE DU 01/01/2024 AU 31/12/2024

Majorité nécessaire : Article 24 Pièces

annexes :
- L'état financier après répartition, au 07/03/2025 (annexe 1),
- Le compte de gestion général de l'exercice clos réalisé du 01/01/2024 au 31/12/2024, comprenant :
• Annexe 2 : les charges et produits de l'exercice par nature,
• Annexe 3 : les opérations courantes par clés de répartition,
• Annexe 4 : les travaux et opérations exceptionnelles, votés, clôturés,
• Annexe 5 : les travaux et opérations exceptionnelles, votés, non clôturés, par clés de répartition
- La liste des copropriétaires débiteurs et créditeurs,
- La répartition individuelle transmise préalablement à la présente assemblée générale par courrier séparé,

Modalités de vérification des pièces justificatives des charges :
Les comptes de l'exercice peuvent être vérifiés par tout copropriétaire, le 6ème jour ouvré qui précède l'assemblée générale ou sur rendez-vous au bureau du syndic.

Projet de résolution :
L'assemblée générale approuve les comptes de charges de l'exercice du 01/01/2024 au 31/12/2024.

POUR : 10000 sur 10000 tantièmes
CONTRE : 0 sur 10000 tantièmes
ABSTENTIONS : 0 tantièmes
DÉFAILLANTS : 0 tantièmes

4 copropriétaires totalisent 10000 tantièmes au moment du vote
CETTE RÉSOLUTION EST ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ DES VOIX EXPRIMÉES DES COPROPRIÉTAIRES PRÉSENTS, REPRÉSENTÉS ET VOTANT PAR CORRESPONDANCE.

6. QUITUS AU SYNDIC

Majorité nécessaire : Article 24

L'assemblée générale donne quitus au syndic de sa gestion pour la période écoulée.

POUR : 10000 sur 10000 tantièmes
CONTRE : 0 sur 10000 tantièmes
ABSTENTIONS : 0 tantièmes
DÉFAILLANTS : 0 tantièmes

4 copropriétaires totalisent 10000 tantièmes au moment du vote
CETTE RÉSOLUTION EST ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ DES VOIX EXPRIMÉES DES COPROPRIÉTAIRES PRÉSENTS, REPRÉSENTÉS ET VOTANT PAR CORRESPONDANCE.

AR Prefecture
006-200039857-20250430-DP2025_082-AU
Reçu le 09/05/2025
Publié le 09/05/2025

FONCIA

7. COMPTE RENDU DU CONSEIL SYNDICAL SUR SES MISSIONS ET AVIS RENDUS AU COURS DE L'EXERCICE ECOULE

L'assemblée générale prend acte du rapport du conseil syndical rendu verbalement. Cette résolution ne fait pas l'objet d'un vote

8. DÉSIGNATION DES MEMBRES DU CONSEIL SYNDICAL

L'assemblée générale désigne en qualité de membres du conseil syndical, à compter de la présente assemblée, jusqu'à l'assemblée appelée à statuer sur les comptes de l'exercice en cours ou celle convoquée en application de l'article 25-1 dernier alinéa de la loi du 10 juillet 1965, les personnes suivantes élues uni nominalement :

8.1. CANDIDATURE DE STE SOCIETE GENERALE

Majorité nécessaire : Article 25-1

POUR : 10000 sur 10000 tantièmes
CONTRE : 0 sur 10000 tantièmes
ABSTENTIONS : 0 tantièmes
DÉFAILLANTS : 0 tantièmes

4 copropriétaires totalisent 10000 tantièmes au moment du vote
CETTE RÉSOLUTION EST ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ.

8.2. CANDIDATURE DE M. OU MME COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DU PAYS DE GRASSE

Majorité nécessaire : Article 25-1

POUR : 10000 sur 10000 tantièmes
CONTRE : 0 sur 10000 tantièmes
ABSTENTIONS : 0 tantièmes
DÉFAILLANTS : 0 tantièmes

4 copropriétaires totalisent 10000 tantièmes au moment du vote
CETTE RÉSOLUTION EST ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ.

8.3. CANDIDATURE DE SCI PARFUM COSMETIC WORLD

Majorité nécessaire : Article 25-1

POUR : 10000 sur 10000 tantièmes
CONTRE : 0 sur 10000 tantièmes
ABSTENTIONS : 0 tantièmes
DÉFAILLANTS : 0 tantièmes

4 copropriétaires totalisent 10000 tantièmes au moment du vote
CETTE RÉSOLUTION EST ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ.

AR Prefecture
006-200039857-20250430-DP2025_082-AU
Reçu le 09/05/2025
Publié le 09/05/2025

9. VOTE DU BUDGET PREVISIONNEL POUR L'EXERCICE DU 01/01/2026 AU 31/12/2026

Majorité nécessaire : Article 24 Projet

de résolution :
L'assemblée générale fixe le budget de l'exercice à la somme de 70 550 euros.
Elle autorise le syndic à procéder aux appels provisionnels à proportion du ¼ du budget voté, le 1er jour de chaque trimestre.

Rappel :
Il est rappelé à tous les copropriétaires que les appels de provisions émis par le syndic pour faire face aux dépenses de gestion courante, dans la limite du budget ci-dessus adopté, sont exigibles le premier jour de chaque trimestre civil, soit les 1ers janvier, avril, juillet et octobre (Article 14-1 de la loi du 10 juillet 1965).

POUR : 10000 sur 10000 tantièmes
CONTRE : 0 sur 10000 tantièmes
ABSTENTIONS : 0 tantièmes
DÉFAILLANTS : 0 tantièmes

4 copropriétaires totalisent 10000 tantièmes au moment du vote
CETTE RÉSOLUTION EST ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ DES VOIX EXPRIMÉES DES COPROPRIÉTAIRES PRÉSENTS, REPRÉSENTÉS ET VOTANT PAR CORRESPONDANCE.

AR Prefecture
006-200039857-20250430-DP2025_082-AU
Reçu le 09/05/2025
Publié le 09/05/2025

FONCIA

10. DÉTERMINATION DU MONTANT DE LA COTISATION OBLIGATOIRE DU FONDS DE TRAVAUX POUR L'EXERCICE DU 01/01/2026 AU 31/12/2026

Majorité nécessaire : Article 25-1

Préambule :
A compter de janvier 2023, dans tous les immeubles à destination totale ou partielle d'habitation construits depuis plus de 10 ans, un fonds travaux est constitué en application de l'article 14-2-1 de la loi du 10 juillet 1965. Ce fonds est alimenté par une cotisation annuelle obligatoire qui ne peut être inférieure :
- à 5% du budget prévisionnel en l'absence d'adoption d'un plan pluriannuel de travaux
- à 2,5 % du montant des travaux prévus dans le plan adopté et à 5 % du budget prévisionnel lorsqu'un plan pluriannuel de travaux a été adopté.
Les cotisations au fonds travaux seront versées sur un compte séparé rémunéré au nom du syndicat. Les intérêts produits par ce compte sont définitivement acquis au syndicat.
Les sommes versées sur le fonds travaux sont attachées aux lots et définitivement acquises au syndicat des copropriétaires. En cas de vente d'un lot, elles ne sont pas remboursées au vendeur.

Projet de résolution :
L'Assemblée Générale est informée de son obligation de cotiser au fonds travaux pour l'exercice du 01/01/2026 au 31/12/2026, celle-ci s'élève au minimum :

- à 5% du budget prévisionnel en l'absence d'adoption d'un plan pluriannuel de travaux soit la somme de 3 527,50 euros.

L'Assemblée Générale décide de ne pas augmenter le montant de la cotisation annuelle.
La cotisation au fonds travaux, représentant 5 % du budget prévisionnel, sera appelée selon les mêmes modalités que le budget prévisionnel, selon la clé « CHARGES GENERALES ».
En cas d'ajustement du budget prévisionnel, le montant de la cotisation annuelle sera ajusté dans la même proportion.

POUR : 10000 sur 10000 tantièmes
CONTRE : 0 sur 10000 tantièmes
ABSTENTIONS : 0 tantièmes
DÉFAILLANTS : 0 tantièmes

4 copropriétaires totalisent 10000 tantièmes au moment du vote
CETTE RÉSOLUTION EST ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ.

AR Prefecture
006-200039857-20250430-DP2025_082-AU
Reçu le 09/05/2025
Publié le 09/05/2025

FONCIA

11. CONVENTION OCCUPATION PRECAIRE

Majorité nécessaire : Article 24

Préambule :
Il est proposé aux copropriétaires du SDC AROMA GRASSE LOT 18 de valider la convention d'occupation précaire.
Cette convention prévoit la répartition de l'utilisation des locaux inoccupés, d'une surface d'environ 15 m² chacun, entre les entités suivantes :

- rez-de-chaussée : utilisation par BOUGIE ET SENTEUR, représentée par Madame Florentine BERODIAS
- 1er étage : utilisation par PCW, représentée par son directeur général Monsieur Olivier LION
- 2e étage : utilisation par LA COMMUNUATE D'AGGLOMERATION DU PAYS DE GRASSE, via son entité BIOTECH

Par ailleurs, TOMCOS renonce à toute attribution ou demande sur ces locaux et accepte la répartition proposée.

Proposition de résolution :
L'assemblée générale décide de valider la convention d'occupation précaire ci jointe, incluant la répartition des locaux ET d'autorise chacune des parties à signer la convention. De ce fait chacune des parties s'engagent expressément à veiller au respect des termes de cette convention.

POUR : 10000 sur 10000 tantièmes
CONTRE : 0 sur 10000 tantièmes
ABSTENTIONS : 0 tantièmes
DÉFAILLANTS : 0 tantièmes

4 copropriétaires totalisent 10000 tantièmes au moment du vote
CETTE RÉSOLUTION EST ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ DES VOIX EXPRIMÉES DES COPROPRIÉTAIRES PRÉSENTS, REPRÉSENTÉS ET VOTANT PAR CORRESPONDANCE.

AR Prefecture
006-200039857-20250430-DP2025_082-AU
Reçu le 09/05/2025
Publié le 09/05/2025

FONCIA

12. AUTORISATION DONNEE A SO EAU

Majorité nécessaire : Article 24

Préambule :
Le syndic a reçu la demande ci dessous émanant de SO EAU (SUEZ) :
Chers Syndics,
Nous avons le plaisir de vous informer que votre service public de l'eau potable souhaite souscrire auprès de l'entreprise VIGIK un accès aux copropriétés dont vous avez la charge.
Comme vous le savez déjà, au regard des difficultés que nous rencontrons lors des relèves de compteurs et des interventions pour fuites, ce système nous permettra d'intervenir en toutes circonstances et de manière beaucoup plus agile ; sans avoir besoin de rendez-vous ni présence du conseil syndical.
Cette démarche, reste entièrement à la charge de notre entreprise, et n'aura strictement aucun impact financier pour les syndics ou copropriétaires.
Afin de finaliser ce procédé dans l'intérêt de tous, pourriez-vous mettre à l'ordre du jour de la prochaine assemblée générale de copropriété, l'autorisation nous permettant d'accéder aux copropriétés via le système VIGIK, et nous confirmer en retour la prise en charge de cette demande.
Je reste disponible pour tout renseignement complémentaire et vous prie de recevoir mes sincères salutations. Très cordialement

Projet de résolution :
L'Assemblée Générale, après avoir pris connaissance de la demande formulée par le service public de l'eau potable (SO EAU - SUEZ), visant à souscrire un accès aux copropriétés par le biais du système VIGIK, dans le but de faciliter les relevés de compteurs et les interventions techniques en toute autonomie,décide :
1/ d'autoriser SUEZ à accéder aux parties communes de la copropriété via le système VIGIK, sans avoir besoin de rendez-vous préalable
2/ de valider la mise en œuvre de ce dispositif, étant précisé qu'il n'engendre aucun impact financier pour la copropriété
3/ de mandater le syndic pour finaliser les démarches nécessaires auprès de SUEZ afin de permettre la mise en place de cet accès.

POUR : 10000 sur 10000 tantièmes
CONTRE : 0 sur 10000 tantièmes
ABSTENTIONS : 0 tantièmes
DÉFAILLANTS : 0 tantièmes

4 copropriétaires totalisent 10000 tantièmes au moment du vote
CETTE RÉSOLUTION EST ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ DES VOIX EXPRIMÉES DES COPROPRIÉTAIRES PRÉSENTS, REPRÉSENTÉS ET VOTANT PAR CORRESPONDANCE.

AR Prefecture
006-200039857-20250430-DP2025_082-AU
Reçu le 09/05/2025
Publié le 09/05/2025

FONCIA

13. PRINCIPE TRAVAUX REFECTION TOITURE ET DESAMIANTAGE SUITE AU JUGEMENT RENDU LE 13/02/2024

Majorité nécessaire : Article 24

Préambule :
Suite au jugement rendu par le Tribunal Judiciaire de Grasse en date du 13 février 2024 (voir document joint à la présente convocation), portant sur les litiges concernant les travaux et responsabilités liés à la copropriété, nous vous informons que ce jugement a notamment condamné la SMABTP et la société MASSILIA ÉTANCHÉITÉ à verser des montants significatifs au syndicat des copropriétaires, en réparation des préjudices subis, ainsi que des intérêts légaux.
L'indemnité versée est 290 434,55 euros.
Dans ce contexte, il est impératif que les travaux à entreprendre pour remédier aux désordres identifiés soient votés.

Projet résolution :
L'assemblée générale décide de l'exécution des travaux de réfection de la toiture.

POUR : 10000 sur 10000 tantièmes
CONTRE : 0 sur 10000 tantièmes
ABSTENTIONS : 0 tantièmes
DÉFAILLANTS : 0 tantièmes

4 copropriétaires totalisent 10000 tantièmes au moment du vote
CETTE RÉSOLUTION EST ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ DES VOIX EXPRIMÉES DES COPROPRIÉTAIRES PRÉSENTS, REPRÉSENTÉS ET VOTANT PAR CORRESPONDANCE.

14. CHOIX DE L'ENTREPRISE GARRONE ETANCHEITE POUR TRAVAUX REFECTION ETANCHEITE TOITURE

Majorité nécessaire : Article 24

Projet de résolution :
L'assemblée générale, après avoir pris connaissance de la proposition jointe à la convocation et en avoir débattu, confie la réalisation des travaux de réfection de la toiture à la société GARONNE ETANCHEITE pour un montant de 287 903,81 euros TTC.

POUR : 0 sur 10000 tantièmes
CONTRE : 10000 sur 10000 tantièmes
ABSTENTIONS : 0 tantièmes
DÉFAILLANTS : 0 tantièmes

4 copropriétaires totalisent 10000 tantièmes au moment du vote
CETTE RÉSOLUTION EST REJETEE À L'UNANIMITÉ DES VOIX EXPRIMÉES DES COPROPRIÉTAIRES PRÉSENTS, REPRÉSENTÉS ET VOTANT PAR CORRESPONDANCE.

AR Prefecture
006-200039857-20250430-DP2025_082-AU
Reçu le 09/05/2025
Publié le 09/05/2025

15. CHOIX DE L'ENTREPRISE BRUGUIER POUR TRAVAUX REFECTION ETANCHEITE TOITURE

Majorité nécessaire : Article 24

Projet de résolution :
L'assemblée générale, après avoir pris connaissance de la proposition jointe à la convocation et en avoir débattu, confie la réalisation des travaux de réfection de la toiture à la société BRUGUIER pour un montant de 304 700 euros TTC.
Le montant a appelé sera donc de 14 265,45 euros.

POUR : 0 sur 10000 tantièmes
CONTRE : 10000 sur 10000 tantièmes
ABSTENTIONS : 0 tantièmes
DÉFAILLANTS : 0 tantièmes

4 copropriétaires totalisent 10000 tantièmes au moment du vote
CETTE RÉSOLUTION EST REJETEE À L'UNANIMITÉ DES VOIX EXPRIMÉES DES COPROPRIÉTAIRES PRÉSENTS, REPRÉSENTÉS ET VOTANT PAR CORRESPONDANCE.

16. CHOIX DE L'ENTREPRISE COMPAGNIE DES TOITS POUR TRAVAUX REFECTION ETANCHEITE TOITURE

Majorité nécessaire : Article 24

Projet de résolution :
L'assemblée générale, après avoir pris connaissance de la proposition jointe à la convocation et en avoir débattu, confie la réalisation des travaux de réfection de la toiture à la société COMPAGNIE DES TOITS pour un montant de 331 087,56 euros TTC.
Le montant a appelé sera donc de 26 387,56 euros.

POUR : 0 sur 10000 tantièmes
CONTRE : 10000 sur 10000 tantièmes
ABSTENTIONS : 0 tantièmes
DÉFAILLANTS : 0 tantièmes

4 copropriétaires totalisent 10000 tantièmes au moment du vote
CETTE RÉSOLUTION EST REJETEE À L'UNANIMITÉ DES VOIX EXPRIMÉES DES COPROPRIÉTAIRES PRÉSENTS, REPRÉSENTÉS ET VOTANT PAR CORRESPONDANCE.

AR Prefecture
006-200039857-20250430-DP2025_082-AU
Reçu le 09/05/2025
Publié le 09/05/2025

17. EN CAS D'ACCEPTATION DE LA RESOLUTION 17 : CHOIX DU MAITRE D'OEUVRE

Majorité nécessaire : Article 24 Projet

de résolution :
L'assemblée générale, après avoir pris connaissance de la proposition jointe à la convocation et en avoir débattu, confie la mission de maitrise d'oeuvre à la société XXXX pour un montant de xx% HT des travaux.

POUR : 0 sur 10000 tantièmes
CONTRE : 10000 sur 10000 tantièmes
ABSTENTIONS : 0 tantièmes
DÉFAILLANTS : 0 tantièmes

4 copropriétaires totalisent 10000 tantièmes au moment du vote
CETTE RÉSOLUTION EST REJETEE À L'UNANIMITÉ DES VOIX EXPRIMÉES DES COPROPRIÉTAIRES PRÉSENTS, REPRÉSENTÉS ET VOTANT PAR CORRESPONDANCE.

18. EN CAS DE REFUS DE LA RESOLUTION 21 : DELEGATION DE POUVOIR AU CONSEIL SYNDICAL (ARTICLE 21 DECRET DU 17 MARS 1967)

Majorité nécessaire : Article 25-1

Historique :
La délégation de pouvoir ne peut porter que sur une décision relevant de l'article 24.

Projet de résolution :
L'Assemblée générale donne pouvoir au conseil syndical pour rechercher une offre concurrentielle et choisir le prestataire dans la limite d'un montant de 7% HT des travaux et dans un délai de deux mois à l'issue de la présente assemblée générale.
L'Assemblée générale prend acte que le délégataire rendra compte de l'exécution de sa mission lors de la prochaine assemblée générale.

POUR : 0 sur 10000 tantièmes
CONTRE : 10000 sur 10000 tantièmes
ABSTENTIONS : 0 tantièmes
DÉFAILLANTS : 0 tantièmes

4 copropriétaires totalisent 10000 tantièmes au moment du vote
CETTE RÉSOLUTION EST REJETEE À L'UNANIMITÉ.

AR Prefecture
006-200039857-20250430-DP2025_082-AU
Reçu le 09/05/2025
Publié le 09/05/2025

FONCIA

19. REALISATION DU DIAGNOSTIC RAAT : ENTREPRISE MCTB

Majorité nécessaire : Article 24

Dans le cadre de travaux voté en résolution 17 nous attirons votre attention sur les points suivants depuis le décret du 9 mai 2017, précisé par l'arrêté du 16 juillet 2019 puis celui du 22 juillet 2021, le Diagnostic Amiante Avant Travaux est obligatoire.
Celui-ci vise la vérification de la présence d'amiante dans les ouvrages faisant l'objet des travaux. Il implique la réalisation de prélèvements qui seront analysés en laboratoire.
Le DAAT ou RAAT est différent du Diagnostic Technique Amiante (DTA). Le DTA vise le repérage des matériaux contenant de l'amiante sur jugement de l'opérateur. Le DAAT implique la réalisation des sondages destructifs sur les parties du bâtiment faisant l'objet de travaux. Cette procédure permet de détecter la présence de fibres d'amiante accessibles ou non, visibles ou encoffrées.
Le diagnostic amiante avant travaux concerne tous les bâtiments quel que soit l'usage dont la date de permis de construire est antérieure au 1er juillet 1997.

Projet de résolution :
L'assemblée générale, après avoir pris connaissance de la proposition jointe à la convocation et en avoir débattu, confie la réalisation du diagnostic à la société MCTB pour un montant de 804 euros TTC

POUR : 10000 sur 10000 tantièmes
CONTRE : 0 sur 10000 tantièmes
ABSTENTIONS : 0 tantièmes
DÉFAILLANTS : 0 tantièmes

4 copropriétaires totalisent 10000 tantièmes au moment du vote
CETTE RÉSOLUTION EST ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ DES VOIX EXPRIMÉES DES COPROPRIÉTAIRES PRÉSENTS, REPRÉSENTÉS ET VOTANT PAR CORRESPONDANCE.

AR Prefecture
006-200039857-20250430-DP2025_082-AU
Reçu le 09/05/2025
Publié le 09/05/2025

FONCIA

20. EN CAS DE REFUS DE LA RESOLUTION 23 : DELEGATION DE POUVOIR AU CONSEIL SYNDICAL (ARTICLE 21 DECRET DU 17 MARS 1967)

Majorité nécessaire : Article 24

Historique :
La délégation de pouvoir ne peut porter que sur une décision relevant de l'article 24.

Projet de résolution :
L'Assemblée générale donne pouvoir au conseil syndical pour rechercher une offre concurrentielle et choisir le prestataire dans la limite d'un montant de 804 euros et dans un délai de deux mois à l'issue de la présente assemblée générale.
L'Assemblée générale prend acte que le délégataire rendra compte de l'exécution de sa mission lors de la prochaine assemblée générale.

POUR : 0 sur 10000 tantièmes
CONTRE : 10000 sur 10000 tantièmes
ABSTENTIONS : 0 tantièmes
DÉFAILLANTS : 0 tantièmes

4 copropriétaires totalisent 10000 tantièmes au moment du vote
CETTE RÉSOLUTION EST REJETEE À L'UNANIMITÉ DES VOIX EXPRIMÉES DES COPROPRIÉTAIRES PRÉSENTS, REPRÉSENTÉS ET VOTANT PAR CORRESPONDANCE.

AR Prefecture
006-200039857-20250430-DP2025_082-AU
Reçu le 09/05/2025
Publié le 09/05/2025

22. HONORAIRES SUR TRAVAUX POUR TRAVAUX REFECTION ETANCHEITE TOITURE

Majorité nécessaire : Article 24

Préambule :
L'article 18-1 A de la loi du 10 juillet 1965 précise que les honoraires du syndic pour la gestion des travaux non compris dans le budget prévisionnel ne sont pas inclus dans le forfait annuel et doivent faire l'objet d'un vote spécifique en assemblée générale.
Le vote de ces honoraires est nécessaire. A défaut, les prestations du syndic ne seraient pas financées et l'organisation et le suivi des travaux ne pourraient pas être pleinement réalisés.

Projet de résolution :
L'assemblée générale, après avoir pris connaissance de la proposition jointe à la convocation, fixe la rémunération spécifique du syndic à 5 % du montant HT des travaux.
Cette rémunération comprend notamment la gestion comptable et financière (ouverture d'un compte travaux, édition des appels de fonds, encaissements, règlement des situations selon avancement, comptabilisation, solde du compte), la gestion administrative (souscription d'assurances obligatoires, signature des marchés ou ordres de service, rédaction et signature du
procès-verbal de réception et du constat de levées de réserves) ainsi que le suivi de l'avancement et du bon déroulement des travaux (participation à 1 visite).

POUR : 0 sur 10000 tantièmes
CONTRE : 10000 sur 10000 tantièmes
ABSTENTIONS : 0 tantièmes
DÉFAILLANTS : 0 tantièmes

4 copropriétaires totalisent 10000 tantièmes au moment du vote
CETTE RÉSOLUTION EST REJETEE À L'UNANIMITÉ DES VOIX EXPRIMÉES DES COPROPRIÉTAIRES PRÉSENTS, REPRÉSENTÉS ET VOTANT PAR CORRESPONDANCE.

AR Prefecture
006-200039857-20250430-DP2025_082-AU
Reçu le 09/05/2025
Publié le 09/05/2025

FONCIA

21. EN CAS D'ACCEPTATION DE LA RESOLUTION 17 : SOUSCRIPTION ASSURANCE DOMMAGE OUVRAGE

Majorité nécessaire : Article 24

Préambule :
Compte tenu de la nature des travaux à réaliser, ces derniers ne pourront pas être réalisés tant qu'une assurance dommages ouvrage n'aura pas été souscrite (loi Spinetta).

Projet de résolution :
L'assemblée générale après avoir pris connaissance de la proposition jointe à la convocation et en avoir débattu décide de souscrire un contrat d'assurance dommages ouvrage obligatoire d'un montant de 1,9% du montant des travaux TTC, maitrise d'oeuvre comprise, par l'intermédiaire de la société de courtage ASSURIMO selon la proposition jointe.
Conformément à l'article 39 du décret du 17 mars 1967, il est précisé que la société de courtage ASSURIMO est une filiale d'EMERIA EUROPE.

L'assemblée générale autorise le syndic à procéder, selon la clé de répartition « CHARGES GENERALES », aux appels de provisions exigibles comme suit :
- Le 01/05/2025 pour le solde.

L'Assemblée prend acte que le plan de financement tel qu'il vient d'être adopté, ne permet pas de placement de fonds au profit du syndicat des copropriétaires, mais seulement le paiement des situations de travaux au fur et à mesure de leur échéance.

POUR : 0 sur 10000 tantièmes
CONTRE : 10000 sur 10000 tantièmes
ABSTENTIONS : 0 tantièmes
DÉFAILLANTS : 0 tantièmes

4 copropriétaires totalisent 10000 tantièmes au moment du vote
CETTE RÉSOLUTION EST REJETEE À L'UNANIMITÉ DES VOIX EXPRIMÉES DES COPROPRIÉTAIRES PRÉSENTS, REPRÉSENTÉS ET VOTANT PAR CORRESPONDANCE.

AR Prefecture
006-200039857-20250430-DP2025_082-AU
Reçu le 09/05/2025
Publié le 09/05/2025

FONCIA

23. MODALITES DE FINANCEMENT DES TRAVAUX

Majorité nécessaire : Article 24 Projet

de résolution :
L'assemblée générale autorise le syndic à procéder, selon la clé de répartition « CHARGES GENERALES » , aux appels de provisions exigibles comme suit :

- Le 01/05/2025 pour le solde

L'Assemblée prend acte que le plan de financement tel qu'il vient d'être adopté pour la résolution 19 REALISATION DU DIAGNOSTIC RAAT par l'entreprise MCTB, ne permet pas de placement de fonds au profit du syndicat des copropriétaires, mais seulement le paiement des situations de travaux au fur et à mesure de leur échéance.

POUR : 10000 sur 10000 tantièmes
CONTRE : 0 sur 10000 tantièmes
ABSTENTIONS : 0 tantièmes
DÉFAILLANTS : 0 tantièmes

4 copropriétaires totalisent 10000 tantièmes au moment du vote
CETTE RÉSOLUTION EST ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ DES VOIX EXPRIMÉES DES COPROPRIÉTAIRES PRÉSENTS, REPRÉSENTÉS ET VOTANT PAR CORRESPONDANCE.

24. AFFECTATION DE TOUT OU PARTIE DU FONDS TRAVAUX AU FINANCEMENT DES TRAVAUX DE REFECTION ETANCHEITE

Majorité nécessaire : Article 25-1

Projet de résolution :
Pour le financement des travaux de réfection de la toiture, l'assemblée générale décide de mobiliser 100% % du montant du fonds travaux attaché, à la date de l'assemblée générale, aux lots concernés, dans la limite de leur quote-part.
Ces sommes seront mobilisées conformément au calendrier de financement décidé lors du vote des travaux.

POUR : 0 sur 10000 tantièmes
CONTRE : 10000 sur 10000 tantièmes
ABSTENTIONS : 0 tantièmes
DÉFAILLANTS : 0 tantièmes

4 copropriétaires totalisent 10000 tantièmes au moment du vote
CETTE RÉSOLUTION EST REJETEE À L'UNANIMITÉ.

AR Prefecture
006-200039857-20250430-DP2025_082-AU
Reçu le 09/05/2025
Publié le 09/05/2025

FONCIA

25. AUTORISATION DE PLACER SUR LE LIVRET A LA SOMME DE 290 000 EUROS

Majorité nécessaire : Article 24 Projet

de résolution :
L'assemblée générale décide d'autoriser le syndic à placer la somme de 290 000 euros sur un compte rémunéré ou tout autre placement sécurisé et disponible, dans l'intérêt de la copropriété jusqu'au début des travaux de réfection de la toiture. Ce placement sera effectué auprès d'un établissement bancaire de premier ordre.

POUR : 10000 sur 10000 tantièmes
CONTRE : 0 sur 10000 tantièmes
ABSTENTIONS : 0 tantièmes
DÉFAILLANTS : 0 tantièmes

4 copropriétaires totalisent 10000 tantièmes au moment du vote
CETTE RÉSOLUTION EST ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ DES VOIX EXPRIMÉES DES COPROPRIÉTAIRES PRÉSENTS, REPRÉSENTÉS ET VOTANT PAR CORRESPONDANCE.

26. RESOLUTION ASL AROMA GRASSE : REMPLACEMENT DE DEUX CAMERAS DOME

Majorité nécessaire : Article 24 Projet

de résolution :
L'assemblée générale décide de l'exécution des travaux de remplacement de deux caméras dôme selon le descriptif joint à la convocation.
L'assemblée générale, après avoir pris connaissance de la proposition jointe à la convocation et en avoir débattu, confie la réalisation des travaux de remplacement de deux caméras dome à l'entreprise AZUR DOMOTIC pour un montant de 1 246,80 euros € TTC.
L'assemblée générale, après avoir pris connaissance de la proposition jointe à la convocation, fixe la rémunération spécifique du syndic à 5 % du montant HT des travaux, soir 62,34 euros TTC. Cette rémunération comprend notamment la gestion comptable et financière (ouverture d'un compte travaux, édition des appels de fonds, encaissements, règlement des situations selon avancement, comptabilisation, solde du compte), la gestion administrative (souscription d'assurances obligatoires, signature des marchés ou ordres de service, rédaction et signature du procès-verbal de réception et du constat de levées de réserves) ainsi que le suivi de l'avancement et du bon déroulement des travaux.
L'assemblée générale autorise le syndic à procéder, selon la clé de répartition « CHARGES GENERALES » aux appels de provisions exigibles comme suit :
- Le 01/07/2025 pour le solde.
L'Assemblée prend acte que le plan de financement tel qu'il vient d'être adopté, ne permet pas de placement de fonds au profit du syndicat des copropriétaires, mais seulement le paiement des situations de travaux au fur et à mesure de leur échéance.

POUR : 10000 sur 10000 tantièmes
CONTRE : 0 sur 10000 tantièmes
ABSTENTIONS : 0 tantièmes
DÉFAILLANTS : 0 tantièmes

4 copropriétaires totalisent 10000 tantièmes au moment du vote
CETTE RÉSOLUTION EST ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ DES VOIX EXPRIMÉES DES COPROPRIÉTAIRES PRÉSENTS, REPRÉSENTÉS ET VOTANT PAR CORRESPONDANCE.



AR Prefecture
006-200039857-20250430-DP2025_082-AU
Reçu le 09/05/2025
Publié le 09/05/2025

FONCIA

28. TRAVAUX DE SIGNALISATION : CREATION DOS D'ANE

Majorité nécessaire : Article 24 Projet

de résolution :
L'assemblée générale décide de l'exécution des travaux de SIGNALISATION CREATION DE DOS D'ANE selon le descriptif joint à la convocation.
L'assemblée générale, après avoir pris connaissance de la proposition jointe à la convocation et en avoir débattu, confie la réalisation des travaux de SIGNALISATION CREATION DE DOS D'ANE à l'entreprise T2G pour un montant de 3863,30 euros € TTC.
L'assemblée générale, après avoir pris connaissance de la proposition jointe à la convocation, fixe la rémunération spécifique du syndic à 5 % du montant HT des travaux. Cette rémunération comprend notamment la gestion comptable et financière (ouverture d'un compte travaux, édition des appels de fonds, encaissements, règlement des situations selon avancement, comptabilisation, solde du compte), la gestion administrative (souscription d'assurances obligatoires, signature des marchés ou ordres de service, rédaction et signature du procès-verbal de réception et du constat de levées de réserves) ainsi que le suivi de l'avancement et du bon déroulement des travaux.
L'assemblée générale autorise le syndic à procéder, selon la clé de répartition « CHARGES GENERALES » aux appels de provisions exigibles comme suit :
- Le 01/07/2025 pour le solde.
L'Assemblée prend acte que le plan de financement tel qu'il vient d'être adopté, ne permet pas de placement de fonds au profit du syndicat des copropriétaires, mais seulement le paiement des situations de travaux au fur et à mesure de leur échéance.

POUR : 0 sur 10000 tantièmes
CONTRE : 10000 sur 10000 tantièmes
ABSTENTIONS : 0 tantièmes
DÉFAILLANTS : 0 tantièmes

4 copropriétaires totalisent 10000 tantièmes au moment du vote
CETTE RÉSOLUTION EST REJETEE À L'UNANIMITÉ DES VOIX EXPRIMÉES DES COPROPRIÉTAIRES PRÉSENTS, REPRÉSENTÉS ET VOTANT PAR CORRESPONDANCE.

AR Prefecture
006-200039857-20250430-DP2025_082-AU
Reçu le 09/05/2025
Publié le 09/05/2025

FONCIA

27. RESOLUTION ASL AROMA GRASSE : REMPLACEMENT LUMINAIRES PAR UNE ECLAIRAGE A LED

Majorité nécessaire : Article 24

Préambule :
Dans le cadre de l'entretien et de la modernisation des infrastructures de l'ASL, il a été constaté que les luminaires de l'allée principale et des zones adjacentes nécessitent une intervention. Actuellement équipés d'ampoules classiques, ces luminaires présentent une faible efficacité énergétique et nécessitent un remplacement par des ampoules LED, plus durables et respectueuses de l'environnement.

Projet de résolution :
L'assemblée générale décide de l'exécution des travaux de remplacement des luminaires par des LEDS selon le descriptif joint à la convocation.
L'assemblée générale, après avoir pris connaissance de la proposition jointe à la convocation et en avoir débattu, confie la réalisation des travaux de remplacement des luminaires existants en LEDS à l'entreprise XXX pour un montant de XXX euros € TTC.
L'assemblée générale, après avoir pris connaissance de la proposition jointe à la convocation, fixe la rémunération spécifique du syndic à 5 % du montant HT des travaux. Cette rémunération comprend notamment la gestion comptable et financière (ouverture d'un compte travaux, édition des appels de fonds, encaissements, règlement des situations selon avancement, comptabilisation, solde du compte), la gestion administrative (souscription d'assurances obligatoires, signature des marchés ou ordres de service, rédaction et signature du procès-verbal de réception et du constat de levées de réserves) ainsi que le suivi de l'avancement et du bon déroulement des travaux.
L'assemblée générale autorise le syndic à procéder, selon la clé de répartition « CHARGES GENERALES » aux appels de provisions exigibles comme suit :
- Le 01/07/2025 pour le solde.
L'Assemblée prend acte que le plan de financement tel qu'il vient d'être adopté, ne permet pas de placement de fonds au profit du syndicat des copropriétaires, mais seulement le paiement des situations de travaux au fur et à mesure de leur échéance.

L'assemblée générale précise qu'ayant des devis disparates (en terme de prix, de quantitatif, de modele de produit) et sans cahier des charges précis, elle ne peut pas prendre de décisions en l'état sur cette question.

POUR : 2455 sur 10000 tantièmes SOCIETE GENERALE (2455)
CONTRE : 7545 sur 10000 tantièmes
ABSTENTIONS : 0 tantièmes
DÉFAILLANTS : 0 tantièmes

4 copropriétaires totalisent 10000 tantièmes au moment du vote
CETTE RÉSOLUTION EST REJETEE À LA MAJORITÉ DES VOIX EXPRIMÉES DES COPROPRIÉTAIRES PRÉSENTS, REPRÉSENTÉS ET VOTANT PAR CORRESPONDANCE.

AR Prefecture
006-200039857-20250430-DP2025_082-AU
Reçu le 09/05/2025
Publié le 09/05/2025

FONCIA

29. DEMANDE DU SDC AROMA GRASSE LOT 18 : PLANTATIONS MURIERS SUR L'AIRE DE REPOS

Majorité nécessaire : Article 24

Projet de résolution :
L'assemblée générale décide d'accepter de planter six ou huit muriers platanes, pour faire de l'ombre, sur l'aire de repos centrale
La dépense sera répartie selon le budget général, en clé de CHARGES GENERALES, correspondantes sur l'exercice en cours.

POUR : 10000 sur 10000 tantièmes
CONTRE : 0 sur 10000 tantièmes
ABSTENTIONS : 0 tantièmes
DÉFAILLANTS : 0 tantièmes

4 copropriétaires totalisent 10000 tantièmes au moment du vote
CETTE RÉSOLUTION EST ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ DES VOIX EXPRIMÉES DES COPROPRIÉTAIRES PRÉSENTS, REPRÉSENTÉS ET VOTANT PAR CORRESPONDANCE.

30. RESOLUTION ASL AROMA GRASSE : DEMANDE DU SDC AROMA GRASSE LOT 18 INSTALLATION D'UN FOOD TRUCK

Majorité nécessaire : Article 24

Projet de résolution :
L'assemblée générale autorise l'installation d'un food truck sur l'emplacement matérialisé sur les photos jointes à la présente convocation.
Si cette proposition est adoptée, le prestataire devra :
- définir les modalités de mise à disposition de l'espace (horaires, fréquence) avec le président de l'ASL
- fournir au bureau de l'ASL une assurance en cours de validité
- respecter les règles d'hygiène, de propreté et ne produire aucune nuisance sonore
- encadrer la gestion des déchets pour éviter toute pollution ou désagrément

POUR : 9140 sur 10000 tantièmes
CONTRE : 860 sur 10000 tantièmes MATCOS (860)
ABSTENTIONS : 0 tantièmes
DÉFAILLANTS : 0 tantièmes

4 copropriétaires totalisent 10000 tantièmes au moment du vote
CETTE RÉSOLUTION EST ADOPTÉE À LA MAJORITÉ DES VOIX EXPRIMÉES DES COPROPRIÉTAIRES PRÉSENTS, REPRÉSENTÉS ET VOTANT PAR CORRESPONDANCE.

AR Prefecture
006-200039857-20250430-DP2025_082-AU
Reçu le 09/05/2025
Publié le 09/05/2025

FONCIA

31. POINT INFORMATION QUALITE DE L'EAU

En application de l'article 24-11 de la loi du 10 juillet 1965, créé suite à l'ordonnance du 22 décembre 2022 relative à la qualité des eaux destinées à la consommation humaine, si le contrat de fourniture d'eau n'est pas individualisé, le syndic doit communiquer à chaque copropriétaire la facture d'eau de l'immeuble et une note de synthèse contenant des informations complémentaires sur la qualité de l'eau du robinet.

A cet effet, nous vous invitons à vous connecter sur le site MyFoncia - rubrique « Mes Documents » où vous pourrez avoir accès à la facture d'eau de votre copropriété ainsi qu'à la note de synthèse concernant la qualité de l'eau de votre commune.

32. POINT INFORMATION : RAPPEL STATIONNEMENT SUR LA VOIRIE

Il a été constaté de plus en plus de stationnements sauvages sur la voirie et les trottoirs au sein de l'ASL. Nous rappelons que ces pratiques sont strictement interdites pour des raisons de sécurité, d'accessibilité et de respect des espaces communs conformément aux régles définies dans les statuts de l'ASL.

33. INFORMATION : ENVOI DEMATERIALISE DES CONVOCATIONS ET PROCES VERBAUX D'ASSEMBLEES GENERALES

Projet de résolution :

La loi du 9 avril 2024 modifiant l'article 42-1 de la loi du 10/07/1965 permet au syndic de notifier les convocations et procès-verbaux par voie électronique.

La notification électronique est utilisée pour tous les copropriétaires pour lesquels nous disposons d'une adresse mail.

Les avantages de cette solution sont nombreux :

• Pratique : vous n'avez plus à vous déplacer dans votre bureau de poste, vous pouvez recevoir vos documents où que vous soyez.

• Économique : le coût d'une notification électronique est très inférieur à l'affranchissement d'un courrier recommandé. L'économie profitera directement au syndicat des copropriétaires.

• Fiable : vous accédez à vos documents à tout moment en ligne, en toute sécurité

Si néanmoins certains copropriétaires concernés par ce mode d'envoi souhaitent continuer à recevoir les documents par voie postale, il suffit d'en faire la demande depuis son espace MyFoncia ou auprès de son interlocuteur Foncia.

34. CONCLUSION

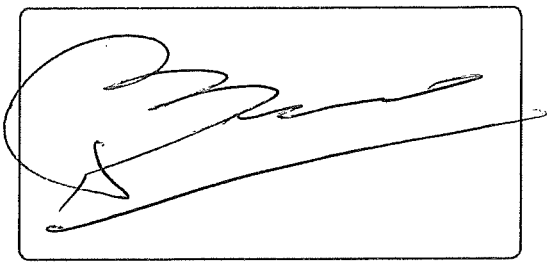
Suite au vote de la résolution 13, le cabinet SCEC est intervenu au cours des débats afin d'expliquer la nécessité impérative d'établir un diagnostic structure avant de décider le choix d'une quelconque entreprise. Le syndic demande donc des devis et convoquera les copropriétaires pour une assemblée générale spéciale avant l'été 2025.

AR Prefecture
006-200039857-20250430-DP2025_082-AU
Reçu le 09/05/2025
Publié le 09/05/2025

FONCIA

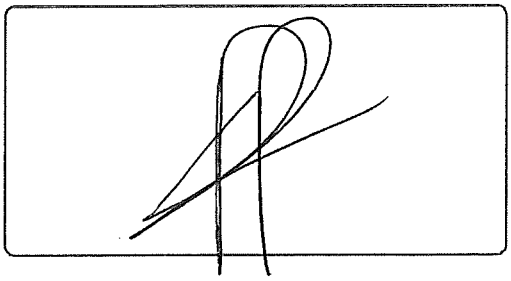
L'ordre du jour étant épuisé et personne ne demandant la parole, le président, après émargement de la feuille de présence par les membres du bureau lève la séance à 17 h 15.

Le président



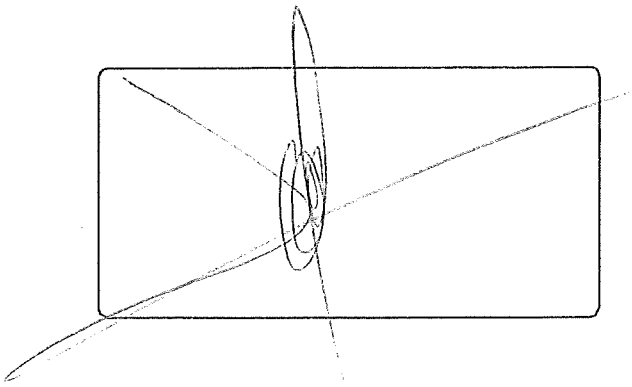
Société SOCIETE GENERALE
représentée par M. Philippe BERODIAS :

Le secrétaire



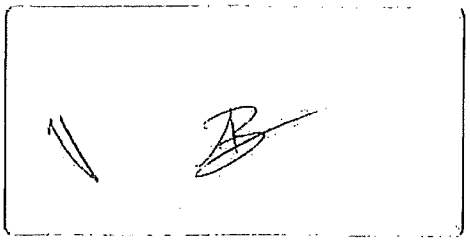
Fanny FORCE :

Le(s) scrutateur(s)



Société par actions simplifiée PARFUM COSMETIC WORLD
représentée par M. Olivier LION :

Le(s) scrutateur(s)



M. ou Mme Du Pays De Grasse COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
représentée par M. Brahim ABEDI ::

AR Prefecture

006-200039857-20250430-DP2025_082-AU
Reçu le 09/05/2025
Publié le 09/05/2025

AR Prefecture
006-200039857-20250430-DP2025_083-AU
Reçu le 09/05/2025
Publié le 09/05/2025

Pays de Grasse
communauté d'agglomération

REPUBLIQUE FRANÇAISE
DEPARTEMENT
DES ALPES-MARITIMES

DECISION DU PRESIDENT N°DP2025_083

Objet : Modification de la régie de recettes « Pôle d'Echanges Multimodal » (PEM) de Grasse – Fonds de caisse/RR407

Le Président de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse

Vu les articles L.5211-1 et L.5211-2 du Code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération DL20140110_061 du 10 janvier 2014 portant création de la régie de recette du Pôle Intermodal de Grasse ;

Vu la délibération DL20140430_200 du 30 avril 2014 donnant délégation au Président pour créer toutes les régies comptables nécessaires au bon fonctionnement des services intercommunaux ;

Vu la délibération DL2024_001 du 22 février 2024 de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse par laquelle le conseil communautaire a délégué au président certaines de ses attributions conformément à l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales

Vu la délibération du conseil communautaire n°DL2024_241 du 12 décembre 2024 relative à la modification du règlement intérieur et de la grille tarifaire du Pôle d'Echanges Multimodal (PEM) de Grasse ;

Considérant que, dans le cadre de la mise en place des nouveaux tarifs et matériels (automates), il y a lieu de modifier les modes de recouvrements existants à savoir l'ajout du paiement par carte bancaire et d'augmenter le fonds de caisse ;

Vu l'avis conforme du comptable public assignataire en date du 29 avril 2025 ;

DECIDE

Article 1 : La présente décision remplace la décision DC2019_051 du 18 juin 2019, à compter du 28 avril 2025 ;

Article 2 : Cette régie est installée au Pôle d'Echanges Multimodal (PEM) de Grasse au 109 avenue Pierre Sémard à Grasse ;

Article 3 : La régie encaisse l'ensemble des produits suivants:

- Le prix du support (carte de parking) et son renouvellement,
- Les droits de stationnement pour les utilisateurs de jour ne disposant pas d'un titre de transport en commun valable,
- Les droits de stationnement pour les utilisateurs occasionnels de nuit au-delà de trois semaines,
- Le prix de recharge des véhicules électriques et hybrides rechargeables pour les utilisateurs de jour ne disposant pas d'un titre de transport en commun valable.

AR Prefecture
006-200039857-20250430-DP2025_083-AU
Reçu le 09/05/2025
Publié le 09/05/2025

Article 4 : Les recettes désignées à l'article 3 sont encaissées selon les modes de recouvrement suivants :

- Numéraires
- Chèques bancaires
- Chèques postaux et assimilés
- Paiement en ligne par carte bancaire
- Carte bancaire

Elles sont perçues par le biais du logiciel permettant l'édition d'une quittance informatisée et/ou une quittance extraite d'un carnet à souches ;

Article 5 : Un compte de dépôt de fonds est ouvert au nom du régisseur ès qualité auprès de la Direction Départementale des Finances Publiques de Nice ;

Article 6 : Un fonds de caisse d'un montant de 350 € (trois cent cinquante euros) est mis à disposition du régisseur, qui sera réparti de la manière suivante :

- 250 € disposés dans l'automate de paiement
- 100 € conservés dans le coffre

Article 7 : Le montant maximum de l'encaisse que le régisseur est autorisé à conserver est fixé à 1 220 € ;

Article 8: Le régisseur est tenu de verser à la caisse du comptable public assignataire le montant de l'encaisse dès que celui-ci atteint le maximum fixé à l'article 7 au minimum une fois par mois ;

Article 9: Le régisseur verse auprès de l'ordonnateur la totalité des justificatifs des opérations de recettes au minimum une fois par mois ;

Article 10: Lé régisseur percevra une indemnité de maniement des fonds dont le taux est précisé dans l'acte de nomination, selon la réglementation en vigueur ;

Article 11: Le mandataire suppléant percevra une indemnité de maniement des fonds dont le taux est fixé dans l'acte de nomination, selon la réglementation en vigueur ;

Article 12: Le Président et le comptable public sont chargés, chacun en ce qui les concerne de l'exécution de la présente décision.

Fait à Grasse, le 30 avril 2025

Le Président

Jérôme VIAUD
Maire de Grasse
Vice-président du Conseil départemental
des Alpes-Maritimes

AR Prefecture
006-200039857-20250507-DP2025_084-AU
Reçu le 19/05/2025

Pays de Grasse
communauté d'agglomération

REPUBLIQUE FRANÇAISE
DEPARTEMENT
DES ALPES-MARITIMES

DECISION DU PRESIDENT
N°DP2025_084

Objet : Réalisation d'un contrat de prêt d'un montant total de 5 000 000,00 d'euros auprès de la Caisse Régionale du Crédit Agricole Mutuel Provence Côte d'Azur, pour le financement des investissements programmés au budget principal de la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse

Le Président de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse

Vu le Code Général des Collectivités territoriales et notamment son article L.5211-10 ;

Vu la délibération n° DL2024_001 du 22 février 2024 de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse par laquelle le conseil communautaire a délégué au président certaines de ses attributions conformément à l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;

Vu l'offre de prêt transmise par la Caisse Régionale du Crédit Agricole Provence Côte d'Azur ;

Considérant qu'après avoir pris connaissance de l'offre de prêt de la Caisse Régionale du Crédit Agricole Mutuel Provence Côte d'Azur destinée à financer les investissements du budget principal de l'EPCI ;

DECIDE

Article 1

De contracter auprès de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel Provence Côte d'Azur un contrat de prêt composé d'une ligne de prêt d'un montant total de 5 000 000 €, dont les caractéristiques financières sont les suivantes :

- Ligne du prêt : Financement des investissements nouveaux
- Montant : **5 000 000 euros**
- Phase de mobilisation : 36 mois
- Taux d'intérêt :Taux Euribor 3 mois moyenné du mois précédent la mise à disposition du tirage + marge de 0,70% (flooré à 0%)
- Base de calcul :Exact /365
- Facturation des intérêts :Trimestrielle
- Commission d'engagement : 0,10 % du plafond soit 5 000,00 €
- Commission de non utilisation : Néant
- Frais de dossier :Néant
- Phase de consolidation : A tout moment et au plus tard à l'échéance de la ligne de préfinancement des sommes mobilisées et non remboursées.
- Typologie Gissler : 1A

Article 2

De signer le contrat réglant les conditions du prêt et les demandes de réalisation de fonds ;

AR Prefecture
006-200039857-20250507-DP2025_084-AU
Reçu le 19/05/2025

Article 3

De notifier la présente décision à :
- Monsieur le Préfet du Département des Alpes Maritimes,
- Monsieur le Comptable Public de l'arrondissement de Grasse.

Article 4

La présente décision sera publiée au recueil des actes administratifs.

Fait à Grasse, le 07 mai 2025

Le Président

Jérôme VIAUD
Maire de Grasse
Vice-président du Conseil départemental
des Alpes-Maritimes

AR Prefecture
006-200039857-20250507-DP2025_084-AU
Reçu le 19/05/2025

CAISSE REGIONALE DE CREDIT AGRICOLE MUTUEL PROVENCE COTE D'AZUR
Société Coopérative à Capital variable, agréée en tant qu'établissement de crédit
Siège social : Av. Paul Arène - Les Négadis - 83300 DRAGUIGNAN - 415176072 RCS Draguignan Société de courtage en assurance immatriculée au Registre des Intermédiaires en Assurance sous le n° 07005753

CONVENTION DE FINANCEMENT COURT TERME – MOYEN TERME

********** **** **********

Entre les soussignés,

La CAISSE REGIONALE DE CREDIT AGRICOLE MUTUEL DE PROVENCE COTE D'AZUR, Société Civile Coopérative à Capital Variable, agréée en tant qu'établissement de crédit, dont le siège social est à Draguignan (83300), Avenue Paul Arène, Les Négadis, et immatriculée sous le n° 415 176 072 RCS de Draguignan,

Ci-après dénommée "Le Prêteur"

ET

LA COLLECTIVITE emprunteuse dénommée ci-après, représentée par son délégué spécialement désigné à l'effet des présentes.

Nom de la Collectivité	: CA PAYS DE GRASSE
Adresse	: HOTEL DE VILLE – 06130 GRASSE
Nom et qualité du signataire	: Monsieur Jérôme VIAUD - Président
Organe délibérant	: Conseil de Communauté
Date de la délibération	: 16/07/2020
Trésorerie	: Grasse Municipale et banlieue
Arrondissement	: GRASSE

Ci-après dénommée "L'Emprunteur"

Il a été arrêté et convenu ce qui suit :

Art. 1 – OBJET MONTANT GLOBAL ET DUREE DE LA CONVENTION

Le Prêteur met à la disposition de l'Emprunteur des prêts relevant de la catégorie des emprunts budgétaires nécessaires au financement d'investissements, dont les dépenses sont inscrites au budget.

Sous les clauses et conditions ci-après, le Prêteur consent à l'Emprunteur une convention de financement d'un montant de 5 000 000,00 EUROS (cinq millions d'euros) utilisable de la façon suivante :

a. Une ligne de crédit de préfinancement d'une durée de 36 mois, utilisable par tirages successifs à concurrence du plafond et du délai convenu dans l'Art. 3.

b. A l'issue de l'échéance de la ligne de préfinancement, sous réserve de l'article 4.2 ci-après, le tirage utilisé pourra être consolidé totalement ou partiellement si l'Emprunteur le souhaite par l'octroi d'un financement à moyen ou long terme d'une durée ne pouvant excéder 360 mois, selon l'Art.4.

Art. 2 – CONDITIONS ET DATES D'EFFET

La présente convention :
- Si elle doit être soumise au visa du contrôle de légalité, elle prendra effet à compter de la réception par le Prêteur de la convention dûment visée.
- Si le visa du contrôle de légalité n'est pas obligatoire, elle prendra effet dès sa signature.

Art.3 - LIGNE DE CREDIT DE PREFINANCEMENT

AR Prefecture
006-200039857-20250507-DP2025_084-AU
Reçu le 19/05/2025

Art. 3.1 - OBJET - MONTANT

L'Emprunteur bénéficie auprès du Prêteur d'une ligne de crédit de préfinancement d'un montant de 5 000 000,00 EUROS (cinq millions d'euros) utilisable dans les conditions précisées aux conditions financières du présent contrat.

Art. 3.2 - CONDITIONS FINANCIERES

- Référence contrat	:	00604729061 / 43677649802 (numéro susceptible de modification à l'initiative du Prêteur)
- Plafond	:	5 000 000,00 EUROS (cinq millions d'euros)
- Durée	:	36 mois
- Index de référence	:	moyenne mensuelle de l'EURIBOR 3MOIS
- Valeur de base de l'index connue à l'émission du contrat	:	2,2420 %

Etant précisé que si la valeur de l'index est inférieure à zéro, cette valeur sera réputée être égale à zéro.

- Date d'émission du contrat	:	06/05/2025
- Marge	:	0,70%
- Taux d'intérêt plancher	:	**0,70** %

Le taux d'intérêt plancher est la valeur minimale du taux d'intérêt, peu importe l'évolution de l'index de référence.

- Taux d'intérêt annuel variable	:	Index de référence + marge de 0,70 % l'an
- Taux d'intérêt initial	:	2,942 %

Art. 3.3 - INDEX ET MARGE

a) Taux d'intérêt
L'index de référence retenu pour la variabilité du taux est l'EURIBOR (Taux Interbancaire de la zone Euro) 3 mois moyenné, soit la moyenne arithmétique des EURIBOR à trois mois d'un mois donné, calculé et publié par l'EMMI (European Money Market Institute).
A la valeur de base de l'index est ajoutée une marge.
b) Définition de l'index de référence*
L'EURIBOR 3 mois (Taux interbancaire de la zone euro), administré par l'EMMI, désigne le taux auquel des fonds en euros peuvent être obtenus sans garantie, sur le marché monétaire, par des établissements de crédit des pays de l'Union Européenne et de l'AELE publié chaque jour TARGET sur son site.
c) Evènement pouvant affecter l'index de référence
En cas de modification des caractéristiques de l'EURIBOR, de sa méthodologie de calcul, des modalités de sa publication ou de l'organisme en charge de sa publication, le taux issu de cette modification s'appliquera de plein droit au présent contrat et toute référence à l'EURIBOR sera réputée être une référence à ce taux.
En cas de non publication, temporaire ou définitive, de l'EURIBOR, l'index de référence applicable au contrat sera :
(i) l'index de référence de remplacement désigné par le groupe de travail organisé à cet effet sous l'égide de la Banque Centrale Européenne, l'administrateur de l'EURIBOR ou l'autorité en charge de sa supervision, l'autorité nationale ou européenne compétente au titre du Règlement n°2016/1011 du Parlement européen et du Conseil ou la Banque Centrale Européenne, en ce compris tout écart de taux ou ajustement y afférent et toute référence à l'EURIBOR sera réputée être une référence à cet index, ou
(ii) à défaut d'un index de remplacement tel que défini au (i) ci-avant, l'index applicable sera le taux correspondant à la moyenne arithmétique de l'€STR (L'€STR (Euro Short Term Rate) désigne le taux des opérations au jour le jour de la zone euro, exprimé en taux annuel publié chaque Jour TARGET par la Banque Centrale Européenne sur son site) entre le premier jour et le dernier jour de la Période d'Intérêts concernée majoré d'un ajustement égal à la moyenne arithmétique de la différence quotidienne entre EURIBOR 3 mois et €STR sur une période d'un an prenant fin le jour de la dernière publication de l'EURIBOR.

AR Prefecture
006-200039857-20250507-DP2025_084-AU
Reçu le 19/05/2025

Etant entendu que si l'EURIBOR est à nouveau publié, l'EURIBOR sera appliqué à compter de la date à laquelle il est publié à nouveau.
Dans le cas de la survenance de l'un de ces évènements, l'Emprunteur sera informé par tout moyen écrit par le Prêteur et l'index de référence déterminé comme indiqué ci-dessus se substituera de plein droit à l'EURIBOR.

* Index de référence, aussi dénommé indice de référence au sein du Règlement UE 2016/1011 du Parlement européen et du Conseil du 8 juin 2016 concernant les indices utilisés comme indices de référence dans le cadre d'instruments et de contrats financiers ou pour mesurer la performance de fonds d'investissement.

Art. 3.4 - TAUX EFFECTIF GLOBAL

- Taux d'intérêt annuel	:	2,942 % l'an.
- Commission de confirmation	:	0,15 % soit 7 500,00 euros
- Frais de dossier	:	Offerts.
- Frais fiscaux	:	Néant.
- Taux effectif global indicatif	:	3,10 % calculé sur la base d'une utilisation maximum du crédit pendant toute sa durée et de l'index de référence ci-avant désigné.

Art. 3.5 - MISE A DISPOSITION DES FONDS

La mise à disposition des fonds est demandée par l'Emprunteur par télécopie auprès de l'Agence Collectivités Publiques du Prêteur au n° 04.94.84.41.45, dans la limite des droits de tirage mentionnés ci-dessus dans les conditions financières du présent contrat. Une copie de cette demande sera adressée par l'Emprunteur au comptable public teneur de son compte.

Le montant minimum d'une demande de mise à disposition est de 150 000,00 euros.

La mise à disposition se fait auprès du comptable public teneur du compte de l'emprunteur par virement télégraphique (dit VGM) pour tout montant supérieur à 150 000,00 euros.

La demande devra être transmise, un jour ouvré, avant 9 h 15 pour une mise à disposition des fonds le jour même avec la date de valeur du jour. Pour toute demande reçue après 9 h 15, le virement sera effectué le lendemain ou le premier jour ouvré suivant, avec la date de valeur du lendemain ou du premier jour ouvré suivant.

Pour tout montant inférieur à ce seuil, au-delà du montant minimum déterminé ci-avant, une facturation de 10,00 euros TTC par tirage sera appelée par l'Agence Collectivités Publiques du Prêteur, dés la réception de la demande de tirage.

Les virements seront transmis au Comptable Public teneur du compte de l'emprunteur au RIB suivant :

IBAN : FR58 3000 1005 96E0 6500 0000 076

Art. 3.6 - DUREE

Le présent contrat prend effet à la date de mise en place de la ligne de crédit. Sa durée est spécifiée dans les conditions financières du présent contrat.

Art. 3.7 - CALCUL DES INTERETS

AR Prefecture
006-200039857-20250507-DP2025_084-AU
Reçu le 19/05/2025

Les intérêts, sur le montant des tirages effectivement réalisés par l'Emprunteur, seront calculés sur le mois civil facturés trimestriellement en prenant en compte l'index Euribor 3 mois moyenné du mois précédent + marge.

Les intérêts sont décomptés en fonction des dates de valeur appliquées aux opérations et sur la base du nombre de jours courus entre :
- la date de mise à disposition des fonds : jour du virement par le PRETEUR ;
- et la date de remboursement : jour de réception du virement par le PRETEUR.

Le calcul des intérêts est basé sur une année de **365 jours**.

Le taux d'intérêt plancher est la valeur minimale du taux d'intérêt, peu importe l'évolution de l'indice de variation. En cas d'une éventuelle évolution négative de la valeur de base de l'index de référence en cours d'exécution du contrat, le taux plancher indiqué dans les conditions financières s'applique, selon les règles de calcul du présent contrat.

Art. 3.8 - FACTURATION ET PERCEPTION DES INTERETS

Les intérêts sont payables trimestriellement.
Chaque trimestre, le Prêteur adresse à l'Emprunteur une facture du montant global des intérêts échus ainsi qu'une échelle d'intérêts.
Le paiement de cette somme devra parvenir au Prêteur à bonne date et au plus tard 25 jours après l'échéance trimestrielle, par virement sur le compte indiqué ci-après.

Ledit virement devra impérativement comporter les **références d'identification** suivantes :

« Nom de la Collectivité – Préfi »

permettant son imputation dans les livres du Préteur au RIB suivant :

CODE ETABLISSEMENT	CODE GUICHET	N° DE COMPTE	CLE
19106	00010	099 999 80 020	61

BIC	AGRIFRPP891
IBAN	FR76 1910 6000 1009 9999 8002 061

Art. 3.9 - REMBOURSEMENT

L'emprunteur a la possibilité de rembourser les fonds mis à sa disposition.

Le montant minimum du remboursement sera identique à celui d'un tirage (cf. art. 5).

Les sommes ainsi remboursées cesseront de porter intérêt dès leur encaissement effectif et viendront en diminution du plafond.

Les remboursements de fonds seront effectués par l'Emprunteur, par virement, au compte ouvert dans les livres de la CRCAM PCA, dont le RIB est le suivant :

CODE ETABLISSEMENT	CODE GUICHET	N° DE COMPTE	CLE
19106	00010	099 999 80 020	61

BIC	AGRIFRPP891
IBAN	FR76 1910 6000 1009 9999 8002 061

Ledit virement devra impérativement comporter les **références d'identification** suivantes :

AR Prefecture
006-200039857-20250507-DP2025_084-AU
Reçu le 19/05/2025

« Nom de la Collectivité - Préfi ».

L'Agence des Collectivités Publiques sera simultanément informée par l'emprunteur par télécopie au n° **04.94.84.41.45,** du remboursement ainsi opéré.

Art. 3.10 - COMMISSION DE CONFIRMATION

En contrepartie de son engagement, le Prêteur percevra une commission de confirmation sur le montant du plafond consenti, au jour de la prise d'effet de la présente convention, suivant condition notée à l'art. 3 4 ci-avant.

La commission de confirmation sera due à compter de la signature de la Convention Court Terme – Moyen Terme. Elle devra être réglée dans le mois suivant cette signature, par mandatement auprès du Comptable Public, par virement au compte de la CRCAM PCA.

Ledit virement devra impérativement comporter les **références d'identification** suivantes :

« **Nom de la collectivité - Préfi »**

permettant son imputation dans les livres du Prêteur au RIB suivant :

CODE ETABLISSEMENT	CODE GUICHET	N° DE COMPTE	CLE
19106	00010	099 999 80 020	61

BIC	AGRIFRPP891
IBAN	FR76 1910 6000 1009 9999 8002 061

En cas de non paiement, la commission de confirmation viendra en déduction du premier tirage.

Art. 3.11 - INTERET DE RETARD

Toute somme non payée à son échéance produira de plein droit et sans mise en demeure, des intérêts de retard.

Ces intérêts de retard seront calculés selon le taux d'intérêt défini à l'article 7, majoré de 3 points.

Si par suite du retard de leur paiement, les intérêts de retard sont dus pour une année entière, ils produiront eux-mêmes intérêts au taux ci-avant désigné, conformément aux dispositions de l'article 1154 du code civil.

Art. 4 - CONSOLIDATION DE LA LIGNE DE PREFINANCEMENT

Art. 4.1 - REMBOURSEMENT OU CONSOLIDATION DE LA LIGNE DE PREFINANCEMENT A LA DEMANDE DE L'EMPRUNTEUR.

Au plus tard 21 jours avant l'échéance de la ligne de préfinancement, l'Emprunteur pourra :

- soit, informer le prêteur de sa volonté de rembourser le montant de la ligne de préfinancement à l'échéance
- soit, demander au Prêteur de mettre en place un ou plusieurs prêts à moyen ou long terme d'une durée maximale de 360 mois, afin de rembourser la ligne de préfinancement. Le Prêteur proposera à l'Emprunteur un financement le mieux adapté à ses besoins soit auprès :
  - du Prêteur
  - de l'une des filiales du Prêteur.

AR Prefecture
006-200039857-20250507-DP2025_084-AU
Reçu le 19/05/2025

Art. 4.2 - CONSOLIDATION DE LA LIGNE DE PREFINANCEMENT A L'INITIATIVE DU PRETEUR.

Si dans un délai de 21 jours avant la date d'échéance de la ligne de préfinancement, l'Emprunteur n'a pas informé le Prêteur des modalités choisies pour rembourser la ligne de préfinancement (suivant l'article 4.1 ci-avant), l'Emprunteur autorise le Prêteur à consolider de la ligne de préfinancement au moyen d'un prêt à long terme.

Cette consolidation se fera sans mouvement de fonds et sera formalisée par la signature d'un contrat selon les conditions financières suivantes :

- Taux : Index EURIBOR 3 mois moyenné + marge 2.20 %
- Durée : 180 mois.
- Amortissement : Echéances constantes
- Périodicité : Trimestrielle
- Base de calcul : 30 / 360.

Si la valeur de l'index est inférieure à zéro, cette valeur sera réputée être égale à zéro.
- Taux d'intérêt plancher : 2.20 %
Le taux d'intérêt plancher est la valeur minimale du taux d'intérêt, peu importe l'évolution de l'index de référence.

Art. 4.3 – CONDITIONS FINANCIERES DE LA CONSOLIDATION DE LA LIGNE DE PREFINANCEMENT.

A la demande de l'Emprunteur, la consolidation interviendra selon les taux en vigueur communiqués par le Prêteur ou l'une de ses filiales et acceptés par l'Emprunteur.

Exemples :
- taux fixe.
- taux révisable indexé sur le TEC (taux échéance constante – index usuel du marché obligataire).
- taux variable sur index monétaires (exemple : index Euribor).
- taux variable plafonné.
- index spécifiques …

Dans le cas d'un prêt à taux indexé, la périodicité des échéances sera identique à la périodicité de l'index choisi.

Mode d'amortissement du capital : - constant (échéances dégressives)
- progressif (échéances constantes)
- ou personnalisé (en accord avec le prêteur).

Durée maximale : 360 mois.

Périodicité : mensuelle, trimestrielle, semestrielle ou annuelle.

L'Emprunteur exprimera son choix de l'index par lettre ou télécopie adressée au Prêteur 21 jours avant la consolidation du crédit de préfinancement.

Art. 5 - COMMISSION DE NON CONSOLIDATION :

Taux de 0,5% calculée sur la différence entre le montant utilisé et le montant consolidé.

Art. 6 – ENGAGEMENT

L'Emprunteur reconnaît que la mise à disposition des fonds sera suffisamment justifiée par les écritures du Prêteur.

AR Prefecture
006-200039857-20250507-DP2025_084-AU
Reçu le 19/05/2025

L'Emprunteur s'engage en outre à fournir au Prêteur tous les renseignements qui pourraient lui être demandés sur sa situation financière.

Art. 7 - EXIGIBILITE

Le remboursement du capital est exigible à la date d'expiration du présent contrat.

Toutefois, s'il y a survenance d'un cas de déchéance du terme ci-dessous visé, le Prêteur pourra se prévaloir de l'exigibilité immédiate de la totalité de sa créance par lettre recommandé adressée à l'Emprunteur.

Le prêt deviendra alors de plein droit exigible, si bon semble au Prêteur, en capital, intérêts, frais et accessoires :

- au cas où l'une quelconque des obligations résultant des présentes n'étaient pas remplie par l'Emprunteur,
- au cas où la collectivité serait dissoute.

Les sommes devenues exigibles produiront intérêts au taux du prêt jusqu'au paiement intégral, sans préjudice des intérêts de retard.

Art. 8 - FRAIS

L'Emprunteur prendra à sa charge les frais de droits auxquels pourront donner lieu les présentes et leurs suites.

Art. 9 - DROIT APPLICABLE - ELECTION DE DOMICILE - ATTRIBUTION DE JURIDICTION

Le présent contrat est régi par le droit français.

Pour l'exécution des présentes et de leurs suites, il est fait élection de domicile pour le Prêteur en son siège social à Draguignan, et pour l'Emprunteur à son adresse en tête des présentes.

En cas de difficultés quant à l'interprétation ou l'exécution du présent contrat et à défaut de règlement amiable entre les parties, le différend sera porté devant le tribunal compétent dans le ressort duquel est situé le siège social du PRETEUR.

Fait à Draguignan, en quatre exemplaires,

Le

L'EMPRUNTEUR
(qualité du signataire, signature et cachet)

LE PRETEUR

CREDIT AGRICOLE PROVENCE COTE D'AZUR

Initiales :

AR Prefecture
006-200039857-20250507-DP2025_085-AU
Reçu le 19/05/2025
Publié le 19/05/2025

Pays de Grasse
communauté d'agglomération

REPUBLIQUE FRANÇAISE
DEPARTEMENT
DES ALPES-MARITIMES

DECISION DU PRESIDENT N°DP2025_085

Objet : Signature d'une convention de mise à disposition précaire et révocable d'un appartement situé au quartier de Roquevignon entre la CAPG et la ville de Grasse

Le Président de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse

Vu la délibération DL2024_001 du 22 février 2024 de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse par laquelle le conseil communautaire a délégué au président certaines de ses attributions conformément à l'article L5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;

Considérant que la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse a sollicité la commune de Grasse pour une mise à disposition d'un appartement pour y loger les maîtres-nageurs saisonniers titulaires du Brevet d'Etat d'Educateur Sportif des Activités de la Natation pour la saison estivales 2025 afin d'assurer la mise en service des équipements nautiques ;

Considérant que la commune de Grasse dispose d'un logement pouvant accueillir ces maitres-nageurs sur la période considérée sur le site de Roquevignon, et a donné un avis favorable pour la mise à disposition gratuite ;

Considérant qu'il a été convenu de conclure entre la commune de Grasse et la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse, une convention de mise à disposition précaire et révocable dudit bien, sur la période estivale pour y loger ses maîtres-nageurs ;

DECIDE

Article 1 La conclusion d'une convention de mise à disposition précaire et révocable, jointe en annexe, avec la commune de Grasse ;

Article 2 : La mise à disposition d'un appartement est consentie moyennant une redevance mensuel de huit cents euros (800 €) ;

Article 3 : La convention prendra effet à compter du 10 mai 2025 jusqu'au 20 octobre 2025.

Fait à Grasse, le 07 mai 2025

Le Président

Jérôme VIAUD
Maire de Grasse
Vice-président du Conseil départemental
des Alpes-Maritimes

AR Prefecture
006-200039857-20250507-DP2025_085-AU
Reçu le 19/05/2025
Publié le 19/05/2025

Le goût de l'essentiel
Grasse

SERVICE JURIDIQUE ET FONCIER

CONVENTION DE MISE A DISPOSITION PRECAIRE ET REVOCABLE D'UN APPARTEMENT QUARTIER DE ROQUEVIGNON

Commune de Grasse/Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse

ENTRE LES SOUSSIGNEES :

La COMMUNE de GRASSE, identifiée sous le numéro SIREN N° 210 600 698 000 18 et représentée par son Maire en exercice, Monsieur Jérôme VIAUD, agissant au nom et pour le compte de ladite commune en vertu d'une décision en date du 10 AVR. 2025 prise en application d'une délibération du Conseil Municipal n°2020-26 en date du 28 mai 2020 donnant délégation permanente au Maire.

Ci-après désignée **« Le Propriétaire »**

d'une part,

Et :

La Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse, identifiée sous le numéro SIRET 200 039 857 000 12, dont le siège se trouve 57, avenue Pierre Sémard - 06131 GRASSE CEDEX et représentée par son Président en exercice, Monsieur Jérôme VIAUD, agissant au nom et pour le compte de ladite Communauté d'Agglomération, habilité à signer les présentes en vertu d'une décision n° prise en date du , visée en sous-préfecture de Grasse le .

Ci-après désignée **« Le Preneur »**

d'autre part,

Préalablement aux présentes les parties ont exposé ce qui suit :

La Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse a sollicité de la Commune de GRASSE la mise à disposition d'un appartement pour y loger les maîtres-nageurs titulaires du Brevet d'Etat d'Educateur Sportif des Activités de la Natation recrutés pour la saison estivale 2025 pour la mise en service des piscines publiques.

La Commune de GRASSE, disposant d'un logement pouvant accueillir ces maîtres-nageurs à cette période sur le site de Roquevignon chemin des Pins à GRASSE, accepte le principe de cette mise à disposition.

Dans ces conditions,

IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIT :

Le Propriétaire met à la disposition de la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse qui accepte, aux conditions, ci-après, le logement dont la désignation suit :

Hôtel de ville
BP 12069
06131 GRASSE CEDEX
Tél. 04 93 36 50 00
Fax 04 97 05 50 01
www.grasse.fr

AR Prefecture
006-200039857-20250507-DP2025_085-AU
Reçu le 19/05/2025
Publié le 19/05/2025

ARTICLE 1 : DESIGNATION DES LIEUX :

Dans un ensemble immobilier situé à GRASSE (06130), Quartier de Roquevignon, Chemin des Pins, cadastré section BD 4, dans le bâtiment N°10, l'appartement F de type F4 comprenant un séjour, une cuisine, un dégagement, trois chambres (une comportant deux lits simples et deux comportant chacune un lit simple), une salle de bain et un W.C. d'une superficie de 80 m² environ.

Tel que le tout se contient, consiste et comporte sans qu'il soit besoin de plus ample désignation, le Preneur déclarant bien connaître ce qui lui est loué pour l'avoir vu et visité.

ARTICLE 2 : DUREE :

Etant consenti à titre exceptionnel et transitoire, le présent bail n'est pas soumis aux dispositions de l'article 10 de la loi n° 89-462 du 6 juillet 1989.

La mise à disposition est consentie du 10 mai au 20 octobre 2025.

Cette mise à disposition ayant un caractère provisoire le Preneur s'engage à quitter les lieux au terme de la présente convention.

ARTICLE 3 : LOYER ET CHARGES :

La présente mise à disposition est consentie moyennant une redevance d'occupation mensuelle de 800,00 € (huit cents euros) fluides inclus.

Le montant de la redevance pour la période du 10 au 31 mai 2025 s'élève à 567,74 € (cinq cent soixante-sept euros et soixante-quatorze cents).

Le montant de la redevance pour la période du 1er au 20 octobre 2025 s'élève à 516,13 € (cinq cent seize euros et treize cents).

ARTICLE 4 : DEPOT DE GARANTIE :

Le Propriétaire dispense le Preneur de tout dépôt de garantie.

ARTICLE 5 : CONDITIONS ET CHARGES :

Le Propriétaire et le Preneur seront soumis, pendant la durée de la convention, aux obligations résultant de la loi et des usages locaux. En outre, la convention est consentie aux conditions suivantes :

- Le Preneur devra utiliser les lieux uniquement pour y loger les maîtres-nageurs recrutés pour la mise en service des piscines publiques.

- Il prendra les lieux dans l'état où ils se trouveront à la date de son entrée en jouissance sans pouvoir prétendre à aucune réparation ni à du matériel pour effectuer les réparations.

- Il accepte le fait que ledit logement puisse également accueillir d'autres occupants tels que des artistes intervenants ponctuellement dans le cadre de manifestations culturelles.

AR Prefecture
006-200039857-20250507-DP2025_085-AU
Reçu le 19/05/2025
Publié le 19/05/2025

- Le preneur jouira des lieux raisonnablement, il les maintiendra en bon état d'entretien et de réparations locatives et devra les rendre tels en fin de bail.

- Il supportera toutes les réparations qui deviendraient nécessaires par suite soit de défaut d'exécution des réparations locatives, soit des dégradations résultant de son fait.

- Il ne devra pas modifier la distribution des lieux, ni percer de mur sans l'autorisation préalable du Propriétaire.

- Il souffrira sans indemnité tous les travaux, quelles que soient leur importance et leur durée, qui seraient nécessaires dans l'immeuble ou dans les immeubles voisins.

- Il devra s'assurer contre tous les risques locatifs et, notamment, contre les explosions, les incendies et les dégâts des eaux, auprès d'une Compagnie notoirement solvable. Il s'engage à fournir, à la signature de la présente convention, une attestation dûment établie par son assureur.

- La présente convention est consentie *intuitu personae*, l'occupant ne pourra céder les droits en résultant à qui que ce soit. L'occupant s'interdit de concéder ou de sous-louer le logement mis à sa disposition.

ARTICLE 6 : RESILIATION :

Le Preneur aura la faculté de résilier la présente convention par anticipation, à tout moment, sans avoir à donner de motif. S'il use de cette faculté, il sera seulement tenu de notifier sa décision au Propriétaire par lettre recommandée avec accusé de réception avec un préavis de 15 jours.

Le Propriétaire aura la faculté de résiliation en cas de force majeure.

ARTICLE 7 : ETAT DES LIEUX :

- A l'entrée, un état des lieux sera établi contradictoirement par les parties lors de la remise des clés au Preneur. A défaut d'établissement de cet état des lieux du fait du Preneur, celui-ci sera réputé avoir reçu les locaux en parfait état.

- Au départ, un état des lieux sera établi contradictoirement par les parties lors de la restitution des clefs par le Preneur.

ARTICLE 8 : ELECTION DE DOMICILE :

Pour l'exécution des présentes et de leurs suites, les parties font élection de domicile :

- Le Propriétaire en l'Hôtel de Ville - BP 12069 - 06131 GRASSE CEDEX,
- Le Preneur à son siège situé 57, avenue Pierre Sémard - 06131 GRASSE CEDEX.

ARTICLE 9 : DONNEES A CARACTERE PERSONNEL :

Les informations recueillies dans le cadre de la présente convention font l'objet d'un traitement de données à caractère personnel destiné à gérer la bonne passation et la bonne exécution de celle-ci conformément aux dispositions du Règlement (UE) 2016/679 (dit Règlement général sur la protection données).

AR Prefecture

006-200039857-20250507-DP2025_085-AU
Reçu le 19/05/2025
Publié le 19/05/2025

Elles seront communiquées aux services de la commune de Grasse (Direction Générale des Services, Cabinet de Monsieur le Maire, Service Juridique et Foncier, Service des Affaires Financières, Services techniques).

Ces données seront conservées pour la durée strictement nécessaire à la gestion administrative et à l'exécution de la présente convention.

Fait à GRASSE, le 10 AVR. 2025
En deux exemplaires

Le Preneur,

Pour la CAPG
Le Président,

Jérôme VIAUD
Maire de Grasse
Vice-président du Conseil départemental
des Alpes-Maritimes

Le Propriétaire,

Pour la Commune de Grasse
La Conseillère déléguée aux Affaires Juridiques,



Karine GIGODOT

AR Prefecture
006-200039857-20250514-DP2025_086-AU
Reçu le 19/05/2025
Publié le 19/05/2025

pays de Grasse
communauté d'agglomération

REPUBLIQUE FRANÇAISE
DEPARTEMENT
DES ALPES-MARITIMES

DECISION DU PRESIDENT N°DP2025_086

Objet : Convention de partenariat avec la Fondation Art Explora dans le cadre de l'accueil du CinéMo, en itinérance dans la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, pour une tournée en Pays de Grasse.

Le Président de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse

Vu le Code général des collectivités territoriales, et notamment les articles L.5211-1 et L.5211-2 ;

Vu les statuts en vigueur de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse et notamment sa compétence en matière de politique culturelle ;

Vu la délibération n°2024_001 du 22 février 2024 de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse par laquelle le conseil communautaire a délégué au président certaines de ses attributions conformément à l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;

Considérant qu'afin de développer l'offre culturelle du Haut-pays et des Quartiers Prioritaires de la Ville, la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse souhaite nouer un partenariat avec la fondation Art Explora, par la conclusion d'une convention de partenariat dans le cadre de l'accueil du dispositif CinéMo, du 27 au 31 mai 2025, au sein du quartiers Les Fleurs de Grasse et de la Commune de Valderoure ;

DECIDE

Article 1 : De signer la convention de partenariat avec la Fondation Art Explora et la commune de Valderoure, jointe en annexe ;

Article 2 : La convention de partenariat prend effet à compter de la date de signature des parties ;

Article 3 : Le partenariat est conclu sans flux financiers, chacun des partenaires supportera les frais occasionnés pour l'accomplissement de ses propres engagements.

Fait à Grasse, le 14 mai 2025

Le Président

Jérôme VIAUD
Maire de Grasse
Vice-président du Conseil départemental
des Alpes-Maritimes

AR Prefecture
006-200039857-20250514-DP2025_086-AU
Reçu le 19/05/2025
Publié le 19/05/2025

ANNEXE DE LA DP2025_086

Convention de partenariat

Entre les soussignés :

La Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse (CAPG), identifiée sous le numéro SIRET 200 039 857 000 12, dont le siège social se trouve au 57 avenue Pierre Sémard 06131 GRASSE cedex et représentée par Jérôme VIAUD, agissant en qualité de Président au nom et pour le compte de ladite Communauté d'Agglomération, habilité à signer la présente en vertu de la DPXXXXXXX prise en date du XXXXX visée en préfecture de Nice le XXXX.

Ci-après dénommée **"la CAPG"**

Et

La Commune de Valderoure dont le siège social se trouve au 85 rue de la Mairie 06750 Valderoure, représentée à l'acte par Bernard ROUX, en sa qualité de Maire.

Ci-après dénommée **"la Commune"**

Et

La Fondation Art Explora, identifiée sous le numéro SIRET 879 640 399 00025, dont le siège social se trouve au 9 place de la Madeleine 75008 PARIS et représentée à l'acte par Bruno JULLIARD, en sa qualité de Directeur général.

Ci-après dénommée "**la Fondation**"

Préambule

Le MuMo (Musée Mobile) est le premier musée itinérant et gratuit d'art moderne et contemporain pour les enfants (et les plus grands !). Depuis 2011, ce camion-musée est allé à la rencontre de 250 000 visiteurs à travers 8 pays d'Europe et d'Afrique, habitants des zones rurales et périurbaines en priorité. Depuis 2017, un Musée Mobile désigné par Matali Crasset fait circuler les œuvres des collections des Fonds régionaux d'art contemporain (Frac), du Centre national des arts plastiques (CNAP) et d'autres collections internationales (Cité internationale de la bande dessinée et de l'image, Tate Liverpool…).

En 2021, le Centre Pompidou et le MuMo se sont associés, en collaboration avec la Fondation Art Explora et le ministère de la Culture, pour mettre en circulation le « MuMo x Centre Pompidou », dédié à la présentation des œuvres de la collection du Musée national d'art moderne sur le territoire. Ce camion-musée a été imaginé par Hérault Arnod architectures et l'artiste Krijn de Koning.

À compter de janvier 2025, le MuMo rejoint la fondation Art Explora qui amorce une nouvelle étape de son développement grâce au déploiement d'une flotte de camions culturels et à la création de deux nouveaux dispositifs itinérants : le CinéMo et le MuMo x Musée d'Orsay !

Dans ce contexte, le CinéMo, un camion-cinéma de 72 places, sera en itinérance en Provence-Alpes-Côte d'Azur du 13 mai 2025 au 1er juin 2025, avec comme objectif le partage du cinéma d'art et d'essai à ceux qui en sont éloignés, avec une attention particulière aux zones rurales et aux Quartiers Prioritaires de la Ville.

Identifiées avec ses partenaires, la CAPG et la Commune ont été contactées par la Fondation pour l'accueillir du 27 mai au 1er juin 2025 afin de proposer une expérience

AR Prefecture
006-200039857-20250514-DP2025_086-AU
Reçu le 19/05/2025
Publié le 19/05/2025

cinéma unique du 27 au 31 mai 2025, alliant projections, médiations et ateliers de pratique cinéma, à destination des habitants du territoire, ce qui comprend à la fois les groupes scolaires, les associations, les publics de proximité et familiaux, pour des séances en journée et en soirée.

La Fondation, la CAPG et la Commune s'associent donc pour l'organisation de l'étape du CinéMo au quartier Les Fleurs de Grasse, du 27 mai au 29 mai 2025 et à Valderoure du 30 mai au 1er juin 2025 sur une durée totale de cinq jours d'ouverture au public, du 27 au 31 mai 2025.

Article 1 : Objet

La présente convention a pour objet de définir les modalités de la collaboration entre la CAPG, la Commune et la Fondation.

Article 2 : Organisation de la venue du CinéMo dans le Pays de Grasse

Article 2.1 Présence du CinéMo dans les Communes du Pays de Grasse

La première étape du CinéMo se déroulera dans le quartier Les Fleurs de Grasse du 27 mai au 29 mai 2025. Le camion-musée sera stationné sur le parking des Aspres situé au 50 route de Cannes 06130 Grasse (emplacement validé par la commune sur la base de la fiche technique "Accueillir le CinéMo" jointe en annexe). Il arrivera le mardi 27 mai à 08h00 et repartira le jeudi 29 mai à 21h00.

La deuxième étape du CinéMo se tiendra à Valderoure du 30 mai au 1er juin 2025, pour une programmation prévue du 30 au 31 mai 2025. Le camion-cinéma sera stationné sur le parking situé au croisement de la Route départementale 2 et le chemin de la Planque (emplacement validé par la commune sur la base de la fiche technique "Accueillir le CinéMo" jointe en annexe). Il arrivera le 29 mai au soir et repartira le 1er juin au matin.

Article 2.2 Activités proposées par la Fondation

Chaque jour, le CinéMo pourra accueillir 3 projections pouvant accueillir 72 spectateurs (ou 68 spectateurs en cas de PMR). Les films projetés sont à confirmer par la commune d'accueil en fonction des groupes assistant aux projections, parmi les films proposés au catalogue du CinéMo (voir annexe « Le catalogue du CinéMo »).
Chaque projection d'un long-métrage durera entre 1h30 et 2h et sera suivie d'une médiation sous forme de débat et d'échange avec les publics, assurée par des médiateurs formés à la médiation cinéma et à l'éducation à l'image.
Chaque projection d'un programme de courts-métrages sera suivie d'un atelier de pratique artistique à destination de groupes de 25 personnes maximum (voir annexe « Le catalogue du CinéMo »).

En fin des journées, des projections le soir peuvent être organisées à destination du grand public : publics de proximité et familiaux. Pour ces projections, il pourra être demandé aux communes d'accueil de détacher des agents communaux pour assurer la gestion des flux si besoin.

Pour assurer sa mission de maillage territorial et de démocratie culturelle, la Fondation coordonnera un COTECH local afin de construire un projet sur-mesure.

Un troisième membre de l'équipe, le conducteur-projectionniste est également sur place pour la maintenance, la surveillance et les déplacements du CinéMo.

AR Prefecture
006-200039857-20250514-DP2025_086-AU
Reçu le 19/05/2025
Publié le 19/05/2025

Article 2.3 Personnes référentes :

Pour la Fondation :
Valentine Rofman
Responsable du CinéMo
06 25 12 12 90
valentine.rofman@artexplora.org

Pour la CAPG
Noëlie Malamaire
Directrice des affaires culturelles
04 97 01 12 84
nmalamaire@paysdegrasse.fr

Maxime Martino
Chargé de projet contrat de ville
04 89 35 91 62
06 10 07 63 49
mmartino@paysdegrasse.fr

Jean-François Piovesana
Directeurs projets
06 12 06 12 30
jfpiovesana@paysdegrasse.fr

Pour la Commune
Valérie Zampatti
Directrice générale des services
04 93 60 47 71
06 13 60 50 39

Article 3 : Obligations de la Fondation

La Fondation assurera l'organisation de l'événement en coopération avec la CAPG et la Commune.

La Fondation fournira le camion-cinéma avec son contenu artistique (catalogue de films, contenu pédagogique, ateliers artistiques*)*, en assurera la mise en place ainsi que l'ensemble des activités décrites à l'article 2 de la présente.

La Fondation organisera le transport aller-retour de son matériel et de son personnel, notamment de médiation.

La Fondation prendra en charge l'embauche de deux médiateurs spécialisés en cinéma et en éducation à l'image, pour l'encadrement des visites durant toute la période de présence du CinéMo définie à l'article 2 de la présente. Son prestataire de service XPO Logistics assurera l'embauche du conducteur-technicien, qui installera, ouvrira et fermera le camion chaque jour, et assurera la sécurité de l'ensemble jour et nuit en demeurant sur place.

La Fondation s'engage à respecter les différents occupants du site où il sera stationné.

La Fondation s'engage à ne divulguer aucune information confidentielle en provenance de la commune ou de la CAPG qui pourrait lui parvenir à l'occasion de l'exécution de la présente convention.

La Fondation s'engage à être en conformité avec toutes les obligations légales relevant de son activité.

AR Prefecture
006-200039857-20250514-DP2025_086-AU
Reçu le 19/05/2025
Publié le 19/05/2025

Article 4 : Obligations de la CAPG

La CAPG, assurera le lien avec la ville de Grasse, afin d'accompagner la Fondation Art Explora dans la coordination de l'événement et de s'assurer de la disponibilité et de la sécurité de l'espace évoqué à l'article 2.1 de la présente et nécessaire à l'accueil du CinéMo, ainsi que le cas échéant, de l'espace nécessaire à la tenue des événements évoqués aux articles 2.2 et 2.3.

Pour le bon déroulement de l'événement, la CAPG assurera la coordination de l'accueil du 27 mai 2025 matin jusqu'au 29 mai 2025 au soir, en collaboration avec la Ville de Grasse, en se reportant à la fiche technique "Accueillir le CinéMo" en annexe :

- du stationnement du CinéMo et de la sécurisation d'un périmètre de 20 x 10 m autour du camion-cinéma à l'aide de barrières Vauban (si cela apparaît comme nécessaire au vu d'une circulation de véhicules à proximité directe du lieu de stationnement – le cas échéant, seules 4 barrières Vauban seront nécessaires pour la signalétique extérieure –),
- du branchement électrique du CinéMo, (une prise triphasée de 32 ampères, rallonges fournies par la commune si nécessaire),
- de la fourniture de sanitaires et douche accessibles à l'équipe du CinéMo de jour comme de nuit (le conducteur dormant au camion),
- de la mise à disposition d'une salle de repli que l'équipe de médiation pourra utiliser afin d'animer les temps d'ateliers de pratique artistique,
- du nettoyage de l'intérieur du camion-musée une fois par jour (le matin avant l'ouverture ou le soir après la fermeture).

La CAPG informera les services de police ou de gendarmerie du passage du CinéMo afin qu'ils puissent effectuer des rondes si nécessaire sur son lieu de stationnement pour contribuer à sa sécurité.

Une personne de l'équipe de la CAPG pourra être sollicitée en renfort de l'équipe de médiation du CinéMo pour la gestion des flux à l'occasion des projections du soir.

La CAPG assurera les frais relatifs à l'hébergement des deux médiateurs (2 chambres distinctes) du 27 au soir au 29 matin (2 nuitées) ainsi que ceux relatifs à la restauration de l'équipe :

- les petits-déjeuners de deux personnes du 28 au 29 inclus,
- les déjeuners de trois personnes du 27 au 29 inclus,
- les dîners de deux personnes du 27 au 28 inclus.

Article 5 : Obligations de la Commune

La Commune accompagnera la Fondation Art Explora dans la coordination de l'événement et s'assurera de la disponibilité et de la sécurité de l'espace évoqué à l'article 2.1 de la présente et nécessaire à l'accueil du CinéMo, ainsi que le cas échéant, de l'espace nécessaire à la tenue des événements évoqués aux articles 2.2 et 2.3.

Pour le bon déroulement de l'événement, la Commune assurera la prise en charge du 29 mai 2025 au soir jusqu'au 1er juin 2025 au matin, en se reportant à la fiche technique "Accueillir le CinéMo" en annexe :

- du stationnement du CinéMo et de la sécurisation d'un périmètre de 20 x 10 m autour du camion-cinéma à l'aide de barrières Vauban (si cela apparaît comme nécessaire au vu d'une circulation de véhicules à proximité directe du lieu de stationnement – le cas échéant, seules 4 barrières Vauban seront nécessaires pour

AR Prefecture
006-200039857-20250514-DP2025_086-AU
Reçu le 19/05/2025
Publié le 19/05/2025

la signalétique extérieure –),
- du branchement électrique du CinéMo, (une prise triphasée de 32 ampères, rallonges fournies par la commune si nécessaire),
- de la fourniture de sanitaires et douche accessibles à l'équipe du CinéMo de jour comme de nuit (le conducteur dormant au camion),
- de la mise à disposition d'une salle de repli que l'équipe de médiation pourra utiliser afin d'animer les temps d'ateliers de pratique artistique,
- du nettoyage de l'intérieur du camion-musée une fois par jour (le matin avant l'ouverture ou le soir après la fermeture).

La Commune informera les services de police ou de gendarmerie du passage du CinéMo afin qu'ils puissent effectuer des rondes si nécessaire sur son lieu de stationnement pour contribuer à sa sécurité.

Une personne de l'équipe de la commune pourra être sollicitée en renfort de l'équipe de médiation du CinéMo pour la gestion des flux à l'occasion des projections du soir.

La Commune assurera les frais relatifs à l'hébergement des trois médiateurs (2 chambres distinctes) du 29 mai au soir au 1er juin au matin (3 nuitées) ainsi que ceux relatifs à la restauration de l'équipe :
- les petits-déjeuners de trois personnes du 30 mai au 1er juin inclus,
- les déjeuners de trois personnes du 30 au 31 inclus,
- les dîners de trois personnes du 29 au 31 inclus

Article 6 : Modalités financières

Le partenariat est conclu sans flux financiers entre les partenaires et implique pour chacun d'entre eux à assurer les frais liés à leurs propres engagements tels que définis dans la présente convention.
Ainsi, la CAPG assurera les frais d'hébergements et de restauration lors de l'accueil du dispositif sur la Ville de Grasse, soit du 27 mai 2025 au matin, au 29 mai 2029 au soir, tels que définis dans l'article 4 de la présente convention.
La Commune assurera les frais d'hébergements et de restauration lors de l'accueil du dispositif sur son territoire, soit du 29 mai 2025 au soir, au 1 er juin 2029 au matin, tels que définis dans l'article 5 de la présente convention.

Article 7 : Communication

La Fondation autorise la CAPG, la Commune ainsi que ses prestataires à procéder à la captation audiovisuelle (photo, vidéo, sonore) du CinéMo et des visiteurs ayant signé au préalable une autorisation de droit à l'image, et à diffuser les prestations des intervenants dans le cadre dudit événement.

La Fondation s'engage à fournir à la CAPG une maquette d'affiche annonçant les jours et horaires des projections ouvertes au grand public (soumis à leur validation). La CAPG et la Commune s'engagent à imprimer et à diffuser ces affiches dans des lieux stratégiques (Mairie, Office de tourisme, centre commercial, établissements scolaires, etc.), et à les relayer sur Internet.

La Fondation s'engage à insérer le logo de la CAPG, le logo 100 % EAC de la CAPG, celui de la Ville de Grasse et celui de la Commune sur ses supports de communication (affiche, site internet). La CAPG et la Commune feront de même avec les logos de la Fondation Art Explora fournis en annexe.

La CAPG, la Commune et ses partenaires éventuels s'engagent à soumettre pour relecture préalable à la Fondation les documents de communication qui seraient réalisés pour l'événement (affiches, communiqués de presse, invitations…).

AR Prefecture
006-200039857-20250514-DP2025_086-AU
Reçu le 19/05/2025
Publié le 19/05/2025

Article 8 : Assurances et responsabilités

8.1 Responsabilité civile

La CAPG et la Commune déclarent avoir pris toutes les garanties nécessaires d'agrément et d'assurance pour l'activité proposée et satisfaire à toutes les obligations fiscales inhérentes à sa qualité d'employeur.

La Fondation déclare avoir pris toutes les garanties nécessaires d'agrément et d'assurance pour l'activité proposée et satisfaire à toutes les obligations fiscales inhérentes à sa qualité d'employeur.

Chacune des parties assumera seule la responsabilité des engagements qu'elle souscrit à l'égard des tiers.

8.2 Matériel

Les parties feront leur affaire personnelle de l'assurance du matériel leur appartenant ou leur étant nécessaire pour l'organisation dudit événement.

8.3 Annulation

Les parties peuvent, d'un commun accord écrit, décider de résilier le présent contrat.

Dans l'hypothèse où il surviendrait des événements de force majeure empêchant la réalisation de tout ou partie des manifestations, objets de la présente, le contrat serait résilié de plein droit sans indemnité. La partie empêchée préviendra l'autre dès la survenance des événements.

On entend par événement de force majeure tout événement reconnu comme tel par la loi et la jurisprudence, ainsi que des événements contractuellement assimilés à la force majeure au sens du présent contrat : la menace ou survenance de cataclysmes naturels, grèves générales, émeutes, mouvements populaires, actes de terrorisme, actes de sabotage, guerre, ou tout événement grave pouvant porter atteinte à la sécurité du public.

Article 9 : Durée

Le présent contrat prend effet à la date de sa signature. Il s'achèvera de plein droit à l'issue de l'événement, objet de la présente convention.

Article 10 : Compétence en cas de litige

Le présent contrat est soumis à la loi française. En cas de difficultés dans l'exécution des obligations au présent contrat, les parties rechercheront avant tout une solution amiable.

Dans l'hypothèse où elles n'y parviendraient pas, tout litige ou contestation auxquels le présent contrat pourrait donner lieu tant sur sa validité que sur son interprétation, son exécution ou sa réalisation, seront portés devant le Tribunal Administratif de Paris.

Annexes de la présente convention :

- Fiche technique "Accueillir le CinéMo",
- Logo de la Fondation Art Explora
- Nettoyage du CinéMo

AR Prefecture
006-200039857-20250514-DP2025_086-AU
Reçu le 19/05/2025
Publié le 19/05/2025

- Catalogue CinéMo

Fait à Grasse, en trois exemplaires originaux, précédé de la mention « Lu et approuvé »,

Pour la Fondation Art Explora

Bruno JULLIARD, Directeur général

Pour la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse
Jérôme VIAUD, le Président

Pour la Commune de Valderoure
Bernard ROUX, Maire

AR Prefecture
006-200039857-20250514-DP2025_086-AU
Reçu le 19/05/2025
Publié le 19/05/2025

ANNEXE 1 : ACCUEILLIR LE CINÉMO

En tant que partenaire de la venue du CinéMo sur le territoire, merci de vous assurer que toutes les conditions listées ci-dessous sont remplies.

Spécificités techniques du CinéMo

Dimensions du CinéMo :

- Fermé (semi-remorque seule) : 13m92 de longueur x 2m55 de largeur x 4m2 de hauteur
- Ouvert (remorque seule) : 16m de longueur x 12m de largeur
- Empattement : 8.12m
- Remorque avec son tracteur : 18m5 de longueur x 12m de largeur

Poids à vide : 25 tonnes (pour un PTAC de 27 tonnes)

Accueil technique du CinéMo

Stationnement : Le CinéMo, sous la forme d'un camion articulé (semi-remorque – tracteur), peut se garer sur une place, un parking etc. (sol dur, non inondable, stable, avec un minimum de pente [au maximum 2% en transversal et 3% en longitudinal], sans dénivelé trop important au niveau de l'accès). Le référent du projet dans la commune d'accueil doit s'assurer de l'obtention d'une autorisation de stationnement si celle-ci est requise par la Ville. En cas de besoin, les arbres présents sur le périmètre de stationnement du camion devront être élagués par la Ville. Des photos complémentaires du lieu de stationnement sont à envoyer par la commune à la Fondation Art Explora, en cas de lieu de stationnement en centre-ville ou dans l'enceinte de structures (emplacement avec poteaux, lieux clos avec grillages et portail, etc.).

Accessibilité : Le lieu de stationnement du CinéMo doit être accessible pour un poids lourd de sa taille et de son poids (cf. p.1), permettre au conducteur-technicien de manœuvrer dans de bonnes conditions et être accompagné d'un itinéraire d'accès en cas de difficultés (travaux, interdiction poids lourd ou autre). Si nécessaire, un arrêté doit être pris pour interdire le stationnement aux véhicules pouvant gêner l'accès du CinéMo à son lieu de stationnement.

Sécurité : A l'aide de barrières Vauban ou autres, l'emplacement choisi doit être protégé de la circulation des autres véhicules et de tout ce qui pourrait représenter un danger pour la sécurité des publics et de l'équipe du CinéMo. 4 barrières Vauban doivent être prévues dans tous les cas pour sécuriser l'espace entre le tracteur et le camion-cinéma. La police ou la gendarmerie doit être prévenue de l'arrivée du CinéMo et prévoir quelques passages dans la semaine par mesure de prévention.

Branchement électrique : De jour comme de nuit, le CinéMo requiert une prise triphasée de 32 Ampères située à moins de 80m du camion.

AR Prefecture
006-200039857-20250514-DP2025_086-AU
Reçu le 19/05/2025
Publié le 19/05/2025

Accueil pratique du CinéMo et de son équipe

Nettoyage : Le CinéMo demande à être nettoyé chaque jour de préférence le matin, 1h avant la 1ère projection (aspirateur + ; désinfection des sièges si nécessaire).

Accès à un point d'eau : Le CinéMo doit se trouver à proximité d'un point d'eau pour que le réservoir de la climatisation puisse être facilement rempli si nécessaire.

Accès sanitaires et douche : Des sanitaires et une douche accessible de jour comme de nuit à moins d'une dizaine de minutes à pied sont requis pour l'équipe d'Art Explora (les deux médiateurs, et le conducteur-technicien - qui dort sur place -).

Restauration : La prise en charge des repas de l'équipe du CinéMo (les deux médiateur.ices et le conducteur-technicien) est demandée à la ville ou à la structure d'accueil (en général : restaurant scolaire en semaine et plateau-repas le week-end - 3 repas à prévoir le midi et 2 repas le soir).

Hébergement : La prise en charge de l'hébergement est requise pour les 2 médiateur.ices du CinéMo avec la mise à disposition de deux chambres séparées (NB : ces personnes ne sont pas toujours véhiculées).

Salle d'atelier : En cas de mauvais temps ; une salle de repli est à prévoir à moins de 5 min à pied du CinéMo pour les ateliers.

Personne renfort : Un agent de la commune pourra être demandé pour aider l'équipe de médiation pour réguler les flux lors de séances grand public en soirée.

Communication : L'affiche est à imprimer par la commune ou la structure d'accueil pour être diffusée sur le territoire (lieux, infrastructures, espace public, etc).

AR Prefecture
006-200039857-20250514-DP2025_086-AU
Reçu le 19/05/2025
Publié le 19/05/2025

ANNEXE 2 : LOGOS DES PARTENAIRES DU CINÉMO

LOGO DE LA FONDATION ART EXPLORA

ART EXPLORA

ANNEXE 3 : NETTOYAGE DU CINÉMO

NETTOYAGE QUOTIDIEN DU CinéMo
Contacts, consignes et mesures de sécurité

CONTACTS Fondation Art Explora

Valentine Rofman	Responsable du CinéMo	06 25 12 12 90

- Nous demandons à la commune ou structure d'accueil de nous fournir les coordonnées de l'intervenant.e pour le nettoyage du CinéMo au moins 1 semaine avant l'arrivée du camion.

CONSIGNES POUR LE NETTOYAGE DES ESPACES INTÉRIEURS DUCINEMO

AR Prefecture
006-200039857-20250514-DP2025_086-AU
Reçu le 19/05/2025
Publié le 19/05/2025

➢ Nous demandons à l'intervenant.e de fournir l'ensemble du matériel requis pour le nettoyage du sol du CinéMo (aspirateur), des sièges, et du dépoussiérage des surfaces si nécessaire.

Ces interventions peuvent avoir lieu tôt le matin ou en fin de journée, selon les horaires convenus entre la commune / structure d'accueil et le CinéMo.

! IMPORTANT ! CONSIGNES DE SÉCURITÉ

La manipulation du matériel technique doit être opérée uniquement par l'équipe du CinéMo
Il est donc demandé à la personne en charge du nettoyage du CinéMo de :

- Ne pas toucher aux éléments techniques présents dans la cabine de régie
- Ne pas toucher à l'écran de projection
- Veiller à éviter les projections d'eau sur les enceintes
- Veiller à garder la porte fermée pendant toute la durée de l'intervention
- Ne pas manger ou fumer dans le CinéMo

AR Prefecture
006-200039857-20250514-DP2025_086-AU
Reçu le 19/05/2025
Publié le 19/05/2025

ANNEXE 4 :

Catalogue CinéMo

Sélection des films. Cannes et le Pays de Grasse. Du 13 au 31 mai 2025.

- ***Le Roi et l'Oiseau*. Paul Grimault, 1980.**
- ***Moonrise Kingdom*. Wes Anderson, 2012.**
- ***Persepolis*. Marjane Satrapi, Vincent Paronnaud, 2007.**
- ***L'armée du crime*. Robert Guédiguian, 2009.**
- ***Rosa Luxembourg*. Margarethe Von Trotta, 1986.**
- ***Indochine*. Régis Wargnier, 1992.**
- ***Loving*. Jeff Nichols, 2016.**
- ***Monsieur Klein*. Joseph Losey, 1976.**
- ***Neige*. Juliet Berto, Jean-Henri Roger, 1981.**
- ***Polisse*. Maïwenn, 2011.**
- ***Le procès*. Orson Welles, 1962.**
- ***Captain Fantastic*. Matt Ross, 2016.**
- ***Le grand bain*. Gilles Lellouche, 2018.**
- ***Le redoutable*. Michel Hazanavicius, 2017.**

AR Prefecture
006-200039857-20250514-DP2025_087-AU
Reçu le 19/05/2025
Publié le 19/05/2025

Pays de Grasse
communauté d'agglomération

REPUBLIQUE FRANÇAISE
DEPARTEMENT
DES ALPES-MARITIMES

DECISION DU PRESIDENT N°DP2025_087

Objet : Convention de location pour la mise à disposition ponctuelle de salle (site du Palais Grasse Campus – 18 rue de l'ancien palais de justice) appartenant à la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse au profit de l'Association de Formation et de Promotion pour jeunes et adultes en Recherche d'insertion (AFPJR)

Le Président de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse

Vu la délibération DL2024_001 du 22 février 2024 de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse par laquelle le conseil communautaire a délégué au président certaines de ses attributions conformément à l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération DL2024-210 du 12 décembre 2024 du conseil communautaire de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse relative à l'approbation du recueil de tarifs 2025 ;

Considérant que la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse s'est dotée d'une structure nommée « Grasse Campus » assurant l'interface entre l'université et les écoles représentées d'une part, et les entreprises et la population du territoire d'autre part ;

Considérant que l'AFPJR souhaite louer des salles à Grasse Campus dans le cadre de l'organisation de l'une de ses assemblées générales ;

Considérant que l'établissement a souhaité bénéficier de l'interface multisite Grasse Campus géré par la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse qui a accédé à sa demande ;

Considérant ainsi qu'il convient de formaliser par une convention de mise à disposition de Grasse Campus et définir les obligations qui en découlent ;

DECIDE

Article 1 : La conclusion d'une convention de mise à disposition entre la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse et l'AFPJR ;

Article 2 : La convention est conclue à titre payant conformément au recueil des tarifs en vigueur à la date de la convention ;

Article 3 : La convention est conclue à compter de sa signature jusqu'à la fin de l'évènement.

Fait à Grasse, le 14 mai 2025

Le Président,

Pays de Grasse communauté d'agglomération

Jérôme VIAUD
Maire de Grasse
Vice-président du Conseil départemental
des Alpes-Maritimes

AR Prefecture
006-200039857-20250514-DP2025_087-AU
Reçu le 19/05/2025
Publié le 19/05/2025

CONVENTION DE LOCATION POUR LA MISE A DISPOSITION PONCTUELLE DE SALLE (site du Palais Grasse Campus – 18 Rue de l'Ancien Palais de Justice) APPARTENANT A LA CAPG AU PROFIT DE L'AFPJR

Entre les soussignés,

LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DU PAYS DE GRASSE

La « Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse », identifiée sous le numéro SIRET 200 039 857 000 12,
Siège : 57, avenue Pierre Sémard 06130 Grasse, représentée par son Président Monsieur Jérôme VIAUD, habilité à signer les présentes par la décision n°_____ en date du _____ visée en préfecture de Nice le _____.

Ci-après désignée « La CAPG »

Et

L'ORGANISATEUR

AFPJR – Association de Formation et de Promotion et jeunes et adultes en Recherche d'insertion
Identifiée sous le numéro SIRET 782 631 782 000 37
Siège social : 492, avenue Général de Gaulle 06700 Saint-Laurent-du-Var
N° de téléphone : 04.97.12.70.70
Représentée par Florence DUFOUR, agissant en qualité de Directeur Générale
Suivi dossier : Théo BRIAND
Courriel : t.briand@afpjr.org

Ci-après désignée « L'Organisateur »

AR Prefecture
006-200039857-20250514-DP2025_087-AU
Reçu le 19/05/2025
Publié le 19/05/2025

IL EST CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1er – OBJET DE LA CONVENTION

L'objet de la présente convention vise à définir les modalités de location et de mise à disposition ponctuelles des locaux, équipements et service appartenant à la CAPG situés 18 rue de l'Ancien Palais de Justice à Grasse, à destination de l'organisateur (AFPJR) pour y animer une Assemblée Générale le jeudi 19 juin de 08h45 à 16h00.

ARTICLE 2 –DESIGNATION DES LOCAUX, EQUIPEMENT ET SERVICES MIS A DISPOSITION ET DESTINATION

Les locaux mis à disposition sont les salles 2-A3 et 0-A3 du site de Palais de Grasse Campus, pour la journée du 19 juin 2025 entre 08h45 et 16h pour une assemblée générale de l'association AFPJR. Il est convenu que cet événement regroupera 70 à 80 personnes.

Les moyens techniques et humains mis à disposition de l'AFPJR par la CAPG sont

- Personnel : 1 agent technique
- En salle 0-A3 : écran, vidéoprojecteur, micros
- En salle 2-A3 : tables, chaises

ARTICLE 3 –ENGAGEMENTS DES PARTIES

3.1ENGAGEMENT DE LA CAPG

La CAPG s'engage :

- à mettre à disposition de l'organisateur les locaux et les équipements et services décrits dans la présente convention,
- à remettre à l'organisateur le règlement intérieur des locaux ainsi que l'ensemble des plans d'évacuation des locaux, des consignes de sécurité en cas d'incendie.

3.2 ENGAGEMENT DE L'ORGANISATEUR

L'organisateur s'engage à :

- respecter les obligations mises à sa charge au sein de la présente convention
- respecter l'état des locaux et équipements mis à sa disposition et les rendre dans leur état initial. A défaut la CAPG est en droit de lui réclamer des indemnités correspondant aux frais de réparation ou de remplacement de l'équipement dans le cas où une réparation est impossible,
- respecter la destination et la désignation des locaux mis à sa disposition,
- respecter l'ensemble des règles mentionnées dans les divers documents relatifs au fonctionnement du bâtiment (règlement intérieur, consignes de sécurité, nettoyage des locaux, évacuation des déchets…),

A cet effet, la jauge maximale des personnes accueillies (soit 120 personnes dans la salle 0-A3 et 63 dans la salle 2-A3) devra impérativement être respectée et les différentes sorties et issues de secours laissées libres tout au long de l'exploitation des salles.

- solliciter l'autorisation préalable du responsable technique et sécurité de la salle en cas de modification de l'état des lieux initial de la salle,

AR Prefecture
006-200039857-20250514-DP2025_087-AU
Reçu le 19/05/2025
Publié le 19/05/2025

- se conformer aux différentes réglementations en vigueur notamment en matière d'interdiction de fumer dans les lieux publics et relative à la vente et à la consommation d'alcool.

En cas de non-respect de ces différents engagements, la CAPG se réserve le droit de mettre fin à la manifestation et de ne plus l'accueillir sur de prochaines dates.

ARTICLE 4- MODALITES FINANCIERES DE LA LOCATION

La présente convention est consentie et acceptée moyennant la tarification telle que prévue pour une journée dans le recueil des tarifs de la communauté d'agglomération en vigueur à la date de la convention, soit un total de 528 euros TTC.

L'organisateur s'engage à régler cette somme dès réception de l'avis des sommes à payer et au plus tard à compter du jour de l'événement.

ARTICLE 5 – ETAT DES LIEUX – INVENTAIRE

L'état des lieux et l'inventaire du matériel, seront effectués avant et après utilisation entre les deux parties. Chacune sera représentée par un représentant habilité.

Toute occupation au-delà du terme, détérioration, et biens manquants lors de la restitution des salles pourra être facturée.

ARTICLE 6 – RESPONSABILITE ET ASSURANCE

L'organisateur renonce expressément, tant en son nom personnel qu'en celui de son assureur ou de toutes autres personnes physiques ou morales qui pourraient le substituer, à tout recours envers la CAPG en cas d'absence et, pour conséquences engendrées par celle-ci, des moyens mobiliers, immobiliers, matériels ou de service, pouvant affecter la régularité ou la qualité des prestations et/ou, des fournitures, dans l'hypothèse où lesdits défauts sont indépendants de la volonté de la CAPG.

Il s'engage en sa qualité d'organisateur à souscrire auprès d'une compagnie d'assurance notoirement solvable une assurance couvrant sa responsabilité civile et les dommages pouvant intervenir au cours de la mise à disposition des locaux, des services et équipements.

A cet effet, il fournira lors de la réservation, une attestation d'assurance pour tous les risques de son fait ou de celui des membres et participants liés à ses activités pendant la manifestation et couvrant tous les dommages pouvant résulter des activités exercées au cours de l'utilisation des locaux mis à disposition.

La CAPG s'engage en sa qualité de propriétaire à assurer les biens mis à disposition et objet de la présente convention.

ARTICLE 7 – INCESSIBILITE DES DROITS

La présente convention est consentie *intuitu personae*. Toute cession des droits résultant de la convention est interdite sous peine de résiliation immédiate de ladite convention par la CAPG.

ARTICLE 8 – DUREE DE LA CONVENTION

La convention prend effet à compter de sa signature et vaut réservation effective de la salle.

Elle prend fin à l'issue de la période d'utilisation convenue et du règlement effectif de la location.

AR Prefecture
006-200039857-20250514-DP2025_087-AU
Reçu le 19/05/2025
Publié le 19/05/2025

ARTICLE 9 – RESILIATION DE LA CONVENTION

La convention sera résiliée de plein droit en cas de non-respect des engagements des parties et notamment concernant les modalités financières de la présente.

D'autre part, elle pourra être résiliée :

- Par la CAPG à tout moment et sans délai en cas de force majeure, pour des motifs sérieux tenant au bon fonctionnement du service public et de l'ordre public ou pour tout autre motif d'intérêt général, par lettre recommandée avec accusé de réception adressée à l'Organisateur ; étant précité que toute résiliation quel qu'en soit le motif ne pourra donner lieu au versement d'une quelconque indemnité par la CAPG.
- Par l'Organisateur, à tout moment et sans délai en cas de force majeure dûment constatée et signifiée à la CAPG par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 10 – RESOLUTION DES LITIGES et ELECTION DE DOMICILE

Le présent contrat est régi par la loi française.

En cas de différend sur l'interprétation ou l'exécution du présent contrat, chaque partie s'efforcera de trouver de bonne foi un accord. La partie souhaitant mettre en œuvre le processus de négociation devra en informer l'autre partie par Lettre Recommandée avec Accusé de Réception (LRAR) en indiquant les éléments du différend.

A défaut d'accord trouvé dans un délai d'un mois à compter de la réception de la LRAR par la partie concernée, le litige sera porté devant les juridictions compétentes.

Pour l'application de la présente convention, les parties déclarent faire élection de domicile en leur adresse respective, tel qu'indiqué en page une de la présente convention.

Fait à GRASSE, en double exemplaire, le 28/04/2025

Pour La Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse,
Le Président,

Jérôme VIAUD
Maire de Grasse
Vice-président du Conseil départemental
Des Alpes-Maritimes

Pour l'ORGANISATEUR
AFPJR
(1)

Florence DUFOUR
La Directeur générale

(1) faire précéder la signature de la mention manuscrite « LU ET APPROUVE »

AR Prefecture
006-200039957-20250514-bf2025_087-AU
Reçu le 19/05/2025
Publié le 19/05/2025

DEMANDE DE MISE A DISPOSITION DES LOCAUX PALAIS GRASSE CAMPUS

INFORMATION

Organisateur
AFPJR

Personne référente
MME FLORENCE DUFOUR

Fonction dans l'organisation
DIRECTRICE GENERALE

Numéro de téléphone
04 97 12 70 70

Email
directiongenerale@afpjr.org

MANIFESTATION

DEMANDE DU

Nom
Assemblée Générale

Thème
Assemblée Générale

Lieu
PALAIS GRASSE CAMPUS AMPHITHEATRE

Dates
19 juin 2025

Horaires
08h45 à 16h00

Description détaillée
Assemblée Générale de l'AFPJR qui se déroulera
dans le Grand Amphithéâtre et un buffet dans le petit Amphithéâtre,

Public visé
Adhérents, directeurs établissements, présidents CVS, personnes en situation de handicap, éducateurs

Nombre de personnes attendues
70-80 personnes

Manifestation gratuite ou payante
☑ Gratuite ☐ Payante

Passage Président
☐ Oui ☑ Non

Remarques Grasse Campus

Remarques Monsieur le Président

Montant du devis Grasse Campus :

Devis 528€TTC

Signature Jérôme VIAUD

AR Prefecture
006-200039857-20250520-DP2025_088-AU
Reçu le 22/05/2025
Publié le 22/05/2025

pays de Grasse
communauté d'agglomération

REPUBLIQUE FRANÇAISE
DEPARTEMENT
DES ALPES-MARITIMES

DECISION DU PRESIDENT N°DP2025_088

Objet : Avenant n°1 au Contrat de prêt N° 150212– Ligne du prêt n° 5549846 pour le financement de la réhabilitation du centre nautique Altitude 500 sur la commune de Grasse

Le Président de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse

Vu le Code Général des Collectivités territoriales et notamment son article L.5211-10 pour les communes,

Vu la décision du Président DP2022_118 du 18 août 2023 relative à la signature d'un contrat de prêt d'un montant total de 12 000 000 € auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour le financement de la réhabilitation du centre nautique Altitude 500 à Grasse ;

Vu la délibération DL2024_001 du 22 février 2024 de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse par laquelle le conseil communautaire a délégué au président certaines de ses attributions conformément à l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;

Considérant la nécessité de prolonger la phase de préfinancement de 12 mois supplémentaires ;

DECIDE

Article 1 : De signer un avenant n°1 au contrat 150212 – ligne de prêt 5549846 avec la Caisse des Dépôts et Consignation ;

Les Parties conviennent d'allonger la durée de préfinancement pour la ligne du prêt 5549846.

Ainsi, l'Article 9 « **Caractéristiques financières de chaque ligne du prêt** » du Contrat de Prêt initial est modifié comme suit :

AR Prefecture
006-200039857-20250520-DP2025_088-AU
Reçu le 22/05/2025
Publié le 22/05/2025

Identifiant de la Ligne du prêt	**5549846**
Caractéristique de la Ligne du Prêt	PSPL
Enveloppe	GPI/Ambre
Montant de la Ligne du prêt	12 000 000 €
Durée de préfinancement	36 mois
Index de préfinancement	Livret A
Marge fixe sur index de préfinancement	0,4 %
Règlement des intérêts de préfinancement	Paiement périodique
Périodicité du règlement des intérêts de préfinancement	Trimestrielle

Article 2 : De signer l'avenant n°1 modifiant la durée de préfinancement et de se charger de l'exécution de la présente décision dont l'ampliation sera adressée à :

- Monsieur le Préfet du Département des Alpes-Maritimes,
- Monsieur le Comptable Public de l'arrondissement de Grasse.

Article 3 : La présente décision sera publiée au recueil des actes administratifs.

Fait à Grasse, le 20 mai 2025

Le Président

Jérôme VIAUD
Maire de Grasse
Vice-président du Conseil départemental
des Alpes-Maritimes

AR Prefecture
006-200039857-20250520-DP2025_088-AU
Reçu le 22/05/2025
Publié le 22/05/2025

CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS
DIRECTION REGIONALE PACA

Références : Emprunteur : COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DU PAYS DE GRASSE, n° 000423901
Date d'établissement du présent avenant : 15/05/2025
Contrat de prêt N° 150212– Ligne du prêt n° 5549846

AVENANT MODIFICATIF N° 1

Entre

COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DU PAYS DE GRASSE, SIREN n° : 200039857, sis(e) 57 AVENUE PIERRE SEMARD 06130 GRASSE, représenté(e) par, Monsieur Jérôme VIAUD, Président dûment habilité(e) aux fins des présentes en vertu d'une délibération DL2024_001 en date du 22 février 2024.

Ci-après indifféremment dénommé « **Communauté d'agglomération du pays de Grasse** » ou **« l'Emprunteur** »,

DE PREMIERE PART,

Et

LA CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS, établissement spécial créé par la loi du 28 avril 1816, codifié aux articles L. 518-2 et suivants du Code monétaire et financier, sise 56 rue de Lille, 75007 PARIS, représentée par Monsieur Jean-Philippe Leyrat, directeur territorial dûment habilité aux fins des présentes par arrêté du Directeur Général de la Caisse des dépôts et consignations en date du 27/02/2025.

Ci-après indifféremment dénommée « **la Caisse des dépôts et consignations** » ou « **le Prêteur** »

DE DEUXIÈME PART,

AR Prefecture
006-200039857-20250520-DP2025_088-AU
Reçu le 22/05/2025
Publié le 22/05/2025

Ci-après indifféremment dénommé(e)s « **les Parties** » ou « **la Partie** »

PREAMBULE

Il est préalablement rappelé ce qui suit :

Vu le contrat de prêt n°150212, ci-après « le Contrat de Prêt », consenti par le Prêteur à l'Emprunteur d'un montant maximum de douze millions d'euros (12 000 000,00 euros) constitué de 1 Ligne du Prêt.
Le présent Contrat de Prêt est destiné au financement de l'opération Bâtiment public performant, Investissements, située 57 AVENUE PIERRE SEMARD 06130 GRASSE.

Ledit Contrat de Prêt n°150212 a été signé par le Prêteur le 30/08/2023 et par l'Emprunteur le 31/08/2023.

Les dispositions du présent avenant, ci-après « l'Avenant modificatif n°1 », complètent celles du Contrat de Prêt précités, en modifiant la durée de préfinancement initialement consentie par le Prêteur et acceptée par l'Emprunteur, sans qu'il y ait toutefois novation des obligations qui en résultent pour les Parties.

Par ailleurs, les Parties aux présentes déclarent parfaitement connaître le Contrat de Prêt et l'Avenant modificatif n°1, cités ci-dessus, et se dispensent mutuellement d'en rappeler plus amplement les termes.

La durée de préfinancement de 24 mois pour la ligne du prêt n° 5549846 est modifiée par une durée de 36 mois.

Il est donc convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 OBJET DE L'AVENANT

Les Parties conviennent d'allonger la durée de préfinancement pour la ligne du prêt 5549846.

Ainsi, l'Article 9 « **Caractéristiques financières de chaque ligne du prêt** » du Contrat de Prêt initial est modifié comme suit :

AR Prefecture
006-200039857-20250520-DP2025_088-AU
Reçu le 22/05/2025
Publié le 22/05/2025

Identifiant de la Ligne du prêt	**5549846**
Caractéristique de la Ligne du Prêt	PSPL
Enveloppe	GPI/Ambre
Montant de la Ligne du prêt	12 000 000 €
Durée de préfinancement	36 mois
Index de préfinancement	Livret A
Marge fixe sur index de préfinancement	0,4 %
Règlement des intérêts de préfinancement	Paiement périodique
Périodicité du règlement des intérêts de préfinancement	Trimestrielle

Toutes les dispositions de l'Article 9 du Contrat de Prêt non expressément modifiées par le présent Article 1 de l'Avenant modificatif n°1 demeurent inchangées.

ARTICLE 2 EFFET DE L'AVENANT

L'Avenant modificatif n°1 modifie le Contrat de Prêt uniquement en ce qui concerne les dispositions exposées à l'Article « **Objet de l'Avenant** ».

Toutes les dispositions du Contrat de Prêt non expressément modifiées par le présent avenant demeurent valables et en vigueur jusqu'à l'expiration ou la résiliation de ceux-ci.

En cas de contradiction entre les dispositions du Contrat de Prêt et de l'Avenant modificatif n°1, les dispositions de l'Avenant modificatif n°1 prévalent.

AR Prefecture
006-200039857-20250520-DP2025_088-AU
Reçu le 22/05/2025
Publié le 22/05/2025

Enfin, le présent avenant est une partie indissociable du Contrat de Prêt.

ARTICLE 3 GARANTIE

Le remboursement du capital et le paiement des intérêts ainsi que toutes les sommes contractuellement dues ou devenues exigibles au titre du présent contrat sont garantis comme suit :

N° Lignes du Prêt	Type de garantie	Dénomination du garant / Désignation de la garantie	Quotité garantie (en %)
5549846	EXONERE	EXONERE	EXONERE

En considération de la qualité de l'Emprunteur, le Prêteur accepte d'exonérer ce dernier d'apporter une Garantie au Prêt.

ARTICLE 4 DATE D'EFFET ET DUREE DE L'AVENANT

La date d'effet de l'Avenant modificatif n°1 correspond, de façon rétroactive, à la date d'effet du Contrat de Prêt, sous réserve du respect des dispositions de l'Article « **Validité de l'Avenant** » du présent avenant, et reste en vigueur jusqu'au complet remboursement des sommes dues.

ARTICLE 5 COMMISSION DE REAMENAGEMENT

Par ailleurs, cette modification donnera lieu dès sa prise en compte à la perception d'une commission de réaménagement dont le montant s'élève à cent euros (100 €) par ligne du prêt réaménagée, soit un total de cent euros (100 €).

L'emprunteur s'engage à effectuer le paiement de cette somme dans le délai qui sera indiqué par le prêteur, lors de sa mise en recouvrement.

ARTICLE 6 VALIDITE DE L'AVENANT

Le présent avenant devra être retourné au Prêteur paraphé, daté et signé par les Parties au plus tard le 11/08/2025.
La prise d'effet du présent avenant est donc subordonnée à la réalisation de la condition suivante :

AR Prefecture
006-200039857-20250520-DP2025_088-AU
Reçu le 22/05/2025
Publié le 22/05/2025

- La production de(s) actes conforme(s) habilitant le représentant de l'Emprunteur à intervenir au présent avenant.

A défaut de réception de l'Avenant modificatif n°1, dans le délai imparti, le Prêteur pourra considérer ce dernier comme nul et non avenu.

Fait en autant d'exemplaires que de signataires.

A , le

Pour la Caisse des dépôts et consignations
Civilité :
Nom / Prénom :
Qualité :
Dûment habilité aux présentes,

Cachet - Signature :

A Grasse, le

Pour l'Emprunteur
Civilité : **Monsieur**
Nom / Prénom : **VIAUD Jérôme**
Qualité : **Président**
Dûment habilité aux présentes,

Cachet - Signature :

AR Prefecture
006-200039857-20250521-DP2025_089-AU
Reçu le 28/05/2025
Publié le 28/05/2025

pays de Grasse
communauté d'agglomération

REPUBLIQUE FRANÇAISE
DEPARTEMENT
DES ALPES-MARITIMES

DECISION DU PRESIDENT N°DP2025_089

Objet : Convention de partenariat entre la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse et la micro-entreprise Impulsion Avenir.

Le Président de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse

Vu la délibération DL2024_001 du 22 février 2024 de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse par laquelle le conseil communautaire a délégué au président certaines de ses attributions conformément à l'article L5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;

Vu les statuts en vigueur de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse ;

Considérant que la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse s'est dotée d'une structure nommée « Grasse Campus » assurant l'interface entre l'université et les écoles représentées d'une part, et les entreprises et la population du territoire d'autre part ;

Considérant que pour l'exercice de ses missions, « Grasse Campus » souhaite faciliter et participer à un partenariat avec Impulsion Avenir ;

DECIDE

Article 1 : La signature de la convention de partenariat entre la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse et la micro-société Impulsion Avenir ;

Article 2 : La conclusion de cette convention de partenariat sans contrepartie financière ;

Article 3 : De conclure la convention pour une durée de trois ans à compter de la date de signature, renouvelable par tacite reconduction une fois.

Fait à Grasse, le 22 mai 2025

Le Président,

Pays de Grasse communauté d'agglomération

Jérôme VIAUD
Maire de Grasse
Vice-président du Conseil départemental
des Alpes-Maritimes

AR Prefecture
006-200039857-20250522-DP2025_089-AU
Reçu le 23/05/2025
Publié le 23/05/2025

Convention de Partenariat

Entre d'une part :

La Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse, identifiée sous le numéro SIRET 200 039 857 000 12, dont le siège se trouve 57 avenue Pierre Sémard 06130 GRASSE et représentée par son Président en exercice, Monsieur Jérôme VIAUD, agissant au nom et pour le compte de ladite Communauté d'Agglomération, habilité à signer les présentes par la décision n°DP2025_XXX en date du XX/XX/2025 visée en préfecture de Nice le XX/XX/2025.

Dénommée ci-après « **CAPG** »,

Et d'autre part,

Impulsion Avenir, micro-entreprise de Madame Valérie PHAM-TRONG Entrepreneur Individuel, ayant son siège social : 155 chemin de la Colle et du Devinson, 06560 Valbonne, et immatriculée au RCS sous le numéro de SIRET 84471212500013.

Ci-après dénommée **« L'Entreprise »,**

AR Prefecture
006-200039857-20250522-DP2025_089-AU
Reçu le 26/05/2025
Publié le 26/05/2025

PREAMBULE

La communauté d'agglomération du Pays de Grasse s'est dotée d'un service du Développement de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche (DESR) pilotant une structure assurant l'interface entre les universités et écoles représentées d'une part, et les entreprises et la population du territoire d'autre part : Grasse Campus.

Grasse Campus est un pôle multisite de l'enseignement supérieur qui regroupe l'offre de formations diplômantes ainsi que les activités connexes destinées à faciliter la vie étudiante sur le territoire.

En tant que campus territorial, Grasse Campus :

- Administre les dispositifs imaginés en faveur du développement de l'enseignement supérieur et de la recherche ;
- Assure la coordination entre les établissements hôtes du campus incluant l'élaboration et l'organisation de séminaires, colloques et rencontres ;
- Organise, coordonne et pilote des actions, services et animations à destination du public étudiant ;
- Conçoit et met en place la communication du campus en France et à l'international en lien avec la communication du territoire.

La communauté d'agglomération du Pays de Grasse dans le cadre de sa compétence Enseignement Supérieur et Recherche soutient le développement des initiatives permettant les interactions entre les établissements-hôtes de Grasse Campus et le tissu économique et industriel du territoire.

Impulsion Avenir 15-25 accompagne les lycéens et étudiants dans la construction d'un parcours scolaire et professionnel cohérent, motivant et adapté à leur profil. Sa fondatrice, Valérie Pham-Trong, s'appuie sur 20 ans d'expérience dans la direction d'écoles d'ingénieurs, de management et d'alternance, avec le pilotage de plus de 30 programmes dans des domaines variés (commerce, énergie, biotechnologies, RH, communication, etc.). Depuis 2022, Impulsion Avenir intervient :

- Dans les salons et forums lycéens et étudiants (Salon de l'Étudiant, Forum Grasse Campus...) ;
- À travers le cycle « Les Clés de la Réussite » : conférences, ateliers et webinaires pour les parents et lycéens ;
- Dans l'enseignement supérieur pour accompagner les étudiants vers la vie professionnelle (stage, alternance, posture, soutenances).
- En accompagnement individuel sur
    - L'orientation dès le lycée : choix de spécialités, filières, études supérieures et établissements ;
    - Parcoursup : dossier, vœux, avec un appui stratégique et rédactionnel personnalisé ;
    - Les candidatures (valorisation du parcours, outils et entretiens) ;

AR Prefecture
006-200039857-20250522-DP2025_089-AU
Reçu le 26/05/2025
Publié le 26/05/2025

Article 1 : Objet de la convention

La présente convention a pour objet de définir et d'organiser le partenariat entre la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse via sa structure Grasse Campus et **L'Entreprise** conformément aux actions exposées ci-dessous afin de favoriser et développer l'alternance auprès des étudiants de Grasse Campus.

Article 2 : Programme d'Actions Partenariales

2.1 Communication :

Invitation aux évènements organisées par **L'Entreprise**.

2.2 Professionnalisation et accès aux étudiants :

Les actions suivantes pourraient être menées par l'entreprise :

- Participation de **L'Entreprise** à la mise en valeur des formations de Grasse Campus lors des salons, forums, journées portes ouvertes auxquels elle participe ;
- Intervention de professionnels de **L'Entreprise** dans des formations ou lors de conférences afin d'informer et de faciliter l'insertion professionnelle des étudiant(e)s ;
- Apport de l'expertise de **L'Entreprise** sur la professionnalisation des parcours de formations et leur maintien en phase avec l'évolution des métiers, participation à des jurys ou soutenances, coanimation d'ateliers etc. ;
- Conférence Découverte ou Journée Partenaires ;
- Permanence sur les sites Grasse Campus ;
- Participation de **L'Entreprise** aux Forum et Salons organisés par Grasse Campus (Job Dating, forum de l'emploi, salon des formations Grasse Campus) ;
- Accompagnement ponctuel de **L'Entreprise** pour les étudiants ou futurs étudiants ;
- Implication de la **CAPG** via son entité Grasse Campus et des étudiants sur certains évènements coorganisés par l'entreprise.

Article 3 : Comité de Pilotage

Le Comité de Pilotage a pour rôle de veiller au bon fonctionnement du partenariat et à son développement. Il valide les actions à mettre en œuvre, dresse un bilan général de l'état d'avancement des actions engagées, conserve l'historique et propose l'orientation des actions futures.

Le cas échéant, il peut s'adjoindre des experts en fonction des thématiques traitées ou des représentants des établissements hôtes en cas d'actions réalisées ou de projets à venir. Le Comité de Pilotage se réunit au moins une fois par an et est constitué d'au moins un membre de chaque partie, désigné comme Responsable du présent Accord au sein de son organisation.

AR Prefecture
006-200039857-20250522-DP2025_089-AU
Reçu le 26/05/2025
Publié le 26/05/2025

A la date de signature de l'accord, les membres désignés pour participer au **Comité de Pilotage** sont :

- Laurence Maussang, Directrice du Développement de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche à Grasse Campus.
- Valérie PHAM-TRONG, Directrice Impulsion Avenir.

Article 4 : Communication Interne et Externe

Aucune communication concernant le partenariat, qu'elle soit interne ou externe, ne peut être diffusée sans l'approbation préalable et explicite de toutes les parties impliquées

À cet effet, chaque partie est tenue d'obtenir une autorisation expresse et préalable, condition sine qua non à toute communication relative au partenariat pour utiliser le logo de son partenaire sur les documents de communication et de promotion de manifestation : affiches, flyers, dossier de presse, programmes, posts, articles, site web… Chaque signataire a la charge d'envoyer son logo au format adéquat.

Chaque partie conserve le droit de regard sur l'utilisation de son logo en ce qui concerne des utilisations touchant à l'éthique ou autre communication, projet pouvant porter atteinte directement ou indirectement à sa réputation et à son image.
De façon générale, chaque partie s'interdit de porter atteinte directement ou indirectement à la réputation et à l'image de l'autre partie signataire.

Article 5 : Durée, Entrée en vigueur

Les deux Parties souhaitant inscrire leur partenariat sur le long terme, concluent le présent accord pour une durée de trois ans, renouvelable par tacite reconduction une fois.

Chacune des parties pourra y mettre un terme moyennant un préavis de 3 mois par l'envoi d'un courrier recommandé.

Le partenariat prend effet à compter de la date de la signature des parties.

Le présent accord est établi et signé en deux exemplaires originaux.

Fait à Grasse, le

Pour la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse

Le Président,
Jérôme VIAUD
Maire de Grasse
Vice-président du Conseil départemental
Des Alpes-Maritimes

Pour l'entreprise Impulsion Avenir

La Directrice
Valérie PHAM-TRONG

AR Prefecture
006-200039857-20250521-DP2025_090-AU
Reçu le 28/05/2025
Publié le 28/05/2025

Pays de Grasse
communauté d'agglomération

REPUBLIQUE FRANÇAISE
DEPARTEMENT
DES ALPES-MARITIMES

DECISION DU PRESIDENT
N° DP2025_090

Objet : Avenant à la convention de partenariat entre la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse pour le Musée International de la Parfumerie et l'association Cie Be dans le cadre d'un projet EAC

Le Président de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse

Vu Les articles L.5211-1 et L.5211-2 du Code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération DL2024_001 du 22 février 2024 de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse par laquelle le conseil communautaire a délégué au président certaines de ses attributions conformément à l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;

Vu la DP2025_054 du 28 mars 2025 relative à la signature de la convention de partenariat entre la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse pour le Musée International de la Parfumerie et l'association Cie Be dans le cadre d'un projet EAC ;

Considérant que le partenaire du projet, la MSA a versé 2000 euros TTC directement à la CAPG et non sur le compte de l'association ;

Considérant qu'ainsi la CAPG se doit de reverser cette somme à l'association et que pour cette raison, il convient de signer un avenant à la convention initiale de partenariat entre la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse et l'association Cie Be ;

DECIDE

Article 1 : La conclusion d'un avenant à la convention de partenariat conclue le 7 avril 2025 entre la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse et l'association Cie Be dans le cadre du projet EAC ;

Article 2 : Une participation financière forfaitaire à hauteur de 4 000 euros TTC pour la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse qui servira à régler les frais liés à relatifs à ce projet, y compris les honoraires des intervenants ;

Fait à Grasse, le 22 mai 2025

Le Président,

Pays de Grasse communauté d'agglomération

Jérôme VIAUD
Maire de Grasse
Vice-président du Conseil départemental
des Alpes-Maritimes

AR Prefecture
006-200039857-20250522-DP2025_090-AU
Reçu le 28/05/2025
Publié le 28/05/2025

Musée International de la Parfumerie

Avenant à la convention de partenariat

Entre les soussignés :

La Communauté d'agglomération du Pays de Grasse, ayant son siège à Grasse (06130), au 57 Avenue Pierre Sémard, identifiée sous le N° SIRET 200 039 857 000 12, représentée à l'acte par M. Jérôme VIAUD, son Président, agissant au nom et pour le compte de ladite communauté d'agglomération en vertu de la décision n° DP2025_XXXX prise en date du XXXXX 2025 et visée en préfecture de Nice XXXXX 2025.

Dénommée ci-après **« La CAPG »**

d'une part,

et

L'association Cie Be, identifiée sous le numéro de Siren 500 339 114 00034, dont le siège social est situé au 14 allée des joncs 06800 Cagnes-sur-Mer, représentée à l'acte par Valérie GAUCHER, sa Présidente, agissant au nom et pour le compte de ladite association.

Dénommée ci-après **« l'association »**

d'autre part,

Ci-après désignées ensemble « **les parties** »,

AR Prefecture
006-200039857-20250522-DP2025_090-AU
Reçu le 28/05/2025
Publié le 28/05/2025

PREAMBULE

Dans le cadre du label 100% Éducation Artistique et Culturelle (EAC) et de la Convention Territoriale Globale (CTG) de la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse (CAPG), le Musée International de la Parfumerie mène un projet artistique en collaboration avec l'association Cie Be. Ce projet, qui se déroule de mars à juillet 2025, consiste en des résidences menées au sein de structures d'accueil de la petite enfance.

La restitution finale est prévue le samedi 5 juillet 2025, sous la forme d'une déambulation dans les rues du centre-ville de Grasse, avec un final au sein des collections du Musée International de la Parfumerie.

Une convention de partenariat encadrant ce projet a été signée entre la CAPG et l'association Cie Be en date du 7 avril 2025.

La rémunération de la compagnie a été fixée à 4 000 €, répartis en deux financements : 2 000 € pris en charge directement par la CAPG, et 2 000 € apportés par la MSA, dans le cadre de sa mission de développement social en milieu rural et de son programme « Grandir en milieu rural ».

Initialement destinée à verser directement sa contribution à l'association Cie Be, la MSA a finalement transféré la somme de 2 000 € à la CAPG, qui se doit à présent de la reverser à l'association. Ainsi, il convient d'intégrer ce changement par la conclusion d'un avenant à la convention initiale.

Il est convenu ce qui suit :

<u>Article 1</u> : Objet

Le présent avenant modifie les conditions financières du partenariat indiquées à l'article 5 de la convention initiale.

<u>Article 2</u> : Modalités financières

Les parties ont convenu que les stipulations de l'article 5 de la convention initiale sont remplacées par celles figurant ci-dessous.

L'enveloppe de 2 000 € (deux mille euros) a été attribuée pour couvrir tous les frais relatifs à ce projet, y compris les honoraires des intervenants.

La MSA a versé directement à la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse 2000 € € (deux mille euros) destiné à la Cie Be. Cette somme sera reversée à l'association par mandat administratif dans les 30 jours après réception de la facture.

L'association « Cie Be » s'engage à prendre en charge le paiement des charges sociales et fiscales.

L'association est soumise à la TVA (5,5%).

Le règlement sera versé à l'association « Cie Be » par mandat administratif dans les 30 jours après réception de la facture qui sera éditée à l'issue de la prestation.

Destinataire et adresse de facturation :

AR Prefecture
006-200039857-20250522-DP2025_090-AU
Reçu le 28/05/2025
Publié le 28/05/2025

Information importante : **À compter du 1er janvier 2020, la transmission des factures sous forme dématérialisée sur le portail Chorus Pro est obligatoire**

ARTICLE 4 : DATE D'EFFET DE L'AVENANT

Les nouvelles stipulations du présent avenant sont applicables à la date de signature par les parties.

ARTICLE 5 : DISPOSITIONS DIVERSES

Toutes les autres dispositions et clauses du contrat initial demeurent inchangées et restent applicables.

Fait en 2 exemplaires à Grasse, le :

Pour la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse

Le Président,

Jérôme VIAUD

Maire de Grasse

Vice-président du Conseil départemental des Alpes-Maritimes

Pour l'association Cie Be

La Présidente,

Valérie GAUCHER

AR Prefecture
006-200039857-20250527-DP2025_091-AU
Reçu le 02/06/2025
Publié le 02/06/2025

pays de Grasse
communauté d'agglomération

REPUBLIQUE FRANÇAISE
DEPARTEMENT
DES ALPES-MARITIMES

DECISION DU PRESIDENT N°DP2025_091

Objet : Virement de crédits n°1 au Budget Principal 2025

Le Président de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse

Vu la délibération n°DL2023_177 du 14 décembre 2023 du Conseil communautaire portant adoption de la nomenclature budgétaire et comptable M57 au 1er janvier 2024 ;

Vu la délibération n°DL2024_001 du 22 février 2024 de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse par laquelle le conseil communautaire a délégué au président certaines de ses attributions conformément à l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération n°DL2025_037 - budget primitif de la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse, approuvée en conseil communautaire le 3 avril 2025, portant approbation du budget primitif 2025 et autorisant le Président à procéder à des virements de crédits de chapitre à chapitre dans la limite de 7.50% pour chaque section ;

Considérant qu'il convient d'ajuster les crédits budgétaires et de procéder à un virement de crédits de chapitre à chapitre.

DECIDE

Article 1 : De procéder aux virements de crédits comme précisé dans le tableau ci-dessous ;

Chapitre	Nature	Fonctions	Montant du virement
014	7398	020	- 140 000€
011	6068	314	+ 60 000€
67	673	7212	+ 50 000€
65	65568	020	+ 30 000€

Article 2 : De notifier la présente décision à :
- Monsieur le Préfet du Département des Alpes Maritimes,
- Monsieur le Comptable Public de l'arrondissement de Grasse

Fait à Grasse, le 27 mai 2025

Le Président,

Jérôme VIAUD
Maire de Grasse
Vice-président du Conseil Départemental
des Alpes-Maritimes

AR Prefecture
006-200039857-20250527-DP2025_092-AU
Reçu le 02/06/2025
Publié le 02/06/2025

Pays de Grasse
communauté d'agglomération

REPUBLIQUE FRANÇAISE
DEPARTEMENT
DES ALPES-MARITIMES

DECISION DU PRESIDENT
N°DP2025_092

Objet : Mise en vente de nouveaux produits à la boutique du Musée International de la Parfumerie

Le Président de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse

Vu les articles L.5211-1 et L.5211-2 du Code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération DL2024_001 du 22 février 2024 de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse par laquelle le conseil communautaire a délégué au président certaines de ses attributions conformément à l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération du conseil communautaire n°DL2024_210 du 12 décembre 2024 relative au recueil des tarifs 2025 fixant également les tarifs du Musée International de la Parfumerie et des Jardins du Musée International de la Parfumerie ;

Considérant que la boutique du Musée International de la Parfumerie souhaite proposer de nouveaux produits ;

DECIDE

Article 1 : D'autoriser la mise en vente à la Boutique du Musée International de la Parfumerie, de nouveaux produits mentionnés dans l'annexe 1 ;

Article 2 : Les recettes seront encaissées à l'article 7018 « autres ventes de produits finis » du budget principal.

Fait à Grasse, le 27 mai 2025

Le Président,

Jérôme VIAUD
Maire de Grasse
Vice-président du Conseil départemental
des Alpes-Maritime

AR Prefecture
006-200039857-20250527-DP2025_092-AU
Reçu le 02/06/2025
Publié le 02/06/2025

Pays de Grasse
communauté d'agglomération

REPUBLIQUE FRANÇAISE
DEPARTEMENT
DES ALPES-MARITIMES

Annexe n°1

Nouveaux produits - Boutique du MIP

LIBELLE	code vivaticket	P.A HT	% TVA	P.V HT	PV.TTC	% MARGE	FOURNISSEUR
SAUGE ENCENS ET AUTRES PLANTES	107LAP0183	5,11 €	5,5%	6,16 €	6,50 €	17,05%	DECITRE
JE RECONNAIS LES PLANTES SAUVAGES	107LAP0184	7,08 €	5,5%	8,53 €	9,00 €	17,00%	DECITRE
LES HUILES VEGETALES	107LAP0185	5,43 €	5,5%	6,54 €	6,90 €	16,97%	DECITRE
L'HUILE DE COCO	107LAP0186	4,72 €	5,5%	5,69 €	6,00 €	17,05%	DECITRE
CITRON MALIN	107LAP0187	4,72 €	5,5%	5,69 €	6,00 €	17,05%	DECITRE
TOUTES LES FLEURS DE MEDITERRANEE	106LPP0047	23,92 €	5,5%	28,82 €	30,40 €	17,00%	DECITRE
BOTANIQUE OLFACTIVE	106LPP0048	18,88 €	5,5%	22,75 €	24,00 €	17,01%	DECITRE
VINS HUILES ET PARFUMS	103LPA064	30,68 €	5,5%	36,97 €	39,00 €	17,01%	DECITRE
MODE ET COULEURS	108LHP0229	27,54 €	5,5%	33,18 €	35,00 €	17,00%	DECITRE
LA RIVIERA A COLORIER	251LJ00040	6,10 €	5,5%	14,18 €	15,00 €	57,10%	EDITIONS GILLETTA
SENTIRE 1	814NLABO1	49,00 €	20,0%	81,67 €	98,00 €	40,00%	NLABO
SENTIRE 2	814NLABO2	49,00 €	20,0%	81,67 €	98,00 €	40,00%	NLABO
SENTIRE 3	814NLABO3	49,00 €	20,0%	81,67 €	98,00 €	40,00%	NLABO
SENTIRE 4	814NLABO4	49,00 €	20,0%	81,67 €	98,00 €	40,00%	NLABO
SENTIRE 5	814NLABO5	49,00 €	20,0%	81,67 €	98,00 €	40,00%	NLABO
CREME MAIN JARDIN PALLANCA	798BAI0088	4,45 €	20,0%	6,58 €	7,90 €	32,37%	BAIJA
MOUSSE JARDIN PALLANCA	798BAI0087	3,93 €	20,0%	8,25 €	9,90 €	52,12%	BAIJA

AR Prefecture
006-200039857-20250527-DP2025_093-AU
Reçu le 02/06/2025
Publié le 02/06/2025

Pays de Grasse
communauté d'agglomération

REPUBLIQUE FRANÇAISE
DEPARTEMENT
DES ALPES-MARITIMES

DECISION DU PRESIDENT N°DP2025_093

Objet : Mise en vente de nouveaux produits à la boutique des Jardins du Musée International de la Parfumerie

Le Président de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse

Vu les articles L.5211-1 et L.5211-2 du Code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération DL2024_001 du 22 février 2024 de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse par laquelle le conseil communautaire a délégué au président certaines de ses attributions conformément à l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération du conseil communautaire n°DL2024_210 du 12 décembre 2024 relative au recueil des tarifs 2025 fixant également les tarifs du Musée International de la Parfumerie et des Jardins du Musée International de la Parfumerie ;

Considérant que la boutique des Jardins du Musée International de la Parfumerie souhaite proposer de nouveaux produits ;

DECIDE

Article 1 : D'autoriser la mise en vente à la Boutique des Jardins du Musée International de la Parfumerie, de nouveaux produits mentionnés dans l'annexe 1;

Article 2 : Les recettes seront encaissées à l'article 7018 « autres ventes de produits finis » du budget principal.

Fait à Grasse, le 27 mai 2025

Le Président

Jérôme VIAUD
Maire de Grasse
Vice-président du Conseil départemental
des Alpes-Maritimes

AR Prefecture
006-200039857-20250527-DP2025_093-AU
Reçu le 02/06/2025
Publié le 02/06/2025

pays de Grasse
communauté d'agglomération

REPUBLIQUE FRANÇAISE
DEPARTEMENT
DES ALPES-MARITIMES

Annexe n°1

Nouveaux produits - Boutique du JMIP

	PU HT	TVA	PV HT	PV TTC	MARGE	FOURNISSEUR
LA RIVIERA A COLORIER	6,10 €	5,5%	14,18 €	15,00 €	70%	EDITIONS GILLETTA
eaux florales	5,84 €	0,0%	12,00 €	12,00 €	105%	RENOUER
HERBES DE PROVENCE	3,43 €	0,0%	7,00 €	7,00 €	104%	RENOUER
FUSEAU DE LAVANDE	6,50 €	0,0%	13,00 €	13,00 €	100%	RENOUER

AR Prefecture
006-200039857-20250527-DP2025_094-AU
Reçu le 02/06/2025
Publié le 02/06/2025

pays de Grasse
communauté d'agglomération

REPUBLIQUE FRANÇAISE
DEPARTEMENT
DES ALPES-MARITIMES

DECISION DU PRESIDENT N°DP2025_094

Objet : Conclusion d'une convention de projet de « fresque participative » avec la société SASU Studio Malfi de l'artiste César MALFI

Le Président de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse

Vu Les articles L.5211-1 et L.5211-2 du Code général des collectivités territoriales ;

Vu les statuts en vigueur de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse et, notamment sa compétence en matière de politique culturelle ;

Vu la délibération n°DL2024-201 du 12 décembre 2024 de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse par laquelle le conseil communautaire a approuvé la réactualisation de l'intérêt communautaire en matière d'action sociale ;

Vu la délibération n°DL2024_064 pour l'approbation du « Contrat de ville 2024-2030 » ;

Vu la délibération n°DL2024_001 du 22 février 2024 de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse par laquelle le conseil communautaire a délégué au président certaines de ses attributions conformément à l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;

Considérant que le projet de fresque participative s'inscrit dans la redynamisation urbaine du quartier Martelly, quartier prioritaire de la ville de Grasse inclut dans le contrat de ville 2024-2030, et le Festival Poésie Urbaine 2 ;

Considérant que ce projet vise à inclure les habitants dans la transformation de leur ville en les impliquant dans la création artistique, renforçant ainsi leurs droits culturels et la cohésion sociale ;

Considérant que ce projet, mené en collaboration avec l'artiste César MALFI (SASU Studio Malfi) et le centre social Harpèges, favorise les échanges intergénérationnels et la transmission du patrimoine local ;

Considérant que ce projet de fresque participative avec les habitants du centre ancien dans le cadre du festival de Poésie Urbaine 2 se déroulera du 2 au 4 juin 2025 ;

DECIDE

Article 1 : De conclure une convention de projet « fresque participative » avec la société SASU Studio Malfi de l'artiste César MALFI ;

Article 2 : De verser la somme de 4 747.50 euros TTC à la SASU Studio Malfi pour l'accompagnement de l'artiste César MALFI tout au long du projet de la fresque participative ;

AR Prefecture

006-200039857-20250527-DP2025_094-AU
Reçu le 02/06/2025
Publié le 02/06/2025

Article 3 : De prendre en charge ou rembourser les frais d'hébergement, de déplacement et de matériel liés au projet sur la période du 1 au 5 juin 2025.

Fait à Grasse, le 27 mai 2025

Le Président

Jérôme VIAUD
Maire de Grasse
Vice-président du Conseil départemental
des Alpes-Maritimes

AR Prefecture
006-200039857-20250527-DP2025_094-AU
Reçu le 02/06/2025
Publié le 02/06/2025

ANNEXE DE LA DP2025_094

Convention entre

la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse

et SASU Studio Malfi

en vue du projet
« Fresque participative – Poésie Urbaine 2 »
avec l'artiste César Malfi

Juin 2025

AR Prefecture
006-200039857-20250527-DP2025_094-AU
Reçu le 02/06/2025
Publié le 02/06/2025

ENTRE LES SOUSSIGNES :

La Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse, identifiée sous le numéro SIRET 200 039 857 000 12, dont le siège social se trouve 57 avenue Pierre Sémard 06130 GRASSE et représentée par son Président en exercice, Monsieur Jérôme VIAUD, agissant au nom et pour le compte de ladite Communauté d'Agglomération, habilité à signer la présente en vertu de la décision DP2025_XXX prise en date du XX/XX/2025, visée en préfecture de Nice le XX/XX/2025.

Dénommée ci-après « *la CAPG* »
D'une part,

ET :

SASU Studio Malfi, identifiée sous le numéro de SIRET 94983449300015 dont le siège social se trouve au 46 avenue de la Marne à NICE et représentée par Monsieur César Malfidano, agissant en qualité de Président.

Dénommée ci-après « *la structure* »
D'autre part,

Ci-après désignées ensemble, « les parties »

PREAMBULE

Animés par la volonté de réduire les inégalités en matière d'accès à l'art et à la culture, et se donnant un objectif ambitieux de généralisation d'une éducation artistique et culturelle, la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse (CAPG) propose, dans le cadre du Festival de « Poésie Urbaine 2 », un projet de fresque participative avec les habitants en partenariat avec l'artiste César Malfi.

La ville de Grasse entreprend un projet ambitieux de redynamisation urbaine, notamment dans le quartier Martelly. Ce projet vise à revitaliser les espaces publics, à promouvoir la culture locale et à renforcer le lien social entre les habitants.
Le quartier Martelly, situé à limite du centre historique, est stratégique pour cette revitalisation. Les objectifs incluent la création de nouveaux repères, la mise en valeur du centre historique, et la promotion de la convivialité et des usages piétons.

Le Festival Poésie Urbaine, lancé en 2024 au sein du garage Rolland situé dans le quartier Martelly, dont l'objectif était de permettre aux habitants de redécouvrir et s'approprier un espace en transition, a connu un grand succès en rassemblant plus de 3 000 visiteurs et en mettant en avant la créativité des artistes locaux et internationaux.

Une saison 2, prévue pour l'été 2025, se déroulera en extérieur, aux abords du garage Rolland, tout en réouvrant les espaces de la saison 1. Ce festival s'inscrit parfaitement dans la démarche de redynamisation urbaine en utilisant l'art comme vecteur de transformation et de cohésion sociale. Pour aller encore plus loin, la CAPG souhaite inclure les habitants dans le Festival au travers la réalisation d'une fresque participative.

AR Prefecture
006-200039857-20250527-DP2025_094-AU
Reçu le 02/06/2025
Publié le 02/06/2025

Il a été convenu ce qui suit :

Article I : Objet de la convention

La présente convention a pour objet de fixer les conditions de partenariat de chacune des parties autour du projet « Fresque participative – Poésie Urbaine 2 ».

Article II : Description du projet

Afin que les habitants du centre historique de Grasse s'approprient totalement ce projet de redynamisation urbaine, il est indispensable de les impliquer dans le festival « Poésie Urbaine 2 ».

Pour cela, l'un des objectifs principaux de ce projet est de créer une fresque participative avec les habitants de Grasse. Cette initiative permettra de :

- Inclure les habitants dans les démarches de redynamisation : En les impliquant directement dans la création artistique, les habitants se sentiront davantage connectés à leur ville et à ses transformations.
- Renforcer les droits culturels : La fresque participative est une manière de valoriser les droits culturels des habitants, en leur offrant un espace d'expression et de création.
- Favoriser la cohésion sociale : En réunissant des participants de tous âges (jeunes à partir de 6 ans, familles, adultes), ce projet encourage les échanges intergénérationnels et renforce le tissu social.

Le projet sera mené en collaboration avec le centre social Harpèges qui mobilisera les habitants (adultes et enfants)

Le projet se déroulera du 1 au 5 juin 2025 inclus.

Article III : Engagements des parties

A) La Communauté d'agglomération du Pays de Grasse

La CAPG s'engage à :

- Faire le lien avec la ville de Grasse pour assurer le bon déroulement du projet en espace public ;
- Mobiliser les habitants avec le Centre Social Harpèges ;
- Contribuer financièrement à la réalisation de ce projet en attribuant une participation financière destinée à rétribuer l'artiste pour ses interventions ;
- Mettre à disposition un ou plusieurs agents de la CAPG en charge du développement culturel pour coordonner l'ensemble du projet et soutenir le bon déroulement des temps d'intervention avec les habitants.

B) La structure

La structure s'engage à :

- Faire intervenir l'artiste César Malfi auprès des habitants du centre ancien de la ville de Grasse durant les périodes susmentionnées à l'article 2 de la présente convention ;
- Accompagner les habitants tout au long du projet en leur inculquant des connaissances artistiques qui leurs permettront d'appréhender la redynamisation du quartier d'un œil nouveau ;

AR Prefecture
006-200039857-20250527-DP2025_094-AU
Reçu le 02/06/2025
Publié le 02/06/2025

Article IV : Modalités financières

La CAPG s'engage à verser la somme totale de 4 747.50 euros TTC à SASU Studio Malfi sur présentation de facture

Ils seront versés directement par virement Crédit coopératif sur le compte bancaire de l'association dont les coordonnées figurent ci-dessous :

RIB : 30004 01318 00010115781 52

IBAN : FR76 3000 4013 1800 0101 1578 152

BIC : BNPAFRPPXXX

La CAPG s'engage à prendre en charge ou rembourser sur présentation de factures les frais d'hébergement, de déplacement et de matériel liés au projet.

Article V : Propriété des œuvres

Les œuvres éventuellement créées dans le cadre de ce projet sont la propriété de l'artiste. Toute vente, tout prêt, toute donation doit faire l'objet d'un contrat distinct. L'artiste est également propriétaire de tous les droits d'auteur attachés à ses œuvres.

Article VI : Suivi et bilan

Les parties s'accordent pour planifier une rencontre bilan, afin d'évaluer la qualité de la coordination du projet, valider l'atteinte des objectifs et proposer toutes actions correctives visant une satisfaction optimale des besoins des élèves.

Article VII : Assurances

Chacune des parties à la présente s'engage à souscrire auprès d'une compagnie d'assurance notoirement solvable une assurance couvrant sa responsabilité civile et les dommages pouvant intervenir au cours des activités, objets de la présente convention.

Article VIII : Durée

La convention prend effet à compter de sa signature par toutes les parties.

Elle est conclue pour toute la durée du projet et du temps d'intervention de l'artiste au sein des établissements scolaires.

Article X : Modifications

Toutes modifications des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, définies d'un commun accord entre les parties, feront l'objet d'un avenant.

Article XI : Résiliation

Faute d'exécution de leurs obligations respectives par l'une des parties, et quinze jours après l'envoi d'une mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception restée sans réponse, la présente convention sera résiliée de plein droit, aux torts et griefs de la partie défaillante.

AR Prefecture
006-200039857-20250527-DP2025_094-AU
Reçu le 02/06/2025
Publié le 02/06/2025

En dehors des cas de force majeure, la convention peut être dénoncée à tout moment avec un délai de prévenance de deux mois, à l'initiative de l'une ou l'autre des parties, par lettre recommandée avec accusé de réception.

La résiliation de la convention ne donnera lieu à aucun versement d'indemnité d'aucune sorte.

Article XII : Litiges

Le présent contrat est régi par la loi française.

En cas de différend sur l'interprétation ou l'exécution du présent contrat, chaque partie s'efforcera de trouver de bonne foi un accord. La partie souhaitant mettre en œuvre le processus de négociation devra en informer l'autre partie par Lettre Recommandée avec Accusé de Réception (LRAR) en indiquant les éléments du différend.

A défaut d'accord trouvé dans un délai de deux mois à compter de la réception de la LRAR par la partie concernée, le litige sera porté devant les juridictions compétentes.

Article XIII : Election de domicile

Pour l'application de la présente convention, les parties déclarent faire élection de domicile en leur adresse respective, telle qu'indiquée en page 1 de la présente convention.

Fait en 2 exemplaires à Grasse, le …… 2025

Pour la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse Le Président,	**Pour SASU Studio Malfi** **Le Président,**
Jérôme VIAUD Maire de Grasse Vice-président du Conseil départemental des Alpes-Maritimes	**César MALFIDANO**

AR Prefecture
006-200039857-20250528-DP2025_095-AU
Reçu le 10/06/2025
Publié le 10/06/2025

pays de Grasse
communauté d'agglomération

REPUBLIQUE FRANÇAISE
DEPARTEMENT
DES ALPES-MARITIMES

DECISION DU PRESIDENT N°DP2025_095

Objet : Convention de mise à disposition de la piscine intercommunale de Grasse « Harjès » entre la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse et les associations « Dauphins de Grasse », « Triathlon de Grasse », « AVF Grasse », « Cos CapGeniaux», « Le Foyer Malbosc », « Les IME : Valfleurs, Les Noisetiers et Le Moulin », « les UNSS Carnot et Fenelon » et « Le club sportif de la Gendarmerie ».

Le Président de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération n°DL2024_001 du 22 février 2024 de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse par laquelle le conseil communautaire a délégué au président certaines de ses attributions conformément à l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération n°DL2024_201 du conseil communautaire du Pays de Grasse du 12 décembre 2024 relative à la réactualisation de l'intérêt communautaire en matière d'action sociale ;

Considérant que dans le cadre de besoin de créneaux piscine pour les 11 associations dénommées ci-dessus, celles-ci sollicitent à la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse des créneaux d'entraînements ;

Considérant que la CAPG a répondu favorablement à la demande des associations, il a été convenu que la piscine intercommunale de Grasse « Harjès » sera mise à disposition des associations pour qu'elles puissent y dispenser des cours au profit de leur adhérents ;

Considérant qu'il convient pour cela de conclure une convention définissant les modalités et les conditions d'utilisation des équipements mis à disposition ainsi que les obligations respectives de chacune des parties ;

DECIDE

Article 1 : La signature de conventions, jointes en annexe, de mise à disposition de la piscine intercommunale de Grasse au profit des associations : « Dauphins de Grasse », « Triathlon de Grasse », « AVF Grasse », « Cos CapGeniaux», « Le Foyer Malbosc », « IME Valfleurs », « IME Les Noisetiers », « IME Le Moulin », « les UNSS Carnot et Fenelon » et « Le club sportif de la Gendarmerie », dans le cadre de leurs entraînements dispensés aux licenciés ;

AR Prefecture
006-200039857-20250528-DP2025_095-AU
Reçu le 10/06/2025
Publié le 10/06/2025

Article 2 : La convention est conclue pour une année scolaire 2025/2026.

Article 3 : La convention est conclue à titre gratuit.

Fait à Grasse, le 28 mai 2025

Le Président,

Jérôme VIAUD
Maire de Grasse
Vice-président du Conseil départemental
des Alpes-Maritimes

AR Prefecture
006-200039857-20250528-DP2025_095-AU
Reçu le 10/06/2025
Publié le 10/06/2025

CONVENTION DE MISE A DISPOSITION
ENTRE
L'ETABLISSEMENT CAPG : PISCINE HARJES
ET
Le TRIATHLON DU PAYS DE GRASSE

ENTRE LES SOUSSIGNEES :

La **Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse,** identifiée sous le numéro SIRET 200 039 857 00012, dont le siège se trouve 57 avenue Pierre Sémard 06131 GRASSE cedex et représentée par son Président en exercice, **Monsieur Jérome VIAUD**, agissant au nom et pour le compte de ladite Communauté d'Agglomération, habilité à signer les présentes en vertu d'une délibération n°******* prise en date du *********, visée en préfecture de Nice le **********.

Dénommée ci-après, « la CAPG »,

ET :

L'association dénommée **Triathlon du Pays de Grasse**, déclarée au journal officiel en date du 01/08/2023, sous le numéro de SIRET 449 679 489 00020 dont le siège social est situé au 81 chemin des poissonniers 06130 Grasse et représentée conformément à ses statuts par son président Monsieur Arlindo TAVARES.

Dénommée ci-après, « L'association »,

AR Prefecture
006-200039857-20250528-DP2025_095-AU
Reçu le 10/06/2025
Publié le 10/06/2025

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 : Objet de la convention.

La présente convention a pour objet de définir les modalités de mise à disposition par la communauté d'agglomération de la piscine Harjès située 73 avenue Saint Exupéry - 06130 GRASSE à l'association « Triathlon du Pays de Grasse ».

ARTICLE 2 : **Désignation de l'équipement.**
La piscine comprend :

- Un bassin 25 mètres, 4 couloirs,
- 1 bloc sanitaire douche femme,
- 1 bloc sanitaire douche homme,
- 2 vestiaires femme,
- 2 vestiaires homme,
- Du matériel pédagogique.

ARTICLE 3 : Modalités d'utilisation.

Les créneaux horaires d'utilisation (Annexe 1) sont définis pour l'année scolaire par un planning établi par le Service des Sports de la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse.

Les créneaux alloués sont notifiés sur le planning annuel et sont attribués pour les périodes de l'année hors vacances scolaires

Les périodes d'utilisation seront arrêtées conformément aux créneaux notifiés sur le planning. Aucune modification de créneau de pourra être effectuée sans avoir eu l'accord écrit préalable du service gestionnaire.

Pour chaque période de vacances (sauf Noël car la piscine est fermée ou si des travaux sont programmés durant les autres périodes) la structure utilisatrice formulera une demande de créneaux au Service des Sports de la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse quatre semaines avant le premier jour des vacances. A défaut de demande, la CAPG se réserve le droit de redéployer les créneaux en fonction des besoins ou de les suspendre.

ARTICLE 4 : Modalités financières.

La mise à disposition est consentie à titre gratuit.

AR Prefecture
006-200039857-20250528-DP2025_095-AU
Reçu le 10/06/2025
Publié le 10/06/2025

ARTICLE 5 : Incessibilité des droits.

La présente convention est consentie intuitu personae.
Toute cession résultant de la convention, ou de sous location ou de prêts gratuits en tout ou partie à un tiers des lieux, est interdite.

ARTICLE 6 : Service de sécurité.

Par la signature de cette convention, l'organisateur certifie notamment qu'il a :

- → pris connaissance des consignes générales et particulières de sécurités ainsi que des éventuelles consignes particulières données par l'exploitant et s'engage à les respecter ;
- → procédé avec l'exploitant à une visite de l'établissement et à une reconnaissance des voies d'accès et des issues de secours ;
- → reçu de l'exploitant une information sur la mise en œuvre de l'ensemble des moyens de secours dont dispose l'établissement.

Un exemplaire de cette convention doit être annexé au registre de sécurité.

Il est expressément rappelé que la présence d'un agent de la collectivité ne dégage pas l'organisateur de la mission de sécurité qui lui incombe.

ARTICLE 7 : Engagement des parties.

Article 7.1 Obligation de la CAPG

La **Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse** s'engage à :

- ➢ Maintenir l'équipement en conformité avec des règles de sécurité en vigueur,
- ➢ Entretenir l'équipement,
- ➢ Prendre en charge les frais de fonctionnement,
- ➢ Remettre au responsable un trousseau de clé permettant aux adhérents d'accéder à l'équipement.

Article 7.2 Obligation de l'association

Triathlon du Pays de Grasse s'engage à :

- ➢ Utiliser l'équipement « raisonnablement »,
- ➢ Gérer les personnes qui entrent dans les locaux sur les créneaux mis à disposition,
- ➢ N'autoriser l'accès à l'équipement que par le hall d'accueil de la piscine et interdire tout autre accès,
- ➢ Respecter, appliquer et faire appliquer le Règlement Intérieur
- ➢ Respecter, appliquer et faire appliquer le P.O.S.S.
- ➢ Assurer la surveillance du bassin par des agents habilités à jours de leurs diplômes
- ➢ Emarger et renseigner le cahier de présence

AR Prefecture
006-200039857-20250528-DP2025_095-AU
Reçu le 10/06/2025
Publié le 10/06/2025

- Respecter les horaires définis

Toute détérioration provenant d'une négligence grave de la part du Triathlon du Pays de Grasse devra être portée immédiatement à la connaissance de la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse et faire l'objet d'une remise en état aux frais du Dauphins du Pays de Grasse.

En cas de non-respect de ces dispositions, la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse pourra sur simple mise en demeure restée sans effet, interdire l'accès des installations.

ARTICLE 8 : Modification de la convention.

Les modifications éventuelles devront faire l'objet d'avenants et seront jointes à la présente convention avec accord des parties signataires.

ARTICLE 9 : Assurance.

L'association s'engage à souscrire un contrat d'assurance pour garantir sa responsabilité civile et notamment à garantir la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse contre tout sinistre dont elle pourrait être responsable soit de son fait, soit de celui de ses adhérents.
La preuve d'avoir satisfait à ces exigences sera fournie à la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse par la production d'une attestation du ou des assureurs, laquelle devra être produite à chaque date d'anniversaire du contrat d'assurance de ladite police.

ARTICLE 10 : Prise d'effet et durée.

L'ensemble des dispositions de la présente convention se substitue de plein droit aux conventions précédentes entre les parties sur le même objet et prennent effet à compter de la signature par chacune des parties.
La présente convention est conclue pour l'année scolaire 2025/2026.–Son renouvellement pour les années suivantes pourra faire l'objet d'une nouvelle convention pour l'année scolaire suivante selon la volonté des parties.

ARTICLE 11 : Résiliation de la convention

En cas de non-respect de ses obligations, par l'une ou l'autre des parties, la convention pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties à l'expiration d'un délai de trente jours suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec avis de réception valant mise en demeure.

ARTICLE 12 : Litiges.

En cas de différents sur l'interprétation ou l'exécution des présents, chaque partie s'efforcera de trouver de bonne foi un accord. A défaut, les litiges seront portés devant les juridictions compétentes.

AR Prefecture
006-200039857-20250528-DP2025_095-AU
Reçu le 10/06/2025
Publié le 10/06/2025

ANNEXE :
Annexe 1 – Détails des jours et heures de cours de natation
Les annexes susmentionnées font partie intégrante de la présente convention.

La présente convention est établie en deux exemplaires.

Fait à Grasse, le :

Pour la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse
Le Président,

Jérôme VIAUD
Maire de Grasse,
Vice-président du Conseil Général
des Alpes Maritimes

Pour l'association Triathlon du Pays de Grasse
Le Président,

Arlindo TAVARES

ANNEXE 1

Créneaux horaires 2025 – 2026
Triathlon du Pays de Grasse

Période scolaire :

Lundi	19h00 à 20h00	1 ligne d'eau

AR Prefecture
006-200039857-20250528-DP2025_095-AU
Reçu le 10/06/2025
Publié le 10/06/2025

Mercredi	6h30 à 8h00	2 lignes d'eau
	21h00 à 22h00	1 ligne d'eau
Jeudi	19h00 à 20h00	3 lignes d'eau
Vendredi	6h30 à 8h00	2 lignes d'eau
Samedi matin	7h00 à 8h15	2 lignes d'eau

Aux heures d'ouvertures publics ci-dessous (sans réservation de ligne d'eau) étant précisé que lorsque les entrainements ont lieu à ces heures, les membres de l'association peuvent accéder gratuitement à l'équipement sur présentation de leur carte de licencié et après vérification que leur nom figure effectivement sur la liste des membres du club qui aura été transmise au service sport de la CAPG.

Jours	Période scolaire
Lundi	12h00 -13h30
Mardi	7h00 - 8h15 12h00 - 13h30 17h00 - 18h45
Mercredi	12h00 – 13h30
Jeudi	7h00 - 8h15 12h00 - 13h30 17h00 - 18h45
Vendredi	12h00 -13h30 17h00 - 18h45
Samedi	12h00 -17h45
Dimanche	8h00 -12h30

AR Prefecture
006-200039857-20250528-DP2025_095-AU
Reçu le 10/06/2025
Publié le 10/06/2025

CONVENTION DE MISE A DISPOSITION
ENTRE
L'ETABLISSEMENT CAPG : PISCINE HARJES
ET
L'INSTITUT MEDICO EDUCATIF VALFLEURS

ENTRE LES SOUSSIGNEES :

La **Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse,** identifiée sous le numéro SIRET 200 039 857 00012, dont le siège se trouve 57 avenue Pierre Sémard 06131 GRASSE cedex et représentée par son Président en exercice, **Monsieur Jérome VIAUD**, agissant au nom et pour le compte de ladite Communauté d'Agglomération, habilité à signer les présentes en vertu d'une délibération n°******** prise en date du *********, visée en préfecture de Nice le **********.

Dénommée ci-après, « la CAPG »,

ET :
L'institut Médico Educatif (I.M.E) **Valfleurs**, identifié sous le numéro SIRET 775 672 272 05644 dont le siège social est situé 46 chemin de l'Orme - 06130 Grasse et représentée par son directeur **Monsieur Philippe GIRAUD** agissant des qualités en vertu des statuts de l'association.

Dénommée ci-après, « Valfleurs»,

AR Prefecture
006-200039857-20250528-DP2025_095-AU
Reçu le 10/06/2025
Publié le 10/06/2025

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 : Objet de la convention.
La présente convention a pour objet de définir les modalités de mise à disposition par la communauté d'agglomération de la piscine Harjès située 73 avenue Saint Exupéry - 06130 GRASSE à l'institut Médico Educatif (I.M.E) Valfleurs.

ARTICLE 2 : **Désignation de l'équipement.**
La piscine comprend :

- Un bassin 25 mètres, 4 couloirs,
- 1 bloc sanitaire douche femme,
- 1 bloc sanitaire douche homme,
- 2 vestiaires femme,
- 2 vestiaires homme,
- Du matériel pédagogique.

ARTICLE 3 : Modalités d'utilisation.

Les créneaux horaires sont partagés avec d'autres IME et sont affectés chaque fin d'année scolaire par un planning élaboré par le Service des Sports de la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse. Chaque année, lors de la révision de ce planning, des modifications pourront être apportées.

Les créneaux alloués sont notifiés sur le planning annuel. Ils sont attribués durant la période scolaire. Pour 2025/2026 voir l'annexe 1.

Ce planning pourra d'une année sur l'autre évoluer. Il fera foi sur l'attribution des créneaux de l'année.
Les périodes d'utilisation seront arrêtées conformément aux créneaux notifiés sur le planning. Aucune modification de créneau de pourra être effectuée sans avoir eu l'accord écrit préalable du service gestionnaire.

Pour chaque période de vacances (sauf Noël car la piscine est fermée ou si des travaux sont programmés durant les autres périodes) la structure utilisatrice formulera une demande de créneaux au Service des Sports de la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse quatre semaines avant le premier jour des vacances. A défaut de demande, la CAPG se réserve le droit de redéployer les créneaux en fonction des besoins ou de les suspendre.

ARTICLE 4 : Modalités financières.

La mise à disposition est consentie à titre gratuit.

AR Prefecture
006-200039857-20250528-DP2025_095-AU
Reçu le 10/06/2025
Publié le 10/06/2025

ARTICLE 5 : Incessibilité des droits.

La présente convention est consentie intuitu personae.
Toute cession résultant de la convention, ou de sous location ou de prêts gratuits en tout ou partie à un tiers des lieux, est interdite.

ARTICLE 6 : Service de sécurité.

Par la signature de cette convention, l'organisateur certifie notamment qu'il a :

- → pris connaissance des consignes générales et particulières de sécurités ainsi que des éventuelles consignes particulières données par l'exploitant et s'engage à les respecter ;
- → procédé avec l'exploitant à une visite de l'établissement et à une reconnaissance des voies d'accès et des issues de secours ;
- → reçu de l'exploitant une information sur la mise en œuvre de l'ensemble des moyens de secours dont dispose l'établissement.

Un exemplaire de cette convention doit être annexé au registre de sécurité.

Il est expressément rappelé que la présence d'un agent de la collectivité ne dégage pas l'organisateur de la mission de sécurité qui lui incombe.

ARTICLE 7 : Engagement des parties.

Article 7.1 Obligation de la CAPG

La Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse s'engage à :

- ➢ Maintenir l'équipement en conformité avec des règles de sécurité en vigueur,
- ➢ Entretenir l'équipement,
- ➢ Prendre en charge les frais de fonctionnement,
- ➢ Remettre au responsable un trousseau de clé permettant aux adhérents d'accéder à l'équipement.

Article 7.2 Obligation de l'association

L'institut Médico Educatif (I.M.E) **Valfleurs** s'engage à :

- ➢ Utiliser l'équipement « raisonnablement »,
- ➢ Gérer les personnes qui entrent dans les locaux sur les créneaux mis à disposition,
- ➢ N'autoriser l'accès à l'équipement que par le hall d'accueil de la piscine et interdire tout autre accès,
- ➢ Respecter, appliquer et faire appliquer le Règlement Intérieur
- ➢ Respecter, appliquer et faire appliquer le P.O.S.S.
- ➢ Assurer la surveillance du bassin par des agents habilités à jours de leurs diplômes
- ➢ Emarger et renseigner le cahier de présence

AR Prefecture
006-200039857-20250528-DP2025_095-AU
Reçu le 10/06/2025
Publié le 10/06/2025

- Respecter les horaires définis

Toute détérioration provenant d'une négligence grave de la part L'institut Médico Educatif (I.M.E) Valfleurs devra être portée immédiatement à la connaissance de la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse et faire l'objet d'une remise en état aux frais du Dauphins du Pays de Grasse.

En cas de non-respect de ces dispositions, la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse pourra sur simple mise en demeure restée sans effet, interdire l'accès des installations.

ARTICLE 8 : Modification de la convention.

Les modifications éventuelles devront faire l'objet d'avenants et seront jointes à la présente convention avec accord des parties signataires.

ARTICLE 9 : Assurance.

L'association s'engage à souscrire un contrat d'assurance pour garantir sa responsabilité civile et notamment à garantir la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse contre tout sinistre dont elle pourrait être responsable soit de son fait, soit de celui de ses adhérents.
La preuve d'avoir satisfait à ces exigences sera fournie à la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse par la production d'une attestation du ou des assureurs, laquelle devra être produite à chaque date d'anniversaire du contrat d'assurance de ladite police.

ARTICLE 10 : Prise d'effet et durée.

La présente convention est consentie et acceptée pour l'année scolaire 2025/2026. Son renouvellement devra faire l'objet d'une nouvelle convention à la rentrée scolaire suivante selon la volonté des parties.
La présente convention est conclue pour l'année scolaire 2025/2026.–Son renouvellement pour les années suivantes pourra faire l'objet d'une nouvelle convention pour l'année scolaire suivante selon la volonté des parties.

ARTICLE 11 : Résiliation de la convention.

En cas de non-respect de ses obligations, par l'une ou l'autre des parties, la convention pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties à l'expiration d'un délai de trente jours suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec avis de réception valant mise en demeure.

AR Prefecture
006-200039857-20250528-DP2025_095-AU
Reçu le 10/06/2025
Publié le 10/06/2025

ARTICLE 12 : Litiges.

En cas de différents sur l'interprétation ou l'exécution des présents, chaque partie s'efforcera de trouver de bonne foi un accord. A défaut, les litiges seront portés devant les juridictions compétentes.

ANNEXE :
Annexe 1 – Détails des jours et heures de cours de natation
Les annexes susmentionnées font partie intégrante de la présente convention.

La présente convention est établie en deux exemplaires.

Fait à Grasse, le :

Pour la Communauté d'Agglomération
Du Pays de Grasse
Le Président,

Jérôme VIAUD
Maire de Grasse,
Vice-président du Conseil Général
des Alpes Maritimes

Pour l'association
IME Valfleurs
Le Président,

Philippe GIRAUD

AR Prefecture
006-200039857-20250528-DP2025_095-AU
Reçu le 10/06/2025
Publié le 10/06/2025

ANNEXE 1

Créneaux horaires 2025 – 2026
IME Valfleurs

JOUR	**HORAIRE**	**COULOIRS D'EAU ATTRIBUÉS**
Mercredi	09h30/10h30	4 lignes partagées avec les autres IME.

AR Prefecture
006-200039857-20250528-DP2025_095-AU
Reçu le 10/06/2025
Publié le 10/06/2025

CONVENTION DE MISE A DISPOSITION
ENTRE
L'ETABLISSEMENT CAPG : PISCINE HARJES
ET
LE FOYER MALBOSC

ENTRE LES SOUSSIGNEES :

La **Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse,** identifiée sous le numéro SIRET 200 039 857 00012, dont le siège se trouve 57 avenue Pierre Sémard 06131 GRASSE cedex et représentée par son Président en exercice, **Monsieur Jérome VIAUD**, agissant au nom et pour le compte de ladite Communauté d'Agglomération, habilité à signer les présentes en vertu d'une délibération n°******* prise en date du *********, visée en préfecture de Nice le **********.

Dénommée ci-après, « la CAPG »,

ET :
Le Foyer Malbosc, identifié sous le numéro SIREN 775 552 268 dont le siège social est quartier Saint-Jean 06130 GRASSE et représentée par son directeur **Monsieur Patrice BOUNIOL** agissant des qualités en vertu des statuts de l'association.

Dénommée ci-après, « Le Moulin »,

AR Prefecture
006-200039857-20250528-DP2025_095-AU
Reçu le 10/06/2025
Publié le 10/06/2025

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 : Objet de la convention.
La présente convention a pour objet de définir les modalités de mise à disposition par la communauté d'agglomération de la piscine Harjès située 73 avenue Saint Exupéry - 06130 GRASSE au Le Foyer Malbosc.

Foyer Malbosc.

ARTICLE 2 : **Désignation de l'équipement.**
La piscine comprend :

- Un bassin 25 mètres, 4 couloirs,
- 1 bloc sanitaire douche femme,
- 1 bloc sanitaire douche homme,
- 2 vestiaires femme,
- 2 vestiaires homme,
- Du matériel pédagogique.

ARTICLE 3 : Modalités d'utilisation.

Les créneaux horaires d'utilisation (Annexe 1) sont définis pour l'année scolaire par un planning établi par le Service des Sports de la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse.

Les créneaux alloués sont notifiés sur le planning annuel et sont attribués pour les périodes de l'année hors vacances scolaires et sont partagés avec le public.

Les périodes d'utilisation seront arrêtées conformément aux créneaux notifiés sur le planning. Aucune modification de créneau de pourra être effectuée sans avoir eu l'accord écrit préalable du service gestionnaire.

Pour chaque période de vacances (sauf Noël car la piscine est fermée ou si des travaux sont programmés durant les autres périodes) la structure utilisatrice formulera une demande de créneaux au Service des Sports de la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse quatre semaines avant le premier jour des vacances. A défaut de demande, la CAPG se réserve le droit de redéployer les créneaux en fonction des besoins ou de les suspendre.

ARTICLE 4 : Modalités financières.

La mise à disposition est consentie à titre gratuit.

AR Prefecture
006-200039857-20250528-DP2025_095-AU
Reçu le 10/06/2025
Publié le 10/06/2025

ARTICLE 5 : Incessibilité des droits.

La présente convention est consentie intuitu personae.
Toute cession résultant de la convention, ou de sous location ou de prêts gratuits en tout ou partie à un tiers des lieux, est interdite.

ARTICLE 6 : Service de sécurité.

Par la signature de cette convention, l'organisateur certifie notamment qu'il a :

- → pris connaissance des consignes générales et particulières de sécurités ainsi que des éventuelles consignes particulières données par l'exploitant et s'engage à les respecter ;
- → procédé avec l'exploitant à une visite de l'établissement et à une reconnaissance des voies d'accès et des issues de secours ;
- → reçu de l'exploitant une information sur la mise en œuvre de l'ensemble des moyens de secours dont dispose l'établissement.

Un exemplaire de cette convention doit être annexé au registre de sécurité.

Il est expressément rappelé que la présence d'un agent de la collectivité ne dégage pas l'organisateur de la mission de sécurité qui lui incombe.

ARTICLE 7 : Engagement des parties.

Article 7.1 Obligation de la CAPG

La Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse s'engage à :

- ➢ Maintenir l'équipement en conformité avec des règles de sécurité en vigueur,
- ➢ Entretenir l'équipement,
- ➢ Prendre en charge les frais de fonctionnement,
- ➢ Remettre au responsable un trousseau de clé permettant aux adhérents d'accéder à l'équipement.

Article 7.2 Obligation de l'association

Le Foyer Malbosc s'engage à :

- ➢ Utiliser l'équipement « raisonnablement »,
- ➢ Gérer les personnes qui entrent dans les locaux sur les créneaux mis à disposition,
- ➢ N'autoriser l'accès à l'équipement que par le hall d'accueil de la piscine et interdire tout autre accès,
- ➢ Respecter, appliquer et faire appliquer le Règlement Intérieur
- ➢ Respecter, appliquer et faire appliquer le P.O.S.S.
- ➢ Assurer la surveillance du bassin par des agents habilités à jours de leurs diplômes
- ➢ Emarger et renseigner le cahier de présence
- ➢ Respecter les horaires définis

AR Prefecture
006-200039857-20250528-DP2025_095-AU
Reçu le 10/06/2025
Publié le 10/06/2025

Toute détérioration provenant d'une négligence grave de la part du Foyer Malbosc devra être portée immédiatement à la connaissance de la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse et faire l'objet d'une remise en état aux frais du Dauphins du Pays de Grasse.

En cas de non-respect de ces dispositions, la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse pourra sur simple mise en demeure restée sans effet, interdire l'accès des installations.

ARTICLE 8 : Modification de la convention.

Les modifications éventuelles devront faire l'objet d'avenants et seront jointes à la présente convention avec accord des parties signataires.

ARTICLE 9 : Assurance.

L'association s'engage à souscrire un contrat d'assurance pour garantir sa responsabilité civile et notamment à garantir la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse contre tout sinistre dont elle pourrait être responsable soit de son fait, soit de celui de ses adhérents.
La preuve d'avoir satisfait à ces exigences sera fournie à la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse par la production d'une attestation du ou des assureurs, laquelle devra être produite à chaque date d'anniversaire du contrat d'assurance de ladite police.

ARTICLE 10 : Prise d'effet et durée.

La présente convention est consentie et acceptée pour l'année scolaire 2025/2026. Son renouvellement devra faire l'objet d'une nouvelle convention à la rentrée scolaire suivante selon la volonté des parties.
La présente convention est conclue pour l'année scolaire 2025/2026.–Son renouvellement pour les années suivantes pourra faire l'objet d'une nouvelle convention pour l'année scolaire suivante selon la volonté des parties.

ARTICLE 11 : Résiliation de la convention

En cas de non-respect de ses obligations, par l'une ou l'autre des parties, la convention pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties à l'expiration d'un délai de trente jours suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec avis de réception valant mise en demeure.

AR Prefecture
006-200039857-20250528-DP2025_095-AU
Reçu le 10/06/2025
Publié le 10/06/2025

ARTICLE 12 : Litiges.

En cas de différents sur l'interprétation ou l'exécution des présents, chaque partie s'efforcera de trouver de bonne foi un accord. A défaut, les litiges seront portés devant les juridictions compétentes.

ANNEXE :
Annexe 1 – Détails des jours et heures des créneaux disponibles.
Les annexes susmentionnées font partie intégrante de la présente convention.

La présente convention est établie en deux exemplaires.

Fait à Grasse, le :

Pour la Communauté d'Agglomération
Du Pays de Grasse
Le Président,

Jérôme VIAUD
Maire de Grasse,
Vice-président du Conseil Général
des Alpes Maritimes

Pour l'association
Foyer Malbosc
Le Président,

Monsieur Patrice BOUNIOL

AR Prefecture
006-200039857-20250528-DP2025_095-AU
Reçu le 10/06/2025
Publié le 10/06/2025

ANNEXE 1

Créneaux horaires 2025 – 2026
Foyer Malbosc

Aux heures d'ouvertures publics ci-dessous (sans réservation de ligne d'eau) étant précisé que lorsque les entrainements ont lieu à ces heures, leurs résidents accompagnés de leur éducateurs peuvent accéder gratuitement à l'équipement sur présentation de leur carte professionnelle.

Jours	Période scolaire
Lundi	12h00 -13h30
Mardi	7h00 - 8h15 12h00 - 13h30 17h00 - 18h45
Mercredi	12h00 – 13h30
Jeudi	7h00 - 8h15 12h00 - 13h30 17h00 - 18h45
Vendredi	12h00 -13h30 17h00 - 18h45
Samedi	12h00 -17h45
Dimanche	8h00 -12h30

AR Prefecture
006-200039857-20250528-DP2025_095-AU
Reçu le 10/06/2025
Publié le 10/06/2025

CONVENTION DE MISE A DISPOSITION
ENTRE
L'ETABLISSEMENT CAPG : PISCINE HARJES
ET
L'INSTITUT MEDICO EDUCATIF LES NOISETIERS

ENTRE LES SOUSSIGNEES :

La **Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse,** identifiée sous le numéro SIRET 200 039 857 00012, dont le siège se trouve 57 avenue Pierre Sémard 06131 GRASSE cedex et représentée par son Président en exercice, **Monsieur Jérome VIAUD**, agissant au nom et pour le compte de ladite Communauté d'Agglomération, habilité à signer les présentes en vertu d'une délibération n°******* prise en date du *********, visée en préfecture de Nice le **********.

Dénommée ci-après, « la CAPG »,

ET :
L'institut Médico Educatif (I.M.E) **Les Noisetiers**, identifié sous le numéro SIRET 483 902 920 00063 dont le siège social est situé Parc d'Activité l'Argile 3, Allée Ben Abdallah Djouari,
460 avenue de la quiera, lot 111- Voie J- 06370 Mouans-Sartoux et représentée par sa directrice **Madame Claire AUBANEL** agissant des qualités en vertu des statuts de l'association.

Dénommée ci-après, « Les Noisetiers »,

AR Prefecture
006-200039857-20250528-DP2025_095-AU
Reçu le 10/06/2025
Publié le 10/06/2025

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 : Objet de la convention.

La présente convention a pour objet de définir les modalités de mise à disposition par la communauté d'agglomération de la piscine Harjès située 73 avenue Saint Exupéry - 06130 GRASSE à l'institut Médico Educatif (I.M.E) Les Noisetiers.

ARTICLE 2 : **Désignation de l'équipement.**
La piscine comprend :

- Un bassin 25 mètres, 4 couloirs,
- 1 bloc sanitaire douche femme,
- 1 bloc sanitaire douche homme,
- 2 vestiaires femme,
- 2 vestiaires homme,
- Du matériel pédagogique.

ARTICLE 3 : Modalités d'utilisation.

Les créneaux horaires d'utilisation (Annexe 1) sont définis pour l'année scolaire par un planning établi par le Service des Sports de la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse.

Les créneaux alloués sont notifiés sur le planning annuel et sont attribués pour les périodes de l'année hors vacances scolaires et sont partagés avec d'autres IME.

Les périodes d'utilisation seront arrêtées conformément aux créneaux notifiés sur le planning. Aucune modification de créneau de pourra être effectuée sans avoir eu l'accord écrit préalable du service gestionnaire.

Pour chaque période de vacances (sauf Noël car la piscine est fermée ou si des travaux sont programmés durant les autres périodes) la structure utilisatrice formulera une demande de créneaux au Service des Sports de la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse quatre semaines avant le premier jour des vacances. A défaut de demande, la CAPG se réserve le droit de redéployer les créneaux en fonction des besoins ou de les suspendre.

AR Prefecture
006-200039857-20250528-DP2025_095-AU
Reçu le 10/06/2025
Publié le 10/06/2025

ARTICLE 4 : Modalités financières.

La mise à disposition est consentie à titre gratuit.

ARTICLE 5 : Incessibilité des droits.

La présente convention est consentie intuitu personae.
Toute cession résultant de la convention, ou de sous location ou de prêts gratuits en tout ou partie à un tiers des lieux, est interdite.

ARTICLE 6 : Service de sécurité.

Par la signature de cette convention, l'organisateur certifie notamment qu'il a :

- → pris connaissance des consignes générales et particulières de sécurités ainsi que des éventuelles consignes particulières données par l'exploitant et s'engage à les respecter ;
- → procédé avec l'exploitant à une visite de l'établissement et à une reconnaissance des voies d'accès et des issues de secours ;
- → reçu de l'exploitant une information sur la mise en œuvre de l'ensemble des moyens de secours dont dispose l'établissement.

Un exemplaire de cette convention doit être annexé au registre de sécurité.

Il est expressément rappelé que la présence d'un agent de la collectivité ne dégage pas l'organisateur de la mission de sécurité qui lui incombe.

ARTICLE 7 : Engagement des parties.

Article 7.1 Obligation de la CAPG

La Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse s'engage à :

- ➢ Maintenir l'équipement en conformité avec des règles de sécurité en vigueur,
- ➢ Entretenir l'équipement,
- ➢ Prendre en charge les frais de fonctionnement,
- ➢ Remettre au responsable un trousseau de clé permettant aux adhérents d'accéder à l'équipement.

Article 7.2 Obligation de l'association

L'institut Médico Educatif (I.M.E) **Les Noisetiers** s'engage à :

- ➢ Utiliser l'équipement « raisonnablement »,
- ➢ Gérer les personnes qui entrent dans les locaux sur les créneaux mis à disposition,

AR Prefecture
006-200039857-20250528-DP2025_095-AU
Reçu le 10/06/2025
Publié le 10/06/2025

- N'autoriser l'accès à l'équipement que par le hall d'accueil de la piscine et interdire tout autre accès,
- Respecter, appliquer et faire appliquer le Règlement Intérieur
- Respecter, appliquer et faire appliquer le P.O.S.S.
- Assurer la surveillance du bassin par des agents habilités à jours de leurs diplômes
- Emarger et renseigner le cahier de présence
- Respecter les horaires définis

Toute détérioration provenant d'une négligence grave de la part L'institut Médico Educatif (I.M.E) Les Noisetiers devra être portée immédiatement à la connaissance de la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse et faire l'objet d'une remise en état aux frais du Dauphins du Pays de Grasse.

En cas de non-respect de ces dispositions, la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse pourra sur simple mise en demeure restée sans effet, interdire l'accès des installations.

ARTICLE 8 : Modification de la convention.

Les modifications éventuelles devront faire l'objet d'avenants et seront jointes à la présente convention avec accord des parties signataires.

ARTICLE 9 : Assurance.

L'association s'engage à souscrire un contrat d'assurance pour garantir sa responsabilité civile et notamment à garantir la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse contre tout sinistre dont elle pourrait être responsable soit de son fait, soit de celui de ses adhérents.
La preuve d'avoir satisfait à ces exigences sera fournie à la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse par la production d'une attestation du ou des assureurs, laquelle devra être produite à chaque date d'anniversaire du contrat d'assurance de ladite police.

ARTICLE 10 : Prise d'effet et durée.

La présente convention est consentie et acceptée pour l'année scolaire 2025/2026. Son renouvellement devra faire l'objet d'une nouvelle convention à la rentrée scolaire suivante selon la volonté des parties.
La présente convention est conclue pour l'année scolaire 2025/2026.–Son renouvellement pour les années suivantes pourra faire l'objet d'une nouvelle convention pour l'année scolaire suivante selon la volonté des parties.

ARTICLE 11 : Résiliation de la convention.

En cas de non-respect de ses obligations, par l'une ou l'autre des parties, la convention pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties à l'expiration d'un délai de trente jours suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec avis de réception valant mise en demeure.

AR Prefecture
006-200039857-20250528-DP2025_095-AU
Reçu le 10/06/2025
Publié le 10/06/2025

ARTICLE 12 : Litiges.

En cas de différents sur l'interprétation ou l'exécution des présents, chaque partie s'efforcera de trouver de bonne foi un accord. A défaut, les litiges seront portés devant les juridictions compétentes.

ANNEXE :
Annexe 1 – Détails des jours et heures de cours de natation
Les annexes susmentionnées font partie intégrante de la présente convention.

La présente convention est établie en deux exemplaires.

Fait à Grasse, le :

Pour la Communauté d'Agglomération
Du Pays de Grasse
Le Président,

Jérôme VIAUD
Maire de Grasse,
Vice-président du Conseil Général
des Alpes Maritimes

Pour l'association
IME Les Noisetiers
La Présidente,

Madame Claire AUBANEL

AR Prefecture
006-200039857-20250528-DP2025_095-AU
Reçu le 10/06/2025
Publié le 10/06/2025

ANNEXE 1

Créneaux horaires 2025 – 2026
IME Les Noisetiers

JOUR	**HORAIRE**	**COULOIRS D'EAU ATTRIBUÉS**
Mercredi	09h30/10h30	4 lignes partagées avec les autres IME.

AR Prefecture
006-200039857-20250528-DP2025_095-AU
Reçu le 10/06/2025
Publié le 10/06/2025

CONVENTION DE MISE A DISPOSITION
ENTRE
L'ETABLISSEMENT CAPG : PISCINE HARJES
ET
L'INSTITUT MEDICO EDUCATIF LE MOULIN

ENTRE LES SOUSSIGNEES :

La **Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse,** identifiée sous le numéro SIRET 200 039 857 00012, dont le siège se trouve 57 avenue Pierre Sémard 06131 GRASSE cedex et représentée par son Président en exercice, **Monsieur Jérome VIAUD**, agissant au nom et pour le compte de ladite Communauté d'Agglomération, habilité à signer les présentes en vertu d'une délibération n°******* prise en date du *********, visée en préfecture de Nice le **********.

Dénommée ci-après, « la CAPG »,

ET :
L'institut Médico Educatif (I.M.E) **Le Moulin**, identifié sous le numéro SIRET 775 552 219 00 674 dont le siège social est situé 350 allée Charles-Victor Naudin 06410 BIOT et représentée par sa directrice **Madame Cristelle JAOUL** agissant des qualités en vertu des statuts de l'association.

Dénommée ci-après, « Le Moulin »,

AR Prefecture
006-200039857-20250528-DP2025_095-AU
Reçu le 10/06/2025
Publié le 10/06/2025

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 : Objet de la convention.

La présente convention a pour objet de définir les modalités de mise à disposition par la communauté d'agglomération de la piscine Harjès située 73 avenue Saint Exupéry - 06130 GRASSE à l'institut Médico Educatif (I.M.E) Le Moulin.

ARTICLE 2 : **Désignation de l'équipement.**
La piscine comprend :

- Un bassin 25 mètres, 4 couloirs,
- 1 bloc sanitaire douche femme,
- 1 bloc sanitaire douche homme,
- 2 vestiaires femme,
- 2 vestiaires homme,
- Du matériel pédagogique.

ARTICLE 3 : Modalités d'utilisation.

Les créneaux horaires d'utilisation (Annexe 1) sont définis pour l'année scolaire par un planning établi par le Service des Sports de la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse.

Les créneaux alloués sont notifiés sur le planning annuel et sont attribués pour les périodes de l'année hors vacances scolaires et sont partagés avec d'autres IME.

Les périodes d'utilisation seront arrêtées conformément aux créneaux notifiés sur le planning. Aucune modification de créneau de pourra être effectuée sans avoir eu l'accord écrit préalable du service gestionnaire.

Pour chaque période de vacances (sauf Noël car la piscine est fermée ou si des travaux sont programmés durant les autres périodes) la structure utilisatrice formulera une demande de créneaux au Service des Sports de la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse quatre semaines avant le premier jour des vacances. A défaut de demande, la CAPG se réserve le droit de redéployer les créneaux en fonction des besoins ou de les suspendre.

ARTICLE 4 : Modalités financières.

La mise à disposition est consentie à titre gratuit.

AR Prefecture
006-200039857-20250528-DP2025_095-AU
Reçu le 10/06/2025
Publié le 10/06/2025

ARTICLE 5 : Incessibilité des droits.

La présente convention est consentie intuitu personae.
Toute cession résultant de la convention, ou de sous location ou de prêts gratuits en tout ou partie à un tiers des lieux, est interdite.

ARTICLE 6 : Service de sécurité.

Par la signature de cette convention, l'organisateur certifie notamment qu'il a :

- → pris connaissance des consignes générales et particulières de sécurités ainsi que des éventuelles consignes particulières données par l'exploitant et s'engage à les respecter ;
- → procédé avec l'exploitant à une visite de l'établissement et à une reconnaissance des voies d'accès et des issues de secours ;
- → reçu de l'exploitant une information sur la mise en œuvre de l'ensemble des moyens de secours dont dispose l'établissement.

Un exemplaire de cette convention doit être annexé au registre de sécurité.

Il est expressément rappelé que la présence d'un agent de la collectivité ne dégage pas l'organisateur de la mission de sécurité qui lui incombe.

ARTICLE 7 : Engagement des parties.

Article 7.1 Obligation de la CAPG

La Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse s'engage à :

- ➢ Maintenir l'équipement en conformité avec des règles de sécurité en vigueur,
- ➢ Entretenir l'équipement,
- ➢ Prendre en charge les frais de fonctionnement,
- ➢ Remettre au responsable un trousseau de clé permettant aux adhérents d'accéder à l'équipement.

Article 7.2 Obligation de l'association

L'Institut Médico Educatif (I.M.E) Le Moulin s'engage à :

- ➢ Utiliser l'équipement « raisonnablement »,
- ➢ Gérer les personnes qui entrent dans les locaux sur les créneaux mis à disposition,
- ➢ N'autoriser l'accès à l'équipement que par le hall d'accueil de la piscine et interdire tout autre accès,
- ➢ Respecter, appliquer et faire appliquer le Règlement Intérieur
- ➢ Respecter, appliquer et faire appliquer le P.O.S.S.
- ➢ Assurer la surveillance du bassin par des agents habilités à jours de leurs diplômes
- ➢ Emarger et renseigner le cahier de présence
- ➢ Respecter les horaires définis

AR Prefecture
006-200039857-20250528-DP2025_095-AU
Reçu le 10/06/2025
Publié le 10/06/2025

Toute détérioration provenant d'une négligence grave de la part de l'Institut Médico Educatif (I.M.E) Le Moulin devra être portée immédiatement à la connaissance de la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse et faire l'objet d'une remise en état aux frais du Dauphins du Pays de Grasse.

En cas de non-respect de ces dispositions, la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse pourra sur simple mise en demeure restée sans effet, interdire l'accès des installations.

ARTICLE 8 : Modification de la convention.

Les modifications éventuelles devront faire l'objet d'avenants et seront jointes à la présente convention avec accord des parties signataires.

ARTICLE 9 : Assurance.

L'institut Médico Educatif (I.M.E) Le Moulin s'engage à souscrire un contrat d'assurance pour garantir sa responsabilité civile et notamment à garantir la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse contre tout sinistre dont elle pourrait être responsable soit de son fait, soit de celui de ses adhérents.
La preuve d'avoir satisfait à ces exigences sera fournie à la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse par la production d'une attestation du ou des assureurs, laquelle devra être produite à chaque date d'anniversaire du contrat d'assurance de ladite police.

ARTICLE 10 : Prise d'effet et durée.

L'ensemble des dispositions de la présente convention se substitue de plein droit aux conventions précédentes entre les parties sur le même objet et prennent effet à compter de la signature par chacune des parties.
La présente convention est conclue pour l'année scolaire 2025/2026.–Son renouvellement pour les années suivantes pourra faire l'objet d'une nouvelle convention pour l'année scolaire suivante selon la volonté des parties.

ARTICLE 11 : Résiliation de la convention.

En cas de non-respect de ses obligations, par l'une ou l'autre des parties, la convention pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties à l'expiration d'un délai de trente jours suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec avis de réception valant mise en demeure.

AR Prefecture
006-200039857-20250528-DP2025_095-AU
Reçu le 10/06/2025
Publié le 10/06/2025

ARTICLE 12 : Litiges.

En cas de différents sur l'interprétation ou l'exécution des présents, chaque partie s'efforcera de trouver de bonne foi un accord. A défaut, les litiges seront portés devant les juridictions compétentes.

ANNEXE :
Annexe 1 – Détails des jours et heures de cours de natation
Les annexes susmentionnées font partie intégrante de la présente convention.

La présente convention est établie en deux exemplaires.

Fait à Grasse, le :

Pour la Communauté d'Agglomération
Du Pays de Grasse
Le Président,

Jérôme VIAUD
Maire de Grasse,
Vice-président du Conseil Général
des Alpes Maritimes

Pour l'association
IME Le Moulin
La Directrice,

Cristelle JAOUL

AR Prefecture
006-200039857-20250528-DP2025_095-AU
Reçu le 10/06/2025
Publié le 10/06/2025

ANNEXE 1

Créneaux horaires 2025 – 2026
IME Le Moulin

JOUR	**HORAIRE**	**COULOIRS D'EAU ATTRIBUÉS**
Mercredi	09h30/10h30	4 lignes partagées avec les autres IME.

AR Prefecture
006-200039857-20250528-DP2025_095-AU
Reçu le 10/06/2025
Publié le 10/06/2025

CONVENTION DE MISE A DISPOSITION
ENTRE
L'ETABLISSEMENT CAPG : PISCINE HARJES
ET
Le CLUB SPORTIF ET LOISIRS DE LA GENDARMERIE DE GRASSE

ENTRE LES SOUSSIGNEES :

La **Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse,** identifiée sous le numéro SIRET 200 039 857 00012, dont le siège se trouve 57 avenue Pierre Sémard 06131 GRASSE cedex et représentée par son Président en exercice, **Monsieur Jérome VIAUD**, agissant au nom et pour le compte de ladite Communauté d'Agglomération, habilité à signer les présentes en vertu d'une délibération n°******* prise en date du *********, visée en préfecture de Nice le **********.

Dénommée ci-après, « la CAPG »,

ET :

Le **CLUB SPORTIF ET LOISIRS DE LA GENDARMERIE DE GRASSE**, déclarée au journal officiel en date du 28/09/2007, sous le **Siret 509 342 549 00011** dont le siège social est situé Caserne Saint-Claude, 11 chemin des Gardes - 06130 Grasse et représentée par son président, Monsieur LETORT Anthony en vertu des statuts de l'association.

Dénommée ci-après, « L'association »,

AR Prefecture
006-200039857-20250528-DP2025_095-AU
Reçu le 10/06/2025
Publié le 10/06/2025

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 : Objet de la convention.
La présente convention a pour objet de définir les modalités de mise à disposition par la communauté d'agglomération de la piscine Harjès située 73 avenue Saint Exupéry - 06130 GRASSE au Club Sportif et Loisirs de la Gendarmerie de Grasse.

ARTICLE 2 : **Désignation de l'équipement.**

La piscine comprend :
- Un bassin 25 mètres, 4 couloirs,
- 1 bloc sanitaire douche femme,
- 1 bloc sanitaire douche homme,
- 2 vestiaires femme,
- 2 vestiaires homme,
- Du matériel pédagogique.

ARTICLE 3 : Modalités d'utilisation.

Les créneaux horaires d'utilisation (Annexe 1) sont définis pour l'année scolaire par un planning établi par le Service des Sports de la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse.

Les créneaux alloués sont notifiés sur le planning annuel et sont attribués pour les périodes de l'année hors vacances scolaires

Les périodes d'utilisation seront arrêtées conformément aux créneaux notifiés sur le planning. Aucune modification de créneau de pourra être effectuée sans avoir eu l'accord écrit préalable du service gestionnaire.

Pour chaque période de vacances (sauf Noël car la piscine est fermée ou si des travaux sont programmés durant les autres périodes) la structure utilisatrice formulera une demande de créneaux au Service des Sports de la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse quatre semaines avant le premier jour des vacances. A défaut de demande, la CAPG se réserve le droit de redéployer les créneaux en fonction des besoins ou de les suspendre.

ARTICLE 4 : Modalités financières.

La mise à disposition est consentie à titre gratuit.

ARTICLE 5 : Incessibilité des droits.

La présente convention est consentie intuitu personae.

AR Prefecture
006-200039857-20250528-DP2025_095-AU
Reçu le 10/06/2025
Publié le 10/06/2025

Toute cession résultant de la convention, ou de sous location ou de prêts gratuits en tout ou partie à un tiers des lieux, est interdite.

ARTICLE 6 : Service de sécurité.

Par la signature de cette convention, l'organisateur certifie notamment qu'il a :

- → pris connaissance des consignes générales et particulières de sécurités ainsi que des éventuelles consignes particulières données par l'exploitant et s'engage à les respecter ;
- → procédé avec l'exploitant à une visite de l'établissement et à une reconnaissance des voies d'accès et des issues de secours ;
- → reçu de l'exploitant une information sur la mise en œuvre de l'ensemble des moyens de secours dont dispose l'établissement.

Un exemplaire de cette convention doit être annexé au registre de sécurité.

Il est expressément rappelé que la présence d'un agent de la collectivité ne dégage pas l'organisateur de la mission de sécurité qui lui incombe.

ARTICLE 7 : Engagement des parties.

Article 7.1 Obligation de la CAPG

La **Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse** s'engage à :

- ➢ Maintenir l'équipement en conformité avec des règles de sécurité en vigueur,
- ➢ Entretenir l'équipement,
- ➢ Prendre en charge les frais de fonctionnement,
- ➢ Remettre au responsable un trousseau de clé permettant aux adhérents d'accéder à l'équipement.

Article 7.2 Obligation de l'association

Le Club sportif et de Loisirs de la Gendarmerie de Grasse s'engage à :

- ➢ Utiliser l'équipement « raisonnablement »,
- ➢ Gérer les personnes qui entrent dans les locaux sur les créneaux mis à disposition,
- ➢ N'autoriser l'accès à l'équipement que par le hall d'accueil de la piscine et interdire tout autre accès,
- ➢ Respecter, appliquer et faire appliquer le Règlement Intérieur
- ➢ Respecter, appliquer et faire appliquer le P.O.S.S.
- ➢ Assurer la surveillance du bassin par des agents habilités à jours de leurs diplômes
- ➢ Emarger et renseigner le cahier de présence
- ➢ Respecter les horaires définis

Toute détérioration provenant d'une négligence grave de la part du Club Sportif et de Loisirs de la Gendarmerie de Grasse devra être portée immédiatement à la connaissance de la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse et faire l'objet d'une remise en état aux frais de l'association.

AR Prefecture
006-200039857-20250528-DP2025_095-AU
Reçu le 10/06/2025
Publié le 10/06/2025

En cas de non-respect de ces dispositions, la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse pourra sur simple mise en demeure restée sans effet, interdire l'accès des installations.

ARTICLE 8 : Modification de la convention.

Les modifications éventuelles devront faire l'objet d'avenants et seront jointes à la présente convention avec accord des parties signataires.

ARTICLE 9 : Prise d'effet.

La présente convention prendra effet dès la signature des deux parties.

ARTICLE 10 : Assurance.

Club Sportif et Loisirs de la Gendarmerie de Grasse s'engage à souscrire un contrat d'assurance pour garantir sa responsabilité civile et notamment à garantir la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse contre tout sinistre dont elle pourrait être responsable soit de son fait, soit de celui de ses adhérents.
La preuve d'avoir satisfait à ces exigences sera fournie à la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse par la production d'une attestation du ou des assureurs, laquelle devra être produite à chaque date d'anniversaire du contrat d'assurance de ladite police.

ARTICLE 11 : Durée.

La présente convention est consentie et acceptée pour l'année scolaire 2025/2026. Son renouvellement devra faire l'objet d'une nouvelle convention à la rentrée scolaire suivante selon la volonté des parties.

ARTICLE 12 : Résiliation de la convention

En cas de non-respect de ses obligations, par l'une ou l'autre des parties, la convention pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties à l'expiration d'un délai de trente jours suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec avis de réception valant mise en demeure.

ARTICLE 13 : Litiges.

En cas de différents sur l'interprétation ou l'exécution des présents, chaque partie s'efforcera de trouver de bonne foi un accord. A défaut, les litiges seront portés devant les juridictions compétentes.

La présente convention est établie en deux exemplaires.

AR Prefecture
006-200039857-20250528-DP2025_095-AU
Reçu le 10/06/2025
Publié le 10/06/2025

ANNEXE :

Annexe 1 – Détails des jours et heures de cours de natation

Les annexes susmentionnées font partie intégrante de la présente convention.

La présente convention est établie en deux exemplaires.

Fait à Grasse, le :

Pour la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse	**Pour le Club Sportif et Loisir de Gendarmerie de Grasse**
Le Président,	Le Président,
Jérôme VIAUD	**Anthony LETORT**
Maire de Grasse, Vice-président du Conseil Général des Alpes Maritimes	

AR Prefecture
006-200039857-20250528-DP2025_095-AU
Reçu le 10/06/2025
Publié le 10/06/2025

ANNEXE 1

Créneaux horaires 2025 – 2026

Club Sportif et Loisirs de la Gendarmerie de Grasse

Période scolaire :

Lundi	6h30 à 8h00	
Mercredi	6h30 à 8h00	2 lignes d'eau
Vendredi	6h30 à 8h00	2 lignes d'eau

Lorsque les entrainements correspondent aux horaires d'ouverture au public, les membres du Club accèdent gratuitement (sans réservation de ligne d'eau) à l'équipement sur présentation de leur carte de licencié et après vérification que leur nom figure effectivement sur la liste des membres du club qui aura été transmise au service sport de la CAPG.

Jours	Période scolaire
Lundi	12h00 -13h30
Mardi	7h00 - 8h15 12h00 - 13h30 17h00 - 18h45
Mercredi	12h00 – 13h30
Jeudi	7h00 - 8h15 12h00 - 13h30 17h00 - 18h45
Vendredi	12h00 -13h30 17h00 - 18h45
Samedi	12h00 -17h45
Dimanche	8h00 -12h30

AR Prefecture
006-200039857-20250528-DP2025_095-AU
Reçu le 10/06/2025
Publié le 10/06/2025

CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DE LA PISCINES HARJES ET L'ASSOCIATION « UNSS Fenelon »

ENTRE LES SOUSSIGNEES :

La Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse, identifiée sous le numéro SIRET 200 039 857 000 12, dont le siège se trouve 57 avenue Pierre Sémard 06130 GRASSE et représentée par son Président en exercice, **Monsieur Jérôme VIAUD**, agissant au nom et pour le compte de la dite Communauté d'Agglomération, habilité à signer les présentes en vertu de DP 2024_184 prise en date du 8 novembre 2024 et visée en Préfecture de Nice le 8 novembre 2024 .

D'une part,

ET :

L'association dénommée **UNSS Fenelon**, dont le siège social est situé 6 boulevard Carnot 06130 GRASSE et représentée par le chef d'Etablissement **Monsieur Lionel LEANDRI-VENDEUVRE** agissant des qualités en vertu des statuts de l'association.

D'autre part,

AR Prefecture
006-200039857-20250528-DP2025_095-AU
Reçu le 10/06/2025
Publié le 10/06/2025

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 : Objet de la convention.

La présente convention a pour objet de définir les modalités de mise à disposition par la communauté d'agglomération de la piscine Harjès située 73 avenue Saint Exupéry - 06130 GRASSE à l'association UNSS du collège Fénelon.

ARTICLE 2 : **Désignation de l'équipement.**

La piscine comprend :

- Un bassin 25 mètres, 2 couloirs ;
- 1 bloc sanitaire douche femme ;
- 1 bloc sanitaire douche homme ;
- 2 vestiaires femme ;
- 2 vestiaires homme ;
- Du matériel pédagogique.

ARTICLE 3 : Modalités d'utilisation.

Les créneaux horaires d'utilisation (Annexe 1) sont définis pour l'année scolaire par un planning établi par le Service des Sports de la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse et sont partagés avec d'autres associations UNSS.

Les créneaux alloués sont notifiés sur le planning annuel et sont attribués pour les périodes de l'année hors vacances scolaires

Les périodes d'utilisation seront arrêtées conformément aux créneaux notifiés sur le planning. Aucune modification de créneau de pourra être effectuée sans avoir eu l'accord écrit préalable du service gestionnaire.

Pour chaque période de vacances (sauf Noël car la piscine est fermée ou si des travaux sont programmés durant les autres périodes) la structure utilisatrice formulera une demande de créneaux au Service des Sports de la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse quatre semaines avant le premier jour des vacances. A défaut de demande, la CAPG se réserve le droit de redéployer les créneaux en fonction des besoins ou de les suspendre.

AR Prefecture
006-200039857-20250528-DP2025_095-AU
Reçu le 10/06/2025
Publié le 10/06/2025

ARTICLE 4 : Modalités financières.

La mise à disposition est consentie à titre gratuit.

ARTICLE 5 : Incessibilité des droits.

La présente convention est consentie intuitu personae.
Toute cession résultant de la convention, ou de sous location ou de prêts gratuits en tout ou partie à un tiers des lieux, est interdite.

ARTICLE 6 : Service de sécurité.

Par la signature de cette convention, l'association certifie notamment qu'elle a :

- → pris connaissance des consignes générales et particulières de sécurités ainsi que des éventuelles consignes particulières données par l'exploitant et s'engage à les respecter ;
- → procédé avec l'exploitant à une visite de l'établissement et à une reconnaissance des voies d'accès et des issues de secours ;
- → reçu de l'exploitant une information sur la mise en œuvre de l'ensemble des moyens de secours dont dispose l'établissement.

Un exemplaire de cette convention doit être annexé au registre de sécurité.

Il est expressément rappelé que la présence d'un agent de la collectivité ne dégage pas l'organisateur de la mission de sécurité qui lui incombe.

ARTICLE 7 : Engagement des parties.

Article 7.1 Obligation de la CAPG

La **Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse** s'engage à :

- ➢ Maintenir l'équipement en conformité avec des règles de sécurité en vigueur ;
- ➢ Entretenir l'équipement ;
- ➢ Mettre à disposition un maître-nageur pour assurer la surveillance des créneaux ;
- ➢ Prendre en charge les frais de fonctionnement.

Article 7.2 Obligation de l'association

L'association **UNSS du Collège Fénelon** s'engage à :

- ➢ Utiliser l'équipement « raisonnablement » ;
- ➢ Gérer les personnes qui entrent dans les locaux sur les créneaux mis à disposition ;

AR Prefecture
006-200039857-20250528-DP2025_095-AU
Reçu le 10/06/2025
Publié le 10/06/2025

- N'autoriser l'accès à l'équipement que par le hall d'accueil de la piscine et interdire tout autre accès ;
- Respecter, appliquer et faire appliquer le Règlement Intérieur ;
- Respecter, appliquer et faire appliquer le P.O.S.S ;
- Emarger et renseigner le cahier de présence ;
- Respecter les horaires définis.

Toute détérioration provenant d'une négligence grave de la part de l'association UNSS du collège Fénelon devra être portée immédiatement à la connaissance de la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse et faire l'objet d'une remise en état aux frais de l'association UNSS du collège Fénelon.

En cas de non-respect de ces dispositions, la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse pourra sur simple mise en demeure restée sans effet, interdire l'accès des installations.

ARTICLE 8 : Modification de la convention.

Les modifications éventuelles devront faire l'objet d'avenants et seront jointes à la présente convention avec accord des parties signataires.

ARTICLE 9 : Assurance.

L'association s'engage à souscrire un contrat d'assurance pour garantir sa responsabilité civile et notamment à garantir la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse contre tout sinistre dont elle pourrait être responsable soit de son fait, soit de celui de ses adhérents.
La preuve d'avoir satisfait à ces exigences sera fournie à la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse par la production d'une attestation du ou des assureurs, laquelle devra être produite à chaque date d'anniversaire du contrat d'assurance de ladite police.

ARTICLE 10 : Prise d'effet et durée.

L'ensemble des dispositions de la présente convention se substitue de plein droit aux conventions précédentes entre les parties sur le même objet et prennent effet à compter de la signature par chacune des parties.

La présente convention est conclue pour l'année scolaire 2025/2026.–Son renouvellement pour les années suivantes pourra faire l'objet d'une nouvelle convention pour l'année scolaire suivante selon la volonté des parties.

AR Prefecture
006-200039857-20250528-DP2025_095-AU
Reçu le 10/06/2025
Publié le 10/06/2025

ARTICLE 11 : Résiliation de la convention.

En cas de non-respect de ses obligations, par l'une ou l'autre des parties, la convention pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties à l'expiration d'un délai de trente jours suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec avis de réception valant mise en demeure.

ARTICLE 12 : Litiges.

En cas de différents sur l'interprétation ou l'exécution des présents, chaque partie s'efforcera de trouver de bonne foi un accord. A défaut, les litiges seront portés devant les juridictions compétentes.

ANNEXE :
Annexe 1 – Détails des jours et heures de cours de natation
Les annexes susmentionnées font partie intégrante de la présente convention.

La présente convention est établie en deux exemplaires.

Fait à Grasse, le :

Pour la Communauté d'Agglomération
Du Pays de Grasse
Le Président,

Jérôme VIAUD
Maire de Grasse,
Vice-président du Conseil Général
des Alpes Maritimes

Pour l'association
UNSS Fenelon
La Présidente,

Lionel LEANDRI-VENDEUVRE

AR Prefecture
006-200039857-20250528-DP2025_095-AU
Reçu le 10/06/2025
Publié le 10/06/2025

ANNEXE 1

Créneaux horaires 2025 – 2026
UNSS Fenelon

JOUR	HORAIRE	Nombres de lignes d'eau attribuées
Mercredi	13h30/13h45	2 lignes partagées
Mercredi	11h30/12h00	3 lignes partagées

AR Prefecture
006-200039857-20250528-DP2025_095-AU
Reçu le 10/06/2025
Publié le 10/06/2025

CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DE LA PISCINES HARJES
ET
L'ASSOCIATION « UNSS Carnot »

ENTRE LES SOUSSIGNEES :

La Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse, identifiée sous le numéro SIRET 200 039 857 000 12, dont le siège se trouve 57 avenue Pierre Sémard 06130 GRASSE et représentée par son Président en exercice, **Monsieur Jérôme VIAUD**, agissant au nom et pour le compte de la dite Communauté d'Agglomération, habilité à signer les présentes en vertu de DP 2024_184 prise en date du 8 novembre 2024 et visée en Préfecture de Nice le 8 novembre 2024 .

D'une part,

ET :

L'association dénommée **UNSS Carnot** , dont le siège social est situé 6 boulevard Carnot 06130 GRASSE et représentée par le Principal **Monsieur Didier SANDRINI** agissant des qualités en vertu des statuts de l'association.

D'autre part,

AR Prefecture
006-200039857-20250528-DP2025_095-AU
Reçu le 10/06/2025
Publié le 10/06/2025

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 : Objet de la convention.

La présente convention a pour objet de définir les modalités de mise à disposition par la communauté d'agglomération de la piscine Harjès située 73 avenue Saint Exupéry - 06130 GRASSE à l'association UNSS Carnot.

ARTICLE 2 : **Désignation de l'équipement.**

La piscine comprend :

- Un bassin 25 mètres, 2 couloirs,
- 1 bloc sanitaire douche femme,
- 1 bloc sanitaire douche homme,
- 2 vestiaires femme,
- 2 vestiaires homme,
- Du matériel pédagogique.

ARTICLE 3 : Modalités d'utilisation.

Les créneaux horaires d'utilisation (Annexe 1) sont définis pour l'année scolaire par un planning établi par le Service des Sports de la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse et sont partagés avec d'autres associations UNSS.

Les créneaux alloués sont notifiés sur le planning annuel et sont attribués pour les périodes de l'année hors vacances scolaires

Les périodes d'utilisation seront arrêtées conformément aux créneaux notifiés sur le planning. Aucune modification de créneau de pourra être effectuée sans avoir eu l'accord écrit préalable du service gestionnaire.

Pour chaque période de vacances (sauf Noël car la piscine est fermée ou si des travaux sont programmés durant les autres périodes) la structure utilisatrice formulera une demande de créneaux au Service des Sports de la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse quatre semaines avant le premier jour des vacances. A défaut de demande, la CAPG se réserve le droit de redéployer les créneaux en fonction des besoins ou de les suspendre.

ARTICLE 4 : Modalités financières.

La mise à disposition est consentie à titre gratuit.

AR Prefecture
006-200039857-20250528-DP2025_095-AU
Reçu le 10/06/2025
Publié le 10/06/2025

ARTICLE 5 : Incessibilité des droits.

La présente convention est consentie intuitu personae.
Toute cession résultant de la convention, ou de sous location ou de prêts gratuits en tout ou partie à un tiers des lieux, est interdite.

ARTICLE 6 : Service de sécurité.

Par la signature de cette convention, l'association certifie notamment qu'elle a :

- → pris connaissance des consignes générales et particulières de sécurités ainsi que des éventuelles consignes particulières données par l'exploitant et s'engage à les respecter ;
- → procédé avec l'exploitant à une visite de l'établissement et à une reconnaissance des voies d'accès et des issues de secours ;
- → reçu de l'exploitant une information sur la mise en œuvre de l'ensemble des moyens de secours dont dispose l'établissement.

Un exemplaire de cette convention doit être annexé au registre de sécurité.

Il est expressément rappelé que la présence d'un agent de la collectivité ne dégage pas l'organisateur de la mission de sécurité qui lui incombe.

ARTICLE 7 : Engagement des parties.

Article 7.1 Obligation de la CAPG

La **Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse** s'engage à :

- ➢ Maintenir l'équipement en conformité avec des règles de sécurité en vigueur,
- ➢ Entretenir l'équipement,
- ➢ Mettre à disposition un maître-nageur pour assurer la surveillance des créneaux,
- ➢ Prendre en charge les frais de fonctionnement.

Article 7.2 Obligation de l'association

L'association **UNSS du collège Carnot** s'engage à :

- ➢ Utiliser l'équipement « raisonnablement »,
- ➢ Gérer les personnes qui entrent dans les locaux sur les créneaux mis à disposition,
- ➢ N'autoriser l'accès à l'équipement que par le hall d'accueil de la piscine et interdire tout autre accès,
- ➢ Respecter, appliquer et faire appliquer le Règlement Intérieur,
- ➢ Respecter, appliquer et faire appliquer le P.O.S.S,
- ➢ Emarger et renseigner le cahier de présence,
- ➢ Respecter les horaires définis.

AR Prefecture
006-200039857-20250528-DP2025_095-AU
Reçu le 10/06/2025
Publié le 10/06/2025

Toute détérioration provenant d'une négligence grave de la part de l'UNSS du collège Carnot de Grasse devra être portée immédiatement à la connaissance de la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse et faire l'objet d'une remise en état aux frais du Dauphins du Pays de Grasse.

En cas de non-respect de ces dispositions, la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse pourra sur simple mise en demeure restée sans effet, interdire l'accès des installations.

ARTICLE 8 : Modification de la convention.

Les modifications éventuelles devront faire l'objet d'avenants et seront jointes à la présente convention avec accord des parties signataires.

ARTICLE 9 : Assurance.

L'association s'engage à souscrire un contrat d'assurance pour garantir sa responsabilité civile et notamment à garantir la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse contre tout sinistre dont elle pourrait être responsable soit de son fait, soit de celui de ses adhérents.
La preuve d'avoir satisfait à ces exigences sera fournie à la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse par la production d'une attestation du ou des assureurs, laquelle devra être produite à chaque date d'anniversaire du contrat d'assurance de ladite police.

ARTICLE 10 : Prise d'effet et durée

L'ensemble des dispositions de la présente convention se substitue de plein droit aux conventions précédentes entre les parties sur le même objet et prennent effet à compter de la signature par chacune des parties.
La présente convention est conclue pour l'année scolaire 2025/2026.–Son renouvellement pour les années suivantes pourra faire l'objet d'une nouvelle convention pour l'année scolaire suivante selon la volonté des parties.

ARTICLE 11 : Résiliation de la convention

En cas de non-respect de ses obligations, par l'une ou l'autre des parties, la convention pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties à l'expiration d'un délai de trente jours suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec avis de réception valant mise en demeure.

ARTICLE 12 : Litiges.

En cas de différents sur l'interprétation ou l'exécution des présents, chaque partie s'efforcera de trouver de bonne foi un accord. A défaut, les litiges seront portés devant les juridictions compétentes.

AR Prefecture
006-200039857-20250528-DP2025_095-AU
Reçu le 10/06/2025
Publié le 10/06/2025

ANNEXE :

Annexe 1 – Détails des jours et heures de cours de natation

Les annexes susmentionnées font partie intégrante de la présente convention.

La présente convention est établie en deux exemplaires.

Fait à Grasse, le :

Pour la Communauté d'Agglomération Du Pays de Grasse
Le Président,

Jérôme VIAUD
Maire de Grasse,
Vice-président du Conseil Général
des Alpes Maritimes

Pour l'association UNSS Carnot
La Présidente,

Didier SANDRINI

AR Prefecture
006-200039857-20250528-DP2025_095-AU
Reçu le 10/06/2025
Publié le 10/06/2025

ANNEXE 1

Créneaux horaires 2025 – 2026
UNSS Carnot

JOUR	HORAIRE	Nombres de lignes d'eau attribuées
Mercredi	13h30/13h45	2 lignes partagées
Mercredi	11h30/12h00	3 lignes partagées

AR Prefecture
006-200039857-20250528-DP2025_095-AU
Reçu le 10/06/2025
Publié le 10/06/2025

CONVENTION DE MISE A DISPOSITION
DE LA PISCINE HARJES ENTRE
LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DU PAYS DE GRASSE
ET
LES DAUPHINS DU PAYS DE GRASSE

ENTRE LES SOUSSIGNEES :

La Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse, identifiée sous le numéro SIRET 200 039 857 000 12, dont le siège se trouve 57 avenue Pierre Sémard 06130 GRASSE et représentée par son Président en exercice, Monsieur Jérôme VIAUD, agissant au nom et pour le compte de la dite Communauté d'Agglomération, habilité à signer les présentes en vertu de DP 2025-……prise en date du …… 2025 et visée en Préfecture de Nice le ……2025.

Dénommée ci-après, « La CAPG »,

ET :

L'association **« Les Dauphins du Pays de Grasse »**, déclarée au journal officiel en date du 16 octobre 1965, sous le n°6761X85, dont le siège social est situé Piscine Harjès, 73 avenue Saint-Exupéry 06130 Grasse et représentée conformément à ses statuts par son président Monsieur CARY Laurent.

Dénommée ci-après, « L'association »,

AR Prefecture
006-200039857-20250528-DP2025_095-AU
Reçu le 10/06/2025
Publié le 10/06/2025

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 : Objet de la convention.
La présente convention a pour objet de définir les modalités de mise à disposition par la communauté d'agglomération de la piscine Harjès située 73 avenue Saint Exupéry - 06130 GRASSE à l'association des Dauphins du Pays de Grasse.

ARTICLE 2 : **Désignation de l'équipement.**
La piscine comprend :

- Un bassin 25 mètres, 4 couloirs,
- 1 bloc sanitaire douche femme,
- 1 bloc sanitaire douche homme,
- 2 vestiaires femme,
- 2 vestiaires homme,
- Du matériel pédagogique.

ARTICLE 3 : Modalités d'utilisation.

Les créneaux horaires d'utilisation (Annexe 1) sont définis pour l'année scolaire par un planning établi par le Service des Sports de la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse.

Les créneaux alloués sont notifiés sur le planning annuel et sont attribués pour les périodes de l'année hors vacances scolaires

Les périodes d'utilisation seront arrêtées conformément aux créneaux notifiés sur le planning. Aucune modification de créneau de pourra être effectuée sans avoir eu l'accord écrit préalable du service gestionnaire.

Pour chaque période de vacances (sauf Noël car la piscine est fermée ou si des travaux sont programmés durant les autres périodes) la structure utilisatrice formulera une demande de créneaux au Service des Sports de la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse quatre semaines avant le premier jour des vacances. A défaut de demande, la CAPG se réserve le droit de redéployer les créneaux en fonction des besoins ou de les suspendre.

AR Prefecture
006-200039857-20250528-DP2025_095-AU
Reçu le 10/06/2025
Publié le 10/06/2025

ARTICLE 4 : Modalités financières.

La mise à disposition est consentie à titre gratuit.

ARTICLE 5 : Incessibilité des droits.

La présente convention est consentie intuitu personae.
Toute cession résultant de la convention, ou de sous location ou de prêts gratuits en tout ou partie à un tiers des lieux, est interdite.

ARTICLE 6 : Service de sécurité.

Par la signature de cette convention, l'association certifie notamment qu'elle a :

- → pris connaissance des consignes générales et particulières de sécurités ainsi que des éventuelles consignes particulières données par l'exploitant et s'engage à les respecter ;
- → procédé avec l'exploitant à une visite de l'établissement et à une reconnaissance des voies d'accès et des issues de secours ;
- → reçu de l'exploitant une information sur la mise en œuvre de l'ensemble des moyens de secours dont dispose l'établissement.

Un exemplaire de cette convention doit être annexé au registre de sécurité.

Il est expressément rappelé que la présence d'un agent de la collectivité ne dégage pas l'organisateur de la mission de sécurité qui lui incombe.

ARTICLE 7 : Engagement des parties.

Article 7.1 Obligation de la CAPG

La **Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse** s'engage à :

- ➢ Maintenir l'équipement en conformité avec des règles de sécurité en vigueur,
- ➢ Entretenir l'équipement,
- ➢ Prendre en charge les frais de fonctionnement,
- ➢ Remettre au responsable un trousseau de clé permettant aux adhérents d'accéder à l'équipement.

AR Prefecture
006-200039857-20250528-DP2025_095-AU
Reçu le 10/06/2025
Publié le 10/06/2025

Article 7.2 Obligation de l'association

Les **Dauphins du Pays de Grasse** s'engage à :

- Utiliser l'équipement « raisonnablement »,
- Gérer les personnes qui entrent dans les locaux sur les créneaux mis à disposition,
- N'autoriser l'accès à l'équipement que par le hall d'accueil de la piscine et interdire tout autre accès,
- Respecter, appliquer et faire appliquer le Règlement Intérieur
- Respecter, appliquer et faire appliquer le P.O.S.S.
- Assurer la surveillance du bassin par des agents habilités à jours de leurs diplômes
- Emarger et renseigner le cahier de présence
- Respecter les horaires définis

Toute détérioration provenant d'une négligence grave de la part des Dauphins du Pays de Grasse devra être portée immédiatement à la connaissance de la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse et faire l'objet d'une remise en état aux frais du Dauphins du Pays de Grasse.

En cas de non-respect de ces dispositions, la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse pourra sur simple mise en demeure restée sans effet, interdire l'accès des installations.

ARTICLE 8 : Modification de la convention.

Les modifications éventuelles devront faire l'objet d'avenants et seront jointes à la présente convention avec accord des parties signataires.

ARTICLE 9 : Assurance.

L'association s'engage à souscrire un contrat d'assurance pour garantir sa responsabilité civile et notamment à garantir la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse contre tout sinistre dont elle pourrait être responsable soit de son fait, soit de celui de ses adhérents.
La preuve d'avoir satisfait à ces exigences sera fournie à la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse par la production d'une attestation du ou des assureurs, laquelle devra être produite à chaque date d'anniversaire du contrat d'assurance de ladite police.

ARTICLE 10 : Prise d'effet et durée.

L'ensemble des dispositions de la présente convention se substitue de plein droit aux conventions précédentes entre les parties sur le même objet et prennent effet à compter de la signature par chacune des parties.

AR Prefecture
006-200039857-20250528-DP2025_095-AU
Reçu le 10/06/2025
Publié le 10/06/2025

La présente convention est conclue pour l'année scolaire 2025/2026. Son renouvellement pour les années suivantes pourra faire l'objet d'une nouvelle convention pour l'année scolaire suivante selon la volonté des parties.

ARTICLE 11 : Résiliation de la convention.

En cas de non-respect de ses obligations, par l'une ou l'autre des parties, la convention pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties à l'expiration d'un délai de trente jours suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec avis de réception valant mise en demeure.

ARTICLE 12 : Litiges.

En cas de différents sur l'interprétation ou l'exécution des présents, chaque partie s'efforcera de trouver de bonne foi un accord. A défaut, les litiges seront portés devant les juridictions compétentes.

ANNEXE :
Annexe 1 – Planning horaires de mis à disposition
L'annexe susmentionnée fait partie intégrante de la présente convention.

La présente convention est établie en deux exemplaires.

Fait à Grasse, le : ……. 2025

Pour la Communauté d'Agglomération du Pays Grasse	**Pour les Dauphins de Grasse**
Le Président,	Le Président,
Jérôme VIAUD	**Laurent CARY**
Maire de Grasse, Vice-président du Conseil Général des Alpes Maritimes	

AR Prefecture
006-200039857-20250528-DP2025_095-AU
Reçu le 10/06/2025
Publié le 10/06/2025

Annexe 1

Créneaux horaires 2025 – 2026
Dauphins du Pays de Grasse

Période scolaire :

JOURS	HEURES	NOMBRES DE COULOIRS DE NAGE
Lundi	17h00-22h00	4 lignes
Mardi	11h30-12h00	4 lignes
	17h00-19h00	1 ligne
	19h00-22h00	4 lignes
Mercredi	15h30-17h00	4 lignes
	12h00 à 13h30	Accès avec le public sans ligne de (section compétition)
	19h15-21h00	4 lignes
	21h00-22h00	3 lignes
Jeudi	11h30-12h00	4 lignes
	17h00-20h00	1 ligne
	19h00-22h00	4 lignes
Vendredi	11h30-12h00	4 lignes
	17h00-19h00	1 ligne
	19h00-22h00	4 lignes
Samedi	8h30-12h00	4 lignes
	12h00-12h30	2 lignes

AR Prefecture
006-200039857-20250528-DP2025_095-AU
Reçu le 10/06/2025
Publié le 10/06/2025

CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DE LA PISCINES HARJES
ET
L'ASSOCIATION « Cap Geniaux »

ENTRE LES SOUSSIGNEES :

La Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse, identifiée sous le numéro SIRET 200 039 857 000 12, dont le siège se trouve 57 avenue Pierre Sémard 06130 GRASSE et représentée par son Président en exercice, **Monsieur Jérôme VIAUD**, agissant au nom et pour le compte de la dite Communauté d'Agglomération, habilité à signer les présentes en vertu de DP 2024_184 prise en date du 8 novembre 2024 et visée en Préfecture de Nice le 8 novembre 2024 .

D'une part,

ET :

L'association dénommée **CapGeniaux** , dont le siège social est situé 57 avenue Pierre Sémard 06130 GRASSE et représentée par sa présidente **Madame Elodie PANNEAU-MORAND** agissant des qualités en vertu des statuts de l'association.

D'autre part,

AR Prefecture
006-200039857-20250528-DP2025_095-AU
Reçu le 10/06/2025
Publié le 10/06/2025

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 : Objet de la convention.

La présente convention a pour objet de définir les modalités de mise à disposition par la communauté d'agglomération de la piscine Harjès située 73 avenue Saint Exupéry - 06130 GRASSE à l'association CapGeniaux

ARTICLE 2 : **Désignation de l'équipement.**

La piscine comprend :

- Un bassin 25 mètres, 2 couloirs,
- 1 bloc sanitaire douche femme,
- 1 bloc sanitaire douche homme,
- 2 vestiaires femme,
- 2 vestiaires homme,
- Du matériel pédagogique.

ARTICLE 3 : Modalités d'utilisation.

Les créneaux horaires d'utilisation (Annexe 1) sont définis pour l'année scolaire par un planning établi par le Service des Sports de la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse.

Les créneaux alloués sont notifiés sur le planning annuel et sont attribués pour les périodes de l'année hors vacances scolaires

Les périodes d'utilisation seront arrêtées conformément aux créneaux notifiés sur le planning. Aucune modification de créneau de pourra être effectuée sans avoir eu l'accord écrit préalable du service gestionnaire.

Pour chaque période de vacances (sauf Noël car la piscine est fermée ou si des travaux sont programmés durant les autres périodes) la structure utilisatrice formulera une demande de créneaux au Service des Sports de la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse quatre semaines avant le premier jour des vacances. A défaut de demande, la CAPG se réserve le droit de redéployer les créneaux en fonction des besoins ou de les suspendre.

Déroulement du créneau d'apprentissage pour les enfants âgés de 5 à 8 ans:

- Un enseignant « Educateur/trice des Activités Physiques et Sportives spécialiste natation (ETAPS) » de la CAPG donnera des cours de natation pour les enfants adhérents de l'association CapGeniaux inscrits sur la liste en début d'année.
- Deux groupes : Un débutant de 14h00 à 14h45 et le second confirmé de 14h45 à 15h30.
- Un autre ETAPS sera en surveillance durant tout le cours.

AR Prefecture
006-200039857-20250528-DP2025_095-AU
Reçu le 10/06/2025
Publié le 10/06/2025

ARTICLE 4 : Modalités financières.

La mise à disposition est consentie à titre gratuit.

ARTICLE 5 : Incessibilité des droits.

La présente convention est consentie intuitu personae.
Toute cession résultant de la convention, ou de sous location ou de prêts gratuits en tout ou partie à un tiers des lieux, est interdite.

ARTICLE 6 : Service de sécurité.

Par la signature de cette convention, l'association certifie notamment qu'elle a :

- → pris connaissance des consignes générales et particulières de sécurités ainsi que des éventuelles consignes particulières données par l'exploitant et s'engage à les respecter ;
- → procédé avec l'exploitant à une visite de l'établissement et à une reconnaissance des voies d'accès et des issues de secours ;
- → reçu de l'exploitant une information sur la mise en œuvre de l'ensemble des moyens de secours dont dispose l'établissement.

Un exemplaire de cette convention doit être annexé au registre de sécurité.

Il est expressément rappelé que la présence d'un agent de la collectivité ne dégage pas l'organisateur de la mission de sécurité qui lui incombe.

ARTICLE 7 : Engagement des parties.

Article 7.1 Obligation de la CAPG

La **Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse** s'engage à :

- ➢ Maintenir l'équipement en conformité avec des règles de sécurité en vigueur,
- ➢ Entretenir l'équipement,
- ➢ Prendre en charge les frais de fonctionnement,
- ➢ Remettre au responsable un trousseau de clé permettant aux adhérents d'accéder à l'équipement.

Article 7.2 Obligation de l'association

L'association **CapGeniaux** s'engage à :

- ➢ Utiliser l'équipement « raisonnablement »,
- ➢ Gérer les personnes qui entrent dans les locaux sur les créneaux mis à disposition,
- ➢ N'autoriser l'accès à l'équipement que par le hall d'accueil de la piscine et interdire tout autre accès,

AR Prefecture
006-200039857-20250528-DP2025_095-AU
Reçu le 10/06/2025
Publié le 10/06/2025

- Respecter, appliquer et faire appliquer le Règlement Intérieur
- Respecter, appliquer et faire appliquer le P.O.S.S.
- Assurer la surveillance du bassin par des agents habilités à jours de leurs diplômes
- Emarger et renseigner le cahier de présence
- Respecter les horaires définis

Toute détérioration provenant d'une négligence grave de la part de l'association CAPGENIAUX de Grasse devra être portée immédiatement à la connaissance de la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse et faire l'objet d'une remise en état aux frais du Dauphins du Pays de Grasse.

En cas de non-respect de ces dispositions, la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse pourra sur simple mise en demeure restée sans effet, interdire l'accès des installations.

ARTICLE 8 : Modification de la convention.

Les modifications éventuelles devront faire l'objet d'avenants et seront jointes à la présente convention avec accord des parties signataires.

ARTICLE 9 : Assurance.

L'association CapGeniaux s'engage à souscrire un contrat d'assurance pour garantir sa responsabilité civile et notamment à garantir la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse contre tout sinistre dont elle pourrait être responsable soit de son fait, soit de celui de ses adhérents.
La preuve d'avoir satisfait à ces exigences sera fournie à la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse par la production d'une attestation du ou des assureurs, laquelle devra être produite à chaque date d'anniversaire du contrat d'assurance de ladite police.

ARTICLE 10 : Prise d'effet et durée.

L'ensemble des dispositions de la présente convention se substitue de plein droit aux conventions précédentes entre les parties sur le même objet et prennent effet à compter de la signature par chacune des parties.

La présente convention est conclue pour l'année scolaire 2025/2026.-Son renouvellement pour les années suivantes pourra faire l'objet d'une nouvelle convention pour l'année scolaire suivante selon la volonté des parties.

ARTICLE 11 : Résiliation de la convention.

En cas de non-respect de ses obligations, par l'une ou l'autre des parties, la convention pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties à l'expiration d'un délai de trente jours suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec avis de réception valant mise en demeure.

AR Prefecture
006-200039857-20250528-DP2025_095-AU
Reçu le 10/06/2025
Publié le 10/06/2025

ARTICLE 12 : Litiges.

En cas de différents sur l'interprétation ou l'exécution des présents, chaque partie s'efforcera de trouver de bonne foi un accord. A défaut, les litiges seront portés devant les juridictions compétentes.

ANNEXE :
Annexe 1 – Planning horaires de mis à disposition
L'annexe susmentionnée fait partie intégrante de la présente convention.

La présente convention est établie en deux exemplaires.

Fait à Grasse, le : / /2025

Pour la Communauté d'Agglomération Du Pays de Grasse
Le Président,

Jérôme VIAUD
Maire de Grasse,
Vice-président du Conseil Général des Alpes Maritimes

Pour l'association CapGeniaux
La Présidente,

Elodie PANNEAU-MORAND

AR Prefecture
006-200039857-20250528-DP2025_095-AU
Reçu le 10/06/2025
Publié le 10/06/2025

ANNEXE 1

Créneaux horaires 2025 – 2026
COS CapGeniaux

JOUR	HORAIRE	Lignes d'eau
Mercredi	14h/14h45	1
Mercredi	14h45/15h30	1

AR Prefecture
006-200039857-20250528-DP2025_095-AU
Reçu le 10/06/2025
Publié le 10/06/2025

CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DE LA PISCINES HARJES ET L'ASSOCIATION « AVF »

ENTRE LES SOUSSIGNEES :

La Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse, identifiée sous le numéro SIRET 200 039 857 000 12, dont le siège se trouve 57 avenue Pierre Sémard 06130 GRASSE et représentée par son Président en exercice, **Monsieur Jérôme VIAUD**, agissant au nom et pour le compte de la dite Communauté d'Agglomération, habilité à signer les présentes en vertu de DP ********prise en date du *********et visée en Préfecture de Nice le**********.

Dénommée ci-après, « la CAPG »,

ET :

L'association dénommée **AVF Grasse**, identifiée sous le numéro SIREN 379 613 128 dont le siège social est situé 5 Place du Patti - 06130 Grasse et représentée par sa présidente **Madame Claudie LURKIN** agissant des qualités en vertu des statuts de l'association.

Dénommée ci-après, « l'association»,

AR Prefecture
006-200039857-20250528-DP2025_095-AU
Reçu le 10/06/2025
Publié le 10/06/2025

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 : Objet de la convention.
La présente convention a pour objet de définir les modalités de mise à disposition par la communauté d'agglomération de la piscine Harjès située 73 avenue Saint Exupéry - 06130 GRASSE à Madame Claudie LURKIN pour l'association AVF.

ARTICLE 2 : **Désignation de l'équipement.**
La piscine comprend :

- Un bassin 25 mètres, 4 couloirs,
- 1 bloc sanitaire douche femme,
- 1 bloc sanitaire douche homme,
- 2 vestiaires femme,
- 2 vestiaires homme,
- Du matériel pédagogique.

ARTICLE 3 : Modalités d'utilisation.

Les créneaux horaires affectés à l'association seront définis chaque fin d'année scolaire par un planning élaboré par le Service des Sports de la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse. Chaque année, lors de la révision de ce planning, des modifications pourront être apportées.

Les créneaux alloués sont notifiés sur le planning annuel 2025-2026 (annexe1). Ils sont attribués durant la période scolaire.
Aucune modification de créneau de pourra être effectuée sans avoir eu l'accord écrit préalable du service gestionnaire.

Pour chaque période de vacances (sauf Noël car la piscine est fermée ou si des travaux sont programmés durant les autres périodes) la structure utilisatrice formulera une demande de créneaux au Service des Sports de La Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse quatre semaine avant le premier jour des vacances.

AR Prefecture
006-200039857-20250528-DP2025_095-AU
Reçu le 10/06/2025
Publié le 10/06/2025

ARTICLE 4 : Loyer et Charge.

La mise à disposition est consentie à titre gratuit.

ARTICLE 5 : Incessibilité des droits.

La présente convention est consentie intuitu personae.
Toute cession résultant de la convention, ou de sous location ou de prêts gratuits en tout ou partie à un tiers des lieux, est interdite.

ARTICLE 6 : Service de sécurité.

Par la signature de cette convention, l'association certifie notamment qu'elle a :

- → pris connaissance des consignes générales et particulières de sécurités ainsi que des éventuelles consignes particulières données par l'exploitant et s'engage à les respecter ;
- → procédé avec l'exploitant à une visite de l'établissement et à une reconnaissance des voies d'accès et des issues de secours ;
- → reçu de l'exploitant une information sur la mise en œuvre de l'ensemble des moyens de secours dont dispose l'établissement.

Un exemplaire de cette convention doit être annexé au registre de sécurité.

Il est expressément rappelé que la présence d'un agent de la collectivité ne dégage pas l'organisateur de la mission de sécurité qui lui incombe.

ARTICLE 7 : Engagement des parties.

Article 7.1 Obligation de la CAPG

La **Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse** s'engage à :

- ➢ Maintenir l'équipement en conformité avec des règles de sécurité en vigueur,
- ➢ Entretenir l'équipement,
- ➢ Prendre en charge les frais de fonctionnement.

Article 7.1 Obligation de l'association

L'association AVF s'engage à :

- ➢ Utiliser l'équipement « raisonnablement »,
- ➢ Gérer les personnes qui entrent dans les locaux sur les créneaux mis à disposition,
- ➢ N'autoriser l'accès à l'équipement que par le hall d'accueil de la piscine et interdire tout autre accès,
- ➢ Respecter, appliquer et faire appliquer le Règlement Intérieur,

AR Prefecture
006-200039857-20250528-DP2025_095-AU
Reçu le 10/06/2025
Publié le 10/06/2025

- Respecter, appliquer et faire appliquer le P.O.S.S,
- Assurer l'encadrement des cours et la sécurité des adhérents avec un personnel diplômé et qualifié, à jour de ses révisions et qualifications,
- La communauté d'agglomération du Pays de Grasse ne met pas de personnel à disposition,
- Emarger et renseigner le cahier de présence,
- Respecter les horaires définis.

Toute détérioration provenant d'une négligence grave de la part de l'association AVF de Grasse devra être portée immédiatement à la connaissance de la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse et faire l'objet d'une remise en état aux frais du Dauphins du Pays de Grasse.

En cas de non-respect de ces dispositions, la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse pourra sur simple mise en demeure restée sans effet, interdire l'accès des installations.

ARTICLE 8 : Modification de la convention.

Les modifications éventuelles devront faire l'objet d'avenants et seront jointes à la présente convention avec accord des parties signataires.

ARTICLE 9 : Assurance.

L'association s'engage à souscrire un contrat d'assurance pour garantir sa responsabilité civile et notamment à garantir la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse contre tout sinistre dont elle pourrait être responsable soit de son fait, soit de celui de ses adhérents.
La preuve d'avoir satisfait à ces exigences sera fournie à la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse par la production d'une attestation du ou des assureurs, laquelle devra être produite à chaque date d'anniversaire du contrat d'assurance de ladite police.

ARTICLE 10 : Prise d'effet et durée.

L'ensemble des dispositions de la présente convention se substitue de plein droit aux conventions précédentes entre les parties sur le même objet et prennent effet à compter de la signature par chacune des parties.

La présente convention est conclue pour l'année scolaire 2025/2026.–Son renouvellement pour les années suivantes pourra faire l'objet d'une nouvelle convention pour l'année scolaire suivante selon la volonté des parties.

ARTICLE 11 : Résiliation de la convention.

AR Prefecture
006-200039857-20250528-DP2025_095-AU
Reçu le 10/06/2025
Publié le 10/06/2025

En cas de non-respect de ses obligations, par l'une ou l'autre des parties, la convention pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties à l'expiration d'un délai de trente jours suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec avis de réception valant mise en demeure.

ARTICLE 12 : Litiges.

En cas de différents sur l'interprétation ou l'exécution des présents, chaque partie s'efforcera de trouver de bonne foi un accord. A défaut, les litiges seront portés devant les juridictions compétentes.

ANNEXE :
Annexe 1 – Planning horaires de mis à disposition
L'annexe susmentionnée fait partie intégrante de la présente convention.

La présente convention est établie en deux exemplaires.

Fait à Grasse, le :

Pour la Communauté d'Agglomération
Du Pays de Grasse
Le Président,

Jérôme VIAUD
Maire de Grasse,
Vice-président du Conseil Général
des Alpes Maritimes

Pour l'association
AVF GRASSE
La Présidente,

Claudie LURKIN

ANNEXE 1

Créneaux horaires 2025 – 2026

AR Prefecture
006-200039857-20250528-DP2025_095-AU
Reçu le 10/06/2025
Publié le 10/06/2025

AVF Grasse

JOUR	HORAIRE	Lignes d'eau
Lundi	11h30/12h00	2
Mercredi	11h30/12h00	2

AR Prefecture
006-200039857-20250610-DP2025_096-AU
Reçu le 17/06/2025
Publié le 17/06/2025

Pays de Grasse
communauté d'agglomération

REPUBLIQUE FRANÇAISE
DEPARTEMENT
DES ALPES-MARITIMES

DECISION DU PRESIDENT N°DP2025_096

Objet : Convention de remboursement des frais engagés par Madame NINA FARNAULT pour le remplacement d'une paire de lunettes de vue, à la charge de la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse.

Le Président de la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse

Vu la délibération DL2024_001 du 22 février 2024 de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse par laquelle le conseil communautaire a délégué au président certaines de ses attributions conformément à l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;

Considérant que dans le cadre de ses activités périscolaires, pendant la surveillance de la cour de récréation, des enfants ont été bousculé et ont fait tomber les lunettes de vue de l'animatrice du service jeunesse de la CAPG Madame Nina FARNAULT, les verres de ces dernières ont été rayées ;

Considérant que pour répondre à l'urgence, Madame Nina FARNAULT, a procédé au remplacement des lunettes de vue par l'entreprise *OPTICAL CENTER* pour un montant de 117 € TTC ;

Considérant le faible montant des frais, Madame Nina FARNAULT et la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse ont convenu de ne pas faire intervenir leurs assurances respectives, dans le but de réduire le taux de sinistralité et, par conséquent, diminuer le coût des primes d'assurance ;

Considérant qu'il convient de rembourser les frais acquittés par Madame Nina FARNAULT pour l'achat d'une nouvelle paire de lunettes de vue ;

DECIDE

Article 1 : Le remboursement des frais acquittés par Madame Nina FARNAULT pour l'achat d'une nouvelle paire de lunettes de vue, d'un montant de 117 euros T.T.C., en réparation du dommage causé par la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse ;

Article 2 : La signature d'une convention de remboursement entre Madame Nina FARNAULT et la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse portant sur les modalités de ce remboursement ;

AR Prefecture
006-200039857-20250610-DP2025_096-AU
Reçu le 17/06/2025
Publié le 17/06/2025

Article 3 : La convention prendra effet à compter de sa signature par les parties jusqu'au complet règlement du remboursement.

Fait à Grasse, le 10 juin 2025

Le Président,

Jérôme VIAUD
Maire de Grasse
Vice-président du Conseil départemental
des Alpes-Maritimes

AR Prefecture
006-200039857-20250610-DP2025_096-AU
Reçu le 17/06/2025
Publié le 17/06/2025

CONVENTION DE REMBOURSEMENT

Entre les soussignés :

La Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse, identifiée sous le numéro SIRET 200 039 857 000 12, dont le siège se situe 57 avenue Pierre Sémard 06130 GRASSE et représentée par son Président en exercice, Monsieur Jérôme VIAUD, agissant au nom et pour le compte de ladite Communauté d'Agglomération, habilité à signer les présentes en vertu d'une décision n° DP2024_199, visée en préfecture de Nice le 29/11/2024.

ci-après dénommée ***« La CAPG »,***

Et

Madame Nina FARNAULT, domiciliée au 18 Chemin du clos, 06530 Peymeinade

ci-après dénommé ***« Madame Nina FARNAULT»,***

PREAMBULE

Dans le cadre de ses activités de centre de loisirs, l'équipe du service jeunesse de la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse surveille la cour de récréation en date du 22/07/2024 une journée à la mer, à Cannes pour y pratiquer avec les enfants inscrits une activité baignade. Lors de la baignade, l'enfant Victor TEMLEITNER a confié ses lunettes de vue à une animatrice qui les a fait accidentellement tomber dans la mer sans réussir à les récupérer.

Pour répondre à l'urgence du remplacement des lunettes de vue, Madame Nina FARNAULT, a procédé à l'achat d'une nouvelle paire par l'entreprise *OPTICAL CENTER* pour un montant de 117 € TTC.

D'un commun accord entre Madame Nina FARNAULT et la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse, il a été décidé de ne pas faire intervenir les assurances respectives afin de faire baisser le taux de sinistralité de la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse sur son contrat d'assurance.

La responsabilité du sinistre incombe à la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse, il convient dès lors de rembourser les frais avancés par Madame Nina FARNAULT.

AR Prefecture
006-200039857-20250610-DP2025_096-AU
Reçu le 17/06/2025
Publié le 17/06/2025

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

Article 1 : Objet de la convention

La présente convention a pour objet de déterminer les modalités de remboursement des frais avancés par Madame Nina FARNAULT à la suite de la casse des lunettes de vue, lors de la surveillance de la cour de récréation organisée par le service jeunesse de la CAPG.

Article 2 : Montant du remboursement

Le remboursement porte sur les frais avancés par Madame Nina FARNAULT pour le remplacement des lunettes de vue correspondant à la facture n° F100002642 en date du 03/08/2025 éditée par la société ***OPTICAL CENTER***, d'un montant de 117 € T.T.C, acquittée par ***Madame Nina FARNAULT*** **(annexe 1**).

Le montant du remboursement s'élève donc à la somme de 117 € TTC (CENT DIX SEPT EUROS TOUTES TAXES COMPRISES).

Article 3 : Modalités de remboursement

Le règlement du remboursement fera l'objet d'un versement unique par mandat administratif émis par la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse dans un délai de 30 jours à compter de la signature de la présente convention.

Article 4 : Modification de la convention

Toutes les modifications de la présente convention devront faire l'objet d'un avenant et seront jointes à la présente avec accord des parties signataires.

Article 5 : Durée

La convention est consentie dès signature de la présente par les parties jusqu'au complet règlement du remboursement de ladite facture.

Article 6 : Résiliation

Chaque partie pourra, de manière unilatérale et quel qu'en soit le motif, résilier la présente convention. La partie souhaitant résilier la présente convention doit en informer l'autre partie par simple notification écrite.

AR Prefecture
006-200039857-20250610-DP2025_096-AU
Reçu le 17/06/2025
Publié le 17/06/2025

La résiliation prendra effet de manière immédiate à compter de sa notification écrite adressée à la partie concernée. Elle ne donnera lieu à aucune indemnité de la part de l'une ou de l'autre des parties.

ARTICLE 7 : Règlement des litiges

Le présent contrat est régi par la loi française.
En cas de différend sur l'interprétation ou l'exécution du présent contrat, chaque partie s'efforcera de trouver de bonne foi un accord. La partie souhaitant mettre en œuvre le processus de négociation devra en informer l'autre partie par Lettre Recommandée avec Accusé de Réception (LRAR) en indiquant les éléments du différend.

A défaut d'accord trouvé dans un délai de deux mois à compter de la réception de la LRAR par la partie concernée, le litige sera porté devant la juridiction compétente.

Annexes :

- Factures acquittées numéro F100002642 de l'entreprise Optical Center
- RIB de Madame Nina FARNAULT.

Les annexes susmentionnées font partie intégrante de la présente convention.

Fait à Grasse, le

Pour la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse
Le Président,

Jérôme VIAUD
Maire de la Ville de Grasse
Vice-Président du Conseil départemental
des Alpes-Maritimes

Madame Nina FARNAULT

AR Prefecture
006-200039857-20250610-DP2025_097-AU
Reçu le 17/06/2025
Publié le 17/06/2025

Pays de Grasse
communauté d'agglomération

REPUBLIQUE FRANÇAISE
DEPARTEMENT
DES ALPES-MARITIMES

DECISION DU PRESIDENT
N° DP2025_097

Objet : Conclusion d'une convention de partenariat entre la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse pour les Jardins du Musée International de la Parfumerie et l'association de Formation et de Promotion pour Jeunes et Adultes et Recherche d'Insertion.

Le Président de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse

Vu Les articles L.5211-1 et L.5211-2 du Code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération DL2024_001 du 22 février 2024 de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse par laquelle le conseil communautaire a délégué au président certaines de ses attributions conformément à l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;

Considérant que la direction des publics et de la programmation culturelle des musées de Grasse propose des actions participant à une politique inclusive pour tous les publics dont les personnes en formation et insertion professionnelle ;

Considérant que les Jardins Musée International de la Parfumerie souhaitent collaborer avec l'association de Formation et de Promotion pour Jeunes et Adultes et Recherche d'Insertion, dans le cadre du projet qui permettra à des jeunes en formation à la « SAT La Cardeline », de mettre en application leurs acquis au sein des Jardins du Musée International de la Parfumerie (JMIP) ;

Considérant qu'il convient de signer une convention qui règlera les modalités de partenariat entre la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse et l'association de Formation et de Promotion pour Jeunes et Adultes et Recherche d'Insertion ;

DECIDE

Article 1 : La signature d'une convention de partenariat ci-annexée entre la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse et l'association de Formation et de Promotion pour Jeunes et Adultes et Recherche d'Insertion ;

Article 2 : De conclure le partenariat à titre gratuit ;

Article 3 : Un partenariat conclu pour un an à compter de la signature des parties.

Fait à Grasse, le 10 juin 2025

Le Président,

Pays de Grasse communauté d'agglomération

Jérôme VIAUD
Maire de Grasse
Vice-président du Conseil départemental
des Alpes-Maritimes

AR Prefecture
006-200039857-20250610-DP2025_097-AU
Reçu le 17/06/2025
Publié le 17/06/2025

ANNEXE DP2025_097

CONVENTION DE PARTENARIAT

DES JARDINS DU MUSEE INTERNATIONAL DE LA PARFUMERIE

Et Association de Formation et de Promotion pour Jeunes et Adultes et Recherche d'insertion (AFPJR)

Entre les soussignés :

La **Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse (CAPG)**, ayant son siège à Grasse (06130), au 57 Avenue Pierre Sémard, identifiée sous le N° SIRET 200 039 857 000 12, et représentée par son Président en exercice, Monsieur Jérôme VIAUD, agissant au nom et pour le compte de ladite communauté d'agglomération en vertu de la décision n°DP2025_XXXX prise en date du XXXXX 2025 et visée en préfecture de Nice le XXXXX 2025.

Dénommée ci-après **"La CAPG"**,

d'une part,

Et

L'**Association de Formation et de Promotion pour Jeunes et Adultes et Recherche d'Insertion (AFPJR)**, ayant son siège à Châteauneuf de Grasse 06740, 591 Chemin du Camp de Tende, identifiée sous le numéro SIRET 782 631 782 000 52 et représentée par Nicolas HUGUES, dûment habilité(e) à cet effet.

Dénommée ci-après **"AFPJR"**,

d'autre part,

PRÉAMBULE

L'AFPJR, au travers de son Service d'Accompagnement et de Transition "SAT La Cardeline", accompagne des jeunes adultes en situation de handicap dans leur parcours d'insertion sociale et professionnelle. La SAT La Cardeline accueille des jeunes adultes ayant besoin d'un temps d'évaluation et de préparation en vue d'une orientation vers le secteur du travail protégé ou toute autre voie adaptée.

Les JMIP, dans leur mission de transmission du savoir-faire lié aux espaces verts et à la parfumerie, disposent d'un cadre idéal pour un apprentissage pratique.

Dans ce contexte, les parties conviennent du partenariat suivant

Il est convenu ce qui suit :

Article 1 : Objet

La présente convention a pour objet de fixer les conditions du partenariat entre la SAT La Cardeline, gérée par l'AFPJR, et la CAPG pour les Jardins du MIP afin d'utiliser ces derniers comme terrain d'apprentissage et d'expérimentation pour six stagiaires de la SAT La Cardeline accompagnées de deux éducateurs.

AR Prefecture
006-200039857-20250610-DP2025_097-AU
Reçu le 17/06/2025
Publié le 17/06/2025

Article 2 : **Durée et date d'effet de la convention**

La présente convention est conclue pour une durée d'un an à compter de la date de signature.

Article 3 : Présentation du projet

Le présent partenariat a pour objet de permettre à des jeunes en formation à la SAT La Cardeline, dans le cadre de leur apprentissage des métiers des espaces verts, de mettre en application leurs acquis au sein des Jardins du Musée International de la Parfumerie (JMIP).

Afin de garantir la bonne exécution du projet, les jeunes participants seront accompagnés par deux éducateurs de la SAT La Cardeline, chargés de l'encadrement pédagogique et technique. À chaque séance, des tâches seront définies par les jardiniers des Jardins du MIP, en fonction des besoins saisonniers et des capacités des jeunes.

Le planning des sessions de formation sera établi en amont, en concertation avec les équipes des Jardins du MIP, afin d'assurer une organisation optimale.

Les connaissances acquises par les jeunes seront mises en pratique lors des séances de jardinage pédagogique organisées à destination des enfants du territoire. Ces séances seront animées par une médiatrice culturelle des JMIP, accompagnée des deux éducateurs de la SAT La Cardeline.

Dans ce cadre, les jeunes auront pour mission d'accompagner et d'assister les enfants dans la conception et la réalisation d'un jardin. Ils participeront également à l'entretien de la parcelle pédagogique des JMIP.

Les parties s'engagent à collaborer activement dans le respect des objectifs éducatifs et environnementaux du projet, favorisant ainsi l'inclusion sociale et professionnelle des jeunes bénéficiaires.

Article 3.1 : Objectifs éducatifs :

- Permettre aux stagiaires de sortir du cadre de la SAT La Cardeline pour appliquer leurs acquis dans un environnement extérieur.
- Développer le savoir-être des stagiaires en contexte professionnel.
- Profiter de l'expertise des jardiniers et des médiatrices culturelles des JMIP.

Article 3.2 : Objectifs environnementaux

- Sensibiliser les jeunes et les enfants à la préservation de la biodiversité.
- Favoriser la transmission des savoir-faire liés à la valorisation du patrimoine local.

Article 3.3 : Déroulement :

Le projet se déroulera en deux phases :

1. **Temps de formations**

   Apprentissage des espaces verts autour de quatre thématiques :

   - Récolte de végétaux.
   - Taille des végétaux.
   - Préparation des parcelles
   - Plantation sur les parcelles

2. : **Temps d'intervention**

Transmission des savoir-faire à du jeunes publics lors des ateliers dans le jardin pédagogique des JMIP accompagnées par une médiatrice culturelle.

AR Prefecture
006-200039857-20250610-DP2025_097-AU
Reçu le 17/06/2025
Publié le 17/06/2025

- Organisation de séances pédagogiques avec les jeunes publics.
- Contribution à l'aménagement du jardin pédagogique des JMIP en partenariat avec les médiatrices des musées.

Article 3.4 : Organisation des séances

Les séances seront organisées en demi-journées ou journées complètes et planifiées à l'avance avec les jardiniers et les médiatrices des JMIP. Un calendrier prévisionnel sera établi d'un commun accord.

Les séances d'activité s'intègreront dans le cadre de leur planning de formation à la SAT la Cardeline.

Article 4 : Engagements des parties

Les parties se reconnaissent le droit mutuel à communiquer la présente convention aux autorités administratives en tant que de besoin.

Article 4.1 Engagements de l'association AFPJR

L'association s'engagent à réaliser les actions suivantes :

- Assurer l'encadrement des stagiaires durant les activités.
- Veiller au respect des règles de sécurité.
- Fournir les équipements nécessaires si besoin.

Article 4.2 Engagements de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse - Musée International de la Parfumerie (MIP)

Elle s'engage à :

- Mettre à disposition les espaces et ressources pédagogiques.
- Encadrer les activités avec ses équipes.
- Assurer la transmission des savoir-faire en lien avec le projet.

Article 5 : Modalités financières et contrepartie

La présente convention est conclue à titre gratuit.

Les bénéficiaires s'engagent à participer à l'entretien de l'espace des JMIP dédié au jardin pédagogique.

Un planning des prestations sera établi en amont.

Article 6 : Modification de la convention

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant.

Article 7 : Assurances

Chacune des parties devra justifier dans le cadre de cette convention qu'elle est couverte par une assurance responsabilité pour tous les risques de son fait ou de celui de ses préposés ou participants en lien avec l'exécution de la présente convention et couvrant tous les dommages matériels ou corporels pouvant en résulter.

AR Prefecture
006-200039857-20250610-DP2025_097-AU
Reçu le 17/06/2025
Publié le 17/06/2025

Article 8 : Résiliation

Faute d'exécution de leurs obligations respectives par l'une des parties, et quinze jours après l'envoi d'une mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception restée sans réponse, la présente convention sera résiliée de plein droit, aux torts et griefs de la partie défaillante.

La présente convention se trouvera également suspendue ou annulée de plein droit et sans indemnité d'aucune sorte, dans tous les cas reconnus de force majeure par la loi et la jurisprudence. Il en est de même si les actions ne pouvaient avoir lieu en raison des mesures gouvernementales prises pour lutter contre le COVID-19 ou dans le cas où l'état de santé de l'artiste justifié par arrêt maladie, ne lui permettrait pas d'assurer ses interventions sur la durée de la présente convention.

En cas d'empêchement pour cause de COVID-19 ou d'arrêt maladie, les parties s'engagent à reporter l'exécution de la présente convention ou à procéder au remplacement de l'artiste désigné, donnant lieu à la signature d'un avenant.

En dehors des cas de force majeure, la convention peut être dénoncée à tout moment avec un délai de prévenance de deux mois, à l'initiative de l'une ou l'autre des parties, par lettre recommandée avec accusé de réception.

La résiliation de la convention ne donnera lieu à aucun versement d'indemnité d'aucune sorte

Article 9 : Litiges

Le présent contrat est régi par la loi française.

En cas de différend sur l'interprétation ou l'exécution du présent contrat, chaque partie s'efforcera de trouver de bonne foi un accord. La partie souhaitant mettre en œuvre le processus de négociation devra en informer l'autre partie par Lettre Recommandée avec Accusé de Réception (LRAR) en indiquant les éléments du différend.

A défaut d'accord trouvé dans un délai de deux mois à compter de la réception de la LRAR par la partie concernée, le litige sera porté devant les juridictions compétentes.

Article 10 : Élection de domicile

Pour l'application de la présente convention, les parties déclarent faire élection de domicile en leur adresse respective, telle qu'indiquée en page 1 de la présente convention.

Fait en 2 exemplaires à Grasse, le :

Pour la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse	**Pour l'association AFPJR**
Le Président,	Le Directeur,
Jérôme VIAUD **Maire de Grasse** Vice-président du Conseil départemental des Alpes-Maritimes	Monsieur Nicolas HUGUES,

AR Prefecture

006-200039857-20250610-DP2025_097-AU
Reçu le 17/06/2025
Publié le 17/06/2025

ANNEXE DP2025_097

AR Prefecture
006-200039857-20250623-DP2025_098-AU
Reçu le 01/07/2025
Publié le 01/07/2025

Pays de Grasse
communauté d'agglomération

REPUBLIQUE FRANÇAISE
DEPARTEMENT
DES ALPES-MARITIMES

DECISION DU PRESIDENT N°DP2025_098

Objet : Accord-cadre à procédure adaptée – Exploitation des réseaux et ouvrages d'eaux pluviales sur la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse

Déclaration sans suite

Le Président de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération DL2024_001 du 22 février 2024 de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse par laquelle le conseil communautaire a délégué au président certaines de ses attributions conformément à l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;

Vu les dispositions du Code de la Commande Publique et notamment ses articles R2185-1 et R2185-2 ;

Considérant que l'acheteur public peut à tout moment déclarer la procédure sans suite et donner les raisons pour lesquelles il a décidé de ne pas attribuer l'accord-cadre ou de recommencer la procédure ;

Considérant qu'il convient de redéfinir les besoins de la CAPG en matière d'exploitation des réseaux et ouvrages d'eaux pluviales et d'allotir l'accord-cadre ;

DECIDE

Article 1 : De déclarer la procédure sans suite pour modification du cahier des clauses techniques particulières ;

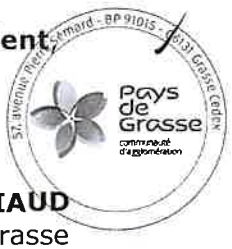
Article 2 : De relancer la procédure sous forme de procédure adaptée ;

Article 3 : De notifier cette décision à tout demandeur des pièces relatives à l'accord-cadre déclaré sans suite ;

Article 4 : Dans les délais de deux mois, la présente déclaration sans suite peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Nice à l'encontre de la présente décision, sans préjudice de l'application des dispositions des articles L551-1 et R551-7 du Code précité ;

Fait à Grasse, le 23 juin 2025

Le Président,



Jérôme VIAUD
Maire de Grasse
Vice-président du Conseil départemental
des Alpes-Maritimes

AR Prefecture
006-200039857-20250523-DP2025_099-AU
Reçu le 01/07/2025
Publié le 01/07/2025

Pays de Grasse
communauté d'agglomération

REPUBLIQUE FRANÇAISE
DEPARTEMENT
DES ALPES-MARITIMES

DECISION DU PRESIDENT
N°DP2025_099

Objet : Mise en place des avantages tarifaires aux détenteurs de la Carte Jeunes - Estivale « L'été en roue libre » au Musée International de la Parfumerie et ses Jardins

Le Président de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse

Vu les articles L.5211-1 et L.5211-2 du Code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération DL2024_001 du 22 février 2024 de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse par laquelle le conseil communautaire a délégué au président certaines de ses attributions conformément à l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération du conseil communautaire n°DL2024_210 du 12 décembre 2024 relative au recueil des tarifs 2025 fixant également les tarifs du Musée International de la Parfumerie et des Jardins du Musée International de la Parfumerie ;

Considérant que dans le cadre du dispositif Carte Jeunes - Estivale « L'été en roue libre », destinée aux jeunes -jusqu'à 26 ans- résidant sur le territoire métropolitain de CAP AZUR, la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse envisage d'accorder les avantages tarifaires aux détenteurs de cette carte du 15 juin au 15 septembre 2025 ;

DECIDE

Article 1 : d'accorder les avantages tarifaires comme suit aux détenteurs de la Carte « L'été en roue libre » :

- Accès gratuit aux Jardins du MIP, accompagné d'une remise de 5 % en boutique des JMIP.
- Entrée offerte au Musée International de la Parfumerie (MIP), incluant l'audioguide, ainsi qu'une réduction de 5 % sur les achats en boutique du MIP.
- Tarif préférentiel de 3 € (au lieu de 6 €) pour l'atelier d'initiation au parfum.

Fait à Grasse, le 23 juin 2025

Le Président

Pays de Grasse communauté d'agglomération
57, avenue Pierre Semard - BP 91015 - 06131 Grasse Cedex

Jérôme VIAUD
Maire de Grasse
Vice-président du Conseil départemental
des Alpes-Maritimes

AR Prefecture
006-200039857-20250623-DP2025_100-AU
Reçu le 01/07/2025
Publié le 01/07/2025

Pays de Grasse
communauté d'agglomération

REPUBLIQUE FRANÇAISE
DEPARTEMENT
DES ALPES-MARITIMES

DECISION DU PRESIDENT
N°DP2025_100

Objet : Convention de mise à disposition d'un local par la commune d'Auribeau-sur-Siagne pour l'exercice de la compétence partielle jeunesse de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse

Le Président de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération DL2024_001 du 22 février 2024 de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse par laquelle le conseil communautaire a délégué au président certaines de ses attributions conformément à l'article L5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;

Considérant que dans le cadre de l'exercice des compétences « jeunesse » confiées à la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse, la commune d'Auribeau-sur-Siagne met à la disposition de la communauté d'agglomération un local communal pour que son personnel ait un lieu d'accueil pour les inscriptions des enfants de son centre de loisirs ;

Considérant qu'ainsi, il convient de conclure une convention définissant les modalités de mise à disposition du local ;

DECIDE

Article 1 : La signature d'une convention de mise à disposition d'un local utilisé par les services de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse dans le cadre l'exercice de sa compétence partielle jeunesse avec la commune suivante :

- Auribeau-sur-Siagne

Article 2 : La convention est conclue pour une durée d'un an à compter de la date de signature, renouvelable 3 fois pour une durée maximale de quatre ans.

Fait à Grasse, le 23 juin 2025

Le Président

Pays de Grasse communauté d'agglomération

Jérôme VIAUD
Maire de Grasse
Vice-président du Conseil départemental
des Alpes-Maritimes

AR Prefecture
006-200039857-20250623-DP2025_100-AU
Reçu le 01/07/2025
Publié le 01/07/2025

CONVENTION
ENTRE
LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DU PAYS DE GRASSE
ET
LA COMMUNE D'AURIBEAU SUR SIAGNE

_____
CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DE LOCAUX

ENTRE LES SOUSSIGNEES :

La Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse, identifiée sous le numéro SIRET 200 039 857 000 12, dont le siège se trouve 57 avenue Pierre Sémard 06131 GRASSE cedex et représentée par son Président en exercice, Monsieur Jérôme VIAUD, agissant au nom et pour le compte de ladite Communauté d'Agglomération, habilité à signer les présentes en vertu de la décision n° prise en date du et visée en Préfecture de Nice le .

Dénommée ci-après, « la CAPG »,

ET :

La commune d'Auribeau-sur-Siagne, identifiée sous le numéro SIREN N°210 600 078, dont le siège se trouve Mnt de la Mairie 06810 Auribeau-sur-Siagne et représentée par son maire en exercice Madame Michèle PAGANIN, agissant au nom et pour le compte de la commune, habilité à signer les présentes en vertu de la délibération n° Prise en date du et visé en Préfecture de Nice le .

Dénommée ci-après, « la commune »,

AR Prefecture
006-200039857-20250623-DP2025_100-AU
Reçu le 01/07/2025
Publié le 01/07/2025

PREAMBULE

Dans le cadre de sa compétence jeunesse, la communauté d'agglomération du Pays de Grasse (CAPG) assure sur une partie de son territoire dont la commune d'Auribeau-sur- Siagne, la gestion des accueils de loisirs sans hébergement périscolaire et extrascolaire des enfants en âge d'être scolarisés.

Afin qu'elle puisse exercer cette compétence, la commune met à disposition de la CAPG des bâtiments communaux. Pour établir leurs modalités de mise à disposition, les parties conviennent de conclure la présente convention.

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 : OBJET

L'objet de la convention est de définir les modalités de mise à disposition à la CAPG pour l'exercice de sa compétence jeunesse, d'un local appartenant à la commune et désignés ci-après ainsi que les engagements de chacune des parties.

ARTICLE 2 : DESIGNATION DU BIEN

La commune d'Auribeau-sur Siagne met à disposition de la CAPG le local suivant :

- 1 bureau d'une superficie de 9 m^2 .

Le bureau est situé au 1er étage de la mairie annexe, 2 place en l'aire à Auribeau.
Il est équipé du mobilier adapté (bureau, fauteuil de bureau).
La CAPG s'engage à fournir la bureautique nécessaire (poste informatique, écran, imprimante, téléphone) à l'exception de la connexion internet qui est fournie par la commune via réseau filaire et WIFI.
Les créneaux d'utilisation et l'usage est indiqué dans l'annexe 1 et le plan du local dans l'annexe 2.
Ces annexes pourront donner lieu à modification par la conclusion d'un avenant si l'une des parties venait à modifier les modalités de mise à disposition.

ARTICLE 3 : DESTINATION DES BIENS

Le local mis à disposition par la commune sera dédié à l'usage de l'agent en charge de l'accueil des inscriptions de loisir périscolaire et extrascolaire des enfants.
Sur son temps de travail, l'agent accueilli aura accès aux espaces commun à savoir : une salle d'attente pour le public, une salle de réunion, un WC/douche et une cuisine équipée (annexe 2

AR Prefecture
006-200039857-20250623-DP2025_100-AU
Reçu le 01/07/2025
Publié le 01/07/2025

ARTICLE 4 : ENGAGEMENTS DES PARTIES

4.1 Engagements pris par la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse :

- Utiliser le local et les équipements raisonnablement ;
- Laisser les locaux communs et les équipements rangés et dans l'état convenable de propreté à l'issue de leur mise à disposition.
- Informer immédiatement la commune de tous problèmes rencontrés dans les locaux ou de façon générale de tout évènement susceptible d'impacter les conditions de mise à disposition décrites dans la présente convention.
- Respecter le plan Particulier de Mise en Sécurité (PPMS) en cours de validité et mis à jour annuellement, le personnel CAPG doit en prendre connaissance annuellement.
- Respecter les consignes générales de sécurité applicables aux locaux (évacuation incendie, inondation ou confinement), le règlement intérieur, connaître l'emplacement des extincteurs et se former à son utilisation.
- Veiller à ce que les voies de secours soient libres d'accès, à ne pas utiliser d'appareils électriques non homologués et qui ne dépassent pas les puissances mises à disposition ainsi que le matériel à gaz.
- Se conformer à l'interdiction de fumer dans les salles.

4.2 Engagements pris par la commune d'Auribeau-sur-Siagne :

- Mise à disposition des locaux sur les créneaux indiqués en annexe en vue de permettre à la CAPG de réaliser ses missions ;
- Fournir un jeu de clé permettant l'accès au bâtiment et au bureau
- Accepte les modifications ponctuelles qui seront apportées aux créneaux notifiés en annexe 1 de la présente.
- Informer immédiatement le service Jeunesse et Sports de la CAPG dans le cas de la survenance d'un problème sur un équipement, ou bien dans le cas où la commune ne pourrait mettre ponctuellement les locaux à disposition de la CAPG.
- Remettre une clé permettent l'accès à l'ensemble des locaux et équipements mis à disposition ;
- Le ménage sera pris en charge par la commune pour ce local.

ARTICLE 5 : MODALITES FINANCIERES

La présente convention est consentie à titre gratuit à l'exception du règlement des charges (eau, électricité, frais de nettoyage des locaux et connexion internet) qui seront pris en charge par la CAPG à hauteur de 10% du montant de la facture qui concerne le bâtiment d'une superficie de 100m2.
Cette quote-part correspond au prorata de l'occupation des surfaces des locaux par l'occupant.
Ce remboursement fera l'objet d'une facturation annuelle et de l'établissement d'un titre de recettes par la commune l'année suivant l'occupation.

ARTICLE 6 : TRAVAUX

La CAPG s'engage à utiliser les biens mis à disposition objets de la présente raisonnablement, en sa qualité d'occupant desdits biens.

AR Prefecture
006-200039857-20250623-DP2025_100-AU
Reçu le 01/07/2025
Publié le 01/07/2025

Dans le cas où des réparations seraient rendues nécessaires par la faute ou la négligence de la CAPG, cette dernière sera tenue d'en informer la commune d'Auribeau-sur-Siagne et en supportera la charge financière.

Dans le cas où la CAPG envisagerait de procéder à des aménagements, installations, embellissements ou décors quelconques, cette dernière devra demander l'autorisation préalable et écrite de la commune d'Auribeau-sur-Siagne en sa qualité de propriétaire.

La commune conservera ces aménagements, installations, embellissements ou décors autorisés par elle, sans indemnité au profit du preneur, ceux-ci devenant de plein droit à l'échéance de la mise à disposition, la propriété de la commune.

En toute hypothèse, la CAPG ne pourra prétendre à aucune indemnité pour les nuisances engendrées du fait de la réalisation de travaux, y compris ceux excédant quarante jours.

La commune devra effectuer à ses frais tous les travaux lui incombant en sa qualité de propriétaire au sens des dispositions de l'article 606 du code civil.

ARTICLE 7 : ASSURANCES

La CAPG s'engage à souscrire auprès d'une compagnie d'assurance notoirement solvable une assurance couvrant sa responsabilité civile et les dommages pouvant intervenir au cours de la mise à disposition.
L'assurance devra notamment couvrir la dégradation et le vol de matériaux utilisé et stocké dans les locaux.

D'autre part, la commune d'Auribeau-sur-Siagne s'engage à assurer ses biens en sa qualité de propriétaire.
La commune décline toute responsabilité pour tous les vols qui pourraient être commis dans les locaux pour toute la durée de la mise à disposition.

ARTICLE 8 : CESSION, SOUS-LOCATION

La présente convention est consentie *intuitu personae*, la *CAPG* ne pourra céder les droits en résultant à qui que ce soit.

ARTICLE 9 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Les modifications à venir éventuellement apportées de la présente convention devront faire l'objet d'avenants joints à la présente convention, avec accord des parties signataires.

ARTICLE 10 : PRISE D'EFFET -DUREE- RENOUVELLEMENT

La présente convention prend effet à compter de sa signature par chacune des parties.

Elle est consentie et acceptée pour une durée d'une année, renouvelable trois fois à chaque date anniversaire par tacite reconduction à compter de la date de prise d'effet

AR Prefecture
006-200039857-20250623-DP2025_100-AU
Reçu le 01/07/2025
Publié le 01/07/2025

Susmentionnée, pour une durée maximale de quatre ans, sauf résiliation anticipée de la présente conformément à l'article 11 ci-dessous.

ARTICLE 11 : RESILIATION.

11.1 Résiliation pour faute

Dans le cas où l'une des parties ne respecterait pas les engagements de la présente convention, l'autre partie pourra résilier de manière unilatérale la convention, après mise en demeure restée infructueuse pendant 3 mois.
La résiliation sera alors notifiée à la partie défaillante par courrier recommandé avec accusé de réception mettant immédiatement fin aux obligations de chacune des parties.

11.2 Résiliation par l'une des parties

Chaque partie pourra, de manière unilatérale et quel qu'en soit le motif, résilier la présente convention. La partie souhaitant résilier la présente convention doit en informer l'autre partie par lettre recommandée avec accusé de réception (LRAR).

La résiliation prend effet sous 3 mois à compter de la réception de la LRAR par la partie concernée.

La résiliation ne donnera lieu à aucun remboursement de sommes antérieurement versées, ni à une quelconque indemnité de la part de l'une ou de l'autre des parties.

ARTICLE 12 : LITIGES

Le présent contrat est régi par la loi française.

En cas de différend sur l'interprétation ou l'exécution du présent contrat, chaque partie s'efforcera de trouver de bonne foi un accord. La partie souhaitant mettre en œuvre le processus de négociation devra en informer l'autre partie par Lettre Recommandée avec Accusé de Réception (LRAR) en indiquant les éléments du différend.

A défaut d'accord trouvé dans un délai de deux mois à compter de la réception de la LRAR par la partie concernée, le litige sera porté devant les juridictions compétentes.

AR Prefecture
006-200039857-20250623-DP2025_100-AU
Reçu le 01/07/2025
Publié le 01/07/2025

Annexes :

Annexe 1 - Détail des locaux mis à disposition
Annexe 2 - Plan détaillé des locaux (Ecole Bayle rez-de-chaussée)
Les annexes susmentionnées font partie intégrante de la présente convention.

Fait à Grasse en 2 exemplaires, le

Pour la communauté
D'Agglomération du Pays de Grasse
Le Président,

Jérôme VIAUD
Maire de Grasse,
Vice-président du Conseil
Départemental des Alpes Maritimes

Pour la Commune
d'Auribeau-sur-Siagne
Le Maire,

Michèle PAGANIN

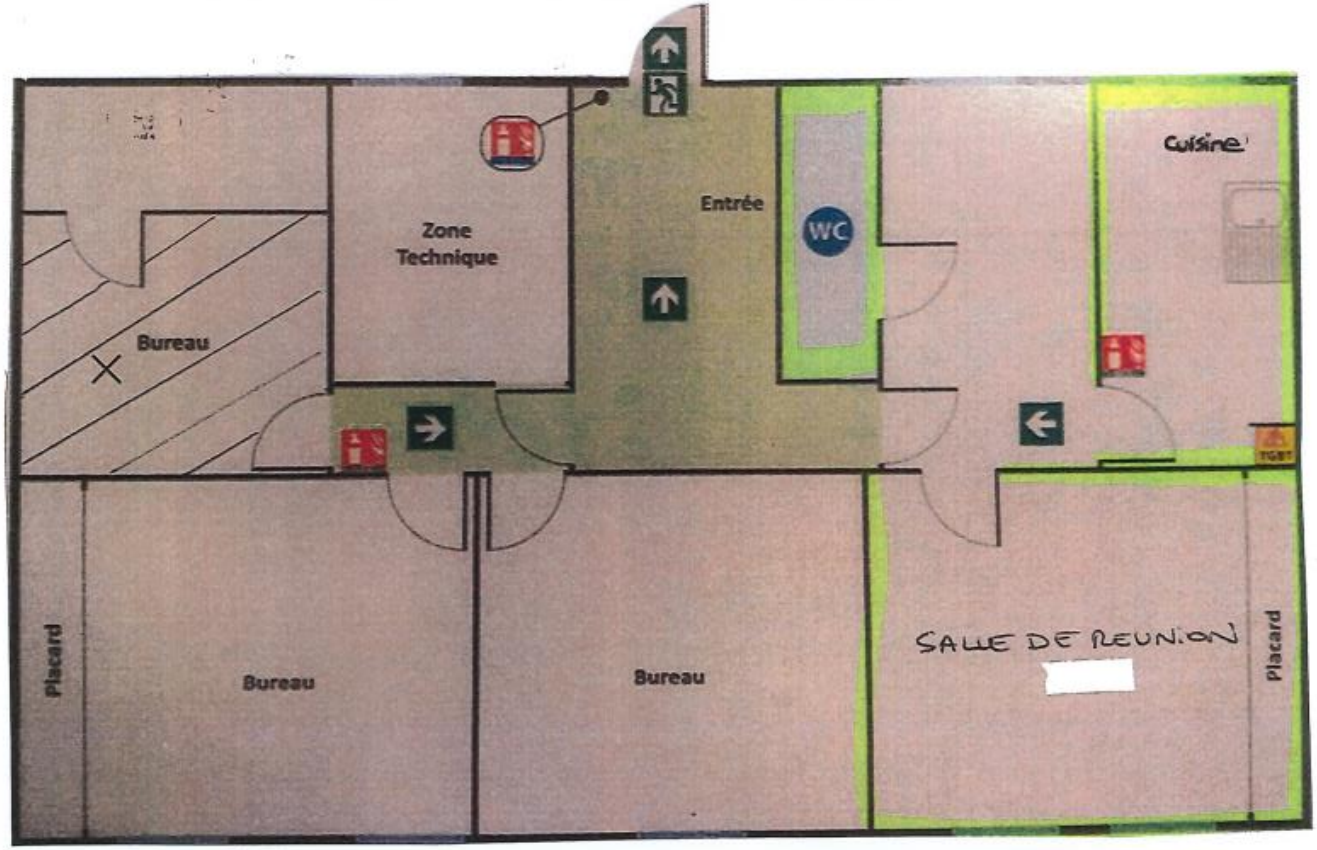
ANNEXE 1

Compétence	**Equipement**	**Période d'utilisation**	**Usage**	**Adresse à Auribeau-sur- Siagne**	**Superficie**
Jeunesse	Bureau	Du Lundi au vendredi 8h30/16h30	Accueil des personnes pour les inscriptions CLSH	Bâtiment communal : Mairie annexe – 2 place en l'aire 06810 Auribeau sur Siagne	9 m2

Chaque année, les mises à disposition étant assujetties au fonctionnement des différents usagers, les plages d'utilisation peuvent évoluer.
En cas de modifications, un avenant à la présente est alors conclu entre les parties.

Paraphes :

Annexe 2 - Plan du 1er étage de la mairie annexe



En vert: espaces d'accueil du public
En jaune: espaces communs
Hachuré: bureau mis à dispositon de la CAPG

AR Prefecture
006-200039857-20250622-DP2025_101-AU
Reçu le 01/07/2025
Publié le 01/07/2025

Pays de Grasse
communauté d'agglomération

REPUBLIQUE FRANÇAISE
DEPARTEMENT
DES ALPES-MARITIMES

DECISION DU PRESIDENT N°DP2025_101

Objet : Avenant n°2 à la convention de mise à disposition de locaux par la commune de Séranon pour l'exercice de la compétence partielle Petite-enfance et Jeunesse de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse

Le Président de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération DL2024_001 du 22 février 2024 de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse par laquelle le conseil communautaire a délégué au président certaines de ses attributions conformément à l'article L5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;

Vu la décision du Président n° DP2024_036 du 07 mars 2024 relative à la mise à disposition de locaux par la commune de Séranon pour l'exercice de la compétence partielle « Petite enfance » et « Jeunesse » de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse ;

Vu la convention de mise à disposition de locaux entre la commune de Séranon et la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse pour l'exercice de sa compétence partielle « Petite enfance » et « Jeunesse » du 18 avril 2024 ;

Vu la décision du Président n° DP2024_118 du 20 juillet 2024 relative à l'avenant n° 1 à la convention de mise à disposition de locaux par la commune de Séranon pour l'exercice de la compétence partielle « Petite enfance » et « Jeunesse » de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse ;

Considérant que dans le cadre de l'exercice des compétences « Petite enfance » et « Jeunesse » confiées à la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse, la commune de Séranon met à la disposition de la communauté d'agglomération un ensemble de bâtiment communaux ;

Considérant qu'une convention a été conclue le 18 avril 2024, définissant les modalités de cette mise à disposition ;

Considérant qu'afin de préparer les animations et recevoir les parents lors des inscriptions dans les meilleures conditions, la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse a sollicité la commune afin qu'un espace supplémentaire de bureaux lui soit mis à disposition et qu'un avenant a été conclu à cet effet ;

Considérant que cet avenant prévoyait uniquement cette modification ;

Considérant cependant que la commune souhaite que les fluides (eau et électricité) pour ce local soient mis à la charge de la CAPG et qu'il convient donc de conclure un nouvel avenant à la convention initiale du 18 avril 2024 ;

AR Prefecture
006-200039857-20250623-DP2025_101-AU
Reçu le 01/07/2025
Publié le 01/07/2025

DECIDE

Article 1 : La conclusion d'un second avenant à la convention de mise à disposition de locaux par la commune de Séranon pour l'exercice de la compétence partielle « Petite enfance » et « Jeunesse » de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse ;

Article 2 : La modification de l'article 4 de cette convention, relatif aux modalités financières concernant la prise en charge par la CAPG des fluides (eau et électricité) du local situé sur le territoire de la commune de Séranon au 772 avenue Notre Dame.

Fait à Grasse, le 23 juin 2025

Le Président,

Jérôme VIAUD
Maire de Grasse
Vice-président du Conseil départemental
des Alpes-Maritimes

AR Prefecture
006-200039857-20250623-DP2025_101-AU
Reçu le 01/07/2025
Publié le 01/07/2025

CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DE BIENS IMMOBILIERS ET D'EQUIPEMENTS DE LA COMMUNE DE SERANON

AVENANT N°2

ENTRE LES SOUSSIGNEES :

La Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse, identifiée sous le numéro SIRET 200 039 857 000 12, dont le siège est sis au 57 avenue Pierre Sémard 06130 GRASSE et représentée par son Président en exercice, Monsieur Jérôme VIAUD, agissant au nom et pour le compte de ladite Communauté d'Agglomération en vertu de la décision du Président DP2025_XXX du XX/XX/2025 visée en préfecture de Nice le XX/XX/2025

Ci-après dénommée **« La CAPG »,**

D'une part,

ET :

La commune de Séranon, identifiée sous le numéro SIREN N°210601340, dont le siège social est situé au 4 rue de la mairie 06750 SÉRANON, représentée par son Maire en exercice, Monsieur Claude BOMPAR, dûment habité par délibération du Conseil municipal N° DP… et visée en préfecture de Nice ……

Ci-après dénommée, la **« Commune de Séranon»**

Et d'autre part,

Ci-après désignés ensemble « les parties »

AR Prefecture
006-200039857-20250623-DP2025_101-AU
Reçu le 01/07/2025
Publié le 01/07/2025

PREAMBULE

La commune de Séranon a mis à disposition de la communauté d'agglomération du Pays de Grasse, un ensemble de bâtiments communaux à titre gratuit afin d'exécuter ses missions dans le cadre de l'exercice de ses compétences « petite enfance » et « jeunesse ».

Une convention a été signée à cet effet en date du 18 avril 2024 et a fait l'objet d'un premier avenant afin que soit intégré à la liste des biens mis à disposition un local communal supplémentaire situé au 772 avenue Notre Dame de la commune.

Cet avenant ne prévoyait que cette modification. Or, la commune souhaite que le règlement des fluides (eau et électricité) pour la mise à disposition de ce local soit à la charge de la CAPG.

Les parties ont donc convenu d'établir un second avenant à la convention initiale.

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 : Objet de l'avenant

Le présent avenant a pour objet de modifier l'article 4 de la convention initiale du 18 avril 2024 relative à la mise à disposition de biens immobiliers et des équipements de la commune de Séranon afin de prendre en compte la prise en charge des fluides par la CAPG concernant le local situé 772 avenue Notre-Dame, à Séranon.

ARTICLE 2 : Modification de l'article 4 relatif aux modalités financière

Les stipulations de l'article 4 relatives aux modalités financières reproduites ci-après :

« La présente mise à disposition est consentie à titre gratuit ».

est remplacé par celles-ci :

« La présente convention est consentie à titre gratuit à l'exception du règlement des fluides (eau et électricité) pour le local situé 772 avenue Notre Dame uniquement qui sera pris en charge par la CAPG grâce au relevé d'un compteur divisionnaire pour l'électricité et un défalcateur d'eau. »

Article 3 : Dispositions diverses

Toutes les autres clauses de la convention initiale demeurent applicables tant qu'elles ne sont pas contraires aux nouvelles dispositions contenues dans le présent avenant, lesquelles prévalent en cas de contradiction.

AR Prefecture
006-200039857-20250623-DP2025_101-AU
Reçu le 01/07/2025
Publié le 01/07/2025

Article 4 : Prise d'effet du présent avenant

Le présent avenant prend effet à compter du 01/09/2024.

Fait à Grasse, le

En deux exemplaires,

Pour la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse
Le Président,

M. Jérôme VIAUD
Maire de Grasse
Vice-président du Conseil général
des Alpes-Maritimes

Pour la Commune de Séranon
Le Maire,

M. Claude BOMPAR

AR Prefecture
006-200039857-20250623-DP2025_102-AU
Reçu le 01/07/2025
Publié le 01/07/2025

Pays de Grasse
communauté d'agglomération

REPUBLIQUE FRANÇAISE
DEPARTEMENT
DES ALPES-MARITIMES

DECISION DU PRESIDENT N°DP2025_102

Objet : Exposition estivale 2025 du Musée International de la Parfumerie «Les Traits du Génie ». Vente du catalogue à la Boutique du Musée International de la Parfumerie

Le Président de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse

Vu les articles L.5211-1 et L.5211-2 du code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération DL2024_001 du 22 février 2024 de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse par laquelle le conseil communautaire a délégué au président certaines de ses attributions conformément à l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération n°DL2024_210 du 12 décembre 2024 du conseil communautaire relative au recueil des tarifs 2025 fixant également les tarifs du Musée International de la Parfumerie et des Jardins du Musée International de la Parfumerie ;

Considérant que le Musée International de la Parfumerie va proposer une exposition temporaire pour la période estivale 2025 intitulée « Les Traits de Génie », et que dans ce cadre, un catalogue va être édité ;

Considérant que la boutique du Musée International de la Parfumerie souhaite mettre en vente le catalogue de cette exposition ;

DECIDE

Article 1 : D'autoriser la vente du catalogue de l'exposition estivale 2025 du Musée International de la Parfumerie, à la régie de la boutique du MIP selon les termes suivants :

- 100 exemplaires seront vendus au prix unitaire TTC de 29 €.

Article 2 : Les recettes seront encaissées à l'article 7018 « autres ventes de produits finis » du budget principal.

Fait à Grasse, le 23 juin 2025

Le Président,

Pays de Grasse communauté d'agglomération

Jérôme VIAUD
Maire de Grasse
Vice-président du Conseil départemental
des Alpes-Maritimes

AR Prefecture
006-200039857-20250624-DP2025_103-AU
Reçu le 01/07/2025
Publié le 01/07/2025

pays de Grasse
communauté d'agglomération

REPUBLIQUE FRANÇAISE
DEPARTEMENT
DES ALPES-MARITIMES

DECISION DU PRESIDENT N°DP2025_103

Objet : Mise en vente de nouveaux produits et changement de prix à la boutique du Musée International de la Parfumerie

Le Président de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse

Vu les articles L.5211-1 et L.5211-2 du code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération DL2024_001 du 22 février 2024 de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse par laquelle le conseil communautaire a délégué au président certaines de ses attributions conformément à l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération n°DL2024_210 du 12 décembre 2024 du conseil communautaire relative au recueil des tarifs 2024 fixant également les tarifs du Musée International de la Parfumerie et des Jardins du Musée International de la Parfumerie ;

Considérant que la boutique du Musée International de la Parfumerie souhaite proposer de nouveaux produits et changer certains prix de ses produits ;

DECIDE

Article 1 : D'autoriser la mise en vente à la Boutique du Musée International de la Parfumerie, de nouveaux produits mentionnés dans l'annexe 1 ;

Article 2 : D'autoriser les changements de prix de certains produits en vente à la Boutique du Musée International de la Parfumerie, mentionnés dans l'annexe 2 ;

Article 3 : Les recettes seront encaissées à l'article 7018 « autres ventes de produits finis » du budget principal.

Fait à Grasse, le 23 juin 2025

Le Président

Jérôme VIAUD
Maire de Grasse
Vice-président du Conseil départemental
des Alpes-Maritimes

AR Prefecture
006-200039857-20250623-DP2025_103-AU
Reçu le 01/07/2025
Publié le 01/07/2025

Pays de Grasse
communauté d'agglomération

REPUBLIQUE FRANÇAISE
DEPARTEMENT
DES ALPES-MARITIMES

Annexe n°1

Nouveaux produits - Boutique du MIP

LIBELLE	code vivaticket	P.A HT	% TVA	P.V HT	PV.TTC	% MARGE	FOURNISSEUR
MAGNET CLOUET	700CLOUET1	1,00 €	20,0%	3,33 €	4,00 €	69,97%	EDITION CLOUET 250
BOITE A SAVON	700CLOUET2	1,55 €	20,0%	3,33 €	4,00 €	53,45%	EDITION CLOUET 251
CARTE POSTALE CLOUET	700CLOUET3	0,36 €	20,0%	0,83 €	1,00 €	56,63%	EDITION CLOUET 252
AFFICHETTE CLOUET	700CLOUET4	3,05 €	20,0%	5,83 €	7,00 €	47,68%	EDITION CLOUET 253
AFFICHE GRASSE CLOUET	700CLOUET5	6,00 €	20,0%	12,50 €	15,00 €	52,00%	EDITION CLOUET 254

AR Prefecture
006-200039857-20250624-DP2025_103-AU
Reçu le 01/07/2025
Publié le 01/07/2025

Pays de Grasse
communauté d'agglomération

REPUBLIQUE FRANÇAISE
DEPARTEMENT
DES ALPES-MARITIMES

Annexe n°2

Changement de prix - Boutique du MIP

LIBELLE	code vivaticket	P.A HT	% TVA	P.V HT	PV.TTC	% MARGE	FOURNISSEUR
PORTE CLEF/MONNAIE DOZ	653MAD0061	4,93 €	20%		12,00 €		MARCO PIERI
PORTE CLEF/MONNAIE Z	653MAD0041	4,93 €	20%		12,00 €		MARCO PIERI
TROUSSE GM Z	401MAD0036	10,89 €	20%		22,00 €		MARCO PIERI
TROUSSE GM DOZ	653MAD0026	10,89 €	20%		22,00 €		MARCO PIERI
ANTICIPO CORDE Z	401MRZ0003	9,50 €	20%		22,00 €		MARCO PIERI
ANTICIPO PERM	50EXPO1909	9,50 €	20%		22,00 €		MARCO PIERI
notebook A6	405MARL002	4,50 €	20,0%	9,00 €	9,00 €		lanzfeld
parfum French Biscoto		30,00 €	20,00 €	55,20 €	69,00 €		french biscoto

AR Prefecture
006-200039857-20250624-DP2025_104-AU
Reçu le 01/07/2025
Publié le 01/07/2025

Pays de Grasse
communauté d'agglomération

REPUBLIQUE FRANÇAISE
DEPARTEMENT
DES ALPES-MARITIMES

DECISION DU PRESIDENT N°DP2025_104

Objet : Mise en solde de certains produits à la boutique des Jardins du Musée International de la Parfumerie

Le Président de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse

Vu les articles L.5211-1 et L.5211-2 du Code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération DL2024_001 du 22 février 2024 de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse par laquelle le conseil communautaire a délégué au président certaines de ses attributions conformément à l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération n°DL2024_210 du 12 décembre 2024 du conseil communautaire relative au recueil des tarifs 2025 fixant également les tarifs du Musée International de la Parfumerie et des Jardins du Musée International de la Parfumerie ;

Considérant que la boutique des Jardins du Musée International de la Parfumerie souhaite solder certains de ses produits ;

DECIDE

Article 1 : D'autoriser la mise en solde à la Boutique des Jardins du Musée International de la Parfumerie, de certains produits mentionnés dans l'annexe 1 ;

Article 2 : Les recettes seront encaissées à l'article 7018 « autres ventes de produits finis » du budget principal.

Fait à Grasse, le 23 juin 2025

Le Président

Pays de Grasse communauté d'agglomération

Jérôme VIAUD
Maire de Grasse
Vice-président du Conseil départemental
des Alpes-Maritimes

AR Prefecture
006-200039857-20250623-DP2025_104-AU
Reçu le 01/07/2025
Publié le 01/07/2025

Pays de Grasse
communauté d'agglomération

REPUBLIQUE FRANÇAISE
DEPARTEMENT
DES ALPES-MARITIMES

Annexe n°1

Soldes - Boutique du JMIP

	PU HT	PV TTC	TAUX SOLDE	PRIX SOLDE	FOURNISSEUR
Bougie	3,50 €	9,00 €	30%	6,30 €	Honoré Payan 2024
Bougie vitalité	15,60 €	39,00 €	50%	19,50 €	L'Essence des notes 2024
Bougie tubéreuse	15,51 €	35,00 €	-50%	17,50 €	Aqui d'Aïa 2024
Bougie parfumée	8,50 €	19,90 €	-50%	9,95 €	Le bar à bougie 2024
Coffret 3 bougies	15,51 €	35,00 €	-50%	17,50 €	Aqui d'Aïa 2024
Bouquet parfumé	9,05 €	21,90 €	-50%	10,95 €	Plantes et parfums de Provence 2024
Presse papier	5,75 €	13,95 €	-50%	6,98 €	Lanzfeld 2024
Stylo	2,55 €	7,50 €	-50%	3,75 €	Hortus Botanicus 2024
Torchon jardin	9,90 €	19,00 €	-30%	13,30 €	Cavallini & co
Châpeau en paille	2,85 €	7,00 €	-50%	3,50 €	Kelcom 2024
Crayon à papier et à planter	4,73 €	9,00 €	-50%	4,50 €	Kelcom 2024
Carnet de note parfumé	5,19 €	9,00 €	30%	6,30 €	scentis 2023
Set de correspondance	7,50 €	18,00 €	50%	9,00 €	Kiub
Diffuseur	13,50 €	22,50 €	30%	15,75 €	Couleur Safran 2024
Eau de toilette	11,50 €	20,00 €	30%	14,00 €	Couleur Safran 2024
Bouquet parfumé (citronnelle)	10,50 €	23,00 €	30%	16,10 €	Plantes et parfums de Provence 2024

AR Prefecture
006-200039857-20250628-DP2025_105-AU
Reçu le 01/07/2025
Publié le 01/07/2025

Pays de Grasse
communauté d'agglomération

REPUBLIQUE FRANÇAISE
DEPARTEMENT
DES ALPES-MARITIMES

DECISION DU PRESIDENT N°DP2025_105

Objet : Mise en place de la gratuité d'accès aux Jardins Musée International de la Parfumerie dans le cadre de la *« Grasse Perfume Week 2025 »*

Le Président de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse

Vu la délibération DL2024_001 du 22 février 2024 de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse par laquelle le conseil communautaire a délégué au président certaines de ses attributions conformément à l'article L5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;

Vu les statuts en vigueur de la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse ;

Vu la décision du président n°DP2025_079 du 28 avril 2025 relative à la signature de la Convention dite contrat « ville Hôte » pour l'organisation de la « Grasse Perfume Week 2025 » ;

Considérant que la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse envisage aussi d'accorder la gratuité d'entrée aux Jardins du Musée International de la Parfumerie aux organisateurs et aux participants de la « Grasse Perfume Week » sur présentation de leur ticket d'entrée à cette manifestation ;

DECIDE

Article 1 : D'accorder la gratuité d'entrée aux Jardins du Musée International de la Parfumerie aux organisateurs et aux participants de la « Grasse Perfume Week 2025 » sur présentation de leur ticket d'entrée à cette manifestation.

Fait à Grasse, le 23 juin 2025

Le Président,

Jérôme VIAUD
Maire de Grasse
Vice-président du Conseil départemental
des Alpes-Maritimes

AR Prefecture
006-200039857-20250625-DP2025_106-AU
Reçu le 01/07/2025
Publié le 01/07/2025

Pays de Grasse
communauté d'agglomération

REPUBLIQUE FRANÇAISE
DEPARTEMENT
DES ALPES-MARITIMES

DECISION DU PRESIDENT N°DP2025_106

Objet : Avenant à la convention de mise à disposition de biens immobiliers et équipements de la commune de Séranon dans le cadre de l'accueil de l'Espace de Vie Sociale Itinérant sur le Haut Pays

Le Président de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse

Vu la délibération DL2024_001 du 22 février 2024 de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse par laquelle le conseil communautaire a délégué au président certaines de ses attributions conformément à l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;

Vu la décision du Président n°DP2024_132 du 6 septembre 2024 de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse par laquelle le président a signé la convention de mise à disposition de locaux par la commune de Séranon pour l'exercice de la compétence « politique culturelle » sur le Haut Pays de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse ;

Vu la délibération n°DL2024_201 du 12 décembre 2024 de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse par laquelle le conseil communautaire a réactualisé l'intérêt communautaire dans sa compétence en matière d'action sociale ;

Vu la délibération n°DL2025_053 du 3 avril 2025 de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse par laquelle le conseil communautaire a approuvé le projet de l'Espace de Vie Sociale Itinérant et a validé l'attribution d'une subvention ;

Considérant que la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse bénéficie de locaux mis à disposition par la commune de Séranon, situés au 461 route de la Doire 06750 Séranon en vertu de la convention du 30 septembre 2024 pour aider la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse au développement de sa politique culturelle dans le Haut Pays ;

Considérant que la communauté d'agglomération du Pays de Grasse souhaite utiliser également ces locaux pour développer sa compétence d'action sociale dans le Haut Pays ;

Considérant que l'association Harpèges contribue au développement de l'action sociale de la CAPG par le déploiement de l'Espace de Vie Sociale Itinérant ;

Considérant que la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse souhaite accueillir le dispositif de l'Espace de Vie Sociale Itinérant dans les locaux, situés au 461 route de la Doire à Séranon ;

AR Prefecture
006-200039857-20250625-DP2025_106-AU
Reçu le 01/07/2025
Publié le 01/07/2025

DECIDE

Article 1 : De conclure un avenant à la convention de mise à disposition de biens immobiliers et équipements de la commune de Séranon, afin de modifier l'article 3 relatif aux engagements des parties et l'annexe 1 figurant à l'article 2 de la convention initiale ;

Article 2 : Que toutes les autres dispositions et clauses du contrat demeurent inchangées et restent applicables ;

Article 3 : Cet avenant prend effet à compter de la signature des parties.

Fait à Grasse, le 25 juin 2025

Le Président

Jérôme VIAUD
Maire de Grasse
Vice-président du Conseil départemental
des Alpes-Maritimes

AR Prefecture
006-200039857-20250625-DP2025_106-AU
Reçu le 01/07/2025
Publié le 01/07/2025

AVENANT A LA CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DE BIENS IMMOBILIERS ET EQUIPEMENTS DE LA COMMUNE DE SERANON

ENTRE LES SOUSSIGNEES :

La Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse, dont le siège social est situé 57 Avenue Pierre Sémard, 06130 GRASSE, identifiée sous le numéro SIRET 200 600 039 857 000 12, et représentée par son Président en exercice, Monsieur Jérôme VIAUD, agissant au nom et pour le compte de ladite Communauté d'Agglomération, habilité à signer les présentes en vertu de la décision n° DP 2025_xxx prise en date du……. et visée en préfecture de Nice le …….

Ci-après dénommée « **la CAPG** »,

D'une part,

ET :

La commune de Séranon dont le siège est situé 4 rue de la mairie 06750 SERANON, identifiée sous le numéro SIREN N°210 601 340, 4 rue de la mairie 06750 SÉRANON, et représentée par son Maire en exercice, Monsieur Claude BOMPAR, agissant au nom et pour le compte de ladite commune, dûment habilité par délibération du Conseil Municipal N°DP…….

Dénommée ci-après, la « **Commune de Séranon** »,

AR Prefecture
006-200039857-20250625-DP2025_106-AU
Reçu le 01/07/2025
Publié le 01/07/2025

PRÉAMBULE

La Communauté d'agglomération du Pays de Grasse et la commune de Séranon ont conclu le 30 septembre 2024 une convention de mise à disposition de biens immobiliers et d'équipements pour aider la CAPG au développement de sa politique culturelle dans le Haut-Pays.

La CAPG souhaite à présent pouvoir aussi utiliser les locaux pour ses missions liées à l'action sociale. Dans cette perspective, l'association HARPEGES qui contribue au développement de l'action sociale de la CAPG par le déploiement de l'Espace de Vie Sociale Itinérant a été autorisée par la commune à utiliser une partie des locaux et équipements de la commune de Séranon.

Pour en déterminer les modalités, la conclusion d'un avenant a été décidée par les parties, conformément aux stipulations de ladite convention.

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 : OBJET DE L'AVENANT

Cet avenant a pour objet de modifier l'article 3 relatif aux engagements des parties et l'annexe 1 figurant à l'article 2 de la convention initiale.

ARTICLE 2 : DESIGNATION DES BIENS MIS A DISPOSITION

Dans la convention initiale, l'article 2 stipule que la commune de Séranon met à disposition de la CAPG des locaux dont la liste, les créneaux d'utilisation et description des biens sont listés en annexe 1.
L'article 2 du présent avenant vient modifier le descriptif de cette annexe pour intégrer l'accord intervenu entre les parties concernant, notamment, le partage des locaux et du matériel entre les occupants et leur fréquence. Les autres stipulations dudit article restent inchangées.

ARTICLE 3 : OBLIGATION DES PARTIES

Les parties ont convenu que les stipulations de l'article 3 de la convention initiale sont remplacées par celles figurant ci-dessous.
Les nouvelles obligations des parties sont la conséquence de l'accueil de l'association HARPEGES dans lesdits locaux pour l'accomplissement de sa mission « Espace de Vie Sociale Itinérant ».

3.1 Obligations de la CAPG

La CAPG s'engage à :

- Utiliser les locaux et équipements raisonnablement, de manière responsable et respectueuse et dans le cadre de l'exercice de sa compétence ;

- Veiller au respect strict des consignes de sécurité applicables aux locaux et équipements mis à disposition ;

- Laisser les locaux et équipements rangés et dans un état convenable de propreté à l'issue de leur mise à disposition ;

AR Prefecture
006-200039857-20250625-DP2025_106-AU
Reçu le 01/07/2025
Publié le 01/07/2025

- Prendre connaissance, respecter et faire appliquer, le cas échéant, le règlement intérieur des locaux ;

- Prendre en charge les frais de téléphonie et de connexion internet correspondant à sa consommation ;

- Informer immédiatement les services communaux dans le cas de la survenance de toutes difficultés ou incident à l'occasion de la mise à disposition ou de façon générale de tout évènement susceptible d'impacter les conditions de mise à disposition décrites dans la présente convention ;

- Mettre à disposition une partie des locaux (téléphonie et connexion internet non inclus) exclusivement à l'association HARPEGES pour le développement de sa mission « L'Espace de Vie Sociale Itinérant » selon les modalités indiquées à l'annexe 1.

3.2 Obligations de la commune

La commune s'engage à :

- Mettre à disposition les locaux et équipements désignés à l'article 2 de la présente convention sur les créneaux notifiés en vue de permettre à la CAPG de réaliser ses missions ;
- Remettre des clés permettant d'avoir l'accès à l'ensemble des locaux et équipements mis à disposition ;
- Etudier toutes modifications d'emplacement des équipements mis à disposition rendues nécessaires pour l'accomplissement des missions de la CAPG ;
- Informer immédiatement la direction des affaires culturelles de la CAPG dans le cas de la survenance d'un problème sur un local ou équipement, ou dans le cas où la commune ne pourrait mettre ponctuellement les locaux à disposition de la CAPG.
- Autoriser la CAPG à mettre à disposition une partie des locaux et équipement au profit de l'association HARPEGES qui participe au développement de la politique de l'action sociale avec le déploiement de « L'Espace de Vie Sociale Itinérant » selon les modalités indiquées à l'annexe 1.

ARTICLE 4 : DATE D'EFFET DE L'AVENANT

Les nouvelles stipulations du présent avenant sont applicables à la date de signature par les parties.

ARTICLE 5 : DISPOSITIONS DIVERSES

Toutes les autres dispositions et clauses du contrat demeurent inchangées et restent applicables.

ANNEXE :

AR Prefecture
006-200039857-20250625-DP2025_106-AU
Reçu le 01/07/2025
Publié le 01/07/2025

Annexe 1- Plan des bureaux administratif et descriptif des équipements.

L'annexe susmentionnée fait partie intégrante de la présente convention.

Fait à Grasse en 2 exemplaires, le 2025.

Pour la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse
Le Président,

M. Jérôme VIAUD
Maire de Grasse,
Vice-président du Conseil Départemental des Alpes-Maritimes

Pour la commune de Séranon
Le Maire,

M. Claude BOMPAR

ANNEXE 1 –PLAN DES BUREAUX ADMINISTRATIFS ET DES EQUIPEMENTS

A) DESCRIPTIF DES LOCAUX

Occupant	Nom de l'équipement	Activités	Temps d'utilisation	Métrés (total 74m2)	Adresse	Usage
Direction des affaires culturelles	Bureau 1 de la Doire	Développement de la politique culturelle sur le haut-pays grassois	Sur tous les temps En fonction des besoins	20.65m2	461 route de la Doire 06750 Séranon	Réunions, préparation des interventions culturelles sur le haut-pays, travail administratif, accueil de partenaires et de publics
Espace de vie sociale itinérant EVSI (Association Harpèges)	Bureau 2 de la Doire	Développement de l'animation de la vie sociale, accès aux droits et à la culture	Jeudi et Vendredi de chaque semaine (hors congés)	20m2	461 route de la Doire 06750 Séranon	Réunions, préparation des interventions, travail administratif, accueil de partenaires et de publics
Parties communes	Salle de réunion/salle de pause-cuisine Sanitaires Hall d'accueil			35.40m2 4.40m2 5.40m2		Réunions, préparation des interventions, travail administratif, accueil de partenaires et de publics

B) LISTE DES EQUIPEMENTS

<u>Equipements appartenant à Harpèges :</u>

1 horloge murale
1 tableau Velléda à fixer au mur
1 poubelle
1 fauteuil plastique / coussin
1 porte manteau
1 patère
1 lampadaire
1 table basse blanche
2 tables bleues
1 bureau (bureau partenaire)
4 armoires
2 caissons à tiroirs
Ecran PC /station / clavier / souris / clé 4G/imprimante
Matériel animation : 5 cartons /2 sacs jeux plein air /cartons géant jeu « il était une fois »
1 Carton de prospectus
Matériel administratif et bureautique
Matériel café senseo / vaisselle café / bouilloire / vaisselle jetable

Chaque année, les mises à disposition étant assujetties au fonctionnement des différents usagers, les plages d'utilisation pouvant évoluer.

En cas de modification, un avenant à la présente sera alors conclu entre les parties.

Paraphes :

AR Prefecture
006-200039857-20250627-DP2025_107-AU
Reçu le 07/07/2025
Publié le 07/07/2025

pays de Grasse
communauté d'agglomération

REPUBLIQUE FRANÇAISE
DEPARTEMENT
DES ALPES-MARITIMES

DECISION DU PRESIDENT N°DP2025_107

Objet : Avenant n°1 à la convention de mise à disposition de locaux avec la commune de Peymeinade dans le cadre de l'accueil de loisirs périscolaires et extrascolaires et des activités sportives dans le temps scolaire pour l'exercice des compétences jeunesse et sports de la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse (CAPG)

Le Président de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération n° DL2024_001 du 22 février 2024 de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse par laquelle le conseil communautaire a délégué au président certaines de ses attributions conformément à l'article L5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération n° DL2024_021 du 22 février 2024 portant sur la mise à disposition de locaux de la commune de Peymeinade dans le cadre de l'accueil de loisirs périscolaires et extrascolaires ;

Vu la délibération n° DL2024_201 du 12 décembre 2024 du conseil communautaire du Pays de Grasse relative à la réactualisation de l'intérêt communautaire en matière d'action sociale ;

Vu la décision du Président n° DP2024_112 du 30 juillet 2024 relative à la convention de mise à disposition de locaux avec la commune de Peymeinade dans le cadre de l'accueil de loisirs périscolaires et extrascolaires et des activités sportives dans le temps scolaire pour l'exercice des compétences jeunesse et sports de la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse ;

Considérant que dans le cadre de l'exercice des compétences « jeunesse » et « sports » confiées à la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse, la commune de Peymeinade met à la disposition de la communauté d'agglomération des bâtiments communaux ;

Considérant qu'une convention a été conclue et signée le 12 juillet 2024, afin de définir les modalités de ces mises à disposition ;

Considérant qu'afin de stocker du matériel, le service jeunesse de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse a sollicité la commune pour la mise à disposition d'un nouvel espace ;

Considérant que la commune de Peymeinade a répondu favorablement et qu'il a été convenu que le rez de chaussée de la Crèche Daudet (sis 11 chemin du suye 06530 Peymeinade) soit également mis à disposition de la CAPG ;

Considérant qu'il convient ainsi d'établir à la convention initiale, un avenant à cet effet ;

AR Prefecture
006-200039857-20250627-DP2025_107-AU
Reçu le 07/07/2025
Publié le 07/07/2025

DECIDE

Article 1 : La conclusion d'un avenant à la convention de mise à disposition des locaux de la commune de Peymeinade à la CAPG pour l'exercice de sa compétence jeunesse et sport sur le territoire de ladite commune ;

Article 2 : La modification de l'article 2 de la convention initiale et de son annexe listant les locaux mis à disposition ;

Article 3 : L'avenant prend effet à compter de sa date de signature par chacune des parties pour la durée restante de la convention.

Fait à Grasse, le 27 juin 2025

Le Président

Jérôme VIAUD
Maire de Grasse
Vice-président du Conseil départemental
des Alpes-Maritimes

AR Prefecture
006-200039857-20250627-DP2025_107-AU
Reçu le 04/07/2025
Publié le 04/07/2025

AVENANT

A LA CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DES LOCAUX

(POUR LES ACCUEILS DE LOISIRS AVEC LA CAPG)

(Article 2 – Désignation des biens et ANNEXE 1)

ENTRE LES SOUSSIGNEES

La Commune de Peymeinade, identifiée sous le numéro SIRET n° 210 600 953 000 17, dont le siège est sis 11, boulevard du Général de Gaulle 06530 PEYMEINADE et représentée par son Maire en exercice, Monsieur Philippe SAINTE-ROSE FANCHINE, habilité à signer le présent avenant en vertu d'une délibération DEL2025- prise en date du , visée en préfecture le …….
Dénommée ci-après « La Commune »,

D'une part,

ET

La Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse, identifiée sous le numéro SIRET 200 039 857 000 12, dont le siège se trouve 57 avenue Pierre Sémard 06131 GRASSE cedex et représentée par son Président en exercice, Monsieur Jérôme VIAUD, agissant au nom et pour le compte de ladite Communauté d'Agglomération, habilité à signer les présentes en vertu d'une décision n o ..... prise en date ..... , visée en préfecture le.....
Dénommée ci-après « la CAPG »,

D'autre part.

AR Prefecture
006-200039857-20250627-DP2025_107-AU
Reçu le 04/07/2025
Publié le 04/07/2025

EXPOSE DU MOTIF

Une convention ayant pour objet l'occupation de locaux communaux par la CAPG pour ses accueils de loisirs sans hébergement (ALSH) d'enfants à Peymeinade a été conclue entre la commune de Peymeinade et la CAPG jusqu'au 1 septembre 2028.

L'article 2 de cette convention fixe la désignation des biens mis à disposition par la commune détaillée dans une annexe et précise que toute modification sera conclue par un avenant.

Compte tenu des besoins de stockage exprimés par la CAPG, il convient de lui mettre à disposition un local supplémentaire situé au rez de chaussée de la crèche Daudet et de modifier à cet effet l'article 2 de la convention initiale et son annexe 1.

Il est donc convenu d'ajouter à cet article 2 la désignation de ce local mis à disposition par la commune à la CAPG pour l'exercice de sa compétence jeunesse et sport et de compléter l'annexe à la convention comme suit :

Nom de l'équipement	**Métrés**	**Adresse**	**Temps d'utilisation**	**Usage**
Crèche Daudet (local du rez de chaussée)	22,44 m2	11 Chemin du Suye	Indiquer selon besoin	Stockage de matériel dans le respect des conditions d'utilisations suivantes : -Respecter le plan Vigipirate en vigueur -Identifier une personne référente et communiquer son nom à la commune -Fournir une attestation d'assurance

Un plan détaillé du local sera remis à la CAPG.

La présent avenant prend effet à compter de la date de signature par les parties du présent avenant.

AR Prefecture
006-200039857-20250627-DP2025_107-AU
Reçu le 04/07/2025
Publié le 04/07/2025

Tous les autres articles de la convention restent inchangés.

Fait à PEYMEINADE, le en deux exemplaires.

Pour la Commune
De Peymeinade
Le Maire,

Philippe SAINTE-ROSE FANCHINE
Maire de Peymeinade

Pour la communauté
D'Agglomération du Pays de Grasse
Le Président,

Jérôme VIAUD
Maire de Grasse,
Vice-président du Conseil
Départementale des Alpes Maritimes

6

Arrêtés

du

président

Date	Numéro	Thématique	Intitulé	Télétransmise à la Sous-préfecture de Grasse le	Publiée le
17/01/2025	AR2025_001	Commande publique	Délégation de fonction à Monsieur Gilles RONDONI pour la représentation à la présidence de la Commission d'Appel d'Offres du 29 janvier 2025 en cas d'absence ou d'empêchement du Président	23/01/2025	23/01/2025
17/02/2025	AR2025_002	Commande publique	Délégation permanente de fonction à Monsieur Marino CASSEZ à la présidence de la Commission de Délégation de Service Public en cas d'absence ou d'empêchement du Président	27/02/2025	27/02/2025
17/02/2025	AR2025_003	Commande publique	Délégation permanente de fonction à Monsieur Marino CASSEZ pour la présidence de la Commission d'Appel d'Offres en cas d'absence ou d'empêchement du Président	27/02/2025	27/02/2025
04/03/2025	AR2025_004	Affaires générales et juridiques	Retrait des délégations de Monsieur Christian ORTEGA, vice-président de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse	13/03/2025	13/03/2025
04/03/2025	AR2025_005	Affaires générales et juridiques	Retrait des délégations de Monsieur Jean-Marc DELIA, 1er vice-président de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse	13/03/2025	13/03/2025
11/03/2025	AR2025_006	Affaires générales et juridiques	Délégation de fonction de Monsieur Raymond ALBIS, membre du bureau communautaire	13/03/2025	13/03/2025
17/03/2025	AR2025_007	Affaires générales et juridiques	Modification de l'arrêté n°AR2023_08 portant déport de Monsieur Jérôme VIAUD, président de la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse sur les dossiers en lien avec l'association Initiative Terres d'Azur	24/03/2025	24/03/2025
20/03/2025	AR2025_008	Affaires générales et juridiques	Modification de la délégation de fonction attribuée à Monsieur Christian ZEDET, membre du bureau communautaire, vice-président de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse	24/03/2025	24/03/2025
24/03/2025	AR2025_009	Commande publique	Délégation de fonction à Monsieur Gilles RONDONI pour la représentation à la présidence de la Commission d'Appel d'Offres du 02 avril 2025 en cas d'absence ou d'empêchement du Président	27/03/2025	27/03/2025
31/03/2025	AR2025_010	Affaires générales et juridiques	Arrêté portant déport de Madame Dominique BOURRET, conseiller communautaire, membre du bureau communautaire en qualité de Vice-présidente de la politique de la ville et de la culture	04/04/2025	04/04/2025
17/04/2025	AR2025_011	Affaires générales et juridiques	Plan Climat Air Energie Territorial (PCAET) : Adhésion à la convention constitutive du groupement de commandes entre les Communautés d'Agglomération du Pays de Grasse, de Sophia Antipolis, de Cannes-Pays de Lérins, Estérel Côte d'Azur pour le déploiement d'infrastructures de recharge pour véhicules électriques et hybrides et rechargeables – nomination des membres à la CAO ad'hoc	25/04/2025	25/04/2025
21/05/2025	AR2025_012	Affaires générales et juridiques	Désignation de la composition des membres du comité de pilotage du Plan Climat Air Energie Territorial (PCAET)	28/05/2025	28/05/2025
21/05/2025	AR2025_013	Affaires générales et juridiques	Délégation permanente de fonction à Monsieur Marino CASSEZ à la présidence de la Commission Consultative des Services Publics Locaux en cas d'absence ou d'empêchement du Président	28/05/2025	28/05/2025
03/06/2025	AR2025_014	Eau et assainissement	Autorisant le déversement des eaux usées non domestiques de la société OREDUI dans le réseau public de collecte des eaux usées de la commune de GRASSE aux conditions décrites dans le présent arrêté	10/06/2025	10/06/2025

AR Prefecture
006-200039857-20250117-AR2025_001-AU
Reçu le 23/01/2025
Publié le 23/01/2025

Pays de Grasse
communauté d'agglomération

REPUBLIQUE FRANCAISE
DEPARTEMENT
DES ALPES MARITIMES

ARRETE DU PRESIDENT
N°AR2025_001

Objet : Délégation de fonction à Monsieur Gilles RONDONI pour la représentation à la présidence de la Commission d'Appel d'Offres du 29 janvier 2025 en cas d'absence ou d'empêchement du Président

Le Président de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L1411-5, L.2122-18, L.5211-2, et L.5211-9, qui confère au président le pouvoir de déléguer, sous sa surveillance et sa responsabilité, l'exercice d'une partie de ses fonctions aux vice-présidents et, en l'absence ou en cas d'empêchement de ces derniers, à d'autres membres du bureau communautaire ;

Vu la délibération n° DL2020_033 du 16 juillet 2020 portant élection du Président de la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse ;

Vu la délibération n° DL2020_035 du 16 juillet 2020 portant élection des vice-présidentes et vice-présidents et autres membres du bureau communautaire ;

Vu la délibération n° DL2020_079 du 23 juillet 2020 portant sur la composition de la commission permanente d'appel d'offres (CAO) ;

Considérant qu'aux termes de l'article L.5211-9 du Code Général des Collectivités Territoriales, le président de la communauté d'agglomération a la faculté de se faire représenter pour la présidence de la commission d'appel d'offres et des jurys de concours ;

Considérant que dans l'intérêt du bon fonctionnement de l'administration, le Président de la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse, Monsieur Jérôme VIAUD, décide, en cas d'absence ou en cas d'empêchement, de se faire représenter dans l'exercice de ses fonctions, en déléguant ses attributions en matière de procédures de passation et d'attribution des marchés publics ;

ARRÊTE

ARTICLE 1er : En cas d'absence ou d'empêchement, Monsieur Gilles RONDONI, Vice-Président, est désigné pour représenter le Président de la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse, en tant que Président de la Commission d'Appel d'Offres du 29 janvier 2025 ;

ARTICLE 2 : En cette qualité, Monsieur Gilles RONDONI, est autorisé à signer tout acte nécessaire au fonctionnement de cette instance ;

AR Prefecture
006-200039857-20250117-AR2025_001-AU
Reçu le 23/01/2025
Publié le 23/01/2025

Pays de Grasse
communauté d'agglomération

REPUBLIQUE FRANCAISE
DEPARTEMENT
DES ALPES MARITIMES

ARTICLE 3 : Le Directeur général des services est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera applicable après affichage et transmission au représentant de l'Etat dans le département. Une ampliation sera notifiée au destinataire du présent arrêté.

Fait à Grasse, le 17 janvier 2025

Le Président,

Jérôme VIAUD
Maire de Grasse
Vice-président du Conseil départemental
des Alpes-Maritimes

AR Prefecture
006-200039857-20250217-AR2025_002_01-AU
Reçu le 27/02/2025
Publié le 27/02/2025

Pays de Grasse
communauté d'agglomération

REPUBLIQUE FRANCAISE
DEPARTEMENT
DES ALPES MARITIMES

ARRETE DU PRESIDENT N°AR2025_002

Objet : Délégation permanente de fonction à Monsieur Marino CASSEZ à la présidence de la Commission de Délégation de Service Public en cas d'absence ou d'empêchement du Président

Le Président de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L1411-5, L.2122-18, L.5211-2, et L.5211-9, qui confère au président le pouvoir de déléguer, sous sa surveillance et sa responsabilité, l'exercice d'une partie de ses fonctions aux vice-présidents et, en l'absence ou en cas d'empêchement de ces derniers, à d'autres membres du bureau communautaire ;

Vu la délibération n° DL2020_033 du 16 juillet 2020 portant élection du Président de la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse ;

Vu la délibération n° DL2020_035 du 16 juillet 2020 portant élection des vice-présidentes et vice-présidents et autres membres du bureau communautaire ;

Vu la délibération n° DL2020_113 du 24 septembre 2020 portant sur la composition de la Commission de Délégation de Service Public (CDSP) ;

Considérant qu'aux termes de l'article L.5211-9 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Président de la Communauté d'Agglomération a la faculté de se faire représenter pour la présidence de la Commission de Délégation de Service Public ;

Considérant que dans l'intérêt du bon fonctionnement de l'administration, le Président de la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse, Monsieur Jérôme VIAUD, décide, en cas d'absence ou en cas d'empêchement, de se faire représenter dans l'exercice de ses fonctions par Monsieur Marino CASSEZ Vice-Président, en déléguant ses attributions ;

ARRÊTE

ARTICLE 1er : En cas d'absence ou d'empêchement, Monsieur Marino CASSEZ, Vice-Président, reçoit délégation permanente pour représenter le Président de la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse, en tant que Président de la Commission de Délégation de Service Public ;

ARTICLE 2 : En cette qualité, Monsieur Marino CASSEZ, est autorisé à signer tout acte nécessaire au fonctionnement de cette instance ;

AR Prefecture
006-200039857-20250217_AR2025_002_01-AU
Reçu le 27/02/2025
Publié le 27/02/2025

Pays de Grasse
communauté d'agglomération

REPUBLIQUE FRANCAISE
DEPARTEMENT
DES ALPES MARITIMES

ARTICLE 3 : Le Directeur général des services est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera applicable après affichage et transmission au représentant de l'Etat dans le département. Une ampliation sera notifiée au destinataire du présent arrêté.

ARTICLE 4 : Le présent arrêté est susceptible de faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Nice – 18 avenue des Fleurs – 06050 Nice Cedex 1 dans un délai de deux mois à compter de sa publication et/ou notification.
Il est également susceptible de faire l'objet d'un recours gracieux auprès du président de la Communauté d'Agglomération dans le même délai. Un recours contentieux peut ensuite être formé auprès du Tribunal administratif de Nice dans le délai de deux mois suivant le rejet explicite ou implicite du recours gracieux ou hiérarchique. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique "Télérecours Citoyens" accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Fait à Grasse, le 17 février 2025

Le Président,

Jérôme VIAUD
Maire de Grasse
Vice-président du Conseil départemental
des Alpes-Maritimes

AR Prefecture
006-200039857-20250211-AR2025_003_1-AU
Reçu le 27/02/2025
Publié le 27/02/2025

Pays de Grasse
communauté d'agglomération

REPUBLIQUE FRANCAISE
DEPARTEMENT
DES ALPES MARITIMES

ARRETE DU PRESIDENT N°AR2025_003

Objet : Délégation permanente de fonction à Monsieur Marino CASSEZ pour la présidence de la Commission d'Appel d'Offres en cas d'absence ou d'empêchement du Président

Le Président de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L1411-5, L.2122-18, L.5211-2, et L.5211-9, qui confère au président le pouvoir de déléguer, sous sa surveillance et sa responsabilité, l'exercice d'une partie de ses fonctions aux vice-présidents et, en l'absence ou en cas d'empêchement de ces derniers, à d'autres membres du bureau communautaire ;

Vu la délibération n° DL2020_033 du 16 juillet 2020 portant élection du Président de la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse ;

Vu la délibération n° DL2020_035 du 16 juillet 2020 portant élection des vice-présidentes et vice-présidents et autres membres du bureau communautaire ;

Vu la délibération n° DL2020_079 du 23 juillet 2020 portant sur la composition de la commission permanente d'appel d'offres (CAO) ;

Considérant qu'aux termes de l'article L.5211-9 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Président de la Communauté d'Agglomération a la faculté de se faire représenter pour la présidence de la commission d'appel d'offres ;

Considérant que dans l'intérêt du bon fonctionnement de l'administration, le Président de la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse, Monsieur Jérôme VIAUD, décide, en cas d'absence ou en cas d'empêchement, de se faire représenter dans l'exercice de ses fonctions, par Monsieur Marino CASSEZ Vice-Président, en déléguant ses attributions en matière de procédures de passation et d'attribution des marchés publics ;

ARRÊTE

ARTICLE 1er : En cas d'absence ou d'empêchement, Monsieur Marino CASSEZ, Vice-Président, reçoit délégation permanente pour représenter le Président de la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse, en tant que Président de la Commission d'Appel d'Offres ;

ARTICLE 2 : En cette qualité, Monsieur Marino CASSEZ, est autorisé à signer tout acte nécessaire au fonctionnement de cette instance ;

AR Prefecture
006-200039857-20250217-AR2025_003_1-AU
Reçu le 27/02/2025
Publié le 27/02/2025

Pays de Grasse
communauté d'agglomération

REPUBLIQUE FRANCAISE
DEPARTEMENT
DES ALPES MARITIMES

ARTICLE 3 : Le Directeur général des services est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera applicable après affichage et transmission au représentant de l'Etat dans le département. Une ampliation sera notifiée au destinataire du présent arrêté.

ARTICLE 4 : Le présent arrêté est susceptible de faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Nice – 18 avenue des Fleurs – 06050 Nice Cedex 1 dans un délai de deux mois à compter de sa publication et/ou notification.
Il est également susceptible de faire l'objet d'un recours gracieux auprès du président de la Communauté d'Agglomération dans le même délai. Un recours contentieux peut ensuite être formé auprès du Tribunal administratif de Nice dans le délai de deux mois suivant le rejet explicite ou implicite du recours gracieux ou hiérarchique. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique "Télérecours Citoyens" accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Fait à Grasse, le 17 février 2025

Le Président,



Jérôme VIAUD
Maire de Grasse
Vice-président du Conseil départemental
des Alpes-Maritimes

AR Prefecture
006-200039857-20250304-AR2025_004-AU
Reçu le 13/03/2025
Publié le 13/03/2025

Pays de Grasse
communauté d'agglomération

REPUBLIQUE FRANÇAISE
DEPARTEMENT
DES ALPES-MARITIMES

ARRETE DU PRESIDENT
N°AR2025_004

Objet : Retrait des délégations de Monsieur Christian ORTEGA, vice-président de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse

Le Président de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse

Vu l'article L.5211-9 du code général des collectivités territoriales autorisant le président à déléguer, sous sa surveillance et sa responsabilité, une partie de ses fonctions aux vice-présidents et, en l'absence ou en cas d'empêchement de ces derniers ou dès lors que ceux-ci sont tous titulaires d'une délégation, à d'autres membres du bureau communautaire ;

Vu la délibération n°DL2020_033 du 16 juillet 2020 portant élection du président ;

Vu la délibération n° DL2020_035 du 16 juillet 2020 portant élection de Monsieur Christian ORTEGA, Maire de La Roquette-Sur-Siagne, en tant que vice-président du bureau communautaire ;

Vu l'arrêté du président n°AR2020_002 17 août 2020 portant délégation à Monsieur Christian ORTEGA des fonctions liées aux développement économique ;

Vu la délibération n°DL2025_001 du 27 février 2025 portant modification de la composition du bureau communautaire (14 vice-présidents et 11 autres membres du bureau communautaire) ;

Considérant que Monsieur Christian ORTEGA a démissionné de ses fonctions de vice-président de la communauté d'agglomération du Pays de Grasse et de conseiller communautaire ;

ARRETE

Article 1 : De retirer la délégation « développement économique » confiée à Monsieur Christian ORTEGA à compter du 01 mars 2025 ;

Article 2 : De supprimer l'indemnité à Monsieur Christian ORTEGA pour ses fonctions de « vice-président » à compter de cette date ;

Article 3 : De notifier le présent arrêté à l'intéressé, Monsieur le Préfet et Monsieur le Comptable Public ;

AR Prefecture

006-200039857-20250304-AR2025_004-AU
Reçu le 13/03/2025
Publié le 13/03/2025

Article 4 : Le présent arrêté est susceptible de faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Nice – 18 avenue des Fleurs – 06050 Nice Cedex 1 dans un délai de deux mois à compter de sa publication et/ou notification.

Il est également susceptible de faire l'objet d'un recours gracieux auprès du président de la Communauté d'Agglomération dans le même délai. Un recours contentieux peut ensuite être formé auprès du Tribunal administratif de Nice dans le délai de deux mois suivant le rejet explicite ou implicite du recours gracieux ou hiérarchique. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique "Télérecours Citoyens" accessible par le site internet www.telerecours.fr .

Fait à Grasse, le 04 mars 2025

Le Président

Jérôme VIAUD
Maire de Grasse
Vice-Président du Conseil départemental
des Alpes-Maritimes

AR Prefecture
006-200039857-20250304-AR2025_005-AU
Reçu le 13/03/2025
Publié le 13/03/2025

Pays de Grasse
communauté d'agglomération

REPUBLIQUE FRANÇAISE
DEPARTEMENT
DES ALPES-MARITIMES

ARRETE DU PRESIDENT
N°AR2025_005

Objet : Retrait des délégations de Monsieur Jean-Marc DELIA, 1er vice-président de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse

Le Président de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse

Vu l'article L.5211-9 du Code général des collectivités territoriales autorisant le président à déléguer, sous sa surveillance et sa responsabilité, une partie de ses fonctions aux vice-présidents et, en l'absence ou en cas d'empêchement de ces derniers ou dès lors que ceux-ci sont tous titulaires d'une délégation, à d'autres membres du bureau communautaire ;

Vu la délibération n°DL2020_033 du 16 juillet 2020 portant élection du président ;

Vu la délibération n° DL2020_035 du 16 juillet 2020 portant élection de Monsieur Jean-Marc DELIA , Maire de Saint-Vallier-de-Thiey, en tant que 1er vice-président du bureau communautaire ;

Vu l'arrêté du président n°AR2020_002 du 17 août 2020 portant délégation à Monsieur Jean-Marc DELIA des fonctions liées aux Finances, Gestion des Déchets et Jeunesse ;

Vu la délibération n°DL2025_001 du 27 février 2025 portant modification de la composition du bureau communautaire (14 vice-présidents et 11 autres membres du bureau communautaire) ;

Considérant la démission de Monsieur Jean-Marc DELIA de ses fonctions de vice-président de la communauté d'agglomération du Pays de Grasse afin de faire cesser les incompatibilités résultant de son mandat de sénateur ;

ARRETE

Article 1 : De retirer la délégation « gestion des déchets, finances et jeunesse » confiée à Monsieur Jean-Marc DELIA à compter du 01 mars 2025 ;

Article 2 : De supprimer l'indemnité de fonction en lien avec la délégation « gestion des déchets, finances et jeunesse » à compter de cette même date ;

Article 3 : De notifier le présent arrêté à l'intéressé, Monsieur le Préfet et Monsieur le Comptable Public ;

AR Prefecture

006-200039857-20250304-AR2025_005-AU
Reçu le 13/03/2025
Publié le 13/03/2025

Article 4 : Le présent arrêté est susceptible de faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Nice – 18 avenue des Fleurs – 06050 Nice Cedex 1 dans un délai de deux mois à compter de sa publication et/ou notification.

Il est également susceptible de faire l'objet d'un recours gracieux auprès du président de la Communauté d'Agglomération dans le même délai. Un recours contentieux peut ensuite être formé auprès du Tribunal administratif de Nice dans le délai de deux mois suivant le rejet explicite ou implicite du recours gracieux ou hiérarchique. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique "Télérecours Citoyens" accessible par le site internet www.telerecours.fr .

Fait à Grasse, le 04 mars 2025

Le Président

Jérôme VIAUD
Maire de Grasse
Vice-Président du Conseil départemental
des Alpes-Maritimes

AR Prefecture
006-200039857-20250311-AR2025_006-AU
Reçu le 13/03/2025
Publié le 13/03/2025

communauté d'agglomération

REPUBLIQUE FRANÇAISE
DEPARTEMENT
DES ALPES-MARITIMES

ARRETE DU PRESIDENT
N°AR2025_006

Objet : Délégation de fonction de Monsieur Raymond ALBIS, membre du bureau communautaire

Le Président de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse

Vu l'article L.5211-9 du Code général des collectivités territoriales autorisant le président à déléguer, sous sa surveillance et sa responsabilité, par arrêté, une partie de ses fonctions aux vice-présidents - présidentes et, en l'absence ou en cas d'empêchement de ces derniers ou dès lors que ceux-ci sont tous titulaires d'une délégation, à d'autres membres du bureau communautaire ;

Vu la délibération n°DL200_033 du 16 juillet 2020 portant élection du président de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse ;

Vu la délibération n° DL2025_001 du 27 février 2025 portant modification de la composition du bureau communautaire à savoir 14 vice-présidents - présidentes et 11 autres membres du bureau communautaire ;

Vu la délibération n° DL2025_002 du 27 février 2025 portant élection d'un vice-président au sein du bureau communautaire ;

Considérant que le volume des affaires traitées nécessite de donner délégation de fonction aux membres du bureau communautaire ;

ARRETE

Article 1er : A compter du 01 mars 2025 est délégué pour exercer les fonctions sous notre responsabilité et surveillance dans les domaines ci-après le membre du bureau communautaire suivant :

Monsieur Raymond ALBIS, vice-président en charge du **Développement économique.**

Article 2 : Le directeur général des services est chargé de l'exécution du présent arrêté, lequel sera notifié à l'intéressé et au représentant de l'Etat dans le département.

AR Prefecture

006-200039857-20250311-AR2025_006-AU
Reçu le 13/03/2025
Publié le 13/03/2025

Article 3 : Le présent arrêté est susceptible de faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Nice – 18 avenue des Fleurs – 06050 Nice Cedex 1 dans un délai de deux mois à compter de sa publication et/ou notification.
Il est également susceptible de faire l'objet d'un recours gracieux auprès du président de la Communauté d'Agglomération dans le même délai. Un recours contentieux peut ensuite être formé auprès du Tribunal administratif de Nice dans le délai de deux mois suivant le rejet explicite ou implicite du recours gracieux ou hiérarchique. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique "Télérecours Citoyens" accessible par le site internet www.telerecours.fr

Fait à Grasse, le 11 mars 2025

Le Président

Jérôme VIAUD
Maire de Grasse
Vice-Président du Conseil départemental
des Alpes-Maritimes

AR Prefecture
006-200030857-20250317-AR2025_007-AU
Reçu le 24/03/2025
Publié le 24/03/2025

pays de Grasse
communauté d'agglomération

REPUBLIQUE FRANCAISE
DEPARTEMENT
DES ALPES MARITIMES

ARRETE DU PRESIDENT N°AR2025_007

Objet : Modification de l'arrêté n°AR2023_08 portant déport de Monsieur Jérôme VIAUD, président de la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse sur les dossiers en lien avec l'association Initiative Terres d'Azur

Le Président de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse,

Vu le Code général des collectivités territoriales, et notamment l'article L2131-11 ;

Vu la loi n° 2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique ;

Vu la loi n° 2022-217 du 21 février 2022 relative à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique, notamment son article 217 ;

Vu le décret n° 2014-90 du 31 janvier 2014 portant application de l'article 2 de la loi n° 2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique ;

Vu la délibération n°DL2020_033 en date du 16 juillet 2020 de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse portant élection du président ;

Vu la délibération n° DL2025_002 en date du 27 février 2025 portant élection du nouveau vice-président en charge du développement économique ;

Vu l'arrêté du président n° AR2023_08 portant déport de Monsieur Jérôme VIAUD, président de la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse sur les dossiers en lien avec l'association Initiative Terre d'Azur ;

Vu l'arrêté du président n° AR2025_04 portant retrait des délégations de Monsieur Christian ORTEGA, vice-président de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse ;

Vu l'arrêté du président n° AR2025_06 portant délégation de fonction de Monsieur Raymond ALBIS, membre du bureau communautaire ;

Considérant que dans le cadre de sa politique de développement économique, la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse verse chaque année des subventions à l'association Initiative Terres d'Azur ;

Considérant qu'il existe des liens personnels unissant le président de la communauté d'agglomération avec la directrice de l'association susceptibles d'influencer ou de paraitre influencer la prise de décision sur les dossiers en lien avec cette association ;

Considérant dès lors pouvoir se trouver en situation de conflit potentiel d'intérêts liée à l'exercice de son mandat, le président, Monsieur Jérôme VIAUD détermine les questions pour lesquelles il estime devoir s'abstenir d'exercer ses fonctions et ses compétences conformément au décret n° 2014-90 et désigne l'élu en charge de le suppléer ;

Considérant que Monsieur Christian ORTEGA, vice-président en charge du développement économique avait été désigné pour le suppléer sur les affaires en lien avec cette association mais qu'il a depuis démissionné de ses fonctions de vice-président et de conseiller communautaire ;

AR Prefecture
006-200039857-20250317-AR2025_007-AU
Reçu le 24/03/2025
Publié le 24/03/2025

Considérant qu'il convient dès lors de le remplacer ;

ARRÊTE

ARTICLE 1er : Le présent arrêté modifie l'arrêté du président n° AR2023_08 portant déport de Monsieur Jérôme VIAUD, président de la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse sur les dossiers en lien avec l'association Initiative Terre d'Azur en ce qu'il désigne Monsieur Christian ORTEGA, vice-président en charge du développement économique, pour le suppléer ;

ARTICLE 2: Le déport de Monsieur Jérôme VIAUD reste inchangé. Il s'abstient d'exercer ses fonctions et compétences en tant que président de l'agglomération du Pays de Grasse en toute matière, à toutes étapes et pour tous les actes ou décisions concernant l'association Initiative Terres d'Azur et notamment :

- S'abstient de participer aux débats et délibérations du conseil communautaire, du bureau ainsi qu'aux commissions et réunions préparatoires,
- S'abstient de s'informer, de donner de quelconques instructions ou de signer tout document sur des dossiers en lien avec l'association.

Article 3 : Le président désigne désormais Monsieur Raymond ALBIS, nouveau vice-président en charge du développement économique de la Communauté d'agglomération pour le suppléer si nécessaire sur les affaires en lien avec cette association. Il ne pourra lui donner aucune instruction ;

Article 4 : Le directeur général des services est chargé de l'exécution du présent arrêté, lequel sera applicable à compter de sa transmission au représentant de l'Etat dans le département et de sa publication.
Il reste en vigueur durant toute la durée du mandat, sauf éventuelle modification de la situation de Monsieur Jérôme VIAUD qui mettrait fin au risque de situation de conflit d'intérêts ;

Article 5 : Le présent arrêté est susceptible de faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Nice – 18 avenue des Fleurs – 06050 Nice Cedex 1 dans un délai de deux mois à compter de sa publication et/ou notification.
Il est également susceptible de faire l'objet d'un recours gracieux auprès du président de la Communauté d'Agglomération dans le même délai. Un recours contentieux peut ensuite être formé auprès du Tribunal administratif de Nice dans le délai de deux mois suivant le rejet explicite ou implicite du recours gracieux ou hiérarchique. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique "Télérecours Citoyens" accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Fait à Grasse le 17 mars 2025

Le Président,

Jérôme VIAUD
Maire de Grasse
Vice-président du Conseil départemental
des Alpes-Maritimes

AR Prefecture
006-200039857-20250320-AR2025_008-AU
Reçu le 24/03/2025
Publié le 24/03/2025

Pays de Grasse
communauté d'agglomération

REPUBLIQUE FRANÇAISE
DEPARTEMENT
DES ALPES-MARITIMES

ARRETE DU PRESIDENT N°AR2025_008

Objet : Modification de la délégation de fonction attribuée à Monsieur Christian ZEDET, membre du bureau communautaire, vice-président de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse

Le Président de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse

Vu l'article L.5211-9 du Code général des collectivités territoriales autorisant le président à déléguer, sous sa surveillance et sa responsabilité, par arrêté, une partie de ses fonctions aux vice-présidents - présidentes et, en l'absence ou en cas d'empêchement de ces derniers ou dès lors que ceux-ci sont tous titulaires d'une délégation, à d'autres membres du bureau communautaire ;

Vu la délibération n°DL2020_033 en date du 16 juillet 2020 portant élection du président de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse ;

Vu la délibération n° DL2020_034 en date du 16 juillet 2020 portant composition du bureau communautaire ;

Vu la délibération n°DL2020_035 en date du 16 juillet 2020 portant élection des vice-présidentes et vice-présidents et autres membres du bureau communautaire ;

Vu la délibération n°DL2024_201 en date du 12 décembre 2024 portant sur la réactualisation de l'intérêt communautaire de la compétence action sociale ;

Vu la délibération n° DL2025_001 du 27 février 2025 portant modification de la composition du bureau communautaire ;

Vu l'arrêté n°AR2020_002 en date du 17 août 2020 portant délégations de fonctions aux membres du bureau communautaire ;

Considérant que par délibération en date du 16 juillet 2020, Monsieur Christian ZEDET a été désigné membre du bureau en qualité de vice-président de la communauté d'agglomération ;

Considérant que par arrêté n°AR2020_002, il a été attribué à Monsieur Christian ZEDET la délégation de fonction suivante : Juridique, éthique et aide aux victimes ;

Considérant que par délibération passée en date du 12 décembre 2024, l'intérêt communautaire en matière d'action sociale a été réactualisé affirmant l'engagement de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse en matière de prévention et de lutte contre les violences ;

Considérant que le volume des affaires traitées en la matière nécessite de donner délégation de fonction aux membres du bureau communautaire ;

Considérant qu'au regard de la délégation actuelle attribuée à Monsieur Christian ZEDET et de son implication dans les dispositifs de prévention et de lutte contre les violences ;

AR Prefecture

006-200039857-20250320-AR2025_008-AU
Reçu le 24/03/2025
Publié le 24/03/2025

ARRETE

Article 1er : La modification de l'arrêté n°AR2020_002 portant délégation de fonction aux membres du bureau, en ce qu'il attribue la délégation de fonction en matière Juridique, éthique et aides aux victimes, à Monsieur ZEDET vice-président de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse ;

Article 2 : Le présent arrêté modifie la délégation de fonction de Monsieur Christian ZEDET, vice-président de la communauté d'agglomération en lui ajoutant une délégation en matière de prévention ;

Article 3 : La délégation de fonction attribuée à Monsieur Christian ZEDET est désormais la suivante : **Juridique, éthique, aides aux victimes et prévention** ;

Article 4 : Le directeur général des services est chargé de l'exécution du présent arrêté, lequel sera notifié à l'intéressé et au représentant de l'Etat dans le département ;

Article 5 : Le présent arrêté est susceptible de faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Nice – 18 avenue des Fleurs – 06050 Nice Cedex 1 dans un délai de deux mois à compter de sa publication et/ou notification.
Il est également susceptible de faire l'objet d'un recours gracieux auprès du président de la Communauté d'Agglomération dans le même délai. Un recours contentieux peut ensuite être formé auprès du Tribunal administratif de Nice dans le délai de deux mois suivant le rejet explicite ou implicite du recours gracieux ou hiérarchique. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique "Télérecours Citoyens" accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Fait à Grasse, le 20 mars 2025

Le Président,

Jérôme VIAUD
Maire de Grasse
Vice-président du Conseil départemental
des Alpes-Maritimes

AR Prefecture
006-200039857-20250327-AR2025_009-AU
Reçu le 27/03/2025
Publié le 27/03/2025

Pays de Grasse
communauté d'agglomération

REPUBLIQUE FRANCAISE
DEPARTEMENT
DES ALPES MARITIMES

ARRETE DU PRESIDENT
N°AR2025_009

Objet : Délégation de fonction à Monsieur Gilles RONDONI pour la représentation à la présidence de la Commission d'Appel d'Offres du 02 avril 2025 en cas d'absence ou d'empêchement du Président

Le Président de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L1411-5, L.2122-18, L.5211-2, et L.5211-9, qui confère au président le pouvoir de déléguer, sous sa surveillance et sa responsabilité, l'exercice d'une partie de ses fonctions aux vice-présidents et, en l'absence ou en cas d'empêchement de ces derniers, à d'autres membres du bureau communautaire ;

Vu la délibération n° DL2020_033 du 16 juillet 2020 portant élection du Président de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse ;

Vu la délibération n° DL2020_035 du 16 juillet 2020 portant élection des vice-présidentes et vice-présidents et autres membres du bureau communautaire ;

Vu la délibération n° DL2020_079 du 23 juillet 2020 portant sur la composition de la commission permanente d'appel d'offres (CAO) ;

Considérant qu'aux termes de l'article L.5211-9 du Code Général des Collectivités Territoriales, le président de la communauté d'agglomération a la faculté de se faire représenter pour la présidence de la commission d'appel d'offres et des jurys de concours ;

Considérant que dans l'intérêt du bon fonctionnement de l'administration, le Président de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse, Monsieur Jérôme VIAUD, décide, en cas d'absence ou en cas d'empêchement, de se faire représenter dans l'exercice de ses fonctions, en déléguant ses attributions en matière de procédures de passation et d'attribution des marchés publics ;

ARRÊTE

ARTICLE 1er : En cas d'absence ou d'empêchement, Monsieur Gilles RONDONI, Vice-Président, est désigné pour représenter le Président de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse, en tant que Président de la Commission d'Appel d'Offres du 2 avril 2025 ;

ARTICLE 2 : En cette qualité, Monsieur Gilles RONDONI, est autorisé à signer tout acte nécessaire au fonctionnement de cette instance ;

AR Prefecture

006-200039857-20250324-AR2025_009-AU
Reçu le 27/03/2025
Publié le 27/03/2025

ARTICLE 3 : Le Directeur général des services est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera applicable après affichage et transmission au représentant de l'Etat dans le département. Une ampliation sera notifiée au destinataire du présent arrêté ;

ARTICLE 4 : Le présent arrêté est susceptible de faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Nice – 18 avenue des Fleurs – 06050 Nice Cedex 1 dans un délai de deux mois à compter de sa publication et/ou notification.
Il est également susceptible de faire l'objet d'un recours gracieux auprès du président de la Communauté d'Agglomération dans le même délai. Un recours contentieux peut ensuite être formé auprès du Tribunal administratif de Nice dans le délai de deux mois suivant le rejet explicite ou implicite du recours gracieux ou hiérarchique. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique "Télérecours Citoyens" accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Fait à Grasse le 24 mars 2025

Le Président

Jérôme VIAUD
Maire de Grasse
Vice-président du Conseil départemental
des Alpes-Maritimes

AR Prefecture
006-200039857-20250331-AR2025_010-AU
Reçu le 04/04/2025
Publié le 04/04/2025

Pays de Grasse
communauté d'agglomération

REPUBLIQUE FRANCAISE
DEPARTEMENT
DES ALPES MARITIMES

ARRETE DU PRESIDENT N°AR2025_010

Objet : Arrêté portant déport de Madame Dominique BOURRET, conseiller communautaire, membre du bureau communautaire en qualité de Vice-présidente de la politique de la ville et de la culture

Le Président de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse,

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment l'article L.1111-1-1 ;

Vu la loi n° 2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique ;

Vu la loi n°2022-217 du 21 février 2022 relative à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique ;

Vu le décret n° 2014-90 du 31 janvier 2014 portant application de l'article 2 de la loi n° 2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique ;

Vu la délibération n°DL2020_033 en date du 16 juillet 2020 de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse portant élection du président ;

Vu la délibération n° DL2020_035 en date du 16 juillet 2020 portant élection des vice-présidentes et vice-présidents et autres membres du bureau communautaire ;

Vu la délibération n° DL2020_110 en date du 24 septembre 2020 portant désignation de représentants de la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse au sein de l'association « Centre de développement culturel du Pays de Grasse » (Théâtre de Grasse) ;

Vu l'arrêté du président de la communauté d'agglomération du Pays de Grasse n° AR2020_002 en date du 17 aout 2020 portant délégation de fonctions aux membres du bureau communautaire ;

Considérant que Madame Dominique BOURRET est conseillère communautaire, membre du bureau communautaire en qualité de Vice-présidente en charge de la politique de la ville et de la culture de la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse ;

Considérant qu'à ce titre, elle est membre de droit au sein du conseil d'administration de l'association du « Centre de développement culturel du Pays de Grasse » (théâtre de Grasse), dont l'équipement a été déclaré d'intérêt communautaire ;

Considérant que la fille de Madame Dominique BOURRET a été nommée directrice de ce même théâtre ;

Considérant que cette situation est susceptible d'influencer ou de paraitre influencer l'exercice indépendant, impartial et objectif des différents mandats occupés par Madame BOURRET au sein de l'agglomération et de l'association ;

Considérant qu'elle en a informé le président à qu'il appartient dès lors, conformément au décret n° 2014-90 d'adopter un arrêté déterminant les questions pour lesquelles Madame Dominique BOURRET doit s'abstenir d'exercer ses fonctions.

AR Prefecture
006-200039857-20250331-AR2025_010-AU
Reçu le 04/04/2025
Publié le 04/04/2025

Pays de Grasse
communauté d'agglomération

REPUBLIQUE FRANCAISE
DEPARTEMENT
DES ALPES MARITIMES

ARRÊTE

ARTICLE 1er : Madame Dominique BOURRET, en tant que conseillère communautaire, membre du bureau communautaire en qualité de Vice-présidente en charge de la politique de la ville et de la culture, s'abstient de toute intervention et participation dans les travaux communautaires concernant les sujets relatifs au théâtre de Grasse, ni ne peut représenter la CAPG au sein de son conseil d'administration et de son assemblée générale.

Elle ne peut ni participer aux débats et délibérations du conseil communautaire, du bureau ainsi qu'aux commissions et réunions préparatoires, ni émettre un avis qui risquerait d'engendrer un potentiel conflit d'intérêt.

ARTICLE 2 : Monsieur Nicolas DOYEN, conseiller communautaire, est désigné en lieu et place de Madame Dominique BOURRET pour la suppléer dans toutes les affaires en lien avec la gestion du Théâtre de Grasse, à qui elle ne pourra donner aucune instruction ;

ARTICLE 3 : Le directeur général des services est chargé de l'exécution du présent arrêté, lequel sera applicable à compter de sa transmission au représentant de l'Etat dans le département et de sa publication. Une ampliation du présent arrêté sera notifiée aux intéressés.
Il reste en vigueur durant toute la durée du mandat, sauf éventuelle modification de la situation de Madame Dominique BOURRET qui mettrait fin au risque de situation de conflit d'intérêts ;

ARTICLE 4 : Le présent arrêté est susceptible de faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Nice – 18 avenue des Fleurs – 06050 Nice Cedex 1 dans un délai de deux mois à compter de sa publication et/ou notification.
Il est également susceptible de faire l'objet d'un recours gracieux auprès du président de la Communauté d'Agglomération dans le même délai. Un recours contentieux peut ensuite être formé auprès du Tribunal administratif de Nice dans le délai de deux mois suivant le rejet explicite ou implicite du recours gracieux ou hiérarchique. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique "Télérecours Citoyens" accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Fait à Grasse le 31 mars 2025

Le Président,

Jérôme VIAUD
Maire de Grasse
Vice-président du Conseil départemental
des Alpes-Maritimes

AR Prefecture
006-200039857-20250417-AR2025_011-AU
Reçu le 25/04/2025
Publié le 25/04/2025

Pays de Grasse
communauté d'agglomération

REPUBLIQUE FRANCAISE
DEPARTEMENT
DES ALPES MARITIMES

ARRETE DU PRESIDENT N°AR2025_011

Objet : Plan Climat Air Energie Territorial (PCAET) : Adhésion à la convention constitutive du groupement de commandes entre les Communautés d'Agglomération du Pays de Grasse, de Sophia Antipolis, de Cannes-Pays de Lérins, Estérel Côte d'Azur pour le déploiement d'infrastructures de recharge pour véhicules électriques et hybrides et rechargeables – nomination des membres à la CAO ad'hoc

Le Président de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse,

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment son article L.1414-3 ;

Vu le Code de la commande publique et notamment ses articles L. 2113-6 à L. 2113-8 relatifs au groupement de commandes ;

Vu la loi d'orientation des Mobilités (LOM) du 24 décembre 2019 ;

Vu la délibération n°DL2019_018 du conseil communautaire du 8 février 2019 actant le lancement de la démarche de Plan Climat Air Energie Territorial Ouest 06 (PCAET) ;

Vu la délibération n°DL2019_147 du conseil communautaire du 4 octobre 2019 relative à la convention de partenariat afin de mettre en œuvre les actions communes du Plan Climat Energie Territoriale Ouest 06 (PCAET) ;

Vu la délibération n° DL2025_065 du conseil communautaire du 04 avril 2025 concernant Plan Climat Air Energie Territorial (PCAET) - Adhésion à la convention constitutive du groupement de commandes entre les Communautés d'Agglomération du Pays de Grasse, de Sophia Antipolis, de Cannes-Pays de Lérins, Estérel Côte d'Azur pour le déploiement d'infrastructures de recharge pour véhicules électriques et hybrides rechargeables ;

Considérant que depuis 2022, la Communauté de communes des Alpes d'Azur et Estérel Côte d'Azur Agglomération ont intégré le réseau WiiiZ et qu'au 1er Avril 2025, le réseau WiiiZ comporte plus de 350 bornes réparties sur la CASA, la CAPG, la CACPL, la CCAA et ECAA ;

Considérant la volonté de la CASA, de la CAPL, de la CCAA, d'ECAA et de la CAPG de constituer un nouveau groupement de commandes pour le renouvellement du marché d'acquisition, de pose, d'entretien, de suivi de la conformité électrique et d'exploitation d'infrastructures de recharges pour véhicules électriques sur l'ouest des Alpes Maritimes ;

Considérant que la CAPG est désignée comme coordonnateur du nouveau groupement de commandes constitué par convention et qu'à ce titre, elle aura la qualité de pouvoir adjudicateur avec pour principales missions : la mise en œuvre de la procédure de passation, la signature du ou des marchés publics et des éventuels avenants et leur notification dans le respect des dispositions du Code de la Commande Publique ainsi que le suivi de l'exécution de ceux-ci ;

Considérant que chaque membre du groupement inscrira le montant de l'opération qui le concerne dans son budget, assurera l'exécution comptable du marché correspondant et se chargera du paiement direct au titulaire ;

AR Prefecture
006-200039857-20250417-AR2025_011-AU
Reçu le 25/04/2025
Publié le 25/04/2025

Considérant qu'une Commission d'Appel d'offres ad hoc composée d'un représentant élu parmi les membres ayant voix délibérative de la CAO de chaque membre du groupement a été souhaité par l'ensemble des membres. La CAO sera présidée par le représentant du coordonnateur du groupement ;

Considérant qu'il convient de désigner un représentant titulaire et un représentant suppléant, appelés à siéger à la commission d'appel d'offres du groupement de commandes entre la Communauté d'Agglomération Cannes Pays de Lérins, la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse, la Communauté de Communes Alpes d'Azur et Estérel Côte d'Azur Agglomération pour la passation de marchés publics relatifs aux déploiements d'Infrastructures de Recharge pour Véhicules Electriques et hybrides rechargeables (IRVE) ;

ARRETE

Article 1 - Pour la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse, sont nommés pour siéger à la CAO ad'hoc, Madame **Michèle PAGANIN** en tant que membre titulaire et Monsieur **Philippe SAINTE-ROSE FANCHINE** en tant que membre suppléant ;

Article 2 : Le Directeur général des services est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera applicable après affichage et transmission au représentant de l'Etat dans le département. Une ampliation sera notifiée au destinataire du présent arrêté ;

Article 3 : Le présent arrêté est susceptible de faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Nice – 18 avenue des Fleurs – 06050 Nice Cedex 1 dans un délai de deux mois à compter de sa publication et/ou notification.
Il est également susceptible de faire l'objet d'un recours gracieux auprès du président de la Communauté d'Agglomération dans le même délai. Un recours contentieux peut ensuite être formé auprès du Tribunal administratif de Nice dans le délai de deux mois suivant le rejet explicite ou implicite du recours gracieux ou hiérarchique. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique "Télérecours Citoyens" accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Fait à Grasse, le 17 avril 2025

Le Président,

Jérôme VIAUD
Maire de Grasse
Vice-président du Conseil départemental
des Alpes-Maritimes

AR Prefecture
006-200039857-20250521-AR2025_012-AU
Reçu le 26/05/2025
Publié le 26/05/2025

pays de Grasse
communauté d'agglomération

REPUBLIQUE FRANCAISE
DEPARTEMENT
DES ALPES MARITIMES

ARRETE DU PRESIDENT N°AR2025_012

Objet : Désignation de la composition des membres du comité de pilotage du Plan Climat Air Energie Territorial (PCAET)

Le Président de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse,

Vu le Code Général des collectivités territoriales et notamment l'article L.2224-34 ;

Vu le Code de l'Environnement et notamment, les articles L.121-15-1, L.121-16, L.121-18, L.123-19, L.229-26, R.229-51 à R.229-56 et R.121-25 ;

Vu la loi n°2015-992 du 17 août 2015 relative à la Transition énergétique pour la croissance verte, et notamment son article 188 ;

Vu la loi n°2019-1147 du 9 novembre 2019 relative à l'énergie et au climat ;

Vu la loi n° 2021-1104 du 22 août 2021 portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets ;

Vu le décret n°2016-849 du 28 juin 2016 relatif au plan climat-air-énergie territorial ;

Vu le décret n° 2016-1110 du 11 août 2016 relatif à la modification des règles applicables à l'évaluation environnementale des projets, plans et programmes ;

Vu l'arrêté du 4 août 2016 relatif au plan climat-air-énergie territorial ;

Vu les statuts en vigueur de la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse ;

Vu la délibération n° DL2019_018 du conseil communautaire du 08 février 2019 relative au lancement du Plan Climat Air Energie Territorial (PCAET) Ouest 06- Déclaration d'intention ;

Vu la délibération n° DL2020_033 du 16 juillet 2020 de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse portant élection du président ;

Vu la délibération n° DL2023_155 du 21 septembre 2023 relative à l'arrêt du projet de Plan Climat Air Energie Territorial de la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse ;

Vu la délibération n° DL 2024_110 du 20 juin 2024 relative à l'approbation du Plan Air Energie Territorial 2024-2029 de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse ;

Considérant que l'un des objectifs du programme d'action du PCAET de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse (CAPG) est le renforcement de la gouvernance territoriale, nécessaire à la bonne réalisation des actions définies ;

Considérant par ailleurs, que le renforcement de cette gouvernance constitue un sous-axe spécifique du plan d'action du PCAET ;

Considérant qu'une gouvernance de territoire globale a été mise en place lors de l'adoption du PCAET ;

Considérant cependant qu'il convient de structurer et de formaliser plus précisément cette gouvernance notamment concernant la composition et le fonctionnement de son comité de pilotage (COPIL) ;

AR Prefecture
006-200039857-20250521-AR2025_012-AU
Reçu le 28/05/2025
Publié le 28/05/2025

ARRÊTE

ARTICLE 1er : Il est créé un comité de pilotage pour le PCAET de la CAPG 2024-2029 ;

ARTICLE 2 : Le comité de pilotage institué au présent arrêté est constitué de l'ensemble des Maires des 23 communes membres ou leurs représentants ;

La présidence du Comité de pilotage est assurée par le président de la CAPG et **sa vice-présidence** par l'élu référent du PCAET Ouest 06 ;

Des représentants des services de l'Etat, des partenaires de la CAPG sur son territoire, de membres de la direction ou des services techniques CAPG ou communaux peuvent également être consultés ou invités à participer au comité de pilotage afin de recueillir leurs avis sur des problématiques du PCAET en lien avec leurs domaines de compétences.

ARTICLE 3 : Le comité de pilotage institué est chargé du suivi et de l'évaluation du PCAET 2024-2029 de la CAPG dont il :
- valide le bilan des actions réalisées par rapport aux indicateurs de suivi du PCAET de l'année N-1,
- approuve et vote la mise en œuvre des objectifs et actions prioritaires à réaliser l'année suivante.

Il se réunit à minima une fois par an, à l'initiative de son président. Si nécessaire, il peut également se réunir en fonction des besoins identifiés sur une action spécifique.

ARTICLE 4 : Le président est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera transmis au représentant de l'Etat dans les Alpes-Maritimes et publié au recueil des actes administratifs ;

ARTICLE 5 : Le présent arrêté est susceptible de faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Nice – 18 avenue des Fleurs – 06050 Nice Cedex 1 dans un délai de deux mois à compter de sa publication et/ou notification.
Il est également susceptible de faire l'objet d'un recours gracieux auprès du président de la Communauté d'Agglomération dans le même délai. Un recours contentieux peut ensuite être formé auprès du Tribunal administratif de Nice dans le délai de deux mois suivant le rejet explicite ou implicite du recours gracieux ou hiérarchique. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique "Télérecours Citoyens" accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Fait à Grasse le 21 mai 2025

Le Président

Pays de Grasse

Jérôme VIAUD
Maire de Grasse
Vice-président du Conseil départemental
des Alpes-Maritimes

AR Prefecture
006-200039857-20250521-AR2025_013-AU
Reçu le 28/05/2025
Publié le 28/05/2025

Pays de Grasse
communauté d'agglomération

REPUBLIQUE FRANCAISE
DEPARTEMENT
DES ALPES MARITIMES

ARRETE DU PRESIDENT N°AR2025_013

Objet : Délégation permanente de fonction à Monsieur Marino CASSEZ à la présidence de la Commission Consultative des Services Publics Locaux en cas d'absence ou d'empêchement du Président

Le Président de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L1411-5, L.2122-18, L.5211-2, et L.5211-9, qui confère au président le pouvoir de déléguer, sous sa surveillance et sa responsabilité, l'exercice d'une partie de ses fonctions aux vice-présidents et, en l'absence ou en cas d'empêchement de ces derniers, à d'autres membres du bureau communautaire ;

Vu la délibération n° DL2020_033 du 16 juillet 2020 portant élection du Président de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse ;

Vu la délibération n° DL2020_035 du 16 juillet 2020 portant élection des vice-présidentes et vice-présidents et autres membres du bureau communautaire ;

Vu la délibération n° DL2020_113 du 24 septembre 2020 portant sur la composition de la Commission Consultative des Services Publics Locaux (CCSPL) ;

Considérant qu'aux termes de l'article L.5211-9 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Président de la Communauté d'Agglomération a la faculté de se faire représenter pour la présidence de la Commission Consultative des Services Publics Locaux ;

Considérant que dans l'intérêt du bon fonctionnement de l'administration, le Président de la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse, Monsieur Jérôme VIAUD, décide, en cas d'absence ou en cas d'empêchement, de se faire représenter dans l'exercice de ses fonctions par Monsieur Marino CASSEZ Vice-Président, en déléguant ses attributions ;

ARRÊTE

ARTICLE 1er : En cas d'absence ou d'empêchement, Monsieur Marino CASSEZ, Vice-président, reçoit délégation permanente pour représenter le Président de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse, en tant que Président de la Commission Consultative des Services Publics Locaux ;

ARTICLE 2 : En cette qualité, Monsieur Marino CASSEZ, est autorisé à signer tout acte nécessaire au fonctionnement de cette instance ;

ARTICLE 3 : Le Directeur général des services est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera applicable après affichage et transmission au représentant de l'Etat dans le département. Une ampliation sera notifiée au destinataire du présent arrêté.

AR Prefecture

006-200039857-20250521-AR2025_013-AU
Reçu le 28/05/2025
Publié le 28/05/2025

ARTICLE 4 : Le présent arrêté est susceptible de faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Nice – 18 avenue des Fleurs – 06050 Nice Cedex 1 dans un délai de deux mois à compter de sa publication et/ou notification.
Il est également susceptible de faire l'objet d'un recours gracieux auprès du président de la Communauté d'Agglomération dans le même délai. Un recours contentieux peut ensuite être formé auprès du Tribunal administratif de Nice dans le délai de deux mois suivant le rejet explicite ou implicite du recours gracieux ou hiérarchique. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique "Télérecours Citoyens" accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Fait à Grasse le 22 mai 2025

Le Président

Jérôme VIAUD
Maire de Grasse
Vice-président du Conseil départemental
des Alpes-Maritimes

AR Prefecture
006-200039857-20250603-AR2025_014-AU
Reçu le 10/06/2025
Publié le 10/06/2025

Pays de Grasse
communauté d'agglomération

REPUBLIQUE FRANCAISE
DEPARTEMENT
DES ALPES MARITIMES

ARRETE DU PRESIDENT
N°AR2025_014

Objet : Autorisant le déversement des eaux usées non domestiques de la société OREDUI dans le réseau public de collecte des eaux usées de la commune de GRASSE aux conditions décrites dans le présent arrêté

Le Président de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales (C.G.C.T.) et en particulier ses articles L.2224-7 à L.2224-12, L5211-9-2, R2224-15 et R2224-19 ;

Vu le Code de la Santé Publique et notamment ses articles L 1331-1 à 10 et R1331-2 ;

Vu le Code de l'environnement, et notamment ses articles R.211-11-1, R.211-11-2 et R.211-11-3 relatifs au programme national d'action contre la pollution des milieux aquatiques par certaines substances dangereuses, ainsi que les arrêtés des 20 avril 2005 modifié et 30 juin 2005 ;

Vu le décret n° 2006-503 du 2 mai 2006 relatif à la collecte et au traitement des eaux usées mentionnées aux articles L 2224-8 et L 2224-10 du C.G.C.T. ;

Vu l'arrêté du 22 juin 2007 relatif à la collecte, au transport et au traitement des eaux usées des agglomérations d'assainissement ainsi qu'à la surveillance de leur fonctionnement et de leur efficacité, et aux dispositifs d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique supérieure à 1,2 kg/j de DBO5, et en particulier son article 6 ;

Vu l'arrêté du 7 juillet 2023 modifiant l'arrêté du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation et l'arrêté du 10 septembre 2020 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques 2430 (préparation de la pâte à papier à l'exclusion des activités classées au titre de la rubrique 3610a), 3610a (fabrication, dans des installations industrielles, de pâte à papier à partir du bois ou d'autres matières fibreuses) et 3610b (fabrication, dans des installations industrielles, de papier ou carton, avec une capacité de production supérieure à 20 tonnes par jour) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu le Règlement du Service de l'Assainissement de la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse pour la commune de Grasse ;

ARRÊTE

ARTICLE 1er : OBJET DE L'AUTORISATION

La société **OREDUI** sise avenue **Michel CHEVALIER**, **06130 GRASSE**, **ci-après désignée « l'Etablissement »**, est autorisée, dans les conditions fixées par le présent arrêté, à déverser ses eaux usées non domestiques, issues d'une activité de traitement de déchet, dans le réseau

AR Prefecture
006-200039857-20250603-AR2025_014-AU
Reçu le 10/06/2025
Publié le 10/06/2025

d'eaux usées industrielles, via un branchement situé au plus bas de l'établissement sous l'avenue **Louison BOBET, 06130 GRASSE.**

ARTICLE 2 : CARACTERISTIQUES DES REJETS

A. Prescriptions générales

Sans préjudice des lois et réglementations en vigueur, les eaux usées non domestiques doivent :

a) Être neutralisées à un pH compris entre 5,5 et 8,5. A titre exceptionnel, en cas de neutralisation alcaline, le pH peut être compris entre 5,5 et 9,5.

b) Être ramenées à une température inférieure ou au plus égale à 25°C.

c) Ne pas contenir de matières ou de substances susceptibles :

- de porter atteinte à la santé du personnel qui travaille dans le système de collecte ou à la station d'épuration,
- d'endommager le système de collecte, la station d'épuration et leurs équipements connexes,
- d'entraver le fonctionnement de la station d'épuration des eaux usées, le traitement et la valorisation des boues,
- d'être à l'origine de dommages à la flore ou à la faune aquatiques, d'effets nuisibles sur la santé, ou d'une remise en cause d'usages existants (prélèvement pour l'adduction en eau potable, zones de baignades, ...) à l'aval des points de déversement des collecteurs publics,

En outre, pour les déversements autorisés par le présent arrêté, l'Etablissement doit se conformer aux dispositions du règlement du service de l'assainissement de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse, **ci-après dénommée « la Collectivité »**, pour la commune de Grasse.

B. Prescriptions particulières

Les prescriptions particulières auxquelles doivent répondre les eaux usées non domestiques, dont le rejet est autorisé par le présent arrêté, sont définies en annexe 1.

ARTICLE 3 : CONDITIONS TECHNIQUES DE RACCORDEMENT

Un regard de branchement au réseau de collecte, doit être créé en domaine public en limite de propriété de l'**Etablissement**, ou en domaine privé, mais accessible à la collectivité et au délégataire.

L'**Etablissement** autorise tout représentant de la collectivité et du délégataire à accéder aux installations et à y faire effectuer tout contrôle.

ARTICLE 4 : CONTROLES, MESURES ET PRELEVEMENT

Indépendamment des contrôles éventuels réalisés par l'**Etablissement**, la collectivité et le délégataire pourront réaliser des contrôles inopinés (prélèvements et analyses).
Les frais de contrôle seront supportés par l'**Etablissement** si leurs résultats démontrent que les effluents ne respectent pas les prescriptions du présent arrêté.

AR Prefecture
006-200039857-20250603-AR2025_014-AU
Reçu le 10/06/2025
Publié le 10/06/2025

Compte tenu de la configuration des dispositifs de comptage et de prélèvements, l'Etablissement en laissera le libre accès aux agents de la Collectivité et au Délégataire, sous réserve du respect par ces derniers des procédures de sécurité en vigueur au sein de l'Etablissement.
Le cas échéant, ces procédures seront communiquées à la Collectivité et au Délégataire. Un salarié de la société OREDUI sera présent pour accompagner le ou les représentants de la Collectivité et / ou du Délégataire.

L'Etablissement aura à demeure les dispositifs adéquats de mesure de débit et de prélèvement, à savoir un débitmètre et un préleveur automatique réfrigéré d'échantillon proportionnel au débit.

Le débitmètre, en particulier, devra comprendre, outre un totalisateur de volume, un système d'enregistrement en continu des débits. Le canal de comptage sera équipé d'un déversoir normalisé.
Le matériel mis en place pour la mesure et le comptage des eaux usées sera un débitmètre de type électromagnétique.

Le matériel de prélèvement mis en place respectera l'ensemble des prescriptions fournisseurs et sera installé selon le guide FDT 90-523-2 « Qualité de l'eau - Guide de prélèvement pour le suivi de qualité des eaux dans l''environnement – Prélèvement d'eau résiduaire ».

L'équipement de mesure sera vérifié tous les 2 ans à la charge de l'Etablissement. Le certificat de bon fonctionnement sera transmis à la Collectivité et/ou à son Délégataire dans le mois suivant sa réalisation.

En complément, à chaque vérification par un organisme règlementaire (DREAL, agence de l'eau…), le certificat de contrôle sera transmis à la Collectivité et/ou à son Délégataire dans le mois suivant son exécution, afin de suivre la métrologie sur le matériel.

L'Etablissement surveillera et maintiendra en bon état de fonctionnement ses appareils. En cas de défaillance, voire d'arrêt total desdits appareils de mesure, l'Etablissement s'engage, d'une part, à informer la Collectivité et son Délégataire, et d'autre part, à procéder à ses frais à leur remise en état dans les plus brefs délais.
Pendant la durée d'indisponibilité des appareils la mesure des débits se fera sur la base des rejets d'eau de l'année précédente de l'Etablissement + 20%. Passé un délai de trois mois, la Collectivité se réserve le droit de mettre en place un appareil de mesure dont le coût d'installation et de location sera à la charge de l'Etablissement.

ARTICLE 5 : CONDITIONS FINANCIERES

En contrepartie du service rendu, l'**Etablissement**, dont le déversement des eaux est autorisé par le présent arrêté, est soumis au paiement d'une redevance assainissement.

La redevance assainissement est définie sur la base des volumes d'eaux rejetés sur les réseaux de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse.
Le principe de calcul de la participation financière tient compte habituellement de deux types de rejets :

- Les eaux usées domestiques,
- Les eaux usées non domestiques.

Les participations financières payables par l'Etablissement seront calculées :

- Sur la base du volume rejeté en eaux usées non domestiques qui sera relevé mensuellement à l'aide du dispositif de mesure de débit en continu en sortie de station de prétraitement.

AR Prefecture
006-200039857-20250610-AR2025_014-AU
Reçu le 10/06/2025
Publié le 10/06/2025

- Sur la base du volume rejeté en eaux usées domestiques qui sera calculé par différentiel entre le volume de consommation AEP et le volume d'eaux usées non domestiques.
- En fonction du nombre de branchement et leur diamètre.
- En fonction des contrôles inopinés et du paiement des analyses si un dépassement est mis en évidence.

Les participations financières spéciales relatives à l'exploitation du système d'assainissement sont calculées en prenant en compte les éléments de base suivants :

- **Calcul de l'assiette**

Le volume de rejet **Vr** en m³ est issu du dispositif de mesure de débit en continu mis en place à cet effet comme indiqué à l'article 4.

En cas d'anomalie ou de défaillance momentanée de cet appareil, le volume correspondant à celui prélevé sur le réseau d'eau potable affecté d'un coefficient **Cr** (coefficient de rejet), basé sur le rapport entre l'eau consommée (**Vc**) et l'eau rejetée (**Vr**) à la même période l'année précédente, sera celui pris en compte.

$$Cr = Vr / Vc$$

A. Rémunération du Délégataire

En contrepartie des charges contractuelles qui lui incombent, le Délégataire perçoit auprès de l'Etablissement une rémunération égale à :

- **Une partie fixe branchement** qui est fonction du diamètre des compteurs d'eau potable de l'Etablissement (branchements de 60 mm de diamètre) et répartie selon les index au 01 Janvier de l'année civile :

- **Une partie variable** :

$$Vr \times R \times Cp$$

Formule dans laquelle :

- **R** est la valeur de la rémunération du Délégataire en euros par m³ définie dans le cahier des charges du contrat qui le lie à la Collectivité
- **Vr est** le volume de rejet
- **Cp** est le coefficient de pollution établi suivant la convention de déversement

B. Surtaxe de la Collectivité

L'Exploitant perçoit, pour le compte de la collectivité une surtaxe au titre des eaux résiduaires, destinée à financer les investissements et autres charges supportées par la Collectivité, égale à :

AR Prefecture
006-200039857-20250603-AR2025_014-AU
Reçu le 10/06/2025
Publié le 10/06/2025

- **Une partie fixe branchement** qui est fonction du diamètre des compteurs d'eau potable de l'Etablissement (prix actualisé chaque année).

- **Une partie variable** :

Vr x S

Formule dans laquelle :

- **S** est le montant de la surtaxe de la Collectivité en euros par mètre cube perçue auprès des abonnés ordinaires en fonction de leur consommation d'eau potable.

- **Vr** est le volume de rejet.

Les valeurs de Vs et S sont fixées par délibération du conseil municipal

C. Coefficient de pollution

Le coefficient de pollution Cp est un coefficient de comparaison entre la qualité de l'effluent non domestique de l'Etablissement et la qualité d'un effluent domestique moyen.

Le coefficient de pollution Cp est fixé par le conseil municipal de Grasse, selon la délibération n°2012-111 jointe en annexe au présent arrêté.

Si les valeurs moyennes des concentrations des effluents industriels sont inférieures aux valeurs retenues pour l'usager domestique servant de comparaison, le coefficient de pollution peut prendre une valeur inférieure à 1, minorant en conséquence le volume rejeté et l'assiette de facturation. Ceci, bien que la totalité des volumes rejetés par l'usager autre que domestique induise d'importantes charges d'investissement et d'exploitation.

Dans ce cas, par application des dispositions de l'article R.2224-19-6 du Code Général des Collectivités Territoriales, le coefficient de pollution retenu sera de 1.

Pour tenir compte des éventuelles évolutions des rejets de l'Établissement, ce coefficient sera actualisé chaque année **n** à partir de la moyenne des concentrations, par paramètre, des valeurs obtenues au cours des bilans périodiques de contrôles réalisés sur l'ensemble de l'année n-1.

La formule de calcul du coefficient de pollution pourra être révisée par délibération. Cette révision fera l'objet d'un avenant à la présente convention.

En application des conditions citées ci-dessus et de la formule de calcul du Cp, le coefficient de pollution (Cp) appliqué dans le cadre de la présente convention est de :

Cp = 1

ARTICLE 6 : CONVENTION SPECIALE DE DEVERSEMENT

Sans Objet

AR Prefecture
006-200039857-20250603-AR2025_014-AU
Reçu le 10/06/2025
Publié le 10/06/2025

ARTICLE 7 : DUREE DE L'AUTORISATION

Cette autorisation est délivrée pour une période de 5 (cinq) ans, à compter de sa signature.

Si l'**Etablissement** désire obtenir le renouvellement de son autorisation, il devra en faire la demande au Président, par écrit, 3 (trois) mois au moins avant la date d'expiration du présent arrêté.
Le dossier d'autorisation sera alors réexaminé, avant renouvellement pour une période de 5 (cinq) ans.

ARTICLE 8 : CARACTERE DE L'AUTORISATION

L'autorisation est délivrée dans le cadre des dispositions réglementaires portant sur la salubrité publique et la lutte contre la pollution des eaux.

Elle est accordée à titre personnel, précaire et révocable. En cas de cession ou de cessation d'activité, l'Etablissement devra en informer le Président.

Toute modification apportée par l'Etablissement, et de nature à entraîner un changement notable dans les conditions et les caractéristiques de rejet des effluents, doit être portée avant sa réalisation à la connaissance du Président.

Si, à quelque époque que ce soit, les prescriptions applicables au service public d'assainissement venaient à être changées, notamment dans un but d'intérêt général ou par décision de l'administration chargée de la police de l'eau, les dispositions du présent arrêté pourraient être, le cas échéant, modifiées d'une manière temporaire ou définitive.

ARTICLE 9 : CONDITION DE FERMETURE DU BRANCHEMENT

La collectivité peut décider de procéder ou de faire procéder à la fermeture du branchement, dès lors que le non-respect des dispositions du présent arrêté de déversement induit un risque justifié et important sur le service public de l'assainissement.

ARTICLE 10 : EXECUTION

Les infractions au présent arrêté seront constatées par des procès-verbaux et poursuivies conformément aux lois.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Nice, dans un délai de 2 (deux) mois à compter de la date de sa notification pour le bénéficiaire et à compter de l'affichage pour les tiers.

Fait à Grasse le 03 juin 2025

Le Président,

Jérôme VIAUD
Maire de Grasse
Vice-président du Conseil départemental
des Alpes-Maritimes

AR Prefecture
006-200039857-20250603-AR2025_014-AU
Reçu le 10/06/2025
Publié le 10/06/2025

pays de grasse
communauté d'agglomération

REPUBLIQUE FRANCAISE
DEPARTEMENT
DES ALPES MARITIMES

ANNEXE 1 : PRESCRIPTIONS TECHNIQUES PARTICULIERES

Suivant son Arrêté Préfectoral de la société OREDUI et les conditions d'acceptation à la station d'épuration de la Paoute à Grasse, les eaux usées non domestiques, dites "industrielles", en provenance de la société OREDUI, doivent répondre aux prescriptions suivantes :

A) Débits maxima autorisés :

débit journalier : **200** m³/jour
débit horaire : **15** m³/heure

B) Concentrations et flux maximum autorisés (mesurés selon les normes en vigueur) :

L'Etablissement doit respecter les valeurs limites en concentration **ET** en flux

- **pH :** compris entre 5,5 et 8,5. A titre exceptionnel, en cas de neutralisation alcaline, le pH peut être compris entre 5,5 et 9,5.
- **Température :** inférieure ou au plus égale à 25°C, sous réserve que les conditions climatiques soient compatibles avec une telle exigence.

		Concentration maximale (mg/l)	Flux journalier maximal (kg/j)
	Demande biochimique en oxygène à 5 jours (DB05)	250	50
	Demande chimique en oxygène (DCO)	500	100
	Matières en suspension (MES)	50	10
	Azote total Kjeldhal	30	6
	Teneur en phosphore total	10	2

C) Autres substances, seuils maximum autorisés

- **Eléments concernés par la valorisation agricole des boues**

1 .	Cadmium	0,01	0,002
2 .	Chrome et composés	0,50	0,1
3 .	Cuivre	0,50	0,1
4 .	Mercure	0,05	0,01
5 .	Nickel	0,50	0,1
6 .	Plomb	0,50	0,1
7 .	Sélénium	0,05	0,01
8 .	Zinc et composés	2,00	0,4

AR Prefecture
006-200039857-20250609-AR2025_014-AU
Reçu le 10/06/2025
Publié le 10/06/2025

9	. Somme métaux lourds (Cu+Ni+Cr+Zn)	3,50	0,7

AR Prefecture
006-200039857-20250603-AR2025_014-AU
Reçu le 10/06/2025
Publié le 10/06/2025

- **Autres paramètres minéraux**

10 .	Aluminium	5,00	1
11 .	Arsenic	0,05	0,01
12 .	Chrome hexavalent	0,10	0,02
13 .	Cyanures	0,10	0,02
14 .	Etain	2,00	0,4
15 .	Fer	5,00	1
16 .	Fluor	15,00	3
17 .	Manganèse	0,50	0,1
18 .	Sulfate (SO4)	500,00	100

- **Paramètres organiques**

19 .	AOX (substances organochlorées)	1,00	0,2
20 .	Hydrocarbures totaux	10,00	2
21 .	Hydrocarbures polycyclique aromatique	0,05	0,01
22 .	Huiles et graisses (MEH)	150,00	30
23 .	Indice phénol	0,30	0,06

La CAPG est soumise à la recherche des micropolluants rejetés au milieu naturel en sortie des stations d'épuration de la Paoute et des Roumiguières.

Dans le cas où certaines substances soient significatives à l'issue des campagnes de recherche RSDE, il devra être décidé :

- soit de limiter ou supprimer le rejet des substances dans le réseau en amont de la station,
- soit d'ajouter des étages de traitement sur la station d'épuration.

La deuxième solution implique que les boues issues du traitement risquent de contenir ces polluants indésirables, ce qui altèrera leur qualité et pourra entraîner leur refus des filières d'élimination.

C'est pourquoi, une fois que le type et la quantité de substances dangereuses à surveiller dans les rejets des stations d'épuration seront identifiés, des recherches analogues seront demandées aux établissements industriels conventionnés.

AR Prefecture
006-200039857-20250603-AR2025_014-AU
Reçu le 10/06/2025
Publié le 10/06/2025

D) Installations de prétraitement / récupération

L'**Etablissement** s'engage à prendre, à l'intérieur de son site, toutes les mesures nécessaires pour que les caractéristiques des eaux rejetées dans le réseau public d'assainissement soient conformes à celles définies dans le paragraphe précédent.

Il doit identifier les matières et substances générées de par son activité et susceptibles d'être rejetées dans le réseau public d'assainissement.

Il doit prendre toutes les dispositions nécessaires pour récupérer ces produits et éviter leur déversement dans le réseau public d'assainissement, dans le respect des prescriptions générales mentionnées ci-dessus.

L'**Etablissement** a l'obligation de maintenir en permanence cette installation de prétraitement en bon état de fonctionnement, et doit, par ailleurs, s'assurer que les déchets récupérés par les dîtes installations sont éliminés dans les conditions réglementaires en vigueur. Il fournit, au Service de l'assainissement, les informations ou les bordereaux de suivi des déchets, attestant de l'entretien régulier de son installation de prétraitement.

L'Etablissement indique les installations mises en place à cet effet :

- ✓ **Réseau intérieur :**
  L'Etablissement prend toutes les dispositions nécessaires d'une part pour s'assurer que la réalisation ou l'état de son réseau intérieur est conforme à la réglementation en vigueur et d'autre part pour éviter tout rejet intempestif susceptible de nuire au bon état et au bon fonctionnement du réseau d'assainissement, des ouvrages de dépollution, au personnel d'exploitation des ouvrages de collecte et de traitement.
  L'Etablissement entretient convenablement ses canalisations de collecte d'effluents et procède à des vérifications régulières de leur bon état.
- ✓ **Traitement préalable aux déversements :**
  L'Etablissement déclare que ses eaux usées non domestiques subissent un prétraitement avant rejet dans le réseau comprenant :

Type de prétraitement	Présence	Observations
Dégrillage	OUI	
Tamisage	OUI	
Décantation	OUI	Des effluents PCO avant introduction dans silo regroupement biologique
Homogénéisation	OUI	2 silos de regroupement biologiques de 110 m3 chacun
Rectification du pH	OUI	Injection de soude
Floculation/Coagulation	OUI	Injection de polymère et coagulant
Aération	OUI	2 bassins de traitement de boues activées de 200 m3 chacun suivi de 2 réacteurs biologiques de 140 m3 chacun
Ultrafiltration	OUI	En sortie des réacteurs biologiques
Stockage eau épurée	OUI	Stockage du perméat clair obtenu en sortie d'ultrafiltration dans 4 silos de 50 m3 chacun. Rejet par bâchée sur le réseau EUI public
Stockage des boues	OUI	2 x 40 m^3
Traitement des boues	OUI	Déshydratation par centrifugeuse

AR Prefecture
006-200039857-20250603-AR2025_014-AU
Reçu le 10/06/2025
Publié le 10/06/2025

Ces dispositifs de prétraitement avant rejet, nécessaires à l'obtention de la qualité d'effluent fixée dans l'arrêté d'autorisation de déversement, sont conçus, installés et entretenus sous la responsabilité de l'Etablissement.

Ils sont conçus, exploités et entretenus de manière à faire face aux éventuelles variations de débit, de température ou de dégradation des effluents, en particulier à l'occasion du démarrage ou de l'arrêt des installations, et à réduire au minimum les durées d'indisponibilité.

Les principaux paramètres permettant de s'assurer de la bonne marche des prétraitements sont mesurés périodiquement (cf art 4) et les résultats de ces mesures sont portés sur un registre informatisé tenu à la disposition de la Collectivité et du Délégataire.

E) Entretien des installations de prétraitement / récupération

L'Etablissement a l'obligation de maintenir en permanence ses installations de prétraitement / récupération en bon état de fonctionnement, qu'elles soient existantes ou à créer.

L'Etablissement doit, par ailleurs, s'assurer que les déchets récupérés par les dîtes installations sont éliminés dans les conditions réglementaires en vigueur.

Compte tenu de son activité et des caractéristiques de ces installations, l'Etablissement doit :

- **Faire procéder au bon entretien de ses installations de prétraitement et ce à chaque fois que nécessaire**
- **Fournir** annuellement au Service de l'assainissement les informations ou les certificats correspondants (BSD), attestant de l'entretien régulier de ses installations de prétraitement / récupération et de l'élimination des déchets générés par une filière spécialisée.

AR Prefecture
006-200039857-20250610-AR2025_014-AU
Reçu le 10/06/2025
Publié le 10/06/2025

F) Mise en conformité des rejets

Sans objets.

G) Surveillance des rejets :

A. Autosurveillance

L'Etablissement est responsable, à ses frais, de la surveillance et de la conformité de ses rejets au regard des prescriptions de la présente convention et de son arrêté d'autorisation de déversement.

L'Etablissement met en place, sur les rejets d'eaux usées non domestiques, un programme de mesures dont la nature et la fréquence sont les suivants :

Mesures et enregistrement en continu :

- Débit
- Température
- pH

Analyses des polluants sur échantillon moyen 24 H :

ANALYSE	Fréquence	Méthode de mesure
- Matières en suspension (MES)	Journalière	Selon les normes en vigueur
- Demande chimique en oxygène (DCO)	Journalière	
- Demande biochimique en oxygène à 5 jours (DBO5)	Hebdomadaire	
- Azote Kjeldahl (NTK)	Mensuelle	
- Phosphore total (Pt)	Mensuelle	
- Zinc	Mensuelle	
- Arsenic	Trimestrielle	
- Cadmium	Trimestrielle	
- Cuivre	Trimestrielle	
- Chrome	Trimestrielle	
- Cr3+	Trimestrielle	
- Cr6+	Trimestrielle	
- Plomb	Trimestrielle	
- Nickel	Trimestrielle	
- Mercure	Trimestrielle	
- Total métaux (Cu+Ni+Zn+Cr)	Trimestrielle	
- Aluminium	Trimestrielle	
- Fer	Trimestrielle	
- Indice Hydrocarbure ou hydrocarbures totaux		

AR Prefecture
006-200030857-20250603-AR2025_014-AU
Reçu le 10/06/2025
Publié le 10/06/2025

- Cyanures	Trimestrielle	
- AOX	Trimestrielle	
- Indice phénol	Trimestrielle	
	Trimestrielle	
	Trimestrielle	
	Trimestrielle	
	Trimestrielle	
	Trimestrielle	
	Trimestrielle	
	Trimestrielle	
	Trimestrielle	

Il est convenu que le présent programme de mesure pourra être modifié notamment dans le cas où les prescriptions relatives à la surveillance des ouvrages de collecte et de traitement des eaux usées, définie dans l'arrêté d'autorisation du système d'assainissement dans lequel ces eaux sont déversées, seraient modifiées. Le cas échéant, cette modification fera l'objet d'un avenant à la présente convention.
Les mesures de concentration, visées dans le tableau ci-dessus, seront effectuées au cours de journée représentative de l'activité de l'Etablissement sur des échantillons moyens 24 heures, proportionnels au débit, conservés à basse température (+-3°C) et selon les normes françaises en vigueur (AFNOR). Les flux polluants seront calculés à partir de ces mesures et du volume d'eau mesuré durant la période de prélèvement.

Un échantillon sera mis à la disposition de la Collectivité et du Délégataire pendant la période qui sépare deux prélèvements d'autosurveillance.
Celui-ci sera identifié, daté et conservé à basse température (+-3°C) dans un flaconnage de 1L en verre brun et de 2L en plastique (ou bidon prélèvement plastique).

Ces résultats seront transmis au format informatique au minimum une fois par mois au Délégataire et immédiatement au Délégataire et à la Collectivité dans le cas où une des concentrations ou un des flux dépasseraient les limites fixées dans l'arrêté d'autorisation de déversement.

L'Etablissement fournira le planning annuel prévisionnel de son autosurveillance au Délégataire et à la Collectivité et il avertira le Délégataire et la Collectivité de toutes modifications de ce planning au cours de l'année.

L'Etablissement fournira au moins une fois par an des résultats d'analyses réalisées par un organisme agrée COFRAC (EN ISO 17025).
La Collectivité et le Délégataire se réservent le droit de faire réaliser, en cas de non-présentation de ces résultats, un prélèvement dont les analyses seront réalisées par un organisme agréé COFRAC (EN ISO 17025), et dont les coûts de prélèvement et d'analyse seront à la charge de l'Etablissement.

B. **Inspection télévisée du branchement**

Sans Objet.

AR Prefecture
006-200039857-20250603-AR2025_014-AU
Reçu le 10/06/2025
Publié le 10/06/2025

C. **Contrôles par la collectivité**

La Collectivité et le Délégataire pourront effectuer, à leurs frais et de façon inopinée des contrôles de débit et de qualité. Les résultats seront communiqués par la Collectivité et le Délégataire à l'Etablissement.

Toutefois, dans le cas où les résultats de ces contrôles dépasseraient les concentrations ou flux maximaux autorisés, où révéleraient une anomalie, les frais de l'opération de contrôle concernée seraient mis à la charge de l'Etablissement.

D. **Suivi des micropolluants**

La Société OREDUI étant une Installation Classée Pour l'Environnement, dans le cadre de l'application de la circulaire du 05 janvier 2009, relatif à la recherche et à la réduction des substances dangereuses sur les rejets des ICPE. Elle devra transmettre au format informatique l'ensemble des résultats obtenus pour chaque campagne de prélèvement à la Collectivité et au Délégataire (copie du rapport de synthèse).

La non-transmission de ces résultats pourra être considérée comme une clause suspensive de l'autorisation de rejet en cours et/ou de son renouvellement.

Dans le cas d'une mise en place de surveillance pérenne, selon les termes définis dans son APC, OREDUI, devra transmettre à la Collectivité et au Délégataire, une copie de son programme de surveillance pérenne ainsi qu'une copie de son programme d'action qui doit être adressée au préfet.

Les 6 campagnes de suivi de l'Etablissement OREDUI ont été réalisées du 30/11/2010 au 12/05/2011 sur les paramètres définis dans le cadre de leur arrêté préfectoral complémentaire n° 13588 du 01/10/2010.

La société OREDUI a transmis en date du 29/08/2014 l'ensemble des résultats obtenus pour chaque campagne de prélèvement à la Collectivité et au Délégataire (copie du rapport de synthèse).

A l'issue de cette surveillance initiale, il ressort que la société OREDUI ne présente pas sur son rejet de substances significatives et n'a donc pas de surveillance pérenne à mettre en place (APC n° 14524 du 24/01/2014).

OREDUI doit cependant prendre les dispositions adéquates pour supprimer dans son rejet industriel d'ici 2021 les substances dangereuses prioritaires :

- Nonylphénol (code sandre 1957)
- Cadmium et composés (code sandre 1388)

L'Etablissement fournira à la ville les résultats de ces mesures et analyses dans un délai de 1 mois **après chaque contrôle.**

AR Prefecture
006-200030857-20250603-AR2025_014-AU
Reçu le 10/06/2025
Publié le 10/06/2025

pays de Grasse
communauté d'agglomération

REPUBLIQUE FRANCAISE
DEPARTEMENT
DES ALPES MARITIMES

ANNEXE 2 : DELIBERATION N°2012-111

CONSEIL MUNICIPAL 2012 - 111

DU 28 JUIN 2012

SERVICE DE L'EAU & DE L'ASSAINISSEMENT
REJETS INDUSTRIELS
ARRETES ET CONVENTIONS

RESUME SYNTHETIQUE

Sur les 9 conventions actives liant la Ville de Grasse aux établissements industriels, dont le rejet est soumis à autorisation spéciale, 7 sont caduques. Le renouvellement des arrêtés d'autorisation de déversement associés aux conventions spéciales de déversement existantes, tout comme l'établissement de nouvelles conventions, seront soumis à l'application de nouvelles règles, dont le passage du coefficient de pollution à 1 et la possibilité pour la Collectivité ou son exploitant, d'appliquer des pénalités financières en cas de non respect des termes de la convention.

SERVICE GESTIONNAIRE	IMPUTATION BUDGETAIRE	MONTANT
SERVICE EAU ET ASSAINISSEMENT	SANS INCIDENCE BUDGETAIRE	/

Madame Nicole NUTINI expose :

Lors de la mise en service du réseau spécifique pour les rejets urbains autres que domestiques, des conventions ont été établies entre les établissements industriels, la Ville de Grasse et son exploitant, en complément d'arrêtés municipaux d'autorisation de rejet dans le système d'assainissement grassois.

Sur les 9 autorisations actives à ce jour, 7 sont actuellement caduques.

Il convient donc de définir de nouvelles règles, pour les autorisations de rejet actuelles et futures, qui tiennent compte des évolutions réglementaires, introduites notamment par la loi 2011-525 dite WARSMANN 2 du 17 mai 2011 (article 37).

Coefficient de pollution :

Le coefficient de pollution Cp est un coefficient de comparaison entre la qualité de l'effluent de l'établissement et la qualité d'un effluent domestique moyen.

Il est introduit par l'article R.2224-19-6 du Code Général des Collectivités Territoriales, afin de tenir compte de la nature spécifique des effluents rejetés par les usagers ayant des rejets autres que domestiques dans le système d'assainissement de la commune de Grasse, et de leur incidence sur le coût du traitement induit au regard de la qualité requise du rejet de la station d'épuration dans le milieu naturel.

Le coefficient de pollution est appliqué sur le volume consommé et rejeté pour le calcul du volume d'assiette de la redevance d'assainissement, perçue au titre du traitement des effluents.

AR Prefecture
006-200039857-20250603-AR2025_014-AU
Reçu le 10/06/2025
Publié le 10/06/2025

Si les valeurs moyennes des concentrations des effluents industriels sont inférieures aux valeurs retenues pour l'usager domestique servant de comparaison, le coefficient de pollution peut prendre une valeur inférieure à 1, minorant en conséquence le volume rejeté et l'assiette de facturation. Ceci, bien que la totalité des volumes rejetés par l'usager autre que domestique induise d'importantes charges d'investissement et d'exploitation.

Dans ce cas, par application des dispositions de l'article R.2224-19-6 du Code Général des Collectivités Territoriales, le coefficient de pollution retenu sera de 1.

Pour tenir compte des éventuelles évolutions des rejets de l'Établissement, ce coefficient sera actualisé au 1er janvier de chaque année n à partir de la moyenne des concentrations, par paramètre, des valeurs obtenues au cours des bilans périodiques de contrôles réalisés sur l'ensemble de l'année n-1.

Pour information, certains établissements déjà conventionnés se voient appliquer un coefficient de pollution Cp égal à 1, alors que d'autres ont encore un coefficient inférieur à 1.

L'impact financier du changement du Cp pour les 4 établissements industriels concernés représentera environ 12 000 euros annuels supplémentaires au total, répartis entre eux ; cet impact est compensé par le fait que, depuis 3 ans, la prime pour épuration est versée par l'Agence de l'Eau à l'établissement et non plus à l'exploitant du système d'assainissement.

Le Cp sera déterminé comme suit :

$$Cp = \alpha + \beta \frac{(DCO\ non\text{-}Dom)}{DCO\ Dom} + \gamma \frac{(DBO\ non\text{-}Dom)}{DBO\ Dom} + \delta \frac{(MeS\ non\text{-}Dom)}{MES\ Dom} + \varepsilon \frac{(NTK\ non\text{-}Dom)}{NTK\ Dom}$$

Avec : α : représente les charges du système insensibles aux variations de concentrations

β γ δ : coefficients de pondérations déterminés à partir des charges annuelles d'exploitation 2010 de la station d'épuration de la Paoute. Ils reflètent l'influence financière des différents éléments (DCO, DBO, MES).

$\alpha + \beta + \gamma + \delta + \varepsilon = 1$.

DCO : Demande Chimique en Oxygène
DBO5 : Demande Biologique en Oxygène sur 5 jours
MES : Matières en Suspension
NTK : Azote Total

DCO, DBO5, MES non-Dom : concentrations moyennes annuelles du rejet industriel obtenues à partir de toutes les analyses transmises par l'établissement (en mg/l).

DCO, DBO5, MES Dom : concentrations moyennes annuelles de l'effluent urbain en entrée de station d'épuration de la Paoute.

Pour ce qui concerne les effluents industriels admis à la station d'épuration de la Paoute, les valeurs calculées sont les suivantes :

$\alpha = 0,39$
$\beta = 0,11$
$\gamma = 0,09$
$\delta = 0,39$
$\varepsilon = 0,02$

AR Prefecture
006-200030857-20250603-AR2025_014-AU
Reçu le 10/06/2025
Publié le 10/06/2025

Caractéristiques de l'effluent urbain de la STEP de la Paoute

Les caractéristiques de l'effluent urbain moyen sont établies à partir des données d'exploitation de 2009 à 2011, soit :

DCO = 700 mg/l
DBO = 290 mg/l
MES = 300 mg/l
NTK = 60 mg/l

Pénalités financières exceptionnelles

1) En cas de non transmission des résultats d'analyses, conformément aux dispositions de la Convention spéciale de déversement, au 20 du mois suivant la fin de la période citée dans la convention de chaque établissement, il pourra être facturé par le Délégataire :

- 50 euros / jour de retard, 48 heures après une relance restée sans effet.

2) Les dépassements de flux polluants définis dans l'Arrêté d'autorisation de déversement seront facturés par le Délégataire, à raison de :

- 1,5 euros / kg DCO et/ou DBO5 au-delà du maximum autorisé dans la convention de chaque établissement
- 1,5 euros / kg MES au-delà du maximum autorisé dans la convention de chaque établissement

Les flux (en kg/j) de DCO, DBO5, MES, mesurés à l'occasion des bilans 24h00 seront multipliés par le nombre de jours entre deux contrôles périodiques, tels que définis dans la convention de déversement. Les flux excédentaires à ce "capital de pollution périodique" seront facturés.

3) Les dépassements de concentration de polluants définis dans l'Arrêté d'autorisation de déversement seront facturés par le Délégataire, à raison de :

- 15 euros par tranche de 100 mg/l de DCO au-delà du maximum autorisé dans la convention de chaque établissement,
- 15 euros par tranche de 10 mg/l de MES au-delà du maximum autorisé dans la convention de chaque établissement,
- 15 euros par tranche de 20 mg/l de NTK au-delà du maximum autorisé dans la convention de chaque établissement.

Les concentrations retenues pour cette facturation seront les moyennes mensuelles en DCO, MES et NTK dès lors qu'elles excéderont les valeurs limites autorisées.

4) Les dépassements de concentrations en éléments traces métalliques (ETM : Cr, Cu, Zn, Ni, Hg, Cd, Pb) et en micropolluants organiques (MPO : HAP, PCB) définis dans l'Arrêté d'autorisation de déversement seront facturés par le Délégataire, à raison de :

- 15 euros / 0,1 mg/l d'ETM au-delà de la concentration maximale autorisée dans la convention
- 15 euros / 0,1 µg/l de MPO au-delà la concentration maximale autorisée dans la convention

Les concentrations retenues pour cette facturation seront celles mesurées à l'occasion des bilans périodiques ou lors de contrôles inopinés, dès lors qu'elles excéderont les valeurs limites autorisées.

AR Prefecture
006-200039857-20250603-AR2025_014-AU
Reçu le 10/06/2025
Publié le 10/06/2025

pays de grasse
communauté d'agglomération

REPUBLIQUE FRANCAISE
DEPARTEMENT
DES ALPES MARITIMES

Conformément aux dispositions de la Convention Spéciale de déversement, tout dépassement des limites autorisées pour le rejet fera l'objet d'une facturation complémentaire adressée à l'Etablissement, indépendamment du calcul normal de la redevance, compte tenu des sujétions particulières d'exploitation liées à cette situation anormale.

Le montant de ces pénalités sera réparti pour moitié entre la Mairie de Grasse et le Délégataire.

Validité des conventions :

Enfin, la Ville de Grasse est soumise à la recherche des micropolluants rejetés au milieu naturel en sortie des stations d'épuration de la Paoute, des Roumiguières et de la Marigarde.

Dans le cas où certaines substances sont détectées à l'issue de la première campagne de recherche, dont les mesures sont étalées sur 3 ans, il devra être décidé :

- soit de limiter ou supprimer le rejet des substances dans le réseau en amont de la station,
- soit d'ajouter des étages de traitement dans les usines d'épuration.

La deuxième solution implique que les boues issues du traitement risquent de contenir ces polluants indésirables, ce qui altèrera leur qualité et pourra entraîner leur refus des filières d'élimination.

C'est pourquoi, une fois cernés le type et la quantité de substances dangereuses à surveiller dans les rejets des stations d'épuration, des recherches analogues sur les polluants détectés seront demandées aux établissements industriels conventionnés.

Jusqu'en 2015, les arrêtés d'autorisation de déversement et les conventions associées seront donc établies pour une durée de 3 ans, période pendant laquelle la Collectivité n'imposera pas aux établissements conventionnés d'analyses supplémentaires pour la recherche d'éventuels micropolluants.
Ces analyses n'interviendront qu'à l'issue de la campagne menée par la Ville de Grasse et seront alors intégrées aux arrêtés renouvelées ou nouvellement émis, dont la validité sera de 5 ans.

La Commission plénière ayant été saisie de ce dossier dans sa séance du 18 juin 2012,

Je vous demande de bien vouloir :

- ADOPTER la formule de calcul du coefficient correcteur de la redevance d'assainissement des usagers autres que domestiques soumis à l'obtention d'une autorisation de rejet par arrêté et convention spéciale de déversement,

- ADOPTER les pénalités financières exceptionnelles ci-dessus décrites,

- ADOPTER la durée de validité des arrêtés et conventions à intervenir entre la Ville de Grasse, son délégataire et les établissements soumis à autorisation de rejet.

- AUTORISER Monsieur le Sénateur-Maire à signer tous les actes nécessaires à cette présente affaire.

Après en avoir délibéré le Conseil Municipal à l'unanimité des membres présents ou représentés adopte,

Délibération affichée le ....4 JUIL. 2012
Suivent les signatures
POUR EXTRAIT CONFORME
Le Sénateur-Maire,

VILLE DE GRASSE A.M.

Jean-Pierre LELEUX

7

Certificats administratifs

Date	Numéro Certificat adm	Thématique	Intitulé	Télétransmise à la Sous-préfecture de Grasse le	Publiée le
06/06/2025	CERTIF 2025_001	Insertion et innovation sociale	Certificat administratif : Délibération n°DL2025_051 : Programmation Insertion Professionnelle et Innovation Sociale – Attribution de subventions et signatures des conventions d'objectifs et de financements 2025 - Correction d'une erreur matérielle	10/06/2025	10/06/20235

AR Prefecture
006-200039857-20250603-CERTIF2025_001-AU
Reçu le 10/06/2025
Publié le 10/06/2025

Pays de Grasse
communauté d'agglomération

REPUBLIQUE FRANÇAISE
DEPARTEMENT
DES ALPES-MARITIMES

CERTIFICAT ADMINISTRATIF N°CERTIF2025_001

Objet : Délibération n°DL2025_051 : Programmation Insertion Professionnelle et Innovation Sociale – Attribution de subventions et signatures des conventions d'objectifs et de financements 2025 - Correction d'une erreur matérielle

Je soussigné, Jérôme VIAUD, Président de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse, atteste que la délibération n°DL2025_051 relative à l'approbation de l'attribution d'une subvention à la Fondation Apprenrtis d'Auteuil , adoptée lors du conseil communautaire du 03 avril 2025, comporte une erreur matérielle page 11.

Conformément à la note de synthèse et à la présentation, il convient de lire page 11 :

« **- D'APPROUVER** l'attribution d'une subvention pour les bénéficiaires suivants :

-FONDATION DES APPRENTIS D'AUTEUIL : **15 000 €** (étant précisé qu'il reste à verser **7500 €**, une avance de 7500 € ayant déjà été versée) ; »

au lieu de « **- D'APPROUVER** l'attribution d'une subvention pour les bénéficiaires suivants :

-FONDATION DES APPRENTIS D'AUTEUIL : 20 000 € (étant précisé qu'il reste à verser 12 500 €, une avance de 7500 € ayant déjà été versée) ; »

Pour faire valoir ce que de droit.

Fait à Grasse, le 03 juin 2025

Le Président

Jérôme VIAUD
Maire de Grasse
Vice-président du Conseil départemental
des Alpes-Maritimes